Ciutat Vella entre réhabilitation et gentrification : politiques publiques et changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone (1980-2008)

Hovig ter Minassian

▶ **To cite this version:**

Hovig ter Minassian. Ciutat Vella entre réhabilitation et gentrification : politiques publiques et changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone (1980-2008). Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I; Universitat de Barcelona, 2009. Français. NNT : . tel-00443785

HAL Id: tel-00443785

https://theses.hal.science/tel-00443785

Submitted on 5 Jan 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

École doctorale de géographie de Paris (ED 434)
Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Universitat de Barcelona

Thèse de géographie

Ciutat Vella entre réhabilitation et gentrification

politiques publiques et changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone (1980-2008)

Hovig TER MINASSIAN

Sous la co-direction de :
Martine BERGER
Horacio CAPEL

Juin 2009

Il n'est pas très original de dire que la réalisation d'une thèse reste un moment souvent stimulant, parfois stressant, mais toujours riche de rencontres et d'échanges. Ce texte doit en effet beaucoup aux nombreuses personnes que j'ai rencontrées ou qui m'ont soutenu tout au long de ma thèse.

Mes premiers remerciements vont à mes deux co-directeurs de thèse avec qui j'ai eu un plaisir sincère à travailler : à Martine Berger pour sa disponibilité sans faille, ses commentaires pertinents et son souci de la rigueur, et à Horacio Capel pour son accueil chaleureux, ses précieux conseils et pour m'avoir poussé à affûter mon regard critique.

Je remercie aussi la Casa de Velázquez et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, qui m'ont, à plusieurs reprises, octroyée une bourse me permettant de me rendre sur mon terrain, ainsi que mon laboratoire d'accueil, le LADYSS (UMR 7533), sur qui j'ai pu compter pour un soutien matériel ou logistique tout au long de la préparation de ma thèse.

En Espagne, je tiens à remercier toutes les personnes que j'ai rencontrées et qui, à leur manière, m'ont permis de « comprendre » Barcelone, en particulier Anna Alabart, Gemma Vila, Mercedes Tatjer, Hélène Rufat, Amador Ferrer, Jesús de la Torre, Sergi Martínez et le personnel du service des archives municipales du district de Ciutat Vella et du département de statistique de la Municipalité de Barcelone, ainsi que celui du registre de la propriété. Je remercie également Xavier Huetz de Lemps qui a su m'accorder sa confiance en tant que directeur d'études à la Casa de Velázquez, ainsi que Alicia Rubio du secrétariat du service des bourses. Je remercie toutes les personnes qui m'ont accordé un peu de leur temps et ont accepté de se plier aux règles de l'entretien.

En France, je remercie l'UFR de géographie de Paris 1, en particulier son directeur Laurent Simon, qui m'a fait confiance durant mes quatre années de monitorat et d'attaché temporaire d'enseignement de recherche. J'en profite pour remercier toutes les personnes avec qui j'ai été amené à travailler durant ces années riches d'expériences pédagogiques, surtout pendant les grèves. Je remercie aussi l'équipe de l'Atelier parisien d'urbanisme grâce à qui j'ai pris goût pour les questions d'aménagement de l'espace urbain durant l'année de stage que j'y ai effectuée, en particulier son directeur Jean-Baptiste Vaquin. Mes remerciements vont également vers François Lhénaff et Yannick Beltrando, qui m'ont tous deux aidé à mieux comprendre les politiques patrimoniales à Paris et le regard des architectes français sur Barcelone. Je remercie aussi Hélène Jannière et Frédéric Pousin, qui m'ont donné l'occasion de réfléchir sur le paysage urbain.

Je remercie également Aurélie Boissière pour les cartes, Juliette Lermerle pour les traductions, Françoise Boissière pour les relectures, ainsi que Marielle et Patrick pour m'avoir laissé fouiller dans leurs photos.

En dernier lieu, je remercie ma famille et mes amis qui m'ont soutenu durant ces quatre années de thèse. Je remercie Anahide d'avoir toujours su me convaincre (en m'excusant de ne pas avoir tenu les délais), ainsi que Maude, Samuel, et le « Joan Miró » pour sa ponctualité, Luces pour son hospitalité et sa bonne humeur, Léo et Juliette pour les discussions, les bières et les promenades. Je remercie aussi le labo junior, Raoul Glaber et Donneau. Enfin je remercie Aurélie et Círdan, qui ont su m'aider à garder la tête froide et les pieds sur terre.

Remarques préliminaires

Cartographie et crédits photographiques

La plupart des cartes présentées ont été conçues par l'auteur et réalisées avec l'aide d'Aurélie Boissière (géographe-cartographe). Elles ne peuvent être reproduites qu'en précisant la source et le nom de l'auteur.

L'auteur des photographies présentées dans ce travail est systématiquement précisé. Comme pour les cartes, elles ne peuvent être reproduites qu'en précisant la source et le nom de l'auteur.

Afin de faciliter la lecture des cartes, le texte est accompagné de deux calques transparents superposables, l'un reproduisant le découpage statistique et les principaux équipements et noms de rue à l'échelle du district de Ciutat Vella, l'autre reproduisant le découpage statistique à l'échelle de la ville de Barcelone.

Données statistiques

Sauf mention contraire, les données statistiques présentées dans ce travail proviennent du département de statistique de la Municipalité de Barcelone. Lorsqu'elles ont été publiées, la référence est indiquée.

Bibliographie et sigles

La bibliographie présentée à la fin de ce travail a été classée de manière thématique. La méconnaissance relative en France des travaux de géographie espagnole nous a incité à adopter cette présentation, afin de faciliter le repérage de corpus thématiques, au risque d'une dispersion de l'ensemble des travaux portant sur un même territoire mais avec des approches différentes. Dans le corps du texte, chaque ouvrage est donné avec ses références complètes la première fois qu'il est cité.

Par ailleurs, les sigles ou abréviations sont systématiquement accompagnés de leur signification la première fois qu'ils sont utilisés. On trouvera à la fin du texte un index de ceux rencontrés dans ce travail.

Citations et traductions

La plupart des citations en castillan ou en catalan provenant d'ouvrages non traduits en français, elles sont accompagnées d'une traduction en note de bas de page, lorsque leur sens n'est pas immédiatement évident. La plupart des traductions ont été faites par l'auteur avec l'aide de Juliette Lermerle (traductrice).

SOMMAIRE

INTRODUCTION _____ 2

Première partie. Les enjeux de la récupération du centre ancien de Barcelone ____ 12

Chapitre 1 Le centre ancien de Barcelone : de la « crise urbaine » à la récupération __ 13

Chapitre 2 Le *Modelo Barcelona* : enjeux, limites et nouvelles perspectives _____ 63

Chapitre 3 Les enjeux de la gentrification dans le centre ancien de Barcelone _____ 100

Deuxième partie. Le contexte de la récupération du centre ancien de Barcelone : acteurs, politiques urbaines, processus _____ 144

Chapitre 4 La multiplicité des acteurs de la récupération du centre ancien de Barcelone 145

Chapitre 5 Entre politiques publiques et investissements privés : les modalités de la récupération de Ciutat Vella _____ 194

Chapitre 6 Ciutat Vella, la récupération d'un espace potentiellement gentrifiable ____ 238

Troisième partie. La gentrification dans le centre ancien de Barcelone : diversité des processus et des trajectoires _____ 292

Chapitre 7 Méthodes d'analyse des mutations socio-démographiques des quartiers de Ciutat Vella _____ 293

Chapitre 8 Gentrification, désembourgeoisement, marginalisation : les changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone entre 1991 et 2005 324

Chapitre 9 Le paysage de la gentrification à Ciutat Vella _____ 362

Quatrième partie. La perception des changements dans le centre ancien de Barcelone entre contestation et auto-légitimation _____ 408

Chapitre 10 Perceptions et contestations de la politique de récupération de Ciutat Vella 409

Chapitre 11 Le discours institutionnel de légitimation du *Modelo Barcelona* _____ 464

CONCLUSION _____ 505

ANNEXES _____ 515

BIBLIOGRAPHIE _____ 519

TABLES ET INDEX _____ 554

INTRODUCTION

Depuis la fin des années 1970, la crise du mouvement moderne en architecture et l'engouement pour le patrimoine ont contribué à infléchir l'action publique concernant les centres anciens[1]. En Europe occidentale particulièrement, les programmes radicaux de « rénovation », par démolition et reconstruction du bâti, ont progressivement cédé la place aux opérations de « réhabilitation ». Cette rupture majeure dans les politiques urbaines concernant les centres-villes a considérablement renouvelé les questionnements, selon plusieurs approches : le devenir du patrimoine[2], l'évaluation des nouvelles politiques urbanistiques[3] ou les changements sociaux qu'elles ont entraînés. En soi, cette dernière interrogation n'est pas neuve, elle avait déjà été posée à propos des rénovations haussmanniennes du 19ème siècle ou des opérations de « régénération urbaine » des années 1960[4]. L'étude de la « gentrification » a ouvert de nouvelles perspectives, en tant que processus de récupération d'un parc de logement dans les centres anciens et de substitution des classes moyennes ou aisées aux classes populaires. En Europe, et en particulier en France et en Espagne, les spécialistes de la question ont examiné plus systématiquement qu'ailleurs le lien entre gentrification et politiques urbaines. Quelle est le rôle des pouvoirs publics dans la diffusion du phénomène ? La réhabilitation des quartiers anciens centraux entraîne-t-elle systématiquement leur gentrification ? Peut-on l'expliquer ? L'enjeu est de savoir en quoi l'apparition ou au contraire l'absence de processus de gentrification témoigne de la capacité des pouvoirs publics à organiser l'espace urbain, autrement dit, dans quelle mesure les politiques urbanistiques transforment directement et indirectement le paysage socio-démographique des centres-villes.

[1] CAPEL H., « El debate sobre la construcción de la ciudad y el llamado "modelo Barcelona" », *Scripta Nova*, 2007, vol. XI, n° 233.
[2] BOURDIN A., *Le patrimoine réinventé*, Paris : PUF, 1984, 239 p.
[3] BÉRINGUIER C., CASTELLS M., MINGASSON C., RÉMY J., *Urbanismo y práctica política*, Barcelone : Los Libros de la Frontera, 1974, 160 p. ; GARNIER J.-P., « Planificación urbana y neocapitalismo », *Geo Crítica*, 1976, n° 6.
[4] Voir notamment COING H., *Rénovation urbaine et changement social*, Paris : Éditions Ouvrières, 1966, 296 p. ; GODARD F., CASTELLS M., DELAYRE H., DESSANE C., O'CALLAGHAN C., *La rénovation urbaine à Paris : structure urbaine et logique de classe*, Paris : Mouton, 1973, 148 p.

Pour répondre à ces questions, nous proposons d'analyser conjointement les mutations socio-démographiques et paysagères du « centre ancien » de Barcelone (qui correspond au district de « Ciutat Vella » ou « Vieille Ville » en catalan) et la politique de « récupération » qui y a été menée[5].

À bien des égards, ce cas d'étude est original et pertinent. L'histoire des quartiers anciens de Barcelone est celle d'un lent processus de dégradation, depuis la fin du 19ème siècle et au moins jusqu'à la fin des années 1970[6]. La politique de réhabilitation qui y a été menée depuis le début des années 1980 a été rapide et de grande ampleur, dans un contexte de mutations d'une métropole industrielle et de croissance des emplois de services. Après quarante années de dictature franquiste, la Municipalité socialiste, arrivée au pouvoir en 1979 avec l'élection de Narcís Serra, a promu une politique urbanistique en rupture avec celle de la période précédente, cherchant à répondre à la crise économique et sociale du centre ancien de Barcelone et à réhabiliter un tissu urbain particulièrement dégradé. Elle s'est targuée d'avoir su éviter, d'une part, la transformation du centre ancien en « musée à ciel ouvert » et, d'autre part, sa gentrification. Elle a formalisé, puis exporté son expérience, notamment en Amérique latine, sous l'étiquette du *Modelo Barcelona*[7], qui a tour à tour fait l'objet d'éloges et de critiques. Les discours qui lui sont favorables insistent sur la réussite d'une politique de revitalisation intégrale du centre ancien, tandis que les détracteurs de ce « modèle » mettent en avant l'évolution d'une politique urbanistique - qui se voulait au départ originale et spécifique - vers une politique banalisée, « mondialisée » et « privatisée ». Géographes, architectes ou sociologues, en particulier à Barcelone, ont été très nombreux à dénoncer la distorsion entre le discours et la réalité.

Plus qu'à une interrogation sur le succès ou l'échec d'un modèle, l'exemple barcelonais nous invite donc à une réflexion sur la capacité des pouvoirs publics à organiser l'espace urbain. Notre travail de thèse vise à questionner le rôle des politiques locales dans les

[5] La ville de Barcelone est découpée en dix districts. Chacun a sa propre équipe municipale - sous l'autorité d'une Municipalité centrale - avec des pouvoirs équivalents à ceux des arrondissements des grandes villes françaises (Paris, Lyon, Marseille). Par ailleurs, chaque district est lui-même découpé en ZEG (*zona estadística grans* ou « grande zone statistique »), même si ce découpage statistique peut s'appuyer sur des « singularités » spatiales fortes. C'est particulièrement le cas dans Ciutat Vella, qui regroupe les ZEG de la Barceloneta, de Parc (correspondant à la Ribera et au Casc Antic), du Gòtic (c'est-à-dire tout le quartier du Barrio Gótico) et du Raval. Nous renvoyons à la photo aérienne et aux cartes qui se trouvent au début de la Première Partie.

[6] En soi, le processus de dégradation n'est pas spécifique au centre ancien de Barcelone, même si l'on y trouve des implications politiques et sociales particulières, qui seront étudiées plus loin. Dans son travail sur la gentrification du Marais à Paris, Alexandre Djirikian rappelle que le quartier, qui s'est urbanisé à partir du début du 17ème siècle (avec notamment la construction de la place Royale, actuelle place des Vosges, à partir de 1605), a accueilli le pouvoir royal et l'aristocratie, avant d'être progressivement délaissé au profit des quartiers du Louvre, de Palais-Royal ou de Saint-Germain-des-Prés. À partir du 19ème siècle, le Marais s'est densifié et popularisé, tandis que l'artisanat s'est développé et que la petite bourgeoisie commerçante a récupéré les hôtels particuliers abandonnés par les familles riches. Le Marais a atteint son appauvrissement maximum dans les années 1950, avec l'arrivée d'immigrants pauvres dès la fin du 19ème siècle (d'Europe de l'Est puis d'Afrique du Nord) et le manque d'intérêt porté par les pouvoirs publics à ce secteur. DJIRIKIAN A., *La gentrification du Marais : quarante ans d'évolution de la population et des logements*, mémoire de master 2 sous la direction de Martine Berger et d'Yvan Chauviré, Université Paris 1, 2004, 265 p.

[7] Que l'on pourrait traduire par « modèle d'intervention urbaine à Barcelone ».

processus de gentrification, à travers le cas du centre ancien de Barcelone : y-a t-il une spécificité du *Modelo Barcelona* au regard des politiques de réhabilitation dans le centre ancien ? Dans quelle mesure les politiques publiques sont-elles impliquées dans les processus de gentrification ? Peut-on expliciter, à partir du cas de Barcelone, les conditions de diffusion de la gentrification dans les centres anciens européens ? Et si une grande partie de Ciutat Vella échappe encore aux processus de gentrification, est-ce à mettre au compte du succès du *Modelo Barcelona*, ou au contraire de son échec, c'est-à-dire de l'incapacité des pouvoirs publics à résorber la crise socio-démographique et à changer l'image du quartier ?

Ce travail de thèse s'inscrit au croisement de plusieurs champs des recherches urbaines : les politiques urbanistiques en centre-ville, celles sur le patrimoine, la gentrification. Ces thématiques ont en commun de porter sur le devenir des centres anciens.

Le centre ancien de Barcelone : des quartiers en pleine mutation

Le district de Ciutat Vella correspond à la ville de Barcelone depuis la fondation de la colonie romaine jusqu'à la révolution industrielle du 19ème siècle. Il abrite aujourd'hui 7 % de la population de la commune (111 518 habitants en 2007)[8] pour 4,2 % de sa superficie (4,2 km²). Cœur historique de la deuxième ville d'Espagne, il est le symbole de l'histoire de l'industrialisation de la Catalogne, des luttes syndicales de la Barcelone ouvrière, indépendantiste et antifranquiste, de la forte immigration traditionnelle (catalane au 19ème siècle et au début du 20ème siècle, nationale jusque dans les années 1970 puis principalement étrangère aujourd'hui), un condensé du mythe culturel, littéraire et politique de Barcelone.

Ciutat Vella rassemble des quartiers très disparates en apparence, chacun ayant une personnalité qui tient à l'histoire de la ville et à ses propres trajectoires sociales. Cette composition singulière les distingue des autres quartiers populaires de Barcelone (comme Sants ou Poblenou). Parmi les différents quartiers du district, le Barrio Gótico est l'ensemble urbain le plus monumental. Accueillant dès le départ l'aristocratie et la bourgeoisie aisée, il est peu à peu devenu un espace de centralité administrative et touristique, sans que la fonction résidentielle y ait complètement disparu malgré le départ d'une partie de la bourgeoisie barcelonaise vers l'Eixample (ou « Ensanche » en castillan), le quartier construit sur les plans de Cerdà à partir du dernier tiers du 19ème siècle. La Ribera est un espace traditionnellement résidentiel, mais les classes aisées ont également quitté ce quartier dès la fin du 19ème siècle, bientôt suivies par les classes moyennes. Une partie d'entre elles est cependant restée le long de la Via Laietana et en bordure du parc de la Ciutadella, profitant des opérations de promotion immobilière générées par les grands travaux dans le centre ancien. À l'inverse, le secteur de la Barceloneta, physiquement séparé du reste de la Vieille Ville, a toujours été populaire. Quartier portuaire traditionnel de Barcelone, la forte croissance démographique de

[8] Au même moment, on compte 1 595 110 habitants dans la commune de Barcelone, environ 4, 8 millions d'habitants dans la région métropolitaine et environ 5,3 millions d'habitants dans la province de Barcelone.

l'époque moderne y a favorisé l'autoconstruction. Dès 1754, le projet de construction de la Barceloneta a visé à reloger sur place les familles de pêcheurs. Le Raval quant à lui est resté jusqu'à la fin du 18ème siècle un espace peu dense, accueillant des champs et des couvents, séparé du Barrio Gótico jusqu'en 1854 par des murailles, puis par la promenade des Ramblas[9].

Dès la fin du 18ème siècle, en particulier dans les quartiers populaires du Raval et de la Barceloneta, l'industrialisation de Barcelone a entraîné la densification des quartiers qui constituent actuellement Ciutat Vella, avec la multiplication d'ateliers et de fabriques, occupant parfois de grandes emprises foncières, et la construction de logements pour accueillir les familles ouvrières. Au moment de réhabiliter ces quartiers, au début des années 1980, le devenir de cet héritage industriel a suscité un grand nombre de réflexions tournant autour des questions de disparition ou de reconversion des anciennes usines, de protection du patrimoine industriel et de transmission de la mémoire ouvrière du centre ancien.

À Barcelone, l'expression de « quartier ancien » appliqué à Ciutat Vella ne va pas de soi. L'ancien est une notion relative, qui désigne un espace par opposition à des quartiers plus récents, censés être plus adaptés aux conditions de la ville contemporaine. Le géographe espagnol Miguel Ángel Troitiño Vinuesa rappelle que l'expression de « centre ancien » (*casco antiguo*) désigne les espaces urbains correspondant à la période antérieure à la révolution industrielle[10]. En urbanisme, le *centro histórico* identifie plutôt l'espace monumental de la ville, caractérisé par son héritage historique et artistique remarquable. Même si « centre ancien » et « centre historique » tendent à se confondre, nous avons choisi dans la suite du texte de n'utiliser que le premier terme pour désigner le district de Ciutat Vella. Au cours des entretiens que nous avons réalisés, l'expression « centre historique » s'est avérée ambigüe parce qu'elle pouvait parfois s'appliquer à certains quartiers de l'Eixample. Inversement, l'adjectif « médiéval » était également trop restrictif, excluant le Raval et la Barceloneta. Pour nos interlocuteurs, seul le « centre ancien » se réfère exclusivement et strictement à l'ensemble du district de Ciutat Vella.

Le terme de « quartier » pose également problème. Dans un ouvrage collectif étudiant les enjeux scientifiques et politiques de cette notion, Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace se demandent si, à l'heure de la mondialisation et de la valorisation des mobilités, le quartier est encore une réalité socio-urbaine[11]. J.-A. Authier,

[9] Les changements urbanistiques et sociaux dans le quartier du Raval ont largement suscité l'intérêt des chercheurs et des spécialistes pour comprendre les mutations à l'échelle du district de Ciutat Vella. Mª Alba Sargatal Bataller a mené un examen exhaustif et critique de ces travaux sur le Raval, mettant en évidence la diversité des thèmes, des approches et des méthodologies. Bien que la bibliographie proposée dans l'article dépasse les questionnements sur lesquels nous-mêmes avons mis l'accent, nous renvoyons à cette dernière pour un tableau complet des travaux sur l'évolution du Raval. SARGATAL BATALLER M. A., « El barrio del Raval de Barcelona (1999-2008). Transformarciones urbanas y nuevos enfoques metodológicos para el estudio del centro histórico », *Bibio 3W*, 2009, vol. XIV, n° 824.

[10] TROITIÑO VINUESA M. Á., *Cascos antiguos y centros históricos : problemas, políticas y dinámicas urbanas*, Madrid : Ministerio de Obras Públicas, Transportes y Medio ambiente, 1992 (a), 224 p.

[11] AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F., *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte, 2006, 293 p.

Yankel Fijalkow et Pascale Philifert soulignent que si le quartier constitue une entrée récurrente et une échelle d'analyse fréquemment utilisée en géographie ou en sociologie urbaine, la notion reste floue. Ils invitent notamment à distinguer le quartier « institué », issu du découpage administratif, et le quartier tel qu'il est réellement vécu. Yves Grafmeyer quant à lui souligne les coupures parfois artificielles, même lorsque : « la netteté des contours se conjugue avec une originalité architecturale aisément perceptible et la présence de divers monuments ou équipements locaux »[12]. Le nord du Barrio Gótico tend ainsi à se rapprocher, du point de vue sociologique et commercial, des secteurs voisins de l'Eixample. Il en est de même pour les abords nord et nord-ouest du Raval, tournés vers l'extérieur plus que vers l'intérieur du district. À bien des égards, la Barceloneta ressemble plus au quartier de Poblenou (même si ce dernier est actuellement en pleine reconversion), à l'est, dans le district de Sant Martí, qu'à celui de la Ribera. Dans sa thèse sur Barcelone, R. Ferras invitait justement à considérer plusieurs ensembles nettement caractérisés au sein du district de Ciutat Vella, avec le Barrio Gótico comme espace muséal et centre administratif, le « Barrio Chino » (c'est-à-dire le Raval) populaire, et les Ramblas comme espace résiduel et ludique[13].

Malgré cette diversité de quartiers, il nous a semblé important d'étudier l'ensemble du district de Ciutat Vella, afin de comprendre pourquoi les processus de gentrification se manifestent dans certains secteurs plutôt que d'autres. Ceci n'empêche pas de considérer les quartiers anciens de Barcelone comme un espace disparate aux potentialités fortes. La place du district au sein de l'agglomération est ambiguë. Cœur administratif et touristique de la métropole, il est un espace fortement patrimonialisé qui joue le rôle de « vitrine » pour le reste de la ville. Il est le siège du pouvoir politique municipal et régional et continue à jouer un rôle administratif et politique fort[14]. Il constitue le premier espace touristique de la ville et regroupe parmi les plus fortes densités commerciales de l'agglomération aussi bien pour le commerce de détail que pour celui de gros[15]. Malgré une tendance à la dissémination des commerces à l'échelle de la commune de Barcelone, le district de Ciutat Vella affiche une très forte concentration, en particulier le long des axes les plus touristiques ou les plus fréquentés du centre ancien. Dans les secteurs proches des quartiers bourgeois de l'Eixample, le commerce de luxe et le commerce touristique dominent.

D'un autre côté, le district de Ciutat Vella abrite aussi parmi les quartiers les plus populaires et les plus marginalisés de la ville de Barcelone. Longtemps délaissés par la politique municipale ou bien abandonnés aux mains des spéculateurs privés dont les intérêts étaient en collusion avec ceux des pouvoirs publics, la population de ces quartiers a subi une paupérisation et une dégradation continue de leurs conditions de vie au fur et à mesure que la « crise urbaine » devenait durable. Le romancier d'origine barcelonaise Manuel Vazquez

[12] GRAFMEYER Y., « Le quartier des sociologues », in AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F., *op. cité*, 2006 p. 22.
[13] FERRAS R., *Barcelone. Croissance d'une métropole*, Paris : Anthropos, 1977, 616 p.
[14] Outre le siège de la Municipalité et de la Généralité (onseil régional de Catalogne), on trouve dans le district un grand hôpital (Hospital del Mar), un certain nombre de services sociaux, ainsi que les bureaux des principaux établissements publics engagés dans la mise en œuvre de la politique urbanistique.
[15] CARRERAS C. (dir.), *Atles comercial de Barcelona*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, Cambra de Comerç de Barcelona, Universitat de Barcelona, 2003, 378 p.

Montalbán a bien dépeint la pauvreté et la prostitution, mais en même temps la sociabilité particulière de ces quartiers anciens.

Face à cette image ambivalente, quels sont les enjeux de la réhabilitation du cœur historique et populaire de Barcelone ? En quoi le réinvestissement politique, économique et symbolique a-t-il modifié les formes d'appropriation des quartiers anciens ? Quelles sont les conséquences de la réorientation culturelle et touristique sur la perception et les usages du centre ancien et dans quelle mesure amènent-elles à redéfinir sa place à la fois fonctionnelle et symbolique par rapport aux autres quartiers de Barcelone ? Quels changements socio-démographiques y observe-t-on et comment se traduisent-ils dans le paysage urbain ? Dans quelle mesure ont-ils été favorisés par la politique municipale de « récupération » du centre ?

La récupération : un enjeu urbanistique, social, politique et symbolique, entre revitalisation intégrale et marketing urbain

Comme le rappelle Alain Bourdin, les « mots » de la réhabilitation sont très nombreux mais rarement neutres[16]. La « mise en valeur » a une dimension esthétique et économique. Elle renvoie à une certaine fonctionnalisation du patrimoine, à l'idée que ce dernier doit se montrer sous son meilleur jour. Le terme de « sauvegarde » donne immédiatement un caractère noble au projet. Il implique donc la défense du patrimoine. Celui de « restauration » s'applique le plus souvent à une œuvre d'art et renvoie à un retour à l'état initial de l'objet, avec le moins de modifications possibles. On parle aussi parfois de « mise aux normes », comme si cette expression pouvait gommer la dimension idéologique de l'action, puisqu'on se réfère à la législation. Mais c'est oublier qu'aucune norme n'est neutre.

Pour notre part, le terme de « récupération » nous semble plus adapté à l'analyse du cas barcelonais pour trois raisons. D'abord, il ne préjuge pas des moyens mis en œuvre dans les politiques de revitalisation du centre ancien, de la rénovation ou démolition/reconstruction à la réhabilitation, avec toute la gamme des possibles entre les deux. C'est d'autant plus vrai qu'à Barcelone les pouvoirs publics n'ont pas hésité à démolir les bâtiments dégradés pour aménager des espaces publics. Ensuite, le terme renvoie à la question de la gentrification, c'est-à-dire du retour en centre-ville des classes moyennes ou aisées, sans préjuger des modalités de ce retour. S'agit-il d'opérations spéculatives ou bien les nouveaux propriétaires comptent-ils s'installer eux-mêmes à Ciutat Vella ? Ces derniers sont-ils extérieurs au quartier ou bien sont-ils des locataires résidant déjà dans le centre ancien et accédant à la propriété ? Enfin, le terme de « récupération » vise à prendre en compte à la fois les dimensions économique et symbolique de la réappropriation des espaces centraux. Il rappelle que la réhabilitation du patrimoine est autant un souci de conserver l'héritage du passé, qu'une stratégie politico-économique de rupture avec la période franquiste. La revitalisation du centre ancien de Barcelone s'inscrit dans une volonté, aussi bien de la part des mouvements sociaux

[16] BOURDIN A., *op. cité*, 1984.

urbains que de la nouvelle équipe municipale socialiste, de « récupérer » l'initiative de l'action urbanistique et de réinvestir des secteurs jusqu'alors délaissés.

La récupération de Ciutat Vella a constitué dès le début des années 1980 un axe majeur des politiques urbanistiques à Barcelone et son analyse est donc une entrée possible pour une lecture critique du *Modelo Barcelona*. Ce dernier a relevé d'une volonté de donner du sens aux différentes politiques urbanistiques menées à Barcelone à partir de la transition démocratique, aussi bien dans le centre ancien que dans les autres quartiers de la ville. Il a également témoigné d'un souci de se démarquer de la période précédente, celle de la dictature, en proposant une politique qui s'est voulue véritablement à l'écoute des riverains. Enfin, il a démontré, de la part de la Municipalité, une volonté de faire reconnaître internationalement l'originalité de son expérience, de sa méthode et de son succès.

Mais qu'en est-il réellement ? Beaucoup d'auteurs, géographes, urbanistes, sociologues, anthropologues, se sont exprimés au sujet du *Modelo Barcelona*, essentiellement à Barcelone même. Certaines questions restent en suspens : dans quelle mesure le *Modelo Barcelona* a-t-il réellement constitué une voie originale de réhabilitation des centres-villes ? Ne relève-t-il pas avant tout de stratégies de « marketing urbain » ? Comment la Municipalité socialiste a-t-elle tenté de légitimer sa politique urbanistique dans son discours, et quel « modèle de ville » a-t-elle souhaité véhiculer ? Si, depuis les élections de 1979, une coalition de gauche s'est maintenue à la tête de la Municipalité de Barcelone, les politiques urbaines concernant le centre ancien n'ont-elles pas tout de même évolué au cours de ces trois décennies ? Derrière l'apparence d'une continuité municipale forte, observe-t-on des ruptures ? La multiplication des grands chantiers dans ou autour du centre ancien ne traduit-elle pas, paradoxalement, la désaffection progressive des politiques urbaines pour la réalité urbaine et sociale des quartiers anciens ? Le *Modelo Barcelona* n'a-t-il pas justement favorisé une gentrification d'une partie du centre ancien ?

Ciutat Vella entre patrimonialisation, gentrification et production d'images

Les travaux sur la gentrification à Barcelone se sont multipliés depuis une dizaine d'années, même si la plupart restent encore peu précis dans l'évaluation des processus réellement en cours à Ciutat Vella. Nous avons cherché à pallier ce manque en proposant une analyse systématique de l'évolution du district au cours des 25 dernières années, non seulement au regard du processus de gentrification mais plus globalement des grandes mutations socio-démographiques du centre ancien de Barcelone. Pour cela, nous nous sommes en partie appuyé sur une approche paysagère de la gentrification, qui peut utilement compléter les méthodologies plus classiques, celles des approches quantitatives (fondées sur l'exploitation de statistiques), et celles des approches qualitatives (fondées sur des entretiens ou des enquêtes).

L'évolution de Ciutat Vella depuis le début des années 1980 suscite un grand nombre d'interrogations. Une première série concerne les conditions de la récupération du centre ancien : est-elle due à une amélioration *in situ* des conditions de vie ou bien relève-t-elle au contraire d'une « reconquête » par des gentrifieurs venus d'autres quartiers et si oui, quelles formes prend-elle ? Quels secteurs de Ciutat Vella sont aujourd'hui concernés ? Quels autres connaissent au contraire une marginalisation ou des processus de « désembourgeoisement »[17] qui font apparaître de nouvelles fractures socio-spatiales dans le centre ancien ? Une seconde série d'interrogations porte sur la dimension politique et symbolique de ces changements : en quoi la gentrification témoigne-t-elle de stratégies de réappropriation de l'espace central de Barcelone, parfois en contradiction avec les aspirations des résidents « traditionnels » et avec le projet politique de la Municipalité ? De la part de quels acteurs ? Quelle influence a pu avoir la politique municipale de récupération sur l'apparition et la diffusion de processus de gentrification ? Dans quelle mesure l'analyse de la gentrification peut-elle alors être une grille d'évaluation des politiques publiques dans le centre ancien ?

Vincent Veschambre[18] souligne ainsi que la réhabilitation du patrimoine, en tant que témoignage d'une volonté de rattachement au passé et de demande de mémoire, est significative d'une stratégie de marquage et d'appropriation de l'espace. Dans le cas de Barcelone, Joan Ganau montre comment la volonté de « conservation » du centre a été nourrie par les revendications identitaires, culturelles et politiques de la bourgeoisie barcelonaise, tout en contribuant en retour à les structurer[19]. Étudier les politiques en faveur du patrimoine dans le centre ancien, à travers les orientations du *Modelo Barcelona*, c'est donc examiner les stratégies de réappropriation symbolique d'un quartier ouvrier et populaire de Barcelone. La récupération s'accompagne d'une logique de patrimonialisation n'excluant pas des opérations d'assainissement urbain d'envergure, comme la Rambla del Raval ou le secteur « Pou de la Figuera ». Les politiques patrimoniales alimentent-elles la gentrification ? Au contraire, si la gentrification reste limitée, comment peut-on l'expliquer ? La vigueur de l'immigration étrangère contemporaine vient-elle perturber les schémas classiques, en favorisant la « compétition » pour les logements bon marché ? Si le processus ne concerne pas l'ensemble du centre ancien, n'est-ce pas dû à un déficit d'image plutôt qu'à un déficit d'opérations ? Quel rôle jouent alors les images du centre ancien dans la structuration des politiques urbaines et dans les changements socio-démographiques que connaît Ciutat Vella ? En termes de repositionnement fonctionnel et symbolique du centre ancien par rapport aux autres quartiers de l'agglomération, quelles sont les conséquences de la tentative de la Municipalité de changer l'image du centre ancien de Barcelone ?

[17] Le « désembourgeoisement » sera défini au terme des analyses statistiques plurivariées, dans le chapitre 8. Nous pouvons rapidement préciser la distinction que nous opérons entre désembourgeoisement et dégentrification : le premier est la substitution de classes supérieures d'un quartier par des classes moyennes ou populaires. Le second implique qu'il y a eu amorce de gentrification mais que celle-ci n'a pas abouti.

[18] VESCHAMBRE V., *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008, 315 p.

[19] GANAU CASAS J., *Els inicis del pensament conservacionista en l'urbanisme català (1844-1931)*, Barcelone : Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 1997, 600 p.

Cheminement de la recherche

Pour mieux cerner les différentes dimensions des politiques urbanistiques et la complexité de leur interrelation, le travail s'appuie sur plusieurs méthodologies complémentaires (analyses statistiques plurivariées, entretiens semi-directifs, approche paysagère et analyse de discours). Afin de faciliter la lecture de la restitution du travail de terrain, nous avons fait le choix de ne pas découpler, pour chacune de ces approches, la méthodologie des résultats. La présentation sera menée en quatre temps.

Dans une première partie, nous examinerons **les enjeux de la récupération urbaine** du centre ancien de Barcelone, entre revitalisation socio-économique, patrimonialisation et gentrification. En soulignant que le centre ancien est un espace urbain particulier, dont la dimension symbolique est forte, nous évoquerons la situation de « crise urbaine »[20] de Ciutat Vella au début des années 1980, qui tient à la fois aux conditions socio-démographiques (chute et vieillissement de la population), économiques (crise de l'emploi) et urbaines (tissu dégradé, état des logements). Face à ce constat, la Municipalité élue en 1979 a tenté de proposer des solutions originales. Ce *Modelo Barcelona* de la « récupération » doit être réexaminé. Un état de la question à partir des travaux déjà existants met en avant l'intérêt d'explorer deux nouvelles pistes de relecture critique du *Modelo Barcelona* : d'une part, le bilan des évolutions socio-démographiques que la politique urbanistique a rendu possibles ; d'autre part la manière dont la Municipalité de Barcelone a tenté de légitimer cette politique. Nous aborderons alors la question de la gentrification, en soulignant l'intérêt de cette approche comme « grille d'évaluation » des politiques urbaines de la Municipalité, tout en insistant sur la nécessité d'une approche globale des changements socio-démographiques dans le centre ancien.

La seconde partie pose **le contexte de la récupération du centre ancien** et examine les conditions de la gentrification. Elle s'intéresse dans un premier temps aux différents acteurs et agents de la transformation de l'espace urbain de Ciutat Vella. Dans ce travail, nous étudierons principalement les acteurs collectifs, sans nier l'intérêt d'une étude des acteurs individuels, notamment au regard du processus de gentrification. Ce choix a été motivé par la volonté de s'interroger sur la place des pouvoirs publics dans l'élaboration et la formalisation d'un « modèle de ville ». Les propriétaires privés sont des acteurs à part entière qui, à partir d'une certaine « masse critique », peuvent transformer l'espace urbain, en particulier dans le cadre de processus de gentrification. Mais c'est la Municipalité qui pose les conditions de la récupération sans toujours contrôler les types de revalorisation de l'espace urbain que cette politique génère : l'image du centre ancien peut évoluer indépendamment des politiques menées par la Municipalité. Nous présenterons ensuite les modalités précises de cette politique de récupération et les stratégies d'accompagnement. Elles font apparaître la large

[20] LÉVY J.-P., *Centres villes en mutation,* Paris : CNRS, 1987 (a), p. 136.

part accordée à l'assainissement du tissu urbain, le partenariat avec le secteur privé et la faiblesse de la construction de logements sociaux. L'analyse met en évidence ces inflexions au cours de la période étudiée. Il reste alors à se demander si ces politiques ont créé les conditions favorables à l'apparition et la diffusion de processus de gentrification. Nous présenterons le « potentiel » de gentrification du centre ancien, à travers l'évolution récente du paysage socio-démographique et ses limites, à l'échelle de l'ensemble de Ciutat Vella.

Une fois posé le contexte de la récupération et retracée l'évolution globale qui l'a accompagnée, nous nous interrogerons sur **l'ampleur réelle du processus de gentrification dans le centre ancien, à une échelle beaucoup plus fine**. Ce sera l'objet de la **troisième partie** qui portera sur la diversité des changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone. Une série d'analyses statistiques plurivariées permettra d'examiner la complexité des mutations socio-démographiques entre gentrification, désembourgeoisement, marginalisation et stabilité. Ces résultats seront confrontés à la réalité des mutations paysagères du centre ancien et à leur inscription spatiale. Nous analyserons donc le « paysage de la gentrification », en faisant l'hypothèse que le paysage urbain « agit » en retour sur les mutations sociales du centre ancien. Cette approche permettra d'aborder à la fois la question des échelles de la gentrification, et celle de la place des images d'un quartier dans la diffusion des processus de gentrification.

Comment les habitants du centre ancien vivent-ils ces transformations et comment sont-elles légitimées par la Municipalité de Barcelone ? Ces questions feront l'objet de la **quatrième partie**, qui portera sur **la réception des politiques urbaines** entre la contestation et l'auto-légitimation. Nous étudierons la manière dont ces changements sont perçus par les résidents eux-mêmes, et la responsabilité qu'ils prêtent aux politiques de récupération menées par la Municipalité. Nous nous appuierons sur des entretiens semi-directifs réalisés d'une part auprès d'associations de riverains, afin d'examiner leur perception de la politique urbanistique, et d'autre part auprès d'agents immobiliers du centre ancien, témoins de la réactivation du marché immobilier à Ciutat Vella. Nous prendrons l'exemple des conflits autour des projets du secteur « Rambla del Raval/Illa del Raval » et de celui du secteur « Pou de la Figuera », qui témoignent des enjeux de la politique urbanistique en termes de reformulation des images des quartiers populaires et de normalisation des pratiques socio-spatiales du centre ancien de Barcelone. En retour, nous étudierons comment la Municipalité légitime sa politique, à travers une analyse de discours portant sur les éditoriaux de la revue municipale *Barcelona Metrópolis Mediterránea*. Nous examinerons le « projet de ville » qui se donne à lire dans un discours ayant de moins en moins de recul à l'égard de la politique municipale et qui apparaît de plus en plus tourné vers des échelles globales (européenne, internationale) au détriment de l'échelle locale. Ces analyses mettront en évidence la désaffection progressive de la politique urbanistique pour les quartiers anciens, où le débat sur les problèmes de logement et de conditions de vie des classes populaires et des populations immigrées est cependant loin d'être clos.

PREMIÈRE PARTIE

LES ENJEUX DE LA RÉCUPÉRATION DU CENTRE ANCIEN DE BARCELONE

CHAPITRE 1

LE CENTRE ANCIEN DE BARCELONE : DE LA « CRISE URBAINE » À LA RÉCUPÉRATION

Le district de Ciutat Vella occupe une place particulière dans l'agglomération barcelonaise. Sa morphologie urbaine et son tissu social sont hérités de l'histoire politique, économique et urbanistique de Barcelone, entre l'industrialisation et la densification des quartiers populaires du Raval et de la Barceloneta, la monumentalisation du Barrio Gótico au 19ème siècle, les opérations de « régénération urbaine » du début du 20ème siècle (comme le percement de la Via Laietana à partir de 1907), ou encore la crise socio-démographique qui a touché le district dès les années 1930 et qui a été aggravée par le contexte politique répressif de la dictature franquiste. Cette évolution n'a cependant pas empêché Ciutat Vella de demeurer le cœur administratif, culturel, récréatif et commercial de Barcelone. Les quartiers anciens ont donc pris une image ambivalente, qui tient aux spécificités de l'histoire urbaine de la ville mais aussi à la réalité socio-démographique du district, entre la marginalisation socio-économique des quartiers populaires et ouvriers du Raval, et la monumentalisation du Barrio Gótico par la bourgeoisie, tel un « catalogue » de l'art catalan au service d'une idéologie conservatrice et identitaire.

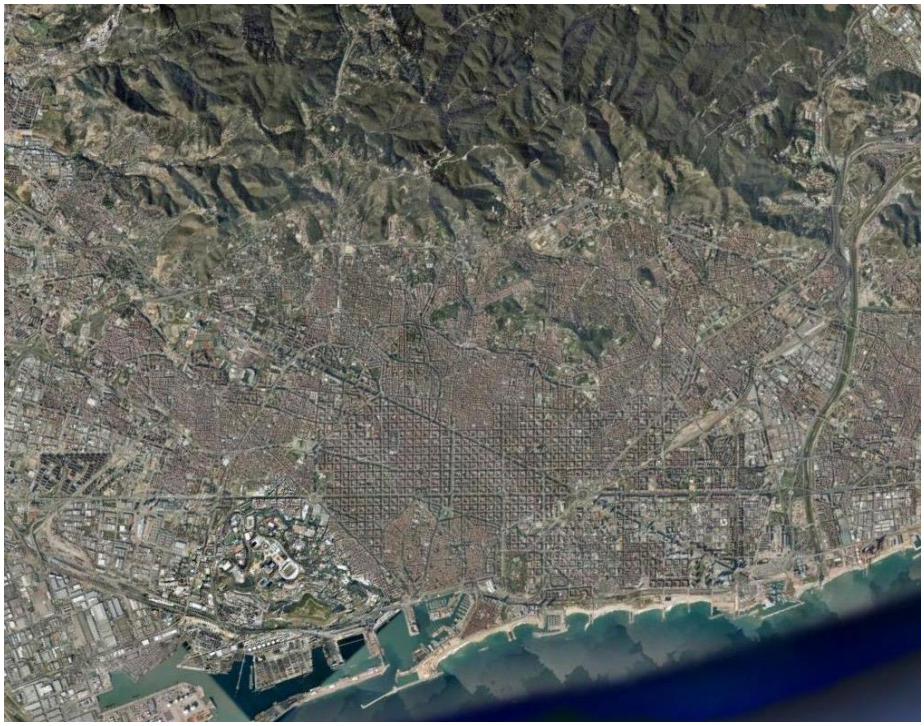
La transition démocratique de la fin des années 1970 a coïncidé avec un renouvellement de la politique urbanistique concernant le centre ancien, caractérisé par une volonté de revitalisation d'un tissu urbain dégradé. La « récupération » du centre ancien de Barcelone témoigne ainsi d'un nouvel engouement, à l'échelle de l'Europe, pour le patrimoine. Mais quelles sont les implications de cet élan pour la « vieille pierre » ? À partir des approches théoriques sur la réhabilitation des centres anciens, que peut-on dire des enjeux de la politique de récupération de Ciutat Vella, qui sont à la fois politiques, sociaux, économiques et symboliques ? Les choix opérés par les pouvoirs publics ne sont jamais anodins, en particulier dans des espaces à forte charge symbolique et identitaire, comme c'est le cas dans le centre ancien de Barcelone. Les politiques de récupération ne révèlent-elles pas alors des idéologies, en termes de réappropriation des quartiers anciens par les pouvoirs publics, qui ont sans doute à Barcelone un écho particulier ? Quelles sont les pistes d'analyse

possibles d'une politique qui a en partie visé à changer l'image du centre ancien ? Quels sont les positionnements symboliques et idéologiques[21] sous-jacents à cette stratégie urbanistique ?

Dans un premier temps, nous étudierons la place ambivalente de Ciutat Vella dans la ville de Barcelone (entre appropriation symbolique et « crise urbaine »), qui tient en grande partie à l'évolution de son rôle de « centralité » au sein de l'agglomération barcelonaise. Cette ambivalence se retrouve notamment dans la question du patrimoine, qui sera développée dans un second temps : elle montre que la conservation de l'héritage populaire et industriel des quartiers du centre ancien ne va pas de soi et qu'elle renvoie à des enjeux sociaux et identitaires. Dans un troisième temps, nous verrons que la mise en valeur de ce patrimoine et ses implications sont parfois contradictoires, entre volonté de protection et logique de développement économique. Elles révèlent les enjeux contemporains dont le centre ancien de Barcelone est porteur, notamment en termes d'images du quartier et d'images de la politique urbanistique menée à Ciutat Vella depuis le début des années 1980.

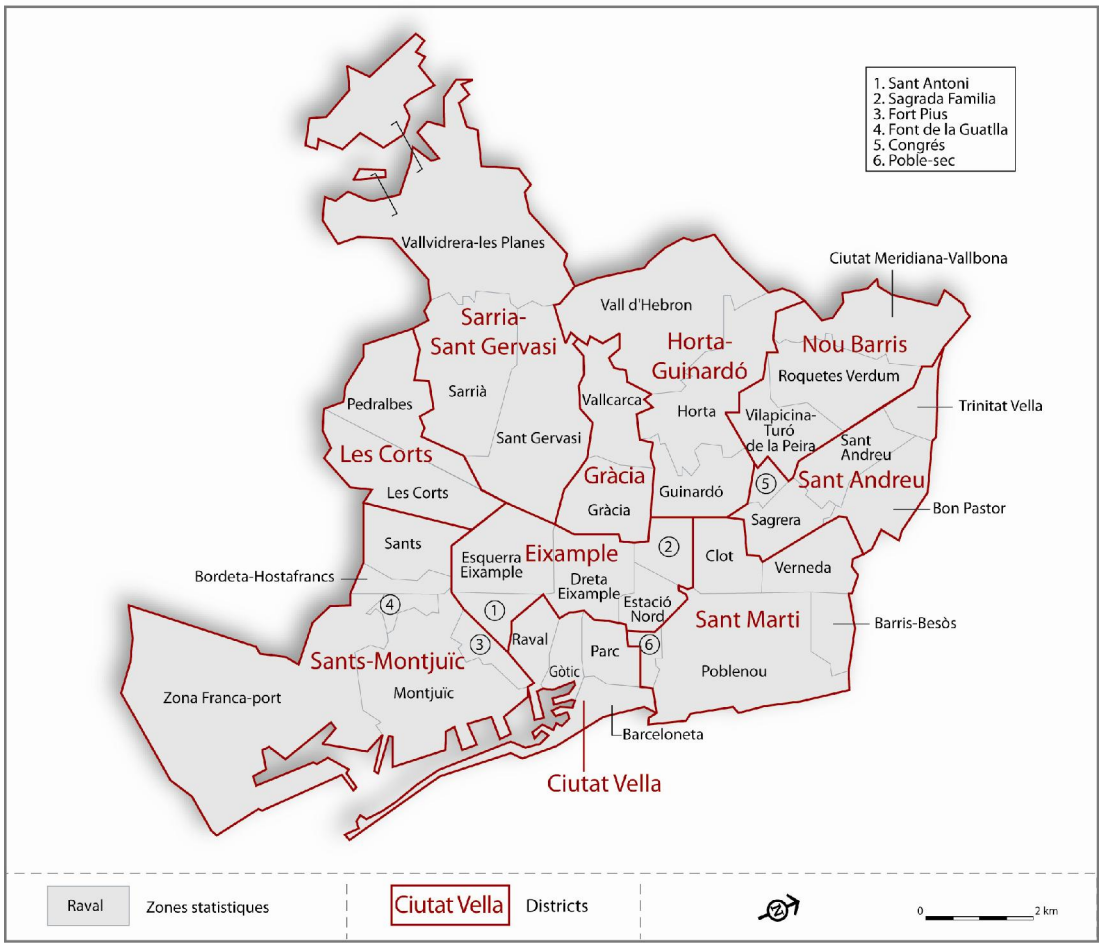
[21] Nous nous appuyons sur la définition que Louis Althusser donne de l'idéologie : « Un système (possédant sa logique et sa rigueur propres) de représentations (images, mythes, idées ou concepts selon les cas) doué d'une existence et d'un rôle historiques au sein d'une société donnée ». ALTHUSSER L., *Pour Marx*, Paris : Maspero, 1966, 263 p.

Photo 1. Vue aérienne de Barcelone



Source : *Google Earth*, 15 novembre 2007, altitude 13,18 km

Carte 1. Le découpage administratif de Barcelone



Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Barcelona. Guia de la ciutat*, 2002 (d), 604 p.

Carte 2. Plan du centre ancien de Barcelone. Principaux lieux, bâtiments et équipements cités dans le texte

Élaboration personnelle. Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 2002 (d)

Carte 3. Le découpage statistique du district de Ciutat Vella

Élaboration personnelle

Chacun des dix districts de la Municipalité de Barcelone est découpé en plusieurs unités statistiques. Il existe deux principales échelles de découpage, de la plus grande à la plus fine, mises en place en 1984 :

- *les zones estadistiques grans* (ZEG) ou « grandes zones statistiques ». Le district de Ciutat Vella en compte quatre : Barceloneta, Parc, Gòtic, Raval. Dans le cas du centre ancien, ces quartiers présentent une cohérence historique, morphologique et urbanistique forte ;
- *les zones de recerca petita* (ZRP) ou « petites zones de recherche ». Elles sont à peu près équivalentes aux IRIS[22] parisiens, pour une superficie moyenne de 12 hectares (soit 0,12 km²) et une population moyenne d'environ 3 000 habitants. On en compte 37 à Ciutat Vella.

[22] « Îlot regroupé pour l'information statistique », mis en place par l'INSEE.

1. CIUTAT VELLA : UN ESPACE CENTRAL EN CRISE À LA FIN DES ANNÉES 1970

Depuis les années 1960, les études sur les centres-villes se sont multipliées. Les apports récents des recherches sur les politiques patrimoniales ou sur les processus de gentrification ont considérablement contribué à renouveler les problématiques. Ils ont en même temps mis en évidence la nécessité de saisir les centres anciens dans l'ensemble de leurs dimensions matérielles, fonctionnelles, sociales et symboliques. Doit-on traiter les quartiers anciens de la même façon que les autres quartiers de la ville ? Du fait de leur tissu urbain hérité, l'ancienneté de leur bâti ou les fonctions centrales particulières qui leur sont dévolues, les quartiers anciens nécessitent des analyses spécifiques. Leur identité et leur rôle dans la perception d'une ville font qu'il est nécessaire d'en appréhender les différentes facettes, particulièrement à Barcelone où le centre ancien a été l'objet d'investissements symboliques successifs, qui ont construit une image ambivalente du district, contrastant parfois de manière paradoxale avec la réalité de la « crise urbaine » de Ciutat Vella au début des années 1980.

1.1 Le centre ancien : une notion relative aux dimensions multiples

Le modèle centre/périphérie est un modèle récurrent en géographie. Mais d'une conception spatiale du centre (comme centre géométrique d'un espace) à une conception fonctionnelle (pôle qui concentre les principales fonctions organisatrices de l'espace), le centre est devenu une notion relative aux dimensions multiples.

Le centre se définit comme le « point autour duquel se distribuent des phénomènes dans l'espace »[23]. Par extension, on parle de centre-ville, de centre des affaires, de centre historique. Centre et centralité ne sont pas des termes synonymes. Cette dernière est la « propriété de ce qui est *au* centre, ou de ce qui est *un* centre »[24]. C'est donc la « capacité de polarisation de l'espace et d'attractivité d'un lieu ou d'une aire qui concentre acteurs, fonctions et objets de société »[25]. Pour J.-P. Lévy, cette dichotomie entre centre et centralité permet d'affirmer que le centre est : « le produit mouvant résultant du jeu social, expression générique qui recouvre des conditions de production particulièrement complexes »[26]. En d'autres termes, le centre comme espace polarisateur n'existe pas en soi. Un quartier peut constituer le centre géométrique de la ville mais avoir pour autant une capacité organisationnelle limitée. Ce fut notamment le cas de certains quartiers centraux des villes

[23] BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *Les mots de la géographie*, Montpellier : RECLUS, Paris : La Documentation française, 1993, p. 95.
[24] BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *op. cité*, 1993, p. 95.
[25] LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris : Belin, 2003, p. 139.
[26] LÉVY J.-P., *op. cité*, 1987 (a), p. 136.

nord-américaines au moins jusqu'au milieu des années 1960, qui ont pu perdre leur rôle de centralité. L'explosion urbaine des années 1920 et 1930 a provoqué aux États-Unis un étalement urbain qui a valorisé les espaces résidentiels périphériques tandis que les centres devenaient pour partie des espaces résiduels et les lieux de résidence des plus pauvres. La complexité géographique des villes américaines fait que cette spirale de dégradation a pu être concomitante de la concentration d'activités tertiaires et financières dans l'hypercentre, créant de véritables CBD (ou *central business district*). Ce contraste invite d'une part à penser le centre comme espace hétérogène ; d'autre part à considérer la spécialisation des fonctions politiques, économiques et symboliques qui lui sont dévolues.

De même que centre et centralité ne se confondent pas, centre-ville et centre ancien ne sont pas forcément synonymes : le centre-ville désigne le centre géométrique d'une ville et par extension un espace à forte capacité organisationnelle. Le centre ancien identifie avant tout l'espace par son ancienneté par rapport aux autres quartiers de la ville. En Amérique du Nord, la notion de centre ancien est relative parce que les quartiers centraux n'ont pas la même épaisseur historique qu'en Europe.

Dans le temps et dans l'espace, l'évolution des espaces centraux est donc très variable. La comparaison entre les cas nord-américains et européens fait apparaître un certain nombre de différences et de points communs[27]. Tout d'abord, aux États-Unis les villes ont le plus souvent connu une croissance rapide et récente qui a eu des conséquences sur la configuration de l'espace urbain : adoption d'un plan en damier plus ou moins régulier, extension suburbaine très forte ou bien absence relative de rupture dans le tissu urbain provoquée par l'arrivée de la voie ferrée puisque celle-ci est parfois contemporaine de la naissance de la ville. En Europe, au contraire, les strates urbaines sont multiples et ont le plus souvent contribué à donner aux villes leur richesse identitaire, tout en requérant des adaptations parfois brutales (à l'exemple du Paris haussmannien). À l'inverse, les espaces centraux américains sont en apparence plus homogènes du point de vue architectural et plus spécialisés du point de vue fonctionnel.

Au cours du temps, le centre ancien peut avoir également perdu ses fonctions centrales, par exemple par glissement des fonctions d'un quartier ancien vers un quartier moderne. C'est le cas à Paris avec la construction du centre d'affaires de La Défense dans les années 1960. À León (en Espagne), le centre médiéval a perdu une partie de ses fonctions modernes qui se sont déplacées vers les quartiers du 19ème siècle. En revanche, il a conservé ses fonctions récréatives et culturelles[28]. La notion de centre est donc relative à la période et au type de fonction étudié si bien que dans certains cas, plusieurs centralités peuvent coexister : à Lyon, le quartier de la Part-Dieu autour de la Gare TGV est le centre des affaires

[27] BEAUJEU-GARNIER J., « Comparaison des centres-villes aux États-Unis et en Europe », *Annales de Géographie*, 1972, tome 81, n° 448, pp. 665-696.
[28] LÓPEZ TRIGAL L., « El papel de los centros históricos en los sistemas urbanos », in BERNAL SANTA OLALLA B. (coord.), *Vivir las ciudades históricas. Ciudad histórica y calidad urbana*, Burgos : Universidad de Burgos, Fundación « La Caixa », 1999, pp. 43-49.

de la ville ; la Presqu'île autour la rue de la République est le centre commercial ; enfin le Vieux-Lyon, sur la rive droite de la Saône, est le centre historique[29].

À Barcelone, cette dissociation des centralités existe depuis la création de l'Eixample qui a provoqué le déplacement d'un certain nombre d'activités hors du centre ancien vers les « nouveaux quartiers » construits à la fin du 19ème siècle. Là encore, on voit que la notion de nouveau et d'ancien est relative à une époque, puisque désormais ces quartiers sont parfois considérés comme appartenant au « centre historique » de Barcelone. L'histoire du centre ancien de Barcelone entre les années 1970 et 2000 est celle de la reconquête par des acteurs économiques, politiques et sociaux, de la « centralité » d'un centre ancien dégradé.

Les fonctions d'un centre ancien évoluent dans le temps, sa dimension symbolique également, selon le regard que les groupes sociaux, à un moment donné, portent sur lui. Si, comme l'affirme J.-P. Lévy, les centres-villes sont des « produits relatifs de l'évolution des modes de production et de la conjoncture des rapports sociaux qui en découlent »[30], les relations entre société et espace urbain peuvent être saisies et explicitées à travers la question du devenir des centres-villes. Le centre-ville est donc un objet à multiples facettes. Il est à la fois :

- un espace concret ;
- un espace fonctionnel ;
- un espace social ;
- un espace ancien.

On pourrait même rajouter que le centre-ville est un espace-vitrine, c'est-à-dire un espace de visibilité, donc de construction symbolique : « un espacio simbólico que sirve para identificar y diferencia las ciudades »[31]. Le centre ancien véhicule une image qui n'est pas exempte d'idéologies. À partir des apports de la géographie de la perception, Horacio Capel souligne les différences possibles entre l'image de la ville du scientifique et celle de la ville du citadin qui la pratique[32]. En rappelant que la perception de la réalité est forcément limitée par nos aptitudes, mais aussi déformée et modifiée par nos déterminants culturels individuels et collectifs, l'auteur affirme que « l'image symbolique » des centres-villes est particulièrement stable et forte[33]. Cette notion d'« image symbolique » - que l'on trouve notamment dans les travaux du sociologue Raymond Ledrut[34] - s'oppose à celle de « l'image visuelle », essentiellement formalisée par Kevin Lynch (dans son ouvrage *L'image de la cité*[35]). Elle renvoie à une approche plus globale de la manière dont la ville est perçue. Cette

[29] BONNEVILLE M., *Lyon : métropole régionale ou euro-cité ?*, Paris : Anthropos, 1997, 202 p.
[30] LÉVY J.-P., *op. cité*, 1987 (a), p. 214.
[31] « Un espace symbolique qui sert à identifier les villes et à les différencier entre elles ». TROITIÑO VINUESA M. Á., *op. cité*, 1992 (a), p. 27.
[32] CAPEL H., « L'image de la ville et le comportement spatial des citadins », *L'Espace géographique*, n° 1, 1975 (b), pp. 73-80.
[33] CAPEL H., « Percepción del medio y comportamiento geográfico », *Revista de Geografía*, vol. 7, nº 1, 1973, p. 58-150.
[34] LEDRUT R., « L'image de la ville », *Espaces et Sociétés*, n° 1, 1970, pp. 93-106.
[35] LYNCH K., *L'image de la cité*, Paris : Dunod, 1976, 221 p. L'édition originale date de 1960.

perception est non seulement déterminée par la morphologie et l'aspect visuel de la ville, mais aussi par l'expérience et la pratique qu'en a le citadin. R. Ledrut affirme que l'image symbolique de la ville se construit à travers une « identité » (qui donne toute son individualité à la ville), une « structure » (qui permet de mettre en relation les objets les uns par rapport aux autres) et une « signification » (déterminée par les relations pratiques et émotives qu'entretient l'observateur avec la ville). Contrairement à K. Lynch, qui s'en tient à l'exploration des deux premiers termes, R. Ledrut insiste sur le troisième, qui est le plus à même de faire comprendre comment les habitants perçoivent la ville, à partir de quelles images et comment ces dernières sont structurées.

La force de l'image symbolique du centre ancien découle d'un possible processus de réduction de l'image de l'ensemble de la ville à celle de son centre, comme si cette dernière était le reflet de la ville entière. R. Ledrut l'a notamment relevé dans le cas de Pau et Toulouse : il souligne que leurs habitants n'hésitent pas à mobiliser le patrimoine comme marqueur identitaire, alors même qu'ils ne sont pas toujours capables de rattacher les monuments anciens à un événement ou à un personnage qui a effectivement marqué l'histoire de la ville. Il en veut pour preuve le surdimensionnement du centre ancien par rapport aux autres espaces de la ville et le fait que les résidents ont tendance à faire visiter à des touristes de passage le centre ancien et non le centre commerçant, bien que ce soit ce dernier qu'ils fréquentent le plus. Au final, le centre ancien véhicule une image « conservatrice » et « culturaliste » de la ville dans son ensemble[36]. Si l'appartenance culturelle ou socio-professionnelle et la pratique de l'espace urbain central déterminent l'image que le citadin se fait du centre ancien, la capacité d'un groupe dominant à diffuser la sienne aux autres groupes de la société urbaine confère à l'image du centre ancien un rôle idéologique :

> « Il résulte de cette logique que, à partir du 19ème siècle, la bourgeoisie a eu intérêt à magnifier le centre, à diffuser l'image du centre et à en proposer la centralité comme modèle culturel à tous les citadins. »[37]

Selon H. Capel, cette idéologie du centre ancien est structurée par :

- la polarisation des fonctions qui donne sens à un ordre urbain, lui-même reflet d'un ordre social ;
- la concentration dans l'espace central du pouvoir économique et politique ;
- la forte prédominance des commerces de luxe ;
- un idéal d'homogénéisation sociale, véhiculé par le fait que tous les citadins pratiquent le centre ancien, même si c'est pour des raisons différentes ;
- un enracinement qui structure une identité et confère une légitimité.

À Barcelone, la place réelle et fantasmée du centre ancien dans l'espace urbain a fortement évolué. Dans sa thèse sur l'agglomération catalane, Robert Ferras rappelle qu'à la fin des années 1960, le centre ancien, pour l'immigré andalou, c'est avant tout la porte

[36] LEDRUT R., *op. cité*, 1970.
[37] CAPEL H., *op. cité*, 1975 (b), p. 79.

d'entrée et une étape avant les grands ensembles de la périphérie[38]. Pour le bourgeois catalan, il évoque au contraire la nostalgie du siècle passé. Pour le touriste, c'est un espace récréatif et culturel, même si ce dernier se limite peut-être au Barrio Gótico. Enfin, pour l'homme d'affaires, il fait partie, avec le Paseo de Gracia, du CBD de Barcelone. Pour comprendre cette évolution et ces différences, nous chercherons à voir comment, à partir de l'histoire urbanistique de Barcelone, s'est progressivement structurée l'image du centre ancien.

1.2 Barcelone aux 19ème et 20ème siècles : une croissance urbaine complexe

Dans la métropole catalane, l'intérêt pour le traitement du centre ancien a émergé dès la fin du 19ème siècle, avec des fluctuations fortes selon les périodes. Pour l'historien Ramón Grau, l'histoire de la croissance urbaine de Barcelone est celle de la progressive formulation d'une approche historiciste fortement marquée par la volonté de conservation :

> « Desde la perspectiva actual puede interpretarse la historia del urbanismo barcelonés como el lento proceso de afirmación de una corriente historicista que se inicia con las tristes confesiones de impotencia frente a la imposición del modelo de ciudad utilitaria a finales del siglo XVIII, continúa con la lucha por la conservación de monumentos en el siglo XIX y obtiene su triunfo al confluir con las corrientes sittescas del urbanismo internacional durante el primer tercio del XX, y culmina con la actual apoteosis de la reconstrucción y los proyectos arquitectónico. »[39]

Cette évolution serait, pour M. Á. Troitiño Vinuesa, l'expression de la contradiction permanente entre la « ville du progrès » et la « ville de la culture »[40]. Les différentes étapes de la croissance de la ville de Barcelone se lisent particulièrement bien dans l'espace urbain : « au total, nulle autre ville d'Europe, peut-être, ne permet de retracer avec autant de schématisme les étapes de sa croissance »[41]. Barcelone partage un certain nombre de traits communs avec les villes du sud de l'Europe, notamment sa compacité et sa densité. Les caractéristiques topographiques du site (entre la mer, la montagne et les rives du Besòs et du Llobregat) et l'histoire ont particulièrement marqué la physionomie de la ville. Le centre ancien, les quartiers de l'Eixample et les quartiers périphériques modernes offrent une image disparate dans laquelle l'histoire urbaine a progressivement contribué à façonner la dimension fonctionnelle, sociale et symbolique du centre ancien.

---

[38] FERRAS R., *op. cité*, 1977.

[39] « Du point de vue actuel, l'histoire de l'urbanisme à Barcelone peut être lue comme un lent processus d'affirmation d'un courant historiciste. Né à la fin du XVIIIème siècle du triste constat d'impuissance face à l'imposition du modèle de la ville du profit, ce courant s'affirme au XIXème siècle à travers la lutte pour la conservation des monuments et triomphe au début du XXème siècle sous l'influence des thèses de C. Sitte dans l'urbanisme international. Il atteint aujourd'hui son apogée, dans les honneurs rendus à la reconstruction et aux projets architecturaux ». GRAU FERNANDEZ R., « El planeamiento urbano como ciencia social », in COLLECTIF, *Història urbana i intervenció en el centre històric. III[a] setmana d'estudis urbans a Lleida*, Barcelone : Generalitat de Catalunya, Institut Cartogràfic de Catalunya, 1989, p. 123.

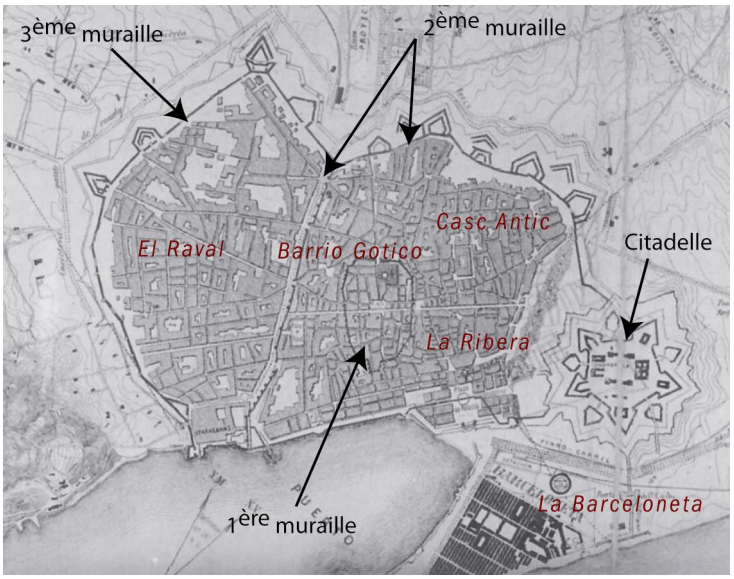
[40] TROITIÑO VINUESA M. Á., *op. cité*, 1992 (a).

[41] FERRAS R., o*p. cité*, 1977, p. 323.

1.2.1 De la colonie romaine à l'Eixample : la légitimation progressive du quartier ancien comme espace monumental

La ville trouve son origine dans l'ancienne colonie romaine de Barcino, sans doute fondée aux alentours du premier siècle avant J. C.[42]. Jusqu'au 18ème siècle, la croissance spatiale reste faible, limitée par les murailles qui corsètent la ville[43]. La première muraille (aujourd'hui en grande partie disparue) délimite la ville romaine. Une seconde muraille est érigée en 1260, incluant tout l'espace compris entre les Ramblas à l'ouest et les limites nord, est et sud de l'actuel district de Ciutat Vella. La troisième muraille est érigée entre le 14ème et le 15ème siècles et comprend l'actuel quartier du Raval, essentiellement occupé à l'époque par des couvents et des champs. La géographe Mercedes Tatjer parle d'immobilité physique de Barcelone jusqu'au 19ème siècle[44]. Cette croissance spatiale limitée n'empêche pas une densification *in situ* de la population, qui compte entre 35 000 et 40 000 habitants au début du 18ème siècle et plus de 100 000 à la fin du siècle. Elle s'accompagne d'une concentration des pouvoirs politiques, militaires[45] et religieux dans le centre.

Figure 1. Barcelone à la veille des grandes opérations du 19ème siècle



Élaboration personnelle
Source : BUSQUETS J., *op. cité*, 2004

[42] BUSQUETS J., *Barcelona. La construcción urbanística de una ciudad compacta*, Barcelone : Ediciones del Serbal, 2004, 471 p.
[43] La collection dirigée par l'historien Jaume Sobrequés offre un tableau complet de l'histoire de la ville de Barcelone. Les volumes 6 à 8 nous intéressent particulièrement parce qu'ils traitent de l'évolution urbaine de l'agglomération catalane depuis le 19ème siècle jusqu'aux transformations des Jeux Olympiques de 1992). SOBREQUÉS J. (dir.), *Història de Barcelona*, Barcelone : Encìclopedia catalana, Ajuntament de Barcelona [1991-2001] (9 volumes). Voir aussi MARTORELL PORTAS V., FLORENSA A., OTZET MARTORELL V., *Historia del urbanismo en Barcelona : del plan Cerdá al área metropolitana*, Barcelone : Labor, 1970, 153 p.
[44] TATJER MIR M., « Las intervenciones urbanísticas en el centro histórico de Barcelona : de la Via Laietana a los nuevos programas de revitalización », in COLLECTIF, *III jornadas de geografía urbana. Burgos 18-21 de mayo de 1998*, Burgos : Universidad de Burgos, 2000, pp. 14-28.
[45] La Citadelle a été construite entre 1715 et 1719. Elle a été par la suite détruite pour laisser la place aux installations de l'Exposition universelle de 1888.

Sur la figure 1, on repère bien les différentes enceintes successives de Barcelone, avant leur démolition en 1854. Elles soulignent la coupure des Ramblas et isolent le quartier du Raval, déjà fortement densifié au début du 19ème siècle, même si de grands espaces restent libres (dans la partie nord). On distingue également le quartier portuaire de la Barceloneta, construit à partir de 1754, et son tissu urbain caractéristique séparé du reste de la ville, ainsi que l'imposante Citadelle, à l'est.

Le 19ème siècle constitue une rupture majeure dans l'histoire urbaine de Barcelone. Tout d'abord l'industrialisation du premier tiers du siècle, soutenue par la tradition manufacturière catalane et par l'accumulation de capitaux issus du commerce, entraîne à l'intérieur de l'enceinte des murailles la multiplication des fabriques (notamment de textiles dès le 18ème siècle, en particulier dans le Raval et le nord du Casc Antic), tandis que la densité de population continue d'augmenter du fait de l'appel de main d'œuvre. La ville compte 140 000 habitants en 1821, un peu plus de 180 000 en 1857 et plus de 530 000 en 1900 soit près de 29,6 % de la population de l'ensemble de la province[46]. Barcelone est la « Manchester catalane »[47] de l'Espagne. Certains secteurs plus prestigieux du centre ancien, notamment le Barrio Gótico, deviennent l'objet d'un investissement symbolique qui inscrit dans l'espace la puissance politique et économique de la bourgeoisie catalane : la place Sant Jaume est agrandie entre 1820 et 1823, entraînant la disparition de l'église du même nom, et le théâtre du Liceu, actuellement l'un des plus prestigieux théâtres d'opéra au monde, est construit entre 1844 et 1848, sur les plans de Miquel Garrigal[48]. De nouvelles rues rectilignes sont également tracées, comme la rue Ferran (achevée en 1849) et la rue Princesa (en 1853).

Malgré tout, la ville devient trop exigüe. Les murailles sont démolies à partir de 1854 et en 1859 le projet d'Eixample[49] de l'ingénieur Ildefonso Cerdà est adopté en vue de la construction d'un nouveau quartier à l'extérieur de la vieille ville, répondant aux exigences nouvelles de la bourgeoisie et de l'industrie. Le quadrillage particulier du plan, avec ses îlots rectangulaires de 113 mètres de côté et ses rues larges de plus de 20 mètres, a façonné durablement l'image de la ville. Plus encore, le projet de Cerdà a contribué au « découplage » du centre de Barcelone, donnant sens à l'expression de « quartier ancien » (par opposition aux quartiers modernes de l'Eixample), et provoquant le glissement d'un certain nombre de fonctions urbaines ainsi que le départ d'une partie des classes aisées, bientôt suivies par les classes moyennes[50]. Le centre ancien reste cependant encore un espace monumental et un lieu de résidence pour une partie de la bourgeoisie. Le réaménagement du secteur de la Citadelle, transformé en parc urbain en vue de l'exposition universelle de 1888, favorise la construction

[46] FERRAS R., *op. cité*, 1977, p. 199.
[47] FORD R., *A hand-book for travellers in Spain*, Londres, 1845.
[48] Il est reconstruit en 1862 après le grand incendie du 9 avril 1861.
[49] Ou *Ensanche* en castillan, qui signifie « extension ».
[50] Francesc Nadal rappelle que dans le même temps les débats autour du projet de Cerdà, imposé à la Municipalité de Barcelone par un décret royal de 1860, ont été l'occasion pour la bourgeoisie catalane de structurer ses réflexions autour de la conception de l'État en Espagne et ses revendications pour l'autonomie du pouvoir local et régional. NADAL F., « Poder municipal y espacio urbano en la configuración territorial del estado liberal español (1812-1975) », *Scripta Vetera*, 1982, n° 37.

d'immeubles de standing le long de la Ribera et du marché du Born[51]. De même, la promotion immobilière suscitée par l'ouverture de la Via Laietana en 1907[52], qui coupe Ciutat Vella en deux, contribue à fixer sur place des catégories aisées de la population. De ce fait, Barcelone partage des traits communs avec les centres-villes européens qui ne se sont pas complètement vidés de leurs catégories aisées.

En 1897, la Municipalité annexe les villages avoisinants : Sants, Gràcia, Sant Andreu del Palomar, Sant Martí de Provençals, et plus tardivement Horta (en 1904) et Sarrià (1921). L'espace urbain barcelonais passe alors d'environ 15,5 km² à 77,8 km². Cette extension brutale permet l'amorce d'une réflexion sur l'aménagement à l'échelle de l'agglomération, débouchant sur la proposition de Léon Jaussely (*Plan de Enlaces*, 1907) organisé selon trois critères : zonification de l'espace, extension des espaces verts et réorganisation de la trame viaire. Elle contribue aussi à élargir la réflexion sur le centre ancien à l'échelle d'une agglomération en pleine croissance urbaine et industrielle.

1.2.2 Barcelone au 20ème siècle : la question de plus en plus problématique du logement

En 1930, la ville de Barcelone franchit le million d'habitants. Alimentée par des courants migratoires attirés par l'industrialisation de l'agglomération, cette forte croissance exacerbe la pression sur les infrastructures, les équipements et les logements existants. Comment loger la classe ouvrière ? Tout au long du 20ème siècle cette question se pose de manière cruciale, même si elle est parfois négligée dans certains contextes politiques. Le développement économique de la ville s'accompagne d'une croissance suburbaine des densités, du fait d'un double mouvement : le refoulement en périphérie des immigrants provoqué par manque de logements dans le centre de l'agglomération, et le desserrement des industries qui tendent à fixer la main d'œuvre dans les communes périphériques déjà sous-équipées (Badalona, Hospital, Cornellà, Santa Coloma), favorisant une croissance en tache d'huile. Pour H. Capel, la politique du logement au 20ème siècle répond donc avant tout à une logique « d'urbanisme de l'urgence » et de satisfaction des intérêts des promoteurs privés[53].

Les réponses spontanées face au manque de logements prennent deux formes. La première est la densification de l'espace bâti. Dans l'Eixample, elle procède par construction en cœur d'îlot ; dans le Raval, par élévation des bâtiments ; dans la Barceloneta, par subdivision des logements (chaque logement est divisé en deux). D'autre part, le *barraquisme* se développe. Ce terme désigne les bidonvilles en Catalogne, constructions précaires de taille réduite, faites de matériaux de récupération et souvent constituées d'une pièce unique. Les

[51] Les classes populaires expropriées par les opérations sont quant à elles en partie relogées dans le quartier de la Barceloneta, dont la construction a débuté en 1754. TATJER MIR M., *La Barceloneta, del siglo XVIII al Plan de la Ribera*, Barcelone : Saturno, 1973, 215 p.

[52] Pour une présentation plus complète de l'histoire de la Via Laietana, voir : FUSTER J., NICOLAU A., VENTEO D. (dir.), *La construcció de la gran Barcelona : l'obertura de la Via Laietana 1908-1958*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 2001, 255 p.

[53] Pour une présentation détaillée de la politique du logement à Barcelone jusqu'aux années 1970, nous renvoyons à CAPEL H., *Capitalismo y morfología urbana en España*, Barcelone : Los libros de la Frontera, 1975 (a), 142 p.

barraques se multiplient aussi bien dans le centre de l'agglomération (comme celles de Somorrostro, à Poblenou), qu'en périphérie, pour tenter d'apporter des réponses individuelles et spontanées à la crise du logement[54].

Des réponses institutionnelles à la crise du logement sont également proposées. Le *Patronato de la habitación de Barcelona* (PHB) est créé en 1927 dans le but d'impulser la construction de logements dans l'agglomération. Son premier souci est une construction rapide et bon marché (*cases barates*) afin de résorber l'autoconstruction mais son impact est relativement faible du fait de la crise économique des années 1930 et de la guerre civile de 1936-1939. En 1945, sous la dictature franquiste, le PHB devient l'*Instituto municipal de la vivienda*, puis le *Patronato municipal de la vivienda* en 1956[55]. L'objectif est avant tout d'appliquer les consignes de l'*Instituto nacional de la vivienda*, créé en 1939 au lendemain de l'avènement du régime franquiste. Le *Patronat municipal* est donc moins un organe de planification qu'un exécutant et un gestionnaire des programmes de construction de logements décidés à Madrid. La loi de 1939 crée également le statut de *vivienda protegida*[56], sous la gestion de l'*Obra sindical del hogar* (qui elle-même passe sous la tutelle du *Patronato municipal de la vivienda* à partir de 1957). Mais la définition du « logement protégé » reste très floue : il s'agit de logements proposant des loyers inférieurs à leur valeur sur le marché, cette catégorie regroupant également les logements de fonction pour les militaires ou les fonctionnaires[57].

Dans les années 1950, pour répondre à la crise du logement, une loi de 1954 institue les *viviendas de renta limitada*[58], première tentative réelle de définition de logements sociaux. En février 1957 est créé un *ministerio de la Vivienda*[59], dont les principales orientations sont :

- l'appui financier à la promotion privée pour la construction de logements à destination des classes moyennes ;
- la promotion publique directe de logements pour des catégories plus populaires ;
- une relative tolérance à l'égard de l'habitat marginal.

L'objectif est officiellement de pallier les carences du secteur privé pour les logements à destination des familles les plus modestes et de mobiliser le foncier en vue de la création de nouveaux logements. Il induit donc une politique d'acquisition du sol. En réalité, la politique

[54] Entre l'été 2008 et le printemps 2009, le musée d'Histoire de la Ville de Barcelone a consacré une exposition sur le *barraquisme* dans la capitale catalane, intitulée *Barraques. La ciutat informal*. Autour d'une collection d'archives et de photographies, cette exposition a cherché à mettre en évidence la place qu'occupaient ces quartiers (comme celui de Somorrostro ou du Carmel) dans l'imaginaire des habitants, et à amorcer une réflexion, à travers une série de conférences, sur la production de la « ville informelle » contre celle de la « ville planifiée ». L'exposition dispose d'un site internet : http://www.barraques.cat/es/index.php.

[55] Son nom sera par la suite « catalanisé » au moment de la transition démocratique, pour devenir le *Patronat municipal de l'habitatge de Barcelona* (PMHB). Pour un bilan des actions du PMHB pendant la dictature franquiste et pendant la période de transition, voir la publication annuelle des rapports du PMHB : PMHB, *Memoria de las actividades del Patronato*, Barcelone : PMHB [1961-1977].

[56] « Logement protégé ».

[57] LÓPEZ DÍAZ J., « Vivienda social y Falange : ideario y construcciones en la década de los 40 », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, n° 146 (24).

[58] « Logements à loyer modéré ».

[59] « Ministère du Logement ».

du ministère du Logement durant toute cette période se caractérise par la construction de logements de mauvaise qualité et un certain laisser-faire.

Par ailleurs, la population de Barcelone paie sa résistance au coup d'État de juillet 1936 par une certaine atonie de la part des pouvoirs publics en matière de politique urbaine et par l'absence de grands projets. Cette période de « gel relatif » s'achève à la fin des années 1950 avec une politique de construction d'ensembles de logements collectifs (ou « polygones ») en périphérie de Barcelone, au moment où en France l'État préconise aussi la construction des « grands ensembles ». Construits trop vite, avec des matériaux de mauvaise qualité et par des promoteurs privés peu scrupuleux mandatés par les pouvoirs publics, ces polygones accueillent pour la plupart les familles immigrées (d'abord catalanes puis venues du reste de l'Espagne) et les catégories populaires barcelonaises[60]. L'architecte Oriol Bohigas critique, dès 1957, ce *macrobarraquisme* qui consiste à faire des bidonvilles verticaux « signés par des architectes », auquel il oppose les *barraques* du centre : « la pobra però alegre barraca serà encara, mal que mal, una solució més humana, una solució més ben plantejada urbanísticament, arquitectònicament i ética »[61]. Cette logique spéculative immobilière culmine sous le mandat de Josep Maria de Porcioles, maire de Barcelone entre 1957 et 1973[62], à l'exemple du *Plan de la Ribera*, que la Municipalité tente d'imposer en 1965[63].

À partir des années 1980, la Municipalité élue met en œuvre une nouvelle politique de réhabilitation du centre ancien, qui sera analysée plus en détail dans un chapitre ultérieur. On peut néanmoins souligner d'emblée les spécificités de cette nouvelle approche globale et multisectorielle : à la fois réhabilitation des logements, dotation en équipements, construction de nouvelles écoles, réactivation économique, renforcement de la fonction culturelle du centre ancien et récupération du patrimoine. Cette politique, qui recherche à reconstruire sans pour autant faire table rase de l'existant, veut répondre à un constat de crise urbaine du centre ancien de Barcelone, crise qui s'est considérablement aggravée tout au long du 20ème siècle.

---

[60] FERRAS R., *op. cité*, 1977.

[61] « La *barraque* pauvre mais heureuse sera encore, vaille que vaille, une solution plus humaine, une solution bien plus cohérente sur le plan urbanistique, architectural et éthique ». BOHIGAS O., *Barcelona entre el Pla Cerdà i el Barraquisme*, Barcelone : Edicions 62, 1963, p. 153. Il s'agit d'un recueil d'articles publiés avant 1963. Comme on le verra, O. Bohigas, en plus de son rôle dans le renouvellement critique de la pensée architecturale barcelonaise, a beaucoup contribué à la définition de la politique de récupération de Ciutat Vella à partir des années 1980. De cette critique du *barraquisme* institutionnalisé lui vient sans doute son souci de privilégier la reconstruction, plutôt que le développement extensif en tache d'huile, avec des périphéries mal conçues et mal vécues.

[62] Sous Franco, les maires étaient nommés par l'Administration centrale.

[63] Ce plan, qui recouvre une zone de 225 hectares, entend remodeler le front de mer depuis Poblenou jusqu'aux quartiers est de Barcelone, par déplacement des usines, démolition des logements ouvriers et construction de logements de standing. Le projet a finalement été abandonné après la très vive opposition des riverains. TATJER MIR M., *op. cité*, 1973.

1.3 La « crise urbaine » à Ciutat Vella au début des années 1980

Si l'on définit une crise comme un « moment d'extrême tension, de paroxysme, de conflit, de changement »[64], le district de Ciutat Vella est bien en situation de crise au début des années 1980. La Municipalité qui hérite de la gestion de la ville se trouve alors face à des choix[65]. Pour comprendre la politique mise en œuvre à cette époque, il faut donc faire le diagnostic de la situation de Ciutat Vella au début de cette période. Au cours du 20ème siècle, le centre ancien de Barcelone n'a pas échappé à la crise urbaine qui a également touché les villes nord-américaines ou européennes, même si les contextes n'ont pas été les mêmes. En Europe, les processus de ségrégation sociale des quartiers centraux par rapport aux autres espaces de la ville ont sans doute été moins forts qu'aux États-Unis, et les centres anciens ont à l'inverse bénéficié d'une charge symbolique plus forte qui les a en partie préservés d'opérations de rénovation de grande envergure. Barcelone s'inscrit dans ce contexte, tout en offrant des spécificités dues à l'histoire politique du pays. Un rapport ministériel de 1999 évoquait les principaux facteurs de dégradation des « zones urbaines vulnérables » en Espagne[66], notamment dans le centre ancien de Barcelone :

- facteurs sociaux (dépopulation, vieillissement, marginalisation sociale et culturelle) ;
- facteurs physiques (détérioration du bâti, distorsion ou incompatibilité entre le tissu urbain et les nouvelles fonctions de l'espace urbain) ;
- facteurs économiques (marginalisation des activités traditionnelles, crise de l'emploi, précarisation).

Au moment où la nouvelle équipe municipale socialiste arrive au pouvoir, sous la conduite de Narcís Serra élu en avril 1979, Ciutat Vella est touchée par la chute et le vieillissement de la population, la crise de l'emploi et des activités traditionnelles et la vétusté du tissu urbain dans un contexte d'immigration croissante.

1.3.1 Une crise démographique et sociale

Cœur historique de Barcelone, le quartier de Ciutat Vella a connu une lente spirale de dégradation depuis le début du 20ème siècle. Entre 1886 et 1915, la population est restée relativement stable. Ciutat Vella comptait 192 828 habitants en 1900 (sur un peu de moins de 540 000 habitants pour l'ensemble de la commune de Barcelone) et 230 107 en 1930[67]. Cette croissance faible sur l'ensemble de la période a par ailleurs marqué une diminution entre les années 1900 et 1915, et s'est traduite par certaines disparités entre les quartiers. À l'inverse

[64] BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *op. cité*, 1993, p. 136.
[65] Etymologiquement, *krisis* vient du grec et peut également signifier « décision ».
[66] COLLECTIF, *La intervención pública en áreas urbanas vulnerables. Jornada técnica sobre políticas publicas para áreas urbanas vulnerables*, Madrid : ministerio de Obras Públicas, Transportes y Medio ambiente, 1999, 22 p.
[67] TATJER MIR M., « Els barris obrers del centre històric de Barcelona », in OYÓN J. L. (dir.), *Vida obrera en la Barcelona de entreguerros*, Barcelone : CCCB, 1998, 286 p.

du Barrio Gótico, ce sont surtout le Raval et la Barceloneta qui ont connu une croissance démographique forte, alimentée par une immigration de travail catalane et espagnole (Andalous, Murciens, Aragonais). Entre 1900 et 1930, la croissance de Ciutat Vella a été d'environ 19,3 % mais celle de la commune de Barcelone de 87,1 %. La part relative du centre ancien par rapport à l'ensemble de la Municipalité a donc chuté, puisque Ciutat Vella rassemblait 35,9 % de la population barcelonaise en 1900 mais seulement 22,9 % en 1930.

Le centre ancien comptait encore environ 258 000 habitants en 1955, mais seulement 177 544 en 1970 et 116 874 en 1981[68]. Entre 1955 et 1981, la population a diminué de plus de la moitié, alors que pour la même période la commune de Barcelone connaissait une croissance de +24,9 % (passant de 1 403 028 habitants en 1955 à 1 752 627 en 1981). Cette baisse s'explique notamment par la dégradation du tissu urbain, la crise des activités traditionnelles du centre ancien et les opérations de rénovation qui ont chassé une partie des habitants. D'abord lente, elle s'est accélérée notamment à partir des années 1970 en particulier dans le Raval, le Barrio Gótico et la partie orientale de Ciutat Vella. Cette dépopulation n'a pas empêché le maintien de densités qui restent encore en 1981 parmi les plus élevées de la ville : 271,8 habitants à l'hectare à Ciutat Vella, contre 173,6 pour l'ensemble de la commune de Barcelone[69], avec des écarts très forts entre les quartiers (233 habitants à l'hectare dans le Casc Antic mais jusqu'à 828 habitants à l'hectare dans certains secteurs du Raval[70]).

Cette baisse de la population s'est accompagnée d'un vieillissement qui s'est poursuivi pendant une grande partie de la décennie 1990. Au milieu des années 1980, la part des personnes âgées (65 ans ou plus) s'élevait à environ 23,6 % de la population de Ciutat Vella contre 15 % seulement pour la commune de Barcelone[71]. Cette part était en augmentation, par exemple dans le Raval, où elle était de 15 % en 1970, de 21 % en 1976[72] et de 26,6 % en 1991.

1.3.2 Un contexte économique défavorable

Au début des années 1980, Ciutat Vella reste l'un des principaux quartiers ouvriers de Barcelone, mais la crise de l'emploi a entraîné un taux de chômage particulièrement fort, même si le taux d'activité se situe sensiblement au même niveau que dans l'ensemble de la commune de Barcelone : en 1986, il est de 38,2 % à Ciutat Vella, contre 40 % dans la

[68] GOMÀ R., « Degradació, crisi urbana i regeneració a Ciutat Vella de Barcelona : una anàlisi políticoespacial », *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, 1997 (a), n° 30, p. 72.
[69] GOMÀ R., *op. cité*, 1997 (a), p. 72.
[70] GARCIA i MIQUEL, VILANOVA i CLARER J., « Distribució territorial de la població i de les activitats econòmiques », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Primeres jornades Ciutat Vella*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1991 (c), pp. 29-37.
[71] GARCIA i MIQUEL, VILANOVA i CLARER J., *op. cité*, 1991.
[72] SUST X., « La reconversión de la vivienda antigua en el Raval », *Barcelona, Metrópolis Mediterránea*, 1986, n° 1, pp. 63-66.

commune de Barcelone. Les secteurs d'emplois principalement représentés sont l'hôtellerie, la restauration, les services, le commerce de détail mais aussi les transports[73].

À la même époque les chômeurs représentent environ 11,6 % de la population totale, contre 8,6 % dans la commune de Barcelone, mais en réalité le taux de chômage rapporté à la population active dépasse les 30 % (contre 21,4 % dans la commune de Barcelone)[74]. Il touche particulièrement les secteurs industriels, comme la construction (où le taux de chômage avoisine les 34,8 %) ou la métallurgie (29,1 %).

La répartition des actifs au lieu de résidence témoigne d'une surreprésentation des catégories populaires (cartes 4 et 5)[75] : en 1970 le centre ancien de Barcelone comptait 58,2 % de « cols bleus » (artisans, ouvriers et autres travailleurs du secteur secondaire)[76]. À la même époque, ils représentaient 38,2 % seulement de la population active dans le cœur de l'Eixample, mais 67,1 % à Zona Franca et 59,9 % à Poblenou. Les classes populaires sont particulièrement surreprésentées dans le Raval et la Barceloneta. Inversement, les classes supérieures sont surreprésentées dans le Barrio Gótico et le Casc Antic par rapport à la moyenne du district.

[73] MIRALLES DE IMPERIL I LLOBET J. M[a], « Evolució del mercat laboral », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1991 (c), pp. 21-27.

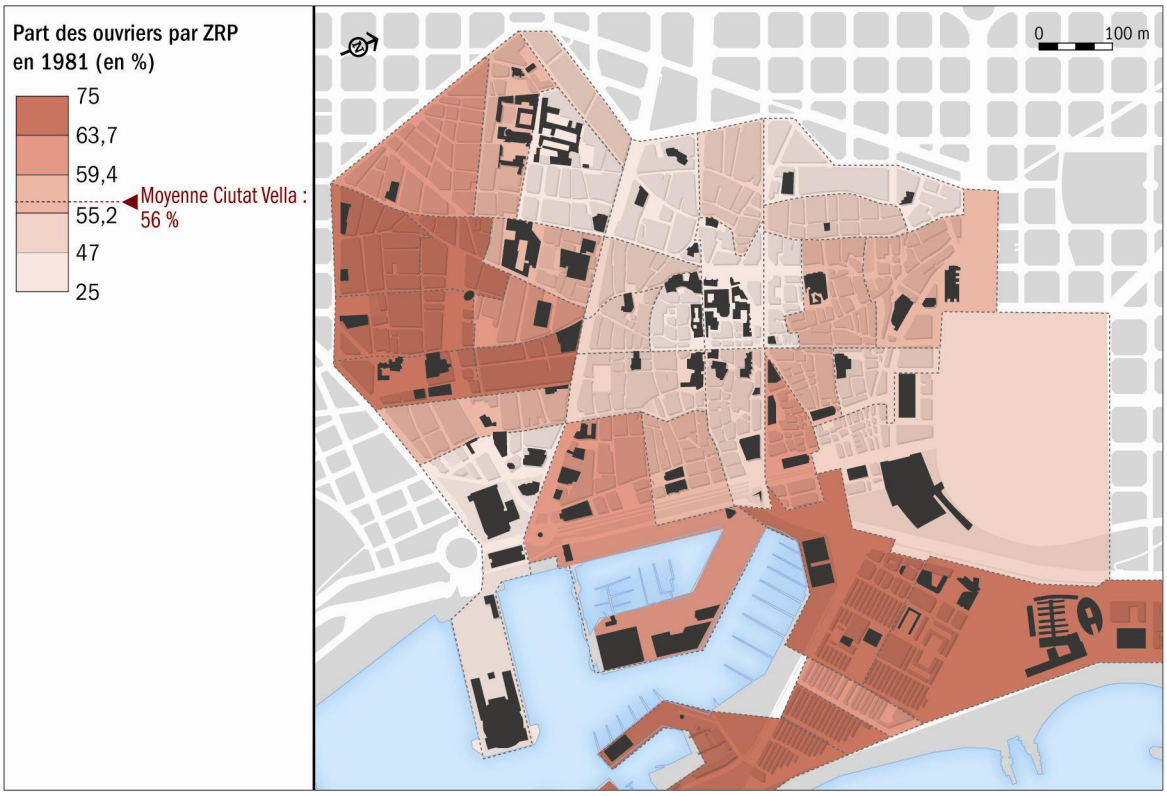
[74] Ici et dans le reste de notre texte, la population active comprend à la fois les actifs ayant un emploi et ceux au chômage.

[75] Le regroupement par catégorie socio-professionnelle a été faite de la manière suivante, largement inspirée du découpage proposé par les statistiques publiques en Espagne :

- catégories socio-professionnelles « supérieures » : chefs d'entreprise, professions intellectuelles supérieures ;
- catégories socio-professionnelles « moyennes » : professions intermédiaires, employés administratifs, professions libérales ;
- catégories socio-professionnelles « populaires » : vendeurs, personnel de la restauration et des services aux particuliers, travailleurs qualifiés (industrie, construction, agriculture, pêche), travailleurs non qualifiés.

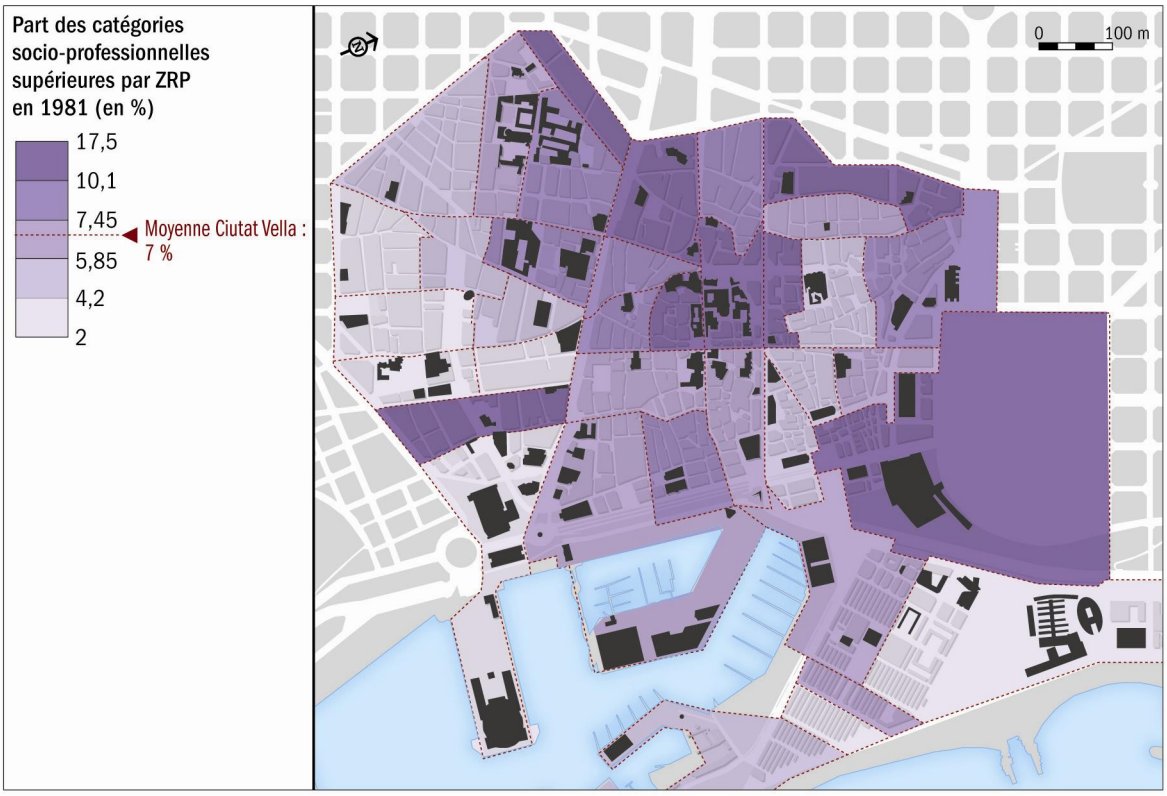
[76] AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Revisión del Plan Comarcal de 1953*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1970 (?), p. 35.

Carte 4. Les ouvriers dans le centre ancien de Barcelone en 1981



Élaboration personnelle
Source : recensement de la population de 1981

Carte 5. Les catégories socio-professionnelles supérieures dans le centre ancien de Barcelone en 1981



Élaboration personnelle
Source : recensement de la population de 1981

Cette marginalisation sociale des populations du centre ancien se conjugue avec la marginalisation spatiale d'un tissu urbain dégradé.

1.3.3 Un tissu urbain particulièrement dégradé

Au début des années 1980, une part minime (5 %) des bâtiments de Ciutat Vella avaient été construits après 1940[77]. Les installations de gaz, d'eau et d'électricité étaient généralement en mauvais état, lorsqu'elles existaient, et 12 % des logements étaient privés d'eau courante. En 1965, dans la Barceloneta, seuls 28 % des ménages disposaient d'une salle de bain ou une douche, et seulement 40 % avaient accès à la fois à l'eau courante, au gaz, au chauffage et aux égouts[78]. Ce constat était généralisable à l'ensemble de Ciutat Vella (à l'exception d'une partie du Barrio Gótico) puisqu'on estimait au début des années 1980 que 20 % des logements ne disposaient pas de douche, et que 14 % d'entre eux n'avaient pas de toilettes privées, contre 2,65 % seulement dans l'ensemble de la commune de Barcelone[79]. Le taux de vacance des logements de Ciutat Vella était particulièrement élevé (22,2 % en 1991 contre 10,4 % pour l'ensemble de la commune de Barcelone). On estimait également à 7 % seulement le nombre de bâtiments disposant d'un ascenseur, ce qui fait qu'au début des années 1980 environ 10 000 personnes âgées ne pouvaient en profiter pour accéder à leur logement[80].

Les pouvoirs publics ont d'ailleurs fait établir le « niveau d'habitabilité » des différents secteurs du district de Ciutat Vella, suivant les critères définis par le décret 346/1983 du 8 juillet 1983 de la Généralité de Catalogne concernant le *nivell d'habitabilitat objectiva exigit als habitatges*[81]. La part des logements considérés comme habitables était, selon le secteur étudié[82] :

- 77,7 % pour la partie nord du secteur Oriental ;
- 73,6 % pour la partie sud du secteur Oriental ;
- 65,1 % pour la partie nord du Gòtic ;
- 68,2 % pour la partie sud du Gòtic ;
- 75,8 % pour la partie nord du Raval ;
- 81,7 % pour la partie sud du Raval.

---

[77] SUST X., *op. cité*, 1986.
[78] TATJER MIR M., « Propietat i espai urbà en un barri tradicional de Barcelona : la Barceloneta en 1974 », *Revista catalana de Geografia*, Barcelona, 1979, vol. II, n° 5, pp. 91-121.
[79] GOMÀ R., *op. cité*, 1997 (a), p. 74.
[80] GOMÀ R., *op. cité*, 1997 (a).
[81] « Niveau d'habitabilité objectif exigé pour les logements ». Les principaux critères étaient les suivants : le logement devait avoir une hauteur minimale de 2,25 m sous plafond ; la chambre à coucher devait avoir une superficie minimale de 5 m² et disposer d'au moins une fenêtre ; la salle de bain devait au minimum disposer d'un lavabo, d'une douche, de WC et d'un système de ventilation (ou d'une fenêtre) ; la cuisine devait disposer d'un évier, de plaques de cuisson et d'un système de ventilation (ou d'une fenêtre). Le décret précisait également que la répartition fonctionnelle devait être stricte : il ne devait pas y avoir de douche dans la cuisine, ni de cuisinière dans la chambre à coucher.
[82] PROMOCIÓ CIUTAT VELLA SA, *Anàlisi i diagnosi de 3000 edificis de Ciutat Vella*, Barcelone : ITEC, 1990, 200 p.

Selon l'architecte Xavier Sust[83], trois causes de la dégradation généralisée du centre ancien étaient : le manque d'investissements publics notamment entre les années 1950 et 1970 ; la concurrence d'autres secteurs de la ville (en particulier l'Eixample) pour les investisseurs privés ; enfin la LAU (*ley de Arrendamientos urbanos*[84]) qui a permis de fixer des loyers plafonds mais a limité pour les propriétaires les ressources disponibles pour l'entretien des logements. Cette situation s'est accompagnée d'une prolifération de l'infra-habitat et d'un manque d'infrastructures et d'équipements. Le géographe Pere López Sanchez va plus loin et dénonce, en particulier dans le Casc Antic, secteur qu'il a étudié, une stratégie municipale de « pourrissement » du centre ancien visant à chasser les classes populaires et à créer les conditions de la spéculation : « la degradación sistemática del hábitat, tanto en viviendas como en equipamientos, la existencia de un planeamiento agresivo, son usas tácticas que complementadas persiguen el mismo objetivo »[85].

Cette « politique » municipale s'est accompagnée durant cette période de constructions de logements sociaux (de mauvaise qualité) limitées à la périphérie, d'une baisse des crédits pour les équipements collectifs et d'expropriations au nom de projets urbains parfois jamais réalisés, alors même que la croissance de la population à Barcelone, alimentée par les apports migratoires, aurait nécessité une politique du logement de grande ampleur.

1.3.4 La place des immigrés à Barcelone jusqu'au début des annés 1980

La question de l'immigration à Barcelone est centrale dans la compréhension des formes de la croissance urbaine de la ville et de sa composition socio-spatiale. En Catalogne, l'immigration n'est pas un phénomène récent (tableau 1).

Tableau 1. Origine des habitants de la commune de Barcelone entre 1860 et 1991 (en %)

Année	Nés à Barcelone	Nés en Catalogne (hors Barcelone)	Nés en Espagne (hors Catalogne) et à l'étranger
1860	59,9 %	12,5 %	25,4 %
1900	60,4 %	10,0 %	29,4 %
1950	48,5 %	15,4 %	36,0 %
1991	57,7 %	8,9 %	33,3 %

Élaboration personnelle
Sources : FERRAS R., *op. cité*, 1977, p. 209 ; recensement de la population de 1991

[83] SUST X., *op. cité*, 1986.
[84] « Loi relative aux logements urbains ».
[85] « La dégradation systématique de l'habitat, tant en termes de logements que d'équipements, et l'existence d'une politique d'aménagement agressive sont des stratégies utilisées de manière complémentaire pour atteindre le même objectif ». LÓPEZ SÁNCHEZ P., *El centro histórico : un lugar para el conflicto : estrategias del capital para la expulsión del proletario del centro de Barcelone : el caso de Santa Caterina y el Portal Nou*, Barcelone : Edicions Universitat de Barcelona, 1986, p. 67.

Favorisée par l'industrialisation accélérée dès le 19ème siècle, elle a alimenté la croissance urbaine de la ville en privilégiant notamment les quartiers centraux populaires.

L'immigration du 19ème siècle a été essentiellement d'origine régionale. Les mouvements d'exode rural ont favorisé l'arrivée massive de populations des campagnes catalanes à Barcelone. À partir du début du 20ème siècle, les migrants venus des autres régions sont devenus majoritaires, d'abord du nord (Basques, Galiciens), puis du sud (Castillans, Andalous). L'année 1953 a marqué la fin de la primauté catalane dans l'origine des migrants[86]. À partir du milieu du 20ème siècle, les natifs originaires de Barcelone sont également devenus minoritaires dans la ville (48,5 % en 1950). La croissance urbaine a reposé, à partir des années 1950, sur un solde migratoire positif supérieur au solde naturel. À cette époque, l'Espagne franquiste sortait d'une période d'autarcie économique (avec le Plan de stabilisation de 1959). L'industrialisation a renforcé l'appel à la main d'œuvre, même si le solde migratoire de l'Espagne est resté négatif jusqu'en 1974. La tendance s'est inversée à partir du milieu des années 1970, avec le retour de nombreux Espagnols qui avaient fui la dictature franquiste, mais aussi avec l'arrivée de nouveaux migrants, attirés par la croissance économique de l'Espagne. Depuis son entrée dans l'Union Européenne, l'Espagne est une destination privilégiée pour les migrations venues du Maghreb et de l'Afrique du Nord (y compris illégales)[87].

La « crise urbaine » de Ciutat Vella au début des années 1980, telle que nous venons de la décrire, contraste paradoxalement avec l'image que le district a longtemps véhiculée. Est-ce à dire que la crise est terminée, ou plutôt que le discours sur le centre ancien a longtemps survalorisé sa dimension patrimoniale et architecturale au détriment de sa réalité sociale ? Actuellement, si l'image du centre ancien reste très présente c'est sans doute parce que Ciutat Vella continue à jouer un rôle prédominant dans les fonctions culturelles et touristiques de Barcelone.

1.4 L'image ambivalente du centre ancien de Barcelone

Cette ambivalence tient au caractère forcément réducteur de deux imaginaires qui coexistent à Ciutat Vella : celui du Barrio Gótico, monumental et prestigieux, et celui du « Barrio Chino », populaire et de mauvaise réputation.

La concentration des musées et des établissements culturels et universitaires est manifeste à Ciutat Vella, d'autant plus que les pouvoirs publics y ont consacré une partie de leurs investissements depuis les années 1980. On trouve, dans le centre ancien ou en bordure, de nombreux établissements universitaires qui alimentent la fréquentation du district par un certain type de population. La présence de musées ou de monuments remarquables génère des flux touristiques denses et concentrés sur les principaux axes. Ciutat Vella compte plus de

[86] FERRAS R., *op. cité*, 1977.
[87] L'immigration de la période postérieure à 1991 sera analysée dans le chapitre 6.

30 établissements ou équipements publics liés à la culture ou aux loisirs, soit 14 % des équipements de la ville, qu'il s'agisse d'équipements à l'échelle du quartier (bibliothèques municipales, archives historiques du district), ou de l'agglomération (musée d'Art contemporain de Barcelone, théâtre du Liceu, musée Picasso ou encore le musée d'Histoire de la ville). En comparaison, l'Eixample ne compte que 18 équipements publics[88].

Par contre, la fonction commerciale a évolué depuis le 19ème siècle. Actuellement, Ciutat Vella n'est plus le CBD de Barcelone (contrairement aux années 1960, si l'on en croit R. Ferras) mais reste l'espace des plus fortes densités commerciales de la ville. Le Barrio Gótico est également devenu une zone commerciale de luxe de forte densité et la coupure de la place de Catalunya, qui sépare le Paseo de Gràcia de l'avenue Portal de l'Àngel, tend à se réduire : les commerces et les chaînes internationales de la mode se réapproprient le centre ancien tandis que les activités bancaires et de services aux entreprises ont glissé du Paseo de Gràcia vers l'avenue Diagonal.

Ciutat Vella reste également un centre politique et institutionnel important et la concentration des services administratifs y est réelle à l'échelle de la ville. Outre les services directement liés aux affaires locales, et qui sont présents dans tous les districts, on y trouve des services qui concernent l'ensemble de l'agglomération[89], voire de la Catalogne[90]. Enfin, le district accueille les bureaux des principales sociétés mixtes engagées dans la mise en œuvre de la politique urbanistique contemporaine[91].

Ciutat Vella reste aussi un espace à forte charge symbolique. Pendant longtemps, la mauvaise réputation du « Barrio Chino » a eu tendance à se diffuser à l'ensemble du district. Haut lieu de la prostitution et des trafics en tout genre, espace violent et dangereux, le centre ancien a dans le même temps gardé l'image d'un lieu populaire, laborieux, quartier des ouvriers, des théâtres et des cabarets - qui s'oppose dans l'imaginaire barcelonais aux quartiers tranquilles et bourgeois de l'Eixample - mais aussi celle d'un haut lieu de l'agitation politique et révolutionnaire, qui n'a pas hésité à prendre les armes pour défendre la République lors de la guerre civile. Poussé à la reddition par les bombardements et l'encerclement de Barcelone, fortement marqué par l'agitation contestataire durant toute la dictature, le centre ancien de Barcelone est, d'une certaine manière, plus qu'un simple raccourci de la diversité économique et sociale de Barcelone, il serait l'image d'une personnalité catalane forte, indépendantiste, laborieuse et multiculturelle. Sophie Savary, dans sa thèse sur les paysages de Barcelone, montre que l'image du Barrio Chino contamine celle de l'ensemble de la ville de Barcelone, selon une ambivalence propre à l'histoire du

[88] La « concurrence » la plus forte reste le district de Sants-Montjuïc, mais qui a très largement profité de la création de nouveaux équipements dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques de 1992.

[89] Le siège de la Municipalité, les bureaux du *Patronat municipal de l'habitatge de Barcelona* ou de l'Institut municipal du paysage urbain et de la qualité de vie, ou encore les services d'inspection sanitaire et plusieurs services culturels.

[90] Avec notamment le siège de la Généralité.

[91] *Foment Ciutat Vella SA* (FOCIVESA) ou *Oficina de rehabilitación de Ciutat Vella* (ORCV), sur lesquels nous reviendrons dans le chapitre 5.

quartier[92]. Chez les écrivains qu'elle a étudiés (Luis Goytisolo, Juan Marsé, Eduardo Mendoza, Manuel Vázquez Montalbán), le Barrio Chino est à la fois la « ciudad cautiva » et la « ciudad libre », la « ciudad occupada » et la « ciudad roja », la « ciudad vencida » et la « rosa de fuego »[93]. Chez Montalbán par exemple, « [le Barrio Chino] reste l'emblème de la « cité vaincue », la défaite étant ici à la fois celle obsédante des républicains des années 1930 et celle économique et morale des habitants de la fin du régime »[94]. Cette spécificité de l'image du Barrio Chino perdure encore largement dans la littérature catalane. Dans la *Ciudad de los Prodigios* (1986), Mendoza joue sur le sens étymologique du mot « prodige » et décrit aussi bien les grands chantiers et les grands accomplissements de la ville de Barcelone (comme les expositions universelles) que les grandes calamités qui ont rythmé son histoire. D'après S. Savary, c'est la littérature qui a fait naître « le mythe » du Barrio Chino[95] et c'est elle qui continue à le maintenir vivace, malgré la disparition progressive du tissu urbain, des populations et des activités traditionnelles.

Ce syncrétisme entre des fonctions et des images parfois contradictoires fait de Ciutat Vella un espace où les enjeux de la réhabilitation sont particulièrement forts. Face au constat de crise, la réponse de la Municipalité a été une politique de réhabilitation globale du centre ancien et de promotion du patrimoine. Or, la superposition de logiques économiques, sociales, touristiques, patrimoniales, dans un contexte urbain tel que celui de Ciutat Vella, ne va pas de soi. Comme nous le verrons avec l'exemple du Barrio Gótico, la logique patrimoniale a été, dès la fin du 19ème siècle, l'une des principales questions en débat dans le cadre des opérations menées par les pouvoirs publics dans le centre ancien de Barcelone, entre la volonté de la conservation du tissu ancien, dans une logique monumentale, et la prétendue nécessité de sa restructuration, au nom de préoccupations progressistes et hygiénistes (mais parfois aussi d'une relecture de l'histoire). À partir de la fin des années 1970, la question du patrimoine ressurgit comme l'un des principaux enjeux de la récupération du centre ancien de Barcelone. Il devient le moyen d'assurer le redéveloppement touristique de Ciutat Vella tout en répondant à la nécessité de réhabiliter son tissu urbain. Dès lors, il faut examiner les enjeux de cette récupération au regard de la fonction identitaire, symbolique et idéologique du patrimoine à Ciutat Vella.

[92] SAVARY S., *Imaginaires d'une ville : Barcelone par ses paysages. Une étude géolittéraire*, thèse de géographie sous la direction de Yves Luginbühl, Université Paris 1, 2005, 3 vol., 1056 p.
[93] Cité « captive », « libre », « occupée », « rouge », « vaincue », « la rose de feu ».
[94] SAVARY S., *op. cité*, 2005, p. 174.
[95] Aussi bien chez des écrivains catalans (Francesc Madrid, *Sangre en Atarazanas*, 1926) qu'étrangers (Pierre Mac Orlan, *La bandera*, 1931 ; Josep Kessel, *Une balle perdue*, 1935).

2. LES ENJEUX PATRIMONIAUX DANS LE CENTRE ANCIEN DE BARCELONE

La politique de récupération du centre ancien conduite par la Municipalité de Barcelone s'inscrit dans un contexte à la fois local, national et international, faisant la synthèse des spécificités liées au contexte barcelonais et des idées nouvelles qui traversent toute la pensée urbanistique de la fin des années 1970. À l'échelle internationale, cette période marque une rupture : une nouvelle vision des centres-villes voit le jour, non plus comme des espaces à rénover, mais comme des espaces à réhabiliter. Si les années 1960 sont marquées par l'importance des opérations dites « lourdes » ou rénovations des centres, c'est-à-dire le plus souvent de démolition/reconstruction visant notamment au renforcement des activités centrales et tertiaires, les années 1970 voient émerger une nouvelle façon de « faire la ville », accordant beaucoup plus d'attention à la conservation du patrimoine.

Ce thème du patrimoine a a été adopté comme fil conducteur parce qu'il permet de lier les questions de politiques de réhabilitation, de gentrification, de revitalisation sociale et de développement touristique, et de montrer en quoi il participe à son tour à la construction identitaire et symbolique des quartiers anciens de Barcelone.

Le patrimoine désigne à l'origine « un bien transmis de père en fils, de génération en génération »[96]. Les choix concernant sa protection et sa mise en valeur touristique sont révélateurs, selon nous, de grandes tendances politiques et idéologiques. Nous verrons qu'une partie des interrogations qui ont traversé le 19ème et le 20ème siècles restent encore d'actualité. Nous considérerons ensuite les enjeux contemporains du patrimoine. Enfin, dans la mesure où le patrimoine est le fondement d'une identité collective, « patrimonialiser » n'est pas seulement protéger la vieille ville, c'est aussi témoigner d'un nouveau rapport entre la société et son territoire : nous étudierons donc le patrimoine comme construction identitaire.

2.1 L'évolution de la notion de patrimoine

Pour Françoise Choay, le patrimoine est révélateur d'un état de la société. La manière dont une société regarde et administre ce qu'elle considère comme un patrimoine nous renseigne autant sur le rapport à l'histoire, la mémoire, les espaces et objets hérités, que sur les espaces et les objets eux-mêmes. Le *Dictionnaire de l'habitat et du logement* définit le patrimoine comme un « ensemble de biens personnels ou familiaux »[97]. Le terme s'entend à toutes les échelles : du patrimoine familial au patrimoine national (considéré comme appartenant à l'ensemble de la nation). Aujourd'hui l'expression est très usitée et les vocables

[96] BABELON J. P., CHASTEL A., *La notion de patrimoine*, Paris : Liana Lévi, 1994, p. 49.
[97] SEGAUD M., BRUN J., DRIANT J.-C. (dir.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris : Armand Colin, 2003, p. 319.

« monument » ou « monument historique » ont progressivement été remplacés par celui de « patrimoine historique ».

2.1.1 Du monument historique au patrimoine : l'extension d'une notion

Le monument historique est une notion occidentale. F. Choay place son origine dans l'Europe du *Quattrocento*, qui redécouvre l'héritage de l'Antiquité, en architecture, en sculpture et en peinture. À la différence du monument, qui est une création délibérée, le « monument historique » n'a pas été initialement voulu comme tel, c'est-à-dire qu'il n'a pas été produit pour être un lieu ou un objet de mémoire et d'identité. C'est le regard a posteriori qui en fait un monument historique, autrement dit un objet à fonction mémorielle, pédagogique et identitaire. De plus, si le monument sert à faire revivre le passé, le monument historique est beaucoup plus un objet de savoir ou bien une œuvre d'art. Mais selon les époques, selon les lieux et selon les sociétés, le regard porté sur le monument historique a pu évoluer et embrasser des objets toujours plus nombreux.

Les monuments historiques acquièrent progressivement, à partir du 19ème siècle, un statut de bien à protéger et la plupart des pays d'Europe occidentale, dont l'Espagne, se dotent d'un arsenal juridique (pas toujours efficace) pour assurer leur conservation et leur restauration. Cette rupture majeure dans l'évolution de la notion de monument historique doit sans doute beaucoup, selon F. Choay, à la Révolution industrielle[98]. Les modes de production changent en profondeur, dès lors le rapport au monument historique évolue parce que la rupture temporelle s'accroît. Le monument historique devient d'autant plus irremplaçable que l'on estime que la société n'est plus en mesure de produire des œuvres identiques ou aussi belles.

L'idée de patrimoine urbain a émergé plus tardivement. Jusqu'à la fin du 19ème siècle, très rares sont les monographies qui ne traitent pas seulement des monuments. F. Choay souligne qu'avec la Révolution industrielle, la ville ancienne devient bien un objet d'investigation, mais « par contraste », c'est-à-dire en tant qu'elle n'est pas la ville contemporaine. M. Á. Troitiño Vinuesa va dans le même sens lorsque, étudiant les politiques de réhabilitation dans les villes espagnoles au 20ème siècle, il rappelle que la question des centres anciens naît de la nécessité d'adapter les espaces hérités de la ville aux conditions économiques contemporaines[99]. En d'autres termes, l'idée de « centre ancien » se constitue « en creux », par opposition à la ville moderne. Trois perspectives successives ont favorisé l'émergence de la notion de patrimoine urbain historique :

- celle de John Ruskin (à partir des années 1860), pour qui il faut continuer à habiter les quartiers anciens et préserver l'intégralité du tissu urbain parce qu'il est le garant de l'identité personnelle, locale, voire nationale ;

[98] CHOAY F., *L'allégorie du patrimoine*, Paris : Le Seuil, 1996, 260 p.
[99] TROITIÑO VINUESA M. Á., *op. cité*, 1992 (a).

- celle de Camillo Sitte, développée dans son ouvrage *Der Städtebau nach seinen künstlerischen Grundsätzen* (1889)[100], pour qui il faut placer la ville historique hors du circuit de la vie afin de mieux la protéger, partant de l'idée qu'« en devenant historique, elle perd son historicité »[101] ;
- enfin celle de Gustavo Giovannoni, qui cherche à dépasser les deux perspectives précédentes en associant valeur d'usage et valeur muséale des ensembles urbains anciens. Dans son ouvrage *Vecchie Città ed Edilizia nuova* (1931), il est le premier à parler de « patrimoine urbain » et propose d'adapter le centre ancien aux nouvelles conditions de la modernité tout en le respectant.

L'ensemble de ces réflexions a des échos en Espagne où, comme dans le reste de l'Europe, la notion de monument historique a évolué.

2.1.2 L'essor des politiques de conservation du patrimoine en Espagne

En Espagne, les principales évolutions ont tendu à un élargissement de la notion de patrimoine, qui s'est accompagné d'une décentralisation progressive des politiques de protection, avec :

- le passage d'une définition restrictive, valorisant un monument ou un édifice, à une définition plus large du patrimoine, pouvant englober tout un quartier ;
- le passage d'un patrimoine dit « historico-artistique », mettant en exergue sa valeur testimoniale, à un patrimoine dit « culturel » où c'est la valeur d'usage qui prime ;
- la décentralisation progressive des politiques patrimoniales ;
- et plus spécifiquement en Catalogne, la prédominance progressive du discours sur la « conservation du patrimoine ».

Il est d'emblée important de récuser, en suivant les historiens Ramón Grau et Marina López Guallar, une opposition trop simpliste entre la période contemporaine, en particulier depuis la transition démocratique, et les périodes précédentes :

> « El Novecientos opone a la destrucción indiscriminada de monumentos del pasado, resultado del furor revolucionario o de la frialdad especuladora, una política de conservación cada vez más respetuosa con la historicidad del espacio urbano. »[102]

Cette distinction, qui fait sans doute sens au regard d'une volonté de légitimation politique, est erronée parce qu'elle ne tient pas compte des expériences précédentes, dès le milieu du 19ème siècle, et oublie que la notion de patrimoine a pu évoluer.

---

[100] Camillo Sitte part du constat de laideur de la ville contemporaine (mais sans la dimension morale que Ruskin peut lui prêter). L'étude morphologique des villes anciennes doit pouvoir servir de leçon pour le futur, tout en évitant de tomber dans le pastiche.

[101] CHOAY F., *op. cité*, 1996, p. 142.

[102] « À la destruction aveugle des monuments du passé, résultat de la fureur révolutionnaire ou de la frivolité spéculative, les années 1990 opposent une politique de conservation toujours plus respectueuse de la dimension historique de l'espace urbain ». GRAU FERNANDEZ R., LÓPEZ GUALLAR M., « El concepto de monumento histórico en Barcelona (1835-1982) », in BONET CORREA A. (coord.), *Urbanismo e historia urbana en el mundo hispano : segundo simposio 1982*, Madrid : Universidad Complutense de Madrid, 1985, p. 1055.

Dans sa thèse sur les origines de la pensée conservationniste dans l'urbanisme catalan, J. Ganau Casas met en lumière, à travers les cas de Barcelone, Tarragone ou Lérida, l'essor parallèle du catalanisme en politique, en particulier dans la bourgeoisie chrétienne, et de la pensée « conservationniste monumentale »[103]. Il prend les exemples de la restauration du monastère de Ripoll entre 1886 et 1893, de la destruction des murailles de Barcelone à partir de 1854, de l'achèvement de la façade de sa cathédrale ou de la constitution d'un « barrio gótico » à Ciutat Vella. Toutes ces opérations marquent la volonté d'imposer dans l'espace de la ville la représentation du pouvoir des classes sociales dominantes[104].

Les premières lois pour la protection du patrimoine en Espagne sont prises en 1844[105], fortement inspirées par l'action menée au même moment en France par la récente commission des Monuments historiques, créée en 1830 et placée sous la direction de Prosper Mérimée dès 1834[106]. En 1844 les commissions provinciales sont créées, chargées d'élaborer un inventaire et de restaurer les monuments exceptionnels les plus dégradés. Mais leur action reste limitée. Leurs moyens sont faibles et s'amenuisent vers la fin du 19ème siècle. Elles sont souvent réduites à un rôle consultatif et les conflits sont nombreux avec la commission centrale ou bien avec l'Académie Royale des Beaux Arts. Leurs membres ne sont pas rémunérés, et réfléchissent à des solutions pour réutiliser les monuments (en les transformant en musées ou en hôtels de ville) de manière à éviter l'augmentation des coûts d'entretien. L'engouement pour la protection du patrimoine prend donc forme moins dans les institutions publiques que dans les associations sportives ou culturelles, comme l'*Associació catalanista d'excursions científiques*[107], créée à Barcelone en 1878. À l'origine calquées sur des mouvements similaires français ou anglo-saxons (comme les associations d'alpinisme), elles font la promotion d'un catalanisme culturel à travers la défense des monuments historiques :

> « El moviment excursionista representaria, durant molt anys, el canal institucional utilitzat pel catalanisme per a mostrar l'amor pels monuments del passat i fer efectius els seus desigs de conservar-los i – si era possible – restaurar-los per recuperar aquella antiga esplendor que el pas del temps els havia fet perdre. »[108]

---

[103] Nous entendons par « conservationniste » une approche qui met l'accent sur la protection du patrimoine à caractère monumental, c'est-à-dire qui vise à rehausser la valeur artistique et architecturale des édifices mis en valeur. Il ne s'agit pas forcément d'une protection intégrale, parce que cette doctrine peut nécessiter la disparition de certaines formes architecturales jugées mineures.

[104] « Sempre que ha canviat la classe hegemònica d'un territori, ha imposat l'espai representatiu del seu poder en el mateix lloc on el detentava el grup social substituït. Durant el segle XIX les classes socials ascendents també van utilitzar els monuments del centre de la ciutat per a manifestar la seva hegemonia política i social. » (« À chaque fois que la classe dominante d'un territoire a changé, elle a imposé la représentation de son pouvoir dans le même espace que celui du groupe social qu'elle a remplacé. Au cours du 19ème siècle, les classes sociales émergentes vont aussi utiliser les monuments du centre de la ville pour manifester leur hégémonie politique et sociale »). GANAU CASAS J., *op. cité*, 1997, pp. 201-202.

[105] J. López Jaen note cependant l'existence d'une cédule royale de 1803 pour « recogir y conservar los monumentos antiguos descubiertos o que se descubran en el Reino » (« inventorier et conserver les monuments anciens découverts ou que l'on découvrira dans le Royaume »). LÓPEZ JAEN J., « Los centros históricos españoles entre la realidad y la legalidad », *Urbanismo*, 1990, n° 9, p. 14.

[106] GANAU CASAS J., *La protección de los monumentos arquitectónicos en España y Cataluña 1844-1936 : legislación, organización, inventario*, Lleida : Universidad de Lleida, 1998, 129 p.

[107] « Association catalaniste d'excursions scientifiques ».

[108] « Le mouvement excursionniste allait constituer, pendant de nombreuses années, le canal institutionnel utilisé par le catalanisme pour exprimer son attachement aux monuments du passé et concrétiser son désir de les

En 1879, les associations excursionnistes obtiennent ainsi le classement du Monastère Sant Pau del Camp à Barcelone comme monument national, empêchant sa démolition. Au sein de cet élan croissant pour les monuments historiques, deux courants s'affrontent entre le milieu du 19ème siècle et le premier tiers du 20ème siècle : le courant de la restauration (retrouver une pureté de style idéale, qui serait celle de l'édifice à l'origine) et le courant de la conservation (prendre le monument tel qu'il est actuellement, et non tel qu'il devrait être). L'histoire des politiques de protection du patrimoine en Catalogne est marquée par l'essor puis le triomphe du second courant sur le premier. L'historien Stéphane Michonneau souligne aussi les différences entre le dernier quart du 19ème siècle, marqué par un monumentalisme qui n'empêche pas certaines opérations de rénovation de grande ampleur, et le début du 20ème siècle, où les tenants du noucentisme[109] proposent une vision plus conservationniste du centre. Le monumentalisme de la fin du 19ème serait une idéologie bourgeoise qui « marque »[110] sa réappropriation symbolique du centre au moment même où elle commence à le quitter, comme pour mieux garder le lien et s'inscrire dans la tradition :

> « L'affaire de la façade de la cathédrale illustre la mise sous tutelle symbolique du centre historique de la ville. Les élites barcelonaises, sous prétexte de respect de l'histoire, ont conçu une cathédrale qui nie l'histoire architecturale du bâtiment, qui efface le temps pour établir un contact improbable avec la Catalogne médiévale. »[111]

L'achèvement de la façade de la cathédrale de Barcelone par l'architecte Elias Rogent s'appuie sur une « mythification » de l'histoire de la ville, dans laquelle on privilégie les glorieux témoignages du passé, au risque de démolir d'autres monuments jugés mineurs. J. Ganau Casas rappelle par exemple que cette sélection se fait au détriment des couvents et des murailles, jugées inadaptés aux conditions de la ville moderne, alors que la cathédrale est là pour rappeler la richesse culturelle et financière de la bourgeoisie catalane. Les œuvres de l'exposition universelle de 1888 (et la création du parc de la Ciutadella), le développement de visites guidées à destination touristique dans le centre ancien sont d'autres exemples de ce type de réappropriation symbolique.

Pour les noucentistes du début du 20ème siècle, au contraire, tout monument est à protéger, indépendamment de sa hauteur ou de son volume. La monumentalisation ne doit pas passer par l'isolement et la mise en valeur de certains édifices, en démolissant des bâtiments jugés « mineurs » pour dégager des esplanades ou des places, mais par une conservation la plus intégrale possible du tissu ancien. Ce n'est pas un hasard si se met en place en 1914 le

---

conserver et, dans la mesure du possible, de les restaurer, afin de récupérer leur splendeur ancienne, perdue avec le passage du temps », GANAU CASAS J., *op. cité*, 1997, pp. 523-524.

[109] Mouvement culturel catalan qui se développe au début du 20ème siècle, notamment représenté en architecture par Eugeni d'Ors.

[110] Pour V. Veschambre, la « marque » est une forme matérielle qui renvoie intentionnellement (contrairement à la trace) au passé. Elle sert à signifier la présence d'un acteur, même en l'absence de ce dernier. VESCHAMBRE V., *op. cité*, 2008.

[111] MICHONNEAU S., « Barcelone 1900-1910 : la construction d'un espace symbolique », *Rives nord-méditerranéennes. Patrimoine et politiques urbaines en Méditerranée*, 2003.

Servei de conservació i catalogació de monuments[112]. S. Michonneau insiste sur l'idée que cette vision historiciste, qui vise à construire l'imaginaire du Barrio Gótico, est là encore un programme politique et idéologique, qui cherche à renforcer l'identité locale de l'agglomération catalane :

> « Ainsi, la monumentalisation de la ville recouvre une volonté politique de recentrer Barcelone autour d'un cœur catholique et conservateur. L'invention du Quartier Gothique dans la seconde moitié des années vingt s'approche conceptuellement de ce que l'Exposition Internationale de 1929 réalise au Pueblo Español : la reconstitution artificielle d'un village en relique d'un passé idéalisé qui n'exista jamais. Cette opération de monumentalisation dissout le monument commémoratif dans la ville en étendant sa fonction personnelle de mémoire à l'ensemble du corps urbain. »[113]

Le percement de la Via Laietana, à partir de 1907, alimente ces débats mais à l'époque, l'outillage législatif est encore insuffisant pour protéger le tissu urbain contre les démolitions[114]. Au même moment, sous l'influence d'architectes comme Jeroni Martorell ou d'écrivains comme Ramon Rucabado, émerge l'idée de constituer un « barrio gótico »[115] autour de la cathédrale, soit en y transférant des œuvres menacées de démolition par les opérations de rénovation du centre, soit en modifiant les édifices déjà présents pour les mettre plus en adéquation avec le style « gothique catalan ». Là encore, le passé fait l'objet d'une relecture qui sélectionne, parmi les héritages de Barcelone, ceux qui sont considérés comme les plus « dignes » de promouvoir le rayonnement historique et culturel de la capitale catalane.

Il faut attendre le décret-royal du 9 août 1926 de *Protección, conservación y acrecentamiento de la riqueza artística*[116], puis la loi du 13 mai 1933 relative au *Patrimonio artístico nacional*[117] pour que l'État se dote d'une législation patrimoniale solide. Le premier décret s'en tient encore à la protection des monuments historiques de grande valeur historique et artistique, mais reste relativement flou sur leur définition. La loi de 1933 est la première à reconnaître, dans son préambule, le droit des citadins à jouir de leur patrimoine. Elle formalise également la catégorie de « monument historico-artistique », en la normant (pas d'œuvres d'artistes contemporains, bâtiments âgés d'au moins un siècle…). Enfin, c'est le premier texte à proposer la notion de *conjunto histórico*[118]. En Catalogne, ce dispositif se double d'une législation propre à la région, adoptée entre 1931 et 1936. Elle comprend des lois de régulation pour les archives, les musées et les bibliothèques (loi du 20 mars 1934) mais aussi la loi du 26 juin 1934 dite *ley de Conservación del patrimonio histórico, artístico y*

[112] « Service de conservation et d'inventaire des monuments ».
[113] MICHONNEAU S., *op. cité*, 2005.
[114] Plusieurs architectes, comme Jeroni Martorell, avaient proposé d'abandonner la ligne droite et d'éviter ainsi certains bâtiments, ou bien de déplacer certains monuments secondaires pour les reconstruire ailleurs. GRAU FERNANDEZ G., LÓPEZ GUALLAR M., *op. cité*, 1985.
[115] RUCABADO R., « Un Barrio Gótico en Barcelona », *La Cataluña*, n° 189, 1911, pp. 308-311.
[116] « Protection, conservation et développement de la richesse artistique ».
[117] « Patrimoine artistique national ».
[118] « Ensemble historique ».

científico de Cataluña[119], qui met en avant le caractère historiciste du patrimoine catalan et insiste sur son rôle dans la construction de l'identité et de la culture de la région[120].

Sous la dictature franquiste, la loi sur le patrimoine national de 1933 reste en vigueur mais n'est pratiquement pas convoquée ou bien reste inefficace. Il faut attendre la période de transition démocratique, à partir des années 1970, pour que le patrimoine fasse à nouveau l'objet d'une réflexion, suscitée par deux approches complémentaires : le renouvellement de la question de la protection du patrimoine, et la réflexion sur la réhabilitation. Cette dernière émerge de la nécessité de mettre en place des stratégies spécifiques pour les espaces urbains hérités. L'article 46 de la Constitution de 1978 adopte une définition vaste du *patrimonio histórico, cultural y artístico* et en 1985 est publiée la loi 13/1985 du 23 juin ou *ley de Patrimonio histórico español*[121], qui remplace la loi de 1933. Elle précise les modalités d'identification, de conservation et de mise en valeur du patrimoine. La législation confirme le passage entre 1933 et 1985 d'une protection de monuments historiques considérés comme d'une grande valeur artistique, à la protection d'ensembles historico-artistiques à fonction sociale et identitaire définis comme :

> « Una agrupación de bienes inmuebles que forman una unidad de asentamiento, continua o dispersa, condicionada por una estructura física representativa de la evolución de una comunidad humana por ser testimonio de su cultura o constituir un valor de uso y disfrute para la colectividad. »[122]

Dans le même temps, les premières villes espagnoles sont classées au patrimoine mondial de l'humanité (Salamanque, Grenade, Tolède…). Le dispositif étatique est par ailleurs complété par les initiatives locales ou régionales. La Catalogne adopte notamment la loi 9/1993 du 30 septembre 1993 sur le « patrimoine culturel catalan ». Les dispositifs actuels, qui seront analysés dans un chapitre ultérieur, visent à la décentralisation des compétences de protection et de valorisation du patrimoine de l'État vers les communautés autonomes, tout en laissant une certaine marge de manœuvre aux grandes villes comme Barcelone, pour légiférer sur le patrimoine « local ».

2.2 L'approche contemporaine du patrimoine

Pour F. Choay, la notion de monument historique a connu depuis la fin de la seconde guerre mondiale une triple extension typologique, chronologique et géographique. D'abord, parce qu'elle tend de plus en plus à recouvrir de nouveaux « objets », pas seulement les

[119] « Loi de conservation du patrimoine historique, artistique et scientifique de Catalogne ».
[120] GARCÍA FERNÁNDEZ J., « La regulación y la gestión del patrimonio histórico-artístico durante la Segunda República (1931-1939) », *E-rph*, 2007, n°2.
[121] « Loi sur le patrimoine historique espagnol ».
[122] « Un regroupement de biens immeubles formant une unité urbaine, continue ou dispersée, conditionnée par une structure physique représentative de l'évolution d'une communauté humaine, dans le sens où elle en reflète la culture ou constitue une valeur d'usage et d'appropriation pour la collectivité ». Article 15.3 de la loi de 13/1985 du 25 juin 1985, cité dans LÓPEZ JAEN J., *op. cité*, 1990, p. 17.

grandes œuvres, mais de plus en plus l'architecture dite « mineure » ou « domestique », ainsi que l'architecture industrielle ; le monument historique ne se cantonne plus aux églises et aux hôtels particuliers. Cette évolution est d'autant plus importante que l'héritage industriel à Barcelone devient l'objet d'un réinvestissement patrimonial, même si son traitement n'a pas toujours été très heureux et si certaines associations de riverains ou des professionnels de l'architecture dénoncent l'usage qui en est fait. Ensuite, ce ne sont plus seulement les œuvres antérieures au 19ème siècle qui relèvent du patrimoine, mais aussi celles contemporaines de la Révolution industrielle. Enfin, la volonté d'identifier un « patrimoine national » n'est plus spécifique au vieux continent européen et tend à se diffuser dans le reste du monde, avec des modalités différentes[123]. Cet élargissement de la notion de patrimoine témoigne de l'essor d'un véritable « syndrome patrimonial » parallèle à celui d'une « industrie patrimoniale »[124].

Comment expliquer un tel essor ? Pour A. Bourdin, il s'accompagne d'un engouement pour vivre dans les quartiers anciens, mais cette tendance doit elle-même être analysée[125]. L'auteur oppose à la période allant des années 1950 à la fin des années 1970, marquée par les opérations lourdes de rénovation, la période actuelle marquée par un plus grand respect affiché pour le patrimoine, qui passe par la réhabilitation comme choix de récupération des logements dans les quartiers anciens. D'après l'auteur, le passage de l'un à l'autre s'explique par la « reconquête bourgeoise » des centres-villes, l'évolution du marché du logement, la restructuration du secteur de la construction, la recherche de nouveaux débouchés, ou encore la volonté de développer le tourisme. Mais ces raisons ne sont pas suffisantes. D'après lui, le patrimoine est avant tout une question d'image. Il répond à une volonté de transmission d'un bien et de recherche de protection contre l'angoisse du lendemain. Si la réhabilitation est à la mode au début des années 1980, c'est que la société attribue de nouvelles valeurs au centre ancien. Le goût pour la réhabilitation se situe donc entre des mutations culturelles collectives et des attitudes individuelles. Il est révélateur d'un nouvel état de société et de nouvelles conceptions de l'espace urbain.

À Barcelone, cette évolution peut se doubler d'une dimension politique : le changement devient alors la légitimation d'une rupture revendiquée comme telle avec la période passée :

> « Desde mediado de la década de los setenta y, especialmente, a partir de 1979, año en que se constituyen los primeros ayuntamientos democráticos desde la II República, se produce en España un salto cualitativo, tanto en el entendimiento y valoración de la dimensión histórico-cultural de la ciudad como en las formas de intervención urbanística y arquitectónica. »[126]

---

[123] GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUIS S. (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXIème siècle*, Paris : Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, 952 p. ; BABELON J. P., CHASTEL A., *op. cité*, 1994.
[124] CHOAY F., *op. cité*, 1994.
[125] BOURDIN A., *op. cité*, 1984.
[126] « À partir du milieu des années 1970 et en particulier de 1979, année durant laquelle se constituent les premières municipalités démocratiques depuis la Seconde République, se produit en Espagne une rupture qualitative, tant dans la manière d'appréhender et de valoriser la dimension historico-culturelle de la ville que dans les formes d'intervention urbanistique et architecturale ». TROITIÑO VINUESA M. Á., *op. cité*, 1992 (a), p. 11.

En proposant sa politique de réhabilitation, la nouvelle Municipalité élue en 1979 s'inscrit clairement en opposition avec la période précédente. En valorisant les anciens quartiers ouvriers de Barcelone, elle « réhabilite » - dans tous les sens du terme - la place du district et de ses habitants dans l'imaginaire collectif de la ville et son rôle dans la construction historique de la métropole catalane. Les quartiers anciens sont investis par des populations différentes (visiteurs, touristes, anciens et nouveaux habitants) et des pratiques spatiales très contrastées. Les enjeux sont donc le nouveau rôle, parfois utilitariste et réducteur, et les nouvelles images que les discours sur le patrimoine attribuent aux quartiers anciens. Si les enjeux sont si importants, c'est qu'au-delà de l'héritage historique et artistique, le patrimoine participe de la construction identitaire de la collectivité.

2.3 Patrimoine, mémoire et enjeux identitaires

Le patrimoine est vecteur de la construction identitaire d'une société et de son territoire. Pour la géographe Françoise Péron, tout patrimoine est subjectif, identitaire et stratégique : il est ce qui permet à un groupe ou une collectivité de se distinguer des autres[127]. Elle prend l'exemple du patrimoine maritime breton pour montrer comment celui-ci vise à ressouder des « identités éclatées ». Il y a un effet de balancier dans les politiques patrimoniales : elles marquent un territoire et une identité locale qui à leur tour influencent les politiques menées en leur donnant une certaine légitimité.

Mais dès lors que l'on commence à protéger certains aspects de la culture ou de l'histoire d'un groupe ou d'une collectivité, où doit s'arrêter cette patrimonialisation ? Un autre risque concerne la dimension identitaire elle-même : quelle doit être l'échelle de référence ? S'agit-il du quartier, de la ville, de la région ? À Barcelone, cette question est d'autant plus cruciale que pendant longtemps ce sont les espaces bourgeois de l'Eixample et les espaces monumentaux comme symboles des pouvoirs économique, politique et religieux qui ont été privilégiés. Ce patrimoine a-t-il réellement fait sens en termes de construction identitaire dans une ville où le monde ouvrier était fortement présent ? Pour les classes populaires de Ciutat Vella, les marqueurs identitaires n'étaient sans doute pas les œuvres de Gaudí, mais plutôt les témoignages du passé prolétaire et industriel de Barcelone, ceux-là même que la dictature franquiste a tenté de cacher et qui sont à nouveau en jeu actuellement, dans le cadre d'une politique de réhabilitation qui entend faire peau neuve du centre ancien.

Un exemple des contradictions possibles autour de la notion de patrimoine est celui de la réhabilitation du marché du Born (photo 2).

[127] PÉRON F., « Patrimoine culturel et géographie sociale », in FOURNIER J.M. (dir.), *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Caen : Presses universitaires de Caen, 2001, pp. 19-29.

Photo 2. Le marché du Born, une réhabilitation qui fait polémique

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

La polémique qui a entouré le projet de réutilisation de l'édifice a réactivé les débats traditionnels en lui donnant une dimension idéologique et identitaire. Le bâtiment de fer et de verre construit entre 1874 et 1876 par Josep Fontserè et Josep M. Cornet, abritait jusqu'en 1871 le marché central des fruits et légumes, avant le déménagement de ses activités dans le nouveau marché « Mercabarna », dans le quartier de la Zona Franca, à l'ouest de la colline de Montjuïc. Au début des années 1980, quelques travaux de conservation avaient été menés, mais il faut attendre 1997 pour que la Municipalité décide de réutiliser le bâtiment. Elle prévoyait de le céder au ministère de la Culture pour y établir une bibliothèque provinciale d'une superficie totale de 15 000 m², financée conjointement par l'État, la Généralité et la Municipalité. Le projet proposait notamment d'aménager un niveau en sous-sol. Les excavations ont duré de l'automne 2001 à avril 2002, mais pendant le chantier d'importants vestiges archéologiques ont été découverts : les ruines d'un ancien quartier bombardé par les troupes des Bourbons lors du siège de Barcelone, qui s'acheva le 11 septembre 1714[128]. Après la défaite de Barcelone, une partie de ce secteur avait été démoli pour construire la Citadelle. Dans ces conditions, les débats autour d'un projet (déjà en partie contesté à l'origine du fait de l'inadéquation de la création d'une bibliothèque dans l'ancien marché du Born), ont dépassé les questions « classiques » de réutilisation du patrimoine et se sont doublés d'une polémique sur le bien fondé d'un financement par l'État espagnol d'un lieu de mémoire

[128] Le siège de Barcelone a par ailleurs marqué la fin de la Guerre de Succession en Espagne, avec la victoire des Bourbons, soutenus par les troupes françaises, sur les Habsbourg, à qui la ville de Barcelone s'était ralliée. Depuis 1980, le 11 septembre est jour de « fête nationale » en Catalogne.

associé à l'histoire de l'indépendance de la Catalogne[129]. L'État devait-il financer un « mausolée du catalanisme »[130] ? Dans quelle mesure fallait-il mettre en valeur les vestiges de la Barcelone « indocile » ? Fallait-il ouvrir largement l'accès à un espace dédié à la répression exercée par l'État central sur la « nation catalane », ou au contraire en limiter l'accès, comme cela a été fait dans le cas du Marché Santa Caterina[131] ?

Dans un premier temps, les partisans du projet de bibliothèque (dont le ministre de la Culture et la représentante du district Katy Carreras-Moysi) ont confirmé leur volonté de le maintenir, en intégrant la mise en valeur des vestiges d'une valeur architecturale incontestée. D'autres voix se sont cependant élevées - y compris au sein de la Municipalité de Barcelone, puisque l'adjoint à la culture de l'époque, Ferran Mascarell, s'était dès le départ opposé au réaménagement du marché en bibliothèque - pour réclamer une révision du projet. Les associations de riverains se sont également divisées : certaines souhaitaient que l'accent soit mis sur la valorisation architecturale, d'autres soutenaient le projet de bibliothèque qui devait, selon elles, permettre la revitalisation du tissu socio-économique de ce secteur de la Ribera[132].

Un contre-projet a finalement été établi par une équipe d'architectes et d'historiens mandatée par le musée d'Histoire de la Ville de Barcelone, qui proposait un autre site pour la future bibliothèque et envisageant de créer à la place un centre culturel. En automne 2002, ce projet a été accepté. Tandis que les travaux de restauration ont repris en janvier 2004, un nouvel accord a été signé en mai 2005, l'État se retirant du programme du Born et le projet de bibliothèque provinciale étant finalement déplacé vers un autre site. Les travaux actuels visent à rénover le marché du Born en aménageant un musée consacré aux vestiges archéologiques et un centre culturel associant expositions, librairie et cafétéria, mais des interrogations subsistent sur la place qu'occupera la mise en valeur de l'histoire des événements de 1714. L'épisode a cependant mis en exergue les tensions entre patrimoine et identité : ici, le patrimoine devient le support d'une revendication identitaire régionale forte, parfois à l'encontre d'une identité nationale qui ne va pas forcément de soi. Faut-il alors valoriser les « marqueurs historiques » de l'identité catalane, au risque de favoriser les vélléités indépendantistes de la région, contre un État central qui a souvent tenté de la nier ?

L'éthnologue Joël Candau soutient que, plus généralement, l'essor de la patrimonialisation relève d'une crise identitaire[133]. En se demandant comment on passe des formes individuelles aux formes collectives de l'identité et de la mémoire, il souligne que la « mémoire collective » est en réalité une « méta-mémoire » c'est-à-dire une représentation que l'on se fait de sa propre mémoire. Dans le cas de plusieurs individus ou d'un groupe social, la mémoire collective est moins un retour sur les facultés mémorielles du groupe,

[129] MENÉNDEZ F. X., PASTOR I., « El futur del Born. Una polèmica ciudadana a l'entorn del patrimoni », *L'Avenç*, 2002, n° 273, pp. 66-72.
[130] MUÑOZ J. M., « El futur del passat », *L'Avenç*, 2002, n° 273, p. 35.
[131] Les vestiges archéologiques qui y ont été découverts pendant les travaux de rénovation du marché (achevés en 2005) ont été surplombés d'une plaque de verre transparente qui garantit leur protection tout en les laissant visibles.
[132] MÉNENDEZ F. X., PASTOR i BATALLA I., *op. cité*, 2002.
[133] CANDAU J., *Mémoire et identité*, Paris : Presses Universitaires de France, 1998, 225 p.

qu'une « description », autrement dit une liste d'objets, d'événements, de hauts faits, de lieux ou de personnages qui est censée être constitutive de l'individualité de ce groupe social, lui conférant son identité collective. Le patrimoine est un refuge contre l'oubli :

> « L'effervescence patrimoniale est l'expression d'un mode de pensée rétromaniaque où le passé est valorisé, voire vénéré, souvent par ceux qui perçoivent leurs liens avec leurs origines comme les plus distendus. »[134]

Défendre le patrimoine est une manière de se raccrocher au passé constitutif de l'identité du groupe social dont on fait partie. Mais de quel passé parle-t-on ? N'y a-t-il pas des choix significatifs et idéologiques ? À Saint-Étienne par exemple, depuis le début des années 2000 (c'est-à-dire au moment où les politiques publiques cherchent à changer l'économie et l'image de la ville), le patrimoine joue le rôle de réceptacle de la mémoire collective, de ce qui constitue le Saint-Étienne « traditionnel »[135]. L'exemple le plus marquant est sans doute celui de la Cité internationale du Design qui s'inscrit clairement dans la longue tradition des arts graphiques et du dessin industriel à Saint-Étienne, remontant aisément jusqu'au 17ème siècle. C'est bien en puisant ses références dans le passé que la Municipalité de Saint-Étienne entend justifier ses choix de développement. Dans le cadre des processus de mutations de la ville contemporaine, le patrimoine acquiert une valeur économique qui reste cependant très difficile à apprécier, d'où les conflits qui peuvent émerger sur des choix de mise en valeur, notamment à travers le tourisme. Mais il constitue également un référent rassurant face à la montée des nouveaux processus qui bouleversent l'économie et la société contemporaines. En même temps, il faut se demander quelle image du Saint-Étienne « traditionnel » la Municipalité entend promouvoir : s'agit-il du passé « minier », longtemps considéré comme peu valorisant, ou bien plutôt celui de la « mécanique » ? Le choix n'est clairement pas neutre et aura sans doute un effet déterminant sur l'image de la ville. Autour de la question de la valorisation touristique du patrimoine se cristallisent des interrogations plus larges sur les mutations urbaines des quartiers anciens. Si les tensions sont fortes, c'est qu'elles ont lieu, comme on l'a vu, dans des espaces à forte charge symbolique.

Cette tension se retrouve à Barcelone. Le 7 juin 2009 correspondra aux 150 ans de l'approbation du plan de Cerdà pour l'Eixample. À cette occasion, la Municipalité, en collaboration avec la Généralité de Catalogne et le conseil provincial de Barcelone, se livrera à un véritable travail de « réhabilitation » de l'œuvre de Cerdà, à grand renfort d'expositions, de cycles de débats, et avec l'organisation d'un congrès international et d'une fête de clôture de l'année Cerdà. Cette série d'événements est révélatrice du travail de mémoire effectué par les pouvoirs publics sur l'espace urbain lui-même. Le plan de Cerdà a jusqu'à maintenant fait l'objet de très peu d'hommages à la hauteur de son ambition et de ses conséquences sur le destin de Barcelone. Sauf par certains architectes et urbanistes, qui ont toujours mis en avant

[134] CANDAU J., *op. cité*, 1998, p. 157.
[135] Ce développement est tiré d'un travail collectif de terrain réalisé à Saint-Étienne du 14 au 20 novembre 2004 dans le cadre du DEA AUDE (Paris 1/Paris IV), et dont le rapport avait pour thème « Les mutations identitaires d'une ville industrielle. Entre politiques urbaines et politiques culturelles : les Grands Projets Urbains de Saint-Étienne ».

sa cohérence, sa modernité et son dessin d'ensemble, le travail de Cerdà a longtemps été considéré comme une œuvre imposée par l'État central contre la volonté des pouvoirs locaux (qui avaient soutenu le plan d'Antoni Rovira i Trias) et un projet à destination de la riche bourgeoisie catalane. L'architecte O. Bohigas a reconnu cette ambivalence du projet :

« Avui hem de reconèixer que el Pla Cerdà aprovat per aquest acte arbitrari de tirania centralista era un pla infinitament superior en tots els aspectes, al que havia obtingut el primer premi del concurs municipal. »[136]

Dès lors, l'Eixample n'a pas été valorisé en tant que tel, en tant qu'ensemble urbain homogène et cohérent, et ce sont plutôt des édifices isolés qui ont été mis en avant (telles que les œuvres de Gaudi autour du *Quadrat d'Or*[137]). Sa relecture actuelle peut donc aussi bien être lue comme une volonté de renforcer l'attractivité touristique du quartier que comme une tentative d'articuler l'ensemble des espaces historiques de Barcelone, d'assumer en quelque sorte la richesse et les contradictions de l'espace urbain.

Plusieurs limites au processus de construction identitaire par le patrimoine existent cependant. On a évoqué précédemment la question de l'échelle de référence. J. Candau met également en garde contre le risque d'émiettement identitaire, de constitution d'une sorte de mémoire « à la carte » qui, en correspondant à tout le monde, finirait par ne correspondre à personne. À l'opposé de la tendance patrimonialisante, il dénonce une certaine « naturalisation de la culture » (J. Candau emprunte à d'autres auteurs l'expression de « taxidermie sociale »[138]), qu'il identifie par exemple dans la loi de 1990 sur le patrimoine culturel basque, ou bien dans celle de 1993 sur le patrimoine culturel catalan. L'article 1 de cette dernière rappelle par exemple que le patrimoine culturel catalan inclut les particularités linguistiques et folkloriques de la région :

« També fan part del patrimoni cultural català els bens immaterials integrants de la cultura popular i tradicional i les particularitats linguistiques. »[139]

Une autre limite serait l'arbitraire qui peut caractériser les choix de patrimonialisation. On a vu précédemment que le centre-ville possédait une forte charge symbolique, alimentée par sa dimension historique, qui pouvait servir à asseoir la légitimité de classes dominantes en véhiculant leur idéologie. L'analyse que fait David Harvey de la basilique du Sacré-Cœur, à Paris, édifiée sur la colline de Montmartre entre 1875 et 1919, rappelle que ce monument est avant tout un symbole politique : il est la manifestation physique d'un conservatisme politique

[136] « Aujourd'hui, il faut reconnaître que le Plan Cerdà approuvé par cet acte arbitraire de la tyrannie centraliste était un plan infiniment supérieur, sous tous les aspects, à celui qui avait obtenu le premier prix lors du concours municipal ». BOHIGAS O., *op. cité*, 1963, p. 85.
[137] C'est ainsi que l'on désigne le secteur de l'Eixample qui concentre les œuvres les plus célèbres de l'architecte Gaudí, dont la Casa Batlló et la Casa Milà (également appelé « La Pedrera »).
[138] CANDAU J., *op. cité*, 1998, p. 159.
[139] « Sont également considérés comme relevant du patrimoine culturel catalan les biens immatériels qui font partie de la culture populaire et traditionnelle et les particularités linguistiques ». Loi 9/1993 du 30 septembre 1993 de la Généralité de Catalogne, article 1, alinéa 3.

et religieux réactionnaire, après l'épisode de la Commune de 1871[140]. Le patrimoine relève d'une construction idéologique justement parce qu'il structure des identités et donne sens à une unité socio-spatiale[141]. De notre point de vue cependant, ce n'est pas le patrimoine qui est en cause, mais l'usage qui en est fait. Le problème peut également se poser dans le sens inverse, lorsque la dégradation d'un bâtiment qui n'a pas été jugé digne de classement (de manière involontaire, faute d'entretien ou bien volontaire, dans le cadre de politiques qui nécessitent la démolition de certains bâtiments) entraîne la disparition de témoignages du passé qui font sens pour une partie de la population locale. À Ciutat Vella, la politique municipale s'est parfois retrouvée dans cette contradiction entre une volonté de réhabiliter le tissu ancien au service de ses résidents et une négligence certaine vis-à-vis des marqueurs identitaires du quartier[142].

On peut donc conclure sur la place parfois réduite faite aux revendications locales dans la protection du patrimoine. Le plus souvent, cette dernière est affaire d'experts (architectes, historiens de l'art) qui, selon certains critères, définissent ce qui relèvera ou non du patrimoine. Le classement d'un édifice peut le sauver ou à l'inverse le condamner de manière radicale. Cette patrimonialisation par le haut (c'est-à-dire par l'appareil d'État au sens large) qui, rappelons-le, est constitutive d'un processus de construction identitaire collective, peut parfois entrer en conflit avec les revendications des habitants.

Au final, le patrimoine a des enjeux symboliques multiples. La réhabilitation du patrimoine ne se fait pas seulement à destination du tissu urbain ou des monuments. C'est une action qui engage la perpétuation ou la fabrication de références historiques, culturelles ou architecturales participant à la construction de l'identité collective d'une société ou d'un groupe social. À Barcelone, la volonté de patrimonialisation de la part des pouvoirs publics s'inscrit dans une politique plus large de redynamisation de l'économie des quartiers anciens, et dans un discours de légitimation politique. Or, dans ces choix de la politique de réhabilitation résident de nouveaux risques : celui du développement touristique excessif ou de sa « confiscation » par certaines catégories de la population.

[140] HARVEY D., « Monument and myth », *Annals of the Association of the American Geographers*, 1979, vol. 69, n° 3, pp. 361-381.

[141] L'historienne Catherine Brice a également largement abordé la dimension politique et symbolique du monument à la gloire de Victor-Emmanuel II, BRICE C., *Le monument dans tous ses états : monumentalité publique et politique à Rome, 1870-1921*, thèse de 3ème cycle sous la direction de Philippe Levillain, Institut d'Études politiques de Paris, 1984. Voir aussi ATKINSON D., COSGROVE D., « Urban rhetoric and embodied identities : City, Nation and Empire at the Vittorio Emanuele II Monument in Rome, 1870-1945 », *Annals of the Association of the American Geographers*, 1998, vol. 88, n° 1, pp. 28-49.

[142] Nous le verrons dans le chapitre 10, dans le cas de la Rambla del Raval.

3. LA RÉCUPÉRATION DES CENTRES ANCIENS ENTRE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE, RUPTURE POLITIQUE ET IDÉOLOGIE

Les réflexions contemporaines sur le patrimoine montrent que ce dernier est pris dans les contradictions entre sa dimension symbolique et sa mise en valeur économique. Dès lors que l'identité collective est un produit et non une donnée, à qui appartient ce patrimoine ? À qui s'adresse-t-il et jusqu'à quel point doit-il être accessible aux touristes ? En somme, quelle est la finalité de la protection du patrimoine : doit-elle avoir une visée culturelle et ludique, au risque d'une « mise en scène » de l'espace urbain ancien, ou bien une visée essentiellement économique, au risque de subordonner la politique de protection du patrimoine à la question de sa rentabilité ?

Certains auteurs sont encore plus critiques. L'anthropologue Manuel Delgado parle à propos de Barcelone de « disneylandisation »[143] de l'espace urbain. D'après lui, le centre ancien est devenu comme un grand parc d'attraction à ciel ouvert, où les habitants sont « folklorisés » et l'image du centre réduite à ses simples fonctions touristiques. Identité « locale » (d'un quartier ou d'un groupe particulier) et identité « globale » peuvent alors se heurter, dans le cadre d'une mise en valeur touristique qui tend à « marchandiser » le patrimoine et à en donner une vision fragmentée. À Ciutat Vella, ces questionnements sont d'autant plus forts que la politique de réhabilitation passe par la revalorisation de fonctions touristiques et culturelles. Quelles sont les tensions entre la dimension identitaire du patrimoine et le développement touristique ? Sur quels principes s'est élaborée la politique de réhabilitation à Barcelone ? En définitive, la politique patrimoniale ne relève-t-elle pas d'enjeux idéologiques qui visent à redéfinir la place de Ciutat Vella dans la pratique urbaine et l'imaginaire collectif ?

3.1 Les contradictions entre patrimoine et développement touristique

Pour Joquín Saúl García Marchante et M. Á. Troitiño Vinuesa, la récupération des centres anciens passe par une redynamisation fonctionnelle qui peut s'appuyer sur le tourisme[144]. Le géographe Joan Carles Llurdés distingue trois types de tourisme patrimonial[145] :

[143] On pourrait en effet se demander si la protection du patrimoine n'est pas intégrée dans une volonté de canaliser les flux de touristes d'une attraction à l'autre, en multipliant sur le trajet les contacts « fortuits » avec la population locale et les possibilités de dépenser son argent (restauration rapide, articles de souvenirs…). DELGADO M., *Elogi del vianant. Del " modelo Barcelona" a la Barcelona real*, Barcelone : Edicions de 1984, 2005, 165 p.

[144] TROITIÑO VINUESA M. Á., GARCÍA MARCHANTE J. S. (coord.), *Vivir las ciudades históricas : recuperación integrada y dinámica funcional*, Cuenca : Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, Fundación « la Caixa », 1998, 267 p.

[145] LLURDÉS i COIT J. C., « Les activitats turístiques de nova creació : una estratègia de reconversió econòmica i ambiental per a zones en decadència. L'exemple del turisme de patrimonio miner a Cardona (Bages) », *Documents d'anàlisi geogràfica*, 1995, n° 27, pp. 75-95.

- le tourisme culturel, à forte connotation artistique, architecturale, religieuse ou folklorique ;
- le tourisme industriel, qui consiste à récupérer les anciens espaces industriels pour leur attribuer de nouvelles fonctions ;
- le tourisme paysager, qui s'appuie sur les zones protégées ou les espaces naturels.

Dans le cas du centre ancien de Barcelone, seuls les deux premiers sont présents. L'héritage industriel est particulièrement important dans le Raval et la Barceloneta. À partir des années 1970 émerge l'idée que le patrimoine peut être une ressource touristique dont les revenus couvriraient les coûts d'entretien. C'est aussi une manière de diversifier l'offre pour répondre à la crise structurelle du tourisme[146]. L'activité touristique est soumise à des fluctuations qui tiennent autant aux contextes locaux qu'internationaux. Néanmoins, le nombre de touristes à Barcelone a crû de manière quasi exponentielle, en particulier depuis les Jeux Olympiques de 1992. Il est passé d'environ 1,9 million en 1992 à 6,7 millions en 2007 et le nombre de nuitées totales de 4,3 millions à 13,2 millions durant la même période. Ce sont dans les centres historiques, les quartiers traditionnels ou anciens des villes, que se cristallisent de la manière la plus visible les tensions entre la dimension identitaire du patrimoine et l'activité touristique, parce que ces espaces centraux concentrent le plus souvent le patrimoine le plus ancien et sont parfois porteurs d'une image globale de l'ensemble de la ville.

Les Ramblas[147] sont un bon exemple des contradictions entre les attentes des touristes et celles des résidents. Il est difficile de parler de Barcelone sans évoquer cette avenue qui joue un rôle majeur dans la structuration physique, commerciale, touristique et symbolique du centre ancien. Jusqu'au 18ème siècle, le tracé actuel des Ramblas correspondait à un chemin bordé d'un torrent qui a fini par donner son nom à cette avenue si particulière, et d'une muraille érigée en 1260 et démolie en 1854. C'est à partir de 1775 que cet espace se transforme en promenade, et que ses abords commencent à s'urbaniser. La construction de nombreux bâtiments à partir du 18ème siècle viennent rythmer l'histoire de l'urbanisation de cette avenue (église de Betlem à partir de 1681, Palau de la Virreina vers 1770, Théâtre du Liceu en 1847, Palau Güell entre 1885 et 1900). Longtemps considérées comme le lieu de rendez-vous des Barcelonais, leur paysage a été profondément modifié par le développement du tourisme à Barcelone depuis le début des années 1990 (photo 3). Le type de population qui fréquente les Ramblas a considérablement changé, de populaire jusque dans les années 1980, à touristique, voire hyper-touristique, actuellement, comme si ces deux types de fréquentation s'excluaient mutuellement. Actuellement, le long de l'avenue, on trouve surtout des hôtels de

[146] MARTÍNEZ PUCHE A., « La Costa Blanca (Alicante) : el patrimonio histórico-cultural como complemento al modelo turístico tradicional de sol y playa », in OLIVERAS SAMITIER J., ANTON CLAVÉ S. (dir.), LÓPEZ MONNÉ R. (coord.), *Turismo y planificación del territorio en la España de fin de siglo*, Tarragona : Universitat Rovira i Virgili, 1998, pp. 344-352.

[147] On peut indifféremment évoquer les Ramblas au singulier ou au pluriel. La célèbre avenue est composée de cinq segments qui se suivent : Rambla de Canaletes, Rambla dels Estudis, Rambla de les Flors, Rambla dels Caputxins, Rambla de Santa Mònica. Dans notre texte, nous avons préféré conserver le pluriel, parce que chaque tronçon possède une certaine personnalité.

luxe, des restaurants, des magasins d'articles touristiques et des bureaux de change. Le flot de passants y est continu et les terrasses de café envahissent le terre-plein central.

Photo 3. La surdensité touristique des Ramblas

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2005

Photo 4. Une dénonciation originale de la fonction touristique des Ramblas

Photo : Hovig Ter Minassian. Mars 2007

Il arrive que ces évolutions récentes exaspèrent les populations locales, même si la dénonciation peut se faire sur le ton de l'humour (photo 4). Certains résidents espèrent retrouver le visage des Ramblas avant l'explosion touristique consécutive à l'organisation des Jeux Olympiques. Indirectement, ce que le riverain dénonce sur cette photo, ce sont les choix faits par les pouvoirs publics en matière de politique urbanistique ou commerciale, dont le paysage actuel des Ramblas serait la conséquence directe.

Mais les questions de mise en valeur touristique du patrimoine urbain et de compétition entre différents usages ne se limitent pas à de simples enjeux économiques. L'activité touristique propose une réinterprétation, une mise en scène de l'espace urbain qui participe de la construction de nouvelles images et de nouvelles pratiques de la ville, parfois en contradiction avec celles de l'habitant. Comme le souligne la géographe Maria Gravari-Barbas, si l'impact de l'activité touristique est difficile à percevoir en termes de retombées économiques, c'est sur l'environnement urbain que son influence est la plus visible[148]. Local ou international, la mise en valeur du patrimoine véhicule des représentations produisant les images fortes d'une ville qui tente de rentrer ou de se maintenir dans la catégorie des villes à visiter.

Dans un contexte de mondialisation, promouvoir le patrimoine est devenu un moyen de valoriser les spécificités locales. En mobilisant des rhétoriques classiques d'articulation entre l'échelle globale et l'échelle locale, les édiles municipaux considèrent souvent le patrimoine comme un atout, pas seulement parce qu'il assure des flux touristiques plus ou moins réguliers, mais aussi parce que, plus symboliquement, il confère à l'espace urbain une épaisseur historique, culturelle, identitaire qui distingue leur ville. Cette logique d'intégration du patrimoine dans des stratégies de valorisation de l'espace urbain à finalité économique nécessite de reposer la question de l'accès aux valeurs intellectuelles et esthétiques du patrimoine et tend, sur le terrain, à banaliser les moyens d'action et les politiques de protection du patrimoine urbain. Le plus souvent, c'est le mythe du « village » qui est mobilisé, en favorisant une « mise en scène » de l'espace urbain ancien. Le patrimoine se situe bien entre « arme identitaire » et « standardisation des approches »[149]. L'inflation patrimoniale n'a plus pour objectif de se doter d'un passé, mais bien de se forger une identité locale aisément exploitable qui permet de s'inscrire lisiblement dans le réseau des métropoles mondiales.

Cette volonté de développer le tourisme par la promotion du patrimoine a sans doute eu un effet dans les orientations des politiques urbanistiques dans les centres anciens, en privilégiant progressivement la réhabilitation sur la démolition/reconstruction. À Barcelone particulièrement, la réhabiliation du patrimoine s'inscrit dans une politique plus large de « récupération intégrale » des quartiers anciens.

[148] GRAVARI-BARBAS M., « Belle, propre, festive et sécurisante : l'esthétique de la ville touristique », *Norois*, 1998, n° 178, p. 175.
[149] GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUIS S. (dir.), *op. cité*, 2003, p. 11.

3.2 L'évolution des politiques urbanistiques de récupération des quartiers anciens

J.-P. Lévy propose un découpage de l'histoire des interventions en centre ancien, qui met en relation les politiques urbaines avec les grandes évolutions économiques des sociétés selon trois cycles :

- un cycle « néoclassique », aux 17ème et 18ème siècles, qui témoigne du triomphe du capitalisme marchand (avec la construction d'hôtels particuliers dans le centre ancien) ;
- un cycle « d'haussmannisation » ou de restructuration des quartiers anciens, qui affirme l'essor du capitalisme industriel ;
- enfin le cycle actuel associant une première phase de rénovation, puis une phase de réhabilitation, fortement liées aux processus de tertiarisation[150].

Les spécificités de ce dernier cycle nous intéressent particulièrement. À la fin des années 1970, les options politiques changent, du fait de l'essor de la perspective patrimoniale. En Espagne, la redynamisation des centres anciens devient une priorité stratégique (sans s'appuyer exclusivement, rappelons-le, sur la question du patrimoine). Deux grands courants s'expriment. Le premier privilégie les programmes de préservation de l'existant, parfois à l'excès, comme à Madrid ou à Cordoue. Le second privilégie des interventions plus lourdes comme moteurs de la redynamisation, comme à Barcelone ou Séville, qui peuvent passer par des opérations localisées d'assainissement du tissu urbain.

3.2.1 De la rénovation à la réhabilitation du tissu urbain dans les centres anciens

Après la seconde guerre mondiale et surtout à partir des années 1960, les centres anciens ont fait l'objet de grandes opérations de modernisation, dont les effets sociaux et les implications idéologiques ont été soulevés dès les années 1970 par des auteurs comme Henri Coing ou Manuel Castells[151]. Les oppositions contemporaines aux rénovations vont de pair avec une prise de conscience progressive de la nécessité de protéger le patrimoine historique ce qui, dans le cas de la France, a débouché sur la mise en place de dispositifs rigides prônant une conservation quasi totale et négligeant la dimension économique et sociale de la récupération des quartiers anciens.

J.-P. Lévy voit une certaine continuité entre la rénovation et la réhabilitation. Il n'oppose pas ces méthodes d'intervention dans les quartiers anciens, dans la mesure où elles ont toutes deux débouché sur des phénomènes d'éviction des catégories populaires et de polarisation socio-spatiale. Si elles provoquent les mêmes effets, les idéologies et les

[150] LÉVY J.-P., *op. cité*, 1987 (a).
[151] COING H., *op. cité*, 1966 ; GODARD F., CASTELLS M., DELAYRE H., DESSANE C., O'CALLAGHAN C., *op. cité*, 1973.

représentations qui les sous-tendent sont peut-être différentes. Le géographe espagnol Andres Precedo distingue ainsi six modèles d'action dans le centre ancien[152] :

- le modèle « classique », limité à l'intervention locale sur certains éléments monumentaux, selon des critères historiques et archéologiques ;
- le modèle « rationaliste » ou « néopositiviste », qui propose l'adaptation fonctionnelle des tissus urbains anciens, et passe le plus souvent par des opérations lourdes de rénovation ;
- le modèle « socialiste », qui fait une lecture du centre ancien à travers la question des conflits sociaux mais qui, selon l'auteur, ne débouche pas forcément sur des méthodes d'intervention différentes ;
- le modèle « autonome », qui considère les centres anciens comme des territoires spécifiques, des quartiers aux profils singuliers qui nécessitent des interventions singulières ;
- le modèle de « réhabilitation », qui prône une approche intégrale des quartiers anciens, avec des interventions orientées sur la récupération à la fois du bâti et des activités économiques.

Cette classification permet de dépasser l'opposition « technique » entre rénovation et réhabilitation. Elle n'empêche pas que, dans une même ville et à une même époque, plusieurs modèles puissent cohabiter. Cette approche met donc moins l'accent sur les logiques économiques que sur les logiques politiques. L'expérience de la réhabilitation du centre ancien de Bologne, en avance sur son temps, montre bien comment une politique de récupération peut s'inscrire dans des logiques politiques en rupture avec les périodes précédentes. L'exemple est d'autant plus pertinent que la Municipalité de Barcelone s'y est souvent référée pour justifier ses propres choix.

3.2.2 L'expérience de Bologne : un modèle pour Barcelone ?

La politique de réhabilitation dans le centre ancien de Bologne a été précoce par rapport au reste de l'Europe et a en partie servi d'exemple à la Municipalité de Barcelone : « el urbanismo español de la última generación se mueve bajo la influencia de la *teoría de la recuperación de la ciudad*, de gran atractivo en todo el mundo por su procedencia italiana »[153]. Cette politique à Bologne se distingue par une volonté de rupture avec la période précédente. À défaut d'appliquer les mêmes outils qu'à Bologne, la Municipalité de Barcelone a revendiqué une certaine analogie. En s'inscrivant dans une filiation avec une expérience considérée comme un succès et qui a cherché à rompre avec la spéculation

[152] PRECEDO LEDO A., « Una metodología para la reutilización del centro histórico : el caso de Vitoria », in *Actas del IV coloquio ibérico de geografía, Coimbra 22-25 setembro de 1986*, Coimbra : Universidade de Coimbra, 1986, pp. 531-534.

[153] « L'urbanisme espagnol de la dernière génération se fait sous l'influence de la *théorie de la récupération de la ville*, fortement marquée partout dans le monde par son origine italienne », CAMPESINO FERNÁNDEZ A.-J., « La rehabilitación integrada de los centros históricos : el reto urbanístico de finales de los ochenta », *Investigaciones geográficas*, 1989, n° 7, p. 10.

immobilière, elle affiche une politique clairement sociale. Le refus de la tertiarisation du centre s'exprime par l'importance accordée à la fonction résidentielle.

L'expérience de Bologne a cherché à se distinguer des politiques de rénovation par trois éléments : une approche globale, c'est-à-dire pas seulement une restauration des édifices anciens mais une véritable stratégie économique et territoriale ; une intervention publique forte ; enfin une approche très politique, en rupture avec les périodes précédentes. Cette dernière caractéristique a préfiguré ce que l'on peut observer dans le cas de Barcelone. Par bien des aspects, le centre ancien de Bologne présentait de nombreuses similitudes avec celui de la métropole catalane. Après les opérations de percement de nouvelles voies au 19ème siècle, les quartiers centraux ont connu une longue phase de dégradation, qui s'est traduite par une chute de la population, son vieillissement et sa marginalisation, notamment à partir des années 1950. Entre 1961 et 1971, la population du centre ancien a diminué de 14,3 %, passant de 93 483 habitants à 80 083 habitants, alors que pour la même décennie l'ensemble de la commune de Bologne connaissait une croissance de 10 %, passant de 444 872 à 490 005 habitants[154]. Les logements vacants passaient également de 5,1 % du parc à 10,8 % en 1971.

Pour faire face à la crise du centre ancien, un PEEP (*Plano di intervento operativo, di ripristino e di restauro per l'edilizia economica e popolare*) a été adopté en 1965 pour l'ensemble de la ville. Il prévoyait notamment de bloquer les loyers des logements en centre ancien à leur valeur de 1961 et d'assurer leur contrôle par la Municipalité. Entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, les quartiers anciens sont devenus l'objet de politiques spécifiques, avec l'adoption en 1969 d'un plan pour le centre historique, de la loi n° 865 de 1972 sur la récupération du patrimoine historique, et enfin d'un PEEP spécifique au centre ancien en 1973 [155]. Jusqu'à cette époque, les rares politiques s'appliquant en centre ancien en Italie étaient particulièrement conservatrices, mais s'en tenaient essentiellement à la structure physique et à la morphologie des bâtiments. La politique de réhabilitation mise en place à la fin des années 1960 à Bologne s'est voulue une politique de rééquilibrage territorial, en rupture avec les politiques précédentes. Pour ne pas reproduire les mêmes schémas, c'est-à-dire la spéculation immobilière et l'expulsion des catégories populaires du centre ancien, cette nouvelle politique s'est appuyée sur une forte intervention du secteur public, avec la construction de logements sociaux, la formalisation de partenariats public/privé et la création de nouveaux organes participatifs, tout en favorisant la mise en place de systèmes de copropriété pour permettre aux propriétaires de prendre eux-mêmes en charge et collectivement l'entretien des bâtiments. Par ailleurs, la Municipalité de Bologne a cherché à appliquer une politique de redéveloppement à l'écoute des habitants du centre. Il ne

[154] CERVELLATI P. L., SCANNAVINI R., *Bolonia. Política y metodología de la restauración de centros históricos*, Barcelone : Gustavo Gili, 1976, p. 90. L'ouvrage original en italien date de 1973.

[155] Le plan de 1969 couvrait l'ensemble du tissu urbain compris à l'intérieur du tracé des murailles du 15ème siècle, ainsi que les quartiers adjacents, pour une superficie totale de 450 hectares, ce qui représentait environ 80 000 habitants. Il a accompagné une politique d'acquisition du sol et de dotation en équipements collectifs. Le PEEP de 1973 est venu compléter le dispositif déjà en place, sur une grande partie du centre ancien.

s'agissait pas seulement de remettre en valeur le centre, mais d'affirmer des orientations politiques fortes, en donnant la priorité aux résidents, contre les intérêts capitalistes du secteur de la construction. Les objectifs généraux des différents dispositifs ont donc été la préservation du patrimoine et son intégration dans la ville ; la dotation du centre en équipements et services ; la rationalisation des flux de transports et de la circulation de piétons ; le tout en évitant que le centre ancien se transforme en CBD où la fonction résidentielle disparaîtrait au profit des bureaux. Plus précisément, concernant le bâti ancien, les mesures prises sont allées de la restauration totale à la démolition sans reconstruction, en passant par la reconstruction partielle ou des programmes de *ripristino*[156].

La Municipalité de Barcelone n'a pas complètement transposé l'expérience de Bologne, mais elle lui a emprunté certaines spécificités, comme la forte intervention des pouvoirs publics, la formulation de politiques transversales (à la fois économiques, culturelles, sociales) et le développement de partenariats entre le secteur public et le secteur privé. Comme on le voit avec l'exemple de Bologne (qui a fortement inspiré la politique barcelonaise), la politique de réhabilitation n'est jamais neutre, on peut même soutenir qu'il y a un lien très fort avec l'idéologie du pouvoir en place. La réhabilitation repose sur des critères, des normes, qui relèvent toujours d'un choix et traduisent des idéologies. La dimension idéologique des politiques de réhabilitation patrimoniale a déjà fait l'objet d'études sur différents contextes locaux, dont la plupart se sont centrées soit sur la question de la subordination du patrimoine à des politiques de développement (le plus souvent en relation avec un développement touristique), soit sur la question de la construction d'une identité locale, parfois biaisée, à travers la patrimonialisation des lieux, soit encore sur la question des relations entre patrimonialisation et processus de gentrification. Dans le cas de Barcelone le patrimoine répond à une logique de légitimation idéologique qui transcende les trois approches que l'on vient d'évoquer : il est avant tout un discours de justification politique.

3.3 Enjeux politiques et idéologiques de la récupération du centre ancien de Barcelone

Certains auteurs rappellent que le patrimoine peut tour à tour servir d'outil de légitimation d'une politique publique ou bien d'opposition à cette politique[157]. A. Bourdin invite à déconstruire les discours sur les quartiers anciens, en soulignant comment ceux-ci utilisent souvent les champs lexicaux du bien, du grand et du vivant. Le « mythe des quartiers anciens » se construit ainsi sur l'idée qu'ils sont des espaces malades et que la Municipalité

[156] Le terme est difficilement traduisible : il désigne une forme de restauration particulière qui consiste à revenir à un état initial du bâtiment en supprimant tous les ajouts ou les modifications qui ont pu être faits postérieurement à sa construction.

[157] Voir notamment GARAT I., GRAVARI-BARBAS M., VESCHAMBRE V., « Émergence et affirmation du patrimoine dans la géographie française : la position de la géographie sociale », in FOURNIER J.M. (dir.), *op. cité*, 2001, pp. 31-39.

doit « opérer » les tissus urbains anciens dans l'intérêt général[158]. J. Candau rappelle également que la notion d'identité collective est une représentation, une construction sociale et non une donnée[159], ce qui signifie qu'une politique patrimoniale qui entend donner sens à une identité locale à travers la préservation des « marqueurs » de cette identité relève d'une construction idéologique reposant sur des choix : quelle facette de l'identité entend-on montrer[160] ?

Dans les villes d'Amérique latine, l'instrumentalisation idéologique de la politique patrimoniale semble encore plus claire. Dans les cas de Lima, Mexico et Buenos Aires, les géographes Guénola Capron, Stéphanie Ronda et Élodie Salin montrent comment le patrimoine sert avant tout aux municipalités locales à s'affirmer contre l'État[161]. Les premières législations sur le patrimoine au Pérou, au Mexique et en Argentine, apparaissent dans les années 1930 et 1940. Comme dans de nombreux pays « occidentaux », les années 1980 sont une phase de transition entre les programmes de rénovation et les nouvelles politiques de réhabilitation. Les premiers périmètres de protection sont adoptés mais sont encore le fait de l'intervention des pouvoirs centraux. À Mexico, après le tremblement de terre de 1985, l'action municipale passe au premier plan. Le patrimoine devient un enjeu de pouvoir entre Municipalité et État : à travers la récupération des centres anciens la première tente de se présenter comme une alternative politique au second. Non seulement le centre historique devient un nouveau terrain d'intervention spécifique, mais il relève désormais d'une politique essentiellement municipale. À Barcelone, cette instrumentalisation est peut-être moins évidente, du fait même de la décentralisation des pouvoirs vers les communautés autonomes dès la Constitution de 1978. La rupture est donc plus entre deux périodes qu'entre deux échelons administratifs, parce que la revendication d'une région autonome est passée par d'autres voies.

Le géographe Sébastien Jacquot quant à lui montre comment dans le cas de Valparaiso la constitution du dossier de candidature pour classer le centre ancien en patrimoine mondial de l'humanité pousse la Municipalité à redéfinir la place du quartier aussi bien dans la politique de développement de la ville que dans l'imaginaire collectif. Pour appuyer le dossier de candidature à l'UNESCO, un *Plan de revitalización del casco histórico* est mis en place, complété par la création d'une commission intitulée « Plan Valparaiso », avec la bénédiction de l'État, pour conduire de grands travaux dans la perspective de la célébration du bicentenaire de l'indépendance du Chili en 2010. Le travail de S. Jacquot montre que la direction de la politique du patrimoine est ici un objet de compétition entre l'État et la Municipalité, avec des conséquences très concrètes (la mise en valeur des quartiers anciens de Valparaiso), d'autant plus que c'est l'État qui reste le principal relais des prêts de la Banque

[158] BOURDIN A., *op. cité*, 1984.
[159] CANDAU J., *op. cité*, 1998.
[160] L'auteur prend notamment l'exemple de l'ambiguïté des fêtes commémoratives de la fin de la seconde guerre mondiale en France : quel statut donner aux sombres épisodes de la collaboration à côté des hommages aux résistants ?
[161] CAPRON G., RONDA S., SALIN É., « Les politiques municipales du patrimoine en Amérique latine dans les années 90 : rupture ou continuité ? », in GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUIS S. (dir.), *op. cité*, 2003, pp. 551-570.

interaméricaine de Développement (BID). Il montre aussi les changements entre les deux dossiers de candidature (2000 et 2003), le second (celui qui a été accepté) accentuant la dimension historique du quartier, au détriment de la dimension paysagère. L'exemple de Valparaiso est d'autant plus intéressant pour nous que S. Jacquot souligne comment la politique de réhabilitation à Barcelone a pu servir d'exemple pour l'expérience chilienne, notamment en faisant appel à des « experts » barcelonais ou en imitant certains programmes (comme le soutien au commerce).

La question de la légitimation des politiques locales par le biais du traitement du patrimoine s'accompagne d'une autre série d'interrogations sur les destinataires des politiques de « régénération urbaine ». La sociologue Monica Degen soutient qu'à Barcelone la requalification des espaces publics dans le centre ancien a avant tout cherché à les « aseptiser », comme pour mieux « policer » leurs usages, dans un objectif d'homogénéisation du tissu social[162]. Elle examine les politiques de « régénération urbaine » en se demandant dans quelle mesure la formalisation de l'espace public a conduit à la normalisation des pratiques socio-spatiales. M. Degen s'inscrit dans une perspective foucaldienne : pour elle la « discipline » est une forme d'intériorisation du pouvoir par les individus eux-mêmes. Leur comportement dans l'espace public est en partie influencé par un ensemble de normes visant à pacifier les rapports sociaux. Dans cette optique, l'auteure souligne que la politique de « régénération urbaine » dans le Raval a suivi deux objectifs complémentaires : d'une part rendre le quartier plus attractif en favorisant la diffusion d'une nouvelle image du Raval, qui fait sens dans l'ensemble de la politique de marketing urbain menée par la Municipalité ; d'autre part contrôler les usages des espaces publics en réduisant la diversité des appropriations possibles. M. Degen rappelle que certains des nouveaux espaces publics sont fermés par des barrières la nuit, pour en limiter l'accès. Elle prend également l'exemple de la place dels Àngels, devant le musée d'Art contemporain de Barcelone (MACBA), que l'on peut voir sur la photo 5.

D'après elle, cet espace entouré d'équipements dont les destinataires privilégiés sont les touristes et des catégories de population relativement aisées, et non les habitants traditionnels du quartier, est un outil d'homogénéisation sociale de cette partie du Raval. La Municipalité a tenté de générer des flux de passants et des usages de l'espace ayant pour but de favoriser la « normalisation » du Raval. Les usages de cette place restent cependant multiples. C'est un lieu de rendez-vous très pratique, parce qu'il est immédiatement reconnaissable (et de fait contribue sans doute à structurer les nouvelles images du Raval) mais c'est aussi un espace de jeu privilégié pour les jeunes patineurs qui profitent de la forme même de l'espace public (avec ses plans inclinés). C'est enfin un espace-refuge pour des sans-domicile-fixe qui utilisent parfois le surplomb offert par la structure du bâtiment pour se

[162] DEGEN M., « Fighting for the global catwalk : formalizing public life in Castlefield (Manchester) and diluting public life in el Raval (Barcelona) », *International Journal of Urban and Regional Research*, 2003, vol. 27 n° 4, pp. 867-880.

protéger du vent et du mauvais temps. Toutes ces populations cohabitent avec les touristes venus visiter le musée.

Photo 5. Le parvis du musée d'Art contemporain de Barcelone : un espace public aux réappropriations multiples

Photo : Hovig Ter Minassian. Mars 2007

Au final, entre construction identitaire, développement touristique et vecteur des politiques de récupération des centres, le patrimoine est un enjeu majeur pour les quartiers anciens centraux. Dans les trois cas, il renvoie à des logiques idéologiques. Il importe cependant de rappeler que le patrimoine n'a pas été le seul axe structurant de la récupération du centre ancien de Barcelone : la Municipalité a tenté de traiter toutes les dimensions de la crise urbaine (éducation, emploi, logements…). Malgré tout, les questions posées autour de la mise en valeur du patrimoine ont permis d'apprécier les implications de la politique de récupération à Ciutat Vella.

Nous avons souligné dans ce chapitre la place symbolique de Ciutat Vella et son rôle fonctionnel (administratif, commercial, touristique) dans l'agglomération barcelonaise, en rappelant la « crise urbaine » qui a caractérisé les quartiers anciens à la fin des années 1970. Dans ce cadre, nous avons précisé les enjeux de la récupération, liés aux questions de patrimoine, de construction identitaire, de développement touristique et de tensions entre populations et activités traditionnelles et nouveaux résidents, dans un contexte de forte croissance de l'immigration. En dernier lieu, nous avons questionné les enjeux politiques,

entre la volonté de récupération du pouvoir local, de rupture idéologique avec la période précédente et de légitimation des politiques urbanistiques. De ce point de vue, les pouvoirs publics ont longtemps promu leur propre expérience comme un « modèle » de régénération urbaine, c'est-à-dire un ensemble de politiques qui ont justement permis la récupération du centre sans pénaliser les populations qui y résidaient. Mais qu'en est-il réellement ?

Le géographe Basilio Calderón dénonce certaines « fausses » opérations de récupération des centres anciens espagnols, détournées de leur objectif initial, et qui portent exclusivement sur l'architecture et non sur le contenu social du quartier[163]. Est-ce le cas à Barcelone ? Comment la politique menée dans la métropole catalane a-t-elle cherché à résoudre les logiques contradictoires de la récupération de son centre ancien ? L'analyse du *Modelo Barcelona*, dans le chapitre suivant, vise à faire le bilan des réflexions sur cette politique menée depuis les années 1980 et à proposer de nouvelles pistes d'exploration au regard des enjeux contemporains du patrimoine et de la gentrification dans le centre ancien.

[163] CALDERÓN CALDERÓN B., « Patrimonio residencial y ciudad tradicional en España al finalizar el segundo milenio », in BERNAL SANTA OLALLA B. (coord.), *op. cité*, 1999, pp. 107-120.

CHAPITRE 2
LE *MODELO BARCELONA* : ENJEUX, LIMITES ET NOUVELLES PERSPECTIVES

Au début des années 1980, la Municipalité de Barcelone a été confrontée à plusieurs défis : la transition démocratique, le nouveau cadre réglementaire des politiques de la ville, les mutations d'une ville industrielle et la redéfinition de la place de l'agglomération catalane au sein de l'espace national et international. Entre la fin des années 1970 et le début des années 1990, la Municipalité a progressivement élaboré le *Modelo Barcelona* ou « modèle d'intervention urbaine à Barcelone », qu'il convient d'examiner dans le cadre du traitement proposé pour le centre ancien. Ce modèle a peut-être tenu autant d'un effort réel de repenser la politique urbaine au début des années 1980 que de ce qu'on pourrait considérer comme un « marketing urbain »[164], c'est-à-dire avant tout une volonté de faire la promotion économique et touristique de la ville. Dans les années 1990, il a connu un réel succès sur le plan international. La Municipalité de Barcelone a notamment reçu en 1999 la prestigieuse Médaille du RIBA[165] (plutôt pour son modèle de gestion des politiques et de collaboration entre secteur public et secteur privé que pour ses objectifs). Elle est également devenue une référence pour d'autres villes (notamment en Amérique du Sud). Le discours de remise de la médaille du RIBA soulignait notamment :

> « All cities, especially London, for too long without directing influences, can learn much from this example, which many already follow. »[166]

Dans ce contexte, l'étude de la politique de récupération du centre ancien est une entrée pour l'analyse du *Modelo Barcelona* dans son ensemble : d'une part parce qu'elle en est

[164] MONCLÚS F. J., «Barcelona's planning strategies : from "Paris of the south" to "capital of the west Mediterranean" », *GeoJournal*, 2000, 51, n° 1-2, p. 2-19.
[165] Le *Royal Institute of British Architects* décerne chaque année son prix, généralement à un architecte et non à une équipe municipale ou une ville.
[166] RIBA, « The royal gold medal 1999 : the city of Barcelona », *The Journal of Architecture*, 1999, n° 4-3, p. 229.

l'un des points forts, chronologiquement et structurellement, d'autre part parce qu'elle est sans doute représentative de la politique menée à l'échelle du reste de la ville, et de son évolution. Il faut alors de se demander quelle est la réalité de ce modèle. Quels en sont les enjeux pour Ciutat Vella ? En quoi constitue-t-il une voie originale de redynamisation des centres anciens, entre « muséification » et gentrification ? Peut-on parler de la réussite du *Modelo Barcelona* sans évoquer par ailleurs les critiques, toujours plus nombreuses, qui s'élèvent contre la politique municipale menée depuis les décennies 80 et 90 ? S'il est désormais acquis par de nombreux spécialistes du monde de l'urbanisme, y compris par l'architecte catalan O. Bohigas, l'un des théoriciens et praticiens du *Modelo Barcelona*, que ce modèle n'existe pas forcément sous une forme figée depuis le début des années 1980, un retour sur son contenu, son évolution et ses limites est nécessaire.

Cette analyse sera menée en plusieurs temps. Nous présenterons d'abord le *Modelo Barcelona* dans ses grandes lignes : quelles sont les spécificités de la politique d'aménagement menée par la municipalité de Barcelone depuis les années 1980, en particulier dans le centre ancien ? Nous analyserons ensuite la portée de ce modèle à travers le regard international sur l'expérience barcelonaise (nous prendrons l'exemple de la France). Enfin, nous évoquerons les principales critiques du *Modelo Barcelona*, qu'elles émanent de géographes, d'architectes, d'urbanistes, de sociologues ou d'anthropologues. Nous soulignerons alors la nécessité de combler certaines lacunes dans la lecture du *Modelo Barcelona.* Cette analyse laisse notamment entrevoir deux axes majeurs encore peu explorés : ses effets sur le paysage socio-démographique du centre et sa légitimation par le discours institutionnel.

1. LA FORMALISATION PROGRESSIVE D'UN MODÈLE DE RÉCUPÉRATION DES CENTRES ANCIENS

Que faut-il entendre ici par modèle ? Le *Petit Larousse* distingue huit sens du mot « modèle », dont les quatre premiers sont, dans l'ordre :

- « ce qui est donné pour servir de référence, de type » ;
- « ce qui est donné, ou choisi, pour être reproduit » ;
- « personne ou objet qui représente idéalement une catégorie, un ordre, une qualité, etc. » ;
- « prototype d'un objet ».

Ces définitions ne sont pas synonymes. La première et la troisième mettent l'accent sur une approche formalisatrice : le modèle est avant tout une représentation de la réalité qui met en évidence un schéma ou un type d'organisation. Le second et le quatrième sens donnent plutôt le modèle comme une référence (une personne ou une chose) à imiter. De ces quatre

significations, il ressort que le modèle se caractérise par plusieurs éléments. D'abord, il n'y a de modèle qu'en comparaison avec ce qui a pu se faire ou se fait ailleurs ou à un autre moment. Ensuite, le modèle est une panacée, il est censé traduire ce qui peut se faire de mieux à une époque donnée et/ou dans un lieu donné. Enfin, le modèle est le premier du genre, dans sa catégorie. Il est celui que l'on copie, que l'on imite. Par essence, le modèle est donc tourné vers l'extérieur.

En géographie, ce ne sont pas ces premiers sens du modèle qui sont généralement retenus. *Les mots de la géographie* définissent le modèle comme une « représentation formalisée et épurée du réel ou d'un système de relations »[167]. Le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* souligne dans quelle mesure le modèle doit être considéré comme une représentation du réel, qui relève de la dimension langagière :

> « Sachant qu'une forme, de par le processus même de la perception, est déjà simplifiée, on peut dire que la modélisation est une mise en forme de la mise en forme, information de l'in-formation : « une information au carré » (information²). D'autre part, le modèle est une représentation partagée et scientifique : pour que la forme devienne représentation modèle, elle doit entrer dans le champ du langage. »[168]

L'ambiguïté du terme relève donc du fait qu'il sert à désigner soit une schématisation du réel, soit une « idée » à décliner. L'*Encyclopédie de la géographie* retient d'ailleurs trois propriétés du modèle[169] :

- c'est une représentation schématique, une simplification ;
- c'est une construction intellectuelle qui ne prétend pas coïncider avec la réalité ;
- elle a une double valeur heuristique et didactique.

Il semble pourtant pertinent, pour le géographe, d'admettre le second sens du *Petit Larousse* du modèle comme « référence ». En déplaçant le modèle d'une approche « modélisatrice », au sens strict, à une approche de type « analyse de discours », l'analyse du *Modelo Barcelona* fait apparaître que bien plus qu'un simple argument publicitaire, c'est une image de la ville idéale qui est proposée par la Municipalité de Barcelone. Militant pour une « géographie des représentations » dans le domaine de l'aménagement du territoire, Hervé Gumuchian rappelle que : « l'espace ne devient objet d'étude que par les significations et les valeurs qui lui sont attribuées »[170]. Quelles valeurs la Municipalité de Barcelone attribue-t-elle alors au centre ancien, à travers sa politique de réhabilitation ? Comment caractériser cette politique « idéale » ?

Par essence, le modèle est une simplification : de même qu'un modèle climatique ne prend pas en compte l'ensemble des phénomènes en présence, le *Modelo Barcelona* n'entend pas traduire l'ensemble des dispositifs et projets mis en œuvre à Barcelone entre 1980 et 2008. Dans l'examen du modèle, nous n'insisterons pas sur la distorsion entre ce qui est dit et ce qui a été réellement fait, mais sur sa valorisation et sur ses composantes elles-mêmes :

---

[167] BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *op. cité*, 1993, p. 334.
[168] LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *op. cité*, 2003, p. 628.
[169] BAILLY A., FERRAS R., PUMAIN D., *Encyclopédie de géographie*, Paris : Economica, 1992, 1132 p.
[170] GUMUCHIAN H., *Représentations et aménagement du territoire*, Paris, Anthropos, 1991, p. 6.

qu'est-ce qui est mis en avant par la Municipalité ? Qu'est-ce qui d'après elle relève de la spécificité barcelonaise ? Quelle est la place de la politique de réhabilitation de Ciutat Vella au sein de ce modèle et qu'est-ce qui a rendu possible sa formalisation ?

1.1 Une politique de récupération intégrale

Barcelone ne se distingue pas des autres villes espagnoles par l'intérêt que la Municipalité porte à la récupération de son centre ancien (elle rejoint en cela de nombreuses villes secondaires comme Cuenca, Vitoria ou Salamanque), mais plutôt par l'ampleur de la superficie concernée, et par sa « méthodologie », pour reprendre un terme d'O. Bohigas[171]. Ces différentes politiques de redynamisation des centres, à Madrid, Barcelone, Salamanque ou encore Séville, s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle Constitution espagnole qui redistribue les compétences urbanistiques, et dans une volonté de rupture avec l'urbanisme de l'ère franquiste. L'article 148 de la Constitution de 1978 transmet l'aménagement du territoire, l'élaboration des politiques d'urbanisme et de logement aux communautés autonomes. La gestion de la ville à l'échelle locale revient aux Municipalités. Nico Calavita et Amador Ferrer[172] soulignent cependant que si la fin de la dictature franquiste marque bien la mise en place d'une nouvelle réglementation en matière d'urbanisme, les prémices de cette nouvelle planification apparaissent dès le milieu des années 1970, du moins à Barcelone, où les réflexions, les débats et les conflits autour de l'adoption du nouveau PGM[173] de 1976 marquent une inflexion de l'histoire urbaine barcelonaise et la fin d'une période de spéculation foncière débridée, caractéristique des décennies précédentes[174].

Une coalition de gauche remporte les élections municipales de 1979 qui se traduisent par l'arrivée au pouvoir d'un certain nombre d'hommes politiques, d'architectes ou d'urbanistes qui ont contribué à théoriser et à formaliser le *Modelo Barcelona*. L'architecte catalan O. Bohigas est nommé dès 1980 à la tête de l'équipe chargée d'élaborer la politique urbaine de la jeune municipalité démocratique. C'est sans doute dans ses propres ouvrages que s'exprime le mieux la méthode de ce modèle d'intervention, notamment dans

[171] « El modelo es solo la metodología » (« Le modèle est simplement une méthodologie »). Cité par CAPEL H., *op. cité*, 2007. Nous reviendrons par la suite sur le glissement sémantique entre « modèle » et « méthodologie ».

[172] CALAVITA N., FERRER A., « Behind Barcelona's success story. Citizen movements and planners' power », *Journal of Urban History*, 2000, vol. 26, n° 6, pp. 793-807.

[173] *Plan general metropolitano*, sorte de plan d'aménagement pour l'ensemble de l'agglomération barcelonaise.

[174] F. de Terán va sans doute encore plus loin en précisant à la fin de son ouvrage sur la planification urbaine dans l'Espagne contemporaine, réédité en 1982 : « no puede extrañar que esta transición política y administrativa, que se ha hecho sin ruptura de la legalidad vigente, no haya dado oportunidad a muchos cambios urbanísticos espectaculares » (« on ne s'étonnera pas que cette transition politique et administrative, qui s'est faite sans rupture avec la législation en vigueur, n'ait pas créé d'opportunités pour de nombreux changements urbanistiques spectaculaires »). On en retiendra qu'il convient peut-être de minorer l'importance de la rupture de 1978-1979 quant à l'élaboration des cadres législatifs et juridiques (mais non des moyens mis en œuvre ni des stratégies). DE TERÁN F., *Planeamiento urbano en la España contemporánea (1900/1980)*, Madrid : Alianza, 1982, p. 582.

Reconstrucció de Barcelona, publié en 1985[175]. Le premier élément qui la caractérise peut-être est qu'elle ne se limite pas au cadre bâti mais se veut porteuse d'un projet intégral touchant tous les domaines : urbanisme, habitat, activités économiques, développement culturel et social, éducation, transports. L'organisation par la Municipalité de trois « journées d'étude » consacrées à Ciutat Vella et le choix des ateliers sont très révélateurs d'une volonté d'aborder le problème de manière transversale et non sectorielle[176]. Le *Modelo Barcelona* apparaît alors moins comme une série d'opérations urbanistiques que comme une nouvelle manière de concevoir la ville, en particulier dans le centre ancien.

Sur quoi s'appuie ce modèle ? L'architecte Joan Busquets, qui fut lui-même responsable des services d'urbanisme à la Municipalité de Barcelone, le résume à grands traits par :

- la multiplicité des échelles d'intervention et des types de projets, depuis l'équipement social de quartier jusqu'aux grands programmes menés à l'occasion des Jeux Olympiques de 1992 ;
- le traitement des espaces publics pour redynamiser le tissu urbain ;
- une étroite collaboration entre le secteur public et le secteur privé[177].

Le *Modelo Barcelona* entend ainsi repenser la politique municipale pour le centre ancien dans une perspective de redynamisation sociale, économique et commerciale. L'attention accordée aux espaces publics se conjugue avec une politique volontariste en matière de logements : « no podríem permetre que la rehabilitació dels barris – i això seria especialment dramàtic en la ciutat històrica – provoqués l'exili de la població sense donar-li la possibilitat d'escollir »[178]. D'après l'auteur, il y a un réel enjeu dans la réhabilitation du centre ancien - maintenir la population - bien que l'on puisse d'emblée souligner le risque réel de conflit entre la volonté de réduction des densités et celle du maintien de la fonction résidentielle. Certains auteurs n'hésitent pourtant pas à témoigner du succès de cette politique du logement. N. Calavita et A. Ferrer affirment par exemple :

> « Barcelona's city marketing effort was not accompanied by the neglect of its neighbourhoods, increased social polarization, or geographic segregation, distinguishing it in this regard from most other cities. »[179]

En définitive, cette politique intégrale se veut aussi une politique sociale, à l'écoute des résidents, en particulier dans les quartiers anciens qui nécessitent des interventions spécifiques.

---

[175] BOHIGAS O., *Reconstrucció de Barcelona*, Barcelone : Edicions 62, 1985, 302 p.

[176] AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1991 (c) ; AJUNTAMENT DE BARCELONA. *Segones jornades Ciutat Vella. Revitalització social, urbana i econòmica*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1993, 193 p. ; PROCIVESA, *La recuperación d'una zona degradada : el modelo de Ciutat Vella en Barcelona*, Barcelone : Procivesa, 1993 (?).

[177] BUSQUETS J., *op. cité*, 2004, pp. 353-354.

[178] « Nous ne saurions permettre que la réhabilitation des quartiers – et cela serait particulièrement dramatique dans le centre historique – provoque l'exil de la population sans lui laisser la possibilité de choisir ». BOHIGAS O., *op. cité*, 1985, p. 21.

[179] CALAVITA N., FERRER A., *op. cité*, 2000, p. 793.

1.2 Une méthode de réappropriation du centre ancien qui se veut originale

Dans *Reconstrucció de Barcelona*, O. Bohigas met en avant le caractère d'urgence qui a déterminé la politique adoptée, ainsi que la volonté de rupture avec la période précédente. L'architecte reproche aux plans généraux d'urbanisme réalisés jusqu'alors d'être trop abstraits et de se limiter à une perception quantitative, et non qualitative, de l'espace urbain. Les plans traduisent donc selon lui une vision étroite correspondant à une période de gestion antidémocratique, cherchant plus à assurer le contrôle de l'espace urbain que son développement. Il met cependant à part le PGM de 1976, peut-être la première tentative d'un véritable projet de ville, malheureusement circonscrit par les instruments de l'époque et une échelle d'intervention trop étroite. O. Bohigas revendique une double dimension politique de l'urbanisme :

- d'une part, l'urbanisme est bien l'aménagement de la « Polis », c'est-à-dire l'espace de la société civile urbaine ;
- d'autre part l'urbanisme devient le vecteur d'une volonté de rupture idéologique avec la période précédente, qui doit s'exprimer à la fois dans les propositions et dans les outils d'aménagement[180].

En résumé, deux types de critiques sont énoncés par l'auteur : d'une part celle du plan comme outil, d'autre part celle du type d'urbanisme véhiculé par ces outils. À l'encontre de ces derniers, le *Modelo Barcelona* prône le « projet urbain », que le géographe Jordi Borja définit comme :

> « Entendemos por proyectos urbanos aquellas actuaciones estratégicas d'escala variable (desde una plaza hasta grandes operaciones de varios centenares de hectáreas, como por ejemplo un frente de mar) que se caracterizan porque dan respuesta a demandas diversas o cumplen varias funciones (aunque originariamente fueran monofuncionales), porque engendran dinámicas transformadoras sobre sus entornos, porque pueden incluir a la vez objetivos de competitividad y de cohesión social, por la combinación entre el rol iniciador o regulador del sector público y la participación de diversos actores privados en su desarrollo. »[181]

Cette proposition nous semble ambigüe, dans la mesure où elle part de l'expérience barcelonaise, dont elle fait ici la synthèse, plutôt que de définir une pratique urbaine qui pourrait alors se décliner à Barcelone. En d'autres termes, en posant l'expérience barcelonaise comme le paradigme du projet urbain, cette définition empêche de construire une critique à partir de la réflexion sur le projet, même si elle fait apparaître un certain « idéal ». En bref, elle révèle quelles seraient, pour la Municipalité de Barcelone, les caractéristiques d'un projet urbain.

---

[180] BOHIGAS O., *op. cité*, 1985, p. 23.

[181] « Nous entendons par projets urbains ces actions stratégiques d'échelle variable (depuis une place jusqu'aux grandes opérations de plusieurs centaines d'hectares, comme par exemple pour un front de mer) qui se caractérisent par le fait qu'ils répondent à des demandes diverses ou remplissent des fonctions variées (bien qu'à l'origine les projets soient monofonctionnels), qu'ils engendrent des dynamiques de transformation sur leur environnement proche, qu'ils peuvent inclure à la fois des objectifs de compétitivité et de cohésion sociale, et par la combinaison entre le rôle initiateur ou régulateur du secteur public et la participation de divers acteurs privés dans le développement du projet ». BORJA J., « Ciudadanía y espacio público », in SUBIRÓS P. (dir.), *Ciutat real, ciutat ideal,* Barcelone : CCCB, 1998, p. 50.

Face aux limites des plans d'urbanisme et à l'impossibilité de réaliser un projet complet pour l'ensemble d'une métropole comme Barcelone, O. Bohigas propose donc une nouvelle façon de faire (ou refaire) la ville, fondée sur une multiplication des projets prenant sens dans le cadre d'un plan général, et non l'inverse, c'est-à-dire la déclinaison d'un plan théorique ou abstrait en projets qui sont censés le rendre possible ou le concrétiser. Dans cette démarche, O. Bohigas accorde une place essentielle à Ciutat Vella, du fait de son rôle comme témoignage historique, de sa fonction symbolique et des nouvelles conditions démographiques du début des années 1980. Si le *Modelo Barcelona* dépasse la question de la récupération du centre ancien, cette dernière en est l'un des premiers axes structurants, en quelque sorte le paradigme, au moins jusqu'au milieu des années 1990. Il y a bien des enjeux spécifiques dans la récupération du centre ancien de Barcelone, qui tiennent à la définition même du terme de « réhabilitation ». D'après l'auteur, il ne s'agit pas seulement de remettre en état, de restaurer, en termes physiques ou architecturaux, mais de tenter de trouver un nouvel équilibre entre la structure du bâti et les nouveaux usages contemporains. La reconstruction passe par l'adaptation. C'est d'ailleurs cette recherche d'un certain compromis qui permet à O. Bohigas de justifier certains changements brutaux ou la démolition de tout un îlot bâti, jugé irrécupérable. Dans le centre historique, la nécessité d'adaptation et l'attention privilégiée portée aux espaces publics se sont traduits par une politique urbaine d'*esponjament*, terme que l'on pourrait traduire par « assainissement »[182]. L'auteur justifie cette méthode d'intervention par une volonté de réduire les densités très fortes dans le centre ancien, d'améliorer l'accessibilité et de promouvoir une vision plus hygiéniste du tissu urbain. Ces mêmes arguments seront utilisés pour justifier la percée de voies nouvelles dans Ciutat Vella. La réalisation de la Rambla del Raval, inaugurée en septembre 2000, est sans doute l'exemple qui illustre le mieux ce type d'intervention.

1.3 Une politique qui se veut démocratique

Outre la méthode d'intervention, le *Modelo Barcelona* met particulièrement l'accent sur la volonté de la Municipalité d'accroître la participation citoyenne. Là encore, le contexte national et la vigueur des mouvements de luttes urbaines en Catalogne dès la fin des années 1960 permettent d'éclairer l'importance de tels enjeux. Officiellement, la Municipalité affirme son désir d'un urbanisme participatif fondé sur une structure politique démocratique modelée et promue par l'action des riverains, parfois relayée par des instancs représentatives, et où l'acteur municipal est essentiellement là pour mettre d'accord et mettre en accord les différentes propositions populaires[183]. La participation se fait, sans doute, par les élections et les choix électoraux, mais doit également passer par des consultations régulières.

[182] L'architecte Béatrice Sokoloff propose de traduire ce terme catalan par « aération » (SOKOLOFF B., *Barcelone : ou comment refaire une ville*, Montréal : Presses Universitaires de Montréal, 1999, p. 43). Nous lui préférons celui « d'assainissement », qui nous semble mieux refléter l'ambiguïté des conséquences sociales de ce type d'opérations urbanistiques de rénovation.
[183] BOHIGAS O., *op. cité*, 1985.

O. Bohigas souligne cependant que ces nouvelles pratiques peuvent créer des problèmes spécifiques, notamment dans un domaine souvent opaque, réclamant une certaine capacité de compréhension de textes et de normes parfois très techniques. S'ajoute à cela le fait que les antécédents de la période franquiste ont généré une grande méfiance vis-à-vis des plans d'urbanisme. L'architecte rappelle enfin le manque de participation de la population aux grands projets, comme si les habitants se sentaient peu concernés[184]. Pour autant, l'objectif de la Municipalité est bien de passer du « suivi citoyen de la gestion municipale » au « suivi municipal de la gestion citadine »[185]. Derrière cette belle formule rhétorique, nous aurons l'occasion de nous interroger sur la réalité du processus participatif. O. Bohigas affirmait déjà en 1986 :

« Amb el problema entre l'opinió pública i l'autoria personalitzada, cal tenir el coratge d'enfrontar-s'hi. No s'ha de pensar que el que diu el poble està necessàriament bé, ni que els coneixements tècnics poden estar a l'abast de l'opinió general. Ha d'existir una participación profunda de l'opinió popular en els criteris essentials. El poble ha de fer de client i no d'arquitecte, i això reclama uns canals de particpació especialmente adequats, que són difícils d'establir. »[186]

À nouveau, c'est la difficulté du dialogue entre les citadins et le pouvoir municipal qui est au cœur de la réflexion d'O. Bohigas. On a évoqué le fait que l'urbanisme et l'aménagement étaient des domaines particulièrement difficiles d'accès pour le grand public. C'est pourquoi, d'après l'architecte catalan, le citadin doit se contenter de jouer le rôle du client, autrement dit son intervention est souhaitable dans la formulation des objectifs, des grandes orientations du projet, mais les propositions doivent être laissées aux professionnels, ingénieurs et architectes.

Cette vision élitiste et technocratique se retrouve chez certains acteurs politiques locaux, comme Pasqual Maragall, maire de Barcelone de 1982 à 1997. Pour lui, gouverner la ville implique une part de dissimulation, même si la plupart du temps il faut mettre les citadins en face des réalités de la ville, comme si les résidents eux-mêmes n'avaient pas forcément conscience des désordres urbains. Il déclarait aussi à la cérémonie de remise de la médaille d'architecture du RIBA :

« Governing the city, to be sure, often requires a certain glossing over or dissimulation of lacerating problems, so as to resolve them without offending public sensibility – how can we deny it ? But in most cases, it

[184] BOHIGAS O., *op. cité*, 1985, p. 195.

[185] « seguiment ciutadà de la gestió municipal » et «seguiment municipal de la gestió ciudadana ». AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Dossier Barcelona Associacions. BCN, ciutat oberta a la participació. Experiències innovadoras de participació en la gestió pùblica*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 2002 (b), p. 12

[186] « Il faut avoir le courage d'affronter le problème du rapport entre l'opinion publique et l'autorité personnalisée. Il ne faut pas penser que ce que dit le peuple est nécessairement bien, ni que les connaissances techniques peuvent être à la portée de l'opinion générale. Il faut qu'il y ait une participation profonde de l'opinion populaire sur des critères essentiels. Le peuple doit être un client et non un architecte, et cela nécessite ainsi des canaux de participation spécialement adaptés, qui sont difficiles à établir ». BOHIGAS O., TUSQUETS Ò., FEBRÉS X., *Oriol Bohigas, Òscar Tusquets. Conversa transcrita per Xavier Febrés*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, Laia, 1986, p. 41.

requires revealing to the public hidden realities. The governor sets the mirror of its miseries before the city, miseries not unknown, but forgotten, covered up, hidden. »[187]

En dernier lieu, la mise en place d'une politique concertée passe, à Barcelone, par la coopération entre le secteur public et le secteur privé, grâce aux nouvelles réglementations nationales du début des années 1980. Barcelone fait le choix précoce de la coopération public-privé, illustrée par la création en 1988 de l'entreprise mixte *Promoció Ciutat Vella SA* (ou PROCIVESA), chargée de mettre en œuvre la politique de réhabilitation du centre ancien. F. Raventós, ancien membre de l'équipe municipal sous la mandature de Pasqual Maragall, justifie ce choix par[188] :

- la nécessité de pallier les déficiences publiques, notamment en matière de capacité d'investissement ;
- la possibilité de profiter de la souplesse et du potentiel du secteur privé ;
- la capacité de la Municipalité à mener un projet global ambitieux ;
- la convergence des intérêts publics et privés.

Le rôle et l'action de PROCIVESA seront étudiés ultérieurement. On peut cependant poser d'emblée la question des conséquences de tels choix sur l'élaboration de la politique d'urbanisme. Celui d'associer le secteur privé au secteur public ne constitue pas une réelle originalité, puisque dès l979 D. Harvey soulignait la multiplication des opérations de ce type dans les villes anglo-saxonnes[189].

L'ouverture à un plus haut degré de participation et l'intégration de l'action du secteur privé préfigurent le glissement progressif de la Municipalité de Barcelone d'un mode de gouvernement « classique », à une « gouvernance locale »[190] de l'espace urbain. On se doit bien sûr de rester attentif aux discours officiels qui mettent l'accent sur l'efficacité des relations entre les pouvoirs publics et les citadins, qu'elles passent par les canaux classiques (élections locales, consultations) ou d'autres plus originaux (démocratie participative, conseils de quartier). I. Blanco et R. Gomà (ce dernier étant actuellement maire-adjoint à l'action sociale et à la participation de la Municipalité de Barcelone) soulignent que :

« El discurso sobre la participación contiene un fuerte potencial propagandístico para aquellos con responsabilidades de gobierno, cuyas motivaciones para impulsar procesos participativos frecuentemente residen más en la voluntad de lograr una imagen más simpática y amable ante la ciudadanía que en la voluntad real de transformar los modos de gobierno. »[191]

---

[187] RIBA, *op. cité*, 1999, p. 236.
[188] RAVENTÓS F., *La col·laboració publicoprivada*, Barcelone : Aula Barcelona, 2000, p. 9.
[189] HARVEY D., « From managerialism to entrepreneurialism : the transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler. Series B, human geography*, 1989, vol. 71, n° 1, pp. 3-17.
[190] Par opposition aux modes classiques de gouvernement local, la gouvernance se caractérise avant tout par un réseau (et non une hiérarchie) d'acteurs de toutes origines et d'échelons institutionnels ou administratifs divers. C'est un mode de gestion fondé sur l'interdépendance des problèmes, des solutions et des acteurs.
[191] « Le discours sur la participation contient un fort potentiel de propagande pour les responsables au pouvoir, dont les motivations pour impulser des processus de démocratie participative résident souvent dans la volonté de donner une image très sympathique et aimable devant les électeurs, plutôt que dans la volonté réelle de transformer les modes de gouvernement ». BLANCO I., GOMÀ R., *Gobiernos locales y redes participativas*, Barcelone : Ariel, 2002, p. 37.

Il est bien sûr difficile de dire si c'est le cas à Barcelone. On peut cependant souligner que la question du succès de la démocratie participative fait encore débat, comme nous le verrons à propos de deux opérations dans le chapitre 10.

1.4 La stabilité politique, une garantie de succès ?

Si le *Modelo Barcelona* semble si cohérent et si bien formalisé, c'est sans doute parce qu'il a su s'inscrire dans le temps, en profitant de la réelle stabilité politique de l'équipe municipale au pouvoir. Depuis les premières élections de 1979 jusqu'à aujourd'hui, la Municipalité a été dirigée par une coalition de gauche menée par le PSC/PSOE[192]. Mais la continuité n'empêche pas des changements, comme nous le montrerons dans le dernier chapitre, en analysant les éditoriaux de la revue municipale *Barcelona Metrópolis Mediterránea*. Plusieurs maires se sont succédés à la tête de la Municipalité et ont sans doute, par leur personnalité respective, influencé la politique urbaine.

Narcís Serra a été le premier maire démocratique de Barcelone après la période de la dictature. Né en 1943, il a fait ses études à la faculté des sciences économiques de l'Université de Barcelone et à la London School of Economics. Pendant la période de transition démocratique, il a été conseiller à la politique territoriale de la Généralité entre 1977 et 1979. En 1978, il a adhéré au PSC, nouvellement fondé[193]. En avril 1979, il a été élu maire de Barcelone mais a quitté ses fonctions avant la fin de son mandat, après sa nomination comme ministre de la Défense en décembre 1982. Il est par ailleurs depuis 2005 le président de la puissante banque *Caixa Catalunya*.

Pasqual Maragall a remplacé Narcís Serra en décembre 1982. Né en 1941, il a fait des études de droit et de sciences économiques à l'Université de Barcelone et à la New School for Social Research de New-York. Il a travaillé comme économiste aux services d'urbanisme de la Municipalité de Barcelone entre 1965 et 1971 puis entre 1973 et 1976, et dans le même temps a adhéré au *Front obrer de Catalunya*[194], avant de rejoindre le PSC après la dissolution du premier. Pasqual Marragal a affiché une longévité record à la tête de la Municipalité puisqu'il est resté maire près de 15 ans, avant de donner sa démission en 1997 pour se consacrer aux élections pour le parlement de Catalogne. Il a été Président de la Généralité entre 2003 et 2006. Il a quitté le PSC en 2007 pour rejoindre le Parti Démocrate Européen[195].

Après le départ de Pasqual Maragall, Joan Clos est devenu maire de Barcelone. Né en 1949, il a fait des études de médecine et de santé publique à Barcelone et à Édimbourg. Egalement membre du PSC, il a intégré l'équipe municipale en 1979 comme conseiller aux services sanitaires. Il est devenu adjoint à la santé en 1983, puis *regidor*[196] du district de Ciutat

[192] PSC : *Partit dels socialistes de Catalunya*. PSOE : *Partido socialista obrero español*.
[193] Dont il est devenu par ailleurs le premier secrétaire entre 1996 et 2000.
[194] Parti politique catalan de gauche, créé en 1961 dans la clandestinité.
[195] Fondé en 2004 par François Bayrou et Francesco Rutelli, et de tendance centriste.
[196] À la tête de chaque district se trouve un *regidor*, qui représente le maire. C'est un politique élu en même temps que ce dernier (il figure sur sa liste lors des élections municipales). Il partage la direction du district avec

Vella en 1987. En septembre 1997, il a pris la tête de la Municipalité jusqu'en septembre 2006, date à laquelle il a été nommé ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, jusqu'en avril 2008. L'actuel maire de Barcelone est Jordi Hereu, né en 1965 et diplômé de l'*Escuela superior de Administración y Dirección de Empresas* de Barcelone (ESADE). Il est également membre du PSC.

Cette rapide présentation des différents maires de Barcelone fait apparaître plusieurs points communs. Tout d'abord, on peut noter la longévité de chacun des maires à la tête de la Municipalité, à l'exception de Narcís Serra. Tous ont par ailleurs abandonné leur siège de maire avant la fin de leur mandat parce qu'ils ont été appelés à d'autre fonctions (sauf Jordi Hereu, jusqu'à maintenant). La Municipalité de Barcelone semble constituer un bon tremplin pour la suite de la carrière politique des maires : deux sont devenus ministres et un troisième Président de la Généralité. Tous les quatre font ou ont fait partie de la même famille politique. Enfin, à l'exception de Jordi Hereu, ils se sont distingués par une grande mobilité géographique durant leurs études, dont on peut supposer qu'elle a déterminé leur volonté d'ouvrir la ville de Barcelone sur l'international.

La continuité politique est également assurée par la permanence des membres de l'équipe municipale. Joan Clos est entré dès 1983 dans l'équipe municipale de Pasqual Maragall. En 1991, il est devenu second maire-adjoint, puis premier maire-adjoint après les élections de 1995, chargé des infrastructures, tout en étant *regidor* du district de l'Eixample. Jordi Hereu quant à lui est entré dans l'équipe municipale en 1997 : il a notamment été *gerent*[197] du district de Les Corts, dont il est devenu le *regidor* en 1999. En 2003, il a été *regidor* du district de Sant Andreu.

Derrière une apparente continuité, traduite par le maintien d'une coalition de gauche au pouvoir, il nous faut cependant examiner la place qu'occupe la récupération de Ciutat Vella au sein du *Modelo Barcelona*. Le choix en 1986 de Barcelone comme ville d'accueil des Jeux Olympiques d'été de 1992 a marqué un tournant dans la politique urbanistique, parce qu'il a fixé de nouveaux objectifs de développement et a élargi l'échelle d'intervention. À partir des années 1990, la Municipalité a voulu coordonner l'action urbanistique soit autour de grands chantiers, soit autour de l'organisation d'événements comme les Jeux Olympiques[198] ou le Forum universel des cultures de 2004. Outre l'installation d'équipements sportifs sur la colline de Montjuïc, l'organisation des Jeux Olympiques a notamment permis la construction de nouvelles infrastructures de transport, la reconversion d'une partie du front de mer et la rénovation de tout un quartier de Poblenou pour accueillir le Village Olympique. Dans cette optique, la récupération de Ciutat Vella a été indirectement concernée, parce que

---

le conseil municipal de district (censé traduire la pluralité politique du district), qui élit le président du conseil parmi ses membres.

[197] Dans chaque district, le *gerent* assure les fonctions de gestion et de coordination des différents services municipaux, sous la responsabilité du conseil de district.

[198] BRUNET F., *Economía de los Juegos Olímpicos de Barcelona 1992*, Lausanne : CIO, 1994, 248 p. ; MALARET i GARCIA E., *Público y privado en la organización de los Juegos Olímpicos de Barcelona 1992*, Barcelone : Civitas, 1993, 283 p. ; CUYÀS R., *Memòria oficial de la XXV^a^ Olimpíada Barcelona 1992*, Barcelone : COO'B 92, 1999, 4 vol., 1772 p.

ces projets se situaient en « périphérie » du district, mais elle a profité de l'effort financier et de l'effervescence politique autour des Jeux Olympiques. Le Forum universel des cultures s'est tenu du 9 mai au 26 septembre 2004, avec l'appui de l'UNESCO. Pour accueillir l'ensemble des conférences, expositions, séminaires et activités autour des thèmes du développement durable, de la paix et de la diversité culturelle, la Municipalité a créé un nouveau centre d'exposition permanent à l'extrémité de l'avenue Diagonal (côté mer), à la limite est de la ville de Barcelone (en bordure du rio Besòs). Ce projet a suscité de nombreuses critiques : absence de concertation avec les riverains, unilatéralisme des décisions prises par la Municipalité, spéculation immobilière dans le quartier (malgré l'orientation « altermondialiste » de l'événement)… Il s'est inscrit dans la continuité de l'achèvement de l'urbanisation de l'avenue Diagonal (place de Glòries, centre commercial *Diagonal-Mar* et plus récemment le projet intitulé *22@BCN*).

La récupération de Ciutat Vella est très éloignée des problématiques de l'ensemble de ces grandes opérations. On peut avoir le sentiment que le centre ancien a été progressivement marginalisé à la fois dans l'espace urbain (puisque les grands projets touchent d'autres secteurs de Barcelone) et dans les discours, comme nous le verrons dans le chapitre 11. Est-ce à dire que la Municipalité considère que la récupération de Ciutat Vella est achevée, qu'elle a pour ainsi dire « classé » le dossier ? Ou bien ce déplacement traduit-il une volonté de rassembler sous un même label des opérations qui ne sont pas forcément cohérentes ? L'enjeu est de taille, parce que la formalisation du *Modelo Barcelona* relève d'une volonté de légitimation auprès des Barcelonais eux-mêmes, mais est aussi un outil de promotion à l'extérieur. C'est pourquoi il convient de s'interroger sur l'influence du *Modelo Barcelona* à l'étranger.

2. EXPORTER LE *MODELO BARCELONA* : L'EXEMPLE DE LA FRANCE

Comment le *Modelo Barcelona* a-t-il été perçu à l'extérieur de Barcelone ? Pour répondre à cette question, nous avons choisi de mettre en évidence le regard porté en France par les urbanistes et des architectes. On sait que le *Modelo Barcelona* a été une grande source d'inspiration pour de nombreuses villes d'Amérique latine, soit sur les questions de décentralisation des compétences municipales (à Montevideo en Uruguay, ou Rosario en Argentine[199]), soit sur celles de planification stratégique (à Bogota, en Colombie)[200], même si la distance peut parfois être trompeuse : la géographe brésilienne Ester Limonad souligne comment la confrontation avec la réalité de la métropole barcelonaise est parfois dure, pour

[199] VELUT S., ROBIN S., « Entre Barcelone et Porto Alegre : la gestion municipale à Montevideo et Rosario », *Geocarrefour*, 2005, vol. 80, n° 3, pp. 207-214.
[200] DUQUE FRANCO I., « Planeamiento urbano en Bogotá 1994-2007. La construcción de un modelo », *Scripta Nova*, 2008, vol. XII, n° 270 (57).

les architectes et urbanistes sud-américains qui s'en étaient faits une image idéalisée[201]. Mais qu'en est-il en France ?

La première constatation est qu'au nord des Pyrénées, l'intérêt porté à Barcelone semble beaucoup plus fort parmi les urbanistes que parmi les géographes. Même si les premiers travaux de géographie sur Barcelone remontent aux années 1930, avec ceux de Pierre Vilar[202], puis, plus tard, de Pierre Deffontaines[203] ou de R. Ferras, une rapide analyse fait apparaître que, plutôt qu'un modèle, Barcelone est avant tout un objet d'étude, aussi bien pour les étudiants en architecture que pour les professionnels du monde de l'urbanisme. On peut distinguer deux approches du modèle barcelonais. La première est compréhensive : elle cherche à étudier l'expérience barcelonaise pour en comprendre la spécificité mais aussi les limites. De ce point de vue, c'est la valeur pédagogique qui est mise en avant. La seconde approche est plus opérationnelle : elle cherche à comprendre comment s'effectue la récupération du centre ancien de Barcelone et comment il est possible de s'en inspirer[204].

2.1 L'architecture et l'urbanisme barcelonais objets de réflexion pour les architectes français

Pour mettre en évidence le poids de la référence barcelonaise dans les réflexions des architectes et urbanistes français, nous nous sommes intéressé aux sujets des mémoires ou des TPFE (« travaux personnels de fin d'études ») des étudiants des écoles d'architecture. Ces travaux constituent une étape importante pour les futurs architectes, d'une part parce qu'ils sanctionnent la fin des études, d'autre part parce qu'ils sont souvent l'occasion d'une restitution personnalisée d'une expérience particulière, d'une confrontation avec un certain type d'architecture, de projet ou de manière de faire la ville. On suppose que le choix de Barcelone comme terrain d'étude témoigne moins du succès d'un modèle qui a réussi à s'exporter en France, que de la capacité de Barcelone à générer une expérience originale dans le champ de l'urbanisme et de l'architecture, justifiant que de futurs professionnels de la ville s'y intéressent. Il paraît difficile de soutenir que les étudiants qui ont étudié Barcelone en école d'architecture sont destinés à devenir en France les « ambassadeurs du *Modelo Barcelona* », d'autant plus que certains mémoires, que nous avons pu consulter, sont même relativement critiques. Bien entendu, il resterait à se demander pour quelles raisons exactes ces étudiants ont choisi de travailler sur Barcelone (raisons personnelles, intérêt scientifique

[201] LIMONAD E., « Estranhos no Paraíso (de Barcelona). Impressões de uma geógrafa e arquiteta brasileira residente em Barcelona », *Biblio 3W*, 2005, vol. X, n° 610.
[202] VILAR P., « La vie industrielle dans la région de Barcelone », *Annales de Géographie*, 1929, tome 38, n° 214, pp. 339-365 ; VILAR P., « Le port de Barcelone », *Annales de Géographie*, 1934, tome 43, nº 245, pp. 489-511.
[203] DEFFONTAINES P., *Geografia dels països catalans*, Barcelone : Ariel, 1978, 147 p. ; DEFFONTAINES P., *La Méditerranée catalane*, Paris : PUF, 1975, 126 p.
[204] Pour circonscrire l'étude, nous nous sommes volontairement bornés à la littérature publiée en France, ce qui nous a par exemple amené à laisser de côté certains ouvrages par ailleurs relativement complets, comme celui de B. Sokoloff, publié aux Presses Universitaires de Montréal. SOKOLOFF B., *op. cité*, 1999.

ou effet de mode, notamment autour des Jeux Olympiques de 1992). L'absence de surreprésentation des sujets sur Barcelone dans les écoles d'architecture situées dans le sud de la France par rapport aux écoles situées en l'Île-de-France ou dans le nord, suggère que la proximité géographique n'est pas forcément un critère déterminant[205]. Barcelone attirerait alors plus pour elle-même, pour l'expérience qu'elle offre, que pour de simples considérations pratiques. Nous avons mené une rapide analyse des thèmes des différents projets ou mémoires ayant pour objet Barcelone[206]. Le tableau 2 résume l'ensemble des thèmes abordés.

Tableau 2. Les thèmes d'étude des étudiants français en architecture travaillant sur Barcelone

	Avant 1980	1981-1986	1987-1992	1993-1996	1997-2000	2001-2004	2005-2008	Total
Port et front de mer			2	1	4	2	1	10
Théorie et généralités		1	1	4	4	3		13
Approches historiques	1		1			1		3
Université			1					1
Mies Van der Rohe à Barcelone		1	1	1	2	1	1	7
Espaces publics				1	1	1		3
Quartier de Poblenou					2	2	3	7
Quartier du Raval				2	6		2	10
Quartiers anciens et patrimoine		1			2	1	3	7
Jeux Olympiques			1			1	1	3
Place Gardunya						1	1	2
Marchés municipaux						2		2
Parc Guëll		2			1			3
Forum universel des cultures							1	1
Quartier de la Barceloneta		1						1
Autres thèmes		1	2	4	4	5	1	17

Élaboration personnelle

Les mémoires ou projets traitant de Barcelone sont très peu nombreux avant 1986, mais leur nombre augmente en particulier après 1992, pour se réduire à nouveau à partir de la fin des années 1990. C'est durant la période directement postérieure aux Jeux Olympiques de 1992 (entre 1993 et 2000) que culmine l'intérêt pour Barcelone. Depuis, il semble que

[205] Rappelons également que Barcelone est une destination privilégiée des étudiants dans le cadre des programmes ERASMUS, et sans doute pas seulement parce qu'elle est mieux desservie ou moins chère que d'autres destinations européennes.

[206] Nous avons en premier lieu sélectionné un certain nombre d'écoles d'architecture en France, notamment les écoles franciliennes et lyonnaises, qui accueillent les plus gros contingents d'étudiants (École Nationale Supérieure de Paris-Belleville ENSAPB, École Nationale Supérieure Paris-Malaquais, École d'Architecture de la Ville et des Territoires de Marne-la-Vallée, École d'Architecture de Paris-Val-de-Marne, École Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles, École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette, École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon ENSAL) et les écoles qui, par leur proximité géographique et/ou culturelle, étaient les plus susceptibles d'avoir des élèves travaillant sur Barcelone (École Nationale Supérieure d'Architecture et du Paysage de Bordeaux ENSAP.BX, École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier ENSAM, École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille ENSA-Marseille, École Nationale Supérieure d'Architecture de Toulouse). Nous avons alors interrogé de manière systématique les catalogues de leurs fonds documentaires (en privilégiant les TPFE et les mémoires), avant de classer par période et par thème les différents résultats obtenus, sur un total de 90 travaux repérés.

l'engouement pour Barcelone soit un peu retombé. Si l'on exclut la catégorie « autres thèmes », les questions qui intéressent le plus les étudiants sont :

- les aspects théoriques : 14,4 % des mémoires ;
- la rénovation du front de mer et du port : 11 % ;
- le quartier du Raval : 11 % ;
- la rénovation de Poblenou : 7,8 % ;
- la question des quartiers anciens et du patrimoine : 7,8 % ;
- les œuvres de Mies Van der Rohe à Barcelone : 7,8 %.

Deux grands axes semblent donc se dégager : d'une part une réflexion générale sur les théories architecturales (sans exclure des comparaisons avec d'autres villes)[207] ; d'autre part, des études sur les différentes opérations de rénovation des espaces barcelonais, du front de mer aux nouveaux espaces de Poblenou (y compris le projet *22@BCN*), en passant par le Raval et plus généralement le tissu urbain ancien. La question des quartiers anciens réunit ainsi plus de 20 % des thèmes (en comptabilisant conjointement les réflexions générales et les études de cas sur la Barceloneta, le Raval ou la place de la Gardunya). Cette prédominance peut s'expliquer de plusieurs manières. Les programmes de réhabilitation du centre ancien ont pu attirer l'attention : rappelons que la Municipalité a largement mis en avant dès le début des années 1980 leur ampleur et leur originalité. Il est également possible que les questions d'espaces publics ou de réhabilitation des quartiers anciens aient des enjeux plus simples à appréhender en apparence pour des étudiants que ceux d'un boulevard périphérique ou d'un projet de complexe sportif.

À côté des travaux de fin d'études des futurs architectes, on peut examiner les écrits des professionnels de la ville. Parmi eux, Jean-Louis Cohen, architecte et historien, a livré un regard relativement synthétique sur les aléas du *Modelo Barcelona*[208] :

> « Les recherches et les expériences qui ont transformé l'espace urbain et la vie quotidienne des citoyens de Barcelone, tout en établissant des références largement diffusées en matière de politique de la ville, doivent être restituées dans leur cadre historique d'ensemble et spécifique. »[209]

Il met ainsi en exergue la nécessité de comprendre dans quel contexte s'inscrit la formulation de la nouvelle politique urbaine barcelonaise au début des années 1980, en identifiant quatre composantes : la crise européenne des grands ensembles et des centres urbains dans les années 1970, l'émergence de nouvelles doctrines architecturales et urbaines, notamment en Italie, l'arrivée de la gauche au pouvoir à Barcelone et la culture scientifique propre aux architectes catalans. De ce contexte est sans doute née une politique originale dont

[207] Qu'il s'agisse d'étudier le projet de Cerdà ou bien de réflexions plus abstraites sur l'urbanité, l'angle droit ou la « Méditerranéité » en architecture.
[208] Voir notamment COHEN J.-L., CHEMETOFF A., « Le droit à la ville : les espaces publics de Barcelone ; place de la gare de Sants », *Architecture, Mouvement, Continuité*, 1983, n° 2, pp. 42-59 ; COHEN J.-L., « *Learning from Barcelona* ; vingt ans de projets urbains et leur réception », in SUBIRÓS P. (dir.), *op. cité*, 1998, pp. 99-107.
[209] COHEN J.-L., *op. cité*, 1998, p. 99.

les possibilités « d'exportation » restent à étudier. Après avoir souligné les traits fondamentaux de cette politique[210], l'auteur conclut sur le principal ingrédient qui a rendu possible cette politique, c'est-à-dire l'intégration de la culture architecturale dans l'identité collective, autorisant ainsi un véritable débat entre élus, associations et citoyens sensibilisés :

« C'est généralement moins un modèle de ville qu'un modèle de comportement que l'on est venu chercher à Barcelone. Ce sont moins des formes que des méthodes que l'on peut y observer et y recueillir. »[211]

L'auteur invite donc à déconstruire le *Modelo Barcelona*. Ce que J.-L. Cohen met en avant c'est la manière dont ont été menées les politiques urbanistiques, la méthode employée, plutôt que les objectifs que la Municipalité s'était fixés.

Au final, étudiants en architecture et architectes se sont surtout intéressés à l'apport théorique que peut fournir le cas de Barcelone, même si l'effet de mode semble être retombé depuis la fin des années 1990. L'analyse fait apparaître une sélection : c'est le traitement des quartiers anciens et des espaces publics qui intéresse le plus, sans parfois éluder des considérations critiques, mais aussi la manière dont ont été menées les politiques. Chez les urbanistes et les politiques, on retrouve cette prédominance, qui témoigne d'une attention portée beaucoup plus à la méthodologie qu'aux résultats. Quant au traitement des espaces publics, il a bien été considéré en France comme le principal apport du *Modelo Barcelona*, mais avant tout pour la qualité plastique de ces nouveaux espaces, et non pour leur statut d'espace social ou d'espace urbain.

2.2 Une approche opérationnelle qui valorise la méthodologie plutôt que les résultats

Dès les années 1980, un certain nombre de villes françaises désireuses de se lancer dans une politique de récupération de leur centre ancien se sont intéressées à l'expérience barcelonaise. C'est notamment le cas de Marseille dont le centre-ville offrait un certain nombre de similitudes avec celui de la métropole catalane. Un « voyage d'étude » a été par exemple organisé en mars 1989 par l'équipe de la Direction Générale des services techniques (DGST) de Marseille, et a fait l'objet d'un rapport :

« À l'initiative de ce voyage et de cette plaquette il y a la volonté de comprendre la politique urbaine de la Municipalité de Barcelone et de mettre en évidence les raisons pour lesquelles la capitale catalane est, depuis

[210] Notamment : la rupture avec la « terminologie de l'aménagement fonctionnaliste », le choix de la reconstruction, la redéfinition de l'identité de la ville, la forte implication des architectes, la temporalité des projets, la Méditerranéité de la culture architecturale et un internationalisme critique qui « ne procède plus d'une problématique défensive face à la menace d'une modernisation uniformisatrice, ni d'une posture utopique, mais bien plus d'une stratégie selon le cas réticente ou cynique d'accompagnement du marché ». COHEN J.-L., *op. cité*, 1998, pp. 101-105.

[211] COHEN J.-L., *op. cité*, 1998, p. 107.

plusieurs années déjà, considérée par les observateurs européens comme *une des rares grandes villes d'Europe qui ait une politique urbaine précisément définie et suivie, qui ait un réel projet urbain d'ensemble.* »[212]

Le préambule du rapport pose l'action municipale barcelonaise comme une source d'inspiration pour toute métropole d'une certaine envergure qui entend mener à bien la récupération de ses quartiers anciens. Cette action est présentée comme précisément définie et suivie et le rapport met en évidence la cohérence d'ensemble de l'expérience barcelonaise et la capacité d'organisation de la Municipalité. L'équipe marseillaise a réuni deux ingénieurs, quatre architectes et le directeur des services techniques. Les thèmes de la visite ont été essentiellement la réhabilitation de Ciutat Vella, les sites des futures « Aires de Nouvelle Centralité »[213] et les chantiers des Jeux Olympiques de 1992. À la lecture du compte-rendu, il apparaît que le séjour a permis de mettre en évidence un certain nombre de points communs et de différences entre Barcelone et Marseille, le Raval et le quartier de Belsunce, les Ramblas et la Canebière. Des divergences sont apparues dans le choix des traitements : là où Marseille a préféré partir de la réhabilitation du bâti, Barcelone a privilégié les espaces publics et une politique d'incitation à la réhabilitation privée. Par contre, les deux équipes municipales se sont rejointes sur l'implantation d'équipements en centre ancien. Mais au-delà de ce constat, deux caractéristiques de l'expérience barcelonaise semblent avoir marqué l'équipe française : d'une part la complexité des projets en termes d'acteurs issus de différents secteurs ou échelons administratifs, et la capacité à les coordonner ; d'autre part la volonté « originale » de partir du « concret », de rejeter l'urbanisme abstrait et de valoriser des projets comme « catalyseurs d'une dynamique d'évolution de la ville »[214]. Au début des années 1990, la récupération de Ciutat Vella est une vitrine du *Modelo Barcelona*, au même titre que les Jeux Olympiques de 1992, mais c'est finalement la méthodologie que les ingénieurs et architectes marseillais ont le plus apprécié dans la politique de la Municipalité barcelonaise.

À Paris, on s'est également beaucoup intéressé à l'expérience catalane. L'architecte Yannick Beltrando, travaillant à l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) et enseignant à l'École d'Architecture de Marne-la-Vallée, a eu l'occasion à plusieurs reprises de se rendre à Barcelone dans le cadre de sorties de terrain avec ses étudiants ou de visites organisées par la Municipalité de Barcelone[215]. Il a fait partie d'une équipe de l'APUR qui s'est rendue à Barcelone en mai 2004. L'objet du séjour était d'étudier l'insertion urbaine des *rondas*[216] (dont la *ronda* de Dalt, construite à l'occasion des Jeux Olympiques), en vue de travaux pour le boulevard périphérique parisien. Les attentes de l'équipe de l'APUR étaient différentes de

[212] Préambule (les italiques sont dans le texte original). COMBY S., *Urbanisme à Barcelone. Analyse d'une politique urbaine : méthodologie, structures et procédures*, Marseille : DGST-Confort urbain, 1989, 422 p.
[213] *Áreas de nueva centralidad* : il s'agissait d'un programme municipal, sous la direction de l'achitecte Joan Busquets, visant à développer à partir du milieu des années 1990 un certain nombre de secteurs ciblés (Place de Gloriès, Diagonal-Mar…). L'enjeu était double : d'une part préserver la mixité fonctionnelle traditionnelle du tissu urbain de l'Eixample, en évitant la spécialisation tertiaire de certains secteurs ; d'autre part opérer un rééquilibrage est/ouest du territoire de la commune de Barcelone, en privilégiant à l'est le développement de zones mixtes sur le plan fonctionnel (résidences, commerces, bureaux…). SOKOLOFF B., *op. cité*, 1999.
[214] COMBY S., *op. cité*, 1989, p. 56.
[215] Un entretien a été réalisé à l'APUR en juillet 2008.
[216] Boulevard périphérique.

celles de l'équipe marseillaise, les réalisations présentées l'étaient donc également. Ce qui a visiblement le plus marqué les urbanistes et architectes parisiens est la volonté d'articuler les différentes compétences (d'ingénieur, d'architecte, parfois de sociologue…) dans le montage des projets, et la capacité des intervenants à agir de manière très concrète tout en réussissant à répondre à certains enjeux urbains. Pour Y. Beltrando, il y a des leçons à tirer du modèle barcelonais, dans sa capacité à générer des projets bien articulés, à l'exemple de ceux concernant les espaces publics, bien que la politique menée ne soit pas à l'abri de quelques fausses notes ou de quelques échecs.

Une autre visite a été organisée, cette fois-ci conjointement par les Municipalités de Barcelone et de Paris, en juin 2006. Elle avait pour objectif de sensibiliser les élus parisiens de tous bords aux questions d'urbanisme. Le séjour a donc rassemblé une quinzaine de visiteurs et a été centré sur les thèmes des espaces publics et des grandes infrastructures. Le premier jour a été consacré à la visite du centre ancien, en particulier le secteur autour du marché Santa Caterina, avec la rencontre de quelques membres des structures participatives. La seconde journée a été largement consacrée aux *rondas* et la troisième à la visite d'opérations individuelles, comme la tour AGBAR[217]. Deux thèmes majeurs ont été retenus par les visiteurs parisiens : un certain succès dans la mise en place et le fonctionnement de structures associatives (notamment au regard de l'expérience parisienne où, selon certains participants de cette visite, ces questions ne sont pas encore réglées de manière satisfaisante) ; mais aussi la capacité à générer des projets qui articulent réalisation concrète et enjeux urbains.

Toujours en Île-de-France, l'agence de développement du Val de Marne a organisé en juillet 2005 un court séjour à Barcelone pour prendre connaissance du projet *22@BCN*, qui consiste à requalifier un ancien espace d'activités industrielles du quartier de Poblenou, en nouveau pôle d'activités de haute technologie. D'après le compte-rendu du séjour, les élus et les différents représentants de l'agence de développement semblent avoir été particulièrement frappés par la cohérence d'ensemble de la stratégie de développement et l'action des acteurs publics et privés dans la mise en œuvre du projet.

Enfin, à Lille, Barcelone a aussi pu servir de référence dans la manière d'aborder les espaces urbains. En 1995, une équipe de l'association *Lille Europe Olympique* (chargée de piloter le dossier de candidature de la métropole du nord de la France pour l'organisation des Jeux Olympiques d'été de 2004), s'était déjà rendue à Barcelone pour tirer les leçons de l'expérience barcelonaise. D'après eux, il était clair que l'organisation de ce type d'événements avait été décisive dans le processus de récupération urbaine :

[217] La tour AGBAR a été construite par Jean Nouvel pour accueillir le siège de la *Sociedad general de aguas de Barcelona.* Haute de 145 mètres de haut, elle a été inaugurée en septembre 2005 à proximité de la place de Glòries, attirant l'impopularité d'un grand nombre de Barcelonais qui y voient surtout un symbole phallique rompant la *skyline* de Barcelone. Depuis, les gratte-ciel se sont multipliés dans ce secteur de l'Eixample et la tour AGBAR est moins isolée.

« Les J.O sont une chance de réaliser en six-huit ans la mutation urbaine que le schéma directeur de l'agglomération lilloise, voté en 94, espérait réaliser en vingt ans. »[218]

En septembre 2004 un autre groupe de travail, portant sur les espaces publics de la métropole lilloise, a organisé un « voyage d'études » afin de s'inspirer de la manière dont, à Barcelone, une place privilégiée à été accordée à la réhabilitation des espaces publics comme moteur de la régénération du tissu urbain et comme levier d'action sur le bâti et l'investissement privé. Pour ce groupe de travail, créé en septembre 2003 et animé par l'Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole, le choix de Barcelone pour son premier voyage d'études s'est immédiatement imposé comme référence internationale en la matière et comme un véritable « laboratoire urbain pour les professionnels de l'urbanisme »[219]. Sur place, le séjour a donné lieu à des rencontres avec des membres de *Barcelona Regional*[220] et à des visites sur le terrain.

D'après le rapport qui a suivi ce séjour, l'équipe lilloise a été particulièrement frappée par la qualité plastique des opérations. Les participants ont relevé le souci de traiter les espaces publics dans les moindres détails et de privilégier une approche cohérente et globale des espaces considérés. Pour eux, le traitement des espaces publics à Barcelone est une véritable réussite. Leurs différentes visites ont permis de parcourir des lieux relativement variés, depuis le port de plaisance du Moll de la Fusta jusqu'à la couverture de l'autoroute dans la commune d'Esplugues de Llobregat, en passant par le Village Olympique. Au cours de cette visite, Ciutat Vella a occupé une place plutôt mineure. D'un point de vue institutionnel, l'équipe lilloise a également relevé la volonté, de la part de la Municipalité, de regrouper des compétences professionnelles différentes au sein des mêmes équipes, afin de faciliter l'élaboration et la validation des projets.

On pourrait ainsi multiplier les exemples car la Municipalité de Barcelone doit sans doute accueillir régulièrement des « délégations étrangères ». C'est une forme de valorisation de l'expérience barcelonaise et on peut supposer que cette légitimation externe sert à contrebalancer un manque relatif de légitimation interne. La question qui se pose est de savoir, au final, comment les équipes marseillaise, parisienne et lilloise ont perçu l'expérience barcelonaise. On peut voir que c'est tour à tour le centre et la périphérie, les petits équipements ou les grandes infrastructures, qui sont valorisés lors des visites sur le terrain, où les espaces publics dominent. Est mise également en avant l'articulation des projets et des compétences. Mais le plus frappant, au final, est peut-être que les différentes facettes de la récupération du centre (requalification des espaces publics, politique d'équipements, soutien à la réhabilitation privée, mise en place de structures participatives) perdurent comme vitrines de la politique urbaine barcelonaise et sont présentées comme des réussites originales. Malgré ce qui reste encore à faire dans le centre ancien, la récupération de Ciutat Vella est présentée

[218] Cité dans ROSEMBERG M., *Le marketing urbain en question. Production d'espace et de discours dans quatre projets de villes*, Paris : Anthropos, 2000, p. 135.
[219] ATELIER DES ESPACES PUBLICS DE LILLE METROPOLE, *Les cahiers de l'atelier des espaces publics de Lille Métropole*, 2006, p. 4.
[220] *Barcelona Regional* est l'agence d'urbanisme de la métropole barcelonaise.

par la Municipalité de Barcelone à la fois comme exemplaire et achevée. Les projets, réalisés ou en cours de réalisation, apparaissent comme autant de succès qui ont fait leur preuve. Cependant l'on manque encore peut-être de recul pour juger de leur réussite au regard des enjeux sociaux et économiques auxquels ils sont censés répondre et alors même que les mutations contemporaines soulèvent de nouvelles interrogations. Au final, c'est avant tout la qualité « plastique » (c'est-à-dire la qualité architecturale) des projets qui est mise en avant et la manière de les mener, plus que leurs objectifs.

L'exemple de la réception en France du *Modelo Barcelona* montre que la notion de « modèle » doit être relativisée, car il ne fait pas forcément l'unanimité. En particulier à Barcelone même et dès les années 1990, des voix se sont élevées pour en souligner les limites. Comme toute politique urbanistique, celle de Barcelone ne manque pas de soulever des critiques, en particulier depuis les vingt dernières années.

3. LA REMISE EN CAUSE DU *MODELO BARCELONA*

Les critiques ont été nombreuses depuis la fin des années 1990, aussi bien de la part des résidents, des riverains, directement concernés par la politique de réhabilitation, que de la part de professionnels, géographes, sociologues, architectes, urbanistes, qui se sont interrogés sur la distorsion entre l'image quasi idyllique que les discours institutionnels cherchent à donner des différents programmes urbanistiques, et la réalité.

Les écrits de certaines personnalités comme Jordi Borja témoignent de l'évolution des discours sur le *Modelo Barcelona*. Géographe-urbaniste de réputation internationale, il a pendant longtemps mené de front une carrière politique et une réflexion intellectuelle sur la ville. Il est tour à tour passé de la promotion du *Modelo Barcelona* à sa critique.

Dans les années 1960 et 1970, J. Borja a été membre du PSUC (*Partit socialista unificat de Catalunya*) puis de *Bandera roja*[221]. Il a été député au Parlement de Catalogne entre 1980 et 1984. Entre 1983 et 1995, il a occupé différents postes au sein de l'équipe municipale de Barcelone, dont celui de maire-adjoint à la décentralisation et à la participation, entre 1983 et 1987. En 1987, il est devenu vice-président exécutif de la MMAMB (communauté de communes de l'aire métropolitaine de Barcelone), poste qu'il a occupé jusqu'en 1991 tout en assurant les fonctions de chargé des relations territoriales à la Municipalité de Barcelone. À la même époque, il a rejoint le PSC. En 1995 il a fondé et pris la direction d'un cabinet privé d'études urbanistiques. J. Borja a également beaucoup travaillé avec des Municipalités sud-américaines et a participé à l'élaboration des plans stratégiques de villes comme Rio de Janeiro, Buenos Aires ou encore Bogota. C'est aussi un auteur prolixe qui a publié de nombreux ouvrages sur les thèmes qui ont animé sa carrière professionnelle :

[221] Parti d'extrême-gauche d'orientation maoïste, fondé à Barcelone en 1970.

la question de la démocratie participative, la formulation des politiques urbaines, la métropolisation de Barcelone.

Ses premiers textes, publiés au cours des années 1970, sont un plaidoyer pour une refondation de la vie politique en Catalogne et une réorganisation des pouvoirs publics qui donneraient toute leur place aux mouvements sociaux urbains[222]. Dans l'ouvrage *Por una política municipal democrática* (1977), il dénonce l'étroite relation entre les pouvoirs publics et les intérêts privés qui a caractérisé la mandature de José María de Porcioles (maire de Barcelone entre 1957 et 1973) et de Joaquín Viola (maire entre 1975 et 1976). Il promeut à l'inverse une meilleure insertion des mouvements associatifs et des associations de riverains dans la vie politique locale, ce qui garantirait le fonctionnement démocratique des pouvoirs municipaux. Ce thème parcourt l'ensemble de ses publications des années 1980[223]. D'après lui, l'essor du processus participatif est la conséquence logique de la modernisation de la vie politique locale et de la décentralisation des pouvoirs amorcée par la Constitution de 1978 et la création des communautés autonomes[224]. Dans un ouvrage préfacé par Alfonso Guerra, vice-président du Gouvernement espagnol entre 1982 et 1991, il propose un nouveau mode de gouvernement pour les grandes villes espagnoles fondées sur :

- l'élection de l'équipe municipale ;
- des mécanismes de coordination horizontale et verticale entre les échelles administratives et les institutions publiques ;
- la décentralisation aux quartiers d'un certain nombre de fonctions ;
- la création d'organismes et d'instruments qui rendent possibles le processus participatif[225].

À partir des années 1990, J. Borja élargit progressivement sa réflexion dans deux directions : d'une part, sur le statut du citadin à l'échelle européenne, qui est un prolongement de ses interrogations sur le processus participatif au regard de la globalisation des espaces urbains[226] ; d'autre part, sur la question de la gestion urbanistique de la métropolisation[227].

J. Borja est sans doute l'exemple des intellectuels de gauche (et d'extrême-gauche) qui sont passés de la contestation politique à l'intégration dans l'équipe municipale, au moment de la transition démocratique et des premières élections. Il a participé à la réorganisation des pouvoirs municipaux et à l'élaboration des politiques urbanistiques de Barcelone dans les années 1980 et 1990. Les textes qu'il a écrits à cette époque sont des justifications de la politique municipale. Dans d'autres domaines qu'O. Bohigas, il a donc contribué à la formalisation du *Modelo Barcelona* et à sa promotion. D'ailleurs, dans sa thèse sur la

[222] BORJA J., *Movimientos sociales urbanos*, Buenos Aires : Siap-Planteos, 1975, 122 p.
[223] Voir notamment BORJA J., *Estado y ciudad : descentralización política y participación*, Barcelone : Promociones Publicaciones Universitarias, 1988, 434 p.
[224] BORJA J., « Políticas y gobierno en las grandes ciudades », in BORJA J., CASTELLS M., DORADO R., QUINTANA I. (eds.), *Las grandes ciudades en la década de los noventa*, Madrid : Editorial Sistema, 1990, pp. 649-722.
[225] BORJA J., *op. cité*, 1990.
[226] BORJA J., ÀNGELS ESPUNY M., PEUGEOT V., DOURTHE G., *La ciudadanía europea*, Barcelone : Península, 2001, 379 p.
[227] BORJA J., *La gestión de la ciudad en la globalización*, 2004 (a), Barcelone : UOC, 90 p.

gentrification du Raval, Sergi Martínez i Rigol cite les journalistes Josep Maria Huertas et Marc Andreu qui rappellent dans leur ouvrage *Barcelona en lluita*[228], que lorsqu'il était dans l'équipe de Pasqual Maragall, J. Borja avait été accusé de faire pression sur certaines associations pour leur demander de renoncer à quelques unes de leurs revendications considérées comme les plus virulentes[229]. Enfin, en participant à la préparation des plans stratégiques de différentes villes du monde hispano-américain, il a favorisé l'exportation de l'expérience barcelonaise. Isabel Duque Franco souligne notamment que la désignation de J. Borja et de M. Castells comme principaux rédacteurs du document de synthèse en vue de la conférence Habitat II de l'ONU, qui s'est tenue à Istanbul en juin 1996, a favorisé la diffusion de la « pensée barcelonaise en Amérique du Sud », comme à Bogota[230].

Inversement, le relatif retrait de J. Borja de la scène politique locale depuis les années 2000, puisqu'il n'a plus de charge au sein de la Municipalité, l'autorise à porter à nouveau un regard critique sur la politique urbanistique de Barcelone[231]. Dans *La ciudad conquistada* (2003), il rappelle que les projets urbains sont toujours affaire de compromis et qu'aucune politique urbaine n'est capable de satisfaire l'ensemble des citadins :

> « El conflicto social es inherente a la ciudad precisamente porque los proyectos humanos son contradictorios, responden a demandas y valores diversos, a necesidades e intereses opuestos. »[232]

Au total, on peut constater (sans rien enlever à la pertinence de sa lecture sur laquelle nous reviendrons) l'évolution de la posture tour à tour critique de J. Borja, puis légitimante, pour enfin redevenir à nouveau critique, en fonction de sa position institutionnelle dans le débat sur la ville. Cet exemple, qui n'est sans doute pas isolé, tend à montrer que le discours contre le *Modelo Barcelona* est aussi une parole qui n'échappe pas à certaines formes d'auto-légitimation.

3.1 Des critiques sur tous les fronts

D'une manière générale, on peut distinguer trois registres de critiques. Le premier porte essentiellement sur la distorsion entre les discours et les réalisations, autrement dit entre ce qui était annoncé et ce qui a été réalisé, notamment en matière de stratégies de relogement ou de processus participatif. Le second porte sur les choix mêmes qui sous-tendent cette

[228] HUERTAS J. M., ANDREU M., *Barcelona en lluita : el moviment urbà 1965-1996*, Barcelone : FAVB, 1996, 158 p.
[229] MARTÍNEZ i RIGOL S., *El retorn al centre de la ciutat : la reestructuració del Raval entre la renovació i la gentrificació*, thèse de géographie sous la direction de Carles Carreras, Universitat de Barcelona, 2000, 709 p.
[230] DUQUE FRANCO I., *op. cité*, 2008.
[231] Voir notamment BORJA J., « Barcelona y su urbanismo. Éxitos pasados, desafíos presentes, oportunidades futuras », in BORJA J., MUXÍ Z. (coord.), *Urbanismo en el siglo XXI. Bilbao Madrid Valencia Barcelona*, Barcelone : Edicions UPC, ETSAB, 2004 (b), pp. 171-181.
[232] « Le conflit social est inhérent à la ville précisément parce que les projets humains sont contradictoires, qu'ils répondent à des demandes et des valeurs diverses, à des nécessités et des intérêts opposés ». BORJA J., *La ciudad conquistada*, Madrid : Alianza editorial, 2003, p. 27.

politique et sur les méthodes adoptées, notamment en matière de réhabilitation du centre ancien et de politique de logement. Par ailleurs, si certaines critiques font le bilan des réalisations passées, d'autres portent au contraire sur les projets en cours, constituant un troisième registre de critiques. Elles mettent en évidence l'investissement des pouvoirs publics dans des espaces situés en dehors du territoire de Ciutat Vella (Poblenou, *Diagonal-Mar*, Forum universel des cultures) et soulignent indirectement la progressive marginalisation des quartiers anciens dans l'ensemble de la politique urbanistique menée à Barcelone depuis les années 1990.

Nous présenterons tour à tour les critiques sur la méthode, puis celles sur les objectifs fixés et non atteints, enfin celles sur la mise en œuvre actuelle du *Modelo Barcelona*.

3.1.1 La remise en cause des choix originels : une méthodologie plus qu'un modèle

Depuis quelques années, le terme de « modèle » est délaissé par certains professionnels de l'urbanisme ou de la ville, aussi bien chez les partisans du *Modelo Barcelona* que chez ses détracteurs. O. Bohigas, par exemple, parle désormais de « méthodologie »[233]. H. Capel, quant à lui, préfère parler « d'enseignements utiles », interrogeant à la fois les spécificités de Barcelone qui rendent très difficilement exportable son prétendu « modèle », et la viabilité des choix mis en œuvre depuis le début des années 1980[234]. Le glissement de l'usage du terme de « modèle » à celui de « méthodologie », si tant est qu'il soit acté (au moins par certains professionnels de l'urbanisme, à défaut de l'être par les pouvoirs publics) traduit plus qu'un simple jeu de langage. Il souligne l'idée que l'expérience barcelonaise n'est pas directement exportable[235]. De plus, le terme de modèle sous-entend que le résultat doit faire ressembler la ville qui « imite » à Barcelone. Il met l'accent sur les résultats, alors que celui de méthodologie met en avant les moyens d'y arriver, indépendamment des objectifs suivis. C'est finalement une manière de reconnaître que les objectifs n'ont pas forcément été très clairs, ou bien qu'ils n'étaient pas les plus adaptés. Ainsi, H. Capel pose la question de savoir dans quelle mesure la politique d'urbanisme a réellement répondu aux attentes sociales, ou si elle n'a pas plutôt relevé du « marketing urbain », à grand renfort d'infrastructures de transports, d'équipements culturels et de grands événements. Cette « mise en scène » de l'espace urbain a également été étudiée par la géographe Núria Benach, qui souligne notamment comment, depuis les Jeux Olympiques,

---

[233] Dans un entretien accordé par O. Bohigas au quoditien *Avui*, publié dans l'édition du 8 mai 2005. Cet entretien se voulait lui-même une réponse à la parution de l'ouvrage CAPEL H., *El Modelo Barcelona. Un examen critíco*, Barcelona : Ediciones del Serbal, 2005 (b), 117 p.

[234] CAPEL H., *op. cité*, 2005 (b).

[235] « La experiencia y riqueza de Barcelona muestra, una vez mas, la variedad y riqueza instrumental del planeamiento y diseño de las ciudades, que deben manejarse de forma diferente y adecuada a las circunstancias administrativas, políticas y económicas de la ciudad » (« l'expérience et la richesse de Barcelone, une fois de plus, montre la variété et la richesse instrumentale de l'aménagement et du dessin des villes, qui doivent prendre des formes différentes et adaptées selon les circonstances administratives, politiques et économiques de la ville concernée »). O. Bohigas, cité par J. Busquets in BUSQUETS J., *op. cité*, 2004, p. 354.

l'urbanisme a permis de « vendre » la ville et d'attirer les investisseurs[236]. D'après elle, l'image de Barcelone comme ville dynamique et novatrice, se construit sur :

- la valorisation de l'existant ;
- la création de nouveaux symboles de revitalisation ;
- la promotion d'espaces rénovés ;
- l'organisation de grands événements mondiaux ;
- la diffusion de l'idée selon laquelle les projets profitent à tous et à toutes les échelles.

Elle conclut sur le manque de synergies entre l'image interne de Barcelone et son image externe, et sur une crise de représentation de la ville de Barcelone, même si l'on serait tenté de dire que son analyse tend plutôt à montrer une crise de la « représentativité », au sens où une partie des résidents ne se sent ni représentée ni concernée par les projets urbanistiques.

3.1.2 Un manque de réflexion à l'échelle métropolitaine et d'articulation entre le local et le global

La question de l'échelle même des projets est entre autres posée par J. Borja, qui s'interroge sur les facteurs qui ont rendu possible l'élaboration le *Modelo Barcelona* dans les années 1980 et 1990[237]. Il retient :

- un contexte intellectuel spécifique, hérité des revendications des années 1970 et de la volonté de rupture dès la fin de l'ère franquiste, fondée sur de nouvelles valeurs civiques et une nouvelle vision de la ville ;
- un contexte politique caractérisé par la continuité favorisée par les victoires successives d'une coalition de gauche et de centre-gauche et l'union avec des mouvements de centre-droit autour des grands projets ;
- une mobilisation sociale forte, parallèlement au mouvement de décentralisation progressive ;
- un dynamisme culturel et intellectuel ;
- la reprise économique du début des années 1980 et l'assainissement des finances publiques municipales.

À ces facteurs, J. Borja en ajoute deux autres, plus conjoncturels : l'opportunité des Jeux Olympiques, et les talents de « meneur d'hommes » du maire Pasqual Maragall. Mais l'auteur souligne d'emblée les limites de ces facteurs, notamment leur « durée de vie ». Beaucoup sont liés à un contexte spatial et temporel particulier, celui de la Barcelone de la fin des années 1970 et excluent d'emblée toute idée d'exportation ou d'imitation. Par ailleurs, si les différentes administrations publiques ont su se coordonner pour préparer les Jeux

[236] Intervention au séminaire *Barcelona, metaciutat*, 15 mai 2008, Centre de Cultura Contemporània de Barcelona, dans le cadre de la présentation de l'ouvrage DEGEN M., GARCÍA M. (eds.), *La metaciudad : Barcelona. Transformación de una metrópolis*, Barcelone : Anthropos, 2008, 188 p.
[237] BORJA J., *op. cité*, 2004 (b), p. 175.

Olympiques, il en fut tout autrement après[238]. De plus, J. Borja dénonce l'absence d'une politique ambitieuse pour Barcelone après 1992 et au moins jusqu'au début des années 2000, comme si les Jeux Olympiques avaient épuisé la capacité de penser un projet global pour l'ensemble de l'agglomération. Cette critique fait écho aux commentaires sur la fragmentation progressive des projets urbains[239], mais également à une autre critique de J. Borja qui porte sur une politique trop centrée sur la commune de Barcelone et non sur l'ensemble de la métropole[240]. Mais la limite sans doute la plus forte, c'est le passage d'un « urbanisme citadin » à un « urbanisme commerçant »[241]. Dans les années 1980 et au début des années 1990, la ville de Barcelone est devenu très attractive pour les investissements, dans un contexte de croissance des activités de services aux entreprises, de finances et de haute-technologie. Cette évolution s'est conjuguée avec l'importance croissante du capital privé dans les grands projets, influençant fortement, d'après J. Borja, les grandes orientations urbaines[242]. S'il y a donc bien un échec du *Modelo Barcelona*, c'est dans cette perte de consensus. Dans un texte plus récent, J. Borja dénonce un urbanisme qui s'éloigne de plus en plus des attentes et des nécessités des citadins : « en resumen la arquitectura *"for export"* ha substituído al urbanismo ciudadano. La ciudad se ha hecho "global" y los ciudadanos "locales" se sienten expropiados »[243]. Cette remarque fait écho aux critiques sur la banalisation de l'architecture contemporaine. L'évolution récente de l'urbanisme « dépossède » les habitants de Barcelone de leur propre espace urbain, que cette dépossession soit le fait d'une tertiarisation accrue de l'activité, d'une densité touristique croissante, notamment dans le centre, ou bien d'une privatisation des projets urbains[244].

Ces critiques vont de pair avec une réflexion, notamment développée par J. Borja et Z. Muxí, sur le manque d'articulation, dans la politique municipale, entre l'échelle locale et l'échelle globale[245]. Ils soulignent les tensions entre la nécessité d'une approche sociale de l'urbanisme qui réponde aux besoins de la société civile, et la volonté de s'inscrire dans le

---

[238] J. Borja évoque notamment la volonté permanente de l'Administration centrale de privilégier les investissements publics à Madrid, au détriment des autres agglomérations espagnoles. BORJA J., *op. cité*, 2004 (b), p. 176.

[239] Que l'on retrouve par exemple chez Tim Marshall, qui s'interroge sur l'évolution vers une gouvernance urbaine essentiellement pilotée par le secteur privé. MARSHALL T., « Urban planning and governance ; is there a Barcelona model ? », *International Planning Studies*, 2000, vol. 5, n° 3, pp. 299-319.

[240] À cela s'ajoute une certaine réticence de la part des municipalités périphériques à travailler de manière concertée avec l'agglomération catalane, de peur de perdre toute capacité d'initiative. BORJA J., *op. cité*, 2004 (b), p. 177.

[241] « Del urbanismo ciudadano al urbanismo de los negocios ». BORJA J., *op. cité*, 2004 (b), p. 177.

[242] J. Borja souligne par exemple la présence du *Fútbol Club Barcelona* dans le Conseil Général du 1er Plan Stratégique de Barcelone (publié en 1990). On peut rappeler que parallèlement les syndicats d'ouvriers ont très tardivement été conviés à se joindre au Conseil. On pourrait enfin évoquer les critiques à l'encontre du projet Diagonal-Mar, « un gueto para sectores medio-altos » (« un ghetto pour les classes moyennes et aisées »). BORJA J., *op. cité*, 2004 (b), p. 179.

[243] « En résumé, l'architecture « prête-à-l'exportation » s'est substituée à l'urbanisme à l'écoute des citadins. La ville est devenue « globale » et les citadins « locaux » se sentent expropriés ». BORJA J., « Un futuro urbano con un corazón antiguo », *Biblio 3W*, 2005, vol. X, n° 584.

[244] Qui font de plus en plus appel aux « arquitectos del star system » (« architectes de réputation internationale »). BORJA J., *op. cité*, 2004 (b).

[245] BORJA J., MUXÍ Z., « Introducción. Una breve y agitada historia entre lo local y lo global », in BORJA J., MUXÍ (eds), *op. cité*, 2004, pp. 11-14.

processus de globalisation économique et de diffusion d'un modèle archiectural international, en faisant de Barcelone une métropole compétitive.

3.1.3 Des objectifs sociaux qui n'ont pas été atteints

Selon H. Capel, beaucoup d'objectifs n'ont pas été atteints ou bien ont dévié[246]. Il remet notamment en cause l'importance accordée aux espaces publics et dénonce certaines formes subtiles de privatisation, à l'exemple du centre commercial *Diagonal-Mar*. Il se demande également dans quelle mesure le contexte socio-démographique s'est véritablement amélioré, en particulier dans le sud du Raval et du Casc Antic. L'auteur dénonce aussi la place disproportionnée qui a été, d'après lui, accordée à l'architecture, au détriment de l'urbanisme, dans la récupération du centre ancien[247]. Pour toutes ces raisons, il préfère parler de plusieurs « modèles » plutôt que d'un seul : celui de l'urbanisme de l'urgence du début des années 1980 ; celui de la privatisation de l'urbanisme à partir de 1986. Ce type d'analyse laisse à penser que l'évolution de la politique urbaine barcelonaise serait fidèle à ce que, dans les villes occidentales, D. Harvey a décrit comme le passage d'une politique « managérialiste » à une politique urbaine « entreprenarialiste »[248]. Cette transition, à partir de la fin des années 1970 et au début des années 1980, du moins en Angleterre et aux États-Unis, s'est effectuée dans un contexte de crise fiscale des villes, mais aussi de virage néo-conservatiste des politiques municipales des villes britanniques qui s'explique en partie par la baisse des ressources financières. Cette nouvelle façon de penser l'urbanisme se caractériserait par :

- la multiplication des partenariats public/privé pour attirer de nouvelles ressources ou nouveaux investissements afin de compenser la baisse des anciennes ressources ;
- le développement d'un urbanisme plus « spéculatif » (afin de favoriser ces partenariats) dans la mesure où la prise de risque est plus grande, même si, dans les faits, c'est le secteur public seul qui l'assume en grande partie ;
- une politique de « lieux » (un centre civique, une zone industrielle…), plutôt que de territoires, même si cela peut conduire à des retombées positives indirectes pour les riverains.

---

[246] CAPEL H., « De nuevo el Modelo Barcelona y el debate sobre el urbanismo Barcelonés », *Biblio 3W*, Vol. XI, n° 629, 2006.

[247] Par ailleurs, en guise de conclusion du colloque international de Guadalajara (Mexique) qui s'était tenu en décembre 2004 sur le thème de « L'avenir des villes » (« El futuro de las ciudades »), H. Capel avait proposé l'adoption d'une « déclaration de Guadalaraja sur l'avenir des villes » (« Declaración de Guadalaraja sobre el futuro de las ciudades ») visant en particulier à dénoncer l'hypertrophie du discours des architectes et des ingénieurs dans la réflexion sur les espaces urbains. Plus qu'à une opposition à un autre corps de métier, cette insistance doit avant tout être comprise comme un appel à une ouverture beaucoup plus large du débat citoyen sur l'avenir des villes. CAPEL H., « El futuro de las ciudades. Una propuesta de manifiesto », *Biblio 3W*, 2004, vol. IX, n° 551.

[248] HARVEY D., *op. cité*, 1989.

La grille d'analyse de D. Harvey peut nous fournir un cadre de relecture de l'évolution de la politique urbaine à Barcelone depuis les années 1980. L'auteur conclut par ailleurs à la nécessité d'une analyse approfondie des conséquences de l'urbanisme « entreprenarialiste » :

> « Enquiry should focus on the contrast between the surface vigour of many of the projects for regeneration of flagging urban economies and the underlying trends in the urban condition. It should recognize that behind the mask of many successful projects there lie some serious social and economic problems and that in many cities these are taking geographical shape in the form of a dual city of inner city regeneration and a surrounding sea of increasing impoverishment. »[249]

Il dénonce le risque de « ville duale » entre d'une part la partie de la ville qui fait l'objet de toutes les attentions, qui attire les grands projets et les capitaux, et d'autre part la ville délaissée, qui reste à l'écart des retombées positives de ces derniers. En d'autres termes, il reste à se demander s'il s'agit bien de projets « urbains » globaux intéressant toute la ville.

3.1.4 L'échec du processus participatif

Un autre type de critique concerne le processus participatif. Les citadins, en particulier les riverains, ont-ils été impliqués dans le processus de consultation et de décision ? Dans le cas des opérations liées aux Jeux Olympiques, le bilan semble mitigé. M. Andreu met en parallèle les projets des Jeux Olympiques de 1992 et du Forum universel des cultures de 2004 pour souligner une certaine continuité des critiques formulées par les mouvements sociaux[250]. Les entretiens menés auprès de différentes associations de riverains ou de commerçants de Ciutat Vella, témoignent d'une condamnation quasiment sans appel de la politique de réhabilitation. Leurs représentants dénoncent l'absence de concertation, renvoyant les discours et les écrits officiels sur ce sujet à de la propagande, que ce soit dans le cas de la Rambla del Raval, du secteur Pou de la Figuera ou bien du site de l'ancienne usine Can Ricart. S'il convient de poser, avec précaution, la question de ce que les associations de riverains définissent comme un véritable processus participatif, l'exemple du *Pou del Món*[251] est assez éclairant quant à ses possibles « grippages ».

Dans une partie du nouveau parc de 5,5 hectares dessiné par Jean Nouvel et inauguré le 5 avril 2008, à quelques minutes à pied de la tour AGBAR et en face du site de l'ancienne usine Can Ricart, se trouve le *Pou del Món* (photo 6). En 2004, quelques associations du quartier de Poblenou avaient proposé à la Municipalité d'incorporer dans le futur parc un « puits » symbolique qui traverserait la Terre et relierait Barcelone à l'hémisphère sud. L'idée de départ était de s'ouvrir à d'autres cultures, par l'intermédiaire de caméras vidéo et d'un écran reliés de part et d'autre du globe terrestre par le réseau Internet (et la fibre optique).

---

[249] HARVEY D., *op. cité*, 1989, p. 16.
[250] ANDREU M., « Moviments socials i crítica al "modelo Barcelona". De l'esperança democràtica de 1979 al miratge olímpic de 1992 i la impostura cultural del 2004 », *Scripta Nova*, 2008, vol. XII, n° 270 (119).
[251] « Puits du Monde ».

Photo 6. Le *Pou del Món* : ouverture culturelle ou argument publicitaire ?

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Accueillant le projet avec enthousiasme, d'autant plus qu'il était tout à fait en cohérence avec sa volonté de faire de Poblenou le nouveau quartier de haute technologie, la Municipalité a décidé que le puits relierait Barcelone à Guayaquil, ville équatorienne déjà jumelée avec la métropole catalane. Ce choix s'explique notamment par la forte présence de la communauté équatorienne à Barcelone. Mais certaines critiques se sont élevées contre une tentation « hispano-centrée » qui relevait moins de l'ouverture vers une autre culture, que d'un rapprochement avec une culture finalement assez similaire à bien des égards. Le projet définitif a provoqué le mécontentement des associations à l'initiative du projet, celles-ci refusant que l'œuvre finale porte le nom qu'ils avaient proposé. En fait d'ouverture à d'autres cultures, à Barcelone on ne trouve qu'un écran et une caméra, sans les moyens de communication (microphone…) proposés à l'origine par les associations porteuses du projet ; à Guayaquil un écran se contente de diffuser des images du parc :

> « D'aquesta manera es perd el sentit simbòlic d'un forat que travessa la Terra. És fonamental que a Guayaquil hi hagi, amb la forma que ells decideixin, un pou, o una cosa similar, que compleixi aquesta funció, un cràter, una mina... I també es perd la comunicació humana. Els veïns i veïnes passem de ser actors a espectadors. »[252]

[252] « On perd ainsi la dimension symbolique d'un puits traversant la Terre. Il est essentiel d'installer à Guayaquil un objet qui remplisse ce rôle, qu'il s'agisse d'un puits, ou d'un autre objet similaire de leur souhait (cratère, mine, etc.). Et on perd aussi la communication humaine. Les habitants passent du statut d'acteurs à celui de spectateurs ». http://www.carrer.cat/ca/node/136. Il s'agit de la version électronique de la revue *Carrer*, éditée par la FAVB (*Federació d'Associacions de Veïns i Veïnes de Barcelona*).

H. Capel prend également l'exemple du projet de Can Ricart comme l'illustration d'une absence de concertation entre la Municipalité et les riverains, et de non prise en considération des attentes des citadins[253]. La rénovation du site s'inscrit dans le projet de développement des activités de haute technologie dans le quartier de Poblenou, pris en charge par la société mixte *22@BCN SA*. L'ensemble du projet *22@BCN*, présenté en 2000 par la Municipalité, vise à créer une sorte de pôle technologique associant universités et entreprises, avec une forte orientation sur les médias, les technologies de l'information et de la communication et les technologies médicales. Il concerne 115 îlots de l'Eixample, soit une superficie totale de presque 200 hectares, et comprend la construction de nouvelles surfaces destinées à des bureaux, des logements et des équipements collectifs (dont le parc de Jean Nouvel, qui a déjà ouvert ses portes). À l'achèvement du projet, environ 4 600 logements auront été réhabilités et environ 4 000 nouveaux logements sociaux seront construits, mais la documentation officielle ne dit presque rien de l'équilibre avec le nombre de nouveaux logements de standing construits par des promoteurs privés. Le projet en général ne fait pas l'unanimité : il est accusé de favoriser la constitution d'un « ghetto » élitiste au cœur de la métropole barcelonaise.

Photo 7. *22@BCN*, un projet hyper-moderne pour un ancien quartier industriel

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2008

La photo 7, prise depuis le *Pou del Món* dans le jardin de Can Ricart, témoigne des transformations paysagères du quartier de Poblenou concerné par le projet *22@BCN*. Tout ici donne à lire le caractère « hyper-moderne » que la Municipalité tente de donner à ce secteur, depuis les immeubles de bureaux au premier plan (rappelant l'architecture des *CBD* nord-américains) jusqu'aux lampadaires. Les grues situées au second plan nous rappellent

[253] L'auteur parle au contraire de « propagande ». CAPEL H., *op. cité*, 2007.

l'effervescence de l'activité de construction qui caractérise ce secteur. On distingue en arrière-plan la Tour AGBAR. Au final, le *Pou del Món* nous semble bien perdu, voire écrasé, par la grandiloquence des autres chantiers.

Photo 8. Le site de Can Ricart et les graffitis hostiles aux spéculateurs

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2008

En ce qui concerne le site de Can Ricart lui-même (photo 8), en critiquant un projet qui entend substituer au patrimoine de la première révolution industrielle les entreprises fleurons de l'industrie du 21ème siècle, ses détracteurs veulent conserver la mémoire ouvrière du quartier de Poblenou, déjà mise à mal par la construction du Village Olympique. Le projet initial, devant entraîner la disparition de pratiquement l'ensemble du site d'une ancienne fabrique textile datant des 19ème et début du 20ème siècles, a provoqué de très vives réactions de la part des associations de quartiers et de défense du patrimoine, qui ont finalement obtenu, en 2006 et après deux années de pression, une modification du plan. Celui-ci prévoit désormais de conserver en l'état près de 70 % du site. La mobilisation a notamment a été portée par le *Grup de patrimoni industrial del Fòrum de la Ribera del Besòs*, qui réunit des associations de riverains, de commerçants, culturelles et des structures éducatives. Il a dénoncé l'absence d'étude historique et architecturale du site, la non conservation du tracé de la voirie intérieure et la prise en compte insuffisante de l'emplacement stratégique du site[254]. Au final, il s'est interrogé sur la finalité d'un projet qu'il a perçu surtout comme une nouvelle opération de spéculation immobilière, d'autant que jusqu'à maintenant la « greffe » de la haute-technologie à Poblenou n'a pas généré l'attractivité escomptée.

[254] GRUP DE PATRIMONI INDUSTRIAL DEL FÒRUM DE LA RIBERA DEL BESÒS, « Un patrimoni únic, un futur brillant, un model de fer ciutat. Can Ricart – Parc central de Barcelona. Nou projecte », *Biblio 3W*, 2005 (a), vol. X, n° 580 ; GRUP DE PATRIMONI INDUSTRIAL DEL FÒRUM DE LA RIBERA DEL BESÒS, « Can Ricart, proposta d'intervenció », *Biblio 3W*, 2006 (a), vol. XI, n° 630.

3.1.5 Des interrogations sur les choix architecturaux

Un autre registre de critiques concerne les choix architecturaux. Josep Mª Montaner et Zaida Muxí dénoncent le manque de cohérence d'ensemble et d'articulation entre les différents projets[255]. Mais au-delà des débats théoriques, beaucoup d'architectes s'interrogent également sur la qualité des logements construits. C'est le cas de l'architecte d'origine allemande Stefanie Von Heeren qui porte ici un regard extérieur sur les programmes de construction de logements neufs :

> « La arquitectura de los nuevos edificios se diferencia en gran medida de la edificación existente. Las fachadas parecen cerradas y nada acogedoras. Los elementos mediterráneos de la arquitectura tradicional, como balcones y azoteas communitarias, escasean en las nuevas viviendas de protección oficial. »[256]

Cette absence d'éléments architecturaux traditionnels méditerranéens peut notamment surprendre au regard des affirmations répétées dans les textes officiels sur le respect de l'Histoire et des spécificités du tissu urbain. À ce sujet, l'auteure est aussi critique :

> « En casi todos los proyectos, la nueva arquitectura no se integra en el entorno existente : parece un cuerpo extraño, inhóspito y masivo, sin respetar las formas y las dimensiones de la edificación tradicional. En lenguaje arquitectónico nos es adecuado para un centro histórico, sino más bien recuerdan a la arquitectura anónima de la periferia. »[257]

Ces questions sur la qualité architecturale des nouveaux édifices sont d'autant plus préoccupantes qu'au même moment, un architecte comme Josep Lluis Mateo, qui a participé à de nombreux projets dans le centre ancien entre les années 1980 et 2000, reconnaît les limites des choix parfois drastiques de rénovation opérés à Ciutat Vella :

> « La lógica de los grandes derribos probablemente no ha sido la más interesante. (...) Claramente, lo que no han sido interesantes son la nuevas arquitecturas que han salido de los derribos, que son de una gran banalidad. »[258]

Outre le regard sceptique porté sur les nouveaux édifices, cette réflexion renvoie au débat entre démolition/reconstruction et réhabilitation. Si pour la Municipalité, à travers *Promoció Ciutat Vella SA*, il ne fait pas de doute que la reconstruction était une solution

---

[255] MONTANER J. M., MUXÍ, « Los Modelos Barcelona. De la acupuntura a la prótesis », *Arquitectura Viva*, 2002, n° 84, pp. 28-33.

[256] « Les différences entre l'architecture des nouveaux bâtiments et celle des anciens sont nombreuses. Les nouvelles façades paraissent fermées et pas du tout accueillantes. Les éléments méditerranéens de l'architecture traditionnelle, comme les balcons et les terrasses partagées, sont rares dans les nouveaux logements sociaux ». VON HEEREN S., *La remodelación de Ciutat Vella. Un análisis crítico del modelo Barcelona*, 2002, p. 103.

[257] « Dans pratiquement tous les projets, la nouvelle architecture ne s'intègre pas dans son environnement : elle est comme un corps étranger, inhospitalière et massive, ne respectant pas les formes et les dimensions de l'architecture traditionnelle. Sur le plan du langage architectural, elle n'est pas adaptée à un centre historique, et rappelle plutôt l'architecture anonyme de la périphérie ». VON HEEREN S., *op. cité*, 2002, p. 104.

[258] « La logique des grandes démolitions n'a probablement pas été la plus intéressante. (…) C'est particulièrement le cas pour les nouveaux ensembles architecturaux qui sont sortis de terre et qui sont d'une grande banalité ». Cité dans CAPEL H., *op. cité*, 2007.

préférable car plus économique, l'architecte Hubertus Pöppinghaus réfute cet argument qui ne prend pas suffisamment en compte d'après lui tous les coûts indirects entraînés par les démolitions : l'évacuation des décombres, la fermeture des commerces, la perte de l'animation de rue, la disparition des bâtiments constitutifs de la mémoire collective ou encore la destruction de bâtiments d'une certaine valeur patrimoniale[259]. Cette dernière considération est d'autant plus cruciale qu'elle est souvent le fer de lance de nombreuses revendications de riverains, citadins ou professionnels, mobilisés pour dénoncer la politique suivie par la Municipalité de Barcelone. Qu'il s'agisse de la Casa Buixeres et de la Rambla del Raval, des vestiges archéologiques sous le nouveau marché de Santa Caterina, des édifices du 17ème et 18ème siècles détruits pour laisser place au projet Pou de la Figuera (sur le site rebaptisé « forat de la vergonya »[260] par les riverains) ou bien encore de l'ancienne usine Can Ricart, les différents projets de réhabilitation du centre cristallisent les oppositions et les débats polémiques sur la politique de redynamisation du centre ancien autour de la question de la préservation du patrimoine architectural. Octavi Alexandre réalise dès 2000 son *Catàleg de la destrucció del patrimoni arquitectònic històric-artístic del centre històric de Barcelona*, publié par une association de défense du patrimoine historique, dans lequel il recense l'ensemble des bâtiments historiques menacés par les projets municipaux ou déjà détruits[261]. On peut y voir une tentative de contrebalancer, avec les modestes moyens des associations, la « machine éditoriale » de la Municipalité, mais aussi une réflexion sur l'évolution du système de protection du patrimoine historique de Ciutat Vella et sur sa progressive privatisation[262].

3.1.6 La privatisation de l'espace public

En tant qu'anthropologue, M. Delgado évoque la « simplification identitaire »[263] d'une politique urbanistique qui aurait avant tout tenté de pacifier l'espace urbain en niant du même coup toute la richesse qui le caractérise habituellement. Il dénonce également la dérive consistant à faire de la culture une marchandise, un objet de marketing qui débouche sur la « thématisation » de l'espace :

> « És un valor refugi segur per a les polítiques de promoció urbana, en la mesura que és un dels elements que més singularitat funcional aporta en les dinàmiques de tematització i espectacularització. »[264]

[259] PÖPPINGHAUS H., « Porque no es más caro rehabilitar que derribar y construir de nuevo », *PERIL-LEM*, 1999, nº 2. Ces arguments se retrouvent également dans la réflexion menée par S. Von Heeren.
[260] « Trou de la honte ».
[261] ALEXANDRE O., *Catàleg de la destrucció del patrimoni arquitectònic històric-artístic artístic del centre històric de Barcelona*, Barcelone : Veïns en Defensa de la Barcelona Vella, 2000, 69 p.
[262] L'auteur y souligne notamment les contradictions entre le Catalogue adopté en 1979 sur une révision du Catalogue de 1960, et le PGM, adopté en 1976. La dernière version du Catalogue a été adoptée en 2000, mais beaucoup en soulignent certaines lacunes, notamment sur le patrimoine industriel et l'habitat populaire.
[263] DELGADO M., *op. cité*, 2005, p. 14.
[264] « C'est une valeur refuge sûre pour les politiques de promotion urbaine, dans la mesure où c'est un des éléments qui apporte la plus grande singularité fonctionnelle dans les dynamiques de thématisation et de spectacularisation ». DELGADO M., *op. cité*, 2005, p. 61.

L'auteur développe par la suite l'exemple du Forum universel des cultures de 2004[265]. Cette gigantesque opération a soulevé de vives critiques, notamment du fait de son coût très élevé[266], de la difficulté à réutiliser par la suite le site, des opérations de promotion immobilière et commerciale qui se sont faites dans le sillage d'un événement qui se voulait le lieu d'un grand débat d'envergure mondiale sur l'avenir de la planète, enfin du fait de sa dimension éminemment publicitaire :

> « Un artefacte publicitari al servei de plans de promoció de la ciutat destinats a turistes i a inversors, com també una estratègia d'autolegitimació política de cara a la pròpria ciutadania, un espectacle grandiloqüent i buit a parts iguals, al servei dels interessos polítics i econòmics dels seus promotors. »[267]

Paradoxalement, cette structuration trop forte de l'espace urbain autour de grands projets culturels, cette « muséification », tend à caricaturer la dimension historique des villes. La sur-valorisation de certains témoignages historiques et la multiplication de « lieux de mémoire » (ce qui passe aussi par un encadrement des usages, à travers les fêtes, les commémorations...) sont dénoncés par M. Delgado comme autant de moyens de « ritualiser » l'espace et du même coup de le figer, d'en limiter l'appropriation par les habitants eux-mêmes : « el monument expressa la voluntat de fer de cada espai un territori acabat, definit, irrevocable »[268]. L'espace public perd alors de son essence et n'est plus un espace de vie, mais le support publicitaire de la politique municipale. D'un côté, donc, cette dernière ritualise l'espace public et fige l'usage qu'on peut en faire ; de l'autre, elle en limite les interprétations possibles par les citadins.

3.2 L'auto-promotion comme méthode, la gentrification comme effet

Sans être exhaustif, ce tour d'horizon de la critique du *Modelo Barcelona* a tenté de souligner les principales pistes de réflexion, mais un certain nombre de questions demeurent. De fait, beaucoup d'auteurs se sont attachés à analyser le modèle lui-même, mais peu se sont penchés sur la question de sa valorisation par la Municipalité elle-même. Or, la promotion d'une certaine méthode de travail, d'un certain « savoir faire », est constitutive de ce modèle. Il devient alors nécessaire de poser la question de savoir comment ce modèle est mis en œuvre et valorisé : qu'en disent ses « promoteurs » (au sens large) ? Au-delà d'une certaine homogénéité apparente, renforcée, sur le plan institutionnel, par une stabilité relative de l'équipe municipale depuis les années 1980, le modèle barcelonais n'a-t-il pas évolué en

[265] Voir également CAPEL H., *op. cité*, 2007.
[266] D'autant plus que l'affluence touristique fut finalement en deçà des prévisions et que le déficit du projet s'élevait officiellement à 400 000 euros. DELGADO M., *op. cité*, 2005, p. 95.
[267] « Un artefact publicitaire au service de programmes de promotion urbaine destinés aux touristes et aux investisseurs associé à une stratégie d'autolégitimation politique de façade pour ses propres citadins, un spectacle à la fois grandiloquent et vide, au service des intérêts politiques et économiques de ses promoteurs ». DELGADO M., *op. cité*, 2005, p. 94.
[268] « Le monument exprime la volonté de faire de chaque espace un territoire achevé, défini, irrévocablement figé ». DELGADO M., *op. cité*, 2005, p. 128.

profondeur ? Les principaux axes structurants de ce modèle ont-ils changé, leur hiérarchie a-t-elle évolué ? Nous avons déjà apporté quelques éléments de réponse avec l'analyse de la marginalisation progressive de Ciutat Vella au sein du *Modelo Barcelona*, visible notamment dans la mise en valeur de certains espaces à travers les programmes de visites organisées à Barcelone pour les équipes d'urbanistes et architectes français, mais aussi dans l'investissement par les pouvoirs publics d'espaces situés dans d'autres secteurs de Barcelone. L'analyse de discours des éditoriaux de *Barcelona Metrópolis Mediterránea* permettra d'approfondir ultérieurement cette question, en partant de l'hypothèse qu'en dépit d'une certaine stabilité politique, le *Modelo Barcelona* a pu évoluer d'une période à l'autre. Dans ces conditions, la politique de réhabilitation de Ciutat Vella est représentative du contenu de ce *Modelo Barcelona*, et l'évolution de la place qu'elle tient (d'abord au cœur, puis à la périphérie du discours) traduit des mutations en profondeur de la conception de la ville et de la stratégie urbaine.

On peut également souligner que tenants comme détracteurs de ce « modèle » s'appuient sur une approche parfois trop globale, peut-être trop théorique pour ne pas passer à côté d'une réalité socio-spatiale beaucoup plus complexe et nuancée. Il existe un certain déficit d'analyse précise des effets du *Modelo Barcelona* sur le tissu socio-démographique du centre ancien. Si les opérations les plus spectaculaires ont été bien étudiées et les grandes tendances relevées (notamment l'importance et le rôle de l'immigration étrangère contemporaine), il n'existe pratiquement pas d'analyses statistiques suffisamment détaillées permettant d'étudier les processus à une échelle plus fine. Or des critiques très vives sont portées sur la dimension sociale de la réhabilitation de Ciutat Vella. On peut en particulier se demander si la redynamisation du centre ancien de Barcelone a engendré, ou accentué, des processus de gentrification.

Il convient de rappeler l'ambiguïté du terme (qui sera explorée dans le chapitre suivant). Si ce concept souffre encore d'un faible nombre d'études concernant le contexte espagnol en général et barcelonais en particulier, l'usage qui en est fait peut parfois surprendre. D'abord par son absence même, qui témoigne sans doute d'une volonté d'évacuer la question, même si dès 1983 O. Bohigas pose le problème - alors qu'il est encore à la tête des services d'urbanisme de la Municipalité- et propose de le résoudre par une forte intervention publique dans le secteur de la construction de logements :

> « Se puede reducir así el efecto de expulsión de un nivel de población por otro, bien típico de las recuperaciones centrales en Europa. La palabra sajona "gentrificación" tuvo que inventarse para explicar esta sustitución en las áreas residenciales tradicionales del Londres de hace unos años. »[269]

[269] « Nous pouvons ainsi limiter l'effet d'expulsion d'une catégorie de la population par une autre, situation typique de la récupération des centres-villes en Europe. Le terme anglo-saxon « gentrification » a été inventé pour expliquer cette substitution dans les espaces résidentiels anciens de Londres depuis quelques années ». AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Plans i projectes per a Barcelona*, 1983, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, p. 55.

L'expression est très rarement utilisée dans les publications municipales, alors que dans le domaine de la recherche elle est souvent associée à la question de la revitalisation des centres anciens : le lien entre politiques de redynamisation et processus de gentrification a été questionné suffisamment pour que l'on s'étonne qu'il en soit fait si peu mention dans les publications institutionnelles réalisées sous la direction de personnalités universitaires, sous ce terme ou sous un autre synonyme ne relevant pas forcément du vocabulaire « technique » du chercheur en sciences sociales. Ceci peut dénoter une absence de volonté de tirer les leçons des expériences menées dans d'autres pays, ou au contraire la volonté d'éviter de soulever un débat polémique.

Parfois, au contraire, il est signalé très clairement dans les textes émanant de la Municipalité que les expropriations seront suivies de relogements dans le quartier et qu'il n'est pas question de chasser les habitants[270]. Mais par un glissement subtil de sens, le processus de réoccupation par de nouvelles catégories de population est présenté comme un atout majeur pour le devenir de Ciutat Vella sans que soient mises en débat toutes les implications de la gentrification. C'est notamment le cas dans la publication qui a suivi les journées du 6 au 10 novembre 1989 organisées par la Municipalité sur le thème de l'intervention publique à Ciutat Vella :

> « Un altre criteri que acompanya la reforma és la confiança en allò que els angleses han anomenat "gentrificació" (...), instrument de transformació del teixit físic però també de les formes de vida, del nivell cutural, sobretot a través del menteniment de certs equipaments, que d'altra manera no es poder mantener. »[271]

Ainsi, la gentrification y est réduite à un simple processus de « récupération » démographique, sans référence aux enjeux sociaux qu'il y a en filigrane. Malgré tout, une définition apparaît à la toute dernière page (et en note infrapaginale) de l'ouvrage qui fait le bilan de l'action de *Promoció Ciutat Vella SA* entre 1988 et 2002, encore qu'elle soit sommaire : « expulsió d'habitants per la irrupció de noves clases benestants »[272]. Les auteurs reconnaissent bien l'existence de ce type de processus, mais l'ouvrage, beaucoup plus riche en photographies qu'en analyses statistiques précises sur la question, conclut sur la politique de réhabilitation en affirmant que cette dernière « ha evitat l'expulsió de residents i ha creat un paradigma de renovació urbana : transformació sense trencament ni *gentrificació* »[273]. Pourtant, le débat sur le rôle des politiques publiques comme accélérateur des processus de

[270] Encore convient-il de rappeler une règle, encore valable actuellement dans les procédures d'admission dans les logements sociaux : il faut prouver avoir vécu au moins cinq années dans le quartier pour avoir droit à un relogement dans le district. Comme le soulignait la représentante de l'association *Llar de l'Avi*, beaucoup de personnes âgées ne disposent pas de ce type de documents, s'étant installées dans le centre ancien à une époque où la possession d'une quittance de loyer était moins nécessaire que maintenant ou sa délivrance non obligatoire.

[271] « Un autre critère d'accompagnement de la réforme est la confiance dans ce que les Anglais ont appelé « gentrification » (…), instrument de transformation du tissu physique mais aussi des modes de vie, du niveau culturel, surtout à travers le maintien de certains équipements, qui n'auraient pu se maintenir autrement ». DE SOLÀ-MORALES M., « Ciutat Vella, ciutat nova », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1991 (c), p. 118.

[272] « Expulsion des habitants du fait de l'arrivée de nouvelles classes à plus forte capacité économique ». PROCIVESA, *Ciutat Vella ciutat construïda*, Barcelone : El Cep i la Nansa, 2003, p. 255.

[273] « a évité l'expulsion des résidents et a créé un paradigme de la rénovation urbaine : une transformation sans fracture ni *gentrification* ». PROCIVESA, *op. cité*, 2003, p. 251.

gentrification est un débat de fond, largement abordé dans la littérature scientifique. Sans anticiper sur le bilan des opérations menées par les pouvoirs publics depuis les années 1980, qui sera présenté dans le chapitre 5, nous pouvons poser la question de la responsabilité de l'action municipale dans la diffusion de processus de gentrification.

Dans le cas de l'agglomération catalane, M[a] Alba Sargatal Bataller affirme que ce sont bien les pouvoirs publics qui ont constitué le principal moteur du phénomène de gentrification dans le quartier du Raval, notamment à travers le programme des nouveaux équipements culturels qui ont visé à redéfinir considérablement le rôle du quartier à l'échelle de l'agglomération[274]. Il est vrai que l'objectif des différents programmes de redynamisation du quartier a bien été d'éviter une « muséification » du Raval et de maintenir autant que possible la fonction résidentielle, mais l'auteure ne manque pas de s'interroger sur les destinataires réels de ces programmes. H. Capel dénonce quant à lui la part de plus en plus faible du logement social, auquel s'ajoute bien sûr la question de la hausse très importante des loyers du fait de la redynamisation du centre, provoquant le départ forcé des catégories de la population les plus fragiles financièrement (notamment les jeunes et les personnes âgées). À titre d'exemple, on peut préciser que le *Patronat municipal de l'habitatge*, chargé de la construction de logements sociaux, a réalisé entre 1991 et 2005 seulement 4 451 nouveaux logements pour l'ensemble de la commune de Barcelone. H. Capel prend notamment l'exemple du manque de constructions dans le quartier de Poblenou, alors même que les expropriations avaient été nombreuses dans les années 1980 pour construire le Village Olympique[275]. Rappelons par ailleurs que dans le cas des relogements, le bilan s'avère souvent négatif. Ainsi, d'après les chiffres officiels, la rénovation de la Rambla del Raval a entraîné l'expropriation de 657 familles, dont 420 seulement ont été relogées soit environ les deux tiers (les autres ayant été indemnisées)[276]. Dans un entretien réalisé avec la présidente de l'association de riverains *Llar de l'Avi*, située rue Carme, à deux pas de la Rambla del Raval, nous avons posé la question de savoir si les nouveaux équipements culturels construits ne constituaient pas néanmoins un atout pour les résidents. Notre interlocutrice a précisé que les résidents « anciens » ne se sentaient pas concernés par ce type de projets où ils n'avaient pas leur place. R. Gomà est plus nuancé dans sa réflexion sur l'effet de la politique de réhabilitation du centre ancien sur un éventuel processus de gentrification, puisqu'il distingue plusieurs moments :

> « El pacte urbà dels vuitanta, fruit d'una important pressió veïnal, ha estat la base d'una regeneració que, a curt termini, no ha implicat substitucions socials ni d'usos masivos. »[277]

[274] SARGATAL BATALLER M. A., « El estudio de la gentrificación », *Biblio 3W*, 2000, n° 228.
[275] CAPEL H., *op. cité*, 2007.
[276] AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Urbanització de l'espai públic : rehabilitació de l'edificació existent a l'entorn de la Rambla del Raval*, 2000 (d), p. 6.
[277] « Le pacte urbain des années 1980, fruit de la forte pression des associations de riverains, a été le fondement d'une régénération qui, à court terme, n'a pas entraîné de phénomènes de substitution sociale des populations ou fonctionnelle des activités ». GOMÀ R., « Degradació, crisi urbana i politica de regeneració a Ciutat Vella de Barcelona, 1976-1993 », in ROCA i ALBERT J., (dir.), *El municipi de Barcelona i els combats pel govern de la ciutat*, Barcelone : PROA, 1997 (b), p. 307.

Ainsi, le premier temps de la politique de redynamisation du centre n'a pas selon lui provoqué de changements radicaux dans le tissu social. Est-ce parce que les projets n'étaient pas suffisamment engagés, le marché immobilier de Ciutat Vella non encore réactivé, ou bien était-ce dû à la participation importante des résidents, par l'intermédiaire des associations de riverains ?

Nous avons montré que les politiques de récupération du centre ancien ont fait l'objet d'un vaste débat entre ceux qui les ont promues, parfois beaucoup plus au nom d'un « marketing urbain » que d'une réelle originalité politique, et ceux qui les ont critiquées. Nous avons examiné le *Modelo Barcelona* en mettant d'abord en évidence son contenu théorique et la manière dont il a été formalisé. Dans le même temps, nous avons souligné la marginalisation progressive de projets concernant la récupération de Ciutat Vella au sein des discours et des politiques urbanistiques depuis les années 1990. En examinant comment était perçu le *Modelo Barcelona* en France, comme source d'inspiration pour le traitement des espaces publics ou l'association de compétences se complétant, il est apparu que la notion de « modèle » devait être relativisée. Le bilan des nombreuses critiques des politiques de récupération de Ciutat Vella a fait apparaître la nécessité de s'interroger sur la manière dont la Municipalité elle-même a fait l'auto-promotion du *Modelo Barcelona* et sur les mutations socio-démographiques que ce dernier a favorisées.

Au final, on voit qu'une question essentielle concerne les effets du *Modelo Barcelona* sur une possible gentrification du centre ancien de Barcelone. S'interroger sur sa réalité et son importance, et sur les formes qu'elle prend, c'est mettre en perspective les changements socio-démographiques récents de Ciutat Vella et la politique qui y a été menée depuis les années 1980. Cette analyse s'inscrit donc dans un prolongement critique des réflexions actuelles sur le *Modelo Barcelona*. Le chapitre suivant pose les perspectives théoriques et les enjeux d'une étude de la gentrification dans le centre ancien de Barcelone.

CHAPITRE 3
LES ENJEUX DE LA GENTRIFICATION DANS LE CENTRE ANCIEN DE BARCELONE

La gentrification est-elle un processus qui affecte inévitablement les métropoles européennes et nord-américaines? Cette question peut être formulée de deux manières différentes :

- Les centres anciens des villes européennes ou américaines qui font l'objet d'une politique de récupération sont-ils « condamnés » à être réinvestis par des catégories moyennes ou aisées de la population, au risque d'en chasser les classes populaires qui y résidaient auparavant ?
- Dans le cas des villes espagnoles, l'étude des processus de gentrification n'a-t-elle pas eu tendance à exagérer l'importance de cette dernière, au détriment d'autres processus ?

L'exemple de Barcelone est l'occasion d'approfondir ces deux pistes de réflexion, mais comment analyser la gentrification à Ciutat Vella et dans quelle mesure la politique municipale de réhabilitation a-t-elle pu favoriser sa diffusion ? Face aux spécificités des quartiers anciens de la métropole catalane et à la survalorisation de la gentrification dans les études espagnoles sur Barcelone, il convient d'adopter une grille d'analyse spécifique, qui repose sur une définition précise et resserrée de la gentrification.

C'est pourquoi, dans un premier temps nous reviendrons sur les enjeux théoriques de la définition de la gentrification. Ainsi, dans le n° 132 de la revue *Espaces et Sociétés* (2008) consacré à la gentrification urbaine, deux courants de la recherche s'opposent : l'un, dont fait par exemple partie l'équipe de Patrick Rérat, Ola Söderström, Roger Besson et Étienne Piguet, prône une définition large de la gentrification[278] ; l'autre, représenté par A. Bourdin,

[278] RÉRAT P., SÖDERSTRÖM O., BESSON R., PIGUET É., « une gentrification émergente et diversifiée : le cas des villes suisses », *Espaces et Sociétés*, 2008/1-2, n° 132, pp. 39-56.

en préconise au contraire le resserrement[279]. Nous nous inscrivons dans ce courant, qui permet de remettre la gentrification en perspective par rapport aux autres processus socio-démographiques qui affectent le centre ancien de Barcelone.

Dans un second temps, nous examinerons les conditions d'apparition du phénomène de gentrification. Pendant longtemps, plusieurs théories explicatives se sont affrontées, mais des travaux plus récents montrent la nécessaire complémentarité des approches pour comprendre comment la gentrification se diffuse. Pour autant, le rôle des pouvoirs publics reste encore peu étudié, alors même qu'il doit être posé dans le cas barcelonais, du fait de l'effort d'investissement qui a été effectué dans le centre ancien depuis le début des années 1980 et de la promotion que la Municipalité a faite de sa propre méthode d'intervention.

Le principal apport de la littérature scientifique espagnole sur la gentrification est justement de mettre en avant les liens entre gentrification et politiques publiques locales. C'est pourquoi, en partant des travaux sur Barcelone déjà existants mais aussi de leurs limites, nous proposerons dans un troisième temps de nouvelles pistes de réflexion, qui s'appuieront sur une complémentarité des méhodes d'analyse de la gentrification. Alors qu'en Espagne, les travaux sur la gentrification sont encore peu nombreux, comparativement à ceux consacrés aux cas des villes françaises, britanniques ou nord-américaines[280], on observe souvent à la fois un manque d'analyses statistiques précises et une certaine confusion entre ce qui relève de l'hypothèse de travail et ce qui relève de la démonstration. Pour explorer la gentrification, plusieurs méthodes sont possibles : une approche quantitative qui repose sur l'exploitation de sources statistiques et d'enquêtes de terrain, et une approche qualitative qui s'appuie sur des entretiens. Certains travaux tentent également de concilier les deux approches. Nous proposerons de les compléter par l'analyse du paysage urbain de la gentrification, qui permet de relier les différentes dimensions de la gentrification et de mettre en évidence le rôle de

[279] BOURDIN A., « Gentrification : un « concept » à déconstruire », *Espaces et Sociétés*, 2008/1-2, n° 132, pp. 23-37.

[280] L'interrogation des différentes bases de données bibliographiques, comme FRANCIS (CNRS) ou GEOBASE, révèle la prédominance très forte des travaux anglo-saxons sur la gentrification. Nous avons effectué un rapide survol de la production scientifique (articles et ouvrages) sur ce thème depuis les années 1970. Malgré son caractère non exhaustif (FRANCIS explore beaucoup plus les revues françaises que GEOBASE) et des différences dans les résultats, il montre que les travaux français sur la gentrification n'apparaissent guère avant la fin des années 1980 (se limitant largement à un ou deux articles ou ouvrages par an) alors qu'en langue anglo-saxonne, la production est déjà d'une dizaine par an (10 en 1987, 15 en 1988, 10 en 1989, 6 en 1990 dans GEOBASE, contre 3 en français en 1987, un seul en 1989 et un seul en 1990). Signe que les chercheurs français s'intéressent de plus en plus à la gentrification, le rythme de production annuel augmente dans la décennie 2000, jusqu'à compter 6 références en 2006, 5 en 2007 et 10 en 2008, mais sans atteindre le volume en langue anglo-saxonne (respectivement 17, 16 et 3 références dans FRANCIS, mais 23 références en 2006, 35 en 2007 et 30 en 2008 dans GEOBASE).

Concernant les articles sur la gentrification en Espagne, ils semblent mal référencés par les deux bases de données sus-citées (à l'exception des rares articles parus dans des revues anglophones). En revanche, la base de données bibliographique du CSIC (*Consejo superior de investigaciones científicas*), rubrique « géographie, urbanisme, architecture », donne un aperçu de la production scientifique en Espagne sur ce thème. Même si cette liste n'est pas exhaustive (n'y figurent pas certains articles que nous avons pu consulter, notamment dans la revue en ligne *Scripta Nova*) elle témoigne du nombre encore faible de travaux, comparé à la production anglophone ou francophone. L'interrogation de la base de données a fourni une quinzaine de références d'articles écrits par des auteurs espagnols depuis 1993, dont une dizaine sur la gentrification en Espagne (principalement à Barcelone et à Madrid).

l'image de la ville comme outil de redéfinition de la place des quartiers anciens à Barcelone et comme reflet des mutations.

1. LA GENTRIFICATION DES CENTRES ANCIENS : ENJEUX THÉORIQUES

La gentrification occupe un vaste pan de la recherche internationale, mobilisant une variété de références à des corpus théoriques ou à des positions politiques parfois diamétralement opposées. Chris Hamnett rappelle que ce thème a en partie bouleversé les théories classiques de la localisation résidentielle, en particulier celles de l'École de Chicago[281]. Les remet-il en cause, ou bien, les prolonge-t-il ? La gentrification a également ouvert et alimenté un débat politique sur le sort des quartiers centraux : faut-il se réjouir de la fin de la spirale de dégradation des centres anciens ou s'inquiéter du devenir des classes populaires qui en sont progressivement chassées ? Est-ce un processus très localisé ou bien le reflet d'une réorganisation de la hiérarchie urbaine mondiale et de l'émergence des « villes globales » ? Enfin, n'est-ce pas un nouveau terrain d'affrontement entre « humanistes libéraux », qui schématiquement, étudient la gentrification du côté de la demande ; et « marxistes structuralistes », qui s'intéressent plutôt à l'offre et au rôle du capital et de la production ? Face aux multiples enjeux de la gentrification, il convient de revenir sur sa définition et ses ambiguïtés.

1.1 Définir la gentrification

Le terme apparaît pour la première fois dans l'ouvrage de la sociologue Ruth Glass consacré à Londres (1964) :

> « One by one, many of the working-class quarters of London have been invaded by the middle-classes – upper and lower. Shabby, modest mews and cottages – two rooms up and two down – have been taken over, when their leases have expired, and have become elegant, expensive residences. Larger Victorian houses, downgraded in an earlier or recent period – which where used as lodging houses or were otherwise in multiple occupation – have been upgraded once again… Once this process of "gentrification" starts in a district it goes on rapidly until all or most of the original working class occupiers are displaced and the whole social character of the district is changed. »[282]

Cette définition est notamment reprise et systématisée par Neil Smith et Peter Williams dans l'introduction de leur ouvrage *Gentrification of the city* (1986) : « the rehabilitation of the working-class and derelict housing and the consequent transformation of

[281] HAMNETT C., « The blind men and the elephant : the explanation of gentrification », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 1991, vol. 16 n° 2, pp. 173-189. Traduction française : RHEIN C., « Les aveugles et l'éléphant : l'explication de la gentrification », *Strates*, 1996-1997, n° 9, pp. 55-79.
[282] GLASS R., *London : aspects of change*, London : Center for Urban Studies, Mac Gibbon and Kee, 1964, p. 18.

an area in a middle-class neighbourhood »[283]. Au sens étroit, la gentrification est un processus de substitution aux classes populaires d'un quartier de classes moyennes ou aisées, à travers le réinvestissement du parc de logements. D'anciens logements dégradés sont réhabilités pour accueillir de nouveaux ménages à plus grande capacité économique, propriétaires-occupants et non plus locataires. C'est un phénomène qui concerne à la fois la composition socio-démographique d'un secteur (rue, îlot ou quartier), et la structure de son parc de logements.

Dans la littérature scientifique française, le terme de gentrification est généralement repris tel quel. Des tentatives de francisation ont été faites en utilisant celui d'embourgeoisement, qui n'est cependant pas synonyme. Ce dernier est défini comme l'accroissement absolu ou relatif des catégories aisées dans une aire donnée[284]. Il s'agit donc d'un renforcement du niveau social d'un quartier, sans qu'il y ait forcément mécanisme de remplacement des classes populaires par des classes moyennes ou aisées.

Le terme de gentrification, issu d'un contexte urbain anglo-saxon est-il alors adapté en dehors des États-Unis et du Royaume-Uni ? Ou bien les différences sont-elles trop grandes pour justifier une analyse comparative ? Edmond Préteceille rappelle que même si l'on n'utilisait pas encore le terme de « gentrification », les processus de substitution à Paris avaient fait l'objet d'études dès les années 1960[285], notamment chez Henri Coing[286], chez les sociologues Sabine Chalvon-Demersay[287] ou Catherine Bidou[288], mais aussi dans le travail de Michel Freyssenet, Tomaso Regazzola et Jacques Retel[289]. Pour Y. Fijalkow et E. Préteceille, les différences entre la gentrification dans le monde anglo-saxon et dans le monde européen sont multiples[290]. La première porte sur la question de la centralité urbaine. Elle ne se pose pas dans les mêmes termes aux États-Unis et en Europe (y compris en Espagne), parce que les quartiers centraux n'ont pas le même statut dans l'espace urbain et n'ont pas connu la même évolution[291]. En France les classes supérieures n'ont jamais complètement désinvesti les quartiers centraux. Ce qui signifie que le phénomène de « retour » en centre ancien est sans doute moins marqué. À Barcelone, une partie seulement du centre ancien a été délaissée par la bourgeoisie qui s'est installée, à partir de la fin du 19ème siècle, dans l'Eixample. En revanche,

---

[283] SMITH N., WILLIAMS P. (coord.), *Gentrification of the city*, Boston, Londres, Sidney : Allen & Unwin, 1986, p. 1.
[284] TABARD N., CHENU A., « Les transformations socioprofessionnelles du territoire français, 1982-1990 », *Population*, 1993, n° 6, p. 1741.
[285] PRÉTECEILLE E., « Is gentrification a useful paradigm to analyse social changes in the Paris metropolis ? », *Environment and Planning A*, 2007, vol. 39, n° 1, pp. 10-31.
[286] COING H., *op. cité*, 1966.
[287] CHALVON-DEMERSAY S., *Le Triangle du XIVe : des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1984, 176 p.
[288] BIDOU C., *Les aventuriers du quotidien*, Paris : PUF, 1984, 200 p.
[289] Ils se sont en particulier livrés à une analyse statistique fine des déplacements dans l'agglomération parisienne. FREYSSENET M., REGAZZOLA T., RETEL J., *Ségrégation spatiale et déplacements sociaux dans l'agglomération parisienne de 1954 à 1968*, Paris : Centre de Sociologie Urbaine, 1971, 161 p.
[290] FIJALKOW Y., PRÉTECEILLE E., « Introduction. Discours et politiques urbaines (France, Royaume-Uni, Canada) », *Sociétés Contemporaines*, 2006/3, n° 63, pp. 5-13.
[291] Les théories de l'École de Chicago ne peuvent donc qu'en partie s'appliquer au cas européen, notamment parce qu'en Europe les quartiers centraux ne sont pas systématiquement les quartiers dégradés et les quartiers périphériques les quartiers aisés.

dès cette époque, le quartier du Raval est un quartier populaire et ouvrier, et n'a donc pas connu de phase de désinvestissement par les classes moyennes ou aisées, puisqu'elles ne s'y sont jamais véritablement installées.

La seconde différence porte sur le rôle des politiques publiques. Dès le départ, les travaux français ont accordé une large place à l'étude du rôle de l'État et des pouvoirs publics dans les transformations sociales des centres anciens[292]. La désaffection relative des populations aisées pour les quartiers centraux et le rôle des pouvoirs publics sont des problématiques qui sont en mesure de guider l'analyse d'un éventuel processus de gentrification à Barcelone. On pourrait introduire une troisième différence entre le contexte nord-américain et le contexte européen, qui est la composante ethno-raciale de la population, beaucoup plus cruciale dans les villes américaines. De ce point de vue, Barcelone se distingue à la fois du modèle anglo-saxon et du modèle européen. La question migratoire se pose en des termes spécifiques, parce que le centre ancien de la métropole catalane a toujours joué, et joue encore, un rôle de réceptacle de l'immigration, d'abord régionale, puis nationale et enfin internationale. Dans quelle mesure cette forte immigration peut-elle perturber le « modèle » de la gentrification ?

Comme dans la langue française, le terme de gentrification en castillan ou en catalan pose problème, parce qu'il n'a pas d'équivalent. La géographe Luz Marina García Herrera souligne l'inadaptation d'un certain nombre de synonymes[293], comme « requalification sociale »[294] (jugé trop péjoratif vis-à-vis des anciens résidents), « aristocratisation »[295] (trop restrictif) ou « embourgeoisement » (trop imprécis, parce que comme en français, il ne met pas en évidence la substitution d'une classe sociale à une autre). L'expression « gentrification »[296] lui semble également inadaptée au contexte espagnol parce qu'elle fait trop référence à la « gentry » anglaise alors même que les études montrent que les populations concernées font plutôt partie des classes moyennes, voire supérieures, avec une forte représentation des célibataires, des couples sans enfants, des artistes… Pourtant, c'est bien ce terme que l'on trouve dans les dictionnaires de géographie en langue espagnole, notamment, le *Diccionario de geografía urbana, urbanismo y ordenación del territorio*, qui définit la gentrification comme :

> « Anglicismo que designa la reocupación de algunos centros urbanos por las clases más pudientes (gentry) después de su rehabilitación urbanística y arquitectónica. »[297]

---

[292] Voir notamment BÉRINGUIER C., CASTELLS M., MINGASSON C., RÉMY J., *op. cité*, 1974 ; GARNIER J.-P., *op. cité*, 1976.

[293] GARCIA HERRERA L. M., « Elitización : propuesta en español para el término gentrificación », *Biblio 3W*, 2001, vol. VI, n° 332.

[294] « Recualificación social ».

[295] « Aristocratización ».

[296] « Gentrificación ».

[297] « Anglicisme qui désigne la réoccupation de certains centres urbains par les classes plus aisées (*gentry*) après la réhabilitation du tissu urbain et du bâti de ces quartiers ». GRUPO ADUAR, *Diccionario de geografía urbana, urbanismo y ordenación del territorio*, Barcelone : Ariel, 2000, p. 174.

La définition porte bien sur le double phénomène de réhabilitation du parc de logements et d'arrivée dans les centres-villes d'une nouvelle classe de la population, mais à nouveau reste floue sur le processus de substitution. Au final, L. M. García Herrera propose de reprendre l'expression d'« élitisation résidentielle »[298], qu'elle emprunte à l'anthropologue Pilar Monreal[299]. Cette expression serait d'après elle plus adaptée, parce qu'elle reprend l'idée qu'une fraction particulière de la population, qui n'est pas forcément la bourgeoisie, se réapproprie un espace urbain par éviction des classes populaires. Ces nouvelles classes moyennes se définiraient alors comme une élite, c'est-à-dire un groupe spécifique avec une certaine capacité, qu'elle soit économique, culturelle ou sociale, imprimant sa marque dans le paysage urbain.

Notre connaissance de la langue et de la culture scientifique catalanes ne nous permet pas d'apporter une contribution personnelle à ce débat terminologique. Toutefois, nous préférons conserver le terme de gentrification, plutôt que celui d'élitisation résidentielle. Ce dernier nous semble trop restreindre l'analyse à la question de l'occupation des logements alors que, comme on le verra, la gentrification touche toutes les dimensions de l'espace urbain. Par ailleurs, si l'on considère que les catégories de population décrites précédemment par L. M. García Herrera représentent une première étape d'une gentrification de plus grande ampleur, il paraît pertinent de penser que le processus s'accélèrera avec le retour d'autres catégories des classes moyennes. Avant tout, ce débat terminologique révèle une véritable volonté d'appropriation et d'adaptation de la question de la gentrification au contexte espagnol. Si la terminologie pose problème, c'est que la notion elle-même se laisse difficilement saisir. Or, des choix de définition découlent des pistes de réflexion spécifiques qui orientent les questionnements et les objets d'étude.

1.2 Les enjeux théoriques d'une définition plus ou moins large de la gentrification

Depuis les travaux de R. Glass, la définition de la gentrification s'est considérablement élargie, englobant des territoires, des populations et des objets nouveaux. Après le monde anglo-saxon et les villes d'Europe occidentale, les villes d'Europe de l'Est seraient à leur tour touchées par des processus similaires[300]. Parallèlement, on ne parle plus seulement de gentrification, mais de gentrification urbaine, de « new-build gentrification », d'élitisation, voire de « super-gentrification »[301].

[298] « Elitización residencial ».
[299] MONREAL P., *Antropología y pobreza urbana*, Madrid : Los libros de la Catarata, 1996, p. 65.
[300] Voir par exemple CHELCEA L., « Grupuri marginale în zone centrale : gentrificare, drepturi de proprietate şi acuumulare primitivă post-socialista în Bucureşti », *Sociologie Românească*, 2000, n° 3-4, pp. 51-68. On peut cependant se demander s'il y a une réalité de ces processus, ou bien s'il faut voir des effets de mode et des enjeux autres que scientifiques dans cette volonté de s'inscrire dans des mutations caractéristiques des villes dites « occidentales ».
[301] LEES L. « Super-gentrification : the case of Brooklyn Heights, New-York City », *Urban Studies*, vol. 40, n° 12, 2003, pp. 2487-2509.

Les débats autour de la définition reflètent les débats sur la nature même du phénomène : quand peut-on ou doit-on parler de gentrification ? Faut-il la considérer comme une étape transitoire, le passage d'un quartier plus tout à fait populaire à un quartier pas encore de classes moyennes ou aisées ? Ou bien faut-il la voir comme un résultat, c'est-à-dire le caractère d'un quartier anciennement populaire désormais occupé par des classes moyennes ?

Face à la diversité des phénomènes observés, des auteurs comme Damaris Rose[302], Robert Beauregard[303], Jan Van Weesep[304] ou Alan Warde[305] parlent de « concept chaotique ». Ce dernier rappelle que cela ne signifie pas qu'il s'agit d'une notion trop théorique, ne permettant pas de saisir la réalité, mais plutôt que le discours scientifique n'est pas encore capable d'appréhender de manière satisfaisante toute la spécificité du processus. Il nous semble que cette confusion tient avant tout à une définition trop large, englobant des processus qui ne relèvent pas forcément de la gentrification.

1.2.1 Élargir ou resserrer la notion ?

Le programme de recherche « Back to the city ? » de l'Université de Neuchâtel réunit des géographes souhaitant mesurer l'attractivité résidentielle de vingt-cinq villes suisses à travers une analyse quantitative des derniers recensements de population. P. Rérat, O. Söderström, R. Besson et É. Piguet militent pour un élargissement de la définition de la gentrification à la « transformation du bâti et des caractéristiques socio-économiques de ceux qui y résident »[306]. Cette définition nous semble peu satisfaisante, parce qu'en l'état elle pourrait tout aussi bien concerner les processus de dégradation ou de marginalisation socio-spatiale. Ces mêmes auteurs rappellent que certaines analyses concernant l'élitisation des espaces publics[307] ou certaines dynamiques commerciales[308] sont relativement proches de ce que l'on peut observer pour la gentrification. Dès lors, il leur paraît nécessaire d'étendre la notion à ces processus dont l'évolution a souvent lieu parallèlement à des formes de gentrification plus « classiques » :

> « On peut certes estimer que la signification du concept est devenue plus floue, puisqu'elle peut désigner désormais des mécanismes bien plus divers que ceux identifiés par Ruth Glass. L'avantage d'un tel élargissement réside toutefois dans le fait qu'il rassemble dans un seul mouvement d'analyse des phénomènes qui autrement seraient considérés séparément. »[309]

---

[302] ROSE D., « Rethinking gentrification : beyond the uneven development of Marxist urban theory », *Environment and Planning D*, 1984, vol. 2, n° 1, pp. 47-74.
[303] BEAUREGARD R., « The chaos and complexity of gentrification », in SMITH N., WILLIAMS P. (coord.), *op. cité*, 1986, pp. 35-55.
[304] VAN WEESEP J., « Gentrification as a research frontier », *Progress in Human Geography*, 1994, vol. 18, n° 1, pp. 74-83.
[305] WARDE A., « Gentrification as consumption: issues of class and gender », *Environment and Planning D*, 1991, vol. 9, n° 2, pp. 223-232.
[306] RÉRAT P., SÖDERSTRÖM O., BESSON R., PIGUET É., *op. cité*, 2008, p. 39.
[307] En prenant l'exemple des travaux de ZUKIN S., *The culture of cities*, Oxford : Blackwell, 1995, 336 p.
[308] Avec les travaux de VAN CRIEKINGEN M., FLEURY A., « La ville branchée : gentrification et dynamiques commerciales à Paris et à Bruxelles », *Belgeo*, 2006, n° 1-2, p. 113-133.
[309] RÉRAT P., SÖDERSTRÖM O., BESSON R., PIGUET É., *op. cité*, 2008, p. 44.

L'équipe suisse propose donc de conserver une définition à géométrie variable, défendant une analyse conjointe des phénomènes. Au final, cette approche permettrait de : « saisir ensemble les différentes facettes – résidentielle, commerciale, esthétique – de l'« élitisation » des villes »[310]. S'il est vrai que cette approche, qui étudie surtout les formes et non les causes de la gentrification, permet de souligner la complexité des processus, en insistant par exemple sur les effets indirects en termes d'utilisation de l'espace public ou de mutations du paysage commercial, sa limite principale est de mettre sur le même plan des phénomènes qui ne sont pas forcément similaires, par exemple la gentrification et l'embourgeoisement.

A. Bourdin propose au contraire de « déconstruire » le concept de gentrification[311]. D'après lui, mobiliser à l'excès cette catégorie, ou bien élargir sa définition, fait perdre de vue sa spécificité et sa complexité. Plusieurs arguments viennent étayer sa réflexion : il n'est par exemple pas évident que le retour des classes moyennes ou aisées dans certains quartiers (y compris avec le soutien indirect des pouvoirs publics locaux), entraîne systématiquement l'éviction des catégories populaires de la population. Dans le centre ancien de Mexico, les entretiens menés par les géographes Catherine Paquette et Clara Salazar montrent au contraire que les personnes âgées qui y résident souhaitent que leur quartier soit réinvesti par des classes moyennes, ce qui permettrait une plus grande attention de la part des pouvoirs publics tout en assurant le maintien du commerce de proximité et en limitant la multiplication des commerces touristiques et de luxe[312]. Les auteures soulignent que d'une manière générale les aménagements effectués par les pouvoirs publics sont plutôt bien considérés, mais attribuent cette opinion à une méconnaissance à moyen terme des risques pour les populations concernées (expropriation ou départs provoqués par la hausse des loyers). J.-Y. Authier insiste également sur la multiplicité des profils des nouveaux résidents du Vieux Lyon, à la fin des années 1970, entre les « accédants culturels », les « accédants techniques » (issus des franges supérieures de la classe ouvrière) et les « nouveaux locataires » (comme les étudiants)[313]. Il y a une logique fonctionnelle à l'installation de ces deux derniers groupes dans le quartier, à savoir des loyers peu élevés, alors que les premiers sont motivés par des raisons autres qu'économiques. À Barcelone, nos premiers contacts avec le terrain d'étude nous avaient révélé une véritable mosaïque sociale dans le centre ancien, qui peut être le résultat de processus de juxtaposition, plutôt que d'éviction.

D'après nous, la focalisation sur le processus de gentrification peut en outre entraîner une certaine myopie concernant l'ensemble des processus réellement à l'œuvre dans les centres anciens. Dans l'article « gentrification » du *Dictionnaire de l'habitat et du logement*,

[310] RERAT P., SÖDERSTRÖM O., BESSON R., PIGUET É., *op. cité*, 2008, p. 44.
[311] BOURDIN A., *op. cité*, 2008, p. 23.
[312] PAQUETTE C., SALAZAR C., « Habiter le patrimoine : les résidents âgés du centre historique de Mexico face aux transformations de leur espace de vie », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux – approches – discours*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 75-92.
[313] AUTHIER J.-Y., « La gentrification du quartier Saint-Georges à Lyon : un côtoiement de mobilités différenciées », in BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *Retours en ville*, Paris : Descartes & Cie, 2003, pp. 105-126.

J.-P. Lévy ne dit pas autre chose lorsqu'il suggère de déplacer la question de la gentrification à celle de la « production des marquages sociaux des territoires et des mécanismes plus larges, mais aussi plus riches, d'embourgeoisement et de déqualification des quartiers »[314]. Cette tendance à accorder une importance excessive à la gentrification, par rapport à d'autres phénomènes, est fréquente dans les travaux actuels sur Barcelone. Or, dans le cas de Ciutat Vella, l'étude de terrain révèle que l'analyse de la gentrification doit nécessairement être liée à une compréhension des grandes tendances socio-démographiques du district. Resserrer la définition de la gentrification, c'est faire apparaître les autres situations d'amélioration du parc de logements qui ne découlent pas directement d'une substitution des classes populaires par les classes moyennes ou aisées. Toute amélioration n'est pas signe de gentrification.

1.2.2 Gentrification et amélioration in situ

Les géographes Mathieu Van Criekingen et Jean-Michel Decroly invitent à ne pas confondre des phénomènes parfois bien distincts[315]. D'après eux, il n'y a gentrification que si les cinq critères suivants sont réunis :

- la présence d'un quartier initialement dégradé et populaire (c'est la situation de départ) ;
- l'amélioration du parc de logements ;
- l'amélioration généralisée du statut social ;
- les changements dans la population par substitution, et non par amélioration *in situ* du statut ;
- l'émergence d'un quartier relativement aisé : c'est le point final du processus de gentrification.

Prenant les cas de Bruxelles et de Montréal entre 1981 et 1996, les auteurs soulignent qu'il peut exister une gentrification plus marginale, c'est-à-dire qui ne débouche pas toujours sur la constitution d'un quartier aisé[316]. Parallèlement, ils relèvent des processus d'amélioration *in situ* (ou « *upgrading* ») qui concernent des quartiers où les classes moyennes et aisées ont toujours été plus ou moins présentes ; ou encore des processus d'amélioration qui ne rempliraient que les deux premières conditions, c'est-à-dire concernant des logements réhabilités par les propriétaires eux-mêmes ou des locataires qui seraient devenus propriétaires. On pourrait alors parler de « *incumbent upgrading* »[317]. Enfin, ils émettent l'hypothèse d'une gentrification par immigration (« *immigrant-driven gentrification* »[318]). Au total, l'amélioration *in situ* ne doit donc pas être confondue avec

[314] SEGAUD M., BRUN J., DRIANT J.-C. (dir.), *op. cité*, 2003, p. 201.
[315] VAN CRIEKINGEN M., DECROLY J.-M., « Revisiting the diversity of gentrification : neighbourhood renewal processes in Brussels and Montreal », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2451-2468.
[316] Il peut s'agir d'étudiants ou de jeunes adultes, qui n'ont pas toujours de hauts revenus.
[317] VAN CRIEKINGEN M., *La rénovation résidentielle à Montréal et à Bruxell*es. *Dynamiques, impacts sociaux et rôle des pouvoirs publics*, thèse de géographie soutenue sous la direction de Jean-Michel Decroly, Université Libre de Bruxelles, 2001, 260 p.
[318] VAN CRIEKINGEN M., DECROLY J.-M., *op. cité*, 2003, p. 2466.

l'amélioration due à des mobilités géographiques[319]. Dans le cas de Barcelone, il nous a semblé pertinent de garder à l'esprit cette typologie, parce qu'elle éclaire les enjeux spatiaux de la récupération du centre ancien de Barcelone. Comme nous le verrons à l'issue des analyses statistiques plurivariées, les différents secteurs de Ciutat Vella connaissent des formes de récupération qui ne correspondent pas aux mêmes temporalités et ne répondent pas aux mêmes logiques.

1.2.3 Gentrification et centralité

La différenciation des processus de récupération est également mise en avant par E. Préteceille[320]. Étudiant le cas de Paris entre 1990 et 1999, il souligne que la présence de logements HLM semble avoir pour effet de limiter le processus de gentrification, en stabilisant les classes populaires. Il insiste sur la notion de centralité, au cœur de la définition classique de la gentrification. La forte croissance des catégories moyennes ou supérieures de la population dans certaines communes de banlieue (Suresnes, Levallois-Perret, Rueil-Malmaison…) ne pourrait alors être considérée comme une forme de gentrification, parce que ces quartiers ne se trouvent pas dans les espaces centraux de l'agglomération. Malgré tout, la notion de centralité nous semble ici très relative : ce sont des communes de la première couronne mais par rapport au reste de l'agglomération parisienne, elles sont très centrales. Nous pensons donc que la position « centrale » d'un quartier comme facteur de gentrification doit être relativisée. L'enjeu de cette posture est fort, parce qu'elle tend à minimiser l'influence des facteurs culturels dans l'explication de la gentrification.

Dans le chapitre précédent, nous avons montré que la centralité était le produit d'un système économique, politique et social qui pouvait évoluer dans le temps. À Bruxelles par exemple, la revitalisation résidentielle est plus forte dans l'est de la première couronne, datant du 19ème siècle (le péricentre) que dans les quartiers anciens plus centraux[321]. À Londres, il arrive que les quartiers considérés comme en cours de gentrification ne soient pas des quartiers centraux. C'est le cas de Battersea, dans le borough de Wandsworth, au sud-est du centre-ville de Londres, qui a connu une forte gentrification dans les années 1980, ou encore du quartier de Brixton, dans le borough de Lambeth[322]. Battersea et Brixton ne se situent pas dans la partie la plus centrale de Londres, mais à une autre échelle d'analyse, ces deux quartiers sont proches du cœur de l'agglomération londonienne.

Les différenciations établies par M. Van Criekingen et J.-M. Decroly impliquent que l'on ne peut considérer comme des « gentrifieurs » toutes les personnes impliquées dans une logique d'amélioration de leurs conditions de logement. À Barcelone, de nombreux habitants du centre ont profité des moyens (notamment financiers) mis en place par la Municipalité

[319] WARDE A., *op. cité*, 1991.
[320] PRÉTECEILLE E., *op. cité*, 2007.
[321] VAN CRIEKINGEN M., *op. cité*, 2003.
[322] BUTLER T., ROBSON G., « Social capital, gentrification and neighbourhood change in London : a comparison of three south London neighbourhoods », *Urban Studies*, 2001, vol 38, n° 12, pp. 2145-2162.

pour réhabiliter leur logement. Cela pose la question du rôle des petits propriétaires dans la diffusion des processus de gentrification, et celle de la différenciation réelle entre anciens et nouveaux résidents du centre ancien.

1.2.4 « Gentrifieurs », résidents traditionnels et immigrants

Concernant les catégories populaires « traditionnelles » du centre, celles qui sont menacées d'expulsion par les processus de gentrification, A. Bourdin suggère de se focaliser non pas sur leur lieu de départ mais plutôt sur leur lieu d'arrivée (surtout s'il s'agit en réalité du même quartier, mais dans un autre logement) :

> « Quitter des taudis au centre-ville pour aller dans un quartier périphérique (par exemple d'accession sociale) bien desservi, solide et plutôt agréable à habiter n'a strictement rien à voir avec quitter le même taudis pour aller habiter à peine mieux mais beaucoup plus loin (…). La question pertinente n'est peut-être pas de savoir qui occupe les anciens quartiers d'accueil, dont la constitution résultait de la contingence historique, mais ce qu'il en est aujourd'hui des conditions de logement et d'insertion urbaine des arrivants pauvres. »[323]

L'auteur entend par là qu'il ne faut pas obligatoirement préjuger du mécontentement des populations quittant ces quartiers. Dans certains cas, l'offre de relogement proposée convient aux familles, satisfaites de quitter un logement ou un quartier dégradé. Parler de gentrification ne stigmatiserait-il pas alors des situations où les populations trouveraient leur compte à quitter ces logements ou ces quartiers ? Dans ces conditions, ce sont les stratégies d'accompagnement de la part des pouvoirs publics qu'il faut interroger. À Barcelone, on peut aisément mettre en avant la faiblesse chronique de la construction de logements sociaux qui a accompagné la réhabilitation du centre ancien depuis les années 1980[324]. Au contraire, dans le cas du quartier de Belleville, à Paris, Éric Charmes souligne que la forte présence de logements sociaux (environ 30 % du stock de logements) a sans doute freiné la gentrification du secteur, ce qui par exemple n'a pas été le cas du quartier Saint-Antoine où leur nombre est beaucoup plus faible[325]. Est-ce à dire que la présence ou la construction de logements sociaux suffit à empêcher la gentrification ? On pourrait aller encore plus loin en ne posant pas seulement la question des conditions matérielles d'installation dans les nouveaux logements mais en prenant également en compte le bouleversement concernant les territoires du quotidien (les réseaux de sociabilité ou l'espace vécu).

Il faut aussi se demander qui sont les « gentrifieurs ». De l'intermittent du spectacle au cadre de grande entreprise, les arrivants ont des profils parfois très éloignés. C. Bidou-Zachariasen et Jean-François Poltorak mettent en avant les conditions de vie parfois précaires des premiers gentrifieurs dans le nord-est du 9ème arrondissement de Paris, souvent issus de familles populaires et disposant de peu de ressources au moment de leur arrivée :

---

[323] BOURDIN A., *op. cité*, 2008, p. 26.

[324] On peut rappeler que l'Espagne compte seulement 2 % de logements sociaux locatifs en 2005, contre 6 % en Italie, 17 % en France ou 20 % au Royaume-Uni, même si ces écarts doivent être relativisés par le taux de résidences principales en propriété en Espagne, bien supérieur à la moyenne européenne. *2001 PLUS. Le logement social dans quatre métropoles européennes : Londres, Rome, Berlin et Barcelone. Le rôle des associations*, Paris : Ministère de l'Équipement, 2006, n° 66, p. 5.

[325] CHARMES É., *La rue, village ou décor ?*, Grâne : Créaphis, 2006, 157 p.

« Certains ont des bons niveaux d'études mais pas tous. Les situations économiques sont souvent précaires. En outre, ils sont dans des sphères professionnelles peu structurées requérant plus que d'autres une localisation à dimension très urbaine, en mesure de favoriser la nécessaire participation à des réseaux informels et d'information, faite de côtoiement perpétuel. »[326]

Ces « gentrifieurs » ne sont pas les seules nouvelles catégories de la population à venir s'installer dans le centre ancien de Barcelone. Les apports de l'immigration étrangère ont été particulièrement importants depuis les années 1990 et ils se sont accélérés. La Catalogne est traditionnellement une région d'immigration dans un pays d'émigration. Dans quelle mesure la présence de populations étrangères constitue-t-elle un frein à la gentrification ? Peut-on alors réévaluer les rapports entre populations étrangères, populations « traditionnelles » et « nouveaux » résidents ?

La sociologue Véronique de Rudder a exploré la question des relations inter-ethniques dans trois quartiers de l'est parisien (Aligre-centre, Triangle haussmannien et îlot Châlon), situés à proximité du marché d'Aligre (dans le 12ème arrondissement) au début des années 1980[327]. Son étude offre de nombreuses hypothèses d'analyse transposables à Barcelone. Elle montre que l'ethnicité n'est qu'un des clivages qui opposent certains groupes, parmi les autres divisions sociales ou économiques qui peuvent exister :

« On oublie trop souvent que la cohabitation pluriethnique n'est que l'une des dimensions d'une cohabitation sociale plus générale, qui met en présence des individus et des groupes qui s'allient ou s'opposent selon les cas, les circonstances et les conjonctures. »[328]

L'opposition classique entre autochtones et immigrés peut traduire dans certains cas une opposition entre Français et étrangers, mais masque généralement une opposition plus large entre groupes « majoritaires » et « minoritaires » (d'un point de vue numérique mais aussi socio-économique), entre Français eux-mêmes ou au sein des communautés étrangères. V. de Rudder insiste également sur les formes d'appropriation collective et les échanges entre communautés. Au sein de la communauté espagnole résidant dans ce quartier de Paris dans les années 1980, des clivages existent sur fond d'engagements politiques différents, mais aussi entre deux générations de migrants : les réfugiés politiques qui ont fui le régime franquiste et qui sont restés en France, d'une part ; les immigrés plus récents (ouvriers, femmes de ménage) installés pour des raisons économiques, d'autre part. Ces formes de cohabitation ou d'opposition apparaissent très bien dans la manière dont ils se côtoient dans l'espace public ou dans la fréquentation des commerces du quartier et du marché. Elles peuvent prendre la forme de relations de bon voisinage, d'absence de relations (ou bien d'une relation plus superficielle) ou parfois de conflit, mais dans ce dernier cas, le conflit est

[326] BIDOU-ZACHARIASEN C., POLTORAK J.-F., « « Le « travail » de gentrification : les transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire », *Espaces et Sociétés*, 2008/1-2, n° 132, pp. 107-124.
[327] Le secteur « Aligre centre » est situé autour du marché du même nom. Le secteur « Triangle haussmanienn » est adjacent au premier et délimité par l'avenue Dausmenil, le boulevard Diderot et la rue de Lyon. Le secteur « Îlot Chalon » est proche des deux précédents et situé entre l'avenue Daumesnil, le boulevard Diderot, la rue de Chalon et la rue de Rambouillet.
[328] DE RUDDER V., *Autochtones et immigrés en quartier populaire*, Paris : CIEMI, L'Harmattan, 1987, p. 18.

renvoyé à des individualités et la dimension ethnique est très rarement invoquée pour l'expliquer (ce sont donc avant tout des conflits entre personnes, inévitables dans des espaces urbains denses, plutôt que des conflits entre communautés).

Selon V. de Rudder, les interactions inter-communautaires sont cependant beaucoup plus rares, voire quasi nulles, dans le Triangle haussmannien et les rapports autochtones/étrangers y renvoient souvent à des relations socio-économiques d'employeurs à employés. Au final, elle distingue trois types de relations intercommunautaires :

- l'« entrecroisement relationnel » (Aligre-centre) : les communautés entretiennent de fortes relations aussi bien de convivialité que de conflits, le plus souvent structurées autour de rapports d'échanges économiques et commerciaux. Les immigrés sont alors perçus sous l'angle de la « cumulativité » : leur présence enrichit le quartier ;
- le « parallélisme des vies sociales des autochtones et des immigrés » (Triangle haussmannien) : les interrelations sont faibles et lorsqu'elles existent, elles sont inégalitaires. Les immigrés constituent une complémentarité de classe, c'est-à-dire que leur présence justifie le maintien des divisions bourgeoisie/milieu populaire ;
- l'« enclavement ethnique » (îlot Châlon) : les communautés étrangères entretiennent leur propre vie sociale, quasi autonome, très orientée vers l'auto-organisation pour répondre à l'abandon relatif du quartier dans lequel ils résident. Dans ce cas, les immigrés occupent une réserve foncière, parce qu'ils habitent un secteur destiné à être revalorisé (dans le cadre d'une opération de rénovation menée à partir du début des années 1980).

Ces trois situations sont-elles directement transposables au cas barcelonais ? Peut-on identifier des types de relations inter et intra-communautaires qui font sens, et qui expliquent la résistance ou au contraire la perméabilité du quartier aux processus de gentrification ? Nous tenterons plus loin d'apporter des éléments de réponse à ces deux questions. Nous pouvons néanmoins souligner que de nombreux travaux sur la gentrification ont montré que la pluriculturalité des quartiers anciens était un facteur d'attractivité pour les « gentrifieurs », à défaut de traduire de réelles interactions entre populations étrangères et gentrifieurs. L'anthropologue Sophie Corbillé montre ainsi que dans le quartier de Belleville, à Paris, la cohabitation fonctionne paradoxalement sur des stratégies d'évitement mutuel[329]. É. Charmes, à partir d'une enquête de terrain dans le même secteur, souligne que les classes moyennes sont plus spectateurs qu'acteurs de la vie de quartier qu'ils observent[330]. La géographe Anne Clerval met en avant la valorisation de la mixité du quartier comme « stratégie de distinction

[329] CORBILLÉ S., *Vivre ensemble et séparés dans les quartiers du nord-est de Paris. Ethnologie d'un nouveau monde urbain*, thèse d'anthropologie sociale et d'ethnologie sous la direction de Marc Abélès, EHESS, 2006, 355 p.
[330] CHARMES É., « Le retour à la rue comme support de la gentrification », *Espaces et Sociétés*, 2005/3, n° 122, p. 115-135.

sociale » des nouveaux résidents, sans que la réalité concorde vraiment avec le discours[331]. Au final, les gentrifieurs déclarent rechercher la multiculturalité, sans la pratiquer réellement.

Pour autant, qu'il y ait mélange ou simple juxtaposition, la présence dans l'espace public est bien révélatrice du paysage socio-démographique. L'analyse du cas de la Rambla del Raval montre que ce secteur connaît une forte présence migratoire extra-européenne, dans un contexte de rénovation urbaine et de « gentrification commerciale » de l'espace par des touristes et des jeunes adultes, qui ne semblent pas se mêler aux populations issues de l'immigration récente[332].

On pourrait également comparer le marché de la Boqueria, situé le long des Ramblas, au cœur du district de Ciutat Vella, au marché d'Aligre étudié par V. de Rudder (photo 9).

Photo 9. Le marché de la Boqueria (Barcelone) à gauche et le marché d'Aligre (Paris) à droite

Photo de gauche : Juliette Lermerle. Avril 2009
Photo de droite : Hovig Ter Minassian. Avril 2009

Beaucoup d'éléments sont similaires : la centralité, la forte fréquentation hebdomadaire, la grande diversité des populations mises en contact, enfin le rôle structurant du marché dans la géographie commerciale du quartier et les espaces du quotidien. Mais des différences existent également. Tout d'abord, le marché de la Boqueria reste ouvert toute la journée et non pas seulement le matin, comme celui d'Aligre[333]. On n'y retrouve pas le même découpage de l'espace : à Aligre, V. de Rudder distingue le « Bas », le « Haut », le « Plateau » (directement sur la place) et la Halle proprement dite. Chacun de ces espaces a des caractéristiques particulières à la fois en termes de fréquentation et de produits vendus (la

[331] CLERVAL A., « Les anciennes cours réhabilitées des faubourgs : une forme de gentrification à Paris », *Espaces et Société*, 2008 (a) /1-2, n° 132, pp. 91-106.
[332] TER MINASSIAN H., « Le paysage de la gentrification à Barcelone », *Strates*, 2007, n° 13, pp. 235-250.
[333] Plus exactement : la Halle couverte reste ouverte toute la journée, mais les étals à l'extérieur, qui drainent la majorité de la clientèle populaire du marché, sont démontés en début d'après-midi.

Halle offre des produits plus chers et plus raffinés, la fréquentation est plus populaire à l'extérieur, les Juifs tunisiens sont surreprésentés parmi les commerçants du « Bas »). À la Boqueria, il n'est pas évident que l'on puisse retrouver ce type d'organisation, si ce n'est que, tout récemment, une partie des activités a débordé sur la petite place adjacente au marché, au croisement des rues Virreina et Cabres. Ici les étals sont moins « opulents » et la clientèle un peu plus populaire. Par ailleurs, les commerçants constituent en apparence une population à la fois plus homogène et plus autochtone qu'à Aligre et les commerçants étrangers semblent très rares. La clientèle est mélangée, mais le clivage apparaît moins entre populations autochtones et populations immigrées (comme dans le cas parisien), qu'entre résidents (étrangers ou non) et touristes. Enfin, si V. de Rudder souligne que le marché d'Aligre est également fréquenté par des personnes n'habitant pas le quartier, il est difficile de savoir s'il en est de même pour la Boqueria, sachant que le réseau de marchés municipaux à Barcelone est relativement dense.

Ces différences nous suggèrent que si les pratiques observées au marché d'Aligre apparaissent bien comme l'expression des relations inter et intra-communautaires, le marché de la Boqueria nous semble avant tout témoigner de la superposition des pratiques touristiques et de relations de proximité dans les quartiers anciens de Barcelone. Cet exemple pose la question de l'insertion des populations immigrées étrangères dans les espaces du quotidien. Dès lors, il est représentatif des problématiques socio-économiques du centre ancien, entre développement touristique, gentrification, espaces de la quotidienneté et insertion des immigrants. Le processus de gentrification permet un questionnement transversal de l'espace urbain.

1.3 Un processus qui affecte toutes les dimensions de l'espace urbain

1.3.1 Dimensions sociales, urbanistiques et symboliques de la gentrification

La gentrification implique la substitution des populations souvent plus jeunes et plus aisées à des catégories populaires. Les conséquences sont évidentes en termes de récupération démographique. C'est l'un des arguments souvent avancés dans les discours de justification de la « régénération urbaine ». Mais entre les artistes bohême, les étudiants, les *yuppies* ou les jeunes couples sans enfants, il existe une grande variété de types de nouveaux résidents, parmi lesquels on distingue souvent les « pionniers de la gentrification » et les « gentrifieurs » plus tardifs.

C. Bidou définit ces « nouvelles couches moyennes » comme les personnes ne faisant pas partie du prolétariat au sens large, ni des élites urbaines traditionnelles, et dont les emplois ne relèvent pas de la production de biens mais de celle de production de « relation sociale ou humaine »[334]. L'enjeu est de savoir si la gentrification est associée à l'émergence d'une nouvelle couche particulière de la population ou bien relève simplement de nouvelles

[334] BIDOU C., *op. cité*, 1984.

stratégies résidentielles des classes moyennes. Par ailleurs, pour beaucoup d'auteurs, le processus de gentrification est lié à une montée de l'individualisme qui se traduit par l'extension de la propriété privée[335]. Francine Dansereau et Marc Choko soulignent que :

> « Accéder à la propriété c'est [donc] en même temps se donner un statut social et un cadre de vie malléable qui reflète l'identité que l'on veut ou que l'on est en train de se donner. »[336]

Un changement prononcé d'une partie du parc de logements passant de la location à la propriété serait alors le signe d'une gentrification. A. Clerval rappelle par exemple que dans l'est parisien, la part des propriétaires-occupants est passée de 30 % à 43 % entre 1982 et 1999[337]. En est-il de même à Barcelone ? En Catalogne comme en Espagne, le secteur locatif est traditionnellement très réduit. On s'attend donc à trouver une forte proportion de propriétaires-occupants, y compris dans les quartiers anciens de Barcelone. C'est donc la rapidité du phénomène par rapport aux autres quartiers de Barcelone, plus que son ampleur, qu'il conviendra d'observer.

D'autres auteurs insistent sur la dimension urbanistique de la gentrification, qui s'accompagne le plus souvent de changements dans le marché de l'immobilier, mais aussi de transformation des équipements et du paysage commercial[338]. Les appartements sont refaits à neuf, procédant parfois de redécoupages ou au contraire de regroupements d'anciens logements plus petits. En fonction de l'ampleur de la gentrification, c'est un seul logement ou bien tout un immeuble qui « bénéficie » de ces opérations. L'action des petits propriétaires nouvellement installés contribue alors à modifier la structure et les aspects extérieurs des logements. A. Clerval prend l'exemple des « grandes cours » des 10ème et 11ème arrondissements de Paris, le long du faubourg du Temple et du faubourg Saint-Antoine, constituées autrefois autour des activités artisanales et industrielles des anciens quartiers ouvriers de Paris[339]. D'anciens ateliers sont rachetés par un marchand de biens, transformés en logements et revendus en lots. Les appartements sont souvent aménagés autour d'un grand espace ouvert (espace d'accueil et lieu de transition entre le privé et le public) et de chambres beaucoup plus petites. Ce type d'aménagement en « loft » est avant tout, comme le souligne l'architecte Véronique Biau, le signe de l'évolution de systèmes de valeurs (liés à la redéfinition de l'espace privé) et de modes de vie, ainsi que le signe de l'inadaptation de l'habitat ancien à ces derniers[340]. Ces questions nous amènent à considérer le rôle des propriétaires de logements situés dans le centre ancien dans la transformation de l'espace urbain. En réhabilitant, ils contribuent à changer la perception formelle d'un quartier. R. Glass

---

[335] WARDE, A., *op. cité*, 1991, p. 225.
[336] DANSEREAU F., CHOKO M. H., « Revalorisation des centres urbains et nouveaux visages de l'accession à la propriété au Canada », *Espaces et Sociétés*, 1988, n° 51, pp. 21-33.
[337] CLERVAL A., « Le logement et l'habitat, éléments-clés du processus de gentrification », communication dans le cadre de la journée d'étude « jeunes chercheurs » *Le logement et l'habitat comme objet de recherche*, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 20 mai 2005.
[338] Pour le contexte espagnol, on retiendra notamment SARGATAL BATALLER M. A., *op. cité*, 2000.
[339] CLERVAL A., *op. cité*, 2008 (a).
[340] BIAU V., « Le loft : un nouvel habitat urbain », *Espaces et Sociétés*, 1988, n° 51, pp. 145-163.

soulignait dès 1964 que la gentrification entraînait une évolution du paysage. La chaîne d'actions individuelles a des conséquences sur l'ensemble d'un quartier, parce qu'à partir d'une « masse critique », la gentrification provoque une hausse généralisée des loyers et, comme nous le verrons, une évolution de l'appareil commercial.

Cette interrogation sur le rôle des propriétaires permet de mettre l'accent sur la dimension symbolique de la gentrification, notamment parce qu'elle vise à redéfinir l'image du quartier. Elle peut par exemple renvoyer aux questions de mixité sociale ou de cohabitation. A. Warde définit la gentrification comme « the gathering together of persons with a putatively shared culture and lifestyle, or at least shared, class-related, consumer preferences »[341]. L'auteur entend insister sur le fait que ces nouveaux résidents en viennent à proposer un nouveau modèle de vie, une nouvelle façon de vivre la ville et le quartier. D. Rose quant à elle souligne que cette dimension symbolique nécessite de poser la question du rôle des politiques publiques et des acteurs du secteur immobilier dans la construction des nouvelles valeurs du centre[342]. Elle montre bien que la volonté de la Municipalité de Montréal de changer l'image du centre ancien, par des travaux d'embellissement, de restauration, de construction de logements neufs, s'inscrit dans une logique de « marketing des lieux »[343] qui passe aussi par des campagnes publicitaires en grande partie financées par des promoteurs immobiliers, pour mettre en valeur la qualité architecturale, la diversité des commerces et prôner une sorte de mythe du village urbain.

1.3.2 Les effets de la gentrification sur le paysage commercial

L'arrivée de nouvelles populations, dont la capacité économique est plus forte que celle des résidents traditionnels, mais dont les goûts et les pratiques culturelles et de loisirs diffèrent également, peut entraîner le développement de certains commerces ou la disparition parfois brutale d'autres, en fonction de la demande nouvelle qui émerge dans le quartier. Ce changement dans le paysage urbain et commercial peut agir à son tour (comme boucle de rétroaction) sur l'accélération du processus de gentrification :

> « Il semble aller de soi que la présence d'un nouveau public aisé dans un quartier central entraîne l'apparition graduelle d'un nouveau tissu commercial adapté aux modes de consommation ostentatoire de ces nouveaux habitants. En retour, cette transformation des structures commerciales renforce la dynamique résidentielle. »[344]

Ce type de mutations du paysage commercial peut avoir lieu en aval de la gentrification. M. Van Krieckingen et Antoine Fleury se demandent si dans certains cas la

[341] WARDE, A., *op. cité*, p. 225.
[342] ROSE D., « Les atouts des quartiers en voie de gentrification : du discours municipal à celui des acheteurs. Le cas de Montréal », *Sociétés contemporaines*, 2006/3, n° 63, pp. 39-61.
[343] ROSE D., *op. cité*, 2006, p. 39.
[344] VAN CRIEKINGEN M., « La ville revit ! Formes, politiques et impacts de la revitalisation résidentielle de Bruxelles », in BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *op. cité*, 2003, p. 83.

gentrification résidentielle n'est pas au contraire précédée par une « gentrification commerciale »[345]. En plus des opérations d'urbanisme qui visent à renforcer l'attractivité des centres, à toutes les échelles, en construisant de grands équipements commerciaux en position centrale qui pourraient concurrencer ceux des espaces périphériques, le commerce de détail est lui-même soumis à une évolution qui traduit le renforcement de l'attractivité d'un quartier. Ils prennent l'exemple des secteurs Dansaert/Saint Géry à Bruxelles et Oberkampf à Paris, espaces « branchés » qui ont vu leur appareil commercial et leur fréquentation considérablement évoluer. À Dansaert/Saint Géry, dès le milieu des années 1980 des commerces de mode avant-gardistes s'ouvrent et les restaurants se multiplient. À Oberkampf, cette gentrification commerciale est plus tardive (milieu des années 1990) et plutôt orientée vers les cafés et les lieux de sortie (salles de concert). Dans ce dernier cas, les auteurs estiment que gentrification commerciale et gentrification résidentielle s'articulent particulièrement bien, puisque 20 à 25 % des personnes qui fréquentent Oberkampf l'habitent également[346]. Ils soulignent enfin que la gentrification commerciale partage, avec la gentrification résidentielle, la spécificité de fonctionner par vagues : les premiers à ouvrir un café ou un commerce à la mode sont des personnes isolées, entreprenantes, pariant sur la faiblesse des loyers et un concept original ou un créneau non exploité, bientôt suivis par des cafetiers ou des commerçants attirés par le succès de l'implantation des « pionniers ». Ces nouveaux commerces entrent parfois en tension avec le commerce de détail traditionnel, voué à s'adapter ou disparaître.

Cette inversion des mécanismes de gentrification - la fréquentation du quartier précédant l'installation - apporte des pistes de réflexion qui nous paraissent judicieuses pour Barcelone. Retrouve-t-on à Ciutat Vella le même phénomène de gentrification commerciale ? Pour un quartier longtemps mal famé, du moins de mauvaise réputation, son réinvestissement symbolique ne commence-t-il pas justement par les changements d'usage induits par de nouveaux types de fréquentation ? On peut d'emblée souligner deux spécificités qui font de Ciutat Vella un cas original : l'importance de l'immigration contemporaine et le rôle du tourisme. L'immigration étrangère a largement favorisé la relance démographique des quartiers anciens. Dans le même temps, elle a contribué à refaçonner une partie de l'appareil commercial, si bien que les tensions évoquées précédemment dans les quartiers « branchés » de Paris ou de Bruxelles ne se posent pas dans les mêmes termes à Barcelone. De même, la proximité des espaces touristiques (comme les Ramblas) et leur superposition aux « espaces du quotidien » des résidents permanents assurent le maintien d'une partie du petit commerce. La clientèle du marché municipal de la Boqueria, classé patrimoine culturel pour sa structure en fer forgé datant de 1914, mélange les touristes et les résidents du quartier (étrangers ou non). Le site se visite pour lui-même, mais les touristes viennent aussi s'y restaurer et il est fréquent que les habitants venus faire leurs courses quotidiennes y croisent les touristes venus acheter leur déjeuner.

[345] VAN CRIEKINGEN M., FLEURY A., *op. cité*, 2006.

[346] Malheureusement l'article ne dit pas s'il s'agit de personnes qui sont venues s'installer dans le quartier parce qu'elles aimaient le fréquenter. La démonstration avancée par les auteurs en aurait été d'autant plus convaincante.

Nous avons souligné la nécessité d'adopter dans le cas de Barcelone une définition étroite de la gentrification. En même temps, nous avons présenté les différentes facettes du processus. Mais pour savoir s'il existe une gentrification dans le centre ancien de Barcelone, il faut s'interroger sur ses conditions d'apparition et de diffusion.

2. LES CONDITIONS D'APPARITION ET DE DIFFUSION DE LA GENTRIFICATION

La définition de la gentrification pose problème, parce que selon celle qui est adoptée, l'objet d'étude diffère. De nombreuses interrogations existent également sur les conditions d'apparition et de diffusion du processus. Comment s'enclenche-t-il ? Quels sont les facteurs favorisant sa diffusion ? Quelle est le rôle des pouvoirs publics, notamment à travers la politique de logement et de réhabilitation des quartiers anciens ? À Barcelone, la question est d'autant plus importante que la récupération du centre ancien a été forte et intense, et que l'analyse de la gentrification s'inscrit dans une évaluation critique du *Modelo Barcelona*. C'est pourquoi il conviendra dans un premier temps de s'interroger sur les théories explicatives « classiques » de la gentrification, et de se demander en quoi elles éclairent le cas barcelonais. Dans un second temps, nous poserons la question du rôle des pouvoirs publics.

2.1 La gentrification entre production et consommation

L'analyse de la gentrification invite à étudier l'organisation même de l'espace urbain et son évolution. Une des difficultés est d'établir les liens entre des phénomènes à l'échelle locale voire microlocale, et les mutations sociales en profondeur qui touchent l'ensemble de l'agglomération[347].

Le phénomène de gentrification remet en partie en cause les théories traditionnelles de l'École de Chicago. Après le développement des banlieues dans les années 1950 et 1960 et le déclin socio-économique des centres-villes, la gentrification se caractérise par un phénomène de retour en ville, pour paraphraser le titre de l'ouvrage dirigé C. Bidou-Zachariasen[348]. La question se pose alors de savoir si elle constitue une rupture dans l'histoire des villes, ou une continuité. S'agit-il d'un phénomène transitoire ou bien d'un processus à plus long terme ? Dans le *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, J.-P. Lévy souligne que la notion de « filtrage social » (ou *filtering process*) a encore toute sa pertinence. Il s'agit du processus par lequel des espaces résidentiels retiennent des groupes sociaux, en attirent d'autres et en font

[347] VAN WEESEP, J. *op. cité*, 1994.
[348] BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *op. cité*, 2003.

partir certains[349]. Ce qu'on appelle aujourd'hui de manière plus neutre « l'effet d'adresse » exprime les fortes corrélations entre une position résidentielle et une position sociale. Cette hiérarchisation des espaces résidentiels relève à la fois :

- des conditions matérielles : est-ce un quartier plus ou moins dégradé, plus ou moins cossu ?
- des représentations que les populations s'en font : est-ce un quartier de bonne ou mauvaise réputation ? Est-il assimilé à la présence de certaines catégories de la population ?

Qu'il s'agisse d'un filtrage « passif » (le ménage n'agit pas directement, mais subit en quelque sorte la déqualification du quartier dans lequel il vit) ou « actif » (le ménage quitte le quartier), c'est un processus continu. Pour les théoriciens de l'École de Chicago, qui ont formalisé la notion de « filtrage » au sein de l'approche plus globale de « l'écologie urbaine », elle explique notamment la hiérarchie des espaces résidentiels des villes américaines et les migrations intra-urbaines des différentes catégories de population. En résumé, les rapports entre groupes sociaux sont fondés sur la « compétition » pour l'espace urbain, similaire à la lutte pour la survie observée dans le règne animal ou végétal (d'où l'analogie avec l'écologie). Cette compétition explique la forte mobilité observée dans les espaces urbains, les catégories populaires occupant les quartiers centraux plus anciens, aux logements moins confortables, progressivement abandonnés par les classes moyennes ou aisées parties s'installer dans les quartiers plus neufs et plus chics de la banlieue. Dans ce contexte, le prix est « à la fois manifestation et élément de contrainte de la compétition »[350]. Or, compétition pour l'espace et mobilités résidentielles sont deux ingrédients essentiels de la gentrification. On comprend dès lors la pertinence de la mettre en regard des processus plus « classiques » de l'écologie urbaine (domination, invasion, succession). La gentrification vient-elle bouleverser le schéma traditionnel ? J.-P. Lévy note avant tout que ce n'est pas tant le processus qui est remis en cause, que les modèles établis à partir de ce dernier, y compris dans un contexte non-américain (modèle concentrique de Burgess, sectoriel de Hoyt, polynucléaire de Harris et Ullman).

Dans cette perspective, nous considérons donc la gentrification comme une nouvelle étape des processus de déqualification/requalification d'espaces résidentiels, même si le filtrage s'opère cette fois-ci au bénéfice des quartiers centraux et non plus à celui de quartiers plus périphériques. Mais comment expliquer cette requalification ? Deux théories se sont longtemps opposées.

2.1.1 L'explication par la consommation

La première de ces théories, que l'on peut qualifier de « libérale » (au sens économique du terme), explique le processus de gentrification par le passage d'une société industrielle à une société post-industrielle. C'est principalement la position de David Ley. La

[349] SEGAUD M., BRUN J., DRIANT J.-C. (dir.), *op. cité*, 2003.
[350] GRAFMEYER Y., JOSEPH I., *L'École de Chicago*, Paris : Aubier, 1990, p. 27.

conférence annuelle de 1978 (Nouvelle Orléans) de l'Association des géographes américains lui a donné l'occasion d'expliciter de quelle manière, selon lui, la gentrification dérive d'une multiplicité de processus liés à la restructuration économique, socio-culturelle et démographique. Étudiant le cas des villes canadiennes, il y constate notamment l'émergence de nouvelles catégories de population, principalement des jeunes adultes à haut niveau d'instruction et disposant de revenus moyens ou élevés, qui est liée à l'évolution de l'économie et du monde de l'emploi : marginalisation des ouvriers non qualifiés, multiplication des emplois de « cols blancs », développement des services, des secteurs tertiaire et quaternaire[351]. Cet essor d'une nouvelle catégorie de citadins s'accompagne de nouveaux modes de vie fondés sur la consommation. L'auteur prend l'exemple de Vancouver, où le revenu moyen des ménages a augmenté de 17 % entre 1972 et 1976, du fait de la croissance des emplois dans le secteur de la finance, des services et du commerce. Il note également l'augmentation du nombre de ménages de célibataires ou de couples sans enfants. L'essor de ces nouvelles catégories d'habitants alimente une demande en logements bien situés et accessibles, plutôt dans les quartiers anciens, pour profiter des avantages de la centralité. D'après lui, la montée de l'individualisme et l'émergence de nouveaux styles de vie expliquent aussi la demande en logements de petite taille.

Dans le cas barcelonais, l'agglomération catalane connaît une évolution profonde de la structure de l'emploi et une redistribution spatiale depuis les années 1970, avec une montée des emplois du tertiaire, en particulier supérieur, au cœur de l'agglomération, accompagnée par un ensemble de projets urbanistiques mixtes (public/privé) accélérant cette mutation, et un déplacement des emplois industriels en périphérie. En quoi cette évolution crée-t-elle les conditions de la gentrification à Barcelone ? La montée des emplois de services et la revalorisation de l'offre culturelle dans les quartiers anciens favorisent-elles la gentrification de Ciutat Vella ?

À cette première explication « par la consommation », s'oppose une explication « par la production ».

2.1.2 Un retour des capitaux, non des habitants : l'explication par la production

Dès 1979, N. Smith propose de considérer la gentrification comme « un mouvement de retour à la ville des capitaux, et non des habitants »[352]. D'après lui, le processus de gentrification doit être analysé non du point de vue de la consommation, mais du point de vue de la production :

> « To explain gentrification according to the gentrifiers' action alone, while ignoring the role of builders, developers, landlords, mortgage lenders, government agencies, real estate agents, and tenants, is excessively narrow. A broader theory of gentrification must take the role of producers as well as consumers into account, and

[351] LEY D., « Liberal ideology and the postindustrial city », *Annals of the Association of the American Geographers*, 1980, vol. 70, n° 2, pp. 238-258.
[352] SMITH N., « Toward a theory of gentrification. A back to the city movement by capital, not people », *Journal of the American Planning Association*, 1979, vol. 45, n° 4, pp. 538-548.

when this is done, it appears that the needs of production – in particular the need to earn profit – are a more decisive initiative behind gentrification than consumer preference. »[353]

C'est donc la manière dont se constituent les prix sur le marché du logement, en particulier la manière dont, dans certains quartiers et à un certain moment, une opération immobilière assure de meilleures conditions de profitabilité et de rentabilité, qui explique la gentrification, et pas simplement le goût personnel d'une fraction de la population citadine. Cette théorie a l'avantage de mettre en avant le rôle des différents acteurs et agents de la production de l'espace urbain (Municipalité, institutions publiques, promoteurs immobiliers…), d'où la nécessité d'analyser les conditions d'apparition du *rent gap*[354], autrement dit :

« The disparity between the potential ground rent level and the actual ground rent capitalized under the present land use. (…) Gentrification occurs when the gap is wide enough that developers can purchase shells cheaply, can pay the builders' costs and profit for rehabilitation, can pay interest on mortgage and construction loans, and can then sell the end product for a sale price that leaves a satisfactory return to the developer. »[355]

Pour simplifier, on peut dire que le *rent gap* est la différence entre la valeur foncière actuelle et sa valeur potentielle maximale en cas de changement d'usage. Le processus de gentrification commence lorsqu'il devient plus rentable d'acheter un logement dégradé dans un quartier et de le réhabiliter, plutôt qu'un logement récent (et en meilleur état) dans un autre quartier. Ce fossé entre la valeur réelle et la valeur potentielle peut donc être plus ou moins grand en fonction de l'état de dégradation du logement, mais aussi en fonction des potentialités du secteur, soit du simple fait des mécanismes du marché, soit du fait de politiques de réinvestissement. C'est ce qui justifie de s'intéresser aux liens entre politiques urbaines et gentrification. Un immeuble peut perdre de la valeur du fait de l'usure, de l'obsolescence du style, mais peut également connaître une augmentation soudaine de sa valeur potentielle. L'approche de N. Smith a également l'intérêt de mettre l'accent sur le fait que la gentrification n'est pas seulement un processus induisant un changement social, mais également un changement physique et économique. D'une certaine manière, l'explication par le *rent gap* justifie une approche paysagère de la gentrification (sur laquelle nous reviendrons par la suite), puisque la réhabilitation des logements entraîne, à terme, une mutation du paysage urbain du quartier. Elle nous paraît donc tout à fait pertinente dans le cas du centre ancien de Barcelone : quelles formes de revalorisation foncière y observe-t-on ? La présence de logements bon marché au début des années 1980 et leur potentiel de réhabilitation, dans un contexte d'investissement très important par les pouvoirs publics en termes de projets urbains, débouche-t-elle sur une gentrification de Ciutat Vella ? Ou au contraire, certains secteurs, possédant en apparence un « potentiel de gentrification » très important, résistent-ils et, dans ce cas, pourquoi ?

[353] SMITH N., *op. cité*, 1979, p. 540.
[354] A. Clerval propose de traduire par « différentiel de rentabilité foncière ». CLERVAL A., *op. cité*, 2008 (a).
[355] SMITH N., *op. cité*, 1979, p. 545.

2.1.3 La nécessaire complémentarité des approches

Une troisième position, de plus en plus communément admise, est notamment celle de C. Hamnett, pour qui il faut dépasser l'opposition des deux théories évoquées précédemment et constater une complémentarité et non une concurrence entre différents aspects d'un même objet[356]. D'après lui, c'est la capacité à mobiliser les grandes catégories socio-spatiales et à réactualiser les postures idéologiques qui a donné lieu à des débats si passionnés autour de la notion de gentrification. Néanmoins, il lui semble nécessaire de concilier logiques de consommation et logiques de production. Pour Eric Clark, seules les analyses fondées sur cette complémentarité permettent justement de retrouver une certaine neutralité épistémologique dans un débat qui pousse le chercheur à mobiliser sa propre conception de la ville et de l'espace social[357]. Ce type d'interprétation prendrait donc en compte à la fois les explications culturelles et économiques. Dans notre travail, nous chercherons à nous inscrire dans cette perspective en nous appuyant sur les grands champs explicatifs de la gentrification. En résumé, C. Hamnett en distingue trois, sans forcément les hiérarchiser[358] :

- la transition vers une société post-industrielle et une économie de services ;
- l'émergence d'une nouvelle classe moyenne adoptant des comportements différents, donc des stratégies de localisation différentes, notamment du fait de nouvelles logiques de déplacements domicile/travail ;
- l'existence d'un *rent gap*.

Dans le cas de Londres, l'auteur constate par exemple la croissance des emplois de la finance, des services ou des médias qui se traduit directement par une augmentation de la part des ménages à hauts revenus. D'après C. Hamnett, la structure de la demande de logements a considérablement évolué et la localisation est un facteur à part entière dans les stratégies résidentielles, notamment lorsqu'il est possible de se rapprocher de son lieu de travail pour raccourcir les temps de déplacement domicile/travail. Les logements situés dans l'Inner London deviennent alors très demandés, et leurs anciens propriétaires se mettent à les réhabiliter pour satisfaire cette nouvelle demande. On voit bien que les trois facteurs explicatifs peuvent être mobilisés pour expliquer l'évolution des *boroughs* de l'Inner London entre les années 1960 et 2000. Nous devrons les garder à l'esprit lors de notre étude de Barcelone. En définitive, les deux approches de D. Ley et N. Smith et la tentative de synthèse qu'opère C. Hamnett permettent de se demander s'il existe un potentiel de gentrification dans le centre ancien de Barcelone :

- y a-t-il « une demande » à Barcelone, autrement dit observe-t-on l'émergence d'une nouvelle classe moyenne dont le mode de vie et la capacité économique lui font rechercher les logements du centre ancien ?

---

[356] HAMNETT C., *op. cité*, 1991.
[357] CLARK E., « Toward a Copenhagen interpretation of Gentrification », *Urban Studies*, 1994, vol. 31, n° 7, p. 1037.
[358] HAMNETT C., « Gentrification and the middle-class remaking of Inner London, 1961-2001 », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2401-2426.

- y a-t-il un *rent gap* dans le centre ancien de Barcelone ? Le potentiel de plus-value réalisable sur les logements dégradés est-il suffisamment intéressant pour encourager la récupération et la réhabilitation du parc de logements de Ciutat Vella, entraînant la gentrification du quartier ? Y a-t-il une « offre » de logements « gentrifiables » ?
- quelle est l'attractivité réelle du centre ancien de Barcelone ? Le goût croissant pour le patrimoine et les nouveaux modes de vie des jeunes urbains favorisent-ils un nouvel engouement pour un quartier longtemps considéré comme dangereux et mal fréquenté ?

À ces interrogations, directement issues des théories explicatives de la gentrification, nous pouvons ajouter celle du rôle des pouvoirs publics et des politiques urbaines dans le processus de gentrification.

2.2 Gentrification et politiques urbaines

L'une des spécificités des travaux français sur la gentrification est de souligner le rôle des pouvoirs publics dans l'apparition et la diffusion du processus. La littérature scientifique espagnole a elle aussi privilégié cette approche de la gentrification. Quel est le lien entre la gentrification et les politiques urbanistiques ? Les pouvoirs publics doivent-ils encourager ou bien au contraire tenter de limiter les processus de gentrification ?

2.2.1 Les politiques urbanistiques comme facteur de diffusion de la gentrification

Dès les années 1960, H. Coing a analysé les changements sociaux induits par les opérations de rénovation urbaine, notamment dans le cadre des programmes concernant le 13ème arrondissement de Paris[359]. Ces réflexions ont notamment été reprises par M. Castells dans un ouvrage traitant en partie de la dimension idéologique de la pratique urbanistique[360]. Il y dénonçait l'absence de considérations sociales dans le programme de rénovation « Italie 13 » dans les années 1960 (faiblesse de la construction de logements sociaux, peu de nouveaux équipements scolaires ou d'espaces verts) et montrait comment les bâtiments à démolir avaient été sélectionnés pour leurs caractéristiques sociales plutôt que physiques. Au final, la logique rénovatrice de l'opération publique aurait avant tout cherché à conforter la tendance spontanée, c'est-à-dire la hausse de la ségrégation résidentielle dans l'espace urbain parisien.

Dans son travail de thèse sur la gentrification à Paris depuis le début des années 1980, A. Clerval examine également l'ambiguïté de la politique urbanistique de la Municipalité

[359] COING H., *op. cité*, 1966.
[360] CASTELLS M., « Planificación urbana y movimientos sociales : el caso de la renovación urbana en Paris », in BÉRINGUIER C., CASTELLS M., MINGASSON C., RÉMY J., *op. cité*, 1974, pp. 125-160.

socialiste depuis l'arrivée de Bertrand Delanoé (Parti Socialiste) en 2001[361]. Si d'un côté celle-ci a tenté de relancer la construction de logements (y compris sociaux), l'équipe municipale a encouragé une politique culturelle qui semble avoir favorisé la diffusion de processus de gentrification, en renforçant auprès des « gentrifieurs » potentiels l'attractivité de Paris par une offre culturelle susceptible de satisfaire la demande de sa base électorale. En même temps, cette politique a favorisé la récupération de certains espaces urbains (comme dans la Zone d'Aménagement Concerté « Paris-Rive Gauche ») avec la construction de logements neufs de standing.

Ce type d'interrogation se retrouve à Barcelone, parce que justement la Municipalité a contribué au redéveloppement touristique et culturel des quartiers anciens de Barcelone, en soutenant la réhabilitation du patrimoine, la construction de musées et de nouveaux équipements universitaires ou culturels. Cette politique a visé à faire de Barcelone une destination privilégiée des touristes et le centre ancien a bénéficié de l'attractivité internationale de la ville, même si, à l'échelle de la commune de Barcelone, les sites les plus visités restent la Sagrada Familia (2,8 millions de visiteurs en 2007), le centre *Cosmocaixa* (2,4 millions), le Forum universel des cultures (1,67 millions) mais aussi le musée du club de football du *FC Barcelona* (1,4 millions), tous situés en dehors du centre ancien. Le musée Picasso arrive en 6ème position (1,14 millions) et le musée d'Art contemporain de Barcelone en 10ème position (563 000 visiteurs). À l'heure actuelle, de nombreuses critiques s'élèvent contre une politique qui survalorise les fonctions ludiques et culturelles du centre au détriment de sa fonction résidentielle.

Les liens entre la gentrification et les politiques de protection du patrimoine semblent plus ambigus encore. De nombreux auteurs soulignent que les choix engendrés par la volonté de conservation du patrimoine ne sont pas sans conséquences sociales et démographiques. Cette relation n'est pas univoque : l'engouement pour le patrimoine du centre ancien a sans doute été porté par la revalorisation sociale des quartiers anciens par les « gentrifieurs », et inversement la gentrification a plutôt lieu dans des quartiers patrimonialisés qui font l'objet d'une valorisation symbolique forte. Nora Semmoud souligne que la politique de patrimonialisation va ainsi de pair avec la gentrification[362]. Pourtant, pour V. Veschambre, gentrification et patrimoine sont antithétiques, dans la mesure où le patrimoine relève d'une construction identitaire collective alors que la gentrification est un processus d'appropriation par certaines catégories seulement de la population : « comment parler en effet d'héritage de tous si l'appropriation foncière et symbolique en est réservée à une élite sociale ? »[363]. Autrement dit, la gentrification d'un espace patrimonialisé empêche que ce dernier joue son

[361] CLERVAL A., *La gentrification des quartiers populaires à Paris : Dynamiques spatiales, identité sociale et politiques publiques*, thèse de géographie sous la direction de Catherine Rhein et de Pétros Petsimeris, 2008 (b), Université Paris 1, 602 p.

[362] SEMMOUD N., « Valorisation patrimoniale et changement social : un pléonasme ? », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *op. cité*, 2005, pp. 265-280.

[363] VESCHAMBRE V., « Effacement et réappropriation de l'habitat populaire dans les centres anciens patrimonialisés : les exemples du Vieux-Mans et de la Doutre à Angers », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *op. cité*, 2005, p. 246.

rôle de marqueur identitaire et symbolique. Dans cette logique, V. Veschambre considère alors la politique patrimoniale comme une nouvelle forme de légitimation de l'appropriation de l'espace par de nouveaux groupes sociaux. Il illustre ses propos par les exemples du quartier de la Doutre (à Angers) et du Vieux-Mans. Le premier a plutôt fait l'objet de rénovations jusqu'au milieu des années 1970 (la Municipalité ayant refusé de délimiter un plan de sauvegarde et de mise en valeur, ou PSMV), le second au contraire a rapidement connu une politique de réhabilitation, les associations locales ayant fait pression pour obtenir la déclaration d'un PSMV dès 1966. Cependant, dans les deux cas, rénovation et réhabilitation ont abouti au même résultat : la part des ouvriers a fortement baissé (par exemple de 34 % en 1975 à 7 % en 1990 dans le quartier de la Doutre) et les logements sociaux ont été construits selon une logique ségrégative.

En réalité, les analyses de N. Semmoud et de V. Veschambre se rejoignent. La première examine la protection du patrimoine en tant que politique de valorisation sociale ; la seconde approche questionne la valeur réelle de cette politique en se demandant quels sont les groupes sociaux destinataires de ce patrimoine. Dans les deux cas, les auteurs nous invitent à examiner les effets d'entraînement des politiques patrimoniales. S. Jacquot va dans le même sens, lorsqu'il met en évidence les implications urbanistiques de la mise en valeur patrimoniale de Gênes, Valparaiso et Liverpool[364]. Il montre comment les espaces anciens de ces trois villes deviennent des espaces-vitrines et comment les politiques publiques patrimoniales ont enclenché un processus de gentrification de ces quartiers.

Là encore la réflexion sur le lien entre gentrification et patrimonialisation est pertinente pour Barcelone : ceux qui font la promotion du discours sur le patrimoine sont-ils les « gentrifieurs », ou au contraire les résidents « traditionnels », fortement attachés aux marqueurs identitaires d'un quartier populaire et ouvrier ? Quelle est la réalité de la politique patrimoniale revendiquée par la Municipalité barcelonaise ? La multiplication des opérations d'assainissement urbain et les polémiques récurrentes sur la disparition de certains édifices ne témoignent-elles pas au contraire de l'ambiguïté d'une politique avant tout de façade, visant à reconstruire l'identité des quartiers anciens, à changer l'image du district dans une volonté de normalisation des pratiques socio-spatiales ?

D'autres auteurs ont à l'inverse souligné que la gentrification n'était pas une conséquence inéluctable des politiques publiques dans les centres anciens. Prenant le cas de l'Écosse et de ses *housing action areas* (HAA), Nick Bailey et Douglas Robertson[365] soulignent qu'il est rare que les politiques de renouvellement résidentiel ne s'intègrent pas dans une politique plus large de renouvellement urbain, ce qui est également le cas à Barcelone. Dans le cas d'Edimbourg ou de Glasgow, par exemple, ces HAA ont permis aux autorités locales de réhabiliter une partie du parc de logements, dont les normes de confort étaient trop basses, sous forme d'aides à la réhabilitation à destination des propriétaires

[364] JACQUOT S., *op. cité*, 2007.
[365] BAILEY N., ROBERTSON D., « Housing renewal, urban policy and gentrification », *Urban Studies*, 1997, vol. 34, nº 4, pp. 561-578

privés, ou de soutien à l'accession à la propriété d'un certain nombre de locataires du parc de logements sociaux. Les auteurs concluent que :

> « The research also showed that, in selecting social or private approaches, central and local government between them have a large degree of influence over the processes of restructuring which are under way in urban areas. This leads on to the conclusion that Ley's view of the "post-industrial" city, with its gentrified inner urban area dominated by high-income, middle-class households, must be seen as contingent upon the actions of government, and not as an inevitable future. »[366]

La gentrification ne doit donc pas être vue comme un processus inévitable, qui toucherait progressivement l'ensemble des centres-villes européens, mais comme la conséquence d'une certaine orientation de la politique urbaine d'une Municipalité. Elle doit être analysée au regard des choix politiques qui ont été faits. La réflexion sur le lien entre gentrification et politiques urbaines se retrouve donc chez de nombreux auteurs, y compris dans la bibliographie espagnole, comme nous le verrons plus loin. Le terme lui-même est parfois utilisé par les hommes politiques, notamment dans leur discours sur l'urbanisme et le développement urbain. Mais comme souvent, le passage du champ des sciences humaines et sociales au champ du politique s'accompagne d'un glissement de sens qui est en soi idéologiquement connoté, si bien qu'on ne peut pas simplement constater l'écart entre la définition du terme scientifique et son emploi dans le langage « commun ». Il faut en étudier les significations.

2.2.2 Le discours politique de la gentrification

Le thème de la gentrification n'est pas absent du discours politique sur la ville, mais son utilisation tend à l'éloigner de sa définition « scientifique ». P. Williams et N. Smith dénoncent la transposition qui assimile la gentrification à une « renaissance »[367] supposant que le processus met fin à une période de déclin antérieure, avec un retour de populations considérées comme plus « respectables ». En réalité, cette assimilation tient au fait que l'on préfère souvent mettre l'accent sur les aspects positifs de la gentrification (reprise démographique, élargissement de la base fiscale, renouveau du commerce et de l'animation, sauvegarde des logements menacés de ruine), plutôt que sur ses aspects négatifs. Y. Fijalkow et E. Préteceille soulignent que « les politiques sont amenés à prendre en compte explicitement ces processus, à prendre parti en quelque sorte »[368]. D'après eux, les programmes de récupération des centres anciens peuvent se résumer en deux grandes orientations : soit il s'agit d'une valorisation économique, qui cherche à attirer dans ces quartiers les classes moyennes ou supérieures ; soit il s'agit d'une valorisation sociale, qui cherche à améliorer les conditions de vie et la situation des classes populaires qui y vivent. Un compromis entre ces deux orientations est-il réalisable ? Dans les deux cas, les conséquences

[366] BAILEY N., ROBERTSON D., *op. cité*, 1997, p. 577.
[367] WILLIAMS P., SMITH N., « From "Renaissance" to restructuring : the dynamics of contemporary urban development » », in SMITH P., WILLIAMS P., *op. cité*, 1986, pp. 204-224.
[368] FIJALKOW Y., PRÉTECEILLE E., *op. cité*, 2006, p. 9.

en termes de restructuration urbaine, de mixité sociale, mais aussi de mobilisation des acteurs locaux, sont différentes.

Claire Colomb, analysant les discours sur la « Renaissance urbaine » du gouvernement travailliste au Royaume-Uni, pose également la question de savoir si la gentrification est un objectif assumé de la politique urbaine, un effet non anticipé, ou bien un processus dont les implications sont encore mal cernées par les autorités[369]. Elle montre notamment comment les discours du *New Labour* (Parti Travailliste anglais de centre-gauche) s'appuient sur trois éléments :

- la construction d'une nouvelle « idylle urbaine » ;
- le mythe de la communauté locale ;
- enfin la prépondérance de l'*urban design*[370], dans une volonté de trouver une troisième voie entre la pure économie de marché et la primauté de l'État comme unique instance régulatrice.

L'auteure souligne que :

> « Chacun de ces concepts est traversé par un certain nombre d'ambiguïtés. (…) Les conséquences en termes de gentrification du « retour des classes moyennes » (érigé en outil principal de la « Renaissance urbaine ») sont éludées dans le discours officiel. Enfin la rhétorique des « local communities » et la dialectique entre forme urbaine et cohésion sociale masquent mal l'émergence d'un discours « néo-communautariste » qui instrumentalise le rôle des individus et de la « société civile » dans le contexte de la transformation du rôle de l'État et des politiques publiques. »[371]

Pourquoi s'intéresser à ce type de discours ? Comme on l'a vu, la gentrification est fortement liée à la dimension symbolique de l'espace, qu'elle traduise un nouvel engouement pour le patrimoine, la volonté de vivre dans un quartier central ou celle de se distinguer des classes moyennes et aisées traditionnelles par des stratégies résidentielles différentes. L'image de la ville devient donc un enjeu économique pour les pouvoirs publics locaux, comme outil de promotion de l'espace urbain et d'attraction des activités, des entreprises, des touristes et des populations à hauts revenus. L'approche en termes de gentrification permet également d'étudier le rôle de chacun des acteurs, individuels ou collectifs, dans les nouvelles polarisations sociales, ce qui est essentiel par rapport à notre questionnement sur les relations entre politiques urbanistiques et changements sociaux. En réalité, toute politique urbaine concernant un quartier véhicule les germes d'une possible gentrification. Les discours officiels qui accompagnent ce type de restructuration tentent, tour à tour, de minimiser l'importance des processus de substitution de population et de survaloriser les effets bénéfiques pour l'ensemble de la ville ou de l'agglomération. Qu'en est-il à Barcelone ? Peut-on relire les différents discours et textes officiels sur la réhabilitation depuis les années 1980 au regard de la question de la légitimation d'une politique de gentrification ?

---

[369] COLOMB C., « Le New Labour et le discours de la « Renaissance urbaine » au Royaume-Uni. Vers une revitalisation durable ou une gentrification accélérée des centres », *Sociétés contemporaines*, 2006/3, n° 63, pp. 15-37.

[370] II est révélateur, à cet égard, que le président de la *Urban Task Force* sur la renaissance urbaine des villes anglaises, mis en place par le gouvernement travailliste en 1998, soit un architecte (Richard Rogers).

[371] COLOMB C., op. cité, 2006, p. 30.

Au final, le processus de gentrification paraît soumis à plusieurs facteurs, liés au contexte économique et social local et régional, mais aussi aux caractéristiques de l'espace urbain (existence d'un *rent gap*, volume de la clientèle potentielle…) et à l'existence de projets municipaux. Ce dernier facteur explique notamment que le discours sur la gentrification soit souvent un discours politique, puisqu'il constitue un vecteur d'évaluation, d'appréciation ou de critique de l'action municipale en matière d'urbanisme. La relation entre gentrification et critique politique est particulièrement forte dans les travaux de recherche portant sur les villes espagnoles. Barcelone offre alors un cas d'étude original, parce que la politique de réhabilitation y a été particulièrement importante depuis les années 1980, et que la Municipalité s'est justement targuée d'avoir réussi à redynamiser le centre ancien sans provoquer le départ des « populations traditionnelles ».

3. COMMENT ÉTUDIER LA GENTRIFICATION DANS LE CENTRE ANCIEN DE BARCELONE ?

Le principal apport des travaux sur la gentrification en Espagne est, d'une part d'approfondir la question des relations entre gentrification et politiques publiques, d'autre part d'offrir des exemples originaux permettant l'analyse des relations interethniques qui se jouent dans certains quartiers, entre gentrification et immigration.

Certaines limites des travaux existants sur ces questions, en particulier à Barcelone, nous ont cependant conduit à reprendre l'analyse de la gentrification dans le centre ancien de l'agglomération catalane. Nous privilégierons une approche plus englobante des changements sociaux, permettant d'analyser les relations entre la gentrification et d'autres formes de valorisation ou de dévalorisation du district, mais aussi l'inscription de leurs effets dans le paysage urbain.

3.1 État des recherches sur la gentrification dans les villes espagnoles

Depuis une dizaine d'années, les travaux sur la gentrification ont pris de l'ampleur, même s'ils se sont limités jusqu'à maintenant au cas des plus grandes villes. Outre Barcelone, ils concernent principalement Madrid, Bilbao, Séville ou Valladolid.

Sur cette question, le centre de Madrid a été, dès le début des années 1980, l'objet d'une attention particulière. La géographe-urbaniste Carmen Gavira y a étudié les processus

de tertiarisation, en particulier le long de l'axe Prado-Recoletas-Castellana[372]. Plus récemment, Carmen Vázquez Varela s'est interrogée sur le phénomène de gentrification comme révélateur des processus de ségrégation socio-spatiale qui caractérisent les villes dites post-industrielles[373]. En étudiant la réalité socio-économique du centre ancien de la capitale espagnole, elle a posé la question de la responsabilité des projets publics (en prenant l'exemple des équipements et des services sociaux) et sur l'émergence de phénomènes de gentrification, dans un contexte de maintien relatif du parc de logements, voire de baisse, puisque dans les quartiers tertiarisés comme dans le secteur Puerta del Sol-Callao-Grand Vía, les logements sont souvent remplacés par des bureaux ou des commerces.

Le sociologue Fernando Díaz Orueta s'est quant à lui penché sur la mobilisation sociale au sein du *red de colectivos de Lavapiés* qui a vu le jour pour protester contre un programme de régénération urbaine dans le quartier de Lavapiés à Madrid[374]. Ce quartier du centre ancien connaît depuis dix ans un important programme de réhabilitation soutenu par les autorités locales et régionales, mais dès sa mise en œuvre en 1997, il a cristallisé contre lui la contestation d'un certain nombre d'associations de riverains du quartier (comme *La Corrala*), d'associations d'immigrants ou d'ONG, qui ont accusé la Municipalité de favoriser la gentrification du secteur.

Dans le cas de Bilbao, les sociologues Lorenzo Vicario et P. Manuel Martínez Monje ont analysé ce qu'ils appellent « l'effet Guggenheim », défini comme la récupération urbaine engendrée par de grands projets[375]. Ils se sont demandés si l'implantation du musée Guggenheim a eu une influence sur la valeur du quartier et sa composition socio-démographique. Le musée a ouvert ses portes en 1997 dans le quartier de Bilbao La Vieja, ciblé par la Municipalité à partir des années 1990 comme un secteur de redéveloppement urbain. C'est une politique clairement inspirée, d'après les auteurs, du modèle d'intervention adopté par des villes industrielles en déclin, notamment anglo-saxonnes, comme Birmingham, Glasgow ou encore Pittsburgh, avec la mise en place de grands projets moteurs ayant pour objectif de dynamiser le réinvestissement de quartiers ciblés. À partir de 1989, un certain nombre de plans ont été adoptés (dont le *Strategic Plan for the revitalization of metropolitan Bilbao*, en 1992, ou l'*Integrated Plan for the rehabilitation of Bilbao La Vieja*, en 1995) pour chercher à assurer un statut de métropole internationale, en changeant l'image de la ville industrielle à travers la mise en œuvre de projets emblématiques, comme le développement des transports en commun, le réaménagement des quais, et la construction du musée Guggenheim. Ce dernier projet s'est inscrit dans une volonté de développer l'offre de loisirs

[372] GAVIRA C., « Comportamiento demográfico y terciarización de los centros urbanos : el eje central madrileño », in BONET CORREA A. (coord.), *op. cité*, 1985, pp. 15-50.
[373] VÁZQUEZ VARELA C., *Espacio urbano y segregación social. Procesos y políticas en el casco histórico de Madrid*, thèse de géographie sous la direction de Manuel Valenzuela Rubio, Universidad Autónoma de Madrid, 2006, 914 p.
[374] DÍAZ ORUETA F., « Madrid : urban regeneration project and social mobilization », *Cities*, 2007, vol. 24, n° 3, pp. 183-193.
[375] VICARIO L., MARTÍNEZ MONJE P. M., « Another "Guggenheim effect" ? The generation of a potentially gentrifiable neighbourhood in Bilbao », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2383-2400.

dans le centre ancien de l'agglomération tout en véhiculant l'image d'une ville post-industrielle et culturelle. Au début des années 2000, pour poursuivre l'effort, un nouveau système de gouvernance des projets s'est mis en place, avec la création de structures semi-publiques, comme *Bilbao Metropóli-30*, qui posent, d'après les auteurs, le problème de la privatisation de la politique urbaine.

Trois critiques majeures ont été énoncées à l'égard de l'action de la Municipalité de Bilbao. La première est la concentration des actions dans certains sites, dont le centre-ville, au détriment des autres quartiers de la ville. La seconde est la prééminence des logiques de marché[376]. La troisième critique porte sur les possibles phénomènes d'exclusion sociale dans le centre, même si, au moment où a été menée l'étude, il était encore difficile de parler de gentrification au sens strict du terme, notamment dans la mesure où une partie des classes moyennes et aisées s'est toujours maintenue dans les quartiers anciens de Bilbao. Il a toutefois été possible de noter l'installation de « pionniers » dès les années 1990, notamment des artistes ou une partie de la communauté gay. Ils ont été attirés par des loyers peu élevés, dans un secteur encore fortement dégradé, et par le charme d'un quartier ancien central caractérisé par sa diversité ethnique et culturelle. Beaucoup d'éléments développés dans l'exemple de Bilbao se retrouvent à Barcelone, dont la Municipalité adopte à la même époque une politique de réhabilitation relativement similaire. Nous sommes donc en droit de nous demander si la construction du MACBA dans le Raval n'a pas aussi eu un « effet Guggenheim ».

Le cas de Séville a été étudié par le géographe Ibán Díaz Parra[377]. Il a mis l'accent sur la capacité de mobilisation et de revendication des classes populaires menacées par la gentrification, en particulier dans le quartier de San Bernardo, dans le nord du centre ancien de Séville, qui a fait l'objet dès 1987 de plusieurs projets municipaux de récupération. Là encore, la question du lien entre politiques publiques et gentrification est posée, dans une réflexion sur l'opposition aux projets urbains comme opposition à la gentrification. L'auteur a étudié les occupations de logements dans la rue San Bernardo, mais aussi l'action du collectif de la Casa del Pumajero, créé en 2000, pour défendre le droit des résidents à rester dans cet ancien palais datant du 18ème siècle. Ses membres, rejoints par d'autres riverains, ont notamment réussi à empêcher un projet de reconversion en hôtel, l'expulsion des résidents au nom d'opérations de conservation, et ont obtenu le classement de l'édifice comme monument historique en 2003. Mais leur plus grande victoire fut peut-être d'obtenir un certain infléchissement de l'action des pouvoirs publics au regard des processus de gentrification,

[376] Cette critique a été exacerbée dans le cas du projet *Isozaki Gateway*, dans le quartier de Uribitarte, qui comprend sept tours de verre de 82 m de haut, destinées à accueillir des appartements de standing, des restaurants et des cinémas. Le projet est entièrement privé, mais avalisé par la Municipalité qui a amendé la réglementation pour autoriser les constructions en hauteur et la reconversion de l'usage du sol. VICARIO L., MARTÍNEZ MONJE P. M., *op. cité*, 2003.

[377] DÍAZ PARRA I., « Movimientos vecinales contra la gentrificación y transformaciones en la política social de Sevilla. Los casos de El Pumarejo y San Bernardo », communication dans le cadre du colloque international de « Geocrítica » *Diez años de cambio en el mundo, en la geografía y en las ciencias sociales, 1999-2008*, Barcelone, 26-30 mai 2008.

avec une attention plus grande accordée à la dimension sociale et à la participation citoyenne dans les débats sur l'espace urbain (dans le contexte, il est vrai, de l'élection d'une nouvelle équipe municipale en 2003).

Enfin, à Valladolid, le géographe José Maria Delgado Urrecho a souligné la reprise de l'investissement immobilier dans le centre ancien dès le début des années 1980. Il a noté la hausse des prix dans le centre ancien et le remplacement des populations qui y résidaient, dans un contexte de tertiarisation de l'économie espagnole depuis le début des années 1970 :

> « Sustitución de esta población tradicional por familias de alta capacidad adquisitiva, acomodadas en nuevas viviendas de gran superficie, o por profesionales que adquieren pequeños apartamentos en los pisos altos de edificios de oficinas, utilizándolos como residencia temporal mientras que se desarrolla su trabajo en la ciudad, o como despachos y estudio. »[378]

D'après l'auteur, la tertiarisation du centre ancien et sa gentrification ont été rendues possibles par la politique de piétonisation, l'ampleur des subventions officielles qui ont soutenu la réhabilitation privée dans le cadre du plan quadriennal de la ville 1984-1987, et le manque de contrôle sur les opérations privées de la part de la Municipalité.

Comme on le voit dans les exemples décrits précédemment, la question de la responsabilité des pouvoirs publics dans la diffusion des processus de gentrification est constamment présente dans les travaux espagnols. C'est particulièrement le cas à Barcelone.

3.2 Y a-t-il un « mythe » de la gentrification à Ciutat Vella ?

Le cas de Barcelone est peut-être celui qui a été le plus étudié, bien que le volume des travaux soit pour l'instant loin d'atteindre celui de la production scientifique sur les villes anglo-saxonnes. Même si leur principal apport est d'approfondir la question des relations entre gentrification et politiques urbaines, l'analyse de la bibliographie existante fait apparaître trois limites : ils ne s'appuient pas toujours sur une méthodologie rigoureuse mettant en évidence la réalité du processus de gentrification ; cette dernière notion est souvent mobilisée pour faire la critique de la politique municipale mais le lien n'est pas toujours établi de manière convaincante ; enfin, en exagérant sans doute l'importance des processus de gentrification qui restent encore relativement marginaux, certaines analyses prennent le risque de passer à côté de la complexité des mutations socio-démographiques contemporaines de Ciutat Vella.

---

[378] « Substitution de cette population traditionnelle par des familles aisées, installées dans de nouveaux logements vastes, ou par des professionnels qui acquièrent de petits appartements dans les derniers étages d'immeubles de bureaux, pour en faire un pied-à-terre pour développer leur activité en ville, ou pour y installer une agence ou un bureau ». DELGADO URRECHO J. M., « Incidencias demográficas y espaciales del procesos de terciarización de un centro histórico. Valladolid 1960-1985 », in *XI^e congreso Nacional de Geografía, Madrid 25-29 septembre 1989*, Madrid : AGE, Universidad Complutense de Madrid, 1989, p. 57.

Dès 1996, les sociologues Anna Alabart et Christina López, dans la revue municipale *Barcelona Societat*, se sont intéressées au processus de gentrification comme révélateur des phénomènes de ségrégation sociale à Barcelone[379]. Elles ont étudié l'évolution socio-professionnelle des Barcelonais et la possible polarisation des emplois à haut niveau socio-économique, à l'échelle de la région catalane. Leur analyse s'est fondée sur la répartition et l'évolution des catégories socio-professionnelles, du niveau d'instruction, du taux de chômage et de l'emploi féminin, entre les années 1970 et le début des années 1990, en notant globalement que le niveau d'études a augmenté et que les femmes ont occupé une place de plus en plus importante sur le marché de l'emploi. Dans le même temps, pour la période étudiée, les changements ont été peu significatifs dans le district de Ciutat Vella, au contraire d'autres secteurs de Barcelone comme l'Eixample, Les Corts, Gràcia ou Sarrià-Sant Gervasi. Au final, d'après A. Alabart et C. López, « no es pot parlar encara d'una ciutat gentrificada »[380]. Cette conclusion est peut-être à nuancer. En effet, au fil du texte, l'objet d'étude semble beaucoup plus être le processus de tertiarisation de l'emploi, que celui de gentrification *stricto sensu*. Ce que les auteurs mettent en évidence est moins l'amorce d'un processus de gentrification que celui du passage d'une économie industrielle à une économie tertiaire dans l'agglomération catalane.

Le texte de Nuria Calver, publié dans l'ouvrage *Retours en ville* (2003)[381], appelle aussi quelques nuances. L'auteure présuppose l'existence d'une gentrification dans certains quartiers anciens de Barcelone, en particulier dans les secteurs où la Municipalité a investi massivement pour les Jeux Olympiques de 1992, avec des spécificités majeures dues à :

- une forte valeur symbolique du centre ;
- un maintien tout au long de l'histoire de classes moyennes dans certains secteurs du centre ancien ;
- la forte implication des pouvoirs publics dans la récupération de Ciutat Vella ;
- l'immigration étrangère croissante.

Dans ce contexte, elle pose la question des formes prises par la politique de régénération :

> « Si le gouvernement local proclame que son projet est fait pour empêcher la formation de ghettos et évite le terme de gentrification, il ne dit rien sur le fait qu'il peut aussi susciter un approfondissement des différences sociales et favoriser l'expulsion de la population résidente. »[382]

Les pouvoirs publics auraient notamment favorisé le retour à un cycle d'investissement, après une période de désinvestissement, ce *rent gap* étant pour N. Smith à l'origine du processus de gentrification. Le reste du texte et la conclusion de l'auteure ont plutôt tendance au contraire à minorer l'importance du phénomène. En s'appuyant sur des

[379] ALABART A., LOPEZ C., « L'evolució de les professions dels Barcelonins : gentrificació i polarització », *Barcelona Societat*, 1996, n° 6, pp. 4-18
[380] « On ne peut pas encore parler de ville gentrifiée ». ALABART A., LOPEZ C., *op. cité*, 1996, p. 16.
[381] CLAVER N., « La Ciutat Vella de Barcelone : rénovation ou gentrification ? », in BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *op. cité*, 2003, pp. 127-146.
[382] CLAVER N., *op. cité*, 2003, p. 134.

entretiens, N. Calver conclut à une possible gentrification du quartier de la Ribera, que l'apparente mixité sociale actuelle ne doit pas masquer. En réalité, son analyse met moins en évidence un processus de gentrification généralisée que la spécificité du quartier de la Ribera par rapport au reste de Ciutat Vella.

À l'inverse, d'autres auteurs ont peut-être eu tendance à exagérer l'importance de la gentrification dans le centre ancien, au regard des autres processus qui s'y déroulent conjointement. L'urbaniste Francesc Magrinyà Torner et l'anthropologue Gaspar Maza Gutierrez ont analysé comment, à travers les nouveaux discours des journalistes, des politiques et des architectes, la vision de l'espace public est devenue plus complexe, pas toujours en adéquation avec la réalité quotidienne de ceux qui le pratiquent, notamment dans des quartiers de forte immigration du centre ancien de Barcelone[383]. Dans ce contexte, les auteurs ont dénoncé le discours tenu par certains responsables municipaux, comme Pere Cabrera (directeur exécutif de l'ARI[384], cité dans l'article). Or, si le fond de l'analyse offre des pistes pertinentes quant aux relations entre gentrification et pratiques urbanistiques de la Municipalité, il présuppose qu'il existe une gentrification dans le centre ancien. Cet exemple n'est pas isolé : de nombreux travaux font a priori l'hypothèse d'une gentrification avant toute étude empirique.

Un article de M[a] A. Sargatal Bataller, qui analyse conjointement gentrification et immigration dans le Raval, connaît peut-être cette même limite[385]. Pour mettre en évidence les logiques conflictuelles des processus qui affectent aujourd'hui le centre ancien de Barcelone, l'auteure oppose la rue de la Cera, populaire et à forte immigration, à la rue Ferlandina, toutes deux situées dans le Raval, dans laquelle elle a repéré les prémices d'une gentrification. La Municipalité a profité de la construction du musée d'Art contemporain, inauguré en 1995, pour rénover les rues alentour, dont la rue Ferlandina, qui relie la *ronda* Sant Antoni à la place dels Àngels. En se fondant sur quelques exemples de restructuration intérieure de logements et sur une lecture du paysage commercial, l'auteure conclut à une gentrification de la rue Ferlandina. De manière tout à fait pertinente, elle insiste sur les spécificités de la gentrification à Barcelone, notamment :

- le rôle joué par la Municipalité ;
- la présence encore restreinte des « gentrifieurs », en majorité composés de jeunes adultes à revenus moyens plutôt que des classes supérieures de la population ;
- l'absence d'un effet de « contagion » et de zones homogènes gentrifiées, du moins dans cette partie de Ciutat Vella.

[383] MAGRINYÀ TORNER F., MAZA GUTIERREZ G., « Inmigración y huecos en el centro histórico de Barcelona (1986-2000) », *Scripta Nova*, 2001, vol. V, n° 94 (62)

[384] *Áreas de rehabilitación integrada* : il s'agit de zones délimitées par les pouvoirs publics pour faciliter la mobilisation de ressources dans la politique de réhabilitation d'un quartier ancien. Depuis 1986, un ARI couvre l'ensemble du district de Ciutat Vella, comme nous le verrons dans le chapitre 5.

[385] SARGATAL BATALLER M. A., « Gentrificación e inmigración en los centros históricos : el caso del barrio del Raval en Barcelona », *Scripta Nova*, 2001, vol. V, n° 94 (66).

Nous partageons l'hypothèse de travail de l'auteure, même si elle nous semble parfois insuffisamment validée. D'abord, la typologie des commerces et l'analyse de leur évolution ne suffisent pas pour distinguer une gentrification au sens strict - telle qu'elle a été définie précédemment par M[a] A. Sargatal Bataller - des autres formes de réappropriation de l'espace, y compris par « gentrification commerciale ». L'ouverture d'un café « branché » ne signifie pas forcément que les logements dans les environs sont investis par des populations relativement plus jeunes et plus argentées. En revanche l'analyse de l'auteure incite à s'intéresser aux mutations des territoires du quotidien des résidents de ces quartiers : le réinvestissement symbolique passe par des mutations dans la typologie commerciale, les commerces de proximité disparaissant au profit de commerces touristiques ou « à la mode ». À terme, les pratiques spatiales et commerciales des populations traditionnelles sont marginalisées par celles des populations non résidentes qui viennent profiter de l'offre du quartier. Par ailleurs, le nombre de logements concernés par ces opérations privées de restructuration n'est pas précisé, de sorte qu'on ne sait pas s'il s'agit d'une tendance de fond (plus ou moins rapide) ou d'un phénomène encore marginal. Enfin, le lien établi entre politique municipale et gentrification n'est pas si évident qu'il y paraît. L'auteure insiste sur les opérations de repavement des rues et l'ouverture du musée d'Art contemporain dans le Raval. Mais c'est peut-être dans les limites des politiques d'accompagnement des populations résidentes et de construction de logements sociaux qu'il faut plutôt chercher les raisons d'une éventuelle gentrification de Ciutat Vella.

Si intéressantes que soient les pistes d'analyse proposées par ces différents travaux, l'inadéquation entre la portée réelle du phénomène[386], et la signification qu'ils lui attribuent, incite à penser que leurs conclusions, dans une volonté de lecture critique de la politique menée par les pouvoirs publics, peuvent entraîner une certaine confusion entre hypothèses de travail et résultats effectifs. Si la plupart des travaux ne cherchent pas à valider par une méthodologie précise leurs hypothèses concernant la gentrification, c'est qu'ils s'appuient sur les conclusions de la thèse de S. Martínez i Rigol sur la gentrification dans le quartier du Raval (2000)[387].

Se fondant sur une approche essentiellement qualitative, l'auteur s'est interrogé sur les conditions de la gentrification du Raval à la fin des années 1990 et a cherché, à travers une série d'entretiens avec de nouveaux résidents, à décrypter les motivations qui ont poussé ces derniers à s'installer dans ce quartier. Ses principales conclusions l'ont amené à identifier une amorce de gentrification dans le Raval, parallèlement à l'essor de l'immigration et à la poursuite du vieillissement de la population. S. Martínez a également souligné le rôle des politiques urbaines dans l'apparition du processus. Concernant les motivations des gentrifieurs à revenir dans le centre, il a relevé trois critères essentiels : le faible prix du foncier par rapport à d'autres secteurs de Barcelone, les avantages de la centralité et

[386] Les différents auteurs parlent souvent de « prémices » ou de gentrification « naissante ».
[387] MARTÍNEZ i RIGOL S., *op. cité*, 2000.

l'originalité du tissu socio-culturel. Au final, ces « gentrifieurs » participent à la redéfinition de l'image du quartier.

Il nous semble qu'un travail d'analyse statistique plurivariée pourrait contribuer à valider et prolonger ces résultats tout en mobilisant des données plus récentes que celles que l'auteur a utilisées. Nous pensons également que les spécificités du cas barcelonais sont à rechercher dans une approche englobante prenant en compte l'ensemble du district et pas seulement le Raval, tout en mettant plus systématiquement en relation la gentrification avec les autres phénomènes qui affectent les quartiers anciens de Barcelone. De ce point de vue, l'approche de S. Martínez nous semble insuffisante parce qu'elle ne questionne pas assez la juxtaposition de phénomènes contradictoires. En se focalisant sur la gentrification, ce type d'analyse prend donc le risque de perdre de vue la diversité des mutations socio-démographiques observables à Ciutat Vella, écueil que l'on pourrait éviter par une analyse plus précise des spécificités du processus de gentrification dans le centre ancien de Barcelone.

Une approche plus quantitative a été menée par la sociologue Gemma Vila Bosqued qui s'est intéressée au processus de gentrification en lien avec la tertiarisation de la métropole barcelonaise et avec les comportements des agents de la production de l'espace urbain[388] :

> « En ultima instància tots aquests canvis s'expliquen per la dinàmica històrica de la ciutat que ha determinat una configuració morfología i social determinada en funció de l'actuació dels diversos agents en la construcció de la ciutat. Els interessos de la producció de bens i serveis han estat un dels elements més explicatius. »[389]

L'auteure a cherché à décrypter les processus à l'œuvre dans les différents quartiers de Barcelone, en particulier dans les districts de Ciutat Vella et de Sant Martí, dont certains pouvaient relever de la gentrification. En travaillant à une échelle d'analyse relativement fine, elle a conclu à une microgentrification de Ciutat Vella alors que dans le district de Sant Martí on observerait plutôt une gentrification à l'échelle du quartier. Dans les deux cas cependant, elle ne manque pas de souligner le rôle des politiques urbaines dans le changement social :

> « La gentrificació és una consequència inevitable de les transformaciones urbanes de gran abast gestionades per un model mixt (d'iniciativa privada i pública amb predomini de la primera) o models en el paper principal el ti la iniciativa privada i no s'assegura el manteniment explícit dels seus residents. »[390]

En définitive, la plupart des hypothèses développées dans les travaux récents sur la gentrification restent valables, mais nécessitent d'une part d'être étayées par une analyse

---

[388] VILA BOSQUED G., *La transformació de la ciutat i el canvi social. Els processos de gentrificació a Barcelona*, mémoire de master 2 de sociologie sous la direction de Anna Alabart, Universitat de Barcelona, 2002, 207 p.

[389] « En dernière lieu, tous ces changements s'expliquent par la dynamique historique de la ville, qui a façonné une configuration morphologique et sociale déterminée par l'action des différents agents dans la construction de la ville. Les intérêts de la production de biens et de services ont été un des éléments explicatifs les plus importants ». VILA BOSQUED G., *op. cité*, 2002, p. 7.

[390] « La gentrification est une conséquence inévitable des transformations urbaines de grande échelle gérées par un modèle mixte (d'initiative privée et publique avec la prédominance de la première) ou par des modèles dans lesquels l'initiative privée tient le premier rôle, et qui n'assurent pas le maintien explicite des résidents ». VILA BOSQUED G., *op. cité*, 2002, p. 9.

statistique qui mette en perspective les résultats des travaux précédents, à partir de données plus récentes ; d'autre part de constituer un savoir cumulatif sur les mutations socio-démographiques du centre ancien de Barcelone. Notre propos n'est donc pas de remettre en cause les réflexions et les analyses que nous venons d'évoquer, notamment sur la liaison entre gentrification et politiques urbanistiques, mais avant tout de valider tout ou partie des hypothèses sur la gentrification à Ciutat Vella et ses limites, et de les prolonger sur une période plus récente.

Nous avons vu précédemment que la gentrification était un concept relativement flou, parfois employé dans des sens très différents. Si l'analyse des processus et des acteurs nous semble essentielle, il nous paraît important d'établir en premier lieu la réalité empirique de la gentrification à Ciutat Vella. Nous proposons donc de croiser deux approches complémentaires :

- l'une est quantitative et repose sur une analyse statistique des mutations socio-démographiques de l'ensemble du district de Ciutat Vella à une échelle fine. Nous ne poserons pas le processus de gentrification comme point de départ, mais nous chercherons au contraire à valider son existence, sans pour autant négliger le repérage d'autres types d'évolution socio-démographique ;
- l'autre passe par l'analyse du paysage urbain, qui a jusqu'à maintenant rarement fait l'objet de recherches précises liées à la question de la gentrification. C'est pourquoi il convient de présenter les apports possibles de ce type d'approche.

3.3 Le paysage urbain de la gentrification dans le centre ancien de Barcelone

Dans l'étude de la gentrification, deux grandes approches méthodologiques existent : l'une privilégie l'analyse quantitative, fondée sur des sources statistiques ; l'autre s'appuie plutôt sur l'analyse qualitative, fondée sur des entretiens. La première met l'accent sur le repérage de l'ampleur du phénomène et ses caractéristiques. Elle cherche à mettre en place des indicateurs fiables. D. Ley a justement utilisé ce type d'approche pour valider son hypothèse quant aux facteurs explicatifs de la gentrification[391]. Si certains aspects de son étude peuvent être nuancés, il n'en reste pas moins qu'il a largement ouvert la porte aux analyses quantitatives du processus de gentrification. La plupart des travaux ultérieurs ont essentiellement cherché à tester la pertinence de différents indicateurs, selon les sources et les pays. Les approches qualitatives insistent plutôt sur le profil des « gentrifieurs » et leurs trajectoires résidentielles. Elles cherchent à répondre à ces questionnements à travers des entretiens et l'analyse de discours[392]. C'est la démarche adoptée notamment par S. Martínez

[391] LEY D., « Alternative explanations for inner-city gentrification: a canadian assessment », *Annals of the Association of the American Geographers*, 1986, vol. 76, n° 4, pp. 521-535.
[392] Plus rarement, certains travaux ont tenté d'associer les deux approches, quantitative et qualitative. Voir notamment CLERVAL A., *op. cité*, 2008 (a).

dans le cas de Barcelone. Une troisième approche est possible, à travers l'analyse du paysage urbain, à l'instar du travail réalisé par É. Charmes sur deux rues du quartier parisien de Belleville. Il a utilisé la méthode du parcours commenté pour analyser conjointement les enjeux architecturaux, paysagers et sociaux du retour à la rue comme support de la gentrification[393]. Nous préciserons ici les fondements théoriques de notre approche[394].

3.3.1 Les apports théoriques d'une lecture du paysage de la gentrification

L'approche par le paysage traduit fondamentalement deux manières d'analyser un territoire : une démarche inductive et une démarche hypothético-déductive[395]. La première va de la description vers l'explication et consiste à interpréter le paysage de manière à comprendre les conditions de sa production. La seconde part plutôt de l'explication et recherche dans le paysage la traduction spatiale des processus analysés. Dans les deux cas, le lien qui est établi entre le paysage urbain et la société qui le produit est très fort :

> « La morfología urbana, el espacio construido, refleja la organización económica, la organización social, las estructuras políticas, los objetivos de los grupos sociales dominantes. »[396]

L'analyse de ces liens a entre autres été effectuée par le géographe A. Berque, pour qui la relation entre la sphère humaine et la sphère naturelle n'est pas fondée sur la dissociation, mais au contraire le tissage complexe d'interrelations à la fois matérielles et abstraites, objectives et subjectives, réelles et symboliques, se nourrissant l'une l'autre[397]. Le paysage constitue la dimension sensible et symbolique du « milieu », l'expression de la relation entre l'environnement et la société. Cette relation n'existe donc que pour un lieu donné à une époque donnée. Elle peut en outre évoluer, comme à Barcelone où la politique urbaine municipale a changé, mais aussi le regard que les populations (y résidant ou non) portent sur le centre ancien. Il devient alors possible d'explorer les mutations socio-démographiques à travers l'analyse du paysage urbain, dans la mesure où ce dernier est à la fois matériel (un tissu spécifique, un type de bâti, une végétation typique du milieu méditerranéen qui contribuent à créer des ambiances particulières[398]), et porteur de sens ou de valeurs (l'héritage d'un quartier ouvrier, qui renvoie à un imaginaire collectif autant qu'à l'histoire de la ville, les nouvelles valeurs attribuées à certains lieux par la politique de rénovation …).

---

[393] CHARMES É., *op. cité*, 2006.
[394] La méthodologie et les résultats seront présentés au chapitre 9.
[395] CAPEL H., La *morfología de las ciudades. I Sociedad, cultura y paisaje urbano*, Barcelone : Ediciones del Serbal, 2002, pp. 19-20.
[396] « La morphologie urbaine, c'est-à-dire l'espace construit, reflète l'organisation économique, l'organisation sociale, les structures politiques, les objectifs des groupes sociaux dominants ». CAPEL H., *op. cité*, 2002, p. 20.
[397] BERQUE A. (dir.), *Cinq propositions pour une théorie du paysage*, Seyssel : Champ Vallon, 1994, 122 p. ; BERQUE A., *Médiance. De milieux en paysages*, Montpellier : RECLUS, Paris : Belin, 2000, 156 p.
[398] Le terme d'ambiance est pris ici dans son acception la plus neutre, celui d'atmosphère, tout en ayant à l'esprit qu'il renvoie également à une approche particulière de l'espace urbain qui n'est pas sans rapport avec le paysage et qui peut avoir sa place dans l'analyse des mutations socio-démographiques du centre ancien.

Dans l'introduction du numéro de la revue *Strates* consacré au paysage urbain, les architectes Hélène Jannière et Frédéric Pousin rappellent que l'expression « paysage urbain » n'a pas toujours eu autant de légitimité qu'actuellement, et que cette dernière reste inférieure à celle du « paysage rural »[399]. Si la locution apparaît dès la fin du 19ème siècle en France comme en Angleterre, elle relève surtout de la littérature et de la critique d'art. Il faut attendre les années 1940 pour que, dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture, le terme de *townscape* soit utilisé pour désigner une doctrine urbanistique en rupture avec le mouvement moderne, et accordant la primauté à la dimension visuelle. Pour autant, les géographes s'intéressent encore peu au « paysage urbain », au moins jusque dans les années 1960[400]. L'ouvrage de K. Lynch *L'image de la cité* a sans doute fortement contribué à diffuser l'usage de l'expression[401].

Il y a donc bien une légitimité à étudier le paysage de la ville qui est construit et déterminé socialement, politiquement et culturellement. La sociologue Sharon Zukin suggère ainsi d'analyser conjointement les mutations sociologiques des espaces urbains avec l'évolution de leur paysage[402]. Dans quelle mesure l'analyse du paysage urbain est-elle pertinente pour la connaissance et la compréhension de la gentrification ?

On peut d'ores et déjà souligner trois apports principaux de cette approche. D'abord, en tant que combinaison d'un ensemble d'éléments, le paysage urbain donne à lire le processus de gentrification dans le tissu urbain à une échelle fine. Mª Alba Sargatal Bataller a évoqué la restructuration de certains logements par leurs propriétaires ou des promoteurs en vue de leur revente à des populations plus aisées. Mais la récupération des logements peut également être visible de l'extérieur : le remplacement des montants de fenêtres, l'ajout de voilages, une utilisation spécifique des balcons (comme l'exubérance de plantes vertes) parfois remarquée dans le centre ancien de Barcelone, qui contrastent avec d'autres balcons utilisés comme pièces supplémentaires, comme débarras ou simplement pour faire sécher le linge. Ces signes traduisent la présence d'un logement réhabilité ou bien de résidents relativement plus fortunés. Isolément, ils ne nous apprennent pas grand-chose, mais lorsqu'ils sont nombreux dans un immeuble par ailleurs situé dans un quartier très populaire, ils constituent une trace des mutations sociales en cours. L'analyse du paysage urbain permet donc d'introduire les logiques d'échelle de la gentrification.

Ensuite, le paysage urbain facilite l'étude conjointe de la gentrification résidentielle et de la gentrification commerciale. Concernant la dimension commerciale, on peut auparavant

[399] JANNNIÈRE H., POUSIN F., « Paysage urbain : d'une thématique à un objet de recherche », *Strates*, 2007, n° 13, pp. 9-21.
[400] F. Pousin souligne le rôle de certaines revues sur la ville, notamment *Urbanisme* et *Espaces verts*, dans la diffusion de la locution en France, à partir des années 1960, avec des dossiers thématiques inspirés des expériences éditoriales en Angleterre. POUSIN F., « Du *townscape* au « paysage urbain », circulation d'un modèle rhétorique mobilisateur », *Strates*, 2007, n° 13, pp. 25-50.
[401] LYNCH K., *op. cité*, 1976 [1960].
[402] ZUKIN S., *Landscapes of power : from Detroit to Disney Land*, Berkeley : University of California Press, 1991, 326 p.

rappeler que la géographie commerciale s'est pendant longtemps penchée sur la question de la répartition des commerces (à la fois à l'échelle intra-urbaine et interurbaine[403]) et leurs fonctions. Mais le commerce apparaît de plus en plus comme une fonction particulière qui modèle la ville, son paysage et la perception que le visiteur a de l'espace urbain[404], nécessitant de fait une approche urbanistique spécifique[405]. Comme le souligne l'urbaniste René Péron, le commerce serait en quelque sorte la vitrine de la ville[406]. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'analyse des interactions entre politiques urbaines et d'aménagement et évolution de l'activité commerciale, en cherchant à voir en quoi l'évolution du paysage commercial traduit les mutations en profondeur des sociétés urbaines. Le commerce ne livre pas seulement un instantané du centre-ville, il en traduit également les dynamiques. Plus qu'un simple miroir des évolutions contemporaines, il faut se demander en quoi le commerce est à la fois produit et producteur des mutations urbaines du centre ancien de Barcelone. Juliet Carpenter et Loretta Lees rappellent également comment le paysage commercial peut être analysé comme indice des processus de gentrification[407]. Dans le cas de Dansaert/Saint Géry à Bruxelles et d'Oberkampf à Paris, M. Van Criekingen et A. Fleury ont montré que les changments de la structure commerciale pouvaient précéder les mutations socio-démographiques d'un quartier et la récupération de son parc de logements. Le paysage urbain offre une approche globale de ces phénomènes.

Enfin, en passant par l'analyse du paysage urbain, nous retrouvons les questionnements sur les liens entre les politiques de patrimoine et la gentrification : en quoi la réhabilitation du patrimoine contribue-t-elle à diffuser une image à la fois plaisante et chargée de significations culturelles, identitaires et symboliques qui augmente l'attractivité d'un espace pour des catégories particulières de la population, et en définitive débouche sur une appropriation sélective des quartiers anciens ? Le paysage urbain est aussi une image de la ville, produite par les pouvoirs publics et par ceux qui la pratiquent. Or, à Barcelone, l'un des principaux enjeux de la politique de récupération du centre ancien est justement de passer d'une image dégradée de Ciutat Vella à une image valorisante.

---

[403] CHRISTALLER W., *Die zentralen Orte in Süddeutschland*, Iéna : Fischer, 1933, 331 p. ; BERRY B. J., *Géographie des marchés et des commerces de détail*, Paris : Armand Colin, 1971, 254 p. ; BEAUJEU-GARNIER J., DELOBEZ A., *La géographie du commerce*, Paris : Masson, 1977, 282 p. ; MÉRENNE-SCHOUMAKER B., *Géographie des services et des commerces*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2008, 255 p. ; PALLIER G., METTON A. (coord.), *Le commerce des centres-villes*, Limoges : Presses de l'Université de Limoges, 1991, 521 p. ; METTON A. (dir.), *Recherches géographiques et activités commerciales*, Orléans : Presses universitaires d'Orléans, 1985, 336 p.

[404] BAILLY A., « Images de l'espace et pratiques commerciales : l'apport de la géographie de la perception », *Annales de Géographie*, 1984, tome 93, n° 518, pp. 423-431 ; FORET C., BAVOUX P., *En passant par le centre… La rue de la République à Lyon, anthropologie d'un espace public*, Marseille : CERFISE, 1990, 95 p. ; PÉRON R., *La fin des vitrines, des temples de la consommation aux usines à vendre*, Cachan : Éditions de l'ENS Cachan, 1993, 306 p.

[405] BARATA SALGUEIRO T. (coord.), *Commerce, aménagement et urbanisme commercial*, Lisbonne : Universidad de Lisboa, 1992, 393 p. ; MONÉDIAIRE G., *L'urbanisme commercial*, Paris : PUF, 1994, 127 p. ; DESSE R.-P., *Le nouveau commerce urbain. Dynamiques spatiales et stratégies des acteurs*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2001, 198 p.

[406] PÉRON R., *op. cité*, 1993.

[407] CARPENTER J., LEES L., « Gentrification in New York, London and Paris : an international comparison », *International Journal of Urban & Regional Research*, 1995, vol. 19, nº 2, pp. 286-303.

Photo 10. La fabrication d'une nouvelle identité pour le Raval

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2005

La photo 10 représente une grande toile qui avait été tendue pendant les travaux de rénovation à proximité du musée d'Art contemporain. La création, sous forme de jeu de mots, d'un nouveau verbe pour désigner le fait de « vivre dans le Raval » ou de « pratiquer le Raval » (ici décliné à tous les temps de l'indicatif et du subjonctif) est révélatrice d'une volonté de changer l'image du quartier, de créer un effet de mode qui faciliterait le retour dans les quartiers anciens de populations sans doute plus jeunes, plus instruites et à plus forte capacité économique. La Municipalité a bien compris qu'il ne suffisait pas d'offrir des logements réhabilités pour que les classes moyennes ou aisées reviennent vivre dans un quartier longtemps considéré comme mal famé[408]. Il lui fallait accompagner une perception beaucoup plus positive du Raval et cet accompagnement est passé par une transformation du paysage lui-même.

Le paysage urbain peut donc être considéré à la fois comme produit et comme producteur de la gentrification : il donne à lire la réalité du processus à l'œuvre mais en même temps contribue à sa diffusion, parce que la gentrification se nourrit justement de l'attractivité d'un quartier. Par rétroaction, les mutations du paysage urbain agissent sur l'ampleur du phénomène lui-même. Nous avons évoqué le travail de M. Degen sur l'appropriation du parvis du musée d'Art contemporain pour souligner que les réaménagements de l'espace public du Raval, donc la production d'un nouveau paysage du centre ancien, pouvaient à leur tour contribuer à favoriser l'homogénéisation sociale du quartier. Peut-on généraliser ce

[408] Les guides touristiques français continuent encore à véhiculer cette image du centre ancien et maintiennent vivaces le mythe du « Barrio Chino », même s'ils reconnaissent que le quartier a bien changé depuis les années 1980.

questionnement ? Autrement dit, dans le cas de Ciutat Vella, en quoi la politique municipale de récupération des quartiers anciens a-t-elle cherché à changer l'image de la ville, en s'appuyant sur un « renouveau paysager » afin d'accélérer les changements sociaux ? Ce « ravalement de quartier » s'est-il fait au détriment des classes populaires qui y habitaient ?

3.3.2 Une sémiologie du paysage urbain

Pour mener à bien cette démarche, nous nous appuierons essentiellement sur la méthode du parcours photographique associée à une lecture sémiologique du paysage urbain, qui sera détaillée dans le chapitre 9. À notre sens, cette approche se justifie par le fait qu'il est possible de considérer la ville comme un ensemble de « signes ». Pour F. Choay, on peut lire la ville comme : « u*n système non verbal d'éléments signifiants* dont les structures soient liées à celles des autres systèmes de produits et pratiques sociaux »[409]. Elle rappelle notamment que depuis les travaux de l'anthropologue Claude Lévi-Strauss sur les villages *bororo,* dans *Tristes tropiques* (1955), on sait que l'organisation de l'espace fait sens du point de vue anthropologique : la position des cases fixe les relations des familles les unes par rapport aux autres et traduit dans l'espace la hiérarchie économique et politique des individus. Dans le cas de la ville occidentale contemporaine, la lecture sémiologique a aussi toute sa place, selon F. Choay, qui conclut que dans la ville occidentale contemporaine, la dimension économique serait devenue le « référent unique » de l'espace urbain.

Au début des années 1970, la géographe Sylvie Rimbert fut l'une des premières à proposer une analyse sémiologique formelle du « paysage urbain », en élaborant une série de critères pour sa lecture[410]. Pour elle, l'espace peut être décrypté à travers deux notions essentielles, celle de signe et celle d'échelle. Le paysage urbain se définit alors comme :

> « Un assemblage de formes dont chacune est porteuse de significations et ces dernières sont hiérarchisées. C'est ainsi que ces formes-signes émettent des signaux qui ne sont pas tous perçus au même niveau. »[411]

D'après elle, la forme dit la fonction (ancienne ou présente) mais aussi le sens, la signification, parce que le paysage est porteur de « signes culturels ou psychiques »[412], plus ou moins lisibles par les individus. Cette approche tend à favoriser le regard du sujet plutôt que l'objet lui-même et propose une lecture de la ville qui rompt d'une certaine manière avec l'analyse géographique classique de la morphologie et des fonctions urbaines. Ce qui compte alors dans l'étude du paysage urbain n'est pas tant l'espace lui-même, que la façon dont il est perçu, le regard que l'on porte sur lui :

---

[409] Les italiques sont dans le texte original. CHOAY F., « Sémiologie et urbanisme », in CHOAY F., BANHAM R., BAIRD G., VAN EYCK A., FRAMPTON K., RYKWERT J., SILVER N., *Le sens de la ville*, Paris : Le Seuil, 1972, p. 11.
[410] RIMBERT S., *Les paysages urbains*, Paris, Armand Colin, 1973, 236 p.
[411] RIMBERT S. *op. cit.*, 1973, p. 16.
[412] RIMBERT S. *op. cit.*, 1973, p. 16.

« Ce qui importe à l'homme de la rue n'est pas tant la réalité elle-même que l'attrait ou la répulsion qu'elle provoque, le souvenir qu'il en garde, l'attachement ou l'indifférence qu'elle lui cause. Seul l'environnement subjectif et affectif le frappe. »[413]

Par ailleurs, ce paysage urbain doit être lu à plusieurs échelles, avec « une vue de piéton, surtout sensible à la ville historique, et une vue d'automobiliste, surtout sensible au temps de parcours »[414]. Les notions de signe et d'échelle permettent également à S. Rimbert de faire jouer les correspondances entre un paysage extérieur, des images mentales qui s'y projettent, et l'inconscient de l'observateur[415]. Si le paysage de Barcelone se donne à lire, sa lecture ne relève pas seulement des signes que le paysage transmet, mais également de l'état d'esprit de l'observateur. Il paraît ainsi essentiel de comprendre dans quelle mesure la perception des mutations du centre ancien de Barcelone n'est pas la même selon qu'elle est vécue par exemple de « l'intérieur », par les résidents, ou de « l'extérieur », par les touristes, les décideurs, ou même l'investigateur[416]. Ces différences justifient que l'on pose la question de savoir comment les « gentrifieurs » perçoivent un quartier, et ce qui peut les inciter à s'y installer.

Après avoir rappelé les enjeux théoriques d'une approche fondée sur une définition resserrée de la gentrification, nous avons souligné l'intérêt d'intégrer la question de la gentrification à celle de l'ensemble des mutations socio-démographiques qui caractérisent le centre ancien de Barcelone. Nous avons présenté les théories explicatives de la gentrification en insistant particulièrement sur le rôle des politiques publiques. En Espagne, cette approche a été largement développée même si les travaux existants connaissent certaines limites. C'est pourquoi nous proposons une analyse de la gentrification à Ciutat Vella s'appuyant sur une double approche, à la fois statistique et paysagère, pour cerner les processus et leur inscription matérielle et symbolique dans l'espace de la ville. Le paysage urbain sera lu comme une construction sociale, à la fois produit et moteur de la gentrification.

Le centre ancien de Barcelone offre un cas d'étude original de la gentrification. En saisissant dans leur ensemble les spécificités de Ciutat Vella (forte hétérogénéité sociale, importance de l'immigration, ampleur des mutations commerciales, forte implication des pouvoirs publics), il est possible de comprendre comment la gentrification s'articule avec d'autres processus, à travers une méthodologie plurielle qui intègre la dimension paysagère de la gentrification et explore ses conditions d'apparition. L'intérêt de l'analyse va au-delà de la mise en évidence d'une gentrification du centre ancien de Barcelone. Il est de poser la question des conditions d'apparition de la gentrification, et des liens entre politiques urbanistiques et changements sociaux.

[413] RIMBERT S. *op. cit.*, 1973, p. 14.
[414] RIMBERT S. *op. cit.*, 1973, p. 62.
[415] S. Rimbert invite à s'appuyer sur les travaux du psyhciatre Carl-Gustav. Jung dans *L'homme et ses symboles*, pour expliciter comment une image particulière de la ville se construit à partir d'une tendance inconsciente.
[416] Ces différences sont apparues au cours des entretiens réalisés.

Dans ces premiers chapitres, nous avons exploré les différents enjeux des politiques urbanistiques et des changements sociaux à Ciutat Vella depuis les années 1980, entre construction identitaire, réappropriation sociale et politique, patrimonialisation et gentrification. Face au constat de « crise urbaine », les pouvoirs publics ont alors amorcé la récupération du centre ancien de Barcelone, légitimée par la formulation théorique du *Modelo Barcelona*. Ses spécificités et les critiques faites à son encontre invitent à s'interroger sur les conditions d'une gentrification possible de certains quartiers de Ciutat Vella, en se demandant en quoi les politiques publiques ont pu favoriser son apparition et sa diffusion. L'exploration des changements sociaux opérés à Ciutat Vella prolonge donc la lecture critique du *Modelo Barcelona*.

Il importe cependant, avant d'analyser la réalité de ces processus, d'appréhender le contexte dans lequel ils prennent place. Ce sera l'objet de la deuxième partie, qui vise à s'interroger sur les acteurs de la récupération de Ciutat Vella, les conditions de cette récupération (en explorant les modalités concrètes de la politique de réhabilitation) et le « potentiel » de gentrification qu'elle a pu susciter. Quel est le rôle de la Municipalité parmi les autres actants de la transformation des quartiers anciens ? Comment le *Modelo Barcelona* a-t-il été mis en œuvre et comment s'est-il concrétisé à Ciutat Vella ? Quelle a été l'évolution socio-démographique globale du centre ancien de Barcelone et quel est son potentiel de gentrification depuis les années 1980 ?

DEUXIÈME PARTIE

LE CONTEXTE DE LA RÉCUPÉRATION DU CENTRE ANCIEN DE BARCELONE : ACTEURS, POLITIQUES URBAINES, PROCESSUS

CHAPITRE 4
LA MULTIPLICITÉ DES ACTEURS DE LA RÉCUPÉRATION DU CENTRE ANCIEN DE BARCELONE

Dans une première partie, nous avons mis en évidence les enjeux multiples de la récupération du centre ancien de Barcelone. La Municipalité n'a pas été le seul acteur de cette récupération, et sa politique s'inscrit dans un ensemble de relations parfois contradictoires avec les autres acteurs concernés[417]. Dans l'analyse des mutations contemporaines du centre ancien et de la diffusion des processus de gentrification, nous chercherons à préciser le rôle des pouvoirs publics et l'importance de l'appropriation symbolique du paysage urbain par d'autres acteurs qui ne participent pas toujours à l'élaboration de la politique urbanistique, mais qui promeuvent les quartiers anciens selon des logiques qui leur sont propres.

Nous examinerons particulièrement le rôle des acteurs collectifs, plutôt que celui des acteurs individuels. Cette approche est justifiée au regard de la spécificité de l'histoire urbaine de l'Espagne et de Barcelone. Comme dans la plupart des pays européens, les pouvoirs publics ont au moins jusqu'à présent joué un grand rôle dans la production et la transformation de l'espace urbain, même si dans le cas de Barcelone, durant toute l'époque franquiste, la capacité d'élaboration des plans d'aménagement a presque complètement échappé à l'échelon local puisqu'ils étaient élaborés à Madrid et que les maires étaient nommés par l'Administration centrale[418]. D'autre part, le « laisser-faire » de la politique urbanistique a en partie abandonné l'urbanisation réelle de l'agglomération barcelonaise aux mains du secteur privé, contribuant à une spéculation immobilière excessive[419]. Ce contexte a favorisé l'émergence de mouvements sociaux urbains structurés par les *associaciones de vecinos* (« associations de riverains »), acteurs collectifs en apparence plus marginaux de la

[417] Levons immédiatement une ambiguïté possible : en français et en castillan, la signification des termes d'acteurs et d'agents est diamétralement opposée, autrement dit « acteur » en français a le même sens que « agent » en castillan, et inversement. Dans la suite du texte, pour des raisons personnelles évidentes, nous avons maintenu le sens français des termes, qui sont explicités un peu plus loin.
[418] TERÁN, F. de, *Planeamiento urbano en la España contemporánea. Historia de un proceso imposible*, Barcelone : Gustavo Gili, 1978, 662 p.
[419] CAPEL, H., *op. cité*, 1977.

production de l'espace urbain, qui ont généralement mené (et continuent encore à le faire) le combat pour une politique urbaine plus respectueuse des résidents. Rappelons également que dès le milieu des années 1980 la Municipalité de Barcelone a multiplié les partenariats avec le secteur privé (à travers la création de sociétés mixtes). La question des acteurs et agents collectifs de la production de l'espace urbain est donc commune à toutes les époques de l'histoire de la ville. Dans ces conditions, il nous a paru nécessaire de privilégier leur étude, en particulier pour comprendre leur place et leur capacité de changement en parallèle avec ceux des pouvoirs publics. Pour autant, l'analyse de l'action des acteurs individuels, en particuliers les propriétaires et les « gentrifieurs », ne doit pas être négligée, même si elle n'est pas centrale dans notre réflexion.

Quels sont les acteurs et les agents qui participent aujourd'hui à la « transformation de l'espace urbain »[420] de Ciutat Vella ? En quoi leur action respective répond-elle aux enjeux politiques, démographiques, économiques et symboliques de la réhabilitation du district, ou au contraire tend-elle à les réorienter ou les brouiller ? En quoi cela nous éclaire-t-il sur le rôle des pouvoirs publics dans l'apparition et la diffusion d'éventuels processus de gentrification ? Dans une rapide première partie, nous rappelerons le sens des termes et préciserons quels acteurs seront examinés. Dans une seconde partie, nous traiterons des acteurs qui ont un rôle dans la formulation de la politique urbanistique ou de la réflexion théorique sur la ville. Dans une troisième partie, nous étudierons ceux qui interviennent dans la « promotion de la ville ». Il s'agira de comprendre quel a été le contexte de la formulation des politiques urbanistiques, entre le rôle de la Municipalité, la volonté de participation des associations de riverains, le « monopole » du discours sur la ville par les architectes et les urbanistes, et les intérêts du secteur privé. De la part de ces différentes catégories d'acteurs, le centre ancien de Barcelone est le lieu de réinvestissements économiques et symboliques parfois en contradiction avec la politique menée par la Municipalité.

[420] Nous préférons parler de transformation, plutôt que de production, d'une part parce que nous nous intéressons aux jeux d'acteurs dans le cadre de la « récupération » du centre ancien de Barcelone, d'autre part parce que, comme le souligne Y. Grafmeyer : « la ville est déjà là ». GRAFMEYER Y., *Sociologie urbaine*, Paris : Nathan, 1995, p. 97.

1. ACTEURS ET AGENTS : RETOUR SUR DES DÉFINITIONS

La question des acteurs et des agents de la production de l'espace urbain a peu alimenté les réflexions théoriques des géographes francophones, qui se sont largement inspirés des travaux issus de la sociologie urbaine[421]. Celle-ci trouve essentiellement ses origines dans la tradition sociologique du début du 20ème siècle, avec l'approche « compréhensive » de Max Weber[422] (qui a cherché à comprendre le sens que les individus donnaient à leurs propres actions), celle « objectiviste » d'Émile Durkheim[423] (qui a analysé les individus en tant qu'éléments de groupes sociaux) ou encore celle « interactionniste » de Georg Simmel[424] (qui a mis l'accent sur les interrelations entre individus)[425]. Dans ces trois approches, les acteurs ont été étudiés en tant que « porteurs des attributs propres à la place qu'ils occupent dans le système social »[426].

Ce paradigme a changé à partir des années 1960, notamment parce qu'on reprochait à cette sociologie dite « classique » de trop séparer l'individu et la société, de renforcer la dichotomie entre l'échelle micro et l'échelle macro, laissant finalement de côté la question des interactions. Celle-ci a ressurgi dans une approche beaucoup plus critique, alimentée par les lectures marxistes et structuralistes, et sous l'influence de sociologues comme R. Ledrut[427], Paul-Henry Chombart de Lauwe[428] ou Manuel Castells[429], ou encore du philosophe Henri Lefebvre[430]. L'objet d'étude est devenu moins la société elle-même que les rapports sociaux (dominés par des logiques de conflits) entre individus. Dans le champ de l'urbain, l'espace était considéré comme l'expression des luttes entre les différents groupes sociaux aux enjeux contradictoires, et les individus comme les vecteurs de ces conflits. Les sociologues qui se sont inscrits dans ce courant ont plus aisément utilisé le terme « d'agent » que celui

[421] À titre d'exception, on peut citer deux articles parus dans un numéro spécial de la *Revue européenne des Sciences sociales* consacré à la question de l'acteur : NOSEDA V., RACINE J.-B., « Acteurs et agents, points de vue géographiques au sein des sciences sociales », *Revue européenne des Sciences sociales*, 2001, tome XXXIX, n° 121, pp. 69-79 ; PUMAIN D., « Villes, agents et acteurs en géographie », *Revue européenne des Sciences sociales*, 2001, tome XXXIX, n° 121, pp. 81-93. Dans les bibliographies respectives qui accompagnent chacun des articles, les travaux géographiques restent peu nombreux, ou bien sont le plus souvent une réinterprétation d'analyses antérieures au regard de la question des acteurs.

[422] WEBER M., *Économie et société*, Paris : Pocket, 2003 [1921], 2 volumes, 834 p.

[423] É. Durkheim distingue notamment l' « être individuel » (qui désigne tous les états mentaux ne se rapportant qu'à l'individu lui-même) et l' « être collectif » (qui désigne au contraire les idées, sentiments et habitudes qui traduisent l'appartenance de l'individu à un groupe). DURKHEIM É., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris : PUF, 2007 [1894], 149 p.

[424] SIMMEL G., *Sociologie : étude sur les formes de la socialisation*, Paris : PUF, 1999 [1908], 756 p.

[425] Un autre courant de la sociologie qui a largement alimenté la réflexion géographique est celui, déjà largement évoqué, de l'École de Chicago.

[426] TOURAINE A., *Le retour de l'acteur*, Paris : Fayard, 1984, p. 23.

[427] LEDRUT R., *Sociologie urbaine*, Paris : PUF, 1968, 222 p.

[428] Ce dernier a notamment mis l'accent sur l'évolution des conditions de vie dans les milieux sociaux populaires, tout en posant la question de leur perception de l'espace urbain, à travers l'étude du cadre architectural et urbanistique des familles ouvrières, et les représentations qu'elles en ont. CHOMBART DE LAUWE P.-H., *Des hommes et des villes*, Paris : Maspero, 1965, 249 p.

[429] M. Castells a étudié la ville en se demandant notamment dans quelle mesure les processus de production sociale étaient liés aux formes spatiales d'une société, et en retour quels effets avait l'organisation sociale sur l'organisation de l'espace urbain. CASTELLS M., *La question urbaine*, Paris : Maspero, 1981, 526 p.

[430] LEFEBVRE H., *Le droit à la ville*, Paris : Anthropos, 1968, 164 p.

« d'acteur », pour exprimer la manière dont l'appartenance à un groupe social conditionnait fortement l'action des individus, qui seraient alors de simples « exécutants ». R. Ledrut invite notamment à analyser les « agents urbains » qui assurent l'organisation, le fonctionnement et le dynamisme de la collectivité urbaine, ce qui le conduit à ne pas se contenter d'étudier le tissu physique d'une ville, mais aussi à tenter de comprendre comment les différents groupes sociaux interagissent pour produire et transformer l'espace urbain. La typologie proposée par R. Ledrut nous semble toujours pertinente pour catégoriser la multiplicité des acteurs et des agents de la récupération de l'espace ancien de Barcelone au début des années 1980[431] :

- les « agents collectifs publics de la ville » : ils forment un groupe qui réunit l'ensemble des personnes impliquées dans les services municipaux et qui ont une action collective sur la ville, même si elle n'exprime pas nécessairement une volonté générale (les membres de ce groupe peuvent être en désaccord). Il faut également distinguer les élus, qui réglementent, et les employés, qui font appliquer les règlements ;
- les « agents des services locaux des administrations centrales » : dans leur fonctionnement, ils sont proches du groupe précédent, mais les effets de leurs actions ne trouvent pas leur origine dans la collectivité locale, puisqu'ils sont les représentants, sur place, de l'État central, agissant parfois selon des logiques contradictoires avec celles du groupe des agents collectifs publics de la ville ;
- les « agents urbains privés » : il s'agit d'un groupe hétéroclite d' « entrepreneurs » plus ou moins importants (commerçants, artisans, promoteurs, directeurs d'entreprises), qui sont à l'origine des activités et de la richesse de la ville, et qui peuvent occasionnellement être au service de l'équipe municipale[432] ;
- les « habitants de la ville » : R. Ledrut souligne que ces derniers peuvent être considérés comme des agents urbains, à partir du moment où leur action, par effet cumulatif, a une incidence sur l'organisation de la ville[433].

À partir des années 1980, la sociologie urbaine a pris une nouvelle orientation qui s'est traduite par le « retour de l'acteur », témoignant d'une prise en considération croissante de l'autonomie de l'individu dans ses choix et ses actions[434], d'un renouveau des approches microsociologiques et d'une critique de la position surplombante du chercheur. Dans ce cadre, l'acteur n'est plus seulement considéré comme « le reflet du fonctionnement (ou des

[431] LEDRUT R., *op. cité*, 1968.
[432] Dans la continuité des travaux de R. Ledrut, le sociologue Christian Topalov a notamment analysé le cas des promoteurs immobiliers privés comme « agents de l'urbanisation ». Il a montré comment leurs décisions étaient fonction de la position de chacun d'entre eux dans un système de relations dépendant de leurs sources de financement et de leur place dans les marchés fonciers et immobiliers. TOPALOV C., *Les promoteurs immobiliers : essai d'analyse sociologique d'un système d'acteurs économiques*, Paris : Centre de Sociologie Urbaine, 1970, 387 p. TOPALOV C., *La promotion immobilière en région parisienne*, Paris : Centre de Sociologie Urbaine, 1973 (b), 120 p.
[433] Ainsi, l'utilisation des transports collectifs ou au contraire le développement des transports individuels a des conséquences sur l'organisation de l'espace urbain et implique des choix pour l'aménagement futur de la ville.
[434] Norbert Élias s'est par exemple intéressé à la marge de manœuvre individuelle au cœur des contraintes sociales. ÉLIAS N., *La société de cour*, Paris : Calmann-Lévy, 1974, 323 p.

« contradictions ») de la société »[435], comme c'était le cas dans la sociologie classique. Au contraire, « l'acteur individuel, en même temps qu'il est conditionné par une situation, participe à la production de cette situation »[436]. Pour dépasser l'opposition théorique et idéologique entre l'acteur organisateur et l'agent déterminé, certains sociologues comme Jean-Claude Passeron, s'inspirant des travaux de linguistique de Ferdinand de Saussure ou d'Émile Benvéniste, suggèrent de parler « d'actant », terme plus générique :

> « « L'actant » n'est pas, face au système, un « acteur » libre de l'utiliser, de l'interpréter ou de le remanier comme un instrument, ni un simple « agent » d'actualisation qui pourrait être déduit des exigences du système, ni, encore moins, un usager extérieur déterminé par les exigences d'un autre système social et dont la rencontre avec le système linguistique pourrait être contingente : l'actant est inscrit dans la structure même du système à la fois comme condition et comme conséquence du pouvoir de signifier propre à un système particulier de signes. »[437]

Actuellement, la réflexion géographique associe beaucoup plus les termes d'agents et d'acteurs, qu'il ne les oppose, mais en cherchant à les distinguer, à partir de l'apport de la sociologie urbaine critique des années 1960 et des approches plus contemporaines. Le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* rappelle qu'ils désignent bien tous deux des « actants » (ou « opérateurs »), c'est-à-dire : « toute entité définissable et distinguable qui participe à la dynamique et à l'organisation d'une action individuelle ou/et collective, qui est active dans un processus social, qui *opère* des actes »[438]. L'actant, individuel ou collectif, est celui qui intervient dans l'organisation et la transformation de l'espace urbain. Le dictionnaire *Les mots de la géographie* nous rappelle que l'acteur est « celui qui agit »[439] alors que l'agent désignerait plutôt « celui qui transmet une action »[440]. L'action est définie comme : « geste, effort appliqué en un point du réel et modifiant celui-ci, si peu que ce soit. Une action est accomplie par un acteur, ou effecteur. Les agents transmettent les actions (ou les messages) »[441].

Acteurs et agents sont donc deux groupes qui agissent sur l'espace urbain. Mais les acteurs désigneraient plutôt ceux qui possèdent une certaine capacité de décision, ce qui ne serait pas le cas des agents :

> « Dans certaines situations, l'acteur peut être totalement privé, pour un laps de temps plus ou moins long, de son intentionnalité stratégique et de ses potentiels de choix : on nommera agent ce type d'acteur défectueux, au sens où il est caractérisé par une défection de ses compétences. »[442]

---

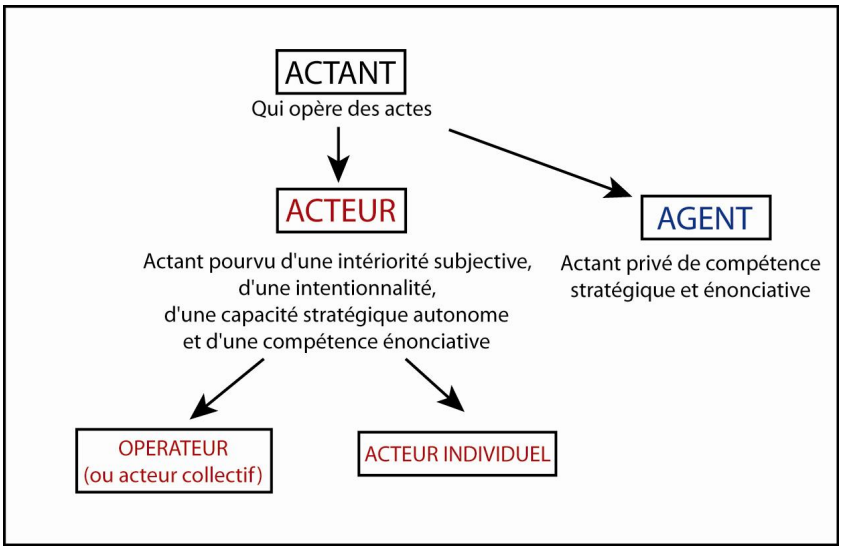
[435] TOURAINE A., *op. cité*, 1984, p. 49.
[436] TOURAINE A., *op. cité*, 1984, p. 36.
[437] PASSERON J. C., « Acteur, agent, actant : personnages en quête d'un scénario introuvable », *Revue européenne des Sciences sociales*, 2001, tome XXXIX, n° 121, pp. 24-25. Dans le même article, l'auteur met cependant en garde contre les limites de la « transposition » de la notion d'actant, du système linguistique au système social.
[438] LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *op. cité*, 2003, p. 38.
[439] BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *op. cité*, 1993, p. 17.
[440] BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *op. cité*, 1993, p. 21.
[441] BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *op. cité*, 1993, p. 18.
[442] LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *op. cité*, 2003, p. 40.

L'agent désignerait alors, en quelque sorte, un « acteur passif », au sens où il agit mais sans participer au processus d'élaboration, de réflexion ou de prise de décision. En réalité, il n'y a pas d'opposition stricte entre acteurs et agents, puisque tout individu ou groupe d'individus peut être acteur et agent, passant de l'un à l'autre au gré de son implication dans les processus décisionnels :

> « La plupart des acteurs sont, en même temps, dans certaines conditions, des agents. Lorsque la routine de la pratique aliène en partie la réflexivité et la compétence délibérative, un individu est gagné par le registre d'acte de l'agent. Mais il reprend le dessus dès qu'il trouve une occasion, un moment d'épreuve, où il peut verbaliser et penser réflexivement sa pratique. »[443]

Ainsi, un promoteur immobilier qui construit des logements dans le cadre d'un projet élaboré par les pouvoirs publics peut être considéré comme un agent, mais devient acteur dès lors qu'il entreprend une opération entièrement privée. Cette tension se retrouve à l'articulation entre l'individuel et le collectif : un membre des services d'urbanisme de la Municipalité est considéré comme agent, en tant qu'il fait partie d'un groupe dont les décisions dépassent les réflexions et les choix de chacun de ses membres pris séparément. Mais il peut être considéré comme acteur lorsqu'il agit au nom des services auquel il appartient. Dans ce cas, le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* invite à réserver plutôt le terme d'acteur pour désigner un acteur individuel, et d'opérateur pour désigner un acteur collectif, un groupe, une association (figure 2) :

Figure 2. Schéma des différents types d'actants



Élaboration personnelle
Source : LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *op. cité*, 2003

Les deux dictionnaires de géographie cités précédemment soulignent que « les acteurs agissent sur l'espace selon leurs moyens et leurs stratégies, qui dépendent en partie au moins

[443] LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *op. cité*, 2003, p. 40.

de leurs représentations »[444]. Moyens, objectifs et représentations font que les intérêts des différents actants peuvent très souvent être contradictoires et doivent faire l'objet de négociations. Dans ce cadre, le rôle des pouvoirs publics doit être posé : la politique urbanistique a-t-elle pour objectif d'organiser l'espace urbain selon une certaine vision de la ville, ou bien est-elle avant tout un instrument de régulation des intérêts de chacun des actants en présence ? L'analyse par le couple agent/acteur permet donc de lire les interactions en termes de compromis : toute action est le produit de contraintes et de libertés. Il devient alors possible de penser les transformations urbaines du centre ancien de Barcelone en intégrant les différents actants de cette politique, sans que ces derniers fassent partie du groupe plus restreint des « décideurs » effectifs.

Selon *Les mots de la géographie*, les principaux actants de l'espace géographique sont : « l'individu (ainsi que la famille, ou le ménage, formes sous lesquelles la décision « individuelle » se manifeste souvent) ; le groupe, plus ou moins informel (clan, association, lobby) ; l'entreprise ; la collectivité locale, l'État »[445]. Mais cette liste ne préjuge pas de la hiérarchie des rapports entre ces différents actants : les premiers, bien que non institutionnels, peuvent avoir sur l'espace urbain une capacité d'action au moins aussi efficace que les autres. Pour H. Capel, les principaux actants de la production de l'espace urbain sont[446] :

- les propriétaires des moyens de production ;
- les propriétaires du sol ;
- les promoteurs immobiliers et les entreprises de construction ;
- les organismes publics qui jouent à la fois le rôle d'agents et d'arbitres.

Les stratégies des propriétaires de moyens de production (comme les usines) ont leur place dans une analyse de l'espace urbain à l'échelle de l'agglomération, elles sont moins opératoires dans le cas d'une analyse concernant le centre ancien[447]. Leurs stratégies de localisation reposent sur des besoins en espace à moindre coût et en infrastructures, parfois incompatibles avec la réalité du centre ancien. En revanche, il nous paraît utile de poursuivre la réflexion en nous attachant plutôt au monde du commerce et des services, en particulier celui des grandes enseignes.

Dans le cas de Barcelone, nous nous proposons de distinguer dans un premier temps les acteurs qui contribuent à alimenter la réflexion sur la transformation de l'espace urbain, soit en la formulant, comme c'est le cas de la Municipalité, soit en s'y opposant ou en faisant des contre-propositions, comme c'est le cas des associations de riverains, qui s'inscrivent dans la tradition des mouvements sociaux catalans de la fin de la période franquiste. Dans un second temps, nous nous intéresserons aux acteurs qui tendent, par la promotion qu'ils font de

[444] BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *op. cité*, 1993, p. 21.
[445] BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *op. cité*, 1993, p. 17.
[446] CAPEL H., « Agentes y estrategias en la producción del espacio urbano español », *Revista de Geografía*, 1974, vol. VII, nº 1-2, pp. 19-56.
[447] Sauf à considérer, comme le suggère H. Capel, la question de la localisation des sièges sociaux, auquel cas la problématique est différente, puisqu'il ne s'agit plus d'usines mais de bureaux. Les exigences et le mode de fonctionnement ne sont donc pas les mêmes.

l'espace urbain, à participer à sa production et sa transformation, de manière plus implicite car non formulée par l'intermédiaire d'une théorie ou d'une pensée commune, mais répondant plutôt à des logiques privées. Les architectes-urbanistes se situent à cheval entre la formulation théorique et la promotion, tandis que les agents immobiliers et les enseignes commerciales répondent clairement à une logique de promotion. L'examen du rôle et des positions de ces différents actants, véhiculant des enjeux multiples, permettra de préciser la place prise par l'action de la politique municipale au cœur des mutations contemporaines du centre ancien de Barcelone.

2. LES ACTEURS QUI THÉORISENT UNE CERTAINE VISION DU CENTRE ANCIEN DE BARCELONE

Nous avons identifié deux « opérateurs » majeurs de la formulation théorique d'une certaine vision du centre ancien. Nous entendons par là les groupes qui tendent, à travers leurs discours, leurs revendications ou leur action, à élaborer un certain modèle de ville pour Barcelone et en particulier pour ses quartiers anciens[448]. Nous trouvons d'un côté la Municipalité : sa légitimité dans l'élaboration du discours sur la ville est réelle dans un contexte démocratique, mais les enjeux peuvent être ambigus parce que les résidents doutent parfois que l'action municipale s'adresse réellement à eux. De l'autre côté, nous trouvons les associations de riverains pour qui, au contraire, les enjeux sont clairs mais leur place est variable dans les débats théoriques.

2.1 La Municipalité de Barcelone : un « opérateur » majeur de l'organisation et de la transformation de l'espace urbain dans le centre ancien

Les pouvoirs publics sont des opérateurs, c'est-à-dire des acteurs collectifs, ce qui n'empêche pas qu'individuellement certains membres ou personnalités jouent un rôle particulier dans l'orientation globale des stratégies du secteur public, ou que leurs discours ne soient pas toujours conformes à celui de l'institution prise dans son ensemble[449]. L'analyse du rôle des pouvoirs publics dans la transformation de l'espace urbain fait l'objet d'enjeux à la fois scientifiques et idéologiques.

[448] Cette formulation n'est pas forcément explicite : elle peut passer par un refus de certains projets urbains.
[449] A ce titre, on peut rappeler l'opposition autour du projet de reconversion de l'ancien marché du Born entre Katy Carreras Moysi, représentante du district de Ciutat Vella, et Ferran Mascarell, adjoint à la culture de la Municipalité de Barcelone.

2.1.1 Les pouvoirs publics comme acteurs de la transformation de l'espace urbain

H. Capel, dans le contexte de la fin de la période franquiste, soulignait déjà que :

« La producción del espacio urbano es resultado de las prácticas de unos agentes que actúan dentro del marco del sistema capitalista utilizando 1os mecanismos legales a su disposición o realizando su actuación al margen de estos mecanismos y obteniendo posteriormente la sanción legal correspondiente. »[450]

Dans cette perspective, deux rôles incombent au secteur public : mettre en place le cadre juridique et légal qui rend possible l'action des autres actants de la transformation de l'espace urbain ; légaliser après coup certaines des actions qui pourraient être menées en dehors de ce cadre légal. Sans forcément aller jusqu'à s'interroger sur la persistance de telles pratiques dans un contexte démocratique, on peut au moins souligner que les institutions publiques ne peuvent être pensées comme un opérateur isolé de la production et de la transformation de l'espace urbain mais bien en interrelation avec les autres acteurs, dont les intérêts divergent parfois. Pour C. Beringuier, l'urbanisme serait alors :

« La expresión de un conflicto de poderes (…) Estas luchas sólo ateñen a algunos grupos sociales mientras la gran mayoría de los trabajadores queda totalmente al margen y sólo le será dado soportar los efectos de las decisiones. »[451]

En tant que pratique disciplinaire et professionnelle qui vise à organiser la ville, l'urbanisme a des enjeux multiples : il est l'expression du pouvoir des classes dominantes ; il est toujours l'objet d'un compromis entre les intérêts divergents de ces classes dominantes ; enfin il laisse de côté une grande partie des citadins qui ne participent pas à la politique urbanistique. Dès lors se pose la question de savoir quelle catégorie de la population urbaine voit ses intérêts réellement représentés et défendus et dans quelle mesure l'urbanisme est une pratique multilatérale, fruit de la négociation et de la discussion. Pour le sociologue Jean-Pierre Garnier, la pratique de l'urbanisme et de l'aménagement est ambiguë, parce qu'elle cherche moins à résorber les conflits qu'à les réguler[452], selon deux objectifs : limiter les « désordres technico-économiques » (liés à la accessibilité, à la croissance diffuse en périphérie des villes ou encore à la tertiarisation de l'économie) et réguler les tensions politiques et sociales qui peuvent en découler. Dès lors, les pouvoirs publics deux rôles

[450] « La production de l'espace urbain est le résultat de pratiques de quelques acteurs qui opèrent dans le cadre du système capitaliste, en utilisant les mécanismes légaux à leur disposition ou bien en agissant en marge de ces mécanismes et en obtenant postérieurement la légalisation de leur action ». CAPEL H., *op. cité*, 1974, p. 19.

[451] « L'expression d'un conflit de pouvoirs (…). Ne participent à ces luttes que quelques groupes sociaux tandis que la grande majorité des travailleurs reste totalement en marge des décisions et ne sera seulement concernée que pour en supporter les effets ». BÉRINGUIER C., « Plan de urbanismo y practica política », in C. BÉRINGUIER, M. CASTELLS, MINGASSON C., RÉMY J., *op. cité*, 1974, p. 81.

[452] GARNIER, J.-P., *op. cité*, 1976. On retrouve cette ambiguïté dans la définition que R. Ledrut donne de la planification : « La planification est l'ensemble des moyens qui permettent de dominer les phénomènes partiels, en les intégrant à la totalité urbaine de telle sorte qu'on puisse maîtriser le devenir de la ville » (LEDRUT R., *op. cité*, 1968, pp. 43-44).

indissociables : assurer les intérêts de la classe dominante et garantir la cohésion sociale. Le passage d'un discours sur les « problèmes » sociaux à des « problèmes » urbanistiques peut être un moyen de réduire le débat à une simple question sur la mauvaise organisation de l'espace, en éludant celle des causes profondes de cette désorganisation. C'est dans cette perspective que Manuel Castells, Eddy Cherki, Francis Godard et Dominique Mehl dénoncent :

> « Une nouvelle idéologie naturaliste-techniciste des classes dominantes qui vise à représenter les contradictions sociales en termes spatiaux, et donc à opposer l'Homme à la Nature, ou à son cadre de vie, qui serait source des contradictions et des crises.
>
> (…) Sous couvert de l'aménagement de l'espace c'est le temps historique et la vie quotidienne qui sont directement réglés par la logique politique des classes dominantes. »[453]

Autrement dit, en déplaçant la question vers des problématiques spatiales, la réflexion urbanistique réduirait les facteurs de crises urbaines, comme si ces dernières étaient inhérentes au cadre urbain, plutôt qu'à la manière de l'organiser.

Cette conception de l'urbanisme a sans doute triomphé à Barcelone dans la période franquiste, moment où les intérêts du secteur privé ont particulièrement influencé la politique urbaine. Nous ne prétendons pas démontrer que ces pratiques prévalent encore, mais au moins souligner le caractère ambigu d'un discours élaboré par la Municipalité de Barcelone. En effet, comme tout opérateur collectif, cette dernière n'échappe pas à certaines représentations qui peuvent jouer sur la manière de produire le discours sur la ville et de transformer l'espace urbain. Cette interrogation n'est pas purement théorique : ce sont des thèmes qui justement font débat dans les associations de riverains et les collectifs qui s'opposent aux projets municipaux dans le centre ancien. En résumé, ils réclament le plus souvent :

- des projets réellement au service des résidents ;
- une plus grande participation au processus décisionnel ;
- une véritable démocratie participative.

On retrouve également ce type de débats à travers les questions de « pédagogie à l'urbanisme », face à des projets urbains dont les objectifs sont parfois difficiles à saisir. O. Bohigas, par exemple, prône, dès le début des années 1980, un urbanisme participatif, qu'il souhaite modelé par l'action des riverains, par l'intermédiaire de leurs associations et de leurs représentants, mais aussi des conseils de district[454]. Le rôle du politique, dans ce cadre, serait alors de mettre d'accord les différentes propositions populaires, de trouver un compromis, d'autant plus que la multiplicité des participants entraîne mécaniquement la multiplicité des opinions contradictoires, au milieu desquelles peut se perdre l'idée initiale de l'urbaniste. Le discours d'O. Bohigas véhicule ainsi une vision de l'urbanisme dans laquelle le pouvoir politique reste maître du projet urbain, depuis sa formulation jusqu'à sa réalisation, d'autant que l'architecte souligne trois difficultés majeures de la concertation. D'abord, la méconnaissance des règlements et du fonctionnement de la politique urbanistique peut parfois

[453] CASTELLS M., CHERKI E., GODARD F., MEHL D., *Sociologie des mouvements sociaux urbains. Enquête sur la région parisienne*, Paris : EHESS, 1975, p. 4.
[454] BOHIGAS O., *op. cité*, 1985.

provoquer la déception des riverains. Ensuite, le manque d'information concernant les projets urbains ne facilite pas le travail de concertation. C'est bien sûr le corollaire de la première difficulté. Enfin, une certaine méfiance des Barcelonais à l'égard des projets urbanistiques, en particulier en ce qui concerne les grands projets dont ils ont le sentiment qu'ils sont parfois plus ou moins imposés. Cette méfiance est le fruit de l'histoire, parce que pendant toute la période franquiste, les plans d'urbanisme ont été réalisés sans concertation et sans résultats ou bien avec des résultats opposés aux besoins réels des habitants.

À sa manière, l'analyse d'O. Bohigas justifie le rôle prépondérant de la Municipalité dans les processus d'élaboration et de prise de décision d'une politique urbanistique venue d'en haut. On peut analyser la très forte implication de la Municipalité de Barcelone dans la protection du patrimoine, qui témoigne de sa capacité à donner du sens à l'espace, en construisant l'identité architecturale de Ciutat Vella.

2.1.2 La protection du patrimoine à Paris et à Barcelone

Nous avons choisi d'analyser particulièrement les dispositifs de protection du patrimoine pour quatre raisons[455]. D'abord, ils constituent le plus souvent un facteur limitant des opérations de rénovation ou de réhabilitation dans le centre ancien et de fait exigent de la part de la Municipalité le montage de projets complexes qui associent revitalisation et préservation du patrimoine. Dans le même temps, le patrimoine est un axe structurant de ces mêmes programmes qui visent à sa mise en valeur culturelle et touristique. Il est en général le point de cristallisation des revendications des riverains ou bien de l'opposition à certains projets. Ensuite, comme on l'a vu, le patrimoine participe de la construction identitaire d'une société et d'un territoire. Dès lors il devient nécessaire d'explorer la marge de manœuvre réelle de la Municipalité et les dispositifs existants. Enfin, les principaux défenseurs du *Modelo Barcelona* ont continuellement affirmé leur respect pour l'histoire de la ville, le tissu historique des quartiers et les bâtiments remarquables de Barcelone, ce qui n'a pas empêché une certaine distorsion entre le discours et la réalité de leurs actions[456].

Ce dernier point n'est pas allé sans poser quelques problèmes, notamment lorsque certaines opérations concernant le centre ancien ont entraîné la disparition d'édifices ou d'œuvres architecturales d'intérêt local. Serait-ce alors simplement un argument démagogique, surtout lorsque le respect du tissu ancien passe par un certain pragmatisme, au nom duquel certains édifices pris dans leur individualité doivent être sacrifiés en vue de l'intégrité et de la mise en valeur du tissu urbain dans son ensemble ? Quels sont les outils législatifs et financiers de la politique de protection du patrimoine ? En quoi cette dernière témoigne-t-elle du rôle prépondérant des pouvoirs publics dans la construction identitaire et

[455] D'autres thématiques auraient pu être choisies, notamment la question de la propriété du sol, de la politique de transports ou les stratégies de développement économique, dont nous avons eu un aperçu des effets à moyen et long terme avec l'exemple du projet *22@BCN*. Mais dans le cadre d'une réflexion sur la récupération du centre ancien de Barcelone, ces thèmes nous ont semblé moins pertinents.

[456] « Con respeto absoluto al trazado viario y de la forma tradicional de la calle » (« Avec le respect absolu de la trame viaire et de la morphologie traditionnelle de la rue »). BOHIGAS O., *op. cité*, 1985, p. 13.

symbolique dans le centre ancien de Barcelone, dans une volonté de « maîtrise » des usages du quartier ?

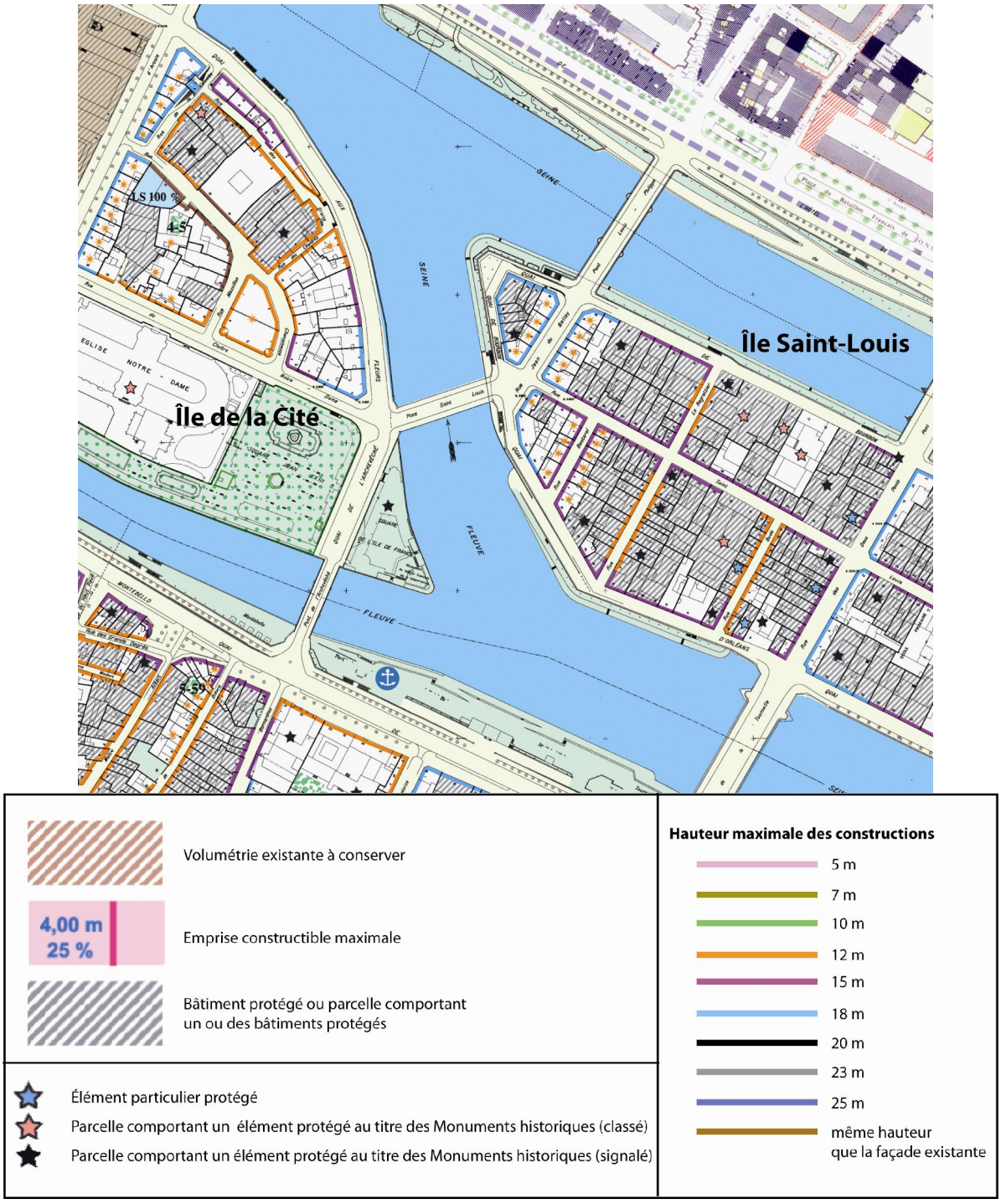
Pour mettre en évidence la spécificité du cas barcelonais, nous l'avons comparé avec celui de Paris. Le choix de la capitale française s'est imposé, parce que la chronologie des politiques de protection du patrimoine en France et en Espagne depuis le 19ème siècle est relativement parallèle. Par ailleurs, ces deux pays ont connu une évolution doctrinale similaire sur la notion de « patrimoine ». Enfin, Paris et Barcelone se ressemblent par une évolution commune du traitement des espaces anciens, depuis l'approche hygiéniste et « progressiste » des urbanistes du 19ème siècle (les grands travaux d'Haussmann et de Cerdà ont souvent fait l'objet de comparaisons) jusqu'à l'approche « culturaliste » qui prévaut actuellement.

Le centre de Paris est un espace surprotégé. Les dispositifs se superposent selon deux niveaux, le niveau municipal et celui de l'État. Au niveau municipal, on distingue particulièrement : les dispositifs du « plan local d'urbanisme » (PLU[457]) et les fuseaux de protection figurés dans le « plan d'occupation des sols » (POS). Au niveau de l'État, on distingue : les « monuments historiques » et les plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV). Ces deux dispositifs sont par ailleurs présents dans le PLU (au titre de « servitudes »).

Dès 2003, la Municipalité de Paris a entamé une campagne de terrain pour inventorier des bâtiments susceptibles de faire l'objet d'une protection patrimoniale. En concertation avec différentes associations, conseils de quartier et professionnels de l'architecture, ce travail a abouti à la constitution de deux listes : une liste de bâtiments « protection Ville de Paris » (PVP), qui comporte environ 5 000 éléments, et une liste de bâtiments « signalés au plan » (SIGN), ces derniers ne disposant en réalité d'aucune protection. En règle générale, le classement PVP porte sur la totalité de la parcelle et peut concerner des espaces libres - alors considérés comme « espaces libres protégés ». Enfin, si la démolition de certains bâtiments peut permettre une meilleure mise en valeur d'un bâtiment PVP, ils peuvent être classés comme « espace à libérer » (EAL). La figure 3 donne l'exemple des îles Saint-Louis et de la Cité, au cœur de Paris, qui font l'objet d'une attention particulière du fait de la superposition des différents dispositifs de protection. L'essentiel des bâtiments y sont classés ou signalés, si bien qu'il est quasiment impossible pour les propriétaires privés d'entreprendre des travaux sans l'accord de la Municipalité de Paris.

[457] Le PLU est aujourd'hui le principal outil réglementaire d'urbanisme. Il s'est substitué au POS depuis la loi dite SRU (Solidarité et renouvellement urbain) de 2000. En plus de fournir une cartographie précise des îlots et des dispositifs dans le territoire concerné, il a pour objectif de proposer un projet de ville, par l'intermédiaire d'un PADD (« projet d'aménagement et de développement durable »), d'un PDU (« plan de déplacements urbains ») et d'un PLH (« programme local de l'habitat »). Par ailleurs, le PLU prévoit la protection de bâtiments « remarquables », en accord avec la « Loi Bouchardeau » de juillet 1983, qui rend possible la réalisation d'enquêtes publiques en vue de la protection de l'environnement. Le PLU de Paris a été adopté en juin 2006.

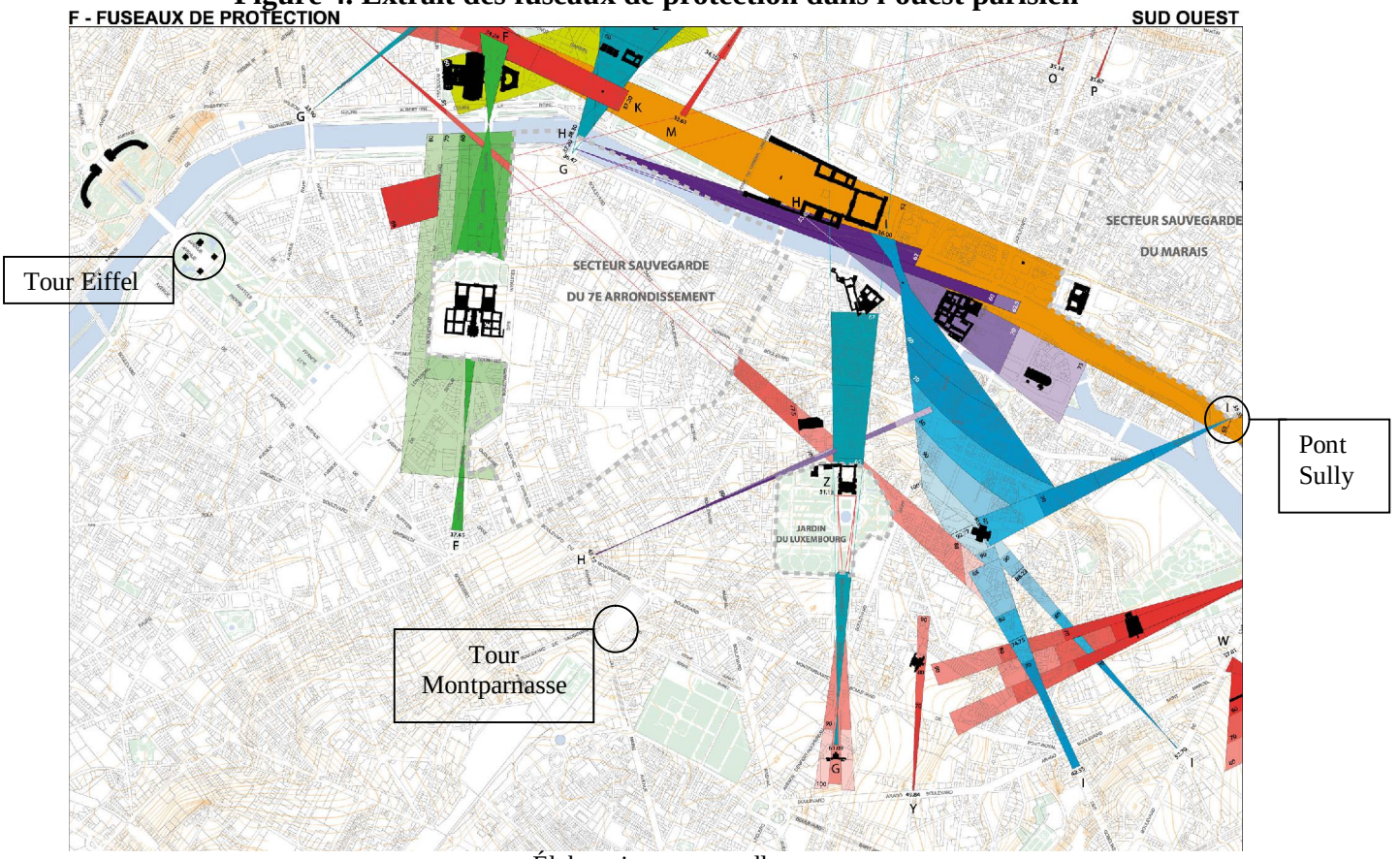
Figure 3. L'île de la Cité et l'île Saint-Louis, un secteur parisien surprotégé



Élaboration personnelle
Source : Extrait du PLU de Paris, 2006

Aux dispositifs prévus par le PLU vient s'ajouter le système des fuseaux de protection, en place depuis le POS de 1977. Ces derniers indiquent dans chaque secteur la hauteur de construction maximale autorisée, plus contraignante que les hauteurs plafond fixées par ailleurs par le PLU. Ils servent donc avant tout à protéger les panoramas et les « vues-perspectives » vers ou depuis certains édifices ou lieux de Paris (figure 4).

Figure 4. Extrait des fuseaux de protection dans l'ouest parisien



Élaboration personnelle
Source : extrait du PLU de Paris, 2006

Ces « vues-perspectives » identifient de grandes pièces urbaines, en parallèle ou perpendiculaires à la Seine (Tuileries, Jardin des Plantes). On constate par exemple que depuis le pont Sully (à l'extrémité est de l'île Saint-Louis), une hauteur maximale a été instaurée pour préserver la perspective sur le Panthéon, en haut de la Montagne Sainte-Geneviève[458]. À l'inverse, on peut s'étonner de l'absence d'un fuseau de protection pour le Champ de Mars, dont le point de visée serait situé autour de la tour Eiffel, qui placerait la tour Montparnasse (210 mètres de haut) hors-la-loi.

À côté des dispostifs s'exerçant au niveau municipal, l'État a ses propres dispositifs. Le premier porte sur les « monuments historiques » (MH), gérés par l'État par l'intermédiaire des services départementaux de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP) et sous la supervision des architectes des bâtiments de France (ABF). Les MH s'inscrivent dans la tradition de protection des bâtiments historiques initiée au milieu du 19ème siècle par Mérimée. Leur liste comprend des bâtiments classés et des bâtiments inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (ISMH). Depuis la loi de 1943 (modifiée par la loi SRU de 2000), la

[458] Le pont Sully est par ailleurs le seul pont de Paris qui ne soit pas perpendiculaire à la Seine. Au moment de sa construction en 1876, Haussmann (sous les ordres de Napoléon III) a justement cherché à le placer dans le prolongement de l'actuel boulevard Henri IV, pour créer une perspective entre la Montagne Sainte-Geneviève et la Bastille. L'actuel fuseau de protection reprend cette perspective.

protection en zone urbaine porte non seulement sur le bâtiment lui-même mais aussi sur ses abords : pour tout immeuble situé dans un rayon maximal de 500 mètres, il faut nécessairement faire appel à un architecte des bâtiments de France qui donne un avis « conforme » ou « simple ». Si l'avis est conforme, le monument historique et le bâtiment qui fait l'objet de l'inspection sont considérés comme en situation de « co-visibilité », c'est-à-dire que depuis le monument classé ou inscrit cet immeuble est visible, ou bien que depuis un certain point de vue (toujours dans la limite des 500 mètres) les deux sont visibles conjointement. Les travaux ne peuvent alors se faire qu'à certaines conditions, sous la direction d'un architecte des monuments historiques et en faisant appel à des entreprises spécialisées dans la restauration et qui ont été agréées au préalable par la Municipalité.

Le second dispositif étatique porte sur des ensembles urbains. Le « plan de sauvegarde et de mise en valeur » (ou PSMV) remonte à la loi Malraux de 1962 et vise à la conservation, à la restauration et à la mise en valeur d'un secteur reconnu comme remarquable en raison de son caractère historique ou esthétique[459]. Paris compte deux PSMV, l'un concernant une partie du 7ème arrondissement, adopté en 1991 sur une superficie de 171 hectares, et l'autre le Marais, adopté en 1996 sur une superficie de 126 hectares[460]. Le PSMV se substitue au PLU dans les secteurs concernés et vise à protéger le patrimoine architectural tout en assurant sa mise en valeur (ravalement des façades, amélioration de la voirie et du mobilier urbain…). Dans le cas des PSMV et des monuments historiques classés, la protection porte également sur les intérieurs (mais pas dans le cas des PVP et des MH inscrits).

Les classements « protection Ville de Paris » ou « monuments historiques », les fuseaux de protection et le PSMV sont par ailleurs complétés par d'autres dispositifs (patrimoine mondial de l'humanité[461], zones UL[462], « sites classés ou inscrits[463] » et « sols classés ou inscrits »[464] par l'État) qui rajoutent des niveaux de protection supplémentaires.

Cette superposition de dispositifs locaux et nationaux fait de l'espace urbain parisien un espace particulièrement protégé, où les interventions lourdes, comme celles qu'a connu le centre ancien de Barcelone, seraient sans doute plus difficiles à mener. Par ailleurs, dès 2003, par l'intermédiaire de comités de quartier, de professionnels de la ville (architectes, urbanistes) et d'associations de protection du patrimoine, une partie des résidents a été invitée à participer à la réalisation de l'inventaire des bâtiments classés PVP (« patrimoine Ville de Paris) ou SIGN (« signalés au plan »). Cette stratégie de la part de la Municipalité a en partie permis de désamorcer certains conflits autour de la question du patrimoine, puisqu'ils ont eu

[459] *Code de l'urbanisme*, art. L. 313-1.
[460] En réalité, pour le Marais, le Secteur Sauvegardé a été créé dès 1964 mais son Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur n'a vu le jour que trente ans après. APUR, *PSMV du Marais. Difficultés de gestion et d'application. Améliorations et modernisations nécessaires*, Paris : APUR, 2004, 69 p.
[461] À Paris, les « rives de la Seine » sont sur la liste de l'UNESCO.
[462] Il s'agit de zones remarquables pour leur « urbanisme de lotissement » et qui disposent de plans de masse très détaillés.
[463] Les Buttes Chaumont et le cimetière du Père Lachaise sont des sites « classés », la Cité universitaire est un site « inscrit ».
[464] Les pavés devant l'hôpital de la Salpêtrière sont un « sol classé ».

lieu avant l'adoption du PLU, tout en intégrant progressivement les habitants à la réflexion sur le devenir du patrimoine. Qu'en est-il à Barcelone ?

Dans l'agglomération catalane, l'ensemble du dispositif semble aussi complexe mais paradaxolement moins contraignant qu'à Paris. Le découpage administratif a doté l'Espagne d'une organisation pyramidale de la protection du patrimoine, avec différents échelons qui se complètent : national (l'État), régional (la communauté autonome), local (la Municipalité)[465].

La loi 16/1985 du 25 juin 1985, qui remplace celle du 13 mai 1933, définit le « patrimoine historique espagnol » comme :

> « Los inmuebles y objetos muebles de interés artístico, histórico, paleontológico, arqueológico, etnográfico, científico o técnico. También forman parte del mismo el patrimonio documental y bibliográfico, los yacimientos y zonas arqueológicas, así como los sitios naturales, jardines y parques que tengan valor artístico, histórico o antropológico. »[466]

Cette définition relativement large du patrimoine inclut non seulement des bâtiments mais aussi des objets ou des sites naturels. Elle reconnaît une valeur d'usage à ce patrimoine, et ne se limite pas à sa dimension testimoniale[467]. Elle rend possible la déclaration de *bienes de interes cultural* (ou BIC). Toute altération intérieure ou extérieure des bâtiments classés est soumise à autorisation, comme l'installation d'enseignes commerciales, de câbles ou d'antennes. Enfin, la loi exige de toute Municipalité qui a un secteur classé *conjunto histórico*[468] sur son territoire de mettre en place un plan spécial de protection.

Par rapport à l'exemple parisien, trois éléments sont à relever. D'abord, bien que la déclaration se fasse en Espagne par décret royal, c'est en réalité la communauté autonome qui prend en charge la protection du patrimoine (à moins qu'il en soit explicitement décidé autrement[469]). Ensuite, contrairement aux monuments historiques en France, la déclaration de BIC doit s'accompagner d'une description précise de ce qui relève de la protection (article 11.2 de la loi 16/1985), ce qui peut avoir pour effet d'avoir un champ de protection beaucoup plus limité. Enfin, la loi reconnaît bien qu'un BIC n'est pas déconnecté de son environnement, ce qui constitue le principal argument pour interdire le déplacement d'une œuvre, mais n'a pas de concept équivalent à la « co-visibilité » des monuments historiques en

---

[465] Au niveau provincial, la prise en charge de la protection du patrimoine est très faible, c'est pourquoi nous avons estimé qu'il était peu utile de le traiter ici.

[466] « Les immeubles et objets meubles d'intérêt artistique, historique, paléontologique, archéologique, ethnographique, scientifique ou technique. En font également partie le patrimoine documentaire et bibliographique, les sites de fouilles et les zones archéologiques, ainsi que les sites naturels, les jardins et les parcs qui ont une valeur artistique, historique ou anthropologique ».

[467] LÓPEZ JAEN J., *op. cité*, 1990.

[468] Peuvent être classés BIC des *conjuntos históricos* (ensembles historico-artistiques), dont nous rappelons la définition donnée dans le chapitre 1 : « la agrupación de bienes inmuebles que forman una unidad de asentamiento, continua o dispersa, condicionada por una estructura física representativa de la evolución de una comunidad humana por ser testimonio de su cultura o constituir un valor de uso y disfrute para la colectividad » (« Le regroupement de biens immeubles qui forment une unité de règlement, continue ou dispersée, conditionnée par une structure physique représentative de l'évolution d'une société pouvant être témoin de sa culture ou bien constituer une valeur d'usage et d'appropriation par la collectivité »). Article 15.3 de la loi 16/1985 de 1985.

[469] À titre exceptionnel, l'État peut intervenir, par exemple en cas de risque de spoliation (article 6 de la loi 16/1985).

France. La réglementation est donc moins coercitive, dans la mesure où l'équivalent serait le classement au titre de *conjunto histórico* mais qui doit alors avoir lieu sur des critères particulièrement stricts (ce qui de fait le rend plus difficile).

Par ailleurs, la décentralisation du pouvoir au niveau de la région élimine un échelon administratif de protection, d'autant plus que chaque communauté autonome peut adopter une législation spécifique. En Catalogne, par exemple, c'est la loi 9/1993 du 30 septembre 1993 sur le patrimoine culturel catalan qui prévaut (complétée par un dispositif spécial concernant le patrimoine archéologique et paléontologique)[470], en définissant trois niveaux de classement :

- les biens culturels d'intérêt national (ou BCIN) ;
- les biens culturels d'intérêt local (ou BCIL) ;
- les autres biens du patrimoine culturel catalan, qui n'ont donc pas fait l'objet d'une inscription de type BCIN ou BCIL mais ont tout de même été « signalés ».

C'est la Municipalité qui a l'initiative de la procédure de déclaration des BCIN et des BCIL, ce qui tend à abaisser encore d'un échelon territorial la politique de protection du patrimoine[471]. Dans le cas d'un BCIN, la procédure de déclaration doit s'accompagner d'une description précise de l'objet, mais la définition de l'environnement (*entorn*) reste floue :

> « L'entorn, que pot incloure el subsòl, és constituït per l'espai, sigui edificat o no, que dóna suport ambiental al bé i l'alteració del qual pot afectar-ne els valors, la contemplació o l'estudi. »[472]

Les BCIL sont soumis aux mêmes règles que les BCIN. Toute modification doit faire l'objet d'une autorisation préalable[473] et en théorie pour les ensembles urbains le tissu doit être conservé. Mais la démolition d'un bâtiment peut se justifier si elle permet de mieux mettre en valeur l'homogénéité et l'unité du tissu restant, ce qui laisse une certaine marge de manœuvre à la Municipalité[474]. Cet argument autorise la démolition d'un bâtiment plus récent pour mettre en valeur ou rehausser l'ancienneté d'un quartier, et rappelle les discours « monumentalistes » de la fin du 19ème siècle.

L'article 68 de la *Carta municipal* prévoit également la création d'un *pla especial de protecció del patrimoni arquitectònic històrico-artístic* pour répondre à la demande de la loi étatique de 1985 de préparer un plan de protection du patrimoine. Adopté en conseil municipal en octobre 2000, il s'inscrit dans le cadre de la loi 9/1993 de la Généralité sur le

---

[470] La loi du 30 septembre 1993 remplace la loi du 3 juillet 1934, dont nous avions parlé au chapitre 1.

[471] Article 117 de la loi 22/1998 du 30 décembre 1998, relative à la *Carta municipal* de Barcelone. Il s'agit d'un texte, approuvé par la région par la loi 22/1998 du 30 décembre 1998, qui réorganise le pouvoir municipal, en intégrant notamment de nouveaux mécanismes participatifs et en décentralisant un certain nombre de compétences au niveau des districts.

[472] « L'environnement, qui peut inclure le sous-sol, est constitué par l'espace, bâti ou non. Il confère au bien un cadre environnemental dont l'altération peut en modifier les valeurs, la contemplation ou l'étude ». Article 11.1 alinéa b de la loi 9/1993.

[473] Dans le cas des biens signalés, et non classés, c'est l'inverse. Il n'y a pas d'autorisation préalable à demander, mais l'Administration peut tout de même décider après coup de suspendre ou d'interdire toute modification, en motivant sa décision.

[474] En vertu de l'article 35.2 alinéa b de la loi 9/1993.

patrimoine culturel catalan. Il rajoute un quatrième niveau de protection aux BCIN, BCIL et aux biens culturels « signalés » :

« Es consideren nivell D els béns que per les seves característiques poden ésser traslladats del seu emplaçament actual sense problemes per a la seva conservació o que gaudeixen d'un interès cultural en el sector d'emplaçament que, malgrat no haver estat considerat en els tres nivells anteriors, cal conservar documentalment per al seu record. »[475]

Un tel niveau de protection semble surtout destiné aux biens meubles mais est très ambigu, parce qu'il autorise à les déplacer tout en leur reconnaissant un certain intérêt historique ou artistique. Au final, il valorise une œuvre ou un bien tout en laissant une grande marge de manœuvre quant à sa mise en valeur[476]. Par ailleurs, l'article 10.2 (alinéa a) précise que peuvent être ainsi classés : « elements d'interès que es troben en un edifici respecte del qual no s'impedeix la seva desaparició però s'exigeix la conservació documental »[477]. Autrement dit, il est possible de classer une œuvre vouée à disparaître. Ce type de protection a surtout pour objectif de donner une valeur symbolique ou testimoniale à des biens meubles. Le tableau 3 récapitule l'ensemble des biens culturels des trois premières catégories répertoriées dans le centre ancien de Barcelone.

Tableau 3. Les biens culturels déclarés dans le centre ancien (sauf Barceloneta) en 2003

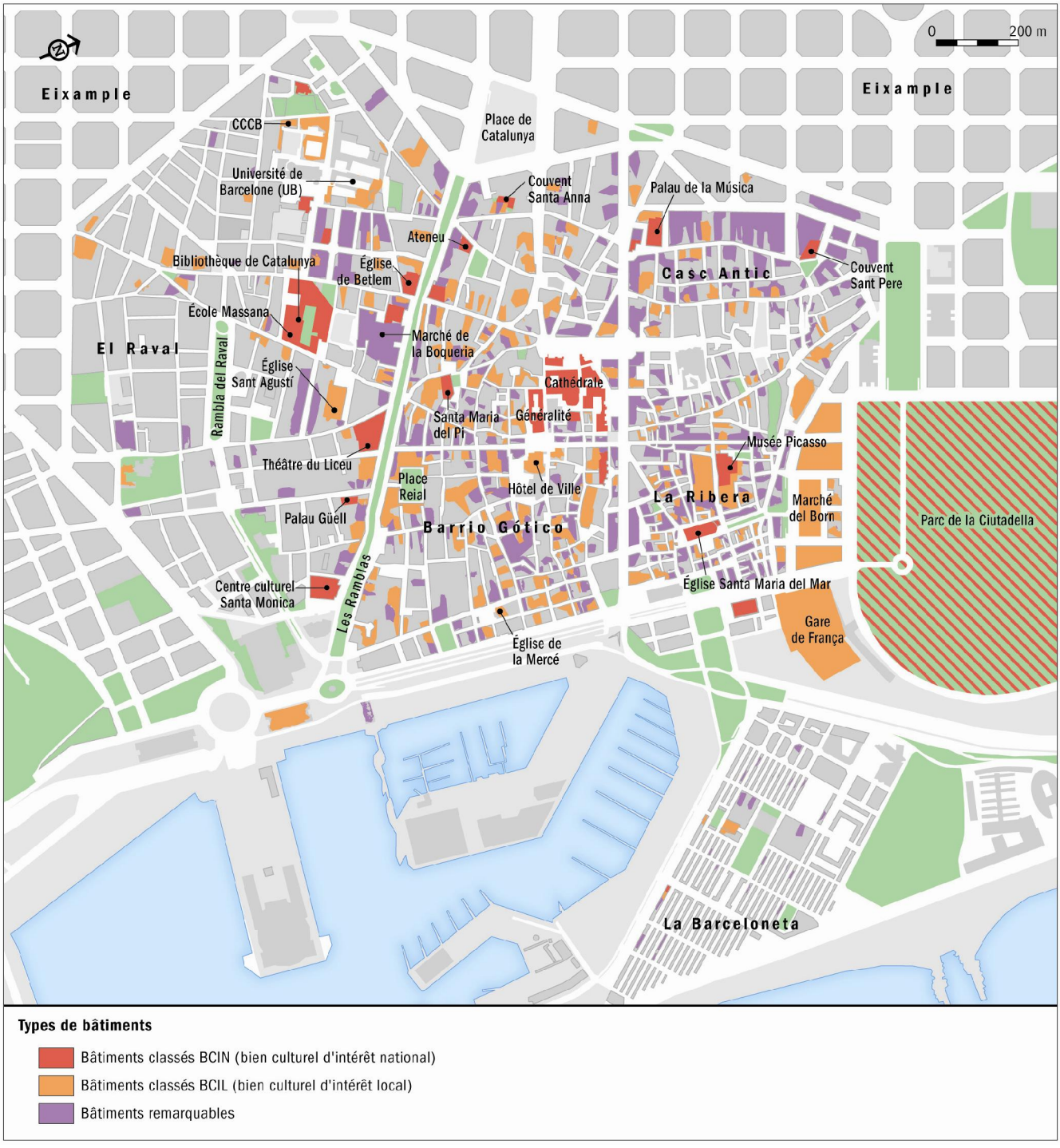
	Raval	**Central**	**Oriental**	**TOTAL**
BCIN	12	18	6	36
BCIL	51	195	205	451
Signalés	131	251	393	775
TOTAL	194	464	604	1 262

Élaboration personnelle
Source : BUSQUETS J. et alii, *La ciutat de Barcelona, un passat amb futur*, 2003, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, Foment Ciutat Vella, UPC, p. 157

Il témoigne du poids très fort des biens culturels dans les secteurs central (Barrio Gótico) et oriental (Casc Antic et Ribera). Dans le premier cas, ce sont plutôt les biens d'intérêt national qui dominent, dans le second ceux d'intérêt local (avec plus de biens de type C pour le secteur Oriental que pour les deux autres secteurs réunis). La forte présence de BCIN dans le Raval s'explique par l'héritage du quartier en termes de bâtiments religieux. La carte 6 traduit cette répartition. Elle explique la marge de manœuvre des pouvoirs publics pour mener de grandes opérations de rénovation dans la Barceloneta et la majeure partie du Raval, et au contraire les limites d'action dans le Barrio Gótico, du fait de la concentration de bâtiments remarquables (BCIN ou BCIL).

[475] « Sont considérés de niveau D les biens qui, du fait de leurs caractéristiques, peuvent être déplacés de leur emplacement actuel sans mettre en risque leur conservation ou bien qui jouissent d'un intérêt culturel dans leur lieu d'installation et qui méritent de laisser une trace documentaire, bien qu'ils n'aient pas été considérés dans l'un des trois niveaux précédents ».
[476] L'article 14.5 souligne que les déplacements peuvent être motivés par « causa de força major o interès social » (« en cas de force majeure ou par intérêt social »).
[477] « Éléments remarquables qui se trouvent dans un bâtiment, qui peuvent être amenés à disparaître mais dont la conservation documentaire s'impose ».

Carte 6. Carte des biens culturels classés à Ciutat Vella en 2007



Élaboration personnelle
Source : catalogue du patrimoine historique de Barcelone

La carte 6 et le tableau 3 mettent en évidence la richesse patrimoniale de certains secteurs du centre ancien, qui fait sens au regard d'un possible réinvestissement économique et symbolique de Ciutat Vella. Le potentiel culturel et touristique des quartiers anciens de Barcelone est très important et il ne tient qu'à la Municipalité, comme on vient de le voir, de décider de la manière dont il sera mis en valeur. Si le patrimoine est bien à la fois un outil de développement touristique, le vecteur d'une gentrification potentielle du centre mais aussi le support identitaire de la population de Barcelone, l'implication prédominante de la Municipalité dans la politique de protection du patrimoine engage très fortement sa responsabilité quant aux choix de mise en valeur.

Au total, par rapport à ce que nous avons observé à Paris, le rôle de la Municipalité est fondamental dans la politique patrimoniale, notamment parce que les citadins n'ont pas été intégrés dans le débat aussi fortement qu'à Paris, que la décentralisation a permis à la Municipalité de récupérer une grande capacité d'organisation et que c'est elle qui soumet les propositions de classement des bâtiments. Par ailleurs, le classement BCIN ou BCIL lui accorde de fait une mainmise sur une grande partie du patrimoine immobilier dans le centre ancien.Enfin, le flou juridique concernant l'équivalent de la notion de « co-visibilité » dans la législation catalane lui laisse une certaine marge de manœuvre dans le traitement des édifices dans le centre ancien. Dans le cas de la rénovation du secteur de la Rambla del Raval[478], vaste espace public inauguré en 2000 au cœur du Raval et qui a nécessité la démolition de 38 bâtiments, l'opération a entraîné la disparition de la Casa Buixeres, originellement située entre les n° 119 et 125 de la rue Hospital, pour céder la place au débouché de la rue Maria Aurelia. Elle avait été construite en 1905 par l'architecte Antoni Serrallach. Inscrite comme patrimoine à protéger dans les premières versions du plan du secteur, elle a ensuite été déclassée en 1996, pour permettre sa démolition en vue de la création de la future Rambla del Raval. Les riverains ont vivement protesté contre la disparition de la Casa Buixeres, d'autant plus qu'ils ont eu le sentiment que la Municipalité avait agi au mépris de ses propres règlementations urbanistiques et qu'elle a pu les modifier à sa guise. Cet exemple témoigne à la fois de la place prédominante de la Municipalité de Barcelone dans la protection du patrimoine et du rôle contestataire des associations de riverains, acteurs collectifs de la transformation de l'espace urbain.

2.2 Les associations de riverains entre opposition, négociation et proposition

Pourquoi s'intéresser aux associations de riverains comme acteurs de la production et de la transformation de l'espace urbain ? À Barcelone, elles ont joué un rôle particulier, dès les deux dernières décennies de la période franquiste, dans la structuration des luttes urbaines, la mobilisation contre certains plans ou projets, et la promotion d'un certain nombre de

[478] Le cas de la Rambla del Raval sera détaillé dans le chapitre 10.

valeurs socio-urbaines. À leur manière, elles participent donc à la transformation de l'espace urbain. L'étude des associations de riverains a donc ici toute sa place, entre opposition, négociation et proposition. L'évolution de leur rôle face à la Municipalité (mais pas forcément contre elle), de leurs revendications et de leur dynamisme est révélatrice du contexte politique et institutionnel. L'analyse de leurs mobilisations permet d'interroger des thèmes liés aux enjeux de la démocratie participative, sans pour autant s'enfermer dans un questionnement sur les dispositifs législatifs.

On définit généralement un mouvement social comme une « forme d'action collective concertée en faveur d'une cause »[479] mais cette acception reste assez floue. Indirectement, M. Castells, E. Cherki, F. Godard et D. Mehl considèrent les mouvements sociaux comme des formes de protestation générant des « systèmes de pratiques capables de produire des effets de transformation sur les rapports sociaux »[480]. Autrement dit, ce qui caractériserait les mouvements sociaux ne serait pas seulement leur rôle dans la structuration des protestations ou des revendications, mais leur portée historique, leur capacité à faire évoluer la société. Dans le cas de Barcelone, ils soulignent par ailleurs que l'impact des mouvements sociaux est très fortement lié à la conjoncture politique de la fin du franquisme et de la transition démocratique. Parmi les mouvements sociaux qui se sont développés dans la métropole catalane, les associations de riverains nous intéressent particulièrement. Nous pouvons examiner leur rôle dans la transformation de l'espace urbain au regard de leur l'évolution et de la recomposition des jeux de pouvoirs entre la fin du franquisme et le début des années 1980.

2.2.1 Les associations de riverains comme protagonistes de la politique urbanistique

La bibliographie sur les mouvements sociaux urbains en général est très abondante, traitant aussi bien de leurs origines[481] que de leur évolution (avec l'apparition des « nouveaux mouvements sociaux » à partir de la fin des années 1960[482] et, plus tard, de mouvements transnationaux, dans les années 1980 et 1990[483]), parfois dans une approche comparative ou bien se focalisant sur les enjeux urbains[484].

Le cas de l'Espagne a également été bien étudié et les spécificités propres à l'ensemble du pays, à la Catalogne ou à la ville de Barcelone[485] ont fait l'objet de recherches mettant en

[479] NEVEU É., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 1996, 122 p.
[480] CASTELLS M., CHERKI E., GODARD F., MEHL D., *op. cité*, 1975, p. 8.
[481] NEVEU É., *op. cité*, 1996.
[482] COSTE V., *Les nouveaux mouvements sociaux : fin ou recomposition du politique ?*, Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2001, 407 p.
[483] SOMMIER I., « Protester à l'heure de la mondialisation », *Sciences humaines*, 2003, n° 144, pp. 20-23.
[484] CASTELLS M., CHERKI E., GODARD F., MEHL D., *op. cité*, 1975 ; CRU, *Aménagement urbain et mouvements sociaux*, Paris : Centre de Recherche d'Urbanisme, 1978, 365 p. ; LIAUZU C., MEYNIER G., SGROÏ-DUFRESNE M., SIGNOLES P., *Enjeux urbains au Maghreb : crises, pouvoirs et mouvements sociaux*, Paris : L'Harmattan, 1985, 218 p.
[485] Voir notamment : ORTIZ HERAS M., RUIZ GONZÁLEZ D., SÁNCHEZ SÁNCHEZ I. (coord.), *Movimientos sociales y Estado en la España contemporánea*, Cuenca : Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2001, 605 p. ; PRAT E. (coord.), *Els moviments socials a la Catalunya contemporània*, Barcelone :

avant le rôle progressif des mouvements sociaux urbains dans la formulation et l'expression des revendications sociales et politiques. Le philosophe Francisco Fernández Buey souligne que l'une des originalités de l'Espagne est la forte prédominance des mouvements sociaux à caractère politique, puisant leur origine et leur force dans les mouvements ouvriers et syndicaux de la fin du 19ème siècle et contribuant à retarder la diffusion des « nouveaux mouvements sociaux » (de type féministes, écologistes ou pacifistes)[486]. Cette tendance est aisément compréhensible puisque dès le milieu des années 1950 la principale revendication a été le retour à la démocratie.

Cette constante politique se retrouve dans les associations de riverains qui se sont mobilisées dès le milieu des années 1960 autour de revendications politiques et démocratiques. J. Mª Huertas et M. Andreu définissent les associations de riverains comme « conjunt de veïns esforçat en millorar les seves condicions de vida, reivindicant l'adequada cobertura de les deficiències que presenta el seu barri »[487]. Pour la sociologue A. Alabart, elles sont l'expression de la démocratie :

« Com a moviment politic, el movement veïnal s'enfronta amb una Administració que facilitat les estratègies dels agents urbans – proprietaris del sòl, promoters, constructors, industrials – oposant una política en favor dels usuaris i reclamant la democràcia com única forma posible de desenvolupament de les relacions. »[488]

Si on les considère comme capables de s'opposer aux stratégies des autres acteurs, les associations de riverains à leur tour acquièrent le statut d'actants de la transformation de l'espace urbain. Les auteurs de *La Barcelona de Porcioles* rappellent également que :

« El fenómeno de las luchas urbanas en Barcelona, y la progresiva concienciación de la población a favor de sus más elementales derechos con respecto a las condiciones de vida, es difícilmente explicable sin la existencia de las asociaciones de vecinos, que en los últimos años del mandato de Porcioles han ido apareciendo en cada barrio y han sometido a crítica y revisión la mayoría de los planteamientos de la política municipal. »[489]

Si le mouvement des associations de riverains a été particulièrement vigoureux dans les années 1960 et 1970, Barcelone comptait dès le 19ème siècle de nombreuses associations, qui rassemblaient leurs membres autour d'une origine migratoire, d'une confession, d'une

---

Universitat de Barcelona, 2004, 257 p. ; HUERTAS J. M., ANDREU M., *op. cité*, 1996 ; ainsi que les premiers textes de J. Borja, BORJA J., *Qué son las asociaciones de vecinos*, Barcelone : La Gaya Ciencia, 1977, 80 p.

[486] FERNÁNDEZ BUEY F., « Els moviments socials alternatius : un balanç », in PRAT E. (coord.), *op. cité*, 2004, pp. 21- 50.

[487] «Rassemblement de riverains qui s'efforcent d'améliorer leurs conditions de vie, réclamant des réponses adéquates aux carences de leur quartier ». HUERTAS J. M., ANDREU M., *op. cité*, 1996, p. 16.

[488] « En tant que mouvement politique, le mouvement de riverains s'oppose à une Administration qui favorise les stratégies des agents urbains – propriétaires fonciers, promoteurs, constructeurs, industriels – en proposant au contraire une politique en faveur des usagers et en réclamant la démocratie comme unique forme possible de développement des relations ». ALABART A., *Els barris de Barcelona i el moviment associatiu veïnal*, thèse de sociologie sous la direction de Emili Boix i Selva, Universitat de Barcelona, 1981, 3 vol., p. 353.

[489] « Le phénomène de luttes urbaines à Barcelone, et la progressive prise de conscience de la population en faveur de ses droits les plus élémentaires en ce qui concerne les conditions de vie, s'explique difficilement sans l'existence des associations de riverains qui, dans les dernières années du mandat de Porcioles sont apparues dans chaque quartier et ont soumis la majeure partie des projets d'urbanisme de la municipalité à critique et à révision ». ALIBÉS J. M., CAMPO M. J., GIRAL E., HUERTAS J. M., PRADAS R., TARRAGÓ S., *La Barcelona de Porcioles*, Barcelone : Laia, 1990, p. 27.

orientation politique, ou bien d'une activité commune. Les premières ont vu le jour dans les années 1920 (l'association *c/ de la Boqueria* fut fondée en 1927). Elles ont fleuri dans les quartiers anciens de Barcelone mais visaient avant tout à organiser le calendrier commercial et des animations ou des activités culturelles. Pendant toute la première moitié de la période franquiste, les regroupements associatifs furent interdits (ainsi que les syndicats ouvriers). Une ouverture s'est opérée en 1962 avec la loi de *Convenios colectivos*[490] qui a notamment réactivé le droit de grève, à condition que celle-ci fût justifiée par des motivations strictement économiques (comme les salaires). Elle a également octroyé une existence officielle aux commissions ouvrières qui s'étaient mises en place de manière informelle durant la période précédente[491]. Ces commissions étaient avant tout le lieu de revendications de conditions de travail décentes (meilleurs salaires, horaires de travail). Une autre étape a été franchie le 24 décembre 1964 avec l'adoption de la loi 191/1964 dite *llei d'Associacions*[492], qui autorisait à nouveau leur création, sur des objectifs apolitiques. Les associations de riverains, légales, prirent alors le relais de certaines organisations sociales, catholiques ou laïques, qui avaient plus ou moins officiellement tenté de répondre à la détresse sociale des quartiers populaires de Barcelone. Pour l'historien Ricard Martínez i Muntada, l'essor des associations de riverains s'explique notamment par la forte croissance urbaine et démographique de Barcelone à partir des années 1960, dans un contexte de spéculation foncière très forte du fait de la complicité entre le secteur privé et les pouvoirs publics[493]. La nécessité de l'auto-organisation et les conditions dans lesquelles ont été construits en périphérie les polygones de logements (c'est-à-dire la mauvaise qualité, le manque d'équipements et l'absence d'entretien), ont favorisé le développement de collectifs pour assurer dans un premier temps l'auto-gestion de ces quartiers et permettre dans un second temps l'émergence de formes de protestation.

L'association ds riverains de la Barceloneta a vu le jour en 1970, celle de Casc Antic en 1972 et celle du Gòtic en 1975. Cette multiplication des associations s'est accompagnée d'un effort de structuration au sein de la *Federació d'associacions de veïns i veïnes de Barcelona* (FAVB)[494] qui a été créée en 1974. Étudiant les mouvements sociaux urbains à Barcelone entre 1969 et 1980, D. Polad-Spadoni distingue ainsi trois phases[495] :

- une première phase de structuration, entre l'adoption de la loi de 1964 et la création de la FAVB, pendant laquelle les associations n'étaient pas à l'abri d'un refus de création de la part des pouvoirs publics, ou d'une dissolution ;
- une seconde phase de généralisation des conflits et de multiplication des revendications, entre 1974 et la chute du régime franquiste ;

[490] « Conventions collectives ».
[491] RUIZ GONZÁLEZ D., « Las comisiones obreras, movimiento sociopolítico (1958-1976) », in ORTIZ HERAS M., RUIZ GONZÁLEZ D., SÁNCHEZ SÁNCHEZ I. (coord.), *op. cité*, 2001, pp. 405-424.
[492] « Loi sur les associations ».
[493] MARTÍNEZ i MUNTADA R., « El moviment veïnal en el tardofranquisme i la transició : conflicte, identitat obrera i valors alternatius », in PRAT E. (coord.), *op. cité*, 2004, pp. 71-91.
[494] « Fédération d'associations de riverains et riveraines de Barcelone ».
[495] POLAD-SPADONI D., *Impact et évolution des mouvements sociaux urbains à Barcelone 1969-1980*, thèse de géographie sous la direction de Yves Babonaux, Paris 1, 1980, 2 vol., 611 p.

- enfin, une phase de recomposition des mouvements sociaux, dans le contexte de la transition et de l'arrivée au pouvoir d'une municipalité élue démocratiquement.

Les commissions ouvrières ont également pris de l'ampleur et par leur influence ont contribué à politiser fortement les associations de riverains, tout comme les commissions de quartier qui se sont formées à partir des années 1960 dans les polygones de logements, à l'initiative de certains groupes politiques, comme le PSUC ou *Bandera roja*, pour pallier les carences d'entretien et faire pression sur les pouvoirs publics (parfois en faisant la grève des loyers). R. Martínez i Muntada rappelle également que si les associations regroupaient finalement peu de riverains (même si on note une progression constante des adhésions jusqu'au début des années 1980), leurs adhérents ont été particulièrement actifs.

2.2.2 Les actions des associations de riverains

Les associations de riverains sont nées d'une volonté de défense immédiate, d'être les porte-paroles des revendications collectives et de mettre en évidence les abus des pouvoirs publics :

> « L'impact, dans la vie sociale barcelonaise, des Associations de Voisins a été tel durant ces dix dernières années que celles-ci ne sont pas restées un simple instrument de revendication d'amélioration ponctuelle, mais sont devenues une force sociale avec laquelle institutions et partis politiques ont dû composer. »[496]

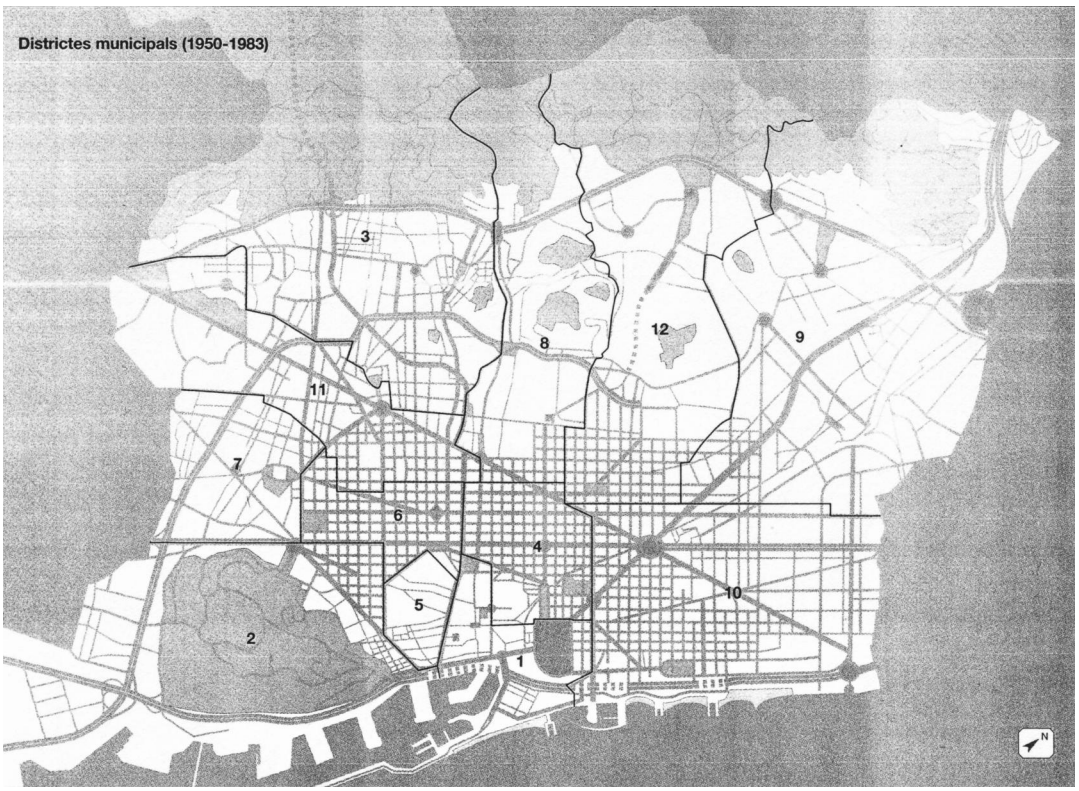
Les exemples d'opposition ou de négociation sont nombreux : lutte des associations de riverains de Poblenou et de la Barceloneta dès 1965 contre le *Plan de la Ribera*[497] ; opposition en 1971 de l'association de riverains de Nou Barris contre le plan Torre Barró-Vallbona-Trinitat ; opposition au *Plan general metropolitano* de 1974[498]. Cette année là a été proposé le nouveau *Plan comarcal* de Barcelone (le dernier datant de 1953) qui entendait élaborer un nouveau programme d'aménagement à l'échelle de l'agglomération en rupture avec la période précédente. Le projet a été porté par le maire de Barcelone Enric Masó, qui a remplacé Porcioles en 1973. Si certains points de ce plan paraissaient acceptables aux associations de riverains (dédensifier certains quartiers, relancer la construction d'équipements[499]), elles s'opposèrent cependant au projet dès la première version de 1974, en dénonçant notamment l'insuffisance des espaces publics projetés et les percées prévues dans les quartiers historiques, entraînant la destruction de nombreux logements et l'expulsion des populations. La FAVB a été particulièrement active dans la négociation, point par point, des différentes propositions de la première version du PGM, qui fit rapidement l'unanimité contre elle, puisque dans le même temps la bourgeoisie conservatrice accusait au contraire le plan d'être

[496] POLAD-SPADONI D., *op. cité*, 1980, p. 300.
[497] Cet exemple est détaillé dans TATJER M., *op. cité*, 1979.
[498] CALAVITA N., FERRER A., *op. cité*, 2000.
[499] Dès les années 1970 de nombreuses associations s'étaient mobilisées pour réclamer la construction d'équipements, comme en 1971 pour demander un hôpital à Santa Coloma de Gramenet. MARTÍNEZ i MUNTADA R., *op. cité*, 2004.

« socialiste »[500]. En septembre 1975, E. Masó fut remplacé par Joaquín Viola, particulièrement impopulaire, qui, dans le contexte de crispation des dernières années du franquisme, a coupé court aux négociations avec les associations de riverains et est revenu sur certains des points négociés par son prédécesseur. Cependant, son impopularité croissante et la multiplication des protestations finirent par accélérer le départ de J. Viola en décembre 1976.

Un autre exemple de négociation est celui du redécoupage de la carte des districts de Barcelone au lendemain des premières élections démocratiques de 1979. S'intéressant aux relations entre les associations de riverains et leurs quartiers, leur implantation et les représentations qu'elles en ont, A. Alabart souligne comment les différentes associations de riverains ont largement participé au redécoupage administratif de la commune, pour que ce dernier corresponde mieux aux réalités sociales du moment. Au début des années 1980, la commune de Barcelone comptait encore huit districts, et l'actuel territoire de Ciutat Vella n'était pas identifié comme tel (figure 5). Le Raval était alors considéré comme un district à part entière (district V), tandis que le nord du Casc Antic faisait partie de l'Eixample.

Figure 5. Le découpage des districts de Barcelone avant 1983



Source : ALBERCH i FUGUERAS R. (dir.), *Els barris de Barcelona. Volum I, Ciutat Vella i Eixample*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, Enciclopèdia Catalana, 1999, p. 27

[500] CALAVITA N., FERRER A., *op. cité,* 2000, p. 801.

Une analyse sociologique précise a alors été menée dans les anciens districts, ainsi qu'une enquête auprès des différentes associations concernées, pour d'étudier la manière dont leurs adhérents percevaient leur quartier (à commencer par leurs limites)[501]. Cette enquête a permis de dépasser les premiers projets de redécoupage uniquement fondés sur des critères d'effectifs de population.

Un exemple de proposition est la campagne « Aquí hi ha gana ! »[502], soutenue notamment par l'association de riverains du Casc Antic. Le mouvement et ses implications sociales, politiques et idéologiques ont été analysés par le journaliste Jaume Comellas, dans un ouvrage préfacé par le romancier M. Vázquez Montalbán. En janvier 1987, dans un contexte « d'autocongratulation »[503] de la part de la Municipalité, en pleins préparatifs des Jeux Olympiques de 1992, un certain nombre de riverains se sont mobilisés pour rappeler que la pauvreté subsistait en plein cœur de Barcelone et pour mettre en place une campagne de collecte alimentaire. À l'époque, les classes populaires étaient encore très nombreuses, le taux de chômage très élevé et la part des personnes âgées considérable (les plus de 75 ans à Ciutat Vella représentaient alors 36,8 % de la population, contre 24,3 % pour l'ensemble de la commune de Barcelone[504]). Sous l'impulsion de l'association de riverains du Casc Antic, la campagne a duré de février à mars 1987. Mais si l'origine de la contestation était avant tout sociale, pour faire face à une situation d'urgence, elle a rapidement pris une tournure politique du fait des lectures qui en ont été faites :

« Des dels orígens de la campanya va quedar molt clar que allò que importava, sobretot, no era la recollida d'aliments en si mateixa sinó la denúncia de la gravíssima situación de degradación social del barri. »[505]

Les représentants des commerçants accusaient le collectif de véhiculer une image particulièrement négative du district, celle d'un « ghetto » misérable et condamné à la marginalisation socio-économique. Les partis de droite reprochaient à la Municipalité de ne pas avoir su répondre à la situation d'urgence. Pasquall Maragall, quant à lui, avait riposté en accusant à son tour l'opposition d'être l'instigateur de cette campagne[506]. La polémique a pris une tournure idéologique lorsque la situation dramatique dénoncée par la campagne de mobilisation est devenue le symbole de l'échec de la politique municipale :

« Costava acceptar que una ciutat que es preparava per a ser receptora d'un esdeveniment tant important i cosmopolita com uns Jocs Olímpics, que es trobava a punt de ser receptora d'inversions xifrades en milers de milions de pessetes en obres d'una envergadura impressionant, en luxuriants fastos i en aparell propagandístic, i

[501] ALABART A., « Mapa de les barriades de Barcelona, metodologia i resultats », *Revista CEUMT*, Barcelona, 1980, n° 33.
[502] Que l'on pourrait traduire par « Ici, les gens ont faim ! ».
[503] COMELLAS J., *Aquí hi ha gana ! Debate sobre la marginació social a Barcelona*, Certarroja, Barcelone, Palma : Afers, p. 25.
[504] COMELLAS J., *op. cité*, 1995, p. 40.
[505] « Dès le début de la campagne, il a été très clair que ce qui comptait avant tout n'était pas la collecte alimentaire en soi mais la dénonciation de la situation gravissime de dégradation sociale du quartier ». COMELLAS J., *op. cité*, 1995, p. 60.
[506] Barcelone était alors en pleine période électorale, en vue des élections municipales de juin 1987.

que es constituiria un autèntic melic de l'univers, pogués contenir un contrapès tan feixux de realitat indesitjable. »[507]

Ces exemples d'opposition, de négociation ou de proposition mettent en évidence le rôle des associations de riverains dans l'élaboration des politiques urbanistiques. En influençant plus ou moins directement les choix de la Municipalité, elles ont fait partie du système d'acteurs de la transformation de l'espace urbain, bien que leur poids ait pu considérablement varier en fonction de la période et de l'intérêt qui leur a été accordé par la Municipalité, qui reste malgré tout le principal arbitre des débats. Dans les années 1970, les mouvements sociaux et les associations de riverains étaient des contrepouvoirs. À la fin de la décennie, avec les nouvelles conditions de la démocratie, une phase de recomposition s'est ouverte, du fait du passage d'un certain nombre de « meneurs » ou de leurs dirigeants dans l'équipe municipale (comme J. Borja) et d'une pause dans les revendications, pour laisser à la nouvelle Municipalité le temps de mettre en œuvre sa politique. La question s'est notamment posée du devenir, ou plutôt de la capacité des associations à véhiculer les principales revendications des habitants : fallait-il accepter de « déléguer » une partie de leur représentativité aux nouveaux élus de la Municipalité de gauche, ou bien continuer à jouer le rôle de porte-parole exclusif des résidents de Barcelone[508] ? Qu'en est-il aujourd'hui ?

2.2.3 Quelques évolutions récentes des associations de riverains

Si notre objet n'est pas d'analyser précisément l'évolution des associations de riverains dans le centre ancien de Barcelone, nous pouvons néanmoins faire un certain nombre d'observations. Tout d'abord, nos enquêtes ont montré qu'il ne semble pas y avoir eu, en général, de renouvellement des membres « traditionnels » par de nouveaux adhérents. Dans la plupart des cas, nous avons constaté que la grande majorité d'entre eux étaient des personnes âgées, des retraités. Or, dans la littérature sur la gentrification et sur le retour des classes moyennes ou aisées dans le centre ancien, on insiste parfois sur l'investissement de ces « gentrifieurs » dans les structures de sociabilité, les associations de quartiers, soit par adhésion aux associations traditionnelles, soit par création de nouvelles associations. Progressivement, ils en deviendraient les membres les plus actifs, apportant leurs compétences personnelles et leurs réseaux, mais aussi leurs propres interrogations ou revendications, marginalisant celles des anciens résidents. A. Djirikian avait notamment décrypté ce mécanisme dans le cas des associations du quartier du Marais, à Paris, engagés dans les processus participatifs :

[507] « Il était difficile de concevoir qu'une ville se préparant à recevoir un événement aussi important et cosmopolite que les Jeux Olympiques, sur le point de bénéficier d'investissements évalués à plusieurs milliards de pésètes, engagés dans des travaux d'une envergure spectaculaire, des fastes luxueux et un appareil de propagande huilé, une cité prête à devenir le véritable nombril de l'univers, puisse être embarrassée d'un poids si lourd de réalité indésirable ». COMELLAS J., *op. cité*, 1995, p. 72.
[508] POLAD-SPADONI D., *op. cité,* 1980.

« S'approprier un espace (social, politique), sous couvert d'une bienveillance envers les exclus, afin de limiter l'embourgeoisement et la venue d'encore plus aisés qui semble inéluctable. Il s'agit de brandir l'étendard de la culture populaire pour se distinguer de la bourgeoisie traditionnelle. »[509]

À Barcelone, cette évolution n'est pas évidente. Sans préjuger de l'âge des personnes rencontrées[510], ni omettre la possibilité que les nouveaux résidents sont peut-être plus enclins à intégrer les associations culturelles que les associations de riverains, on peut faire deux hypothèses d'explication : soit la spécificité du tissu associatif à Barcelone qui, en quelque sorte, résisterait à sa « récupération » par les « gentrifieurs » ; soit l'absence d'une gentrification suffisamment avancée dans le centre ancien de Barcelone pour qu'il y ait déjà eu une récupération des réseaux de sociabilité.

Le cas des associations de commerçants est différent, parce que les modalités de réunion de leurs membres ne sont pas les mêmes : ils ne disposent pas à proprement parler de local associatif, et la plupart du temps, les entretiens se sont faits directement sur le lieu de travail du président de l'association ou dans un café ou un bar après les horaires de fermeture, si bien que nous n'avons pu nous faire une idée de l'âge moyen des adhérents. On se doute que celui-ci est moins élevé, puisque les commerçants sont des personnes en activité. Leurs représentants restent des commerçants actifs de longue date, qui connaissent bien le territoire de leur association. Les moyens disponibles et le dynamisme de ces petites associations de commerçants n'ont évidemment rien à voir avec ceux de plus grandes entités comme *Barnacentre*. Cette dernière, créée en 1973, fédère à la fois des associations de commerçants et des commerçants non associés, et rassemble à l'heure actuelle plus d'un millier de boutiques situées dans la partie nord du Barrio Gótico[511]. Elle se targuait d'enregistrer en 2006 plus d'un million de visites par semaine sur l'ensemble du secteur couvert par les commerces faisant partie de l'association[512]. En son sein se retrouvent aussi bien des petits commerces que les grandes enseignes de la mode internationale. *Barnacentre* joue un rôle considérable dans l'animation d'un des secteurs les plus commerciaux de Barcelone[513]. On est en droit de s'interroger sur l'influence que peut avoir ce type d'organisation sur les choix urbanistiques de la Municipalité concernant le centre ancien, même si nous disposons de peu d'éléments de réponse dans l'état actuel de nos recherches personnelles. On pourrait cependant relire les travaux menés sur la spécificité de la géographie commerciale à

[509] DJIRIKIAN A., *op. cité*, 2004, p. 228.
[510] Qui reste une question délicate à poser dans un entretien en face à face. Mais les entretiens s'étant déroulés la plupart du temps dans les locaux de l'association, nous avons pu constater que si les représentants (qui animent l'association et s'occupent des tâches administratives) semblaient globalement plus jeunes, la moyenne d'âge des adhérents restait élevée.
[511] Ce secteur connaît un fort développement du commerce de luxe et des magasins franchisés, sous l'effet d'un « affinage » des commerces de détail, c'est-à-dire d'« élimination de commerces de fréquentation courante et leur remplacement par des unités vendant des biens plus rares, plus sophistiqués, dans certains cas plus luxueux, répondant davantage à un comportement de flânerie et de lèche-vitrine », MÉRENNE-SCHOUMAKER B., *op. cité*, 2008, p. 221.
[512] http://www.barnacentre.es/index.php?noticia=6.
[513] Les commerces des Ramblas disposent d'une structure identique, *l'Associació d'Amics de la Rambla*, créée en 1960. Depuis 2007, elle participe activement à la préparation du dossier de candidature en vue de l'obtention du classement des Ramblas sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité.

Barcelone[514] comme la mise en évidence du rôle des nombreuses associations de commerçants assurant, dans leurs quartiers respectifs, le dynamisme des axes commerciaux.

Les associations de riverains possèdent également leur propre structure fédérative. La FAVB rassemble à l'heure actuelle plus d'une centaine d'associations de riverains, dont plus d'une dizaine située à Ciutat Vella. Elle dispose de sa propre revue (C*arrer*), produit régulièrement des documents d'analyse ou des propositions, et constitue l'un de interlocuteurs privilégiés de la Municipalité lorsque celle-ci désire s'adresser aux associations de riverains. Pourtant, aussi bien dans les petites associations de commerçants qu'auprès des associations de riverains, nous avons cru ressentir une certaine forme de désabusement quant à leur rôle, ce qui peut paraître surprenant dans un contexte de développement des discours institutionnels sur le processus participatif[515]. Le représentant de l'association de commerçants de la rue Petritxol soulignait par exemple que l'essentiel des activités de son association portait sur la coordination des horaires et du nettoyage de la rue. Il opposait à cela le dynamisme agressif des grandes enseignes internationales de la mode qui n'hésitent pas à investir le Barrio Gótico en multipliant les points de vente dans le quartier, quitte à ce que les boutiques fonctionnent à perte. Derrière ce discours doit sans doute se lire une forme d'incapacité des petits commerçants ou des résidents à lutter contre le monde de la grande entreprise et les logiques du système capitaliste.

Auprès des associations de riverains, le discours est un peu différent même si l'on retrouve cette même amertume. La représentante de l'une des associations du Casc Antic a par exemple souligné une différence majeure entre les mobilisations des années 1970 et du début des années 1980, et celles de la fin des années 1990 et du début des années 2000. Auparavant, la mobilisation était très forte, parce que les exigences étaient sans doute plus nombreuses, mais aussi parce que, selon elle, les revendications étaient « faciles à formuler ». Face à l'absence d'équipements, les associations réclamaient une école, une crèche, un hôpital, c'est-à-dire des objectifs clairement identifiables et qui ne font pas l'objet d'un débat épineux. A. Alabart soulignait déjà que que beaucoup d'associations qui ont fleuri au cours des années 1960 et 1970 sont nées d'un problème particulier, d'une revendication concrète : le manque de services dans le quartier ou des logements insuffisants ou de mauvaise qualité[516]. À partir d'une enquête sur les thèmes abordés au sein de chaque association, elle montrait que les questions d'urbanisme, puis des conditions de logement, arrivaient le plus souvent en premier. Aujourd'hui, les revendications sont devenues plus abstraites, plus complexes. Elles portent par exemple sur le projet de quartier ou de ville, la conception du pouvoir, le rôle des riverains. Dans ces conditions, il semble plus difficile de mobiliser un

[514] En particulier : CARRERAS C., DOMINGO J., SAUER C., *Les arees de concentració comercial de la ciutat de Barcelona : Barcelona ciutat de compres*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1990, 174 p. ; CARRERAS C. (dir.), *Els eixos comercials metropolitans*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1999, 245 p. ; CARRERAS C. (dir.), *op. cité*, 2003.

[515] On peut se demander si l'importance accordée actuellement par la Municipalité au processus participatif n'est pas une manière de délégitimer la « représentativité » traditionnelle des associations de riverains, en accordant en apparence plus de poids aux voix individuelles.

[516] ALABART A., *op. cité*, 1981.

certain nombre de riverains, en particulier les personnes âgées, sur des thèmes fondamentaux mais moins porteurs de revendications collectives concrètes. Pour N. Calavita et A. Ferrer[517], l'essoufflement du mouvement associatif à partir des années 1980 s'expliquerait aussi par :

- la réalisation d'un grand nombre des projets qui avaient été réclamés durant la période précédente, notamment en termes de jardins ou d'équipements scolaires ;
- le fait qu'une partie de l'opposition était une opposition politique au régime de Franco : avec l'arrivée de la démocratie, cette fraction de l'opposition aurait été moins encline à continuer la lutte, peut-être après avoir retrouvé confiance dans les pouvoirs publics ;
- le fait que beaucoup de membres des associations ou de professionnels les encadrant se sont finalement retrouvés à des postes plus ou moins importants dans l'Administration ou travaillant pour elle. Cela a pu avoir deux effets : passer de « l'autre côté du bureau » a pu influencer le discours, ou bien au contraire a simplement déplacé la réflexion, souvent critique, de la société civile vers la sphère institutionnelle.

En conclusion, nous pouvons rappeler que les associations de riverains agissent souvent « en réaction », c'est-à-dire qu'elles ont avant tout un rôle d'évaluation de la politique menée. C'est peut-être une évolution par rapport à la période précédente durant laquelle, au contraire, les mouvements sociaux se mobilisaient pour réclamer (de nouveaux équipements, des logements), et pas seulement pour protester. Cela n'empêche pas d'ailleurs les associations de formaliser ou développer des approches plus théoriques (par exemple dans les publications de la FAVB).

La Municipalité et les associations de riverains ont été identifiées comme les principaux acteurs d'une pensée théorique de la ville, et de sa mise en œuvre. Par leurs propositions, leurs intérêts parfois contradictoires et les enjeux qu'ils identifient comme prioritaires, ils participent de la transformation de l'espace urbain. Mais nous n'avons pas affaire à des groupes homogènes : les associations elles-mêmes sont divisées et au sein de la Municipalité, certains groupes, comme les architectes-urbanistes, ont un poids prépondérant dans la formulation des politiques urbanistiques. Par ailleurs, entre la politique telle qu'elle est élaborée par la Municipalité et la réalité des mutations, d'autres actants interviennent. Les associations de riverains ont parfois été à même de modifier des projets ou de les faire échouer. Les grandes enseignes commerciales ou les agents immobiliers interviennent dans la production et la transformation de l'espace urbain. S'ils ne formalisent pas nécessairement leur rôle ou leur capacité d'action sous la forme d'une pensée théorique, ils font la promotion des espaces anciens selon des intérêts ou des enjeux qui ne sont pas forcément compatibles avec ceux de la Municipalité ou des associations de riverains.

[517] CALAVITA N., FERRER A., *op. cité*, 2000.

3. LES ACTEURS COLLECTIFS QUI FONT LA PROMOTION DE L ESPACE URBAIN

Les acteurs de la politique urbaine, qu'ils fassent partie de l'équipe municipale ou bien qu'ils soient des contre-pouvoirs, ne sont pas les seuls à contribuer à forger les images de la ville. Nous pouvons rappeler, avec R. Ledrut, que ces dernières sont « (…) des instruments de régulation des conduites. En ce sens, les images collectives de la ville jouent un rôle dans les pratiques à travers lesquelles la ville se forme, change, évolue »[518]. Les images influencent les pratiques de l'espace urbain qui à leur tour par rétroaction peuvent agir sur les images. Ces dernières sont produites par le discours de la Municipalité, mettant par exemple l'accent sur la richesse du patrimoine, sur la réactivation économique et sociale par la réhabilitation, ou bien par les associations de riverains qui défendent un droit à vivre dans le quartier dans des conditions décentes, mais elles le sont également par d'autres actants qui, sans forcément participer au débat sur la construction de la ville, tendent à privilégier certains espaces et certaines pratiques de ces espaces, à promouvoir certains secteurs de la ville, redéfinissant leur fonction et leur rôle au sein de l'agglomération. Parmi les actants qui assurent la promotion de l'espace urbain, les commerces tiennent une grande place, parce qu'ils contribuent à façonner le paysage et les pratiques, mais ils ne sont pas les seuls. Nous avons donc privilégié l'analyse du rôle de trois groupes : les architectes-urbanistes, les agents immobiliers et les grandes enseignes commerciales. Les premiers forment un groupe particulier, qui intervient dans l'élaboration des politiques urbanistiques, à l'exemple d'O. Bohigas, c'est pourquoi ils participent à la fois à la formulation et à la promotion de l'espace urbain.

3.1 Les architectes-urbanistes dessinateurs de la ville

La question du rôle des architectes comme « actants urbains » a été jusqu'à maintenant peu étudiée[519], même si certains auteurs ont souligné la dimension idéologique très forte du discours de l'architecte. Nous proposerons ici quelques pistes de réflexion qui peuvent éclairer leur rôle dans l'élaboration et la promotion des politiques de réhabilitation du centre ancien de Barcelone, en examinant d'une part la place des architectes dans la formulation du *Modelo Barcelona*, à l'exemple de certaines personnalités, comme O. Bohigas, qui ont été fortement impliquées dans l'élaboration des politiques urbanistiques concernant le centre ancien de Barcelone, et l'agglomération en général ; d'autre part les enjeux de cette implication.

[518] LEDRUT R., *op. cité*, 1970, p. 93.
[519] On peut cependant citer l'ouvrage du journaliste Llàtzer Moix. Même s'il s'en tient à la Barcelone olympique, il apporte un éclairage sur le rôle des architectes dans les politiques urbanistiques au début des années 1990. MOIX L., *La ciudad de los arquitectos*, Barcelone : Anagrama, 1994, 275 p.

Il peut paraître curieux de considérer les professionnels de l'architecture comme acteurs à part entière de la transformation de l'espace urbain[520]. Y. Grafmeyer invite cependant à les prendre en compte, dans la mesure où ils peuvent influencer les décisions des aménageurs et des politiques :

> « Pour préparer les décisions, pour les mettre en œuvre, souvent aussi pour en évaluer les effets, les instances politiques prennent appui sur les savoirs et les savoir-faire détenus par divers corps de spécialistes (ingénieurs, urbanistes, juristes, concepteurs et techniciens de l'aménagement…). Ces derniers peuvent être placés plus ou moins directement sous l'autorité de la puissance publique, ou sollicités par elle à titre de consultants. Dans tous les cas de figure, l'expertise scientifique et technique interagit selon des modalités diverses avec les choix politiques. »[521]

J.-L. Cohen soulignait déjà que l'un des facteurs explicatifs du succès de l'expérience barcelonaise a été le refus, de la part des architectes, d'abandonner au profit des ingénieurs leur capacité décisionnelle dans les différents projets urbains. Barcelone aurait alors réussi à dépasser le conflit traditionnel qui oppose « les services techniques, qui se jugent en général seuls dépositaires légitimes des compétences en matière de voirie, et les professions du projet »[522], même si on peut se demander si les architectes ne sont pas tombés dans l'excès inverse, monopolisant le discours sur la ville.

En mettant l'accent sur ce groupe, nous entendons donc examiner la place et le rôle d'un corps de métiers particulièrement présent dans l'histoire de la construction de la ville de Barcelone. En cela, nous nous inscrivons dans la perspective des critiques faites par un certain nombre d'auteurs, comme M. Delgado, concernant l'absence de débat citoyen dans la politique de la ville :

> «L'estreta aliança entre polítics i arquitectes de la qual Barcelona dels darrers anys és alhora escenari i fruit il·lustra formidablement el caire funcionarial i institucional dels segons com a instruments de formació d'un ambient humà adequat als interessos dels primers. »[523]

Depuis Gaudi, Domenech i Montaner, Eugeni d'Ors, les architectes catalans ont revendiqué un double discours sur la construction de la ville et sur la réflexion sur l'espace urbain barcelonais. Dès 1936 s'est formé le *Grup d'arquitectes i tècnics per al progrés de l'arquitectura contemporània* (GATPAC) et sa revue *AC*, réunissant un certain nombre d'architectes comme Josep Lluís Sert ou Josep Torres Clavé, prônant la diffusion d'une

---

[520] Nous avons privilégié l'examen de ceux qui, parmi les architectes, se sont particulièrement impliqués dans la formulation des politiques et des grandes orientations urbanistiques à Barcelone. Sans nier l'importance que peuvent avoir les architectes en général dans la production de l'image de Barcelone, il nous a semblé intéressant de nous focaliser sur les architectes-urbanistes, à cheval entre la formulation théorique et la réalisation de projets. De fait, nous estimons que la différence entre architectes et architectes-urbanistes illustre la distinction entre « agents » et « acteurs » de la transformation de l'espace urbain, tels qu'ils ont été définis dans la première partie de ce chapitre.

[521] GRAFMEYER Y., *op. cité*, 1995, p. 100.

[522] COHEN J.-L., *op. cité*, 1998.

[523] « L'alliance étroite entre les politiques et les architectes, dont la Barcelone de ces dernières années est aujourd'hui le résultat, illustre parfaitement le rôle fonctionnel et institutionnel des seconds comme instruments de formation d'un milieu social correspondant aux intérêts des premiers ». DELGADO M., *op. cité*, 2005, p. 109.

architecture moderne et fonctionnaliste, et tentant d'introduire en Catalogne les débats sur l'architecture moderne qui avaient alors lieu dans le cadre des CIAM[524]. Plus tard, dans un contexte de dictature, le discours architectural sur la ville est devenu un discours politique, en particulier en Catalogne, créant un espace d'expression en l'absence de partis politiques. La rubrique « Histoire » du site internet du *Col·legi d'arquitectes de Catalunya* (ou COAC) nous rappelle que :

> « Després de la Guerra Civil espanyola, el COAC va assumir un paper rellevant en la defensa dels valors democràtics i de llibertat d'expressió. Les sales del COAC es van convertir, durant molt anys, en veritables fòrums de debat en el quals, sota una convocatòria més o menys lligada a l'arquitectura, els temes que s'hi tractaven en superaven ampliament els límits temàtics. El COAC no volgué quedar mai al marge de la resistència social a la dictatura. »[525]

Il convient certes de se méfier des formules parfois un peu rhétoriques faisant l'auto-promotion de la résistance au régime franquiste. Notre propos n'est pas de nous demander si cette résistance a été réelle. Mais le fait de revendiquer que certains architectes aient pu, pendant cette période (au moins à titre personnel, à défaut de le faire par le biais de l'institution), être les vecteurs de la contestation politique, fait partie d'un processus de légitimation par les architectes d'un monopole du discours sur la ville et sur la politique urbanistique.

Le COAC est une corporation réunissant près de 10 000 membres au 1er janvier 2008[526] et fait partie du conseil supérieur des collèges des architectes d'Espagne. Il a été créé en 1931, suite à l'obligation faite par décret royal à tout architecte de faire partie d'un collège pour exercer sa profession, mais il repose sur une tradition associative plus ancienne (avec notamment l'*associació d'arquitectes de Catalunya*, créée dès 1874). La citation précédente, si elle n'est sans doute pas exempte d'une certaine forme de nostalgie déformant la réalité, souligne l'insistance du COAC à se poser comme lieu d'expression de la démocratie et de l'élaboration d'une réflexion sociale et urbaine qui dépasse le cadre de l'architecture. Le COAC assume, d'une certaine manière, son rôle dans la construction de l'espace urbain barcelonais. Il n'est dès lors pas étonnant d'entendre certains professionnels, comme O. Bohigas, revendiquer une certaine « autonomie » de leur travail par rapport aux volontés politiques ou même aux intérêts de la population, même s'il y voit deux risques : une intervention plus forte dans la production de l'espace urbain des promoteurs immobiliers (dont les architectes sont les clients) ; un appel systématique aux architectes

[524] « Congrès internationaux d'architecture moderne », qui dès 1928 entendaient promouvoir l'architecture et l'urbanisme fonctionnalistes, rassemblant des architectes comme Le Corbusier ou Jeanneret.
[525] « Après la guerre civile espagnole, le COAC va assumer un rôle important dans la défense des valeurs démocratiques et de la liberté d'expression. Les salles du COAC vont se convertir, durant de nombreuses années, en de véritables lieux de débat dans lesquels, sous prétexte de discussions plus ou moins liées à l'architecture, les réflexions dépassaient largement les limites thématiques de notre discipline. Le COAC n'a pas voulu rester en marge de la résistance sociale à la dictature » (http://www.coac.net/home/frames/fhomeINSTITUCIO.htm).
[526] Information disponible sur le site du COAC (http://www.coac.net/home/frames/fhomeINSTITUCIO.htm).

reconnus internationalement au détriment du « vivier » local sans doute plus sensibilisé aux problématiques du contexte socio-urbain barcelonais[527].

L'architecte français Y. Beltrando[528] émet une autre hypothèse pour expliquer la place des architectes dans le discours urbain des années 1980 en Espagne. Il rappelle que contrairement à la France, où après la seconde guerre mondiale l'ingénieur comme professionnel a pris un rôle prédominant, en Espagne l'architecte est resté le fer de lance de la pensée urbanistique, d'autant plus qu'il possède parfois des réseaux d'influence qui lui permettent d'occuper des postes importants dans les administrations publiques.

3.1.1 Les réseaux d'interconnaissance : l'exemple d'Oriol Bohigas

Dans son ouvrage sur *La ciudad de los arquitectos* (1994), L. Moix entend à la fois retracer l'histoire des transformations urbaines de Barcelone à l'horizon des Jeux Olympiques de 1992 et faire le portrait d'un certain nombre d'architectes qui y ont contribué[529]. Outre la chronologie des événements et les différentes étapes du projet olympique, l'ouvrage met en exergue l'importance des réseaux d'interconnaissance qui ont sans doute facilité l'arrivée d'un contingent d'architectes relativement nombreux à la tête des différents services d'urbanisme chargés d'élaborer la nouvelle politique de la ville. Il insiste également sur les atouts (sous la dictature) et les limites (en période démocratique) de ce corporatisme professionnel :

> « Cuesta entender cómo un gremio puede llegar a estructurarse de un modo tan compacto. Pero hay una razón : la oposición al régimen franquista, que reclamaba un colectivo profesional cohesionado, sólido, capaz de suplir a otras instancias públicas y también de proteger a sus miembros. El problema llegó cuando esta familia, con su estructura intacta, siguió operando en tiempos de democracia, y se situó – alguno de sus miembros, por lo menos – en el poder. Esta estructura, necesaria bajo la dictadura, se convirtió, llegados a la democracia, en un corsé asfixiante. »[530]

L. Moix rappelle aussi la passion du maire Narcís Serra, élu en 1979, pour l'architecture, et son amitié avec Lluís Clotet, qui remontait à leurs années d'études universitaires. Ce dernier est à l'origine du projet « del Liceu al Seminari », projetant la réutilisation de trois anciens couvents situés dans le Raval (dont la Casa de la Caritat et la Casa de la Misericordia), et qui est un projet de réhabilitation de tout un secteur du centre ancien.

Le parcours de personnalités telles qu'O. Bohigas est assez révélateur du rôle des architectes comme « actants urbains ». Diplômé de l'*Escola superior tècnica de Arquitectura*

---

[527] BOHIGAS O., « Ciudad y acontecimiento. Una nueva etapa urbanística », *Arquitectura Viva*, 2002, n° 84, pp. 23-27.
[528] Ces propos ont été recueillis lors d'un entretien réalisé à l'APUR en juillet 2008.
[529] MOIX L., *op. cité*, 1994.
[530] « Il importe de comprendre comment une union peut arriver à se structurer de manière si forte. Mais il y a une raison : l'opposition au régime franquiste, qui nécessitait de pouvoir se reposer sur un collectif professionnel solide, capable de remplacer d'autres instances publiques et aussi de protéger ses membres. Le problème est né lorsque cette famille, avec sa structure restée intacte, a continué à fonctionner en période de démocratie, et s'est trouvée – au moins en ce qui concerne certains de ses membres – au pouvoir. Cette structure, nécessaire sous la dictature, s'est convertie, une fois sous la démocratie, en un corset étouffant ». MOIX L., *op. cité*, 1994, p. 23.

de Barcelona (ETSAB) en 1951, il a été un des membres actifs du *Grupo R*, qui entendait, dans les années 1950, promouvoir l'architecture moderne inspirée des expériences européennes. En 1977, il est devenu directeur de l'ETSAB, jusqu'en octobre 1980, date à laquelle il a rejoint la nouvelle équipe municipale démocratique. Il a alors été nommé par Narcís Serra à la tête des services d'urbanisme et a élaboré, avec son équipe, un projet pour la ville de Barcelone. Il a rassemblé autour de lui un certain nombre d'architectes, dont les *lápices de oro*, surnom qui désignait un groupe d'étudiants en architecture sélectionnés par O. Bohigas pour renforcer les équipes municipales dans les différents districts, les « rajeunir » et établir des ponts entre le monde universitaire et le monde professionnel. Ces jeunes architectes jouissaient d'un statut particulier, placés sous l'aile protectrice d'O. Bohigas, mais c'était peut-être aussi pour lui une manière de placer dans l'ensemble des districts de Barcelone des « agents » qui lui étaient dévoués[531].

En mars 1984, O. Bohigas a été remplacé par l'architecte Josep Antonio Acebillo, sans pour autant s'éloigner complètement de l'équipe municipale, puisqu'il est resté conseiller plus ou moins officiel à l'urbanisme du maire Pasqual Maragall. En janvier 1984, c'est d'ailleurs lui qui a supervisé le concours pour le projet du site olympique de Montjuïc et c'est son cabinet d'architecture *MBM* (qu'il a fondé avec Josep Martorell et David Mackay) qui a été chargé de préparer le plan du Village Olympique de Poblenou. En 1991, on le retrouve comme conseiller à la culture de la Municipalité de Barcelone, poste qu'il a occupé jusqu'en 1994. *MBM* a également été chargé de la préparation du projet de l'Illa Rambla del Raval. Enfin, en 2003, il est devenu président de l'*Ateneu Barcelonès*[532].

Si la trajectoire d'O. Bohigas est certainement atypique, son rôle dans la structuration de la politique de réhabilitation du centre reste néanmoins essentiel. D'une manière générale, les architectes sont très nombreux dans les différentes équipes municipales. Ce sont généralement eux qui pilotent les grandes opérations de réhabilitation ou de rénovation dans le centre[533] :

---

[531] L. Moix note également avec humour qu'à la fin de leur cursus à l'ETSAB, les étudiants devaient dessiner un plan en remplaçant un vieil immeuble dégradé par un parc ou un espace public. Ils étaient indirectement préparés à mettre en œuvre la stratégie d'assainissement promue par O. Bohigas… « El ejercicio usual, que tenía por objeto acercar a la realidad urbana a los nuevos arquitectos, consistía en pedirles que dibujaran un rincón de la ciudad en el supuesto de que un viejo edificio fuera derribado, dando lugar a una pequeña plaza » (« L'exercice habituel, qui avait pour but d'obliger les nouveaux architectes à se confronter à la réalité urbaine, consistait à devoir dessiner une portion de la ville en supposant qu'un vieil édifice était détruit pour faire un petit espace public à la place »). MOIX L., *op. cité*, 1994, p. 17.

[532] L'*Ateneu* est une entité d'utilité publique dont l'objectif est « propagar el diàleg, els coneixements artístics, literaris i científics, així com fomentar el desenvolupament moral i intel·lectual, els interessos del país i el foment de la llengua catalana » (« diffuser le dialogue, les connaissances artistiques, littéraires et scientifiques, ainsi que favoriser le développer moral et intellectuel, les intérêts du pays et le soutien à la langue catalane »). Article 1 des statuts de *l'Ateneu Barcelonès*, approuvés en assemblée générale extraordinaire du 26 mars 2007.

[533] Rappelons qu'il s'agit ici de souligner l'importance que les professionnels de l'architecture ont pris dans la (re)construction de la Barcelone contemporaine et qu'à ce titre nous nous en tenons à souligner leur rôle comme actants de la production de l'espace urbain. À cet égard, on peut signaler l'initiative prise en juin 2008 en France, de confier à une dizaine d'architectes de renom (dont Jean Nouvel, Antoine Grumbach ou Richard Rogers), parmi une soixantaine de candidats, le soin de constituer sous leur direction des équipes pluridisciplinaires (sociologues, philosophes, géographes, ingénieurs…) afin de réfléchir sur un nouveau modèle pour la métropole parisienne (le « Grand Pari de l'agglomération parisienne »). Dans l'équipe formée autour d'Antoine Grumbach, se trouve d'ailleurs l'architecte Joan Busquets, qui avait également fait partie des services d'urbanisme de la

- pour le PERI[534] du Raval : les architectes Carles Díaz et Xavier Sust, avec l'aide d'Oscar Tousquets et Lluís Clotet ;
- pour le PERI « Sector Oriental » : les architectes Ricard Fayos[535], Pere Giol, Joan Galimany, Rafael de Cáceres, Pedro Domínguez, Carles Paseja ;
- pour le PERI de la Barceloneta : Manuel de Solà-Morales[536].

Analysant le « régime urbain » de Barcelone, A. Casellas souligne également :

« En la transformación urbanística de Barcelona, de forma diferente a lo que encontramos en el caso norteamericano, los técnicos, y más en concreto los arquitectos, han constituido un grupo intermedio entre el sector público y el privado que ha influenciado en gran medida el desarrollo de l'agenda urbana. »[537]

Les architectes auraient ainsi joué un rôle stratégique d'intermédiaires entre le secteur public et le secteur privé, à l'image d'O. Bohigas qui a constamment navigué entre les deux. M. Delgado souligne également que « de fet, l'aliança entre polítics i dissenyadors urbans havia produït a Barcelona una forma renovada de despotisme il·lustrat »[538]. Comment cette prédominance du discours architectural s'est-elle concrétisée dans la formulation de la politique de récupération du centre ?

3.1.2 Une culture scientifique qui a guidé les principes de la reconstruction du centre ancien

Il faut rappeler les choix adoptés, directement issus du discours architectural véhiculé par O. Bohigas :

- hygiénisation du centre par assainissement du tissu urbain ;
- choix de la démolition/reconstruction plutôt que de la réhabilitation en cas d'absence de qualité architecturale particulière ou d'un coût à la réhabilitation trop élevé ;
- requalification de la périphérie ;

Municipalité de Barcelone après O. Bohigas. Au lendemain de l'annonce de cette proposition, elle faisait déjà débat, certains n'y voyant que l'occasion supplémentaire de faire quelques grands projets monumentaux, d'autres soulignant l'« incursion des chercheurs en sciences de l'homme et de la société dans ce que les ingénieurs considèrent comme leur chasse gardée », d'autres encore, comme l'économiste Laurent Davezies, s'interrogeant sur l'utilité d'une telle consultation. *Le Monde* (4 juin 2008), *Libération* (23 mai 2008, 4 juin 2008), *Le Figaro* (5 juin 2008).

[534] *Plan especial de reforma interior*. Il s'agit de plans visant à coordonner à l'échelle locale, l'ensemble des projets de rénovation ou de réhabilitation d'un secteur.

[535] Ricard Fayos fait partie de l'équipe municipale de Jordi Hereu, actuel maire de Barcelone, en tant que directeur technique des services d'urbanisme et des infrastructures.

[536] Manuel de Solà-Morales avait auparavant travaillé, en 1971, sur une contreproposition au projet municipal du *Plan de la Ribera*. Il a également été responsable du projet de rénovation du Moll de la Fusta. On le retrouve comme directeur de l'ETSAB entre 1994 et 1998.

[537] « Dans la transformation urbanistique de Barcelone, d'une manière différente de ce que l'on peut rencontrer en Amérique du Nord, les ingénieurs et en particulier les architectes, ont été un groupe intermédiaire entre les secteurs public et privé, qui a influencé en grande partie le développement de l'agenda urbain ». CASELLAS A., « Las limitaciones del "modelo Barcelona". Una lectura desde Urban Regime Analysis », *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, 2007, n° 48, pp. 75-76.

[538] « De fait, l'alliance entre les politiques et les dessinateurs de l'espace urbain a produit à Barcelone une forme modernisée de despotisme éclairé ». DELGADO M., *op. cité*, 2005, p. 98.

- multiplication des projets de détail ;
- partir des projets pour remonter vers un plan d'ensemble et non descendre d'un plan trop abstrait pour envisager localement les modalités de son application.

Pour O. Bohigas, préparer des projets architecturaux est un acte politique :

« Durant el primer any de la nostra intervenció a l'Ajuntament era important inundar la municipalitat de projectes nous. Un dels problemes greus de l'Administració ve del moment en què atorguen el pressupost a una obra prevista. No hi ha una relació lògica entre l'elaboració d'un projecte i la concessió del pressupost corresponent. És dramàtic! Quan tens el projecte, no tens les pessetes (…). Com que no pensava estar-me gaires anys a l'Administració, la meva intenció era de deixar-hi molts projectes acabats i en curs de tramitació, molt més dels que es podien realitzar dins de l'exercici. És una fórmula una mica bèstia però força lògica, aquesta d'intentar mantenir la influència sobre la Ciutat més Enya de la durada del mandat. »[539]

Cette longue citation met en exergue la stratégie adoptée par O. Bohigas dans ses premières années à la tête des services d'urbanisme : « inonder » l'Administration de projets pour donner une impulsion décisive à la politique urbaine (bien au-delà de sa propre période de présence au sein de l'équipe, autrement dit en maintenant son influence bien après son départ), mais aussi bousculer l'inertie bureaucratique et forcer la Municipalité à financer certains projets, à défaut de pouvoir tous les prendre en charge.

Cette implication forte des architectes dans la sphère politique n'a pas empêché certaines oppositions. De manière anecdotique, on peut rappeler que pendant la campagne pour les élections municipales du 8 mai 1983, Ramon Trías Fargas, co-fondateur en 1978 (avec Jordi Pujol qui est devenu par la suite Président de la Généralité) du parti CDC (*Convergencia i democràtica de Catalunya*), s'était adjoint les services de l'architecte Ricardo Bofill, ce dernier ayant eu à charge de préparer un projet urbanistique pour Barcelone en cas de victoire électorale. Chaque camp politique avait ainsi son propre architecte de renom pour mener le programme urbanistique. Par ailleurs, l'importance donnée aux architectes a pu faire naître un certain nombre de réactions critiques[540]. Les architectes soucieux de marquer leur époque, comme les autres actants urbains, n'échappent pas à des stratégies et des intérêts individuels et collectifs, parfois en contradiction avec ceux d'autres groupes sociaux. En ce sens, l'architecture, comme toute autre science, véhicule des représentations qui tendent à promouvoir, selon les lieux et les époques, une certaine vision de la ville. Les réflexions de l'architecte italien d'Emilio Battisti et celles de Z. Muxí peuvent éclairer les enjeux de l'architecture à Barcelone.

---

[539] « Lors de notre première année d'intervention, l'objectif était d'inonder la Municipalité sous les nouveaux projets. Un des graves problèmes de l'Administration apparaît lors de l'attribution du budget aux travaux prévus. En effet, il n'y a pas de lien logique entre l'élaboration d'un projet et l'allocation des ressources correspondantes. C'est dramatique ! Tu as le projet, mais pas les financements (…). Comme je ne pensais pas rester longtemps dans l'Administration, mon intention était d'y laisser beaucoup de projets finalisés et en cours de traitement, bien plus que ce qui pouvait être réalisé lors de mon mandat. C'est une formule un peu rude mais très logique, que d'essayer de maintenir la pression sur la Ville au-delà de la durée du mandat ». BOHIGAS O., TUSQUETS Ò., FEBRÉS X., *op. cité*, 1986, p. 41.

[540] L'architecte Òscar Tusquets évoque un risque de « monopolisation » par les architectes, en rappelant qu'il n'a aucunement contribué à servir les intérêts personnels : « alguns parlaran de « màfia », tal vegad. Jo dic que som la « màfia » de al gent que guanya menys diners » (« certains parleront de « mafia », à l'occasion. Je dis que nous sommes la « mafia » dont les membres sont ceux qui gagnent le moins d'argent »). BOHIGAS O., TUSQUETS Ò., FEBRÉS X., *op. cité*, 1986, p. 39.

E. Battisti a défini l'architecture comme un ensemble de connaissances exprimant une structure politico-sociale déterminée[541]. D'après lui, l'architecture est idéologiquement déterminée par des « types », des « normes » et des « formes », qui favorisent l'inscription de la supériorité symbolique des classes dominantes dans l'espace urbain (« las formas de conocimiento al servicio de la hegemonía política y de los intereses económicos de la clase dominante »[542]). Par exemple, le mouvement moderne en architecture se fonde sur une « typologie » qui s'appuie sur un certain pragmatisme sociologique (par exemple dans l'organisation des relations entre espace résidentiel, espace de travail et espace de loisirs), une « technologie » déterminant des normes très marquées par un positivisme techniciste, et une « morphologie » très formaliste (la simplicité des formes garantissant par exemple l'acceptation par tous). Qu'en est-il des choix architecturaux de la Barcelone contemporaine ?

Il nous semble que l'architecte Z. Muxí s'inscrit implicitement dans l'approche développée par E. Battisti[543]. Elle s'interroge sur la banalisation des paysages urbains et analyse les formes de l'architecture contemporaine comme autant de modes d'appropriation des territoires urbains par les processus de globalisation, diffusant un modèle de ville caractérisé par :

- la dualisation des espaces résidentiels et l'essor des « quartiers fermés », qui renforce la ségrégation socio-spatiale des villes ;
- la diffusion des espaces urbains dédiés à la consommation qui génèrent une illusion de pluralité d'offres tout en entraînant une banalisation des produits et des modes de consommation ;
- l'implantation des grands symboles de la globalisation (sièges sociaux, grandes infrastructures), qui menace l'identité locale de la ville.

Elle prend l'exemple de Buenos Aires pour montrer comment, dans une agglomération considérée comme en périphérie du système global, se diffusent les images nord-américaines de la ville et comment l'architecture est une « réclame publicitaire », symbole de la maîtrise technologique, de la capacité financière et de l'affirmation d'une identité qui se veut originale, surtout quand les bâtiments sont « signés » par des architectes de renom.

Les notions évoquées par E. Battisti (typologie, technologie, morphologie) tout comme les réflexions de Z. Muxí nous semblent offrir une grille de lecture pertinente des enjeux de l'architecture contemporaine à Barcelone :

- du point de vue de la typologie, la politique de régénération par démolition/reconstruction, proposée par O. Bohigas, promeut une idéologie techniciste ;
- du point de vue de la technologie, la multiplication des opérations de grands centres commerciaux (*Maremagnum* dans le Vieux Port, *Gloriès* dans l'Eixample, *Diagonal-Mar* à la limite ouest de Barcelone) et la construction des tours de

[541] BATTISTI E., *Arquitectura, ideología y ciencia : teoría y práctica en la disciplina del proyecto*, Madrid : Blume, 1980, 339 p.
[542] « Les formes de connaissance au service de l'hégémonie politique et des intérêts économiques de la classe dominante ». BATTISTI E., *op. cité*, 1980, p. 289.
[543] MUXÍ Z., *La arquitectura de la ciudad global*, Barcelone : Gustavo Gili, 2004, 183 p.

bureaux (le long de l'avenue Diagonal) et de logements de standing (sur le front de mer de Poblenou) renvoient à la banalisation de l'architecture décriée par Z Muxí. Cette multiplication des gratte-ciel est par ailleurs dénoncée par des architectes et des résidents qui lui reprochent de briser la *skyline* de la ville et de favoriser l'émiettement du paysage pour satisfaire l'intérêt personnel des architectes qui veulent marquer Barcelone de leur œuvre[544]. C'est le cas de l'hôtel de luxe construit en plein cœur du Raval et qui a ouvert ses portes à l'automne 2008 ;

- du point de vue de la morphologie, la politique urbanistique peut apparaître comme une réactualisation des conceptions hygiénistes de l'urbanisme, une idéologie progressiste où la ville contemporaine s'immisce et surpasse la ville ancienne. C'est notamment le cas dans les opérations de type Rambla del Raval ou Pou de la Figuera.

Au total, nous pouvons dire que les architectes-urbanistes tendent à monopoliser le discours sur la ville et contribuent dans le même temps à construire un paysage urbain qui correspond à une certaine image, un certain modèle de ville, pas forcément compatible avec celui porté par les résidents du centre ancien. Les architectes-urbanistes sont donc à la charnière entre la formulation théorique et la promotion de l'espace urbain. À Barcelone, ils ont largement contribué à formaliser le discours sur la ville et à élaborer la politique de récupération de Ciutat Vella. Dans le même temps, cet accaparement ne s'accompagne pas, ou rarement, d'une réflexion critique sur la qualité architecturale des nouveaux projets ou sur le rôle de l'architecture dans la transformation de l'image de la ville[545]. Nous avions vu dans la partie précédente qu'O. Bohigas restait très attaché à la qualité du *Modelo Barcelona* qu'il a contribué à forger, même si on peut relever certaines contradictions dans ses propres écrits[546], et qu'en définitive, les architectes ayant travaillé avec les pouvoirs publics dans la récupération du centre ancien de Barcelone étaient peu nombreux à reconnaître les limites de leur action.

Parallèlement aux discours théoriques et aux projets promus par les pouvoirs publics, d'autres logiques se jouent dans le centre. Le réinvestissement politique et économique a entraîné dans son sillage d'autres actants, selon des logiques parfois éloignées des intérêts des résidents. Parmi eux, les agents immobiliers nous semblent jouer un rôle incontournable.

---

[544] « A un modelo de desarrollo basado en la acupuntura urbana y en la gestión pública se superpone ahora otra que apuesta también por la arquitectura de autor y a la promoción privada » (« À un modèle de développement basé sur l'acupuncture urbaine dans un contexte de gestion publique, se superpose maintenant un autre modèle qui s'appuie aussi sur l'architecture de l'auteur et la promotion privée »). MONTANER J. M., MUXÍ Z., *op. cité*, 2002, p. 28.

[545] Même si des contre-exemples existent, comme nous l'avons vu avec J. M. Montaner ou Z. Muxí, c'est-à-dire des architectes qui ont moins souvent collaboré avec la Municipalité.

[546] Son ouvrage *Contra la incontinència urbana* (2004) commence par une apologie des valeurs sociales en architecture. Il y rappelle sa conception de l'urbanisme tout en condamnant les principes auxquels il a lui-même contribué, comme la coopération avec le secteur privé ou le recours systématique aux architectes du « star-system ». BOHIGAS O., *Contra la incontinència urbana : reconsideració moral de l'arquitectura i la ciutat*, Barcelone : Institut d'Edicions de la Diputació de Barcelona, 2004, 252 p.

3.2 Les agents immobiliers : les marchands de la ville

L'« agent immobilier » désigne tout intermédiaire professionnel entre un acheteur et un vendeur ou bien entre un loueur et un locataire de bien immobilier. Il travaille généralement en agence et perçoit en échange de ses services une commission sur la vente ou le loyer[547]. *L'associacíon de gestores inmobiliarios y de fincas* (AGIF) définit ainsi le rôle et les compétences de l'agent immobilier :

- « intermediación en compraventa y arrendamiento de inmuebles ;
- elaboración de informes y dictámenes sobre cuestiones inmobiliarias ;
- asesoramiento en inversiones inmobiliarias ;
- asesoramiento en financiación inmobiliaria ;
- elaboración de valoraciones y tasaciones. »[548]

Les agents immobiliers sont des actants de l'espace urbain relativement peu étudiés, notamment en France. Pour autant, il existe une réelle pertinence à s'interroger sur leur rôle en tant que tels. Trois pistes de réflexion nous paraissent possibles dans le cas de Barcelone :

- par leur activité, les agents immobiliers contribuent à « fluidifier » le marché du logement dans le centre ancien : en rendant « visibles » les offres, ils facilitent les transactions et contribuent à accélérer la rotation ;
- par leur expérience du terrain et la mise en relation d'un acheteur potentiel et d'un vendeur, ils contribuent à fixer la valeur des biens, à créer des potentialités (en quelque sorte à révéler l'existence du *rent gap*) et à générer des plus-values, donc à accélérer le retour des capitaux vers les logements anciens ;
- enfin, par leur pratique, il est possible que les agents immobiliers contribuent à la marginalisation de certains secteurs du centre ou l'attractivité d'autres, sans exclure la possibilité d'un « pilotage ethnique » des clients.

Ce dernier questionnement renvoie aux travaux menés aux États-Unis depuis les années 1970 et 1980 sur la ségrégation résidentielle des populations noires urbaines. L'ouvrage de Douglas Massey et Nancy Denton, *American apartheid* (1993 pour la première édition américaine), va à l'encontre de l'idée reçue selon laquelle :

> « La ségrégation résidentielle des Noirs est perçue, avec une certaine condescendance, comme le résultat « naturel » de facteurs économiques et sociaux impersonnels, ceux-là même qui engendraient autrefois la formation de quartiers italiens et polonais et qui génèrent actuellement des zones mexicaines et coréennes. »[549]

En réalité, ni le hasard ni les conditions économiques ne sont des explications suffisantes de la ségrégation résidentielle des populations noires. D. Massey et N. Denton

[547] Les « administrateurs de biens », qui ont pour rôle de gérer tout ou partie d'un patrimoine immobilier, doivent également être considérés comme des actants de la transformation de l'espace urbain. Dans notre travail, nous avons préféré nous en tenir, pour plus de cohérence, aux agents immobiliers proprement dit.
[548] « Intermédiation dans la vente et la location d'immeubles. Élaboration de dossiers et d'avis consultatifs sur des questions immobilières. Conseil en investissements immobiliers. Conseil en financement d'opérations immobilières. Élaboration d'évaluations et d'estimations » (http://www.agif.com/competencias.asp).
[549] MASSEY D. S., DENTON N. A., *American apartheid*, Paris : Descartes & Cie, 1995, p. 14.

proposent de considérer la ségrégation résidentielle non plus comme la conséquence de la marginalisation socio-économique des populations noires, mais bien comme la cause, et s'interrogent sur la responsabilité des agents immobiliers dans la production de ces pratiques ségrégatives. Les auteurs rappellent qu'elles ne sont pas nouvelles, puisque dès 1924, l'article 34 du code de l'association américaine des agents immobiliers stipulait de ne pas introduire dans des quartiers des personnes dont la race ou la nationalité étaient susceptibles d'en déprécier la valeur foncière. Ils soulignent également que le *Fair Housing Act*[550] de 1968 n'a pas suffi à enrayer des pratiques plus subtiles de ségrégation résidentielle. L'agent immobilier ne propose pas les mêmes produits, n'oriente pas les clients vers les mêmes quartiers, ne transmet pas la même quantité (et qualité) d'information selon que son client est « noir » ou « blanc »[551].

George Galster s'intéresse plus particulièrement aux pratiques implicites de « pilotage ethnique » : « racial steering may be defined as behaviours by a real estate agent vis-a-vis a client that tend to direct the client toward particular neighbourhoods and/or away from others »[552]. Il le constate en particulier au cours de deux enquêtes menées à Cincinnati entre 1983 et 1985 et à Memphis entre 1985 et 1987. Dans le cas de Montréal, la thèse de Sylvie Paré, sociologue, s'interroge sur l'existence de pratiques de ce type. Elle identifie trois moments-clés dans la transaction :

> « Le facteur ethnique dans le choix de l'agent d'immeuble par sa clientèle, les modalités d'accès à la transaction et les effets d'une certaine discrimination, voire d'un « pilotage ethnique », c'est-à-dire le fait d'orienter la clientèle vers des quartiers considérés par les agents comme « appropriés ». »[553]

S. Paré souligne que cette dernière pratique n'est pas nouvelle. Elle la retrouve à Chicago dans les années 1920 :

> « Des quartiers auraient été « réservés » aux migrants qui arrivaient massivement des villes du Sud, favorisant la ségrégation résidentielle. Le rôle des organismes comme le *Hyde Park Improvement Protective Club* fut déterminant à Chicago. Pendant les années 20, ces organismes incluaient des agents d'immeuble dont la tâche était de produire des *listings* séparés de propriétés à vendre, tenant compte du facteur racial. Les membres de ces organisations avaient même proposé un règlement municipal qui régirait l'emplacement des populations noires. Certains journaux publiaient des articles concernant les effets négatifs de la présence des « nègres » sur l'état du marché immobilier. »[554]

Chaque moment-clé de la transaction immobilière mobilise des informations et entraîne des choix qui tendent à favoriser certains mécanismes de ségrégation. Dès lors, l'agent immobilier peut être considéré comme un agent « microgéographique », tel que

[550] Loi fédérale sensée garantir l'égalité d'accès au logement.
[551] Précisons cependant que les auteurs ne délèguent pas l'entière responsabilité de la ségrégation résidentielle aux agents immobiliers. Leur attitude conforte les *a priori* racistes de certaines populations blanches, que le « laisser-faire » des administrations publiques a renforcé.
[552] GALSTER G., « Racial steering by real estate agents : mechanisms and motives », *Review of Black political Economy*, 1990, n° 19/1, p. 39.
[553] PARÉ S., *Le rôle des agents immobiliers dans la ségrégation résidentielle ethnique : processus et mécanismes de production*, thèse de sociologie sous la direction de Danielle Juteau et de Claude Marois, Université de Montréal, 1998, p. xi.
[554] PARÉ S., *op. cité*, 1998, p. 23.

l'entendent les géographes Jacques Brun et Yvan Chauviré[555]. À partir d'enquêtes et d'entretiens auprès d'agents immobiliers, S. Paré tend à mettre en évidence des stratégies, aussi bien dans les choix par les clients de l'agent avec qui faire affaire, des préférences de l'agent lui-même vis-à-vis des communautés avec lesquelles travailler, mais aussi des stratégies d'orientation des clients vers certains quartiers, qui ne relèvent pas forcément systématiquement du « pilotage ethnique » mais parfois d'une certaine forme de ségrégation.

Sur ce dernier point, il serait intéressant de mener dans le centre ancien de Barcelone une étude similaire à celles qui viennent d'être présentées dans un contexte nord-américain. Le district de Ciutat Vella est caractérisé par la forte présence de populations étrangères et une certaine tendance à leur regroupement par communautés ethniques[556]. Les entretiens que nous avons réalisés auprès d'agents immobiliers travaillant à Ciutat Vella ne permettent pas de trancher entre l'auto-regroupement ou une pratique qui s'apparenterait au « pilotage ethnique » décrit précédemment. On peut émettre l'hypothèse qu'il pourrait plutôt s'agir de « pilotage social », au sens où les stratégies de redirection ne se fondent pas sur des critères d'appartenance à une communauté ethnique, mais plutôt à un groupe social ou culturel (étudiants, artistes, couples avec enfants). D'ailleurs, le sociologue Loïc Bonneval montre, dans ses enquêtes sur les agents immobiliers dans certaines villes françaises entre 2004 et 2005, que ces derniers hiérarchisent implicitement leurs clients potentiels selon des critères non formalisés, généralement pour ne pas avoir à multiplier les visites ou bien pour gagner du temps[557]. Il souligne par exemple que les classes populaires se voient systématiquement proposer un premier rendez-vous de prise de contact avant de visiter le logement, pour permettre à l'agent de mieux cerner le profil des acheteurs potentiels et assurer sa crédibilité auprès du vendeur en évitant de lui présenter des clients non solvables. On doit bien sûr se garder de transposer des conclusions issues d'enquêtes ayant été élaborées dans des contextes sociaux bien particuliers (celui de l'Amérique raciste par exemple), mais comme le soulignent eux-mêmes D. Massey et N. Denton, le risque de dérive existe toujours, quel que soit le pays étudié. Le contexte migratoire contemporain de Ciutat Vella nous laisse également penser que la question du pilotage ethnique doit être posée.

Ces stratégies de « pilotage », si tant est qu'elles existent à Barcelone, ne sont cependant pas les seuls moyens d'action des agents immobiliers sur l'espace social de la ville. Par leur activité même, ils contribuent à rendre possible l'installation dans le centre ancien des nouvelles populations, par ailleurs facilitée par les politiques publiques de récupération.

---

[555] BRUN, J. et CHAUVIRÉ Y., « La ségrégation sociale, questions de terminologie et de méthode », *Espace Populations Sociétés*, 1983, n° 1, pp. 75-85.

[556] Dans leur ouvrage, D. Massey et N. Denton mettent en garde contre les explications trop simples de l'auto-ségrégation (tendance au regroupement voulu par les populations elles-mêmes). Dans le cas de Barcelone, ce n'est peut-être pas aussi évident, parce que l'immigration contemporaine brasse des populations particulièrement déracinées et éloignées de la culture locale (notamment pour les Asiatiques ou les Pakistanais). MASSEY D. S., DENTON N. A., *op. cité*, 1995.

[557] BONNEVAL L., « Les agents immobiliers et la segmentation des marchés du logement », communication dans le cadre de la journée d'étude « jeunes chercheurs » *Le logement et l'habitat comme objet de recherche*, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 20 mai 2005.

Au cours des entretiens que nous avons réalisés, les agents immobiliers interrogés se sont montrés très alertes et informés quant à l'actualité urbanistique de Ciutat Vella. Ils suivent les différents projets qui joueront potentiellement sur l'offre et la demande. Eux-mêmes sont des intermédiaires : ils ne créent pas forcément les conditions de la reconfiguration de l'espace résidentiel du centre ancien de Barcelone (qui est du ressort des pouvoirs publics ou des propriétaires qui prennent l'initiative de réhabiliter leur logement ou de le vendre, parfois les deux) mais accélèrent le changement. Ils participent dès lors de l'appropriation symbolique de Ciutat Vella, dont certains secteurs deviennent à la mode et d'autres au contraire se marginalisent. Ce couple promotion/marginalisation est en général le fait de tous ceux qui contribuent à modifier les pratiques socio-spatiales des quartiers anciens de Barcelone, ce qui est en particulier le cas des activités commerciales.

3.3 Les grandes enseignes commerciales et le commerce « ethnique » : de nouveaux « colonisateurs » du centre ancien

Au même titre que les activités industrielles ou les promoteurs immobiliers, certaines entreprises commerciales peuvent être considérées comme de véritables actants de la transformation de l'espace urbain. En tant qu'investisseurs, ils possèdent leurs propres stratégies d'accumulation du sol ou des ressources. En tant que partenaires de la politique économique de la Municipalité, ils participent au remodelage du paysage urbain. Enfin en tant que « vitrines » des activités dans la ville, ils façonnent la dimension symbolique des quartiers dans lesquels ils sont implantés. L'un des premiers signes du réinvestissement symbolique du centre est en effet la diffusion d'activités commerciales, qui révèlent le centre ancien dans toutes ses contradictions, comme espace touristique, espace migratoire, et espace du quotidien pour les résidents.

À la différence de l'entreprise industrielle, l'entreprise commerciale est spécialisée dans la distribution de produits et non leur transformation (ce qui n'empêche pas un groupe de posséder ses propres filiales de production). Dans les quartiers anciens, les entreprises commerciales ont aujourd'hui le plus souvent supplanté les entreprises industrielles, soumises à d'autres types de contraintes (accessibilité des ressources ou superficie disponible). Afin de souligner le rôle qu'elles jouent dans la production de l'espace urbain, nous avons choisi d'en illustrer certains aspects, à travers trois exemples, le groupe *INDITEX*, l'entreprise *ABUCU SL* et le commerce asiatique de textile.

INDITEX est un groupe international d'origine espagnole, spécialisé dans la conception, la production et la distribution de vêtements de mode. Il réunit sept marques, pour un chiffre d'affaires en 2007 de 9,4 milliards d'euros (soit une augmentation de 15 % par rapport à l'année précédente)[558]. 80 % de son marché est situé en Europe. Au 31 janvier 2008,

[558] INDITEX, *Anual report'07*, 2008, p. 35.

le groupe possédait un total de 3 691 boutiques, réparties dans 68 pays (soit une augmentation de 64,5 % du nombre de boutiques par rapport à 2004[559]), pour une superficie totale de près de 2 millions de m², toujours en augmentation[560]. L'entreprise étant cotée en bourse et le siège social installé à Madrid, on peut supposer que les principales décisions échappent à l'échelle locale. R. Ferras, dans sa thèse sur Barcelone, avait déjà évoqué le fait que dans les années 1960 et 1970, l'agglomération catalane était une « métropole incomplète » : sur le plan économique et financier, la capacité décisionnelle lui échappait parce que les donneurs d'ordre se trouvaient soit dans la capitale espagnole (principalement dans les ministères) soit à l'étranger (chez les actionnaires qui investissaient dans les industries et la finance à Barcelone)[561]. Ces stratégies, qui intègrent les questions de développement et d'investissement, ont des conséquences sur l'implantation des magasins dans le centre ancien. Pour le géographe Carles Carreras, l'un des principaux signes de l'ouverture de l'appareil commercial aux capitaux internationaux est justement l'homogénéisation progressive de l'offre et du paysage des quartiers commerciaux[562].

INDITEX possède pas moins de soixante magasins (toutes marques confondues) dans Barcelone même, dont vingt sont situés dans le centre ancien ou immédiatement aux abords (soit le tiers du total). La carte 7 montre leur très forte concentration dans trois secteurs de Ciutat Vella : le long de la rue Pelai, le long de l'avenue Portal de l'Àngel et dans le centre commercial *Maremagnum* situé dans le port de plaisance. Cette stratégie de localisation s'explique aisément et témoigne d'une volonté d'appropriation des rues commerciales du Barrio Gótico ou du nord du Raval tourné vers l'Eixample.

À l'inverse, la stratégie de localisation d'*ABUCU SL* semble fondée à la fois sur la concentration à l'échelle de la ville, et sur la dispersion, ou plutôt l'essaimage, à l'échelle du quartier. L'entreprise compte seize boutiques dans Barcelone, dont dix dans le centre ancien (soit les deux tiers du total). Ses magasins, beaucoup moins nombreux (l'entreprise ne possédant que la marque *Desigual*), se situent sont le long de l'avenue Portal de l'Àngel, dans le *Maremagnum*, mais aussi sur les Ramblas, le long de la rue Ferran et dans la Ribera. Cette organisation rappelle tout à fait la stratégie des grandes marques internationales telle qu'elle a été décrite par le représentant de l'association de commerçants de Petritxol, c'est-à-dire une stratégie de positionnement symbolique dans l'espace urbain, au risque que ces magasins ne soient pas tous rentables.

[559] INDITEX, *op. cité*, 2008, p. 37.
[560] INDITEX, *op. cité*, 2008, p. 35.
[561] FERRAS R., *op. cité*, 1977.
[562] CARRERAS C., « The change of urban retail structures and the new urban planning : the case of Barcelona », in BARATA SALGUEIRO T. (coord.), *Commerce, aménagement et urbanisme commercial*, Lisbonne : Universidad de Lisboa, 1992, pp.121-130.

Carte 7. Les magasins INDITEX et ABUCU et le commerce asiatique de textile dans le centre ancien de Barcelone (à l'été 2008)

Élaboration personnelle

Les commerces asiatiques ont également entrepris une « colonisation » du secteur nord-est du Casc Antic. La multiplicité des commerces de textile (de gros ou de détail) remodèle le paysage urbain de ce secteur du centre ancien, en s'accompagnant du développement de restaurants asiatiques et en fixant une partie de la population commerçante sur place. L'enquête menée au début des années 2000 par le géographe Pau Serra del Pozo sur le « commerce ethnique » dans le centre ancien de Barcelone montre que les commerçants habitent souvent dans le quartier où ils ont leur boutique, pour des raisons financières, mais aussi pour rapprocher lieu de résidence et lieu de travail[563]. Ici, le commerce ne joue pas le rôle de promotion, mais plutôt de marginalisation de l'espace, parce que la multiplication des commerces textiles exclut le développement d'autres formes de commerces et crée les conditions d'une « mono-fonctionnalité » du secteur, associée à une surreprésentation de certaines communautés ethniques (photo 11) :

[563] L'auteur définit le commerce « ethnique » comme un commerce tenu par un commerçant qui n'a pas la nationalité espagnole. SERRA DEL POZO P., *El comercio étnico en el distrito de Ciutat Vella de Barcelona*, Barcelone : Fundación « La Caixa », 2006, 189 p.

Photo 11. La spécialisation commerciale du Casc Antic (rue Trafalgar, n° 76)

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2005

Ces implantations commerciales jouent un rôle dans la pratique citadine des espaces anciens. Ils survalorisent la fonction commerciale du centre, en privilégiant certains secteurs (le nord du Barrio Gótico, les quartiers les plus prestigieux du centre ancien…) plutôt que d'autres. La présence d'*INDITEX* et d'*ABUCU SL* confirme la place de Ciutat Vella comme principal espace commercial de Barcelone et, à l'échelle du quartier, renforce le poids déjà dominant de certains secteurs particulièrement investis par l'activité commerciale. Les commerces textiles asiatiques s'inscrivent dans la dynamique de développement du commerce ethnique.

Au-delà de la dimension économique, ces commerces marquent le paysage urbain. Qu'ils valorisent certains espaces du fait de la fréquentation commerciale par des populations qui n'habitent pas toujours le quartier mais établissent un rapport « consumériste » à l'espace[564], ou bien qu'ils tendent au contraire à renforcer la marginalité socio-ethnique de certains secteurs du centre ancien, les commerces influent sur les processus de valorisation ou de dévalorisation des quartiers, parallèlement à l'action de la Municipalité.

En plus de l'implantation effective des magasins, l'affichage publicitaire (y compris mobile), contribue à forger l'image de marque des quartiers ou des rues du centre ancien. La photo 12 montre un vélo-taxi dans le quartier de la Ribera, derrière l'église Santa Maria del Mar, orné du logo et du nom de la marque d'*ABUCU SL*. Il n'est pas rare que les piétons se retournent pour commenter le passage du vélo, qui joue le rôle d'un véritable panneau publicitaire mobile.

[564] Au sens où ce n'est pas seulement l'achat qui compte, mais le fait de flâner, qu'il s'agisse d'un centre commercial au sens propre (*Maremagnum*, *Corte Inglès*) ou bien de commerces plus diffus, dans le quartier.

Photo 12. La mobilité comme mode d'appropriation de l'espace (rue dels Sombrerers)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Pour A. Metton, la perception de l'espace urbain par le citadin est largement constituée de signes commerciaux[565]. Ce que le citadin saisit en premier lieu de la ville, c'est son activité commerciale, par les vitrines des magasins, les néons de leurs enseignes, les affiches publicitaires. Le commerce constitue donc un des éléments structurants du paysage urbain. Un quartier se distingue souvent d'un autre par le dynamisme de ses activités commerciales. Signe identitaire, il devient alors également repère dans la ville, moyen d'orientation, notamment pour le piéton : les vitrines, situées à hauteur de regard, sont immédiatement visibles.

Photo 13. La participation des grandes entreprises commerciales au remodelage du paysage urbain (avenue Portal de l'Àngel, n° 15-17)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

[565] METTON A. (dir.), *op. cité*, 1987.

L'immeuble visible sur la photo 13, datant de 1900 et situé au n° 15-17 de l'avenue Portal de l'Àngel, accueille un hôtel trois étoiles et en rez-de-chaussée et à l'entresol plusieurs magasins qui appartiennent au groupe *INDITEX* (*Bershka* à droite de l'hôtel, et *Oysho* à gauche). C'est un bâtiment de trois étages, en cours de ravalement. Selon le cadastre, les deux parcelles situées aux n° 15 et 17 sont toutes deux en propriété verticale (c'est-à-dire que l'ensemble de l'immeuble appartient à un seul propriétaire, personne morale ou physique)[566].

Le slogan sur la bâche nous rappelle que l'opération est financée dans le cadre de la campagne *Barcelona, posa't guapa*. Lancée en 1986, celle-ci avait pour objectif l'embellissement du paysage urbain en vue des Jeux Olympiques de 1992 et s'est poursuivie par la suite. Elle a consisté en une série de conventions signées entre la Municipalité et différentes entreprises du secteur privé, pour financer la remise en valeur du paysage par ravalement des façades ou rationalisation des enseignes. La photo témoigne de l'envergure de certaines opérations. Pour les entreprises commerciales, en particulier les grandes marques, elles ont un triple intérêt :

- elles permettent de réhabiliter le bâtiment à moindre frais ;
- elles constituent autant d'opérations de marketing pour témoigner de la capacité des entreprises à générer ce type d'opérations ;
- elles contribuent à valoriser l'image de l'entreprise qui fait une « bonne action » en s'associant à la Municipalité.

Au total, la multiplicité des actants intervenant dans la productionet la transformation de l'espace urbain génère une multiplicité d'enjeux parfois contradictoires. Les associations de riverains et de commerçants entendent contribuer aux débats sur l'élaboration de la politique urbaine et peser sur les décisions politiques. Les architectes-urbanistes également, tout en participant directement ou indirectement à la mise en forme de ces décisions et à leur application[567]. Ils constituent un groupe de transition, à la charnière entre la dimension politique et la dimension socio-économique de la ville, entre formulation théorique et promotion de l'espace urbain. Les agents immobiliers, par le caractère même de leur activité, contribuent quant à eux à la revalorisation des centres anciens en assurant la dynamique du marché immobilier de certains secteurs de Ciutat Vella. Enfin, les entreprises commerciales participent à la structuration symbolique et à l'animation de l'espace urbain dans le district de Ciutat Vella.

[566] Ce type d'information étant confidentiel, il n'a pas été possible de savoir qui étaient les propriétaires des deux parcelles. Les deux boutiques situées au rez-de-chaussée appartenant au même groupe commercial, on peut émettre l'hypothèse qu'*INDITEX* est propriétaire de tout l'immeuble.

[567] Rappelons à nouveau que nous avons volontairement laissé de côté le cas des architectes non impliqués dans la prise de décision, c'est-à-dire les professionnels qui réalisent les opérations sans forcément participer au processus d'élaboration des politiques urbaines. D'après nous, ce dernier groupe se trouve beaucoup plus proche du cas des entreprises commerciales.

Si la Municipalité est bien le principal protagoniste de la politique de récupération du centre, ses relations sont fortes avec les associations (y compris de manière conflictuelle) ainsi qu'avec le monde des architectes-urbanistes, mais beaucoup plus ambigües avec les entreprises commerciales et les professionnels de l'immobilier. Par ses choix politiques et l'importance de l'investissement financier et symbolique, elle rend possible les mutations contemporaines. C'est elle qui établit les préconditions de la récupération du centre ancien, sans pour autant pouvoir les orienter complètement. L'analyse de ces jeux d'acteurs révèle donc un risque pour l'action municipale : sans accompagnement réel, les principes ou les objectifs de la récupération du centre peuvent échapper à la sphère politique. Quelles actions d'accompagnement la Municipalité a-t-elle mises en place ? Comment a-t-elle entendu transformer les quartiers dégradés du centre ancien en nouvelle centralité commerciale, culturelle et résidentielle de l'agglomération barcelonaise ? S'est-elle donnée réellement les moyens de ses ambitions ?

CHAPITRE 5
ENTRE POLITIQUES PUBLIQUES ET INVESTISSEMENTS PRIVÉS : LES MODALITÉS DE LA RÉCUPÉRATION DE CIUTAT VELLA

Comment s'est concrétisée la politique de récupération du centre ancien de Barcelone, sachant que la Municipalité n'a pas été le seul actant du réinvestissement économique et symbolique de Ciutat Vella ? Quelles en ont été les modalités depuis 1980 ? Dans quelle mesure les pouvoirs publics ont-ils réussi à proposer des solutions véritablement originales répondant à la crise urbaine du centre ancien, tout en cherchant à éviter sa « muséification » ou sa gentrification ?

Les choix adoptés ne peuvent se comprendre qu'en référence à une volonté de s'éloigner de l'urbanisme de la période franquiste. Mais dans les faits, la question des ruptures et des continuités ne se pose pas selon ce schéma parfois trop simple : l'analyse montre que la récupération à partir des années 1980 est beaucoup plus un réinvestissement, qu'une redéfinition radicale de la politique urbanistique antérieure. À travers les orientations des projets et des investissements, la question du logement social et celle de l'intervention du secteur privé dans la politique urbanistique, la rupture pourtant largement revendiquée par la Municipalité est peut-être à relativiser. Il apparaît que le secteur privé a été de plus en plus impliqué dans la récupération du centre ancien, alors même que la construction de logements sociaux est restée insuffisante.

Nous avons souligné précédemment l'investissement symbolique dont Ciutat Vella avait fait l'objet dès la fin du 19ème siècle. Maintenant, nous étudierons dans une première partie comment il s'est traduit dans les plans successifs d'aménagement de l'agglomération de Barcelone. Ces derniers montrent que le centre ancien n'a jamais complètement été délaissé par les politiques urbanistiques, depuis la fin du 19ème siècle jusqu'au début de la période démocratique post-franquiste. Dans un second temps, nous présenterons les modalités concrètes du *Modelo Barcelona*, en examinant particulièrement la multiplication des partenariats entre le secteur public et le secteur privé. La troisième partie analysera plus

spécifiquement la question du logement, entre réhabilitation privée et promotion publique de logements sociaux.

1. CIUTAT VELLA AVANT 1980, UN ESPACE CONSTAMMENT TRANSFORMÉ

Pere Cabrera, directeur exécutif de l'ARI, a insisté à de nombreuses reprises sur la phase de « réforme » et de « participation citadine » qu'ont représentée les années 1980. Pour lui, la période précédente a été une phase d'« oubli », depuis le milieu du 19ème siècle jusqu'à la fin de la dictature franquiste[568]. S'il est vrai que le retour à la démocratie marque une étape majeure dans l'histoire politique de l'Espagne, il faut cependant se méfier de cette lecture un peu trop réductrice de l'histoire urbaine du centre ancien, qui sert avant tout d'auto-légitimation de la politique actuelle. Les quartiers anciens de Barcelone ont été régulièrement l'objet de réflexions urbanistiques, depuis la démolition des murailles en 1854 jusqu'au *Plan de la Ribera* des années 1960, en passant par le percement de la Via Laietana (1908-1913) ou l'aménagement de l'avenue Francesc Cambó au lendemain de la guerre civile (dans les secteurs profondément meurtris par les bombardements). Dès lors, pour comprendre dans quelle mesure la récupération du centre ancien à partir des années 1980 constitue une rupture, il importe de retracer les principales inflexions des projets urbanistiques depuis le projet de Cerdà.

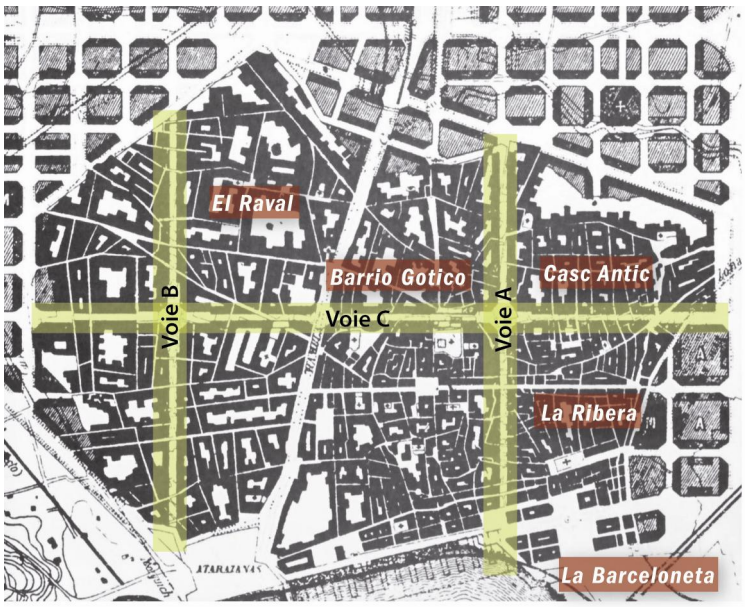
1.1 Du 19ème siècle à la guerre civile : Ciutat Vella de la monumentalisation à la « régénération »

Cette période est caractérisée avant tout par un glissement d'une politique urbaine de type « haussmannien »[569] à une politique de « régénération urbaine »[570]. Suite à la démolition en 1854 de la dernière muraille qui ceinturait l'actuel district de Ciutat Vella, la Municipalité de Barcelone a organisé un concours pour sélectionner le futur plan d'extension de la ville, mais l'État central a imposé celui de Cerdà en 1859. Ce projet a marqué le début d'une longue pratique de l'urbanisme caractérisée par une vision globale de l'espace urbain, l'utilisation de plans généraux résumant l'ensemble des propositions, et par une centralisation des prises de décision les plus importantes (à Madrid et non à Barcelone).

[568] CABRERA i MASSANÉS P., « La transformació urbana de la Ciutat Vella », *Barcelona Societat*, 1998, n° 9, p. 14.
[569] Chacun regardant ce qui se passe de l'autre côté des Pyrénées, les géographes et les urbanistes catalans ont tendance à considérer le projet de Cerdà comme de type « haussmannien », alors que pour F. Choay, c'est au contraire Haussmann qui se serait inspiré des réflexions théoriques de Cerdà. Voir notamment sa préface à la traduction de *La théorie générale de l'urbanisation*, Besançon : Les Éditions de l'Imprimeur, 2005 [1867], 234 p. (traduction de A. Lopez de Aberasturi, préface de F. Choay).
[570] TATJER MIR M., *op. cité*, 2000.

Cerdà, dans sa *Teoría general de la urbanización* (1867), fut l'un des premiers à proposer une vision globale de la ville industrielle et bourgeoise et à l'accompagner d'une théorie urbanistique cohérente. Dans cet ouvrage, il justifiait notamment sa décision d'adopter des rues larges, un plan quadrangulaire et une typologie d'îlots (*manzanas*) devenue caractéristique de l'Eixample de Barcelone. La relecture de l'œuvre de Cerdà est parfois ambiguë : pour certains elle a servi les intérêts de la bourgeoisie catalane désireuse d'occuper des logements plus confortables en dehors du centre médiéval et a permis d'affirmer la puissance financière de l'élite industrielle ; pour d'autres auteurs l'homogénéisation des îlots et la généralisation de cette typologie des formes urbaines doivent être comprises comme une volonté égalitariste de donner à tous les habitants de Barcelone des logements identiques en termes de confort. L'œuvre de Cerdà aurait donc été « détournée » de son objectif originel par les intérêts privés de la bourgeoisie. Dans le centre, le projet prévoyait notamment le percement des trois voies A, B et C, en forme de H, deux axes parallèles reliant l'Eixample à la mer, le troisième perpendiculaire aux deux premières (figure 6).

Figure 6. Le centre ancien de Barcelone dans le projet de Cerdà (extrait du plan de Cerdà), 1859



Élaboration personnelle
Source : GANAU CASAS J., *op. cité*, 1997

Cerdà n'avait pas hésité à proposer le percement de rues rectilignes pour assurer la circulation dans le centre ancien, selon une logique hygiéniste d'assainissement du tissu urbain. Cette restructuration de la trame viaire, associée à des opérations de promotion immobilière, rappelle les opérations haussmanniennes réalisées à Paris à la même époque. Si l'ensemble du programme de Cerdà n'a pu être mis en œuvre, il a influencé les plans élaborés dans la période suivante.

Au début du 20ème siècle, même si la réflexion sur l'espace urbain s'est élargie à une échelle plus vaste, le centre ancien n'a pas pour autant été « délaissé ». Le plan d'Angel

Baixeras i Roig (1889) prévoyait de « dégager » les abords de certains monuments remarquables du centre (comme la cathédrale) pour les valoriser. Son programme s'inscrivait dans une logique de relecture de l'histoire de Ciutat Vella et de monumentalisation du tissu urbain gothique. Il reprenait également l'idée des trois voies de Cerdà, même si le tracé différait des plans originaux, notamment pour le Raval (figure 7).

Figure 7. Ciutat Vella dans le plan de Baixeras (1889)

Élaboration personnelle
Source : GANAU CASAS J., *op. cité*, 1997

Par la suite, Léon Jaussely a également conservé l'idée de Cerdà d'un accès large reliant l'Eixample à la mer. Les réflexions de cet architecte, membre fondateur de la Société française des Architectes Urbanistes (devenue en 1911 la Société française des Urbanistes), ont été marquées par une préoccupation relativement précoce, pour son époque, pour les sciences humaines, notamment pour les apports de l'école de géographie française autour de Paul Vidal de la Blache et de ses travaux sur le « milieu ». En 1905, l'avant-projet de Jaussely a remporté le concours organisé par la Municipalité de Barcelone pour un plan d'aménagement et d'intégration des communes périphériques annexées en 1897. Son projet définitif, ou *Plan de enlaces* (1907), a été guidé par trois grands principes[571] :

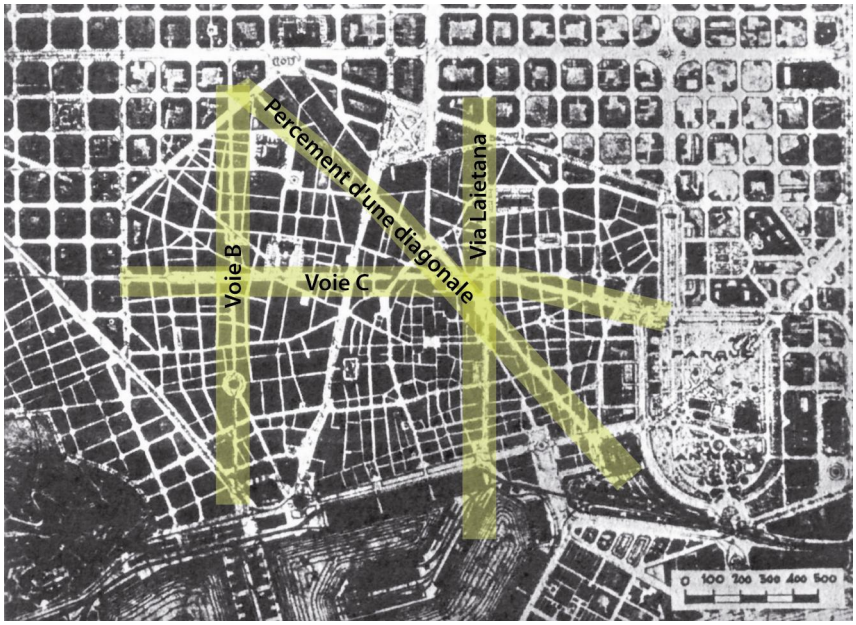
- la rationalisation de l'espace urbain[572] ;

[571] BERDOULAY V., SOUBEYRAN O., *L'écologie urbaine et l'urbanisme*, Paris : La Découverte, 2002, 268 p.
[572] De la même façon que le plan de Cerdà a pu opposer ceux qui y voyaient avant tout un plan conservateur et ceux qui s'attachaient à mettre en avant ses aspects plus progressistes (y compris sur le plan social), le *Plan de Enlaces* de Léon Jaussely a été l'objet d'un large débat, alimenté par les propres réflexions de son auteur. Pour certains, il visait à conforter les positions de la bourgeoisie catalane et à satisfaire les velléités culturalistes du parti *Lliga regionalista de Catalunya*, dont Jaussely était relativement proche (JULIAN I., *L'urbanisme a Barcelona entre dues exposicions (1888-1929)*, Sant Cugat de Vallès : Els Llibres de la Frontera, 1988, 120 p.). La « taylorisation » de l'espace urbain préconisée par Jaussely aurait alors avant tout servi à assurer la position des classes dominantes dans la ville, en répartissant strictement les fonctions et les catégories de population de

- la glorification de la dimension artistique et culturelle de la ville[573] ;
- la volonté de laisser une grande liberté aux architectes afin d'éviter la monotonie du tissu urbain.

Dans Ciutat Vella (figure 8), il reprenait à son compte l'idée de la voie A, qui s'est concrétisée avec les travaux de percement et d'aménagement de la Via Laietana, entre 1908 et 1913, sous l'impulsion de Francesc Cambó, alors conseiller à la Municipalité, député de Barcelone et cofondateur du parti conservateur *Lliga regionalista de Catalunya*.

Figure 8. Ciutat Vella dans le *Plan de enlaces* de Léon Jaussely (1907)



Élaboration personnelle
Source : GANAU CASAS J., *op. cité*, 1997

L'acceptation du projet a entraîné le départ de la population riveraine et la démolition de nombreux bâtiments situés sur le tracé de la future Via Laietana et ses abords, et a suscité une vive polémique sur la question du traitement du tissu urbain dans le centre ancien. La construction de la Via Laietana avait pour objectif de relier les nouveaux quartiers de l'Eixample à la mer, en passant par le centre ancien. Son entreprise a témoigné du rapprochement très fort entre la sphère politique et la sphère financière : pour trouver les ressources nécessaires à la mise en œuvre du projet, la Municipalité avait passé une série

---

Barcelone par quartier. Pour d'autre, cette « taylorisation » doit au contraire être considérée comme une tentative précoce de « zonage » de l'espace urbain, c'est-à-dire de rationalisation des fonctions et des communications entre les différents espaces de la ville, en vue de la rendre plus vivable et de limiter l'effort de ses habitants (PUYO J.-Y, « L'urbanisme selon Léon Jaussely », in BERDOULAY V., CLAVAL P. (dir.), *Aux débuts de l'urbanisme français*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 119-132).

[573] Léon Jaussely se disait très attaché à la dimension culturelle de la ville. Il critiquait notamment l'expérience des cités-jardins et préconisait au contraire le développement des grandes villes, seules capables d'assurer le rayonnement culturel et intellectuel nécessaire à « l'éducation » des catégories plus populaires de la population. Sa volonté de glorifier l'héritage culturel régional s'est exprimée à travers son désir de revaloriser le tissu urbain antérieur au plan de Cerdà. Au final, ces deux aspects ont largement contribué à alimenter l'intérêt de Léon Jaussely pour les quartiers anciens.

d'accords avec la puissante *Banco Hispano-Colonial*[574]. Le percement de l'avenue a entraîné un grand nombre d'expropriations d'immeubles situés directement sur le tracé, et parfois de ceux situés jusqu'à 20 mètres de distance de la future avenue, pour laisser place à la construction de nouveaux immeubles permettant aux investisseurs de rentabiliser l'opération. L'opération s'est également inscrite dans la volonté de « monumentalisation » du Barrio Gótico, parce qu'elle a nécessité le déplacement, pierre par pierre, d'un certain nombre d'édifices destinés à être conservés, à l'exemple de la « Casa Padellàs »[575] vers la place del Rei, et a favorisé la création d'un « quartier gothique » autour de la catédrale.

Même si Jaussely a cherché à rompre la monotonie des plans précédents en proposant la création de places et de squares dans le tissu inachevé de l'Eixample, il s'est inscrit dans une méthodologie assez proche du projet de Cerdà. Il est même allé plus loin en proposant le percement d'une diagonale qui aurait relié le nord du Raval au sud de la Ribera en passant par les abords de la cathédrale. Comme nous le verrons, ce type d'opérations d'éventrement du tissu urbain n'est pas sans rappeler certaines percées créées par la Municipalité dans les années 1980 et 1990. De la fin du 19ème siècle à la fin du 20ème siècle, une continuité existe donc dans les propositions de récupération du tissu urbain de Ciutat Vella.

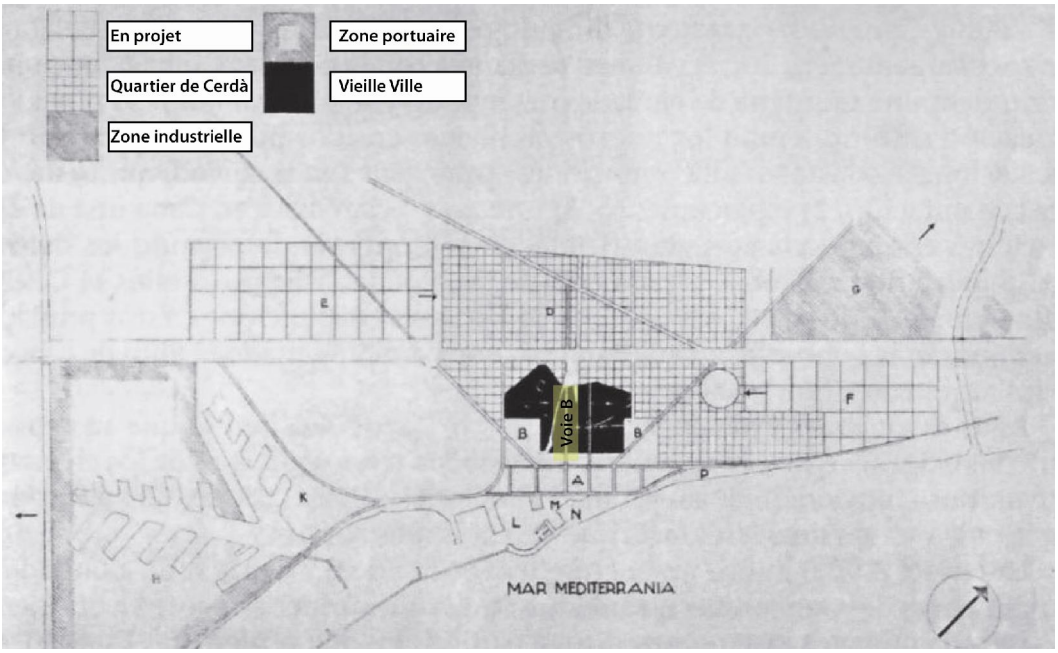
À partir des années 1920, architectes et ingénieurs ont peu à peu admis la nécessité de réfléchir à une plus vaste échelle, de considérer non seulement la ville mais aussi les communes périphériques, notamment à Madrid et Barcelone. Cette idée de planification « intégrale » a pris forme à l'occasion de la c*onferencia nacional de la edificación*[576], qui s'est tenue à Madrid en 1923. Durant la même période, le GATEPAC[577] a été créé à Saragosse en 1930 pour rassembler architectes et ingénieurs ouverts à la nouvelle culture disciplinaire véhiculée par les CIAM (auxquels le GATEPAC a participé). L'une des propositions était de « destruir el centro, donde los problemas carecen de solución para reconstruirlo »[578]. Cette volonté, qui marque l'inflexion vers une idéologie plus progressiste et fonctionnaliste, a notamment guidé le GATEPAC pour l'élaboration d'une proposition d'aménagement de l'agglomération de Barcelone : le Plan Macià de 1932 (figure 9).

Ce dernier prévoyait la création d'un centre des affaires et d'un port de tourisme, gagnés sur la mer, et de deux zones industrielles (le long du rio Besòs et dans l'actuelle Zona Franca, de l'autre côté de Montjuïc, à l'ouest). Pour le centre ancien, il proposait d'assainir le tissu urbain par substitution du bâti, c'est-à-dire des opérations de « régénération urbaine » par démolition/reconstruction, afin de régler définitivement le problème du

[574] Francesc Cambó s'était d'ailleurs lui-même fait construire une résidence au n° 30 de la Via Laietana…
[575] Originallement située rue Mercaders (à l'est de la Via Laietana) et construite entre la fin du 15ème siècle et le début du 16ème siècle, elle accueille désormais le musée d'Histoire de la Ville de Barcelone.
[576] « Conférence nationale sur la construction ».
[577] *Grupo de arquitectos y tecnicos españoles para el progreso de la arquitectura contemporánea* (« Groupe d'architectes et ingénieurs espagnols pour la promotion de l'architecture contemporaine »), à ne pas confondre avec le GATCPAC (*Grup d'arquitectes i tècnics catalans per el progrés de l'arquitectura contemporània*), qui est la section catalane du GATEPAC.
[578] « Démolir le centre, où les problèmes n'ont pas de solution, pour le reconstruire ». DE TERÁN F., *op. cité*, 1982, p. 61.

logement insalubre, dans un contexte de forte croissance démographique. Le projet proposait également d'abandonner l'idée d'une voie C perpendiculaire à la Via Laietana. Par contre, le percement de la voie B était maintenu, même si le tracé s'était déplacé du Raval au Barrio Gótico. Mais ce plan n'a jamais été appliqué. Le début de la guerre civile espagnole en 1936 a mis un terme aux propositions progressistes du GATEPAC.

Figure 9. Le centre ancien dans le Plan Macià de 1932



Élaboration personnelle
Source : BUSQUETS J., *op. cité*, 2004

1.2 La période franquiste : spéculation foncière en périphérie et monumentalisation du centre ancien

En avril 1939, le pays sort de trois années de guerre civile. 192 villes ont été détruites à plus de 60 %. Barcelone a particulièrement souffert des bombardements, tant sa population que ses bâtiments. Sous l'influence de l'idéologie franquiste, l'urbanisme a alors pris deux grandes orientations, pas forcément propres à l'Espagne de l'après-guerre civile, puisqu'elles se rapprochent de celles déjà à l'œuvre dans l'urbanisme de l'Italie mussolinienne[579] :

- d'une part une volonté d'homogénéisation de la pensée urbanistique, des styles architecturaux et de l'espace urbain ;
- d'autre part une exaltation nationaliste, passant par la monumentalisation des centres anciens.

[579] MEMOLI M., « Volonté, spéculation et occasions dans la réhabilitation des centres-villes de Bologne », in RIVIÈRE D'ARC H., MEMOLI M. (dir.), *Le pari urbain en Amérique latine : vivre dans le centre des villes*, Paris : Armand Colin, 2006, pp. 47-63.

Ceci explique que, dès les années 1950, la défense de l'architecture catalane ait été autant un combat pour une certaine liberté architecturale respectueuse de la culture locale, qu'un enjeu politique. En revanche, la formalisation et les modalités d'application de ces orientations urbanistiques ont connu en Espagne des inflexions propres à l'histoire du régime franquiste. F. de Terán distingue plusieurs moments[580] :

- une période de forte exaltation nationaliste et d'homogénéisation stylistique et urbanistique au lendemain de la guerre civile (dans une volonté « d'unification » du territoire national)[581] ;
- une période de maturation théorique et de formalisation du cadre législatif, à partir des années 1950, pour répondre aux conséquences de l'industrialisation accélérée provoquée par la fin de « l'autarcie » et l'exode rural (en tentant notamment de limiter ce dernier par implantation des industries dans les campagnes) ;
- une période de forte spéculation immobilière, à partir des années 1960, favorisée par le « laisser-faire » de l'État et qui a privilégié les grandes villes (en alimentant leur extension) ;
- une période transitoire, à partir de 1970, d'élargissement du cadre de réflexion à l'échelle de la métropole et d'essor de la volonté de mieux contrôler la croissance urbaine.

La période franquiste s'est globalement caractérisée par un urbanisme souvent abandonné aux mains de la sphère économique en collusion avec l'État central :

> « La bureaucratie locale, notoirement incompétente et corrompue, et dont les hauts responsables sont désignés par Madrid, met la planification urbaine au service des grands propriétaires fonciers et des promoteurs. »[582]

---

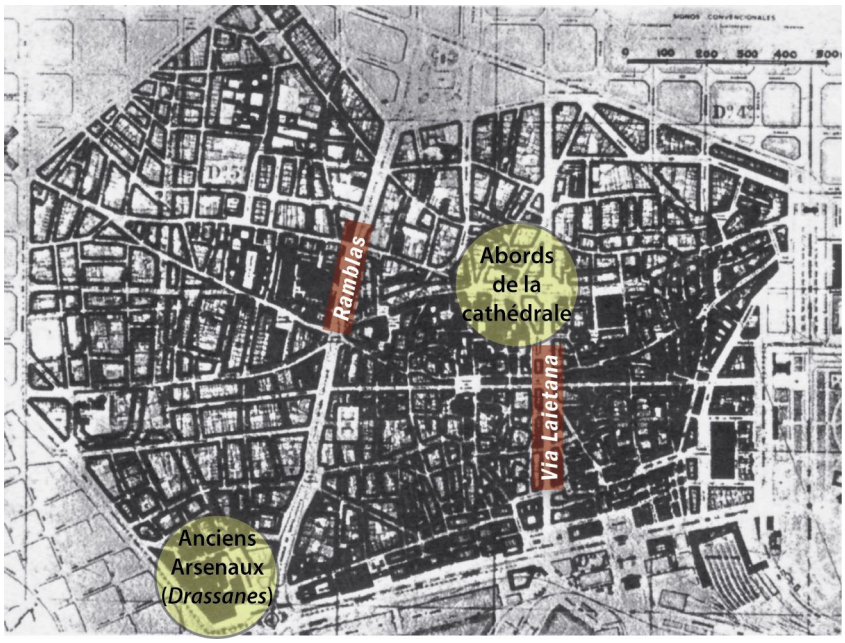
[580] DE TERÁN F., *op. cité*, 1982.

[581] Elle s'accompagne d'un mythication du monde rural, auquel le nouveau régime oppose le monde urbain et ouvrier qui a pris les armes contre les troupes franquistes. Cette idéologie culmine avec les travaux de la *dirección general de regiones devastadas* (DGRD), créée en septembre 1939 pour financer la reconstruction des noyaux urbains (en particulier en zone rurale) et la restauration des monuments, dans une logique d'exaltation de l'architecture du régime. Celle-ci a notamment été alimentée par les réflexions de l'urbaniste Pedro Bidagor, qui a formalisé l'idée de *ciudad orgánica* (« ville organique »), c'est-à-dire un espace urbain fortement hiérarchisé et organisé autour du noyau central de la ville, regroupant ses fonctions principales. Ce dispositif rappelle d'ailleurs l'organisation de la ville soviétique, à la même époque, en « rayon » (ou district) et « microrayon » (ou quartier). Chez Bidagor cependant, chaque ville devait également être un centre de production agricole et industriel, censé répondre aux besoins de la population locale. L'objectif était de fixer sur place la population, en évitant l'exode rural susceptible d'alimenter les classes populaires indisciplinées des grandes villes. Enfin, la hiérarchie de l'espace reflètait la hiérarchie sociale : le regroupement des catégories de la population par quartier n'était pas pour lui la conséquence de la stratification de la société libérale par classes, mais devait être au contraire un moyen de « pacifier » l'espace urbain en évitant la juxtaposition de groupes sociaux aux intérêts et aux modes de vie divergents. SAMBRICIO C., *Cuando se quiso resucitar la arquitectura*, Madrid : COAM, 1983, 243 p. ; BATER J. H., *The soviet city : ideal and reality*, Londres : E. Arnold, 1980, 196 p. ; DARINSKI A. V., *Kray Nevskovo. Sankt-Peterbourg i oblast Leningrada. Priroda, nasselenia, khoziaïstvo, rayony***,** Saint-Pétersbourg : Glagol, 2000, 256 p.

[582] DALIGAUX J., « Urbanisation, planification territoriale et enjeux de pouvoir dans l'aire métropolitaine de Barcelone », *Rives nord-méditerranéennes, Nature et urbanisation. Un enjeu pour les aires métropolitaines méditerranéennes*, 2005.

Les projets pour le centre ancien sont malgré tout restés d'actualité. Le *Plan de reforma interior* de Joaquim Vilaseca (1943) proposait notamment de revenir sur les propositions radicales des architectes progressistes. Ce retour à un modèle beaucoup plus conservateur souligne les enjeux idéologiques d'une redéfinition de l'urbanisme dans le centre ancien.

Figure 10. Le *Plan de reforma interior* de Joaquim Vilaseca (1943)



Source : BUSQUETS J., *op. cité*, 2004

Dans le projet de Vilaseca (figure 10), l'idée des voies B et C a été abandonnée. Le plan touche peu au tissu urbain, si ce n'est pour mettre en valeur les édifices remarquables ou pour offrir l'occasion de nouvelles opérations immobilières dans le centre ancien, dans la continuité de celles de la fin du 19ème et du début du 20ème siècles. Parallèlement, certains projets ont cherché à « monumentaliser » les quartiers anciens. C'est dans cette logique qu'a été effectuée la restauration des *Drassanes*[583], situés à l'extrême sud du Raval. Construits à la fn du 13ème siècle, ils furent convertis en caserne après le siège de Barcelone de 1714. En 1935, la Municipalité de Barcelone a voulu transformer les bâtiments en Musée Maritime, finalement inauguré en 1941. L'architecte Adolf Florensa fut par la suite chargé de la restauration de l'édifice, dont les travaux eurent lieu entre 1957 et 1966[584]. Son projet s'est inscrit dans une volonté de « muséification » du quartier et d'exaltation du style gothique catalan[585].

[583] « Arsenaux ».
[584] Il a par ailleurs réalisé la restauration de l'hôpital de la Santa Creu, dans le Raval (entre 1939 et 1946). Parallèlement, les travaux de restauration qu'il a entrepris dans le Barrio Gótico avec l'aide de l'architecte Joaquim Vilaseca (par exemple pour le Palau Reial ou le palais qui accueille actuellement le siège de la Municipalité) ont visé à valoriser le patrimoine « romain » du quartier au détriment des autres strates historiques.
[585] TERRADAS MUNTAÑOLA R., *Les Drassanes de Barcelona. La geometria, la traça i l'estructura com a garants de la identitat de l'edifici*, thèse d'architecture sous la direction de Teresa Rovira Llobera, Universitat Ramon Llull, 2008, 254 p.

À partir du début des années 1950, la fin de l'autarcie économique de l'Espagne franquiste, l'industrialisation accélérée et l'exode rural ont été à l'origine de nouveaux enjeux pour l'aménagement et l'urbanisme. La *ley sobre el Régimen de suelo y ordenación urbana*[586] dite « loi du Sol » de 1956, influencée par les expériences et les réflexions de Bidagor, a constitué le cadre juridique de la planification urbaine, jusqu'à sa réforme en 1975, en reflétant l'idéologie caractéristique de cette époque. Elle a notamment confirmé la place de l'Administration centrale comme principal acteur en matière de politique du logement. Elle s'est inscrite dans la continuité des mesures précédentes en institutionnalisant l'organisation de l'espace urbain et en hiérarchisant les différentes échelles de plans (nationaux, provinciaux, généraux c'est-à-dire locaux ou proprement urbains, et enfin partiels autrement dit spécifiques à un secteur). Enfin, elle a visé à définir les différents niveaux d'urbanisation potentielle des espaces, en distinguant le *suelo urbano*[587], le *suelo de reserva urbana*[588], donc susceptible d'être inclus dans des plans d'aménagement, et enfin le *suelo rústico*[589] (tout le reste).

Mais les politiques d'urbanisme sont restées peu efficaces, si l'on entend par là que leur enjeu est d'aménager la ville pour répondre aux besoins de tous. Quatre raisons principales expliquent cet échec :

- les difficultés ou l'absence de volonté de faire appliquer la loi du Sol de 1956 ;
- les conflits entre administrations locales et services centraux ou bien l'absence de coordination entre les services centraux eux-mêmes[590] ;
- l'absence d'une approche plurisectorielle de l'urbanisme[591] ;
- les divergences entre les normes des différents plans[592].

Considérée comme « l'ennemie intérieure »[593], Barcelone a été négligée dans les projets élaborés à Madrid, au moins jusque dans les années 1950. Le plan national d'urbanisme, adopté en 1962, a cherché à favoriser la décongestion des villes et à promouvoir les villes les plus petites pour limiter le développement excessif des grandes agglomérations, mais il a proposé peu de solutions concrètes pour Barcelone. Son objectif était avant tout

[586] « Loi sur le statut d'occupation du sol et l'aménagement urbain ».
[587] « Terrain urbain ».
[588] « Terrain potentiellement urbanisable ».
[589] « Terrain rural ».
[590] Une loi de 1962 sur la *Valoración de terrenos sujetos a expropriación e ejecución de los planes de vivienda y urbanismo* (« loi sur la valorisation des terrains sujets à expropriation et sur l'exécution des plans d'aménagement de logements ») autorisait par exemple la direction générale de l'Urbanisme, organisme étatique, à délimiter des espaces pour la construction de polygones de logements, y compris en l'absence de plan local. Elle lui permettait dans les faits d'appliquer sa politique indépendamment des normes en vigueur ou de la politique du ministère du Logement. DE TERÁN F., *op. cité*, 1982.
[591] Par exemple, les zonages des polygones industriels et des polygones de logements n'étaient pas toujours effectués conjointement par les deux ministères concernés. DE TERÁN F., *op. cité*, 1982, p. 447.
[592] Il arrivait que les plans partiels soient approuvés sans qu'ils s'inscrivent dans les plans généraux, ou bien il y avait des contradictions sur les normes de hauteur, le classement d'édifices remarquables ou la concession du sol.
[593] DALIGAUX J., *op. cité*, 2005.

d'éviter la formation de trop fortes concentrations de populations ouvrières (plutôt sujettes à « l'indiscipline ») en orientant les flux de main d'œuvre en dehors des grandes concentrations urbaines. Des plans régionaux ou provinciaux ont également été préparés, comme le *Plan comarcal* de Barcelona, adopté en 1953 par la *ley de Ordenación urbana de Barcelona y su comarca*[594]. Mais à l'instar du *Plan provincial de Barcelona* (1963), il s'est contenté de détailler les plans nationaux et de formuler des considérations générales. Dans le cas de Barcelone, le *Plan provincial* proposait de compenser le déséquilibre industriel entre l'agglomération et sa région en dispersant les industries dans la province afin de limiter l'exode rural, voire d'inverser les courants migratoires. Nous avons déjà évoqué l'existence du *Plan de la Ribera* (1965) dont le projet, comme son nom l'indique, devait affecter une partie de la Ribera et de la Barceloneta.

Face aux carences des plans précédents et du fait d'une croissance démographique et industrielle plus forte que prévue, le *Plan director del area metropolitána de Barcelona* a été adopté en 1966. Il proposait un modèle de ville-territoire avec Barcelone comme centre directionnel, mais il restait très abstrait, difficilement applicable du fait de l'étendue de la zone considérée (plus de 3 000 km^2, contre 485 km^2 dans le *Plan comarcal* de 1953), d'autant que la notion d'aire métropolitaine ne correspondait ici à aucune réalité administrative ou entité institutionnelle. Il a fallu attendre 1974 pour que soit créée la *Corporación metropolitána de Barcelona* (CMB), qui regroupait 27 municipalités, sur un territoire de 477 km², et plus de 3 millions d'habitants, c'est-à-dire plus de la moitié de la population catalane. Mais cette dernière a été dissoute en 1988 parce qu'elle était considérée comme trop puissante et pour cause de rivalités politiques avec le Gouvernement de la Catalogne. Elle a été immédiatement remplacée par la *mancomunitat de municipis de l'àrea metropolitana de Barcelona*[595] (MMAMB).

La fin de la période franquiste est marquée par la reformulation du cadre législatif de l'urbanisme[596], dans le contexte de la transition démocratique, qui coïncide avec un ralentissement de la croissance démographique des villes espagnoles.

Dès le début des années 1970, sous la pression des mouvements sociaux urbains, la remise en cause des politiques urbanistiques s'est exprimée par l'opposition à certains grands projets (comme, à Barcelone, le *Plan de la Ribera* de 1965 ou la révision du *Plan general metropolitano* de 1974) et a préfiguré l'évolution vers une pratique plus concertée de l'urbanisme. F. de Terán note deux principales inflexions de la réflexion urbanistique à partir des années 1970 : d'une part la prise de conscience que l'aménagement de l'espace urbain nécessite la participation des mouvements sociaux, d'autre part la volonté d'élaborer de

[594] « Loi sur l'aménagement urbain de Barcelone et de sa « comarque ». Cette dernière est une subdivision de l'espace, entre la commune et la province, qui correspond plus ou moins au « pays » en France.

[595] « Communauté de communes de l'aire métropolitaine de Barcelone ». Cette structure, qui regroupe actuellement 31 communes, joue un rôle important dans l'élaboration des grandes orientations urbaines de l'agglomération de Barcelone, bien qu'elle possède moins de compétences que son prédécesseur, la CMB.

[596] La loi du Sol est réformée en 1975 et parallèlement le *Plan comarcal* fait l'objet d'une révision qui a donné naissance au *Plan general metropolitano de Barcelona* (PGM) en 1976.

nouveaux outils urbanistiques en opposition avec ceux de la période précédente (ce qui préfigure la valorisation du « projet » sur le « plan », prônée par l'architecte O. Bohigas)[597]. La transition démocratique a donc été caractérisée par :

- une nouvelle législation urbanistique, exigeant la révision et la mise en conformité des plans antérieurs ;
- une pression sociale forte, structurée par les mouvements sociaux urbains et les associations de riverains ;
- un changement dans les rythmes et la localisation de la croissance démographique ;
- un changement de paradigme, avec l'essor de nouvelles valeurs culturelles liées à la question du patrimoine et de nouvelles réflexions sur les enjeux et les méthodes de l'urbanisme[598].

La transition s'est également faite dans un contexte de décentralisation des compétences urbanistiques, qui s'est traduite par une certaine diversité législative, puisque chaque région n'a pas forcément adopté le même cadre légal. La gestion de l'espace urbain a également été décentralisée à l'échelle des municipalités. Pour le géographe Jacques Daligaux, ce transfert vers les régions et surtout vers les communes, a clairement répondu à une demande sociale qui se justifiait doublement :

> « Le législateur répondait ainsi à une demande pressante des municipalités. En effet, soumises à un puissant mouvement de revendication sociale induit par les dérives de la période franquiste (expropriations, urbanisation sauvage des périphéries, destruction des centres anciens), elles ont exigé de reprendre en main l'urbanisme communal. Exigence d'autant plus forte que nombre de nouveaux élus locaux et technocrates municipaux avaient porté et avaient été portés par ce mouvement social. »[599]

L'auteur souligne également que la région garde ses prérogatives sur un certain nombre de points. C'est notamment elle qui doit approuver les plans généraux ou les plans partiels des communes catalanes, même si cette approbation repose essentiellement sur la pertinence au regard de la législation en vigueur plus que sur les choix urbanistiques. La décentralisation tend à éliminer certains échelons administratifs du domaine de l'aménagement et de l'urbanisme, et à accorder de plus en plus de poids aux municipalités, en particulier dans les grandes villes comme à Barcelone. Lorsque la Municipalité socialiste dirigée par Narcís Serra arrive au pouvoir en 1979, elle sait que les attentes des habitants sont fortes. Elle peut compter sur une marge de manœuvre importante, qui coïncide avec une volonté de rupture avec la période précédente. Dans ce contexte, comment se concrétise la politique de récupération de Ciutat Vella ? Quels sont les dispositifs mis en œuvre ?

[597] DE TERÁN F., *op. cité*, 1982.
[598] DE TERÁN M., *Historia del urbanismo en España III. Siglos XIX y XX*, Madrid : Cátedra, 1999, 397 p.
[599] DALIGAUX J., *op. cité*, 2005.

2. LES INSTRUMENTS DE LA RÉCUPÉRATION DE CIUTAT VELLA ENTRE 1980 ET 2008

La politique de réhabilitation menée par la Municipalité de Barcelone depuis le début des années 1980 a été particulièrement étudiée, y compris par les acteurs eux-mêmes de cette politique[600]. Plutôt que de nous livrer à une analyse exhaustive, nous avons choisi de mettre l'accent sur les modalités et les mécanismes de financement, et sur leurs conséquences possibles sur les changements sociaux des quartiers anciens de Barcelone.

Les outils sont nombreux et se sont notamment complexifiés pour permettre la participation d'une multiplicité d'acteurs publics et privés. Ils témoignent d'une volonté croissante d'agir de manière transversale (donc de ne pas se contenter de réhabiliter des édifices), tout en renforçant le rôle des pouvoirs locaux dans la récupération de l'espace urbain central de Barcelone. En même temps, la porte est restée largement ouverte à la participation privée. Dès lors, bien moins qu'un modèle spécifique, la politique municipale pour le centre ancien de Barcelone est conforme à une évolution plus globale dans le monde occidental, ce que l'urbaniste François Ascher nomme « néo-urbanisme », caractéristique de la fin du 20ème siècle, et dont les spécificités seraient[601] :

- l'accent mis sur les objectifs plutôt que les moyens ;
- l'intégration de nouveaux modèles de performance issus du secteur privé, en termes de productivité et de gestion, dans le but de gérer des situations plus complexes ;
- le brouillage de la limite public/privé, y compris dans la typologie des espaces produits ;
- la multiplication des intérêts et des enjeux, qui nécessite la recherche de compromis ;
- l'accent mis sur la gouvernance.

Certains auteurs ont été particulièrement critiques quant à cette évolution. Dès la fin des années 1980, D. Harvey décrivait le glissement entre une politique « managerialiste » et une politique « entreprenarialiste », caractérisée notamment par la multiplication des partenariats public/privé, tout en soulignant les dangers de cette évolution :

> « The new urban entrepreneurialism typically rests, then, on a public-private partnership focusing on investment and economic development with the speculative construction of place rather than amelioration of conditions within a particular territory as its immediate (though by no means exclusive) political and economic goal. »[602]

[600] Nous renvoyons à la bibliographie en fin de thèse, plus particulièrement EARHA, *Informe sobre Ciutat Vella*, 1991 ; EARHA, *Avaluació de set anys d'actuació a Ciutat Vella*, 1996 ; BRUNET F., *Anàlisi econòmica de les actuacions urbanístiques a Ciutat Vella*, Barcelone : Promoció Ciutat Vella, 1996, 337 p. ; GOMÀ R., *op. cité*, 1997 (a) ; AJUNTAMENT DE BARCELONA., *Memòria 1995-1998. Sector d'urbanisme*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1998, 174 p. ; EARHA, *Eficàcia social de la política d'habitatge*, 2001; BUSQUETS J. et alii, *op. cité*, 2003 ; PROCIVESA, *Ciutat Vella, ciutat construida : Promoció Ciutat Vella 1988-2002*, Barcelone : El Cep i la Nansa, 2003, 269 p.

[601] ASCHER F., *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2001, 109 p.

[602] HARVEY D., *op. cité*, 1989.

Ces partenariats font débat, ils sont souvent accusés de privilégier les intérêts économiques plutôt que sociaux, même si, pour certains auteurs, le risque est moins celui de la « privatisation » de la politique urbanistique, que de l'échec des financements des grands projets :

« Un des plus grands risques est moins de voir les promoteurs privés faire main basse sur la ville que de voir des villes s'engager dans des projets en pensant pouvoir les financer à travers des formes de partenariat public-privé et devoir ensuite soit prendre en charge une partie du budget non prévue soit laisser dans les cartons un projet devenu central dans leurs stratégies de développement. »[603]

En quoi l'évolution de la politique de réhabilitation de Barcelone traduit-elle cette évolution d'un urbanisme « classique » à une forme de « néo-urbanisme » ?

2.1 Les principaux outils de la réhabilitation

Entre les années 1980 et les années 2000, les outils de la réhabilitation se sont multipliés, de la création de zones permettant la mobilisation de ressources financières importantes à la constitution de sociétés mixtes pour prendre en charge la promotion urbanistique dans le centre ancien.

2.1.1 Une área de rehabilitación integrada (ARI) pour mobiliser les ressources

À l'échelle nationale, le décret royal 2329/1983 du 18 juillet 1983 de *Protección a la rehabilitación del patrimonio residencial y urbano*[604] autorise la mobilisation de budgets pour faire réhabiliter des logements. Il identifie des aides particulières dans le cas de bâtiments ayant une valeur historique ou artistique et propose notamment la mise en place d'*áreas de rehabilitación integrada* (ARI)[605] et d'*oficinas de rehabilitación*[606] comme organes de gestion de ce soutien à la réhabilitation. Par ailleurs, dès 1982, la Généralité de Catalogne adopte le décret 281/1982, qui permet de délivrer des subventions à titre individuel pour la réhabilitation des logements.

L'ARI est un dispositif qui vise à canaliser et rationaliser les investissements issus des différents organes institutionnels ou sectoriels, selon les modalités suivantes :

« Tindran per objecte la millora i recuperació dels conjunts urbans, de les seves activitats econòmiques i socials que els són pròpries, així com de les condicions de vida dels residents mitjançant les actuacions sobre edificis, espais lliures, infrastructures, serveis i equipaments necesaris (…). Les declaracions d'ARI tindren per objecte coordinar les actuacions de les administracions públiques i el foment de la iniciativa privada, que es

[603] Préface de l'ouvrage HEINZ W. (dir.), *Partenariats public-privé dans l'aménagement urbain*, Paris : L'Harmattan, 1994, 295 p.
[604] « De la protection à la réhabilitation du patrimoine résidentiel et urbain ».
[605] « Aires de réhabilitation intégrale ».
[606] « Bureaux de la réhabilitation ».

dirigeixi a rehabilitar de forma integrada els conjunts urbans d'interès arquitectònic, historicoartistic, cultural, ambiental o social. »[607]

Cette mobilisation de ressources avant tout publiques se fait en vue de la récupération intégrale d'un quartier urbain par ailleurs reconnu pour son intérêt architectural ou artistique. L'objectif est donc double. Tout d'abord, il s'agit d'accélérer le processus de récupération de l'espace urbain, ce qui passe par :

- la « libération » du sol en vue de créer de nouveaux espaces publics, des logements neufs et d'améliorer les conditions générales de confort et de logement ;
- le développement des infrastructures de communications et des équipements de base, notamment les équipements sociaux, culturels, éducatifs et sportifs ;
- la réactivation de l'économie locale par l'implantation de nouvelles activités et le soutien aux activités artisanales ;
- la mise en valeur du patrimoine culturel.

En second lieu, l'ARI cherche à favoriser la coordination inter-institutionnelle entre la Municipalité, la Généralité et l'État (à travers le ministère du Logement), mais a également pour but de soutenir le secteur privé dans les opérations de réhabilitation, en accordant des prêts à taux d'intérêts privilégiés.

À Barcelone, le périmètre de l'ARI couvre la quasi-totalité du district de Ciutat Vella, soit plus de 3 km². L'ARI a fait l'objet d'une demande de déclaration à la Généralité dès 1985. Celle-ci a donné son accord le 13 octobre 1986 (décret 317 de la Généralité). 5 zones ont été particulièrement privilégiées, selon une logique de concentration temporelle et spatiale des ressources :

- la quasi-totalité de la Barceloneta ;
- le secteur autour de Sant Pau del Camp ;
- le couvent dels Angels (futur site du MACBA) ;
- la place Reial ;
- le quartier de Sant Augustí Vell.

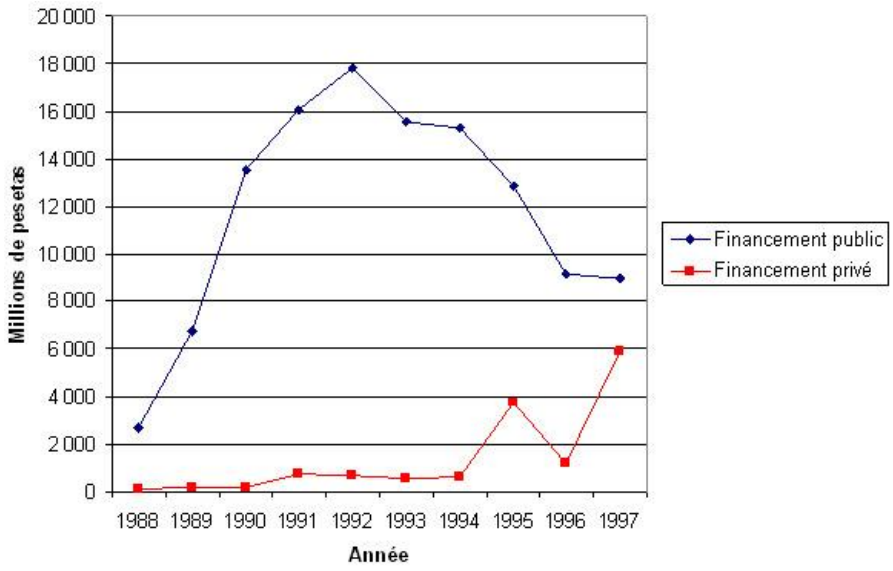
À chaque fois, le programme d'action a inclus la gestion du sol, la construction de parkings et d'équipements, la promotion immobilière (logements neufs ou réhabilités), la rénovation d'infrastructures et des espaces publics, et le soutien à la réhabilitation privée[608]. C'est généralement la Municipalité qui s'occupe de la gestion du sol (indemnisation des familles expropriées et démolition des bâtiments dégradés) et la Généralité qui fait construire les logements.

[607] « Ils auront pour objectif l'amélioration et la récupération d'ensembles urbains, des activités économiques et du tissu social qui leur sont propres, de même que l'amélioration des conditions de vie des résidents à travers les actions sur les bâtiments, les espaces libres, les infrastructures, les services et les équipements nécessaires (…). Les déclarations d'ARI auront pour objet de coordonner les actions des administrations publiques et le soutien à l'initiative privée, en vue de réhabiliter de manière intégrale les ensembles urbains d'intérêt architectural, historico-artistique, culturel, environnemental et social ». Cité dans CABRERA i MASSANÉS, *op. cité*, 1998, p. 16.

[608] EARHA, *Activitats econòmiques al Raval per a l'àrea de rehabilitació integrada ARI de Barcelona*, 1987.

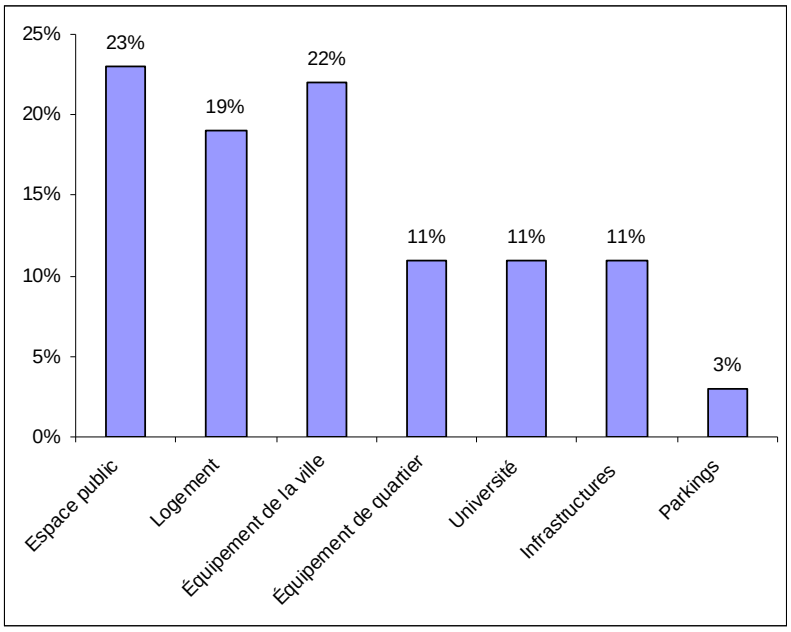
Dans sa période d'activité la plus intense (entre la fin des années 1980 et la fin des années 1990), l'ARI a permis la mobilisation totale de plus de 130 000 millions de pesetas, soit environ 780 millions d'euros (figure 11). Sur cette somme, la part de l'investissement privé était très faible au début de la période, puisqu'elle ne représentait que 10,6 % du total investi. En revanche, elle a augmenté depuis le milieu des années 1990. En 1997 la part des investissements privés s'élevait à 39,8 % de l'investissement total.

Figure 11. Évolution des investissements dans l'ARI selon leur origine publique ou privée entre 1988 et 1997 (en millions de pesetas)



Élaboration personnelle
Source : CABRERA i MASSANÉS P., *op. cité*, 1998, p. 21

Figure 12. Les investissements publics dans l'ARI de Ciutat Vella entre 1988 à 1997



Élaboration personnelle
Source : CABRERA i MASSANÉS P., *op. cité*, 1998, p. 21

L'investissement d'origine publique dans l'ARI a été de 118 648 millions de pesetas (environ 713 millions d'euros) entre 1988 et 1997. Comme l'avait annoncé la Municipalité démocratique, l'essentiel de son investissement a porté sur les espaces publics et les équipements de la ville (presque la moitié pour ces deux postes), et dans une moindre mesure sur le logement (figure 12).

Dans ces conditions, on comprend que le secteur privé ait préféré soutenir l'effort de réhabilitation sur d'autres secteurs, plus rentables, comme on le verra plus loin. Pour la période 1993-1997, les investissements municipaux se sont élevés à 44,4 % de l'investissement public total, ceux de la Généralité à 28,0 %, ceux de l'État à 11,9 %, enfin ceux de l'Union européenne (tous programmes confondus[609]) à 15,7 %.

En plus de l'ARI, qui est donc un dispositif de mobilisation de ressources, a été adoptée dans le même temps une série de *planes especiales de reforma interior* (PERI), dont l'objectif était cette fois-ci d'articuler les différents projets entre eux.

2.1.2 Les planes especiales de reforma interior (PERI) pour coordonner les projets

Le district de Ciutat Vella compte actuellement trois PERI, mis en place au milieu des années 1980. Ce sont des plans d'aménagement qui doivent assurer la cohésion d'ensembles de projets localisés dans des secteurs bien particuliers. Ils répondent tout à fait à la logique promue par O. Bohigas d'articulation entre plans et projets et à la volonté de privilégier la multiplication des petits projets plutôt que les plans abstraits. Ils sont donc moins des outils de financement que des outils de coordination et servent avant tout de cadre pour l'intégration d'un ensemble de projets à l'échelle la plus fine possible. Ils se substituent localement aux plans déjà en vigueur (notamment le PGM) et autorisent les pouvoirs publics à adapter les normes (ou en adopter de nouvelles), pour mettre leurs projets en concordance avec la léglisation. La philosophie qui sous-tend les PERI a été présentée par l'architecte Joan Busquets dès 1986, dans les premiers numéros de la revue municipale *Barcelona, Metrópolis Mediterránea*[610] :

- permettre des interventions sur le tissu urbain à une échelle la plus fine possible ;
- réorganiser le trafic intra-urbain ;

[609] Les financements européens occupent une place particulière dans la liste des différents « outils » de la politique de réhabilitation. Ils sont arrivés plus tardivement (L'Espagne n'intégrant la CEE qu'en 1986) et ont été dirigés vers des secteurs et des projets bien précis, en particulier :
- « operaciones de mixticidad urbana y movilidad alternativa en los barrios de Casc Antic y Gòtic de Barcelona », dans le cadre du programme LIFE, en 1993. Il s'agissait essentiellement de développer les espaces publics et restructurer la trame viaire (rue Allanda-Vermell) ;
- « Rambla del Raval », financée à 85 % par le Fonds de Cohésion européen en 1994, ce qui a permis d'acquérir environ 60 immeubles pour libérer près de 27 500 m² de surface au sol ;
- projet « Casc Antic », financé à 80 % par le Fonds de Cohésion en 1995, pour certains espaces publics et pour l'avenue Francesc Cambó (près de 19 500 m² de surface au sol ont pu être libérés, par acquisition d'environ 70 bâtiments) ;
- Programme de limitation d'accès des véhicules dans le quartier de la Ribera, financé par le programme LIFE, en 1995.

[610] BUSQUETS J., « El planeamiento de la Ciutat Vella. Una herramienta de trabajo para su rehabilitación », *Barcelona, Metrópolis Mediterránea*, 1986, n° 1, pp. 50-55.

- moderniser les édifices remarquables ;
- assainir le tissu urbain ;
- maintenir l'équilibre résidentiel en favorisant la réhabilitation ;
- définir les normes de l'action.

Le **PERI du Raval**, préparé par les architectes Xavier Sust, Carles Díaz, Lluis Clotet et Oscar Tusquets, a été adopté en 1986 pour couvrir l'ensemble du Raval. Il a été centré sur quatre objectifs particuliers. Le premier était de redistribuer les usages du quartier et de substituer de nouvelles formes d'occupation du sol aux anciennes (jusqu'à 10 % de la superficie totale du quartier). Le second était de procéder à une « régénération » du tissu urbain plus forte que dans les autres secteurs du centre ancien, en modifiant le tracé de la voirie et en créant de nouvelles places (comme le Pla central del Raval, qui est devenu par la suite la Rambla del Raval). Le troisième était de faciliter la réhabilitation privée (avec le soutien du secteur public) dans les tissus urbains les moins dégradés et nécessitant donc un investissement moins lourd[611]. Le quatrième objectif était géographique, puisqu'il s'agissait de procéder de préférence du nord vers le centre du secteur. Le PERI du Raval a été modifié à plusieurs reprises, afin d'adapter le plan aux différents projets qui sont venus s'ajouter à ceux prévus initialement[612].

Il découle de ces quatre objectifs que le PERI du Raval a offert une grande liberté dans la restructuration complète du quartier, et l'ampleur des projets a été à la mesure de la volonté de changer en profondeur l'image de ce secteur du centre ancien, comme l'expriment certaines opérations radicales qui ont précédé ou suivi la déclaration de l'ARI. Le programme « del Liceu al Seminari » a préfiguré la nouvelle orientation culturelle du Raval, voulue par la Municipalité. En 1980, les architectes Lluís Clotet et Oscar Tusquets ont proposé un projet pour changer l'image du Raval. Il s'agissait de développer les fonctions culturelles et universitaires du quartier, par réhabilitation (théâtre du Liceu), reconversion (ancien hôpital de la Santa Creu) ou création d'équipements (musée d'Art contemporain et faculté de géographie, d'histoire et de philosophie de l'Université de Barcelone). Ces projets ont par la suite été inclus dans le PERI.

Les principales opérations du PERI du Raval ont donc été la construction du musée d'Art contemporain et du Centre culturel contemporain de Barcelone (CCCB) ; la rénovation du secteur autour de la place dels Àngels ; la création d'un grand espace public au cœur du Raval (Rambla del Raval) ; l'agrandissement et la rénovation de la place del Doctor Fleming (en 1991, entraînant la démolition des édifices situés n° 41 et 43 de la rue Carme) ; la rénovation du secteur Drassanes (avec le percement des nouvelles rues Sant Oleguer et Maria Aurèlia Capmany) ; la rénovation du marché de la Boqueria (entre 1998 et 2001). Étant situés dans le périmètre de l'ARI, ces projets ont également bénéficié de la mobilisation de ressources publiques importantes. On estime au total que sur l'ensemble de l'investissement

[611] Mais privilégiant sans doute les petits propriétaires les moins pauvres, comme nous le verrons plus tard.
[612] On peut citer la « modificación del PERI del Raval para la ubicación de la Universidad en la manzana de la Misericordia y descongestión del Pla central », ainsi que la « modificación del PERI del Raval. Reordenación del Pla central ».

destiné aux PERI du centre ancien, les deux tiers (64,2 %) ont été destinés à celui du Raval (toutes opérations confondues)[613].

Le **PERI de la Barceloneta**, préparé par les architectes Manuel de Solà-Morales et Antoni Font i Arellano, a été adopté en 1986 pour couvrir l'ensemble du secteur de la Barceloneta[614]. Il a insisté sur l'étude des possibilités de réhabilitation des logements, d'installation de nouveaux équipements locaux, de rénovation des voies publiques (passant aussi par l'amélioration du paysage urbain, notamment des façades des bâtiments) et de nouvelles constructions par démolition des bâtiments obsolètes, tout en respectant le tissu urbain existant, particulièrement caractéristique du secteur. Ce dernier se caractérise en effet par la présence d'un grand nombre d'îlots longs et étroits, hérités du Plan de la Barceloneta de 1754. Mais les deux enjeux réels du PERI de la Barceloneta ont été l'élimination des barrières physiques qui isolaient le quartier du reste du centre ancien et la réhabilitation des logements, notamment des *cases de quart*. Cette expression désigne les logements de la Barceloneta à l'origine de grande taille (8,4 m sur 8,4 m pour une superficie totale d'environ 70 m²), destinés à accueillir une famille, mais qui ont été par la suite scindés en deux (deux logements d'environ 35 m²). On en comptait plus de 4 000 au début des années 1980[615] et les travaux préparatoires à l'élaboration du PERI de la Barceloneta témoignaient d'un état de dégradation particulièrement important dans cette partie du centre ancien[616]. Encore aujourd'hui, les pouvoirs publics semblent particulièrement alertes quant à l'état des logements dans ce secteur et un nouveau programme d'intervention intégrale mené par la société mixte FOCISEVA envisage de multiplier les restructurations de *cases de quart*. On estime qu'en 2004, ces derniers représentent encore 43,8 % des logements de la Barceloneta[617].

Dans le cadre du PERI, trois projets principaux ont donc structuré les interventions dans la Barceloneta : la récupération du front de mer (avec la requalification des plages), l'aménagement du boulevard du littoral (au nord de la Barceloneta) et la rénovation de la partie est du quartier dans la continuité du projet de Village Olympique à Poblenou. Ces trois opérations ont fortement accentué les fonctions récréatives du quartier, qui a par ailleurs connu une politique de construction d'équipements sans précédent (une bibliothèque municipale, le nouveau marché de la Barceloneta, un nouvel hôpital) et la rénovation d'un certain nombre d'espaces publics (place Poeta Boscà) et de rues (Almirall Churruca,

[613] BUSQUETS J., *op. cité*, 2003.
[614] Chronologiquement, le PERI de la Barceloneta est le premier à avoir été mis en chantier, en s'appuyant sur un important travail de diagnostic à la fois social, économique et urbain (notamment sur la propriété du sol) du quartier de la Barceloneta, auquel ont participé de nombreux universitaires (issus de disciplines différentes). Le projet s'inspire des propositions qui avaient été faites à la fin des années 1970 par les associations locales pour la réhabilitation du quartier de la Barceloneta. Elles avaient notamment réclamé le règlement de la question des logements. L'un des principaux points de revendication était qu'en cas d'expropriation, les résidents devaient se voir offrir un logement décent, accessible et situé dans le même secteur. Les associations proposaient notamment la construction de nouveaux logements pour accueillir les anciens résidents sur les terrains industriels de la *Maquinista i Catalana de Gas* (actuellement occupé par le parc de la Catalana). COLLECTIF, *Estudi previ a la remodelació de la Barceloneta*, 1978, 256 p.
[615] TATJER MIR M., *op. cité*, 1973.
[616] COLLECTIF, *op. cité*, 1978.
[617] EARHA, *Estudi per a la reforma dels habitatges de la Barceloneta*, 2000.

Almirall Cervera). Enfin, dans la partie est du quartier, à l'emplacement d'anciennes usines, la Municipalité a fait construire l'ensemble résidentiel de « La Maquinista », en proposant une typologie d'îlots organisés autour d'une cour intérieure.

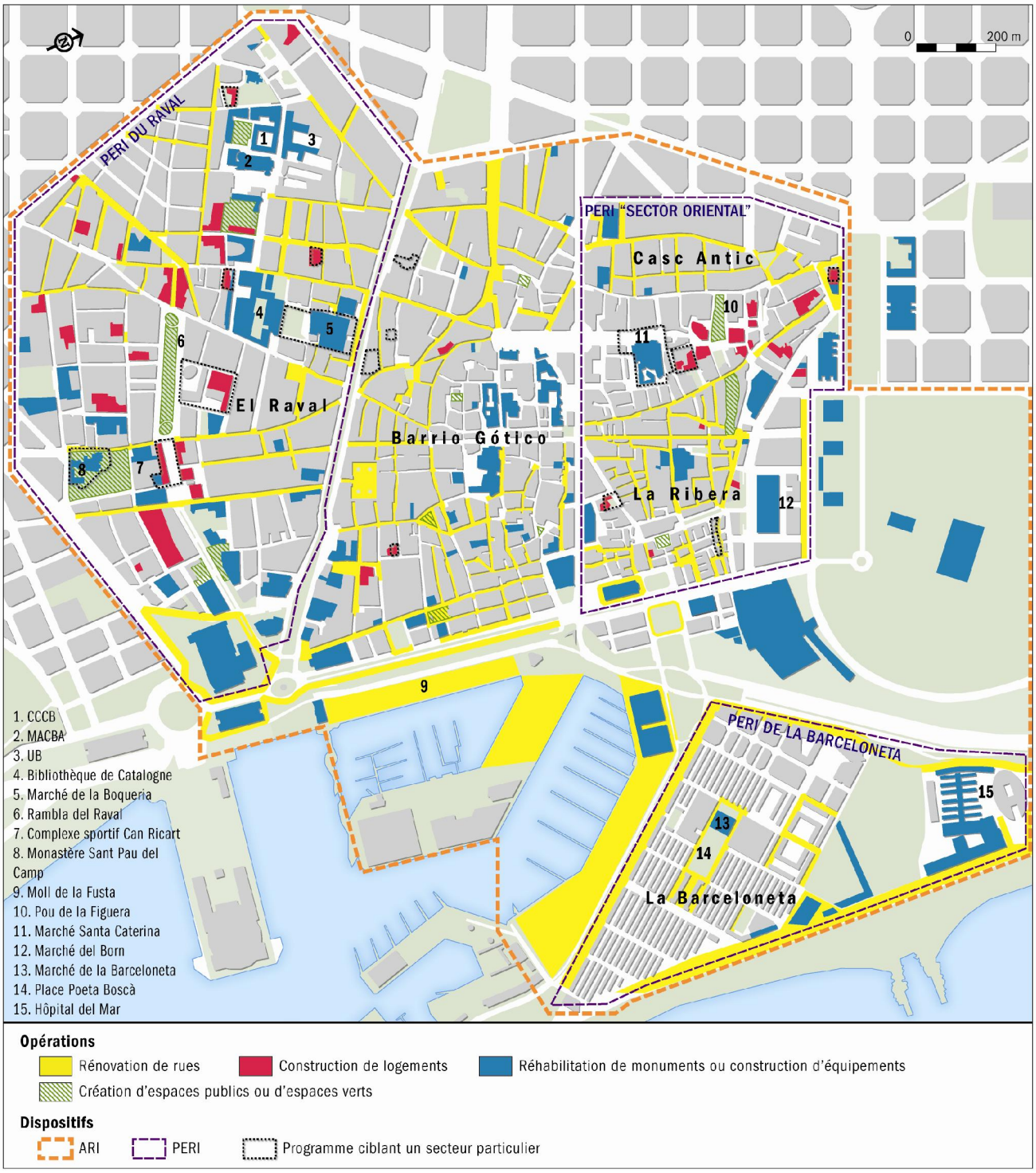
Le **PERI dit « Sector Oriental »** est un périmètre délimité à l'ouest par la Via Laietana, au nord par les rues Ortigosa et Trafalgar, à l'est par le Passeig de Picasso et les rues Fusina et del Comerç, et au sud par l'avenue Marquès de l'Argentera et le Passeig d'Isabel II. Il a été préparé par l'équipe dirigée par l'architecte Ricard Fayos et a également été adopté en 1986. Ses actions ont donc porté sur trois quartiers relativement distincts : la Ribera (au sud de la rue Princesa), Santa Caterina et Sant Pere (au nord). Le projet a été relativement proche dans la méthode de celui du PERI du Raval (mais il n'a pas partagé le même objectif de développement culturel), mais plus localisé, dans le sens où les opérations de réduction des densités ont été plus concentrées sur un ou deux secteurs clés, par exemple entre l'avenue Francesc Cambó et le secteur Pou de la Figuera.

Aucun PERI n'a été mis en place pour le Barrio Gótico ou les Ramblas. On peut s'interroger sur ce choix. Il s'explique sans doute par le fait la Municipalité avait envisagé des interventions beaucoup plus localisées, et en tout cas un assainissement du tissu urbain *a minima*, compte tenu de son état et de l'intérêt architectural des édifices, mais peut-être aussi de la population qui y vivait dans les années 1980, plus réticente et mieux à même de se mobiliser pour refuser les expropriations. Les Ramblas ont néanmoins fait l'objet d'un plan d'action : modernisation et standardisation des stands et des kiosques, rénovation des lampadaires, du pavage, du mobilier urbain, et des façades qui avaient pendant longtemps souffert du manque d'entretien, de la prolifération de l'affichage publicitaire et des modifications de certains éléments bas du fait de l'installation de locaux commerciaux[618].

La carte 8 fait la synthèse des principales interventions dans le centre ancien depuis le milieu des années 1980.

[618] HERNÁNDEZ-CROS J. E., « La Rambla, a la búsqueda de su imagen. La restauración de un paso », *Barcelona, Metrópolis Mediterránea*, 1986, n° 1, pp. 90-94.

Carte 8. La réhabilitation intégrale de Ciutat Vella
(synthèse des principales opérations 1988-2008)



Élaboration personnelle

2.1.3 PROCIVESA, FOCIVESA et le partenariat avec le secteur privé

Les projets réalisés par PROCIVESA et FOCIVESA sont si nombreux qu'il n'est pas question de les présenter de manière exhaustive. On s'en tiendra aux mécanismes de fonctionnement qui reposent sur la participation croissance du secteur privé dans la mise en oeuvre des projets urbains dans le centre ancien de Barcelone.

En septembre 1988, *Promoció Ciutat Vella SA* voit le jour, société mixte et instrument d'exécution des politiques urbaines publiques. Sa création et son remplacement en décembre 2000 par *Foment Ciutat Vella* (FOCIVESA) témoignent d'une ouverture croissante de l'urbanisme au secteur privé et de l'intégration, au sein de la politique municipale, de règles de rentabilité des projets qui doivent désormais générer des profits. Les principaux actionnaires de PROCIVESA sont résumés dans le tableau 4 :

Tableau 4. Les actionnaires de la société mixte *Promoció Ciutat Vella SA*

Organisme	Montant (en euros)	Part (en %)
Municipalité	9 015 272	55,6 %
Diputació[619]	1 202	0,1 %
Total secteur public	**9 016 474**	**55,7 %**
Caixa de Pensions i Estalvis	2 403 988	14,7 %
Caixa de Catalunya	1 201 994	7,4 %
Banco exterior de España	600 952	3,7 %
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA)	600 952	3,7 %
Compañía Telefónica Nacional de España	600 952	3,7 %
Entreprise EURSA	600 952	3,7 %
Sociedad de aparcamientos de Barcelona (SABA)	600 952	3,7 %
Promoció Ciutat Nova	600 952	3,7 %
Total secteur privé	**7 211 694**	**44,3 %**
Total PROCIVESA	**16 228 168**	**100 %**

Élaboration personnelle
Source : PROCIVESA, *op. cité*, 2003

Le principal actionnaire est la Municipalité, qui représente 55,6 % du capital de l'entreprise, assurant ainsi que la société PROCIVESA reste majoritairement publique. La Municipalité de Barcelone lui a délégué la responsabilité de « libérer le sol », c'est-à-dire d'exproprier et de démolir les édifices, et de faire réaliser les projets. Sa création a répondu essentiellement à une volonté d'accélérer le changement, en intensifiant l'effort de récupération de l'espace urbain[620]. Ses objectifs ont donc été multiples : mettre en œuvre les projets prévus par les différents PERI dans le district de Ciutat Vella, favoriser la régénération du tissu urbain, et enfin faciliter la participation des riverains[621]. PROVICESA a par la suite

[619] Conseil général de la province de Barcelone.
[620] Lors des « secondes journées Ciutat Vella », qui se sont tenues en décembre 1991, les participants constataient que malgré les efforts, la dépopulation du centre se poursuivait, et que les réhabilitations privées étaient encore numériquement trop faibles. CABRERA i MASSANÉS P., « Presentació de l'area B : actuaciones urbanísticques », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1993, pp. 47-49.
[621] À travers certaines actions spécifiques comme la campagne de consultation « Milloreu Ciutat Vella », entre 1991 et 1995. Comme le souligne le maire Joan Clos dans la préface de l'ouvrage *Ciutat Vella Ciutat construïda* : « que la revitalització fas compartida activament pels veïns » (« que les riverains participent

fait des émules puisque des structures similaires se sont mises en place dans d'autres secteurs de la ville (PROEIXAMPLE pour le district de l'Eixample ou PRONOBA pour le district de Nou Barris).

Le secteur privé représente 44,4 % du capital de PROCIVESA. On y trouve principalement de grandes entreprises espagnoles ou catalanes, des banques, des fonds de pension, mais aussi des entreprises locales représentées au sein de l'entité *Promoció Ciutat Nova/Iniciatives per a la recuperació de Ciutat Vella*, qui rassemble un certain nombre d'entreprises privées dont les activités sont situées dans le centre ancien de Barcelone.

Sur le plan strictement urbanistique, le bilan de PROCIVESA semble particulièrement positif, comme détaillé dans la plupart des ouvrages présentant l'entreprise. Les différents textes estiment ainsi qu'en dehors du travail d'information, de sensibilisation et de soutien aux opérations privées, PROCIVESA a permis entre 1988 et 2002 la réhabilitation d'environ 8 % du bâti, la rénovation de 80 % des rues et de 30 places publiques à Ciutat Vella, ainsi que, selon une logique d'*esponjament*, la création de 37 nouvelles places publiques et de 12 nouvelles rues, sans compter le grand projet de Rambla del Raval[622]. En termes de construction, le bilan semble également positif puisqu'en 2002 on compte 43 nouveaux équipements publics (dont 15 à caractère social, 9 à caractère éducatif et 5 à caractère universitaire) et environ 2 700 nouveaux logements sociaux. Au total, on estime que PROCIVESA a permis la libération d'environ 89 000 m² de surface au sol, soit environ 355 000 m² de superficie sous plafond, ce qui a entraîné la disparition d'environ 500 bâtiments, soit quelques 4 200 logements et 800 locaux commerciaux.

L'investissement total de PROCIVESA a été d'environ 1 100 millions d'euros dont environ 300 d'origine privée. Sa structure fait de PROCIVESA un instrument particulier de gestion et de mise en œuvre des programmes de revitalisation du centre ancien de Barcelone. Des limites existent cependant, mais selon PROCIVESA, elles tiennent moins à l'action même de l'entreprise qu'au manque de coordination avec les autres entités administratives, comme dans le cas de la construction de logements : « la política de cirucgia ràpida que es volia impulsa com a massa crítica de la revitalització de Ciutat Vella quedi, en certa manera amortiza per la dilació en el temps »[623]. Les expropriations se sont bien faites à un rythme régulier, mais les constructions de logements n'auraient pas été menées suffisamment rapidement, limitant du coup l'impact de la concentration des ressources dans le temps et dans l'espace. C'est une manière de rejeter sur d'autres la responsabilité de certaines limites de la récupération du centre ancien, notamment sur la Généralité qui devait prendre en charge la construction de logements. L'enjeu est bien sûr politique, puisque la Généralité est restée présidée par les partis de droite jusqu'en 2003.

---

activement à la revitalisation »). C'est peut-être aussi une manière de rappeler que les premiers plans de la décennie 1980 sont en partie d'origine populaire et non technocratique. PROCIVESA, *op. cité*, 2003, p. 3.

[622] PROCIVESA, *op. cité*, 2003, p. 12.

[623] « La politique de chirurgie rapide que nous voulions impulser pour atteindre la masse critique pour la revitalisation de Ciutat Vella a été, d'une certaine manière, limitée par sa dilution dans le temps ». PROCIVESA, *op. cité*, 1993, p. 4.

FOCIVESA (pour *Foment Ciutat Vella SA*) est une société mixte publique-privée chargée de prendre le relais de PROCIVESA à partir de 2000. Elle bénéficie de la décentralisation d'une grande partie des fonctions des services d'urbanisme de la Municipalité en ce qui concerne le district de Ciutat Vella : élaboration et conduite des nouveaux plans, préparation et supervision des projets publics, acquisition du sol, prise en charge de L'*Oficina de rehabilitación de Ciutat Vella*[624] (ORCV) chargée de soutenir financièrement la réhabilitation privée. Ses principaux actionnaires sont résumés dans le tableau 5 :

Tableau 5. Les actionnaires dans la société mixte *Foment Ciutat Vella SA*

Origine du financement	Montant (en euros)	Part (en %)
Municipalité	3 065 100	51 %
Diputació	540 900	9 %
Total secteur public	**3 606 000**	**60 %**
Caixa de Pensions i Estalvis	751 250	12,5 %
Caixa de Catalunya	420 700	7 %
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA)	601 000	10 %
Telefónica Soluciones Sectoriales SA	300 500	5 %
Sociedad de aparcamientos de Barcelona (SABA)	180 300	3 %
Iniciativa per a la recuperació de Ciutat Vella SA[625]	150 250	2,5 %
Total secteur privé	**2 404 000**	**40 %**
Total PROCIVESA	**6 010 000**	**100 %**

Élaboration personnelle
Source : FOCIVESA, *Informe anual 2001*, 2002 (a), p. 15

Dans un contexte de réduction du capital (par rapport à celui de PROCIVESA), la Municipalité reste toujours majoritaire dans la société mais on constate que sa part a baissé, au bénéfice de celle du conseil général de la province[626]. Le nombre d'entités présentes a également diminué, puisque *EURSA* et la *Banco exterior de España* ne font désormais plus partie de l'entreprise qui s'est substituée à PROCIVESA. Cette diminution s'est faite au profit de BBVA, qui passe de 3,7 % du capital de PROCIVESA à 10 % de celui de FOCIVESA.

Les activités de cette dernière se regroupent en deux branches : une branche « opérations urbanistiques » et une branche « promotion économique et immobilière ». Son objectif est double : « gestionar l'obtenció de sòl per impulsar com operador públicoprivat la regeneració del teixit urbà i la dinamització econòmica de Ciutat Vella »[627]. On peut d'ailleurs s'étonner de l'absence de référence explicite à un objectif social, comme si FOCIVESA se contentait désormais d'assurer la rénovation du tissu urbain, « l'enveloppe » du quartier, sans se soucier de son tissu social, son contenu. Différents documents précisent par ailleurs les modalités de son action qui suit, en résumé, une ligne « municipale » et une ligne « publico-

[624] « Bureau de la réhabilitation de Ciutat Vella ».
[625] Elle remplace « Promoció Ciutat Nova ».
[626] L'article 16 des statuts indique cependant que la part de la Municipalité de Barcelone ne peut en aucun cas être inférieure à 51% du capital total.
[627] « Gérer l'acquisition du sol pour impulser, en tant qu'opérateur public-privé, la régénération du tissu urbain et la dynamisation économique de Ciutat Vella ». FOCIVESA, *op. cité*, 2003 (b), p. 5.

privée ». Dans le premier cas, il s'agit avant tout d'assurer la mise en œuvre de la politique urbanistique de la Municipalité :

« Le versant municipal té com a activitat principal la gestió i execució de les actuacions que li encarregui l'Ajuntament de Barcelona en el marc del Programa d'Actuació Municipal.

En aquesta línia s'inclou la execució del Programa d'Inversió Municipal al districte de Ciutat Vella, la elaboració i direcció del nou planejament, la redacció o supervisió dels proyectes d'obra pública i d'equipaments municipals, la gestió de la Oficia de Rehabilitació i la promoció econòmica de Ciutat Vella. »[628]

On constate que les fonctions de FOCIVESA sont très importantes. C'est l'ensemble de la politique d'urbanisme qui est déléguée à cette société mixte, depuis le choix des grandes orientations urbanistiques (avec l'élaboration des plans d'aménagement) jusqu'à la supervision des projets. La réalisation de ces derniers relève du versant « public-privé » de l'entreprise, avec la répartition suivante des financements :

« a) Les despeses per a la realització de les activitats de gestió urbanística encomanades per les administracións públiques seran cobertes pe les mateixes, sense que els fons rebuts perguin aplicar-se a la resta d'activitats de la Societat.

b) Els potencials beneficis o pèrdues es derivara sempre de les actuacions de la Societat en el camp de la promoció inmobiliària en el mercat lliure. »[629]

On distingue bien deux types d'actions : celles qui relèvent de l'urbanisation et de la gestion urbaine, et celles qui relèvent de la promotion immobilière sur le marché « libre », c'est-à-dire répondant aux mécanismes classiques du marché du logement. Ces deux volets de l'action ne sont pas financés de la même manière, puisque ce sont les institutions publiques exclusivement qui prennent en charge le coût financier des opérations d'urbanisation, ce qui veut dire qu'au sein de la société sont identifiées des opérations relevant du secteur public et d'autres opérations relevant du secteur privé. D'un autre côté, l'argent injecté par l'administration publique ne peut servir qu'à ce type d'opérations, puisque les fonds ne peuvent être reversés « aux autres activités de la société ». Par ailleurs, il est explicitement dit que les bénéfices et les pertes proviendront toujours des opérations de FOCIVESA dans le champ de la promotion immobilière. Cela veut dire que les opérations urbanistiques, relevant donc avant tout du secteur public, ne peuvent être évaluées sous l'angle de leur rentabilité. L'enjeu n'est pas de faire des profits. Ceci étant, les bénéfices ne peuvent donc provenir que des opérations immobilières qui seront essentiellement prises en charge par le secteur privé. C'est même là-dessus que repose la viabilité économique de l'entreprise.

---

[628] « Le versant municipal a pour activité principale la gestion et l'exécution des opérations que lui délègue la Municipalité de Barcelone dans le cadre du Programme d'action municipale (PAM). Cette ligne comprend l'exécution du Programme d'investissement municipal dans le district de Ciutat Vella, l'élaboration et la direction des nouveaux aménagements, la rédaction et la supervision des projets de promotion publique et d'équipements municipaux, la gestion de l'*Oficina de rehabilitación de Ciutat Vella* et la promotion économique de Ciutat Vella ». FOCIVESA, o*p. cité*, 2003 (b), p. 5.

[629] « a) Les dépenses pour la réalisation des activités de gestion urbanistique déléguées par les administrations publiques seront assurées par le financement de ces dernières, sans que les fonds ainsi reçus puissent servir aux autres activités de la société. b) Les bénéfices ou pertes potentiels proviendront toujours des actions de la société dans le champ de la promotion immobilière sur le marché libre ». FOCIVESA, *Societat privada municipal. Proposta de transformació en societat d'economia mixta. Memoria justificava*, 1999, p. 5.

FOCIVESA assure la promotion de plusieurs projets-clés, comme le réaménagement de la place Gardunya et des abords du marché de la Boqueria. Ce projet est actuellement en cours d'exécution. En avril-mai 2005, une campagne de collecte d'opinions avait été lancée en vue d'amorcer le processus de participation citoyenne. Cette campagne avait recueilli 173 réponses, dont les résultats ont été présentés en juillet 2005. Plusieurs réunions ont par la suite eu lieu avec les riverains, les représentants d'associations (de commerçants, de riverains), ainsi que des architectes et des urbanistes. Le projet final, approuvé en mars 2007, prévoit la création d'un parking souterrain de 451 places, la construction de 64 logements dont une cinquantaine de logements sociaux, et la construction d'un nouveau bâtiment pour l'École Massana. L'achèvement de l'ensemble des travaux est prévu pour 2012.

C'est également FOCIVESA qui assure la mise en œuvre du projet de l'îlot adjacent à la Rambla del Raval, dont nous parlerons au chapitre 10. On peut d'emblée souligner qu'il s'inscrit dans une logique d'assainissement du tissu urbain. Avec l'ouverture de la Rambla del Raval, la restructuration de la trame viaire autour du secteur Drassanes dans le sud du Raval, et autour de la place Castella dans le nord du Raval, il témoigne d'une progressive « désarticulation » du quartier par création de voies pénétrantes qui visent à requalifier les espaces publics, à remodeler l'accès vers les grands équipements du quartier, à abaisser les densités du Raval et à faire disparaître les édifices les plus dégradés.

FOCIVESA est donc l'instrument d'une politique municipale qui vise à changer l'image du quartier par une rénovation radicale de son tissu urbain. La prise en charge par les fonds publics des coûts les plus importants des travaux assure aux financements privés une meilleure rentabilité de leurs propres opérations de promotion immobilière ou d'équipements (comme les parkings). Le fait d'intégrer le secteur privé au sein d'une structure publique relève sans doute d'une volonté de mieux « contrôler » les opérations, mais nous sommes en droit de nous demander ce qu'il en a été réellement.

2.2 Le financement privé dans la politique de réhabilitation de Ciutat Vella

Dès le milieu des années 1980, le secteur privé a fortement participé au financement de la récupération de Ciutat Vella. L'économiste Ferran Brunet a comparé l'évolution des financements privés et publics entre 1988 et 1995 dans le centre ancien de Barcelone, toutes opérations confondues (tableau 6).

Tableau 6. Évolution de la part des investissements à Ciutat Vella par origine (entre 1988 et 1995)

Origine des investissements	1988-1991	1992	1993	1994	1995
Publique	42,6 %	39,9 %	47,1 %	42,6 %	39,3 %
Privée	57,4 %	60,1 %	52,9 %	57,4 %	60,7 %

Élaboration personnelle
Source : BRUNET F., *op. cité*, 1996

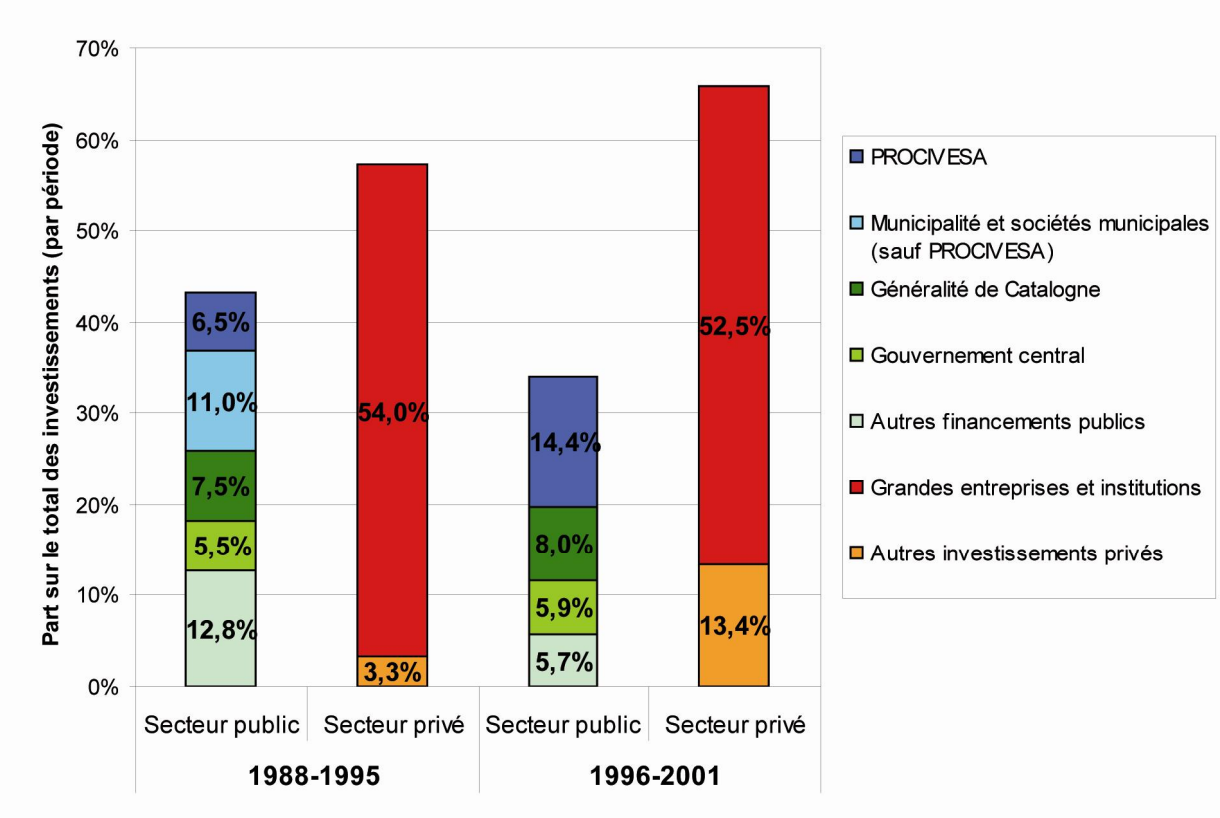
Son analyse met en exergue la part importante et constante des investissements privés dans la politique de réhabilitation du centre ancien de Barcelone. En termes de répartition géographique, le Raval est le secteur le plus ciblé par les investissements publics et privés (tableau 7) :

Tableau 7. Les investissements par origine et par quartier entre 1988 et 1995 (en millions de pesetas et en %)

	Publics	Privés	Publics (%)	Privés (%)
Barceloneta	18 284	17 013	18,4 %	12,8 %
Casc Antic	13 496	30 170	13,6 %	22,7 %
Gòtic	9 208	22 888	9,3 %	17,2 %
Raval	27 429	15 037	27,7 %	11,3 %
Non spécifiques à un quartier	30 747	48 061	31,0 %	36,1 %
Total	99 164	133 169	100 %	100 %

Élaboration personnelle
Source : BRUNET F., *op. cité*, 1996

Figure 13. Répartition de l'origine des investissements de la politique de réhabilitation de Ciutat Vella entre 1988 et 2001 (pourcentages calculés sur le total des investissements)

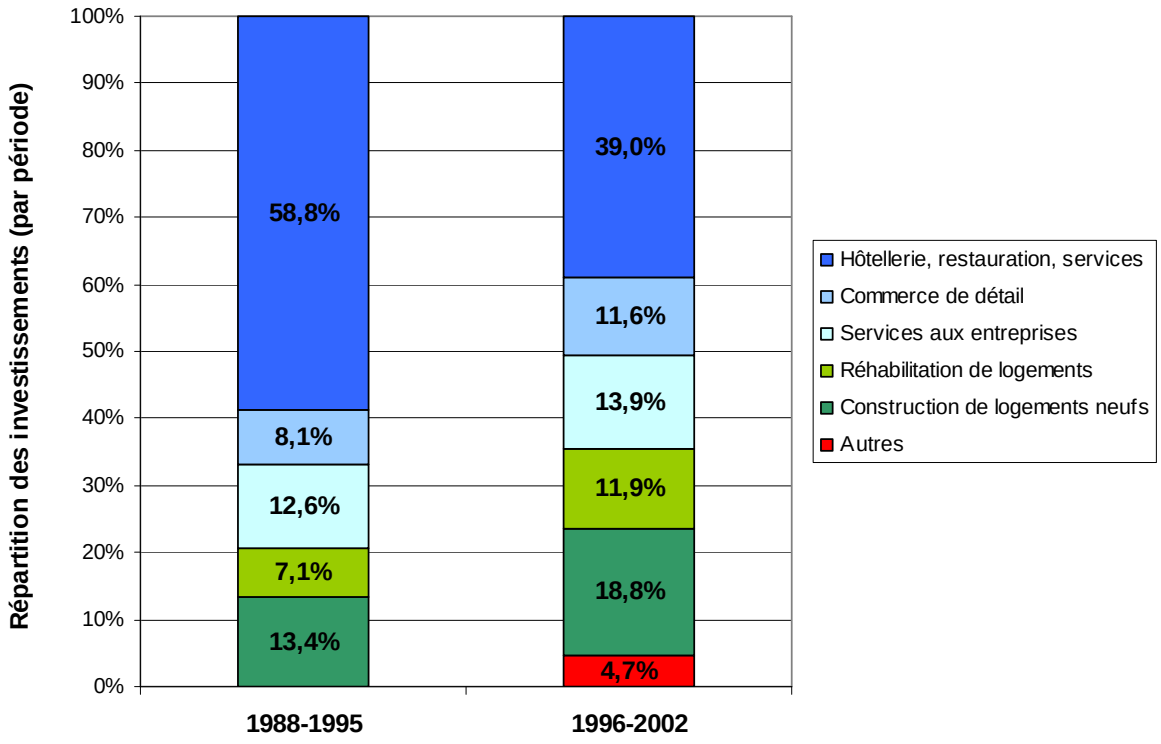


Élaboration personnelle
Sources : ABELLA M., BRUNET F., « Economia de la renovació urbana de Ciutat Vella », *Barcelona Societat*, 1998, n° 9, p. 32 ; PROCIVESA, *op. cité*, 2003

La figure 13 traduit la part de chaque institution et de chaque secteur dans les investissements de l'ensemble des politiques de réhabilitation dans le centre ancien, tous programmes confondus, pour deux périodes : 1988-1995 et 1996-2001. Dans les deux cas, le secteur privé a joué un rôle majeur : le secteur public n'atteint pas la moitié des investissements totaux. Pour la période 1988-1995, la Municipalité, directement ou bien par l'intermédiaire de PROCIVESA, est restée le premier investisseur public, devant la Généralité, ce qui traduit une certaine « autonomie » par rapport aux autres institutions. Pour la période 1996-2002, la Municipalité a disparu en pratique parce que presque tout son financement passe désormais par l'intermédiaire de PROCIVESA. On remarque cependant que sa place a reculé au profit des investissements privés, qui ont augmenté de 57,3 % à 65,9 %.

La figure 14 représente la destination des investissements privés aussi bien en 1988-1995 qu'en 1996-2002. Le premier poste a été l'activité économique au sens large, en particulier ce qui touche à l'hôtellerie, à la restauration et aux services. Mais l'évolution traduit un élargissement de l'éventail des secteurs concernés. Le commerce de détail a représenté une part croissante des investissements, passant de 8,1 % à 11,6 % d'une période à l'autre, de même que la construction de logements neufs (de 13,4 % à 18,8 %) et la réhabilitation de logements anciens (de 7,1 % à 11,9 %).

Figure 14. Destination des investissements privés entre 1988 et 2002



Élaboration personnelle
Sources : BRUNET F., *op. cité*, 1998, p. 32 ; PROCIVESA, *op. cité*, 2003

L'étude des outils mis en place montre que la « philosophie » qui a guidé la politique de récupération s'est traduite par la multiplication des mécanismes d'intervention directe des pouvoirs publics, ou en partenariat avec le secteur privé, selon une logique qui accorde une large place à l'assainissement du tissu urbain, à la construction d'équipements et à la restructuration de la trame viaire.

L'analyse des financements a fait apparaître que si l'argent public a surtout servi à rénover et à créer les équipements et les infrastructures, les investissements du secteur privé se sont principalement orientés vers le développement des activités commerciales et touristiques, et la redynamisation du marché immobilier, c'est-à-dire des secteurs d'investissement à fort potentiel de croissance. En ce sens, l'objectif que s'était fixée la Municipalité a été atteint, c'est-à-dire que ses propres investissements ont suscité un engagement du secteur privé, profitant de l'ampleur de l'action entreprise par le secteur public. En même temps, cette répartition des investissements a contribué à affaiblir le contrôle des pouvoirs publics sur les « leviers de la redynamisation », c'est-à-dire les secteurs susceptibles de relancer les activités et l'économie de Ciutat Vella. C'est encore plus vrai dans le domaine du logement, où la Municipalité a délégué la réhabilitation aux petits propriétaires privés, tandis que la promotion publique de logements sociaux est restée faible.

3. LA POLITIQUE DU LOGEMENT, ENTRE SOUTIEN À LA RÉHABILITATION PRIVÉE ET PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX

Dès le début des années 1980, la Municipalité a affirmé avec force sa volonté de promouvoir la fonction résidentielle dans le centre ancien, garantie indispensable de la réussite de la récupération de Ciutat Vella. Elle a cherché à situer son action en rupture totale avec les politiques antérieures, qui s'étaient toutes avérées incapables de résoudre le problème du logement, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Comment s'est partagée la politique de réhabilitation de logements entre secteur public et secteur privé ?

3.1 La fonction résidentielle dans le projet municipal pour Ciutat Vella

La fonction résidentielle occupe une place importante dans le projet de reconstruction du centre ancien de Barcelone. On peut supposer qu'il ne s'agit pas seulement de répondre à une demande réelle, mais aussi de se démarquer des politiques précédentes, en réaffirmant la place primordiale de la politique du logement dans le cadre plus général de l'aménagement de l'espace urbain. La volonté d'agir sur le tissu urbain est un thème récurrent chez les promoteurs du *Modelo Barcelona*, avec un souci de résoudre l'apparente contradiction entre l'assainissement et le maintien de la fonction résidentielle : « la rehabilitació d'un barri es fa

fonamentalment a través de la rehabilitació de la vivenda i de la confortabilitat de la vivenda »[630]. Il y a donc un double enjeu : d'une part permettre aux résidents de rester sur place, dans la mesure du possible ; d'autre part faciliter l'arrivée de nouvelles populations dans les quartiers touchés par la crise démographique. C'est le rôle des espaces publics et des nouveaux équipements que d'assurer la revalorisation du quartier, mais c'est la fonction résidentielle qui doit garantir la dimension « sociale » de la récupération du centre ancien. On ne peut s'empêcher de souligner que ce type de discours est cependant relativement proche des justifications de la gentrification que l'on trouve parfois dans la littérature anglo-saxonne. On perçoit également les problèmes que cela peut engendrer : qu'en est-il en réalité ? Comment se fait la cohabitation ? Dans quelle mesure l'installation de nouveaux équipements profite-t-elle aux anciens résidents ? Les nouveaux résidents ne risquent-ils pas de chasser les anciens, par un processus de gentrification ? Dans un ouvrage édité au début des années 1980 par les services d'Urbanisme de la Municipalité, les auteurs évoquent ce problème et insistent sur le fait que l'intervention dans le centre en matière de logement doit avant tout être publique, afin d'éviter la spéculation immobilière :

> « Los sectores de la Ciutat Vella dinamizados por los Planes tienen dificultades suficientemente fuertes para justificar que la iniciativa de la recuperación residencial deba provenir del sector público. Una vez estabilizado el proceso de degradación actual, el funcionamiento sobre el resto de sus actividades puede ser relativamente normal en vista de la inexistencia de otras piezas vacías que sean objeto de remodelación especulativa. »[631]

Cette longue citation met en exergue l'attention particulière portée au secteur du logement et la volonté de respecter le paysage socio-démographique du centre ancien : tout en « stabilisant » les facteurs de la crise démographique, la politique menée se doit d'éviter de chasser les anciens résidents du centre de Barcelone. Mais il y a une certaine ambiguïté du discours. La hiérarchie des objectifs est peu lisible, si bien qu'entre la volonté de maintenir les anciens résidents et celle d'attirer de nouvelles populations, on ne sait pas quelle est la priorité. Les choix de création d'équipements culturels et universitaires de grande envergure dans le centre ancien semblent signaler une volonté de donner la priorité aux nouveaux arrivants. De son côté, la présidente de l'association RAI (*Recursos d'animació intercultural*) avait souligné que la Municipalité ne prenait pas grand risque à construire des logements réservés aux personnes âgées, parce que ces dernières n'étaient pas destinées à y rester longtemps[632].

---

[630] « La réhabilitation d'un quartier passe essentiellement par la réhabilitation des logements et l'amélioration de leur confort ». BOHIGAS O., MASCARELL i CANALDA F., GIRALT MIRACLE D., « Las actuaciones sobre Ciutat Vella : el centre històric com a espai cultural », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1991 (c), p. 108.

[631] « Les secteurs de Ciutat Vella dynamisés par les Plans ont des problèmes suffisamment importants pour justifier que l'initiative de la récupération résidentielle émane du secteur public. Une fois le processus actuel de dégradation stabilisé, l'intervention sur le reste des activités du district peut être relativement normal, au regard de l'absence d'autres espaces vides qui font l'objet d'une restructuration spéculative ». AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1983, p. 55.

[632] Entretien réalisé le 16 mars 2007 dans les locaux de l'association, située dans le Casc Antic.

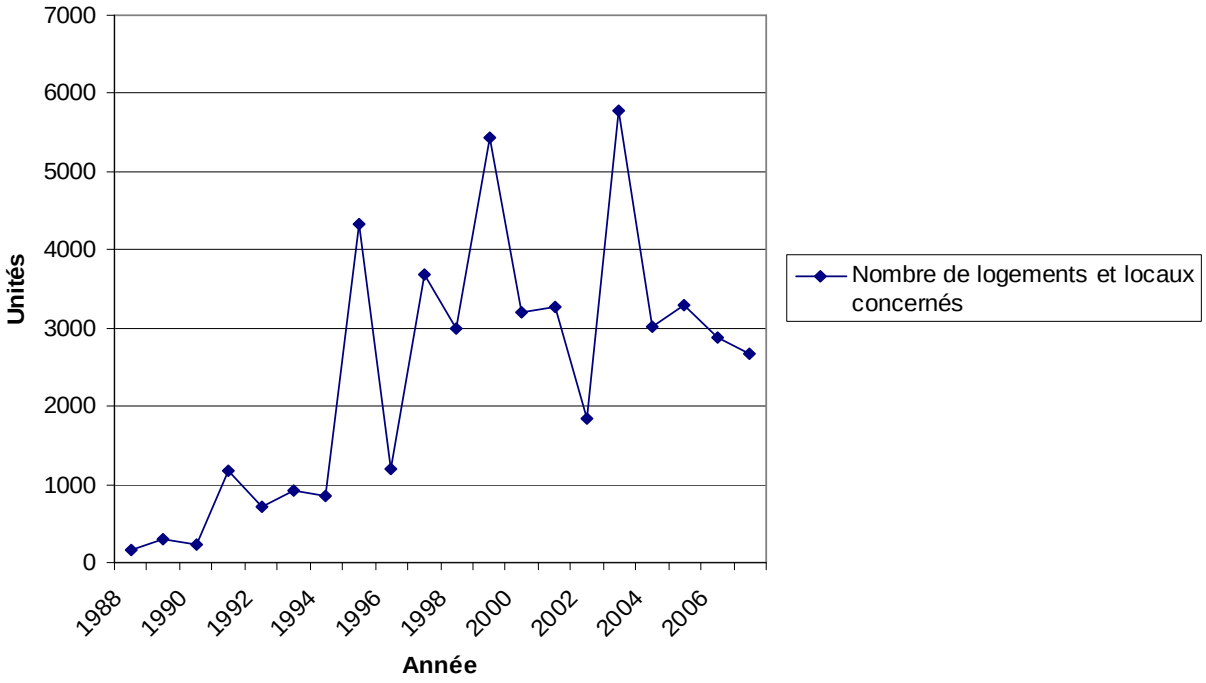
3.2 L'investissement du secteur privé dans la réhabilitation des logements

Parallèlement à l'intervention dans des secteurs bien ciblés, les pouvoirs publics ont largement promu la réhabilitation du parc de logements à Ciutat Vella par le soutien au secteur privé. Ce choix, destiné à l'origine à favoriser la coopération entre le secteur public et le secteur privé et à mobiliser l'ensemble des acteurs de la vie locale en vue de la récupération du centre ancien de Barcelone, semble avoir favorisé les classes moyennes ou aisées plutôt que les classes populaires.

Pour soutenir la réhabilitation par les propriétaires privés, la Municipalité a créé en 1990 un organisme, l'*Oficina de rehabilitación de Ciutat Vella* (ORCV), avec pour objectif d'informer les propriétaires et de co-financer les travaux. C'est donc un organisme public de soutien financier, né d'un accord signé entre la Généralité et la Municipalité. Un second accord a été signé en 1994 avec le Gouvernement central (par l'intermédiaire du *ministerio de Obras Públicas, Transporte y Medio Ambiente*[633]), prévoyant notamment d'assouplir les critères d'obtention des aides à la réhabilitation et surtout l'extension des aides accordées. Si le rythme des réhabilitations soutenues financièrement par l'ORCV a été relativement lent à ses débuts, il s'est accéléré notamment à partir de 1994. On estime qu'entre 1990 et 2000, l'ORCV a rendu possible près de 1 700 opérations de réhabilitation de parties communes et près de 800 opérations de réhabilitation de parties privatives. Au total, ce sont donc près de 22 500 logements qui ont été concernés, soit environ 45 % du parc total de logements à Ciutat Vella. Logiquement, le nombre de logements et de locaux concernés par les travaux de réhabilitation a progressé au même rythme que le nombre d'opérations (figure 15), avec un maximum atteint en 2003 (5 782 logements et locaux concernés) et un ralentissement dans la période la plus récente (3 282 en 2005, 2 868 en 2006 et 2 677 en 2007), qui tient peut-être aux effets de la crise immobilière espagnole.

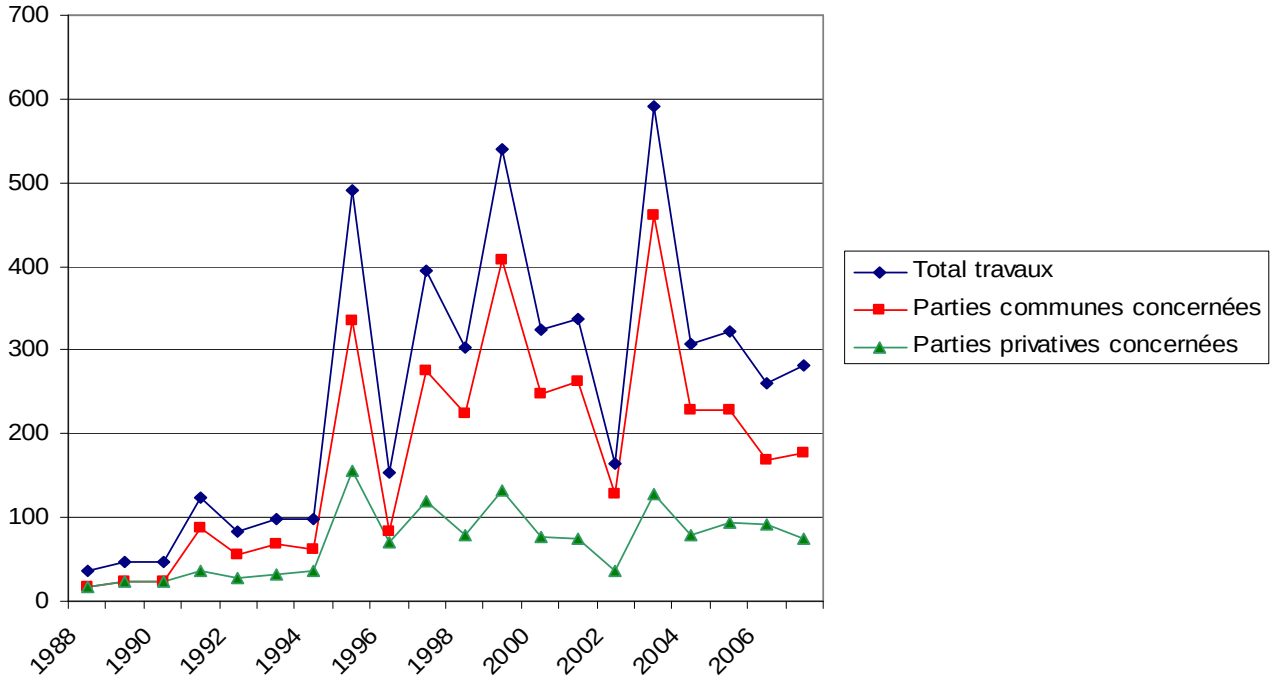
[633] Actuellement *ministerio del Fomento* (« ministère du Développement »).

Figure 15. Nombre de logements et de locaux commerciaux concernés par les travaux financés par l'ORCV entre 1994 et 2007 à Ciutat Vella



Élaboration personnelle
Sources : FOCIVESA, *Memòria*, 2001-2007

Figure 16. Évolution du nombre de travaux financés par l'ORCV entre 1994 et 2007 à Ciutat Vella

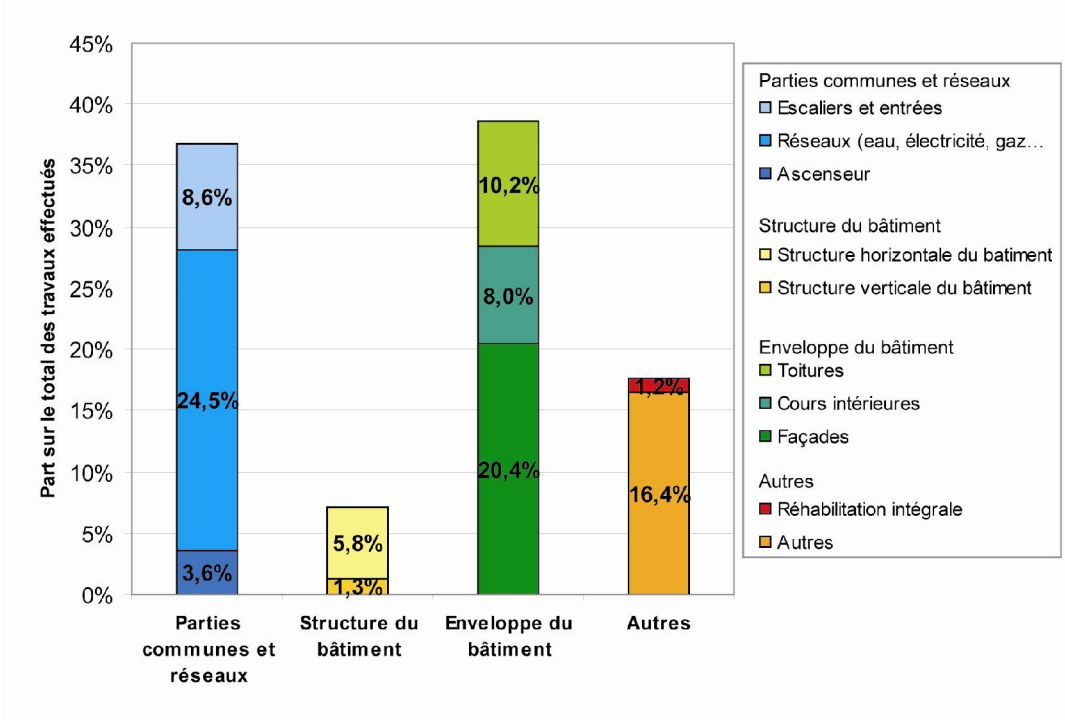


Élaboration personnelle
Sources : FOCIVESA, *Memòria*, 2001-2007

La figure 16 témoigne de la hausse constante mais irrégulière (là encore sans doute soumise aux aléas du marché immobilier et de la situation économique) du nombre de travaux financés par l'ORCV entre 1994 et 2007. Le nombre d'opérations a explosé après 1994. Le maximum a été atteint en 2003 avec 5 991 opérations financées cette année-là. La crise immobilière récente explique sans doute le ralentissement depuis 2006 (260 opérations en 2006 et 282 en 2007). L'essentiel des travaux a porté sur les parties communes.

Dans 75 % des cas ce ne sont pas les logements eux-mêmes qui sont réhabilités mais les parties communes[634]. En cas de propriété verticale du bâtiment, il n'est pas rare que ce dernier fasse l'objet d'une restructuration interne dans le but d'accroître le nombre de logements, sans augmenter la hauteur du bâtiment. La figure 17 résume l'ensemble des travaux effectués entre 1994 et 2007 par type.

Figure 17. Types de travaux financés par l'ORCV entre 1994 et 2007 à Ciutat Vella



Élaboration personnelle
Sources : FOCIVESA, *Memòria*, 2001-2007

Les travaux sur les parties privatives paraissent très faibles, mais il existe un biais, qui tient au fait que les travaux sur les réseaux ont sans doute à la fois concerné les parties communes et les parties privatives. Néanmoins, le quart des travaux de réhabilitation a porté sur les réseaux et le confort intérieur (eau, électricité, gaz, chauffage, évacuation des déchets…). Le cinquième des opérations a porté sur les façades. À elles deux, les restructurations horizontales et verticales, c'est-à-dire le redécoupage ou le regroupement des appartements (notamment dans le cas des *cases de quart*, dans la Barceloneta) sont présentes dans plus de 7 % des opérations. Mais c'est finalement relativement peu et ceci amène à

[634] BUSQUETS J. et alii, *op. cité*, 2003, p. 146.

relativiser l'idée selon laquelle la gentrification dans le centre ancien de Barcelone passerait par la restructuration des appartements. On peut également souligner le très faible pourcentage de logements ayant été intégralement réhabilités. Malheureusement, nous ne disposons pas d'informations détaillées permettant de saisir l'évolution des types de travaux au cours de la période. On peut malgré tout émettre l'hypothèse que la première vague de travaux a sans doute plutôt servi à rénover les réseaux. Les stratégies de redécoupage et de revente des appartements seraient donc une pratique plus récente et encore minoritaire.

Le coût total de ces travaux pour la période 1994-2007 est estimé à environ 46,2 millions d'euros (tableau 8), dont environ 17 % ont été directement financés par l'ORCV :

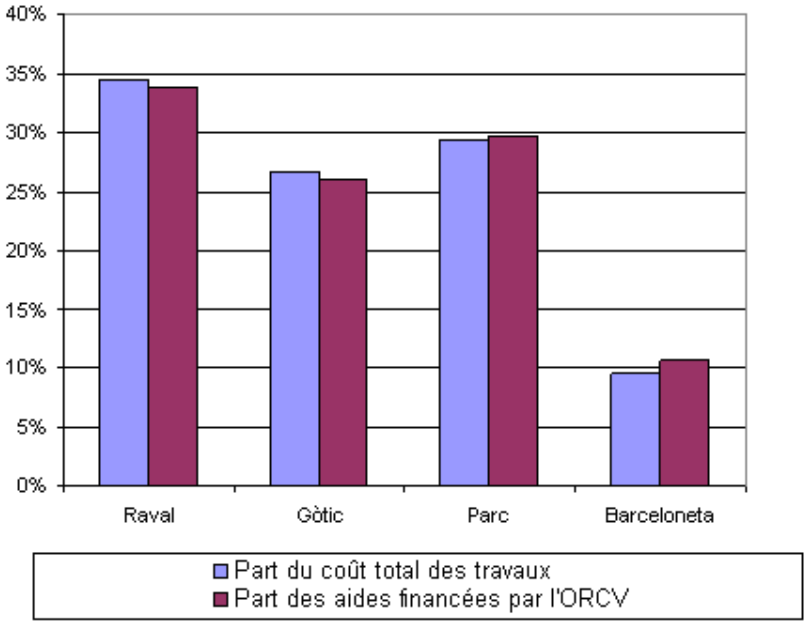
Tableau 8. Coût des travaux (en milliers d'euros) et part des financements (en %) de l'ORCV à Ciutat Vella entre 1994 et 2007

	2003	2004	2005	2006	2007	Total 1994-2007
Coût total annuel des travaux	34 109	15 577	25 177	17 032	18 230	258 600
Part financée par l'ORCV	16,7 %	17,5 %	13,6 %	16,4 %	23,4 %	17,2 %

Élaboration personnelle
Sources : FOCIVESA, *Memòria*, 2001-2007

Ce soutien public à la réhabilitation privée est très fluctuant, comme en témoignent les chiffres pour la période 2003-2007 mais il ne descend jamais en dessous de 10 % du coût total des travaux.

Figure 18. Répartition du coût total des travaux et du financement de l'ORCV entre 1994 et 2007 à Ciutat Vella (par quartier)



Élaboration personnelle
Sources : FOCIVESA, *Memòria*, 2001-2007

D'après la figure 18, la répartition entre les quartiers du coût des travaux et des financements est relativement équilibrée : dans chacun d'entre eux, la part des aides apportées par l'ORCV est à peu près équivalente à la part de chacun des quartiers dans le coût total de travaux, ce qui signifie que l'ORCV n'a privilégié aucun quartier en particulier. Les secteurs où les travaux ont été les plus nombreux restent le Raval et Parc (Casc Antic et Ribera) qui, entre 1994 et 2007, rassemblent respectivement 34,4 % et 29,4 % du coût total des travaux, et respectivement 33,8 % et 29,6 % du financement de l'ORCV. Mais c'est surtout la forte représentation du Barrio Gótico qui frappe, avec 26,6 % des travaux et 26,0 % du financement. Rapportée à la population ou au nombre total de logements, la répartition fait apparaître que le Barrio Gótico est le principal bénéficiaire de la politique de soutien à la réhabilitation privée. Rapporté au nombre de ménages, c'est bien ce quartier qui se distingue par les investissements privés les plus élevés et le soutien financier moyen par ménage le plus important de l'ORCV (tableau 9) :

Tableau 9. Coût moyen des travaux et soutien financier moyen en 2007 (en € par ménage)

	Coût moyen par ménage	Soutien financier moyen par ménage
Raval	2 195,9	370,2
Gòtic	4 117,9	690,9
Parc	3 257,7	564,1
Barceloneta	1 481,1	282,6

Élaboration personnelle
Sources : FOCIVESA, *Memòria 2007*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2008 (a)

Il nous a malheureusement été difficile d'obtenir des informations sur les profils des demandeurs de crédits à l'ORCV. Il n'est pas évident que ce type d'actions ait pu profiter aux plus démunis, ne serait-ce que parce que la demande d'aide nécessite un apport initial (l'ORCV ne prend pas en charge la totalité des coûts des travaux), et de prendre contact avec l'Administration, ce qui a pu dissuader une partie de la population du centre ancien. L'information disponible sur le type de clientèle venue prendre des informations auprès de l'ORCV révèle par exemple que les locataires sont particulièrement nombreux pour la période 2004-2007 (tableau 10) :

Tableau 10. Nombre de demandes d'informations auprès de l'ORCV entre 2004 et 2007 (selon le profil du demandeur)

	Dossiers ouverts entre 2004 et 2007	Dossiers conclus entre 2004 et 2007
Locataires	297	225
Propriétaires	11	11
Co-propriétaires	16	16
Total	324	252

Élaboration personnelle
Source : FOCIVESA, *Memòria 2007*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2008 (a)

Ceci laisse à penser qu'il s'agit de locataires ayant suffisamment de moyens pour prendre en charge des travaux que les propriétaires ne désiraient ou ne pouvaient pas forcément réaliser. Bien qu'il soit difficile d'extrapoler à la décennie 1990, cette répartition confirme en partie le fait que l'aide apportée par la Municipalité a surtout profité aux classes moyennes, voire aisées, plus qu'aux classes populaires, dans des secteurs où la construction de logements sociaux a été faible (en particulier dans le Barrio Gótico).

Il existe une seconde limite à la politique de réhabilitation de l'ORCV. Malgré l'ampleur des opérations, les travaux de l'équipe EARHA (*Equip d'assessorament per a la rehabilitació d'habitatges*) ont montré qu'il existait encore un nombre important de logements en très mauvais état, notamment dans la Barceloneta[635], du fait de l'absence d'une politique de réhabilitation ciblant particulièrement les logements les plus dégradés (et généralement menacés de démolition, pour répondre à la logique d'assainissement urbain) ou simplement parce que les logements étaient inoccupés. Les limites du soutien à la réhabilitation privée vont de pair avec la faiblesse de la construction de logements sociaux, dans la période récente, à Barcelone et dans le centre ancien.

3.3 La faiblesse de la construction de logements sociaux depuis 1980

L'expression de « logements sociaux » recouvre en Espagne des statuts divers :

- les logements dits HPO (*habitatge de protecció oficial*) de régime « général » ou de régime « spécial » ;
- les logements dits « concertés » (*habitatge concertat*) qui bénéficient de prix négociés avec l'Administration (*habitatge a preu taxat*) ;
- les logements à destination de catégories particulières de la population (jeunes, personnes âgées…).

Les logements HPO peuvent être de grande taille (jusqu'à 90 m², voire 120 m² dans le cas de logements réservés aux familles nombreuses). Il en existe deux types. Dans le cas des logements de régime « général », ils sont réservés aux familles dont le « revenu familial pondéré »[636] ne dépasse pas 5,5 fois le salaire minimum interprofessionnel. Dans le second cas, les logements HPO de régime « spécial » sont réservés aux familles dont le revenu familial pondéré ne dépasse pas 2,5 fois le salaire minimum interprofessionnel. Parmi ces logements HPO, la part des logements en acession à la propriété est variable, selon les opérations menées dans le centre ancien, mais souvent élevée.

[635] Même si l'enquête de l'EARHA remonte au début des années 1990, les travaux plus récents témoignent que la tendance générale semble ne s'être guère modifiée. EARHA, « La millora de l'espai residencial en la rehabilitació dels barris », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1993, pp. 51-60 ; EARHA, *Estudi sobre l'habitatge a la Barceloneta*, 1999.

[636] Il s'agit du revenu total de la famille, pondéré par le nombre d'enfants à charge, le nombre de personnes âgées et la présence de personnes handicapées.

Les logements « concertés » s'adressent aux familles dont le revenu est supérieur au plafond fixé pour les logements HPO, mais n'est pas pour autant suffisant pour permettre à ces familles de trouver aisément un logement sur le marché (ce plafond est fixé à 6,5 fois le salaire minimum interprofessionnel). Il s'agit donc d'un statut intermédiaire en vue duquel la Municipalité négocie généralement des loyers modérés avec les propriétaires. Dans ce cas, ce ne sont donc pas des logements « sociaux » au sens où nous l'entendons en France, parce que ce sont des personnes privées, et non les pouvoirs publics par l'intermédiaire d'offices ou de sociétés de gestion, qui en sont propriétaires, mais c'est une forme de logement « aidé ». Là encore, la part des logements en accession à la propriété est variable.

Le dernier type s'adresse aux catégories de la population a priori les plus fragiles. Il croise donc deux critères : l'âge et les ressources disponibles (par exemple 35 ans maximum et un revenu inférieur à 3,5 fois le salaire minimum interprofessionnel pour les logements pour jeunes adultes, ou bien 65 ans minimum et un revenu inférieur à 2,5 fois le salaire minimum interprofessionnel pour les logements pour personnes âgées). Ce parc de logement est en grande majorité locatif (beaucoup plus que dans le cas des logements HPO ou « concertés »).

3.3.1 Un déficit chronique en logements sociaux

En plus du soutien à la réhabilitation privée, la Municipalité a entrepris de relancer la construction de logements sociaux à Barcelone. L'Espagne souffre d'une carence chronique en logements sociaux, à laquelle la Catalogne et Barcelone n'échappent pas. Elle traduit l'incapacité des pouvoirs publics à satisfaire les besoins en logements.

Le parc national de logements se caractérise par une très forte proportion de logements en propriété (86 % en 1999). Les contrastes sont forts à l'échelle du pays : pour une moyenne de 13 % pour toute l'Espagne, l'ensemble des logements sociaux représente 30 % du parc total de logements en Estrémadure, mais seulement 17 % en Andalousie et 5 % en Catalogne. À cela s'ajoute le fait que la majorité des logements sociaux est en accession à la propriété si bien que la part des logements sociaux locatifs est extrêmement faible : 2 % seulement en Espagne, contre 18 % en moyenne pour l'ensemble de l'Union Européenne[637]. Au total, le parc social locatif à Barcelone représente moins de 1 % du parc de logement de la ville[638]. Cette faiblesse tend même à s'accentuer : les logements sociaux représentaient encore 60 % de logements construits chaque année au début des années 1980, mais seulement 10 % en 2001, dans un contexte d'accélération de la construction[639]. Ce qui signifie que même si le nombre de logements augmente d'année en année, la construction de logements sociaux ne suit pas le même rythme et l'écart se creuse.

Dans le même temps, le retrait progressif de l'État, avec la décentralisation des compétences prévue par la Constitution de 1978, oblige les Municipalités, dont celle de

[637] DÍAZ RODRÍGUEZ C., « La vivienda en España : reflexiones sobre une desencuentro », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, n° 146 (095).
[638] *2001 PLUS*, *op. cité*, 2006, p. 71.
[639] DÍAZ RODRÍGUEZ C., *op. cité*, 2003.

Barcelone, à rechercher de nouvelles sources de financement pour la construction de logements sociaux. À Barcelone, les principaux acteurs de la promotion publique de logements sociaux sont résumés dans le tableau 11 :

Tableau 11. Organismes de production et de gestion des logements publics par échelon administratif ou territorial

	Production	Gestion
Municipalité	PMHB[640]	PMHB
Comarque	REGESA[641]	-
Généralité	INCASOL[642]	ADIGSA[643]
Communauté de communes AMB	IMPSOL[644]	IMPSOL

Élaboration personnelle

Dans ce contexte, une convention a été signée en 1981 entre le PMHB et le *ministerio de Obras Públicas y Urbanismo* (MOPU) afin de déléguer au premier les moyens de faire construire directement des logements et d'appliquer ses programmes à partir des financements de l'État. Une nouvelle convention a été signée, cette fois-ci entre le PMHB et l'INCASOL, représentant la Généralité, suite au décret 2626/82 du 1er octobre 1982 sur la décentralisation des compétences vers la communauté de Catalogne. Cette convention stipule deux possibilités : soit l'INCASOL apporte un soutien financier au PMHB pour que ce dernier fasse directement construire des logements ; soit l'INCASOL prend en charge la construction et transmet ensuite la gestion des nouveaux logements au PMHB.

3.3.2 Une production encore insuffisante

Comme on l'a vu précédemment, la Municipalité veut faire du maintien de la fonction résidentielle à Ciutat Vella une priorité. Ce choix passe par un soutien à la réhabilitation privée, mais aussi par un effort de construction de nouveaux logements. 2 098 logements sociaux ont été construits dans le centre ancien entre le début des années 1980 et 2008.

L'essentiel de la promotion de logements sociaux publics a porté sur la construction neuve. Plus rarement, la Municipalité a fait réhabiliter certains de ses anciens logements sociaux ou bien des logements acquis au cours d'expropriations précédentes. La première opération a été la réhabilitation de l'îlot situé entre les rue Comerç, Princesa, Fusina et Rec (dans le Casc Antic). Les neuf bâtiments situés n° 42 à 46 et 48 à 58 de la rue Comerç appartiennent à la Municipalité. Ils datent du 19ème siècle, sauf le n° 54 qui est plus récent (années 1930). Le programme de réhabilitation a pu être mis en œuvre rapidement parce que les logements avaient déjà été expropriés dans les années 1970 lorsque la Municipalité avait

[640] *Patronat municipal de l'habitatge de Barcelona.*
[641] *Societat metropolitana de rehabilitació i gestió SA.*
[642] *Institut català del sòl.*
[643] *Administració, promoció i gestió SA.*
[644] *Institut metropolità de promoció de sòl i gestió patrimonial.*

racheté les immeubles pour les démolir, envisageant de faire prolonger l'actuelle rue Mendez Nuñez jusqu'à la mer. Mais le PERI du secteur a par la suite confirmé l'usage résidentiel de cet îlot. La réhabilitation des 32 premiers logements a été achevée en 1984 et celle des 31 suivants en 1986. Une autre opération a concerné 8 logements situés dans le Barceloneta, au n° 33-35 de la rue Guiter, dont la réhabilation a été programmée par le PERI de la Barceloneta. Le programme comportait la réhabilitation des deux premiers étages du bâtiment, pour restructurer les *cases de quart*, et la surélévation de deux étages supplémentaires pour créer quatre logements de plus.

La Municipalité est le principal promoteur des nouveaux logements publics, puisqu'elle en a financé plus de la moitié (57 %), contre 29 % pour la Généralité et 14 % pour l'État. Tous ne sont pas des logements locatifs sociaux. En réalité, ils ne comptent que pour environ la moitié du total construit à cette époque. Les caractéristiques communes des bâtiments visant à accueillir des logements sociaux sont :

- une hauteur moyenne, généralement 5 ou 6 étages ;
- une utilisation systématique des rez-de-chaussée par des locaux commerciaux ;
- une implantation quasi systématique de parkings souterrains ;
- un nombre inégal de logements par opération, ainsi que des superficies variant de 35 à 90 m^2 par logement.

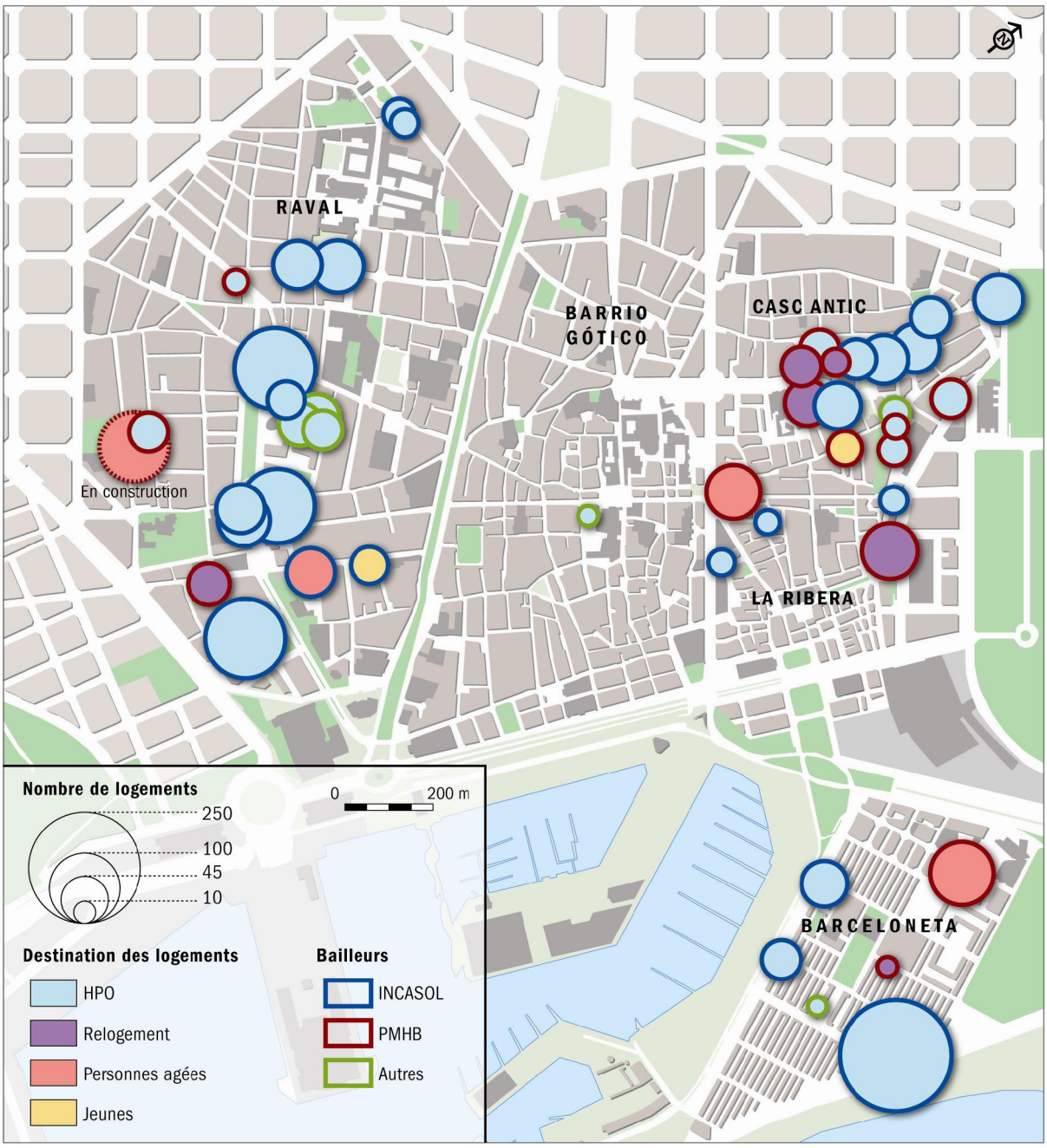
Les logements sociaux sont généralement construits par les pouvoirs publics, mais ils peuvent parfois l'être par des promoteurs privés, des syndicats ou bien des associations à but non lucratif (comme l'association SOGEUR), qui dans ce cas restent propriétaires mais pratiquent des loyers modérés par l'intermédiaire d'une convention avec la Municipalité. En guise d'incitation, la Municipalité leur octroie des prêts préférentiels à des taux relativement faibles. La carte 9 traduit l'inégale répartition des logements sociaux construits après 1980 dans le centre ancien.

La répartition par types montre une majorité de logements en HPO (qu'il s'agisse de logements destinés à la location ou en accession à la propriété[645]). Il n'est cependant pas rare que certains logements sociaux aient été produits par l'INCASOL, avant que leur gestion soit transférée au PMHB. C'est le cas pour les logements situés rue Almirall Cervera (Barceloneta), rue Rec Comtal (Casc Antic) ou au croisement entre les rues Mirallers et Carassa (Ribera). D'autres entités, non institutionnelles, prennent parfois le relais. La construction des logements situés au n° 49 rue Baluard (Barceloneta) ou au n° 11 rue Sant Rafael (à proximité de la Rambla del Raval) a été financée par la FAVB[646]. Cette dernière dispose de ressources assez maigres pour la promotion de logements sociaux, et le nombre de logements ainsi produits est bien inférieur à celui réalisé par les pouvoirs publics. Dans d'autres cas, il peut s'agir de syndicats comme l'UGT (*Unió general de trabajadores*), par l'intermédiaire de son promoteur immobilier *Qualitat habitatge social SA*, responsable de 30 logements HPO situées rue Robador, ou bien encore la CCOO (*Confederación sindical de*

[645] Les logements pour jeunes et pour personnes âgées sont tous en location. Dans le cas des logements HPO, la Municipalité a parfois ventilé entre location et accession à la propriété dans une même opération immobilière. À titre d'exemple, dans la rue Basses de Sant Pere on compte 25 logements HPO en location et 23 en vente.
[646] Pour rappel : « Fédération d'associations de riverains et riveraines de Barcelone ».

comisiones obreras), et son promoteur *Habitatge entorn* notamment responsable de 38 logements HPO rue Sant Rafael.

Carte 9. Les logements sociaux construits après 1980 dans le centre ancien (à l'hiver 2008)



Élaboration personnelle

La carte met également en évidence la très forte concentration de logements sociaux dans le Raval et le Casc Antic, et souligne leur absence quasi-totale dans le Barrio Gótico. Un tissu urbain plus ancien n'explique pas tout, puisqu'une partie du Barrio Gótico était presque aussi dégradée que le Raval à la fin des années 1970. On notera cependant la présence d'une résidence universitaire dans le sud du quartier, à proximité de l'annexe de l'université

Pompeu Fabra. Dans la Ribera, les logements sociaux se situent plutôt en périphérie du quartier (rue Comerç).

Par ailleurs, on constate une concentration des nouveaux logements sociaux autour des grandes opérations de rénovation urbaine : Rambla del Raval, Pou de la Figuera mais aussi le long de l'axe Sant Oleguer/Drassanes (sud du Raval). La promotion de logements sociaux apparaît donc à la fois comme une solution pour maintenir la population résidente et une justification des opérations lourdes entreprises dans ces secteurs. On peut cependant s'interroger sur le faible nombre d'opérations destinées à reloger les familles expropriées par les « grands chantiers » du centre, et sur le devenir des logements pour personnes âgées. Dans la mesure où une personne doit se prévaloir d'au moins cinq années de résidence dans le district pour prétendre à l'accession à ce type de logements sociaux, on peut se demander si le nombre de personnes éligibles n'ira pas en se réduisant.

Enfin, l'ensemble de la production de logements fait apparaître le PMHB et l'INCASOL comme les principaux promoteurs immobiliers. L'essentiel des logements sociaux construit provient de l'effort fourni par l'INCASOL, donc par la Généralité. C'est à double tranchant, puisque d'un côté il a été possible à la Municipalité de rendre la Généralité responsable des retards dans la construction de logements sociaux et des tensions sociales ainsi générées ; mais d'un autre côté, cela tend à réduire le rôle de la Municipalité dans l'accompagnement des populations concernées par la restructuration du centre. Au total, le PMHB a pris en charge moins d'un tiers de la construction de logements sociaux à Ciutat Vella (29,3 %).

Ce dernier constat amène à s'interroger sur l'efficacité réelle de la politique menée par les pouvoirs publics en matière de logements. S'il est évident que les logements sociaux produits après la transition démocratique sont de meilleure qualité que ceux datant de la dictature, leur nombre reste encore très faible. Nous avons montré par ailleurs que le soutien à la réhabilitation privée n'a sans doute guère concerné les classes populaires. Au total il faut donc fortement relativiser le succès de la politique de logements de la Municipalité, d'autant que la faiblesse des relogements sur place ou à proximité a été critiquée à juste titre par les associations de riverains.

La Municipalité elle-même semble avoir conscience des fluctuations de sa propre politique, lorsque, rétrospectivement, elle propose de « lire » l'évolution du *Modelo Barcelona* depuis les années 1980 en plusieurs étapes. La première, de 1979 à 1986, initiée par Narcís Serra et poursuivie par Pasqual Maragall, serait celle de la théorisation de la politique de récupération du centre par O. Bohigas. Ce serait aussi une période de consolidation des mécanismes de gestion de la jeune municipalité démocratique. La seconde étape, de 1986 à 1992, serait placée sous le signe des Jeux Olympiques, depuis le choix de Barcelone comme ville d'accueil, jusqu'à leur réalisation. Ce serait la période de l'urgence, celle de la préparation de l'agglomération pour l'échéance de 1992. La troisième étape, de 1992 à 1997,

se caractériserait par la récession économique « logique »[647] qui suit la période de larges investissements en vue de l'organisation des Jeux Olympiques, mais aussi par la formulation de la « seconde rénovation ». De fait, on assiste à un ralentissement des projets. Depuis 1997, un nouveau virage aurait été effectué avec la mise en avant du thème du développement soutenable de l'agglomération barcelonaise, notamment sous l'impulsion du nouveau maire Joan Clos. Dans cette perspective, il faut lire le projet du Forum universel des cultures de 2004 comme un prétexte pour relancer le moteur de la planification et maintenir l'intensité des flux touristiques[648].

En 2007, Jordi Hereu arrive à la tête de la Municipalité, succédant à Joan Clos. Malgré sa volonté très affirmée de recentrage sur la notion de quartier, le manque de recul ne permet pas encore de juger de l'impact urbanistique de ses choix. En revanche, on peut souligner qu'il s'agit peut-être là d'une tentative pour répondre aux attentes des citadins et aux critiques d'un certain nombre d'observateurs qui reprochaient à l'équipe municipale de se détourner de la réalité urbaine, en bref de négliger l'échelle locale.

Durant près de trois décennies, la Municipalité affirme avoir cherché la conciliation entre un modèle de société dominé par la promotion publique, et un modèle néolibéral dominé par l'initiative privée. Pourtant, pour beaucoup d'observateurs, la dernière phase a été marquée par la croissance de l'initiative privée en termes d'opérations urbaines et l'évolution d'un urbanisme concerté vers un urbanisme plus libéral[649]. L'architecte Josep Mª Montaner oppose notamment deux projets, celui de la prolongation de l'avenue Diagonal et celui de la construction du centre commercial *Diagonal-Mar*[650], comme le témoignage du passage d'un pouvoir municipal fort à un pouvoir municipal faible :

> « En diez años se había pasado del momento de mayor poder municipal (identificable con el concurso para la Illa Diagonal en 1987) al momento de mayor debilidad, cuando en 1997 se cede a las condiciones de Hines de hacer un barrio norteamericano y un centro comercial suburbano en un punto privilegiado de la ciudad. »[651]

On peut également se demander quel a été le rôle des Jeux Olympiques de 1992 dans l'infléchissement de la politique de réhabilitation du centre. Sur l'ensemble des sites concernés, environ 600 logements publics ont été construits et environ 3 000 logements privés ont été réhabilités. S'il apparaît très clairement que la candidature comme ville d'accueil des Jeux Olympiques n'a pas enclenché la politique de récupération, elle a pu influencer les choix

---

[647] MONTANER J. M. (dir.), *Barcelona 1974-2004 : del desarrollo a la ciudad de calidad*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1999, p. 25.
[648] MONTANER J. M. (dir.), *op. cité*, 1999.
[649] MONTANER J. M. (dir.), *op. cité*, 1999, p. 20 ; MONTANER J. M., « La evolución del modelo Barcelona (1979-2002) », in BORJA J., MUXÍ Z. (coord.), *op. cité*, 2004, pp. 203-220.
[650] Le projet *Diagonal-Mar*, juste en face du site du Forum universel des cultures, associe un grand centre commercial avec la promotion de logements de standing et la construction d'hôtels de luxe.
[651] « En dix ans, nous sommes passés d'une période caractérisée par un pouvoir municipal fort (comme on a pu le voir pendant le concours pour l'*Illa Diagonal* en 1987) à une période caractérisée par une grande faiblesse du pouvoir municipal, quand en 1997 la Municipalité cède aux conditions de *Hines* de valoriser un quartier sur le modèle nord-américain et de faire d'un centre commercial suburbain une centralité privilégiée de la ville ». MONTANER J. M., *op. cité*, 2004, p. 207. *Hines* est un puissant promoteur international. En France, il a notamment assuré la construction de la Tour EDF à La Défense.

politiques et urbanistiques, notamment par un changement d'échelle. D'après O. Bohigas, il ne fait aucun doute que les Jeux Olympiques ont constitué une opportunité extraordinaire pour développer l'ensemble de l'agglomération[652]. De nombreux auteurs ont souligné leur réussite, à plusieurs niveaux. D'une part, la manifestation sportive, d'envergure mondiale, a permis de faire connaître Barcelone aux yeux des observateurs du monde entier. Sur un plan moins symbolique, elle a été l'occasion de renforcer l'offre en équipements de la ville et d'améliorer l'accessibilité interne (aménagement de la *ronda* du littoral) et externe (développement de l'aéroport). Pour d'autres auteurs au contraire, les Jeux Olympiques ont représenté une première inflexion du *Modelo Barcelona*. H. Capel distingue deux modèles, celui marqué par les premiers projets du début des années 1980, et celui mis en place au moment de la réalisation du projet des Jeux Olympiques, à partir de 1986. Mêmes certains auteurs tels que N. Calavita et A. Ferrer, soulignant par ailleurs généreusement le succès de la politique urbaine de Barcelone, admettent que des critiques à l'encontre du grand chantier des Jeux Olympiques, notamment celles véhiculées par la FAVB, sont loin d'être fausses, et que dans une certaine mesure on peut admettre que les Jeux Olympiques ont été une affaire privée entre le « prince » (c'est-à-dire le maire Pasqual Maragall) et les « architectes du prince » :

> « It would be tempting to ascribe, at least in part, the success of Barcelona's Olympics to a citywide and neighbourhood participation process in its planning and implementation. In fact, the FAVB lamentations about the lack of citizen's involvement in the affairs of the city are particularly sharp in their criticism of how the handling of the Olympics was a private affair between the « prince », and – as in the Renaissance – the « architects of the prince. »[653]

À leur défense, N. Calavita et A. Ferrer soulignent cependant que les pouvoirs publics a tout de même réussi à préparer les Jeux Olympiques en un temps réduit et à éviter la ségrégation sociale et urbaine. On peut cependant se demander si cette mobilisation des ressources municipales ne s'est pas faite au détriment des crédits disponibles pour Ciutat Vella et si, indirectement, elle n'a pas eu tendance à « déléguer » au secteur privé (par le biais du soutien à la réhabilitation) la récupération des quartiers anciens.

Pour notre part il nous semble qu'à bien des égards, la politique suivie à partir du milieu des années 1990 partage de nombreux traits avec ce que F. Ascher a décrit comme le « néo-urbanisme », repérable à travers :

- l'intégration du secteur privé dans la mise en œuvre de la politique urbanistique, associée à la faiblesse de la construction de logements publics ;
- la multiplication des opérations privilégiant la promotion de logements de standing et de centres commerciaux ;

[652] En réalité, la question de la candidature à l'organisation des Jeux Olympiques s'est posée dès 1979 avec Narcís Serra, provisoirement maire en attendant les premières élections municipales.
[653] CALAVITA N., FERRER A., *op. cité,* 2000, p. 804.

- la complexité croissance de la préparation de plans stratégiques qui tendent à marginaliser les pouvoirs municipaux face à la multiplicité d'acteurs de secteurs et d'institutions variées.

Cela ne veut pas dire que la Municipalité de Barcelone n'a pas été un des acteurs essentiels de la récupération de Ciutat Vella. Au début des années 1980, elle a bien eu les moyens de faire appliquer une politique urbanistique volontariste et de grande ampleur, soutenue par les mouvements sociaux et accompagnée par les réflexions théoriques des architectes-urbanistes. Nous venons de voir que cette politique a été véritablement intense, s'appuyant sur des mécanismes financiers nombreux et privilégiant la coopération avec de nombreux acteurs publics comme privés.

Mais dans le même temps, la Municipalité a progressivement délégué l'élaboration et la promotion des politiques urbaines à des sociétés mixtes qui ont directement intégré dans leur organisation des entreprises privées, ou bien a laissé au secteur privé la maîtrise du développement des secteurs les plus susceptibles de redynamiser les activités du centre ancien. Cette pratique a favorisé une dichotomie entre l'action publique visant avant tout à « améliorer le contexte urbain » (modernisation des réseaux, restructuration de la trame viaire, construction d'équipements de quartiers) et l'action privée privilégiant l'investissement dans l'immobilier résidentiel ou commercial et l'activité économique, deux secteurs qui ont largement profité indirectement de l'effort municipal. Cette récupération s'est faite en parallèle avec un soutien important à la réhabilitation privée et à la faiblesse de la construction de logements sociaux.

Dans un contexte de multiplicité des logiques de promotion économique et symbolique de l'espace urbain, nous pouvons alors nous interroger sur les effets de la politique de récupération depuis les années 1980. Quels ont été, de fait, les impacts de cette politique sur le paysage socio-démographique du centre ancien ?

CHAPITRE 6
CIUTAT VELLA, LA RÉCUPÉRATION D'UN ESPACE POTENTIELLEMENT GENTRIFIABLE

À la fin des années 1970, les habitants du district de Ciutat Vella connaissaient une situation dramatique de crise à la fois démographique, sociale et économique, que nous avons largement évoquée dans la première partie de ce travail. La population avait baissé de plus de la moitié entre 1955 et 1981, malgré les apports migratoires, et son vieillissement s'accentuait. La crise des activités traditionnelles touchait particulièrement les populations du centre ancien où le taux de chômage atteignait des records. Par ailleurs, la politique urbanistique de la période franquiste avait aggravé le sous-équipement et contribué au manque d'entretien du bâti.

À partir du début des années 1980, si les pouvoirs publics ont ciblé dans un premier temps l'amélioration du tissu urbain lui-même (par multiplication des opérations de petite envergure et de soutien à la réhabilitation privée), leur action a conduit à une amélioration progressive des conditions de vie de la population, dont témoignent quelques indicateurs de base comme le taux d'emploi, le niveau d'instruction ou les revenus moyens par ménage. Ces évolutions traduisent-elle une réelle amélioration *in situ* ou bien l'arrivée de populations à plus hauts revenus dans le quartier, et l'ensemble du district a-t-il été concerné ? Sont-elles en rapport avec un processus de gentrification ? On admet généralement que pour qu'il y ait gentrification, il doit exister d'une part une certaine demande, c'est-à-dire une population capable (et souhaitant) investir dans le centre ancien ; mais aussi, d'autre part, une certaine offre, c'est-à-dire les conditions d'apparition d'un *rent gap*, propre à séduire les investisseurs potentiels. À Barcelone, ces conditions sont-elles réunies ? Quel est le « potentiel de gentrification » de Ciutat Vella, autrement dit dans quelle mesure les quartiers anciens sont-ils susceptibles de connaître un processus de gentrification et quelles en sont les limites ?

Nous présenterons dans un premier temps les principaux « indices » de l'amélioration des conditions de vie dans le centre ancien, qui permettent de saisir l'évolution globale du district. Ils mettent en évidence une reprise démographique depuis le début des années 2000, accompagnée d'un rajeunissement, d'une élévation du niveau moyen d'instruction et d'une

diversification des catégories socio-professionnelles, dans un contexte d'immigration croissante. Mais certains secteurs du centre ancien restent encore marginalisés.

Nous explorerons dans un second temps le « potentiel de gentrification » de Ciutat Vella. La croissance des nouvelles catégories d'actifs à hauts revenus ou à haut niveau de diplômes, à l'échelle d'une agglomération en pleine mutation économique, traduit l'émergence de « gentrifieurs » potentiels. D'un autre côté, la forte proportion dans le centre ancien de logements vacants de taille moyenne et encore très bon marché au début des années 1990, offre un potentiel de logements « gentrifiables », c'est-à-dire susceptibles d'intéresser des populations souhaitant réaliser une plus-value intéressante. Malgré tout, il existe des limites au « potentiel de gentrification » du centre ancien de Barcelone : l'élévation rapide des prix immobiliers réduit les avantages comparatifs du centre ancien. De plus, l'importance de l'immigration récente peut limiter l'appropriation des quartiers anciens par les « gentrifieurs », en introduisant une logique de « concurrence » pour les logements bon marché et une occupation différenciée de l'espace public et du paysage commercial.

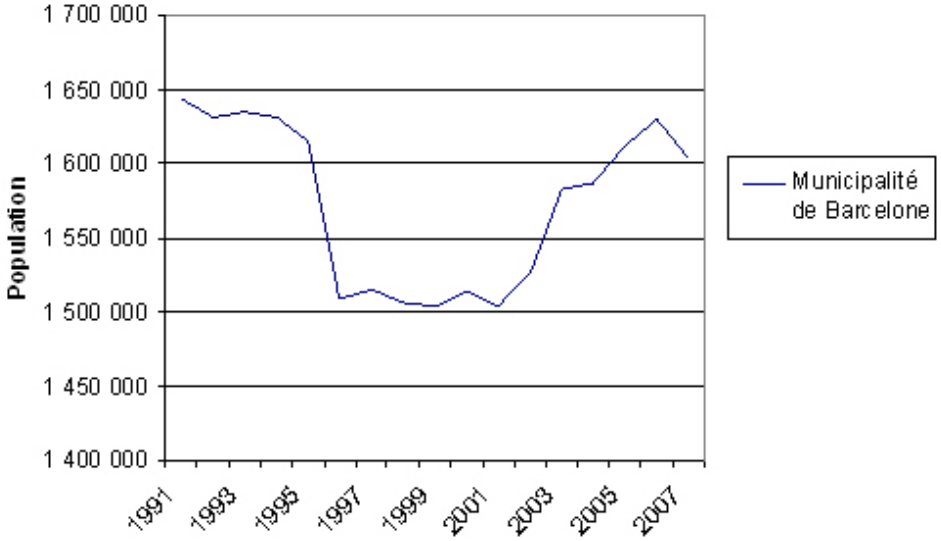
1. 1980-2005 : UNE AMÉLIORATION GLOBALE DES CONDITIONS DE VIE À CIUTAT VELLA

Pour étudier la récupération sociale et démographique du centre ancien, nous nous sommes appuyé sur une série d'indicateurs simples. Ils mettent en évidence le rajeunissement progressif de la population de Ciutat Vella, dans un contexte de reprise démographique, en particulier à partir de la fin des années 1990, qui s'accompagne d'une élévation du niveau moyen d'instruction. La population de Ciutat Vella s'inscrit ainsi dans la tendance globale de la ville de Barcelone, même si certaines spécificités propres au centre ancien peuvent être relevées. Le rôle de l'immigration reste notamment prépondérant et invite à s'interroger sur les conditions de l'amélioration des conditions de vie.

1.1 Une reprise démographique généralisée mais récente

Dans le centre ancien, la reprise de la population suit une tendance similaire à celle que connaît l'ensemble de la commune de Barcelone. Pour cette dernière, l'évolution démographique des années 1990 et 2000 est encore caractérisée par une baisse de la population, suivie d'une période de stagnation, au moins jusqu'en 2001 (figure 19). Barcelone passe d'environ 1,64 millions d'habitants en 1991 à 1,5 millions en 2001. Puis, la croissance reprend de manière vigoureuse et en 2006 la ville rattrape quasiment son niveau de 1991 (avec environ 1,63 millions d'habitants).

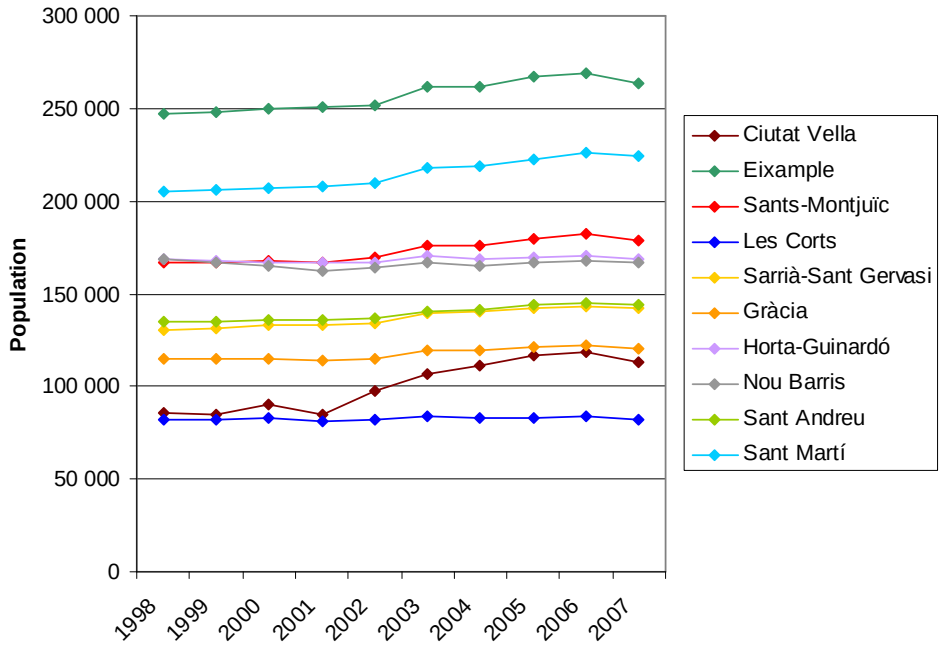
Figure 19. Évolution de la population de la commune de Barcelone entre 1991 et 2007



Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 1991-2008

La comparaison entre les différents districts de Barcelone pour la période la plus récente met en évidence des tendances relativement similaires (figure 20) :

Figure 20. Évolution de la population à Barcelone par district entre 1998 et 2007

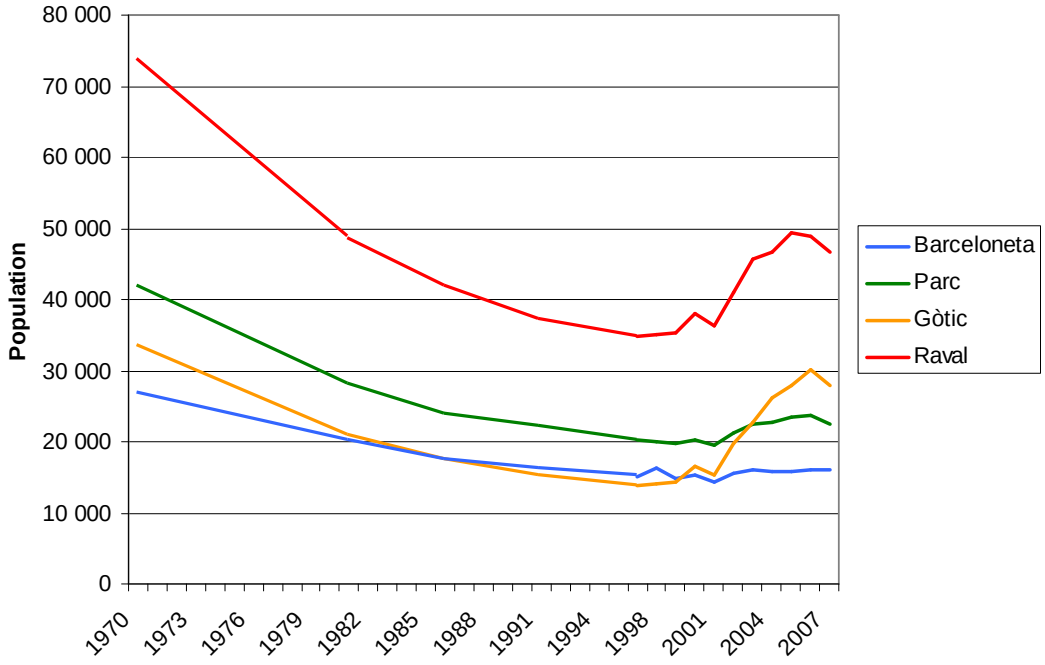


Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 1998-2008

Certains districts se distinguent par une très forte progression démographique à partir du début des années 2000, notamment Sant Martí, qui reste encore l'un des districts les plus peuplés, mais surtout Ciutat Vella. Le centre ancien de Barcelone connaît une croissance de sa population de 32,8 % entre 2001 et 2007 alors que pour la même période, elle n'est que de

7,9 % pour Sant Martí et de 5 % pour l'Eixample. Après une forte chute entre les années 1970 et les années 1990, la population à Ciutat Vella commence à se stabiliser. Le centre ancien compte 90 612 habitants en 1991 et 83 829 habitants en 1996, mais sa population remonte à 85 177 habitants en 2001, puis 116 602 habitants en 2005. À l'échelle des quartiers anciens, l'évolution est beaucoup plus contrastée (figure 21).

Figure 21. Évolution de la population de Ciutat Vella par ZEG entre 1970 et 2007



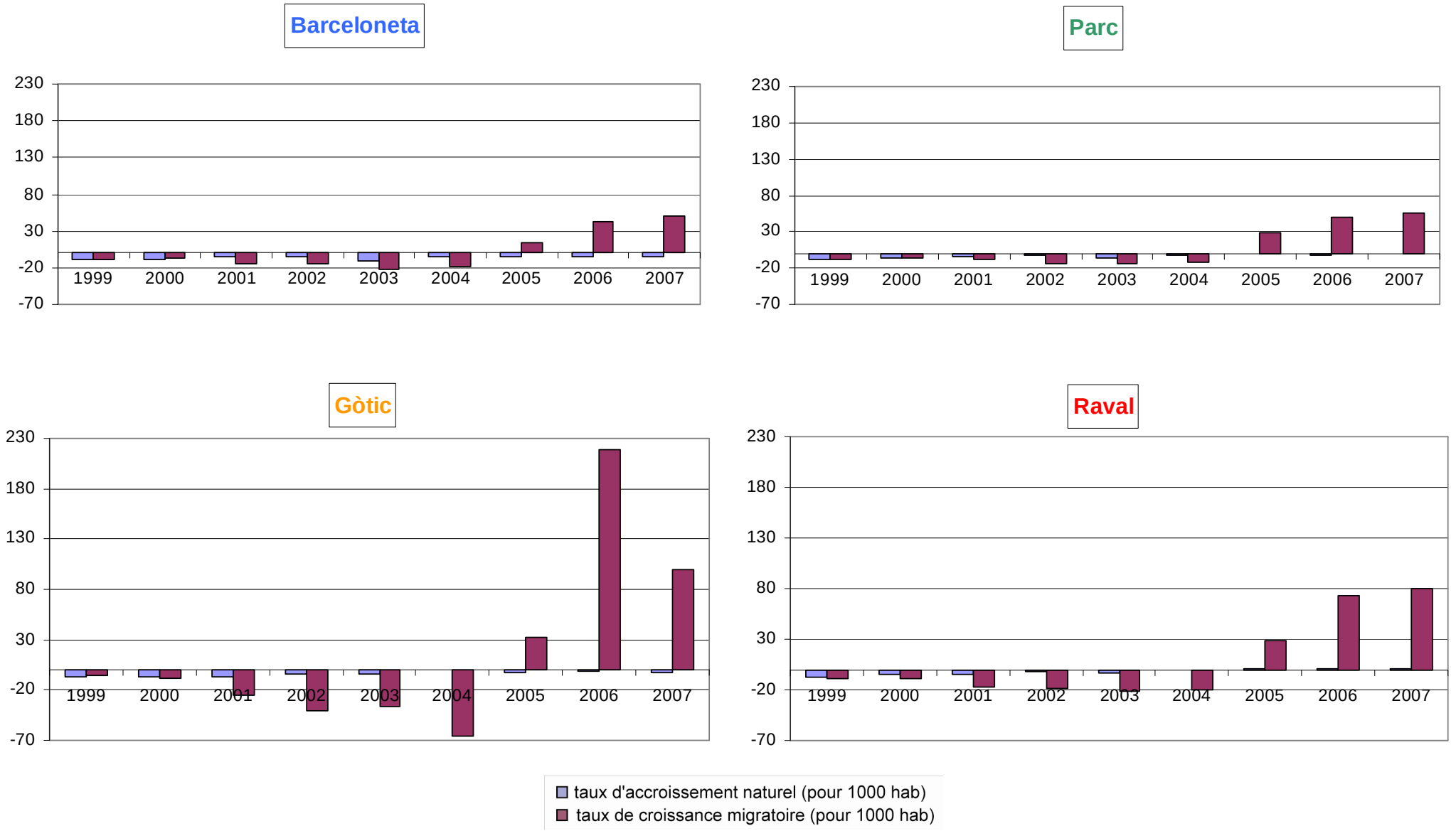
Élaboration personnelle
Sources : departament d'Estadística de l'Ajuntament de Barcelona ; AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 1991-2008

Alors que pour l'ensemble de la municipalité de Barcelone l'évolution de la population entre 1970 et 1991 est de -5,8 %, elle est de -54,6 % pour le Gòtic et -49,9 % pour le Raval, soit une diminution de moitié. Mais c'est justement dans ces deux quartiers que la récupération démographique est la plus forte à partir des années 2000 alors que la population de la Barceloneta continue de stagner et que la reprise est moins rapide dans le quartier de Parc. La vigueur de l'immigration récente permet-il d'expliquer ces évolutions différentielles ?

1.1.1 L'importance de l'apport migratoire

L'analyse de l'évolution du taux d'accroissement naturel pour 1000 habitants et du taux de croissance migratoire pour 1000 habitants (figure 22) entre 1991 et 1997 révèle l'impact fort des courants migratoires sur la reprise démographique récente.

Figure 22. Évolution du taux d'accroissement naturel et du taux de croissance migratoire à Ciutat Vella par ZEG entre 1999 et 2007



Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 1999-2008

Le taux d'accroissement naturel est négatif dans les quartiers entre 1991 et 2007, avec un renversement de tendance amorcé à partir de 2004, très faible et limité au quartier du Raval (de -0,19 pour 1000 habitants en 2004 à +0,39 en 2007). C'est le seul quartier qui connaît un taux d'accroissement naturel positif, et seulement à partir de 2005. Il faut sans doute l'interpréter comme le signe d'un rajeunissement de la population plus marqué que dans les autres quartiers de Ciutat Vella. Les populations de Barceloneta, Parc et Gòtic restent au contraire avec un taux d'accroissement naturel négatif, même si sur l'ensemble de la période la tendance est à la stabilisation, en particulier dans Parc (de -2,2 en 2004 à -0,97 en 2007).

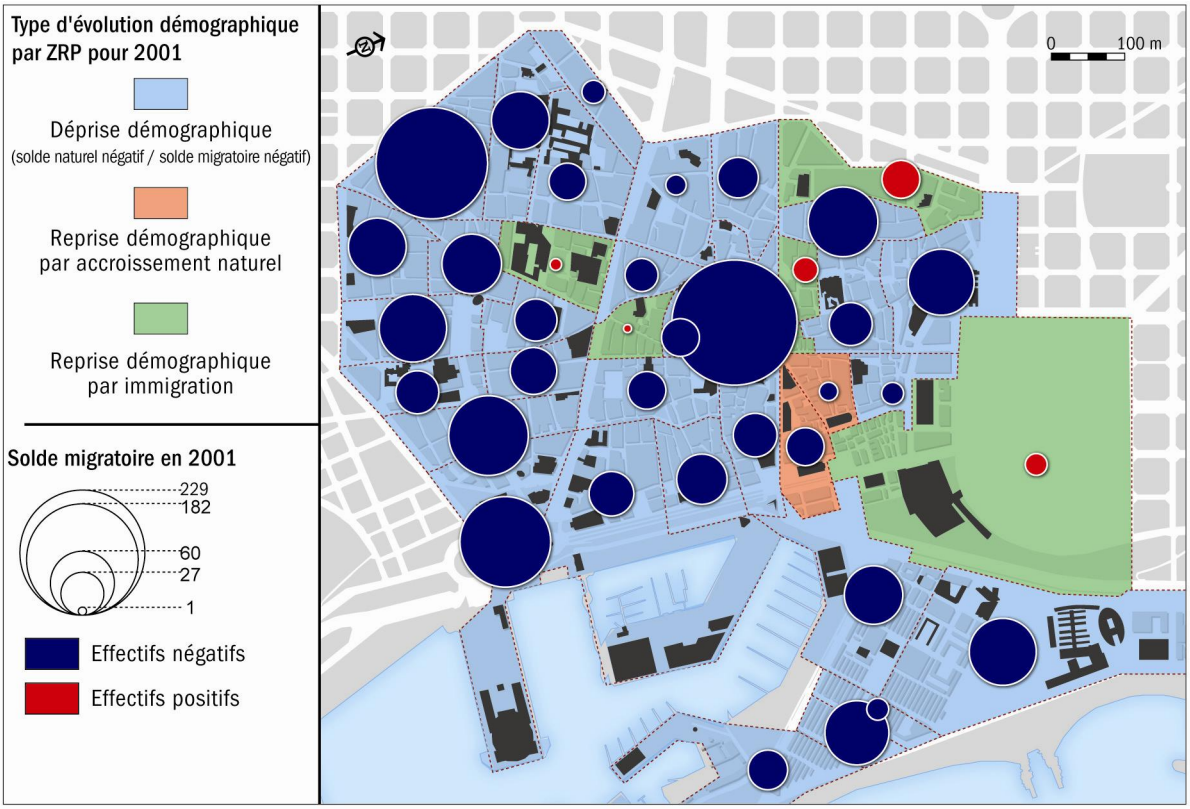
Le retournement de tendance est en revanche très marqué pour les taux de croissance migratoire. Si celui-ci est globalement négatif entre 1991 et 2004 et tend même à se creuser (en particulier pour le Raval[654]), 2005 marque une rupture, avec un solde migratoire désormais positif, en particulier dans le Raval (80,23 pour 1000 habitants en 2007) et surtout dans le Gòtic, ce quartier connaissant la progression la plus spectaculaire (de -66,02 pour 1000 habitants en 2004 à +99,65 pour 1000 habitants en 2007).

Les cartes 10 et 11 permettent de lire les soldes naturels et migratoires à l'échelle des *zonas de recerca petita* en 2001 et 2006. Elles mettent en évidence la diversité des situations rencontrées et un renversement de tendance : désormais, le centre ancien est un espace de regain démographique par immigration.

En 1991, toutes les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella avaient des soldes naturels et migratoires négatifs, à l'exception du secteur « Pl. Villa de Madrid » dont le solde migratoire était positif. La carte 10 montre la situation en 2001. Il apparaît très clairement que la plupart des *zonas de recerca petita* sont considérées comme en « déprise démographique », c'est-à-dire que leurs soldes naturels et migratoires sont tous deux négatifs. L'émigration semble particulièrement toucher la population du Raval. Une partie de la Ribera se distingue par un solde migratoire négatif mais un solde naturel positif (reprise démographique par accroisement naturel : « Llotja del Mar » et « Santa Maria del Mar »). D'autres *zonas de recerca petita* ont un solde naturel négatif mais un solde migratoire positif même si ce dernier reste relativement faible (reprise démographique par immigration : « Ciutadella-Born », « Av. Francesc Cambó », « Palau Música » ou « Mercat Boqueria »).

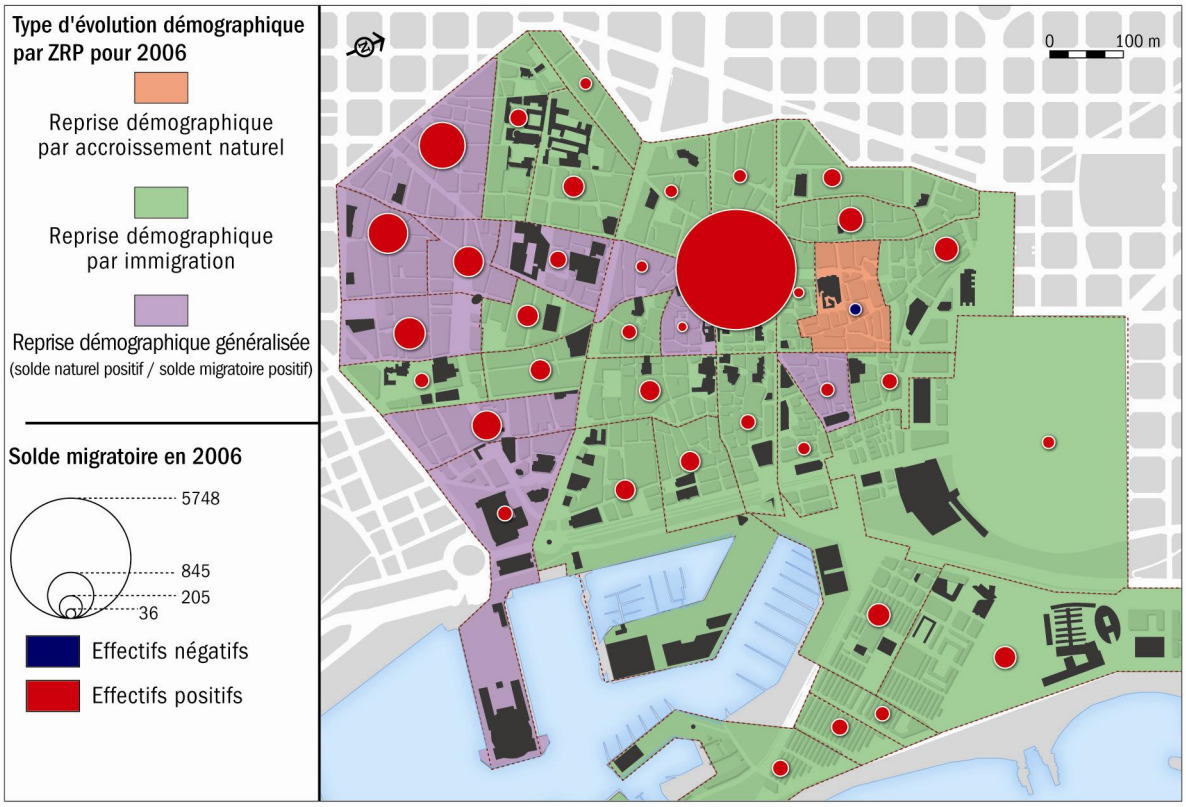
[654] L'augmentation de l'émigration entre 2000 et 2004 s'explique sans doute en partie par l'ampleur des opérations de rénovation effectuées dans ce secteur de Ciutat Vella.

Carte 10. Typologie des *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella selon le solde naturel et le solde migratoire en 2001



Élaboration personnelle
Source : recensement de la population de 2001

Carte 11. Typologie des *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella selon le solde naturel et le solde migratoire en 2006

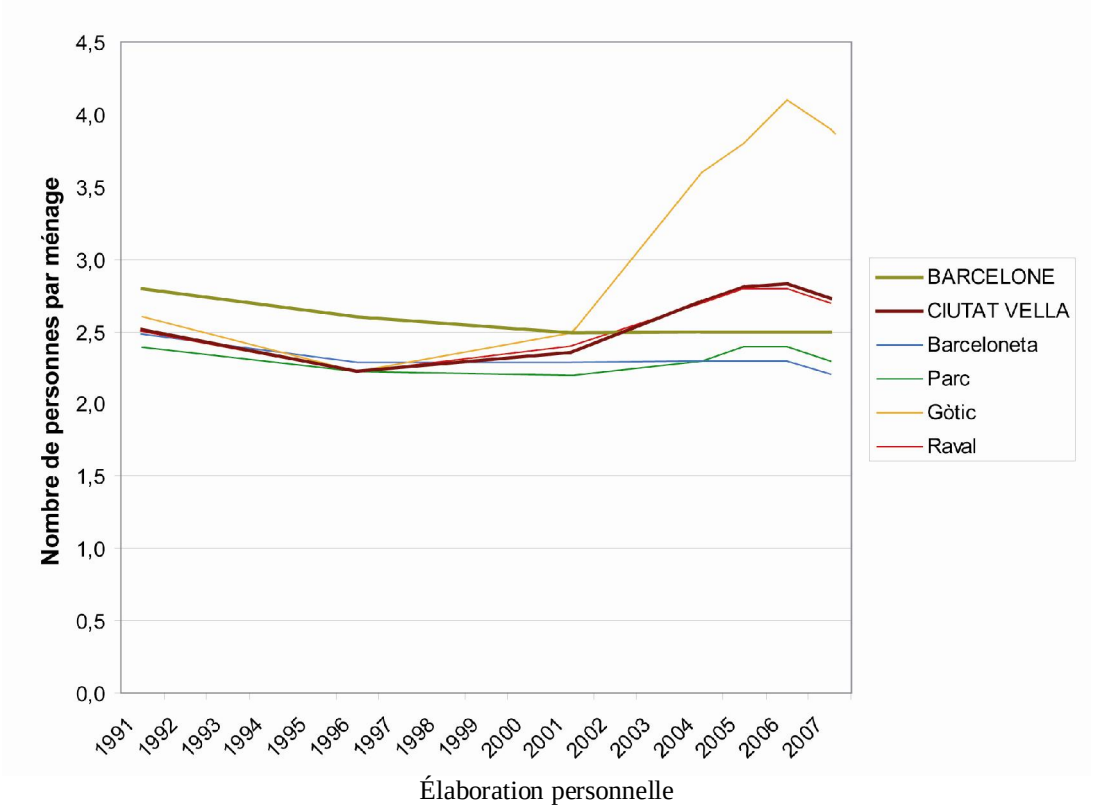


Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2007*, 2007 (a)

En 2006, la situation est inversée puisque seul le secteur « Mercat Santa Caterina » connaît un solde migratoire négatif (mais proche de l'équilibre), qui s'explique sans doute par le grand nombre de démolitions qu'ont nécessité la rénovation du Marché Santa Caterina et l'urbanisation du secteur Pou de la Figuera (carte 11). Parmi les secteurs au solde migratoire positif, seuls le cœur du Barrio Gótico et une partie de la Ribera et du Raval connaissent également un solde naturel positif (reprise démographique généralisée : « Palau de la Generalitat », « c/ Petritxol » ou encore « Palau Güell », « c/ Riera Alta »). Ils sont les principaux réceptacles de l'immigration dans le centre ancien.

La vigueur de l'apport migratoire fournit un premier élément de réponse à l'explication de la reprise démographique du centre ancien. Elle incite à penser qu'une partie des processus qu'on peut y observer est « exogène », c'est-à-dire liée à l'arrivée dans le centre ancien de nouvelles catégories de population, en particulier dans des secteurs où le solde naturel reste négatif. Par ailleurs, la reprise démographique s'acccompagne d'une augmentation du nombre de ménages et d'une diminution du nombre de personnes par ménage (figure 23).

Figure 23. Évolution de la taille moyenne des ménages à Barcelone et à Ciutat Vella entre 1991 et 2007



Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 1991-2008

Pour l'ensemble de la commune de Barcelone, la taille moyenne des ménages est passée de 3,3 à 2,9 personnes par foyer entre 1981 et 1991[655], dans un contexte de diminution du nombre de familles nombreuses et d'augmentation du nombre de ménages d'une ou deux personnes (passant respectivement de 6,4 % à 7,8 % et de 19,3 % à 24 % entre 1986 et 1991 pour l'ensemble de la commune de Barcelone)[656]. Autrement dit, la tendance depuis les années 1980 est à la « consolidation du modèle de la famille nucléaire »[657]. L'évolution est cependant plus contrastée à Ciutat Vella.

Au cours de la décennie 1990, alors qu'à Barcelone la lente diminution de la taille moyenne des ménages se poursuit, à Ciutat Vella, la tendance s'inverse au milieu des années 1990. le nombre de personnes par ménages augmente particulièrement dans les quartiers les plus touchés par l'immigration, comme dans le Raval et le Gòtic, en relation avec la reprise récente de l'immigration étrangère, en particulier familiale[658]. Cette immigration contribue fortement au rajeunissement de la population.

1.1.2 Du vieillissement au rajeunissement de la population

Au début des années 1980, la Municipalité de Barcelone reconnaît de manière explicite la nécessité de contrecarrer le vieillissement de la population : « l'envelliment de la població de Ciutat Vella es manifesta com un dels problemes a abordar de forma prioritària »[659]. Le rajeunissement plus net de la population du district de Ciutat Vella par rapport à la moyenne barcelonaise est évident (figure 24). En 1991, la part des personnes âgées de 65 ans ou plus dans le centre ancien était largement supérieure à ce que l'on observait pour l'ensemble de la commune de Barcelone : 26,4 % à Ciutat Vella, voire 27,3 % dans le Gòtic, contre 17,4 % pour l'ensemble des districts de Barcelone. La baisse observable depuis le début des années 2000, en particulier dans les quartiers du Gòtic et du Raval, s'explique par le redressement du solde migratoire. Pour la période la plus récente (2001-2006), la spécificité de la tendance du centre ancien est également très nette par rapport au reste de Barcelone.

---

[655] CSTIELLA T., GÓMEZ P., « Evolució social a la ciutat de Barcelona, 1981-1994 », *Barcelona Societat* n° 4, 1995, pp. 4-22.

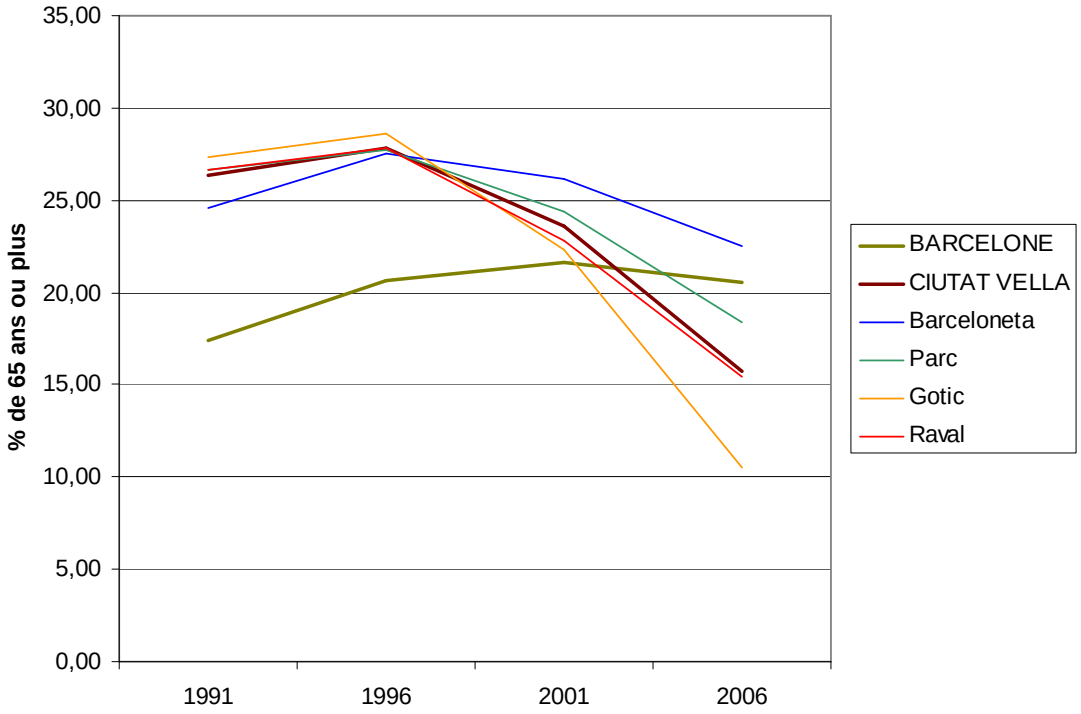
[656] GÓMEZ P., *op. cité*, 1993.

[657] GÓMEZ P., *op. cité*, 1993, p. 11.

[658] On peut s'étonner de la croissance spectaculaire de la taille moyenne des ménages dans le secteur « Gòtic ». D'après les données du département de Statistique de la Municipalité de Barcelone, la *zona de recerca petita* « Catedral » (ZRP 18), qui en fait partie, serait passé de 2 560 habitants en 2001 à 12 130 en 2005 mais sans augmentation significative du nombre de ménages, ce qui influe sur la moyenne à l'échelle du quartier Gòtic. Cette croissance très forte s'explique difficilement, si ce n'est par une croissance très rapide de l'immigration de familles nombreuses dans ce secteur particulier, ou bien par une erreur de saisie (mais cette seconde hypothèse est moins convaincante, car la zone « Catedral » compte encore 12 6327 habitants en 2007).

[659] « Le vieillissement de la population de Ciutat Vella apparaît comme l'un des problèmes prioritaires ». AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Diagnostico de los factores que limitan la revitalización de Ciutat Vella*, 1992 (?), p. 48.

Figure 24. Évolution de la part des 65 ans ou plus à Barcelone et à Ciutat Vella entre 1991 et 2006



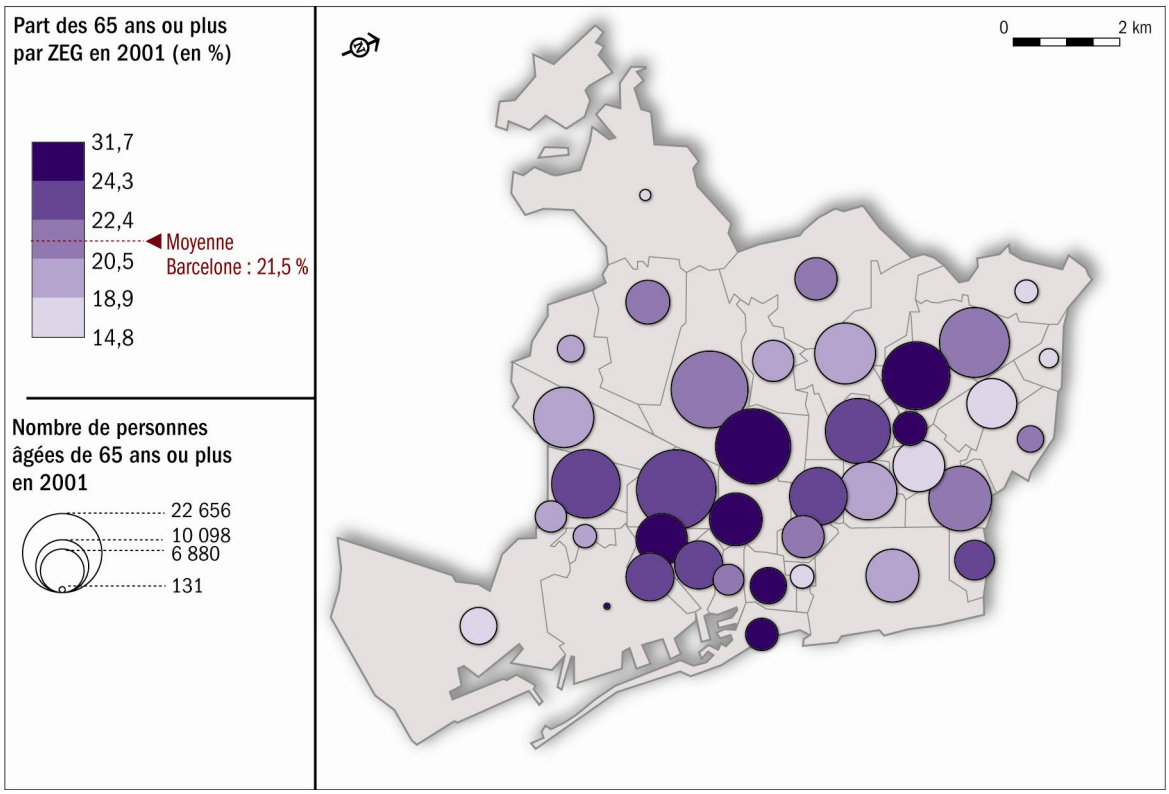
Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 1991-2007

Les cartes 12 et 13 croisent l'effectif de la population de 65 ans ou plus avec sa part relative dans la population totale de chaque quartier de Barcelone, en 2001 et en 2007[660]. En 2001, les taux les plus élevés (entre le quart et le tiers de la population totale) se rencontraient à Barceloneta, Gòtic mais aussi Sant Antoni, l'Esquerra Eixample, Gracia, Vilapicina et Congrés. Dans l'ensemble, les quartiers historiques (au sens large, c'est-à-dire aussi bien le centre médiéval que l'Eixample) se distinguaient par un vieillissement important de leur population.

La situation en 2007 témoigne d'un rajeunissement généralisé de la population barcelonaise, y compris dans le district de Ciutat Vella. Dans certains quartiers, en particulier dans la périphérie est, la part des 65 ans ou plus ne dépasse pas 16 % de la population. À Poblenou, dans le district de Sant Martí, elle était de 19,2 % en 2001 et de 16,1 % en 2007. Mais les reculs les plus remarquables restent ceux enregistrés à Ciutat Vella : le Gòtic passe de 22,3 % à 10,2 %, alors même que la population totale y a presque doublé. Les quartiers anciens ne font plus partie des secteurs de Barcelone où l'on trouve parmi les taux de vieillissement les plus élevés, à l'exception de la Barceloneta.

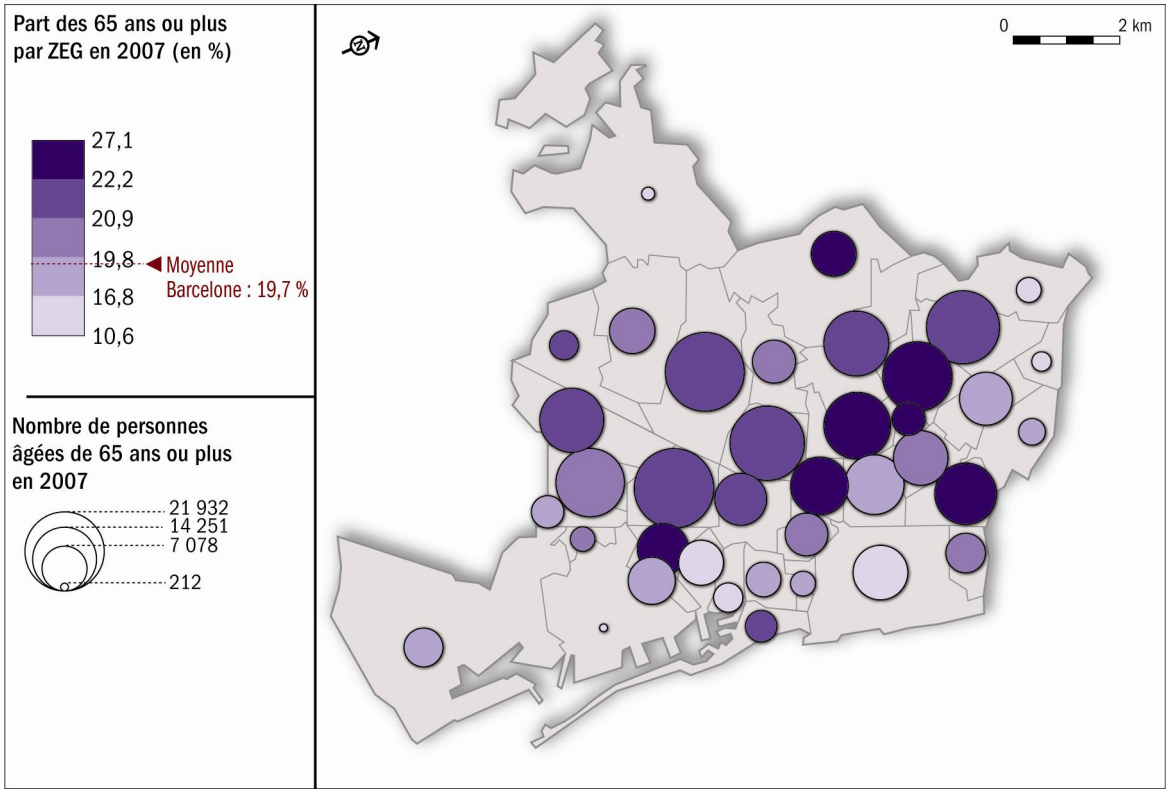
[660] Saf mention contraire, sur les cartes de ce chapitre, les valeurs indiquées pour l'ensemble de la commune de Barcelone ou du district de Ciutat vella sont des moyennes, et non des moyennes pondérées.

Carte 12. Les 65 ans ou plus à Barcelone en 2001



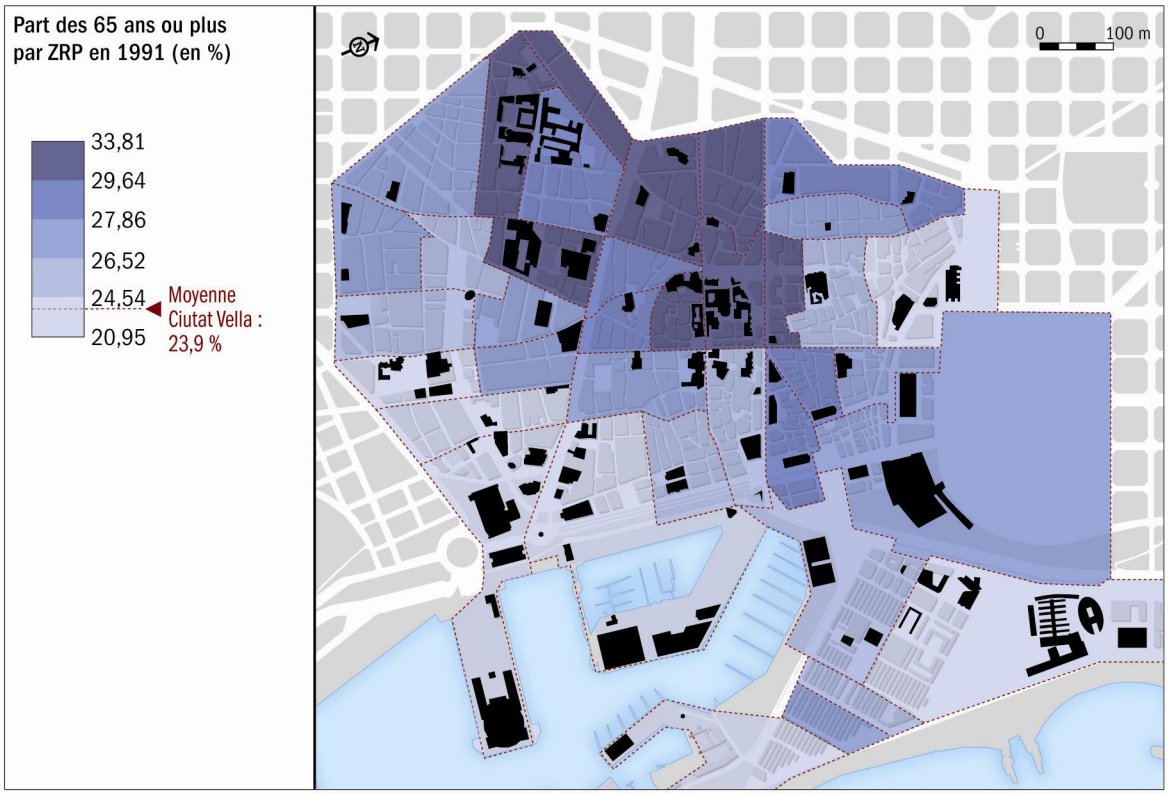
Élaboration personnelle
Source : recensement de la population de 2001

Carte 13. Les 65 ans ou plus à Barcelone en 2007



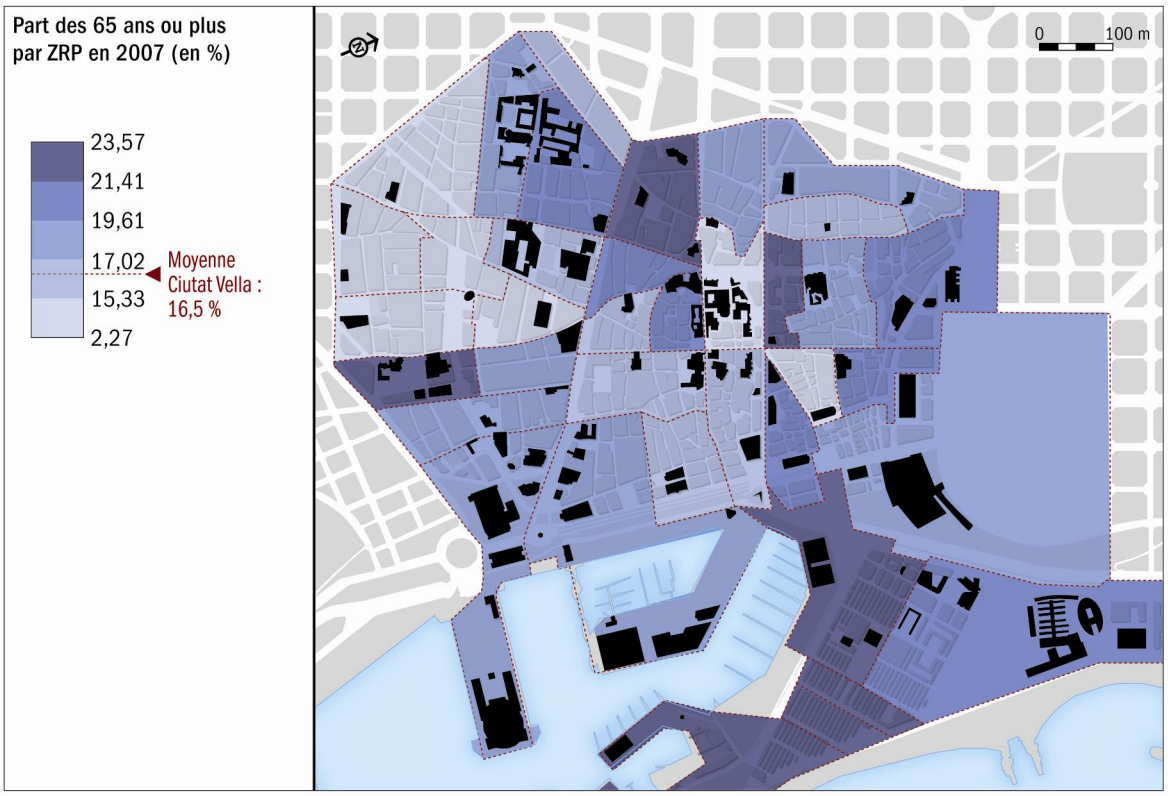
Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2008*, 2008

Carte 14. La part des 65 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP en 1991



Élaboration personnelle
Source : recensement de la population de 1991

Carte 15. La part des 65 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP en 2007



Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2008, 2008

Observe-t-on les mêmes évolutions à l'échelle des *zonas de recerca petita* ? Les cartes 14 et 15 confirment la tendance observée à l'échelle de l'ensemble du district, c'est-à-dire un rajeunissement généralisé, avec une moyenne de district qui baisse de 7 points en une quinzaine d'années (de 23,9 % de 65 ans ou plus en 1991, à 16,5 % en 2007). Toutes les *zonas de recerca petita* sont concernées à des degrés divers par cette évolution. En 1991 on pouvait observer une nette opposition entre les quartiers populaires plus jeunes (Barceloneta, sud du Barrio Gótico, sud du Raval) et les quartiers bourgeois plus « âgés » (nord du Raval tourné vers la rue Pelai, nord du Barrio Gótico et du Casc Antic), avec des taux atteignant parfois le tiers de la population : 33,8 % de 65 ans ou plus dans les secteurs « Catedral » ou « Palau de la Generalitat », 31 % dans le secteur « c/ Condal » ou « Av. Francesc Cambó ». En 2007, cette opposition est beaucoup moins nette : le rajeunissement brouille les frontières entre quartiers bourgeois à la population vieillissante et quartiers populaires jeunes. Quelques secteurs du Barrio Gótico se distinguent encore par une part élevée de la population de 65 ans ou plus (23,5 % dans « Pl. Villa de Madrid »), et c'est également le cas dans la majorité de la Barceloneta (23,57 % au maximum, dans le secteur « Sant Sebastià ») ainsi que dans une partie du Casc Antic (20 % dans « Casc Antic-Jutjats »). À l'inverse, le nord du Raval et le centre et le sud du Barrio Gótico se caractérisent par un rajeunissement prononcé. Les reculs les plus spectaculaires de la part des personnes âgées sont relevés dans les secteurs suivants :

- « Catedral » (de 33,8 % en 1991 à 9,4 % en 2001) ;
- « Santa Maria del Mar » (de 29,3 % à 15,0 %) ;
- « c/ de la Cera » (de 27,4 % à 12,5 %) ;
- « Mercat Boqueria » (de 30,5 % à 15,6 %).

À ce stade de l'analyse, plusieurs facteurs explicatifs peuvent être invoqués pour expliquer le rajeunissement de la population : nouvelles vagues migratoires, implantation d'étudiants à proximité des établissements universitaires, ou bien gentrification. L'étude de l'évolution du niveau d'instruction permet d'explorer ces différentes hypothèses, d'autant plus qu'avec l'arrivée dans le centre de populations plus jeunes et la généralisation progressive du modèle de la famille nucléaire, il constitue une caractéristique généralement associée à la gentrification d'un quartier.

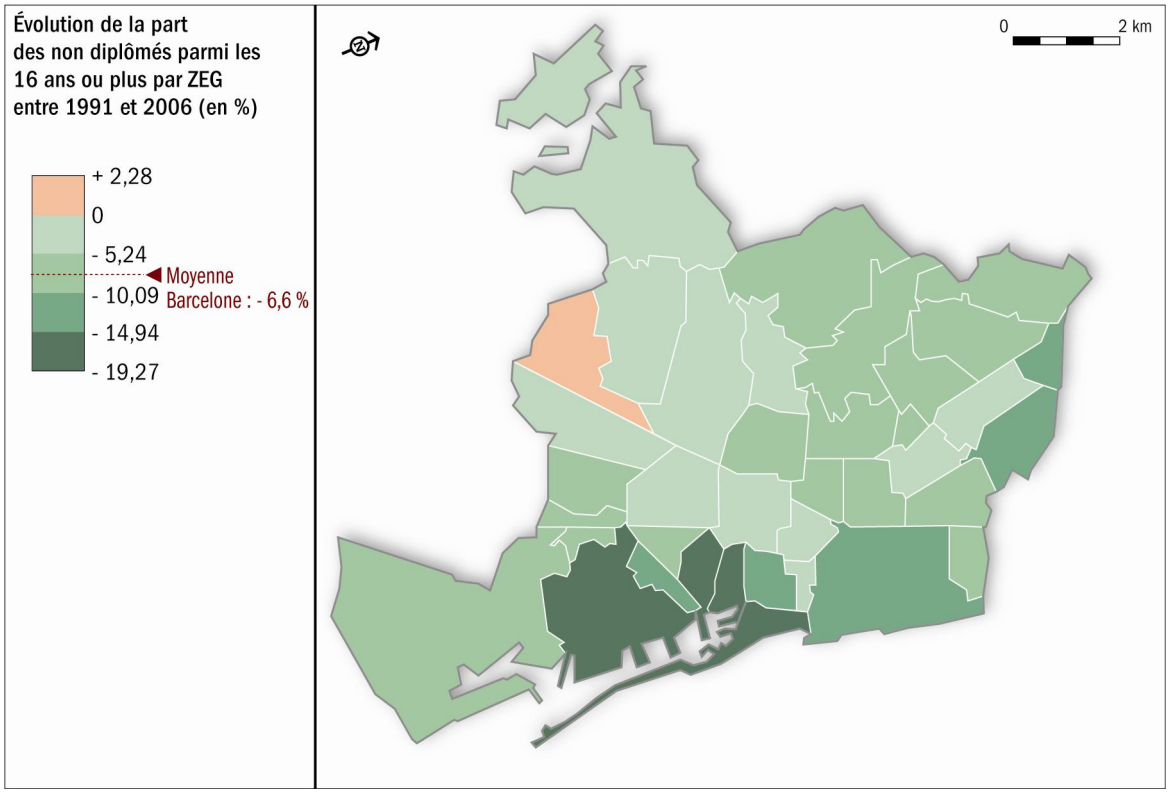
1.2 L'élévation du niveau moyen d'instruction révélatrice de nouvelles fractures

En 1991, dans la commune de Barcelone, on estimait que 47 % des personnes âgées de 16 ans ou plus avaient une instruction insuffisante (est considérée comme insuffisante une scolarité de moins de cinq années)[661]. La lutte contre l'analphabétisme est alors un réel enjeu pour la Municipalité.

1.2.1 Une forte diminution générale des non diplômés, qui masque des inégalités locales

Depuis le début des années 1990, le niveau d'instruction a considérablement progressé à Barcelone. Cette évolution tient notamment à la diminution globale de la part des « non diplômés » entre 1991 et 2006 (carte 16).

Carte 16. Évolution de la part des non diplômés dans la population de 16 ans ou plus à Barcelone entre 1991 et 2006



Élaboration personnelle
Sources : recensement de la population de 1991, AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2007*, 2007 (a)

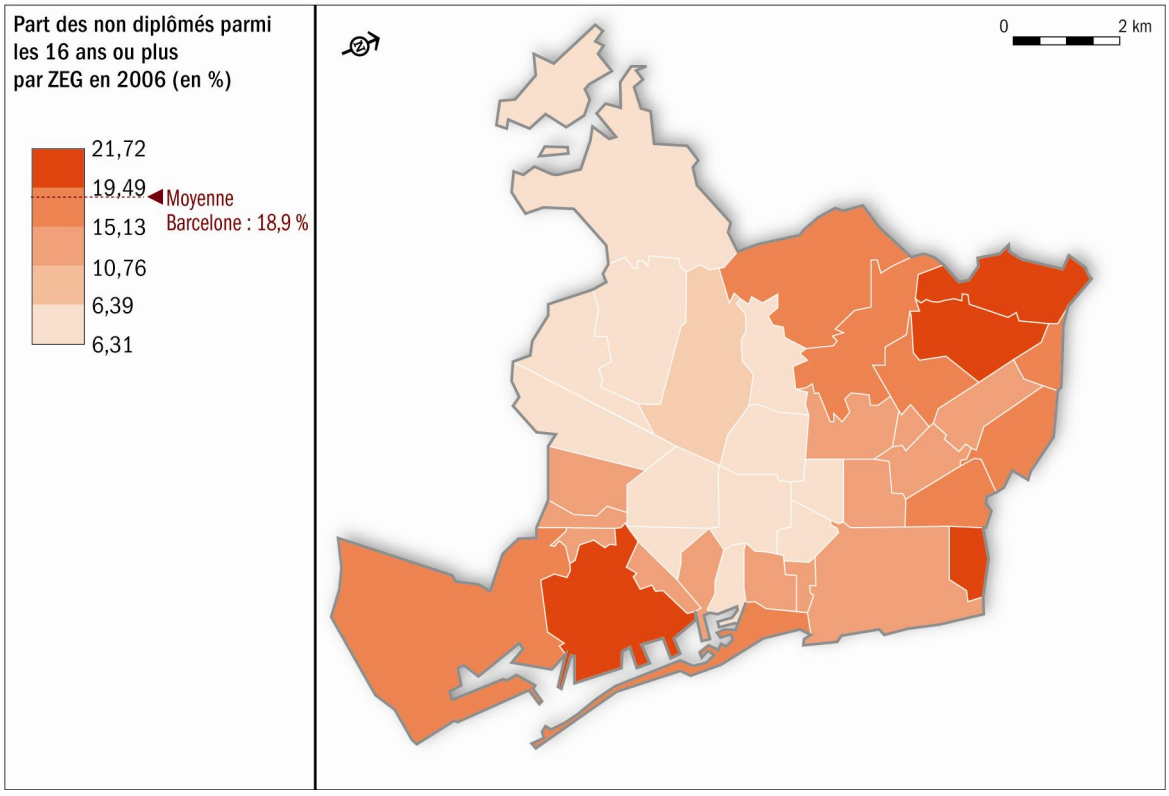
Nous avons considéré comme « non diplômée » la population âgée de 16 ans ou plus qui est analphabète, qui n'a pas fait d'études, ou bien ayant fait des études primaires mais

[661] GÓMEZ P., *op. cité*, 1993.

n'ayant pas achevé ses études secondaires (généralement sanctionnées par le baccalauréat). Entre 1991 et 2006, la part des non diplômés s'est réduite partout à l'exception de la zone de Pedralbes (dans le district de Les Corts, à l'ouest). La diminution la plus forte est enregistrée dans les quartiers anciens et populaires : Ciutat Vella (de 31,5 % à 12,2 % dans le Raval), Montjuïc (de 38,4 % à 20 %), Poblenou (de 23,8 % à 12,3 %), quartiers où l'effort municipal de construction d'équipements scolaires a été très intense.

La carte 17 révèle les forts contrastes qui perdurent en 2006, malgré le rattrapage observé dans les quartiers populaires. Les taux les plus élevés se retrouvent dans le sud-ouest, le nord-est et l'est de Barcelone. À l'exception de la Barceloneta, les quartiers de Ciutat Vella affichent des taux équivalents à la moyenne barcelonaise (12,3 % pour l'ensemble de Barcelone, 12,2 % pour le Raval et 12 % pour Parc). Le Barrio Gótico se distingue même par un taux inférieur, qui le rapproche des quartiers de l'Eixample.

Carte 17. Part des non diplômés parmi la population de 16 ans ou plus à Barcelone en 2006

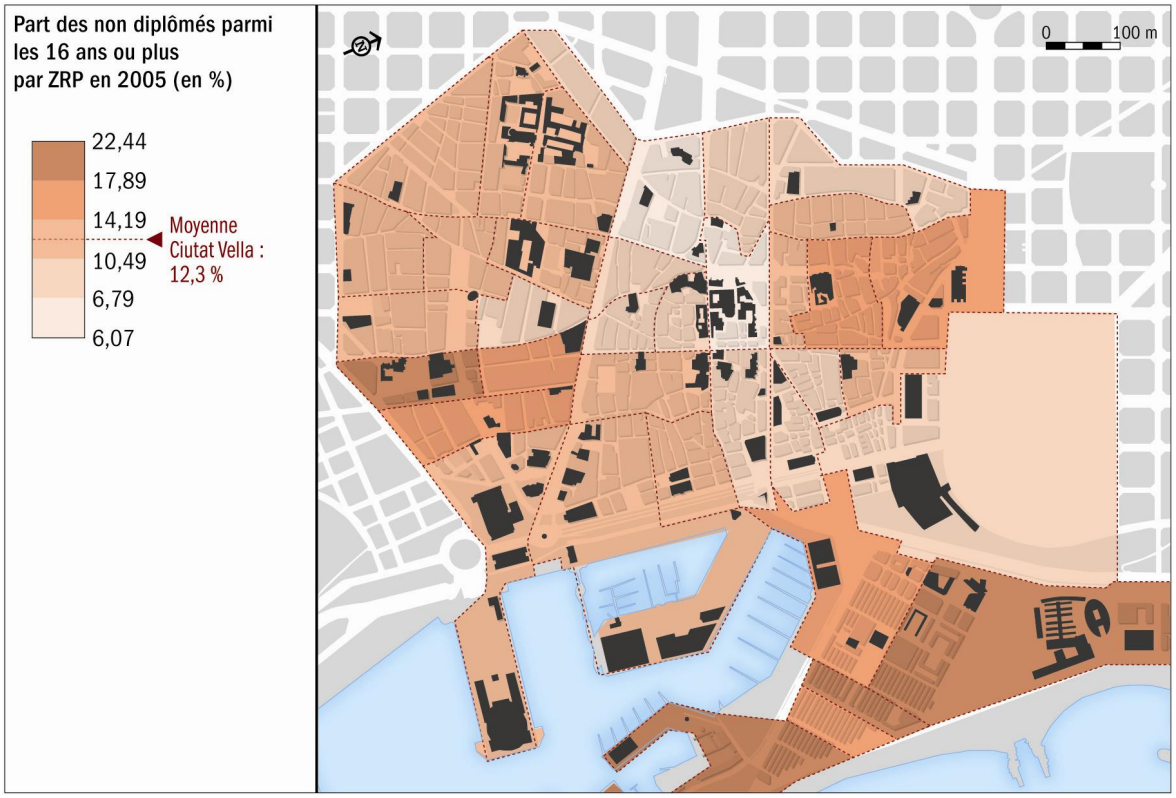


Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2007*, 2007 (a)

À l'échelle des *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella, les contrastes sont encore plus évidents, comme le montre l'étude de la part des non diplômés et de celle des diplômés du supérieur (c'est-à-dire la part de la population de 16 ans ou plus ayant au moins un titre universitaire de 1er cycle ou équivalent). La carte 18 montre l'opposition qui perdure encore en 2005 entre les anciens quartiers bourgeois du nord du Barrio Gótico et de la Ribera, où la part des non diplômés est faible (9 % dans le secteur de « Llotja del Mar » ; 6,4 % à

« Pl. Villa de Madrid ») et les quartiers populaires du Casc Antic (14,8 % dans « Mercat Santa Caterina »), du Raval (18,4 % dans « Sant Pau del Camp ») et de la Barceloneta où elle dépasse parfois 20 % (jusqu'à 22,4 % dans le secteur de « Sant Sebastià »).

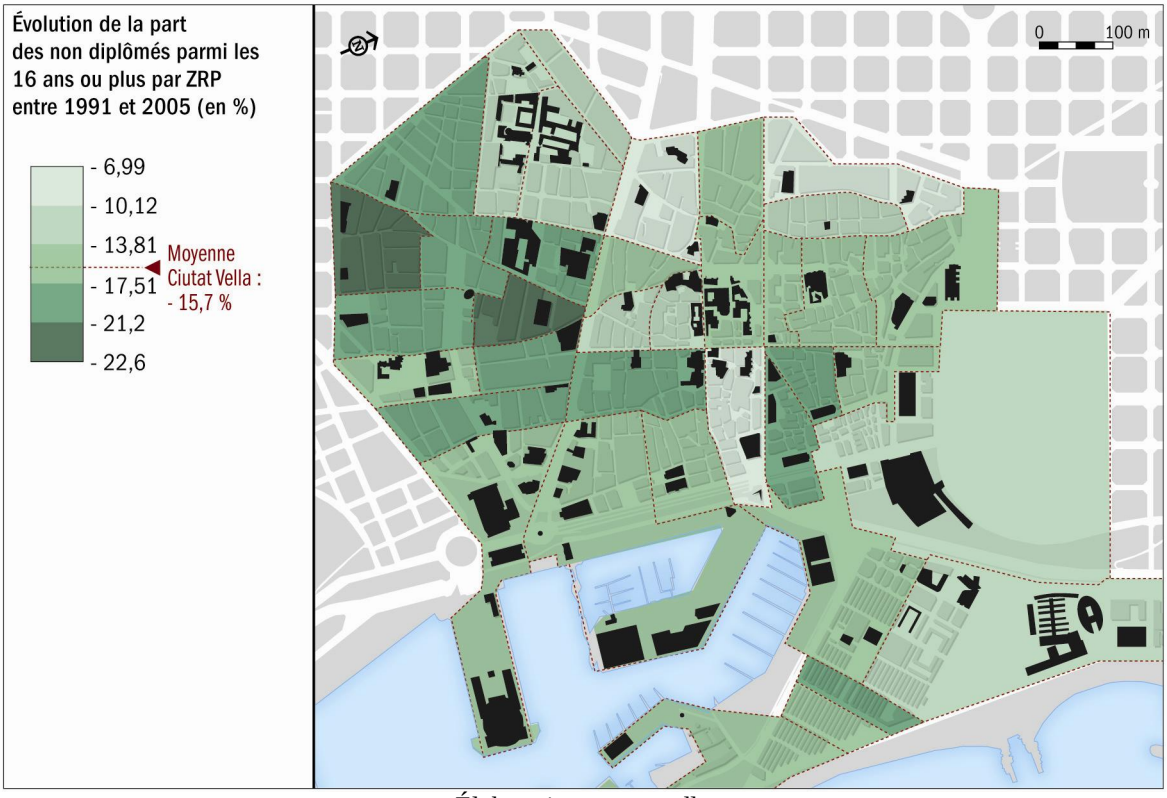
Carte 18. Part des non diplômés parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP en 2005



Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

L'évolution entre 1991 et 2005 (carte 19) révèle que c'est justement dans ces quartiers populaires que la chute de la part des non diplômés a été la plus forte. Est-ce dû à l'efficacité de la politique éducative municipale ou bien à l'arrivée importante de populations diplômées ? Les progressions les plus fortes du niveau d'instruction entre 1991 et 2005 se retrouvent dans le Raval : -22,3 % de non diplômés dans « Sant Agustí » et -22,6 % dans « c/ de la Cera ».

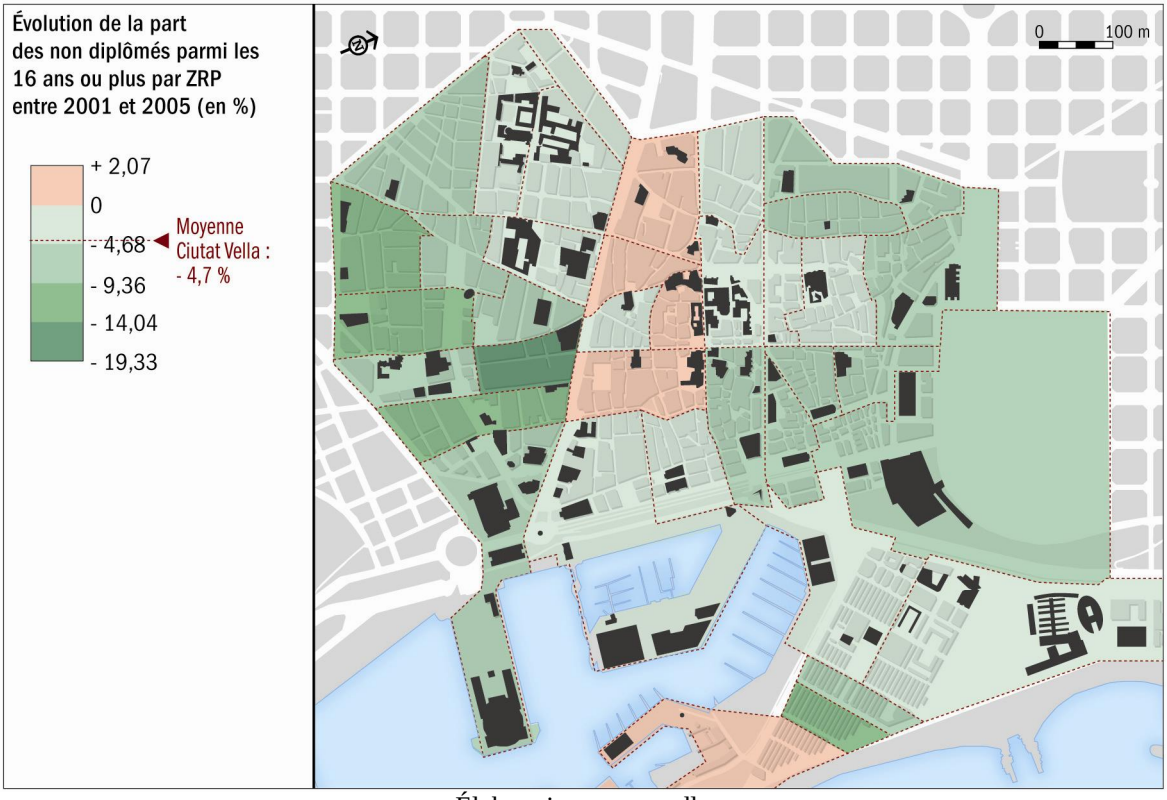
Carte 19. Évolution de la part des non diplômés parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2005



Élaboration personnelle

Sources : recensements de la population de 1991 ; AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

Carte 20. Évolution de la part des non diplômés parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP entre 2001 et 2005



Élaboration personnelle

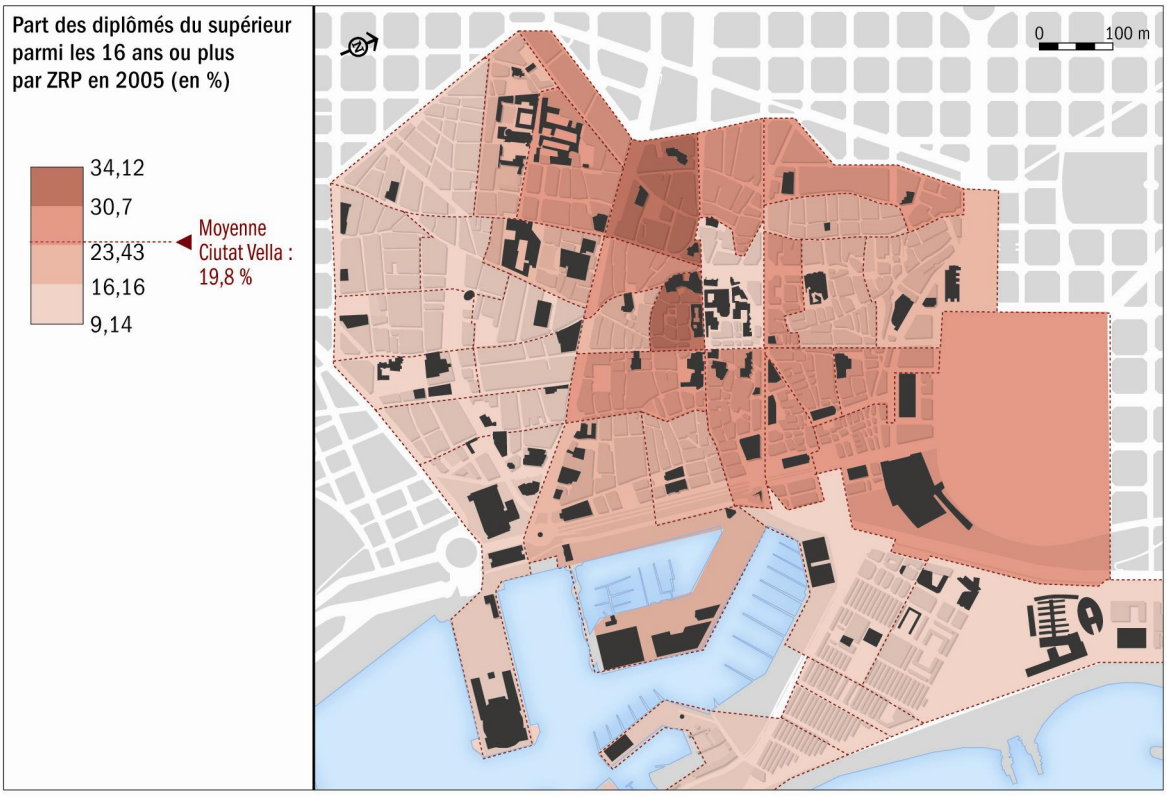
Sources : recensement de la population de 2001 ; AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

Cependant, si le recul de la part des non diplômés a été général entre 1991 et 2001, on constate un retournement de tendance dans certains secteurs de Ciutat Vella entre 2001 et 2005 (carte 20). Dans une grande partie du district, l'évolution est quasi nulle durant cette période. On observe même une augmentation de la part des non diplômés dans une partie du Barrio Gótico et de la Barceloneta : +1,2 % dans le secteur « Palau de la Generalitat », +2 % dans « Sant Sebastià » et +2,1 % dans « Pl. Villa de Madrid ». Dans ces secteurs, cette tendance coïncide justement avec le fort retournement de la tendance migratoire observé précédemment. Il est vraisemblable d'attribuer cette progression de la part des non diplômés à la reprise récente de l'immigration populaire. L'examen de l'évolution des populations dites « diplômées du supérieur » permettra d'affiner cette hypothèse.

1.2.2 Une augmentation généralisée des populations diplômées du supérieur

Concernant la part des diplômés du supérieur (c'est-à-dire ayant au moins un diplôme universitaire de 1er cycle ou équivalent) parmi les 16 ans ou plus, la carte 21 semble en première lecture l'inverse de la carte des non diplômés. Les taux les plus élevés se situent logiquement dans les secteurs bourgeois du Barrio Gótico, de la Ribera et du nord du Raval et de Casc Antic tournés vers l'Eixample, avec des proportions parfois très élevées (29,7 % autour de « c/ Petritxol » et 34,1 % dans « Pl. Villa de Madrid », pour un taux moyen de 19,8 % dans l'ensemble de Ciutat Vella).

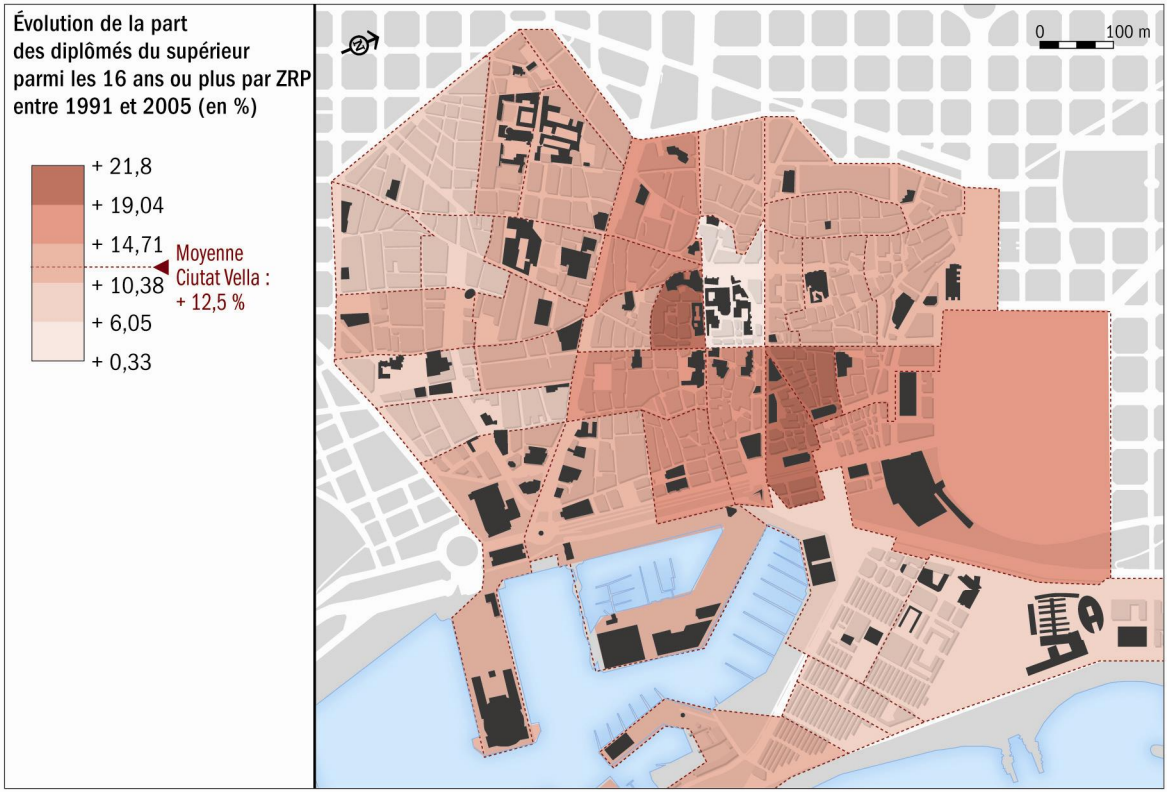
Carte 21. Part des diplômés du supérieur parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP en 2005



Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

Entre 1991 et 2005, la part des diplômés du supérieur a augmenté dans l'ensemble du district, mais les inégalités se sont renforcées au profit des secteurs déjà marqués par une forte présence de personnes diplômées du supérieur (carte 22) :

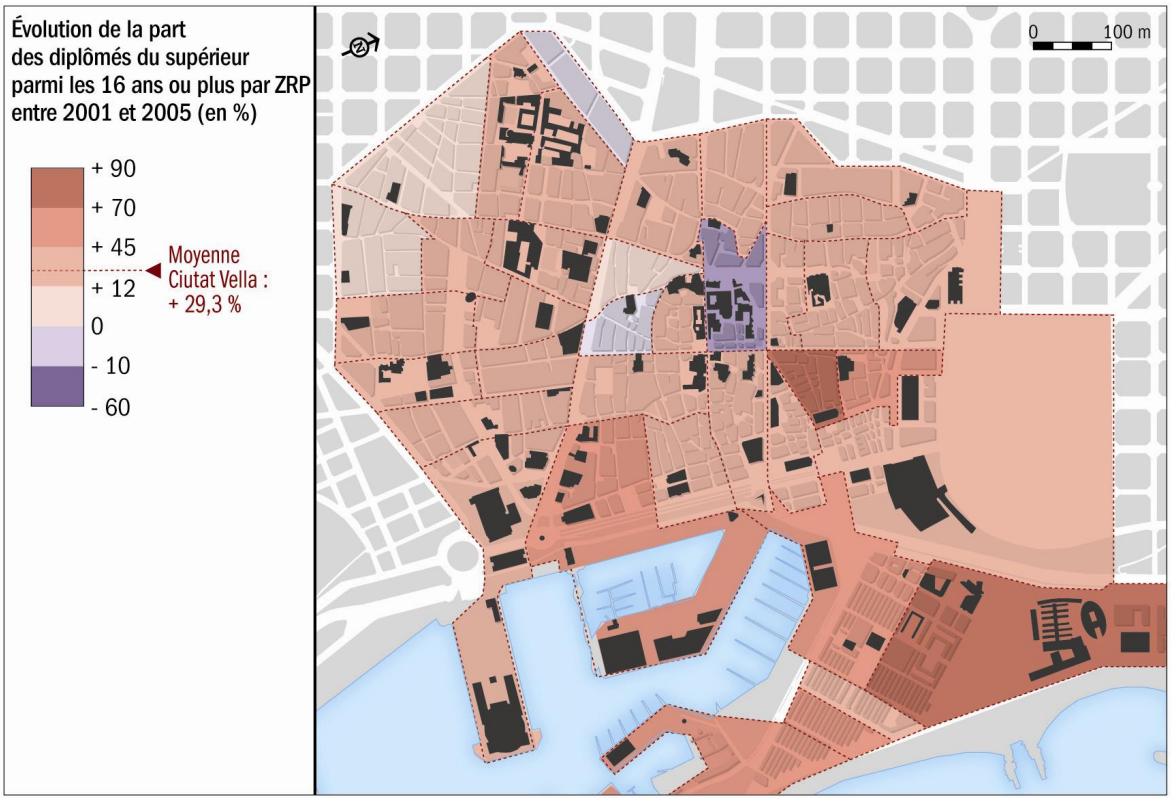
Carte 22. Évolution de la part des diplômés du supérieur parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2005



Élaboration personnelle
Sources : recensement de la population de 1991 ; AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

Lorsqu'on étudie la période la plus récente, de nouvelles tendances apparaissent (carte 23). Les plus fortes progressions sont enregistrées dans le secteur « Santa Maria del Mar », +81,8 %, et « Hospital del Mar », +89,8 % mais c'est globalement dans la Barceloneta que la croissance de la part des diplômés du supérieur a été la plus forte entre 2001 et 2005. À l'inverse, dans certains secteurs du Barrio Gótico, elle a reculé (-55,2 % dans « Catedral » et -8,7 % dans « c/ Boqueria ») ainsi que dans le nord du Raval (-1,8 % dans le secteur « c/ Pelai »).

Carte 23. Évolution de la part des diplômés du supérieur parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP entre 2001 et 2005



Élaboration personnelle
Sources : recensement de la population de 2001 ; AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

Au total, cette série de cartes fait apparaître une amélioration globale du niveau d'instruction de la population, qui peut masquer une inflexion de tendance dans certaines *zonas de recerca petita* pour la période la plus récente. Elle est sans doute l'indice que certains secteurs de Ciutat Vella restent encore marginalisés, puisqu'entre 2001 et 2005 la part de non diplômés y a augmenté et la part des diplômés du supérieur y a diminué. Considérer le retournement migratoire comme seul facteur explicatif est sans doute insuffisant, mais il met en évidence le fait que ces évolutions sont en grande partie dues à l'arrivée de nouvelles populations, qu'il s'agisse de « gentrifieurs » ou de classes plus populaires, en particulier des immigrants étrangers.

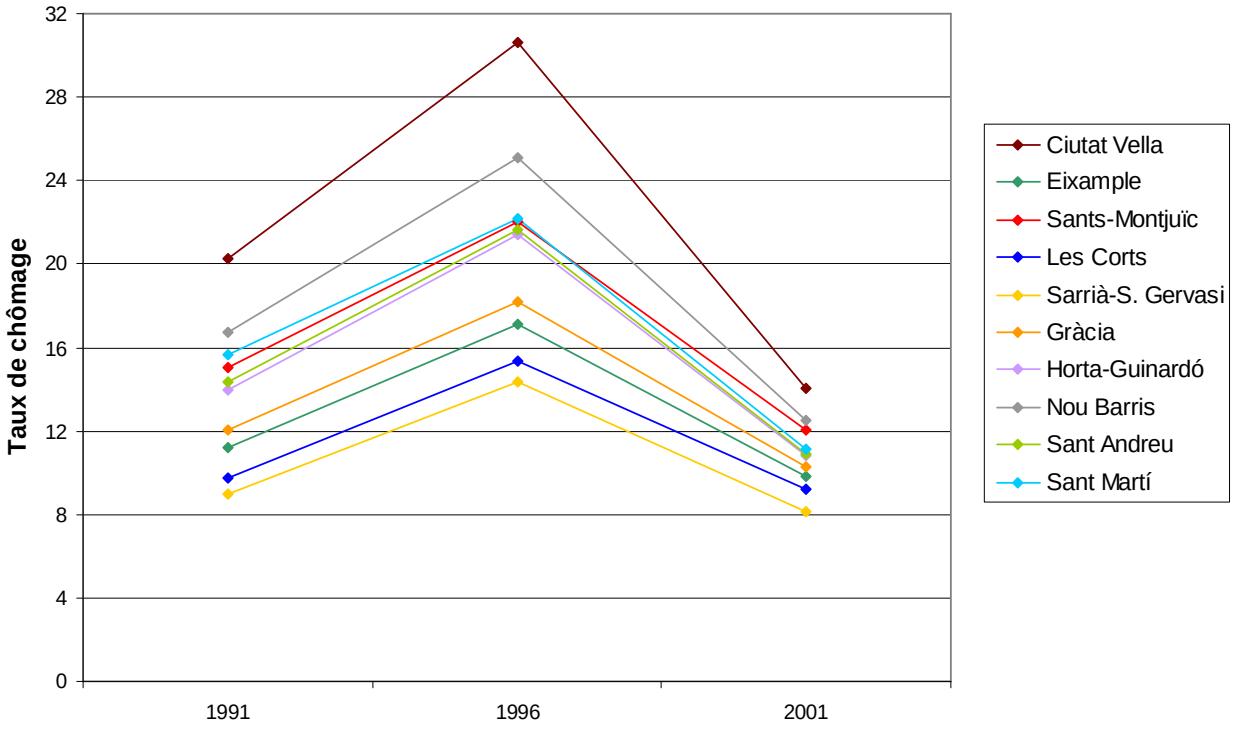
1.3 Des clivages encore importants en termes de niveaux et de types d'activité dans le centre ancien de Barcelone

Malgré les évolutions socio-démographiques récentes et la revitalisation économique, le district de Ciutat Vella reste encore un quartier très contrasté, où les classes populaires demeurent globalement majoritaires.

1.3.1 Une baisse généralisée du chômage

La fin des années 1980 a été marquée par une baisse du chômage, à laquelle le grand chantier olympique a notablement contribué. Depuis, l'activité à Ciutat Vella a connu une évolution similaire à celle des autres districts de Barcelone, c'est-à-dire une phase de reprise du chômage dans la première moitié des années 1990, due à la récession post-olympique, suivie d'une phase de baisse, au moins jusqu'au début des années 2000 (figure 25).

Figure 25. Évolution du taux de chômage à Barcelone par district entre 1991 et 2001

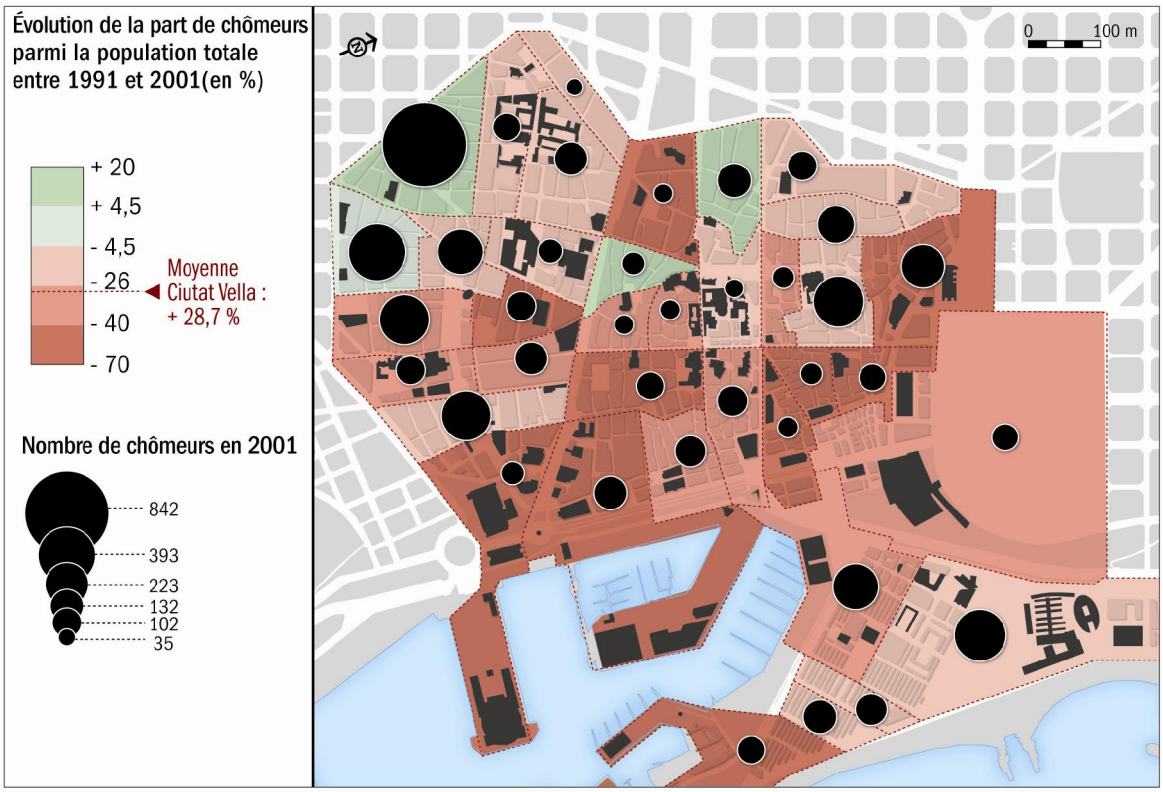


Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population 1991, 1996, 2001

Le centre ancien se distingue cependant par l'ampleur de la crise, puisqu'en 1996 le taux de chômage y était de 30,6 % contre 20,6 % en moyenne pour la commune de Barcelone, mais on observe une certaine convergence entre les districts dans la période suivante marquée par une baisse généralisée du chômage. Ainsi, entre Ciutat Vella et Sants-Montjuïc, l'écart était de 5 points en 1991 (respectivement 20,3 % et 15 %) mais seulement de 2 points en 2001 (respectivement 14 % et 12,1 %).

La baisse du chômage, associée à une augmentation généralisée du taux d'activité de la population, est très certainement l'indice d'une revitalisation économique du centre ancien. L'immigration étrangère composée en majorité de jeunes actifs l'explique également. En revanche, le taux de chômage reste encore inégalement réparti selon les secteurs, et le Raval, une partie de la Barceloneta et le nord du Casc Antic demeurent les quartiers les plus touchés et ceux où la baisse du chômage a été la moins forte (carte 24). Dans le nord du Raval, le chômage est même en augmentation.

Carte 24. Évolution du chômage à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2001



Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population 1991, 2001

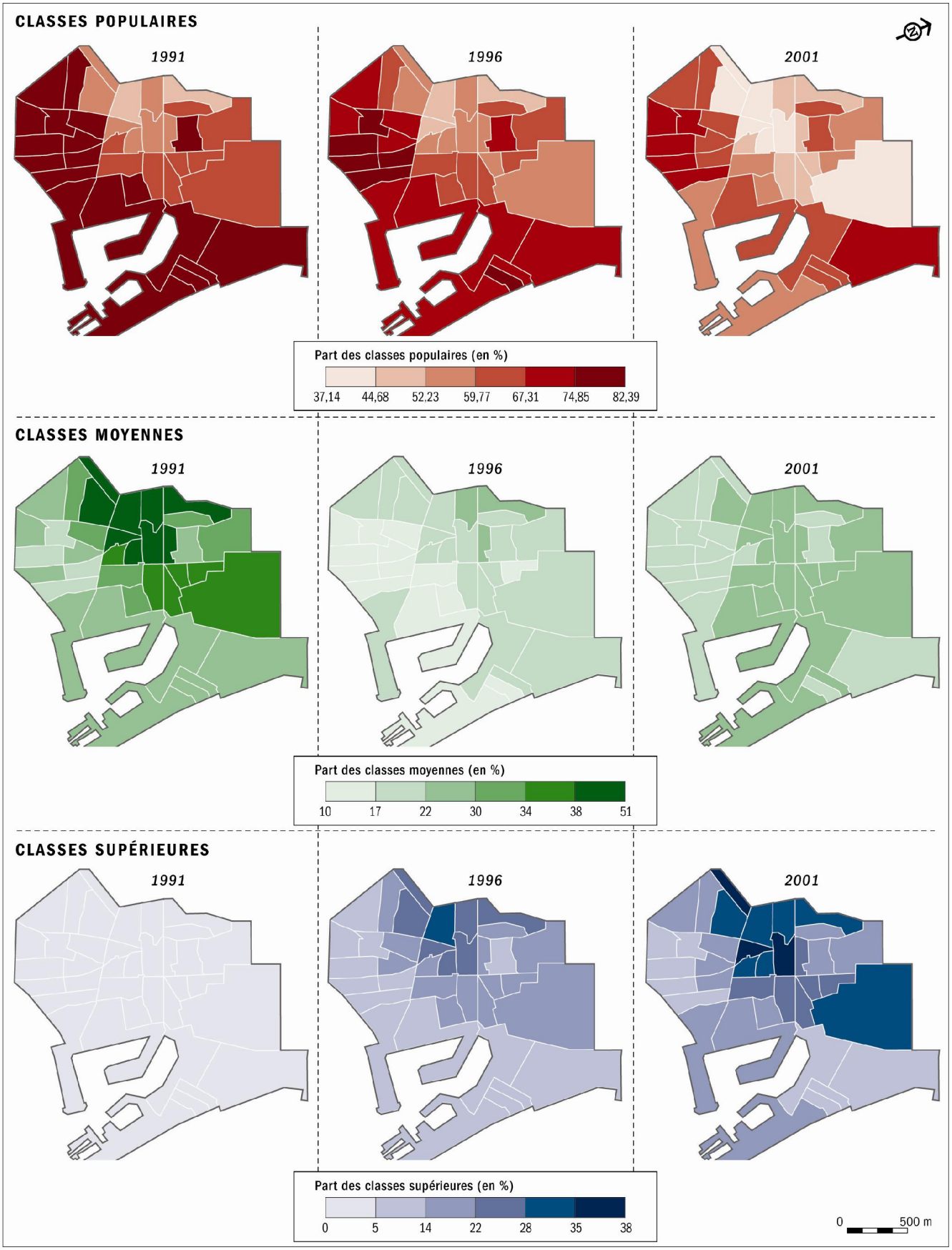
Dans le secteur « c/ Riera Alta » par exemple, le taux de chômage a augmenté de 10,8 % entre 1991 et 2001, tandis que le nombre d'actifs s'est accru de 29,1 %. Dans le secteur « c/ de la Cera », alors que l'augmentation de la population active a été de +51,2 %, le nombre de chômeurs a légèrement reculé (0,76 %)[662]. Le recul généralisé du taux de chômage (-28,7 % en moyenne pour l'ensemble de Ciutat Vella) ou bien sa croissance inférieure à celle de la part des actifs sont les indices d'un contexte économique plus favorable au début des années 2000 qu'au cours de la décennie précédente, même si le taux de chômage reste encore très élevé dans le centre ancien : 14 % pour Ciutat Vella contre 10,8 % pour l'ensemble de la commune de Barcelone[663].

1.3.2 Un maintien relatif des catégories populaires

Dans ce contexte, les classes populaires se maintiennent dans le centre ancien, comme en témoigne la série de cartes ci-dessous, qui permet de saisir l'évolution de la population par catégorie socio-professionnelle entre 1991 et 2001.

[662] Pour rappel, la population active comprend à la fois les personnes occupées et celles à la recherche d'un emploi.
[663] Calculé selon la population totale, on peut même supposer que la proportion de chômeurs est en réalité plus grande si on la rapporte à la part des 16-64 ans, c'est-à-dire la population a priori en âge de travailler.

Carte 25. Évolution de la part relative des différentes catégories socio-professionnelles des actifs à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2001



Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population 1991, 1996, 2001

En 1991, les classes populaires étaient presque partout majoritaires, avec 24 851 actifs, contre 10 575 actifs pour les classes moyennes et moins de 400 actifs pour les classes supérieures. Cette répartition se traduit par une surreprésentation de la part des classes populaires, qui représentaient au moins la moitié de la population active dans chaque secteur (47,2 % au minimum dans le secteur « Pl. Villa de Madrid » et jusqu'à 82,4 % dans le secteur « Pl. Folch i Torres »). À l'inverse, les classes supérieures ne dépassaient pas les 3,0 % (secteur « av. Francesc Cambó »), avec des valeurs quasi nulles dans la très grande majorité du Raval (secteurs « Palau Guëll », « Sant Agustí », « c/ Riera Baixa » ou « Casa Caritat »). La part des classes moyennes était quant à elle relativement importante, avec une moyenne de 29,3 % pour l'ensemble du district de Ciutat Vella, mais des valeurs oscillant entre 17,1 %, pour le secteur « Pl. Folch i Torres » (ce qui s'explique par la part très forte des classes populaires), et 50,5 %, pour le secteur « Pl. Villa de Madrid ».

En 1996, la situation était déjà beaucoup plus contrastée. Dans un contexte de diminution du nombre total d'actifs consécutive à la baisse générale de la population du centre ancien (de 35 785 actifs en 1991 à 24 301 actifs en 1996), la part des classes populaires est restée élevée (avec une moyenne de 51,2 % pour l'ensemble de Ciutat Vella), même si l'effectif a baissé (12 442 actifs) tandis que celui des classes supérieures a considérablement augmenté (5 480 actifs), ainsi que leur part relative (22,6 % en moyenne dans l'ensemble du district). On pouvait observer dans le nord du Barrio Gótico, du Casc Antic et du Raval, ainsi que dans la Ribera, une croissance forte des classes supérieures, au détriment des classes populaires et des classes moyennes. Si la part relative des classes moyennes s'est maintenue, avec 26,2 % pour l'ensemble de Ciutat Vella (mais avec une valeur maximale qui n'est plus que de 32,1 %, dans le secteur « Av. Francesc Cambó »), l'effectif a fortement diminué : on ne comptait plus que 6 379 actifs en 1996.

Entre 1996 et 2001, la baisse de la part relative des classes moyennes s'est poursuivie (21,3 % pour l'ensemble du district, avec un effectif total de 7 428 actifs), dans un contexte de maintien des classes supérieures (18,7 % pour l'ensemble du district, soit 6 493 actifs) et de hausse des classes populaires, récupérant quasiment leur niveau de 1991 (environ 60 % pour l'ensemble du district, soit 20 894 actifs). La tendance récente est donc plutôt celle d'une polarisation aux deux extrêmes, avec une diminution généralisée de la part des classes moyennes alors que le nombre total d'actifs pour l'ensemble du district augmente (34 815 actifs en 2001). Entre 1991 et 2001, malgré des fluctuations, l'effectif de la population active s'est maintenue, mais dans un contexte de redistribution des catégories socio-professionnelles, marqué par le maintien des classes populaires et l'effacement des classes moyennes (qui représentent moins du quart de la population active en 2001 contre le tiers en 1991) au profit des classes supérieures qui sont aussi nombreuses en 2001 que les classes moyennes, alors que le nombre d'actifs était quasi nul en 1991. Cette redistribution s'effectue dans un contexte de reprise démographique, puisqu'en 2001 la population de Ciutat Vella récupèrement pratiquement son niveau de 1991 (85 177 habitants en 2001 contre

90 612 en 1991). L'évolution générale que l'on vient de décrire se retrouve particulièrement dans certains secteurs du Raval (tableau 12).

Tableau 12. Évolution de la répartition des catégories socioprofessionnelles dans deux secteurs du Raval entre 1991 et 2001

	1991			2001		
	classes populaires	classes moyennes	classes supérieures	classes populaires	classes moyennes	classes supérieures
« c/ Riera Baixa »	79,2 %	20,6 %	0,2 %	69,0 %	17,4 %	13,6 %
« c/ de la Cera »	75,2 %	24,4 %	0,4 %	69,8 %	17,8 %	12,4 %

Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population 1991 et 2001

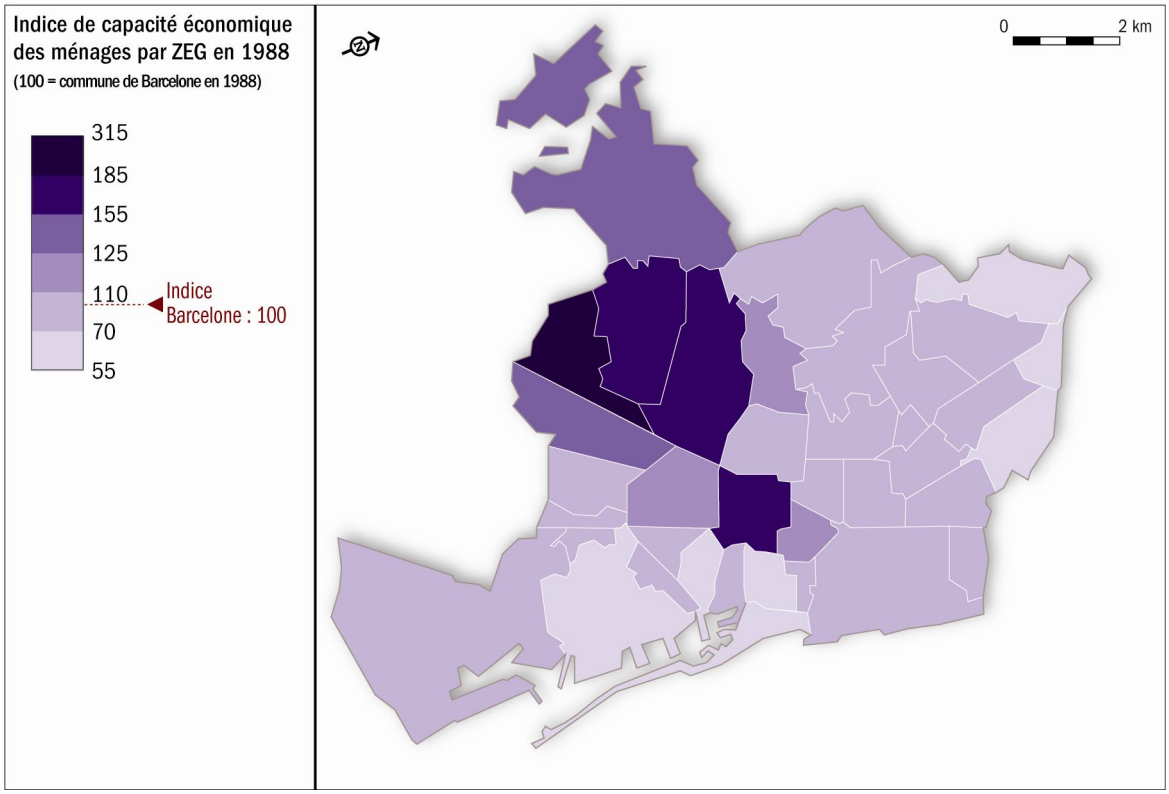
Pour les retraités, on constate au contraire une diminution générale de leur nombre sur l'ensemble de la période, malgré un maintien relatif dans les années 1990. Ils étaient 24 645 en 1991, 25 777 en 1996 mais plus que 18 104 en 2001. Cette évolution traduit sans doute le rajeunissement général de la population du centre ancien de Barcelone.

L'examen d'indicateurs sur les revenus des ménages montre que la population du centre ancien reste encore très contrastée sur ce plan. Les cartes 26 et 27 traduisent les inégalités des niveaux moyens de l'*index de capacitat econòmica familiar* (ou ICEF[664]) à Barcelone par district en 1988 et 1996. Les valeurs sont dites « non centrées » : la valeur de 100, qui équivaut à la moyenne pour l'ensemble de la commune de Barcelone en 1988, sert également de référence pour 1996, mettant en évidence l'augmentation généralisée de l'ICEF entre les deux dates : 100 pour l'ensemble de Barcelone en 1988, mais 149,6 en 1996.

En 1988, les indices les plus élevés se trouvaient dans l'Eixample et dans le quadrant nord-ouest (district de Les Corts et de Sarrià-Sant Gervasi). En 1996, la répartition était sensiblement la même qu'en 1988, si ce n'est que l'indice moyen pour l'ensemble de la commune de Barcelone était beaucoup plus élevé. Le district de Ciutat Vella abritait des populations à faible capacité économique, à l'instar de certains secteurs situés dans l'est de Barcelone (Trinitat Vella, Bon Pastor). Entre 1988 et 1996, si les différents quartiers du centre ancien ont connu une élévation de l'ICEF, la hiérarchie des districts est restée la même : non seulement Ciutat Vella est toujours en dernière position, mais l'écart avec le reste de la ville s'est creusé.

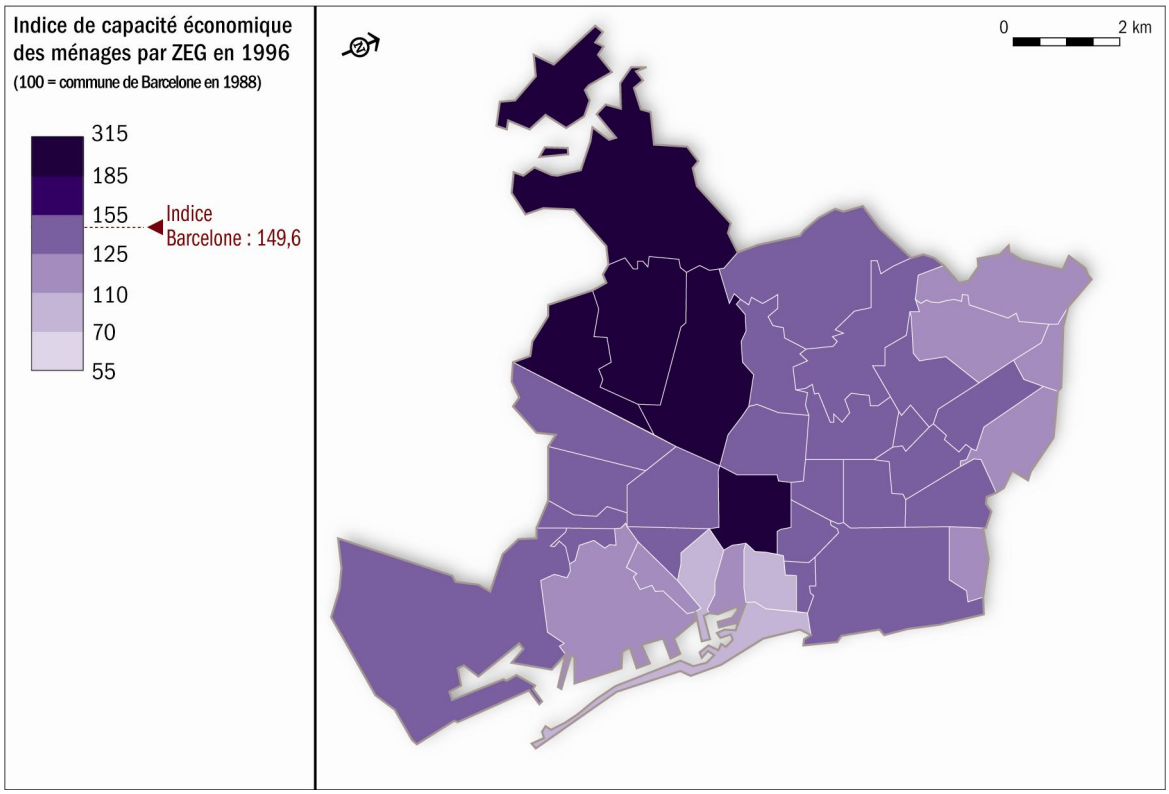
[664] « Indice de capacité économique des ménages ». Il prend en compte le revenu des ménages et le nombre de personnes à charge.

Carte 26. L'indice de capacité économique des ménages à Barcelone en 1988 (100 = ensemble de la commune de Barcelone en 1988)



Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Índex de capacitat econòmica familiar a la ciutat de Barcelona*, 1991 (b), 108 p.

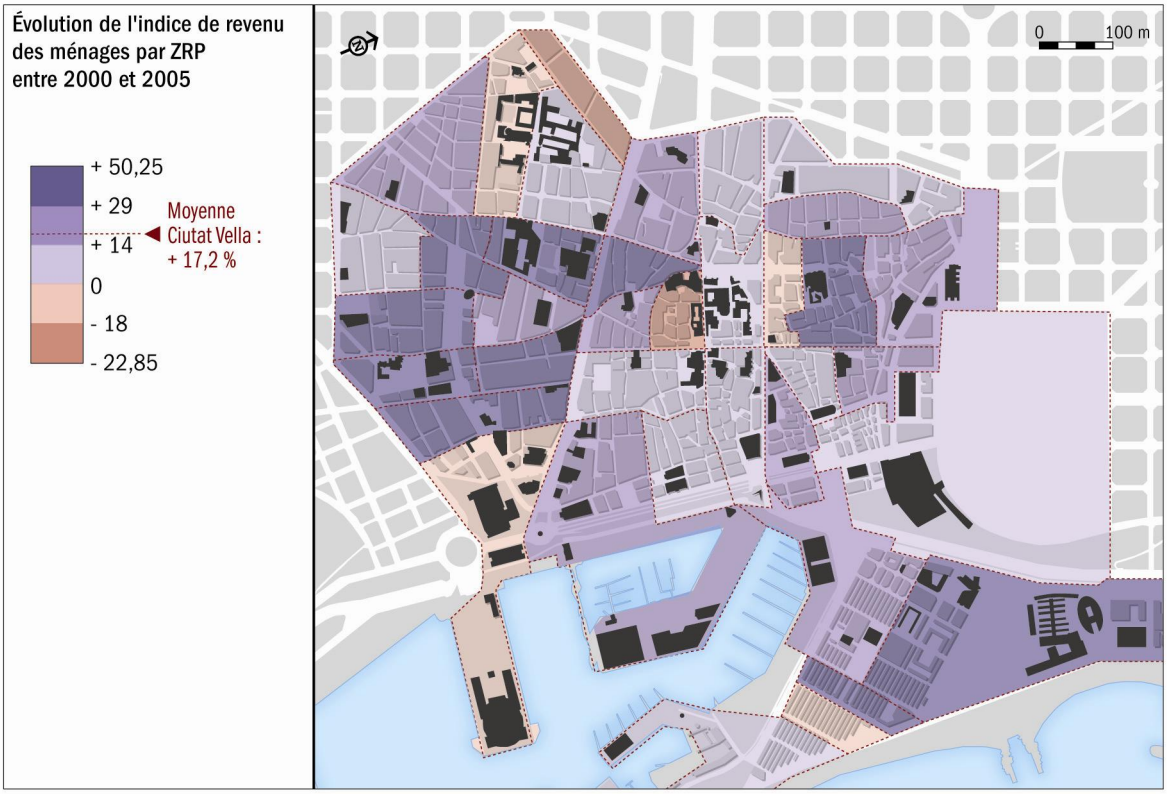
Carte 27. L'indice de capacité économique des ménages à Barcelone en 1996 (100 = ensemble de la commune de Barcelone en 1988)



Élaboration personnelle
Source : recensement de la population de 1996

À l'échelle des *zonas de recerca petita*, des inégalités très fortes de revenus apparaissent au sein du district de Ciutat Vella. Ne disposant pas de données postérieures à 1996 pour l'ICEF, nous avons utilisé un autre indice, la *renda familiar disponible* (ou RFD[665]). La moyenne pondérée de la RFD pour l'ensemble du centre ancien est de 72. La moyenne de la commune de Barcelone sert de base 100, ce qui place Ciutat Vella à l'avant-dernier rang, devant le district de Nou Barris, mais le centre ancien présente un éventail de valeurs relativement étendu. Les plus faibles se trouvent sans surprises dans les quartiers du Raval (53,7 pour le secteur « c/ La Cera » ; 56,9 pour « c/ Riera Alta » ; 58 pour « Liceu »), et les valeurs les plus fortes dans le Barrio Gótico et le nord du Raval tourné vers l'Eixample. C'est d'ailleurs dans ces secteurs bourgeois traditionnels que l'on trouve les quelques *zonas de recerca petita* dont l'indice de RFD est supérieur à la valeur moyenne pour l'ensemble de Barcelone : 100,9 pour « c/ Petritxol », 101,3 pour « c/ Tallers-Pelai », 101,9 pour « Academia Ciències », 103,6 pour « Pl. Reial-Ajuntament » et enfin 113,8 pour « Pl. Villa de Madrid ».

Carte 28. Évolution du revenu familial disponible à Ciutat Vella entre 2000 et 2005



Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Guia estadística, Ciutat Vella en xifres*, 2002 (c), 94 p. ; AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Distribució territorial de la renda familiar a Barcelona*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 2007 (c), 71 p.

[665] « Revenu familial disponible » : cet indicateur tient compte de tous les revenus familiaux, après paiement de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales.

La carte 28 dresse un tableau de l'évolution de la RFD à Ciutat Vella pour la période récente, qui montre le rattrapage dans la Barceloneta et une grande partie du Raval. Mais, comme on l'a vu, le revenu moyen des ménages de Ciutat Vella demeure largement inférieur à la moyenne de la commune de Barcelone. Dans certains secteurs du centre ancien, il tend même à diminuer, témoignant d'un renversement de tendance, y compris dans des secteurs traditionnellement « bourgeois » de Ciutat Vella. Il est également possible que cette baisse de revenus soit liée au vieillissement des actifs de ces secteurs et au passage à la retraite, ou bien à une diminution de la taille des ménages. Malgré la montée des catégories moyennes et supérieures, le centre ancien de Barcelone reste un quartier populaire.

En conclusion, la reprise démographique du centre ancien et l'élévation du taux d'activité et des revenus des populations constituent une tendance de fond, qui n'exclut pas cependant la marginalisation de certains secteurs. Cette juxtaposition est l'indice d'une multiplicité de processus se traduisant à la fois par une reprise démographique liée à l'immigration, un rajeunissement de la population, et une croissance de la part des diplômés du supérieur, dans un contexte de maintien des classes populaires. L'ensemble des cartes suggère qu'un processus de gentrification affecte certains quartiers de Ciutat Vella, mais de manière non exclusive. La confrontation de la « demande », c'est-à-dire l'existence de « gentrifieurs potentiels », et de l'offre en logements « gentrifiables » permet de préciser les potentialités du réinvestissement de Ciutat Vella.

2. LE POTENTIEL DE GENTRIFICATION DU CENTRE ANCIEN DE BARCELONE ET SES LIMITES

Si l'on considère la gentrification comme un processus né de la rencontre d'une offre (un marché immobilier à forte valorisation potentielle, du fait du *rent gap*) et d'une demande (l'existence de catégories de la population attirées par un mode de vie en centre-ville et disposant d'un certain capital économique), le district de Ciutat Vella réunit en partie les conditions d'émergence de ce processus. Dans un contexte de redistribution des activités industrielles et tertiaires dans l'ensemble de l'agglomération de Barcelone, émergent de nouvelles catégories de population attirées par un logement situé dans un quartier central, bien desservi, avec une offre culturelle importante. Dans le même temps, la politique de récupération du centre ancien a favorisé la réactivation du marché du logement, même si certaines limites apparaissent du fait de l'évolution récente des prix.

2.1 La redistribution des activités et l'évolution de l'emploi dans l agglomération de Barcelone

Les mutations de l'emploi dans l'agglomération de Barcelone constituent un facteur favorable au processus de gentrification. À l'échelle de l'agglomération, la hausse des effectifs et de la part des catégories socio-professionnelles moyennes ou aisées traduit l'existence d'une clientèle solvable pour une « demande potentielle » de logements dans le centre ancien.

Longtemps considérée comme « l'atelier de l'Espagne » ou la « Manchester catalane », la région métropolitaine de Barcelone a amorcé à partir des années 1970 une mutation de ses activités économiques. Mais la montée en puissance des services et des activités tertiaires n'a pas complètement fait disparaître l'industrie, qui a eu tendance à se diffuser dans l'ensemble de l'agglomération et les communes périphériques. Malgré tout, la tertiarisation de la ville-centre a renforcé la présence de nouveaux types d'actifs, dont le profil se rapproche de ceux des « gentrifieurs potentiels ».

Comme le montre le tableau 13, le secteur secondaire représentait en 1969 47,7 % du PNB dans la province de Barcelone, beaucoup plus que pour l'ensemble de l'Espagne (36,8 %) :

Tableau 13. Part du PNB par grands secteurs d'activités dans la province de Barcelone, en Catalogne et en Espagne en 1969

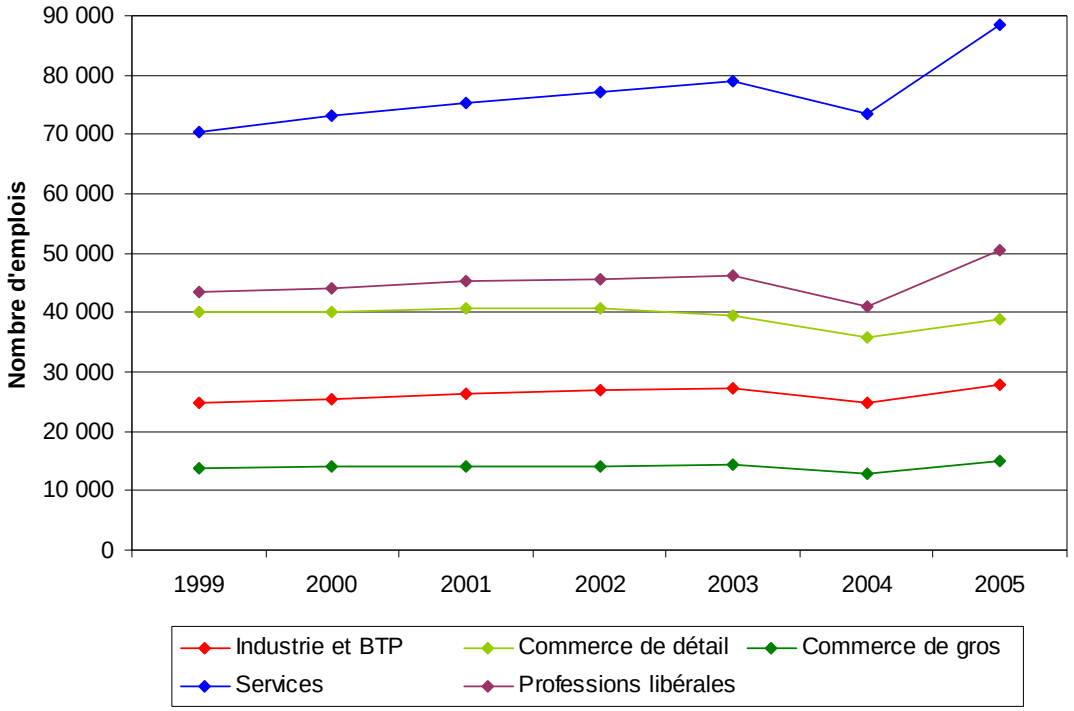
	Province de Barcelone	Catalogne	Espagne
Primaire	2,6 %	6,3 %	14,7 %
Secondaire	47,7 %	45,3 %	36,7 %
Tertiaire	49,7 %	48,4 %	48,6 %

Élaboration personnelle
Source : FERRAS R., *op. cité*, 1977, p. 51

À la même date, le secteur secondaire occupait 54,8 % de la population active dans la province de Barcelone, contre 40,8 % pour le secteur tertiaire[666]. Le poids industriel de la Catalogne apparaît d'autant mieux que la province de Barcelone regroupait 19,8 % de l'industrie nationale, mais jusqu'à 60,5 % dans le secteur textile et 30,3 % dans celui de la chimie. R. Ferras souligne un mouvement de tertiarisation de la métropole catalane dès le début des années 1970. Les services à la personne se sont diffusés dans toute l'aire métropolitaine, alors que les services aux entreprises ont eu tendance à se concentrer dans la commune de Barcelone, au cœur de l'agglomération[667]. La part des emplois de services dans la commune de Barcelone est ainsi passée de 32,3 % en 1996, à 37,2 % en 2000 et à 40,1 % en 2005.

[666] FERRAS R., *op. cité*, 1977, p. 51.
[667] VILA BOSQUED G., *op. cité*, 2002.

Figure 26. Évolution sectorielle de l'emploi dans la commune de Barcelone entre 1999 et 2005



Élaboration personnelle
Source : MARMOLEJO C., « Transforming metropolitan Barcelona : between the post-industrial and the knowledge city », communication dans le cadre de la conférence internationale *Sustainable urban Areas*, organisée par l'ENHR, Rotterdam, 25-28 juin 2007

Dans une période récente, entre 1999 et 2005, le volume des emplois dans l'industrie, le BTP et le commerce de gros ont relativement stagné dans la commune de Barcelone (figure 26). À l'inverse, le secteur des services a connu une croissance constante, malgré un recul temporaire en 2004, gagnant presque 20 000 emplois entre 1999 et 2005. La part des activités immobilières et des services aux entreprises a fortement augmenté, passant de 29 % du total des emplois de services en 1999 à 39,6 % en 2005. Dans le même temps, à l'échelle de l'Espagne, le poids de la commune de Barcelone dans l'industrie nationale a diminué[668].

Selon l'architecte Carlos Marmolejo, la région métropolitaine de Barcelone (RMB[669]) est caractérisée par deux processus de fond : une tertiarisation des activités et une décentralisation progressive et sélective des emplois vers les communes périphériques de l'agglomération. C'est une région polycentrique qui regroupe 164 communes pour environ 4,5 millions d'habitants (soit 71,4 % de la population de la Catalogne) et 1,9 millions

[668] SÁNCHEZ J.-E., « Efectos de los cambios en el sistema productivo sobre la expansión metropolitana de Barcelona », in CAPEL H., LINTEAU P.-A. (coord.), *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*. Barcelone : Publicacions de l'Universitat de Barcelona, 1998, pp. 39-50.

[669] À ne pas confondre avec l'AMB, « área metropolitana de Barcelona » (ou « àmbit metropolità de Barcelona » en catalan) qui est l'organe de gestion de l'aire métropolitaine de Barcelone. La RMB est une simple division territoriale sans réalité administrative.

d'emplois en 2001[670]. Dans un contexte de croissance de l'emploi (+24 % entre 1991 et 2001), la part relative de l'emploi industriel (le secteur de la construction compris) a baissé de 36 % en 1991 à 26 % en 2001 (tableau 14) :

Tableau 14. Évolution de la part des emplois par secteur dans la RMB entre 1991 et 2001

	Part en 1991	Évolution du nombre d'emplois entre 1991 et 2001	Part en 2001
Métiers de la connaissance	29,7 %	254 954	39,2 %
Autres services	26,1 %	103 373	27,2 %
Industrie de haute technologie	11,8 %	8 925	10,0 %
Autres secteurs industriels	24,0 %	- 60 839	15,7 %
Construction	8,3 %	16 946	7,8 %
Agriculture	0,1 %	1 205	0,2 %
Total	**100 %**	**324 564**	**100 %**

Élaboration personnelle
Source : C. Marmolejo, *op. cité*, 2007

Dans le secteur des services, la croissance la plus forte concerne ceux liés à la connaissance et au tertiaire supérieur. Elle s'accompagne du maintien des emplois dans l'industrie de haute technologie, alors que les autres secteurs industriels et la construction sont en net recul. Les industries de haute technologie et la construction continuent à créer des emplois (+5,6 % et +15,1 %), même si leur part relative baisse. Mais cette évolution ne se répercute pas de manière homogène dans l'ensemble de la région métropolitaine. Entre 1991 et 2001, la commune de Barcelone continue à gagner des emplois, mais moins que le reste de la région, autrement dit le poids du centre baisse au profit de la périphérie, passant de 52 % des emplois de la RMB en 1991 à 42 % en 2001.

Tableau 15. Évolution de l'emploi par secteur selon la distance au centre de la RMB entre 1991 et 2001

	services	industrie
Commune de Barcelone	+ 31 %	- 40 %
Conurbation centrale (jusqu'à 10 km autour de la commune de Barcelone)	+ 64 %	- 7 %
1ère ceinture (entre 10 et 20 km)	+ 126 %	+ 17 %
2ème ceinture (ente 20 et 30 km)	+ 72 %	+ 10 %
3ème ceinture (entre 30 et 40 km)	+ 86 %	+ 42 %
4ème ceinture (entre 40 et 50 km)	+ 75 %	+ 21 %
Total région métropolitaine de Barcelone	**+ 48 %**	**- 10 %**

Élaboration personnelle.
Source : C. Marmolejo, *op. cité*, 2007

La région métropolitaine a connu une évolution inégale de l'emploi (tableau 15). Si les emplois de services ont augmenté partout, leur taux de croissance est plus fort au-delà de

[670] MARMOLEJO C., *op. cité*, 2007.

10 km du centre, et dans le cœur de la région (commune de Barcelone) ils progressent moins vite. En ce qui concerne les emplois industriels, la différence est en encore plus flagrante : si le centre de la région métropolitaine est affecté par un ample processus de désindustrialisation (-40 % d'emplois industriels entre 1991 et 2001 pour la commune de Barcelone), on observe une large redistribution de l'emploi industriel dans l'espace métropolitain. C. Marmolejo montre que le développement du tertiaire supérieur (soutenu par le projet municipal *22@BCN* dans le quartier de Poblenou) et des services financiers renforce cette redistribution spatiale et sectorielle, et tend à faire du cœur de la RMB un lieu essentiellement de production de la connaissance et de services aux entreprises.

Cette mutation des structures productives a des conséquences sur les structures sociales de la ville de Barcelone. Elle favorise la montée en puissance des métiers de services et des professions à haute qualification. La spécialisation tertiaire du cœur de l'agglomération contribue à accroître la présence de populations disposant d'un capital économique et éducatif élevé. Ces catégories socio-professionnelles, disposant le plus souvent de revenus et d'un niveau d'instruction supérieur à la moyenne, constituent des « gentrifieurs potentiels » qui peuvent souhaiter investir les logements du centre ancien, pour se rapprocher de leur lieu de travail et profiter des avantages de la centralité. Les mutations économiques de la métropole catalane participent ainsi des conditions nécessaires au démarrage du processus de gentrification dans le centre ancien de Barcelone.

2.2 La réactivation du marché immobilier comme condition et indice du processus de gentrification

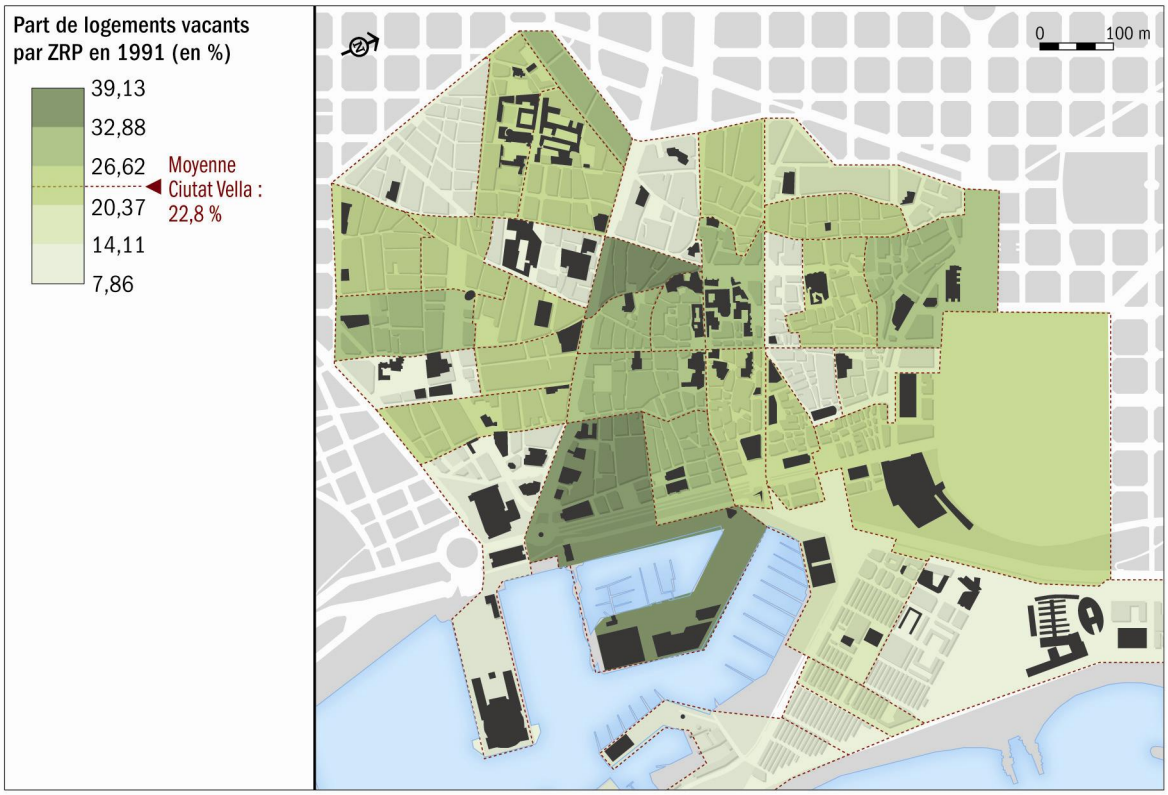
L'examen de l'activité du marché immobilier dans le centre ancien de Barcelone et de son évolution depuis le début des années 1990 témoigne de l'existence d'une offre de logements « gentrifiables ». Le fort taux de vacance, la part relativement faible des propriétaires-occupants et des prix plutôt bas au début de la décennie 1990, ont favorisé le potentiel de « gentrification » de logements bon marché, disponibles et de taille raisonnable : il est devenu plus intéressant d'acheter et de faire réhabiliter un logement ancien dans le centre, que d'acheter un logement neuf dans un autre quartier.

Cependant, si l'évolution de la structure de la propriété dans les années 1990 est bien un indice de la réactivation du marché immobilier, elle en souligne dans le même temps les limites : le réinvestissement du marché immobilier, redynamisé par les politiques urbanistiques, témoigne d'un rattrapage considérable des prix à Ciutat Vella par rapport au reste de la commune de Barcelone. Cette tendance pose la question des limites de la gentrification et des possibilités de maintien des catégories populaires dans le centre ancien.

2.2.1 Ciutat Vella, un secteur à fort potentiel de plus-values immobilières

Au début des années 1990, les logements vacants étaient nombreux à Ciutat Vella et ils ont constitué autant de possibilités de réinvestissement par de nouveaux propriétaires désireux de s'installer ou d'effectuer un placement immobilier dans le centre ancien. L'abondance de l'offre et l'état de dégradation du parc de logements ont favorisé le maintien de prix relativement bas, rendant possibles les conditions d'une plus-value immobilière. En 1991, la part des logements vacants était très importante dans une grande partie du Barrio Gótico et du Raval (carte 29), c'est-à-dire aussi bien dans des secteurs considérés comme « prestigieux » que dans des espaces plus marginalisés :

Carte 29. Taux de vacance des logements à Ciutat Vella par ZRP en 1991

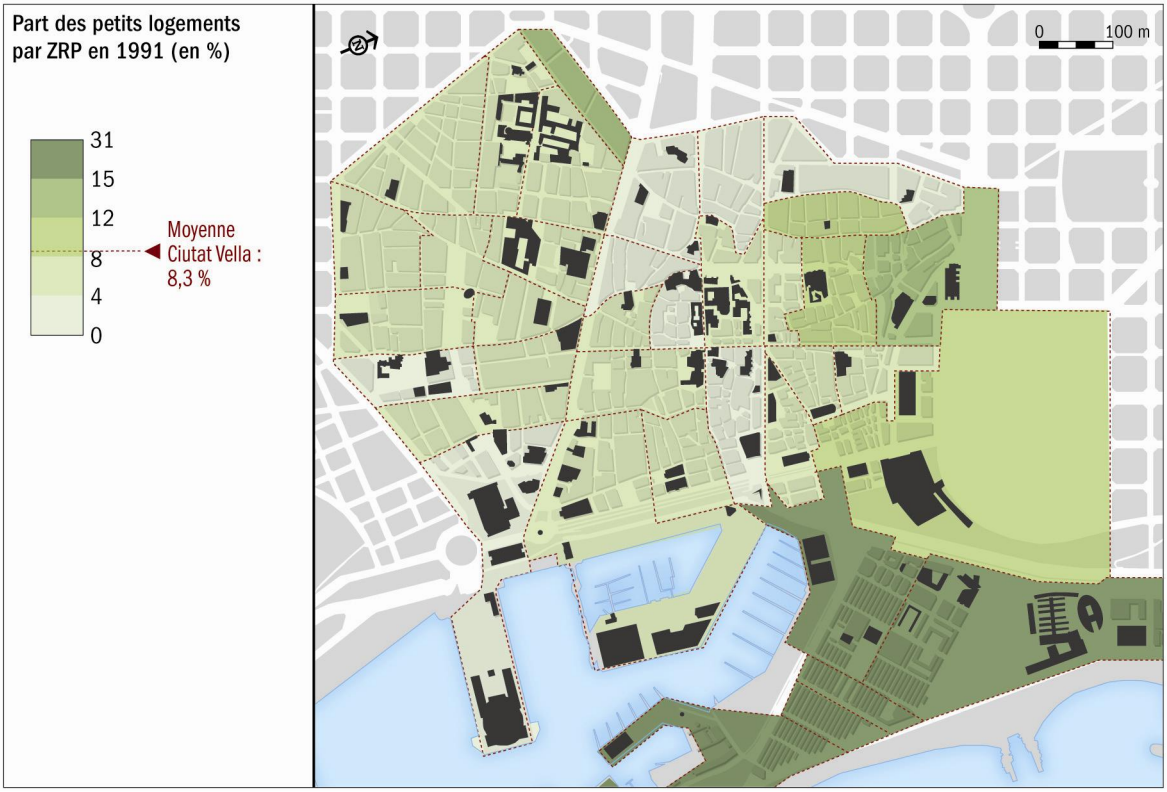


Élaboration personnelle
Source : recensement des logements de 1991

L'analyse de la structure du parc de logement en 1991 révèle une présence importante de logements de moyenne ou grande taille, malgré de fortes inégalités en termes de superficie (carte 30)[671]. Les petits logements (moins de 30 m²) étaient particulièrement nombreux dans la Barceloneta. Cette surreprésentation s'explique par l'histoire du quartier et le redécoupage des logements en *cases de quart*. En revanche, on constate que la proportion de petits logements dans le Raval était relativement similaire à celle du Barrio Gótico.

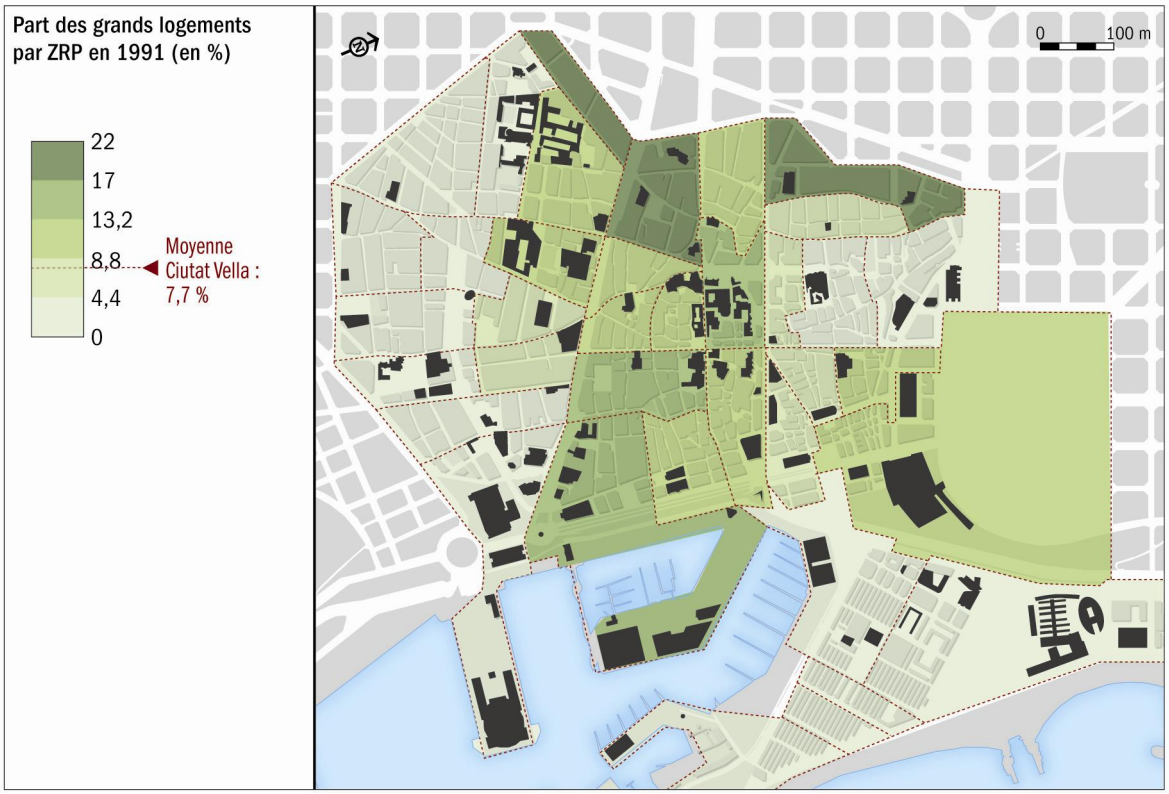
[671] En l'absence d'informations plus précises, il n'a malheureusement pas été possible de croiser le taux de vacance avec la taille des logements.

Carte 30. La part des petits logements (moins de 30 m²) à Ciutat Vella par ZRP en 1991



Élaboration personnelle
Source : recensement des logements de 1991

Carte 31. La part des grands logements (plus de 120 m²) à Ciutat Vella par ZRP en 1991



Élaboration personnelle
Source : recensement des logements de 1991

Ce qui distingue ces deux quartiers, c'est la part des très grands logements (plus de 120 m²), plus forte dans le Barrio Gótico et dans les secteurs du Raval et du Casc Antic proches de l'Eixample, c'est-à-dire dans les anciens quartiers bourgeois de Ciutat Vella (carte 31). C'est justement dans ces secteurs que le taux de vacance était le plus élevé : au début des années 1990, dans le Barrio Gótico et dans une partie du Raval il était relativement aisé de trouver un logement disponible de taille correcte, pour un prix abordable.

2.2.2 Des propriétaires-occupants encore minoritaires

La propriété occupante reste peu représentée à Ciutat Vella (39,2 % des logements seulement en 2001), près de deux fois inférieure à ce que l'on observe en moyenne dans l'ensemble de la commune de Barcelone (68,1 %). Cette part est en augmentation depuis 1991, mais le différentiel ne se réduit guère (tableau 16).

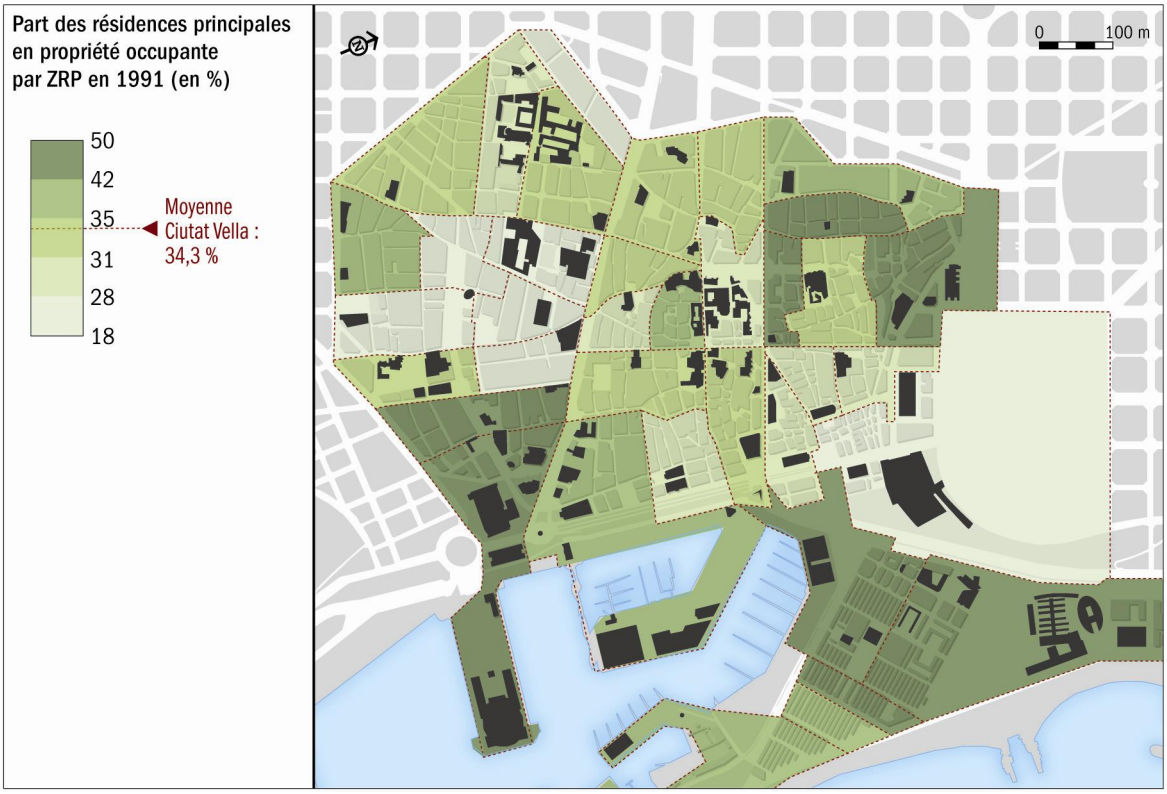
Tableau 16. Évolution du statut d'occupation à Barcelone par district entre 1991 et 2001

	Taux de propriété occupante (en %)	
	1991	**2001**
Barcelone	61,5	68,1
Ciutat Vella	32,6	39,2
Eixample	52,8	60,5
Sants-Montjuïc	62,2	70,5
Les Corts	68,5	74,0
Sarrià-Sant Gervasi	56,8	61,0
Gràcia	53,0	59,8
Horta-Guinardó	68,6	73,4
Nou Barris	73,1	80,0
Sant Andreu	70,2	75,3
Sant Martí	71,5	78,4

Élaboration personnelle
Source : recensements des logements 1991, 2001

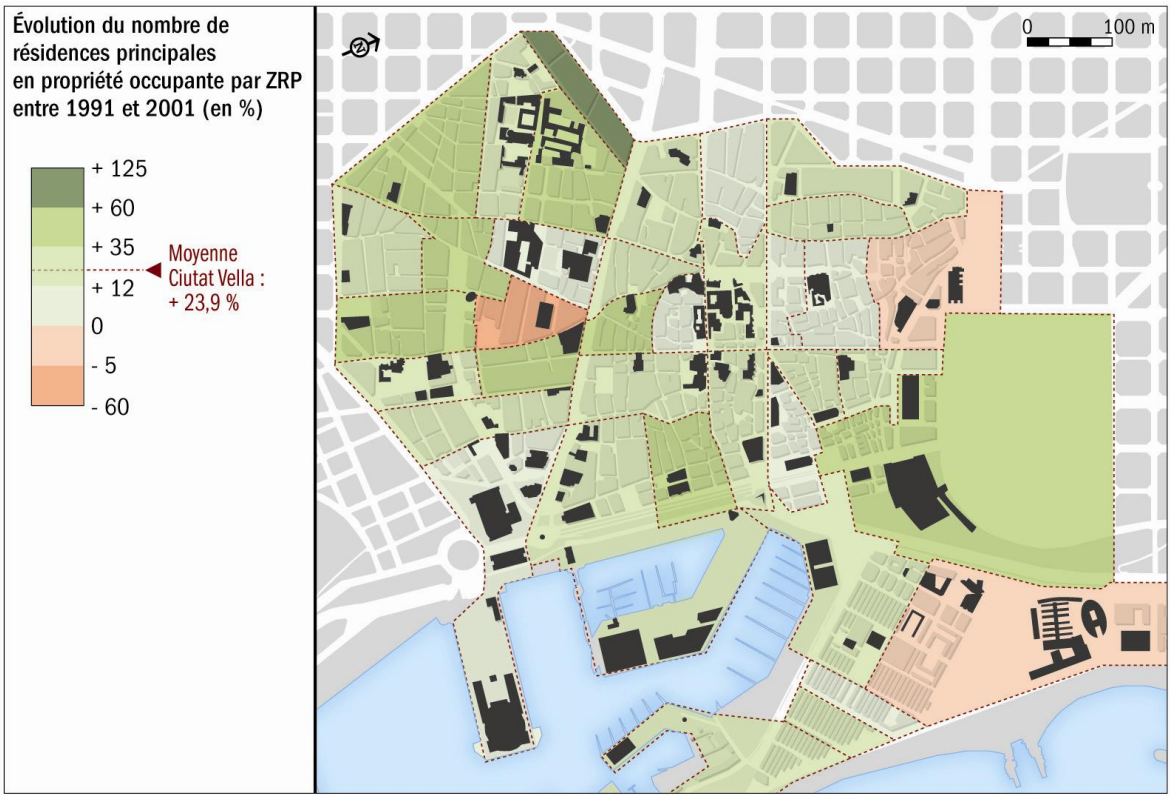
À Ciutat Vella, les propriétaires-occupants n'étaient majoritaires en 1991 dans aucun secteur (carte 32). Leur part était particulièrement faible dans le Raval et dans la Ribera (18,8 % dans le secteur « Liceu », 19,4 % dans celui de la « plaça Folch i Torres » et 20,0 % à « Ciutadella-Born »). Entre 1991 et 2001, la propriété occupante s'est généralisée puisqu'elle a augmenté presque partout (carte 33), mais cette progression semble avoir été particulièrement forte dans une grande moitié nord du Raval et dans la Ribera. En termes d'investissement immobilier, ce sont les secteurs à plus fort potentiel, dans le Raval du fait de l'ampleur des opérations urbaines et dans la Ribera plutôt du fait de la structure du parc de logements.

Carte 32. La part des résidences principales en propriété occupante à Ciutat Vella par ZRP en 1991



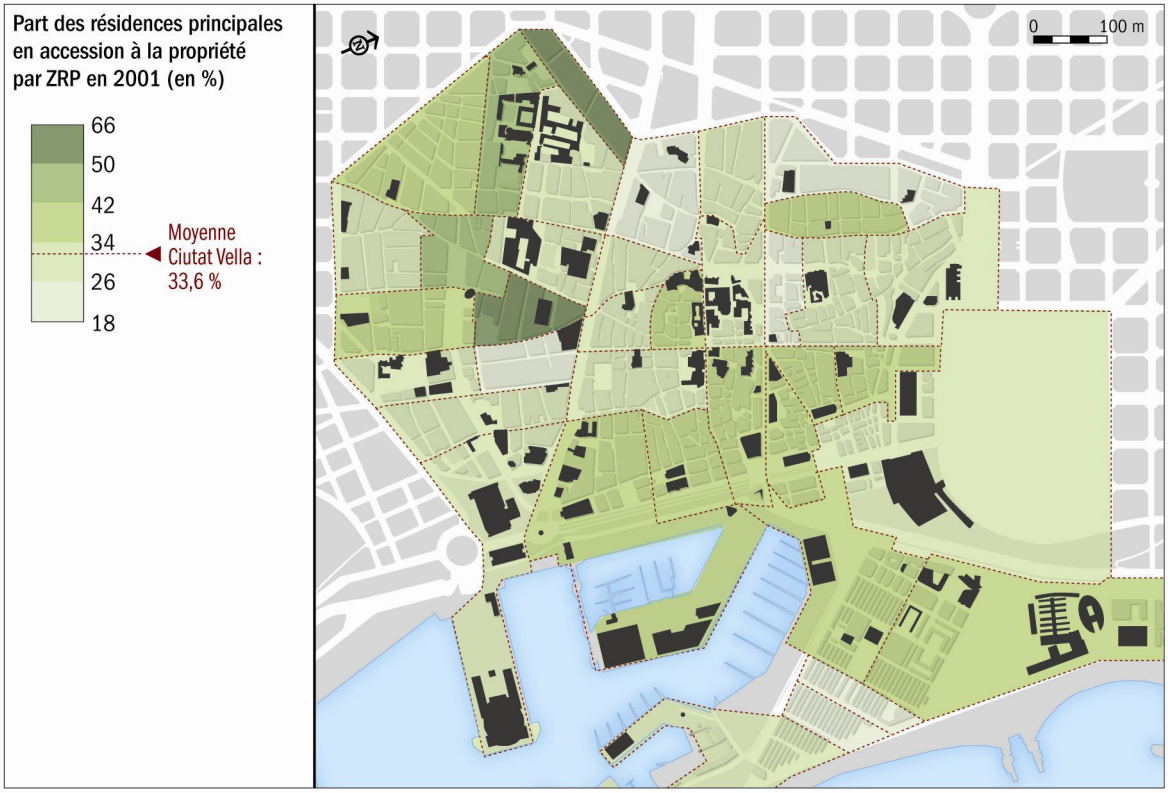
Élaboration personnelle
Source : recensement de logements de 1991

Carte 33. Évolution du nombre de résidences principales en propriété occupante à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2001



Élaboration personnelle
Sources : recensement des logements 1991, 2001

Carte 34. Part des résidences principales en accession à la propriété à Ciutat Vella par ZRP en 2001 (par rapport à l'ensemble des résidences principales)



Élaboration personnelle.
Source : recensement des logements de 2001

La part des résidences principales en accession à la propriété en 2001 constitue un indicateur intéressant (carte 34). Il s'agit des logements pour lesquels des prêts sont encore en cours de remboursement. On peut supposer que dans les secteurs où cette part est la plus faible, se trouvent les résidents les plus anciens (Casc Antic) ou bien les plus aisés (nord du Barrio Gótico). Inversement, des valeurs fortes dans le nord du Raval peuvent indiquer une réactivation récente du marché immobilier, puisque la part des propriétaires accédants (sans doute arrivés plus récemment) y est plus élevée (66,7 % dans le secteur de Sant Agustí).

L'augmentation de la part des propriétaires-occupants s'explique par les faibles prix du marché immobilier à Ciutat Vella au début des années 1990, même si la forte croissance des prix dans une période récente constitue peut-être aujourd'hui un frein à la gentrification.

2.2.3 Une hausse généralisée des prix sur le long terme, malgré la crise immobilière récente

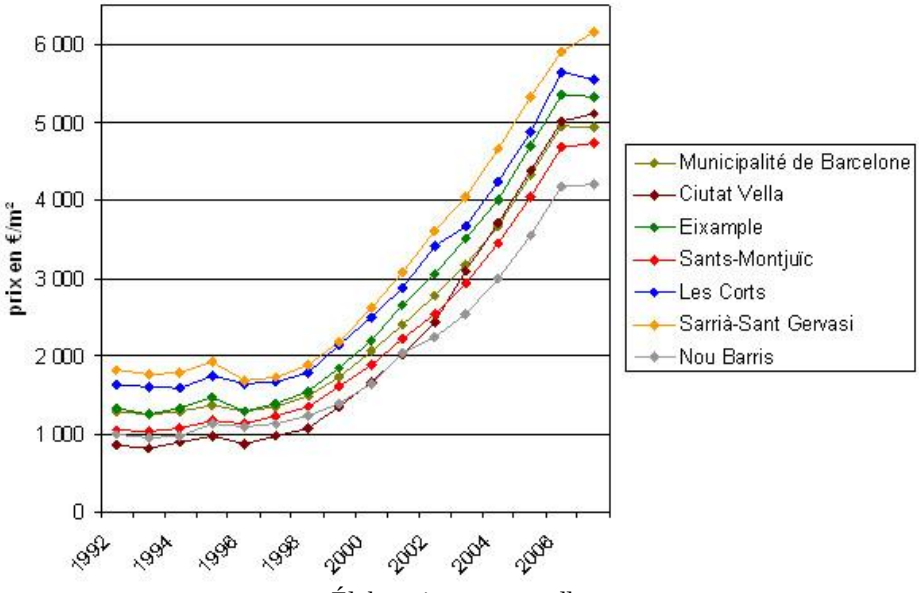
L'examen de l'évolution des prix des logements dans le district de Ciutat Vella révèle les fluctuations du « potentiel de gentrification » du centre ancien de Barcelone.

En 1986, le prix moyen au m² des logements anciens dans l'ensemble de la commune de Barcelone était d'environ 500 euros ; il était estimé à 1 400 euros à la veille des Jeux

Olympiques[672]. À cette époque, les politiques publiques n'avaient pas encore permis la réactivation du marché immobilier, par ailleurs limitée par des taux d'intérêt qui restaient encore très élevés. C'est au contraire dans la décennie 1990 que les conditions idéales pour un réinvestissement du centre ancien ont été réunies. Les prix à Ciutat Vella étaient encore très bas et les taux d'intérêt ont baissé dès le début des années 1990 : d'environ 16 à 18 % à la fin des années 1980, ils tournaient autour de 7 % en 1996[673]. Jusqu'à la fin des années 1990, le quartier de Ciutat Vella est resté le secteur le moins cher de la commune de Barcelone (850 euros/m², tous types de logements confondus, contre 1 289 euros/m² en moyenne dans la commune de Barcelone, en 1992). C'était également une période d'atonie, sans doute due au contexte général de récession économique post-olympique. D'une certaine manière, cela peut avoir contribué à retarder le retour des classes moyennes dans le centre, mais non à l'empêcher, puisque les prix sont restés relativement bas.

La fin des années 1990 a marqué un tournant, caractérisé par une forte hausse des prix généralisée à l'ensemble de la commune de Barcelone, mais particulièrement importante à Ciutat Vella. La figure 27 rappelle à la fois le potentiel d'investissement dans le parc de logements bon marché du centre ancien durant toute la décennie 1990, et l'évolution plus récente qui montre que les prix à Ciutat Vella rattrapent les prix moyens. En 2007, Ciutat Vella est le cinquième district le plus cher de Barcelone (où, durant toute la période, les districts de Sarrià-Sant Gervasi et de Les Corts figurent en tête) et les prix ont dépensé ceux du district de Sants-Montjuïc.

Figure 27. Évolution du prix de vente des logements anciens en €/m² pour quelques districts entre 1992 et 2007

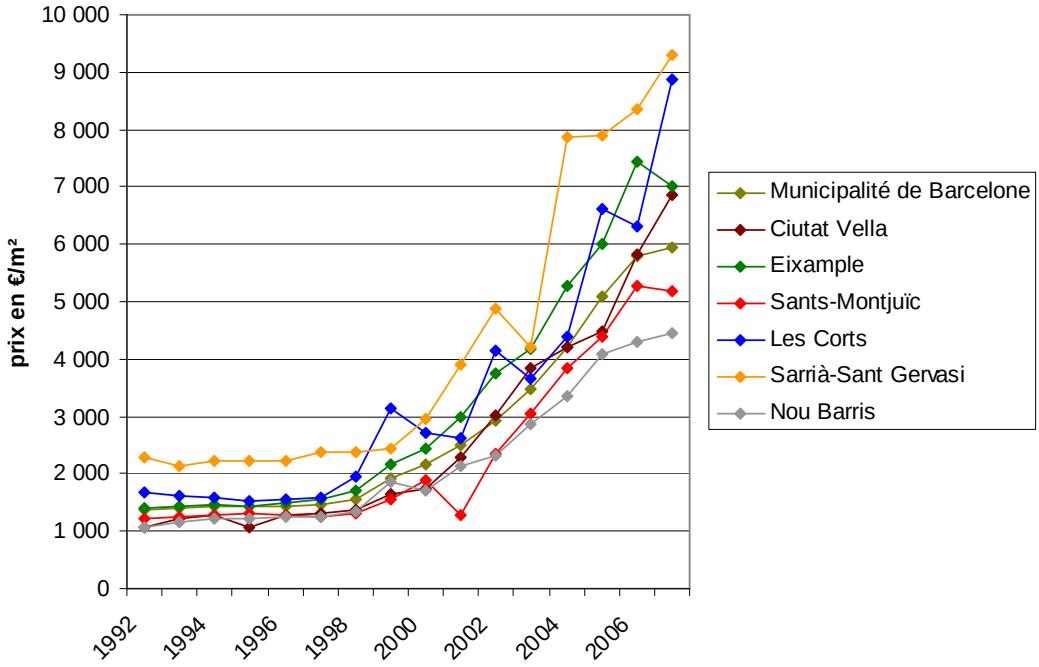


Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 1993-2008

[672] PMHB, *Habitatge públic a Barcelona 1991-2005 : l'apportació del Patronat municipal de l'habitatge*, 2006, p. 18.
[673] Il faut aussi rappeler que c'est durant cette période que l'ORCV a commmencé à véritablement jouer son rôle de soutien financier à la réhabilitation privée.

Concernant les logements neufs (figure 28), Ciutat Vella, qui était l'un des districts les moins chers de Barcelone en 1992 (1 075 €/m²), est devenu l'un des plus chers en 2007 (6 864 €/m²), même si la progression a été beaucoup plus irrégulière que dans le cas des logements anciens.

Figure 28. Évolution du prix de vente des logements neufs en €/m² pour quelques districts entre 1992 et 2007



Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 1993-2008

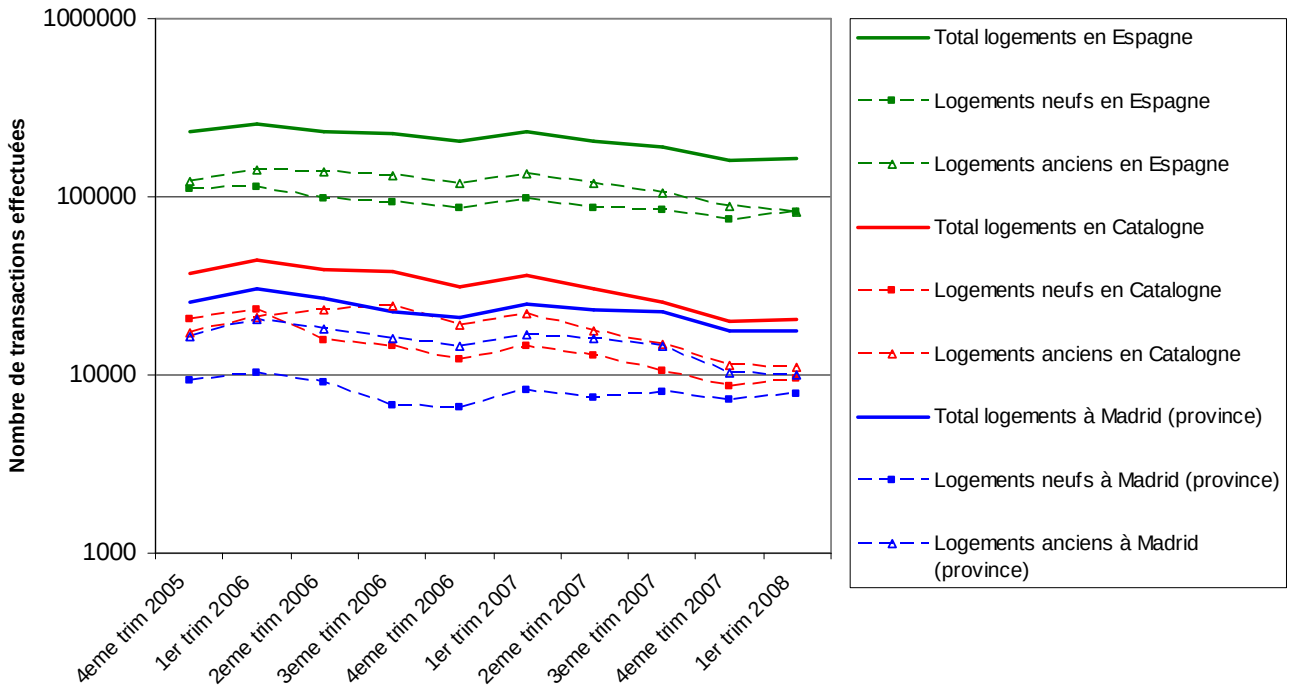
Cette envolée des prix à Ciutat Vella depuis la fin des années 1990 (dans le neuf comme dans l'ancien) soulève la question des limites du « potentiel de gentrification » du centre ancien. Elle réduit sans doute l'arrivée de « gentrifieurs », parce qu'il est devenu moins intéressant qu'au cours de la période précédente d'investir dans un logement à Ciutat Vella. Dans le même temps, pour les classes populaires, elle diminue les possibilités de trouver un logement bon marché dans le centre ancien, en particulier parce que la hausse des prix à la vente s'est accompagnée d'une hausse des loyers.

Très récemment, depuis le milieu des années 2000, on observe un nouveau retournement de tendance : les prix tendent à baisser, du fait d'une crise immobilière qui s'est installée en Espagne depuis quelques années (et qui a précédé la crise des *subprimes* de 2008). S'il est encore tôt pour envisager un regain du « potentiel de gentrification » du centre ancien de Barcelone, notamment parce que cette crise est le signe d'une baisse de la demande et va de pair avec une dégradation de l'emploi et de la solvabilité des ménages, il est possible que l'évolution générale favorise un tassement des prix pouvant générer à terme un nouveau potentiel de plus-values. Il est également possible que cette crise contribue au développement

du secteur locatif, devant les difficultés de revente pour les propriétaires, et d'accès au crédit pour les acquéreurs potentiels.

La figure 29 présente l'évolution du marché immobilier en Espagne, en Catalogne et dans la province de Madrid. Entre le 4ème trimestre 2005 et le 1er trimestre 2008, la tendance est globalement à la baisse, avec une diminution du nombre de transactions de -29,4 % pour l'ensemble de l'Espagne mais de -45,1 % pour la Catalogne. La baisse est surtout très marquée en 2006 et 2007 (excepté le 1er semestre 2007). Dans ce contexte, le marché des logements neufs a résisté un peu plus longtemps que celui des logements anciens.

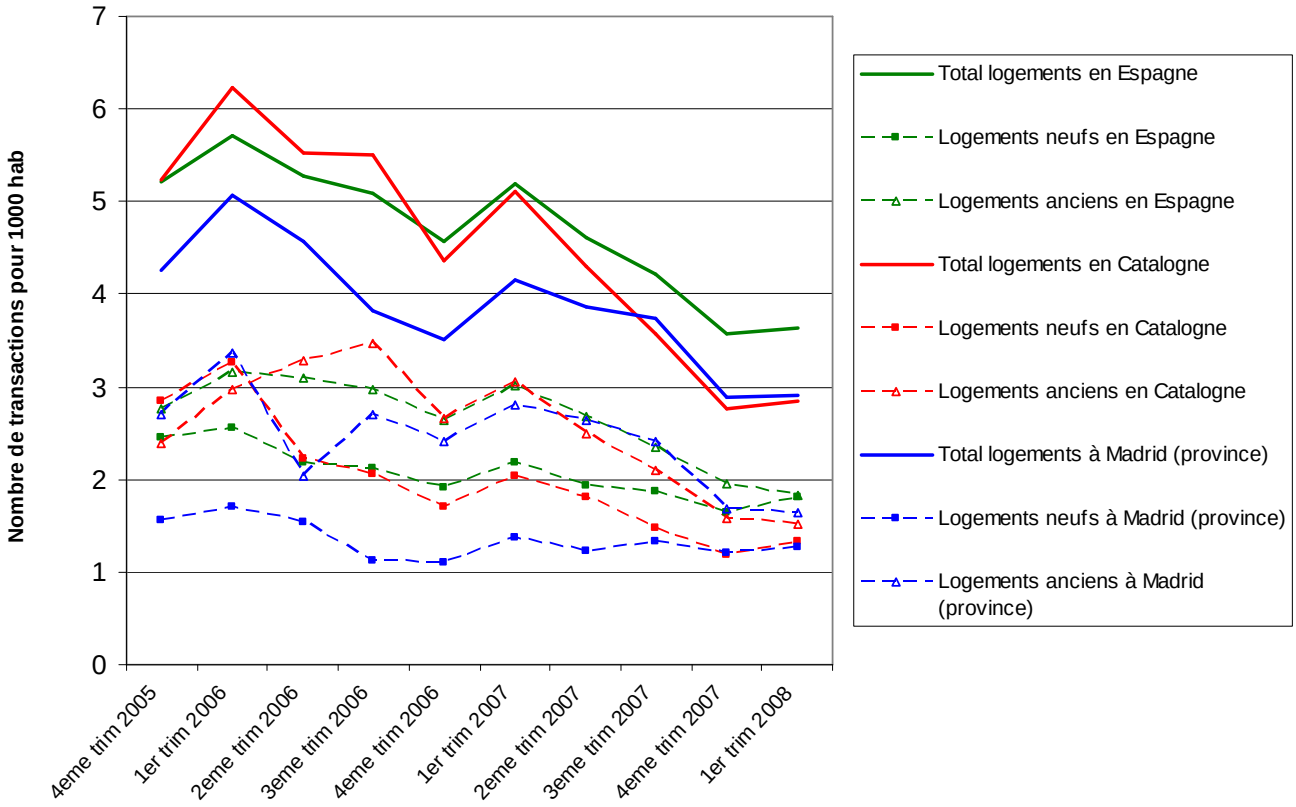
Figure 29. Évolution du marché immobilier en Espagne entre 2005 et 2008 (échelle logarithmique)



Élaboration personnelle
Sources : COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria*, 2005-2008

Rapportée au nombre d'habitants, la baisse d'activité du marché immobilier est encore plus flagrante (figure 30). On constate notamment que par rapport à Madrid et à l'Espagne en général, la Catalogne est beaucoup plus touchée par la chute du nombre de transactions pour 1000 habitants, qui passe de 5,1 à 2,76 entre 2005 et 2008. Le marché immobilier en Catalogne semble caractérisé par une réactivité plus forte aux tendances générales, qui s'explique sans doute en partie par le poids de l'offre immobilière liée au tourisme balnéaire catalan.

Figure 30. Évolution du marché immobilier en Espagne entre 2005 et 2008 (nombre de transactions pour 1000 habitants)

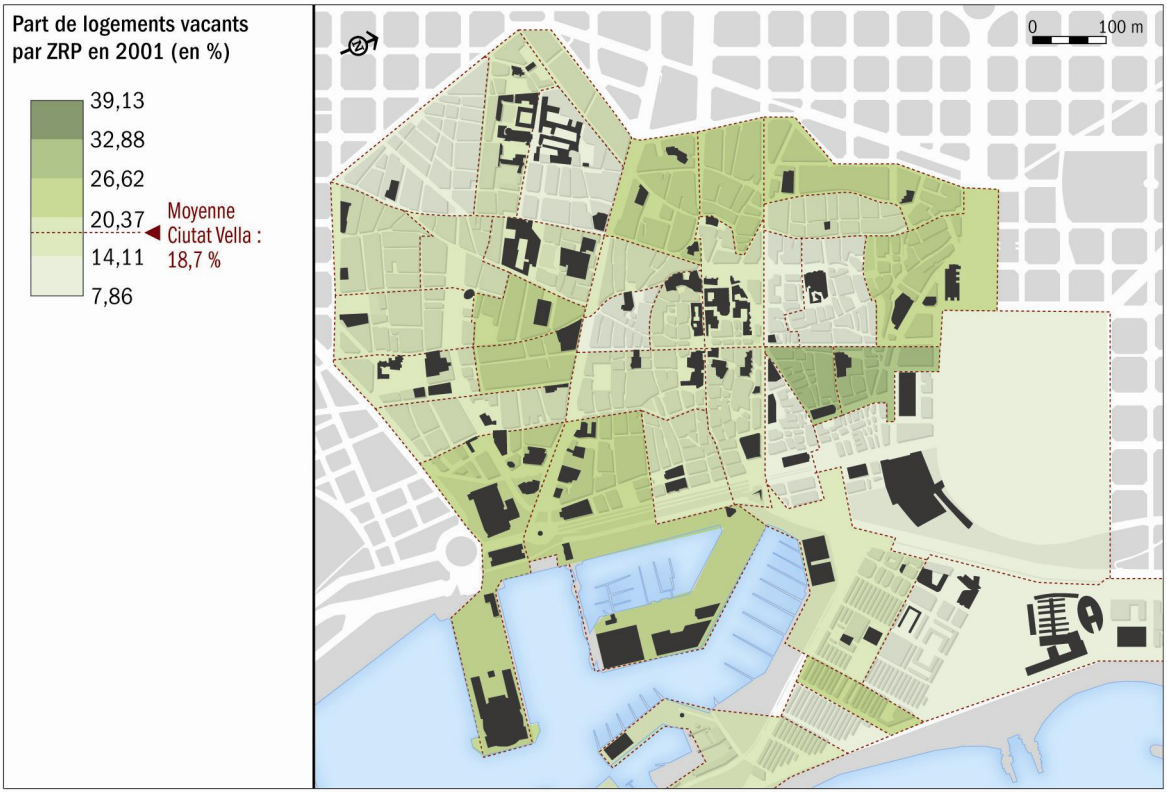


Élaboration personnelle
Sources : COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria*, 2005-2008

Malgré une très légère remontée, sans doute passagère, en début d'année 2008, la tendance générale est donc à la prolongation de la crise immobilière qui touche l'Espagne. Transposé au contexte de Ciutat Vella, on peut émettre l'hypothèse que le marché du logement dans le centre ancien de Barcelone s'est particulièrement contracté, ce dont témoignent plusieurs indices, notamment la multiplication des pancartes « à vendre » ou « à louer », la fermeture de certaines agences immobilières et la difficulté de réaliser certains entretiens avec les professionnels. On peut donc supposer que le processus de gentrification de Ciutat Vella se trouvera ralenti et restera encore pour quelques années en deça du potentiel théorique.

Par ailleurs, la comparaison des deux cartes figurant le taux de vacance des logements dans le centre ancien en 1991 et 2001 témoigne des évolutions contrastées qui caractérisent le parc de logements dans les différents secteurs. En 2001, nord du Gótico et du Casc Antic et le sud du Raval se distinguent par un fort taux de vacance (carte 35), alors qu'en 1991 c'étaient plutôt le sud du Gótico et une grande partie du Raval.

Carte 35. Taux de vacance des logements à Ciutat Vella en 2001



Élaboration personnelle
Source : recensement des logements de 2001

Entre 1991 et 2001, on observe une baisse du nombre de logements vacants, signe d'un réinvestissement progressif des logements du centre ancien, ce qui, d'une certaine manière, tend à réduire les transactions possibles. D'espace à fort potentiel de plus-value immobilière, le district de Ciutat Vella est devenu un quartier prisé où les logements bon marché sont de plus en plus rares. Mais cette évolution masque des différences entre des espaces valorisés et des espaces marginalisés qui continuent à jouer le rôle de porte d'entrée de Barcelone pour les immigrants étrangers. L'immigration constitue sans doute un facteur limitant du « potentiel de gentrification » du district, même si elle est elle-même très diversifiée dans le centre ancien. Si d'un côté elle favorise la revitalisation socio-démographique du centre, avec l'arrivée de populations plus jeunes et/ou à plus hauts revenus, elle peut dans le même temps accentuer la marginalisation de certains secteurs, qui accueillent des immigrants pauvres. Il convient donc d'analyser la place de ces populations dans le centre ancien, parce qu'elles influencent sans doute à la fois la demande en logements à Ciutat Vella (en renforçant la pression sur les logements bon marché) et le paysage socio-démographique du district.

2.3 L'immigration étrangère : facteur limitant de la gentrification

Alors que pendant longtemps l'Espagne a été une terre d'émigration, la Catalogne constitue un cas à part puisque les flux d'immigration y sont anciens. Dès la fin du 19ème siècle, la région a attiré de nombreux migrants espagnols dans l'une des premières régions industrielles du pays[674]. Les expositions universelles de 1888 et de 1929 ont notamment provoqué un appel à la main parmi les ruraux catalans. L'industrialisation puis la fin de la première guerre mondiale ont favorisé la relance des flux d'immigration, qui ont été interrompus dans les années 1930 par la crise économique et la guerre civile de 1936. L'immigration vers l'agglomération catalane s'est intensifiée à partir des années 1950 et jusqu'à la fin des années 1960. Elle a marqué le pas durant la crise des années 1970 mais a repris par la suite, avec une composition sensiblement modifiée : l'immigration étrangère a pris le relais de l'immigration nationale.

Depuis 1991, la proportion d'étrangers[675] dans la commune de Barcelone n'a cessé de croître (tableau 17) en relation avec le développement de certains secteurs d'activité (bâtiment, restauration), mais aussi avec le prestige croissant de la ville et avec la présence d'importantes communautés maghrébines ou sud-américaines qui font de la métropole une destination privilégiée pour les migrants[676].

Tableau 17. Part des étrangers dans la population totale dans la commune de Barcelone et à Ciutat Vella entre 1991 et 2007

	1991	1996	2000	2001	2005	2006	2007
Barcelone	1,4 %	1,9 %	4,9 %	6,3 %	13,8 %	15,2 %	15,4 %
Ciutat Vella	3,8 %	7,2 %	19,0 %	21,6 %	41,0 %	42,9 %	43,0 %

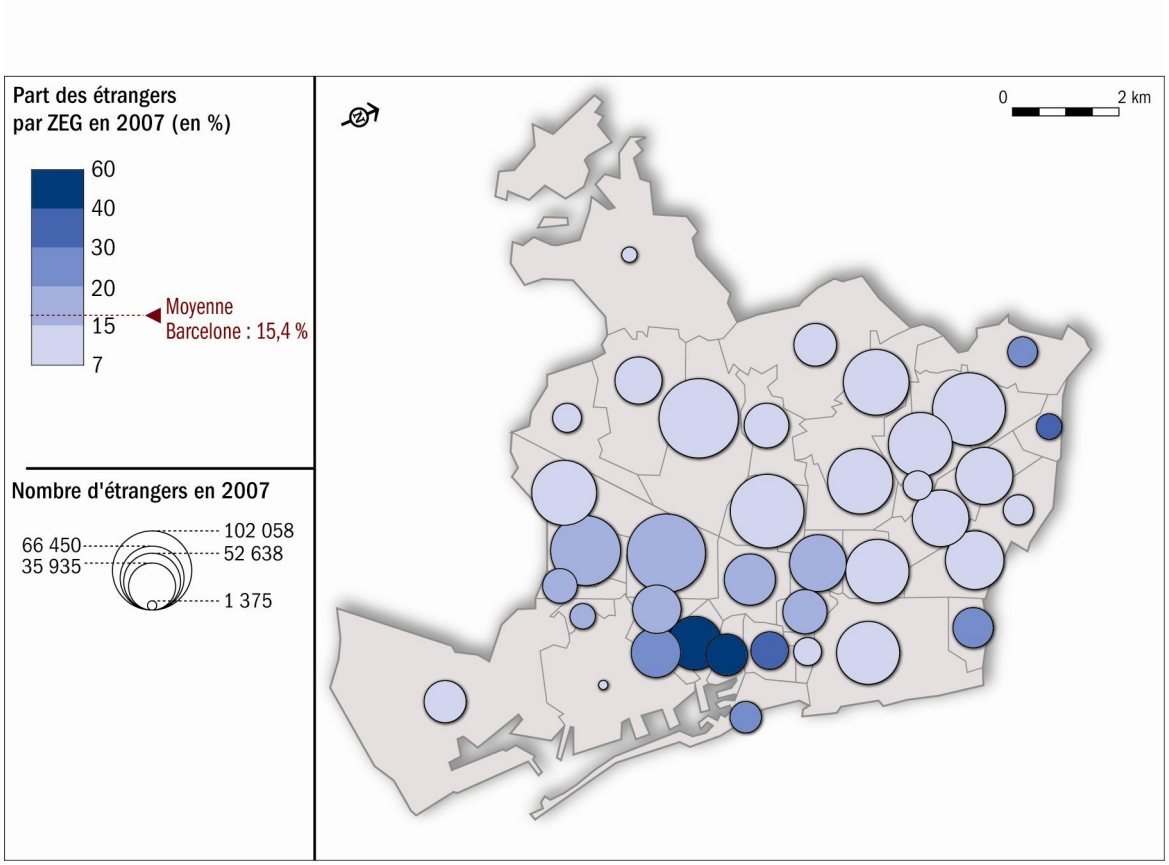
Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 1999-2008

La répartition des étrangers à Barcelone (carte 36), met en évidence l'attractivité du centre ancien[677]. Alors qu'ils représentent 15,4 % de la population de la ville de Barcelone,

[674] CAPEL H., « La inmigración en España. Una bibliografía de trabajos recientes », *Biblio 3W*, 1999, vol. IV, n° 32.
[675] Nous considérons ici comme « étranger » toute personne qui n'a pas la nationalité espagnole. Il nous a paru plus pertinent de retenir le critère de la nationalité plutôt que celui du lieu de naissance, d'une part pour exclure les Espagnols nés de familles exilées durant la guerre civile, d'autre part pour prendre en compte les immigrés de longue date qui n'ont pas souhaité ou n'ont pas pu obtenir la nationalité espagnole.
[676] La présence d'importantes communautés d'étrangers à Barcelone favorise, par rétroaction, l'arrivée de nouveaux migrants de même origine : les réseaux d'interconnaissance facilitent le départ et une fois sur place, l'intégration dans la ville (recherche d'un logement et d'un emploi).
[677] Cette attractivité s'explique, on l'a vu, par la présence d'un parc de logements bon marché, mais peut-être aussi par l'absence de logements disponibles en périphérie. La faiblesse relative de la croissance périurbaine de l'agglomération barcelonaise (par rapport à Paris par exemple) explique que le parc collectif situé en périphérie reste peu disponible pour les nouveaux migrants, contrairent à Paris où, dans les logements collectifs périphériques, les immigrants issus des vagues plus récentes remplacent les immigrants plus anciens parfois partis s'installer dans les logements situés dans le périurbain parisien.

leur part atteint 43 % dans le district de Ciutat Vella. Le reste de la commune connaît une immigration étrangère modérée, voire faible pour les quartiers de Gràcia, Horta-Guinardó et Nou Barris, au nord, mais plus élevée dans les espaces les plus périphériques : Vallvidrera-les Planes à l'extrême ouest, Ciutat Meridiana-Vallbona et Trinitat Vella, au Nord.

Carte 36. Les étrangers à Barcelone en 2007



Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2008*, 2008

Quel rôle joue l'immigration étrangère à Ciutat Vella ? En quoi est-elle susceptible de limiter le « potentiel de gentrification » ? L'installation d'immigrés, qu'ils soient d'origine nationale ou étrangère, est souvent associée à l'idée de dégradation des quartiers. En s'appuyant sur les théories de l'écologie urbaine développées par l'École de Chicago dans les années 1920 et 1930, le géographe Josep Olives Puig a cherché, à la fin des années 1960, à expliciter les relations entre les processus d'immigration et de dégradation physique et symbolique, en particulier dans le quartier de Sant Cugat, dans le centre ancien de Barcelone :

« No solamente se refiere al decaimiento fisico de las viviendas y de las calles, en un determinado barrio, sino a la pérdida de estima que éste sufre a 1os ojos de los que viven en la ciudad. »[678]

[678] « Non seulement l'immigration renvoie à la détérioration physique des logements et des rues, dans un quartier déterminé, mais aussi à la perte de prestige dont il souffre, aux yeux de ceux qui vivent dans la ville ». OLIVES PUIG J., « Deterioración urbana e inmigración en un barrio del casco antiguo de Barcelona : Sant Cugat del Rec », *Revista de Geografía*, 1969, vol. 3, nº 1-2, p. 41.

Le travail plus récent de Jesús Requena Hidalgo s'inscrit dans la même perspective, en étudiant plusieurs quartiers de Badalona (La Pau, La Salut, Sant Joan de Llefià et Sant Antoni de Llefià), dans la périphérie nord de Barcelone :

« En realidad, el abandono de ciertas áreas obedece a su propia degradación y precariedad, aspectos estos que responden a determinados comportamientos de agentes públicos y privados que nada o muy poco tienen que ver con los recién llegados a la ciudad. »[679]

Ces deux travaux de J. Olives Puig et de J. Requena Hidalgo vont à l'encontre de certains préjugés sur l'immigration, en montrant que le plus souvent, l'installation d'immigrés est importante dans un quartier parce que ce dernier est déjà en cours de dégradation. Ce n'est donc pas l'immigration qui entraîne la dégradation du secteur, mais la dégradation de ce secteur qui en fait une zone d'accueil des immigrés parce que les logements y deviennent peu chers et accessibles. À partir des années 1950, les quartiers de Badalona étudiés par J. Requena Hidalgo sont des quartiers accueillant de forts courants migratoires catalans puis nationaux, ce qui renforce la ségrégation spatiale dans la province de Barcelone. Ce type d'évolution n'est pas spécifique à la périphérie de l'agglomération, puisque J. Olives Puig relevait dès les années 1960 des processus similaires dans le nord du Casc Antic. Il observait notamment que, dans ce secteur, le départ des classes aisées puis des classes moyennes, à partir de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème siècle, avait précédé l'arrivée des immigrants populaires venus chercher un logement bon marché à proximité des activités portuaires.

2.3.1 Des immigrants étrangers aux profils variés

À partir des années 1980, la restructuration de l'économie de l'agglomération barcelonaise entraîne une modification des flux migratoires, avec une polarisation sociale croissante entre d'une part une immigration de professionnels hautement qualifiés, et d'autre part une immigration pauvre. Dans le second cas, il s'agit dans un premier temps d'une immigration de passage mais qui tend de plus en plus à se fixer[680].

À Barcelone en 2007, 52,3 % des étrangers sont des hommes. Les jeunes actifs sont particulièrement représentés, puisque la majorité de la population étrangère (59,9 %) a entre 25 et 44 ans. Ils sont un plus nombreux chez les hommes (62 %) que chez les femmes (57,6 %). Les moins de 15 ans forment 10,8 % de la population étrangère et les 65 ans ou plus seulement 2,3 %, alors qu'ils représentent 24,1 % de la population espagnole de Barcelone.

[679] « En réalité, l'abandon de certaines zones obéit à des logiques de dégradation et de précarité qui leur sont propres et qui répondent à certains comportements des acteurs publics et privés, mais ont très peu, voire rien à voir avec l'arrivée de nouvelles populations immigrées dans la ville ». REQUENA HIDALGO J., « "La peor casa en el peor barrio". Barrios de inmigración y marginalidad en la periferia urbana de Barcelona. El caso de Badalona », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, n° 146 (058).

[680] CASAS CASTAÑÉ M., « Sobre la immigració estrangera i els Marroquins a Barcelona. Comentari bibliogràfic », *Biblio 3W*, 1997, vol. II, n° 46.

Tableau 18. Répartition de la population selon la nationalité et selon le plus haut niveau d'instruction à Barcelone en 2005

Plus haut niveau d'instruction atteint	Espagnols (%)	Étrangers (%)
Analphabètes	1,3 %	1,6 %
N'ayant pas achevé les études primaires	10,5 %	6,6 %
Ayant achevé les études primaires mais pas secondaires	19,8 %	13,8 %
Titulaires du baccalauréat	36,3 %	41,7 %
Ayant une formation professionnelle	11,1 %	9,5 %
Titulaires d'un diplôme de 1er cycle universitaire	8,8 %	8,9 %
Titulaires d'un diplôme de 2ème cycle universitaire au moins	12,1 %	17,8 %
TOTAL	**100 %**	**100 %**

Élaboration personnelle. Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Informes estadistics 01. La població estrangera a Barcelona, gener 2005*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 2005, 135 p.

Le tableau 18 met en évidence la part relativement forte des étrangers diplômés du supérieur, puisque près du quart d'entre eux sont titulaires d'au moins un diplôme de 1er cycle universitaire. Cette proportion est nettement supérieure à ce qui avait été relevé au milieu des années 1990[681]. Cette évolution suggère une augmentation de la part des étrangers qualifiés et des étudiants parmi les immigrants à Barcelone. Leur proportion varie considérablement d'une communauté à l'autre et il faut aussi tenir compte du fait que Barcelone est une destination privilégiée des étudiants ERASMUS ou d'autres programmes d'échanges universitaires[682].

Pour comprendre la place des populations immigrées étrangères dans le paysage socio-démographique et économique de Ciutat Vella, nous avons choisi de nous pencher plus particulièrement sur le cas de la communauté pakistanaise. D'abord, c'est actuellement l'une des plus nombreuses et elle est particulièrement présente dans les quartiers du centre ancien (tableau 19).

Tableau 19. Répartition des étrangers à Ciutat Vella par continent et par pays en 2007

Europe (hors Espagne)		Afrique		Asie		Amérique du Sud	
Italie	3 171	Maroc	3 894	Pakistan	6 087	Bolivie	5 213
France	1 806	Algérie	547	Philippines	3 845	Équateur	1 752
Allemagne	1 105	Autres pays africains	747	Inde	1 554	Brésil	1 614
Royaume-Uni	1 173	**Total**	**5 188**	Chine	798	Argentine	1 384
Roumanie	732			Autres pays asiatiques	2 205	Colombie	866
Autres pays européens	5 135			**Total**	**14 489**	Pérou	600
Total	**13 122**					Autres pays sud-américains	5 527
						Total	**16 956**

Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2008*, 2008

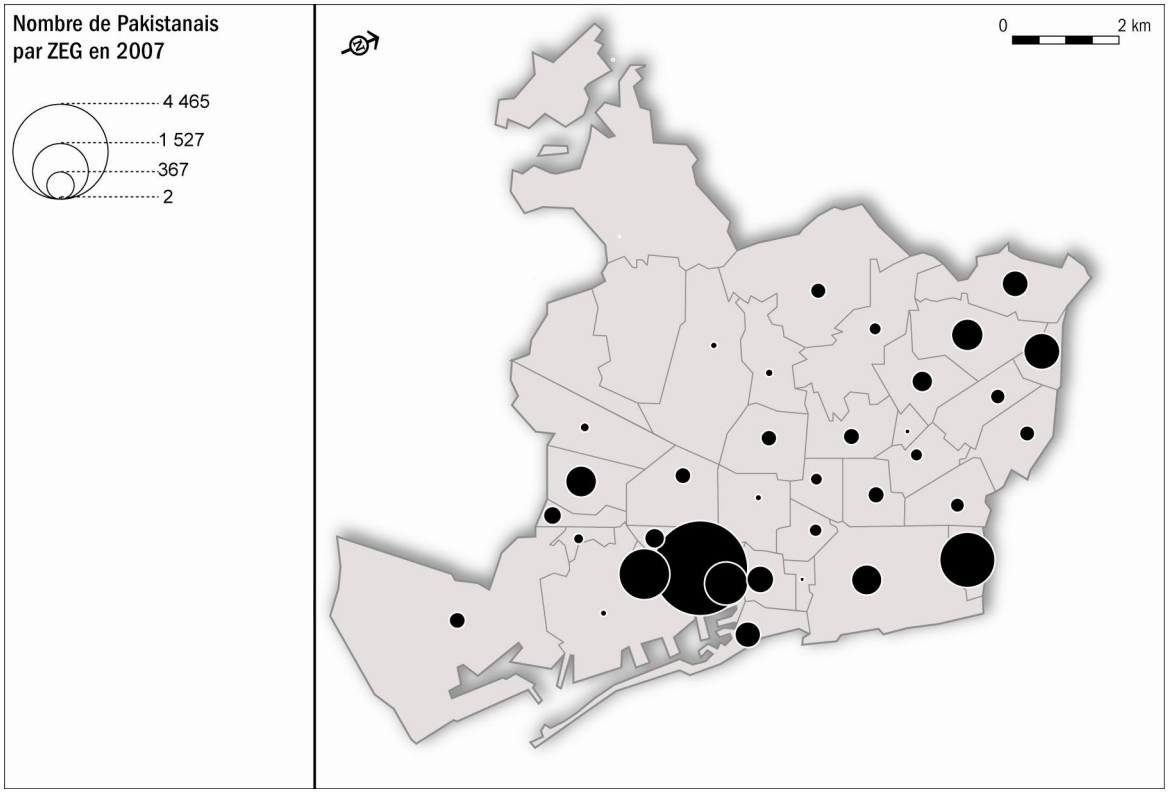
[681] CANALS R. Mª, CÀRCEL C., PUJOL C., TOMÀS P., VENTURA A., « Sobre la immigració i nacionalitzats a Barcelona », *Barcelona Societat*, 1994, n° 2, pp. 109-119.
[682] Ou encore les étudiants des écoles de commerce désireux d'effectuer un stage à l'étranger.

Ensuite, il s'agit de populations n'ayant a priori aucune affinité culturelle ou linguistique avec la Catalogne, et les problèmes d'assimilation ou de cohabitation se posent donc plus pour elles que pour d'autres groupes venus d'Amérique du Sud par exemple. Il nous semble que le cas des Pakistanais met bien en évidence les stratégies et les difficultés d'intégration que connaissent certaines communautés étrangères dans le centre ancien de Barcelone, tant en matière de logements que d'accès au marché du travail. La barrière de la langue et les différences culturelles (notamment religieuses) sont parfois des freins à l'intégration sociale. Pour ces catégories de population, la marginalité est sociale, plus que spatiale, et parfois les catégories parmi les plus pauvres de la population barcelonaise vivent à quelques centaines de mètres des flots continus de touristes qui déambulent le long des Ramblas. Enfin, la communauté pakistanaise est particulièrement impliquée dans la réactivation du commerce à Ciutat Vella, qu'il s'agisse des boutiques de souvenirs dans les secteurs touristiques ou des épiceries du Raval.

2.3.2 L'exemple de la communauté pakistanaise

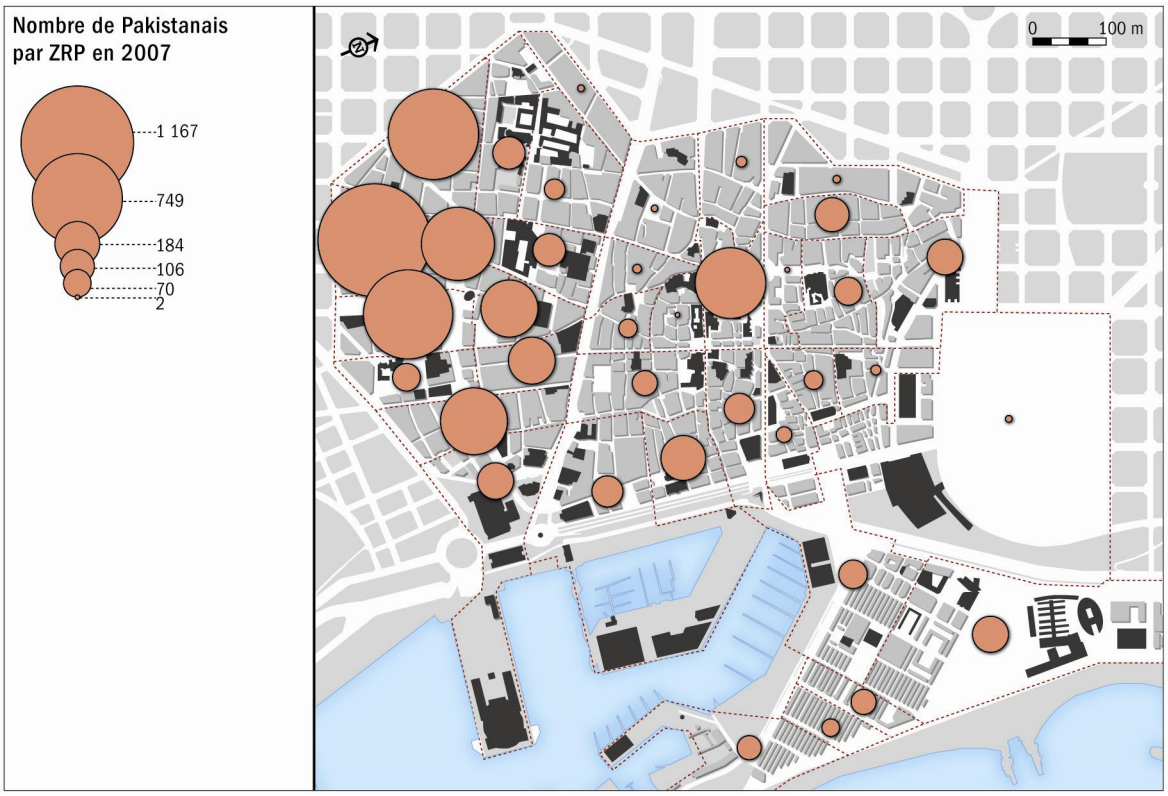
En 1996, la communauté pakistanaise ne comptait officiellement que 614 membres dans la commune de Barcelone. En 2003, on en comptait 9 944 ce qui en faisait la cinquième communauté étrangère par la taille. En 2007, ils sont 13 593 (sans compter l'immigration non déclarée), ce qui en fait la quatrième communauté extra-européenne et la seconde non hispanisante (après la communauté italienne). En 2003, 56,3 % des Pakistanais résidaient dans le district de Ciutat Vella, même si leur proportion semble en baisse depuis 2001, témoignant d'une diffusion de l'immigration pakistanaise à l'échelle de la ville (carte 37). Ils sont particulièrement présents dans le Raval (carte 38), ce qui peut s'expliquer par la forte proportion de jeunes actifs vivant seuls parmi les immigrés pakistanais, à la recherche de logements plutôt petits et bon marché.

Carte 37. La communauté pakistanaise à Barcelone en 2007



Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2008*, 2008

Carte 38. La communauté pakistanaise à Ciutat Vella en 2007



Élaboration personnelle
Source : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2008*, 2008

Les premiers Pakistanais sont arrivés à Barcelone dans les années 1970. Ils ne représentaient pas la frange la plus démunie de la population pakistanaise puisqu'au contraire les classes moyennes y étaient plutôt bien représentées[683] : elles disposaient d'un revenu suffisant dans leur pays d'origine pour pouvoir émigrer vers l'Espagne. Par contre, la part relative de ces classes moyennes a fortement baissé depuis les années 1980, faisant place à une immigration plus populaire.

« El perfil medio de inmigrante pakistaní que nos ha proporcionado el análisis de las diferentes variables sociodemográficas, esto es, el de un hombre joven, con estudios primarios, con un tiempo de estancia en Barcelona muy corto, y que habita en los barrios del centro de la ciudad en régimen de alquiler, nos hace pensar en que una gran mayoría de ellos se hallan en la primera fase del asentamiento en la ciudad. Como afirman los autores del estudio *Questions d'Habitatge* (2002, p. 16), la relativa presencia elevada de hogares unipersonales y sin núcleo en esta zona, donde viven personas de nacionalidad extranjera, corrobora esta hipótesis. »[684]

Eduardo Riol Carvajal dresse un tableau précis de la communauté pakistanaise par âge et par niveau d'études (tableau 20) :

Tableau 20. Répartition par âge et par niveau d'études des Pakistanais à Barcelone en 2003

Tranche d'âge	Part (en %)
0-14 ans	6,1 %
15-24 ans	14,1 %
25-39 ans	60,9 %
40-64 ans	18,6 %
65 ans ou plus	0,3 %

Niveau d'études atteint	Part (en %)
Études primaires	87,8 %
Études secondaires	6,1 %
Études supérieures	5,1 %
non déterminé	1,0 %

Élaboration personnelle
Source : RIOL CARVAJAL E., *op. cité*, 2003

C'est une communauté très masculine, puisque 92 % des Pakistanais sont des hommes, avec une forte proportion de jeunes actifs, ce qui est conforme à la structure moyenne de la population étrangère, et une écrasante prédominance d'individus n'ayant pas fait d'études secondaires.

[683] RIOL CARVAJAL E., « La vivienda de los inmigrantes en Barcelona : el caso del colectivo pakistaní », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, nº 146 (059).
[684] « Le profil moyen de l'immigrant pakistanais qu'a mis en évidence l'analyse des différentes variables socio-démographiques - c'est-à-dire celui d'un homme jeune, ayant fait des études primaires, séjournant depuis peu à Barcelone, qui habite l'un des quartiers du centre de la ville et dans un logement en location - nous amène à penser que pour leur grande majorité ils se situent dans la première phase de l'installation dans la ville. Comme l'affirment les auteurs de l'étude *Questions d'Habitatge* (2002, p. 16), la présence relativement forte de ménages ne comptant qu'une seule personne dans cette zone où vivent les étrangers, va dans le sens de cette hypothèse ». RIOL CARVAJAL E., *op. cité*, 2003.

2.3.3 Immigration étrangère et appropriation de l'espace : un rôle ambivalent

Certains auteurs soulignent le lien existant entre la forte présence d'étrangers et l'image souvent stigmatisée d'un quartier. À travers l'analyse du commerce ethnique dans le centre ancien de Barcelone, P. Serra del Pozo soutient au contraire que l'immigration étrangère a été un facteur majeur de réactivation de l'activité à Ciutat Vella dans les années 1990[685]. Elle joue donc un rôle particulièrement ambivalent, entre moteur de redynamisation du quartier et facteur aggravant des inégalités socio-spatiales du centre ancien. L'auteur définit le commerce ethnique comme :

> « Una actividad económica bajo la iniciativa de uno o varios empresarios de origen extranjero y que tiene por objeto la venta de algún producto (bazares, carnicerías…) o servicio (peluquerías, locutorios…) en un local comercial. »[686]

Le critère essentiel d'identification des commerces ethniques n'est donc pas le type de produit vendu, mais la nationalité du propriétaire, ce qui permet d'inclure les commerçants étrangers qui reprennent un commerce ou un service de proximité ou non spécialisé dans les produits « exotiques ». De fait, la prolifération de commerces tenus par les immigrants étrangers ne vise pas seulement à répondre à des besoins spécifiques en termes de produits, mais aussi à pallier les difficultés d'insertion dans le marché d'emploi local par l'auto-emploi[687] : « las iniciativas empresariales de los inmigrantes suponen una reacción ante las dificultades de oportunidades en el mercado laboral »[688]. Cette tendance n'empêche d'ailleurs pas certaines formes de surexploitation de la main d'œuvre, elle-même le plus souvent d'origine étrangère.

Le commerce ethnique se concentre majoritairement dans quatre secteurs :

- autour de la rue Trafalgar (nord de Casc Antic) ;
- autour des rues Princesa et Bòria (Ribera) ;
- autour de la rue Ferran et des Ramblas, même si les commerces ethniques y sont plus dispersés bien qu'en plus grand nombre ;
- enfin dans une grande partie du Raval formée par les rues Carme, Sant Antoni Abat, Hospital, Riera Alta et Riera Baixa, Joaquín Costa et Sant Pau.

L'un des grands apports du travail de terrain de P. Serra del Pozo est de montrer que la fermeture des commerces de proximité n'est pas toujours consécutive à la croissance de

---

685 SERRA DEL POZO P., *op. cité*, 2006.

686 « Une activité économique sous l'initiative d'un ou plusieurs commerçants d'origine étrangère et qui a pour objet la vente de produits (bazars, boucheries…) ou de services (salons de coiffure, taxiphones…) dans un local commercial ». SERRA DEL POZO P., *op. cité*, 2006, p. 33.

687 L'auteur distingue cependant deux modèles d'auto-emploi. Le premier serait une stratégie de survie (*estrategía de supervivencia*), notamment dans la communauté pakistanaise. Le second serait plutôt une stratégie d'ascension sociale (*estrategía de movilidad laboral ascendente*), notamment dans la communauté chinoise dont le niveau d'instruction est en moyenne plus élevé.

688 « Les initiatives entrepreneuriales des immigrants correspondent à une réponse face aux difficultés à s'insérer sur le marché du travail ». SERRA DEL POZO P., *op. cité*, p. 37

l'immigration étrangère, du moins en ce qui concerne le Raval, et qu'au contraire l'arrivée des immigrants étrangers peut contribuer à faire revivre ces commerces[689]. Par ailleurs, l'enquête fait apparaître que seulement 30 % de ces commerces ethniques ont une clientèle exclusivement étrangère. À l'inverse, 19 % des personnes interrogées ont soutenu avoir une clientèle exclusivement touristique (on imagine aisément qu'il s'agit là des commerces situés sur les Ramblas ou la rue Ferran). Pourtant, l'image qui domine parfois auprès des associations de riverains ou de commerçants est que ces commerces ethniques tendent à stigmatiser et à marginaliser leurs quartiers d'implantation : leur arrivée provoquerait la disparition du commerce de proximité et donnerait au quartier une image de ghetto. Des travaux antérieurs montrent également que la diffusion des boucheries *halal*, souvent prise comme exemple d'une certaine « ethnicisation » du commerce dans le Raval, serait plutôt contemporaine de l'essor du regroupement familial, donc postérieure aux premières vagues migratoires[690].

Dans le même temps, concentration commerciale et concentration résidentielle semblent aller de pair. Il est difficile de dire si l'ouverture du commerce précède l'installation dans le quartier (on a plutôt tendance intuitivement à penser le contraire). L'enquête de P. Serra del Pozo a également révélé une corrélation forte (mais non systématique) entre la concentration des commerces ethniques et la concentration résidentielle des étrangers. Il y a sans doute une certaine tendance au rapprochement entre le lieu de travail et le lieu de résidence, qui s'explique par une multiplicité de facteurs : la mobilité réduite des immigrants étrangers (du fait de l'absence de moyens de transport personnel) ; la volonté de se regrouper par affinités culturelles (qui semble plus ou moins forte selon les communautés) ; enfin, l'existence de logements bon marché dans les immeubles dégradés du centre ancien.

Par ailleurs, Isabel Aparici a étudié la place de l'immigrant étranger dans la ville à travers sa relation à l'espace public[691]. À partir d'un travail d'observation de la fragmentation de deux espaces symboliques du Raval (place dels Àngels et Rambla del Raval), l'auteure identifie plusieurs caractéristiques de l'immigrant étranger. L'immigrant est à la fois « particulièrement fragile »[692], « sociable » et « mobile ». Il ne connaît pas bien la ville, ne sait pas forcément à qui s'adresser pour trouver un logement et un travail, parfois ne maîtrise pas la langue. Généralement, il recherche donc le soutien de ses compatriotes arrivés à Barcelone avant lui, qui pourront l'orienter et l'aider. La permanence de certaines pratiques

[689] Dans son enquête auprès des propriétaires des commerces, l'auteur a cherché à savoir quelle activité existait précédemment dans le même local. Dans 18 % des cas, la réponse a été « aucune activité », ce qui signifie que dans un au moins un cinquième des cas l'immigrant a favorisé la réactivation de l'activité locale (sans compter les cas de maintien de l'activité).

[690] MORERAS J., *Musulmanes en Barcelona. Espacios y dinámicas comunitarias*, Barcelone : CIDOB, 1999, 397 p. P. Serra del Pozo évoque une seconde hypothèse : le temps nécessaire à l'accumulation du capital coïnciderait avec la deuxième phase de l'immigration étrangère.

[691] APARICI I., « Todos los colores en el gris. Inmigrados en el espacio público del Raval barcelonés », *Scripta Nova*, 2001, vol. V, nº 94 (44).

[692] « Un ser especialmente frágil ». APARICI I., *op. cité*, 2001.

ou de certaines traditions est également un moyen de garder le lien avec le pays d'origine[693]. La fréquentation de l'espace public est également une forme d'appropriation du quartier.

Une autre recherche, celle de Nadja Monnet, a étudié les formes d'appropriation de l'espace public du Casc Antic par ses nouveaux résidents[694]. Deux groupes y sont particulièrement présents, les Maghrébins et les Dominicains, auxquels s'ajoute la présence croissante de jeunes européens. Elle note la forte densité de commerces « ethniques » et constate même certaines formes de polarisation à l'échelle d'une rue : le long de la rue Carders, les Dominicains sont particulièrement présents à hauteur de la place Sant Cugat, alors que les Maghrébins occupent les alentours de la place Sant Agusti Vell et la rue Basses de Sant Pere. L'auteure regroupe l'ensemble de la population du Casc Antic en deux catégories, les « visibles » et les « invisibles » :

> « La primera categoría esta constituida por personas que se encuentran muy a menudo en las calles o que parecen estar siempre presentes en el barrio. Pertenecen a ella tanto los callejeros, los comerciantes y la mayoría de los inmigrantes extra-europeos, pero también los okupas y otros jóvenes alternativos. Todos juntos, forjan, a través de su presencia, la imagen "visual del barrio", al darle el tono, es decir una coloración específica al espacio público (…). También notamos que ciertas categorías de la población, según la hora del día o de las circunstancias, pasan del mundo de los "invisibles" al de los "visibles" o viceversa. »[695]

Parmi les visibles, les étrangers occupent une place essentielle, en donnant sa « couleur » au quartier. Avec les commerçants et certains jeunes, ils contribuent à forger l'image de ce secteur de Ciutat Vella, haut lieu de l'immigration. L'immigration étrangère structure les représentations de l'espace urbain dans le centre ancien de Barcelone. Et on peut étendre au Raval les conclusions de cette analyse sur le Casc Antic.

Par rapport au potentiel de gentrification de Ciutat Vella, les étrangers jouent donc un double rôle :

- d'une part ils entrent en concurrence avec les gentrifieurs potentiels pour l'accès aux logements bon marché du centre ancien, « confisquant » du même coup une partie du parc de logement réhabilitable ;

[693] I. Aparici prend l'exemple de la procession de la Vierge, célébrée le 2 décembre dans la Raval, coutume qui vient de la ville de Trujillo au Pérou. C'est aussi l'occasion pour les Péruviens de se retrouver entre eux, de faire connaissance et d'échanger des contacts et des informations.

[694] MONNET N., « El uso del espacio público por parte de los nuevos habitantes del Casc Antic de Barcelona », *Scripta Nova*, 2000, vol. IV, nº 69 (48).

[695] « La première catégorie est constituée de personnes qui se rencontrent très souvent dans les rues ou qui paraissent être toujours présentes dans le quartier. En font partie les passants, les commerçants et la majorité des immigrants extra-européens, mais aussi les squatters du mouvement *okupa* et d'autres jeunes qui revendiquent une culture alternative. Tous forgent, à travers leur présence, l'image « visuelle » du quartier, en donnant une tonalité, c'est-à-dire une « couleur » spécifique à l'espace public (…). Nous remarquons également que certaines catégories de la population, selon l'heure de la journée ou les circonstances, passent du monde des « invisibles » à celui des « visibles », et inversement ». MONNET N., *op. cité*, 2000.

- d’autre part, en investissant le paysage commercial et l’espace public, les populations étrangères forgent une certaine image du quartier qui n’est pas forcément recherchée par les « gentrifieurs ». S’il est vrai que la mixité socio-culturelle a souvent été un argument d’installation dans des quartiers populaires pour une certaine catégorie de « gentrifieurs », à Ciutat Vella au contraire, à plusieurs occasions des agents immobiliers ou des représentants d’association ont souligné que l’immigration étrangère avait plutôt tendance à donner une mauvaise image des quartiers anciens (par exemple parce qu’elle favorise la mono-activité commerciale).

En définitive, la réactivation à la fois démographique et immobilière de Ciutat Vella apparaît, à bien des égards, spécifique. Le centre ancien continue à s’individualiser par rapport aux autres quartiers de Barcelone. La récupération démographique y est réelle, mais les indicateurs montrent un certain « retard » en termes de niveau d’instruction des habitants, et même si le taux de chômage baisse, il reste plus élevé que la moyenne barcelonaise. Dans le même temps, le marché immobilier est caractérisé par des prix élevés, en particulier pour les logements anciens (à la vente come à la location). L’augmentation continue des loyers sur la période 1990-2005 en fait actuellement un des quartiers les plus chers de Barcelone. Cette réactivation du marché immobilier s’accompagne d’une augmentation de la part relative des classes aisées dans le centre ancien, qui n’empêche pas le maintien des classes populaires dans certains secteurs, dans un contexte de très forte immigration étrangère. Cette discordance entre l’envolée des prix immobiliers et le « rattrapage » encore incomplet témoigne sans doute d’une tendance à l’accentuation des contrastes (plutôt qu’à leur réduction) entre les quartiers en cours de gentrification et d’autres en cours de marginalisation.

Dans cette seconde partie, consacrée à l'exposé du contexte de la récupération du centre ancien de Barcelone, nous avons mis en parallèle la multiplicité des acteurs participant directement et indirectement à la transformation du centre ancien de Barcelone, les modalités concrètes de l'application de la politique municipale concernant le district de Ciutat Vella, et l'évolution socio-démographique récente de ce dernier. La politique urbanistique de la Municipalité a bien alimenté la revitalisation de Ciutat Vella, mais les changements sociaux qu'elle a entraînés sont ambigus, parce qu'ils semblent juxtaposer revalorisation et dévalorisation. Les processus d'appropriation par les différents acteurs sont multiples et la stratégie municipale a beaucoup plus encouragé et soutenu le réinvestissement du secteur privé dans les secteurs les plus prestigieux de Ciutat Vella, qu'elle ne l'a canalisé. Pour une large part, elle a laissé jouer le marché, et c'est pourquoi, à l'heure actuelle, les contrastes semblent très forts.

Dans ce contexte, la gentrification semble relativement limitée à Ciutat Vella, ce qui validerait la stratégie municipale. Mais qu'en est-il réellement ? Quels sont les secteurs qui se gentrifient et ceux qui restent à l'écart du processus ? Quelle est la spécificité de Barcelone au regard de l'évolution des centres-villes dans les métropoles européennes ? Les évolutions contradictoires que nous avons mises en évidence nous invitent à envisager la multiplicité des processus à l'œuvre dans le centre ancien de Barcelone. Quels sont-ils et comment s'inscrivent-ils dans le paysage urbain de Ciutat Vella ? Leur diffusion spatiale dans le centre ancien de Barcelone ne nous invite-t-elle pas à considérer les images du quartier comme un facteur explicatif de premier ordre ? Auquel cas, ce serait moins la politique menée par la Municipalité, que l'image des quartiers anciens qui aurait limité la gentrification. Pour saisir la réalité de cette dernière et la complexité des évolutions socio-démographiques qui caractérisent Ciutat Vella, il nous faut donc analyser à une échelle fine la réalité de ces évolutions et leur inscription dans le paysage des quartiers anciens.

TROISIÈME PARTIE

LA GENTRIFICATION DANS LE CENTRE ANCIEN DE BARCELONE : DIVERSITÉ DES PROCESSUS ET DES TRAJECTOIRES

CHAPITRE 7

MÉTHODES D'ANALYSE DES MUTATIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES QUARTIERS DE CIUTAT VELLA

Dans les chapitres précédents, nous avons observé l'amélioration globale des conditions de vie et l'existence d'un contexte favorable à la gentrification dans le centre ancien de Barcelone. Une approche univariée nous a paru une étape nécessaire, mais elle reste insuffisante pour mettre en évidence la diversité des transformations observées. À partir d'une série d'indicateurs mesurés à des dates différentes, nous entendons étudier la multiplicité des évolutions des différents secteurs de Ciutat Vella, à travers deux interrogations principales. L'amélioration sensible de la situation (reprise démographique, élévation générale du niveau d'instruction, baisse du chômage), est-elle à mettre en relation avec une gentrification du centre ancien ? Pourquoi observe-t-on par ailleurs des évolutions contradictoires ? Nous avons cherché à répondre à ces deux questions en nous appuyant sur une série d'analyses statistiques plurivariées. Plusieurs pistes de réflexions ont guidé notre étude.

La principale a été de savoir si l'amélioration des conditions de vie à Ciutat Vella concernait la population déjà en place, ou si elle était due à l'arrivée de « gentrifieurs ». Si oui, peut-on établir la « chronologie » de ces processus ? Y a-t-il eu une période particulièrement déterminante dans l'évolution socio-démographique de la population du centre ancien ? Les changements observés sont-ils toujours assimilables à un processus de gentrification, au sens classique du terme ?

La seconde piste a porté sur l'observation de la crise démographique du centre ancien : depuis les années 1980, le vieillissement de la population s'est-il poursuivi ou bien assiste-t-on au contraire à un rajeunissement ? Quel rôle jouent, dans les changements sociaux, les populations étudiantes attirées dans le centre par l'offre culturelle, la diversité des loisirs, la proximité des établissements universitaires et la possibilité de trouver (jusqu'à une date récente) des logements bon marché ?

La troisième piste de réflexion concerne les phénomènes migratoires. Quelle est la réalité de l'immigration étrangère dans le centre ancien ? Quel rôle jouent ces nouveaux

résidents dans la composition socio-démographique de Ciutat Vella ? En quoi participent-ils au rajeunissement et au redéploiement de la population active ? Observe-t-on un seul type d'immigration étrangère ou bien peut-on identifier des profils différents selon les secteurs ?

Enfin, l'ensemble de ces processus touchent-ils de la même manière tous les quartiers du centre ancien ? L'amélioration des conditions de vie est-elle générale ou bien des secteurs restent-ils au contraire à l'écart ?

Ces pistes de réflexion ont guidé la construction de la méthodologie d'analyse présentée dans ce chapitre[696]. Dans un premier temps, nous rappellerons les apports et les limites des méthodes d'analyses plurivariées pour cerner le processus de gentrification. Celle consistant à créer un « indicateur synthéthique » de la gentrification nous a paru peu pertinente car elle laissait trop peu de place aux variables permettant d'interpréter les autres phénomènes en présence. C'est pourquoi nous avons choisi de partir d'un ensemble de variables décrivant le paysage social et le cadre bâti de Ciutat Vella, sans préjuger de leurs interrelations effectives. Dans la seconde partie de ce chapitre, nous présenterons les indicateurs et les méthodes que nous avons retenus pour étudier les trajectoires des différents secteurs du centre ancien entre 1991 et 2005, en associant analyses en composantes principales (ACP) et classifications ascendantes hiérarchiques (CAH).

1. DES APPROCHES MULTIVARIÉES POUR L'ANALYSE DE LA GENTRIFICATION

De nombreux auteurs ont tenté de mettre en évidence les processus de gentrification, soit en utilisant l'ensemble des variables dont ils disposaient, soit en construisant leur propre « indicateur » de la gentrification. Nous présenterons ici les apports et les limites de ces différentes approches. Dans le cas de Barcelone, le nombre de travaux ayant abordé les mutations du centre ancien par cette entrée est très faible, et ils s'en tiennent la plupart du temps à une approche univariée. Nous avons quant à nous choisi de privilégier une approche diachronique, analysant les trajectoires des secteurs du centre ancien à des dates différentes, sans recourir à la construction a priori d'un « indicateur de gentrification ».

[696] Les principaux résultats de cette démarche seront détaillés et discutés dans le chapitre suivant.

1.1 Apports et limites des analyses multivariées de la gentrification

1.1.1 La construction d'un « indicateur » de la gentrification

Dans le cas des villes canadiennes, D. Ley a proposé une méthode d'analyse, dont les résultats ont par la suite été mis en perspective par d'autres études portant sur le même terrain, mais réalisées à des dates ultérieures et selon d'autres méthodes[697]. Dans un article de 1986, l'auteur a présenté son étude sur l'évolution de 22 aires métropolitaines canadiennes, entre 1971 et 1981[698]. Son ambition était de mettre au point une méthodologie pertinente, transférable à d'autres agglomérations, pour dégager les facteurs explicatifs de la gentrification. Les variables utilisées ont été choisies en fonction des hypothèses mobilisées pour expliquer la gentrification :

- l'évolution démographique, caractérisée par une augmentation de la part relative des jeunes adultes, une diminution du nombre de ménages et un contexte de croissance extensive des espaces urbains (ce dernier point justifiant qu'à un moment donné, certaines populations cherchent à s'installer dans le cœur de l'agglomération pour réduire les durées des navettes domicile/travail) ;
- la dynamique du marché du logement, conditionnée notamment par l'offre de logements neufs et l'existence de logements anciens bon marché susceptibles d'être réhabilités ;
- les avantages du « mode de vie urbain » (*urban lifestyle*) : densité et variété des contacts sociaux possibles, qualité du paysage urbain et offre culturelle plus diversifiée dans les quartiers centraux que dans les quartiers périphériques ;
- une économie métropolitaine post-industrielle, qui favorise la présence de « cols blancs », ou de populations disposant d'un haut niveau d'études et d'une plus grande capacité économique.

Pour les deux recensements de 1971 et 1981, D. Ley a d'abord construit un « indicateur de statut social » qui correspond à la valeur moyenne entre la part des actifs employés dans le tertiaire supérieur et la part de la population ayant un diplôme universitaire. Il a alors proposé un « indicateur de la gentrification » qui est la différence entre l'indicateur de statut social aux deux dates. Par la suite, il a procédé à une série d'analyses de corrélations entre cet indicateur et trente-cinq variables décrivant les quatre facteurs explicatifs de la gentrification évoqués précédement[699]. Les résultats lui ont permis de conclure que les deux

[697] Nous rappelons que D. Ley a été l'un des premiers à proposer une théorie explicative de la gentrification, l'associant à une « demande », du fait de l'émergence de nouvelles catégories de la population relativement instruites et aisées, caractérisées par des modes de vie privilégiant la centralité et la fréquentation des quartiers anciens.

[698] LEY D., *op. cité*, 1986.

[699] Pour le facteur « évolution démographique », D. Ley a par exemple retenu les variables suivantes : part des 20-35 ans en 1981, part des ménages non constitués de familles en 1981, taille moyenne des ménages en 1981, évolution de la taille moyenne des ménages entre 1971 et 1981, ou encore part des femmes parmi les actifs en 1981.

groupes de variables les plus corrélés à l'indicateur de gentrification étaient celles décrivant le « mode de vie urbain » et celles concernant la structure socio-économique de la population. Il a notamment souligné que la gentrification avait plutôt lieu dans des centres-villes où, en 1971, les loyers étaient plus chers que dans la moyenne de l'agglomération, ce qui contredit la théorie du *rent gap*. La dernière étape de l'analyse a consisté à prendre en compte des variables dans une analyse multivariée de type analyse en composantes principales (ACP). Il en a conclu que les principaux facteurs d'apparition de processus de gentrification étaient surtout ceux liés au statut de « ville post-industrielle », associant le facteur économique et le mode de vie urbain.

Les apports et les limites de la méthodologie développée par D. Ley sont nombreux. Le choix de certaines variables paraît pertinent, par exemple la part des propriétaires-occupants, la part des populations jeunes (20-35 ans) ou le nombre de restaurants pour 10 000 habitants (même si on ne sait rien ici de la qualité et du type de restaurant : populaire, restauration rapide, ou plutôt chic). Mais la construction d'un indicateur synthétique de la gentrification nous paraît contestable sous cette forme, puisqu'elle réduit le repérage de la gentrification à une forte présence d'actifs du tertiaire supérieur ayant un bon niveau d'études. À notre sens, il serait plus pertinent d'intégrer directement, au moment de la construction de l'indicateur, les données concernant le niveau de revenus ou le statut de l'occupant (propriétaire ou locataire), et non pas de tester par la suite la corrélation entre un indicateur construit sur le type de qualification et le niveau d'études, et les variables sur les revenus des ménages. Dans les conditions de l'analyse de D. Ley, on se doute que les populations à haut niveau d'études ont plutôt de bons salaires, et dès lors cette méthode accorde une trop grande attention aux corrélations qui peuvent relever de causalités linéaires simples. L'auteur en tire pourtant des conclusions sur le poids des facteurs économiques dans le processus de gentrification. Par ailleurs, l'indicateur de gentrification ne permet pas de distinguer ce qui relève de l'embourgeoisement et ce qui relève de la gentrification : aucun jeu de variables ne permet véritablement de caractériser la situation des quartiers au début de la période étudiée. Le contexte dans lequel se produit l'élévation de la part des catégories socio-professionnelles supérieures n'est pas clair (s'agit-il d'un ancien quartier populaire ou non ?). Il conviendrait donc plutôt de réfléchir en termes d'homogénéisation et d'hétérogénéisation des secteurs, plutôt que de simple élévation ou diminution de la part des actifs aisés. Au final, il nous semble que l'étude montre avant tout pour quelles agglomérations canadiennes il est possible de parler d'économie métropolitaine post-industrielle, mais elle n'explique pas pourquoi un centre-ville se gentrifie.

Pour le facteur « dynamique du marché du logement », l'auteur a retenu le taux de vacance en 1981, la part des ménages payant un loyer dont le montant représente au moins 25 % des revenus en 1974, la part des propriétaires-occupants en 1981 ou encore le prix moyen.
Pour le facteur « mode de vie urbain », il a retenu le nombre de galeries d'art pour 10 000 habitants en 1981 ou encore le nombre de restaurants pour 10 000 habitants.
Enfin, pour le facteur économique, il a essentiellement utilisé des variables sur le revenu des ménages, le taux de chômage et le nombre d'emplois créés.

1.1.2 Analyses statistiques et entretiens : des approches complémentaires

D'autres travaux, menés par John Meligrana et Andrejs Skaburskis sur les métropoles canadiennes dans une période plus récente (1981-2001) offrent également des pistes méthodologiques pertinentes[700]. Les deux auteurs se sont intéressés aux conditions d'apparition du processus de gentrification dans les aires métropolitaines canadiennes. Leur analyse ne présuppose pas la construction d'un indicateur a priori, au contraire ils entendent analyser une série de variables, dont :

- la part des ménages à haut revenus ;
- l'ancienneté du bâti ;
- le statut de l'occupant (propriétaire, locataire ou logé gratuitement) ;
- le revenu moyen des ménages du quartier et son évolution entre 1991 et 2001 ;
- le loyer moyen et son évolution entre 1991 et 2001 ;
- l'effectif de population et son évolution entre 1991 et 2001.

Ils ont réalisé une analyse en composantes principales qui fait ressortir un ensemble de variables fortement corrélées, traduisant la gentrification de secteurs caractérisés par une forte augmentation des loyers et des revenus, et une surreprésentation des logements situés dans des immeubles anciens (construits avant 1945).

Dans un deuxième temps, au cours d'une série d'entretiens, les auteurs ont présenté la cartographie qu'ils avaient obtenue par ces méthodes plurivariées à des professionnels du marché immobilier, en les incitant à proposer des facteurs explicatifs. Dans les cas où l'opinion des agents immobiliers ne concordait pas avec les résultats de l'analyse statistique pour des secteurs considérés comme « gentrifiés », J. Meligrana et A. Skaburskis ont conclu que le secteur était « potentiellement gentrifiable ». En définitive, la comparaison des différents types de secteurs dans les métropoles canadiennes faisait apparaître que les secteurs en cours de gentrification se caractérisaient tous par une faible distance au CBD, une prédominance des logements anciens, une hausse de la part des propriétaires-occupants et des petits ménages, et une très forte hausse des revenus moyens du secteur.

On pourrait émettre quelques réserves quant à l'approche proposée par J. Meligrana et A. Skaburskis, notamment en se demandant dans quelles conditions se sont déroulés les entretiens : les professionnels ont-ils utilisé leur propre définition de la gentrification, ou bien leur en a-t-on proposé une pour savoir si elle correspondait à la réalité ? Cette complémentarité des approches quantitatives et qualitatives nous a cependant paru stimulante parce qu'elle permet de relativiser les résultats obtenus à partir d'indicateurs statistiques (comportant nécessairement une part d'arbitraire du fait des choix des variables utilisées et de leur interprétation), en les comparant à la façon dont les professionnels du marché immobilier repéraient les changements sociaux. Ne pas partir d'un indicateur unique et construit a priori nous semble donner plus de poids aux résultats, en diminuant le risque de survaloriser

[700] MELIGRANA J., SKABURSKIS A., « Extent, location and profiles of continuing gentrification in Canadian Metropolitan Area 1981-2001 », *Urban Studies*, 2005, vol. 49, n° 9, pp. 1569-1592.

certaines corrélations, comme c'est le cas dans l'étude de D. Ley, même si on peut regretter, dans le travail de J. Meligrana et de A. Sabkaburskis, l'absence de variables portant sur la description des mobilités (qui auraient pu compléter celles sur la croissance nette de la population).

1.1.3 Analyser les trajectoires temporelles de la gentrification

E. Préteceille, quant à lui, a également largement utilisé les outils statistiques plurivariés pour analyser l'évolution sociale de l'espace francilien entre 1990 et 1999[701]. Sans préjuger de la réalité d'une gentrification à Paris et dans la première couronne de communes franciliennes et en tentant de distinguer, dans la mesure du possible, gentrification et embourgeoisement, son objectif était : « the identification of the significant social structure emerging – new social mixes, new residential distances – counterposed to more general sociological results about changes in status and relations between these categories »[702]. Pour cela, il propose de partir de la classification socio-professionnelle détaillée établie par l'INSEE et de la croiser avec d'autres variables liées à l'emploi (en activité, au chômage…) et à sa stabilité (en CDI, en CDD et/ou à temps partiel). Son analyse réalisée à l'échelle des IRIS a procédé en deux étapes. Dans un premier temps, l'auteur a comparé les variables disponibles à deux dates, 1990 et 1999. Puis il a analysé l'évolution elle-même entre 1990 et 1999, en faisant apparaître une « typologie » des changements (par exemple hausse des catégories aisées et moyennes à aisées ; stabilité des ouvriers et des « cols bleus » ; hausse du chômage, des emplois précaires et services à la personne…). L'auteur peut alors étudier les trajectoires des IRIS et mettre en évidence les cas de gentrification :

> « The case which best corresponds to the general idea of gentrification is that of initially working-class having experienced a stray influx of upper and upper-middle categories. »[703]

Il conclut à une gentrification lente et continue à Paris, et à la diffusion du processus dans un certain nombre de communes limitrophes. Il note également que la présence de logements sociaux tend à réduire la gentrification.

L'analyse menée par E. Préteceille nous paraît pertinente à plus d'un titre. D'une part, elle ne préjuge pas d'éventuels processus de gentrification et de fait utilise un large éventail de variables. D'autre part, en s'attachant à examiner les trajectoires des secteurs, l'étude permet de distinguer les cas de gentrification d'autres types de phénomène tout en n'excluant pas la possibilité de repérer des processus de marginalisation. Même si nous n'avons pu directement transposer la méthodologie de l'auteur au cas de Ciutat Vella (ne serait-ce que parce que les variables qu'il a utilisées n'ont pas forcément leur équivalent dans les recueils

[701] PRÉTECEILLE E., *op. cité*, 2007.
[702] PRÉTECEILLE E., *op. cité*, 2007, p. 12.
[703] PRÉTECEILLE E., *op. cité*, 2007, p. 15.

statistiques concernant Barcelone), nous nous en sommes inspiré pour mettre en évidence les trajectoires des différents quartiers du centre ancien de la métropole catalane.

À leur manière donc, chacune des trois recherches qui viennent d'être évoquées offre des perspectives méthodologiques pertinentes pour le cas de Ciutat Vella. Nous sommes donc partis de leurs apports et de leurs limites pour mettre au point notre propre méthode d'analyse, car les travaux de ce type portant sur Ciutat Vella restent encore peu nombreux.

1.2 La rareté des analyses statistiques plurivariées sur les changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone

Même si les techniques d'analyse factorielle ont été utilisées de manière précoce pour décrire Barcelone et son agglomération[704], comme dans les travaux de M. de Solá-Morales à la fin des années 1960[705], peu d'études ont porté spécifiquement sur le district de Ciutat Vella. R. Ferras a quant à lui proposé une analyse factorielle portant sur l'ensemble des quartiers de Barcelone dans les années 1970[706]. Il a sélectionné pour cela une quinzaine de variables portant sur les parts respectives des ouvriers, des employés du tertiaire et des chefs d'entreprise et cadres supérieurs, le statut d'occupation du logement, le niveau moyen des loyers, l'âge moyen par secteur, l'origine des migrants, la densité moyenne, le nombre de

[704] Ce fut le cas dès la fin des années 1960, en particulier dans le domaine de la géographie urbaine, avec des interrogations sur leurs apports et leurs limites. Voir par exemple DE SOLÁ-MORALES M., « Factorialización de características de un área suburbana », *Revista de Geografía*, 1970, vol. 4, n° 2, pp. 159-186 ; CAPEL H., « De la funciones urbanas a las dimensiones básicas de los sistemas urbanos », *Revista de Geografía*, 1972, vol. 6, n° 2, pp. 218-248 ; GONZÁLEZ M. J., « Pautas de segregación social en el municipio de León : un ensayo de aplicación del análisis de correspondencias », *Anales de Geografía de la Universidad Complutense*, 1990, n° 10, p. 103-119 ; CHECA OLMOS J. C., « Diferenciació residencial en contextos d'alta recepció d'immigrants. El cas de Roquetas de Mar (Almeria) », *Revista Catalana de Sociologia*, 2006, n° 21, p. 167-192.
Les critiques portent notamment sur quatre points : ne pas perdre de vue que l'analyse factorielle n'est qu'une méthode parmi d'autres ; que son utilisation doit partir d'hypothèses clairement formulées en fonction de l'objet d'étude ; qu'elle n'explicite pas toujours clairement les liens de causalité ; enfin qu'elle est inadéquate pour l'exploration de la dimension politique de l'espace urbain (CAPEL H., *op. cité*, 1972).
Plus récemment, d'autres auteurs insistent sur les précautions à prendre pour valider les résultats d'une analyse factorielle, en invitant à tester leur « stabilité », c'est-à-dire se demander s'ils traduisent bien les structures existantes ou bien s'ils sont simplement dus à des erreurs de manipulation (ABASCAL FERNÁNDEZ E., LANDALUCE CALVO Mª. I., « Análisis factorial múltiple como técnica de estudio de la estabilidad de los resultados de un análisis de componentes principales », *Qüestiió*, 2002, vol. 26, n° 1-2, pp. 109-122). Malgré ces réserves, il nous a semblé pertinent de mener une analyse factorielle pour expliciter la complexité des mutations socio-démographiques dans le centre ancien de Barcelone et des interrelations entre variables.

[705] M. de Solá-Morales a utilisé les méthodes d'analyse factorielle pour comprendre les formes de la croissance suburbaine à l'est de Barcelone (Badalona, Santa Coloma de Gramenet, San Adrià de Besòs…). Il a effectué une première analyse sur les caractéristiques démographiques (en utilisant un jeu de 32 variables portant essentiellement sur les variations de population et sur les dynamiques migratoires), mettant en évidence la rigidité des structures (par la proximité très forte entre les caractéristiques socio-démographiques de la population déjà sur place et celle des immigrants) ; puis une seconde analyse portant sur les caractéristiques de l'espace urbain (38 variables décrivant la topographie, l'accessibilité ou encore l'équipement commercial et la densité de transports en commun), mettant en évidence la polarisation de la commune de Badalona. DE SOLÁ-MORALES M., *op. cité*, 1970.

[706] FERRAS A., *op. cité*, 1977.

ménages ou encore le nombre d'actifs. En définitive, son analyse l'a amené à identifier, dans le centre ancien :

- des quartiers restés populaires, notamment le Raval, Sant Pere ou la Barceloneta, relativement proches d'autres quartiers populaires de Barcelone comme celui de Sants ;
- des quartiers en cours de basculement, comme le nord du Gótico, proche (sociologiquement parlant) des quartiers situés le long du Paseo de Gracia.

Par ailleurs son étude fait état de la faible présence de populations jeunes et d'une faible natalité dans le centre ancien, au contraire d'une très forte présence de « cols bleus » et d'immigrants (qu'il retrouve également dans les quartiers périphériques). Ces résultats sont intéressants parce qu'ils dressent un tableau de Ciutat Vella au milieu des années 1970, auquel nous pourrons comparer nos propres résultats afin de suivre l'évolution du centre ancien depuis cette époque.

Pour la période plus récente, le *Centre d'estudis demogràfics* de l'Université autonome de Barcelone (UAB) produit régulièrement des études sur la population barcelonaise, en mettant particulièrement l'accent sur l'évolution démographique et l'immigration, fournissant un support essentiel à l'analyse des grandes tendances. Mais malgré l'abondance des études disponibles, là encore peu de travaux traitent directement du centre ancien, et elles abordent la question démographique à plus large échelle (l'ensemble de la commune de Barcelone, voire sa province ou la Catalogne)[707].

En revanche, le travail de thèse de S. Martínez propose une analyse à plus grande échelle, en travaillant spécifiquement sur le territoire du Raval et en s'appuyant sur des données jusqu'en 1996[708]. À partir d'analyses univariées, il suggère d'intégrer des variables sur l'immigration en faisant l'hypothèse que si l'élévation générale des conditions de vie s'accompagne d'un solde migratoire positif, c'est qu'elle ne se fait pas *in situ*, mais est consécutive à l'arrivée de nouvelles catégories de population.

G. Vila Bosqued a quant à elle travaillé à plus petite échelle sur l'ensemble de la ville de Barcelone, en étudiant spécifiquement certains quartiers du cœur de l'agglomération : les districts de Ciutat Vella et de Sant Martí[709]. À partir d'analyses univariées portant sur une série de variables telles que la structure socio-professionnelle, le niveau d'instruction, la capacité économique des ménages (ICEF[710]), elle montre les changements intervenus entre

[707] À titre d'exemples, on peut citer deux thèses récentes, tout à fait caractéristiques des principaux axes de recherche animés par le *Centre d'estudis demogràfics* : BAYONA i CARRASCO J., *Factors sociodemogràfics de la distribució espacial de la població de nacionalitat estrangera a Barcelona*, thèse de géographie sous la direction de Andreu Domingo i Valls, Universitat autonoma de Barcelona, 2006, 550 p. ; LÓPEZ GAY A., *Canvis residencials i moviments migratoris en la renovació poblacional de Barcelona*, thèse de géographie sous la direction de Anna Cabré i Pla et de Joaquín Recaño Valverde, Universitat autonoma de Barcelona, 2007, 544 p.

[708] MARTÍNEZ i RIGOL S., *op. cité*, 2000.

[709] VILA BOSQUED G., *op. cité*, 2002.

[710] Pour rappel : *index de capacitat econòmica familiar*. Il prend en compte le revenu des ménages et le nombre de personnes à charge.

1986 et 2001 dans les quartiers anciens, notamment la progression des catégories supérieures et l'élévation du niveau moyen d'instruction, même si la capacité économique des ménages résidant à Ciutat Vella reste l'une des plus faibles de l'ensemble de la commune de Barcelone. Nous avons déjà évoqué les résultats de son analyse qui conclut à une microgentrification de Ciutat Vella et à une gentrification plus diffuse dans le district de Sant Martí. Nous avions toutefois souligné que si cette hypothèse nous paraissait tout à fait pertinente, elle n'était pas complètement démontrée.

En tenant compte des apports à la fois des travaux menés spécifiquement sur Barcelone et de ceux portant sur la gentrification dans d'autres contextes, nous avons donc mis au point une méthodologie qui s'appuie sur plusieurs options : privilégier les techniques d'analyse multivariée, ne pas partir d'un « indicateur de la gentrification » mais au contraire retenir un large éventail de variables, étudier les trajectoires des secteurs du centre ancien entre plusieurs dates, enfin croiser les résultats obtenus par ces méthodes avec des entretiens semi-directifs auprès d'agents immobiliers. Cette démarche est détaillée ci-dessous.

2. UNE MÉTHODOLOGIE POUR L'ANALYSE DES TRAJECTOIRES DES QUARTIERS DE CIUTAT VELLA

Pour mettre au point notre méthodologie, il nous fallu choisir d'abord une échelle d'étude, circonscrire la période étudiée (comprise entre 1991 et 2005) et mener une série d'analyses statistiques multivariées associant analyses en composantes principales et classifications ascendantes hiérarchiques, permettant d'établir une « typologie » des trajectoires des différents secteurs du centre ancien. Nous présentons successivement chacune de ces étapes.

2.1 Le choix de l'échelle d'analyse

Le choix que nous avons fait est issu de la nécessité de travailler à l'échelle la plus fine possible, et d'un double constat. L'étude des processus de mutations socio-urbaines sur des secteurs trop vastes ou trop hétérogènes rend l'analyse peu pertinente. Si on observe bien, à l'échelle de la commune de Barcelone, la position particulière du district de Ciutat Vella par rapport aux autres quartiers de l'agglomération, on saisit mal tous les enjeux des processus qui l'affectent depuis le début des années 1990. C'est pourquoi le choix de travailler à

l'échelle des *zones estadístiques grandes* a été rapidement écarté[711]. Par ailleurs, la lecture de la littérature sur le district de Ciutat Vella, notamment des publications des différents services de la Municipalité (Urbanisme, Éducation…) a révélé que si cette échelle permettait d'étudier l'évolution globale du district, elle masquait des disparités très fortes entre les différents quartiers des centres anciens. Pour reprendre l'exemple du niveau d'instruction analysé dans le chapitre 6, on observe bien une augmentation généralisée à Ciutat Vella qui se traduit par une baisse du nombre de non diplômés (c'est-à-dire la population analphabète, celle qui n'a pas fait d'études, ou bien celle qui a fait des études primaires mais qui n'a pas achevé ses études secondaires), y compris dans le centre ancien, mais dans le même temps on constate à une échelle plus fine que le processus est en réalité beaucoup plus contrasté puisque dans certains cas le niveau d'instruction moyen a reculé, par exemple dans le secteur « Liceu » (tableau 21) :

Tableau 21. Les progrès du niveau d'instruction de la population barcelonaise entre 1991 et 2001 (par rapport à la population de 16 ans ou plus)

Échelle considérée	Zone considérée	Part des non diplômés en 1991	Part des non diplômés en 2001	Évolution entre 1991 et 2001
Ensemble de Barcelone	Commune de Barcelone	18,9 %	11,6 %	- 7,3 %
District	Sant Martí	22,5 %	13,8 %	- 8,8 %
	Eixample	13,7 %	7,0 %	- 6,8 %
	Ciutat Vella	29,5 %	18,9 %	- 10,6 %
ZEG de Ciutat Vella	Barceloneta	34,0 %	22,4 %	- 11,6 %
	Parc	26,8 %	17,7 %	- 9,1 %
	Gòtic	24,0 %	11,2 %	- 12,8 %
	Raval	31,5 %	21,0 %	- 10,5 %
ZRP de Ciutat Vella	« Liceu »	33,5 %	35,3 %	+ 1,8 %
	« Sant Pau del Camp »	35,5 %	24,4 %	- 11,2 %
	« Pl. Folch i Torres »	32,0 %	26,7 %	- 5,2 %
	« Sant Agustí »	32,1 %	16,0 %	- 16,2 %

Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population, 1991 et 2001

À l'échelle de la commune de Barcelone le niveau moyen d'instruction a progressé puisqu'en une décennie, la part des non diplômés dans la population de 16 ans ou plus est passée de 19 % en 1991 à environ 11,6 % en 2001. Cette progression varie selon les districts, et c'est à Ciutat Vella, là où les efforts de construction des équipements scolaires ont été les plus importants - mais aussi là où le niveau d'instruction était le plus bas en 1991 - que la progression a été la plus forte. Néanmoins, le district connaît encore, en 2001, un taux relativement élevé par rapport à la moyenne barcelonaise. À une échelle plus fine, celle des *zonas de recerca petita* (ZRP), de fortes inégalités apparaissent. Les quatre ZRP « Liceu »,

[711] Nous rappelons que la commune de Barcelone est découpée en 38 ZEG et que le district de Ciutat Vella en compte quatre (Barceloneta, Parc, Gòtic, Raval).

« Sant Pau del Camp », « Pl. Folch i Torres » et « Sant Agustí » (choisies ici pour leur contiguïté) sont toutes situées dans le Raval, c'est-à-dire le quartier qui a connu l'évolution la plus proche de la trajectoire du district de Ciutat Vella dans son ensemble. On constate que non seulement certains secteurs (comme « Pl. Folch i Torres ») ont progressé nettement moins que le reste de Ciutat Vella, puisque la différence de taux n'est que de 5,2 points entre 1991 et 2001, mais aussi que le secteur « Liceu » a connu une évolution inverse puisqu'au contraire la part des non diplômés parmi les 16 ans ou plus y a augmenté.

C'est donc cette échelle des *zonas de recerca petita* qui a été retenue pour l'analyse statistique. Même s'il existe un découpage plus fin (celui des *seccions estadístiques*[712]), la diversité des sources statistiques disponibles est beaucoup plus réduite à cette échelle. L'offre se limite aux données démographiques de base : population totale, répartition par sexe et par âge, taille des ménages. C'est pourquoi les *zonas de recerca petita* nous ont semblé un bon compromis entre la nécessité d'une échelle d'analyse fine, et la disponibilité des sources statistiques. Le tableau 22 nous renseigne sur la taille moyenne, en population et en superficie, des *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella à différentes dates :

Tableau 22. Superficie et populations moyennes des 37 ZRP de Ciutat Vella entre 1991 et 2005

	Superficie (en hectare)	Population			
		En 1991	En 1996	En 2001	En 2005
Moyenne	12,1	2 449	2 265	2 302	3 151
Coefficient de Variation	1,2	0,7	0,7	0,7	0,8

Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population 1991, 1996, 2001 ;
AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

Il s'agit de secteurs de taille très variable (ce dont témoigne un coefficient de variation élevé pour la superficie), mais les effectifs de population sont répartis de manière plus homogène, avec des coefficients de variation nettement plus faibles, même s'ils tendent à augmenter. Ceci constitue le premier indice d'une reprise démographique différenciée selon les secteurs et selon les périodes. Comment saisir cette évolution dans le temps ?

[712] « Sections statistiques ». On en comptait 1919 en 1984, mais leur nombre est passé à 1917 en 2001 suite à un redécoupage dans le district de Ciutat Vella, ce qui fait qu'actuellement le centre ancien est découpé en 151 sections statistiques.

2.2 Une analyse diachronique des changements sociaux entre 1991 et 2005

Du fait de la disponibilité des sources statistiques à l'échelle des *zonas de recerca petita*, l'analyse a été menée en deux temps : d'abord une analyse en composantes principales (ACP) sur un ensemble de variables communes à trois dates de recensement de la population, 1991, 1996 et 2001, puis une seconde ACP spécifique aux données de 2005.

2.2.1 Les variables communes aux trois dates 1991-1996-2001

Comprendre l'évolution du district de Ciutat Vella nécessite de comparer le profil des différents quartiers qui le composent à des dates différentes, selon une approche similaire à celle proposée par E. Préteceille. Mais cette comparaison n'est réellement possible que si les variables retenues sont les mêmes pour chacune des années choisies. Depuis le début des années 1980, plusieurs recensements de population ont été réalisés. Le premier sur lequel nous nous sommes appuyé est celui de 1991. Concernant les périodes antérieures, la rareté et l'imprécision des sources ont rendu leur exploitation malaisée, pour des raisons de concordance avec les recensements postérieurs. La classification des catégories socio-professionnelles a notamment évolué. À cette raison technique s'ajoute une raison « historique ». Dans les années 1980, la politique urbaine de réhabilitation n'avait pas encore porté ses fruits. Bien que l'imminence des Jeux Olympiques de 1992 ait permis d'accélérer les différents projets de rénovation, la majeure partie de la politique urbanistique menée pendant la décennie 1980 a surtout consisté à préparer l'arsenal législatif sur lequel s'est appuyée la récupération du centre ancien. Au total, le recensement de 1991 nous a semblé un bon point de départ parce que les effets de la politique urbanistique ne s'étaient pas encore faits sentir à cette date.

Deux autres recensements, en 1996 et 2001, élaborés dans les mêmes conditions que celui de 1991, facilitent la comparaison entre *zonas de recerca petita* selon des critères similaires, concernant la démographie, la composition des ménages, la répartition par catégories socio-professionnelles ou encore le niveau d'études. En disposant ainsi d'un jeu de données commun aux trois recensements de 1991, 1996 et 2001, nous avons pu procéder à une analyse en composantes principales, décrivant chacune des *zonas de recerca petita* du district de Ciutat Vella aux trois dates. Cette méthode a permis en particulier de repérer graphiquement l'évolution des profils des secteurs entre 1991 et 2001. La liste des 21 variables retenues pour décrire les 37 *zonas de recerca petita* est résumée dans le tableau 23, selon quatre catégories :

- la structure démographique et la taille des ménages ;
- les caractéristiques socio-économiques ;
- la mobilité ;
- les niveaux d'études.

Tableau 23. Présentation des variables utilisées dans les analyses plurivariées

	Descriptif de la variable	Abréviations utilisées dans les analyses	Coefficient de variation			
			En 1991	En 1996	En 2001	En 2005
Structure démographique et taille des ménages	Densité à l'hectare	DENS	0,59	0,61	0,62	0,81
	Taux de vieillissement[713]	VIEIL	0,29	0,27	0,26	
	% des 20-34 ans	JEUNES_ADULTES	0,07	0,09	0,48	0,15
	% de ménages :					
	- d'une seule personne	MEN_1	0,11	0,12	0,08	0,10
	- de deux personnes	MEN_2	0,09	0,11	0,08	0,10
	- de cinq personnes ou plus	MEN_5	0,22	0,22	0,32	0,71
Caractéristiques socio-économiques	% d'actifs (par rapport à la population totale)	ACTIFS	0,05	0,13	0,16	
	Taux de chômage (par rapport à la population active)	CHOM	0,21	0,17	0,24	
	% de retraités (par rapport à la population totale)	RETRAIT	0,09	0,08	0,19	
	% de la population active appartenant :					
	- aux catégories socio-professionnelles populaires	CSP_bas	0,13	0,24	0,18	
	- aux catégories socio-professionnelles moyennes	CSP_moyens	0,27	0,11	0,13	
	- aux catégories socio-professionnelles supérieures	CSP_hauts	0,59	0,32	0,38	
	Rapport entre :					
	- le % de la population appartenant aux CSP supérieures et celui appartenant aux CSP populaires	rCSP-H_B	0,71	0,59	0,58	
	- le % de la population appartenant aux CSP supérieures et celui appartenant aux CSP moyennes	rCSP-H_M	0,45	0,28	0,16	
	- le % de la population appartenant aux CSP moyennes et celui appartenant aux CSP populaires	rCSP-M_B	0,41	0,35	0,32	
Mobilité	Solde migratoire (en effectifs)	MIGR	- 0,71	- 0,92	- 1,29	0,85
	% d'étrangers non originaires de l'Europe de l'Ouest ou du Nord	ETR	0,49	0,38	0,48	0,33
	% d'étrangers originaires de l'Europe de l'Ouest ou du Nord	EUROP	0,70	0,60	0,50	0,43
Niveau d'études	% de la population de 16 ans ou plus :					
	- ayant au moins un diplôme de 1er cycle universitaire ou équivalent	DIPL	0,59	0,51	0,42	0,37
	- n'ayant pas le baccalauréat ou un diplôme équivalent	NONDIPL	0,14	0,16	0,22	0,21
	% d'élèves et d'étudiants	SCOLARISES	0,11	0,11	0,21	

Élaboration personnelle

[713] Le taux de vieillissement est le rapport entre la part des 65 ans ou plus et celle des moins de 15 ans.

Une première série de variables décrit les **structures démographiques et la taille des ménages**. Dans un cœur d'agglomération au tissu urbain ancien plus ou moins dégradé, il est pertinent de privilégier le critère de la densité, plutôt que celui des effectifs de population. Le taux de vieillissement est également un bon indicateur des déséquilibres démographiques. Dans un contexte de crise démographique, où la Municipalité s'interroge sur le « survieillissement » du centre ancien de Barcelone, il a paru nécessaire de faire le diagnostic de l'évolution entre 1991 et 2001 : la politique menée a-t-elle ou non favorisé un rajeunissement de la population de Ciutat Vella ? Cette variable a été complétée par la part des 20-34 ans dans la population totale. C'est en effet dans cette tranche d'âge que nous avons le plus de chance de rencontrer les différents types de « gentrifieurs ». Trois autres variables nous donnent des indications sur la structure des ménages, qu'ils soient composés d'une seule personne, de deux (en couple ou non), ou bien de cinq personnes ou plus. Ce dernier critère ne prend ici en compte que le nombre total de personnes vivant dans le même logement, qu'il s'agisse d'une seule et même famille, ou bien de colocataires (d'étudiants ou de travailleurs étrangers). Nous avons fait l'hypothèse que les corrélations entre taille des ménages et caractéristiques socio-économiques pouvaient permettre de repérer les cas de gentrification.

Une seconde série de variables rend compte des **caractéristiques socio-économiques des résidents**. La part des actifs dans la population totale permet de repérer les secteurs où sont surreprésentés les étudiants, mais aussi les femmes au foyer ou les enfants. Le taux de chômage des actifs est un bon indicateur de la situation économique des résidents. La part des retraités, rapportée ici à la population totale et non à la population active, permet de mesurer à la fois la réalité du vieillissement de la population de Ciutat Vella et la surreprésentation dans certaines *zonas de recerca petita* d'une population a priori fragilisée par les changements récents (transformations du cadre de vie, disparition des commerces ou encore hausse des loyers). Les trois variables suivantes traduisent plus classiquement la répartition des catégories socio-professionnelles des actifs résidents selon trois classes : « populaires », « moyennes », « supérieures ».

Parallèlement, trois autres indicateurs ont été élaborés pour exprimer la surreprésentation ou la sous-représentation de chaque catégorie socio-professionnelle par rapport à l'une des deux autres, et mettre en évidence de manière plus synthétique des polarisations sociales. Leur intérêt est donc d'être directement comparables d'une période à l'autre ou bien d'un secteur à l'autre (tableau 24) :

Tableau 24. Répartition des CSP en 1991 et 2001 dans quelques ZRP de Ciutat Vella

	CSP populaires					**CSP moyennes**					**CSP supérieures**					Rapport CSP supérieures/classes populaires	
	1991		*2001*		*Évolution 1991-2001*	*1991*		*2001*		*Évolution 1991-2001*	*1991*		*2001*		*Évolution 1991-2001*		
	Effectifs	%	Effectifs	%	%	Effectifs	%	Effectifs	%	%	Effectifs	%	Effectifs	%	%	En 1991	En 2001
Ciutat Vella	24 851	8,2	20 894	56,3	- 15,9	10 575	31,7	7 428	22,2	- 29,8	359	1,1	6 493	21,4	+ 1 708,6	0,01	0,4
« c/ Churruca »	685	73,9	489	64,9	- 28,6	230	24,8	176	23,4	- 23,5	12	1,3	88	11,7	+ 633,3	0,02	0,2
« Llotja de Mar »	366	64,3	297	51,2	- 18,9	198	34,8	139	24,0	- 29,8	5	0,9	144	24,8	+ 2 780,0	0,01	0,5
« Sant Agustí »	482	76,1	376	63,4	- 22,0	149	23,5	112	18,9	- 24,8	2	0,3	105	17,7	+ 5 150,0	0,01	0,3

Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population 1991, 1996, 2001

Ce tableau résume les changements dans la répartition des catégories socio-professionnelles dans trois *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella entre 1991 et 2001. À l'échelle de l'ensemble du district, l'évolution entre 1991 et 2001 se traduit bien par un effacement très marqué des classes moyennes (presqu'un tiers d'effectifs en moins) au profit des classes supérieures, dans un contexte de maintien relatif des classes populaires. À une échelle plus fine, c'est-à-dire aussi bien dans la Barceloneta (« c/ Churruca »), que dans l'ouest de la Ribera (« Llotja del Mar ») et dans le Raval (« Sant Agustí »), les classes populaires restent majoritaires, mais le pourcentage de catégories socio-professionnelles supérieures est partout en augmentation (surtout dans le secteur « Llotja de Mar »). Cette croissance ne s'accompagne pas systématiquement d'une diminution significative de l'effectif des résidents appartenant aux classes populaires ou moyennes, mais seulement de leur proportion. Le secteur « c/ Churruca » reste encore très populaire en 2001, avec une population appartenant à près de 65 % aux classes populaires. Les classes moyennes s'y maintiennent également : entre 1991 et 2001, la répartition socio-professionnelle évolue beaucoup moins dans cette zone que dans l'ensemble de Ciutat Vella (le rapport entre classes supérieures et classes populaires y est inférieur à celui du district). À l'inverse, dans le secteur « Sant Agustí », la composition socio-professionnelle est beaucoup plus hétérogène. On pourrait faire l'hypothèse que cela traduit une amorce de gentrification entre 1991 et 2001, avec un maintien des classes populaires (à peu près aussi nombreuses que dans le secteur « c/ Churruca ») accompagné d'une montée des classes supérieures (d'où un ratio de 0,3 en 2001 contre 0,2 dans le secteur « c/ Churruca »).

Une troisième série de variables utilisées dans l'analyse des données portant sur les recensements de 1991, 1996 et 2001, renvoie à **la mobilité**. Le solde migratoire donne un premier aperçu de l'inégale attractivité des différents secteurs du centre ancien. Les deux autres indicateurs permettent de distinguer deux types de populations étrangères, selon qu'elles sont originaires ou non de pays de l'Europe du Nord ou de l'Ouest[714]. Comme l'ont confirmé les entretiens réalisés auprès des agents immobiliers mais aussi des représentants des associations, il existe des différences entre les populations venues des pays de l'Europe du Nord et de l'Ouest, et les autres populations étrangères, concernant à la fois les capacités économiques, les modes de vie et les pratiques spatiales.

Enfin, les trois dernières variables renvoient au **niveau d'études des habitants**. Nous avons distingué les « diplômés du supérieur », c'est-à-dire les personnes de 16 ans ou plus ayant au moins un diplôme de 1er cycle universitaire ou équivalent, et les « non diplômés », c'est-à-dire les résidents moins instruits (les 16 ans ou plus qui sont analphabètes, n'ont pas fait d'études ou bien n'ont pas obtenu le baccalauréat ou un diplôme équivalent)[715]. La part des élèves et des étudiants par rapport à la population totale permet également de cerner le

[714] Pour faciliter la lecture, dans la suite du texte nous les désignerons par « étrangers européens » et « étrangers non européens ».

[715] Ceux qui ont achevé leurs études secondaires mais n'ont pas entamé ou achevé un premier cycle universitaire (ou équivalent) ne représentaient que 3,8 % des personnes de 16 ans ou plus en 2005.

degré de rajeunissement de la population de Ciutat Vella[716]. Les entretiens ont confirmé l'importance que pouvait avoir cette variable dans la compréhension des mutations socio-démographiques du centre. Certains agents immobiliers ont par exemple déclaré que l'environnement du district n'était pas favorable à l'installation de familles avec enfants (manque d'infrastructures scolaires et de loisirs, de commerces…). D'autres soulignaient au contraire l'attractivité du quartier pour les étudiants.

L'ensemble de ces variables est disponible pour les trois recensements de 1991, 1996 et 2001, mais certaines, comme les catégories socio-professionnelles, ne le sont pas en 2005. C'est pourquoi nous avons effectué une analyse séparée pour cette dernière date.

2.2.2 Un jeu de variables différent en 2005

À cette première analyse portant sur les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella aux 3 dates (1991, 1996 et 2001), a succédé une seconde analyse portant sur la situation en 2005. En effet, le manque de concordance dans les catégories utilisées et l'absence de certaines variables ont rendu difficile la réalisation d'une analyse unique portant sur l'ensemble de la période. Jusqu'à ce jour, aucune information postérieure à 2001 n'était disponible concernant la répartition de la population par catégories socio-professionnelles. La liste des variables identiques à celles utilisées pour la période 1991-2001 est la suivante :

- densité à l'hectare ;
- % des 20-34 ans ;
- % de ménages comptant une seule personne ;
- % de ménages de deux personnes ;
- % de ménages de cinq personnes ou plus ;
- solde migratoire ;
- % d'étrangers non originaires de l'Europe de l'Ouest ou du Nord (« étrangers non européens ») ;
- % d'étrangers originaires de l'Europe de l'Ouest ou du Nord (« étrangers européens ») ;
- % de la population de 16 ans ou plus ayant au moins un diplôme de 1er cycle universitaire ou équivalent (« diplômés du supérieur ») ;
- % de la population de 16 ans ou plus n'ayant pas le bac ou équivalent (« non diplômés »).

Nous avons ajouté à cette liste cinq groupes de variables spécifiques à l'analyse portant sur les données de 2005, décrivant l'âge, la taille des ménages, le type de logement, la motorisation des ménages et le niveau d'études (tableau 25) :

[716] Malheureusement, aucun des trois recensements ne permet de distinguer les écoliers d'un côté, et les étudiants de l'autre.

Tableau 25. Variables utilisées uniquement dans l'analyse concernant 2005

	Descriptif de la variable	Abréviations utilisées dans l'analyse	Coefficient de variation en 2005
Âge	% des 20-34 ans	JEUNES_ADULTES	0,15
	% des moins de 20 ans	TRESJEUNES	0,18
	% de 65 ans ou plus	AGES_65+	0,24
Taille des ménages	% de ménages d'une seule personne :		
	- parmi la population de 20 à 34 ans	JEUNES_SEULS	0,30
	- parmi la population de 65 ans ou plus	AGES_SEULS	0,29
Parc de logements	% de logements construits :		
	- avant 1940	LOGanciens	0,32
	- après 1980	LOGrecents	1,08
	% de logements de superficie :		
	- inférieure ou égale à 30 m²	LOGpetits	0,35
	- supérieure à 90 m²	LOGtrgrands	0,59
	Valeur cadastrale moyenne, en euro/m²	CADASTR	0,27
Parc de véhicules	Nombre de véhicules de tourisme pour 100 habitants	VHTparH	1,29
	% de véhicules de tourisme ayant un « potentiel fiscal » égal ou supérieur à 16[717]	VT16	0,47
	% de motos de 500 cc^3 ou plus parmi le parc de motos	MOTOS	0,43
Niveau d'études	% de la population de 16 ans ou plus ayant au moins un diplôme de $3^{ème}$ cycle universitaire ou équivalent	DIPLSUP	0,58

Élaboration personnelle

[717] Le « potentiel fiscal » d'un véhicule est le résultat d'un calcul qui comprend notamment la puissance du moteur. Un potentiel fiscal (PF) supérieur à 16 s'applique donc généralement à des voitures puissantes et d'un certain standing.

Une première série d'indicateurs (part des moins de 20 ans et part des 65 ans ou plus) vient compléter les **données démographiques** déjà disponibles, pour permettre de repérer le rajeunissement de la population de Ciutat Vella. Deux autres variables croisent la taille des ménages (en particulier ceux d'une seule personne) et leur âge. Nous avons fait l'hypothèse que la présence de « gentrifieurs » pouvait être repérée par la surreprésentation de personnes vivant seules ou de couples plutôt jeunes.

Une troisième série de variables met l'accent sur le **logement**. Ces informations n'ont pas été utilisées dans l'analyse précédente, parce que la périodicité de leur collecte ne suit pas celle des recensements de la population. En effet, si l'information existe bien pour 1991, 2001 et 2005, ce n'est pas le cas pour le recensement de 1996. En 2005, la superficie du logement et la période de construction de l'immeuble renseignent sur la structure du parc de logements, mais nous pouvons penser que ces variables permettent également de compenser indirectement l'absence de données socio-économiques. En effet, l'essentiel des logements construits dans le centre ancien à partir des années 1980 est le fait des pouvoirs publics, puisque l'investissement privé s'est dirigé vers la réhabilitation plutôt que vers la construction. La plupart des logements sociaux récents sont soumis au régime HPO[718], ce qui signifie que l'existence de logements récents dans un secteur est sans doute l'indice de la présence de populations à bas revenus. Par ailleurs, d'une manière générale et selon des mécanismes classiques du marché du logement, les logements les plus grands sont a priori les plus chers, même si nous n'avons ici aucune information croisant la taille des logements et leur état d'entretien (dégradé, réhabilité). Enfin la valeur cadastrale moyenne est un indicateur de la valeur des îlots urbains étudiés, définie par les services municipaux de la manière suivante : « està integrat pel valor del sòl i pel de la construcció més serveis, i es corregeix en funció de les característiques particulars de l'immoble »[719]. Elle est en effet la somme de la valeur du terrain, de celle de l'immeuble et des différents équipements disponibles (ligne téléphonique, fibre optique…), corrigées en fonction des caractéristiques particulières de l'immeuble (état de dégradation, valeur patrimoniale ou architecturale). Bien que nous ne disposions ici que d'une valeur moyenne par *zona de recerca petita*, cet indicateur est relativement pertinent pour déterminer dans quels quartiers les logements sont a priori plus chers ou meilleur marché. L'existence de corrélations entre cette variable et la taille ou l'ancienneté des logements nous permettra d'opérer des typologies du bâti.

Une quatrième série de variables concerne la **motorisation des ménages**. Là encore, ces variables n'ont pas pu être intégrées à l'analyse précédente (période 1991-2001), faute de concordance. Un recensement périodique du parc de véhicules est bien réalisé, mais dans sa forme actuelle on ne peut obtenir de données antérieures à 1997, si bien qu'il n'est pas possible de comparer les données de 1991 et de 1996, avec celles dont on dispose pour 2001,

[718] Pour rappel : logements sociaux dits « *habitatge de protecció oficial* », réservés aux catégories les plus modestes de la population.

[719] « [Cette valeur] intègre la valeur foncière et la valeur du bâti en comptant les infrastructures, corrigées en fonction des caractéristiques particulières du bâtiment ».
http://www.bcn.cat/estadistica/catala/dades/timm/classol/notes/index.htm

car la classification adoptée n'est pas la même. Néanmoins, étant donné le manque d'informations à caractère socio-économique pour 2005, il nous a paru pertinent d'intégrer dans l'analyse des variables décrivant le taux de motorisation des résidents (nombre de véhicules pour 100 habitants). Nous avons fait l'hypothèse que dans un quartier au tissu urbain dense, aux rues étroites, où les places de stationnement se limitent le plus souvent aux parkings payants, la possession d'un véhicule est l'indice d'une certaine aisance économique, particulièrement si ce véhicule est puissant.

Enfin une variable porte sur le niveau d'études. Elle permet de repérer, parmi les résidents au capital éducatif plus élevé, ceux d'entre eux qui sont particulièrement diplômés[720].

2.2.3 Des différences plus marquées entre quartiers sur toute la période 1991-2005

Si beaucoup de variables utilisées sont communes à au moins trois des quatre dates, elles ne discriminent pas toutes de la même façon les quartiers, selon la période étudiée. Entre 1991 et 2001, la lecture des coefficients de variation (tableau 23) montre que nous assistons bien à une reprise démographique du centre, mais qu'elle génère des différences de plus en nettes entre les secteurs étudiés, en particulier pour :

- les grands ménages (cinq personnes ou plus) ;
- la part de classes supérieures ;
- la proportion d'étrangers européens (ou non) ;
- le rapport entre la part des classes supérieures et celle des classes populaires en 2001, bien qu'il se resserre depuis 1991 ;
- la part des « très diplômés » (ayant au moins au diplôme universitaire de 3ème cycle ou équivalent) en 2005.

Nous pouvons donc émettre l'hypothèse que le rajeunissement de la population des différents quartiers de Ciutat Vella ne s'accompagne pas systématiquement d'une gentrification, ce dont témoignent l'évolution de la densité et celle de la part des diplômés du supérieur (ayant au moins un diplôme de 1er cycle universitaire ou équivalent).

Ainsi, en ce qui concerne la **densité**, le tableau 26 fait apparaître la baisse de la densité moyenne entre 1991 et 1996, puis le redémarrage de la croissance de la population, particulièrement spectaculaire après 2001.

[720] Dans la suite du texte, nous les désignerons par « très diplômés ».

Tableau 26. Quartiles et coefficient de variation pour la densité à l'hectare

	1991	1996	2001	2005
Q1	194,2	150,9	196,5	241,8
Q2	262,1	249,7	238	285,4
Q3	411,5	369,7	371	524,5
MOYENNE	313	288	293,7	411,1
Intervalle interquartile (Q3 - Q1)	217,3	218,8	174,5	282,7
Coefficient de variation	0,6	0,6	0,6	0,8

Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population 1991, 1996, 2001 ; AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

On constate bien, notamment depuis le début des années 2000, une « reconquête » du centre ancien de Barcelone, qui contribue de plus en plus à l'hétérogénéité entre les différentes *zonas de recerca petita*. L'augmentation de l'intervalle interquartile et du coefficient de variation entre 2001 et 2005 témoigne d'une densification forte mais différenciée des quartiers anciens, par augmentation des valeurs extrêmes, et traduit l'hétérogénéité croissante de la densité entre les différentes *zonas de recerca petita*.

Concernant la part des **diplômés du supérieur** (tableau 27), les écarts sont et restent faibles entre 1991 et 2005, mais ils tendent à se creuser en fin de période. L'examen de l'intervalle interquartile et du coefficient de variation montre que dans un contexte d'homogénéisation relative du niveau d'instruction à l'échelle du district, c'est le coefficient de variation, décrivant l'écart entre les valeurs extrêmes, qui augmente.

Tableau 27. Quartiles et coefficient de variation pour la part des diplômés du supérieur

	1991	1996	2001	2005
Q1	3,5	5,2	10	12,9
Q2	6,2	9,7	14,5	18,4
Q3	10,1	14,1	21,6	25,9
MOYENNE	7,2	10,6	16	19,8
Intervalle interquartile (Q3-Q1)	6,6	8,9	11,6	13
Coefficient de variation	0,6	0,5	0,4	0,8

Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population 1991, 1996, 2001 ; AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

2.3 Repérer le statut socio-économique des habitants en 2005

L'absence de variables concernant les catégories socio-professionnelles en 2005 constitue une limite pour saisir l'évolution socio-économique de la population du centre ancien de Barcelone sur une période longue.

Pour contourner cette difficulté, nous avons cherché à repérer le statut des habitants à partir d'indicateurs indirects dont nous disposions à la fois pour 2005 et pour la période précédente. Avant de mener les analyses plurivariées proprement dites, nous avons donc testé la qualité de ces indicateurs pour voir si, effectivement, ils étaient corrélés avec les catégories socio-professionnelles en 1991 et 2001. Nous supposons que si des corrélations fortes existent entre les variables décrivant les catégories socio-professionnelles et celles concernant d'autres dimensions du centre ancien, elles doivent alors sans doute l'être également en 2005. Dans ce cas, il devient possible d'utiliser ces indicateurs indirects pour remplacer des données non disponibles en 2005. Parmi ces variables, nous nous sommes intéressé particulièrement à celles portant sur le niveau d'études, dont on peut supposer qu'il est lié aux catégories socio-professionnelles, et celles qui concernent le logement et la motorisation des ménages, dont on peut supposer qu'ils sont liés aux revenus.

2.3.1 Caractéristiques du logement et catégories socio-professionnelles des habitants

Les variables décrivant le parc de logements constituent-elles des indicateurs indirects pertinents pour saisir le statut socio-économique des habitants de Ciutat Vella ? Pour explorer les relations entre catégories socio-professionnelles et parc de logement, nous avons mené une série d'analyses bivariées à l'échelle des *zonas de recerca petita* sur des données en 1991 et en 2001. Les variables utilisées sont résumées dans le tableau 28 :

Tableau 28. Les variables utilisées dans l'analyse des relations entre logements et catégories socio-professionnelles en 1991 et en 2001

Variables utilisées dans l'analyse	Référence dans l'analyse	Coefficient de variation	
		En 1991	En 2001
% de la population active appartenant :			
- aux catégories socio-professionnelles populaires	CSP_bas	0,13	0,18
- aux catégories socio-professionnelles moyennes	CSP_moyens	0,27	0,13
- aux catégories socio-professionnelles supérieures	CSP_hauts	0,59	0,38
% de logements construits :			
- avant 1940	LOGanciens	1,29	0,19
- après 1980	LOGrecents	2,01	1,12
% de logements de superficie :			
- inférieure ou égale à 30 m²	LOGpetits	0,91	0,58
- supérieure à 90 m²	LOGtrgrands	0,65	0,59
% de la population de 16 ans ou plus :			
- ayant au moins un diplôme de 1er cycle universitaire ou équivalent	DIPL	0,59	0,42
- n'ayant pas le baccalauréat ou un diplôme équivalent	NONDIPL	0,14	0,22

Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population de 1991 et 2001

L'examen des coefficients de variation montre qu'en même temps que le niveau d'études augmente de manière générale, les écarts entre *zonas de recerca petita* diminuent

entre 1991 et 2001 pour la proportion de diplômés du supérieur (coefficient de variation en baisse) mais qu'au contraire elles sont de plus en plus marquées concernant la part des non diplômés (coefficient de variation en hausse). On constate aussi que les variables associées au parc de logements sont beaucoup plus discriminantes entre les secteurs que celles décrivant les catégories socio-professionnelles, aussi bien en 1991 qu'en 2001. Concernant les logements récents, de grandes différences apparaissent entre *zonas de recerca petita*, ce qui s'explique aisément compte tenu du fait que la construction neuve s'est concentrée dans certains secteurs de Ciutat Vella. Les écarts se réduisent entre 1991 et 2001, puisque le coefficient de variation est plus faible en 2001 qu'en 1991 pour les variables LOGanciens et LOGrecents : on observe une légère tendance à la diffusion de la construction neuve[721]. La taille des logements est également un critère relativement discriminant, aussi bien en 1991 qu'en 2001.

Dans ces conditions, les variables décrivant le parc de logements peuvent-elles être considérées comme des indicateurs pertinents pour pallier l'absence de variables décrivant les catégories socio-professionnelles en 2005 ? Pour répondre à cette question, nous étudierons à des dates différentes les relations entre les indicateurs de statut socio-professionnel et les variables décrivant le parc de logements. Nous comparerons les matrices de corrélations résumant les principales relations à deux dates, respectivement 1991 et 2001. Si des corrélations fortes se maintiennent entre ces deux dates, alors il en est probablement de même pour 2005, et nous pourrons considérer les variables décrivant le parc de logements comme pertinentes pour saisir indirectement le statut socio-professionnel des résidents en 2005.

L'analyse des corrélations en 1991 met évidence des associations et des oppositions (tableau 29).

Tableau 29. Matrice des corrélations linéaires entre catégories socio-professionnelles et parc de logements en 1991

	CSP_bas	CSP_moyens	CSP_hauts	DIPL	NONDIPL	LOGanciens	LOGrecents	LOGpetits	LOGtrgrands
CSP_bas									
CSP_moyens	**- 0,99**								
CSP_hauts	**- 0,70**	**0,66**							
DIPL	**- 0,93**	**0,94**	**0,61**						
NONDIPL	**0,92**	**- 0,92**	**- 0,67**	**- 0,90**					
LOGanciens	- 0,27	0,28	0,11	0,17	- 0,16				
LOGrecents	0,21	- 0,20	- 0,20	- 0,22	0,24	- 0,12			
LOGpetits	0,39	- 0,40	- 0,04	- 0,48	0,38	- 0,16	0,26		
LOGtrgrands	**- 0,70**	**0,70**	**0,43**	**0,81**	**- 0,76**	0,07	- 0,33	**- 0,59**	

Élaboration personnelle

[721] On doit cependant d'emblée souligner que ce recensement ne prend malheureusement pas en compte les opérations plus récentes autour du secteur « Pou de la Figuera » ou de la Rambla del Raval, qui ont à nouveau renforcé la polarisation des logements sociaux dans certains secteurs.

Bien que ce soit l'ancienneté du parc de logements qui introduise le plus de variations entre les différentes *zonas de recerca petita* (au vu des coefficients de variation), c'est la taille du logement qui apparaît comme le facteur le plus discriminant entre les différentes catégories socio-professionnelles. Trois ensembles de relations peuvent être repérées : les corrélations entre niveaux d'études et catégories socio-professionnelles ; celles qui existent entre logements et catégories socio-professionnelles ; et enfin, celles qui associent types de logements et niveaux d'études.

Concernant les relations entre le niveau d'études et les catégories socio-professionnelles, on observe bien un certain nombre d'associations (corrélations positives, en rouge) et d'oppositions (corrélations négatives, en bleu), qui s'expliquent aisément : la corrélation est très forte entre la part des non diplômés et celle des catégories socio-professionnelles populaires (0,92) ou entre la part des diplômés du supérieur et celle des catégories socio-professionnelles supérieures (0,61). Autrement dit, plus la part de classes populaires ou celle des non diplômés est forte et plus les proportions de classes aisées et de populations diplômées du supérieur sont faibles. La part des classes moyennes est quant à elle associée à celle des diplômés du supérieur (0,94) et opposée à celle des non diplômés (-0,92). Elle s'oppose par ailleurs très fortement à celle des classes populaires (-099) mais coïncide avec celle des classes supérieures (0,66), ce qui s'explique par la très faible part des classes supérieures à Ciutat Vella en 1991. On peut aussi supposer que dans le centre ancien de Barcelone, les classes moyennes et supérieures constituent encore un groupe relativement homogène. La polarisation sociale semble donc très forte, même s'il faut rappeler que nous avons ici des données agrégées à l'échelle des *zonas de recerca petita*, ce qui tend à gommer certaines différences.

En ce qui concerne les corrélations entre les variables liées aux catégories socio-professionnelles et celles décrivant le parc de logements, on remarque avant tout que la distribution des logements très grands (plus de 90 m²) est opposée à celle des classes populaires et associée à celles des classes moyennes et supérieures. Là aussi l'explication est assez logique, les logements très grands coûtant plus cher, d'autant qu'une corrélation négative existe entre les logements récents et les logements très grands. Bien que faible, elle exprime sans doute le fait que parmi les logements récemment construits, dont la grande majorité sont des logements sociaux, les logements de plus de 90 m² sont sous-représentés. Cependant, la corrélation entre la part des petits logements et celle des classes supérieures n'est pas significative, alors qu'elle est négative avec celle des classes moyennes. On peut supposer que les classes supérieures sont composées de ménages de plus petite taille que ceux appartenant aux classes moyennes, ou plus âgés, ne recherchant donc pas systématiquement les très grands logements et ne refusant pas non plus les logements plus petits.

Enfin, concernant les relations entre le niveau d'études et le parc de logements, on constate que la part des diplômés du supérieur est corrélée positivement avec celle des très grands logements, mais négativement avec celle des petits logements (30 m² ou moins). Une forte proportion de logements très grands est l'indice d'une proportion élevée de populations

diplômées du supérieur, elle-même liée à la forte présence de classes moyennes et supérieures. À l'inverse, une forte proportion de petits logements est l'indice de la forte présence de populations non diplômées et de classes populaires. On constate aussi que les corrélations de la part des diplômés du supérieur sont plus faibles avec les variables liées à l'ancienneté du parc de logements, qu'avec celles concernant la taille des logements. Cela semble indiquer que les ménages les plus diplômés, généralement de classes moyennes ou supérieures, privilégient le critère du confort plutôt que celui de l'ancienneté, ou bien qu'une partie des logements les plus anciens reste dégradée, donc peu recherchée par les classes moyennes ou supérieures.

Les relations mises en évidence en 1991 existent-elles toujours en 2001 ? Les corrélations entre les variables liées aux catégories socio-professionnelles et celles décrivant le parc de logements sont-elles stables d'une décennie à l'autre ?

Tableau 30. Matrice des corrélations linéaires entre catégories socio-professionnelles et parc de logements en 2001

	CSP_bas	CSP_moyens	CSP_hauts	DIPL	NONDIPL	LOGanciens	LOGrecents	LOGpetits	LOGtrgrands
CSP_bas									
CSP_moyens	**- 0,78**								
CSP_hauts	**- 0,97**	**0,61**							
DIPL	**- 0,92**	**0,52**	**0,96**						
NONDIPL	**0,87**	**- 0,57**	**- 0,89**	**- 0,89**					
LOGanciens	- 0,32	0,05	0,38	0,40	- 0,37				
LOGrecents	0,38	- 0,36	- 0,35	- 0,34	0,36	**- 0,63**			
LOGpetits	0,30	- 0,01	- 0,38	- 0,42	0,37	- 0,36	- 0,07		
LOGtrgrands	**- 0,81**	**0,53**	**0,82**	**0,83**	**- 0,81**	0,33	- 0,34	**- 0,50**	

Élaboration personnelle

Là encore, nous pouvons distinguer trois ensembles de relations (tableau 30) : les corrélations entre niveaux d'études et catégories socio-professionnelles ; celles existant entre logements et catégories socio-professionnelles ; et enfin celles entre logements et niveaux d'études. On constate d'une manière générale que les principales associations et oppositions se sont maintenues entre 1991 et 2001, dans un contexte d'hétérogénéité croissante de la catégorie des classes moyennes.

Concernant les relations entre les variables décrivant le niveau d'études et celles portant sur les catégories socio-professionnelles, on retrouve l'association entre la part des classes populaires et celle des non diplômés, et celle entre classes supérieures et diplômés du supérieur. En revanche, la catégorie des classes moyennes paraît beaucoup plus hétérogène qu'en 1991 : elle est moins fortement corrélée avec les classes supérieures ou les diplômés du supérieur et moins opposée aux non diplômés. Entre 1991 et 2001, la mixité croissante mais inégale du statut socio-professionnel des habitants au sein des différents quartiers fait que les classes moyennes sont tantôt associées aux classes supérieures, tantôt aux classes populaires.

Il est également possible que les classes moyennes dans le centre ancien de Barcelone soient devenues plus composites, du fait d'une diversification des métiers et du statut socio-économique des habitants.

En ce qui concerne les corrélations entre les variables décrivant le parc de logements et celles liées aux catégories socio-professionnelles, on constate que, comme en 1991, la part des très grands logements est fortement opposée à celle des classes populaires et associée à celles des classes moyennes et supérieures, en particulier avec ces dernières, ce qui est nouveau par rapport à 1991. De même, les relations entre la part des petits logements et celles des différentes catégories socio-professionnelles ont évolué : en 1991, la présence des classes populaires lui était associée et celle des classes moyennes lui était opposée. En 2001, c'est cette fois-ci la part des classes supérieures qui est opposée à celle des petits logements, tandis que la relation avec les classes moyennes n'est plus significative. Deux hypothèses complémentaires peuvent expliquer se renversement :

- l'hétérogénéité croissante de la catégorie « classes moyennes » et l'homogénéité croissante de celle des classes supérieures ;
- le glissement d'une partie de la classe moyenne vers un statut plus aisé, entre 1991 et 2001.

Enfin, concernant les relations entre les variables décrivant le parc de logements et celles liées au niveau d'études, on retrouve en 2001 les principales corrélations mises en évidence en 1991 : association forte entre la part des diplômés du supérieur et celle des très grands logements, et entre celle des non diplômés et celle des petits logements, mais aussi corrélations plus fortes de la part des diplômés du supérieur avec les variables liées à la taille des logements, plutôt qu'avec celles liées à l'ancienneté du parc de logements.

La majorité des corrélations repérées en 1991 restent donc identifiables en 2001, malgré quelques ajustements, qui tiennent essentiellement à un repositionnement des classes moyennes et qui témoignent d'une amélioration sensible des conditions de vie dans le centre ancien de Barcelone.

Au total, l'analyse effectuée sur les données de 1991 et 2001 a montré qu'il existait une corrélation forte entre d'une part le niveau de diplômes et la catégorie socio-professionnelle, ce qui semble logique, d'autre part entre la taille des logements et la catégorie socio-professionnelle. Ce constat justifie que l'on utilise, pour l'analyse portant sur les données en 2005, les variables sur la taille des logements ou l'ancienneté du bâti comme indicateurs permettant de repérer le statut socio-économique des secteurs, car elles se révèlent particulièrement bien corrélées avec la part des classes populaires et celle des classes supérieures.

D'autres variables, liées à la motorisation des ménages, constituent également un moyen indirect d'évaluer la répartition des catégories socio-professionnelles en 2005.

2.3.2 La motorisation des ménages dans le centre ancien comme indicateur de leur statut socio-économique

Comme précédemment, nous avons effectué une recherche des corrélations pour tester la pertinence des variables portant cette fois sur la motorisation des ménages comme descripteurs du statut socio-économique. Peut-on, par leur intermédiaire, compenser l'absence de données sur les catégories socio-professionnelles dans l'analyse plurivariée portant sur 2005 ?

Le tableau 31 décrit les 6 variables retenues en 1996 (1997 pour le parc de véhicules) et en 2001, pour les 37 *zonas de recerca petita* successivement en 1996/1997 et en 2001, portant sur les catégories socio-professionnelles, la taille des ménages et le parc de véhicules :

Tableau 31. Variables utilisées dans l'analyse des corrélations entre catégories socio-professionnelles et motorisation des ménages en 1996 et en 2001

Variables utilisées dans l'analyse	Référence dans l'analyse	Coefficient de variation	
		En 1996/1997	En 2001
% de la population active appartenant :			
- aux catégories socio-professionnelles populaires	CSP_bas	0,32	0,18
- aux catégories socio-professionnelles moyennes	CSP_moyens	0,11	0,13
- aux catégories socio-professionnelles supérieures	CSP_hauts	0,24	0,38
Nombre de véhicules de tourisme pour 100 habitants	VHTparH	0,99	0,69
% de véhicules de tourisme ayant un « potentiel fiscal » égal ou supérieur à 16	VT16	0,54	0,59
% de motos de 500 cc^3 ou plus parmi le parc de motos	MOTOS	0,32	0,49
% de ménages :			
- d'une seule personne	MEN_5	0,11	0,08
- de deux personnes	MEN_2	0,12	0,08
- de cinq personnes ou plus	MEN_1	0,22	0,32
% d'écoliers et d'étudiants	SCOLARISES	0,11	0,21

Élaboration personnelle
Sources : recensements de la population de 1996 et 2001, recensements du parc de véhicules de 1997 et 2001

L'analyse des coefficients de variation montre que le taux de motorisation des ménages et la part des véhicules de tourisme ayant un « potentiel fiscal » égal ou supérieur à 16 constituent les variables les plus discriminantes. Ce sont elles qui introduisent le plus de variation entre les différentes *zonas de recerca petita*. Entre 1997 et 2001, le coefficient de variation baisse en ce qui concerne le taux de motorisation, ce qui signifie sans doute une homogénéisation relative. En revanche c'est la puissance des véhicules qui discrimine un peu plus, aussi bien pour les voitures que pour les motos. La taille des ménages semble par contre peu discriminante (sauf pour les ménages de grande taille).

Parmi les variables que nous venons de présenter, celles décrivant le parc de véhicules étant très discriminantes, on peut supposer qu'elles peuvent servir d'indicateurs indirects du statut socio-professionnel. Pour le vérifier, nous avons testé l'existence et la stabilité des corrélations entre 1996/1997 et 2001.

Les associations et les oppositions entre les variables en 1996/1997 sont résumées par le tableau 32. Elles mettent en évidence l'association forte entre les variables sur le parc de véhicules et celles sur les catégories socio-professionnelles. Elles montrent aussi que le statut socio-économique du ménage joue plus que sa taille sur la possession d'un véhicule.

Tableau 32. Matrice des corrélations linéaires de l'analyse entre catégories socio-professionnelles et équipement en véhicules en 1996/1997

	CSP_bas	CSP_moyens	CSP_hauts	VHTparH	MOTOS	VT16	MEN_1	MEN_2	MEN_5	SCOLARISES
CSP_bas										
CSP_moyens	**- 0,65**									
CSP_hauts	**- 0,96**	**0,45**								
VHTparH	- 0,14	0,07	0,13							
MOTOS	- 0,08	- 0,08	0,14	0,01						
VT16	**- 0,63**	**0,50**	**0,59**	0,01	- 0,22					
MEN_1	- 0,14	- 0,22	0,18	- 0,01	0,12	0,02				
MEN_2	- 0,27	0,13	0,28	0,13	0,19	0,13	0,23			
MEN_5	**0,35**	**- 0,38**	**- 0,35**	- 0,23	- 0,23	- 0,22	0,18	**- 0,36**		
SCOLARISES	**0,32**	- 0,23	**- 0,31**	- 0,13	**- 0,34**	- 0,22	- 0,12	**- 0,40**	**0,65**	

Élaboration personnelle

Dans l'analyse des corrélations en 1996/1997, trois ensembles de relations peuvent être repérées : entre catégories socio-professionnelles et taille des ménages ; entre catégories socio-professionnelles et parc de véhicules ; enfin, entre parc de véhicules et taille des ménages.

Concernant les relations entre catégories socio-professionnelles et taille des ménages, dans le cas des classes populaires on note clairement une association avec les ménages de grande taille (cinq personnes ou plus) et une opposition avec les ménages de petite taille (une ou deux personnes). Les classes supérieures sont quant à elles associées à la présence de ménages de petite taille et opposées à celle de ménages de grande taille. Les classes moyennes sont en position intermédiaire, avec une opposition avec la présence de ménages de grande taille.

En ce qui concerne les relations entre catégories socio-professionnelles et parc de véhicules, certaines corrélations sont également remarquables. Si un statut socio-économique élevé est peu corrélé au taux de motorisation, on constate que la proportion de véhicules ayant un potentiel fiscal élevé est fortement associée à la présence des classes moyennes ou supérieures. À l'inverse, elle est fortement opposée à celle des classes populaires. Une voiture coûte cher à l'achat et à l'entretien, en particulier une voiture puissante, d'où sa faible proportion dans les secteurs où les catégories populaires sont nombreuses.

Les corrélations entre le parc de véhicules et la taille des ménages s'avèrent peu significatives. Cette dernière variable semble peu jouer sur la possession d'un véhicule, ce qui pourrait signifier que dans le centre ancien de Barcelone une taille des ménages importante (signe d'une forte proportion de classes populaires, composées soit de familles nombreuses

soit de familles plus petites qui cohabitent) n'induit pas forcément une motorisation du ménage. On note aussi l'absence de corrélation significative entre la proportion d'élèves et d'étudiants, et le taux de motorisation : le fait d'avoir des enfants ne semble pas influer sur la possession d'un véhicule, même si on ne peut spécifiquement distinguer ici les étudiants qui vivent souvent seuls, des élèves qui vivent en famille.

Les relations mises en évidence en 1996/1997 se maintiennent-elles en 2001 ? Les corrélations entre les variables liées aux catégories-socioprofessionnelles et celles décrivant le parc de véhicules sont-elles stables d'une décennie à l'autre ? Là encore, nous pouvons distinguer trois ensembles de relations : entre catégories-socioprofessionnelles et taille des ménages ; entre catégories-socioprofessionnelles et parc de véhicules ; enfin, entre parc de véhicules et taille des ménages. On constate que certaines relations ont tendance à se renforcer, et que les variables décrivant le parc de véhicules sont de plus en plus nettement corrélées à celles liées aux catégories socio-professionnelles (tableau 33) :

Tableau 33. Matrice des corrélations linéaires de l'analyse entre catégories-socioprofessionnelles et parc de véhicules en 2001

	CSP_bas	CSP_moyens	CSP_hauts	VHTparH	MOTOS	VT16	MEN_1	MEN_2	MEN_5	SCOLARISES
CSP_bas										
CSP_moyens	**- 0,78**									
CSP_hauts	**- 0,97**	**0,61**								
VHTparH	- 0,40	**0,38**	**0,37**							
MOTOS	- 0,09	0,09	0,08	**0,70**						
VT16	**- 0,64**	**0,38**	**0,67**	0,16	- 0,16					
MEN_1	**- 066**	**0,38**	**0,69**	0,23	0,20	**0,45**				
MEN_2	**- 0,39**	**0,42**	**0,33**	**0,35**	0,10	0,23	- 0,04			
MEN_5	**0,69**	**- 0,72**	**- 0,60**	**- 0,37**	- 0,10	**- 0,37**	**- 0,44**	**- 0,60**		
SCOLARISES	0,24	- 0,19	- 0,23	- 0,04	- 0,12	- 0,10	- 0,15	**- 0,48**	**0,36**	

Élaboration personnelle

Concernant les relations entre catégories-socioprofessionnelles et taille des ménages, les principales corrélations repérées en 1996/1997 se renforcent en 2001 : la présence des classes populaires est plus fortement associée à celle des ménages de grande taille et plus fortement opposée à celle des ménages de petite taille (de deux, mais surtout d'une seule personne). Pour les classes supérieures, les corrélations sont également les mêmes qu'en 1996/1997, mais plus élevées. Par contre, on constate que la distribution des classes moyennes tend à se rapprocher de celle des classes supérieures en ce qui concerne la taille des ménages.

Pour les relations entre les catégories socio-professionnelles et le parc de véhicules, on constate aussi des corrélations plus fortes en 2001 qu'en 1996/1997 : le taux de motorisation des ménages est nettement plus opposé à la part des classes populaires, et beaucoup plus associé à celles des classes moyennes et supérieures. La part des véhicules ayant un potentiel fiscal supérieur ou égal à 16, est toujours fortement associée à celle des classes supérieures.

Enfin, les corrélations entre le parc de véhicules et la taille des ménages tendent aussi à se renforcer : la part des ménages de grande taille est toujours opposée au taux de motorisation. En 2001, on observe cependant une association forte entre la part des personnes vivant seules et celle des voitures puissantes, ce qui s'explique par la corrélation positive entre ménages d'une seule personne et classes supérieures. La position des ménages composés de deux personnes est intermédiaire : nettement plus associée au taux de motorisation que la part des ménages de petite taille, est l'est moins avec celle de voitures puissantes.

En conclusion, l'analyse des relations entre variables socio-démographiques et motorisation des ménages confirme :

- une corrélation positive entre la part des classes moyennes et supérieures et le taux de motorisation des ménages ;
- une corrélation positive entre la part des classes supérieures et celle des voitures puissantes ;
- une corrélation négative entre la part des classes populaires et le taux de motorisation des ménages.

Il paraît donc légitime d'utiliser les variables portant sur le parc de véhicules en 2005, en l'absence de variables décrivant les catégories-socioprofessionnelles : le taux de motorisation semble un bon indicateur pour repérer la situation sociale des secteurs, parce qu'il dépend plus de la situation socio-économique du ménage que de sa taille.

Pour répondre aux différents questionnements évoqués au début du chapitre, nous avons mis en place une méthodologie d'analyse statistique multivariée, à partir d'une série de variables observées à des dates différentes. L'examen des coefficients de variation et de leur évolution entre 1991 et 2005 a mis en évidence la pertinence de cette sélection, parce que ces indicateurs discriminent fortement entre eux les différents secteurs de Ciutat Vella.

Pour compenser l'absence d'information socio-économique en 2005, nous avons cherché à identifier des indicateurs indirects susceptibles de remplacer les variables sur le statut socio-professionnel. Dans un premier temps, nous avons observé que la taille des logements était fortement corrélée avec la proportion des différentes catégories socio-professionnelles. Dans l'analyse portant sur les données de 2005, nous supposerons donc qu'une forte proportion de logements de grande taille va de pair avec celle des classes supérieures. Dans un second temps, nous avons montré que le taux de motorisation des ménages de Ciutat Vella dépendait plus de leur statut socio-économique que de leur taille. Là encore, dans l'analyse sur les données de 2005, des taux de motorisation élevés constitueront un indicateur d'une forte présence des classes moyennes ou supérieures. Au total, en l'absence de données concernant les catégories socio-professionnelles, la taille des logements et le taux de motorisation des ménages constituent des indicateurs fiables du statut socio-économique des ménages.

Par ailleurs nous avons mis en évidence certains changements sociaux dans le centre ancien entre 1991 et 2001 : une progression de la proportion des classes moyennes et supérieures et une homogénéisation du niveau d'instruction. Les analyses plurivariées portant sur la période allant de 1991 à 2001 et sur la situation en 2005 nous permettrons d'aller plus loin, en explorant les multiples dimensions des processus de gentrification (par exemple en ce qui concerne la structure des ménages ou le niveau d'études) et en décrivant de manière synthétique les trajectoires des différents quartiers du centre ancien de Barcelone.

CHAPITRE 8
GENTRIFICATION, DÉSEMBOURGEOISEMENT, MARGINALISATION : LES CHANGEMENTS SOCIAUX DANS LE CENTRE ANCIEN DE BARCELONE ENTRE 1991 ET 2005

Après avoir exposé l'apport des méthodologies plurivariées et les variables qui seront utilisées, nous présentons ici les résultats de deux analyses en composantes principales (ACP) : l'une portant sur les données en 1991, 1996 et 2001, et l'autre sur la situation en 2005. Dans les deux cas, nous identifierons la signification des axes factoriels, avant d'examiner la position des quartiers dans les plans factoriels les plus significatifs.

Nous présenterons ensuite la synthèse des résultats de deux classifications ascendantes hiérarchiques (CAH) menées sur les quartiers. La première a porté sur les données en 1991, 1996 et 2001, et la seconde sur la situation en 2005.

Au total, les analyses statistiques multivariées mettent bien en évidence une amélioration générale des conditions de vie des ménages entre 1991 et 2005, dans un contexte de rajeunissement de la population et de reprise démographique généralisée, fortement alimentée par les flux migratoires. Mais les évolutions socio-démographiques s'avèrent très différenciées d'un secteur à l'autre, introduisant de nouveaux clivages entre des quartiers en cours de gentrification, des secteurs en cours de « désembourgeoisement », d'autres en voie de marginalisation, et d'autres encore plutôt stables sur le plan socio-démographique. Les évolutions récentes à Ciutat Vella brouillent les oppositions traditionnelles entre « quartiers populaires » et « quartiers bourgeois ».

1. DERRIÈRE L'AMÉLIORATION GÉNÉRALE DES CONDITIONS DE VIE ENTRE 1991 ET 2001, UNE HÉTÉROGÉNÉITÉ SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE CROISSANTE

Une première analyse en composantes principales a porté sur les 37 *zonas de recerca petita*, à partir des données des recensements de population de 1991, 1996 et 2001 (ce qui porte le nombre d'unités statistiques à 111, décrites par 21 variables). Les résultats montrent qu'en 1991, les oppositions restent fortes entre quartiers populaires, où sont surreprésentés les classes populaires, les non diplômés et les grands ménages, et quartiers aisés, où les classes supérieures, les diplômés du supérieur et les ménages de petite ou moyenne taille sont nombreux. Mais cette opposition se brouille progressivement du fait d'une amélioration continue mais différenciée des conditions de vie des ménages entre 1991 et 2001. Dans ce contexte, le rajeunissement de la population, alimenté notamment par la reprise de l'immigration d'origine étrangère non européenne, apparaît comme un phénomène récent.

1.1 Des oppositions fortes entre catégories socio-professionnelles, et des profils migratoires différents

La matrice des corrélations linéaires (tableau 34) met en évidence de fortes relations entre catégories socio-professionnelles et niveaux d'études, mais aussi entre catégories socio-professionnelles et taille des ménages. Elle montre également que coexistent dans le centre ancien de Barcelone plusieurs types de populations étrangères, clairement identifiables.

Certaines des relations observées vont de soi. Elles concernent essentiellement les associations entre les variables socio-économiques et celles décrivant les niveaux d'études. Une forte proportion de classes populaires (variable CSP_bas) s'accompagne d'une forte proportion de non diplômés (variable NONDIPL) et d'une faible proportion de diplômés du supérieur (opposition entre les variables CSP_bas et DIPL). On trouve aussi, logiquement, une corrélation négative très forte entre les classes supérieures (CSP_hauts) et les classes populaires (CSP_bas). Enfin, les corrélations les plus triviales concernent aussi la structure par âge : par exemple, la part des retraités (RETRAIT) et la part des 20-34 ans (JEUNES_ADULTES) sont corrélées négativement.

Tableau 34. Matrice des corrélations de l'ACP 1991/2001 (extrait : ne figurent que les corrélations les plus significatives)

	VIEIL (Taux de vieillissement)	JEUNES_ADULTES (% de 20-34 ans)	MEN_1 (% de ménages d'une personne)	MEN_2 (% de ménages de deux personnes)	MEN_5 (% de ménages de cinq personnes ou plus)	ACTIFS (% par rapport à la population totale)	CHOM (taux de chômage par rapport à la population active)	RETRAIT (% de retraités par rapport à la population totale)	CSP_bas (% de classes populaires par rapport à la population active)	CSP_moyens (% de classes moyennes par rapport à la population active)	CSP_hauts (% de classes supérieures par rapport à la population active)	rCSP-H_B (rapport entre le % de classes supérieures et le % de classes populaires)	rCSP-H_M (rapport entre le % de classes supérieures et le % de classes moyennes)	rCSP-M_B (rapport entre le % de classes moyennes et le % de classes populaires)	ETR (% d'étrangers non originaires de l'Europe de l'Ouest ou du Nord)	EUROP (% d'étrangers originaires de l'Europe de l'Ouest ou du Nord)	DIPL (Part des 16 ans ou plus ayant au moins un diplôme universitaire de 1er cycle ou équivalent)	NONDIPL (Part des 16 ans ou plus n'ayant pas le baccalauréat ou un diplôme équivalent)	SCOLARISES (% d'élèves et d'étudiants)
VIEIL																			
JEUNES_ADULTES																			
MEN_1																			
MEN_2																			
MEN_5	- 0,52		- 0,46																
ACTIFS																			
CHOM						- 0,85													
RETRAIT	0,58	- 0,77				- 0,48	0,55												
CSP_bas			- 0,46		0,55														
CSP_moyens	0,46							0,44											
CSP_hauts			0,72		- 0,57				- 0,81										
rCSP-H_B					- 0,55				- 0,87		0,95								
rCSP-H_M		0,46	0,72		- 0,43							0,69							
rCSP-M_B	0,64			0,41					- 0,81	0,78		0,58							
ETR		0,84	0,46					- 0,71		- 0,52									
EUROP		0,43	0,48				- 0,45	- 0,42	- 0,53		0,52	0,47	0,59		0,49				
DIPL	0,42		0,45		- 0,47		- 0,41		- 0,85		0,68	0,72			0,40	0,78			
NONDIPL		- 0,54			0,43		0,56	0,42	0,71			- 0,57	- 0,59			- 0,78			
SCOLARISES	- 0,41				0,52														

Élaboration personnelle

D'autres corrélations sont en revanche moins évidentes. C'est notamment le cas des variables décrivant la taille des ménages. L'hypothèse que l'on peut formuler est que les ménages ne comptant qu'une seule personne se rencontrent plutôt dans les tranches aisées de la population, comme nous l'avions vu précédemment, puisque dans les *zonas de recerca petita* où les classes supérieures sont nombreuses, les personnes vivant seules le sont également, et inversement (association entre CSP_hauts et MEN_1 ou bien entre rCSP-H_M et MEN_1). Au-delà des trajectoires de vie personnelles, il est clair que pouvoir occuper seul un logement dans le centre ancien nécessite une capacité économique relativement importante. On constate d'ailleurs que la corrélation est très faible entre la part des classes supérieures et celle des ménages de deux personnes (MEN_2), et négative entre celle des classes supérieures et celle des ménages de grande taille (MEN_5). C'est l'inverse pour les classes populaires, dont la corrélation est négative avec la part des ménages d'une personne, et positive avec celle des ménages de grande taille. Quant à la part des classes moyennes, elle est corrélée positivement à celle des ménages de deux personnes mais négativement à celle des plus petits ménages (une seule personne).

En ce qui concerne les variables liées à la mobilité, une part importante de populations étrangères (en particulier pour les étrangers non européens) s'accompagne d'une forte proportion de 20-34 ans (JEUNES_ADULTES). On consate également une corrélation négative entre la part des étrangers non européens (ETR) et celle des retraités (RETRAIT). Deux hypothèses peuvent expliquer cette relation : soit les immigrants étrangers sont plutôt des populations jeunes, venues en quête de travail ou pour étudier, soit les jeunes et les étrangers non européens occupent le même segment du parc de logements (petits logements moins onéreux ou grands logements en colocation), dans les mêmes secteurs du centre ancien de Barcelone.

Deux profils différents coexistent au sein de la population étrangère. La part des étrangers européens (EUROP) est corrélée positivement à celle des diplômés du supérieur (DIPL) et à celle des classes supérieures (CSP_hauts), alors que la corrélation est plus faible entre la part des étrangers non européens (ETR) et celle des diplômés du supérieur. De même, la corrélation négative est beaucoup plus forte entre la part des étrangers européens et celle des non diplômés (NONDIPL) qu'entre la part des étrangers non européens et celle des non diplômés. Les étrangers européens se distinguent de l'ensemble de la population étrangère à Ciutat Vella par un capital éducatif plus important, qui les rapproche du profil des classes supérieures.

Enfin une dernière corrélation remarquable, entre la part des actifs et le taux de chômage, est plus difficile à interpréter. Le fait que le taux de chômage soit faible lorsque la part des actifs est importante, ne permet pas d'établir ici de modèle explicatif clair. Un taux de chômage élevé est principalement associé aux fortes proportions de non diplômés. L'âge semble intervenir, puisque le taux de chômage et la part des 20-34 ans sont corrélés négativement, mais cette relation n'est pas forcément significative dans la mesure où la population jeune regroupe aussi des étudiants qui ne sont pas encore entrés sur le marché du

travail. De plus, la forte proportion d'étudiants résidant à Ciutat Vella a donc une incidence sur le nombre d'actifs, donc le nombre de chômeurs.

Le tableau 35 résume les principales hypothèses de relation entre les catégories socio-professionnelles et les autres variables :

Tableau 35. Hypothèses concernant les relations entre catégories socio-professionnelles et les autres variables dans l'ACP pour la période 1991-2001

	Taille des ménages			Niveau d'études		Population étrangère	
	Une personne	Deux personnes	Cinq personnes ou plus	Non diplômés	Diplômés	Européens	Non européens
CS supérieures	+	0	–	–	+	+	0
CS moyennes	–	+	0	0	0	0	–
CS populaires	–	–	+	+	–	–	0

Élaboration personnelle
Le signe + indique une corrélation positive, le signe – une corrélation négative et le 0 l'absence de corrélation significative.

1.2 Des associations entre classes supérieures et étrangers européens, et entre classes populaires et étrangers non européens

L'information statistique peut être résumée par 21 axes factoriels, mais seuls les cinq premiers axes traduisent une information significative, car ils apportent une part de la variance supérieure à la moyenne (c'est-à-dire 4,76 % de l'inertie) et résument à eux cinq 83,5 % de l'information totale (tableau 36).

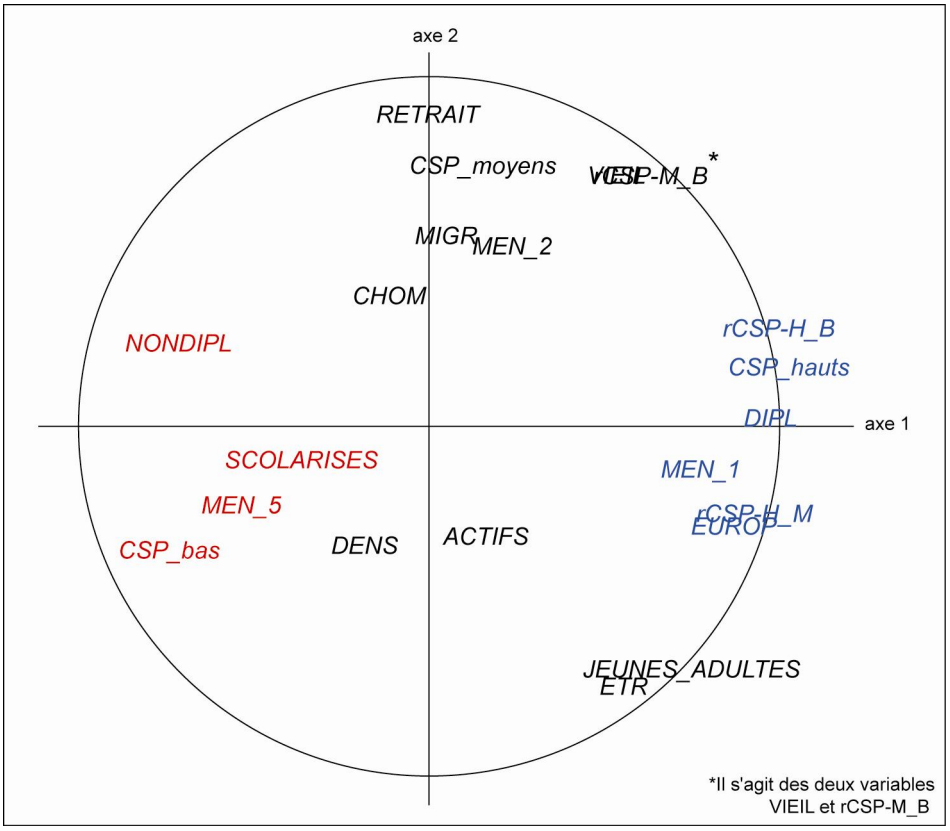
Tableau 36. Valeurs propres par axe pour l'ACP 1991-2001 (extrait)

N° de l'axe factoriel	Inertie (en %)	Cumul (en %)
1	33,6	33,6
2	22,7	56,3
3	14,0	70,3
4	7,7	78,0
5	5,5	83,5
6	3,6	87,1
7	3,2	90,3
8	2,0	92,5

Élaboration personnelle

L'examen des principaux cercles de corrélation confirme l'existence de deux types de profils socio-économiques dans les quartiers du centre ancien de Barcelone.

Figure 31. Cercle des corrélations pour les axes 1 et 2, ACP 1991-2001



Élaboration personnelle

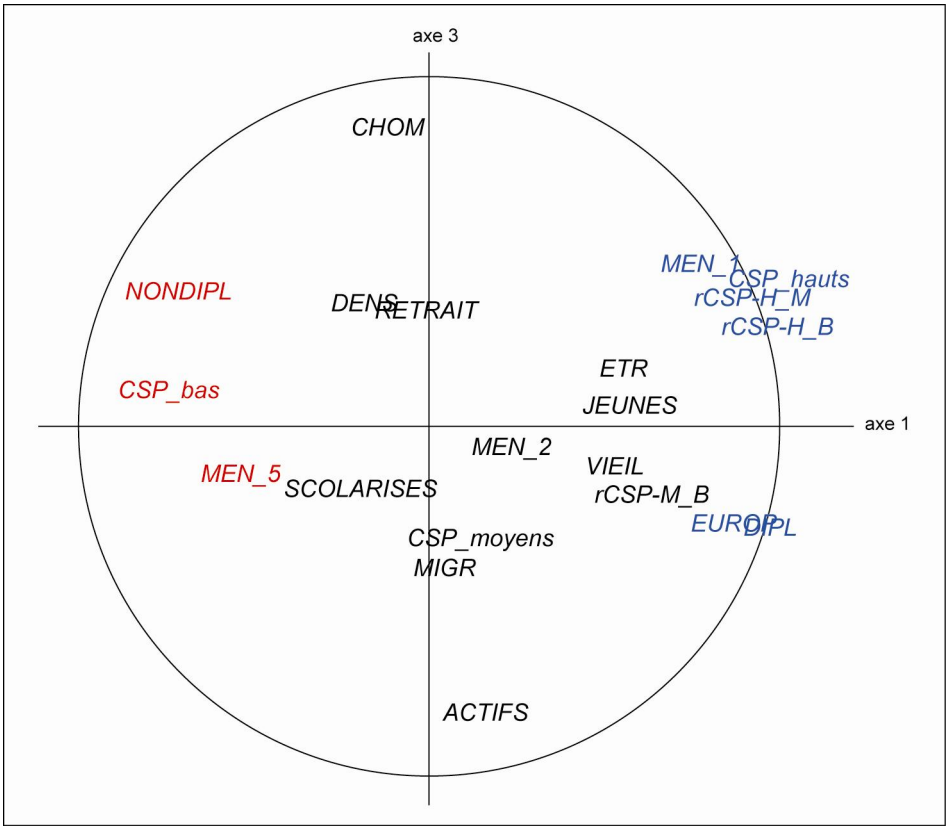
Sur la figure 31, qui constitue le premier plan factoriel et résume 56,3 % de la variance, les variables qui contribuent le plus à chacun des axes 1 et 2 et dont la qualité de représentation est la meilleure sont situées le plus près du cercle des corrélations. Le premier axe traduit la principale ligne de partage entre les différents quartiers de Ciutat Vella. Il oppose un premier profil (à droite) associant une forte proportion de classes supérieures, de personnes vivant seules, de diplômés du supérieur et d'étrangers européens ; et un second profil (à gauche) qui correspond à une forte proportion de classes populaires, de non diplômés, et dans une moindre mesure de ménages de grande taille. C'est donc une opposition assez classique, qui conjugue la position socio-professionnelle, le niveau de diplôme et la taille des ménages.

L'axe 2 est plus composite. D'un côté (en bas du graphique donc au pôle négatif) figurent les variables JEUNES_ADULTES et ETR : elles sont proches, donc fortement corrélées entre elles. De l'autre côté (au pôle positif), se projettent la part des classes moyennes, mais aussi celle des ménages de deux personnes qui leur sont corrélés, le taux de vieillissement (VIEIL) et la part des retraités (RETRAIT). L'association entre le taux de vieillissement et la part des classes moyennes semble signifier que ces dernières sont traditionnellement nombreuses dans le centre ancien, même s'il faudra identifier quels quartiers sont particulièrement concernés et si leur présence s'est maintenue (hypothèse en

partie infirmée par l'effacement général des classes moyennes à Ciutat Vella entre 1991 et 2001).

L'opposition, sur l'axe 2, entre la part des jeunes adultes et celle des 65 ans ou plus est peu surprenante. En revanche, celle qui se dessine entre étrangers non européens et classes moyennes, l'est plus. Avec qui cohabitent les étrangers non européens ? Plutôt avec les classes populaires, les classes supérieures, ou bien les deux ? Ce qui semble clair, c'est que les étrangers européens sont proches des classes supérieures, et les étrangers non européens des jeunes adultes, ce qui n'est guère étonnant puisque les jeunes adultes y sont largements représentés.

Figure 32. Cercle des corrélations pour les axes 1 et 3, ACP 1991-2001



Élaboration personnelle

Sur la figure 32, qui figure le deuxième plan factoriel et résume 47,6 % de la variance, on retrouve sur l'axe 1 l'opposition entre d'une part classes supérieures, diplômés du supérieur, étrangers européens et personnes vivant seules, et d'autre part classes populaires, non diplômés et ménages de grande taille. Une corrélation remarquable apparaît également entre la part des classes supérieures et celle des personnes vivant seules. L'axe 3 oppose également la part des actifs (en bas) à celle des chômeurs (en haut).

Les axes 4 et 5 complètent en grande partie l'information exprimée par les trois premiers axes (tableau 37).

Tableau 37. Résumé des principaux caractères sur les axes 4 et 5, ACP 1991-2001

Axe 4	Vecteurs propres normés	Qualité de Représentation	Contribution (moyenne = 4,8 %)
CSP_moyens	- 0,27	0,12	7,4 %
MEN_2	- 0,36	0,20	12,7 %
MIGR	0,42	0,28	6,4 %
SCOLARISES	0,49	0,39	24,0 %
Axe 5	**Vecteurs propres normés**	**Qualité de Représentation**	**Contribution (moyenne = 4,8 %)**
MEN_5	0,40	0,19	16,4 %
SCOLARISES	0,39	0,18	15,6 %

Élaboration personnelle

En tenant compte de la qualité de représentation des variables qui contribuent le plus aux axes 4 et 5, on voit que ces derniers renvoient principalement aux dimensions démographiques des ménages, avec :

- une association logique entre les ménages de grande taille et la part des scolarisés (sur l'axe 5) ;
- une opposition entre les secteurs caractérisés par une surreprésentation des ménages composés de deux personnes, associées aux classes moyennes, et les secteurs qui semblent connaître une dynamique démographique positive (sur l'axe 4). Cette relation va dans le sens de l'hypothèse de l'effacement des classes moyennes, puisque les secteurs où elles sont surreprésentées ne sont pas ceux concernés par la reprise démographique.

Sur les graphiques précédents, la surreprésentation de classes moyennes n'était jamais associée à celle des « scolarisés » (écoliers ou étudiants). L'hypothèse est donc que nous avons plutôt affaire à des classes moyennes de type couples sans enfants, même si, compte tenu de l'absence de corrélations significatives, il est difficile de dire à ce stade de l'analyse s'il s'agit d'une première génération de « gentrifieurs », ou plutôt de couples plus âgés, installés depuis longtemps dans le centre ancien.

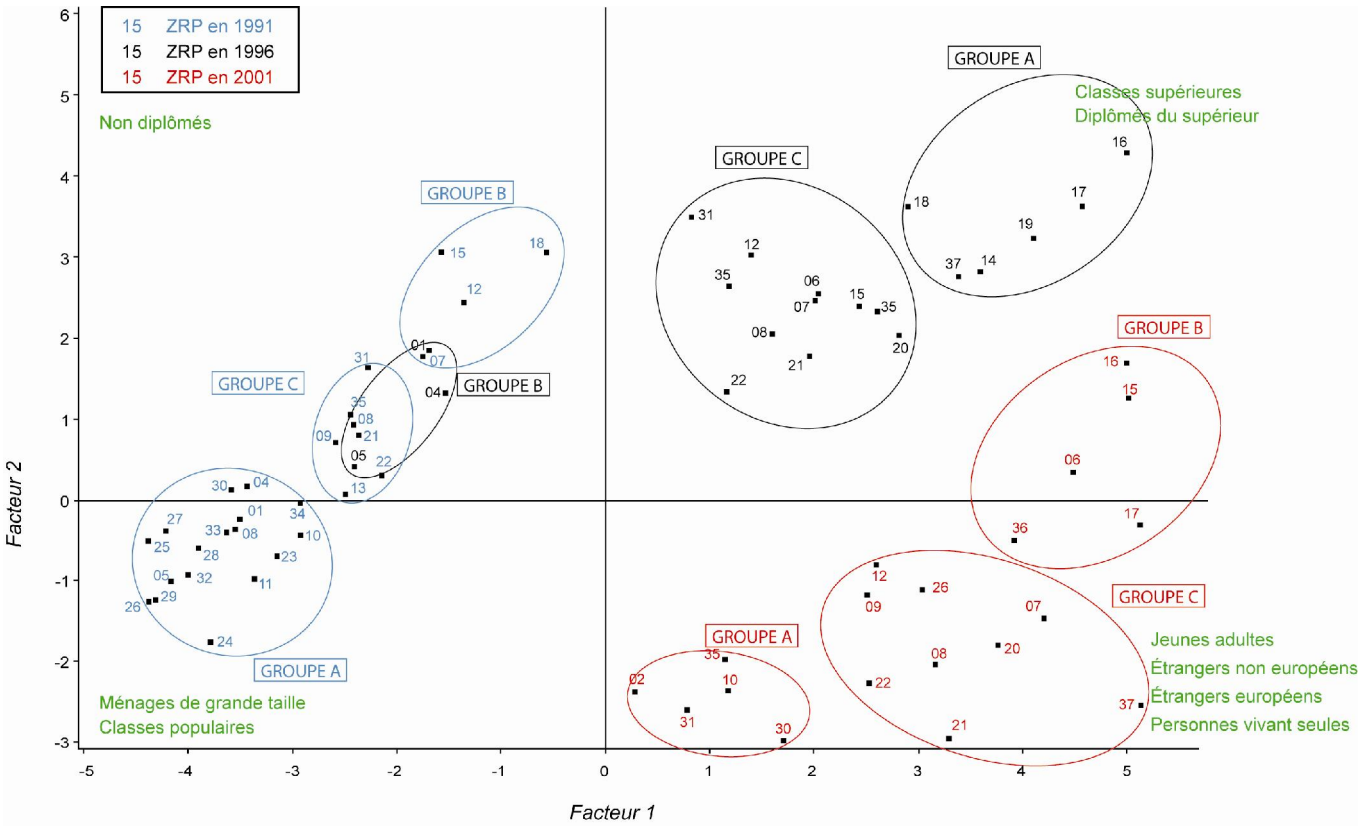
1.3 Une reprise démographique réelle dans le centre ancien qui s'accompagne d'une amélioration socio-économique du statut des ménages

Nous nous appuierons ici sur la projection des quartiers sur les trois plans factoriels F1/F2, F1/F3 et F2/F3. L'évolution des positions des *zonas de recerca petita* entre 1991 et 2001 traduit une amélioration générale des conditions de vie sur l'ensemble de la période, caractérisée par la croissance de la part des classes supérieures et de celle des populations diplômées, dans un contexte de décohabitation (croissance de la part des petits ménages) et plus récemment de rajeunissement démographique et d'immigration étrangère. Mais si cette

progression semble généralisée, elle n'exclut pas de nouveaux clivages qui invitent à s'interroger sur l'hétérogénéité socio-démographique croissante du district de Ciutat Vella.

Le premier plan factoriel F1/F2 (figure 33) résume à lui seul 56,3 % de l'information totale. On y distingue très nettement trois ensembles bien distincts et relativement étirés, qui renvoient plus ou moins à la répartition aux trois dates.

Figure 33. Plan factoriel F1/F2 de l'ACP 1991-2001



Élaboration personnelle
Les variables (en vert) sont positionnées de manière indicative. Il ne s'agit donc pas de leur projection sur le plan factoriel, mais d'un rappel pour faciliter la lecture du graphique.

Le premier ensemble (en bleu) regroupe l'essentiel des *zonas de recerca petita* en 1991. Elles se projettent en position négative sur l'axe 1 (à gauche), ce qui traduit la part élevée des classes populaires, des populations non diplômées et des familles nombreuses, et s'étirent du pôle négatif au pôle positif sur l'axe 2.

Le second ensemble (en noir) regroupe une grande partie des *zonas de recerca petita* en 1996. Elles sont majoritairement situées (bien qu'avec une intensité variable) dans les valeurs positives sur les axes 1 et 2, ce qui traduit une élévation générale mais inégale de la part des classes supérieures, dans un contexte de vieillissement de la population. On note par ailleurs la position particulière d'un petit groupe de *zonas de recerca petita* en 1996, au sein du nuage de points correspondant à celles en 1991. Ces secteurs n'ont pas suivi la tendance globale et les changements sociaux ne sont pas encore perceptibles.

Le troisième ensemble (en rouge) regroupe l'essentiel des *zonas de recerca petita* en 2001. Elles sont globalement situées dans les valeurs positives sur l'axe 1 et négatives sur l'axe 2, à l'exception d'un sous-ensemble situé partiellement dans les valeurs positives sur l'axe 2. Leur position traduit une consolidation de la part des classes supérieures et des diplômés du supérieur, qui s'accompagne d'une croissance de la part des jeunes adultes et des étrangers (européens comme non européens), mais qui témoignent aussi de l'hétérogénéité sociale de Ciutat Vella.

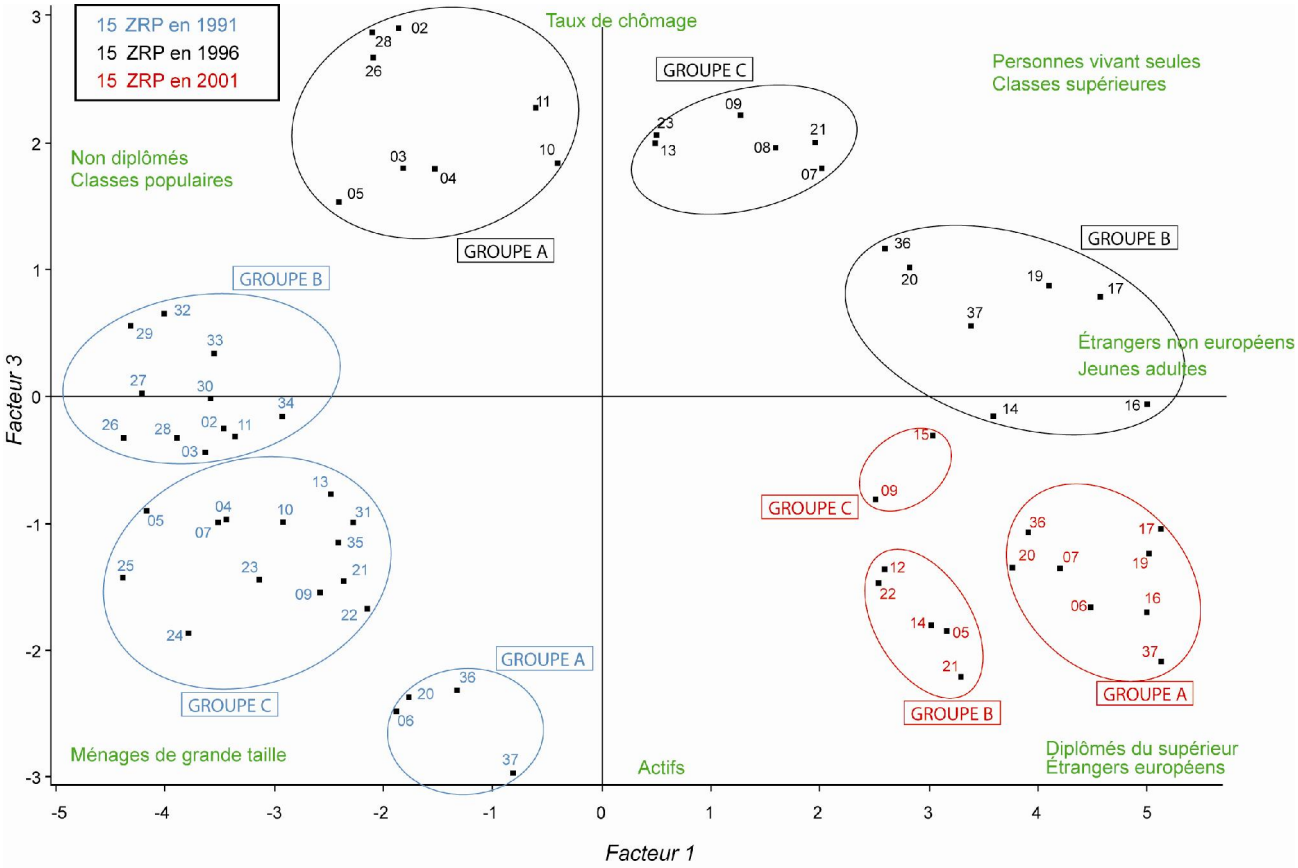
1.3.1 Une prédominance des classes populaires, des non diplômés et des personnes âgées en 1991

En 1991, les *zonas de recerca petita* forment un nuage de points relativement étiré, essentiellement situé en position négative sur l'axe 1 et de part et d'autre de l'axe 2. La majeure partie de Ciutat Vella se caractérise alors par une surreprésentation des classes populaires, des non diplômés et des familles nombreuses et la très faible présence des classes supérieures et des diplômés. Ce résultat est cohérent avec le tableau qui est généralement dressé du centre ancien de Barcelone dans les années 1980. C'est particulièrement vrai pour le groupe A, qui rassemble des *zonas de recerca petita* dits « populaires », diversement localisées dans le centre ancien : Barceloneta (ZRP 1 : « Sant Sebastià » ; ZRP 4 : « Barceloneta Centre » ; ZRP 5 : « Hospital del Mar »), Ribera et Casc Antic (ZRP 10 : « Casc Antic-Jutjats » ; ZRP 11 : « Mercat Santa Caterina ») ou encore sud du Barrio Gótico (ZRP 23 : « Pl. de la Mercè » ; ZRP 24 : « Pl. Medinacel·li ») et une grande partie du Raval (ZRP 25 : « Drassanes » ; ZRP 30 : « Sant Agustí » ; ZRP 32 : « c/ Riera Baixa » ; ZRP 33 : « c/ La Cera »). Sur l'axe 2, la position négative ou proche du centre de gravité, indique également que les jeunes adultes et les étrangers non européens y sont nombreux, au contraire des classes moyennes, des ménages de deux personnes, ou encore des retraités.

À l'opposé, on trouve le groupe B en 1991, qui rassemble un nombre plus réduit de *zonas de recerca petita*, essentiellement situées le long de la Via Laietana (ZRP 7 : « Llotja del Mar » ; ZRP 12 : « Av Francesc Cambó » ; ZRP 15 : « c/ Condal » ; ZRP 18 : « Catedral »). Ce sont des quartiers « moyens » ou « moyens composites », dans la mesure où la présence des classes populaires est moins forte (ces quartiers sont plus proches des valeurs moyennes sur l'axe 1) et où les classes moyennes, les ménages de deux personnes et les retraités sont beaucoup plus présents. C'est particulièrement vrai pour le secteur « Av Francesc Cambó » (ZRP 12), bien représenté également sur l'axe 4 (ce qui traduit une forte proportion de classes moyennes et de ménages de deux personnes). Le secteur « Llotja del Mar » (ZRP 7) se distingue quant à lui par une présence plus forte des familles nombreuses, comme en témoigne sa position sur l'axe 5. Mais dans l'ensemble, les jeunes et les étrangers sont moins nombreux, dans des quartiers qui constituent la résidence traditionnelle de la bourgeoisie. Il n'est donc pas étonnant d'y trouver au début des années 1990 une population plus aisée.

Enfin le groupe C en 1991 est également relativement composite. Il rassemble un plus petit nombre de *zonas de recerca petita*, diversement localisées dans le centre ancien (ZRP 8 : « Santa Maria del Mar » ; ZRP 9 : « Museu Picasso » ; ZRP 13 : « Sant Pere » ; ZRP 22 : « Correus » ; ZRP 31 : « Mercat Boqueria » ; ZRP 35 : « Casa Caritat »). Leur position est intermédiaire entre le groupe A et le groupe B, aussi bien sur l'axe 1 que sur l'axe 2, ce qui traduit l'hétérogénéité de la population résidente, avec une surreprésentation moins nette des classes populaires, des non diplômés et des ménages de grande taille par rapport au groupe A, et néanmoins une certaine présence de classes moyennes, des retraités et de ménages de deux personnes, même si est elle plus faible que dans le cas des secteurs du groupe B. Ce groupe rassemble donc des quartiers plutôt « populaires composites ».

Figure 34. Plan factoriel F1/F3 de l'ACP 1991-2001



Élaboration personnelle
Les variables (en vert) sont positionnées de manière indicative. Il ne s'agit donc pas de projection sur le plan factoriel, mais d'un rappel pour faciliter la lecture du graphique.

L'examen du plan factoriel F1/F3 (figure 34), qui résume 47,6 % de l'information totale, permet d'affiner les profils de certaines *zonas de recerca petita* et de distinguer trois nouveaux groupes sur ce plan factoriel en 1991.

La position particulière du groupe A en 1991 sur l'axe 3 traduit une surreprésentation des actifs et une sous-représentation des classes supérieures et des diplômés du supérieur, même si, malgré tout, c'est le groupe le plus proches des valeurs moyennes sur l'axe 1. Il

s'agit des quatre secteurs « Ciutadella-Born » (ZRP 6), « c/ Boqueria » (ZRP 20), « Academia Ciències » (ZRP 36) et « c/ tallers-Pelai » (ZRP 37).

À l'inverse, le groupe B en 1991 est situé beaucoup plus au pôle négatif sur l'axe 1, mais plus proche des valeurs moyennes sur l'axe 3, voire positives. Autrement dit, ce groupe, qui rassemble essentiellement des quartiers de la Barceloneta (ZRP 2 : « c/ Cervera-Aixada » ; ZRP 3 : « c/ Churruca ») et une grande partie du Raval (ZRP 26 : « Palau Guëll » ; ZRP 27 : « Liceu » ; ZRP 28 : « Sant Pau del Camp » ; ZRP 29 : Pl. Folch i Torres » ; ZRP 30 : « Sant Agustí ; ZRP 32 : « c/ Riera Baixa » ; ZRP 33 : « c/ La Cera » ; ZRP 34 : « c/ Riera Alta »), se caractérise par une surreprésentation des classes populaires, des non diplômés et des ménages de grande taille.

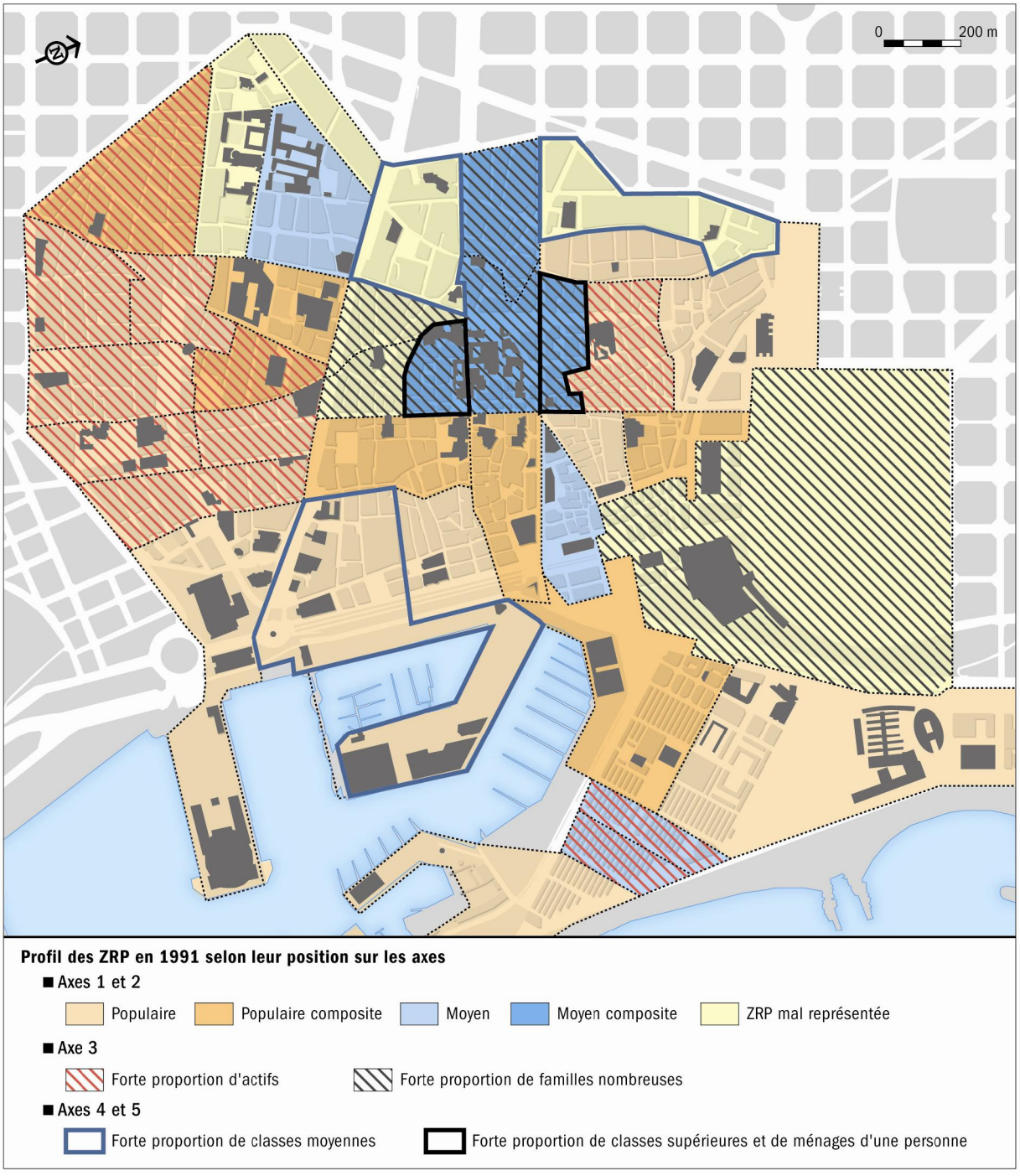
Le groupe C est en position intermédiaire par rapport aux aux deux précédents. La surreprésentation des classes populaires y est moins marquée que dans le groupe B, sans que les classes supérieures et les populations diplômées du supérieures y soient aussi représentées que dans le groupe A. L'absence de présence significative de classes moyennes nous permet d'envisager une polarisation sociale aux extrêmes, qui est peut-être l'indice d'un début de gentrification.

Au total, la position des *zonas de recerca petita* sur les plans factoriels, que synthétise la carte 39, fait clairement apparaître en 1991 l'hétérogénéité socio-économique du Raval, avec l'extrêmité nord du centre ancien au profil plutôt moyen, et le reste du quartier rassemblant aussi bien des classes populaires que des classes supérieures, même si ce sont les premières qui dominent largement[722].

L'essentiel du district de Ciutat Vella reste caractérisé par la prédominance des classes populaires, des populations non diplômées, des familles nombreuses et des étrangers non européens, y compris dans le Barrio Gótico, à l'exception de certains secteurs riverains de la Via Laietana. Ce tableau est encore relativement proche de celui qui avait été dressé par R. Ferras dans les années 1970. À la veille des Jeux Olympiques de 1992, la récupération du centre ancien de Barcelone ne s'est pas encore traduite par des changements importants dans la composition sociale des quartiers.

[722] Les *zonas de recerca petita* en 1991 indiquées comme « mal représentées » sont celles dont la qualité de représentation est faible sur les 5 premiers axes, dans l'analyse en composantes principales pour la période 1991-2001.

Carte 39. Les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella en 1991



Élaboration personnelle

1.3.2 Poursuite du vieillissement de la population entre 1991 et 1996 mais amélioration sensible des conditions de vie

La translation du nuage des *zonas de recerca petita* entre 1991 et 1996 dans le premier plan factoriel F1/F2 traduit une augmentation globale des parts respectives des classes supérieures, des classes moyennes, des diplômés du supérieur mais aussi des personnes vivant seules et des étrangers européens. Mais le vieillissement continu de la population du district de Ciutat Vella se poursuit, accompagné d'une augmentation de la part des retraités, puisqu'aucune *zona de recerca petita* n'est située au pôle négatif de l'axe 2. Le nuage de points en 1996 présente une dispersion relativement forte. On constate que malgré un déplacement général vers la droite du graphique, un sous-ensemble de quartiers reste très proche du nuage de points des *zonas de recerca petita* en 1991.

Le groupe A en 1996 rassemble un nombre réduit de secteurs dits « aisés », essentiellement situés dans le nord de Ciutat Vella (ZRP 14 : « Palau Música » ; ZRP 16 : « Pl. Villa de Madrid » ; ZRP 17 : « c/ Petritxol » ; ZRP 18 : « Catedral » ; ZRP 19 : « Palau de la Generalitat » ; ZRP 37 : « c/ Tallers-Pelai »), en particulier dans le nord et le centre du Barrio Gótico, et à l'extrêmité nord du Raval tourné vers l'Eixample. Ce groupe affiche des valeurs positives fortes sur l'axe 1 comme sur l'axe 2, ce qui traduit une forte présence des classes moyennes, des ménages de deux personnes et des retraités. C'est donc un groupe relativement homogène, qui tend à montrer la consolidation de l'implantation de certaines catégories de populations au cœur des secteurs prestigieux du centre ancien de Barcelone, puisque la plupart de ces *zonas de recerca petita* étaient déjà caractérisées en 1991 par une surreprésentation de classes moyennes par rapport à l'ensemble du district. On note le cas particulier du secteur « Palau Música » (ZRP 14), dont la position sur l'axe 5 indique la forte présence de familles nombreuses.

Le groupe B en 1996 rassemble un nombre réduit de secteurs, tous situés dans la Barceloneta (ZRP 1 : « Sant Sebastià » ; ZRP 4 : « Barceloneta Centre » ; ZRP 5 : « Hospital del Mar »). Il s'agit du sous-ensemble dont le profil, plus populaire, est similaire à celui du groupe C des *zonas de recerca petita* en 1991 : leur évolution socio-démographique n'a pas suivi la tendance générale du district de Ciutat Vella. La population y encore caractérisée par une forte présence de classes populaires ou moyennes, de non diplômés, de retraités et de ménages de moyenne ou grande taille.Ces *zonas de recerca petita* faisaient partie du groupe A en 1991 ; leur rapprochement du groupe B de 1991 traduit une évolution certaine mais plus lente, dont on peut faire l'hypothèse qu'elle est consécutive de l'installation de classes moyennes.

Le groupe C en 1996 est celui qui rassemble le plus de secteurs, aussi bien dans la Ribera (ZRP 6 : « Ciutadella-Born » ; ZRP 8 : « Santa Maria del Mar »), le Barrio Gótico (ZRP 20 : « c/ Boqueria » ; ZRP 21 : « Pl. Reial-Ajuntament » ; ZRP 22 : « Correus ») que dans le Raval (ZRP 31 : « Mercat Boqueria » ; ZRP 35 : « Casa Caritat » ; ZRP 36 : « Academia Ciències »). La progression vers une surreprésentation des classes supérieures,

des ménages d'une seule personne et des diplômés du supérieur, y est moins accusée que pour le groupe A en 1996, mais néanmoins réelle. Ces secteurs ne sont pas le lieu de résidence privilégiée, voire exclusive, des classes supérieures, puisque les classes moyennes y semblent également présentes (étant donnée leur position positive sur l'axe 2). Leur profil est donc plutôt « moyen ». Ils sont également caractérisés par un taux de vieillissement important et une forte présence de retraités.

Sur le deuxième plan factoriel (F1/F3), trois groupes semblent également se dégager pour les *zonas de recerca petita* en 1996. Le premier (groupe A en 1996) réunit huit secteurs, dont la majeure partie de la Barceloneta (ZRP 2 : « c/ Cervera-Aixada » ; ZRP 3 : « c/ Churruca » ; ZRP 4 : « Barceloneta Centre ») le centre-est de Casc Antic (ZRP 6 : « Ciutadella-Born » ; ZRP 10 : « Casc Antic-Jutjats » ; ZRP 11 : « Mercat Santa Caterina ») et le sud du Raval. On y observe à la fois une surreprésentation de catégories populaires de la population (classes populaires, populations non diplômées), et un fort taux de chômage.

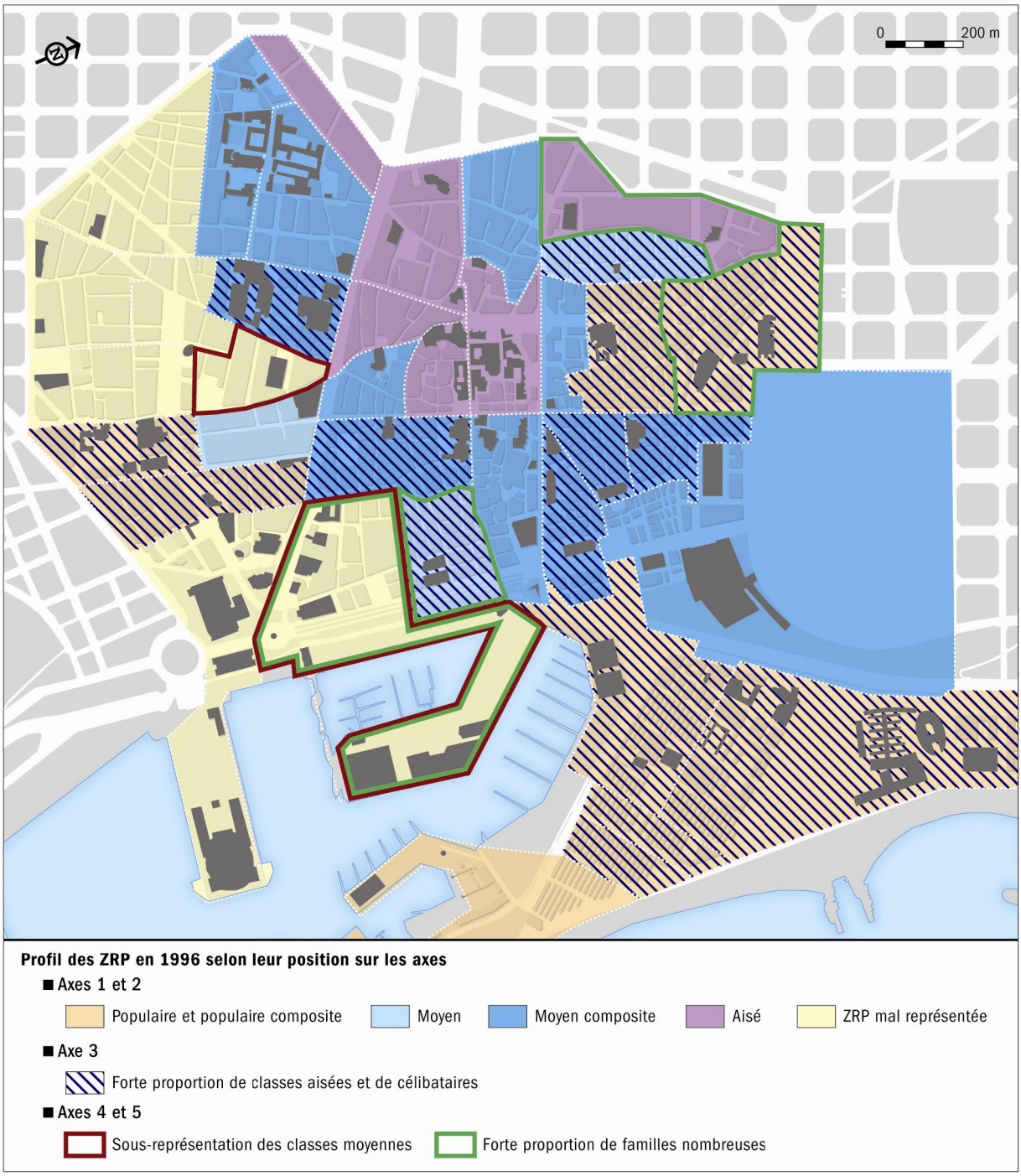
Le groupe B en 1996 rassemble des secteurs dits « aisés », essentiellement situés dans la partie nord du Barrio Gótico (ZRP 14 : « Palau Música » ; ZRP 16 : « Pl. Villa de Madrid » ; ZRP 17 : « c/ Petritxol » ; ZRP 19 : « Palau de la Generalitat ») et l'extrême nord du Raval (ZRP 36 : « Academia Ciències » ; ZRP 37 : « c/ Tallers-Pelai »). Leurs valeurs positives fortes sur l'axe 1 et leur position proche des valeurs moyennes sur l'axe 3 traduisent une certaine homogénéité, mais aussi la présence plus marquée de populations actives. Est-ce le signe d'un rajeunissement possible de la population ? Ou bien les prémices d'un départ à terme des catégories supérieures, dont il faudra interroger la signification ?

Enfin, le groupe C en 1996 rassemble des secteurs affichant une position intermédiaire, notamment dans une grande partie de la Ribera (ZRP 7 : « Llotja del Mar » ; ZRP 8 : « Santa Maria del Mar » ; ZRP 9 : « Museu Picasso » ; ZRP 13 : « Sant Pere ») et le sud du Barrio Gótico (ZRP 21 : « Pl. Reial-Ajuntament » ; ZRP 23 : « Pl. La Mercè »).

Au total, comme le résume la carte 40, différentes évolutions apparaissent en 1996 : une poursuite du vieillissement de la population, une augmentation générale de la part des catégories supérieures de la population, de celle des diplômés du supérieur et de celle des petits ménages, même si cette augmentation se fait parfois plus lentement dans certaines *zonas de recerca petita* et s'appuie sur des caractéristiques socio-démographiques déjà existantes, comme dans le nord du Barrio Gótico[723]. Dans ce dernier cas, il s'agit alors peut-être moins de gentrification que de consolidation.

[723] Les *zonas de recerca petita* en 1996 indiquées comme « mal représentées » sont celles dont la qualité de représentation est faible sur les 5 premiers axes, dans l'analyse en composantes principales pour la période 1991-2001.

Carte 40. Les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella en 1996



Élaboration personnelle

1.3.3 Rajeunissement généralisé et croissance de l'immigration entre 1996 et 2001

En 2001, la forme et la dispersion du nuage de points sur le plan factoriel F1/F2 témoignent d'un maintien des positions des *zonas de recerca petita* sur l'axe 1 mais d'un déplacement sur l'axe 2, ce qui traduit un rajeunissement généralisé de la population du centre ancien, dans un contexte de croissance de l'immigration étrangère et de maintien des classes supérieures.

Le groupe A en 2001, en position moyenne sur l'axe 1, rassemble des secteurs où la présence des classes supérieures, des petits ménages, des diplômés du supérieur et des étrangers européens est beaucoup moins marquée qu'ailleurs. En revanche, leur position sur l'axe 2 traduit l'importance des 20-34 ans et des étrangers non européens. C'est notamment le cas d'une partie du Raval (ZRP 30 : « Sant Agustí » ; ZRP 31 : « Mercat Boqueria » ; ZRP 35 : « Casa Caritat ») mais aussi de certains secteurs de la Barceloneta (ZRP 2 : « c/ Cervera-Aixada ») et du Casc Antic (ZRP 10 : « Casc Antic-Jutjats »). La sous-représentation des classes moyennes est particulièrement nette dans le secteur « Mercat Boqueria » (ZRP 31), d'après sa position sur l'axe 4.

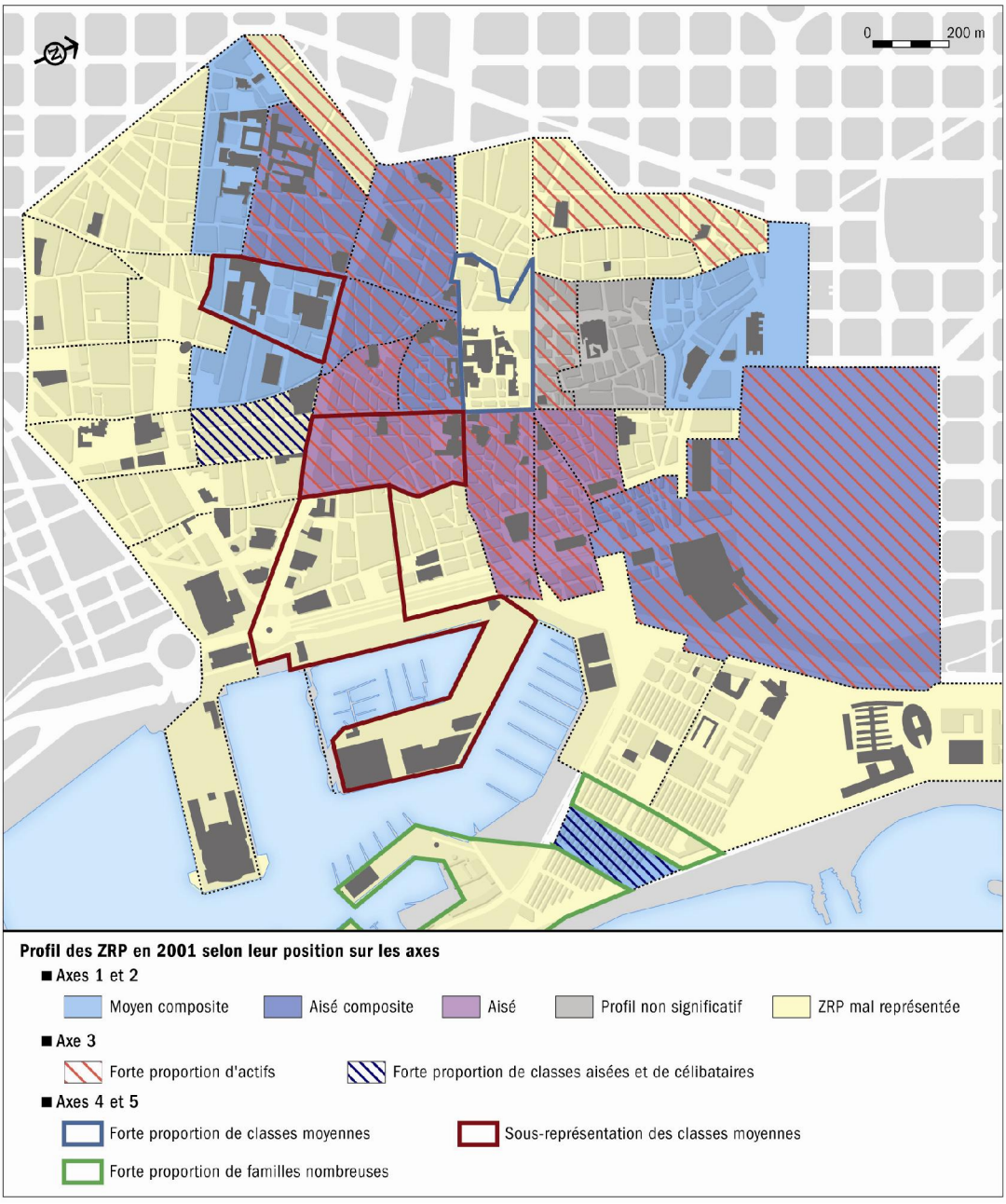
En revanche, le groupe B en 2001 rassemble des secteurs qui présentent des valeurs fortement positives sur l'axe 1 tout en restant proches de la moyenne sur l'axe 2. Ce sont des *zonas de recerca petita* dont le profil moyen est relativement similaire à celui du groupe A en 1996 même si, là encore, les effets de la croissance de l'immigration étrangère et d'un rajeunissement de la population se font sentir. Cette évolution concerne essentiellement le nord du Barrio Gótico (ZRP 16 : « Pl. Villa de Madrid » ; ZRP 17 : « c/ Petritxol » ; ZRP 19 : « Palau de la Generalitat ») mais aussi une partie de la Ribera (ZRP 6 : « Ciutadella Born ») et l'extrême nord du Raval (ZRP 36 : « Academia Ciències »). Il s'agit donc de secteurs relativement homogènes, où les classes supérieures, les personnes vivant seules, les diplômés du supérieur et les étrangers européens sont surreprésentés, avec une présence moins importante de classes moyennes, de retraités et de ménages de deux personnes (notamment dans le Barrio Gótico).

Le groupe C en 2001 présente également une surreprésentation de ces populations aisées mais dans un contexte d'hétérogénéité socio-démographique plus forte, marquée par une présence plus importante de populations jeunes et d'étrangers non européens, et par une plus faible proportion de classes moyennes (notamment dans la ZRP 21, « Pl. Reial-Ajuntament », étant donné sa position sur l'axe 4). Ce type de profil concerne essentiellement la partie est de la Ribera (ZRP 7 : « Llotja del Mar » ; ZRP 8 : « Santa Maria del Mar »), le centre-sud du Barrio Gótico (ZRP 20 : « c/ Boqueria » ; ZRP 21 : « Pl. Reial-Ajuntament » ; ZRP 22 : « Correus ») et l'extrême nord du Raval (ZRP 36 : « c/ Tallers-Pelai »).

Sur le plan factoriel F1/F3, c'est le nuage de points des *zonas de recerca petita* en 2001 qui paraît le plus compact, même si, là encore, on peut identifier trois cas. Les groupes A et B en 2001 se différencient par la proportion des classes supérieures, des petits ménages, des

diplômés du supérieur et des étrangers européens mais ont une position similaire sur l'axe 3, ce qui traduit paradoxalement une surreprésentation des actifs et une sous-représentation des classes supérieures et des personnes vivant seules. Comment l'interpréter ? Si l'on admet l'hypothèse qu'une valeur positive sur l'axe 3 traduit une forte présence étudiante, on doit en conclure qu'ici ils sont sous-représentés aussi bien dans le groupe A en 2001 (centre-nord du Barrio Gótico et extrême nord du Raval) que dans le groupe B en 2001 (le long de la Via Laietana, ZRP 8 : « Santa Maria del Mar » ; ZRP 12 : « Av Francesc Cambó » ; ZRP 14 : « Palau Música »). Quant au groupe C en 2001 (ZRP 9 : « Museu Picasso » ; ZRP 15 : « c/ Condal »), il renvoie à un profil proche de la moyenne du district de Ciutat Vella.

Carte 41. Les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella en 2001



Élaboration personnelle

Au total, comme le montre la carte 41, l'hétérogénéité socio-démographique du centre ancien de Barcelone s'accroît[724].

2. CIUTAT VELLA EN 2005 : REPRISE DÉMOGRAPHIQUE ET NOUVEAUX CLIVAGES

Une seconde analyse en composantes principales a porté sur les 37 *zonas de recerca petita*) décrites par 23 variables tirées des données disponibles pour 2005.

2.1 Des oppositions fortes au sein des jeunes adultes et entre étrangers européens et non européens

La matrice des corrélations (tableau 38) met en évidence les variables qui entretiennent entre elles les relations les plus fortes. Sa lecture fait clairement apparaître une corrélation entre l'origine géographique des populations et la taille des ménages d'une part, et le niveau d'études d'autre part. Des distinctions apparaissent également entre l'ensemble des 20-34 ans et les 20-34 ans vivant seuls, ces derniers bénéficiant généralement d'un meilleur niveau d'études et, sans doute, d'un meilleur emploi. Une autre distinction forte apparaît également entre les étrangers européens et les étrangers non européens.

Certaines des variables sont à l'évidence auto-corrélées et renvoient à des oppositions claires. Par exemple, lorsque la part des personnes vivant seules est élevée, celle des ménages de grande taille est faible. De même, plus la part des personnes âgées est forte, moins celle des jeunes adultes l'est. Par contre, la corrélation est positive entre les diplômés du supérieur (DIPL) et les « très diplômés » (SURDIPL). La densité à l'hectare est fortement corrélée à la taille des ménages. Plus les ménages sont de grande taille, plus la densité est élevée, et inversement, puisqu'elle est corrélée négativement avec la part des personnes vivant seules, quel que soit leur âge (AGES_SEULS et JEUNES_SEULS). On note une association forte entre la densité et la part des jeunes adultes, et l'opposition entre la densité et la part des personnes âgées. L'âge, très lié aux tailles de ménage, semble être un facteur explicatif des densités plus ou moins fortes.

[724] Le profil « non pertinent » renvoie aux *zonas de recerca petita* en 2001 au statut intermédiaire, ou moyen, par rapport aux autres. Le profil « mal représenté » renvoie aux *zonas de recerca petita* en 2001 dont la qualité de représentation est mauvaise sur les 5 premiers axes, dans l'analyse en composantes principales pour la période 1991-2001. Leur nombre conséquent suggère que l'évolution socio-démographique a été particulièrement importante entre le début des années 1990 et le début des années 2000.

Tableau 38. Matrice des corrélations de l'ACP pour 2005 (extrait : ne figurent que les corrélations les plus significatives)

	DENS (Densité à l'hectare)	JEUNES_ADULTES (% de 20-34 ans)	AGES (% de 65 ans ou plus)	MEN_1 (% de ménages d'une personne)	MEN_2 (% de ménages de deux personnes)	MEN_5 (% de ménages de cinq personnes)	AGES_SEULS (% de ménages d'une seule personne parmi les 65 ans ou plus)	JEUNES_SEULS (% de ménages d'une seule personne parmi les 20-34 ans)	LOGanciens (% de logements construits avant 1940)	LOGtrgrands (% de logements de superficie supérieure à 90 m²)	CADASTR (valeur cadastrale moyenne en euro/m²)	VHTparH (nombre de véhicules de tourisme pour 100 habitants)	MOTOS (% de motos de 500 cc³ ou plus parmi le parc de motos	MIGR (Solde migratoire)	ETR (% d'étrangers non originaires de l'Europe de l'Ouest ou du Nord)	EUROP (% d'étrangers originaires de l'Europe de l'Ouest ou du Nord)	DIPL (Part des 16 ans ou plus ayant au moins un diplôme universitaire de 1er cycle ou équivalent)	DIPLSUP (Part des 16 ans ou plus ayant au moins un diplôme universitaire de 3e cycle ou équivalent)	NONDIPL (Part des 16 ans ou plus n'ayant pas le baccalauréat ou équivalent)
DENS																			
JEUNES_ADULTES	0,78																		
AGES	- 0,76	- 0,89																	
MEN_1	- 0,77	- 0,66	0,64																
MEN_2	- 0,64	- 0,84	0,80																
MEN_5	0,82	0,84	- 0,82	- 0,85	- 0,85														
AGES_SEULS	- 0,63	- 0,84	0,92	0,65	0,71	- 0,74													
JEUNES_SEULS	- 0,61			0,89		- 0,73													
LOGanciens																			
LOGtrgrands																			
CADASTR									- 0,66										
VHTparH																			
MOTOS												0,75							
MIGR	0,71		- 0,69			0,69	- 0,63												
ETR	0,83	0,90	- 0,92	- 0,77	- 0,86	0,92	- 0,84	- 0,68						0,70					
EUROP								0,63		0,69									
DIPL				0,60				0,69		0,74						0,86			
DIPLSUP																0,67	0,70		
NONDIPL				- 0,62				- 0,72		- 0,68						- 0,82	- 0,97	- 0,67	

Élaboration personnelle

La part des étrangers non européens est également fortement corrélée positivement avec la densité : un secteur qui compte beaucoup de jeunes et d'étrangers a proportionnellement une densité plus élevée. Dans le centre ancien de Barcelone, les étrangers constituent sans doute plutôt des ménages de grande taille, soit du fait d'une immigration familiale, soit du fait de cohabitations (de type colocation). On observe aussi une corrélation négative entre la part d'étrangers non européens et celle des ménages comptant deux personnes, et leur corrélation positive avec les ménages de grande taille, ce qui valide notre hypothèse. La part des jeunes adultes est également corrélée négativement avec celle des ménages d'une ou deux personnes, et positivement avec celle des ménages de grande taille. Il y a donc un rapprochement possible entre les jeunes adultes et les étrangers non européens. Deux facteurs l'expliquent sans doute :

- soit les 20-34 ans sont particulièrement nombreux parmi les étrangers non européens qui immigrent à Barcelone ;
- soit les populations jeunes et les populations étrangères se dirigent globalement vers le même segment du parc de logements.

Les jeunes adultes vivant seuls se distinguent des jeunes adultes en général. Dans l'analyse portant sur les données en 2005, la part des étrangers non européens et celle des ménages de grande taille sont associées à celle des jeunes adultes, mais opposées à celle des jeunes adultes vivant seuls. À l'inverse, la part des étrangers européens et celle des diplômés du supérieur sont faiblement corrélées à celle des jeunes adultes, mais fortement associées à celle des jeunes adultes vivant seuls. Au total, on peut donc émettre l'hypothèse qu'il existe deux profils bien distincts de jeunes adultes résidant dans le district de Ciutat Vella, et que les jeunes adultes vivant seuls se distinguent des autres jeunes adultes (tableau 39) :

Tableau 39. Les 20-34 ans à Barcelone en 2005 : des profils différents

Catégorie de la population	Origine	Niveau d'études élevé
20 – 34 ans	Espagne ou étranger hors Europe	pas de corrélation
20 – 34 ans vivant seul	Espagne ou Europe	corrélation positive forte

Élaboration personnelle

Cette distinction est propre aux populations de 20 à 34 ans puisque pour les 65 ans ou plus, les profils sont les mêmes, quelle que soit la structure des ménages. Par contre, les étrangers européens se distinguent des autres étrangers : contrairement à ces derniers, la part des étrangers européens est fortement associée à celle des diplômés du supérieur et à celle des très diplômés, et s'oppose à celle des non diplômés. Cela ne signifie pas forcément que les étrangers non européens ont un niveau d'études faible, mais simplement que les étrangers européens ont en général un niveau d'études encore plus élevé. Au total, le profil socio-économique des étrangers européens est relativement proche de celui des jeunes adultes vivant seuls, alors que celui des étrangers non européens est relativement proche de celui des jeunes adultes en général.

2.2 Rajeunissement et immigration : de nouveaux clivages dans la population de Ciutat Vella

Nous avons réalisé une analyse en composantes principales sur les données disponibles pour 2005 (soit 23 variables décrivant les 37 *zonas de recerca petita*). L'information statistique peut être résumée par 23 axes factoriels, mais seuls les cinq premiers axes apportent une information significative, car ils apportent une part de la variance supérieure à la moyenne (c'est-à-dire 4,35 % de l'inertie), et résument à eux cinq 81,6 % de l'information totale (tableau 40) :

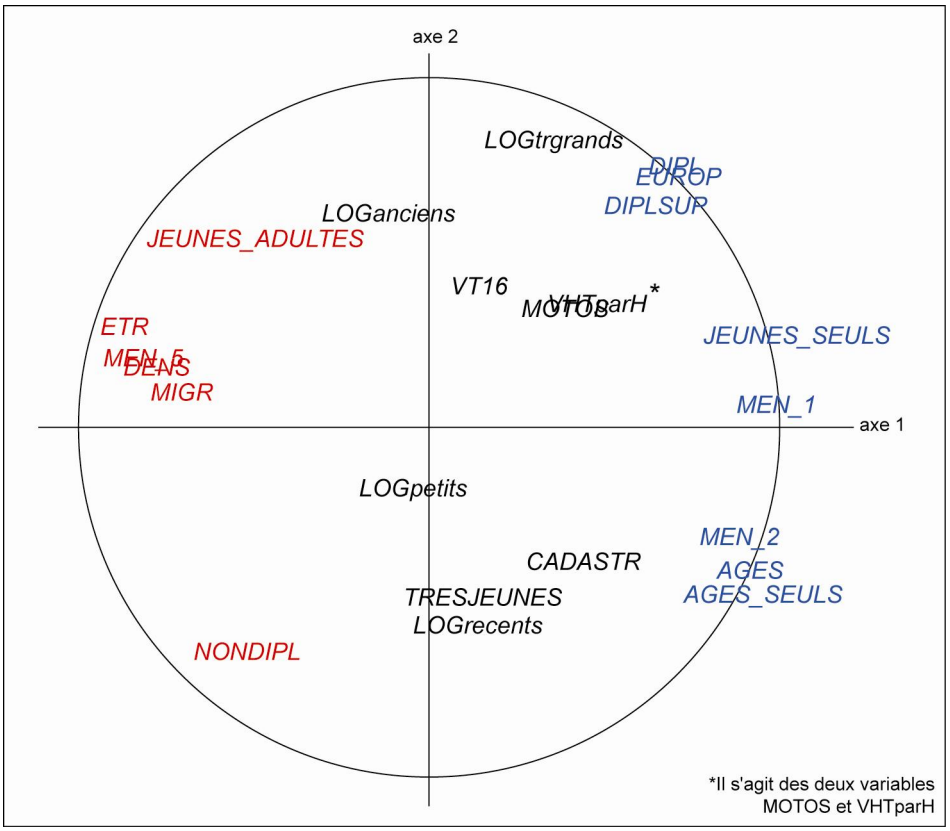
Tableau 40. Valeurs propres par axe de l'ACP 2005 (extrait)

N° de l'axe factoriel	Inertie (en %)	Cumul (en %)
1	38,8	38,8
2	21,6	60,4
3	9,7	70,1
4	6,1	76,2
5	5,4	81,6
6	3,5	85,1
7	3,1	88,2
8	2,4	90,6

Élaboration personnelle

Sur la figure 35, les variables qui contribuent le plus à chacun des axes 1 et 2 se projettent à proximité du cercle des corrélations. L'axe 1 décrit essentiellement le profil socio-démographique des quartiers (densité de population, structure par âge, taille des ménages et part des étrangers selon leur origine). On retrouve les oppositions majeures identifiées par la matrice de corrélations c'est-à-dire d'un côté (au pôle négatif) une densité élevée associée à une forte présence d'étrangers non européens, de jeunes adultes, de ménages de grande taille et de non diplômés, de l'autre (au pôle positif) la part des personnes âgées, vivant seules ou non, mais aussi les jeunes adultes vivant seuls (qui se démarquent ici clairement des jeunes adultes en général), ainsi que les ménages de deux personnes. Contrairement à ce qu'on pouvait observer entre 1991 et 2001, on est passé en 2005 d'une différenciation socio-économique à une différenciation socio-démographique. Ce glissement tient peut-être à l'absence de variables décrivant les catégories socio-professionnelles, même si, on l'a vu, celles portant sur les logements et la motorisation des ménages constituent des indicateurs indirects pertinents. On voit ainsi que la taille des ménages, l'âge des résidents et la densité sont les nouveaux facteurs de différenciation en 2005, ce qui n'était pas le cas dans l'analyse précédente : l'âge et la densité n'intervenaient pas dans l'axe 1 de l'analyse sur les données de 1991, 1996 et 2001, et les étrangers beaucoup moins que dans l'analyse portant sur 2005.

Figure 35. Cercle des corrélations pour les axes 1 et 2, ACP 2005

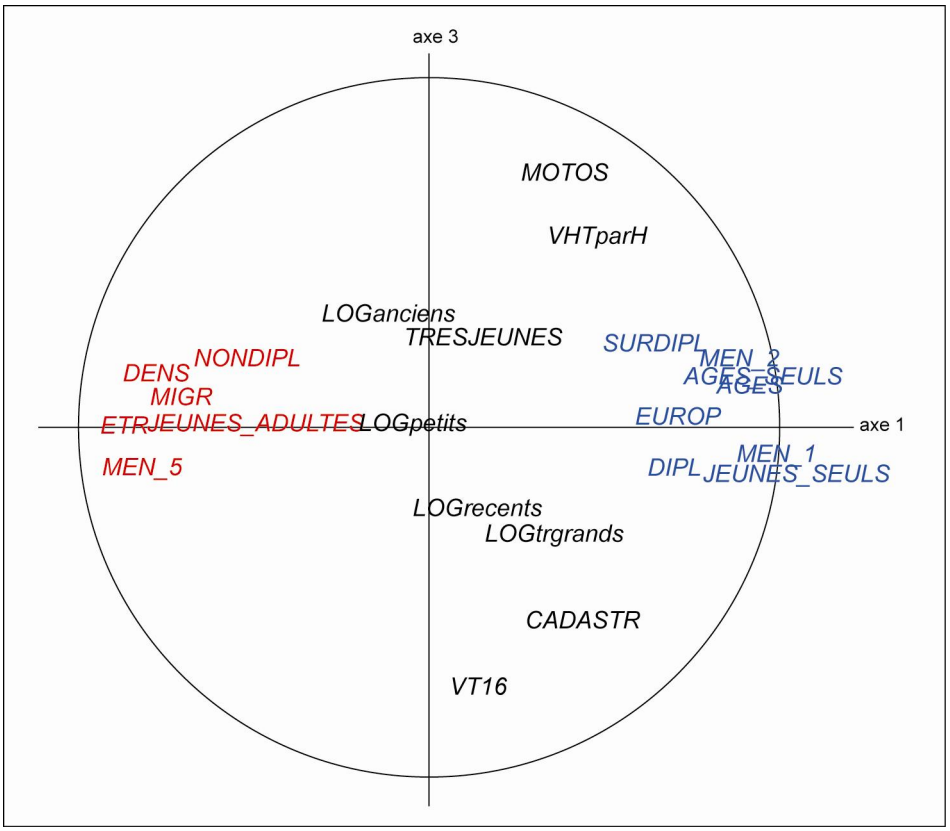


Élaboration personnelle

L'axe 2 regroupe des variables relevant de différents champs. Elles portent à la fois sur le niveau d'études et la structure du parc de logements. On trouve au pôle positif les niveaux d'études les plus élevés (DIPL et DIPLSUP) fortement corrélés à la part des étrangers européens. Ces derniers se distinguent bien des étrangers non européens qui sont situés au pôle négatif sur l'axe 1. On note également que la part des logements anciens et celle des logements très grands sont opposées à celle des logements récents. On peut supposer que les logements les plus grands sont sans aucun doute les plus coûteux et nécessitent donc une capacité économique élevée. L'analyse portant sur les catégories socio-professionnelles et les logements entre 1991 et 2001 avait d'ailleurs montré que la taille du logement plutôt que son ancienneté était un bon indice de leur forte présence de classes supérieures et de populations diplômées du supérieur.

Enfin, au pôle négatif de l'axe 2, on note la corrélation entre les très jeunes adultes et la part des logements récents. Compte tenu du fait que les logements neufs sont essentiellement des logements sociaux, on peut penser que leur présence est l'indice de celle de classes populaires, dont on avait vu que la part était corrélée à celle des non diplômés, ou bien de personnes âgées ayant été relogées dans les logements qui leur étaient spécifiquement dédiés. La position intermédiaire de la part des logements récents entre celle des non diplômés et celle des personnes âgées (vivant seules ou non) va dans le sens de cette hypothèse.

Figure 36. Cercle des corrélations pour les axes 1 et 3, ACP 2005



Élaboration personnelle

La figure 36 reproduit le deuxième plan factoriel (axe 1/axe 3). On constate que ce dernier rend plutôt compte des variables liées à la capacité économique des ménages, même si les relations ne sont pas évidentes à interpréter.

Au pôle positif de l'axe 3 figurent le taux de motorisation des ménages et la part des motos de 500 cc^3. Nous avions remarqué dans le chapitre précédent que le taux de motorisation des ménages était corrélé aux positions socio-professionnelles plutôt qu'à la taille des ménages. Inversement, au pôle négatif, on trouve la part de véhicules de tourisme ayant un potentiel fiscal égal ou supérieur à 16 (VT16), et la valeur cadastrale moyenne, en euro/m^2 (CADASTR). Ces indicateurs identifient les secteurs où l'on rencontre les terrains aux valeurs cadastrales les plus élevées et les voitures les plus puissantes, variables dont nous avons relevé précédemment la corrélation avec la proportion de classes supérieures. L'axe 3 traduit donc d'un côté l'association entre la part des classes moyennes et un taux de motorisation élevé, et de l'autre la surreprésentation de classes supérieures et de voitures puissantes, signes d'un certain statut social.

Comme le montre le tableau 41, les axes 3 et 4 complètent ces informations. Le taux de motorisation des ménages est cette fois associé à la valeur cadastrale. Par contre, ces deux variables s'opposent à la part des logements anciens (LOGanciens) et à celle des moins de 20 ans (TRESJEUNES). Dans les secteurs où les logements anciens sont surreprésentés, mais

aussi où les enfants et les adolescents sont nombreux, le taux de motorisation est bas. Ce qui apparaît ici, c'est qu'une taille des ménages élevée n'induit pas forcément la possession d'un véhicule (même s'il est difficile d'être aussi catégorique pour les ménages de taille moyenne, avec un ou deux enfants par exemple). Ceci recoupe la relation observée précédemment entre la jeunesse de la population et la forte présence d'étrangers non européens.

Tableau 41. Résumé des principaux caractères sur les axes 4 et 5, ACP 2005

Axe 4	**Vecteurs propres normés**	**Qualité de Représentation**	**Contribution (moyenne = 4,35 %)**
VHTparH	0,43	0,26	18,7 %
LOGanciens	- 0,36	0,18	12,7 %
MOTOS	0,38	0,20	14,3 %
TRESJEUNES	- 0,39	0,21	15,4 %
CADASTR	0,43	0,26	18,4 %
Axe 5	**Vecteurs propres normés**	**Qualité de Représentation**	**Contribution (moyenne = 4,35 %)**
LOGpetits	- 0,76	0,72	57,2 %
LOGrecents	0,44	0,24	19,1 %

Élaboration personnelle

Enfin l'axe 5 oppose la part des petits logements (de superficie inférieure ou égale à 30 m²), et celle des logements récents (construits après 1980).

2.3 Un rajeunissement qui marginalise les secteurs restés à l'écart

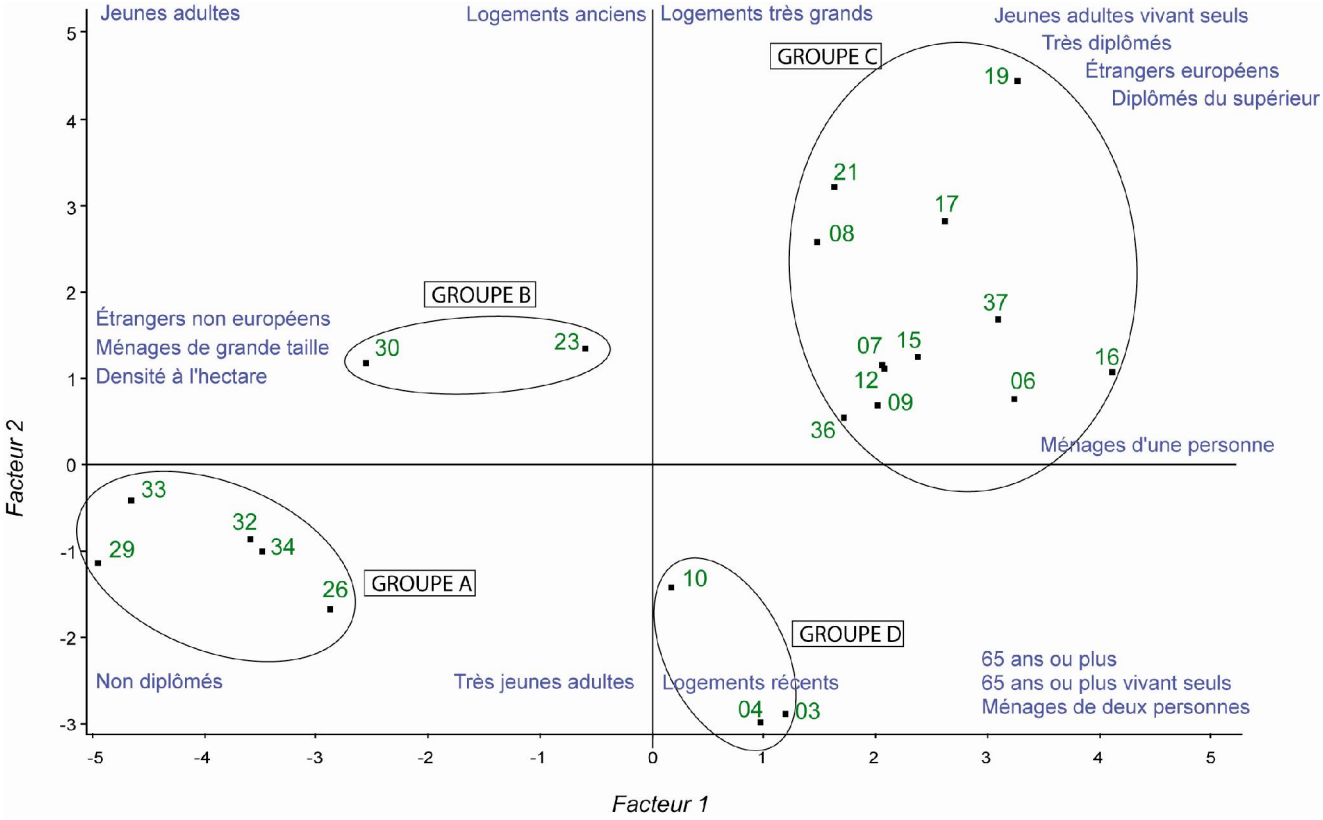
Nous nous appuierons ici sur les deux premiers plans factoriels (F1/F2 et F1/F3), qui résument la position des *zonas de recerca petita* sur les axes (figures 39 et 40). Leur lecture montre que dans un contexte de diffusion des classes moyennes et supérieures, il subsiste encore des secteurs qui restent très populaires. Elle met également en évidence les stratégies de localisation différentes entre jeunes adultes en général et jeunes adultes vivant seuls, mais aussi entre étrangers européens et étrangers non européens.

Le premier plan factoriel F1/F2 (figure 37) résume 60,4 % de l'information totale, soit quasiment les deux tiers. Le nuage de points est particulièrement dispersé, ce qui témoigne d'une très forte hétérogénéité des *zonas de recerca petita* en 2005. Malgré tout, on peut identifier quatre groupes.

Le groupe A rassemble des secteurs aux valeurs négatives aussi bien sur l'axe 1 que sur l'axe 2. Il s'agit ici des parties sud et ouest du Raval, caractérisées par une surreprésentation des 20-34 ans, des non diplômés, des étrangers non européens, des ménages de grande taille, dans un contexte de forte densité résidentielle. Ces *zonas de recerca petita* se

caractérisent par ailleurs par une faible part des étrangers européens et des populations dites « très diplômées ». Concernant le parc de logements, les logements récents y sont relativement nombreux. On trouve là le Raval dense et populaire, touché par une immigration récente et continue. C'est au total un groupe où la composition socio-démographique est relativement homogène. On peut faire l'hypothèse que la politique de construction de logements sociaux a renforcé le caractère populaire de ces secteurs, témoignage de la capacité de l'action municipale à freiner, voire à empêcher l'éventuelle diffusion d'un processus de gentrification.

Figure 37. Plan factoriel F1/F2 de l'ACP 2005



Élaboration personnelle
Les variables (en bleu) sont positionnées de manière indicative. Il ne s'agit donc pas de projection sur le plan factoriel, mais d'un rappel pour faciliter la lecture du graphique.

Les secteurs « Pl. La Mercè » (ZRP 23) et « Sant Agustí » (ZRP 30), au sud du Barrio Gótico et au cœur du Raval, se distinguent du groupe A par des valeurs positives sur l'axe 2. À côté de la surreprésentation des jeunes adultes, des non diplômés, des étrangers non européens et des ménages de grande taille, on y rencontre également des diplômés du supérieur, voire des très diplômés, et des étrangers européens. Ce sont donc des *zonas de recerca petita* très hétérogènes, où se côtoient des catégories sociales très différentes. Enfin, au regard du parc de logements, ces deux secteurs ont connu un effort de construction récente moins important que le reste du Raval.

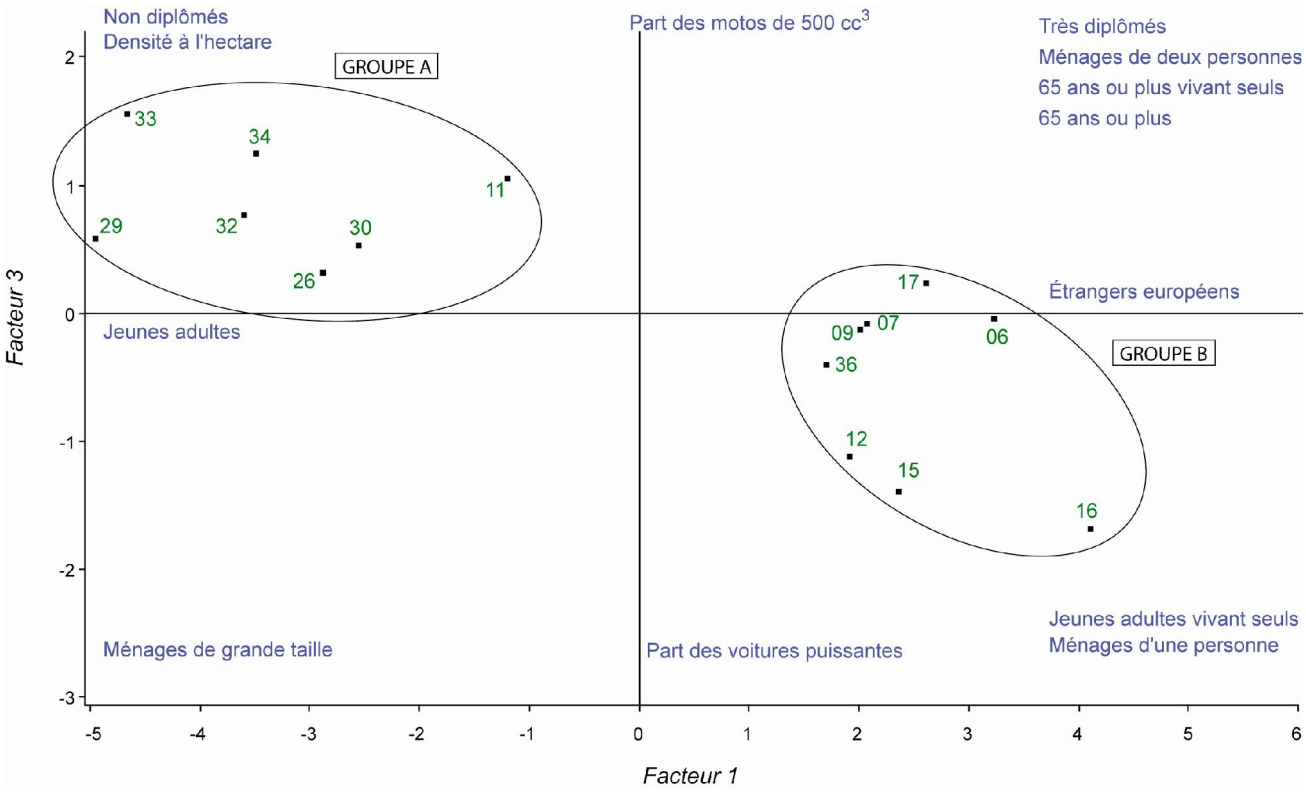
Le groupe C rassemble des *zonas de recerca petita* dont les valeurs sont positives sur les deux premiers axes factoriels, même si on note des écarts parfois importants entre elles. Ce sous-ensemble est en effet peu homogène, avec des secteurs où les petits ménages sont nombreux. La part des jeunes adultes et des étrangers non européens y est faible, mais celle des personnes âgées est importante. Ceci s'accompagne d'une surreprésentation des diplômés du supérieur et des très diplômés, ainsi que des étrangers européens. On note également la forte part des logements anciens et des très grands logements. Par opposition aux quartiers populaires du Raval, il s'agit ici des quartiers bourgeois, ou aisés, ce qui est le cas d'une grande partie de la Ribera (ZRP 6 : « Ciutadella-Born » ; ZRP 7 : « Llotja del Mar » ; ZRP 8 : « Santa Maria del Mar » ; ZRP 9 : « Museu Picasso »), d'une partie du nord du Barrio Gótico et le long de la Via Laietana (ZRP 12 : « Av Francesc Cambó » ; ZRP 15 : « c/ Condal » ; ZRP 17 : « c/ Petritxol » ; ZRP 19 : « Palau de la Generalitat » ; ZRP 20 : « Pl. Reial-Ajuntament »), et à l'extrême nord du Raval (ZRP 36 : « Academia Ciències » ; ZRP 37 : « c/ Tallers-Pelai »).

Enfin le dernier groupe rassemble des *zonas de recerca petita* au profil intermédiaire, situés dans la Barceloneta (ZRP 3 : « c/ Churruca » ; ZRP 4 : « Barceloneta Centre ») et à l'est du Casc Antic. Leur position proche de la moyenne sur l'axe 1 nous informe sur l'absence de surreprésentation particulière en termes de structure de la population. Par contre y dominent plutôt les non diplômés et les logements récents, sauf dans la Barceloneta où les petits logements sont également très présents, héritage des *cases de quart*.

Sur le plan F1/F3 (figure 38), qui résume environ 48,5 % de l'information totale, deux sous-ensembles apparaissent malgré une relative dispersion des *zonas de recerca petita*, qui traduit là encore une certaine hétérogénéité. À gauche du graphique, le groupe A rassemble des secteurs aux valeurs négatives sur l'axe 1 et positives sur l'axe 3. On y retrouve les quartiers populaires du Raval, qui présentent ici à la fois un taux de motorisation élevé, et des valeurs cadastrales faibles. Plusieurs hypothèses d'explication sont possibles. Nous pouvons supposer que nous trouvons dans ces *zonas de recerca petita* des populations ayant un certain niveau économique (leur permettant d'acheter une voiture) qui se sont installées dans des quartiers où les prix du logement étaient encore relativement bas. Auquel cas, nous serions dans un cas assez classique de gentrification progressive, où les « gentrifieurs » restent encore minoritaire si l'on tient compte de sa position sur l'axe 1.

Le groupe B rassemble quant à lui des *zonas de recerca petita* aux valeurs positives sur l'axe 1 et négatives ou bien proches de la moyenne sur l'axe 2. On retrouve une partie des secteurs bourgeois ou aisés identifiés précédemment. Leur profil général se confirme ici par leur position sur l'axe 2, avec une valeur cadastrale moyenne relativement forte (en particulier dans la ZRP 19 : « Palau de la Generalitat »). L'explication est donc ici beaucoup plus simple : il y a concordance entre d'une part une population (espagnole comme européenne) à haut niveau d'études et sans doute à forte capacité économique ; et d'autre part la présence de grands logements coûteux.

Figure 38. Plan factoriel F1/F3 de l'ACP 2005

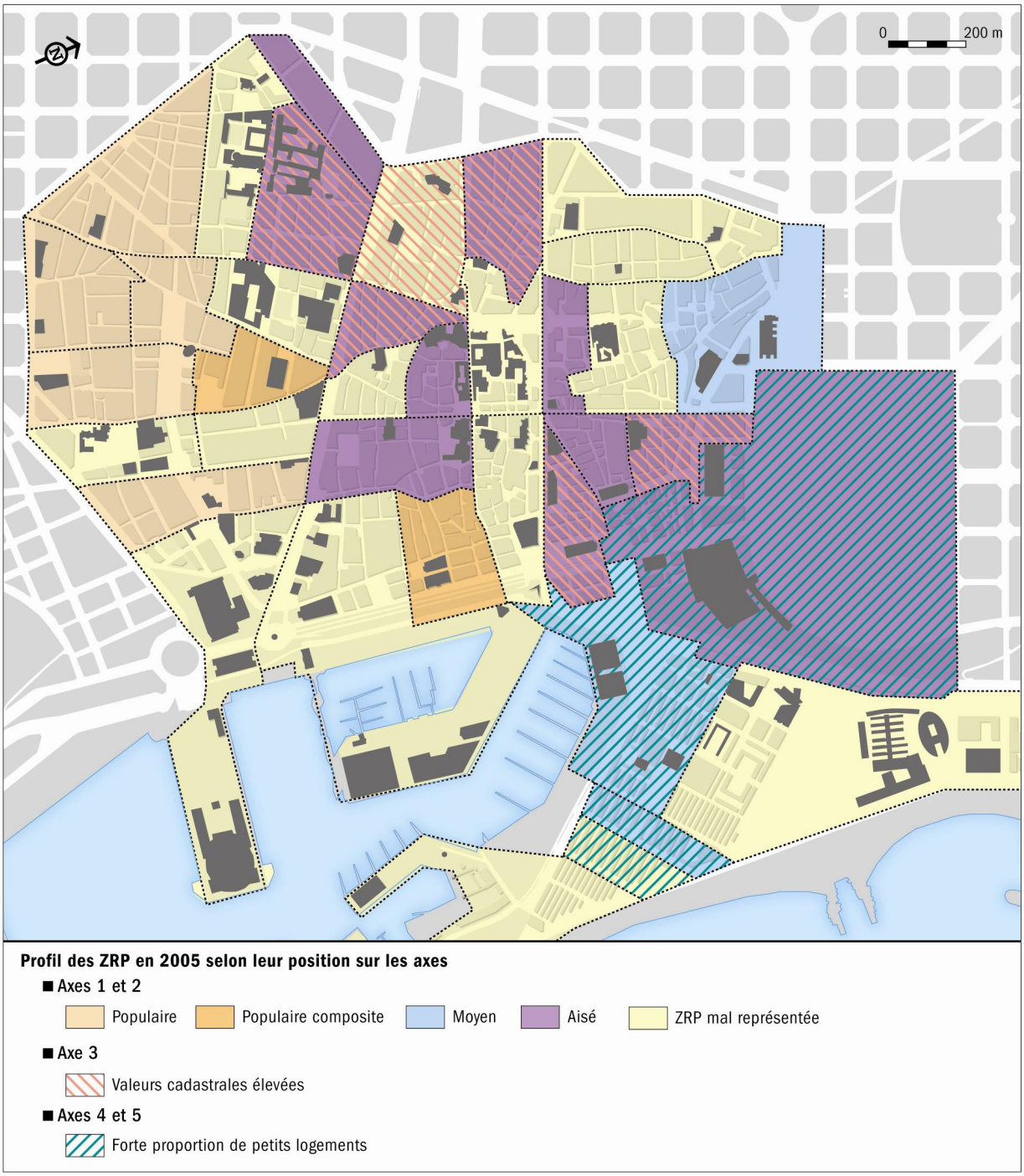


Élaboration personnelle
Les variables sont positionnées de manière indicative. Il ne s'agit donc pas de projection sur le plan factoriel, mais d'un rappel pour faciliter la lecture du graphique.

La carte 42 résume les différents cas de figure rencontrés lors de l'analyse des *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella à partir des données disponibles pour 2005[725].

[725] Les *zonas de recerca petita* considérées comme « mal représentées » sont celles dont la qualité de représentation est faible sur les 5 premiers axes, dans l'analyse en composantes principales sur les données disponibles pour 2005.

Carte 42. Les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella en 2005



Élaboration personnelle

3. TYPOLOGIE DES SECTEURS : GENTRIFICATION, DÉSEMBOURGEOISEMENT, MARGINALISATION OU STABILITÉ

Une typologie par classification ascendante hiérarchique (CAH) a été réalisée pour mettre en évidence la diversité des espaces étudiés. Rappelons d'emblée que l'analyse a été faite sur des unités statistiques à des dates différentes ; elle a donc essentiellement mis en évidence une typologie des trajectoires et non une typologie des secteurs, selon deux critères :

- l'« orientation » de la trajectoire ;
- l'« ancienneté » du phénomène observé. Cette méthode a donc l'avantage de mettre l'accent sur les dynamiques en jeu.

Là encore, du fait du manque de concordance de données, nous avons procédé en deux temps : nous avons d'abord réalisé une classification ascendante hiérarchique portant sur les trois recensements pour lesquels nous disposions de variables communes (1991, 1996 et 2001), puis nous avons réalisé une seconde classification portant sur les *zonas de recerca petita* en 2005, décrites par d'autres variables. Pour chacune des classifications, nous avons caractérisé les groupes (ou classes) d'individus en fonction des résultats des analyses en composantes principales. Enfin, nous avons fait la synthèse des deux typologies, pour résumer l'ensemble des trajectoires des différents secteurs du centre ancien de Barcelone entre 1991 et 2005.

3.1 Évolution des secteurs entre 1991 et 2001

Les 111 individus (c'est-à-dire les 37 *zonas de recerca petita* aux trois dates) ont été classés en 6 grandes classes, elles-mêmes subdivisées en fonction des différences de trajectoire (tableau 42) :

Tableau 42. Caractérisation des *zonas de recerca petita* regroupées par classes dans la CAH 1991-2001

Classe	Effectif	Type de trajectoire
Classe 1	24	Quartier aisé stable
		Quartier aisé à trajectoire descendante
Classe 2	7	Quartier à trajectoire descendante ancienne
		Quartier à trajectoire descendante récente
Classe 3	25	Quartier en cours de basculement
Classe 4	18	Gentrification ancienne
		Gentrification récente
Classe 5	19	Quartier populaire stable
Classe 6	18	Quartier composite stable

Élaboration personnelle

La première classe regroupe des *zonas de recerca petita* considérées comme des secteurs plutôt aisés au regard de l'analyse en composantes principales menée précédemment. Certains conservent leurs traits socio-démographiques au fil du temps (« Llotja del Mar », « c/ Petritxol », « Palau de la Generalitat ») parce qu'ils appartiennent à ce groupe aux trois dates. D'autres au contraire semblent s'éloigner de ce profil : ils sont dans ce groupe en 1991 et en 1996 mais ce n'est plus le cas en 2001 (« Catedral », « c/ Boqueria », « Mercat Boqueria », « c/ Tallers-Pelai »). D'autres quartiers encore le rejoignent en 2001.

La seconde classe regroupe un nombre plus réduit de quartiers dont le caractère populaire se renforce. Certains appartiennent à ce groupe aux trois dates (« Pl. Folch i Torres »), c'est-à-dire que le secteur se marginalise dès 1991, ou bien le rejoignent en 2001 (« Palau Güell », « Catedral »).

La troisième classe est particulièrement hétérogène, avec 25 secteurs dont le point commun est de ne pas connaître d'évolution franche. Ils sont en cours de basculement (« Casc Antic-Jutjats », « Palau Música », « Correus », « Sant Pau del Camp ») sans que l'on puisse déterminer s'ils tendent à se gentrifier ou au contraire à se marginaliser.

La quatrième classe, assez homogène, regroupe 18 secteurs, caractérisés par une trajectoire ascendante que nous avons identifiée précédemment comme étant un processus de gentrification. Les résultats de l'analyse en composantes principales nous permettent de distinguer des secteurs qui ont changé de classe en 2001 et affichent désormais des proportions élevées de catégories socio-professionnelles moyennes et aisées (il s'agirait alors d'une gentrification plus ancienne : « Santa Maria del Mar », « Museo Picasso ») et d'autres qu'on ne peut encore considérer comme des quartiers aisés (il s'agirait donc d'une gentrification plus récente : « Pl. de la Mercè », « Liceu », « Sant Agustí »).

La cinquième classe regroupe 19 *zonas de recerca petita* caractérisés comme des secteurs populaires relativement stables. Ce sont des quartiers qui n'ont pas connu de réelle évolution socio-démographique entre 1991 et 2001 (« Sant Pere », « c/ Riera Baix », « c/ La Cera », « c/ Riera Alta »).

Enfin la dernière classe est beaucoup plus hétérogène, avec à la fois des quartiers plus populaires mais plus composites que ceux de la classe précédente (« Sant Sebastià », « Barceloneta Centre », « Hospital del Mar », « Pl. Medinacel·li », « Drassanes »), et des quartiers plus aisés (« Ciutadella-Born »). Leur point commun est la stabilité de leur composition sociale entre 1991 et 2001.

Certains cas particuliers méritent d'être soulignés. Par exemple le secteur « Mercat Santa Caterina » a changé à deux reprises de classe : il était identifié comme « populaire stable » en 1991, avant de passer en « trajectoire ascendante » en 1996, pour redevenir plus « populaire » en 2001. Un début de basculement a eu lieu mais ne s'est pas confirmé. Dans ce cas, on peut parler de « dégentrification ». Ce terme désigne le fait que le processus de gentrification n'a pas abouti et que la composition sociale d'un quartier populaire n'a pas complètement basculé. Au contraire, on noterait même un reflux des classes moyennes ou

supérieures[726]. Le terme est apparu au début des années 1990 pour analyser les conséquences de la crise économique de la fin des années 1980 sur les processus de gentrification dans les villes américaines et anglo-saxonnes[727].

Au contraire, le secteur « c/ Churruca » était considéré comme stable en 1991 et 1996 mais a connu au cours de la dernière période une trajectoire ascendante qui laisse envisager une gentrification possible à terme. À l'inverse, le secteur « Catedral » faisait partie du groupe des secteurs aisés jusqu'en 1996 mais a intégré en 2001 le groupe des *zonas de recerca petita* à trajectoire descendante. Nous faisons donc l'hypothèse d'un désembourgeoisement du secteur.

Ces résultats sont-ils confirmés par la classification ascendante hiérarchique portant sur la situation en 2005 ?

3.2 La situation en 2005

Les 37 *zonas de recerca petita* ont été classées en six types. La première classe regroupe le plus grand nombre de secteurs, identifiés comme aisés dans l'analyse en composantes principales portant sur les données de 2005 (« Llotja del Mar », « c/ Petritxol », « c/ Boqueria » ou encore « Palau de la Generalitat »). En les mettant en perspective par rapport à leur position en 1991-2001, on voit qu'il s'agit soit de secteurs qui sont restés aisés tout au long de la période étudiée (1991-2005) soit de secteurs qui ont acquis beaucoup plus récemment ce statut.

La seconde classe rassemble des secteurs au profil relativement hétérogène (« Santa Maria del Mar », « Museo Picasso », « Pl. de la Mercè », « Sant Agustí »). Tous s'inscrivent dans une trajectoire ascendante par rapport à la période précédente, c'est-à-dire entre 1991 et 2001. Pour certains (« Santa Maria del Mar », « Museo Picasso ») l'ancienneté du phénomène nous confirme qu'il s'agit bien d'une gentrification qui date au moins du milieu des années 1990.

La troisième classe regroupe au contraire des quartiers très populaires. Là encore des différences apparaissent par rapport à la période précédente : dans certains cas ils n'étaient pas considérés comme populaires auparavavant, auquel cas on peut parler de processus de marginalisation (« Palau Güell », « Pl. Folch i Torres »). Dans d'autres cas, la situation est plus ambigue. Par exemple, le secteur « c/ Churruca » est classé comme populaire en 2005

[726] MILLARD-BALL A., « Moving beyond gentrification gaps : social change, tenure change and gap theories in Stockholm », *Urban Studies*, volume 37, n° 9, 2000, p. 1682.

[727] Très rapidement les débats ont tourné autour de la question de savoir si la dégentrification constituait un processus à part entière ou un simple moment de ralentissement d'un mouvement de gentrification à plus long terme. L. Lees et L. Bondi ont notamment pris l'exemple des quartiers de Lower East Side (Manhattan, New-York City) et de Park Slope (Brooklyn, New-York City), pour montrer que la récession économique n'a pas systématiquement interrompu le processus de gentrification et que, le cas échéant, le reflux était plus une étape transitoire qui tenait aux conditions locales (les tensions sociales dans le Lower East Side et la saturation du marché immobilier à Park Slope). LEES L., BONDI L., « De-gentrification and economic recession », *Urban Studies*, 1995, vol. 16, n° 3, pp. 234-253.

alors que dans la période précédente il avait été identifié comme en trajectoire ascendante. Nous pensons qu'il y a bien eu amorce de gentrification, qui ne s'est pas confirmée par la suite. Il est cependant difficile de dire s'il s'agit de dégentrification ou si simplement le processus de gentrification a été ralenti, hypothèse que nous privilégions.

Dans la quatrième classe, les *zonas de recerca petita* ont un profil beaucoup plus composite que dans le groupe précédent. Si on compare leur position actuelle à celle qu'elles avaient dans la classification portant sur 1991-2001, certaines sont passées d'un statut de quartier aisé à un statut plus composite : nous pouvons faire ici l'hypothèse d'un désembourgeoisement (« Pl. Villa de Madrid », « c/ Tallers-Pelai). Nous avons préféré ce terme à celui de « dégentrification » ou de « tertiarisation », parce que contrairement à la dégentrification qui désigne un « reflux » dans le processus de gentrification, le désembourgeoisement décrit le remplacement de classes supérieures par des classes moyennes ou populaires mais sans préjuger d'une éventuelle gentrification antérieure[728]. Le terme n'est pas non plus synonyme de tertiarisation parce qu'il n'induit pas une baisse de la fonction résidentielle sous la pression des activités commerciales, culturelles ou récréatives. L'évolution est donc différente de celle des quartiers où se développent à l'excès commerces de luxe et magasins d'articles touristiques, entraînant le plus souvent la disparition du petit commerce et le départ des habitants.

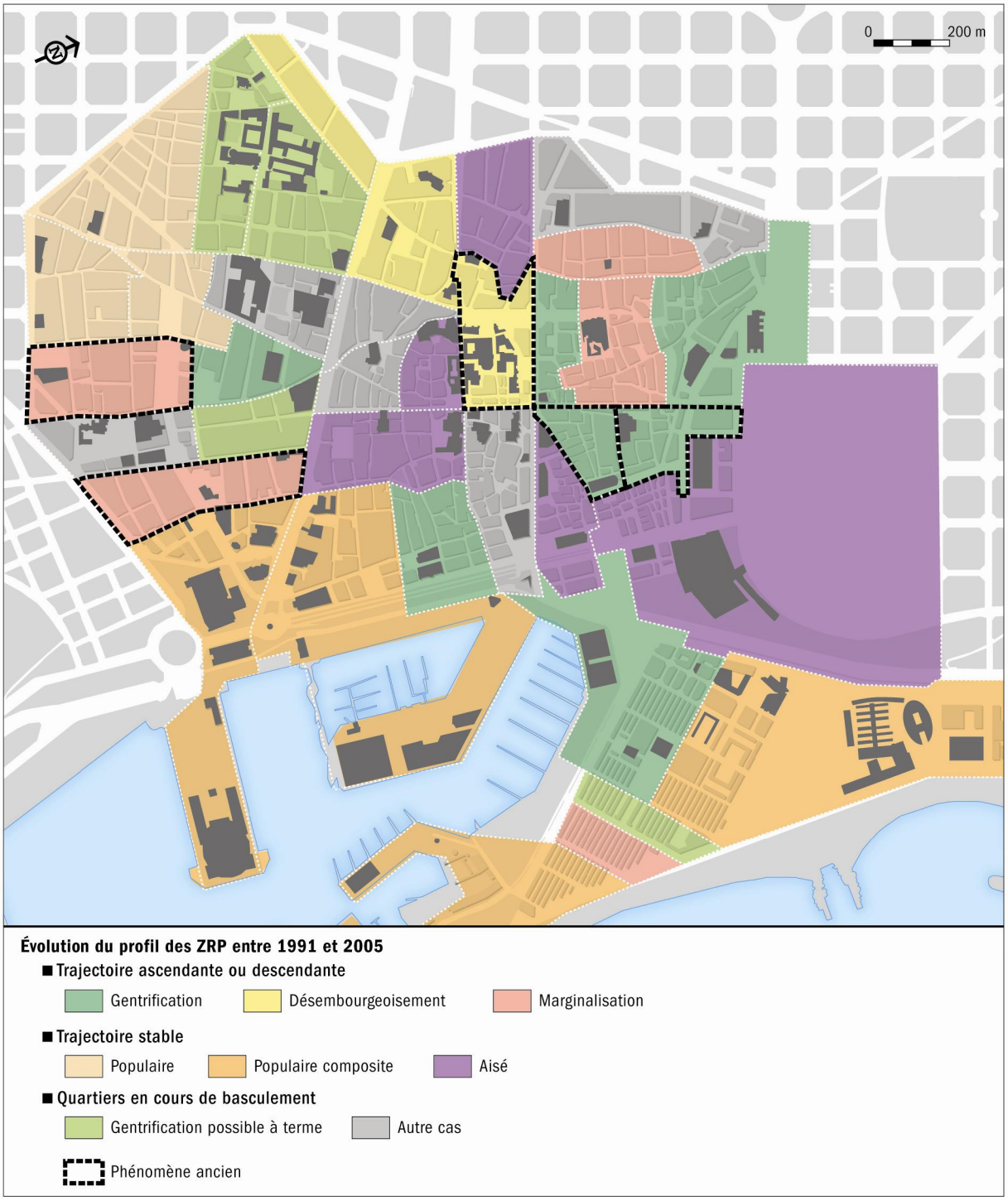
La cinquième classe ne compte que trois secteurs, au profil populaire particulièrement homogène. Par rapport aux quartiers populaires de la troisième classe, ils font preuve d'une très forte stabilité entre 1991 et 2005 (« c/ Riera Baixa », « c/ La Cera », « c/ Riera Alta »).

Enfin, la sixième classe est tout à fait particulière, puisqu'elle ne compte qu'un seul secteur (« Catedral »), caractérisé par une croissance démographique spectaculaire entre 2001 et 2005, ce qui brouille la composition sociale du quartier.

Au total, en croisant les réultats de ces deux classifications ascendantes hiérarchiques, on peut dégager quatre grands profils principaux, traduits dans la carte 43 : les *zonas de recerca petita* dont le profil social reste stable ; celles qui connaissent une trajectoire sociale ascendante ; celles dont la trajectoire sociale est descendante ; enfin, celles en cours de basculement.

[728] Ce phénomène a par ailleurs déjà été repéré par J. Olives Puig dans une étude sur l'évolution d'une partie du centre ancien de Barcelone entre le 19ème siècle et les années 1960. L'auteur parle plutôt de « succession », en référence aux travaux de l'École de Chicago (OLIVES RUIG J., *op. cité*, 1969).

Carte 43. Ciutat Vella entre 1991 et 2005 :
un centre ancien fragmenté par de multiples processus



Élaboration personnelle

3.3 Les trajectoires sociales des quartiers du centre ancien de Barcelone entre 1991 et 2005

Les quartiers à trajectoire stable. On peut y repérer trois types, en commençant par les secteurs qui ont conservé un caractère populaire très marqué entre 1991 et 2005. C'est notamment le cas d'une partie du Raval (« c/ Riera Baixa », « c/ La Cera », « c/ Riera Alta »). Cette stabilité sociale n'empêche pas un certain rajeunissement de la population, qui accompagne une reprise démographique (« c/ La Cera »). Le second type concerne des quartiers dont le paysage socio-démographique est relativement populaire mais plus composite, notamment dans la Barceloneta et le sud du Barrio Gótico (« Sant Sebastià », « Hospital del Mar », « Pl. Medinacel·li », « Casa Caritat »). Le troisième type correspond aux *zonas de recerca petita* qui ont conservé un profil aisé entre 1991 et 2005, notamment dans la partie nord du Barrio Gótico ou bien le long de la Via Laietana, secteurs qui sont restés le lieu de résidence traditionnelle de catégories moyennes et supérieures de la population (« Ciutadella-Born », « Llotja del Mar », « c/ Petritxol », « Palau de la Generalitat », « Pl. Reial-Ajuntament »).

Les quartiers à trajectoire sociale ascendante. Ce sont les secteurs qui connaissent un phénomène de gentrification au sens classique du terme, bien qu'on puisse l'observer à des stades différents, représentant environ 16,1 % de la population de Ciutat Vella. Le processus est plus ancien dans la Ribera (« Santa Maria del Mar », « Museu Picasso ») que dans le Casc Antic (« Casc Antic-Jutjats », « c/ Condal ») et le Raval (« Sant Agustí »). La reprise démographique s'accompagne d'une plus grande hétérogénéité sociale dans un contexte de croissance de la population et de maintien relatif des catégories socio-professionnelles dites « populaires ». On peut dès lors parler de cohabitation de groupes sociaux hétérogènes. L'étude sur le terrain révèle que depuis 2001 le paysage urbain se transforme : réhabilitation des logements, apparition de commerces à destination d'une population plus jeune et/ou plus argentée, développement d'une vie nocturne (bars à thèmes…) et de l'offre culturelle (galeries d'art…).

Les quartiers à trajectoire sociale descendante. Dans un premier cas, il peut s'agir d'un phénomène de « désembourgeoisement » (trois secteurs, pour 12,2 % de la population environ), si l'on entend par là le remplacement de classes supérieures par des classes moyennes ou populaires**,** qu'il soit ancien (« Catedral ») ou récent (« Pl. Villa de Madrid »). Ainsi, dans le secteur « Pl. Villa de Madrid », au nord du Barrio Gótico, le ratio entre la proportion des classes supérieures et des classes moyennes a diminué entre 1996 et 2001 (de 1,4 à 1,1) au moment où il augmentait pour l'ensemble de Ciutat Vella (de 0,93 à 1,17). Certains entretiens nous ont confirmé que depuis quelques années les anciens résidents aisés, plutôt de nationalité espagnole, quittent parfois le Barrio Gótico, notamment du fait de la transformation du paysage social et économique du quartier : développement touristique jugé excessif, disparition des commerces traditionnels, immigration étrangère importante… Il convient de souligner également l'existence d'un processus parallèle, qui toucherait plutôt les

quartiers aisés du nord-ouest du Barrio Gótico, mais surtout le nord du Casc Antic, qui serait un remplacement des classes moyennes ou supérieures espagnoles par des migrants européens (français, allemands ou encore anglais), qui investissent dans l'immobilier du centre ancien. Dans le secteur « c/ Petritxol », ils représentent 2,7 % de la population (contre 1,8 % pour tout Ciutat Vella et 0,8 % pour l'ensemble de la commune de Barcelone), avec des rapports entre la proportion des classes supérieures et des classes moyennes ou populaires qui restent stables entre 1996 et 2001. Ne s'agit-il pas alors d'un processus original qui ne semble être ni une gentrification par immigration étrangère, ni un désembourgeoisement ? Ce qui fait l'importance de ce phénomène n'est pas tant la proportion réelle de ces migrants européens[729], mais le fait qu'elle est en augmentation et que ce thème de discussion a surgi quasi systématiquement et de manière spontanée lors des entretiens avec les agents immobiliers. Acteurs et témoins privilégiés du marché du logement dans le centre ancien, ils ont relevé la part croissante des étrangers européens parmi les acheteurs.

Le second cas, de « marginalisation » (cinq *zonas de recerca petita* pour 17,8 % de la population), concerne des secteurs où non seulement le caractère populaire tend à se maintenir, mais où la crise socio-démographique semble même s'accentuer, soit de manière latente (« Mercat Santa Caterina » et « Sant Pere »), soit de manière plus prononcée, comme dans le sud du Raval (« Palau Güell » et « Pl. Folch i Torres »).

Les quartiers en cours de basculement. Il s'agit de secteurs où l'on perçoit bien un changement, mais l'information disponible à partir des données de 2005 ne permet pas de trancher en faveur d'une tendance plutôt qu'une autre (quatre secteurs, pour 7,4 % de la population). On peut dans certains cas souligner, comme dans le Raval (« Mercat Boqueria »), qu'un tissu social particulièrement hétérogène se maintient, mais qu'en revanche, l'apparition et la diffusion de nouveaux types de commerces, en particulier ceux destinés aux populations jeunes et/ou étudiantes, comme les bars à thème, les magasins de musique, de vêtements, profitant notamment de la réimplantation de la faculté de géographie, d'histoire et de philosophie dans le quartier, nous incitent à parler plutôt de « gentrification de consommation », et non de « gentrification résidentielle »[730].

Est-ce à dire que la gentrification est en cours, mais plus lentement, ou bien que la tendance décelée en 2001 s'est inversée du fait de l'évolution socio-démographique plus récente (auquel cas nous pourrions parler de « dégentrification ») ? De même, dans le secteur « c/ Churruca », la proportion de classes populaires est passée de 73,9 % à 64,9 % entre 1991 et 2001 (avec 11,7 % seulement de la population active appartenant aux catégories socio-professionnelles supérieures en 2001), tandis que la part des non diplômés était encore de 53,6 % en 2001, contre 40,4 % pour l'ensemble de Ciutat Vella. Pour autant, les usages du quartier changent, y compris pour des citadins qui ne l'habitent pas et l'investissent à leurs heures de loisirs. Une seconde hypothèse (non contradictoire) serait que ces quartiers suivent une trajectoire relativement similaire à ce que M. Van Criekingen et J.-M. Decroly ont appelé

[729] Encore convient-il de noter qu'elle était de 8,4 % en 2006 pour le secteur « c/ Petrixtol », donc toujours en progression.
[730] Pour reprendre une distinction opérée par C. Bidou-Zachariasen (C. Bidou, 2003).

incumbent upgrading pour décrire, à Bruxelles ou Montréal, des espaces qui connaissent peu de changements dans la composition socio-démographique de la population mais tout de même une amélioration du parc de logements du fait d'un effort de réhabilitation par les propriétaires-occupants[731]. Sur le terrain, on constate en effet, notamment dans la partie nord du Raval, que les bâtiments semblent connaître une nouvelle vie : ravalement des façades, installation de doubles vitrages…

Les analyses statistiques multivariées ont mis en évidence la multiplicité des changements sociaux à Ciutat Vella entre 1991 et 2005. Nous avons souligné que le centre ancien de Barcelone avait connu une réelle amélioration des conditions de vie de ses habitants depuis les années 1980, ce qui a brouillé les oppositions traditionnelles entre quartiers populaires et quartiers aisés. Le fait que cette amélioration ne se soit pas systématiquement accompagnée d'un rajeunissement de la population nous invite à distinguer deux grandes phases. La première, jusqu'au milieu des années 1990, se caractérise par une amélioration *in situ* des caractéristiques socio-démographiques. La seconde, à partir du milieu des années 1990, est due à l'apport de nouvelles populations extérieures au quartier, voire à la ville, mieux instruites et disposant de meilleurs niveaux de revenus. Cette inflexion n'est pas contradictoire avec l'apparition de phénomènes de gentrification plus précoce dans le quartier de la Ribera.

À partir des années 2000, l'évolution sociale de Ciutat Vella semble connaître une nouvelle étape, avec l'arrivée importante de populations étrangères, en particulier d'origine non européenne et populaire, ce qui, dans certain secteurs, provoque un retournement de tendance. La multiplication des différents types d'immigration, de l'immigration sud-américaine ou indo-pakistanaise pauvre à l'immigration européenne plus aisée, entraîne des évolutions différenciées, qui se traduisent par une mosaïque de processus. Au final, si la Barceloneta et le Raval restent globalement des quartiers populaires, certains secteurs sont localement concernés par une gentrification plus ou moins récente, tandis que d'autres continuent à se marginaliser socialement, en particulier dans le Raval et le Casc Antic. Quant au Barrio Gótico, s'il reste globalement un quartier aisé, certains secteurs connaissent un début de « désembourgeoisement ».

À l'issue des analyses statistiques multivariées, nous pouvons donc affirmer que le processus de gentrification ne concerne qu'une partie du centre ancien, dans des secteurs bien ciblés. Les quartiers les premiers touchés sont ceux de la Ribera, qui n'étaient certainement pas les secteurs les plus marginaux de Ciutat Vella au début des années 1980, mais ceux qui avaient conservé un certain prestige, en partie du fait de leur richesse patrimoniale. Dans ce cas précis, nous pouvons donc bien parler de « retour en centre-ville » des catégories moyennes ou aisées. Les quartiers qui se gentrifient en premier ne sont pas les plus dégradés

[731] VAN CRIEKINGEN M., DECROLY J.-M., *op. cité,* 2003.

(ceux où le *rent gap* est potentiellement le plus important), mais, parmi les secteurs les moins chers, ceux qui jouissent d'une meilleure image.

Ceci nous amène à examiner le rôle que joue l'image du quartier dans le processus du gentrification. Nous entendons explorer maintenant le « paysage de la gentrification », pour mettre en évidence d'une part les effets de rétroaction, d'autre part les échelles de la gentrification. Nous chercherons à comprendre comment la gentrification, mais aussi les autres processus que nous avons mis en évidence, s'incrivent matériellement dans le paysage du centre ancien de Barcelone et comment, en retour, ce paysage peut jouer sur les représentations du quartier, susceptibles d'attirer ou non les « gentrifieurs » potentiels. Par ailleurs, certains secteurs semblent affectés par des processus de microgentrification, difficilement repérables à l'échelle des *zonas de recerca petita*. L'analyse du paysage à une échelle plus fine permettra sans doute de les détecter.

CHAPITRE 9
LE PAYSAGE DE LA GENTRIFICATION À CIUTAT VELLA

L'étude du paysage de la gentrification a deux objectifs : permettre un changement d'échelle dans l'analyse du processus et décrypter les effets de rétroaction des transformations du cadre urbain sur la composition sociale des quartiers.

Dans le chapitre précédent, nous avons mis en évidence les évolutions parfois contradictoires des différents quartiers du centre ancien de Barcelone. Une de principales limites des analyses plurivariées que nous avons menées reste cependant la question des échelles : les *zonas de recerca petita*[732] constituent des secteurs plus ou moins grands, dont la description par des données agrégées peut masquer l'amorce de processus de microgentrification ou au contraire la permanence de « poches » de marginalisation. Une rue peut être touchée par la gentrification sans que celle-ci affecte l'ensemble du secteur. L'analyse du paysage permettra alors de « descendre d'un niveau » et d'apprécier l'articulation des échelles de la gentrification.

Par ailleurs, nous chercherons à mettre en évidence les effets de rétroaction que peut avoir le paysage urbain sur les processus de gentrification. L'intérêt est double : d'une part construire une méthodologie qui permette de « lire » les processus dans le paysage urbain, approche qui a été jusqu'à maintenant peu pratiquée ; d'autre part comprendre comment l'ensemble des évolutions socio-démographiques (et pas seulement la gentrification) s'inscrivent dans le paysage urbain. Ce dernier n'est pas seulement un révélateur des processus qui touchent le centre ancien, mais il agit en retour sur ces mutations. Il alimente le caractère attractif ou au contraire répulsif du réinvestissement des différents secteurs de Ciutat Vella. Dans ces conditions, l'image d'un quartier doit être considérée comme un facteur explicatif de la gentrification.

[732] Rappelons que cette échelle avait été choisie du fait de l'absence d'un jeu de données significatif à une échelle plus fine.

Dans la continuité des réflexions théoriques développées dans la première partie[733] et des résultats présentés dans le chapitre précédent, nous exposerons dans un premier temps quelques aspects méthodologiques de notre approche paysagère. Nous examinerons ensuite le cas du secteur « Pl. Folch i Torres », considéré comme en situation de « marginalisation ancienne », pour montrer dans quelles conditions une microgentrification peut avoir lieu dans le centre ancien de Barcelone. Enfin, nous prendrons l'exemple de six rues de Ciutat Vella pour montrer comme les transformations socio-spatiales repérées précédemment (gentrification, marginalisation, désembourgeoisemnt) s'inscrivent dans le paysage urbain.

1. LE PAYSAGE DE LA GENTRIFICATION : APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'analyse des transformations socio-spatiales du centre ancien de Barcelone à travers les mutations du paysage urbain a été conduite sur le mode du parcours photographique dans plusieurs rues du district de Ciutat Vella. La méthodologie adoptée dans le cadre de ce travail repose essentiellement sur l'objectivation du processus de production de l'information, à travers différentes approches propres à la géographie, à l'architecture et à l'art photographique.

D'entrée de jeu, la question se pose de savoir comment ces résultats pourront être considérés comme « objectifs ». Dès lors que nous faisons intervenir la perception[734] et l'interprétation, comment peut-on éviter une lecture « biaisée » du paysage urbain, au risque de n'y voir que ce qu'on cherche à démontrer ? Comment objectiver ce travail de lecture du paysage urbain ? Nous entendons ici « l'objectivité scientifique » au sens que lui donne K. Popper :

> « Ce qu'on peut appeler objectivité scientifique repose (…) exclusivement sur la tradition critique qui, en dépit des résistances, rend souvent possible la critique d'un dogme qui prévaut. Autrement dit, l'objectivité de la science n'est pas une question d'individu, intéressant les hommes de science pris à part, mais une question sociale qui résulte de leur critique mutuelle, de la division du travail amicale-hostile entre scientifiques, de leur collaboration autant que de leur rivalité. »[735]

[733] Notamment les différences entre démarche inductive et démarche hypothético-déductive dans l'analyse du paysage, ainsi que les modalités d'une lecture sémiologique de l'espace urbain.

[734] Depuis les années 1960, beaucoup de travaux en géographie ou en sociologie urbaine, inspirés de la psychologie, se sont intéressés, en France comme dans le monde anglo-saxon, aux distorsions entre monde « réel » et « monde perçu ». Nous renvoyons aux principaux ouvrages pionniers traitant de la question : LOWENTHAL D., « Geography, experience and imagination : towards a geographical epistemology », *Annals of the Association of American Geographers*, 1961, vol. 51, n° 3, pp. 241-260 ; LYNCH K., *op. cité*, 1976 [1960] ; LEDRUT R., *op. cité*, 1970 ; NEUBURGER H. L. I., « Perceived costs », *Environment and Planning*, 1971, vol. 3, n° 4, pp. 369-376 ; FRÉMONT A., *La région, espace vécu*, Paris : PUF, 1976, 223 p. ; BAILLY A., *La perception de l'espace urbain : les concepts, les méthodes d'étude, leur utilisation dans la recherche urbanistique*, Paris : CRU, 1977, 264 p.

[735] POPPER K., « La logique des sciences sociales », in ADORNO T. R., POPPER K. R., et al., *De Vienne à Francfort : la querelle allemande des sciences sociales*, Bruxelles : Éditions Complexe, 1979, 278 p.

L'objectivité ne repose donc pas sur celle du chercheur lui-même, ou sur celle des conditions dans lesquelles a lieu la relation entre le sujet (le jeune chercheur) et l'objet d'étude (le paysage urbain), mais sur la possibilité d'une mise en perspective critique des interprétations de cette relation, dans le cadre d'un dialogue entre « hommes de science », entre chercheurs. L'objectivité de notre étude du paysage urbain de Ciutat Vella n'est donc pas seulement fondée par la légitimité ou la cohérence des critères retenus (qui ont guidé l'étape de l'analyse) ou bien par la lecture que nous en avons personnellement faite (qui résulte de l'étape d'interprétation), mais aussi par l'explicitation de ces critères et de ces étapes, qui rend possible la discussion et la critique des résultats.

Nous avons résumé dans le tableau 43 les différents moments de l'analyse du paysage urbain, depuis le choix des rues jusqu'à la restitution des résultats, en passant par le parcours photographique :

Tableau 43. Les étapes du parcours photographique

ÉTAPES DE L'ANALYSE	NOTIONS ET OUTILS MOBILISÉS	MÉTHODOLOGIE
Choix de la rue	« Savoir latéral »	Information statistique
		Critères de sélection
		Préconnaissance du terrain
Parcours photographique	Lecture du paysage urbain	« Formes » ↔ messages d'ordre documentaire
		« Formants » ↔ messages d'ordre conceptuel ou affectif
	Production photographique	Élaboration des points de vue
Restitution de l'analyse	Photographie	Sélection des images
	Texte et paratexte	Titres ou légendes
		Contextualisation
		Commentaires

Élaboration personnelle

Ne pouvant mener l'analyse de manière exhaustive sur l'ensemble des rues du centre ancien de Barcelone, nous avons choisi dans un premier temps un certain nombre de rues jugées représentatives des mutations socio-démographiques actuelles de Ciutat Vella.

1.2 Sélection des parcours photographiques

L'enjeu du parcours photographique a été de mettre en évidence la réalité des processus en cours dans toute leur diversité et leurs effets sur le paysage urbain. Nous avons procédé selon deux approches différentes pour mettre en évidence les logiques d'échelle et celles de rétroaction.

Dans un premier temps, nous avons mené un travail exhaustif sur un secteur déterminé (ZRP 29 : « Pl. Folch i Torres »), afin d'apprécier les évolutions à l'échelle microgéographique. Cette première analyse nous a également permis de « tester » la méthodologie adoptée. La seconde approche a consisté à sélectionner 6 rues particulières du centre ancien, selon un certain nombre de critères développés ci-dessous, pour apprécier cette fois-ci les effets de rétroaction du paysage de la gentrification.

Avant tout, il importe de préciser que nous avons choisi de travailler à très grande échelle. Plusieurs jeunes chercheurs du département de géographie humaine de l'Université de Barcelone ont réfléchi à l'intérêt d'étudier le paysage urbain de Barcelone à petite échelle[736]. À partir d'une réflexion sur l'utilisation d'outils photographiques en ligne tels que le logiciel *Google Earth*, ils montrent comment la photographie aérienne permet d'analyser le tissu urbain selon une échelle « dynamique », que l'on peut très rapidement faire varier de 25 mètres à 10 000 mètres. D'après, eux, cette méthode donne la possibilité de repérer et d'interpréter :

- le site et la situation de la ville ;
- la trame urbaine et les parcelles ;
- les extensions urbaines ;
- la densité du tissu urbain.

Les auteurs soulignent cependant plusieurs limites de cette approche, notamment le fait qu'elle rend difficile une étude chronologique de l'évolution du tissu urbain (à moins de croiser les photos avec d'autres sources ou de disposer de photos d'un même territoire à une échelle identique mais à des dates différentes) et que la vue aérienne ne correspond pas à celle du citadin. Ce dernier perçoit différemment l'espace urbain. On pourrait ajouter que ce type d'approche est limité du point de vue de la perception de la réalité sociale d'un quartier, même à l'échelle la plus fine possible (25 mètres)[737]. C'est pourquoi nous avons estimé devoir travailler à l'échelle de la rue, voire du bâtiment, pour appréhender les mutations socio-démographiques. É. Charmes avait déjà souligné l'essor des travaux sur la rue à partir des années 1960 et l'intérêt de descendre à cette échelle pour comprendre la ville :

[736] EQUIPO URBANO, « El uso de *Google Earth* para el estudio de la morfología de las ciudades I. Alcances y limitaciones », *Ar@cne*, 2007, n° 100 ; EQUIPO URBANO, « El uso de *Google Earth* para el estudio de la morfología urbana II. Las tramas urbanas », *Ar@cne*, 2007, n° 101.

[737] À cette échelle, l'utilisateur du logiciel est d'ailleurs fortement tributaire de la qualité d'affichage (résolution) de la photographie, elle-même dépendante de la richesse de la base de données mise en ligne par le concepteur du logiciel. Dans le cas de *Google Earth*, développé par une société américaine, les limites apparaissent très vite dès que l'on veut étudier une petite ville ou une ville moyenne en Europe.

« D'un côté, la rue est apparue comme le lieu où les citadins entrent en contact et où se fonde la culture urbaine. D'un autre côté, elle est apparue comme une forme organisatrice essentielle du tissu urbain traditionnel, au travers de laquelle les bâtiments se lient les uns aux autres et dessinent un paysage. Le retour à la rue s'est donc placé sous les doubles auspices du lien social et du lien spatial. »[738]

La rue est un lieu de « confrontation », au sens où elle met face à face des populations, des bâtiments ou des activités dont l'organisation et les interrelations produisent du sens. Le travail d'É. Charmes sur Belleville montre comment la rue peut être le lieu de la construction sociale et de représentations pour les « gentrifieurs ». M[a] Alba Sargatal Bataller quant à elle a travaillé à l'échelle de la rue pour montrer les évolutions contradictoires que peuvent connaître certains secteurs du Raval, en apparence homogènes[739].

Dans la continuité de ces deux approches, l'intérêt de travailler à l'échelle de la rue nous semble triple. D'abord, il est posible de repérer les évolutions en cours et pas seulement les structures héritées inscrites dans le bâti. Par ailleurs, en opérant à l'échelle d'un immeuble (en observant par exemple les différences entre plusieurs logements d'un même bâtiment), nous étudions les espaces de la quotidienneté, c'est-à-dire ceux qui expriment la réalité sociale du vécu dans le centre ancien. Le parcours dans la rue plutôt que l'analyse par la photographie aérienne, à l'échelle d'un quartier ou d'un ensemble urbain, permet de saisir conjointement les édifices, les usages qui en sont faits, et les habitants qui l'occupent, le traversent ou le fréquentent. Enfin, à cette échelle, nous nous éloignons d'une vision surplombante du paysage urbain pour nous rapprocher de celle du citadin. Or il importe de se référer à l'échelle de perception des « gentrifieurs » si l'on veut comprendre comment le paysage urbain structure les images qu'ils ont du centre ancien de Barcelone.

Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés à un quartier dans son ensemble, avec trois objectifs principaux. D'une part, nous avons voulu dépasser les limites inhérentes à l'analyse effectuée à l'échelle des *zonas de recerca petita*, donc sur des données agrégées. L'enjeu est de savoir si l'approche statistique rend bien compte de la réalité des changements dans la composition sociale des quartiers étudiés et dans les formes d'occupation de leur parc de logements. Y a-t-il concordance entre notre appréciation des mutations socio-démographiques fondée sur les résultats des analyses plurivariées, et la réalité observée sur le terrain ?

D'autre part, compte tenu du caractère souvent composite des différents secteurs du centre ancien de Barcelone, nous estimons qu'il est pertinent de descendre à une échelle plus fine que celle utilisée dans les analyses plurivariées, pour repérer précisément quels sont les foyers de diffusion ou les « périphéries » de la gentrification. Il serait alors possible de comprendre pourquoi, dans un secteur donné, certaines rues ou certains îlots se gentrifient plutôt que d'autres.

Enfin, nous avons voulu explorer plus précisément les conditions d'apparition du phénomène de gentrification à Barcelone. Pourquoi a-t-il tendance à démarrer dans certains

[738] CHARMES É., *op. cité*, 2005, p. 116.
[739] SARGATAL BATALLER M. A., *op. cité*, 2001.

quartiers ou certaines rues ? Peut-on, à travers l'analyse du paysage urbain, comprendre les étapes du réinvestissement ou de la marginalisation ? Ce phénomène prend-il de l'ampleur ou bien reste-t-il encore fortement circonscrit ?

Pour répondre à ces questionnements, il nous a paru pertinent d'effectuer l'analyse à l'échelle d'un secteur que nous avons identifié, dans les analyses plurivariées, comme en situation de « marginalisation ancienne ». En effet nous avons fait l'hypothèse que c'est dans ce type de quartier que le potentiel de changement est le plus élevé : si l'on se refère à la théorie du *rent gap* développé par N. Smith, c'est bien là que la gentrification a le plus de chance d'apparaître, puisque la différence entre la valeur potentielle d'un bien immobilier et sa valeur réelle y est la plus grande. S'il s'avère que le processus de gentrification reste peu important, alors même que les conditions semblent « remplies », c'est que le *rent gap* ne suffit pas à déclencher un « retour en centre ancien » des classes moyennes et que d'autres facteurs doivent donc être considérés. En revanche, si on constate bien une tendance à la gentrification, le parcours photographique permettra d'en préciser les modalités. Choisir un secteur de « marginalisation ancienne » permet alors de se placer au début du processus de réinvestissement, et de pouvoir ainsi constater où se situent les foyers de diffusion, comment le processus se développe et sur quoi s'appuie la microgentrification.

Parmi les secteurs décrits précédemment comme en situation de « marginalisation ancienne », deux d'entre eux, situés dans le Raval, se sont distingués par l'ancienneté du phénomène : « Palau Güell » et « Pl. Folch i Torres ». Notre choix s'est fixé sur ce dernier secteur : des deux, c'est celui de « Pl. Folch i Torres » qui a le niveau de revenu des ménages (RFD) le plus bas en 2005 : 58 contre 66 à « Palau Güell » (par rapport à l'indice 100 qui correspond à la moyenne de la commune de Barcelone). Ce dernier critère nous a paru pertinent pour pointer celui des deux secteurs dans lequel la marginalisation sociale devait être la plus forte.

Dans un second temps, nous avons voulu étudier les formes d'inscription dans le paysage urbain des processus mis en évidence par l'analyse statistique, et les effets de rétroaction. Pour cela, nous avons sélectionné un certain nombre de rues sur lesquelles nous avons mené une analyse paysagère. Là aussi, le souci de dépasser les limites inhérentes à l'approche statistique et de mettre en évidence à l'échelle la plus fine possible la diversité des évolutions, a guidé notre choix. La sélection, résumée dans le tableau 44, s'est faite selon les critères suivants :

- illustrer les principaux processus évoqués dans le chapitre précédent, ce qui nous a conduit à retenir 6 rues représentatives de ces processus : gentrification ancienne, gentrification récente, désembourgeoisement ancien, désembourgeoisement récent, marginalisation, secteur en cours de basculement ;
- retenir au moins un exemple dans chacun des quatre grands secteurs (Barceloneta, Parc, Gòtic, Raval) afin de respecter la diversité historique, morphologique et typologique des quartiers du centre ancien. Pour deux d'entre eux, nous avons

donc retenu deux exemples, ce qui a permis de mettre en évidence les différences au sein de zones en apparence homogènes ;

- privilégier des rues suffisamment longues. En effet, partant du principe que le profil des secteurs correspond à une moyenne des situations rencontrées dans chacun d'entre eux, les rues rassemblant le plus de bâtiments, de populations et d'activités doivent peser plus dans la détermination du profil, et doivent a priori mieux lui correspondre ;
- dans la continuité du critère précédent, choisir des rues où les éléments « perturbateurs » sont moins nombreux (par exemple la présence d'équipements limitant considérablement le nombre d'édifices ou de commerces), par un premier repérage exploratoire sur le terrain.

Tableau 44. Les rues sélectionnées pour l'analyse du paysage urbain

Nom de la rue	Secteur	Quartier	Typologie
Mirallers	Santa Maria del Mar	Parc	Gentrification ancienne
Junta de Comerç	Sant Agustí	Raval	Gentrification récente
Llibreteria	Catedral	Gòtic	Désembourgeoisement ancien
Canuda	Pl. Villa de Madrid	Gòtic	Désembourgeoisement récent
Sant Pere Mitjà	Sant Pere	Parc	Marginalisation
Almirall Churruca	c/ Churruca	Barceloneta	En cours de basculement

Élaboration personnelle

L'analyse statistique a permis d'identifier deux secteurs de gentrification ancienne : « Santa Maria del Mar » et « Museu Picasso ». Le second est plus vaste (4,6 hectares contre 3,6 hectares) mais sa densité est inférieure à celle du premier secteur (398 habitants/hectare en 2005 contre 414). Il comprend un grand équipement (le Musée Picasso) et le revenu moyen des ménages en 2005 est inférieur à celui du secteur « Santa Maria del Mar » : 88 contre 98 (par rapport à l'indice 100, qui correspond à la moyenne barcelonaise). C'est pourquoi nous avons plutôt retenu le premier secteur, « Sant Maria del Mar » : si le revenu moyen est supérieur c'est sans doute parce que la gentrification y est plus ancienne, donc plus « visible » dans le paysage urbain. Dans ce secteur, la **rue Mirallers** a été retenue en raison de sa longueur.

Parmi les secteurs classés en « gentrification récente », nous nous sommes intéressés à ceux où le revenu moyen des ménages était le plus faible, car il nous a semblé pertinent de travailler sur les secteurs où le processus de gentrification était a priori le plus récent (l'évolution de la structure socio-démographique n'y est donc pas encore très prononcée). Les secteurs « Barceloneta Centre » et « Sant Augustí » ont des indices de revenus moyens des ménages relativement bas par rapport aux autres secteurs de gentrification récente, respectivement 63,5 et 63,9 en 2005. Le premier secteur est particulièrement vaste (28,3 hectares) mais il couvre en réalité une partie du Vieux-Port et la densité réelle n'y est en

2005 que de 152 habitants/hectare, contre 505 à « Sant Agustí ». Nous avons donc retenu ce dernier secteur. Concernant le choix de la rue à étudier, il a été limité par le fait que la rue Arc de Sant Agustí est bordée par l'église Sant Agustí et que la rue Robador est actuellement en travaux[740]. Notre choix s'est donc porté sur la **rue Junta de Comerç**.

L'analyse statistique a fait apparaître un seul secteur de « désembourgeoisement ancien », celui de « Catedral ». Son choix s'est donc imposé. Là encore, le nombre limité de rues suffisamment longues et non occupées par un bâtiment religieux ou un équipement important a motivé le choix de la **rue de la Llibreteria**.

Deux secteurs ont été classés en « désembourgeoisement récent », « Pl. Villa de Madrid » et « c/ Tallers-Pelai ». Même si le premier est plus vaste (8,7 hectares contre 4,3 hectares), sa densité y est plus faible (139 habitants/hectare en 2005 contre 201). Nous l'avons cependant retenu pour deux raisons. D'une part l'indice de revenu moyen des ménages en 2005 y est beaucoup plus élevé (114 contre 101 pour le secteur « c/ Tallers-Pelai ») donc si ce secteur connaît effectivement un phénomène de désembourgeoisement, il y est a priori plus prononcé. D'autre part, il est situé à proximité du secteur « Catedral ». Il nous a semblé pertinent de rapprocher deux secteurs contigus affectés par le même phénomène mais à des stades différents. Dans ce secteur « Pl. Villa de Madrid », nous avons choisi la **rue de la Canuda** plutôt que la rue Santa Anna, parce que cette dernière est moins longue (environ 198 mètres contre 238 mètres) et bordée par l'imposant bâtiment du *Corte Inglès*.

Concernant l'étude des processus de marginalisation, nous avons déjà retenu un secteur du Raval (« Pl. Folch i Torres », en marginalisation ancienne). Par souci d'équilibre entre les différents grands quartiers de Ciutat Vella, nous avions donc le choix entre une rue du quartier de Casc Antic ou une de celui de la Barceloneta. Or, la Barceloneta compte un secteur classé comme en « cours de basculement (avec gentrification possible à terme) », ce qui n'est pas le cas du Casc Antic. Dans ces conditions, le choix de la Barceloneta s'est imposé pour décrire le phénomène de basculement avec gentrification possible, et a fortiori, celui du Casc Antic pour décrire le phémonène de marginalisation (toujours pas souci d'équilibre entre les quartiers). Nous avons donc restreint notre sélection aux deux secteurs de « marginalisation » du Casc Antic : « Mercat Santa Caterina » et « Sant Pere ». L'indice de revenu moyen des ménages en 2005 est relativement proche dans les deux cas (respectivement 74 et 72), mais le secteur de « Sant Pere » est plus dense (680 habitants/hectare en 2005, contre 645), d'autant plus que celui de « Mercat Santa Caterina » est partiellement occupé par le marché municipal du même nom. Dans « Sant Pere », la **rue Sant Pere Mitjà** s'est imposée pour sa longueur.

Enfin, nous avons sélectionné le secteur « c/ Churruca », dans la Barceloneta, comme exemple de phénomène de « basculement (avec gentrification possible à terme) ». Au sein de ce secteur, nous avons retenu la rue du même nom. Ce choix peut surprendre, parce que la **rue Almirall Churruca** n'est représentative des rues de la Barceloneta, ni par ses dimensions et

[740] Par ailleurs, nous reviendrons sur cette dernière dans notre étude sur le projet Rambla del Raval/Illa del Raval, dans le chapitre 10. Il nous a donc paru plus intéressant de travailler sur une autre rue.

ses caractéristiques, ni par la typologie des bâtiments qui la bordent. Ce sont justement ces éléments qui nous ont convaincu de nous pencher sur cette rue. Si nous supposons que la gentrification s'enclenche parce qu'à un moment donné, les « gentrifieurs » distinguent un quartier ou une rue comme potentiellement attractive, la rue Almirall Churruca, par son caractère atypique, peut être l'occasion de tester cette hypothèse. La carte 44 localise la zone et les rues sélectionnées dans l'analyse du paysage urbain.

Carte 44. Localisation de la zone et des rues concernées par le parcours photographique

Élaboration personnelle

Une fois sélectionnés les secteurs et les rues, la deuxième étape de l'analyse a été le parcours lui-même, qui a permis de faire la lecture du paysage urbain et de la restituer par la photographie. Nous avons construit notre méthodologie à partir de l'approche sémiologique développée par la géographe S. Rimbert, et de la grille de lecture proposée par l'architecte Grégoire Chelkoff.

1.2 Une lecture sémiologique du paysage urbain

S. Rimbert invite à « descendre dans la rue » pour identifier les messages plus ou moins implicites que transmet le paysage urbain. Ils peuvent être de trois ordres :

- documentaire, apportant une information (le nom d'une rue, la direction d'un musée) ;
- conceptuel, révélant un ordre ou une structure (indiquant par exemple que l'on se trouve dans un centre historique) ;
- affectif, faisant surgir des émotions, comme le plaisir, la curiosité, ou réveillant des souvenirs.

Dans notre étude, nous avons volontairement minoré la place des messages d'ordre affectif, parce qu'il ne s'agissait pas tant de comprendre comment les habitants du centre ancien percevaient leur quartier, que de voir en quoi la lecture du paysage urbain nous renseignait sur les mutations socio-démographiques récentes de Ciutat Vella. Par ailleurs, si ce type d'analyse tend à privilégier le regard dans la lecture du paysage urbain, on peut s'interroger sur une approche plus globale, qui tenterait de le restituer dans sa dimension plurisensorielle : visuelle, mais aussi auditive ou olfactive. Barcelone est une grande métropole méditerranéenne, foyer important de l'immigration nationale et internationale. La proximité de la mer et du port, la végétation, les activités du centre et le brassage ethnique et culturel contribuent à forger des ambiances particulières dans le centre ancien. Les langues et les nationalités multiples (des touristes, des immigrés) se mêlent, le développement de commerces ethniques favorise le sentiment de dépaysement, y compris pour les Barcelonais eux-mêmes, et contribue à donner leur identité aux différents quartiers du centre ancien. Le district de Ciutat Vella n'est donc pas seulement un espace bâti, il est aussi un espace vécu. Comment analyser conjointement ces deux dimensions ?

En suivant l'approche proposée par l'architecte G. Chelkoff, il a été possible de distinguer ce qui relevait du « construit » et ce qui relevait de la perception de ce « construit »[741]. L'auteur distingue en effet trois catégories d'analyse de l'environnement urbain : les « formes », les « formants » et les « formalités ». Les formes sont le milieu matériel lui-même. Leur étude s'appuie sur les données de l'analyse architecturale, traduisant en quelque sorte le paysage urbain dans toute sa dimension physique. Les formants sont « la

[741] CHELKOFF G., « Formes, formants et formalités : catégories d'analyse de l'environnement urbain », in GROSJEAN M., THIBAUD J.-P., *L'espace urbain en méthodes*, Marseille : Parenthèses, 2001, pp. 101-124.

perception sensible de l'environnement et plus particulièrement des traits qui en constituent la spécificité locale et circonstanciée »[742]. Autrement dit, les « formants » traduisent la manière dont sont perçues les « formes » précédemment relevées. Enfin, les formalités concernent « les conduites humaines, leur expressivité et leurs ajustements, dans le contexte décrit au travers des deux précédents champs »[743]. Elles doivent mettre en évidence comment les citadins pratiquent et s'approprient ces espaces urbains[744].

Les différents messages identifiés par S. Rimbert peuvent justement aider à établir ces catégories d'analyse. Dans le cas de l'analyse d'un secteur ou d'une rue, nous avons retenu un certain nombre de critères, jugés significatifs au regard des hypothèses de travail. Une attention particulière a été accordée à la rue elle-même : sa longueur, sa largeur, les facilités d'accès et de déplacement ou au contraire son encombrement (du fait du manque d'entretien ou de la présence de parkings informels pour les vélos et les motos) mais aussi sa position dans le centre ancien, en quelque sorte la mise en évidence de ses atouts stratégiques en termes de centralité et de mobilités. Le mobilier urbain et la végétation n'ont pas non plus été négligés, dans la mesure où ils participent à la valorisation de l'espace, voire à sa mise en scène. L'état des bâtiments a également fait l'objet d'une analyse précise, en portant attention à la façade, mais aussi aux fenêtres, aux balcons et à leur utilisation. Les fenêtres condamnées ont ainsi été interprétées comme autant de signes d'abandon. Inversement, les beaux voilages et le soin accordé à la bonne tenue de « l'enveloppe extérieure » d'un logement peuvent être interprétés comme le signe d'une certaine capacité économique du ménage qui y réside. L'analyse du paysage a également nécessité le comptage et le repérage du type de commerces rencontrés, car l'évolution de la structure commerciale peut être un indice de la gentrification d'un secteur. Une fois le parcours photographique réalisé, comment le restituer ?

1.3 La restitution du parcours par la photographie : son analyse et ses limites

La photographie comme procédé de restitution du travail de terrain nous a semblé l'outil le plus pertinent d'objectivation et de mise en perspective des résultats du parcours. La photographie donne à voir la forme, tout en explicitant les « formants », dans la mesure où elle révèle la manière dont nous-mêmes avons interprété la dimension matérielle du paysage urbain, au regard des hypothèses construites précédemment, même si cette démarche comporte certaines limites.

[742] CHELKOFF G., *op. cité*, 2001, p. 108.
[743] CHELKOFF G., *op. cité*, 2001, p. 108.
[744] Précisons d'emblée que dans le cadre de cette étude, ce sont les deux premières catégories qui nous ont particulièrement intéressé. Analysant la traduction dans le paysage urbain des évolutions socio-démographiques du centre ancien, nous avons volontairement mis provisoirement de côté la question de savoir comment les habitants « formalisaient » les « formes » des espaces analysés. Cela n'a cependant pas empêché par la suite d'interroger les riverains, au cours des entretiens, sur ce qu'ils pensaient des transformations que connaissait le centre ancien.

Comment choisit-on ce que l'on photographie ? Une connaissance préalable du terrain d'étude qui fait préférer certains lieux à d'autres, la recherche de certaines composantes du paysage urbain, comme le type de commerces, les usages de l'espace public ? Cette connaissance préalable, J.-M. Schaeffer l'appelle « savoir latéral », autrement dit ce que nous savons par ailleurs sur l'objet de la photographie[745]. Cette information « redondante » (puisqu'elle est la fois présente dans notre mémoire et dans la photographie) est une clef de compréhension de certains types de photographie. Ici, l'analyse du paysage urbain à travers un corpus photographique n'a donc pas cherché à se substituer à l'analyse statistique, mais à la prolonger.

D. Mendibil souligne quant à lui que l'acte photographique et son inscription dans un travail de type géographique supposent généralement trois modes d'intervention, que nous avons adoptés pour restituer notre travail[746] :

- le premier est l'acte photographique lui-même, c'est-à-dire la fabrication d'images et l'élaboration de points de vue, notamment par le choix du cadrage. Il est la première étape dans le choix de ce que l'on retient ou que l'on met de côté (volontairement ou non)[747] ;
- le second est la sélection des images qui servent à illustrer le travail, ce qui comprend l'ensemble des opérations de classement, de tri, de mise en ordre, mais aussi de contextualisation et de mise en interrelation des images ;
- le troisième est le choix d'un procédé d'exposition au sein de l'œuvre, avec ses dispositifs variables : un titre, une légende, toutes formes de paratexte.

Rappelant que les géographes ont utilisé la photographie comme mode d'illustration dès le 19ème siècle, D. Mendibil souligne également que : « le rapport aux images manifeste l'existence de systèmes iconographiques à travers lesquels s'exprime et se structure la fonction sociale de la géographie »[748]. Autrement dit, l'acte photographique renvoie à des normes, à un rapport à l'image formalisé, codifié, qui fait sens dans des processus et dans des contextes précis. Ce rapport a pu évoluer, par la place de l'image dans le corpus géographique, son usage, sa technique, sa mise en valeur. Implicitement D. Mendibil nous invite donc à prendre en considération les limites du parcours photographique. Il existe un risque de partialité, inhérent à tout travail qui consiste à expliciter, dans le paysage urbain, la traduction des processus sociaux, économiques, démographiques. Ce risque existe au moment de l'analyse (avec la construction des hypothèses) mais aussi au moment de sa restitution. L'architecte G. Chelkoff nous met en garde contre un biais de ce type d'approche consistant à « descendre dans la rue » :

---

[745] SCHAEFFER J.-M., *L'image précaire*, Paris : Le Seuil, 1987, 217 p.

[746] MENDIBIL D., « Le formatage iconotextuel de l'imagerie géographique des villes », in POUSIN F. (dir.), *Figures de la ville et construction des savoirs*, Paris : CNRS Éditions, 2005, pp. 153-163.

[747] MENDIBIL D., « Dispositif, format, posture : une méthode d'analyse de l'iconographie géographique », *Cybergeo, revue européenne de géographie*, 2008.

[748] MENDIBIL D., *op. cité*, 2005, p. 153.

« Nous savons que le paradoxe du chercheur est qu'il définit ce qu'il veut observer tout en souhaitant se placer au sein même du contexte de façon la plus naturelle. La perception est orientée dans nos observations par des schèmes initiaux ou des hypothèses construites. »[749]

Il nous semble cependant qu'en explicitant systématiquement la méthode adoptée dans notre analyse du paysage urbain (construction des hypothèses, sélection des parcours, méthodologie de lecture et restitution des résultats), nous nous conformons à l'exigence d'« objectivité scientifique » proposée par K. Popper, évoquée au début de ce chapitre. Quels résultats fait apparaître l'analyse d'un secteur du Raval ? En quoi cela nous aide-t-il à mieux comprendre la juxtaposition de processus de gentrification et de marginalisation dans le centre ancien de Barcelone ?

2. « PL. FOLCH I TORRES », UN EXEMPLE DE MICRO-GENTRIFICATION

Photo 14. Vue aérienne du secteur « Pl. Folch i Torres »

Élaboration personnelle
Source : *Google Earth*, 15 novembre 2007, 700 m d'altitude

[749] CHELKOFF G., *op. cité*, 2001, p. 106.

Le secteur « Pl. Folch i Torres » est situé dans le Raval. Il est limité au sud par la rue Sant Pau, à l'ouest par la *ronda*[750] de Sant Pau, au nord par les rues de la Lleialtat, de Sant Pacià et de Sant Rafael, à l'est par les rues Nou de Sadurni et Espalter (photo 14).

Ce secteur a connu de nombreux changements depuis les années 1990, avec l'ouverture de la Rambla del Raval et, plus récemment, l'opération de rénovation de l'Illa del Raval. L'approche statistique a montré que malgré une intervention forte des pouvoirs publics, il s'agit d'un quartier dont les populations restent socialement et spatialement marginalisées. La photographie aérienne (photo 14) montre à la fois la position stratégique du secteur, la densité du bâti et l'existence de grands espaces ouverts en chantier qui témoignent de la permanence des opérations de récupération urbanistique dans le Raval.

En 2005, on recensait 5 099 habitants dans le secteur « Pl. Folch i Torres », pour une densité de 607 habitants/hectare, largement supérieure à la moyenne du district (264). Le secteur partage des caractéristiques communes à l'ensemble du Raval : la population y est relativement jeune, avec quasiment 36,5 % de 20-34 ans en 2005, et le taux de vieillissement de la population est inférieur à la moyenne du district (137,2 % en 2001 contre 278,6 % pour l'ensemble de Ciutat Vella). En 2005, la part des 65 ans ou plus n'est que de 9,4 %. Les étrangers sont nombreux (plus de la moitié de la population totale), avec une forte surreprésentation des étrangers non européens (en particulier Pakistanais et Marocains). Ce secteur compte une forte représentation de grands ménages : ceux de cinq personnes ou plus représentent en 2005 plus de 17 %, contre 10,9 % seulement dans l'ensemble de Ciutat Vella. Les non diplômés y sont plus nombreux que la moyenne du district (elle-même supérieure à la moyenne de la commune de Barcelone), soit 60,4 % des 16 ans ou plus en 2005 (contre 45,2 % à Ciutat Vella), et cette proportion augmente (elle était de 52,3 % en 2001). Ceci n'empêche pas cependant une légère progression des populations ayant au moins un diplôme universitaire de 1er cycle ou équivalent (9,3 % en 2001 et 11,9 % en 2005), ce qui laisse présager à terme une polarisation croissante des niveaux d'études, entre non diplômés et diplômés du supérieur. Le taux de chômage reste élevé (18,4 % en 2001) et près des deux tiers de la population (68,7 %) appartiennent encore aux classes populaires. Enfin, la valeur cadastrale est inférieure à la moyenne du district (445 euros/m² en 2001 contre 517 euros/m² à Ciutat Vella), les logements de moins de 60 m² dominent (66,9 % en 2005). En 2001, 37,9 % des occupants sont propriétaires de leur logement (en augmentation depuis 1991) et le taux de vacance reste très élevé (20,3 %) malgré une diminution continue (28,4 % en 1991). Cette rapide présentation rappelle le caractère fortement populaire du quartier mais aussi son potentiel de gentrification. Sur le terrain, le parcours photographique met en évidence un paysage urbain très contrasté mais révèle certains phénomènes de microgentrification.

[750] « Boulevard ».

2.1 Un secteur à fort potentiel

La photo 15 a été prise depuis le parc de Sant Pau del Camp, au croisement des rues Sant Pau et Riereta. Elle témoigne de l'important effort de modernisation du quartier entrepris par la Municipalité, et de son changement de physionomie.

Photo 15. Le Raval, une modernisation qui se poursuit depuis plus de vingt ans (extrémité est du parc de Sant Pau del Camp)

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2005

Au premier plan se trouve l'extrémité de l'esplanade du parc de Sant Pau del Camp, recouverte de pavés rouges et bordée de pelouses. Sur la droite, on voit l'édifice du complexe sportif de Can Ricart, dont les installations, sur plus de 7 000 m², ont été inaugurées en juillet 2006. À l'arrière plan, deux bâtiments en vis-à-vis, de part et d'autre de la rue Riereta, sont la preuve de l'intensité des programmes de réhabilitation ou de rénovation de logements dans le centre ancien. Le bâtiment de droite, surplombé d'une grue et recouvert de filets de protection, est en pleine rénovation. La structure a été entièrement évidée et il n'en reste que la façade. Le bâtiment de gauche a été plus épargné. Il a été ravalé, et le bon état des fenêtres (double vitrage, encadrements repeints, présence de voilages) et des balcons (parfois encombrés de fleurs ou de vélos, comme à la limite gauche de la photo) laisse penser que nous sommes en présence d'une gentrification à l'échelle du bâtiment. Le relatif manque de qualité architecturale de l'édifice est compensé par des avantages en termes de localisation : le bâtiment donne sur le jardin, il est situé à deux pas de la Rambla del Raval et d'équipements

(un complexe sportif, un commissariat de police), à mi-chemin entre les stations de métro « Paral·lel » et « Liceu » ; les fenêtres sont orientées au sud-est. Malgré l'absence de données précises sur les occupants actuels et les motivations qui les ont poussés à s'installer dans ce secteur, on peut faire l'hypothèse que la gentrification a sans doute ici pour origine la forte potentialité des logements, en termes de valeur immobilière, une fois la réhabilitation achevée. Pour autant, la présence d'un petit groupe d'étrangers (Indiens ou Pakistanais) qui déjeunent sur la pelouse[751] nous rappelle la diversité des nationalités qui cohabitent dans le Raval.

La parcelle située au croisement des rues Sant Pau et Riereta, au n° 86, illustre bien les enjeux fonciers et immobiliers du Raval. Actuellement, il s'agit d'une parcelle non construite, de 44 m² de superficie. Jusqu'au début des années 1980, elle était occupée par un bâtiment datant du 19ème siècle, comportant deux étages et une vingtaine de logements. Les registres de propriété de la Municipalité n'ont enregistré aucuns travaux depuis 1946. En 1980, un architecte mandaté par les pouvoirs publics avait fait le diagnostic de l'ensemble du bâtiment, pour évaluer les coûts de réparation. Il avait conclu à l'état de dégradation avancé de l'édifice. Non seulement les logements, mais aussi toutes les parties communes, devaient être refaites ainsi que la toiture. La façade était en très mauvais état, le système électrique défectueux et l'architecte avait constaté un taux d'humidité très élevé et le pourrissement avancé du bois. Au final, le bâtiment avait fait l'objet d'une « déclaration de ruine » parce que le coût des travaux avait été estimé à plus de la moitié de la valeur du bâtiment (qui tournait alors autour de 420 000 pesetas). La démolition de la parcelle a donc répondu aux logiques d'économie des coûts de travaux et d'assainissement du Raval (démolition en cas de coût trop élevé de la réhabilitation et dédensification du tissu urbain).

À l'heure actuelle, la parcelle n'est toujours pas reconstruite, mais deux projets se sont succédés, l'un public et l'autre privé, avec des différences importantes en termes de mise en valeur de l'espace constructible, qui témoignent peut-être de la réactivation de la spéculation foncière dans le Raval depuis la fin des années 1990. Le premier projet, porté par la société mixte *Promoció Ciutat Vella* (PROCIVESA), prévoyait en 1999 la construction d'un bâtiment de deux étages, comprenant deux logements et un local commercial en rez-de-chaussée. Les deux logements (un F3 de 54 m² et un F2 de 42 m²) devaient être en duplex. Ce projet a finalement été abandonné en 2002[752]. À partir de 2003, une société privée immobilière réunissant une personne morale (une agence immobilière) et deux personnes physiques, a proposé un autre projet et fait une demande de permis de construire auprès de la Municipalité. Il s'agissait cette fois d'un édifice de quatre étages, pour une superficie sous plafond totale de 204 m², avec un local commercial en rez-de-chaussée, un local de 25 m² au premier étage destiné à accueillir un bureau, et deux logements de respectivement 52 m² et 60 m² en duplex et triplex sur les étages deux, trois et quatre. Le projet de construction prévoyait également un

[751] La photo a été prise en tout début d'après-midi.

[752] Il n'est pas évident d'expliquer cet abandon. On peut supposer qu'avec la disparition de PROCIVESA et la création de FOCIVESA pour lui succéder, un certain nombre de « dossiers » ont été jugés secondaires, du fait de la réorientation des priorités.

ascenseur et une terrasse. En réalité, il n'a jamais vu le jour : les retards se sont accumulés, car le dossier avait été mal préparé, si bien que la Municipalité n'a pas accordé de permis de construire.

L'évolution des différents projets concernant cette parcelle est sans doute symptomatique des réinvestissements politiques, économiques et symboliques du Raval. Le premier virage est la volonté publique (par l'intermédiaire de PROCIVESA) de construire un immeuble sur la parcelle, rompant avec la politique de « dédensification » du Raval qui prévalait alors. La seconde inflexion est le passage d'un projet public à un projet privé, qui s'est accompagné d'une densification de la parcelle (de deux à quatre étages, doublant la superficie construite), d'un changement d'usage et sans doute aussi d'un changement de destinataires. Le projet privé prévoyait des installations qui auraient contribué à faire monter la valeur des logements (l'ascenseur et la terrasse). Nous avons aussi noté que la société constituée pour valoriser le projet était domiciliée Rambla de Catalunya et que l'une des deux personnes physiques avait un patronyme anglo-saxon. Deux hypothèses sont possibles : soit ces personnes étaient désireuses de se faire construire un nouveau logement dans le Raval pour l'habiter, soit elles espéraient réaliser une bonne opération immobilière en louant ou revendant les logements et les deux locaux (commerce et bureau). Dans les deux cas, l'action individuelle profitait du réinvestissement du Raval par la collectivité (les pouvoirs publics), favorisant la microgentrification d'un secteur jugé particulièrement stratégique, du fait de sa localisation par rapport aux commerces, aux équipements du quartier et aux axes de transport.

Nous n'avons pas pu savoir si le projet était toujours d'actualité ou s'il avait été abandonné. Nous penchons plutôt pour la seconde hypothèse : le dernier refus de délivrance du permis de construire date de juillet 2004. Il nous paraît peu probable que ses promoteurs n'aient pas eu le temps de compléter le dossier entre 2004 et 2008 s'ils avaient vraiment souhaité lui donner suite. Les raisons de cet abandon peuvent être multiples, notamment le manque de rentabilité du projet du fait du retournement de tendance du marché immobilier à Barcelone. La rapidité avec laquelle le projet a été monté et la demande de permis de construire effectuée (expliquant en partie la piètre qualité du dossier), laisse penser qu'il s'agissait de personnes désirant alors agir le plus vite possible pour profiter de la réactivation du marché immobilier du Raval. Cet exemple montre bien les opportunités de spéculation foncière dans ce secteur de Ciutat Vella, mais aussi la lenteur avec laquelle s'effectue encore le réinvestissement par les classes moyennes et aisées de certains secteurs du centre ancien.

La photo 16 a été prise au même croisement des rues Sant Pau et Riereta. Outre la parcelle non construite que l'on vient d'évoquer, on peut y voir au premier plan le bâtiment situé côté ouest de la rue de la Riereta, que l'on distinguait sur la photo précédente. On retrouve à l'arrière plan le jardin de Sant Pau.

Photo 16. Le développement de segments spécifiques du parc de logement (rue Riereta, n° 32)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Deux panneaux attirent immédiatement le regard : ils annoncent tous deux qu'un appartement en location est disponible. Leur présence est digne d'être soulignée, puisqu'elle témoigne de nouvelles tendances du contexte immobilier dans le centre ancien de Barcelone : ralentissement des ventes, marasme du marché qui obligent les agences immobilières à faire preuve de plus de « zèle » pour écouler leurs produits. L'usage du terme de « loft »[753] fait sans doute sens : elle met en valeur la particularité du produit immobilier proposé et répond à une stratégie commerciale. C'est peut-être un moyen de souligner la spécificité de cet appartement, en jouant sur les fantasmes (vivre dans un loft dans le Raval serait finalement aussi « tendance » qui vivre dans un loft à Soho, Manhattan…) mais c'est peut-être surtout une manière de sélectionner par avance la clientèle susceptible d'être intéressée par ce type d'appartement.

Les deux photos précédentes concordent assez mal avec l'hypothèse d'une « marginalisation » du secteur, telle qu'elle ressort dans les analyses statistiques que nous avons menées. Elles montrent que localement, certains édifices peuvent être l'objet de réinvestissements symboliques et économiques.

La photo 17 témoigne au contraire de la persistance, dans le quartier, de secteurs encore passablement dégradés. Elle souligne d'autant mieux l'absence d'une gentrification généralisée du centre ancien de Barcelone.

[753] Et non de *pis* ou *habitació*, qui sont les deux termes catalans que l'on retrouve habituellement.

Photo 17. Rue Reina Amalià, n° 31-33 :
un secteur populaire menacé par les projets municipaux

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2005

La photo montre les bâtiments situés aux numéros 31 et 33 de la rue Reina Amàlia, menacés de destruction par un projet municipal de reconstruction de logements, adopté en octobre 2006 (qui comprend également un parking souterrain). Ces bâtiments ont aujourd'hui disparu, comme on peut le voir sur la photo aérienne supra. S'il ne s'agissait pas des logements les plus dégradés du Raval, plusieurs indices soulignent le relatif manque d'entretien : la façade des bâtiments n'avait pas été « rafraîchie », les encadrements des fenêtres étaient en mauvais état, l'encombrement des balcons témoignait de la petitesse des appartements. Ces logements donnaient sur la place Josep M. Folch i Torres, qui se trouve au premier plan de la photographie, parsemée de quelques platanes, en bordure de la *ronda* de Sant Pau. Elle comprend un terrain de basket-ball, une aire de jeux pour enfants, des tables de tennis de table, ainsi que quelques bancs et des lampadaires. Sa rénovation s'est clairement inscrite dans une volonté d'offrir de nouveaux espaces publics aux habitants du centre ancien ainsi que des équipements collectifs.

La démolition des bâtiments montre que, derrière une apparente continuité des discours, c'est non seulement la méthode d'intervention qui a changé, mais aussi les objectifs. Le projet adopté en 2006 comporte la construction de logements sociaux, dans un bâtiment de neuf étages (alors que ceux qui ont été démolis étaient de cinq ou six étages, sans compter les terrasses aménagées). Sur une superficie totale d'environ 2 250 m², une petite centaine de logements seront destinés exclusivement aux personnes âgées. La construction sera menée sous la supervision du *Patronat municipal de l'habitatge de Barcelona* (PMHB), selon les

plans de l'architecte Eduard Bru[754]. La présentation du projet a précédé une polémique auprès d'un certain nombre d'habitants, d'autant plus qu'elle s'inscrivait dans la continuité de la démolition des anciennes piscines Folch i Torres et d'un projet d'ouverture d'un axe urbain pour relier la Rambla del Raval à la *ronda* de Sant Pau[755]. En ce qui concerne le projet de logements lui-même, ses principaux détracteurs, riverains, associations ou bien partis politiques d'opposition, ont essentiellement critiqué la hauteur du futur bâtiment, ainsi que le choix de la densification dans un secteur où, à leur sens, les équipements font déjà défaut.

Ce triple choix de la Municipalité (densifier en hauteur, faire des logements sociaux pour personnes âgées, ouvrir un axe urbain) témoigne en réalité d'un changement de méthode dans la poursuite de la récupération du centre ancien. La densification du secteur ouest du Raval va à contre-courant de deux décennies de projets qui ont justement visé à réduire les trop fortes densités de ce quartier populaire de Ciutat Vella. Le choix d'un bâtiment très élevé rompt également avec le souci de préserver la *skyline* et, à travers elle, le tissu urbain ancien. Sans doute est-ce là une manière de désamorcer le conflit concernant la construction de l'hôtel de luxe situé le long de la Rambla del Raval, également critiqué pour la hauteur du bâtiment, et dans la perspective duquel le futur édifice de la rue Reina Amàlia sera situé. En quelque sorte, un projet de tour serait plus facile à faire accepter s'il n'était pas le seul, d'autant plus que si le premier est un hôtel de luxe, le second sera un projet à vocation sociale.

2.2 La persistance de secteurs dégradés en marge des grandes opérations urbanistiques

Dès lors que l'on s'éloigne des grands axes ou des grands projets, le sentiment d'abandon relatif du quartier réapparaît très rapidement. La photo 18 montre une cour intérieure qui donne sur la rue Riereta et témoigne d'un processus de dégradation qui se poursuit en marge des grandes opérations qui mobilisent l'attention des médias ou des universitaires[756].

L'absence d'entretien de cette petite cour intérieure semble manifeste, malgré l'intérêt potentiel qu'elle pourrait avoir. Au fond de la cour, qui sert essentiellement de parking, les bâtiments sont en très mauvais état. Les canalisations ainsi que le réseau électrique nécessitent très certainement une remise aux normes. Le tout forme un ensemble peu accueillant. Pour autant, « dégradé » ne signifie pas « abandonné ». Une des fenêtres, à l'étage, est ouverte, les voitures mais surtout des voilages et des plantes vertes témoignent de la présence de résidents.

[754] FOCIVESA, *Pla d'habitatge a Ciutat Vella 2004-2007*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2004 (b), 11 p.

[755] Deux blogs sont particulièrement précis sur la chronologie des événements : http://kraxbcn.blogspot.com/search/label/piscines%20folc%20i%20torres et http://solarpelbarri.blogspot.com/ (qui est le blog des riverains qui s'opposent au projet). Le second met notamment l'accent sur la faillite du processus participatif et les jeux de langage pratiqués par la Municipalité, entre « riverains », « riverains affectés » et « membres d'association », qui témoignent sans doute d'une stratégie de division des opposants au projet de la part des pouvoirs publics.

[756] Comme le disait l'un des ouvriers croisés dans la cour intérieure, « ici il n'y a rien à prendre en photo ».

Sur la gauche est situé (en grande partie hors-champ) un atelier d'aide à la réinsertion professionnelle (en l'occurrence, ici, avec un petit atelier de menuiserie).

Photo 18. Une cour intérieure dégradée du Raval (rue Riereta, n° 30)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Qu'a apporté l'analyse du secteur « Pl. Folch i Torres » ? Tout d'abord, l'étude montre l'intérêt de confronter les résultats de nos analyses statistiques plurivariées à l'inscription des processus sociaux dans le paysage urbain. Le parcours photographique témoigne de la permanence de secteurs dégradés en marge des grandes opérations parfois très médiatisées, comme la Rambla del Raval ou les futurs logements sociaux situés aux numéros 31-33 de la rue Reina Amàlia. Malgré près de trente années de politique de réhabilitation, les opérations n'ont pas toutes provoqué l'effet escompté de régénération du tissu urbain. Dans ce type de secteurs du Raval, les principales transformations relèvent avant tout de l'action des pouvoirs publics, c'est pourquoi il importe que cette dernière soit clairement définie en concertation avec les populations concernées.

Le parcours photographique permet également de révéler les enjeux fonciers d'espaces à forte potentialité dans le centre ancien, qu'il s'agisse de grandes opérations, ou de plus petites conduites par des petits propriétaires ou des propriétaires de transition (parfois spéculatifs). En ce sens, l'intérêt de l'analyse a été de montrer qu'à l'échelle d'une rue ou d'un bâtiment, des processus de microgentrification pouvaient apparaître. Cependant, dans

l'exemple de la parcelle non construite et dans celui du « loft », on constate que le marché immobilier du Raval ne semble pas encore mûr pour une gentrification généralisée du secteur, et au contraire ce type de changement socio-économique reste encore très limité et ponctuel. En même temps, ces exemples sont situés tous deux à un emplacement « stratégique » : leur position dans le quartier explique très certainement qu'ils aient fait l'objet, à un moment donné, d'une spéculation foncière.

Nous avons analysé ici un secteur de marginalisation, mais que se passe-t-il dans les secteurs identifiés comme en cours de gentrification ? Le parcours photographique a montré la pertinence de la méthode au regard de la lecture de l'inscription spatiale des mutations socio-démographiques. Qu'en est-il des autres processus identifiés dans l'analyse statistique ?

3. LA DIVERSITÉ PAYSAGÈRE DE CIUTAT VELLA REFLET DE SA DIVERSITÉ SOCIALE

Dans chacune des six rues sélectionnées, nous avons mené un travail de lecture du paysage urbain identique à celui que nous venons de présenter pour le secteur « Pl. Folch i Torres ». Nous avons complété cette analyse en consultant le registre de la propriété de la Municipalité de Barcelone (registre actuel et archives), ce qui nous a permis d'avoir un aperçu du rôle des acteurs individuels et des petits propriétaires dans la diffusion des processus de gentrification. En effet, tous les travaux de rénovation ou de réhabilitation d'une certaine ampleur doivent être déclarés auprès des services municipaux. Nous avons fait une recherche systématique des différents permis de construire ou autorisations de modification délivrés pour des bâtiments situés dans les rues que nous avons choisi d'étudier. Les conclusions que nous tirons restent évidemment tributaires du nombre limité d'exemples qu'elles offrent. Nous avons néanmoins observé une nette opposition entre les logements situés dans des secteurs traditionnellement aisés du centre ancien, et ceux situés dans des quartiers plutôt populaires. Dans le premier cas, des opérations de rénovation ont été effectuées dès les années 1960 et 1970 et elles sont beaucoup moins nombreuses après 1980. Dans le second cas, c'est l'inverse : les travaux de rénovation sont pratiquement inexistants avant 1980 mais plusieurs permis, délivrés à une date ultérieure, témoignent du réinvestissement récent du parc de logements dégradés. Malgré les limites de cette approche portant sur un échantillon limité de rues, il nous semble que ces quelques exemples mettent en évidence le rôle des propriétaires dans les stratégies de réinvestissement d'une part, et la persistance des clivages traditionnels dans l'espace social du centre ancien de Barcelone d'autre part.

Ainsi, au n° 5 du passage Duque de la Victòria (secteur « Pl. Villa de Madrid », dans le nord du Barrio Gótico), une autorisation a été délivrée en 1978 pour des travaux de réfection de la cuisine et de la salle de bains d'un des appartements, dont le demandeur était le locataire. Dans la rue de la Llibreteria (secteur « Catedral », dans le Barrio Gótico), on trouve

trace de travaux de réhabilitation effectués dans plusieurs appartements situés au n° 10 dès les années 1960. En 1972, une autorisation a été délivrée pour la réfection de la cuisine d'un logement. Une autre a été délivrée en 1973 pour l'aménagement de WC en sous-sol (elle faisait suite à une demande de légalisation, sous peine d'amende, de travaux réalisés par le propriétaire sans avoir au préalable obtenu l'accord des services municipaux.) Au n° 1 de la même rue, d'autres travaux avaient été effectués en 1978 dans des parties privatives. Au n° 24 de la rue de la Canuda, d'importants travaux ont également été entrepris en 1962, puis en 1969. Dans tous ces exemples, on constate que les opérations remontent à une période antérieure à la politique de soutien à la réhabilitation privée menée par la Municipalité (surtout avec la création de l'ORCV). On peut supposer que dans le cas des propriétaires comme des locataires (pour l'appartement situé passage du Duque de la Victòria), il s'agissait de personnes suffisamment aisées pour prendre elles-mêmes en charge le coût des travaux. Cette situation est sans doute propre aux secteurs prestigieux du centre ancien, et contraste avec l'absence d'opérations dans les autres rues qui font partie de notre corpus d'étude.

Par exemple, au n° 4 de la rue Almirall Churruca (secteur « c/ Churruca », dans la Barceloneta), aucuns travaux n'avaient été enregistrés avant les années 1980[757]. Dans la plupart des bâtiments situés rue Sant Pere Mitjà (secteur « Sant Pere », dans le Casc Antic), ils ont également été très rares. La rue Junta de Comerç (secteur « Sant Agustí », dans le Raval) constitue un cas particulier, parce que seuls les immeubles situés aux numéros 21 et 26 semblent avoir fait l'objet de travaux importants. Au n° 21, un hôtel occupe actuellement le bâtiment construit en 1891. Dans les années 1950, des travaux avaient été effectués dans les étages et sous les combles pour aménager une pension. Au n° 26, dans un immeuble construit en 1862, les travaux sont beaucoup plus récents (un propriétaire a refait sa salle de bains en 1970 et des travaux ont également été effectués dans les escaliers en 1971). En apparence, ces deux exemples contredisent l'hypothèse de départ selon laquelle les travaux réalisés avant les années 1980 sont exceptionnels dans les quartiers populaires. Nous sommes certes ici dans le Raval, mais dans un secteur relativement proche des espaces prestigieux du centre ancien de Barcelone (à deux pas des Ramblas et du théâtre du Liceu). Il est possible que ce secteur n'ait donc pas connu une désaffection totale de son parc de logements par les classes moyennes ou aisées. L'analyse du paysage urbain permet pour chacune des rues d'évoquer les mutations contemporaines qui les caractérisent.

[757] Précisons cependant qu'il s'agit d'un immeuble construit en 1948, donc relativement récent, ce qui peut expliquer l'absence de travaux.

3.1 Rue de la Canuda, reflet du développement touristique

Cette rue est située dans la partie nord du Barrio Gótico. Reliant les Ramblas à l'avenue Portal de l'Àngel, elle fait partie intégrante du secteur commercial géré par l'association *Barnacentre*, tout comme les rues Santa Anna, Portaferrissa ou Duque de la Victoria. D'orientation générale nord-ouest/est et relativement étroite, elle mesure un peu moins de 240 mètres. Elle est bordée à mi hauteur par la place de la Villa de Madrid.

Le secteur « c/ Condal », où se trouve la rue, est passé de 1 538 habitants en 2001 à 1 823 en 2005, avec une forte croissance du nombre d'étrangers non européens (de 18,5 % à 29,6 % entre 2001 et 2005) mais aussi européens (de 2,0 % en 2001 à 4,8 % en 2005). Dans le même temps, la proportion de catégories socio-professionnelles supérieures et moyennes a baissé entre 1996 et 2001 (respectivement de 34,6 % à 29,5 % et de 34,0 % à 22,6 %[758]). Ce secteur a été identifié comme caractérisé par un processus de désembourgeoisement relativement récent. S'il est difficile de savoir, en l'absence de données à l'échelle des îlots urbains, si la rue de la Canuda est conforme à ce profil général, le parcours photographique permet, dans une certaine mesure, de le confirmer.

La pérégrination a été effectuée d'est en ouest. Le premier élément remarquable est constitué par les travaux sur un des bâtiments qui fait le coin avec l'avenue Portal de l'Àngel. L'ensemble de la façade qui donne sur la rue de la Canuda est couvert d'une bâche verte, message documentaire (les travaux sont en cours) et conceptuel : elle nous rappelle les transformations continuelles que connaît le centre ancien, tout en contribuant à renforcer l'impression d'étroitesse de la rue. Les bâtiments sont généralement de quatre ou cinq étages.

Le bâtiment situé au n° 24 de la rue de la Canuda (photo 19) date de 1885 et compte cinq étages (le dernier, sous les combles, semble avoir été réaménagé). D'après le registre cadastral, il est en propriété verticale (il appartient à un seul propriétaire, personne physique ou morale) et compte sept logements, la plupart de grande taille (de 80 à 176 m², à l'exception d'un studio de 15 m²). Le rez-de-chaussée est occupé par des commerces (un salon de coiffure à droite, et une librairie à gauche). La façade, peu ornementée, est relativement terne et son absence de « fraîcheur » contraste avec celle des bâtiments voisins. L'absence d'occupation des balcons, à l'exception de fenêtres au troisième étage, ainsi que l'impression d'abandon (volets fermés lors d'une journée très peu ensoleillée) nous laissent penser que les appartements sont soit vides, soit occupés par des habitants qui n'ont pas les moyens de les entretenir. Ils sont peut-être le signe d'une dépopulation provisoire de cette partie de Ciutat Vella, d'autant plus que, comme nous avons pu le constater dans un autre bâtiment de la rue, les pièces situées au premier étage sont parfois transformées en annexes ou locaux de stockage pour les commerces situés en rez-de-chaussée.

[758] Une hypothèse qui pourrait expliquer ce « filtrage » est que les populations aux revenus moyens ont sans doute été beaucoup plus durement touchées par la hausse des prix et ont donc moins bien résisté. Cette tendance est également à mettre en relation avec l'effacement général des classes moyennes, évoqué dans les chapitres précdents. Il est également possible que la hausse de la part des étrangers européens contribue au maintien relatif des catégories aisées.

Photo 19. La sous-occupation des logements du Barrio Gótico (rue de la Canuda, n° 24)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

On notera par ailleurs le choix des éclairages publics[759], qui traduit une absence totale de recherche de mise en valeur du bâtiment. Le contraste est donc total avec les édifices situés par exemple en bordure de la place de la Villa de Madrid (photo 20) :

Photo 20. Un quartier qui conserve une fonction résidentielle de prestige (passage Duque de la Victòria, n° 5)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

[759] Ils s'opposent à ceux, plus « pittoresques », installés dans les secteurs les plus touristiques du centre ancien (comme on le verra dans le cas de la rue de la Llibreteria).

Ce bâtiment de cinq étages est situé en bordure sud de la place. Les logements sont en propriété horizontale (ils appartiennent à des propriétaires différents). L'architecture d'ensemble et la richesse de sa façade ont sans doute contribué à en faire une des cibles privilégiées des opérations de réhabilitation. Il est parfois difficile de dire si les logements ont fait l'objet de travaux de réhabilitation récents ou bien si c'est un immeuble dont l'entretien s'est maintenu au fil des années. La consultation des archives du registre de la propriété a, dans ce cas précis, confirmé la seconde hypothèse. En s'approchant, on peut entre-apercevoir l'intérieur de certains appartements (photo 21).

Photo 21. Le maintien de catégories supérieures de la population dans le Barrio Gótico (passage Duque de la Victòria, n° 5)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Les balcons constituent ici des espaces de marquage social. Le lustre, à l'intérieur, nous suggère qu'il s'agit très certainement de logements d'un certain « standing », dans un quartier longtemps resté le lieu de résidence d'une partie de la bourgeoisie, même après l'urbanisation de l'Eixample.

La place elle-même, en bordure de laquelle se trouve le bâtiment que l'on vient de présenter, semble relativement fréquentée. Sa rénovation a été effectuée entre 2001 et 2002, sous la direction de PROCIVESA, dans un objectif de récupération de l'espace piétonnier (auparavant occupé par des parkings « sauvages »), de mise en valeur des vestiges romains[760] et de rénovation du passage Duque de la Victòria. Des chaises, éparpillées autour des ruines romaines mises à jour, permettent aux parents de surveiller les enfants jouant au ballon ou bien aux personnes âgées de s'arrêter pour discuter. Sur le côté est, la place est bordée par le

[760] Encore que de ce point de vue on peut poser la question de la réussite de cet objectif.

magasin *Decathlon*, qui occupe tout l'îlot situé entre la place, la rue de la Canuda, la rue Duque de la Victòria et le passage du même nom. Son enseigne internationale et sa superficie sont des marqueurs forts du paysage urbain et confèrent leur identité à la rue et à la place[761]. Le reste du bâtiment est occupé par des logements et par un grand hôtel trois étoiles de 156 chambres. Une analyse rapide du paysage commercial de la rue de la Canuda et de la place de la Villa de Madrid révèle la forte proportion de magasins de vêtements ou d'articles de sports. S'il n'est pas évident de savoir si leur ouverture a précédé celle de *Decathlon*, ou l'inverse (nous aurions tendance à privilégier la seconde hypothèse), il apparaît ici que le paysage commercial favorise une « thématisation » de la rue : de la même manière que la rue dels Tallers (dans le secteur « c/ Tallers-Pelai ») est en quelque sorte la « rue de la musique » du centre ancien (au vu du nombre de disquaires et de magasins d'instruments), la rue de la Canuda serait la « rue du sport » du centre ancien (d'où sa fréquentation par un certain type de population).

Mis à part les magasins de sports, quelques bijouteries et quelques boutiques de restauration rapide, on note la présence d'une agence immobilière en cours de déménagement (au n° 39), d'un opticien/audioprothésiste et d'un taxiphone (*locutorio*). Sur la vitrine de ce dernier, les affichettes annonçant le prix des communications téléphoniques vers plusieurs destinations, en particulier européennes et nord-américaines, nous renseignent sur le type de clientèle qui fréquente cette boutique, certainement différente de celle que l'on peut trouver dans le Raval ou dans le Casc Antic. C'est d'autant plus significatif que nous sommes près des Ramblas et que dans la rue elle-même cohabitent un hôtel une étoile, un hôtel trois étoiles et quelques appartements à louer à la journée ou à la semaine, dont la présence rappelle l'orientation clairement touristique du quartier.

Ce qui domine dans la rue de la Canuda, c'est donc l'impression d'un développement des activités commerciales et touristiques au détriment de la fonction résidentielle. On ne peut pour autant parler de « tertiarisation » du secteur, parce que la population se maintient, mais il semble que récemment une tendance au départ de certaines catégories moyennes ou aisées de la population se manifeste. Des conversations personnelles (en dehors du cadre de l'entretien semi-directif) avec des personnes appartenant plutôt aux couches aisées et habitant ce secteur du Barrio Gótico, nous ont amenés à penser que l'évolution des activités tend à dévaloriser le quartier à leurs yeux. Certains résidents préfèrent déménager, laissant leur appartement à des ménages moins aisés. L'évolution du paysage urbain révèle le changement d'image que connaît le secteur. Ce phénomène de dévalorisation relative semble encore plus net dans les secteurs les plus touristiques du Barrio Gótico.

[761] Il serait par exemple intéressant de savoir dans quelle mesure les touristes comme les résidents associent ce secteur du centre ancien au magasin *Decathlon* ou bien aux ruines romaines qui s'y trouvent.

3.2 Rue Llibreteria : une mise en scène de la Ciutat Vella « historique »

La rue de la Llibreteria et son prolongement (baixada de la Llibreteria) est située au cœur du Barrio Gótico, sur le tracé de l'ancien *cardo* romain[762]. Parallèle à la rue Jaume I, elle relie la place de Sant Jaume, où se trouvent les bâtiments de la Municipalité et de la Généralité, à la place de l'Àngel, en bordure de la Via Laietana, où se situe la sortie du métro Jaume I. D'orientation ouest/est, elle est relativement courte (environ 155 mètres), mais sa position en fait un lieu de passage particulièrement fréquenté, à deux pas de la Cathédrale gothique et du Palau Reial.

Le secteur « Catedral », où est située cette rue, est caractérisé par une croissance très forte de sa population, qui est passée de 2 560 habitants en 2001 à 12 130 en 2005, soit une augmentation de près de 375 % (multiplication par presque cinq) en 4 ans. Des chiffres plus récents montrent au contraire une dépopulation du secteur, puisqu'en 2008 le secteur ne comptait plus que 8 010 habitants. Comment expliquer ces fortes fluctuations?

Tableau 45. Évolution de la population du secteur « Catedral » entre 2001 et 2008

	2001	2005	2006	2007	2008
Population totale	2 560	12 130	14 278	12 637	8 010
Population étrangère	1 607	10 481	12 424	10 848	6 563
Population espagnole	953	1 649	1 854	1 789	1 447
Part des étrangers (en %)	62,8 %	86,4 %	87,0 %	85,8 %	81,9 %

Élaboration personnelle
Sources : AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona*, 2001-2008

Le tableau 45 exprime l'évolution de la population du secteur depuis 2001 ainsi que sa composition par nationalité (espagnole ou étrangère). Il met très nettement en évidence le rôle de l'immigration étrangère dans les fluctuations démographiques du quartier : c'est elle qui explique les hausses ou les baisses particulièrement fortes que connaît le secteur. La part d'étrangers non européens par rapport à la population étrangère totale est passée de 62,8 % en 2001 à 86,4 % en 2005, augmentation s'accompagnant d'une baisse du niveau d'instruction (56,9 % des 16 ans ou plus ont un niveau d'études inférieur au bac ou équivalent en 2005, contre 23,5 % en 2001). Si l'on ne connaît pas précisément la répartition des catégories socio-professionnelles en 2005, on sait cependant que la part des classes supérieures était encore élevée en 2001 (35,1 %). Tout laisse cependant à penser que la baisse du niveau d'instruction, amorcée dès 1996, s'est sans doute poursuivie. L'analyse statistique a mis en évidence la spécificité d'un secteur soumis à un processus de désembourgeoisement sans doute plus ancien qu'ailleurs.

[762] Dans les plans de ville de la Rome antique (ou de ses colonies), le *cardo* et le *decumanus* sont les deux axes perdendiculaires autour desquels étaient organisés le reste de l'espace urbain. Son tracé est donc l'un des plus anciens de la ville. Aujourd'hui, très peu d'indices rappellent l'origine romaine du tracé de la rue de la Llibreteria.

La saturation touristique peut constituer un facteur d'explication. Elle montre que le paysage urbain ne porte pas seulement témoignage des changements, mais qu'à son tour il participe au changement en modifiant la perception que l'on peut avoir du secteur.

Photo 22. La rue de la Llibreteria, ou la mise en scène de la Ciutat Vella touristique

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

La vue sur la photo 22 (orientée d'est en ouest, c'est-à-dire en remontant, au sens propre comme au sens figuré, vers la place de Sant Jaume) peut être interprétée comme une mise en scène du paysage urbain. Le pavage au sol (particulièrement glissant en cas de pluie), la grande jardinière au premier plan, l'éclairage public au second plan - beaucoup plus « pittoresque » que celui que l'on a pu observer dans la rue de la Canuda - et l'architecture du 19ème siècle des bâtiments, contribuent à créer une certaine ambiance, un voyage dans la Barcelone du passé. Le débouché sur les deux places, en amont et en aval de la rue, assure une certaine luminosité, même en cas de mauvais temps. La rue, relativement large dans sa partie basse, plus étroite dans sa partie haute, reste cependant dégagée pour faciliter sa traversée par le flot incessant de passants. Les groupes de touristes sont particulièrement nombreux, et en se postant quelques minutes à un coin de rue, il est très fréquent d'entendre parler anglais,

français ou allemand[763]. La rue de la Llibreteria, rectiligne, lumineuse, dégagée, cherche à créer l'ambiance d'une rue traditionnelle alors qu'elle s'oppose à bien des égards à la rue médiévale, sinueuse, sombre et étroite. Cette mise en scène se retrouve dans le type de commerces rencontrés le long du parcours. Outre les petits magasins qui vendent des articles touristiques (on en compte 5 sur 30 boutiques présentes dans la rue, sans compter les bars et les restaurants, soit plus de 15 % du total), on peut acheter du chocolat « typique », du vin local ou bien des vêtements ou des accessoires traditionnels. L'ouverture récente d'une annexe de la librairie *La Central* consacrée aux ouvrages d'histoire, derrière le musée d'Histoire de la ville, va dans le même sens, en tentant de réactiver la signification du nom de la rue, alors même que les libraires qui l'occupaient autrefois ont disparu depuis le 19ème siècle[764].

Photo 23. La pression touristique comme motif de départ ? (rue de la Llibreteria, n° 1)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

[763] Malgré la proximité de la Municipalité et de la Généralité, il nous a semblé que les employés de ces deux institutions, identifiables à leur costume de ville plutôt qu'au survêtement de sport ou au short, à leur mallette ou leur sacoche plutôt qu'au sac-à-dos, empruntaient peu cette rue (peut-être du fait de sa déclivité, de son étroitesse par rapport à la rue Ferran, ou bien d'une volonté de ne pas se mêler aux touristes). Bien sûr, cette hypothèse, fondée sur plusieurs observations empiriques et non systématisée par un protocole d'enquête mériterait d'être confirmée. Néanmoins, elle laisse à penser que pour effectuer un même parcours, touristes et riverains n'utilisent pas les mêmes trajets. Ce partage de l'espace participerait alors de la mise en scène de la rue de la Llibreteria. D'ailleurs, l'écrivain Josep Maria Espinàs, dans son ouvrage sur les rues de Barcelone, notait une dissociation similaire, qu'il attribuait à la volonté de flâner du passant : « Jaume I és el camí d'anar a l'Ajuntament, amb el front arrugat, la preocupació dels certificats o les signaturas. La Llibreteria és el camí de tornada, amb el cor lleuger que s'ha tret un pes de sobre – o l'oblit provisional dels obstacles-, la passa tranquil·la, la mirada disponible… » (« la rue Jaume I est le chemin qui mène à la Mairie, les sourcils froncés et l'esprit tourmenté par les certificats et les signatures. La rue de la Llibreteria est la voie de sortie, que l'on emprunte soulagé, le cœur léger (oubliant temporairement les obstacles), le pas tranquille et le regard disponible... »). ESPINÀS J. M., CATALÀ ROCA F., *Vuit segles de carrers de Barcelona*, Barcelone : Destino Barcelona, 1974, p. 118.

[764] ESPINÀS J. M., CATALÀ ROCA F., *op. cité*, 1974.

Photo 24. Désaffectation ou reconversion des logements du Barrio Gótico ?
(rue de la Llibreteria, n° 10)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Pour autant, l'animation de la rue contraste avec l'impression d'abandon de certains bâtiments. Sur les deux photos précédentes prises dans la rue de la Llibeteria (photos 23 et 24), un sentiment d'abandon résidentiel relatif domine. La première présente un bâtiment datant de 1900, comptant six logements de grande taille (autour de 80 m²), la seconde un édifice datant de 1850. Les balcons du premier bâtiment sont vides, non utilisés, contrairement à ceux d'autres bâtiments, comme on peut le voir en arrière-plan de la photo 23. Le bâtiment sur la photo 24 ne possède pas de balcons. Tous les volets sont fermés et les fenêtres du premier étage sont condamnées à l'aide de planches. Si on peut admettre dans ce dernier cas qu'il s'agit de pièces de stockage pour les commerces situés en rez-de-chaussée, l'absence de signe extérieur d'occupation dans le cas de la photo 23 est beaucoup plus surprenante. Il semblerait étonnant que tous les résidents aient décidé de partir en vacances au même moment (et en dehors d'une période de grands départs). De même, si l'on peut admettre que d'éventuels occupants situés au premier ou au second étage laissent les volets fermés pour limiter le bruit, c'est plus difficile pour ceux situés au dernier étage, surtout un jour de temps maussade. Pour autant, le bâtiment ne paraît pas dégradé. Toutes les fenêtres ont été remplacées par d'autres en double vitrage. L'absence de panneaux « à louer » ou « à vendre » écarte la possibilité de logements récemment réhabilités. Ou bien les travaux intérieurs restent à faire.

Quelle qu'en soit l'explication, le paysage urbain de la rue de la Llibreteria est celui d'un paysage touristique mis en scène. Il met en évidence une tension entre la fréquentation touristique et l'usage résidentiel d'un même secteur, dans la continuité de ce que nous avons observé dans le cas de la rue de la Canuda. Ici, étant donné la croissance de la population depuis 2001 et malgré la baisse amorcée entre 2006 et 2008, on ne s'attend pas à trouver

autant de logements vacants en apparence[765]. Dans le cas de la Llibreteria, le désembourgeoisement semble aller de pair avec la tertiarisation.

3.3 Sant Pere Mitjà : une rue dégradée au cœur de la Ribera populaire

Cette rue a été choisie pour sa longueur (350 mètres environ) et sa localisation au cœur du secteur de « Sant Pere ». Elle doit son nom à sa position entre la rue Sant Pere més Alt, au nord, et la rue Sant Pere més Baix, au sud, toutes trois plus ou moins parallèles. D'orientation générale ouest/est, elle est située à deux pas de la Via Laiteana (même si elle est beaucoup moins animée que cette dernière), du Palau de la Música catalana, du secteur Pou de la Figuera, et débouche à l'est sur la place de Sant Pere. Par rapport à d'autres rues du Casc Antic, elle a été relativement délaissée par les projets de revitalisation du centre ancien, peut-être du fait de sa situation ou bien de l'absence de bâtiments « remarquables »[766].

La rue est située dans le secteur « Sant Pere », identifié précédemment comme un secteur de « marginalisation récente ». Les données disponibles témoignent d'une augmentation de la population entre 2001 et 2005 (de 2 940 habitants à 3 537 habitants), qui s'accompagne d'une élévation de la densité, très forte à l'heure actuelle (680 habitants à l'hectare). Cette croissance a lieu dans un contexte de marginalisation sociale de la population : la part des non diplômés augmente (41 % en 2001, 44 % en 2005), ainsi que celle des catégories populaires de la population (de 54 % en 1996 à 62 % en 2001). On note également l'augmentation sensible de la part d'étrangers européens (de 1,9 % en 2001 à 5,5 % en 2005) et celle des ménages de grande taille (de 7,8 % à 8,5 %). Le paysage urbain révèle que la marginalisation sociale va de pair avec une marginalisation spatiale.

La remontée de la rue d'ouest en est donne à lire les contrastes caractéristiques de cette partie du centre ancien. La rue Sant Pere Mitjà est étroite, sombre, bordée de bâtiments relativement élevés (quatre ou cinq étages) et dans un état moyen, comme on peut le voir sur la photo 25. Elle paraît donc peu engageante, et on a pu constater que certains touristes, cartes à la main et sac au dos, hésitaient parfois à l'emprunter : la trouvent-ils peu intéressante, peu agréable, voire peu rassurante ?

[765] Il est possible que ces logements vacants soient des appartements touristiques non occupés au moment où nous avons réalisé le parcours photographique. Cette hypothèse nous semble cependant moins probable, parce que les agences de location de ce type d'appartements ont tendance à afficher un panneau publicitaire ou un écriteau avec un contact téléphonique (ou l'adresse d'un site web), sur les façades des bâtiments.

[766] Dans les premiers projets municipaux, il était même prévu de démolir les bâtiments situés à l'extrême est de la rue (rive nord) pour prolonger la rue Mendez Nuñez. AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1983.

Photo 25. Rue Sant Pere Mitjà, une rue délaissée du centre ancien ?

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Pourtant, dans sa partie est, du côté de la place de Sant Pere, elle est beaucoup plus accueillante : elle s'élargit, les bâtiments sont moins mornes, les balcons sont ornés de petites jardinières ou de pots de fleurs, du linge pend aux fenêtres (photo 26).

Photo 26. Les travaux de réhabilitation se poursuivent dans le Casc Antic (rue Sant Pere Mitjà, n° 93)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Les photos 25 et 26 révèlent également les travaux en cours, qui témoignent de l'intérêt récent de la Municipalité pour ce secteur[767]. Sur la première, c'est la façade d'un bâtiment situé à l'arrière-plan, qui est en cours de ravalement. Sur la seconde c'est tout l'immeuble, situé au premier plan à droite, qui a été « évidé » pour être par la suite entièrement restructuré. Ce choix s'explique très certainement par la position de ce dernier, au débouché de la rue Sant Pere Mítja sur la place de Sant Pere.

Le seul équipement remarquable de la rue est l'école élémentaire Cervantès dont la cour de récréation est située en face du n° 21 et dont les cris d'enfants résonnent, à certaines heures, dans toute la rue. L'école a fait l'objet d'une rénovation entre 1989 et 1992, menée par PROCIVESA. Il s'agit de la mise en œuvre d'un projet figurant déjà sur les premiers plans du PERI Sector Oriental[768]. Les quelques commerces qui s'égrènent le long de la rue sont généralement situés à des emplacements stratégiques, aux différents carrefours de la rue de Sant Pere avec (d'ouest en est) la rue de la Mare de Deu de Pilar (une petite supérette), la rue del Bou de Sant Pere (une boucherie « halal » dont le propriétaire est très certainement d'origine marocaine[769]), les rues Argenter et Arenes de Sant Pere (un coiffeur et une boulangerie), la rue d'en Mónec (une petite supérette et un bar) et enfin la rue de la Victória.

Photo 27. Quand la vitrine d'un *locutorio* (« taxiphone ») devient vitrine de la multiculturalité

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Les affichettes de la devanture d'un *locutorio*, ou taxiphone (photo 27), forment une sorte de syncrétisme entre les messages d'ordre documentaire (les prix pratiqués pour appeler

[767] Mis à part au n° 77, où 7 logements ont été réhabilités par PROCIVESA, peu de bâtiments ont fait l'objet d'une opération de réhabilitation intégrale avant la fin des années 1990. PROCIVESA, *op. cité*, 2003.
[768] Voir AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1983.
[769] La boucherie s'appelle *Ouarzazate* et la devanture est écrite en castillan et en arabe.

dans différents pays), ceux d'ordre conceptuel (la mise en évidence de certaines destinations, Pakistan, Bolivie, Brésil, Vénézuela, Chili, Philippines, Argentine, qui en dit long sur le type de clientèle visée ou qui fréquente cette boutique et l'importance des phénomènes migratoires dans le centre ancien de Barcelone) et ceux d'ordre affectif (la liste de ces destinations fait peut-être rêver ou bien ravive la nostalgie du pays). Ce taxiphone montre également que le secteur est loin d'être complètement délaissé et la présence de la population étrangère a sans doute contribué, comme dans le Raval, à maintenir certaines activités commerciales. Ponctuellement, de petites opérations de rénovation témoignent également d'un timide réinvestissement d'un secteur resté longtemps négligé par les petits propriétaires (photo 28).

Photo 28. Des réinvestissements ponctuels, indices d'un basculement possible (rue Sant Pere Mitjà, n° 13)

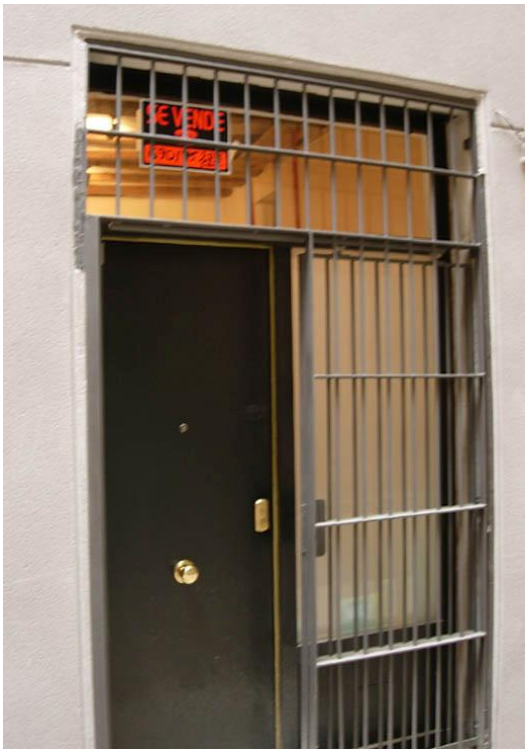


Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Au croisement des rues Sant Pere Mitjà et Mare de Deu del Pilare, un petit local mis en vente attire le regard. Dans ce bâtiment datant de 1936, à première vue peu remarquable pour sa qualité architecturale, l'aspect neuf de la porte, la serrure de bonne qualité, ainsi que les poutres apparentes en bon état que l'on aperçoit à travers la vitrine qui surplombe la porte, signalent une rénovation récente du local. Encore qu'il soit difficile de dire s'il s'agit d'un local commercial à vendre ou bien d'un appartement en rez-de-chaussée, sa présence indique que si ce secteur de Casc Antic reste largement délaissé par les touristes et les promoteurs immobiliers (rien à voir en effet avec les grandes opérations réalisées autour du marché Santa Caterina ou même dans la rue de la Canuda), c'est par l'action de quelques propriétaires privés que se fait ici la récupération de ce secteur du centre ancien, qui ne parvient pas

toujours à contrebalancer la marginalisation. Dans la Ribera en revanche, la gentrification semble avoir contribué à modifier plus nettement le paysage urbain.

3.4 Rue Mirallers, une gentrification ancienne mais discrète

À l'écart de la trépidante rue de l'Argenteria ou de la place Santa Maria, la rue Mirallers est située au cœur de la Ribera touristique. D'orientation générale nord/sud et longue d'environ 145 mètres, elle se trouve à mi-chemin entre la Via Laietana et la rue Montcada (où se trouve le Musée Picasso) et doit sans doute son calme relatif à son emplacement qui en fait une rue où l'on ne se rend peut-être que par mégarde, ou par hasard. À son extrémité nord se trouve un petit ensemble de logements sociaux, dont la construction a été financée dans le cadre de de l'*área de rehabilitación integrada* et a été mise en œuvre par INCASOL. Le bâtiment, qui fait l'angle avec la rue Vigatans, compte 12 logements, de dimension moyenne (entre 39 et 69 m²) en accession à la propriété. Il s'agit d'un programme initié en 1983 de « substitution partielle » de la Casa de la Carassa (datant de l'époque moderne), pourtant inscrite au catalogue du patrimoine architectural historico-artistique de Barcelone[770].

Comme la majeure partie de Ciutat Vella, le secteur « Santa Maria del Mar » connaît une reprise démographique relative (1 491 habitants en 2005 contre 1 257 en 2001), caractérisée par une part croissante d'étrangers non européens (de 14,3 % en 2001 à 32,4 % en 2005) et européens (2,8 % en 2001 mais 8,6 % en 2005), ces derniers étant beaucoup plus nombreux qu'en moyenne dans le centre ancien de Barcelone. La composition socio-professionnelle reste cependant stable.

En partant du sud de la rue, d'où a été prise la photo 29, on constate que cette dernière est relativement étroite, comme la majorité des voies de ce secteur, bordée de bâtiments élevés (quatre ou cinq étages), généralement en bon état, en particulier dans sa partie sud, mais finalement plutôt calme, même si on saisit parfois quelques notes de guitare électrique ou quelques roulements de batterie du fond d'une cave, trahissant la présence d'un local de répétition ou d'une salle de concert[771]. Les commerces sont peu nombreux, et surtout situés dans la partie sud, alors que la partie nord est plutôt sujette à des travaux de réhabilitation de façade.

[770] ALEXANDRE O., *op. cité*, 2000.

[771] Sa présence, quelle qu'elle soit, atteste à sa manière de l'orientation « artistique » de cette partie de Ciutat Vella. D'expérience personnelle, il est très rare que les préparatifs de concert aient lieu avant le milieu de l'après-midi. Il s'agirait donc plutôt d'un local de répétition.

Photo 29. la rue Mirallers, entre tourisme et gentrification (rue Mirallers, n° 16)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Toujours sur la photo 29, on repère un magasin d'articles touristiques et d'objets « traditionnels », à gauche, ainsi qu'un club de nuit, à droite, fermé à l'heure où a été prise la photo (fin de matinée). L'éclairage public rappelle celui que l'on peut trouver dans le Barrio Gótico, mais il apparaît, au fur et à mesure de la remontée de la rue Mirallers, que cette dernière est beaucoup mieux mise en valeur dans sa partie sud que dans sa partie nord.

Photo 30. Les commerces de la rue Mirallers : une volonté de distinction

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Quelques restaurants jalonnent le parcours, mais ce sont surtout les petits ateliers d'artistes qui attirent le regard. Ils sont peu nombreux dans la rue (tout comme leurs clients), mais le choix des devantures, des logos, des couleurs et du mobilier intérieur sont la preuve d'une volonté de distinction par rapport aux commerces « standardisés » des grandes marques internationales (photo 30). Ces ateliers sont autant des lieux de travail que des lieux de vente. Leur production se veut beaucoup plus artisanale et personnalisée que celle des enseignes que l'on peut trouver dans le Barrio Gótico, et il n'est pas rare de trouver certains artistes au travail. Sommes-nous face à ce que la littérature sur la gentrification appelle les « pionniers », ces artistes attirés dans un quartier par une ambiance originale et des loyers peu élevés ?

La présence dans la rue même d'appartements touristiques et une opération de réhabilitation menée dans la partie nord laissent penser que la valorisation immobilière de cette rue est en plein essor. Tous les indices concordent pour renvoyer l'image classique d'un quartier gentrifié (les logements réhabilités dans des immeubles de bonne facture, la diffusion de commerces atypiques, la présence avérée d'artistes) même si elle semble ici prendre des allures particulières. L'ambiance multiculturelle, que l'on retrouve pourtant dans pratiquement l'ensemble de Ciutat Vella, est au contraire ici peu visible, que ce soit dans le type de commerce rencontré ou dans la population qui circule. Nous l'interprétons comme un signe supplémentaire d'une gentrification résidentielle qui favorise la polarisation sociale de la Ribera. En revanche, dans d'autres secteurs de « gentrification récente », le paysage urbain témoigne d'une moindre maturité du processus.

3.5 Rue Junta de Comerç : vers une gentrification de « consommation »

La rue Junta de Comerç est située à mi-chemin entre les Ramblas et la Rambla del Raval. Elle est à deux pas du marché de la Boqueria et de la station de métro Liceu. Au nord, elle débouche sur une petite place, au croisement avec la rue de L'Hospital, très animée à toute heure du jour ou de la nuit. C'est avant tout l'évolution du paysage commercial, dans un quartier encore populaire qui témoigne ici d'une transformation des usages de la rue, indice d'un premier stade d'une « gentrification de consommation ».

Nous sommes dans le secteur « Sant Agustí », populaire et populeux. Si la densité à l'hectare n'est pas l'une des plus fortes de Ciutat Vella (505 habitants/hectare, en augmentation depuis 2001), la part d'étrangers non européens atteint les 54 % et celle des catégories populaires dépasse les 63 % en 2001. La rue Junta de Comerç est relativement courte (185 mètres environ), asphaltée, bordée de chaque côté par des trottoirs pavés. Sur son côté ouest, on trouve un alignement d'arbres. Sa rénovation a été effectuée par FOCIVESA et a eu notamment pour objectif d'élargir les trottoirs, de refaire les réseaux souterrains et d'implanter un système de récupération pneumatique des déchets. On peut considérer qu'elle

a finalement eu lieu relativement tardivement, eût égard à sa position[772]. L'état des bâtiments est également contrasté : si ceux situés aux numéros 21 et 26 ont pu faire l'objet d'une réhabilitation par PROCIVESA, dans les années 1990[773], d'autres restent encore peu entretenus.

Photo 31. Junta de Comerç, entre rénovation, gentrification et développement touristique

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Comme on peut le voir sur la photo 31, les commerces sont peu nombreux, mais très représentatifs des transformations du paysage commercial de cette partie du Raval : deux hôtels (signalés par les drapeaux), une supérette et un petit supermarché, quatre bars-restaurants (dont un « bio » et l'autre dit « lounge »[774]), quelques locaux associatifs. Si, comme le signalent certains auteurs, certains types de commerces ou de restaurants doivent être interprétés comme des signes d'une gentrification, alors la rue Junta de Comerç est un bon exemple. Ces restaurants à destination d'une clientèle relativement jeune et fortunée sont sans doute le signe d'une « gentrification de consommation », autrement dit la fréquentation de la rue ou du quartier a changé, entraînant une modification de la structure commerciale, mais sans forcément provoquer d'évolution majeure dans la population résidente. À ce stade, c'est avant tout la clientèle qui change. Paradoxalement, bien que plus récente que dans la Ribera (au vu de l'analyse statistique que nous avons menée précédemment), la gentrification

[772] Les travaux de voirie dans les années 1980 et 1990 avaient surtout concerné les voies principales, dans le cadre de l'ARI. AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1983.
[773] Avec respectivement 12 et 19 logements réhabilités. PROCIVESA, *op. cité*, 2003.
[774] Ce qui signifie qu'il s'agit d'un bar « branché ».

paraît plus spectaculaire, parce qu'elle semble se produire relativement rapidement. La comparaison avec les rues adjacentes à la rue Junta de Comerç montre la « mosaïque urbaine » de cette partie du Raval, qui traduit les changements contradictoires qui se produisent dans le quartier.

Photo 32. Mixité ethnique et petits commerces :
l'image traditionnelle du Raval (rue Sant Pau, n° 70)

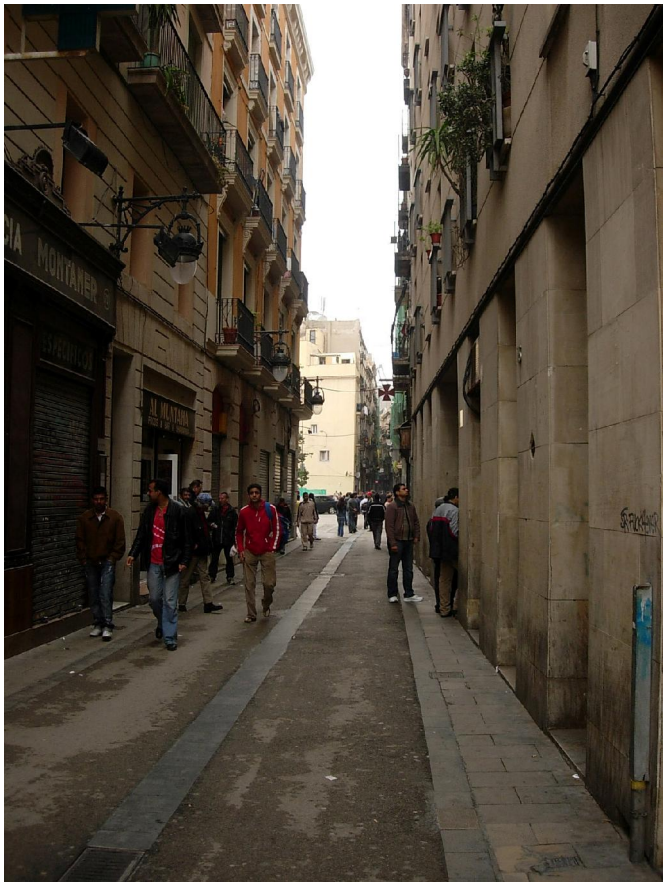


Photo : Hovig Ter Minassian. Mars 2007

Sur la photo 32, on retrouve les éléments qui composent l'image plus traditionnelle du Raval, celle d'un quartier pluriethnique, moins monumental, où les petites boutiques et le commerce de proximité dominent (ici un bar populaire à gauche et une pharmacie à l'arrière-plan). À l'inverse, en bordure de l'ancien Hôpital Santa Creu qui accueille depuis 1939 la Bibliothèque de Catalogne, la place Canonge Colom, située au carrefour des rues Junta de Comerç, Hospital et Les Floristes de la Rambla, nous rappelle les nouveaux types de fréquentation qui caractérisent le quartier du Raval (photo 33).

Photo 33. Le Raval, nouveau quartier branché du centre ancien (place Canonge Colom)

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2007

Le passage fréquent d'une population étudiante explique la gentrification très localisée autour de la rue Junta de Comerç : nous sommes en effet relativement très proches d'une annexe de l'université Pompeu Fabra et d'une résidence étudiante, mais aussi du centre d'art Santa Monica, de la Bibliothèque de Catalogne, de l'école d'art Massana, et à moins de dix minutes à pied du MACBA et de la faculté de géographie, d'histoire et de philosophie de l'Université de Barcelone. Ici, la gentrification commerciale précède la gentrification résidentielle. Est-ce l'inverse dans la Barceloneta ?

3.6 Rue Almirall Churruca : un potentiel immobilier élevé ?

Située dans le quartier de la Barceloneta, la rue Almirall Churruca est une rue très courte (moins de 100 mètres) mais très large, dont l'animation contraste avec les rues avoisinantes. Elle est située dans le prolongement du marché de la Barceloneta et de la place Poeta Boscà, à l'écart des rues plus touristiques du quartier. La société mixte PROCIVESA a été chargée de la rénovation de la rue entre 1995 et 1998, puis, à partir de 2005, FOCIVESA a réalisé la modernisation de la place Boscà et des équipements du marché, et la construction d'un parking souterrain.

Le secteur « c/ Churruca » a été identifié comme « en cours de basculement avec gentrification potentielle ». Même si on constate le maintien des catégories populaires

(64,5 % en 2001), l'augmentation de la population s'accompagne d'une croissance de la part des diplômés du supérieur (de 8,2 % en 2001 à 11,5 % en 2005), d'une baisse relative de celle des non diplômés (de 71 % en 1991 à 53 % en 2005, malgré une remontée depuis 2001 : à cette date, leur part était de 46 %). La photo 34 permet de saisir les enjeux du potentiel immobilier de ce secteur de la Barceloneta :

Photo 34. Rue Almirall Churruca, un espace à fort potentiel

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2008

La rue Almirall Churruca se présente comme une rue large, aérée et lumineuse, avec une voie centrale carrossable et deux trottoirs latéraux, non surélevés, ce qui rend les circulations transversales beaucoup plus aisées avec une poussette ou des enfants en bas âge. Un alignement de platanes et de jardinières orne de part et d'autre la voie centrale. Les trottoirs larges et pavés invitent à la circulation. Enfin, on note au-dessus des commerces en rez-de-chaussée, un système de terrasses qui courent tout le long de la rue et dont l'existence doit être mise en regard du potentiel de valorisation immobilière du quartier.

Espace de convivialité, la rue offre également une forte densité commerciale : quatre bar-restaurants, deux boulangeries, un magasin de fruits et légumes, un magasin de chaussures, un autre d'électro-ménager, un opticien, un magasin d'appareils hi-fi. Si cette densité n'est pas directement visible sur la photo, elle est évidente sur le terrain. On reconnaît également le sigle de la banque *Caixa de Catalunya* à gauche, et la typographie verte de *Technocasa*, réseau d'agences immobilières, à droite, comme un vis-à-vis symbolique qui en dit long sur le potentiel de la rue. La position de cette dernière par rapport au marché de la

Barceloneta contribue à en faire un espace de centralité locale à fort potentiel et sa morphologie la distingue fortement de celle « plus classique » des autres rues de la Barceloneta (photo 35).

Photo 35. Le paysage typique des rues de la Barceloneta (rue Baluard)

Photo : *Google Earth*, 2009

Photo 36. D'une fenêtre à l'autre, les indices d'une microgentrification (rue Almirall Churruca, n° 4)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

La photo 36 présente un des bâtiments situés en haut de la rue Almirall Churruca, côté ouest. Nous supposons que les différences entre les fenêtres à double vitrage du second étage et celles en état moyen du premier étage (alors même que l'isolation phonique se justifierait plus, compte tenu de la hauteur par rapport à la rue), traduisent des stratégies individuelles de revalorisation immobilière, dans le cas d'un immeuble en propriété horizontale. Au vu de son paysage urbain, nous faisons l'hypothèse que, bien plus que les autres rues de ce secteur de la Barceloneta, celle-ci a fait l'objet d'une amorce de gentrification.

L'aménagement en appartement d'un local situé en sous-sol du n° 4 de la rue Almirall Churruca va dans le sens de cette hypothèse. En 2004, une demande de permis de construire avait été enregistrée par une personne habitant rue Provencals, dans un des secteurs cossus de l'Eixample, pour transformer en logement un local situé au sous-sol de l'immeuble. Il s'agissait d'aménager un petit appartement de 24 m², pour lequel le propriétaire avait par ailleurs fait une demande de percement d'une seconde entrée donnant directement sur la rue Baluard, de l'autre côté du bâtiment[775]. Comme dans le cas de la parcelle située au croisement des rues Sant Pau et Riereta, dans le secteur « Pl. Folch i Torres », il n'a pas été possible de savoir, du fait de la confidentialité des informations, si le logement était destiné à être occupé par le propriétaire lui-même ou à être mis en location. Cependant, la seconde hypothèse nous semble la plus probable, parce qu'on imagine mal un propriétaire habitant un logement confortable de l'Eixample déménager vers un petit appartement en sous-sol d'un immeuble de la Barceloneta. Là encore, ce sont donc les opportunités locales créées par certains propriétaires privés, qui favorisent la diffusion d'une microgentrification du parc de logements, et pas tellement l'ancienneté de ce dernier.

3.7 Conclusion : les apports de l'analyse paysagère

Au final, la lecture du paysage urbain de Ciutat Vella a révélé plusieurs éléments. Son intérêt pour valider les hypothèses issues de l'analyse statistique sur les changements sociaux nous semble évident. En descendant à l'échelle de la rue, voire du bâtiment, cette approche a permis d'une part d'affiner les résultats en soulignant l'hétérogénéité de certains quartiers ; d'autre part de mettre en évidence l'inscription spatiale des transformations sociales dans le paysage urbain. L'observation d'une dégradation persistante témoigne d'une marginalisation spatiale qui fait sans doute écho à une marginalisation sociale. L'évolution de la structure commerciale montre au contraire les changements dans la fréquentation et la « consommation » d'un quartier, tandis que les chantiers et les panneaux d'agences immobilières sont autant d'indices du réinvestissement économique et symbolique des logements du centre ancien.

[775] Cette opération a été refusée, parce que la façade est protégée.

D’un autre côté, l’analyse a montré que le paysage urbain, entendu comme l’expression du rapport entre la société urbaine et son milieu, pouvait directement jouer un rôle dans l’emergence du processus de gentrification. Celle-ci semble avant tout avoir lieu dans des espaces à fort potentiel, soit dans les anciennes belles demeures de la Ribera, soit dans les logements proches des espaces les plus dynamiques du Raval ou de la Barceloneta. Ce ne sont pas les secteurs les plus dégradés du centre ancien de Barcelone qui connaissent une gentrification, autrement dit les opportunités de fortes plus-values immobilières ne suffisent pas à elles seules à expliquer pourquoi un secteur se gentrifie, à moins d’intégrer la question des représentations dans la définition du *rent gap*. Si la gentrification de Ciutat Vella a commencé dans la Ribera, c’est peut-être justement parce que ce quartier n’avait jamais véritablement connu de dévalorisation complète, contrairement à certains autres secteurs du Casc Antic ou du Raval. De même, si la rue Junta de Comerç semble en cours de gentrification, alors même que la partie sud du Raval reste encore très populaire, c’est peut-être aussi parce qu’elle a traditionnellement été relativement « épargnée » par la marginalisation socio-spatiale, du fait de la proximité de certains grands équipements comme le théâtre Liceu. Inversement, d’autres secteurs semblent connaître un désembourgeoisement (qui s’apparente parfois beaucoup plus à une tertiarisation classique), qui naît de la nouvelle image dont ils sont porteurs auprès de leurs résidents « traditionnels » inquiets d’une surfréquentation commerciale et touristique.

Dans cette partie, nous avons étudié l'ampleur inégale et la diversité du processus de gentrification dans le centre ancien de Barcelone. Après avoir exposé la méthodologie adoptée dans l'analyse statistique des changements sociaux, nous avons présenté les résultats d'une première approche quantitative, confirmant l'hypothèse de l'existence de processus de gentrification d'une partie du centre ancien de Barcelone, mais soulignant en même temps l'intérêt d'élargir le questionnement en intégrant d'autres processus tout aussi fondamentaux dans le nouveau « visage » de Ciutat Vella. La marginalisation sociale de certains quartiers va de pair avec des phénomènes de désembourgeoisement dans d'autres secteurs, tandis que d'autres encore restent populaires.

Notre approche a alors consisté à confronter une analyse du paysage urbain aux résultats de l'analyse statistique, en nous demandant comment la gentrification, mais aussi les autres processus socio-démographiques qui affectent le centre ancien de Barcelone, s'inscrivent dans l'espace « matériel » de la ville. Cette complémentarité des approches a aussi mis en évidence la nécessité de s'interroger sur le rôle de l'image et des représentations des lieux dans le processus de gentrification. L'image d'un quartier, voire d'une rue, c'est-à-dire la perception du paysage urbain qu'en ont les citadins, permet-elle d'expliquer que la gentrification reste encore relativement circonscrite à certains secteurs de Ciutat Vella ? Est-ce la politique municipale qui a réussi à éviter la polarisation sociale à Ciutat Vella, ou au contraire le manque d'attractivité du centre ancien de Barcelone, qui explique l'absence de gentrification généralisée ? Nous allons tenter maintenant d'apporter des éléments de réponse à ces questions, en nous demandant d'abord comment les changements sociaux à Ciutat Vella et les opérations menées par les pouvoirs publics ont été perçus par les résidents eux-mêmes, et en examinant ensuite comment la Municipalité a fait l'auto-promotion de sa politique urbanistique.

QUATRIÈME PARTIE

LA PERCEPTION DES CHANGEMENTS DANS LE CENTRE ANCIEN DE BARCELONE ENTRE CONTESTATION ET AUTO-LÉGITIMATION

CHAPITRE 10
PERCEPTIONS ET CONTESTATIONS DE LA POLITIQUE DE RÉCUPÉRATION DE CIUTAT VELLA

Nous avons décrit le centre ancien de Barcelone comme un espace en cours de recomposition selon des logiques multiples et parfois contradictoires. Il n'est pas toujours aisé de dire dans quelles directions les mutations en cours vont se poursuivre, mais les tensions sociales qui les accompagnent sont déjà bien visibles. La politique urbanistique menée par la Municipalité à Ciutat Vella depuis le début des années 1980 suscite parfois certaines formes de contestation, dans la tradition des mouvements sociaux urbains catalans. Celles-ci se cristallisent autour de projets précis, et révèlent la manière dont les habitants eux-mêmes perçoivent la récupération des quartiers anciens et évaluent l'action des élus locaux. La « résistance » au changement véhicule alors une contestation politique des options prises par la Municipalité pour le développement économique et social de Ciutat Vella. Comment les changements sont-ils perçus par les habitants ? Comment ces derniers expriment-ils leur insatisfaction face à une politique urbanistique dont ils ont le sentiment qu'elle les abandonne parfois à leur sort, qu'elle répond moins à leurs attentes qu'à celle de futurs résidents, plus aisés ? Quelles formes de contestation émergent dans les quartiers anciens en voie de gentrification ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous avons conjugué deux approches. D'une part, nous avons réalisé des entretiens semi-directifs auprès d'interlocuteurs qui nous ont paru être des observateurs privilégiés des mutations socio-démographiques du centre ancien : des agents immobiliers, mais aussi différentes instances représentatives de la vie locale, des associations de riverains ou de commerçants. L'objectif était d'apporter un regard sur les représentations que les habitants de Ciutat Vella avaient de leur quartier et de son évolution. Parallèlement, nous avons analysé la mise en œuvre de deux grands projets emblématiques de la politique urbaine de la Municipalité, dans deux secteurs clés de Ciutat Vella : Rambla et Illa del Raval, d'un côté, Pou de la Figuera de l'autre.

Dans une première partie, nous présenterons les résultats des entretiens et ce qu'ils nous apprennent de la manière dont les résidents perçoivent les changements sociaux. Ils mettent en évidence l'ambivalence de l'image du centre ancien et les freins à la gentrification. Dans une deuxième partie, nous examinerons deux projets urbanistiques achevés ou en voie d'achèvement. Dans le premier cas (Rambla del Raval/Illa del Raval), le changement urbain témoigne d'une volonté d'homogénéisation du tissu social et de normalisation des pratiques socio-spatiales de la part des pouvoirs publics. Dans l'autre (Pou de la Figuera), la mise en œuvre du projet montre l'échec du processus participatif et affiche les contradictions d'une politique qui prétend être à l'écoute des habitants du centre ancien, sans répondre toujours à leurs attentes.

1. COMMENT LES RÉSIDENTS DU CENTRE ANCIEN PERÇOIVENT-ILS LES CHANGEMENTS URBAINS ET SOCIAUX ?

Depuis la fin des années 1990, les changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone ont été rapides. La devéloppement des activités touristiques et culturelles, la réactivation du marché immobilier, la redéfinition de l'offre commerciale et l'essor de nouveaux courants migratoires étrangers ont modifié la place des quartiers anciens dans l'espace fonctionnel et symbolique de la commune de Barcelone. Mais comment les résidents eux-mêmes vivent-ils ces changements ? Le diagnostic qu'ils établissent est-il le même que celui du chercheur ? Quel regard portent-ils sur la politique municipale menée à Ciutat Vella depuis les années 1980 ? Dans quelle mesure estiment-ils qu'elle est responsable des changements sociaux, ou au contraire qu'elle a permis de retarder le départ des populations « traditionnelles » du centre ancien?

Pour répondre à ces questions, nous avons réalisé des entretiens auprès d'agents immobiliers opérant à Ciutat Vella, ayant donc a priori une bonne connaissance de son évolution sociale et économique, et auprès des associations de riverains, relais de la parole d'une partie des résidents « traditionnels » du centre ancien de Barcelone. Nous avons parallèlement assisté à deux audiences publiques organisées par l'équipe municipale du district, qui ont été l'occasion d'apprécier les motifs de contestation des résidents et les logiques d'opposition avec les élus locaux.

1.1 Recueillir la parole des résidents par des entretiens semi-directifs

1.1.1 Agents immobiliers et associations locales : des relais des opinions avec les résidents

Deux séries d'entretiens ont été menées. D'une part nous avons rencontré les représentants des associations de riverains ou de commerçants situés dans les différents quartiers de Ciutat Vella. Nous avons évoqué précédemment la traditionnelle vigueur du mouvement associatif à Barcelone. L'objectif était de recueillir la parole des riverains, c'est-à-dire de ceux qui profitent théoriquement de la politique urbanistique, ou qui la subissent. Une autre série d'entretiens a été réalisée auprès d'agents immobiliers opérant dans le centre ancien. Le but n'était pas seulement de connaître l'opinion d'une profession ayant un rôle particulier dans la production de l'espace social de la ville, mais aussi l'avis de professionnels sur les évolutions du marché immobilier à Ciutat Vella et le profil des nouveaux résidents.

Les entretiens ont été menés en deux temps. Une première série d'enquêtes exploratoires a eu pour objectif de cerner les thèmes abordés de manière récurrente par nos interlocuteurs, qu'ils soient membres d'associations ou agents immobiliers. À partir de questions ouvertes et générales, et sans préjuger du type de réponses qui pouvaient être faites, nous avons essayé de repérer les thèmes qui se dégageaient de la discussion : il s'agissait, par exemple, de savoir ce que les représentants d'associations évoquaient, lorsqu'on leur demandait en quoi le centre ancien avait changé. La seconde série d'entretiens a eu pour objectif d'approfondir les thèmes qui avaient été le plus souvent abordés.

Les conditions matérielles de l'entretien ont été variables mais dans la très grande majorité de cas, nous n'avons pas été en mesure d'enregistrer les discussions. Les agents immobiliers ont le plus souvent souhaité que l'entretien se tienne directement sur leur lieu de travail et ont refusé un enregistrement. Comment interpréter leur attitude ? De manière générale, les agents immobiliers n'ont pas bonne presse[776]. Dans le choix du cadre professionnel pour l'entretien, il faut très certainement voir une volonté de rester dans un lieu familier, rassurant, où la personne interrogée est en position de force[777]. Le cadre est en soi très révélateur de l'état d'esprit des agents et de la réalité de cette activité : aux aménagements standardisés et aseptisés des locaux récemment ouverts, tenus par de « jeunes » agents plus ou moins fraîchement entrés dans la profession, s'opposent les locaux à la fois moins ordonnés et plus décorés, au final sans doute plus « personnels », des agents plus âgés. Le refus d'être

[776] Propos confirmé par S., dont le local est situé rue Sant Pere més Baix, l'un des agents « chevronnés » que nous avons interrogés. Dans un long discours parfois à la limite de l'introspection, il est revenu sur le sens même du métier qu'il pratiquait. Pour S., l'agent immobilier n'est pas là, contrairement à ce que pensent la plupart des gens, pour se faire de l'argent rapidement et facilement, quitte à gonfler les prix, mais simplement pour rendre service, mettre en contact quelqu'un qui souhaite vendre et quelqu'un qui souhaite acheter, au risque de devoir expliquer au premier que le prix qu'il demande est déraisonnable et au second qu'il est un peu naïf sur la réalité du marché immobilier.

[777] « Chaque entretien approfondi est un événement qu'il faut analyser pour lui-même : c'est une interaction personnelle où chacun s'engage fortement et c'est aussi une interaction solennelle avec un minimum de mise en scène, de cérémonial ». BEAUD S., WEBER F., *Guide de l'enquête de terrain*, Paris : La Découverte, 1997, p. 178.

enregistré n'est sans doute pas non plus anodin. Ajouté au fait que certains agents immobiliers ont refusé l'entretien, que d'autres ont tenu des propos très généraux, voire évasifs, ce refus est sans doute le signe que ce type de professionnels ne se laisse pas aisément interviewer, traduisant une méfiance vis-à-vis de personnes dont ils ont parfois du mal à identifier le statut et l'objectif.

Les entretiens ont permis de repérer une certaine différence entre « jeunes » ou nouveaux agents immobiliers, et agents immobiliers plus « expérimentés » ou plus âgés. Sur la base des enquêtes réalisées (mais qui ne peuvent faire l'objet d'une exploitation statistique) cette opposition semble en masquer d'autres, selon le type de pratique commerciale, le type d'agence, l'ancienneté de leur implantation, voire leur durée de vie. Par exemple, étant donné leur rapidité d'ouverture et de fermeture, les agences franchisées du réseau *Technocasa*, reconnaissables à leur devanture verte et à leur agencement intérieur très formaté, n'ont visiblement pas pour vocation de se maintenir dans un quartier. Il est possible qu'elles aient un simple objectif « d'assainissement » du marché local (le lancer ou bien susciter certaines spéculations immobilières). Cette pratique est particulièrement critiquée par certains professionnels installés depuis plus longtemps, qui revendiquent une « honnêteté » dans le travail et un respect de l'unique objectif de l'agent immobilier : mettre en relation quelqu'un qui cherche à vendre et quelqu'un qui cherche à acheter. Cette variété des pratiques professionnelles pourrait être une piste à creuser pour saisir le rôle de l'agent immobilier dans la transformation de l'espace urbain.

Le questionnement qui a guidé la conduite des entretiens était donc double : recueillir le regard des professionnels sur l'évolution du marché immobilier à Ciutat Vella et confronter les résultats du travail statistique à la réalité du terrain. Comment les mutations socio-démographiques identifiées dans l'analyse statistique sont-elles perçues par ceux qui jouent un rôle d'intermédiaire sur le marché immobilier ? Y-a-t-il concordance ou divergence entre les résultats de nos propres analyses, et ce que pensent les professionnels qui opèrent dans ces quartiers ?

À l'inverse, les représentants d'associations de riverains ou de commerçants se sont laissés aborder beaucoup plus aisément. À une seule exception, ils ont tous accepté l'entretien[778], qui s'est tenu soit dans les locaux mêmes de l'association, soit dans la boutique du représentant de l'association de commerçants, soit dans un bar, à la fin de la journée de travail. Nous avons laissé le choix du lieu de l'entretien à la personne interrogée, afin de la mettre à son aise. Malheureusement, les conditions matérielles n'ont pas toujours rendu

[778] L'exception concerne l'association « officielle » des riverains du Raval, dont le représentant a été systématiquement absent, en réunion, en voyage ou malade lorsque nous avons tenté de le rencontrer. Il s'agit de l'une des structures associées au projet de nouvelle Rambla dans le Raval, mais elle s'est attirée le mécontentement des autres associations qui n'avaient pas été sollicitées, ces dernières l'accusant de ne pas traduire l'opinion de l'ensemble des habitants et de faire le jeu de la Municipalité. À la fin de l'opération de la Rambla del Raval, l'association s'est vue octroyer un nouveau local dans un des bâtiments construits à l'occasion de la rénovation du secteur.

possible l'enregistrement (notamment lorsque la discussion s'est tenue dans des bars du centre ancien de Barcelone, particulièrement bruyants en début de soirée). Dans d'autre cas, l'enregistrement a été refusé[779]. Face à la trop grande hétérogénéité des entretiens recueillis, nous avons donc préféré ne pas reproduire ceux dont nous disposions, afin de ne pas accorder trop d'importance à leur discours au détriment de ceux qui n'avaient pas été enregistrés.

Du fait même du choix des personnes enquêtées, c'est-à-dire les représentants de riverains, nous avons privilégié, dans notre travail, la parole des « anciens résidents », très présents dans les associations de riverains. Pour saisir celle des « nouveaux résidents », la réalisation d'une enquête sur la base d'un échantillon suffisamment représentatif aurait constitué un travail de thèse à part entière. C'est l'angle d'approche qu'avait choisi S. Martínez dans sa thèse sur la gentrification du Raval[780]. Par ailleurs, il nous a semblé intéressant de saisir le discours des « nouveaux » résidents à travers le témoignage des agents immobiliers. Ces derniers établissent une relation marchande avec eux et sont aussi, d'une certaine manière, un intermédiaire pour comprendre les motivations (économiques, symboliques…) des ménages qui viennent s'installer dans le centre.

1.1.2 Les audiences publiques révélatrices des inquiétudes des résidents

Parallèlement, nous avons eu l'occasion d'assister à deux audiences publiques, le 1er juin 2006 et le 13 septembre 2006, qui se sont tenues dans les locaux municipaux du district de Ciutat Vella, en présence de Carles Martí, *regidor* du district, et de certains membres du conseil municipal du district[781]. Si l'on ne peut pas considérer ces audiences comme des entretiens à proprement parler, elles ont néanmoins été l'occasion de prendre le pouls des préoccupations des habitants du centre ancien et de faire la connaissance d'un certain nombre de leurs représentants (présidents d'associations de riverains, ou simplement porte-paroles de certains groupes d'habitants)[782]. Au cours de ces audiences, chaque

[779] A., représentante d'une association de riverains du Casc Antic, s'est à l'inverse bien prêtée au jeu, acceptant l'enregistrement au cours des deux entretiens que nous avons réalisés avec elle. Dans un premier temps, son discours nous avait frappé parce qu'il était particulièrement construit et organisé. Nous avons par la suite appris que A. s'était beaucoup impliquée dans le collectif *Forat de la Vergonya* et qu'elle s'était déjà prêtée au jeu de plusieurs entretiens réalisés par une doctorante américaine en sociologie qui travaillait sur les mouvements associatifs dans le centre ancien de Barcelone. Ce type d'expérience ne peut manquer de questionner la significativité des discours recueillis en entretien, en fonction des conditions de sa réalisation, de son contexte, et de la relation qui peut s'établir avec la personne interrogée.

[780] Sur les motivations des « gentrifieurs », deux facteurs ressortaient notamment : les prix bas et la centralité. MARTÍNEZ i RIGOL S., *op. cité*, 2002.

[781] Nous rappelons qu'à la tête de chaque district se trouve un *regidor*, qui représente le maire. C'est un politique élu en même temps que le maire (il figure sur sa liste lors des élections municipales). Il partage la direction du district avec le conseil municipal de district (censé traduire la pluralité politique du district), qui élit le président du conseil parmi ses membres.

[782] Chaque audience publique donne lieu à la rédaction d'un compte-rendu disponible sur le site internet de la ville de Barcelone. Nous n'avons cependant pas jugé opportun de renvoyer aux comptes-rendus des audiences auxquelles nous n'avons pas assisté, d'une part parce qu'un texte rédigé par les services municipaux ne traduit pas toujours la vigueur des débats et tend à gommer leur aspect émotionnel (qui peut parfois en dire long sur l'urgence d'un problème) ; d'autre part, parce qu'ils sont publiés avec un délai de six mois (ce qui pose le

participant est invité à prendre la parole, à se présenter et à exposer ses revendications. Pour autant, il faut souligner que les thèmes abordés ont forcément été déterminés par la composition de l'association et que par ailleurs ce genre d'audience publique a justement pour objectif de mettre en avant un certain nombre de revendications : les habitants ne s'y rendent pas pour féliciter l'équipe municipale. Deux catégories de la population ont brillé par leur quasi absence : les jeunes et les étrangers. Leur absence n'a peut-être pas de signification particulière, et peut sans doute s'expliquer par une certaine défiance vis-à-vis des pouvoirs publics, ou simplement par l'idée que ce type de réunion a peu d'intérêt.

Pour l'équipe municipale, les audiences publiques sont au contraire l'occasion de défendre, en termes très concrets, la ligne politico-urbanistique suivie. Contre les reproches adressés à la nouvelle piscine du complexe sportif de Can Ricart, jugée démesurément grande par un certain nombre de riverains[783], la Municipalité a répondu que cet équipement avait pour objectif d'être « multifonctionnel », c'est-à-dire de convenir à une multiplicité de pratiques (y compris celles des sportifs de haut niveau). Contre les accusations d'abandon face à la situation des personnes âgées dans le sud du Raval, l'audience publique a été l'occasion de promettre de nouveaux équipements et une nouvelle résidence pour personnes âgées, ou bien encore d'expliquer les retards de certaines opérations. Malgré tout, au cours des deux séances auxquelles nous avons assisté, les représentants de la Municipalité ont rarement exprimé une position claire sur les problèmes qui leur étaient soumis, si bien qu'on peut s'interroger sur le statut de ces audiences publiques : sont-elles de réels lieux de débat, où se joue la concertation, ou bien ne constituent-elles qu'une façade, pour rassurer les présents ?

Selon le quartier d'implantation des différentes personnes rencontrées ou de celles qui ont pris la parole au cours des audiences publiques, les préoccupations ont varié. Par exemple, les représentants d'associations ou les résidents de la Barceloneta se sont distingués par des revendications qui tranchaient avec celles des associations des autres secteurs de Ciutat Vella. Alors que celles des habitants du Raval portaient sur le règlement des problèmes liés à l'insécurité ou à la prostitution, dans la Barceloneta l'accent était mis sur la rupture de cheminement des pistes cyclables, la prolifération des pigeons ou le stationnement payant en fin de semaine. La littérature classique sur la gentrification évoque souvent l'appropriation progressive des réseaux de sociabilités de quartier par les nouveaux résidents. Or, on a vu que la Barceloneta - comme la majorité des districts de Ciutat Vella - était finalement peu touchée par les processus de gentrification, et qu'il s'agissait plutôt de microgentrification. On peut supposer que la Barceloneta est l'un des rares secteurs du centre ancien où les nouveaux résidents se réapproprient les réseaux de sociabilité. L'analyse statistique a cependant montré que la gentrification était plus ancienne dans la Ribera, mais nous n'avons pu rencontrer beaucoup d'acteurs associatifs de ce quartier. Il nous est donc impossible de dire si les

problème du suivi à court terme de l'action municipale par les résidents qui n'ont pas été présents aux audiences publiques).

[783] Le complexe sportif a ouvert ses portes en juillet 2006. Il comprend une piscine de 25 m sur 16.

associations de la Ribera sont dans la même situation que celle de la Barceloneta ou si ce dernier quartier constitue un cas à part.

À l'issue des entretiens et des audiences publiques, nous avons pu approcher la manière dont les habitants du centre ancien perçoivent les changements urbains et sociaux dans le centre ancien, et leurs effets. Leurs opinions s'organisent autour de plusieurs fils conducteurs : l'évaluation de la politique urbanistique, l'image du quartier, enfin la question de l'immigration.

1.2 Le regard des habitants et des associations sur la politique municipale

1.2.1 Une politique qui laisse de côté les anciens résidents

Les politiques urbanistiques appliquées au centre ancien, à de rares exceptions près, ont fait l'objet de vives critiques de la part des représentants d'associations rencontrés. Il faut cependant noter une certaine ambivalence de leurs discours, qui tient à celle des projets : si les personnes interrogées ont dénoncé certains choix ou certains projets, elles ont toutes reconnu que la situation à Ciutat Vella s'était nettement améliorée en une trentaine d'années. Les commentaires ont donc oscillé entre la reconnaissance d'améliorations réelles des conditions de vie des habitants, et la dénonciation de carences ou d'abus. Dans le même temps, les personnes interrogées ont souligné l'abandon relatif de certains secteurs du centre ancien ; les stratégies d'éviction et le manque d'accompagnement des populations contraintes au départ vers d'autres secteurs ; enfin une politique culturelle s'adressant avant tout aux « nouveaux résidents ». Ainsi, pour sortir de cette ambivalence, B., représentante d'une association de riverains du Raval, a conclu que si finalement, il y a bien eu des améliorations, celles-ci n'ont guère profité aux anciens résidents[784].

Rares ont été les représentants interrogés à émettre un avis totalement positif sur la politique menée par la Municipalité dans le centre ancien. C'est pourtant le cas de R., président d'une association de commerçants dans le quartier de Sant Pere, bien qu'il nous ait suggéré, en fin d'entretien, de prendre contact avec une autre membre de l'association, qui visiblement avait une opinion différente de la sienne. Sans doute était-ce une manière de montrer qu'il ne traduisait pas l'opinion générale. Selon lui, l'amélioration de tout un secteur de Barcelone, surtout aussi spécifique que le district de Ciutat Vella, prend nécessairement du temps. Ce qui reste à faire doit donc, à son avis, être mis en regard de ce qui a déjà été fait. Dans le Casc Antic, par exemple, les logements étaient généralement trop petits et vétustes, et

[784] En matière de politique culturelle, elle a pris notamment l'exemple, déjà évoqué, du MACBA. Les anciens résidents ne se sentent pas concernés par ce type d'équipements, d'autant plus qu'ils ont le sentiment qu'ils n'y ont pas leur place. Au final, ce projet leur paraît clairement destiné à attirer de « nouveaux » résidents, dont le capital économique et culturel est sans doute plus élevé que celui des résidents « traditionnels ».

les réhabiliter aurait coûté beaucoup plus cher que leur démolition pour en construire de nouveaux, plus grands et plus confortables.

On voit cependant que les différents arguments ne se situent pas sur le même plan : les défenseurs des projets urbanistiques ont insisté sur la nécessité d'intervenir, alors que leurs détracteurs ont critiqué le fait que les résidents anciens ne jouissaient pas des améliorations apportées. La politique menée ne leur est pas destinée. Nous avons déjà eu l'occasion de rapporter les propos de C., présidente de l'association RAI (*Recursos d'animació intercultural*) : d'après elle, certains ménages ont bien été effectivement relogés sur place, dans le quartier, mais parce que, compte-tenu de leur âge, on pouvait penser qu'ils n'occuperaient pas leur logement très longtemps.

Allant dans le même sens que les arguments avancés par les détracteurs, une enquête menée à la demande de PROCIVESA par un cabinet privé auprès d'un certain nombre d'anciens résidents relogés dans le quartier de Ciutat Vella, témoigne des problèmes qu'ils ont rencontrés et de leurs motifs d'insatisfaction[785]. Elle s'appuie sur douze entretiens réalisés auprès de ménages contraints de quitter leur logement pour cause d'opérations de rénovation ou de réhabilitation. Tous ont témoigné de l'amélioration incontestable de leurs conditions de vie, mais les motifs d'insatisfaction ont été nombreux. S'ils ont eu la chance d'être relogés dans le même quartier (dans la plupart des cas il s'agissait du Raval), certains ont regretté de ne pas avoir eu la possibilité de récupérer leur ancien logement après sa réhabilitation. D'autres ont constaté qu'ils étaient passés du statut de propriétaires à celui de locataires, les indemnités d'expropriation ayant été trop faibles pour leur permettre de racheter un logement. Outre la hausse considérable des loyers et des charges, ils ont critiqué la dissolution des relations de voisinage. Ils ont également regretté, pour des raisons d'attachement, leur ancien logement et leur ancien quartier. Le nombre d'entretiens réalisés dans le cadre de cette étude était limité et elle ne traduit sans doute pas l'ensemble des situations liées à la question du relogement. Les propos recueillis révèlent cependant des thèmes récurrents, en particulier la hausse considérable des loyers et leur cherté[786]. Un rapide calcul montre qu'en moyenne, sur onze enquêtés (le dernier étant un ménage qui ne payait pas de loyer dans son ancien logement), les loyers ont été multipliés par cinq, avec des écarts considérables entre les occupants (la hausse la plus faible étant de 5,9 %).

Cette dénonciation est récurrente parmi toutes les personnes rencontrées et s'explique très facilement au vue de l'augmentation des prix, évoquée précédemment. Elle donne du poids aux critiques des associations qui dénoncent l'absence de stratégie d'accompagnement des résidents à faibles revenus : les indemnités d'expropriation ont été globalement trop faibles et les constructions de logements dédiés (notamment pour les personnes âgées) trop peu nombreuses.

---

[785] STAFF CONSULTANTS, *Informe de resultats reallotjaments Ciutat Vella*, 1997, 90 p.

[786] Certains ménages étaient très heureux de disposer du chauffage électrique… mais avouaient ne pas l'utiliser parce qu'ils n'étaient pas en mesure de payer les factures.

En revanche, les opinions recueillies auprès des agents immobiliers sont beaucoup plus partagées lorsqu'il s'agit de caractériser l'état du marché du logement. Sur la quinzaine d'entretiens réalisés, les agents immobiliers « chevronnés » ont paru beaucoup plus perplexes que les plus « jeunes » sur la hausse des prix dans le centre ancien. Parmi les premiers, quelques uns n'ont pas hésité à dénoncer les prix parfois excessivement élevés pratiqués par certains vendeurs. Leur expérience leur permet-elle de se faire une idée plus raisonnable de l'état réel du marché ou bien eux-mêmes sont-ils plus sensibles à la dimension « humaine » de la transaction immobilière ? Toujours est-il que S., travaillant dans le Raval, a dénoncé les pratiques de « *mobbing* immobilier » de certains propriétaires[787]. Par cette expression, on désigne les pressions de toutes formes exercées sur le locataire en place pour l'obliger à quitter le logement, allant de l'absence de prise en charge de l'entretien des locaux aux menaces[788]. Le plus souvent, le propriétaire cherche par cette pratique à chasser un locataire qui paye encore un loyer bon marché, pour effectuer des travaux dans l'appartement et le remettre en location ou en vente à un prix beaucoup plus élevé. À Barcelone, les cas de « harcèlement immobilier » se sont multipliés, au point que certaines associations se sont mobilisées pour alerter la Municipalité (photo 37).

Photo 37. Protestations contre la spéculation foncière (Robador, 33)

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

[787] Cet agent immobilier les a même évoquées avant que l'entretien ait réellement lieu, puisqu'à la première prise de contact, pour fixer un rendez-vous, il nous a dit qu'il fallait absolument se voir pour en parler.

[788] Le terme anglais de *mobbing* désigne à l'origine le harcèlement (au travail, notamment), qui dure dans le temps.

Selon un article du quotidien *El País*, l'*Oficina municipal de información al consumidor* (OMIC) de Barcelone aurait été sollicitée par 185 personnes en 2007, mais ce nombre serait bien en deçà de la réalité du phénomène[789]. Le n° 29 de la rue Robador offre un cas de *mobbing* particulièrement caractéristique[790]. Entre 2001 et 2003, les deux sociétés immobilières propriétaires de l'immeuble ont multiplié les actions pour tenter de déloger les locataires : coupures injustifiées de l'eau courante et de l'électricité, fausses promesses de relogement hors de la province de Barcelone, absence de travaux d'entretien, tentatives de déclaration d'état de ruine auprès des pouvoirs publics. Quatre appartements ont été vendus dans l'immeuble durant cette période, avec une augmentation excessive des prix, la valeur totale du bâtiment étant passée d'environ 400 000 euros à près de 1,4 millions d'euros en deux ans, au fur et mesure que les locataires étaient expropriés et les appartements réhabilités.

À partir de 2004, plusieurs associations se sont mobilisées pour défendre le maintien dans les lieux d'un des locataires menacé d'expulsion[791]. Parmi celles-ci on trouve la FAVB, l'association de riverains du Casc Antic, les associations *Veïns en defensa de la Barcelona vella*, *Arquitectos sin fronteras*, *Taller contra la violència immobiliària i urbanística*, et la *Coordinadora contra l'especulació del Raval*. Dans ce cas précis, il est intéressant de remarquer que certaines associations interviennent sur plusieurs fronts, puisqu'elles sont également présentes dans le collectif *Forat de la vergonya*[792]. On peut considérer qu'elles sont devenues, en quelque sorte, les principaux porte-paroles des revendications urbaines et sociales des habitants du centre ancien.

Un autre agent immobilier opérant dans le Raval, T., a souligné l'insuffisance de l'offre de logements sociaux et l'inadéquation par rapport à la demande des politiques publiques de réhabilitation, qui tendent à faire de Ciutat Vella un quartier touristique. Les agents plus « jeunes » ont témoigné d'une moindre sensibilité à ce type de questions. À moins d'évoquer délibérément le sujet avec eux en leur posant la question, ils n'en ont jamais parlé d'eux-mêmes, qu'il s'agisse de la croissance excessive des prix à Ciutat Vella ou des phénomènes de *mobbing*[793].

Au-delà de la dénonciation de la hausse des prix, c'est la politique urbanistique dans son ensemble qui est critiquée. Plusieurs interlocuteurs ont souligné comment les expropriations et les relogements avaient finalement fait disparaître cette « ambiance » si particulière aux quartiers du centre ancien de Barcelone. M., représentant d'une association de

[789] *El País*, 26 décembre 2007.
[790] *Masala*, n° 39, janvier-février 2008.
[791] Au terme de quatre années de procédure, en janvier 2008, la Justice a fini par suspendre l'avis d'expulsion, en attendant de statuer sur la responsabilité des deux sociétés immobilières contre lesquelles les associations avaient porté plainte.
[792] Qui signifie, pour rappel : « le trou de la honte ».
[793] On peut émettre l'hypothèse qu'ils connaissent moins la situation réelle du marché immobilier, s'y confrontant depuis moins longtemps, ou bien, sans tomber dans les explications psychologisantes, qu'ils sont sans doute plus préoccupés par le souci de réaliser rapidement des transactions pour assurer la pérennité de leur activité (dans un contexte économique difficile). On peut aussi penser que certains d'entre eux n'envisagent pas de s'installer durablement dans ce métier et s'investissent donc moins dans leurs rapports avec leur clientèle.

riverains située dans le sud du Raval, a notamment déploré la perte d'un « esprit de village ». Il faut sans aucun doute se méfier de regards nostalgiques parfois déformants : la vie dans le centre ancien n'était peut-être pas aussi idyllique ou conforme à ce que les personnes interrogées ont bien voulu nous décrire[794]. Néanmoins, au-delà de savoir si cette vision est faussée ou non, ce type de propos exprime avant tout une angoisse face à la perte des repères et au déracinement (qui peut aussi avoir lieu « sur place »).

1.2.2 Rupture ou continuité avec le passé ?

Nous venons d'évoquer le fait que les riverains n'hésitaient pas à qualifier négativement la politique menée par la Municipalité depuis les années 1980. Mais comment la jugent-ils par rapport à celle de la période précédente ?

M., représentant d'une association de riverains située dans le sud du Raval, affirme que les actions entreprises depuis la transition démocratique sont en rupture avec celles du franquisme. Il a rappelé que ces dernières avaient eu des conséquences désastreuses, notamment parce qu'elles avaient relégué un certain nombre d'habitants du centre dans des logements de mauvaise qualité situés dans les polygones résidentiels de la périphérie. Les réseaux familiaux et de voisinage ont été largement bouleversés par ces déplacements ou ces expropriations. Ces propos convergent avec ceux tenus par B., représentante d'une association de riverains du Raval : elle a notamment souligné que dans les quartiers de Ciutat Vella, l'espace public était particulièrement vivant : les enfants y jouent dans la rue, les adultes s'y retrouvent pour discuter. Les périphéries où les familles ont été reléguées au cours des années 1950, 1960 et encore 1970 étaient des quartiers où la sociabilité était très réduite.

Au moment où la Municipalité a mis en œuvre le projet de rénovation du secteur de la future Rambla del Raval, elle a commencé à déplacer ou à exproprier les familles situées dans les bâtiments dont la démolition était prévue. B., représentante d'une association de riverains du Raval, a reconnu que ces logements étaient en très mauvais état, qu'ils offraient un niveau de confort minimum : certains manquaient d'une vraie salle d'eau, d'autres n'avaient pas même l'eau courante. Pour autant, notre interlocutrice, ainsi que A., représentante d'une association de riverains du Casc Antic, nous ont toutes deux fait remarquer que « l'expérience » des opérations menées par la Municipalité durant la période précédente, notamment sous le mandat de J. M. de Porcioles (entre 1957 et 1973) avait entretenu, même après la transition démocratique, une très grande méfiance à l'égard de tout projet urbain entrepris par les pouvoirs publics, si bien que dans un premier temps, les familles ont refusé de quitter leur logement, malgré leur état de dégradation. Cette méfiance explique sans doute aussi l'échec relatif du processus participatif. Dans cette perspective, on comprend mieux que les associations dénoncent la contradiction entre une volonté affichée de maintenir la

[794] L'ambivalence de Ciutat Vella, en particulier du Raval, se retrouve, plus encore que chez M. Vázquez Montálban, dans les romans de F. González Ledesma, qui décrit le centre ancien des années 1980 comme un quartier à la fois violent, dangereux, où règnent crimes et prostitution, mais aussi comme un microcosme où tout le monde se connaît.

population résidente, et ce qui se passe réellement. On comprend aussi leur inquiétude vis-à-vis des projets de type « assainissement du tissu urbain », qui renvoient pour eux à des procédés d'une autre époque. Parallèlement, beaucoup ont critiqué la politique dite de participation citoyenne comme se contentant simplement d'informer, de présenter des décisions, mais sans débat réel, réduisant le processus participatif à une simple consultation sans grande utilité. Le fait que la plupart des ménages concernés était composés de personnes âgées a également joué dans cette opposition, parce que l'acte de déménagement, qui implique de déconstruire les réseaux de sociabilité pour les reconstruire dans un espace qu'on ne connaît pas toujours, devient de plus en plus difficile à partir d'un certain âge, d'autant que ces réseaux sont d'autant plus forts qu'ils existent depuis longtemps.

Cependant, A., représentante d'une association de riverains du Casc Antic, ne relève pas quant à elle forcément de rupture évidente avec la période précédente dans les politiques menées depuis les années 1980 qui ont elles aussi contribué à évincer une partie de la population résidant auparavant dans les quartiers anciens. Lorsque nous avons abordé la question de la mise en œuvre du PERI du Casc Antic, notre interlocutrice s'est interrogée sur les ressemblances entre les opérations contemporaines (Pou de la Figuera dans le Casc Antic ou encore *22@BCN* à Poblenou) et de certains projets de l'époque franquiste, notamment le *Plan de la Ribera*, qu'une forte mobilisation populaire avait réussi à faire échouer. Au-delà de la question des points communs, il importe de souligner l'échec relatif, de ce point de vue, de la stratégie de communication de la Municipalité qui n'a pas peut-être pas su, à un moment donné, se démarquer totalement de l'héritage franquiste, ou bien dont le modèle d'action, si original qu'il fût au début des années 1980, a fini par perdre, au fil du temps, ses spécificités et sa capacité à répondre aux besoins de la population de Ciutat Vella. Pour D., représentante d'une association de riverains du Raval, le PERI du Raval est à l'exemple du plan Cerdà : il a été imposé à la population barcelonaise, sans considération de ses attentes. Ce questionnement renvoie à un enjeu crucial de la politique urbanistique, qui est celui de la participation. Les différentes équipes municipales au pouvoir, en particulier après 1992, ont largement insisté sur le caractère novateur de leur action qui était censée intégrer la participation citoyenne. B., représentante d'une association de riverains du Raval, a dénoncé à plusieurs reprises au cours de l'entretien l'absence de participation réelle, ou son caractère très biaisé. Dans le cas de la Rambla del Raval comme dans celui de Pou de la Figuera, la Municipalité n'aurait selon elle accepté de dialoguer qu'avec une partie des associations. Mais qu'en a-t-il été réellement ?

Le problème de la participation renvoie à celui de la connaissance et de la compréhension, par les riverains, de la politique menée. Or, l'un des motifs d'insatisfaction exprimé par les personnes interrogées, est bien le manque d'information. Le reproche est peut-être moins fort auprès des associations de commerçants, plus alertés du fait de la nécessité pour eux de se tenir au courant de l'actualité des projets urbanistiques. Il est aussi très variable en fonction des activités de l'association et des implications de ses membres dans la vie politique locale. A., représentante d'une association de riverains du Casc Antic, a souligné la difficulté de mobiliser la plupart des membres de son association dans l'opposition

à certains projets ou à la politique urbanistique en général. En revanche, elle-même est relativement bien au fait des projets actuels (Pou de la Figuera, étant donné qu'elle fait partie du collectif *Forat de la vergonya* ; extension du Musée Picasso ; construction d'un parking à côté du Palau de la Música catalana).

Nous sommes ici au cœur d'une des difficultés majeures d'une politique urbaine démocratique, soulevée dès le début des années 1980 par O. Bohigas. Il s'interrogeait alors, dans son ouvrage *Reconstrucció de Barcelona*, sur la possibilité réelle de mobiliser les résidents autour d'une réflexion urbanistique : non seulement de les mettre d'accord sur un projet identique mais aussi, bien au-delà, de leur donner les outils nécessaires pour comprendre les mesures prises ou les actions entreprises par la Municipalité. On pourrait cependant considérer le problème dans l'autre sens : c'est-à-dire non pas se demander comment faire « redescendre » les politiques de l'équipe municipale vers les résidents (donc les expliquer), mais plutôt comment faire « remonter » les propositions des résidents vers l'équipe municipale (donc les transcrire).

1.2.3 Le patrimoine entre lieu de mémoire et espace de vie

Le thème du patrimoine a été évoqué de manière très inégale dans les différents entretiens. Les personnes interrogées ont paru beaucoup plus préoccupées par le sort des résidents que par celui des bâtiments à protéger ou à réhabiliter. Les entretiens ont permis de préciser le rapport qu'entretenaient les anciens résidents de Ciutat Vella avec le patrimoine. Il nous semble qu'il constitue moins, pour eux, une richesse architecturale et artistique à défendre, qu'un cadre de vie rassemblant des souvenirs et des réseaux de sociabilité : le souvenir attaché à la pierre compte plus que la pierre elle-même. Une enquête particulière serait nécessaire pour approfondir cette relation au patrimoine, mais plusieurs éléments peuvent néanmoins être soulignés.

Nous avons évoqué le fait que certaines associations de défense du patrimoine s'engageaient aussi dans le soutien aux des populations fragiles du centre ancien (*Veïns en defensa de la Barcelona vella, Arquitectos sin fronteras*…). B., représentante d'une association de riverains du Raval, a déploré la disparition d'une fontaine située à l'emplacement actuel de la Rambla del Raval[795]. Il s'agissait d'un lieu de rencontre pour les femmes et les enfants du quartier. Sa disparition symbolise pour elle la dissolution des relations de sociabilité qui existaient dans un secteur particulièrement dense du centre ancien. Cette fontaine relève-t-elle du patrimoine ? Si l'on admet qu'elle constitue un marqueur temporel et le réceptacle d'une identité collective construite à l'échelle d'un quartier, la réponse est positive. L'absence de classement au titre de monument historique a entraîné sa disparition au moment de la rénovation du secteur. On peut douter que la nouvelle fontaine (photo 38), très impersonnelle et qui n'est absolument pas mise en valeur, puisse contribuer à

[795] L'ancienne fontaine a été déplacée dans le quartier de Poblenou.

la construction identitaire collective et symbolique des résidents « traditionnels » du quartier du Raval.

Photo 38. La nouvelle fontaine de la Rambla del Raval

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

B., représentante d'une association de riverains du Raval, a évoqué d'autres cas de mobilisation contre des projets de la Municipalité et pour la défense d'un élément patrimonial : par exemple la conservation de la façade de l'ancienne usine textile Can Ricart au sud de la Rambla del Raval, reconvertie en complexe sportif, ou encore la démolition de la Casa Buixeres au moment de l'ouverture de la nouvelle Rambla. Mais aucun ne nous a semblé porteur d'autant de sens, pour la personne interrogée, que le cas de la fontaine : peut-être parce qu'il renvoie à un passé plus récent, vécu par les résidents qui ont protesté contre sa disparition ; peut-être aussi parce que défendre le maintien de la fontaine, c'était défendre plus qu'un souvenir : un certain mode de vie, une certaine forme de sociabilité, en somme un modèle d'appropriation du territoire par ses habitants. Le choix fait par la Municipalité de déplacer la fontaine est difficilement compréhensible, alors qu'elle affiche sa volonté de respecter l'histoire du quartier et d'être à l'écoute des anciens résidents, d'autant plus que rien n'empêchait vraiment de réinstaller la fontaine à son emplacement d'origine, une fois les travaux de la Rambla del Raval achevés. Il est donc plus plausible que ce choix s'inscrive dans une stratégie plus large de normalisation des pratiques de l'espace public au cœur d'un

des secteurs les plus populaires du centre ancien de Barcelone, caractéristique de l'ensemble du projet de la Rambla del Raval et de l'Illa del Raval.

Au final, les critiques à l'égard de la politique municipale sont nombreuses, qu'elles touchent à la question de la spéculation immobilière, des relogements, ou bien au traitement du patrimoine. Elles traduisent un sentiment général de coupure entre les représentants des associations de riverains et de commerçants et les pouvoirs publics, alimenté par l'impression que les premiers ne profitent pas de la revitalisation économique de Ciutat Vella conduite par les seconds. L'effet de mode pour les quartiers anciens, dont témoignent les agents immobiliers, renforce cette impression, parce qu'il révèle de nouvelles pratiques et l'installation de nouveaux résidents, dont le profil socio-économique diffère fortement de celui des résidents « traditionnels ». L'ensemble des ces préoccupations traduit les représentations multiples d'un quartier qui est à la fois à la mode et peu attractif.

1.3 Ciutat Vella : entre quartier à la mode et quartier de mauvaise réputation

1.3.1 Un centre ancien encore peu attractif pour les classes moyennes

Les agents immobiliers ont exprimé des avis quasi unanimes sur les grandes tendances du marché du logement dans le centre ancien de Barcelone. Ils ont constaté :

- la faiblesse de l'offre locative ;
- le rattrapage des prix des logements dans le centre ancien par rapport au reste de la commune de Barcelone ;
- un dynamisme inégal selon les secteurs (le marché immobilier dans le Raval est particulièrement dynamique, mais très fluctuant, contrairement à celui du Born, par exemple, qui est plus stable) ;
- une rotation (ou *turn-over*) très élevée, c'est-à-dire que les acquéreurs restent généralement peu de temps dans leur logement avant de le revendre, même si la crise immobilière a considérablement ralenti le marché depuis 2007 ;
- une forte présence étudiante, mais qui tend à diminuer du fait de l'augmentation rapide des loyers[796].

La tendance semble être désormais au ralentissement du marché immobilier, qui s'explique par une hausse continue des prix et une difficulté croissante à financer les

[796] De manière totalement informelle, nous avons eu l'occasion de discuter avec plusieurs étudiants ERASMUS ou venus faire leur stage de fin d'études à Barcelone. Tous ont souligné la difficulté de se loger à Ciutat Vella (rareté et cherté de l'offre) et la nécessité de trouver une colocation en dehors du centre.

achats[797]. En conséquence, le marché est en pleine restructuration : beaucoup de propriétaires se décident à mettre leur bien en location et, dans certains secteurs, les prix ont même commencé à baisser parce que les appartements ne se vendaient pas.

Peut-on, à l'aide des propos recueillis auprès des agents immobiliers, identifier quels sont les nouveaux résidents ? En se méfiant de toute généralisation hâtive, tant les situations varient selon le quartier d'implantation de l'agence et l'offre qu'elle propose, il semble que les ménages jeunes ou d'âge moyen, souvent en couples, sont relativement surreprésentés parmi les acquéreurs récents. Ciutat Vella n'est pas un lieu où l'on s'installe au moment de la retraite mais correspondrait plutôt, du point de vue des trajectoires résidentielles, à la primo-accession, l'achat d'un premier bien. En revanche, les couples ayant des enfants sont beaucoup plus rares, parce que le centre ancien n'est pas adapté aux familles, malgré les efforts déployés par la Municipalité en matière d'équipements.

Il n'a pas été possible d'identifier clairement les raisons de l'installation de ces primo-accédants : les agents immobiliers ont supposé qu'elle était motivée par des prix moins élevés que dans l'Eixample, invoquant aussi le caractère multiculturel et animé du quartier, qui le rend attractif. Ce type d'étape résidentielle transitoire, pour de jeunes couples désireux de s'installer dans des quartiers anciens à la mode, ou « branchés », n'est pas spécifique à Barcelone. M. Van Criekingen a reperé un processus identique à Bruxelles et a parlé de « gentrification marginale » pour exprimer le réinvestissement culturel (plutôt qu'économique) des quartiers anciens par de jeunes ménages non constitués de familles, relativement instruits mais ne disposant pas forcément de revenus très élevés, et n'ayant pas forcément pour objectif de s'installer définitivement dans le centre ancien[798]. À l'inverse, les personnes âgées auraient plutôt tendance à partir, justement parce que, d'après eux, le quartier a trop changé. Nous sommes peut-être là face à une contradiction avec les propos tenus par les représentants des associations : les personnes âgées cherchent-elles réellement à rester sur place ou bien désirent-elles partir ?

Même si les données statistiques sont loin de mettre en évidence l'existence d'une gentrification généralisée des quartiers anciens, le Raval est devenu un quartier à la mode (voire snob), aux dires d'agents immobiliers comme de représentants d'associations[799]. Les processus de gentrification y sont peut-être encore trop marginaux pour représenter une tendance de fond, et les nouvelles populations viennent sans doute s'amuser et se divertir dans le Raval, plutôt que s'y loger (parce que la mauvaise réputation de ce quartier est tenace).

[797] Cette tendance, nationale, a des répercussions sur l'activité des agences immobilières. Selon un de nos interlocuteurs, environ 6 000 d'entre elles auraient fermé en Espagne en 2007. Il ne nous a pas été possible de confirmer ce chiffre mais il nous a paru crédible.

[798] VAN CRIEKINGEN M., « Gentrification ou rajeunissement ? Nouveaux parcours d'entrée dans la vie adulte et changements urbains à Bruxelles », communication dans le cadre de la journée d'étude *Le logement et l'habitat comme objets de recherche*, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 22 mai 2007.

[799] On a vu dans le chapitre 8 que c'était dans ce secteur que les espaces en cours de basculement étaient les plus nombreux.

Pour autant, Barcelone ne connaît pas de retour massif des classes moyennes dans son centre ancien. Le processus de gentrification est finalement circonscrit à certains secteurs bien particuliers du district et la politique municipale n'a pas réussi à changer complètement l'image du quartier.

Les « gentrifieurs » sont parfois de jeunes actifs attachés au quartier dans lequel ils ont passé leurs années d'études. Les couples avec enfants sont globalement sous-représentés dans les quartiers anciens. En revanche, les artistes sont particulièrement présents dans la Ribera, où ils constituent les « pionniers » de la gentrification. Dans un périmètre délimité par la Via Laietana, les rues Princesa et Montcada, et la place Santa Maria, les locaux d'artistes se sont multipliés (bijouterie, artisanat local, confection), servant à la fois d'ateliers (souvent en mezzanine) et de boutique. S., agent immobilier travaillant dans le Raval, a d'ailleurs tenu à distinguer deux types de population « bohême » (pour reprendre sa propre expression) : la bohême du Raval, plutôt constituée d'étudiants ou d'artistes, et la bohême du Born, plus argentée, plus intellectuelle. Mais l'évolution actuelle, notamment le manque d'attractivité des quartiers anciens pour les classes moyennes et la forte immigration étrangère, ne permet pas d'assurer que le Raval connaîtra un processus de gentrification généralisée, d'autant plus que certains secteurs conservent une mauvaise image.

Cette absence de retour généralisé dans le centre ancien de Barcelone s'explique sans doute par trois facteurs principaux, mais dans tous les cas, ce sont les grandes orientations stratégiques de la Municipalité qui doivent être interrogées. Le premier facteur est l'image négative encore associée à certains secteurs. C'est notamment le cas du « bas » du Raval (au sud de la rue Hospital) qui fut pendant longtemps un haut lieu de la prostitution et du trafic de drogue. Certains propriétaires résidant au sud de la rue Hospital n'hésitent pas à mettre en vente leur bien pour déménager vers le nord de la rue. Le repavement des rues, la construction d'une résidence pour étudiants ou bien des opérations plus radicales d'assainissement du tissu urbain (ouverture de la Rambla del Raval, accompagnée de la construction d'un hôtel quatre étoiles) n'ont pas suffi, jusqu'à maintenant, à convaincre complètement les classes moyennes de réinvestir massivement cette partie du centre ancien. Les secteurs qui échappent à la marginalisation, voire qui connaissent une amorce de gentrification, sont justement des secteurs qui, comme dans le cas de la Ribera, bénéficient d'une meilleure image du fait d'un héritage architectural plus riche et de la présence de classes aisées ou moyennes au moins jusqu'au début du 20ème siècle.

En d'autres termes, la promesse d'une transaction immobilière rentable ne suffit pas pour que la gentrification s'amorce. On ne peut réduire le processus à un mécanisme de récupération de logements dégradés par des populations désireuses de réaliser une bonne plus-value. Elle nécessite la rencontre de conditions particulières. Les secteurs les plus attractifs ne sont pas seulement ceux où la Municipalité est le plus intervenue. Ce sont aussi ceux qui ont traditionnellement bénéficié d'un statut particulier, encore qu'un lien de cause à effet puisse exister entre les deux, les pouvoirs publics ayant eu tout intérêt à privilégier les secteurs à plus

fort potentiel. L'étude de terrain révèle que les logements réhabilités sont généralement situés dans ces quartiers-là : dans un bâtiment à plus forte valeur architecturale ou bien localisé à proximité d'une place publique. La gentrification semble avoir lieu par « mitage » dans le Raval, et par « diffusion » dans la Ribera. À Ciutat Vella, un arbitrage se joue donc entre la configuration du logement (prix, taille) et les caractéristiques de l'environnement urbain, qui est le second facteur limitant, ou accélérateur, de la gentrification. Dans son travail sur le quartier de Château-Rouge, dans le 18ème arrondissement de Paris, la géographe Marie Chabrol montre que la gentrification est lente justement parce que le cadre bâti a un potentiel de revalorisation finalement limité, avec des variations très fortes d'une rue à l'autre[800]. La morphologie du quartier résulte de l'urbanisation rapide provoquée par l'annexion du quartier à Paris en 1860. Sur le plan architectural, les immeubles de rapport sont souvent de qualité médiocre, et la fonction résidentielle, prédominante dès la constitution du quartier, a limité la présence d'ateliers ou de fabriques pouvant être réhabilités en lofts. À travers cet exemple, on voit que la qualité du bâti et l'offre de logements sont aussi un facteur explicatif de la vitesse de diffusion du processus de gentrification.

Le troisième facteur est la carence en équipements scolaires, ce qui limite l'attractivité du centre pour les couples ayant des enfants. Malgré les efforts des pouvoirs publics pour doter le district d'écoles primaires et de collèges, rompant en cela avec la période franquiste, ceux-ci seraient encore en nombre insuffisant. De plus, d'après quelques agents immobiliers, certaines familles estiment que les espaces publics dans le centre ancien ne sont pas très fréquentables.

Finalement, S. Martínez ne conclut pas autre chose, lorsqu'il souligne que les pionniers de la gentrification dans le Raval ont d'abord été surpris de constater que la réalité quotidienne du quartier ne correspondait pas à l'image (voire aux préjugés) qu'ils en avaient avant de s'installer :

> « Així, mentre que bona part dels interlocutors abans d'anar a viure al barri en tenien una imatge contaminada pel mite del Xino, la residència al Raval els ha fet redescubrir un barri normal, amb una comunitat social interessant, amb una barreja cultural important, i amb un gran ambient de carrer…, en definitiva, un barri amb personalitat, i profundament contraposat als barris suburbans i residencials de classe mitjana i alta, d'on procedien bona part dels interlocutors. Els problemes socials heretats del Xino quan es reconeixen, s'afirma que es torben territorialment concentrats en unes àrees que, poc a poc, es van reduint, i a més, s'han convertit exclusivament en un problema de mala imatge. »[801]

[800] CHABROL M., « Caractéristiques physiques d'un espace bâti et front de gentrification. Le cas du quartier Château-Rouge à Paris », communication dans le cadre de la journée d'étude « jeunes chercheurs » *Le logement et l'habitat comme objets de recherche*, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 22 mai 2007.

[801] « Ainsi, alors qu'avant de s'installer dans le Raval, la plupart des personnes interrogées en avaient une image altérée par le mythe du Barrio Chino, elles y ont découvert un quartier normal, riche d'une communauté sociale intéressante, offrant un mélange culturel important et des rues très animées… En somme, un quartier à forte personnalité, et en profonde opposition avec les quartiers suburbains et résidentiels de classe moyenne ou supérieure d'où étaient issus, pour la plupart, ces nouveaux arrivants. S'ils reconnaissent la présence de problèmes sociaux hérités de l'histoire du Barrio Chino, ils affirment qu'ils sont concentrés dans des espaces qui, petit à petit, tendent à se réduire, et qu'ils sont devenus exclusivement des problèmes d'image. ». MARTINEZ i RIGOL S., *op. cité*, 2000, p. 621.

S'il nous semble que le diagnostic opéré par les personnes interrogées dans le cadre de la thèse de S. Martínez doit être nuancé au vu de l'état de marginalisation réelle de certains secteurs du Raval, il apparaît néanmoins que l'image, à la fois résultante des politiques urbaines et outil de promotion, est bien un élément fondamental dans la diffusion du processus de gentrification.

1.3.2 La marginalisation accrue de certains secteurs

Parallèlement à l'installation des « gentrifieurs », les résidents « traditionnels » (en particulier les personnes âgées) et les nouveaux immigrants étrangers non européens peuvent cohabiter dans des secteurs qui ont encore peu bénéficié de la politique de rénovation de la Municipalité. Cette marginalisation incite à penser que jusqu'à maintenant, l'effet d'entraînement est resté faible, c'est-à-dire que l'amélioration des secteurs qui ont le plus bénéficié des politiques publiques (qu'elle procède ou non de la gentrification), n'a pas été suivie par celle des secteurs voisins non directement ciblés. Les associations mobilisées dénoncent également régulièrement les expropriations provoquées par les grandes opérations de rénovation, notamment dans le secteur de la Rambla del Raval, dans celui de Pou de la Figuera ou bien aux numéros 31 et 33 de la rue Reina Amalià. Dans ces trois cas, les pouvoirs publics ont invoqué la nécessité de restructurer le tissu urbain, de dédensifier le quartier et de démolir des bâtiments trop dégradés pour être réhabilités. Ils ont exproprié et relogé, parfois dans les nouveaux logements sociaux construits *in situ*, mais le plus souvent leur action a contribué à déstabiliser le tissu social de ces secteurs.

La rhétorique des mouvements de protestation et des associations s'appuie sur l'argument selon lequel la politique menée, rendue nécessaire par l'état de dégradation du district au début des années 1980, s'adresse moins aux résidents « traditionnels » qu'aux nouveaux résidents. Dans certaines associations, on explique que les premiers ne se sentent pas du tout ciblés par ce type d'opération, qu'ils ont le sentiment que la politique municipale a pour objectif d'attirer de nouvelles populations dans le centre plutôt que d'être à l'écoute de celles qui s'y trouvent déjà. Cependant, nous avons constaté précédemment que le mécanisme classique de la gentrification, c'est-à-dire le processus de substitution des classes moyennes ou aisées aux classes populaires, était en réalité plutôt limité. En revanche, on peut souligner que si des logements sociaux et destinés aux personnes âgées ont bien été construits dans les secteurs concernés par les politiques de rénovation, leur nombre est resté insuffisant. Le plus souvent, le bilan entre le nombre de logements détruits et le nombre de logements reconstruits est négatif, du fait de la volonté municipale d'assainir le tissu urbain du centre ancien et de réduire les densités résidentielles.

La marginalisation passe également par un maintien de l'insécurité et de la prostitution. Au cours de l'audience publique du 1er juin 2006, de nombreux résidents ont souligné la persistance de la prostitution dans certains secteurs du Raval (place Pes de la Palla, rues Riera Alta, Sant Bernat et Robador, notamment). D'autres ont mis l'accent sur

l'insécurité vécue au quotidien par des habitants du Raval comme par ceux du quartier de Sant Pere (nord du Casc Antic). Ce dernier thème a d'ailleurs été largement repris au cours de l'audience publique du 13 septembre 2006.

Les critiques des associations de riverains ont également porté sur la stratégie de « pourrissement » adoptée par la Municipalité, qui consisterait à laisser des secteurs se dégrader, ce qui permettrait par la suite d'invoquer sans grande difficulté la nécessité de démolir les bâtiments, comme l'a souligné le professeur et critique littéraire Jordi Llovet, ancien président de l'association *Veïns en defensa de la Barcelona vella* :

> « A les zones afectades pel PERI s'ha anat maxacant tot ; els comerços més dignes qui hi havia han anat marxant per la pròpia pressió de la degradació, etc... És quan l'Ajuntament, un cop està tot més degradat, posen com a argument per enderrocar-ho que s'ha degradat. Quan ells mateixos han provocat aquesta degradació. Tots els espais que no estant afectats pels PERI, la iniciativa privada ha anat rehabilitant totes les cases. »[802]

Le manque d'attractivité du quartier se traduit également par une tendance encore minoritaire, à l'abandon du centre ancien par des catégories aisées de la population. Dans les secteurs de désembourgeoisement, certains anciens résidents aisés, plutôt de nationalité espagnole, quittent le Barrio Gótico. Contrairement au Raval, cette partie du district a longtemps bénéficié du prestige de ses monuments et de son patrimoine architectural. Mais le développement parfois excessif du tourisme et des commerces de luxe, la forte immigration étrangère et la disparition des commerces de proximité constituent désormais des facteurs répulsifs.

1.3.3 L'espace commercial du centre ancien en pleine mutation

Comment les résidents perçoivent-ils les mutations du paysage commercial ? Les principaux commentaires portent sur la disparition du petit commerce et la diffusion des commerces ethniques[803]. Pour B., représentante d'une association de riverains du Raval, il ne faut pas surestimer la réactivation économique du Raval. Aucune causalité n'est établie, mais les personnes interrogées ont constaté que les fermetures des commerces de proximité (boucheries, boulangeries…) se multipliaient, et qu'il y avait moins de nouveaux commerces. Dans certaines rues du Raval, la plupart des rideaux sont baissés et la disparition de l'activité commerciale contribue fortement au manque d'animation des rues de certains secteurs du centre ancien (photo 39).

---

[802] « Dans les zones affectées par le PERI on a commencé à manquer de tout ; les commerces les plus honnêtes qui s'y trouvaient ont commencé à partir sous la pression de la dégradation etc… C'est alors que les pouvoirs publics, une fois que tout a été très dégradé, ont donné comme argument à la démolition que les bâtiments étaient dégradés. Alors que ce sont eux-mêmes qui ont provoqué cette dégradation. Dans tous les secteurs qui n'ont pas été affectés par les PERI, c'est l'initiative privée qui a commencé à réhabiliter tous les logements ». Propos recueillis par l'historienne Diana Carrió Invernizzi. CARRIÓ INVERNIZZI D., *La Rambla del Raval*, mémoire de master en urbanisme sous la direction de Joan Ramon Triadó, Universitat de Barcelona, 2000.

[803] Nous rappelons que nous prenons l'expression « commerce ethnique » dans le même sens que P. Serra del Pozo, qui l'a étudié dans le centre ancien de Barcelone, c'est-à-dire tout commerce tenu par un commerçant qui n'a pas la nationalité espagnole. SERRA DEL POZO P., *op. cité*, 2006.

Photo 39. La disparition du petit commerce en rez-de-chaussée dans le sud du Raval (rue Sant Bertran)

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2005

Lorsque de nouveaux commerces ou services s'ouvrent, il s'agit, la plupart du temps, de boucheries « halal », de coiffeurs ou de taxiphones, tenus par des populations étrangères et s'adressant à elles en priorité. Là encore, comme dans le cas de la disparition des réseaux de sociabilité, les contrastes sont très forts entre la Ribera, le Raval, le Casc Antic ou le Barrio Gótico et ce type de situation se retrouve dans certaines zones du Raval, mais pas toutes. La disparition du petit commerce n'est par ailleurs pas seulement le fait du Raval ou du Casc Antic. Au cours de l'audience publique du 1er juin 2006, une résidente du Barrio Gótico a exprimé le mécontentement d'un certain nombre des riverains du quartier devant la disparition du petit commerce, notamment dans certains secteurs relativement chics tels que la place Villa de Madrid ou la place Reial.

Par ailleurs, nous avons été frappé de constater que la diffusion de nouveaux commerces destinés à une population plus jeune et plus argentée, ou aux touristes, a été rarement évoquée par nos interlocuteurs. P., président d'une association de commerçants du Barrio Gótico, a bien souligné que les boulangeries tendaient à être remplacées par des

boutiques où l'on pouvait trouver des sandwichs, des en-cas, mais pas de pain. Ces types d'officines de restauration rapide se multiplient notamment dans les zones touristiques et autour des grands équipements (MACBA, faculté de géographie, d'histoire et de philosophie de l'Université de Barcelone). P. a par ailleurs évoqué les stratégies de diffusion, dans le Barrio Gótico, des magasins franchisés ou des grandes enseignes internationales de la mode. Finalement, le quartier serait devenu comme une sorte de grand centre commercial à ciel ouvert, à l'image du paysage commercial de l'avenue Portal de l'Àngel.

A., représentante d'une association de riverains du Casc Antic, a également dénoncé la multiplication des commerces de luxe dans la Ribera. Pour elle, c'est la politique de réhabilitation qui en est la principale responsable. Les mutations urbaines entraînent des mutations commerciales et favorisent la diffusion de boutiques dont les produits sont inaccessibles à une partie de la population qui réside dans le quartier. Elles renforcent la pratique de « consommation » de l'espace ancien par des catégories de personnes qui n'y résident pas. À l'inverse, dans le secteur nord du Casc Antic (Sant Pere), c'est la prolifération des magasins de textile (de gros et de détail) qui pose problème. Elle s'accompagne de l'installation de populations asiatiques (Chinois, Coréens), dans des logements dont la densité est très élevée, et tend à renforcer, aux yeux de certaines associations de riverains, la fragmentation socio-culturelle du centre ancien de Barcelone. Selon les commerçants rencontrés, la disparition du petit commerce ne tient pas seulement à « l'invasion » de nouveaux types de commerce, ethniques ou spécialisés dans la vente en gros de textile. Elle s'explique aussi par la baisse de la clientèle, la diminution du nombre de jeunes prêts à prendre le relais et le manque de soutien de la Municipalité au petit commerce.

Dans l'ensemble des changements que connaît le centre ancien, la présence de la population étrangère joue un rôle particulièrement ambivalent. D'un côté, elle contribue au rajeunissement de la population de Ciutat Vella et à la reprise démographique, et participe au maintien des commerces de proximité (voire à leur réactivation, comme l'a souligné P. Sera del Pozo[804]). D'un autre côté, elle est parfois « accusée » d'accélérer la substitution du petit commerce par d'autres types de commerce moins adaptés aux besoins de la population résidente, et de maintenir une mauvaise image du quartier. Si, comme on vient de le voir, l'image du centre ancien reste duale, entre quartiers à la mode et quartiers marginalisés, l'immigration étrangère est un élément structurant de cette image.

[804] SERRA DEL POZO P., *op. cité*, 2006.

1.4 Une perception ambivalente de l'immigration étrangère

1.4.1 Ciutat Vella : un espace modelé par les courants d'immigration

La forte croissance de l'immigration étrangère, notamment à partir des années 2000, explique en partie l'évolution de certaines parties du district de Ciutat Vella. Elle exacerbe également les nouveaux enjeux économiques et sociaux autour du centre ancien de Barcelone. Les communautés étrangères jouent un rôle considérable dans la redéfinition du paysage urbain de Ciutat Vella. Elles participent au processus de rajeunissement démographique mais contribuent en même temps à redéfinir l'image du district, parfois au détriment de son attractivité.

Que le centre ancien continue à jouer son rôle de porte d'entrée des migrants à Barcelone, n'échappe ni aux agents immobiliers, ni aux associations de riverains, pas plus que le fait que les courants migratoires actuels diffèrent des précédents par leur ampleur et leur origine géographique. D., représentante d'une association de riverains du Raval, a insisté sur les changements dans la composante migratoire du quartier où elle vivait, que cette migration soit à l'origine d'une installation durable ou seulement une étape. Mais beaucoup d'interlocuteurs se sont demandés si la forte présence d'étrangers ne tendait pas à donner une mauvaise image du quartier, vu de l'extérieur. Il faut préciser que les propos tenus par les personnes interrogées n'ont jamais eu de caractère raciste. Ils ont simplement rappelé que la cohabitation de groupes socio-culturels différents, dans un contexte de forte densité urbaine et de pression sur les logements bon marché disponibles, pouvaient générer des tensions. Certains représentants d'associations de riverains ou de commerçants n'ont pas hésité à souligner qu'elles comptaient parmi leurs membres des résidents ou des commerçants issus de ces communautés immigrées. D'autres, comme P., président d'une association de commerçants du Barrio Gótico, ont noté que l'immigration étrangère avait fortement contribué à redonner vie au quartier. D'une manière générale, à l'intérieur du quartier, l'immigration est donc perçue plutôt positivement.

Il faut cependant distinguer le rôle joué par les étrangers non européens et celui des étrangers européens, parce que leurs stratégies résidentielles ne sont pas identiques. Les premiers sont le plus souvent organisés en réseaux et ont tendance à se regrouper par communautés. Il ne s'agit pas toujours de populations à bas revenus. On y trouve des personnes qui ont les moyens d'acheter des logements et, d'après B., représentante d'une association de riverains du Raval, certains nouveaux arrivants (notamment parmi les Pakistanais) n'hésitent pas à spéculer (bien que cette pratique soit plus répandue chez les personnes de nationalité espagnole) ou font l'acquisition de plusieurs appartements pour les louer ensuite à d'autres membres de leur communauté, adoptant finalement des postures qu'on attribue généralement plutôt aux étrangers issus de pays « riches ». Cette immigration non européenne privilégie les espaces les moins attractifs pour les Espagnols et contribue parfois à renforcer l'image négative du quartier : le réflexe communautariste de certains

groupes provoque des formes de marginalisation socio-spatiale. C'est le cas des Coréens du nord du Casc Antic ou bien de la communauté indo-pakistanaise autour de la Rambla del Raval.

Le second groupe (les étrangers d'Europe de l'Ouest ou du Nord) a une stratégie résidentielle beaucoup plus proche de celle des classes moyennes ou aisées espagnoles. Leur présence est particulièrement forte dans le Barrio Gótico. Dans les quartiers aisés du nord-ouest du Barrio Gótico, mais surtout au nord du Casc Antic, on peut même parler d'une amorce de substitution des migrants européens aux classes moyennes ou supérieures espagnoles.

Qu'il s'agisse des associations de riverains ou des professionnels de l'immobilier, nos interlocuteurs sont bien conscients que certains secteurs de Ciutat Vella sont devenus des espaces à la mode. A., représentante d'une association de riverains du Casc Antic, a évoqué certains conflits d'usage avec la population « traditionnelle » du quartier (rythme de vie, horaires…). Les étrangers européens, encore peu nombreux, au regard des informations statistiques disponibles, investissent dans l'immobilier. Que font-ils de leur logement, par la suite ? Les avis diffèrent fortement, en fonction de la personne interrogée et du secteur concerné, mais deux tendances semblent coexister : la première est l'occupation du logement par ces nouveaux résidents, la seconde est leur mise en location touristique (à la nuit, à la semaine). Dans les deux cas, selon les associations, l'intérêt porté par ces étrangers européens pour les logements du centre ancien de Barcelone serait en grande partie responsable de la très forte hausse des prix immobiliers.

Plusieurs de nos interlocuteurs ont par ailleurs utilisé les termes de *turistas* et d'*inmigrantes* pour distinguer, dans un premier cas les étrangers européens qui achèteraient dans l'intention de mettre en location à la journée ou à la semaine, et dans un second cas les étrangers non européens qui achèteraient pour s'installer. Or, les premiers ne destinent pas tous leur logement à la location touristique, et, comme on l'a vu, il n'est pas non plus rare que certains membres de certaines communautés non européennes spéculent. Autrement dit, la destination du logement ne dépend pas forcément de la nationalité de l'acheteur. Il faut distinguer les personnes désireuses de vivre dans le centre ancien, les investisseurs (dont les pratiques spéculatives ou de *mobbing* immobilier sont de plus en plus dénoncées par les associations de riverains), enfin les propriétaires qui profitent de la demande en appartements touristiques (à la journée ou la semaine), dont le marché est en pleine croissance. Ces trois pratiques induisent une multiplicité des usages des logements en centre ancien.

1.4.2 Une cohabitation qui ne va pas sans heurts

Dans l'ensemble, le regard des résidents sur les mutations de leur quartier confirme les résultats des analyses statistiques menées précédemment. Ce qui avait été repéré alors correspond bien à ce qui est perçu au quotidien par ceux qui vivent dans le centre ancien. Les entretiens ont mis en évidence les tendances de fond qui caractérisent le marché immobilier à

Ciutat Vella. Différentes catégories de population, de nationalités, de capacités économiques et de statuts très variés, investissent les logements du centre ancien. Ce retour (dans le cas de certains Espagnols) et cette arrivée (dans le cas des étrangers) coïncident avec le maintien d'une image ambivalente du Raval comme quartier à la fois à la mode et de mauvaise réputation.

Pour autant, nous avons le sentiment que les personnes interrogées, en particulier les associations de riverains (mais cela est moins vrai des agents immobiliers), ont tendance à surévaluer les phénomènes de gentrification[805]. Cette superposition de logiques résidentielles multiples s'accompagne de mutations profondes dans le paysage social, culturel et commercial de Ciutat Vella, qui peuvent susciter des tensions entre les différents groupes qui sont mis en situation de cohabitation. Dans le quartier de la Ribera, elles ont parfois lieu entre résidents et « usagers » du quartier, et non entre les populations espagnoles et populations étrangères qui l'habitent.

Photo 40. Des logiques d'usage conflictuelles dans le centre ancien de Barcelone

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2005

La banderole visible au premier plan de la photo 41 témoigne du mécontentement des riverains d'un quartier de la Ribera devenu « à la mode » : la multiplication des bars et des restaurants autour de l'église Santa Maria del Mar contribue au dynamisme d'une vie nocturne qui pose visiblement des problèmes de voisinage (les résidents réclament un peu plus de calme et que les rues restent propres). Cette logique d'opposition entre résidents et

[805] Aucun d'entre eux n'a utilisé ce terme scientifique, mais ils ont évoqué le départ des populations anciennes, chassées par les expropriations et la hausse des loyers provoquée par l'arrivée de populations jeunes et argentées.

usagers du quartier se double sans doute d'un autre clivage entre populations espagnoles et touristes, puisque le texte est rédigé en castillan (ce qui signifie qu'il s'adresse peut-être avant tout à des non catalans). À l'arrière-plan, la seconde banderole reprend le texte de la première, mais elle est cette fois-ci rédigée en arabe, ce qui témoigne du caractère multiculturel du quartier.

Certains travaux ont insisté sur le rôle des immigrants étrangers dans la réactivation du commerce et de la vie locale[806]. En l'absence de données suffisamment complètes sur la question, il est difficile d'établir une relation de causalité entre le développement de commerces et services dits « ethniques » (boucheries halal, taxiphones) et le manque d'attractivité du centre pour les classes moyennes. Les travaux sur la gentrification en France montrent au contraire que les « gentrifieurs » apprécient dans une certaine mesure le multi-culturalisme des quartiers populaires. En revanche, on peut sans doute affirmer qu'il existe une forme de compétition pour les logements en centre ancien, recherchés par les étrangers qui désirent payer un loyer peu élevé et être proches de leur lieu de travail et des lieux de culte.

D'autres entretiens ont au contraire mis l'accent sur les heurts générés par la cohabitation de groupes qui se différencient par leur culture, leur langue, leur âge et leur pratique de l'espace urbain. Les deux audiences publiques auxquelles nous avons assisté ont été révélatrices d'un certain nombre de tensions entre les différentes catégories de la population qui cohabitent dans le centre ancien de Barcelone. Certains représentants des associations de riverains situées dans le Raval ont souligné les problèmes d'insécurité et d'incivilité, notamment dans la partie sud du Raval, même si on ne peut vraiment en conclure que celle-ci est plus « dangereuse » que la partie nord, car peu d'associations localisées dans le nord du Raval se sont manifestées au cours de ces deux séances. Si les populations étrangères ne sont pas directement visées, les problèmes d'incivilité passent par une appropriation exclusive de l'espace public, entraînant des nuisances sonores pour les riverains et parfois des heurts entre jeunes et personnes âgées. Depuis les travaux de J.-C. Chamboredon et M. Lemaire sur la « mixité » dans les grands ensembles en France à la fin des années 1960[807], on sait qu'il faut être prudent sur les clivages un peu trop marqués dans l'interprétation des conflits de voisinage. Dans le cas des grands ensembles français, l'opposition entre jeunes et personnes plus âgées masquait en réalité une opposition entre différentes catégories sociales (classes populaires et classes plus aisées). En est-il de même à Barcelone ? La cohabitation ne va pas sans tensions, bien que ces dernières ne soient pas toujours aisées à caractériser. Ainsi, un participant à l'une des audiences a pris la parole à titre personnel (il ne représentait pas une association) pour tenir des propos dont le contenu à caractère raciste a provoqué des remous dans la salle où se tenait la séance publique. Il exprimait son mécontentement face à la forte présence de populations étrangères qui occupaient illégalement certains logements et contribuaient à alimenter le processus de

[806] SERRA DEL POZO P., *op. cité*, 2006.
[807] CHAMBOREDON J.-C., LEMAIRE M., « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 1970, n° 11-1, pp. 3-33.

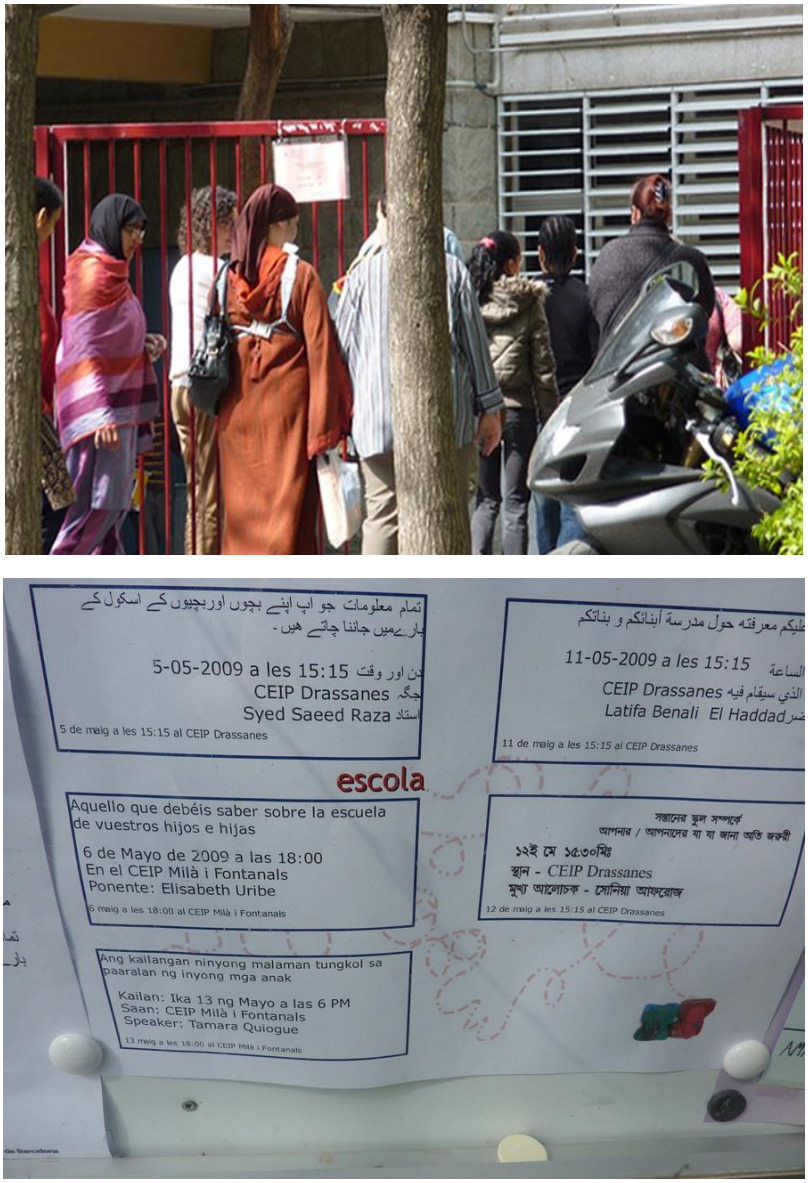
dégradation de certains secteurs, selon un discours et des arguments finalement assez classiques dans la rhétorique raciste.

Qu'elles soient suggérées ou ouvertement exposées, les tensions ont également surgi comme thème de discussion au cours des entretiens réalisés auprès d'un certain nombre d'associations. Quelques unes, notamment dans le Raval, ont mis l'accent sur le fait que les personnes âgées, souvent seules, étaient d'autant plus fragilisées que l'évolution récente du quartier n'a pas fait complètement disparaître la criminalité. Elle se serait même accrue dans certains cas, aux dires de M., représentant d'une association de riverains située dans le sud du Raval. Une autre forme de tensions relève sans doute d'une incompréhension. B., représentante d'une association de riverains du Raval, exprimait son étonnement face à des formes de « machisme religieux ». De fait, l'espace public dans le Raval est fortement masculin. Ce manque de visibilité des femmes dans l'espace urbain est ressenti, par cette même personne, comme le symptôme d'un manque d'intégration des communautés étrangères à Barcelone. Finalement, cette situation pose indirectement la question de savoir si la juxtaposition pacifique de deux communautés d'origine géographique, culturelle ou religieuse différente, passe par l'acceptation mutuelle et réciproque des modes de vie ou bien par l'acculturation, c'est-à-dire l'assimilation de tout ou partie de la culture « locale » (si tant est qu'elle existe) par les étrangers qui arrivent à Ciutat Vella. La question peut notamment se poser en ce qui concerne les communautés musulmanes : H. Capel rappelle à ce sujet que la culture « espagnole » s'est construite dès le Moyen-Âge contre celle de l'Islam, en particulier dans les régions de la « Reconquista », même si cela a sans doute été moins vrai en Catalogne qu'en Andalousie[808]. On ne doit donc pas oublier que la présence musulmane en Espagne n'est pas récente, et que la perpétuation dans le pays ou la ville d'accueil d'une culture ou de modes de vie spécifiques, répond à une logique de reconstruction identitaire, même si elle peut poser le problème de l'assimilation.

Avec l'immigration croissante qui profite de la présence des communautés déjà en place, le caractère multiculturel du Raval est indéniable, même s'il peut parfois être un frein à la gentrification. L'intégration se fait parfois par des moyens détournés. Les enfants qui vont à l'école apprennent le catalan. Ils sont sans doute les vecteurs de l'acculturation auprès des familles immigrées, surtout dans le cas des étrangers non hispanophones (asiatiques, maghrébins…). Les deux photos suivantes traduisent à la fois la forte composante migratoire de la population du Raval et les efforts d'intégration qui sont faits à leur destination, par le biais de l'école. Sur l'affichette posée sur la grille de l'entrée de l'école élémentaire, on distingue bien les explications données en différentes langues, représentatives de l'appartenance ethnique ou culturelle des enfants qui fréquentent cette école du Raval.

[808] CAPEL H., « Inmigrantes extranjeros en España. El derecho a la movilidad y los conflictos de la adaptación : grandes expectativas y duras realidades », *Scripta Nova*, 2001, vol. V, n° 81.

Photo 41. L'école : lieu du brassage culturel et ethnique, et de l'intégration (école élémentaire Drassanes)



Source : Juliette Lermerle. Mai 2009

Un autre vecteur de l'intégration est celui des imams. Comme nous le rapportait B., représentante d'une association de riverains du Raval, certains d'entre eux ont bien compris que la cohabitation devait passer par l'intégration. Ils apprennent alors le catalan ou, à défaut, le castillan pour conserver leur influence au sein de la communauté religieuse qu'ils animent. Ils peuvent alors continuer à jouer leur rôle de représentant ou d'intermédiaire entre les communautés étrangères musulmanes et les populations ou les institutions locales.

Dans la plupart des cas, la responsabilité des tensions est imputée à la politique municipale, accusée tour à tour d'en faire trop ou pas assez, de favoriser la gentrification du centre ancien et de négliger les résidents « traditionnels », d'orienter le développement touristique du quartier au détriment du commerce de proximité. Ces tensions s'expriment

particulièrement dans deux secteurs-clés de la politique de réhabilitation du centre ancien au cours des trente dernières années : la Rambla del Raval et le secteur Pou de la Figuera.

2. RAVAL ET CASC ANTIC ENTRE NORMALISATION DES PRATIQUES SPATIALES ET HOMOGÉNÉISATION SOCIALE

Pour mettre en évidence la manière dont la politique urbanistique a été mise en œuvre, quels en étaient les enjeux sociaux et comment la contestation des résidents s'est structurée, nous avons étudié deux projets récents, celui de la Rambla del Raval et celui du secteur Pou de la Figuera. Ce choix s'est rapidement imposé par l'ampleur des travaux réalisés, leur signification symbolique et l'importance des débats que leur mise en œuvre a suscités.

2.1 Présentation des deux secteurs d'étude

La Rambla del Raval a été achevée en 2000, et dès 2002, la rénovation du secteur adjacent dit « Illa del Raval » a commencé. L'urbanisation du secteur Pou de la Figuera était pratiquement en voie d'achèvement en 2008. Ces deux projets partagent un certain nombre de traits communs qui justifient une approche conjointe :

- ils témoignent d'une certaine cohérence de la part de la Municipalité dans les choix urbanistiques et la conduite des projets ;
- ils s'inscrivent dans des programmes plus larges et s'articulent à d'autres projets de restructuration ;
- ils prennent sens au regard d'un contexte urbanistique et social particulier, celui de quartiers populaires anciens au tissu très dégradé.

Photo 42. Rambla del Raval (en haut) et Pou de la Figuera (en bas) : deux opérations d'assainissement urbain dans le centre ancien de Barcelone

Photo : Hovig Ter Minassian. Mars 2007

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Actuellement, la rénovation du secteur de la Rambla del Raval est complétée par celle de l'îlot compris entre les rues Robador, Sant Rafael, Sant Josep Oriol et la Rambla elle-même, plus communément appelé « Illa Rambla del Raval »[809] ou bien « Illa Robador ». Cette différence fait sans doute sens, dans la mesure où la première appellation met en avant l'articulation entre la Rambla et l'îlot concerné, alors que la seconde l'isole. Les documents officiels et les publications municipales font désormais systématiquement mention de l' « Illa Rambla del Raval », ce qui n'est pas forcément le cas dans la presse ou dans les textes n'émanant pas des institutions. Ce projet, en voie d'achèvement, a entraîné la démolition d'anciens bâtiments pour construire un hôtel de luxe, des immeubles de bureaux et de logements, ainsi qu'un édifice pour accueillir la nouvelle Cinémathèque de Catalogne. Le secteur concerné est un îlot particulièrement dégradé du Raval, et l'opération doit être examinée sous l'angle de sa cohérence avec le reste du quartier, et d'une volonté de normalisation du tissu social de ce secteur du centre ancien.

Pou de la Figuera est un projet complexe, également élaboré en plusieurs temps et qui s'inscrit dans le contexte particulier de la rénovation du quartier situé à l'est de la Via Laietana. Dès l'adoption du PERI « Sector Oriental », en 1985, la Municipalité a engagé une réflexion sur la rénovation des quartiers situés dans ce secteur. L'une des opérations les plus emblématiques, mais pas forcément réalisée sans douleur, a été la rénovation du marché municipal Santa Caterina[810]. La logique urbaine qui sous-tendait le programme de rénovation était, là encore, celle de l'assainissement urbain, privilégiant la baisse des densités pour améliorer les conditions d'habitabilité et de circulation, ainsi que la démolition/reconstruction lorsqu'elle s'avérait moins coûteuse que la réhabilitation. Le projet Pou de la Figuera voulait s'inscrire dans la continuité de celui du marché Santa Caterina et de ses abords, notamment la prolongation de l'avenue Francesc Cambó. L'opération de rénovation, qui concernait un vaste espace de plus de 6 000 m², pour un coût total de presque 1,9 million d'euros, a entraîné une vive émotion et la constitution d'un collectif *Forat de la Vergonya* pour dénoncer le projet initial de la Municipalité (qui prévoyait la minéralisation de l'espace avec la construction d'un parking et d'un complexe sportif souterrains). En réponse à l'absence d'un réel processus de démocratie participative, ce collectif a incité à l'occupation du terrain, dans l'attente d'un compromis entre la Municipalité et les associations mobilisées. Différents projets se sont succédés jusqu'à celui d'un jardin public, réalisé entre fin 2006 et 2008.

L'analyse statistique de ces secteurs, à différentes échelles de découpage, renseigne sur leur profil par rapport au centre-ville et à la commune de Barcelone. Une première limite apparaît d'emblée dans l'étude des mutations urbaines à une échelle aussi fine : aucun découpage statistique ne coïncide parfaitement avec l'espace étudié, qu'il s'agisse de la

[809] Nous rappelons que *illa* signifie îlot.

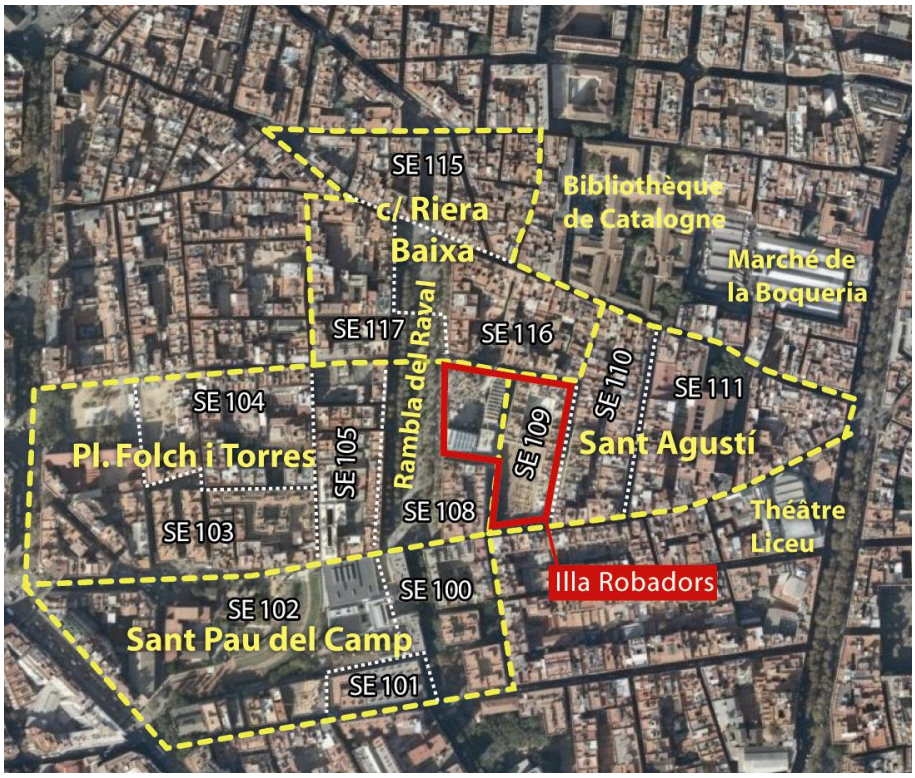
[810] Le nouveau marché a été inauguré en 2005, sur les plans de l'architecte Enric Miralles, après sept années de travaux retardés par la découverte de vestiges archéologiques et par des négociations entre la Municipalité et la Généralité en vue de l'implantation de logements dédiés aux personnes âgées.

Rambla et l'Illa del Raval, ou du secteur Pou de la Figuera. La Rambla del Raval est à cheval sur trois *zonas de recerca petita*, « Plaça Folch i Torres », « Sant Agustí » et « c./ Riera Baixa », alors que l'Illa del Raval se trouve entre « Plaça Folch i Torres » et « c./ Riera Baixa ». Le secteur Pou de la Figuera marque la limite entre les deux *zonas de recerca petita* « Casc Antic-Jutjats » et « Mercat Santa Caterina », ce qui rend, là encore, une appréhension statistique de la réalité socio-démographique plus difficile. À l'échelle moins agrégée des « sections statistiques », la Rambla del Raval est à cheval sur plusieurs secteurs. De plus, avant l'opération d'aménagement de la Rambla del Raval, deux sections statistiques couvraient les îlots démolis par la suite. Après l'ouverture de la Rambla, la carte des sections statistiques a donc été réajustée, ce qui rend l'approche chronologique plus délicate.

2.1.1 Le tissu social autour de la Rambla del Raval

Nous avons noté précemment l'existence d'un processus de microgentrification dans le secteur « Pl. Folch i Torres ». Les aléas du découpage statistique et l'absence de certaines données à une échelle suffisamment fine traduisent imparfaitement la réalité des processus de gentrification autour de la Rambla del Raval mais soulignent l'intérêt du secteur comme terrain d'étude des changements socio-urbains dans le centre ancien de Barcelone.

Figure 39. Plan du secteur de la Rambla del Raval et de l'Illa del Raval



Élaboration personnelle
Source : *Google Earth*, 15 novembre 2007, altitude 850 m

L'analyse statistique a conduit à caractériser le secteur « Plaça Folch i Torres » comme un secteur de marginalisation ancienne, « Sant Agustí » comme un secteur de gentrification récente et « c./ Riera Baixa » comme un secteur populaire stable. S'il est malaisé de connaître précisément l'importance de la population concernée par les opérations de réaménagement de la Rambla et de l'Illa del Raval (y compris celle qui vivait dans les logements qui ont dû être démolis), ces trois *zonas de recerca petita* comptent en 2005 plus de 12 200 habitants, effectif en augmentation depuis 2001. On peut difficilement dire si, à l'issue des opérations de rénovation, la population a augmenté ou baissé autour de la Rambla de Raval, d'autant que cette augmentation pourrait être due soit à l'arrivée de nouvelles populations, soit au redécoupage statistique. Du fait de la démolition de certains bâtiments, l'opération elle-même a provoqué le départ d'un grand nombre de familles[811]. Il s'agit aujourd'hui d'une population globalement plus jeune que celle de l'ensemble du Raval, ou même de Ciutat Vella. La part des 20-35 ans en 2005 y est partout supérieure à la moyenne de Ciutat Vella : 36,4 % dans le secteur « Pl. Folch i Torres », 35,2 % dans le secteur « Sant Agustí » et 34,8 % dans le secteur « c./ Riera Baixa », contre 32,4 % pour l'ensemble du Raval et 31,4 % pour l'ensemble de Ciutat Vella. La proportion de personnes vivant seules est également plus faible, notamment dans le secteur « Pl. Folch i Torres » (33,8 %), que dans l'ensemble de Ciutat Vella (38,7 %) mais aussi du Raval (38,1 %). En général, il semble donc que l'on y trouve une population relativement plus jeune, avec une proportion de couples (avec ou sans enfants) plus importante.

Ciutat Vella est un quartier dont la population est fortement marquée par les vagues migratoires. Les étrangers non européens sont particulièrement nombreux dans les secteurs « Sant Agustí » (53,9 %) et « c/ Riera Baixa » (50,8 %), pouvant dépasser localement les deux tiers de la population totale : presque 64 % dans la « section statistique » 105, mais plus de 68 % dans la « section statistique » 108. Autour de la Rambla del Raval, l'observation de terrain confirme cette forte présence d'étrangers, y compris à travers le type de commerces que l'on y trouve. Cependant, le solde migratoire y reste globalement négatif. Dans quelle mesure les différentes opérations de réhabilitation ou de rénovation (accompagnées de relogements) ont-elles pu accélérer le départ des habitants, par expulsion directe du fait des expropriations, ou indirecte avec la hausse des loyers ?

Si en 2005 le niveau d'instruction des populations des différentes *zonas de recerca petita* considérées reste relativement proche de la moyenne du district de Ciutat Vella et de la commune de Barcelone (dans le secteur « Pl. Folch i Torres », la part des 16 ans ou plus ayant fait au moins des études primaires est de 98,3 %, contre 98,7 % pour l'ensemble de la commune Barcelone), la part des diplômés du supérieur (ayant au moins un titre universitaire de 1er cycle ou équivalent) parmi les 16 ans ou plus, est beaucoup plus contrastée, comme le montre le tableau suivant :

[811] Entre 1 000 et 2 000 familles selon les chiffres officiels, mais près de 4 000 selon certaines associations de riverains, bien qu'une partie ait été relogée sur place.

Tableau 46. La part des diplômés du supérieur parmi les 16 ans ou plus autour de la Rambla del Raval entre 1991 et 2005

	1991	2005	Évolution entre 1991 et 2005
Commune de Barcelone	12,2 %	19,8 %	+ 55 %
Ciutat Vella	6,1 %	16,5 %	+ 256 %
Raval	4,7 %	14,2 %	+ 303 %
« Pl. Folch i Torres »	1,6 %	12,0 %	+ 887 %
« Sant Agustí »	4,6 %	18,4 %	+ 413 %
« c/Riera Baixa »	3,0 %	12,9 %	+ 479 %

Élaboration personnelle
Sources : recensement de la population de 1991 ; AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

Le tableau 46 exprime le rattrapage, en quinze ans, de la part des diplômés du supérieur à Ciutat Vella par rapport à la moyenne barcelonaise. L'augmentation est à la fois relative et absolue. Entre 1991 et 2005, cette part a augmenté quelle que soit l'échelle d'analyse. Cette croissance a été plus forte à Ciutat Vella que dans le reste de Barcelone, et particulièrement forte dans les secteurs étudiés ici. Mais en 2005, la part des diplômés du supérieur reste inférieure dans le Raval à la moyenne du district, à l'exception de certains secteurs (« Sant Agustí »).

2.1.2 Le tissu social dans le secteur Pou de la Figuera

Figure 40. Plan du secteur Pou de la Figuera

Élaboration personnelle
Source : *Google Earth*, 15 novembre 2007, altitude 520 m

Une analyse similaire peut être menée sur le secteur Pou de la Figuera, qui se situe entre un espace en cours de marginalisation (« Mercat Santa Caterina ») et un autre en cours de gentrification (« Casc Antic-Jutjats »). L'importante opération de rénovation de Pou de la Figuera semble introduire une coupure physique entre les deux secteurs. La population de la *zona de recerca petita* « Mercat Santa Caterina » augmente dès 1996, passant de 3 616 habitants à 4 642 habitants en 2005. Pour « Casc Antic-Jutjats », le retournement de tendance ne s'est produit qu'à partir de 2001, avec une population de 4 823 habitants en 2005.

La part des personnes âgées (65 ans ou plus) est légèrement supérieure à la moyenne dans ces deux secteurs de Ciutat Vella (16,4 %) : 19,9 % pour « Casc Antic-Jutjats » et 16,3 % pour « Mercat Santa Caterina ». Ceci s'explique sans doute par la concentration de logements sociaux destinés en particulier aux personnes âgées. En revanche, bien qu'importante (40,5 % pour « Mercat Santa Caterina » et 30,2 % pour « Casc Antic-Jutjats »), la part des étrangers est beaucoup plus faible que dans le Raval.

En ce qui concerne la part des diplômés du supérieur parmi les 16 ans ou plus, les *zonas de recerca petita* concernées affichent des proportions plus élevées que dans le Raval, voire dans l'ensemble de Ciutat Vella (tableau 47). Néanmoins, leur croissance est globalement moins forte entre 1991 et 2005 que dans le reste du district, notamment dans le secteur « Casc-Antic-Jutjats », parce que le phénomène de rattrapage est moins important que dans le Raval.

Tableau 47. La part des diplômés du supérieur parmi les 16 ans ou plus autour de Pou de la Figuera entre 1991 et 2005

	1991	2005	Évolution entre 1991 et 2005
Commune de Barcelone	12,2 %	19,8 %	+ 55 %
Ciutat Vella	6,1 %	16,5 %	+ 256 %
Parc	7,7 %	21,9 %	+ 208 %
« Casc Antic-Jutjats »	6,3 %	17,7 %	+ 173 %
« Mercat Santa Caterina »	5,1 %	16,9 %	+ 283 %

Élaboration personnelle
Sources : recensement de la population de 1991, AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a)

2.2 Rambla et Illa del Raval : un assainissement urbain qui vise à l homogénéisation sociale d'un quartier populaire

On peut faire l'hypothèse que la rénovation du secteur de la Rambla del Raval, redéfinissant le paysage urbain, favorisant l'émergence de nouveaux types de commerce et entraînant sa fréquentation et ses usages par de nouvelles catégories de population, vise à terme à normaliser les pratiques spatiales, en cherchant à gommer de manière parfois brutale les contrastes sociaux, avec l'objectif de donner une image plus « policée » du Raval.

Dès les premières propositions de la Municipalité au milieu des années 1980, le secteur de l'actuelle Rambla del Raval est identifié comme stratégique, nécessitant une réponse vigoureuse face à un tissu urbain particulièrement dégradé. Ce projet est particulièrement représentatif des propositions d'O. Bohigas pour « reconstruire » Barcelone (assainissement du tissu urbain, démolition/reconstruction des édifices en trop mauvais état, création de nouvelles places publiques, réorganisation de la trame viaire). Dans les versions originelles du PERI du Raval, élaboré par l'équipe des architectes Carles Díaz et Xavier Sust, il était prévu de démolir les îlots pour créer une place publique, une *pla central* rectangulaire. Malgré la volonté officielle de mettre en valeur le patrimoine urbain, l'opération a entraîné la destruction d'un certain nombre de bâtiments remarquables, qu'O. Alexandre a repérés dans son *Cataleg de la destrucció del patrimoni arquitectònic històric-artístic del centre històric de Barcelona*, notamment : la pharmacie Sastre i Marquès (construite en 1790, pourtant classée au catalogue du patrimoine de la ville de Barcelone constitué en 1987), la Casa Buixeres (construite en 1906 par Antoni Serrallach et classée au titre de « patrimoine culturel européen » par le *Col·legi d'arquitectes de Catalunya* en 1979), ou encore la Casa Francesc Altadill (construite en 1905-1906 par Josep Puig i Cadafalch et également classée par le COAC en 1979)[812].

Dans le prolongement de la future avenue des Drassanes, la *pla central* devait être le nouvel espace civique et de rencontre du Raval. Le projet global visait à mettre au point : « (…) una articulació d'espais oberts per on sigui possible la circulació però en què el seu paper com a places i jardins és preferent »[813]. Dans la version définitive du PERI du Raval, approuvée en 1985, 118 opérations étaient prévues dans l'ensemble du quartier. L'emplacement de la future Rambla était classé comme *espai lliure de nova creació*[814], ce qui conduisait à la démolition de cinq îlots situés entre les rues Sant Jeroni et Cadena, futures rives ouest et est de la Rambla del Raval. Si on replace le projet dans le contexte de l'histoire urbanistique du Raval, on peut considérer ce projet comme la réactivation de l'axe de circulation qui devait permettre de relier l'Eixample à la mer en passant par le Raval, prévue dans le projet de Cerdà et reprise dans le plan de Baixeras de 1889, remis au goût du jour dans le plan Macià de 1932 et réactualisé dans le PGM de 1976. En termes de propositions de rénovation du tissu ancien, la continuité entre la fin du 19ème siècle et aujourd'hui est donc beaucoup plus forte que ne le laisse entendre la Municipalité.

Au total, 62 bâtiments ont été démolis pour laisser place à la Rambla, représentant 789 logements. Des 38 bâtiments situés de part et d'autre de la Rambla del Raval en 2001, 30 ont été réhabilités intégralement ou bien étaient en cours de réhabilitation en 2001[815], pour un total de 454 logements[816]. En comparaison, on compte 143 nouveaux logements sociaux,

[812] ALEXANDRE O., *op. cité*, 2000.
[813] « Une articulation d'espaces ouverts pour rendre possible la circulation mais dans lesquels on privilégiera les places et les jardins ». AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 1983, pp. 111-112.
[814] « Espace libre de création nouvelle ».
[815] FOCIVESA, *Illa i Rambla del Raval. 1988 un proyecto, 2001 una realidad*, 2001.
[816] SARGATAL BATALLER M. A., « La vivienda en el centro histórico de Barcelona. El caso de la Rambla del Raval », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, n° 146 (069).

situés soit directement en bordure de la Rambla del Raval, soit à proximité (par exemple au carrefour des rues Riera Alta, Carme et Maria Aurèlia Capmany), ce qui reste largement inférieur au nombre de logements qui ont disparu dans l'opération de rénovation.

2.2.1 Le paysage commercial de la Rambla del Raval témoin des logiques contradictoires de redynamisation

L'évolution récente du paysage commercial le long de la Rambla del Raval témoigne d'une forte implantation d'étrangers non européens dans le quartier du Raval, mais aussi d'une amorce de gentrification commerciale. En ce sens, l'évolution est ici conforme à celle observée dans une grande partie du Raval et le nouvel hôtel de luxe viendra sans doute renforcer cette tendance. Nous avons effectué un relevé des commerces et services situés le long de la Rambla del Raval[817], qui compte 60 locaux répartis comme indiqué dans le tableau 48 :

Tableau 48. Répartition des commerces et services de la Rambla del Raval par type (mai 2008)

TOTAL	Commerces		Services						Autres	
	Commerces de proximité	Autres	Bars et restaurants	Restauration rapide	Taxiphones	Services financiers	Agences de voyage	Autres	Locaux fermés	Autres
59	4	4	16	7	4	3	2	4	12	3
100 %	6,8 %	6,8 %	27,1 %	11,9 %	6,8 %	5,1 %	3,4 %	6,8 %	20,3 %	5,1 %

Élaboration personnelle

Le long de la Rambla del Raval, les services sont surreprésentés, puisqu'ils constituent 60 % des locaux d'activités, alors que les commerces ne représentent que 13,6 %, mais c'est surtout le nombre de locaux fermés qui frappe (20,3 %), ce qui témoigne des limites de la réactivation économique du Raval. Parmi les services, presque 40 % relèvent de la restauration, et 27,1 % sont des bars ou des restaurants. Cependant, en trois ans de travail sur le terrain, nous avons pu constater une certaine évolution des types de restaurants. Quelques bars-restaurants ont ouvert dans le haut de la Rambla, ils se démarquent des commerces de restauration rapide que l'on observe en bas. Un « fish and chips » a également ouvert entre 2007 et 2008. Cette tendance récente est cohérente avec l'orientation touristique du Raval qui est amenée à se développer avec l'achèvement de l'hôtel quatre étoiles.

Parmi les autres services, on trouve une forte proportion de services « ethniques » : coiffeur pakistanais, magasin de films *bollywood*, et même une agence de voyages spécialisée dans les destinations sud-américaines. Une agence immobilière a tout même ouvert en 2004.

[817] Ce travail de terrain a été réalisé en mai 2008. La date est importante : le commerce évoluant rapidement dans le centre ancien, il est possible que ce relevé soit rapidement obsolète. Néanmoins, il donne un « instantané » du commerce de la Rambla del Raval plusieurs années après l'achèvement de l'urbanisation du secteur.

Les commerces, on l'a dit, sont très peu nombreux. On compte cependant trois boucheries « halal », un magasin de fruits et légumes, deux pharmacies et deux petites quincailleries. Les commerces alimentaires ethniques sont surreprésentés et les autres types de commerces de proximité (comme les boulangeries) sont absents. Il nous paraît cependant difficile de soutenir, au vu du nombre de locaux commerciaux fermés, que ce sont les commerces ethniques qui ont « chassé » les autres commerces traditionnels : il est plus vraisemblable que les premiers peuvent s'appuyer sur une forte demande et que les seconds ne se sont pas maintenus, faute d'une clientèle suffisante.

Cette concentration dans la Rambla del Raval contraste avec le faible nombre de commerces situés dans le secteur Pou de la Figuera, où l'on trouve essentiellement un marchand de fruits et légumes, une boulangerie, un café, une librairie et une pharmacie.

La répartition spatiale des commerces et services le long de la Rambla del Raval est également digne d'intérêt. La tendance à la concentration, dans la partie du sud de la Rambla, des boucheries « halal », des restaurants rapides et d'une manière générale des commerces ethniques, s'oppose à la multiplication, dans la partie nord du Raval, des restaurants plus touristiques, des banques et des hôtels.

La photo 43 révèle la multiplicité des usages de l'espace public. En haut, nous sommes situés au sud de la Rambla. La photo du bas a été prise dans la partie nord de la Rambla. Le cadrage met en évidence une terrasse de café relativement grande sur le terre-plein central de la Rambla. Au milieu des palmiers et des parasols, quelques groupes prennent le frais. En arrière-plan, à gauche, on distingue la terrasse d'un autre café. Les jardinières en pierre sont là comme pour mieux séparer l'espace public de l'espace réservé à la clientèle du café. Plus qu'une barrière physique, cette délimitation n'est-elle pas aussi une barrière sociale et symbolique ? La population qui fréquente cette terrasse située dans la partie nord de la Rambla n'est pas la même que celle des restaurants de la photo du haut, située au sud. Ici, il s'agit plutôt de touristes, reconnaissables à leurs valises (même si on le voit mal sous cet angle[818]).

On peut donc s'interroger sur la multiplicité des usages de la Rambla de Raval et sur son attractivité, à la fois potentielle et symbolique, en tant qu'espace public. Qui fréquente cet espace et pour quelles pratiques ? Y a-t-il complémentarité, conflit ou simplement juxtaposition d'usages par des populations différentes qui ne se mêlent pas, c'est-à-dire les « résidents traditionnels » du quartier, et les nouveaux usagers du Raval, résidents ou non ? Cette question a du sens dans une réflexion sur la gentrification et renseigne sur le rôle joué par un quartier en plein réinvestissement (à la fois matériel et symbolique). Les cafés témoignent du renouveau que connaît l'activité du Raval, en particulier dans sa partie nord, alimentée par de nouvelles pratiques de l'espace tournées vers le tourisme et les loisirs, qui en font désormais un quartier « branché ».

[818] Nous rapprochant d'eux, nous avons même pu saisir quelques mots d'anglais.

Photo 43. La Rambla del Raval : un espace de juxtaposition commerciale et sociale

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2006

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2006

La Rambla de Raval semble ainsi jouer son rôle d'espace public à forte mixité sociale, mais en même temps de normalisation des pratiques spatiales par diffusion de l'offre à destination des touristes et des populations « branchées ». On pourrait émettre l'hypothèse que trois pratiques commerciales différentes coexistent autour de la Rambla de Raval :

- des commerces et services de proximité, destinés en priorité aux immigrants étrangers ;
- des commerces et services, pas nécessairement de proximité, qui s'adressent à une clientèle plus aisée (qui peut avoir les moyens d'investir dans l'immobilier de résidence[819]) ;
- des commerces et services qui peuvent autant attirer les touristes de passage qu'une clientèle locale qui pratique le quartier.

N'ayant pas étudié précisément la clientèle de ces commerces, nous ne pouvons pas dire si ces pratiques commerciales témoignent d'une réelle mixité ou si elles sont simplement juxtaposées : les touristes qui se reposent à la terrasse iront-ils ensuite au restaurant « halal » en contrebas ? Cependant, cette coprésence laisse penser qu'existent aujourd'hui plusieurs types d'usage du quartier : avec notamment une « gentrification de consommation », sous l'effet de la proximité des Ramblas ou des grands équipements culturels du Raval, et une « gentrification résidentielle », suscitée par la réactivation du marché immobilier dans le centre de Barcelone, sous l'effet de la politique de rénovation urbaine de Ciutat Vella, à côté de pratiques plus traditionnelles[820].

2.2.2 Illa del Raval : de l'assainissement urbain à l'assainissement social

Le développement touristique du secteur situé autour de la Rambla del Raval est renforcé par l'ensemble du projet qui concerne l'Illa del Raval, opération d'assainissement du tissu urbain qui va aussi dans le sens d'un assainissement du tissu social et d'une normalisation des pratiques spatiales.

Comme le montre la figure 41, le projet comprend la construction d'un hôtel de luxe de forme cylindrique, inauguré à l'automne 2008, d'un immeuble de bureaux destiné au syndicat UGT[821], de plusieurs immeubles de logements, et d'un nouvel équipement (qui accueillera la Cinémathèque de Catalogne), ainsi que la création d'un espace vert (sur la place Salvador Seguí). Il prévoit au total 111 nouveaux logements sociaux (la grande majorité de type HPO et en accession à la propriété), achevés à l'heure actuelle. Leur particularité est d'être gérés, non pas par des bailleurs publics (PMHB ou INCASOL) mais par des associations (comme la FAVB) ou des syndicats (comme UGT ou CCOO[822]).

---

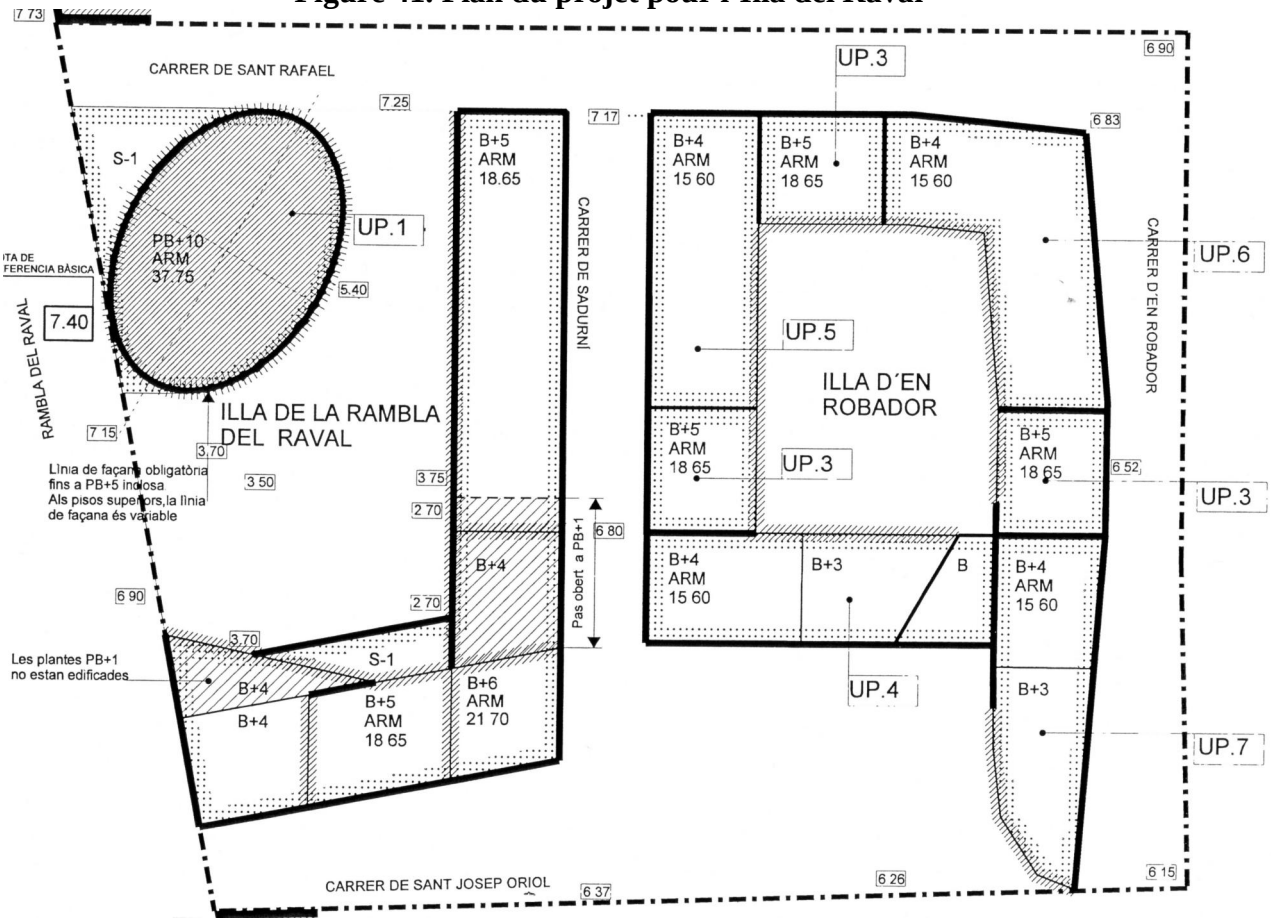
[819] Nous avions interrogé G., agent immobilier travaillant dans l'agence située sur la Rambla del Raval. Fort de son expérience dans le métier, il souhaitait s'installer dans ce quartier pour exploiter le potentiel immobilier d'un secteur urbain en plein redéveloppement.

[820] Pour reprendre une distinction entre « gentrification de consommation » ou « de fréquentation » et « gentrification résidentielle », opérée par C. Bidou-Zachariasen. Voir BIDOU-ZACHARIASEN, *op. cité*, 2003.

[821] *Unión general de trabajadores*.

[822] *Confederación sindical de comisiones obreras*.

Figure 41. Plan du projet pour l'Illa del Raval



Source : FOCIVESA, *Hotel Rambla Raval. Dossier premsa*, 2002 (c)

La préparation de l'avant-projet de rénovation de l'îlot compris entre les rues Robador, Sant Rafael, Sant Josep Oriol et la Rambla del Raval, a commencé dès 2001. L'objectif était de poursuivre la rénovation du secteur en développant un nouvel espace de mixité fonctionnelle, dont l'accès devait être facilité par la présence de la Rambla del Raval. La démolition des cinquante bâtiments a eu lieu entre 2002 et 2004 et la construction des nouveaux bâtiments a commencé, au fur et à mesure que les différents projets étaient attribués à des architectes.

Originellement, cet ensemble devait comprendre 11 300 m² de logements, 9 400 m² de bureaux, ainsi qu'un hôtel de 9 300 m², pour un total de 36 300 m² de superficie à rénover[823]. C'est le cabinet d'architecture MBM (Martorell-Bohigas-Mackay)[824] qui a été chargé de la rédaction de l'avant-projet pour l'immeuble de bureaux et son parking souterrain, et FOCIVESA pour les logements et l'hôtel. Le projet définitif d'hôtel, proposé par l'architecte Pere Puig i Rodriguez, se présente sous la forme d'un cylindre de verre de dix étages, pour une surface au sol d'environ 7 900 m², qui accueillera un établissement 4 étoiles de 180 chambres et 5 suites.

[823] FOCIVESA, *Illa de la Rambla del Raval. Concursos públics desenvolupament del projecte urbanístic*, 2001.
[824] On retrouve à nouveau O. Bohigas…

Dès l'origine, ce projet d'hôtel a fait débat, à commencer par l'idée même de doter le quartier d'un tel équipement. Il est évident que sa construction ne répond pas du tout aux attentes des résidents du quartier, qu'ils soient « nouveaux » ou « anciens ». Ce sont bien les touristes qui en seront les principaux bénéficiaires (la société gérante vise en particulier le tourisme de grand luxe ou d'affaires). Sa construction peut donc être vue comme une étape supplémentaire dans le repositionnement du Raval comme une zone touristique et de loisirs à l'échelle de l'agglomération, au détriment de sa fonction résidentielle et du maintien d'une vie sociale de quartier. Les critiques faites à son encontre rappellent celles qui avaient été exprimées contre le MACBA.

Photo 44. Un hôtel de luxe sur la Rambla del Raval : une aberration ou un symbole du changement ?

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

Par ailleurs, comme le montre la photo 44, le style de construction choisi répond à une logique de normalisation de l'espace public, cohérente avec l'aménagement de la Rambla del Raval elle-même : la transformation d'un paysage urbain à partir d'œuvres d'art (la sculpture monumentale du chat que l'on voit à gauche de la photo) ou de bâtiments construits dans un style architectural radicalement différent de celui du quartier vise ici, au cœur du Raval, à

modifier profondément la perception que l'on peut avoir du quartier. Les formes et les matériaux choisis, mais aussi la hauteur de l'édifice[825], font de l'hôtel une déclinaison de l'architecture globalisée que l'on retrouve par exemple dans le projet *22@BCN* à Poblenou.

Il est bien entendu trop tôt pour connaître les effets des futurs équipements de l'Illa del Raval sur le tissu social du secteur ou bien la manière dont anciens et nouveaux résidents percevront et pratiqueront ces espaces. Mais nous pouvons d'emblée nous interroger sur la pertinence du projet global, au regard du tissu social dans lequel il s'inscrit.

Photo 45. La rue Robador dans l'Illa del Raval :
l'assainissement urbain comme outil d'homogénéisation sociale

Photo : Hovig Ter Minassian. Mai 2008

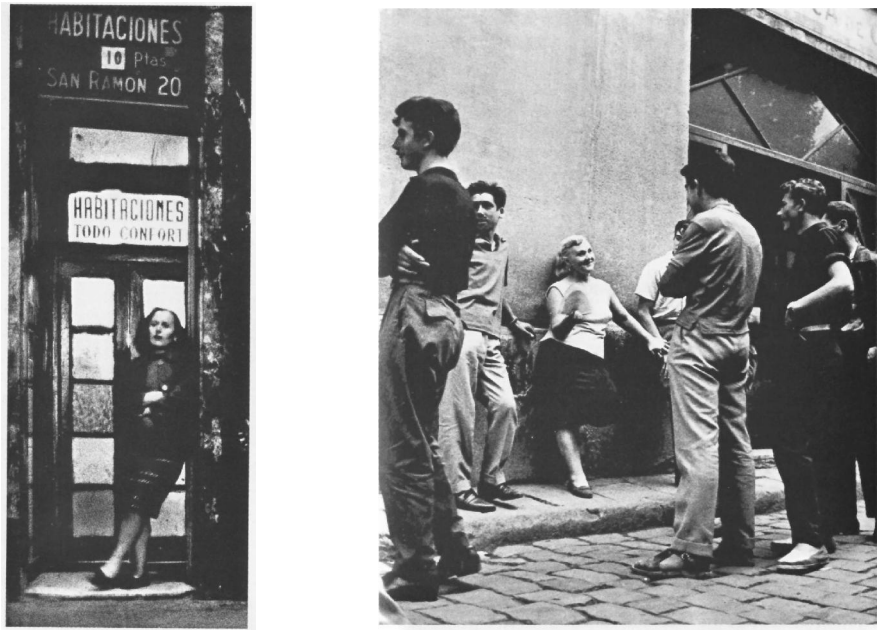
Comme le montre la photo 45, la rue Robador a été rénovée dans le cadre de l'opération Illa del Raval (au même titre que les rues Sant Rafael, Sant Josep Oriol, et Nou de Sadurní). À gauche de la rue, on remarque un des nouveaux immeubles de logements sociaux, dont la façade, la composition architecturale et les couleurs contrastent fortement avec les bâtiments situés de l'autre côté. Derrière les barrières qui protègent le chantier, on aperçoit également les poutrelles métalliques du futur bâtiment de la Cinémathèque de Catalogne. Sur le trottoir de droite, les passants témoignent du caractère multiethnique du secteur.

Cette photo fait écho aux critiques de l'architecte S. von Heeren sur la pauvreté architecturale des nouvelles constructions dans le centre ancien[826]. Par ailleurs, il a été une fois encore difficile de connaître avec précision le nombre de logements qui ont disparu dans les opérations de démolition, mais on se doute que le bilan entre logements détruits et logements construits est très certainement négatif, comme c'était le cas pour la Rambla del

[825] Au début du projet, une vive polémique avait éclaté sur la hauteur prévue de l'hôtel. Devant les critiques des riverains mais aussi de certains professionnels de l'urbanisme, elle a finalement été revue à la baisse, de 14 à 10 étages.
[826] VON HEEREN S., *op. cité*, 2002.

Raval : 50 bâtiments ont été détruits, et 6 ont été reconstruits, dont 3 seulement destinés aux logements. Cette stratégie de réduction de la densité résidentielle s'accompagne d'une volonté de normalisation sociale. La rue Robador demeure à l'heure actuelle l'un des principaux lieux de prostitution du centre ancien de Barcelone. Cette partie du Raval reste associée à cette activité, immortalisée par les clichés du photographe catalan Joan Colom (photo 46)[827] :

Photo 46 Le Raval à travers les photographies de Joan Colom



Source : Camilo José Cela, *Izas, rabizas y colipoterras*, Barcelone : Lumen, 1984 [1963], pp. 20 et 69

Jusqu'au début des travaux, le secteur situé autour de l'actuelle place Salvador Seguí (encore inaccessible aujourd'hui) était également connu pour le « marché informel » qui s'y tenait régulièrement et où s'organisaient des trafics en tous genres[828]. Les opérations de rénovation ont bien entendu fortement contribué à désorganiser son fonctionnement (avec notamment la fermeture du site par les barrières du chantier). Si l'on ne peut que se réjouir de la volonté des pouvoirs publics de lutter contre la prostitution et le recel, on peut se demander si ce type d'opérations est une solution viable ou bien s'il ne se contente pas de « déplacer » le problème vers un autre secteur de Ciutat Vella ou d'un district limitrophe.

Par ailleurs, si la volonté de la Municipalité d'implanter de grands équipements dans le Raval paraît évidente, son souci de donner une « nouvelle identité » à ce secteur témoigne d'un objectif plus large de redéfinition de l'image du quartier et de ses usages. L'hôtel est

[827] Les photographies de Joan Colom ont notamment illustré l'essai satirique et provocateur du romancier espagnol Camilo José Cela, *Izas, rabizas y colipoterras* (que l'on peut traduire par *Grues, escaladeuses, escamoteuses*), dont la publication en 1964 avait fait scandale sous la dictature franquiste. Elles ont également fait l'objet d'une exposition intitulée « Les gens du Raval » à la fondation Henri Cartier-Bresson (Paris), au printemps 2006.

[828] Certains résidents de Ciutat Vella notaient avec humour que lorsqu'un touriste se faisait voler son appareil photographique, c'est là qu'il avait de grandes chances de le retrouver le soir même.

censé répondre aux exigences de redynamisation de cette partie du Raval tout en assurant une identité forte au quartier par des réalisations architecturales et urbaines fortes :

« En aquest context és necessari reconèixer la importància de futur, qualitativament i quantitativament, de l'operació que es proposa, que sense renunciar a les exigències actuals, tingui la complexitat pròpia d'un teixit urbà antic. Aquest nova peça es constituirà en una fita referencial tant per la pròpia definició urbana de la Rambla del Raval com pel propi barri, on entrarà en discurs concordant o dialogant amb les peces més representatives del barri del Raval de notable envergadura arquitectònica com l'església de Sant Agustí o el Gran Teatre del Liceu. »[829]

En voulant faire dialoguer l'Illa del Raval avec les œuvres architecturales qui l'entourent (l'église Sant Agustí, le Théâtre du Liceu), le projet municipal tend à réduire la dimension symbolique du Raval à quelques objets, jugés caractéristiques, mais sans préciser de quoi, ou de qui. Ces mêmes objets rompent la cohérence du bâti, au moment où la Municipalité réaffirme officiellement sa volonté de respecter l'héritage architectural et urbain du Raval. Ces réserves sont aussi valables pour la Rambla del Raval : elle se veut représentative du Raval tout en étant un objet importé, imposé de force au tissu urbain. Enfin, on peut s'interroger sur les destinataires de ce projet et ce qu'ils nous révèlent de la volonté des pouvoirs publics. La rénovation de l'ensemble du secteur de la Rambla et de l'Illa del Raval pose un certain nombre de questions sur la « désarticulation » du tissu urbain du quartier, soumis à des opérations d'envergure qui se multiplient, mais aussi sur l'orientation clairement touristique que la Municipalité cherche à donner au Raval.

Les enjeux de la rénovation du secteur Pou de la Figuera se posent en des termes très différents. Pour un objectif identique, celui de l'assainissement urbain, l'orientation touristique est moins évidente et le souci de répondre aux besoins des populations résidentes plus qu'à ceux des futurs hommes d'affaires qui séjourneront à Barcelone, semble plus fort. Il s'agit alors de replacer le projet dans le contexte de contestation qui l'a entouré.

2.3 Pou de la Figuera : l'échec de la concertation

Les modalités de la formulation, la réalisation et la contestation du projet baptisé Pou de la Figuera sont révélatrices des tensions suscitées par la récupération du centre ancien de Barcelone. Elles témoignent des oppositions que peuvent faire naître les projets proposés par une Municipalité parfois insuffisamment à l'écoute des résidents.

[829] « Dans ce contexte, il faut reconnaître l'importance, sur le plan qualitatif et quantitatif, de l'opération proposée, qui, sans renoncer aux exigences actuelles, devra présenter la complexité propre à un tissu urbain ancien. Ce nouvel élément constituera un point de repère pour la nature urbaine elle-même de la Rambla del Raval et pour le quartier lui-même, où il dialoguera ou concordera avec les éléments les plus représentatifs du quartier du Raval en termes de portée architecturale, comme l'église de Sant Agustí ou le Théâtre du Liceu ». FOCIVESA, AJUNTAMENT DE BARCELONA, *op. cité*, 2001.

Le projet comprend la création d'un grand jardin au cœur du quartier du Casc Antic, la construction de deux équipements à usage collectif (local associatif, toilettes publiques) de part et d'autre du jardin, ainsi que la réhabilitation de l'immeuble situé au n° 55 de la rue Sant Pere més Baix, qui devrait accueillir une garderie, une école pour adultes et des locaux commerciaux. Pour les pouvoirs publics, l'objectif est de créer « el nucli central de la vida de barri »[830] et un « poumon vert » au cœur du centre ancien de Barcelone[831], même si la problématique d'espaces verts n'a été intégrée que tardivement et sous la pression des associations de riverains. Il y a là clairement une stratégie de récupération a posteriori des revendications locales. Le projet s'inscrit également dans un vaste programme de construction de logements sociaux. À l'heure actuelle, le secteur Pou de la Figuera est l'une des premières concentrations des logements sociaux construits depuis les années 1980. En 2008, on en compte 292, dont 168 gérés par le PMHB et 124 par INCASOL. La grande majorité a le statut de HPO, mais environ 60 logements sont réservés aux personnes âgées (à proximité du nouveau marché Santa Caterina) et 60 autres sont destinés à loger les familles expropriées, ce qui, au final, s'avère relativement faible.

Entre les expropriations, la fermeture du marché pendant sept années, la perte de dynamisme commercial et le « trou de la honte », la politique de rénovation a été vécue par les habitants du quartier comme un traumatisme. Elle a contribué à structurer la contestation locale qui est rapidement passée de la « revendication sociale » à la « revendication urbaine ».

2.3.1 La chronologie du projet

La première phase de l'opération de rénovation a démarré entre 1996 et 1998, avec les premières expropriations et démolitions de bâtiments dans les rues avoisinantes. Assez vite, la « résistance » s'est organisée autour de quelques associations qui se voulaient le relais des revendications des résidents, afin de dénoncer les expropriations. L'une des plus engagées a été l'*Associación de vecinos del Casc Antic*, fondée en 1974. D'autres l'ont rejointe, comme l'association *Veïns en defensa de la Barcelona vella*, RAI (*Recursos d'animació intercultural*) ou encore *Arquitectos sin fronteras*, au sein d'un collectif *Veïns del forat de la vergonya* (ou « les riverains du trou de la honte », en catalan), créé en 2001. En face, pour ainsi dire, on trouve l'association *Pla integral del Casc Antic*, qui est en réalité une fédération d'associations, créée en 1997 (et dont fait d'ailleurs partie l'association de riverains du Casc Antic), qui cherche au contraire à défendre les projets du PERI « Sector Oriental », qu'elle considère comme globalement acceptables. Il s'agit donc d'une situation quasi caricaturale, avec d'un côté une association soutenant le programme municipal et accusée d'être « domestiquée » par les pouvoirs publics, et de l'autre des associations farouchement opposées à certains projets, notamment celui du secteur Pou de la Figuera, considéré comme emblématique de la politique urbanistique menée par les pouvoirs publics dans l'est du centre

[830] « Le noyau central de la vie du quartier ».
[831] FOCIVESA, *Santa Caterina i Sant Pere*, 2006, 15 p.

ancien de Barcelone. Malheureusement pour les associations contestataires, les expropriations ont été réalisées très rapidement, si bien qu'elles ont dû rapidement réorienter leurs revendications.

La seconde phase de l'opération a démarré en 2002, avec la destruction de l'îlot situé au cœur même du secteur Pou de la Figuera. C'est ce site, officiellement resté en friches entre 2002 et 2006, qui a donné à l'ensemble du projet son surnom de « forat de la vergonya », ou « trou de la honte ». Le premier projet de la Municipalité prévoyait la minéralisation du site et la construction en souterrain d'une salle de sports et d'un parking. Ce dernier avait pour objectif de répondre à la demande future provoquée par la réouverture du marché Santa Caterina, mais aussi à la hausse du trafic automobile provoquée par la croissance de l'activité touristique dans le centre ancien de Barcelone. Ce projet conduisait donc à accroître la circulation tout en modifiant l'usage du quartier. Le collectif *Forat de la vergonya* a très vite dénoncé ces risques, en réclamant l'abandon du parking et la construction d'un plus grand nombre de logements sociaux dans le secteur. Entre 2002 et 2004, le site Pou de la Figuera est devenu l'objet d'une véritable tentative de maîtrise du territoire par les deux parties en présence, avec d'un côté le collectif, sur le mode de l'appropriation spatiale et festive, par exemple avec la plantation d'un jardin auto-géré, et de l'autre la Municipalité, à grands renforts de barrières et de forces policières, pour empêcher l'accès au site. Parallèlement, à partir de l'été 2002, le collectif a commencé à élaborer un contre-projet face à celui de la Municipalité.

À partir de 2004, les membres du collectif se sont appropriés durablement l'ensemble du site en créant un jardin, en plantant des arbres, et en traçant un petit terrain de football, un terrain de pétanque ou encore un espace de jeux pour enfants, le tout fabriqué à partir de pièces recyclées et entretenu par le collectif lui-même. Un premier jardin avait vu le jour en 2002, mais la Municipalité avait demandé sa destruction avant de clôturer le secteur pour empêcher toute appropriation de l'espace. Le second jardin est très vite devenu un lieu de sociabilité, revendiqué comme le reflet du caractère multiculturel et de la convivialité du quartier.

En 2005, les négociations se sont accélérées, témoignant de la part de la Municipalité socialiste d'une volonté de sortir de la crise, au moment où les médias nationaux commençaient à reprendre l'expression de « forat de la vergonya ». Contrairement à ce qui s'était passé pour le projet de Rambla del Raval, les acteurs politiques ont engagé ici une discussion relativement large. Dans le premier cas, un nombre réduit d'associations avaient été sollicitées pour négocier avec les pouvoirs publics, en quelque sorte les instances « officielles » du quartier. Ici, le débat a été plus large, même si certaines associations ont eu des difficultés à faire accepter la légitimité de leur voix dans la discussion. Par ailleurs, au printemps 2005, la Municipalité a engagé le processus de participation citoyenne, avec une campagne de collecte d'opinions dans le quartier, du 13 octobre au 29 novembre 2005, dont le

dépouillement a fait l'objet d'une présentation publique au début de l'année 2006[832]. Finalement, un nouveau projet a été rédigé et proposé, puis approuvé en conseil de district le 28 février 2006 (figure 42).

Figure 42. Le projet municipal définitif pour le secteur Pou de la Figuera

Source : *La Vanguardia*, 17/02/2006

Au cours de la réunion précédente avec les associations concernées (qui s'est tenue le 13 février 2006), les grandes lignes du projet ont été validées et la discussion a essentiellement porté sur l'organisation interne de l'espace public (position et orientation des jardins et du terrain[833], mais aussi limitation des places de stationnement prévues autour du secteur), des points de détail (variété des arbres qui seront plantés) ou des précisions (respect de la végétation existante, qui ne sera d'ailleurs pas effectif).

On peut cependant s'étonner de la rapidité avec laquelle, une fois le processus enclenché, la Municipalité a « expédié » le dialogue citoyen. S'il lui a fallu quasiment 8 ans (entre 1997 et 2005) pour accepter d'entamer un processus participatif, celui-ci a été traité en

[832] Les collectifs impliqués dans le débat se sont par la suite demandés avec perplexité pourquoi la Municipalité n'avait pas engagé le processus dès la fin des années 1990.

[833] Le jardin auto-géré était associé à un terrain de football et un terrain de basket distincts, pour une superficie totale de 740 m². La Municipalité a par la suite proposé un terrain d'un seul tenant, plus grand (800 m²). Cette disposition, selon les membres du collectif *Forat de la Vergonya*, risque à terme de provoquer des interférences entre les deux sports.

une petite dizaine de mois (entre le printemps 2005 et février 2006), beaucoup moins si l'on considère que la campagne de recueil d'opinions n'a véritablement commencé qu'à l'automne 2005. Deux semaines à peine se sont écoulées entre la réunion du 13 février 2006 (pendant laquelle les résultats de la campagne d'opinion ont été présentés) et le conseil de district du 28 février 2006 au cours duquel le projet a été définitivement approuvé, soit un temps relativement court pour réfléchir aux modifications proposées par les associations mobilisées.

Le projet définitif comprend, outre la modernisation de la voirie et des réseaux d'eau, de gaz et d'électricité, un nouvel espace public bordé d'arbres, un terrain polyvalent, une aire de jeux pour enfants, ainsi que deux petits bâtiments à usage collectif aux deux extrémités du site, et un immeuble de logements sociaux pour jeunes adultes, revendication portée à l'origine par le collectif *Forat de la vergonya* pour lutter contre la prolifération des « marchands de sommeil » dans le quartier[834].

À la fin de l'été 2006, les travaux ont démarré et une partie du jardin a été envahie par les engins de chantier pour permettre le réaménagement du site Pou de la Figuera. La Municipalité a définitivement repris alors le contrôle de l'espace urbain (photo 47).

Photo 47. Les travaux commencent alors que subsiste une partie du jardin auto-géré

Photo : Hovig Ter Minassian. Septembre 2006

[834] Cet immeuble comprend 24 logements sociaux en location, gérés par le PHMB. Sa construction a été achevée en 2006.

2.3.2 La contestation du projet, entre démocratie participative et lutte urbaine

Les différents entretiens effectués auprès de membres impliqués dans le mouvement du *Forat de la vergonya*[835] nous permettent de formuler un certain nombre de réflexions sur le déroulement du processus participatif.

Concernant le bilan global de l'action du mouvement, il semble à première vue très positif. Certes, le projet de parking et de salle de sports en souterrain a été assez rapidement abandonné et son retrait ne constitue pas une réelle « victoire », tant la Municipalité semblait elle-même n'y accorder qu'un intérêt relativement limité. Elle a donc rapidement cédé sur des propositions qu'elle ne comptait de toute façon pas maintenir. Mais si le projet définitif reprend dans ses grandes lignes l'utilisation de l'espace qui a caractérisé la période « auto-gérée » du site, certains ajustements traduisent la volonté des pouvoirs publics de rester maîtresse du projet. Il faut peut-être voir dans le fait que la Municipalité a choisi de substituer de nouvelles essences d'arbres à la place de celles plantées par les résidents eux-mêmes, une manière de normaliser l'espace et de réaffirmer, de manière symbolique et malgré tous les compromis qu'elle a pu faire, qu'en matière d'aménagement c'est elle qui a le dernier mot. De même, la disposition des équipements, dans le projet définitivement adopté, diffère des propositions émises par le mouvement. Le terrain de basket, initialement situé dans la partie sud, disparaît pour laisser place à un petit espace arboré ; le terrain de football est remplacé par une piste polyvalente. De plus, la Municipalité n'a conservé pratiquement aucune des installations construites par le collectif (en matériaux de récupération). Du projet de jardin auto-géré il reste encore la *huerta communautaria*[836], dont le comité de gestion se réunit tous les quinze jours dans le local situé au nord du secteur. La pression exercée sur la Municipalité par les associations a également permis la construction de logements réservés aux jeunes adultes dans la partie sud du secteur.

Le bilan du processus participatif pose également problème, en commençant par la méthode. Pendant longtemps, la Municipalité a cherché à maintenir un nombre réduit d'interlocuteurs. Lors des réunions n'étaient conviés que six représentants d'associations, dont trois membres de *Plan integral del Casc Antic*, ce qui assurait d'emblée aux représentants municipaux le soutien de la moitié des représentants associatifs. Ce n'est que tardivement qu'un membre du collectif *Forat de la vergonya* a été invité à participer aux réunions. De même, la campagne de collecte d'opinions de novembre 2005 a été dénoncée par la représentante de l'association RAI, qui l'a considérée comme inadaptée tant par la méthodologie que par les populations visées. La consultation prenait la forme d'une question ouverte, pour demander aux interrogés quelles étaient leurs attentes concernant le projet du secteur. Mais comment décrire un projet personnel de quartier, démarche particulièrement

[835] Nous regroupons sous cette expression, pour des facilités de lecture, l'ensemble des forces individuelles ou collectives mobilisées contre le projet initial de la Municipalité et pour la défense de l'auto-gestion du site Pou de la Figuera.
[836] « Jardin communautaire ».

abstraite, sur une fiche de la taille d'une carte postale ? Pour pallier ces dysfonctionnements, le collectif a lui-même organisé des ateliers, en marge des réunions « officielles » avec la Municipalité.

Il est également intéressant de noter qu'à entendre les associations, la rupture entre les projets d'urbanisme de la fin de la période franquiste et ceux élaborés après le rétablissement de la démocratie ne semble pas si évidente. Les associations voient une certaine continuité dans une stratégie visant à la dévalorisation du quartier par absence (volontaire) de politique urbanistique (notamment dans les années 1960 et 1970), les expropriations suivies de démolitions des immeubles (dans les années 1970 et 1980), et la reconstruction de nouveaux immeubles accaparés par les nouveaux résidents (actuellement). Le PERI de 1985 et les projets suivants ne seraient alors, à leurs yeux, que les étapes successives d'un même processus de substitution. De ce point de vue, le processus participatif s'est engagé dans un contexte de grande méfiance de la part de certaines associations de riverains à l'encontre de l'équipe municipale. Pourtant, ceci peut étonner lorsque l'on sait la vivacité du mouvement associatif à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

Concernant le bilan de l'engagement lui-même au sein du collectif, il est assez mitigé, non pas parce que le collectif ne traduisait pas toujours l'opinion de tous (certains commerçants étaient favorables au projet de parking), mais plutôt parce qu'il semble que l'engagement militant ait été plus intense en dehors du quartier que parmi les résidents eux-mêmes. Par exemple le mouvement *Okupa*[837] a rejoint les associations de riverains dans la contestation du projet municipal et a investi un immeuble situé en bordure du secteur, avant d'en être délogé en 2007. Cette multiplication d'acteurs a créé une superposition de protestations variées, une forme de syncrétisme idéologique dans laquelle ne se retrouvaient pas forcément les habitants du quartier, plus soucieux des problèmes concrets de leur quotidien. Elle rappelle ce que A. Djirikian évoque à propos du quartier du Marais, à Paris, concernant l'appropriation des associations locales par les « gentrifieurs », sans que les deux situations soient complètement identiques[838]. Dans le cas du Marais, l'auteur a étudié le bras de fer qui a opposé, à la fin des années 1990, la Municipalité du 3ème arrondissement, dirigée par la droite proche du maire de Paris Jean Tibéri, à des associations locales, largement soutenues par le Parti Socialiste et certains partis écologistes (Les Verts, notamment), autour du projet de construction d'un parking, d'une crèche et d'une bibliothèque qui aurait entraîné la démolition du marché des Enfants-Rouges, l'un des plus anciens de Paris, créé au début du 17ème siècle pour approvisionner le quartier du Marais. Ce conflit a largement contribué à la victoire de la gauche aux élections de 2001, à l'abandon du projet et à la rénovation du marché, très orienté vers la vente de produits issus de l'agriculture biologique. Si les deux cas du marché des Enfants-Rouges, à Paris, et de Pou de la Figuera, à Barcelone, se rapprochent

[837] Le mouvement *Okupa* se distingue des mouvements de « squat » par le fait que l'occupation d'immeubles ou de terrains abandonnés n'est pas seulement liée à la nécessité de se loger, mais constitue une forme de revendication culturelle (lieu de rencontre et d'échanges), politique (auto-gestion) et anti-capitaliste (protestation contre le fonctionnement du marché immobilier). Si l'occupation illégale des logements se pratiquait en Espagne dès les années 1960 et 1970, le mouvement *Okupa* s'est formalisé et structuré à partir du milieu des années 1980.
[838] DJIRIKIAN A., *op. cité*, 2004.

par la teneur du projet initial, l'ampleur du mouvement et la nature de la contestation, ils diffèrent par le fait qu'à la fin des années 1990, c'est une Municipalité socialiste qui porte le projet à Barcelone, mais aussi par une plus grande autonomie du mouvement *Forat de la vergonya* vis-vis-vis des partis politiques d'opposition, et par une orientation finale du projet Pou de la Figuera peut-être beaucoup plus proche des aspirations des résidents du Casc Antic que dans le cas du marché des Enfants-Rouges[839].

Pour la représentante de l'association de riverains du Casc Antic, la faible participation actuelle des riverains, et donc le revirement par rapport à l'effervescence militante des années 1970 et 1980, s'explique sans doute par la difficulté de mobiliser les résidents sur des thèmes abstraits tels que l'espace public, la cohabitation multiculturelle, l'autogestion, plutôt que sur le manque de logements, la nécessité de construire une école, comme cela avait pu être le cas dans la dernière décennie de la dictature. Ceci confirme d'ailleurs indirectement la réflexion de la représentante de l'association RAI sur la difficulté d'une démarche de type « recueil d'opinions » telle qu'elle a été menée, et aussi son échec relatif au vu du faible nombre de réponses (16 réponses, dont 10 étaient collectives et émanaient d'associations ou de partis politiques). Cette absence d'engagement majeur de la part des riverains nous incite donc à penser que si l'élan de protestation contre le projet initial de la Municipalité témoigne bien d'une mobilisation, il n'en constitue pas pour autant un mouvement social de lutte urbaine.

Par ailleurs, le jardin public s'est progressivement imposé comme le principal thème mobilisateur des revendications. Une première tentative de jardin auto-géré a été faite en 2002, mais dispersée par la police sur ordre de la Municipalité. Après que les membres du collectif *Forat de la vergonya* aient finalement obtenu l'accès au site, un second jardin a vu le jour en 2004, et s'est maintenu jusqu'à l'exécution du projet définitif. Parallèlement, des manifestations, comme celle appelée « para una Ciutat Vella verde » en novembre 2002, ont été organisées pour réclamer la création d'un jardin dans un quartier qui en manquait cruellement. Au fur et à mesure que le mouvement a pris de l'ampleur, le discours s'est structuré et s'est déplacé, de la mobilisation contre les expropriations et la spéculation immobilière, à la lutte pour l'obtention d'un jardin public et d'équipements collectifs.

Il faut cependant préciser que dès l'origine, la mobilisation jouait bien sur les deux plans. D'une part, elle critiquait les expropriations, en dénonçant la vitesse avec laquelle elles avaient été effectuées, le zèle des pouvoirs publics à démolir le plus rapidement possible les vieux bâtiments (créant ainsi un point de non retour dans le projet d'aménagement du secteur), la faiblesse des indemnisations et les limites des relogements sur place ou à

[839] « La mobilisation des associations et de la population a été intimement liée à la gestion politique de grands projets, qui ont permis un élan démocratique que la gauche a repris, parce que portée au pouvoir par ces mobilisations. C'est pourquoi cette démocratie locale consiste en un dialogue finalement assez fermé entre une nouvelle bourgeoisie qui a besoin de reconnaissance politique, sociale, spatiale, et une municipalité qu'elle a mis elle-même en place, même si cette alliance implicite est bienveillante envers les plus démunis ou les commerçants et petits artisans. Ceci n'empêche pas que ces derniers soient de fait exclus de ce système de gestion. ». DJIRIKIAN A., *op. cité*, p. 226.

proximité. D'autre part, elle s'interrogeait sur la finalité même du projet qui, d'après les personnes mobilisées, négligeait complètement les attentes des populations locales. C'est pourquoi la demande de logements sociaux et d'espaces verts a très rapidement structuré les revendications des riverains. Mais avec la volonté clairement affichée des pouvoirs publics de construire des logements sociaux dans le secteur, la Municipalité répondait en partie aux attentes du mouvement du *Forat de la vergonya*, désamorçant en partie la contestation possible. À l'inverse, si la question du jardin a pris une telle importance dans les revendications, c'est sans doute aussi parce que l'occupation de l'espace et la création d'un jardin auto-géré n'étaient plus seulement un moyen, une manière de montrer son opposition, mais un objectif : le jardin était lui-même devenu le symbole de la mobilisation citoyenne. En demandant le maintien du jardin, le collectif affirmait sa volonté de participer au débat sur la ville. De son côté, la Municipalité n'a affiché que tardivement son intérêt pour la création d'un jardin. En témoigne la réponse radicale apportée à ce qu'elle a sans doute considéré dans un premier temps comme une occupation sauvage de l'espace public. Au cours d'une réunion qui s'est tenue en octobre 2002, les représentants municipaux avaient annoncé que le jardin n'était pas une priorité. Pour autant, la Municipalité a fini par privilégier cette solution, et la reprendre à son compte, au point de renommer le projet « jardins Pou de la Figuera ».

En défnitive, le projet pour le secteur Pou de la Figuera résume bien toutes les contradictions d'une politique municipale, qui, bien que menée depuis presque trente ans par une même coalition de gauche, a connu de nombreuses inflexions :

- contradictions entre le désir de replacer le centre ancien dans un contexte métropolitain, et celui d'agir au service des résidents (et de ce point de vue il est difficile de nier l'amélioration globale des conditions de vie depuis les années 1970) ;
- contradictions entre le volontarisme des pouvoirs publics face à la « crise urbaine » au début des années 1980, et la nécessité d'intégrer les citoyens dans le processus décisionnel (d'autant plus que Barcelone passe, notamment en Amérique du Sud, pour un modèle en matière de processus participatif);
- contradictions, enfin, entre la volonté de hisser Barcelone au rang des premières métropoles mondiales, et le maintien de ses spécificités locales qui passe aussi par le respect de son paysage urbain.

Dans ce chapitre, nous avons montré comment les résidents percevaient les changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone. Les entretiens semi-directifs auprès de leurs représentants (associations de riverains ou de commerçants) vont globalement dans le sens des conclusions des analyses statistiques et paysagères. Par ailleurs, ils ont révélé la manière dont les résidents « traditionnels », à travers les associations de riverains et de commerçants, considéraient la récupération de Ciutat Vella et la responsabilité des pouvoirs

publics dans les changements sociaux. Les motifs de contestation ont été nombreux et les associations de riverains n'ont pas été dupes d'une concertation de façade, qui semble avoir eu peu d'effets sur les orientations globales de la politique urbanistique de la Municipalité.

Au final, le regard porté par les résidents sur la politique municipale est donc très critique. C'est pourquoi nous nous sommes également demandé comment les résidents « vivaient » les changements, et quelles formes de contestation ils pouvaient susciter, à travers deux exemples, la Rambla et l'Illa del Raval, et le secteur Pou de la Figuera. Dans les deux cas, c'est non seulement l'orientation du projet qui a créé la polémique, mais aussi la méthode et sa mise en œuvre. Nous avons en effet montré comment la récupération du Raval s'est accompagnée d'une désarticulation du tissu urbain du quartier et traduit la volonté d'homogénéisation sociale d'un secteur qui garde encore une mauvaise image mais où se lisent déjà les indices d'une gentrification commerciale, amorce d'une gentrification résidentielle. Dans le Casc Antic, l'orientation du projet a été l'objet d'âpres négociations entre la Municipalité et les représentants des résidents : sa version définitive résulte d'un compromis entre celui des pouvoirs publics et les propositions des associations mobilisées au sein du collectif *Forat de la vergonya*. Par ailleurs, sous les traits d'une démocratie participative dont les modalités restent discutables, l'exemple de Pou de la Figuera révèle les contradictions de pouvoirs publics qui se disent prêts à écouter les citadins mais mènent finalement une politique urbanistique et sociale sans réelle concertation. Enfin, on ne peut que s'étonner des inégalités flagrantes entre le traitement architectural des édifices emblématiques, comme l'hôtel de luxe de la Rambla del Raval ou même le nouveau marché Santa Caterina, et celui plus banal, voire pauvre, des bâtiments destinés aux logements. Pour H. Capel, ces choix doivent être mis en relation avec une volonté plus globale, à l'échelle de l'agglomération, de « banaliser » le paysage urbain de Barcelone pour en faire une métropole internationale[840]. Nous avons montré comment le traitement de la Rambla del Raval et de ses alentours répondait à une stratégie de normalisation des pratiques de l'espace public s'inscrivant dans la même optique. Ce type de projets révèle un intérêt plus grand pour des réalisations architecturales marquantes que pour la réflexion proprement urbanistique. Nous ne pouvons cependant pas conclure que la « plastique » des lieux a simplement pris le pas sur la cohérence d'ensemble des opérations urbanistiques et l'articulation avec un projet de ville : il y a bien une logique des interventions, que nous avons tenté de mettre en évidence.

Ceci montre que la politique urbanistique menée par la Municipalité depuis les années 1980 n'est pas allée sans heurts. Comme nous l'avons souligné précédemment, le *Modelo Barcelona* a fait l'objet de nombreuses lectures critiques. Les deux exemples de la Rambla del Raval et de Pou de la Figuera nous invitent également à nous interroger sur les limites de ce « modèle » de récupération des quartiers anciens. Avant tout, la politique urbanistique semble avoir eu pour principal objectif de changer l'image des quartiers anciens, ce qui s'est exprimé par une redéfinition fonctionnelle du Raval (avec la multiplication des musées et des

[840] CAPEL H., *op. cité*, 2007.

équipements touristiques), une restructuration de l'ensemble du tissu urbain (à grands renforts d'opérations d'assainissement urbain) et un discours qui « lisse » les inégalités sociales dans l'ensemble de la population du centre ancien et l'inadéquation entre les besoins d'une partie des habitants, et l'offre commerciale et culturelle du district de Ciutat Vella.

Les pouvoirs publics ne sont évidemment pas restés sourds aux signaux d'alarme lancés pas les associations de riverains, les collectifs ou bien les universitaires. Face aux critiques dont ils ont fait l'objet, ils ont développé une pensée sur la ville en général et l'action urbanistique à Barcelone en particulier, qui a cherché à prévenir ces critiques et cette contestation. Cet argumentaire, qui s'exprime en particulier dans les éditoriaux de la revue municipale *Barcelona Metrópolis Mediterránea*, témoigne du projet de ville porté par la Municipalité de Barcelone et rend compte de l'évolution du rôle que les pouvoirs publics ont souhaité attribuer aux quartiers anciens de Barcelone dans la construction métropolitaine.

CHAPITRE 11
LE DISCOURS INSTITUTIONNEL DE LÉGITIMATION DU *MODELO BARCELONA*

À partir d'une réflexion sur la perception des changements par les résidents eux-mêmes, ou par certains professionnels directement concernés par les réinvestissements immobiliers et fonciers du centre ancien, nous avons étudié la « réception » des politiques urbanistiques de la Municipalité. Autrement dit, nous nous sommes demandé comment cette politique était jugée. L'étude plus précise de deux projets de grande ampleur a clairement mis en évidence des logiques d'opposition à la fois sur le contenu des projets et sur la manière dont ils ont été mis en œuvre.

La contestation aux politiques de récupération de Ciutat Vella n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans une tradition revendicative forte s'appuyant sur un tissu associatif qui a largement contribué à structurer les thèmes et les actions de l'opposition pendant les deux dernières décennies de la période franquiste. Dès le début des années 1980, la jeune Municipalité socialiste a donc dû non seulement mener une politique en rupture avec celle de la période précédente, mais aussi faire accepter cette idée de rupture. Comment a-t-elle cherché à le faire à travers la production d'un discours de légitimation du *Modelo Barcelona* ? Quelle place a occupée la politique de réhabilitation de Ciutat Vella au sein du *Modelo Barcelona* ? Que nous révèle l'évolution du discours concernant le centre ancien sur l'évolution de la politique elle-même et sur le modèle de ville que les pouvoirs publics ont tenté de promouvoir ?

Pour répondre à ces questions, nous avons réalisé une analyse de discours sur les éditoriaux de la revue municipale *Barcelona Metrópolis Mediterránea* (rebaptisée *Barcelona Metropolis. Revista de información y pensamiento urbanos* depuis l'automne 2007)[841]. Nous présenterons d'abord les principaux objectifs de cette analyse et la méthodologie adoptée. Puis nous en exposerons les résultats, qui témoignent d'une évolution du *Modelo Barcelona* : derrière une apparente continuité, la politique urbanistique s'est redéfinie depuis les années

[841] Dans la suite du texte et pour faciliter la lecture, nous nommerons la revue par son sigle *BMM*.

1980, à la fois en termes d'échelles et de programmes structurants, ce qui s'est traduit par la marginalisation des objectifs de récupération de Ciutat Vella au sein de la politique municipale, selon trois axes : l'abandon de la politique de réhabilitation des quartiers anciens comme légitimation du *Modelo Barcelona*, l'effacement progressif d'une réflexion sur la spécificité des quartiers anciens au sein d'une agglomération mondialisée, et la simplification du discours sur le patrimoine de Ciutat Vella au profit d'une lecture politique réductrice de l'histoire urbanistique de Barcelone.

1. APPRÉHENDER LE MODELO BARCELONA À TRAVERS LES ÉDITORIAUX DE *BARCELONA METRÓPOLIS MEDITERRÁNEA*

Pour le linguiste Teun A. Van Dijk, qui a particulièrement bien analysé les ressorts du discours politique[842], c'est à travers eux que l'on peut observer les idéologies sous-jacentes, qu'il définit comme « le fondement des représentations sociales partagées par un groupe »[843]. Les discours les explicitent, même si ces dernières ne peuvent simplement s'y réduire. Comment alors appréhender l'évolution du *Modelo Barcelona* à travers un travail de type analyse de discours portant sur une revue institutionnelle ? Nous présenterons la démarche menée en trois temps : la définition du corpus, la présentation des objectifs et la construction d'une grille de lecture.

Si la plupart des disciplines des sciences humaines et sociales utilisent des méthodes d'analyse de discours, les travaux de ce type restent relativement peu nombreux en géographie et particulièrement en géographie urbaine ou en urbanisme. Dans son ouvrage de synthèse sur les représentations en aménagement du territoire, H. Gumuchian souligne pourtant :

> « Parmi tous les matériaux susceptibles d'être tenus lors d'une réflexion sur l'espace, le discours est certainement l'un des plus riches. En matière d'aménagement, le discours est même primordial puisqu'il participe au processus de production d'espace. »[844]

En effet, l'analyse de discours n'est pas une fin en soi, mais un outil qui sert à révéler les représentations de l'espace véhiculées par les producteurs du discours, et à comprendre comment elles peuvent influencer les prises de décision. La représentation est définie comme

[842] VAN DIJK T. A., *Discourse and power*, Basingstoke, New-York : Palgrave Macmillan, 2008, 308 p. ; PÜTZ M., NEFF-VAN AERTSELAER J., VAN DIJK T. A. (coord.), *Communicating ideologies : multidisciplinary perspectives on language, discourse, and social practice*, 2004, New-York : Peter Lang, 671 p.
[843] VAN DIJK T. A., « Politique, idéologie et discours », *Semen*, 2006, n° 21, p. 74.
[844] GUMUCHIAN H., *op. cité*, 1991.

« une création sociale et/ou individuelle d'un schéma pertinent du réel »[845]. Tout groupe ou toute société construit sa propre représentation de l'espace, c'est-à-dire lui attribue des significations ou des valeurs, le plus souvent en fonction de ses pratiques. Étudier les représentations spatiales, c'est donc se demander comment un groupe (par exemple, celui des décideurs, des acteurs politiques locaux, ou bien celui des citadins) perçoit l'espace dans lequel il agit et comment cette perception révèle et influence ses pratiques spatiales. Pour H. Gumuchian, ce va-et-vient entre « pratiques de l'espace » et « perception de l'espace » est justement constitutif du « territoire », dans la mesure où ce dernier renvoie à un processus d'appropriation à la fois matériel, symbolique et cognitif d'un espace. L'espace matériel et l'espace mental interagissent et comme le dit M. Rosemberg :

> « L'espace matériel intègre l'espace mental. Toute action sur l'espace est aussi motivée par les valeurs symboliques qu'on attribue à l'espace : l'emplacement du bâti, sa forme, l'usage auquel on le destine, sont aussi déterminés par ses significations qu'on veut donner, qu'on donne sans le savoir, à l'espace ainsi créé. [Inversement] l'espace mental intègre l'espace matériel. Les représentations spatiales sont modelées par l'espace produit. »[846]

Dans ces conditions, l'analyse du discours est une analyse du contenu dans laquelle « le contenu de la communication est transformé par l'application objective et systématique de règles de catégorisation, en données qui peuvent être résumées et comparées »[847]. Dans le domaine de la ville, les travaux sont relativement peu nombreux. Outre les recherches de sociologues comme R. Ledrut sur Pau et Toulouse, nous avons également évoqué l'analyse menée par la géographe S. Savary sur le paysage géolittéraire de Barcelone et la manière dont la littérature avait contribué à construire, puis à faire perdurer, une certaine « image » du centre ancien de Barcelone. M. Rosemberg quant à elle s'est directement intéressée à la production de discours autour de grands projets dans quatre villes françaises (Amiens, Montpellier, Lille, Nantes)[848]. Elle a notamment analysé le « marketing urbain », qu'elle définit comme l'ensemble des techniques de communication mobilisées par les municipalités afin de promouvoir leur politique, à l'intérieur (marketing interne, à destination des habitants) comme à l'extérieur (marketing externe, à destination du reste du monde). D'après elle, il serait erroné de se contenter de considérer ces techniques publicitaires comme de simples outils promotionnels : « cette interprétation qui présuppose des acteurs rationnels, et réduit l'espace à un instrument, la parole à un moyen d'information ou de persuasion, éclaire peu le discours et l'action des villes »[849]. Au contraire, elle soutient que le marketing urbain doit être interprété comme une « représentation de l'image » : non seulement il sert à promouvoir le projet urbain, mais il tend aussi à véhiculer l'image de la ville idéale, telle qu'elle est souhaitée par les acteurs du projet. Cette approche nous semble tout à fait pertinente dans le

---

[845] ANDRÉ Y., BAILLY Y., FERRAS R., GUÉRIN J.-P., GUMUCHIAN H., *Représenter l'espace. L'imaginaire spatial à l'école*, Paris : Anthropos, 1989, 227 p.
[846] ROSEMBERG M., *op. cité*, 2000, p. 3.
[847] GUMUCHIAN H., *op. cité*, 1991, p. 78.
[848] ROSEMBERG M., *op. cité*, 2000.
[849] ROSEMBERG M., *op. cité*, 2000, p. 2.

cadre d'une étude des discours sur le *Modelo Barcelona* : avant tout, ce qui nous intéresse n'est pas la distorsion entre le discours et la réalité, mais la formalisation d'un « idéal de ville ». Le *Modelo Barcelona* relève-t-il d'un simple outil promotionnel, ou bien d'un « marketing urbain » qui traduirait une certaine représentation de la ville et une manière de mener une politique urbaine ? Quel modèle de ville les pouvoirs publics à Barcelone entendent-ils diffuser et quelle est la place du centre ancien dans ce modèle ? En quoi la revue municipale *Barcelona Metrópolis Mediterránea* peut-elle être considérée comme un vecteur de diffusion du *Modelo Barcelona* ?

1.2 Barcelona Metrópolis Mediterránea : outil de promotion de la politique municipale

Barcelona Metrópolis Mediterránea (ou *BMM*) est une revue éditée depuis 1985 par la Municipalité de Barcelone, en castillan et en catalan[850]. Son objectif est de servir de plateforme d'information et d'espace de débat sur l'actualité culturelle, artistique, sportive mais aussi urbanistique de la Municipalité de Barcelone :

> « Entendre l'endreçament de Barcelona en la seva globalitat i no només des del punt de vista urbanístic, donar un testimoniatge de la capacitat creativa d'aquesta ciutat, tan vella i ten nova és l'objectiu principal del periòdic que avui inaugurem tot esperant que l'impuls ciutadà – inesgotable, heterogeni, fascinant – hi troba una adequada transcripció. »[851]

BMM est donc plus qu'une simple lettre d'information qui recense les expositions ou les sorties culturelles du trimestre. À mi-chemin entre la gazette municipale et le journal politique, elle offre à ses lecteurs un certain nombre de rubriques et un « cahier central » portant sur une thématique particulière. Elle est l'occasion d'évoquer l'actualité politico-urbanistique de la ville de Barcelone, par l'intermédiaire des articles, des interviews ou des débats, mais aussi par l'intermédiaire d'un éditorial signé du maire, qui permet à ce dernier de s'exprimer sur les changements que connaît Barcelone. Dès le premier numéro d'octobre 1985, la revue consacre son cahier central à la politique de réhabilitation du district de Ciutat Vella, témoignant de l'intérêt porté par les pouvoirs publics à la récupération des quartiers anciens de Barcelone. Ce « dossier » regroupe des textes d'un certain nombre d'architectes, historiens ou géographes qui participent au projet de réhabilitation du centre. Le fait que cette dimension informative soit parfaitement assumée, comme en témoigne la

[850] Chaque numéro est publié dans les deux langues. Pour des raisons de disponibilité des fonds documentaires dans lesquels nous avons consulté les numéros de la revue *BMM*, nous avons eu accès à des numéros tantôt en catalan, tantôt en castillan.

[851] « Aborder l'aménagement de Barcelone dans sa globalité, au lieu de se cantonner à sa dimension urbanistique, rendre hommage à la capacité créatrice de cette ville, si ancienne et si moderne : voici l'objectif principal de la revue que nous inaugurons aujourd'hui, en espérant que l'énergie des habitants de Barcelone, inépuisable, hétérogène et fascinant, y trouve une transcription fidèle ». *BMM*, éditorial, nº 0 (octobre 1985).

citation précédente, autorise à s'interroger sur son contenu et le statut de l'information produite. La revue municipale *BMM* fait parfaitement la promotion du *Modelo Barcelona* :

> « La revista va acomplir el paper que havia justificat la seva naixença, i a hores d'ara es pot afirmir que ha esdevingut, més enllà d'un producte editorial efímer, un instrument de consulta, anàlisi i documentació utilitzat amb molta freqüència pels estudiosos del fenomen Barcelona dels darrers anys. Gabinets d'urbanisme, universitats d'Europa i dels USA, assagistes i divulgadors, treballs tan notables com el que va elaborar Robert Hughes en la seva magnífica panoràmica barcelonina, entre d'altres, han cercat en B.MM un punt de referencia bibliògrafic molt significatiu. »[852]

La « lettre ouverte » présente dans le même numéro et signée du maire, va encore plus loin, en affirmant que la revue doit « convertir-se en el suport del nou objectiu ciutadà »[853]. La revue sert à expliciter et à légitimer la politique menée, mais cette posture tend à désamorcer par avance tout reproche de propagande que l'on pourrait émettre à l'égard de la revue, ce qui pose problème dès lors que *BMM* entend être la « référence bibliographique » en termes d'information et d'analyse du « phénomène Barcelone », ou pour le dire autrement « una biblioteca de cultura urbana »[854].

D'octobre 1985 à 1992, vingt-quatre numéros se succèdent, avec des thématiques variées, portant sur l'urbanisme et les grands projets (les Jeux Olympiques, la récupération du front de mer, la circulation à Barcelone), l'actualité culturelle et intellectuelle (la musique, le théâtre, Barcelone dans la littérature), ou socio-économique (l'environnement, les télécommunications). Avec le n° 24 s'achève la « première époque » de *BMM*. Pendant trois ans, la revue ne paraît plus, ce qui fait sens au regard de la chronologie politico-urbanistique de la Municipalité de Barcelone, parce qu'elle correspond à la phase de récession post-olympique. Le ralentissement des projets a entraîné le ralentissement de la production éditoriale.

BMM réapparaît en mars-avril 1995, avec une nouvelle maquette modernisée (et, à partir du nº 37 de septembre-octobre 1997, de format plus petit) et des rubriques plus souvent tournées vers le monde de la culture. L'éditorial est désormais dédoublé, avec un texte écrit par le directeur de la revue (« éditorial ») et une « lettre ouverte » (« carta oberta ») signée du maire. Cette maquette est conservée du nº 25 au nº 53 (octobre-décembre 2000), les thématiques des cahiers centraux laissant plus souvent de côté les questions urbanistiques au profit de considérations culturelles et intellectuelles : les bibliothèques municipales, le cinéma catalan ou la fête de la Mercè.

Le nº 54 (janvier-mars 2001) marque une nouvelle inflexion éditoriale (« troisième époque »), avec une maquette rénovée, un changement dans les thématiques, plus orientées

---

[852] « La revue a rempli le rôle qui avait justifié sa naissance, et nous pouvons désormais affirmer qu'elle est devenue, bien plus qu'un objet éditorial éphémère, un outil de consultation, d'analyse et de documentation, utilisé très fréquemment par les spécialistes du phénomène Barcelone de ces dernières années. Les agences d'urbanisme, les universitaires d'Europe et des États-Unis, les essayistes et les divulgateurs, des travaux aussi remarquables que celui de Robert Hughes dans sa magnifique description de Barcelone, entre autres, ont trouvé dans *BMM* un point de référence bibliographique très significatif ». *BMM*, éditorial, nº 25 (mars-avril 1995).

[853] « Devenir le support du nouvel objectif pour la ville ». *BMM*, « carta oberta », nº 25 (mars-avril 1995).

[854] « Une bibliothèque de la culture urbaine ». *BMM*, éditorial, nº 50 (janvier-mars 2000).

vers l'économie et vers l'échelle métropolitaine. On peut s'interroger sur l'évolution des rubriques. On constate notamment que durant toute la « première époque », des pages entières sont systématiquement consacrées aux Jeux Olympiques, dès les premiers numéros de 1985, parfois accompagnées d'encarts publicitaires sur les entreprises participant à l'aventure (nº 3, décembre-mars 1987) ; une autre rubrique est dédiée aux questions métropolitaines et en fin de numéro on trouve une page recensant des chiffres dressant un tableau social ou économique de Barcelone, le plus souvent en rapport avec les questions abordées dans les autres articles du numéro concerné. L'orientation urbanistique est donc clairement affichée. À partir de la « seconde époque », cette rubrique « statistique » et celle sur les Jeux Olympiques disparaissent, pour être progressivement remplacées par une rubrique sur les événements marquants de l'histoire de la ville (« Barcelona. Memòria d'une segle », à partir du nº 45, février-avril 1999) ou bien, plus tardivement, sur le Forum universel des cultures de 2004 (à partir du nº 55, avril-juin 2001).

Le n° 70 (automne 2007) marque une rupture majeure dans l'histoire éditoriale de *BMM* et le début d'une « quatrième époque ». La revue change de titre et s'intitule désormais *Barcelona Metropolis. Revista de información y pensamiento urbanos*, avec une approche nettement plus critique et politique, sous la conduite d'un nouveau directeur de la publication, le philosophe Manuel Cruz. Avec son arrivée, la revue réoriente clairement son discours, en faisant appel à des collaborateurs beaucoup moins complaisants à l'égard de la Municipalité, comme H. Capel, M. Delgado, J. Mª Montaner, M. Degen, et en publiant des articles plus polémiques (par exemple sur la prostitution et les mauvaises conditions de vie des retraités, dans le n° 70, ou bien une réflexion sur les relations entre pouvoir et société civile, dans le n° 71). Les rubriques sont à la fois plus nombreuses et plus fragmentées, multipliant les textes d'auteurs différents. Le « cahier central », organisé autour d'une thématique, a été conservé mais a tendance à se recentrer sur les questions sociales.

Figure 43. *BMM* entre la troisième et la quatrième époque

Sources : *Barcelona Metropolis. Revista de información y pensamiento urbanos*, n° 44 (novembre 1998-janvier 1999) et n° 70 (automne 2007)

La comparaison de deux couvertures de numéros publiés à des « époques » différentes montre bien le glissement entre ceux de la troisième et ceux de la quatrième époque (figure 43). Dans le n° 44 (de novembre 1998-janvier 1999), le maire Joan Clos apparaît particulièrement décontracté et souriant, personnifiant le dynamisme et l'efficacité de l'équipe municipale. Dans le n° 70, cette image a laissé place à celle beaucoup plus sombre et triste d'un panneau d'interdiction.

À l'issue des soixante-et-onze numéros déjà parus[855], il apparaît que, logiquement, la politique éditoriale de *BMM* a connu un certain nombre d'inflexions qu'il convient d'étudier. Au delà de la volonté de faire part à ses lecteurs d'un certain nombre d'informations culturelles ou urbanistiques, *BMM* n'offre pas seulement un ensemble d'informations brutes sur les expositions en cours ou les futurs projets de la ville, mais donne également à lire une certaine vision de Barcelone, qui correspond à celle que la Municipalité entend promouvoir.

1.3 Les éditoriaux de *BMM* vecteurs de « l'image » de la ville proposée par la Municipalité de Barcelone

L'approche que nous proposons adopte une posture critique à l'égard des médias, les considérant non comme de simples canaux de transmission de l'information mais comme des supports de représentations sociales et spatiales[856]. Dans cette perspective, nous avons considéré les textes étudiés non comme de simples articles de presse mais comme des « discours politiques ». Le grammairien Jean Dubois rappelle la double caractérisation, interne et externe, du discours politique :

> « Par la situation d'abord : un discours est politique, parce qu'il est l'objet d'une lecture politique. Ce qui le définit comme politique, ce n'est pas un lexique déterminé, un certain type d'arguments ou de thèmes (…) c'est le fait que le sujet parlant, le locuteur qui le constitue désire que les auditeurs en fassent une lecture politique (…) ou bien c'est le fait que les lecteurs-auditeurs font d'un texte une lecture politique (…). Par la structure interne ensuite : le discours politique est un discours spécifique parce qu'il est fait de l'interpénétration de deux formes rhétoriques fondamentales : c'est d'abord un discours didactique qui vise à persuader, c'est-à-dire à ce que le lecteur-auditeur fasse siens les arguments présentés comme des assertions à valeur de vérités universelles (…) Le discours politique emprunte ensuite au discours polémique sa double articulation : d'un côté l'auteur réfute et combat les affirmations des adversaires (…) de l'autre il présente des assertions qui sont opposées aux premières. »[857]

En nous appuyant sur cette définition, il nous a paru possible de considérer les textes étudiés comme des discours politiques :

- ils suivent la même structure que le discours oral ;
- ils font sens dans un contexte politique et urbanistique particulier ;

[855] Notre analyse s'est arrêtée au n° 71, paru au printemps 2008.
[856] CASASÚS J.M., *Ideología y análisis de medios de communicación*, Barcelone : Mitre, 1985, 206 p.
[857] DUBOIS J., 1962, *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à* 1872, Paris, Larousse, p. 489.

- ils poursuivent un objectif précis, qui est de convaincre le lecteur de *BMM* du bien fondé de la politique urbanistique menée par la Municipalité de Barcelone.

Nous avons donc conduit un travail d'analyse de discours sur les différents numéros de la revue *BMM*, en privilégiant les hypothèses suivantes :

L'histoire éditoriale de *BMM* est riche de plus de soixante-dix numéros et témoigne d'une évolution dans le choix de leurs thématiques et de leur composition. Peut-on lire dans ces choix successifs l'évolution d'une conception de l'urbanité telle qu'elle est entendue par la Municipalité ? Dans quelle mesure, l'évolution du discours de la revue *BMM* fait-elle apparaître des inflexions dans les représentations d'une équipe municipale par ailleurs caractérisée, au moins en apparence, par une certaine stabilité et une forte cohérence ?

Au fil des numéros, quelle a été la place accordée à la politique de réhabilitation du district de Ciutat Vella ? Dans quelle mesure l'évolution de l'image de Barcelone offerte par les éditoriaux de *BMM* traduit-elle l'évolution de la place du centre ancien dans l'espace urbanistique, économique et symbolique de l'ensemble de l'agglomération ?

Par ailleurs, on ne peut pas faire l'économie d'une analyse qui porte sur la forme (et pas seulement le fond) de la revue *BMM*. Les changements de maquette, l'apparition ou la disparition de rubriques ou de logos font partie intégrante de choix éditoriaux et doivent être examinés dans la perspective d'une lecture chronologique du discours véhiculé par *BMM*. Dans quelle mesure les modifications du « contenant » expriment-elles les modifications du « contenu » ?

En définitive, quelles représentations socio-spatiales la revue municipale *BMM* donne-t-elle à lire de la politique urbanistique menée à Barcelone ? Nous intéressant aux conditions de production de la politique de réhabilitation du centre ancien et aux mutations socio-démographiques qu'elle a entraînées, il nous faut questionner les conceptions de la ville et des projets urbains (plus particulièrement concernant le centre ancien), mais aussi celles du rapport au pouvoir et au citadin, qui sous-tendent les textes de *BMM*.

Nous avons choisi de nous concentrer sur un type de texte particulier, l'éditorial, quelle que soit sa forme. Ce choix est méthodologique et scientifique. D'abord, dans l'espace d'une thèse, il n'aurait pas été possible de faire une analyse exhaustive de l'intégralité des numéros de *BMM*. Ensuite, les éditoriaux offrent des clefs de lecture du numéro. C'est le plus souvent l'occasion pour l'équipe de rédaction de commenter l'actualité présentée dans le numéro, justifiant du même coup le choix des thématiques et des articles qui les traitent. Enfin, les éditoriaux étant au moins dans un premier temps signés du maire, on peut sans aucun doute estimer qu'à défaut d'en être l'auteur, il valide les propos qui y sont tenus. D'une certaine manière il se les approprie. C'est le cas des éditoriaux de tous les numéros de la « première époque ».

À partir de la « seconde époque », l'éditorial est « dédoublé » avec un premier texte, intitulé « dans ce numéro » et signé par le directeur de rédaction, qui fait ressortir les principales thématiques du numéro, conservant la place que l'éditorial occupait

précédemment ; et un second texte, signé du maire, renvoyé en page 7 et intitulé « lettre ouverte » (« *carta oberta* »). Bien que situé plus loin dans le numéro, il n'est pas marginalisé d'une part parce qu'il est généralement plus long que l'éditorial de la « première époque », ce qui laisse au maire plus d'espace qu'auparavant pour développer certaines thématiques, et d'autre part parce qu'il se situe à un emplacement stratégique : en vis-à-vis du sommaire du numéro. Il occupe une pleine page et est le plus souvent surmonté d'une petite photo du maire, en vignette, alors que l'éditorial du directeur de rédaction est moins visible dans la maquette, au milieu des « brèves ». Enfin, si parfois l'éditorial disparaît au profit de petites informations sur l'actualité culturelle (nº 37, septembre-octobre 1997 ; 39, janvier-février 1998 ; 48, septembre-octobre 1999), la « lettre ouverte », elle, est toujours présente.

À partir de la « troisième époque » (nº 54, janvier-mars 2001), l'éditorial conserve sa place à l'ouverture du numéro mais repasse en pleine page, cette fois-ci laconiquement signé « bmm », ce qui à la fois engage la responsabilité de l'ensemble de l'équipe éditoriale de la revue et désincarne le rôle de son directeur de rédaction. Est-ce afin de donner une image plus soudée de l'équipe qui travaille au numéro ? Ou bien afin d'éviter que les propos tenus ne soient considérés comme la prise de position d'un journaliste ? Ou bien encore afin de souligner, par contraste, les prises de parole du maire lui-même qui s'exprime dans une rubrique désormais intitulée « L'opinion de [suit le nom du maire] » ? Ce dernier texte est désormais très long, comme une rubrique à part entière, dans une position variable mais le plus souvent situé entre les pages 24 et 29. Afin de rendre les analyses comparables, il nous a semblé nécessaire d'inclure dans l'analyse concernant la « troisième époque » de *BMM*, aussi bien l'éditorial que la rubrique « L'opinió de... », en gardant à l'esprit que cette dissociation devait être analysée.

Enfin, depuis la « quatrième époque », il n'y a plus de texte signé du maire. Nous examinerons plus loin les implications de cette évolution très récente.

1.4 Méthodologie d'analyse des éditoriaux de *BMM*

Dans notre approche, nous avons articulé l'analyse de la « morphologie » de chacun des numéros (en nous demandant par exemple quelle était la place et le rôle de l'éditorial par rapport aux autres pages du numéro), et l'analyse du contenu. Par ailleurs, nous n'avons pas questionné la réception des représentations spatiales véhiculées par *BMM*. Une étude pourrait être menée en ce sens, mais elle nécessiterait un tout autre type de travail et elle nous a paru ici secondaire par rapport à la question des représentations elles-mêmes.

Pour construire cette méthodologie, nous avons cherché à caractériser et contextualiser le discours, puis à analyser les occurrences et les récurrences repérables entre les différents textes de notre corpus.

1.4.1 Caractériser et contextualiser le discours

Nous nous sommes appuyé sur les propositions du linguiste Dominique Maingueneau qui définit le discours comme « une forme d'action, il est interactif, radicalement contextualisé, régi par des normes, dominé par un interdiscours »[858]. Que signifie « contextualisé » ? Le linguiste Raphaël Micheli rappelle qu'il s'agit de retenir les éléments du « contexte » qui semblent pertinents à la production et à la réception du discours[859]. Pour T. Van Dijk :

> « Contexts should not be defined in terms of some kind of social situation in which discourse takes place, but rather as a mental representation, or model constructed by the speech participants of or about such a situation. »[860]

L'auteur entend par là inverser l'examen du contexte : non pas partir du contexte en se demandant dans quelle mesure ce dernier a un impact sur les conditions de production et de réception du discours, mais plutôt analyser comment le contexte est évoqué par le discours et comment les participants eux-mêmes (en l'occurence dans le cas qui nous intéresse ici, le rédacteur de l'éditorial, quel qu'il soit) désignent plus ou moins implicitement les différents éléments contextuels qui leur semblent pertinents en vue de la production et de la compréhension du discours.

Nous nous sommes également appuyé sur les réflexions de Bertrand Buffon, qui définit le discours, dans *La parole persuasive* (2002), comme « toute intervention orale préparée »[861], en distinguant quatre étapes :

- l'invention, ou la recherche d'arguments ;
- la disposition, ou l'agencement des ces arguments ;
- l'élocution, ou la rédaction du discours ;
- l'action, ou la prononciation du discours.

De ces quatre étapes, les trois premières concernent bien le discours écrit. L'intérêt de cette décomposition des différentes phases est de permettre d'analyser conjointement le fond et la forme. B. Buffon distingue par ailleurs trois genres de discours, subdivision qui nous servira à caractériser la forme de certains éditoriaux de *BMM* (tableau 49).

---

[858] MAINGUENEAU D., « L'analyse du discours et l'étude de la littérature », in BONNAFOUS S., TEMMAR M. (coord..), *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris : Ophrys, 2007, pp 109-110.
[859] MICHELI R., « Contexte et contextualisation en analyse du discours : regard sur les travaux de T. Van Dijk », *Semen*, 2006, n° 21, pp. 103-120.
[860] PÜTZ M., NEFF-VAN AERTSELAER J., VAN DIJK T. A. (coord.), *op. cité*, 2004, p. 114.
[861] BUFFON B., *La parole persuasive*, Paris : PUF, 2002, p. 80.

Tableau 49. Les trois genres de discours selon B. Buffon

	Discours judiciaire	Discours délibératif	Discours épidictique
But	Accuser/défendre	Conseiller/déconseiller	Blâmer/louer
Temps	Passé	Futur	Présent
Norme	Juste/injuste	Utile/nuisible	Noble/vil
Type d'argument	Déductive	Exemple	Amplification
Activité de l'auditoire	Juger	Délibérer	Évaluer

Élaboration personnelle
Source : BUFFON B., *op. cité*, 2002

1.4.2 Repérer les occurrences et les récurrences dans le corpus

H. Gumuchian distingue trois principales méthodes d'analyse de discours :

- la méthode lexicométrique, qui consiste à étudier les occurrences des termes et les contextes dans lesquels ils ont été utilisés ;
- l'analyse automatique, non plus fondée sur les « fréquences lexicales » mais sur la phrase comme élément de base du texte en se demandant « comment chaque texte reprend, reformule, paraphrase ce que disent les autres, mettant ainsi en évidence l'invariant derrière un diversifié »[862] ;
- la construction d'une grille de lecture à partir d'une enquête de terrain.

La troisième méthode n'a pas été retenue pour des raisons évidentes : notre analyse est fondée sur des textes écrits, des discours déjà construits et non de réponses à une question ouverte que nous aurions pu poser au cours d'un entretien ou d'une enquête. Nous avons retenu la méthode lexicométrique plutôt que l'analyse automatique, parce qu'elle nous semblait plus apte à répondre notre questionnement. Outre le fait qu'elle permet d'étudier les récurrences, elle donne la possibilité d'étudier le sens produit par le rapprochement des différents thèmes. De plus, l'analyse automatique permet mal de saisir les inflexions sémantiques de termes qui peuvent, au fil de la période étudiée, exprimer des idées différentes d'un numéro à l'autre.

Ce type d'analyse par occurrence et récurrence a notamment été utilisé par la géographe et architecte Liliana Fracasso, dans son étude des modalités de la participation citoyenne dans les processus de planification dits « communautaires »[863]. L'auteure a cherché à comprendre dans quelle mesure les discours et les interrelations entre les différents acteurs ont contribué à façonner les deux projets qu'elle a étudiés (la mise en place de l'Agenda 21 local à Carthagène des Indes, en Colombie, et la création du parc naturel de Montseny, en Espagne). Ses travaux se fondent en partie sur un important corpus de textes et de discours,

[862] GUMUCHIAN H., *op. cité*, 1991, p. 84.
[863] FRACASSO L., *La participación en los procesos de planificación. Los casos de la Agenda 21 de Cartagena de Indias y del parque del Montseny*, thèse de géographie soutenue sous la direction de Horacio Capel, Universidat de Barcelona, octobre 2005, 2 vol., 868 p.

dont la méthodologie d'analyse est résumée dans un autre article[864]. Dans ce dernier, elle présente la démarche qu'elle a appliquée dans un premier temps à un corpus d'articles scientifiques issus de différentes revues ayant trait à la planification territoriale, à l'urbanisme, afin de mettre en évidence le vocabulaire et les différentes catégories d'analyse mobilisées dans la question de la participation. L. Fracasso propose de les regrouper en quatre grandes familles qui relèvent respectivement du « cadre général », de « l'Administration », de la « commuauté des citoyens », de la « planification et de la gestion ». Elle analyse par la suite la récurrence de ces différents thèmes et sous-catégories dans le corpus étudié, la question de la gestion des ressources naturelles apparaissant, par exemple, au premier rang, dans 14 % des articles étudiés.

Bien que son approche porte sur des discours scientifiques et non politiques, il nous a semblé pertinent de nous en inspirer pour étudier les éditoriaux de *BMM*. Reprenant la méthode présentée par H. Gumuchian, nous avons donc procédé en trois temps : la construction du corpus, la mise en place des indicateurs d'analyse et enfin l'analyse proprement dite, c'est-à-dire l'application des indicateurs au corpus, visant à « faire émerger les principaux axes de structuration du discours en termes de sens »[865].

Dans un premier temps nous avons analysé la place de chacun des éditoriaux par rapport au reste du numéro, en interrogeant notamment le rapport à la thématique du cahier central. Puis nous avons mis l'accent sur les thèmes les plus récurrents, qui traversaient les différents éditoriaux et textes apparentés de *BMM*, ainsi que leurs corrélations, en les classant par catégories et en les hiérarchisant. Ces deux étapes ont eu pour objectif de dégager un certain nombre de problématiques transversales aux différents thèmes, qui ont été approfondies ensuite. Enfin, nous avons exploré les principaux thèmes retenus à travers l'analyse discursive proprement dite des différents éditoriaux qui s'y rattachaient, selon les principes méthodologiques que nous venons d'évoquer (contextualisation ; repérage des occurrences ; classement des fréquences et des corrélations entre les thèmes abordés).

2. DE LA LÉGITIMATION À LA MARGINALISATION DE LA RÉCUPÉRATION DU CENTRE ANCIEN DANS LES ÉDITORIAUX DE *BMM*

L'analyse des éditoriaux de *BMM* met en évidence une évolution du discours de la Municipalité sur sa propre politique urbanistique, de la recherche d'une certaine légitimité (qui passe par la revendication de la rupture avec la période franquiste, la promotion de grands chantiers urbanistiques, et l'affirmation de la nécessité d'agir), à une forme d'auto-

[864] FRACASSO L., « Planificación comunitaria y participación en los procesos de decisión : categorías de análisis y argumentos », *Biblio 3W*, 2000, n° 216.
[865] GUMUCHIAN H., *op. cité*, 1991, p. 79.

satisfaction qui traduit la perte de vitesse d'une équipe municipale de moins en moins capable de faire preuve d'un certain recul à l'égard de ses propres actions. Elle traduit parallèlement une désaffection progressive pour la politique urbanistique menée par les pouvoirs publics dans les quartiers anciens de Barcelone : si la récupération du district de Ciutat Vella servait à légitimer la politique municipale au début des années 1980, ce n'est plus du tout le cas à la fin des années 2000. Cette évolution de la réflexion passe d'abord par une marginalisation et une dépolitisation de la parole du maire au sein des éditoriaux.

2.1 De la prédominance de la parole du maire à sa dépolitisation progressive

Compte tenu des différents rédacteurs, les éditoriaux de *BMM* ont beaucoup évolué dans leur forme, leur style et leur contenu. Qu'il constitue un éditorial à part entière, une « lettre ouverte » ou bien une rubrique, le texte du maire s'est progressivement éloigné de la page de couverture au fur et à mesure des changements de la maquette éditoriale. Nous avons cependant souligné qu'indépendamment de la position des interventions dans le numéro, ce texte conservait son importance soit du fait de son emplacement dans la maquette (en face du sommaire) soit du fait de sa longueur. Cette évolution nous amène cependant à formuler l'hypothèse d'une certaine « autonomisation » du contenu de la revue municipale par rapport à la parole du maire, que cette autonomisation soit le fait de différences de personnalités entre les maires, plus ou moins « dirigistes », ou d'une complexification du travail éditorial. Inversement, cette « autonomisation » s'accompagne d'une personnalisation de la parole du maire, une forme d'appropriation qui la fait se distinguer des autres rubriques, et dont témoigne, comme nous le verrons, le choix des thèmes traités. Cette personnalisation se retrouve également dans le titre, puisqu'on passe d'une « lettre ouverte », en quelque sorte d'un message adressé à tous les lecteurs et, au-delà, à tous les citadins de Barcelone, d'une sorte de harangue donc, à une « opinion », qui finalement ne dit pas plus que l'avis personnel du maire.

Le contenu des premiers éditoriaux de la « première époque », tous signés de Pasqual Maragall, est très fidèle à la thématique retenue pour le cahier central. En ce sens, l'éditorial apparaît clairement comme une invitation à lire le reste de la revue en proposant des clefs d'interprétation des événements ou des projets évoqués. Dès le nº 0 (octobre 1985)[866], la réhabilitation de Ciutat Vella est le thème du cahier central. Dès lors l'éditorial, en même temps qu'il inaugure la revue et en présente les objectifs, s'étend longuement sur la signification des projets lancés par la Municipalité. Le choix d'exposer la politique de

[866] Publié en catalan, le nº 1 étant en fait le même mais rédigé en castillan, comme une sorte de « pied de nez » à la langue officielle de l'Espagne... Par la suite, tous les numéros seront disponibles dans les deux langues et suivant la même numérotation.

réhabilitation du centre ancien dans le numéro inaugural de *BMM* est révélateur de la volonté de légitimer la politique urbanistique en cours d'élaboration par l'action menée à Ciutat Vella.

Le nº 2 (septembre 1986) traite de la « possible » organisation des Jeux Olympiques de 1992 (le choix du Comité International Olympique n'étant pas encore connu), et en conséquence Pasqual Maragall revient sur les effets et les implications de l'organisation d'un tel événement pour Barcelone. Cette mise en parallèle des thèmes n'est cependant pas systématique et tend même à disparaître rapidement, soit au gré de l'actualité politique, soit au fur et à mesure que la date de l'inauguration des Jeux Olympiques se rapproche. Le cahier central du nº 3 (décembre-mars 1987) porte sur les arts graphiques à Barcelone, mais Pasqual Maragall préfère évoquer largement la rénovation du Moll de la Fusta, une partie de l'ancien port de la ville. Cette opération a fait l'objet d'une certaine controverse, que le maire n´hésite pas à mentionner, en partie due au retard du projet mais aussi aux choix urbanistiques : « su diseño general y su mobiliario urbano específico pueden suscitar análisis controvertidos »[867]. L'éditorial, plutôt que de présenter le numéro, est ici clairement l'occasion de justifier et de légitimer la politique menée. Dans le nº 17 (été 1990), le cahier central porte sur le théâtre alors que le maire préfère évoquer les Jeux Olympiques et les transformations urbanistiques. Au final, c'est lorsque le cahier central porte sur des questions d'urbanisme ou des projets que la cohérence est la plus forte. Est-ce à dire que Pasqual Maragall est moins à l'aise sur les questions culturelles, ou plutôt que *BMM* est avant tout une tribune politique pour expliquer les stratégies urbanistiques, dans un contexte de choix politiques relativement forts, comme celui d'accueillir les Jeux Olympiques ou bien de réhabiliter le centre ancien de Barcelone ? On notera également une certaine mise en scène du maire par l'intermédiaire d'une photographie sous forme de vignette, en cohérence avec la thématique du cahier central ou de l'éditorial. Le cahier central du nº 5 (juillet-septembre 1987) portant sur l'environnement en ville, une photo nous montre le maire entouré d'arbres ; l'éditorial du nº 6 (octobre-décembre 1987) évoquant largement le sport, la photo nous présente Pasqual Maragall sur un vélo. Progressivement, cette mise en scène disparaît au profit d'une simple photo très formelle du maire.

Les « lettres ouvertes » de la « seconde époque », au moins jusqu'au nº 36, se situent dans la continuité des éditoriaux de la « première époque », sans doute parce que l'auteur reste le même, mais s'inscrivent dans des relations interdiscursives beaucoup plus floues avec le cahier central et l'éditorial. D'une manière générale, la « lettre ouverte » reste très centrée sur les questions politiques et urbanistiques, si bien que c'est finalement l'éditorial signé par le directeur de la rédaction qui prend en charge (mais pas toujours), la présentation du numéro (jouant ainsi pleinement son rôle). Dans le nº 35 (mai-juin 1997), le cahier central et l'éditorial portent tous deux sur Barcelone en 1897, alors que la « lettre ouverte » de Pasqual Maragall évoque le premier Conseil des communes et régions d'Europe, qui s'est tenu à Amsterdam en mai 1997, et auquel le maire de Barcelone a participé. Le cahier central du

[867] « Son dessin général et son mobilier urbain spécifique peuvent susciter des lectures controversées ». *BMM*, éditorial, nº 3 (décembre-mars 1987).

nº 51 (avril-juin 2000) a pour thème le marché de la Boqueria, ainsi que l'éditorial, alors que la « lettre ouverte » du maire Joan Clos évoque largement le « style urbain » barcelonais et le futur Forum universel des cultures de 2004.

Dans certains cas, l'éditorial n'hésite pas à revenir, à l'unisson de la « lettre ouverte », sur certains aspects urbanistiques, pour évoquer les critiques, les controverses ou bien les limites de certains projets. Dans le nº 42 (juillet-août 1998), l'éditorial comme la « lettre ouverte » traitent du projet de prolongation de l'avenue Diagonal et de construction du centre commercial *Diagonal-Mar*, dans le quartier de Poblenou. Le directeur de la rédaction n'hésite pas à souligner dès le premier paragraphe que :

> « El perllongament de la Diagonal i la nova zona de Diagonal-Mar comporten inevitablement una col·lisió entre hàbitats nou i vells que s'ha d'intentar de resoldre de la manera menys lesiva per a la població afectada. »[868]

Joan Clos évoque plutôt le fait que :

> « Amb l'opció que Barcelona fa d'instal·lar-hi indústries i serveis de nova generació, de combinar-hi residència, oci, espais verds i activitat econòmic innovadora, el Poblenou té tots els números per ser un referent de dinamisme, per ser un exemple emblemàtic de la ciutat sostenible que volem. »[869]

Cette posture, d'une certaine manière en rupture avec celle de Pasqual Maragall, qui parfois n'hésitait pas, comme on l'a vu, à évoquer les critiques dont les projets municipaux faisaient l'objet, souligne peut-être des contrastes de personnalités, mais aussi une forme d'incapacité à établir une mise à distance critique de l'équipe municipale par rapport à son propre programme urbanistique, comme si le maire n'était pas en mesure d'évoquer sur la place publique les problèmes que la mise en œuvre des programmes urbanistiques soulève parfois, si bien qu'ils sont relégués au second plan dans les éditoriaux.

Si cette tendance apparaît occasionnellement dans les numéros de la « seconde époque », elle devient quasi systématique dans ceux de la « troisième époque », reproduisant le schéma suivant : le texte du maire évoque toujours la thématique du cahier central, ce qui est l'inverse des deux premières époques, mais avec des considérations souvent très générales et décontextualisées. L'éditorial, signé du directeur de la rédaction, peut au contraire se permettre de parler également de la thématique du numéro, ou bien de problèmes socio-économiques. Ainsi, dans le nº 54 (janvier-mars 2001), le cahier central ainsi que « l'opinion de Joan Clos » portent sur les nouvelles technologies d'information et de communication, avec des formules empreintes d'une certaine idéologie techniciste, alors que l'éditorial pose la question de l'immigration et de la représentation des étrangers dans la vie politique locale.

---

[868] « Le prolongement de l'avenue Diagonal et la nouvelle zone Diagonal-Mar créent inévitablement une contradiction entre les anciens et les nouveaux logements, qu'il faut tenter de résoudre en nuisant le moins possible à la population concernée ». *BMM*, éditorial, nº 42 (juillet-août 1998).

[869] « Avec la stratégie de Barcelone d'accueillir dans ce secteur des industries et des services de nouvelle génération, de combiner logements, loisirs, espaces verts et activité économique innovatrice, Poblenou possède tous les atouts pour devenir une référence en termes de dynamisme, pour être l'exemple emblématique de la ville durable que nous voulons développer ». *BMM*, « carta oberta », nº 42 (juillet-août 1998).

Autre exemple : l'éditorial du nº 45 (février-avril 1999) n'hésite pas à revenir sur le débat, politique et technique, du choix de la rénovation ou de la réhabilitation dans les politiques patrimoniales :

> « La reconstrucción, en los casos más dramáticos, o la rehabilitación, en los más normales, convoca un debate que va mucho más allá de los tecnicismos y los conflictos que debe resolver el planeamiento urbanístico. »[870]

À l'inverse, la « lettre ouverte » du maire dans ces mêmes numéros n'en parle pas du tout. Dans le nº 67 (hiver 2005-printemps 2006), « l'opinion de Joan Clos » porte sur les « énergies alternatives », mais l'éditorial évoque plutôt la polémique concernant la politique architecturale menée à Barcelone :

> « Frente a la idea demasiado equívoca según la cual Barcelona se ha convertido en un simple escaparate de la nueva arquitectura que se desarrolla en el mundo, el alcalde Joan Clos y representantes municipales bien cualificados defendían en Nueva York la coherencia de las obras que habían realizado en Barcelona muchos de los más prestigiosos profesionales del sector. »[871]

Enfin, dans le nº 68 (hiver 2007), le cahier central porte sur la « biomédecine » à Barcelone, de même que le texte du maire Jordi Hereu, alors que l'éditorial traite de la question du futur redécoupage administratif de Barcelone et du recentrage de la politique municipale sur le territoire du « quartier ».

Cette redistribution thématique entre les différents textes a au moins deux conséquences. D'abord, elle tend à présenter le maire comme un homme cultivé, capable de disserter sur n'importe quel sujet (l'architecture, les nouvelles technologies, le commerce, le peintre Dali ou les biotechnologies). Ensuite, la parole du maire est comme « dépolitisée », dans la mesure où elle évite systématiquement la polémique ou le débat. L'évolution des éditoriaux des trois époques va dans ce sens, marquant une vraie rupture entre Pasqual Maragall et Joan Clos, Jordi Hereu ayant adopté quant à lui une posture très proche de celle de Joan Clos. Cette évolution n'empêche pas cependant une certaine continuité dans les thématiques évoquées par les différents éditoriaux ou textes signés du maire.

---

[870] « La reconstruction, dans les cas les plus dramatiques, ou la réhabilitation, dans la plupart des cas, ouvre un débat qui va beaucoup plus loin que les considérations techniques ou les tensions que doit résoudre l'aménagement urbain ». *BMM*, éditorial, nº 45 (février-avril 1999).

[871] « Contre l'idée trop équivoque selon laquelle Barcelone serait devenue une simple vitrine de la nouvelle architecture mondiale, le maire Joan Clos et les représentants municipaux bien qualifiés ont défendu à New-York la cohérence des œuvres qui ont été réalisées à Barcelone par de nombreux architectes prestigieux ». *BMM*, éditorial, n° 67 (hiver 2005-printemps 2006).

2.2 Une forte prédominance des réflexions urbanistiques dans les éditoriaux de *BMM*

Une fois analysée l'évolution globale de la position et de la forme des textes étudiés, nous nous sommes intéressé aux thèmes traités, en posant d'abord la question de leur récurrence (tableau 50)[872].

Tableau 50. Les principaux thèmes et leur récurrence dans les numéros de *BMM*

CATÉGORIE	THÈMES	RÉCURRENCE
Administrer la ville	Conception du pouvoir	32,2 %
	La collectivité	25,4 %
	Soutien populaire	10,2 %
	Démocratie participative	8,5 %
	Spécificité de l'équipe municipale	16,9 %
	Les élections	5,1 %
	Évocation des controverses	32,2 %
S'inscrire dans les temporalités	Rupture avec le passé et tradition/modernité	23,7 %
	Perspectives futures	22,0 %
Penser la ville	Barcelone comme modèle	35,6 %
	Le style urbain barcelonais	15,3 %
	Conception de la ville	40,7 %
	La ville durable	5,1 %
	Dimension culturelle de la ville	13,6 %
	Dimension économique de la ville	10,2 %
Réaliser de grands projets	Ciutat Vella	15,3 %
	Jeux Olympiques	33,9 %
	Forum universel des cultures de 2004	13,6 %
	Littoral	6,8 %
Penser l'articulation des échelles	Local/global	6,8 %
	Comparaisons avec d'autres villes	16,9 %
	Échelle européenne/mondiale	27,1 %
	Les relations entre la ville et la région	6,8 %
	La Catalogne	6,8 %
Auto-référence	*BMM*	5,1 %

Élaboration personnelle

[872] La récurrence d'un thème traduit ici la part des textes qui l'évoquent, dans l'ensemble des numéros de *BMM* que nous avons consultés.

Dans un second temps, nous nous sommes demandé en quoi chacun de ces thèmes nous renseignait sur les représentations du rapport à l'espace urbain, aux habitants, et au-delà, à la manière de « faire la ville ». Il ne s'agissait donc pas de recenser l'ensemble des thèmes, mais d'évoquer les plus fréquents et ceux qui se rapprochaient le plus des problématiques interrogées dans notre travail de thèse. En conséquence, nous avons dégagé un certain nombre de catégories d'analyse, rassemblant elles-mêmes une multiplicité de thèmes.

Cinq catégories générales ont ainsi été dégagées. Les trois plus importantes sont « administrer », « penser la ville » et « réaliser de grands projets », c'est-à-dire qu'elles rassemblent le plus grand nombre de thèmes, avec parfois une récurrence très forte. Leur présence confirme l'orientation très clairement politico-urbanistique des différents éditoriaux et justifie une analyse plus approfondie des différents thèmes abordés.

2.2.1 « Administrer la ville » ou la légitimation du rapport distant entre le maire et les citadins

La catégorie « administrer la ville » regroupe des thèmes qui ont trait à la question de la gestion de l'espace urbain mais aussi à la manière dont l'équipe municipale interagit avec les habitants de Barcelone. Les thèmes les plus récurrents sont la « conception du pouvoir » et « l'évocation des controverses » qui apparaissent dans plus du tiers des numéros de *BMM*. Cependant, si la « conception du pouvoir » est un thème qui traverse largement les deux premières époques (elle apparaît neuf fois au cours de la « première époque » et huit au cours de la seconde), elle disparaît presque complètement à partir du nº 55 (avril-juin 2001). De même, l'évocation des controverses est présente dans la « troisième époque » (quatre occurrences), mais est surtout majoritaire dans les vingt-cinq premiers numéros (dix occurrences, dont le premier numéro de la revue). Dans la « troisième époque », l'évocation des controverses est surtout le fait de l'éditorial de *BMM* et plus du tout celui du texte du maire. On pourrait alors conclure que les variations des thèmes ayant trait à la gestion du pouvoir local témoignent d'un appauvrissement progressif de la capacité de distanciation par rapport à l'exercice de ce pouvoir, ou bien que les pouvoirs publics considèrent désormais que les choses vont de soi. De plus en plus, la Municipalité semble s'éloigner d'un travail de réflexion sur la politique urbanistique qu'elle mène.

Les autres thèmes relevant de cette catégorie renvoient aux relations entre l'équipe gestionnaire et les citadins, en évoquant par exemple largement la définition de la « collectivité », avec l'usage du pronom personnel « nous » (dans près d'un quart des numéros de *BMM*), et dans une moindre mesure le soutien populaire à la politique menée et la question de la démocratie participative. Utiliser la première personne du pluriel comme pronom personnel est une manière de présenter les agents municipaux (dont le maire) et les Barcelonais comme un seul et même groupe, une même entité. Même s'il nous faudra interroger les implications réelles de ce « nous », on peut d'emblée remarquer que son utilisation est surtout le fait de Pasqual Maragall (dans neuf textes, soit 28 % de ses interventions, alors que Joan Clos ne l'emploie que six fois, soit dans 22,2 % de ses

interventions). Est-ce, là encore, dû à des styles de personnalités différentes, ou bien cet écart traduit-il, plus profondément, une évolution dans la conception du rapport entre « administrateur » et « administré », une forme d'éloignement entre le maire et les citadins ?

Inversement, le thème de la démocratie participative n'apparaît qu'au cours de la « seconde époque », ce qui n'est pas forcément contradictoire avec ce qui vient d'être dit : on peut d'une part faire l'hypothèse d'un certain effet de mode, d'autre part s'interroger sur sa définition à travers les textes eux-mêmes, qui révèlent peut-être une conception biaisée du processus de participation (comme nous le verrons). Le thème du « soutien populaire » apparaît surtout dans la « première époque », ce qui est relativement logique, puisque c'est à cette époque que les controverses sont le souvent plus évoquées, mais aussi que le nécessité de mobiliser les citadins pour affirmer la rupture avec la période précédente est la plus forte.

2.2.2 « Penser la ville » ou la justification d'un modèle barcelonais de politique urbanistique

Cette catégorie du discours est aussi très largement présente dans les différents éditoriaux étudiés, à travers un large spectre de thèmes qui visent à définir un certain type de ville mais aussi un mode de vie citadin (un « style urbain ») dont Barcelone serait le prototype, le modèle à suivre. On constate ainsi que la « conception de la ville », c'est-à-dire une réflexion sur ce qu'est la ville idéale, la ville-modèle, est le thème le plus présent dans tous les numéros de *BMM*, toutes périodes confondues, à plus de 40 %. Là encore, indépendamment des époques, c'est surtout le cas dans les années « Maragall » (avec treize occurrences, soit près de 42 % des numéros) par rapport à la période « Clos » (huit occurrences, soit 28,5 % des numéros). Cette distribution suit la même logique que celle évoquée précédemment concernant la réflexion de la Municipalité sur son propre rôle. On constate inversement que la question du « modèle » est très fortement présente indépendamment des périodes (environ 35 % des numéros pour chacun des maires). Ces écarts révèlent sans doute que nous avons affaire à deux postures différentes, correspondant à deux moments dans l'histoire urbaine et politique de Barcelone : un premier temps est celui de la réflexion et de l'élaboration d'une certaine forme d'exercice du pouvoir et d'un certain modèle de ville, et un second temps semble être celui de l'application de ce modèle, encore qu'on puisse se demander s'il s'agit bien du même modèle entre 1985 et 2005.

Ce modèle de ville barcelonais semble tourner autour de quatre pôles, par ordre d'importance : le style urbain propre à Barcelone, la dimension culturelle et économique de la ville, la ville durable, thème dont on notera le très faible nombre d'occurrences (trois fois, la première apparaissant dans le nº 43 de septembre-octobre 1998).

2.2.3 La préoccupation constante de « réaliser de grands projets »

Cette catégorie, recouvrant une moins grande diversité de thèmes, évoque certains grands projets urbanistiques marquants pour la ville de Barcelone, par ordre de fréquence : l'organisation des Jeux Olympiques de 1992 (dans plus du tiers des numéros de *BMM*), la réhabilitation de Ciutat Vella, le projet du Forum universel des cultures en 2004, enfin la reconquête et le réaménagement du front de mer de Barcelone.

On constate d'abord que bien que la question des Jeux Olympiques soit essentiellement traitée entre 1985 et 1992, c'est un thème récurrent dans l'ensemble des trois époques : le tiers des occurrences apparaît dans les numéros postérieurs à la fin de l'année 1992. C'est rappeler à quel point leur organisation fut un événement marquant pour la ville de Barcelone, un point de repère capital dans son histoire politique, urbaine et économique. Le thème de la réhabilitation du centre ancien de Barcelone est aussi un thème transversal à l'ensemble des numéros de la revue, alors que, logiquement, la question du front de mer n'apparaît plus après le nº 33 (novembre 1996-janvier 1997) et que le Forum universel des cultures n'est clairement évoqué qu'à partir du nº 37 (septembre-octobre 1997), ce qui est relativement précoce par rapport à l'horizon temporel de la manifestation.

Comparé au thème des Jeux Olympiques, celui de Ciutat Vella est finalement peu présent. Si on le trouve dès premiers numéros de *BMM* (numéros 1, 2 et 4), traduisant une volonté d'être au plus près de l'actualité de la politique urbanistique de la ville, le thème se fait beaucoup plus rare par la suite. Il réapparaît épisodiquement, au gré de cahiers centraux qui font le bilan des opérations urbanistiques dans le centre ancien (dans le n° 18 daté de 1991 ou dans le n° 45 de février-avril 1999, et dont le cahier central est intitulé *La nova Ciutat Vella. Final de trajecte*[873]). Nous pouvons donc émettre une double hypothèse, que nous explorerons par la suite. D'une part, à partir de la fin des années 1990, la Municipalité considère que la récupération des quartiers anciens est achevée, et qu'elle n'a plus lieu de faire l'objet d'une réflexion spécifique : les objectifs ont été atteints. D'autre part, la récupération de Ciutat Vella et les enjeux sociaux dont elle est porteuse ne servent plus à légitimer la politique menée par la gauche à la tête de la Municipalité de Barcelone. À partir des années 2000 et contrairement au début de la période étudiée, c'est moins la question des quartiers anciens qui justifie la politique urbanistique, que la volonté de faire de Barcelone une ville moderne et « mondiale ».

2.2.4 « Penser l'articulation des échelles » vers un élargissement du rayonnement de Barcelone

À plusieurs reprises, les éditoriaux sont l'occasion pour leurs rédacteurs respectifs d'évoquer l'articulation des échelles, autrement dit de se demander dans quelle mesure la ville de Barcelone s'inscrit dans un contexte local (l'agglomération, la métropole), régional (la

[873] Autrement dit : « La nouvelle Ciutat Vella. La fin d'un parcours ».

Catalogne), européen et mondial, tout en se référant à d'autres grandes métropoles internationales. On a d'ailleurs pu noter la quasi absence de réflexion à l'échelle du pays, comme si, finalement, entre la communauté autonome et l'Europe, il n'y avait pas d'échelle d'analyse pertinente pour Barcelone[874]. Cette absence n'est pas le fait du hasard et doit sans doute être mise en parallèle, au-delà de l'expression d'un très possible rejet catalan du centralisme madrilène, avec les conceptions fédéralistes de l'Europe propres aux différents acteurs du paysage politique barcelonais[875].

L'échelle la plus souvent évoquée est la plus large : mondiale ou internationale. De manière récurrente, mais peut-être encore plus systématiquement à partir du milieu des années 1990, les éditoriaux soulignent le rôle que la ville de Barcelone joue ou devrait jouer sur la scène internationale. Inversement, la question des relations avec la région, ou la communauté, est beaucoup moins évoquée. Sans doute la Municipalité de Barcelone entend-elle privilégier clairement l'échelle européenne et mondiale, au détriment, peut-être, de l'échelle locale, ce qui se traduit dans les textes par une disparition progressive de la réflexion sur les quartiers anciens. On remarque aussi que la question de l'articulation entre le local et le global, pourtant un thème récurrent du début du 21ème siècle dans les discours sur la mondialisation, est finalement très peu présente. Est-ce à dire que la Municipalité souhaite avant tout faire de Barcelone une métropole mondiale ? Dans ces conditions, quel rôle entend-elle accorder aux quartiers anciens ? Ces derniers sont-ils condamnés à être réduits à leur fonction touristique et patrimoniale ?

2.2.5 « S'inscrire dans les temporalités » pour légitimer la rupture avec la période précédente

Si les échelles spatiales sont largement évoquées, les échelles temporelles ne sont pas non plus négligées. Leur traitement s'organise autour de deux thèmes, celui de la rupture avec le passé et une réflexion sur l'articulation entre tradition et modernité, d'une part ; celui de l'évocation des perspectives futures, d'autre part. Ces deux thèmes sont évoqués à parts égales dans l'ensemble des éditoriaux de *BMM*, pour autant ils ne se répartissent pas de la même manière. On constate en effet que le thème de la rupture avec le passé est surtout le fait de la « première époque » (neuf occurences sur les douze), alors que l'évocation des perspectives futures apparaît progressivement (à partir du nº 15, de printemps 1990) pour

[874] À titre d'exception figure l'éditorial du nº 13 (automne 1989) qui est l'occasion de souligner, à travers un projet d'auditorium à Barcelone, la relative indépendance de la politique locale par rapport au pouvoir central : « la aportación sustancial del Estado no condiciona de ninguna manera la gestión del futuro Auditori que estará en manos de un consorcio Generalitat-Ayuntamiento. » (« l'apport substantiel de l'État ne conditionne en aucune manière la gestion du futur Auditorium, qui sera dirigé par un consortium intégrant la Généralité de Catalogne et la Municipalité de Barcelone »).

[875] Narcís Serra, Pasqual Maragall et Joan Clos, mais aussi J. Borja, ancien membre de l'équipe municipale et député au Parlement de Catalogne, participèrent tous les quatre à la journée « Europa Próxima : el nuevo federalismo europeo » (« La future Europe : le nouveau fédéralisme européen »), organisée le 15 février 2002 à Barcelone, à l'initiative du *Grupo del partido socialista europeo*. Au cours de cette journée, il a été largement question du rôle que pourraient jouer respectivement la région catalane et la métropole barcelonaise dans cette future Europe fédéraliste. COLLECTIF, *Europa. El nuevo federalismo europeo*, Madrid : Grupo del partido socialista europeo, 2002, 300 p.

concerner surtout la fin de la « première époque » et l'ensemble de la « seconde époque ». On peut donc en tirer plusieurs conclusions.

Tout d'abord, la volonté de rupture avec le passé est un thème dont l'évocation se justifie essentiellement dans les premières années qui suivent la fin de la dictature franquiste et les premières élections municipales démocratiques, beaucoup moins après une quinzaine d'années marquée par la continuité au pouvoir d'une équipe municipale socialiste relativement stable. L'hypothèse est qu'il s'agit avant tout d'une justification de la politique menée et une preuve, à l'égard des habitants de Barcelone, du respect de la démocratie et de la citoyenneté. De même, inaugurer la publication de la revue *BMM* par un dossier sur la réhabilitation de Ciutat Vella, est une manière d'affirmer la volonté de la nouvelle Municipalité de se démarquer de la politique urbanistique franquiste, par une action qui réponde véritablement aux attentes des habitants. L'intervention dans les quartiers anciens légitime l'ensemble de la politique.

Par ailleurs, l'évocation des perspectives futures semble essentiellement marquer une période charnière de l'histoire urbanistique de Barcelone, celle des années de l'organisation des Jeux Olympiques et de la récession post-olympique. Elle témoigne peut-être de la volonté d'élaborer une nouvelle stratégie urbanistique pour la ville de Barcelone, entre le début et la fin de la décennie 1990. Curieusement, ce thème n'est plus évoqué par la suite : on note une seule occurrence après le nº 43 (septembre-octobre 1998), dans le nº 54 (janvier-mars 2001) qui correspond au premier numéro de la « troisième époque ». Son évocation est donc sans doute plus symbolique que performative, et il faudrait peut-être donner sens à cette absence. On peut néanmoins faire l'hypothèse que le traitement de ce thème va dans le même sens que ce qui a été dit précédemment sur la disparition progressive d'une réflexion de la Municipalité sur sa propre politique urbanistique.

2.2.6 « BMM », une forme d'introspection ?

Le dernier thème évoqué dans les éditoriaux a été isolé, du fait de sa spécificité, pour constituer une catégorie à part entière : l'évocation de la revue *BMM*, de son histoire et de son rôle. Il s'agit d'une forme d'introspection, qui reste peu fréquente (trois occurrences sur toute la période étudiée) et fortement tributaire des changements de maquette (deux des trois occurrences). Autrement dit, chaque tournant dans l'histoire éditoriale est l'occasion d'évoquer la revue.

Après avoir repéré les principales catégories et les thèmes les plus récurrents, peut-on étudier leurs relations ? Quelles sont les principales associations entre les thèmes, ou celles qui au contraire se présentent plus rarement, et quel sens produisent-elles ? En quoi nous éclairent-elles sur les représentations de la ville portées par la Municipalité de Barcelone et la place que cette dernière accorde à Ciutat Vella dans sa politique urbanistique ?

2.3 Analyse des thèmes : associations, contenus, représentations

L'analyse des associations et des corrélations entre les différents thèmes met en évidence un certain nombre de réflexions transversales qui structurent le discours municipal. Elles ont principalement trait à la volonté de légitimation d'un modèle de ville que la Municipalité a largement cherché à promouvoir en dehors des frontières de la région, parfois au détriment de la considération pour l'échelle locale, dans une posture de plus en plus auto-satisfaite vis-à-vis de sa propre politique urbanistique. Dans ce contexte, nous avons relevé la désaffection progressive pour l'intervention dans le centre ancien, qui cesse d'être l'outil de légitimation de la politique urbanistique menée par la Municipalité.

2.3.1 Barcelone comme modèle international d'« urbanité »

Le thème du modèle barcelonais est très souvent associé à ceux de la conception de la ville, de l'échelle européenne et mondiale, et dans une moindre mesure à la définition de la « collectivité » (l'usage du « nous »), aux Jeux Olympiques de 1992 et au Forum universel des cultures de 2004. Cependant, si les différentes échelles territoriales sont évoquées, c'est avant tout, semble-t-il, dans une perspective comparatiste, puisque ce n'est pas tant l'articulation entre le local et le global qui est mise en avant (ce thème ne se retrouve que deux fois associé avec celui du modèle, comparé à celui de l'échelle européenne et mondiale qui apparaît douze fois), mais plutôt la spécificité barcelonaise par rapport à d'autres grandes métropoles mondiales (Paris, New-York ou Amsterdam). En revanche, il peut paraître beaucoup plus surprenant que le thème du modèle soit aussi rarement associé à la question de la démocratie participative ou à celle de la ville durable. On a déjà vu que le thème de la ville durable était peu évoqué, et tardivement dans l'histoire de *BMM*. On constate aussi que la démocratie participative relève beaucoup plus de la conception du pouvoir que de celle de la ville. Elle définit avant tout une manière d'exercer le pouvoir, d'assumer les relations entre la Municipalité et les administrés, plutôt qu'une manière de « faire la ville », autrement dit d'élaborer et de concevoir la politique urbaine de Barcelone.

L'inscription à l'échelle mondiale sert à rappeler la spécificité que la ville de Barcelone a progressivement acquise par rapport à d'autres métropoles européennes ou mondiales. Prenant l'exemple du Forum universel des cultures, l'éditorial du nº 56 (juillet-septembre 2001) nous rappelle que « cal no oblidar, que el Fòrum es un esdeveniment de nova generació. Es a dir, Barcelona està inventant un esdeveniment que no té precedents »[876]. En affirmant la spécificité du projet du Forum et en l'absence de retour critique sur d'éventuels projets du même type qui l'auraient précédé, le texte souligne le rôle d'innovateur de la ville de Barcelone, donc de son équipe municipale. D'une manière générale, les différents éditoriaux de *BMM* montrent bien comment, grâce à la politique menée, Barcelone

[876] « Il ne faut pas oublier que le Forum est un événement de nouvelle génération. C'est-à-dire que Barcelone est en train d'inventer un événement qui n'a pas de précédent ». *BMM*, éditorial, n° 56 (juillet-septembre 2001).

serait passée du statut de métropole en retard par rapport aux autres métropoles européennes ou mondiales, à celui de métropole novatrice, et créatrice d'un véritable modèle de ville et de « style urbain ».

La question du « modèle » apparaît très tôt dans les textes de *BMM*. Dès le nº 15 (1990), l'éditorial rappelle l'objectif poursuivi, celui d'élaborer « un model de ciutat imaginativa, pròspera, més competitiva i progressivament més justa i confortable »[877]. Le titre du texte lui-même est fondamental (« Cap a un nou model de ciutat »[878]) puisqu'il affirme que ce modèle est encore en cours de maturation. Quel est-il exactement ? Les termes « imaginative » et « compétitive » renvoient à la capacité d'innovation, donc à l'éducation et aux nouvelles technologies ; « prospère » relève du champ de l'économie : Barcelone est une ville qui produit de la richesse. Enfin, « confortable » renvoie à la qualité de vie et, sans doute, à la qualité de ses infrastructures et de ses équipements. Ultérieurement, la « lettre ouverte » du nº 31 (été 1996) rappelle que :

> « Erigir una ciudad no sólo significa construir viviendas, sino asegurar el conjunto de servicios públicos y de atenciones ciudadanas que configuran un hábitat digno, que no se limita a las cuatro paredes de la vivienda. »[879]

Dans cette perspective, la ville-modèle est définie par sa matérialité. Dans le nº 51 (avril-juin 2000), les perspectives sont différentes, puisque le maire Joan Clos souligne les spécificités de Barcelone :

> « Es la calidad urbana y el aprecio por el espacio público. La cohesión y la convivencia. El civismo y la pluralidad. La creatividad y la libertad. La complicidad y la capacidad de sentirnos participes de lo que la ciudad ofrece y reclama. »[880]

L'énumération est très générale, et les termes relèvent finalement plus du mode de vie, en quelque sorte de la « consommation » de l'espace urbain, que de ses composantes, ce que les textes antérieurs nommaient « urbanité »[881].

D'une certaine manière, Barcelone serait passée d'un modèle qui qualifiait l'espace urbain (sa capacité à produire de la richesse, son cadre de vie, son parc de logements) à un modèle qui qualifie la richesse culturelle des pratiques urbaines. Ce glissement, qui fait de « l'urbanité » la clef du modèle barcelonais, présuppose que Barcelone est une métropole

---

[877] « Un modèle de ville imaginative, prospère, plus compétitive et petit à petit plus juste et plus confortable ». *BMM*, éditorial, nº 15 (1990).

[878] « Vers un nouveau modèle de ville ».

[879] « Construire une ville ne signifie pas seulement construire des logements, mais aussi assurer l'ensemble des services publics et d'aide aux habitants qui constituent un habitat digne, ce dernier ne se limitant pas aux quatre murs du logement ». *BMM*, « carta oberta », n° 31 (été 1996).

[880] « C'est la qualité de vie et le goût pour l'espace public. La cohésion et la mixité. Le civisme et la pluralité. La créativité et la liberté. La complicité et la capacité à nous sentir comme des éléments de ce que la ville offre et requiert ». *BMM*, « carta oberta », n° 51 (avril-juin 2000).

[881] *BMM*, éditorial nº 19 (1991), *BMM*, éditorial nº 21 (1992), entre autres, où l'urbanité apparaît comme synonyme du « vivre ensemble », de la « civilité ».

dynamique, riche, égalitaire, et que tous les habitants de Barcelone sont en mesure de profiter de la qualité de l'urbanité qu'elle offre.

Par ailleurs, dès le milieu des années 1990, la métropole de Barcelone ne veut plus se contenter de suivre, mais prétend prendre l'initiative et élaborer son propre modèle, qu'elle entend par la suite diffuser. Comme le rappelle l'éditorial du nº 31 (été 1996) :

> « Las áreas de nueva centralidad y la ambiciosa actuación en Ciutat Vella son operaciones emblemáticas que se sitúan en el centro del gran debate internacional en el que Barcelona juega ya un papel dinamizador de primer orden. »[882]

Dans un numéro postérieur, la Municipalité affirme vouloir faire de Barcelone « el símbol d'una nova Europa »[883] ou bien rappelle « la capacitat d'elaborar una estratègia que ha col·locat la ciutat i la regió metropolitana entre les capdavanteres d'Europa »[884], si bien que Barcelone apparaît comme un « model de ciutat validat i reconegut internacionalment »[885], ce qui permet de conclure que :

> « Todo permite pensar que en los próximos años, el « Modelo Barcelona. », con sus retos más relevantes (...), seguirá siendo una referencia a escala internacional para los urbanistas y arquitectos más solventes y para todos los profesionales implicados en los fenómenos de la nueva cultura urbana. »[886]

Quelle est la part de vérité dans ces assertions ? Au-delà de cette question, ces discours épidictiques, qui louent la politique menée depuis les années 1980, entendent souligner que le modèle barcelonais est un modèle arrivé à maturation. Or, le propre d'un modèle est d'évoluer, en fonction des différents paramètres qu'on ajoute ou qu'on retire. Ce qui est frappant n'est donc pas tant la volonté d'affirmer quelque chose qui ne va pas forcément de soi (le *Modelo Barcelona* est une réussite) mais plutôt le fait de clore le débat, comme si finalement Barcelone avait fait ses preuves.

Dans l'ensemble de ces réflexions, la question des quartiers anciens est peu présente. Même si la réhabilitation du district de Ciutat Vella est parfois évoquée en relation avec le modèle d'urbanité proposé par la Municipalité de Barcelone, elle l'est toujours en tant qu'illustration, et rarement en tant que réflexion sur un secteur de la ville nécessitant une intervention spécifique. La politique de réhabilitation du centre ancien de Barcelone est

---

882 « Les aires de nouvelle centralité et l'action ambitieuse concernant Ciutat Vella sont des opérations emblématiques qui sont au centre d'un grand débat international et dans lequel Barcelone joue un rôle moteur de premier ordre ». *BMM*, éditorial n° 31 (été 1996).

883 « Le symbole d'une nouvelle Europe ». *BMM*, éditorial nº 34 (février-avril 1997).

884 « La capacité à élaborer une stratégie qui a placé la ville et la région métropolitaine à l'avant-garde de l'Europe ». *BMM*, « carta oberta », nº 39 (janvier-février 1998).

885 « Un modèle de ville, valable et reconnu comme tel internationalement ». *BMM*, éditorial nº 57 (octobre-décembre 2001).

886 « Tout semble indiquer que dans les prochaines années, le Modèle Barcelone, avec ses défis les plus emblématiques (…), continuera à être une référence à l'échelle internationale pour les urbanistes et les architectes les plus actifs et pour tous les professionnels impliqués dans les phénomènes de la nouvelle culture urbaine ». *BMM*, éditorial, nº 67 (hiver 2005-printemps 2006).

pourtant considérée comme « emblématique » du modèle d'urbanité qu'élabore progressivement l'équipe municipale :

« En presentar el primer número de *Barcelona, Metròpolis Mediterrània*, em plau subratllar el caràcter emblemàtic que, en la línia del que hauria de ser la « Barcelona del Calvi », tenen els projectes adreçats a la rehabilitació de la Ciutat Vella. És un programa ambiciós al qual hom hi ha volgut dedicar un ampli informe d'aquesta nova publicació. »[887]

Au milieu des années 1980, la réhabilitation de Ciutat Vella traduit la volonté de changement des pouvoirs publics et de répondre aux enjeux sociaux spécifiques au centre ancien. Elle serait alors en quelque sorte la « caution » sociale (voire morale) de la politique publique menée à Barcelone. Par la suite, l'éditorial du nº 18 (hiver 1990-1991) expose les principes de cette politique :

« Les actuacions d'esponjament, d'alliberament de sòl públic, de nous equipaments, de racionalització de les comunicacions interiors i de les connexions de la Ciutat Vella amb el seu entorn no tenen, insisteixo, cap antecedent. I tampoc no el té el tipus de gestió endegada i que, en el plan instrumental al marge dels serveis estrictament municipals, va aconsellar la creació d'una empresa mixta (PROCIVESA): exemple de com la iniciativa privada pot sentir-se compromesa en un programa rehabilitador d'iniciativa pública. »[888]

Évoquant les spécificités de l'action menée (assainissement urbain, libération du sol pour créer des espaces publics et de nouveaux équipements, nouveaux tracés de la voirie), le texte souligne une triple rupture. Laissé de côté après des années d'abandon, le centre ancien devient à nouveau l'objet d'une politique urbaine forte. Par ailleurs, le projet mené n'a pas d'antécédents en termes d'ampleur. Ciutat Vella a déjà fait l'objet de travaux de rénovation (pour ne citer que le percement de la Via Laietana en 1907), mais le programme entrepris ici apparaît original, et il faut sans doute comprendre par là également juste et démocratique. Enfin, la rupture est dans la méthode employée, notamment par la création de l'entreprise PROCIVESA, comme moyen d'inciter le secteur privé à s'intéresser aux politiques publiques, sans que ces dernières en deviennent tributaires. La réhabilitation de la Ciutat Vella est présentée en tous points comme exemplaire.

Au total, lorsque les éditoriaux de *BMM* parlent de Ciutat Vella, c'est pour prouver la cohérence (apparente) de la politique urbanistique et appuyer les choix qui ont été faits, et beaucoup plus rarement pour proposer une réflexion sur le statut des quartiers anciens et la place fonctionnelle et symbolique que ces derniers doivent occuper dans l'agglomération barcelonaise (à l'exception des textes du premier numéro, dont le cahier central porte sur la

[887] « La présentation du premier numéro de *Barcelona, Metròpolis Mediterrània* est pour moi l'occasion de souligner le caractère emblématique des projets visant à réhabiliter le quartier de Ciutat Vella, dans la lignée de ce que devrait être la « Barcelone du changement ». Il s'agit d'un programme ambitieux, auquel nous avons souhaité consacrer un vaste dossier dans cette nouvelle publication ». *BMM*, éditorial, nº 0 (octobre 1985).

[888] « Les actions d'assainissement, de libération du sol public, de construction de nouveaux équipements, de rationalisation des communications internes au quartier et des connexions entre Ciutat Vella et les secteurs alentour, n'ont pas, j'insiste, de précédents. Il en est de même pour le type de gestion mis en place et qui, dans le plan de gestion en marge des services strictement municipaux, va accueillir la création d'une entreprise mixte (PROCIVESA) : exemple de la manière dont le secteur privé peut se sentir concerné par un programme de réhabilitation d'initiative publique ». *BMM*, éditorial n° 18 (hiver 1990-1991).

réhabilitation de Ciutat Vella). Dans les rares textes où c'est le cas, la réflexion institutionnelle a tendance à réduire les fonctionnalités dévolues au centre ancien, au service d'une politique urbanistique qui tente d'inscrire l'agglomération dans un contexte mondial. Le traitement des quartiers anciens apparaît donc avant tout comme la simple légitimation de la politique menée, et non sa destination. Mais là encore, on constate une marginalisation progressive de la question du centre ancien. Au début des années 1980, la récupération de Ciutat Vella était présentée comme le symbole d'un nouveau projet urbanistique. Dans les années 2000, ce n'est plus du tout le cas, et les nouveaux symboles du changement sont la rénovation du quartier de Poblenou, la prolongation de l'avenue Diagonal vers le futur site du Forum universel des cultures de 2004, et la reconversion du front de mer à proximité de l'embouchure du rio Besòs[889], alors même que, comme nous l'avons vu précédemment, les problèmes économiques et sociaux du centre ancien ne sont pas réglés. Ciutat Vella ne peut plus être le symbole de la réussite de la politique urbanistique à Barcelone. Dans un discours qui cherche à promouvoir l'image d'une agglomération moderne, puissante économiquement et bien insérée dans le réseau des métropoles mondiales, le centre ancien n'a plus sa place aujourd'hui, parce qu'au contraire il renvoie à des logiques que la Municipalité ne juge pas forcément compatibles avec l'image prospère qu'elle cherche à donner de Barcelone : l'importance du fait migratoire, le maintien de secteurs dégradés, la spécialisation touristique de certains quartiers ou encore les problèmes sociaux liés à la prostitution ou aux trafics de drogue. À ce titre, on peut citer les différents articles parus dans le quotidien catalan *La Vanguardia*, qui mettent l'accent sur la recrudescence de ces trafics, notamment autour des Ramblas[890]. Ils montrent que l'image « traditionnelle », du centre ancien est loin d'avoir complètement disparu, ne serait-ce que parce que les faits qu'ils décrivent sont encore bien réels. Dans ces conditions, il a sans doute paru difficile pour la Municipalité de présenter Ciutat Vella comme « vitrine » de Barcelone.

2.3.2 Inscrire Barcelone dans un contexte territorial : le global contre le local ?

L'articulation des échelles ne joue pas en faveur de la « société locale », c'est-à-dire des habitants de Barcelone. On a souligné précédemment qu'elle faisait rarement l'objet d'une réflexion. Les échelles nationale, européenne et internationale sont très souvent évoquées, mais plus dans une perspective comparatiste et de mise en évidence des spécificités de la métropole catalane. Or, si dans les numéros de la « première époque » l'échelle locale n´était pas négligée (« als interessos dels barris i dels ciutadans que hi habiten »[891]), notamment au

[889] *BMM*, éditorial, nº 57 (octobre-décembre 2001).
[890] « Los camellos de la droga se reparten la Rambla para sus trapicheos », *La Vanguardia*, 30 avril 2009 ; « Ocultos en el día », *La Vanguardia*, 30 avril 2009 ; « Ciutat Vella discute la degradación de la Rambla », *La Vanguardia*, 6 mai 2009. À la fin du mois d'avril 2009, le journal avait d'ailleurs lancé sur son site intenet un sondage sur la question suivante : « ¿Cree que debería haber una mayor presencia policial en la zona de la Rambla para controlar la situación ? » (« Pensez-vous qu'il faudrait renforcer la présence policière dans la zone des ramblas pour mieux contrôler la situation ? »).
[891] « Les intérêts des quartiers et des populations qui y vivent ». *BMM*, éditorial, nº 17 (1990).

travers de la question de l'environnement (nº 5, juillet-septembre 1987) et des équipements sportifs (nº 6, octobre-décembre 1987), dix ans après c'est beaucoup plus une logique d'opposition entre la valorisation de l'échelle locale et celle de l'échelle globale qui semble apparaître.

L'éditorial du nº 7 (printemps 1988) souligne que les problèmes que Barcelone connaît, sans nier leur existence, « surgen aquí como en otras ciudades que se distinguen por su dinamismo »[892]. La comparaison ici n'est pas très précise, mais elle tend à renforcer l'idée que ces dysfonctionnements sont la preuve que Barcelone est une ville dynamique. C'est aussi une autre manière de rappeler qu'ils sont incontournables. Progressivement, les échelles s'élargissent :

- d'abord au bassin méditerranéen (« el centro logístico más avanzado del sur del continente »[893] ou bien « el foco comercial y de ocio más importante de todos los grandes centros portuarios de Mediterráneo »[894]) ;
- puis au continent européen (« la clau de volta de la Mediterrània occidental – situat en un dels eixos bàsics de l'Europa comunitària, el que s'estableix entre Hamburg i Algesiras »[895], « la ciutat de cultura més dinàmica del sud d'Europa »[896] ou bien « una de les poques grans ciutat europees que no és capital d'Estat i que, malgrat tot, es contempla amb orgull i és contemplada amb admiració »[897]) ;
- pour finir à l'échelle mondiale, comme nous le rappelle l'une des premières lettres ouvertes de Joan Clos (nº 38, novembre-décembre 1997) :

« Tres camps esdevenen claus. La logística i les activitats que hi van associades, per fer de Barcelona el centre de distribució i interrelació que el Sud d'Europa requereix. La recerca, les noves tecnologies i l'avenç en nous sectors productius, fent del triangle ciutat-universitat-empresa una equació guanyadora. I la generació de serveis per satisfer les demandes dels ciutadans i del mercat interior i exterior, amb àmbits tan significatius com el comerç, el turisme, els transports, la salut, l'educació, la cultura o els esports.

(...) En la propera Europa sense fronteres, en un entorn global de reorganització i relocalització, cada ciutat haurà d'escollir en quin sector es fa forta, investint en el seu millor talent, construint infrastructures de qualitat i millorant el medi ambient.

(...) Des d'aquesta òptica, local però d'horitzó europeu i mundial, Barcelona planteja els seus reptes. »[898]

[892] « Qui surgissent ici comme dans les autres villes qui se distinguent par leur dynamisme ». *BMM*, éditorial, n° 7 (printemps 1988).

[893] « Le centre logistique le plus moderne du sud du continent ». *BMM*, éditorial, nº 9 (automne 1988).

[894] « Le foyer commercial et de loisirs le plus important de tous les grands centres portuaires de la Méditerranée ». *BMM*, éditorial, n º 12 (été 1989).

[895] « La clé de voûte de la Méditerranée occidentale – située sur l'un des principaux axes de l'Europe communautaire, qui va de Hambourg à Algésiras ». *BMM*, éditorial, n º 15 (1990).

[896] « La ville culturelle la plus dynamique du sud de l'Europe ». *BMM*, éditorial, n º 23 (1992).

[897] « L'une des rares grandes villes européennes qui ne soit pas une capitale d'État et qui, malgré tout, regarde les autres avec orgueil et qui soit regardée avec admiration ». *BMM*, « carta oberta », nº 47 (juillet-août 1999).

[898] « Trois domaines deviennent des enjeux majeurs. La logistique et les activités qui lui sont associées, pour faire de Barcelone le centre de distribution et d'interrelation dont a besoin le sud de l'Europe. La recherche, les nouvelles technologies et l'investissement dans les nouveaux secteurs productifs, qui font du triangle ville-université-entreprise une équation gagnante. Et la création de services pour satisfaire les demandes des citadins et le marché intérieur comme extérieur, dans des secteurs significatifs comme le commerce, le tourisme, les transports, la santé, l'éducation, la culture ou les sports.

Le changement de maire, Joan Clos succédant à Pasqual Maragall à l'hiver 1997, se traduit par un changement de perspectives. On peut notamment remarquer que les trois champs stratégiques décrits par le texte - la logistique et les transports, la recherche et les nouvelles technologies, enfin les services aux citadins - accordent la priorité aux activités de transport, de commerce, de tourisme, avant d'évoquer la question de la santé et de l'éducation. Par la suite, cette nécessité d'inscrire Barcelone dans une échelle européenne et mondiale tend à survaloriser le développement de l'activité locale au service de l'échelle globale, dans une rhétorique proche d'une vision économique néolibérale.

De la même manière, l'arrivée de Jordi Hereu à la tête de la Municipalité témoigne d'un nouveau virage, puisque dans le premier numéro qui suit son élection, l'éditorial s'étend longuement sur la nouvelle perspective politique, beaucoup plus centrée sur l'échelle locale : « parlar de barris com a realitats fonamentals, parlar de convivència com un objectiu bàsic i prioritari, vol dir anunciar un política que s'ha de fer a la vora de la gent »[899]. Encore convient-il de souligner que l'évocation de ce changement est le fait de l'éditorial, et non du texte du maire qui lui reste centré sur Barcelone comme « capital de la biomedicina » (l'échelle mondiale étant à nouveau affirmée).

Entre le local et le global, quelle est la place dévolue au district de Ciutat Vella par la politique municipale ? La volonté de développer les fonctions touristiques et culturelles de ce district témoigne d'une conception réductrice des quartiers anciens. L'introduction du cahier central du n° 45 (février-avril 1999) rapportait à propos de Ciutat Vella :

> « En quinze anys s'ha aconseguit que conceptes com degradació, delinqüència, prostitució, drogues, pobresa, brutícia o marginalitat deixessin pas, en bona mesura parcialment, a realitats palpables com universitats, joventut, centres d'art, inversions públiques, rehabilitació, pisos de moda, mestissatge o cultura. »[900]

Outre le fait que l'on peut se demander si ce tableau correspond à la réalité de l'ensemble des quartiers anciens, on peut constater que le discours institutionnel réduit ces derniers à des quartiers « branchés » aux fonctions principalement universitaires ou culturelles. Cependant, ce genre de réflexions reste rare dans l'ensemble des textes de notre corpus, y compris dans les éditoriaux qui introduisent certains numéros portant sur le thème des quartiers anciens, ce qui signifie que la Municipalité ne semble pas se poser les questions

---

(…) Dans cette même Europe sans frontières, dans un contexte global de réorganisation et de relocalisation, chaque ville devra choisir dans quel secteur elle voudra être forte, investir dans ses meilleurs talents, en construisant des infrastructures de qualité et en améliorant l'environnement.
(…) C'est de cette perspective, locale mais avec une portée européenne et mondiale, que Barcelone relève ses propres défis ». *BMM*, « carta oberta », nº 38 (novembre-décembre 1997).

[899] « Évoquer les quartiers comme des réalités fondamentales, évoquer la mixité comme un objectif de base et prioritaire, veut dire annoncer une politique qui doit être faite à destination des habitants ». *BMM*, éditorial, nº 68 (hiver 2007).

[900] « En quinze ans, des thèmes comme celui de la dégradation, de la délinquance, de la prostitution, des drogues, de la pauvreté, de la violence ou de la marginalité, ont progressivement laissé la place, au moins en partie, à d'autres réalités tangibles, comme l'offre universitaire, la jeunesse, les centres d'art, les investissements publics, la réhabilation, les logements à la mode, le métissage ou la culture ». *BMM*, introduction du cahier central « La nova Ciutat Vella », n° 45 (février-avril 1999).

auxquelles on aurait pu logiquement s'attendre, par exemple sur la spécificité fonctionnelle de Ciutat Vella par rapport aux autres quartiers de Barcelone, sur sa place dans le « projet de ville » ou tout simplement sur les atouts et les contraintes de l'essor des activités touristiques. Au contraire, lorsque les éditoriaux ou les textes du maire évoquent Ciutat Vella, c'est pour réaffirmer le caractère « local » de la politique urbanistique, la nécessaire prise en compte de l'échelle des quartiers.

Comment expliquer la place réduite de Ciutat Vella dans le discours sur le développement économique de Barcelone et son insertion à une échelle internationale ? Un premier élément de réponse a été déjà évoqué : il s'agit de la persistance de l'image négative du centre ancien, qui correspond à une réalité. Un second élément est le fait que l'amélioration matérielle de Ciutat Vella va de pair avec des processus qui ne sont pas forcément compatibles avec l'image valorisante que la Municipalité cherche à donner à la ville de Barcelone, notamment le développement excessif de l'activité touristique, et les nouvelles vagues d'immigration populaire qui renforcent la marginalisation socio-spatiale de certains quartiers anciens. En réduisant le centre ancien à sa fonction patrimoniale et touristique et en reléguant la réflexion sur Ciutat Vella au second plan par rapport à celles portant sur d'autres quartiers en pleine transformation ou sur le développement de Barcelone en lien avec son insertion à l'échelle européenne ou mondiale, la discours de la Municipalité gomme les spécificités sociales du centre ancien, pour mieux esquiver le débat, et reporte ailleurs la légitimité de la politique urbanistique actuelle. Dans cette perspective, nous pouvons dire que le traitement des quartiers anciens sert avant tout à légitimer ce qui est fait dans les autres quartiers de la ville, selon des programmes beaucoup plus tournés vers des projets portés par une volonté de « mondialiser » l'agglomération barcelonaise (à l'exemple des projets pour le front de mer ou de *22@BCN* pour Poblenou).

2.3.3 Évoquer les controverses : quelle posture autocritique de la Municipalité ?

Le thème de la controverse apparaît souvent lié à ceux de la conception de la ville, du pouvoir, mais aussi les Jeux Olympiques. Dès le premier numéro de *BMM*, le maire évoque le changement sur le ton de la controverse :

> « En l'àmbit de les col·lectivitats urbanes concretes, l'anomenat « canvi » permet unes constatacions immediates que si bé poden ser motiu de controvèrsia esdevenen la prova irrefutable d'una voluntat de progrés col·lectiu. »[901]

Plus précisément, ce sont les effets immédiats des Jeux Olympiques qui sont sujets à controverse, c'est-à-dire ceux qui sont les plus visibles à court terme. Le maire renvoie dos-à-dos les désagréments à court terme et les résultats positifs à long terme, mais aussi les motifs individuels de plainte et les bénéfices pour l'ensemble des habitants. Le changement est le

[901] « Dans le cadre des collectivités urbaines concrètes, on voit immédiatement que ce qu'on appelle « changement » peut en effet être l'objet de controverses, mais devient en même temps la preuve irréfutable d'une volonté de progrès collectif ». *BMM*, éditorial, nº 0 (octobre 1985).

fruit d'une volonté collective, les intérêts personnels doivent alors passer au second plan. Cette rhétorique, dans un discours de type judiciaire, est récurrente dans les propos du maire Pasqual Maragall. On l'avait repérée dans le cadre du réaménagement du Moll de la Fusta et on la retrouve dans l'évocation des problèmes de circulation suscités par les travaux dans le cadre des Jeux Olympiques. Dans le nº 19 (printemps 1991), le maire souligne « el grau de tolerància i de civisme cooperatiu que els barcelonins han demostrat en relació amb l'impacte negatiu que han tingut i que tenen encara les actuacions a la vida pública »[902], ou bien encore « uns hàbits d'*autodefensa* que es podien traduir en una major indisciplina circulatòria »[903], autrement dit « un cert increment de conductes incivils, de vegades també comprehensibles, però que, entre tots i immediatament, hem de contribuir a eradicar »[904].

Ces différentes expressions sont l'occasion de rappeler que les travaux entrepris peuvent générer un certain nombre de désagréments, et provoquer de fait la colère de certains usagers. On remarque que ce type de comportement est systématiquement renvoyé à des pratiques personnelles, de l'ordre de l'incivilité. En réalité, l'intérêt collectif est souvent mobilisé pour justifier l'ampleur et la durée des travaux, la hiérarchie des priorités ou encore certains choix urbanistiques. Cela apparaît très clairement dans le débat sur les Jeux Olympiques, comme dans l'éditorial du nº 11 (printemps 1989) :

> « Enmig dels grans programes urbanístics i d'obres públiques que han de transformar profundament el paisatge Barcelona i metropolità, sovint pot semblar que la política dels ciutadans i per als ciutadans no assoleix l'espai que li correspon, no l'atenció prioritària que mereix. No n'hi ha prou de dir que tots els canvis materials que es promouen en l'etapa actual, fins la realització escenogràficament més espectacular, han incidir en la qualitat de vida, dels serveis o de l'oci col·lectius. Convé conjurar el perill d'un diagnòstic simplista, segons el qual les millores directes o induïdes que han de sorgir del projecte de 92 exerceixen una fascinació abassegadora susceptible d'arraconar o de mixtificar aquella gestió immediata, imprescindible, permanent, preocupada per les necessitats i demandes que ara mateix planteja la població. Amb altres paraules : la conjuntura actual exigeix recordar que la política adreçada a les persones ocupa un lloc preferent del qual res ni ningú no l'ha de desplaçar. »[905]

Disqualifiant les critiques comme autant de lectures simplistes ou erronées du projet des Jeux Olympiques, le texte nous rappelle que les choix politiques sont faits à destination et

---

[902] « Le degré de tolérance et de coopération civique dont les Barcelonais ont témoigné par rapport à l'impact négatif sur la vie publique qu'ont eu et ont encore les actions urbanistiques ». *BMM*, éditorial, n° 19 (printemps 1991).

[903] « Des habitudes d'*autodéfense* qui peuvent se traduire par une plus grande indiscipline vis-à-vis des règles de circulation ». *BMM*, éditorial, n° 19 (printemps 1991).

[904] « Une certaine augmentation des conduites inciviles, parfois aussi compréhensibles, mais que nous devons ensemble contribuer à éliminer dès que possible ». *BMM*, editorial, n° 19 (printemps 1991).

[905] « Dans le cadre des grands programmes d'urbanisme et de travaux publics visant à transformer en profondeur le paysage de Barcelone et de sa métropole, la politique vis-à-vis des citoyens semble souvent ne pas occuper la place qui lui revient ni recevoir l'attention prioritaire qu'elle mérite. Il ne suffit pas de dire que tous les changements matériels actuellement encouragés, même la réalisation la plus spectaculaire sur le plan scénographique, auront une incidence sur la qualité de vie, les services et l'offre de loisirs collectifs. Il faut conjurer le risque d'un diagnostic simpliste, selon lequel les améliorations directes ou induites qui vont émaner du projet de 92 exerceront une fascination telle qu'elles pourront faire oublier ou diluer l'importance de cette gestion immédiate, indispensable, permanente, motivée par les besoins exprimés aujourd'hui par la population. En d'autres termes, la conjoncture actuelle exige de se rappeler que la politique vis-à-vis des personnes occupe une place prioritaire, que rien ni personne ne peut lui enlever ». *BMM*, éditorial, nº 11 (printemps 1989).

dans l'intérêt des habitants de Barcelone. Mais renvoyant systématiquement les critiques à de simples protestations face aux désagréments des travaux, ces différents textes escamotent le débat de fond sur le projet urbanistique lié à l'organisation des Jeux Olympiques. La campagne de mobilisation « Aquí hi ha gana ! Operació aliment solidari », lancée au début de l'année 1987, portait bien plus sur les conditions de vie d'une grande partie de la population du centre ancien que sur les problèmes de circulation engendrés par les travaux.

On retrouve à une autre échelle cette opposition entre intérêts personnels non justifiés et intérêts collectifs, autour des critiques concernant le Forum universel des cultures, figurant dans l'éditorial du nº 64 (automne 2004), au lendemain de la clôture du Forum :

> « Tothom hauria d'estar d'accord que les reticències i crítiques més o menys raonables, més o menys raonades que ha tingut el Fòrum no poden encalçar aquest contingut del compromís barceloní : quaranta propostes que configuren el vademècum del gran combat pacífic i solidari que la ciutat proposa al món sencer. »[906]

Dans une formule rhétorique consistant à reconnaître une certaine validité aux arguments de ceux qui ont critiqué le projet de Forum universel des cultures, le texte identifie l'intérêt collectif à celui du monde entier, au travers des propositions pour un monde meilleur, adoptées dans le cadre du Forum. Ici, ce n'est plus simplement l'individu et la collectivité citadine de Barcelone qui s'opposent, c'est l'échelle locale et l'échelle mondiale qui sont renvoyées dos-à-dos.

2.3.4 L'utilisation politique de la référence à l'histoire

La rupture avec le passé est une forme de validation de la politique présente et future. Lorsque l'histoire de la ville est convoquée, elle sert à affirmer la spécificité des choix qui ont été opérés par la Municipalité socialiste depuis les années 1980 et à les légitimer. En parlant de l'organisation des Jeux Olympiques de 1992, l'éditorial du nº 2 (septembre 1986) rappelle qu'elle constitue :

> « El fenómeno más rotundo de complicidad entre ciudadanía y poderes políticos que se ha producido en los últimos años en Cataluña, si exceptuamos la reivindicación de la autonomía. »[907]

Le parallèle établi entre les Jeux Olympiques, événement sportif et urbanistique, et l'adoption de la nouvelle Constitution de 1979, événement politique majeur, peut sembler curieux. C'est avant tout un moyen de faire des Jeux Olympiques un moment de rupture historique :

---

[906] «Tout le monde devrait s'accorder sur le fait que les réticences et les critiques plus ou moins raisonnables, plus ou moins fondées, auxquelles a donné lieu le Forum, ne peuvent rivaliser avec le contenu de cet engagement barcelonais : les quarante propositions qui constituent le vademecum du grand combat pacifique et solidaire que la ville propose au monde entier ». *BMM*, éditorial, n° 64 (automne 2004).

[907] « Le phénomène le plus évident de complicité entre les citadins et les pouvoirs politiques qui s'est produit ces dernières années en Catalogne, si nous excluons la revendication de l'autonomie régionale ». *BMM*, éditorial, n° 2 (septembre 1986).

- sur le plan matériel, avec la construction de nouvelles infrastructures de transport et de communication, de nouveaux équipements culturels et civiques ;
- sur le plan symbolique, avec un retournement de la tendance pessimiste des années précédentes ;
- sur le plan politique : en en faisant un moment de complicité aussi fort que le retour à la démocratie, l'éditorial entend affirmer la dimension profondément citoyenne et démocratique de cet événement.

Ce type de rhétorique se retrouve dans l'éditorial du nº 8 (été 1988) :

« Por primera vez desde el Pla Cerdà, puede hablarse de una nueva fisonomía urbana para Barcelona, sin que ello suponga caer en la ilusión quimérica del inmediatismo, ni en un deslumbramiento futurista, puramente especulativo. »[908]

Cette fois, les Jeux Olympiques sont mis en parallèle avec le plan Cerdà, en affirmant une continuité historique : ce sont deux moments de l'histoire urbaine de Barcelone qui ont ou vont profondément marquer l'espace urbain de la métropole catalane. Alors que les travaux sont à peine entamés, les Jeux Olympiques sont déjà projetés au rang d'héritage historique. Par ailleurs, cette référence au plan Cerdà permet de faire un saut dans le temps, en éclipsant totalement l'urbanisme du 20ème siècle, gommant du même coup les opérations qui n'ont pas relevé de l'initiative catalane[909]. En réalité, il ne s'agit pas de dire ici qu'il n'y a pas eu, entre le plan Cerdà et les Jeux Olympiques, de politique urbaine, mais que pour la première fois, la politique de la ville ne s'inscrit pas dans le court terme (l'immédiateté) ou bien ne constitue pas une opération de spéculation immobilière. La mobilisation du passé a clairement une portée symbolique et sert à affirmer la dimension démocratique et identitaire de la politique menée.

Enfin, dans le nº 10 (hiver 1988-1989), les Jeux Olympiques sont comparés aux expositions universelles de 1888 et 1929 :

« Nos referimos a los momentos clave que para la historia de la Barcelona moderna representaron los años 1888 y 1929. La fecha de 1992 se presenta, tal vez, como una oportunidad todavía más osada, más dinámica, más provechosa. »[910]

1888 et 1929 sont des dates marquantes pour Barcelone, à la fois en termes d'image, parce que la ville a été le centre du monde pendant un certain temps, mais aussi en termes d'héritage urbain. Les Jeux Olympiques de 1992 veulent s'inscrire dans cette continuité, tout en éclipsant les deux événements précédents : faire de Barcelone l'objet de toutes les

[908] « Pour la première fois depuis le Plan Cerdà, nous pouvons parler d'une nouvelle physionomie urbaine pour Barcelone, sans que cela suppose de se laisser piéger par l'illusion chimérique de l'immédiateté, ni par l'aveuglement futuriste, purement spéculatif ». *BMM*, éditorial, n° 8 (été 1988).

[909] Même si le projet de Cerdà reste ambigu, puisqu'il avait été imposé à la Municipalité de Barcelone par l'Administration centrale.

[910] « Nous faisons référence aux années 1888 et 1929, qui ont constitué des moments clés dans l'histoire de la Barcelone moderne. La date de 1992 se présente, sans doute, comme une occasion encore plus osée, porteuse et fructueuse ». *BMM*, éditorial, n° 10 (hiver 1988-1989).

attentions pendant la période des Jeux, et léguer à la ville un héritage urbain moderne. Là encore, la rupture avec le passé sert à légitimer le projet politique et urbanistique, en donnant des références qui sont peu contestables en termes d'événements marquants de l'histoire de Barcelone.

Dans le même temps, ces références marginalisent, d'une certaine manière, le patrimoine de Ciutat Vella. Il est bien sûr évoqué dans les premiers numéros de *BMM*, qui mettent l'accent sur la réhabilitation des quartiers anciens comme fer de lance de la politique urbanistique de la Municipalité socialiste au milieu des années 1980, mais disparaît par la suite pour laisser la place à des considérations plus générales sur la culture ou sur l'histoire. On peut comprendre cette survalorisation de l'histoire récente (à l'exception de la parenthèse franquiste), qui permet aux éditoriaux de se référer à un passé qui a sans doute plus de sens pour les Barcelonais que les palais gothiques du centre ancien. En même temps, elle tend à réduire ce qui fait justement la spécificité du district de Ciutat Vella. Cette survalorisation s'explique sans doute aussi par le fait qu'il est plus aisé pour la Municipalité d'utiliser les références de la constitution de l'Eixample ou des grands chantiers des expositions universelles, que de la construction historiciste du Barrio Gótico, que nous avons évoquée à travers les travaux de J. Ganau[911], d'autant plus que la politique patrimoniale de l'équipe municipale actuelle s'inscrit elle-même dans la tradition culturaliste du traitement du patrimoine depuis le 19ème siècle. La position de la Municipalité est d'autant plus ambiguë que Ciutat Vella n'est plus l'objet de légitimation de la politique urbanistique actuelle. Dès lors, le centre ancien est réduit à un simple référent, preuve de la continuité historique de la ville de Barcelone.

2.3.5 Quelles conceptions du pouvoir et de la démocratie participative ?

Pour le maire, utiliser la première personne du pluriel et non du singulier relève d'un choix, qu'il faut expliciter. En analysant les relations entre les différents thèmes, on peut constater que le « nous » est avant tout associé aux discours portant sur la conception de la ville (neuf associations), et non à celle du pouvoir (quatre associations soit deux fois moins), ou bien au thème du modèle (huit associations), qui lui-même reste très centré sur des considérations urbanistiques et fait peu référence aux modes d'exercice du pouvoir. On peut dès lors émettre l'hypothèse que le « nous » sert avant tout à désigner le maire et les citadins en tant qu'ils constituent une communauté « urbaine », et non en référence à une communauté « politique ». Le « nous » et le possessif de la première personne du pluriel « notre », se retrouvent de manière récurrente :

- « todos nosotros pensamos »[912] ;
- « hemos de fijarnos »[913] ;
- « Parlem, doncs »[914] ;

[911] GANAU CASAS J., *op. cité*, 1997.
[912] « Nous tous, nous pensons ». *BMM*, éditorial, nº 7, printemps 1988.
[913] « Nous devons nous fixer ». *BMM*, éditorial, nº 8, été 1988.

- « queremos creer »[915] ;
- « nuestra ciudad »[916]
- « si volem tenir »[917] ;
- « sabrem respondre a les expectatives »[918] ;
- « somos, ciertamente, una ciudad densa y muy construida »[919] ;
- « Podemos decir »[920] ;
- « el nostre hàbitat urbà »[921].

Mais le groupe que le « nous » désigne varie en fonction du sens qui lui est donné dans le texte. Quelle est la signification de cette « inclusion de soi dans le discours »[922] ? L. Guespin nous rappelle que :

> « Lorsqu'il renonce au *je* pour s'associer à d'autres, dans le recours au *nous*, le locuteur marque implicitement quels traits de sa personnalité sociale, ou du procès d'interaction, sont mis en oeuvre. Bien sûr, cette grille de lecture n'est pas évidente, déterminée qu'elle est à la fois par la convention sociale et par les intentions, illusions, manoeuvres et prétentions du sujet. »[923]

Dès le premier numéro, l'éditorial souligne que « avui, des del govern municipal, podem dir que es produeixen canvis profunds a la ciutat de Barcelona »[924]. Le « nous » sert ici clairement à désigner l'équipe municipale, dont le maire qui, possédant une certaine connaissance du territoire, a conscience des changements en cours, ce qui n'est pas forcément le cas du reste des citadins. Le « nous » s'oppose alors ici au « vous », ceux qui lisent le texte, les Barcelonais, parfois critiques à l'égard des choix politiques et urbanistiques effectués, mais parce que justement ils ne perçoivent pas les changements à leur juste valeur. Cette opposition nous/vous se retrouve plus loin dans le texte :

> « Els meus conciutadans saben que em refereixo a aquest « Barcelona més que mai », que no és un crit de prepotència ni un desafiament que llancem amb ostentació contra ningú. En tot cas, el crit, el repte, el missatge és a favor de tothom. »[925]

Le maire parle de ses « concitadins », non pas les électeurs qui ont élu le maire, mais ceux qui partagent le même espace urbain. Il évoque également « le cri, le slogan, le message », ce qui semble rappeller que les choix viennent d'en haut. Cette distinction se

---

[914] « Nous parlons, donc ». *BMM*, éditorial, nº 18, 1991.
[915] « Nous voulons croire ». *BMM*, éditorial, n° 22, 1992.
[916] « Notre ville ». *BMM*, éditorial, n° 31, été 1996.
[917] « Si nous voulons tenir ». *BMM*, éditorial, nº 38 (novembre-décembre 1997).
[918] « Nous saurons repondre aux attentes ». *BMM*, éditorial, nº 42 (juillet août 1998).
[919] « Nous sommes, certainement, une ville dense et très bâtie ». *BMM*, éditorial nº 45 (février-avril 1999).
[920] « Nous pouvons dire ». *BMM*, éditorial, nº 51 (avril-juin 2000).
[921] « Notre habitat urbain ». *BMM*, éditorial, nº 64 (automne 2004).
[922] GEFFROY A., « Les nous indistincts », *Mots. Les langages du politique*, 1985, vol. 10, n° 1, p. 5.
[923] GUESPIN L., « Nous, la langue et l'interaction », *Mots. Les langages du politique*, 1985, vol. 10, nº 1, p. 45.
[924] « Aujourd'hui, du point de vue du gouvernement municipal, nous pouvons dire qu'il se produit des changements profonds dans la ville de Barcelone ». *BMM*, éditorial, nº 0 (octobre 1985).
[925] « Mes concitoyens savent que je fais référence à cette « Barcelone plus que jamais », qui n'est pas un cri de suffisance ou de défi que nous lançons avec ostentation contre quelqu'un. Ce cri, ce défi, ce message, il s'adresse à tous ». *BMM*, éditorial, nº 0 (octobre 1985).

retrouve clairement dans les numéros suivants. Le nº 2 (septembre 1986) évoque par exemple « el fenómeno más rotundo de complicidad entre ciudadanía y poderes políticos »[926], et le nº 6 (octobre-décembre 1987) rappelle que « el Ayuntamiento de Barcelona ha tomado la iniciativa de generar una dinámica basada en sus propias posibilidades y en la capacidad y la autoridad moral que le da responsabilidad de organizar los Juegos de 92 »[927]. À l'inverse, le nº 7 (printemps 1988) souligne que :

> « Sin embargo, mientras *todos nosotros* pensamos en la cita olímpica, no hemos de perder de vista que los procesos sociales y económicos que nos afectan como colectividad nacional y como miembros de una organización metropolitana siguen su curso y hemos de darles la respuesta más adecuada. »[928]

Ce petit paragraphe est littéralement saturé de « nous » ou de « notre », beaucoup plus que les autres éditoriaux. Ici sont réaffirmées l'unité des citadins d'un même espace métropolitain et la nécessité de faire front face aux différents problèmes que connaît Barcelone. L'éditorial finit d'ailleurs sur une métaphore économique (« Barcelona se configura como una gran empresa de la que todos somos accionistas »[929]) qui donne son titre au texte. L'importance du « nous » est ici fortement liée à la nécessité de mobiliser l'ensemble des efforts (d'où la métaphore : tout le monde doit se sentir concerné). M. Rosemberg soulignait justement, dans son analyse sur le marketing urbain :

> « La « polyphonie » du discours crée l'illusion d'une collectivité anonyme, source de la parole et de l'action : la ville. Source et cible en même temps puisqu'il s'agit d'agréger aux acteurs de nouveaux acteurs, d'intégrer au projet la population. La prise en charge de l'énoncé par l'ensemble des habitants de la ville devient réalité, et l'énoncé devient croyance collective. »[930]

Autrement dit, ce « nous » comme association a deux fonctions : d'une part, elle permet de créer le sentiment d'union, d'appartenance à une même communauté dans laquelle « administrateurs » comme « administrés » jouent un rôle égal dans la prise de décision ; d'autre part, dès lors que cette décision est la formulation de la pensée de la majorité, puisqu'elle est censée avoir intégré l'ensemble des citadins, elle est « réelle », au sens où c'est bien la décision que veut la société civile. L'usage du nous comme union n'est pas ici en contradiction avec l'usage qui en a été fait précédemment (comme dissociation). Le nous a tendance à unir lorsqu'il s'agit de souligner la nécessité d'agir, mais à séparer lorsqu'il s'agit de souligner la nécessité de définir ou d'élaborer la politique urbanistique :

---

926 926 « Le phénomène le plus évident de complicité entre les citadins et les pouvoirs politiques ». *BMM*, éditorial, n° 2 (septembre 1986).

927 « La Municipalité de Barcelone a pris l'initiative de créer une dynamique fondée sur ses propres possibilités et sur sa capacité et son autorité morale qui lui donnent la responsabilité d'organiser les Jeux Olympiques de 1992 ». *BMM*, éditorial, n° 6 (octobre-décembre 1987).

928 « Cependant, alors que *nous tous* nous pensons à la ville olympique, nous ne devons pas perdre de vue que les processus sociaux et économiques qui nous touchent en tant que collectivité nationale et en tant que membres d'une organisation métropolitaine, suivent leur cours et que nous devons leur donner une réponse adéquate ». *BMM*, éditorial, n° 7 (printemps 1988).

929 « Barcelone est comme une grande entreprise dont nous sommes tous des actionnaires ». *BMM*, éditorial, n° 7 (printemps 1988).

930 ROSEMBERG M., *op. cité*, 2000, p. 144.

« El mèrit certament no és nostre ni tant sols dels competents equips tècnics que s'han compromès en un dels programes més ambiciosos que s'han plantejat mai en el decurs de la nostra història col·lectiva; el mèrit és dels ciutadans que han ofert i renovat la confiança en un equip de govern, plenament solidari amb els anhels comuns de millora de la qualitat de vida. »[931]

Cette longue citation, qui là encore relève du discours épidictique, est une manière de louer le travail accompli par la Municipalité, par la formule rhétorique de la négation. Mais fondamentalement, il tend à diviser le « nous », qui renvoie aux acteurs politiques, aux détenteurs du pouvoir local, et le « eux », qui lui-même se subdivise entre « les équipes techniques » et les « citadins ». C'est donc une division tripartite de la collectivité qui se dessine ici : les acteurs politiques décident, les ingénieurs mettent en œuvre, et les citadins se contentent, en quelque sorte, de « faire confiance » aux premiers. Les citadins ne semblent pas impliqués dans la prise de décision. Comme le souligne l'éditorial du nº 20 (1991), « els ciutadans de Barcelona – els ciutadans pacients »[932], sont donc passifs d'une certaine manière. Cette conception du pouvoir public, qui fait l'impasse sur les questions de gouvernance ou de démocratie participative, se retrouve plus tard, comme dans le nº 45 (février-avril 1999) :

« Con la perspectiva de estos veinte años podemos afirmar que tan relevante como la obra realizada ha sido la capacidad de suscitar y promover, de animar y estimular, de iniciar y multiplicar. Es así como debemos entender, entre otras cosas, el proceso de revitalización de Ciutat Vella. »[933]

L'accumulation des verbes (susciter, promouvoir, animer, stimuler, initier, multiplier), désigne le secteur public comme principal agent des changements dans l'espace urbain. Dans le nº 42 (daté de juillet-août 1998), la lettre ouverte évoque le projet du Forum universel des cultures, en soulignant que la Municipalité aura pour tâche de « mobilitzar la participació de la ciutadania i la implicació institucional »[934]. On retrouve la prégnance encore très forte, dans le rapport entre « administrateurs » et « administrés », d'une conception fortement hiérarchique à la formulation des projets urbains : c'est la Municipalité qui donne l'impulsion de la participation des citadins.

[931] « Ce n'est certainement pas à nous que revient le mérite, ni seulement aux équipes techniques compétentes qui se sont engagées dans un des programmes les plus ambitieux qui ait jamais été mis en œuvre dans notre histoire collective, le mérite revient aux citadins qui ont offert et renouvelé leur confiance à l'équipe qui gouverne, pleinement solidaires avec le brûlant désir commun d'améliorer la qualité de vie ». *BMM*, éditorial, n° 14 (hiver 1989-1990).
[932] « Les citadins de Barcelone – les citadins patients ». *BMM*, éditorial, n° 20 (1991).
[933] « Avec le recul de ces vingt années, nous pouvons affirmer que la capacité à susciter et à promouvoir, à animer et à stimuler, à initier et à multiplier, a été tout aussi importante que les travaux en eux-mêmes. C'est comme cela que nous devons comprendre, entre autres, le processus de revitalisation de Ciutat Vella ». *BMM*, éditorial, n° 45 (février-avril 1999).
[934] « Mobiliser la participation des citadins et l'implication institutionnelle ». Carta oberta nº 42 (juillet-août 1998).

2.4 Les principaux apports de l'analyse des éditoriaux de *BMM*

Quels sont les principaux enseignements de l'analyse de discours que nous avons menée sur les soixante-et-onze éditoriaux de *BMM* ?

Tout d'abord, sur la forme, au fil de plus de vingt années d'existence de la revue, la capacité de distanciation de la part de la Municipalité a peu a peu disparu pour laisser place à un discours constamment (ou presque) élogieux vis-à-vis d'elle-même et de la politique qu'elle conduit, même si de temps à autre sont évoqués quelques motifs de polémique, pour être rapidement minorés ou récusés. En parallèle, les prises de parole du maire ont progressivement été « dépolitisées », dans la mesure où elles portent de moins en moins souvent sur des projets précis, les conditions de leur réalisation ou bien la ligne politique conduite, et de plus en plus sur des généralités et sur des thèmes dépassant largement la question de la politique urbanistique.

Sur le fond, certains traits se sont maintenus, notamment une certaine conception hiérarchique de la manière de transformer l'espace urbain, où la Municipalité reste le principal acteur et organisateur de la vie locale, même lorsqu'il s'agit d'encadrer les processus de démocratie participative. Au final, c'est elle qui a le dernier mot (ce que nous avions déjà constaté dans le cas du projet du secteur Pou de la Figuera). L'autre trait récurrent est l'articulation de la politique urbanistique autour de quelques « temps forts », de grands projets censés impulser des dynamiques à l'échelle de l'agglomération : la récupération du centre ancien, puis les Jeux Olympiques, et plus tard encore l'achèvement de la Diagonale, le Forum universel des cultures, le projet *22@BCN*. Le déplacement progressif vers les quartiers de Poblenou et de Sants des principaux secteurs en chantier traduit alors la désaffection progressive, dès les Jeux Olympiques, de la politique urbanistique pour le centre ancien de Barcelone.

L'analyse a également révélé que d'une manière générale *BMM* a proposé un certain « idéal de ville » et que cette image a évolué, derrière l'apparente continuité de la politique de l'équipe municipale en place, pour céder la place à celle d'une métropole mondiale et moderne. Cette évolution concerne notamment le passage d'une étape de réflexion et d'élaboration d'un modèle de ville à celle de sa diffusion. On observe la projection de la métropole barcelonaise dans un cadre de plus en plus large, d'abord européen puis mondial, parfois au détriment de l'échelle locale ou de l'agglomération, qui coïncide avec « l'autonomisation » progressive de la politique urbanistique par rapport au poids de l'histoire. Autrement dit, la Municipalité n'a plus à se référer à un passé dont Ciutat Vella serait le symbole patrimonialisé. Cette évolution pourrait également être interprétée comme le passage d'une vision « sociale » de la politique urbanistique, à une vision plus « économique », qui peut être dû soit aux changements de personnalité politique à la tête de l'équipe municipale, soit à une volonté de satisfaire les nouveaux intérêts d'une base électorale qui a pu évoluer en près de trente ans, du fait du renouvellement de la population de la commune de Barcelone ou de l'évolution de ses profils.

À notre sens, l'évolution récente de la revue municipale confirme ces conclusions. L'ouverture de la « quatrième époque » nettement plus polémique (même si la parole du maire a disparu, ce qui doit nous pousser à nous interroger sur la nature « auto-critique » de la démarche[935]) témoigne d'une prise de conscience : les numéros précédents ont connu une prédominance de l'éloge de la politique municipale, au détriment d'une véritable réflexion sur l'urbanisme (qui était pourtant l'un des objectifs originaux de la revue). Le n° 70 se veut alors un retour sur cette posture, et l'éditorial annonce :

> « Que nadie espere (o tema) encontrar en las paginas de Barcelona METRÒPOLIS ni tutelas ni portavocías de ningún tipo. No se es de un determinado color político por señalar los problemas existentes, sino por el tipo de solución que se propone para los mismos.
>
> Aunque, por descontado, lo anterior en modo alguno pretende equivaler a ninguna suerte de (imposible) neutralidad o de suspensión (indefinida) del juicio. (…) Siempre se piensa desde algún lugar, desde algún punto de vista, y no es ni bueno ni útil intentar escamotarlo. »[936]

La nouvelle équipe éditoriale entend faire preuve d'objectivité, c'est-à-dire refuser tout parti pris, mais aborder les thèmes du numéro de la manière la plus neutre possible, même si M. Cruz rappelle que tout discours est forcément marqué par les origines, la formation, le bagage culturel et intellectuel de celui qui le prononce. Cette dernière remarque vise avant tout à désamorcer par avance les tensions possibles entre un discours critique tenu dans une revue municipale et le discours officiel de la Municipalité elle-même, en affirmant qu'aucune parole n'échappe à des prises de position subjectives. C'est une manière de relativiser les propos polémiques qui pourront être exprimés.

Enfin, concernant la récupération de Ciutat Vella, l'analyse de discours a également montré sa progressive marginalisation au sein de la politique urbanistique en général. Dans les premiers temps, les quartiers anciens ont été parmi les principaux arguments de l'action municipale mais aussi parmi les principaux destinataires. Mais peu à peu la question de Ciutat Vella a été évacuée, même si elle refaisait parfois surface, au détour d'un cahier central présentant la « nova Ciutat Vella » (n° 45, février-avril 1999) et toute l'œuvre accomplie. Au regard des autres évolutions qu'a connues le discours municipal à travers *BMM*, cette marginalisation fait doublement sens : d'abord, elle donne le sentiment que la Municipalité ne considère plus le centre ancien comme prioritaire, sans doute parce qu'elle estime que ce qui a été réalisé a suffi à enrayer la crise urbaine du début des années 1980 ou bien que la

---

[935] On pourrait même aller plus loin et soutenir que la « disparition » des textes signés du maire, marque définitivement la rupture, amorcée dès la « troisième époque », entre les prises de parole du maire et le contenu de la revue.

[936] « Que personne n'espère (ou craigne) trouver entre les lignes de Barcelona METRÒPOLIS une tutelle ou un relais idéologique quelconques. La couleur politique ne se voit pas dans la dénonciation des problèmes, mais plutôt dans le type de solutions que l'on propose pour y répondre.
Il va sans dire que nous ne prétendons pas par là faire montre d'une quelconque neutralité, par ailleurs impossible, ou réserver notre jugement de façon indéfinie. (…) Toute pensée est déterminée par une origine, ou un certain point de vue, et il n'est ni bon ni utile d'essayer de le cacher ». *BMM*, éditorial, n° 70 (automne 2007), p. 1.

valorisation des quartiers anciens ne contribue pas à projeter la ville de Barcelone à l'échelle mondiale. Ensuite, cette marginalisation tend à montrer qu'au sein du *Modelo Barcelona* proposé par la Municipalité, le rôle que les quartiers anciens ont à jouer est mineur. Dès lors, on ne s'étonnera plus des « dérives » qu'a pu connaître, au moins dans la période récente, la politique de récupération du centre ancien de Barcelone, témoin d'un désintérêt progressif de la part de la Municipalité.

Nous nous sommes interrogé, dans ces derniers chapitres, sur les représentations du centre ancien. Nous avons examiné la manière dont les résidents percevaient les changements sociaux et la politique urbanistique, la place de la récupération du centre ancien de Barcelone au sein du projet municipal et de ses réalisations, mais aussi la manière dont la Municipalité elle-même avait fait la promotion du *Modelo Barcelona*.

En définitive, nous avons mis en évidence le double rôle des images dans la construction symbolique du centre ancien de Barcelone, à la fois comme révélatrices des évolutions socio-urbaines et comme facteur des changements. Quartier à la fois à la mode et de mauvaise réputation, support de légitimation de la politique urbanistique ou au contraire de cristallisation des tensions autour de certains grands projets urbains emblématiques, Ciutat Vella continue à occuper une place à part dans l'espace symbolique de l'agglomération catalane. Sa marginalisation progressive au sein de la politique urbanistique de la Municipalité, alors même que pour certains secteurs du centre ancien la marginalisation socio-spatiale se poursuit, invite à s'interroger sur son devenir. Les discours officiels des pouvoirs publics donnent le sentiment d'avoir mené la récupération du centre ancien à son terme, déplaçant du même coup le centre de gravité des politiques urbanistiques. Mais quel sera le devenir des populations de Ciutat Vella, fragilisées par les effets de la diffusion de la gentrification, du développement des activités touristiques et de la réactivation du marché immobilier ?

CONCLUSION

À l'issue de ce travail, nous pouvons conclure à la pertinence d'une analyse conjointe des politiques urbanistiques appliquées aux quartiers anciens de Barcelone et des changements sociaux qu'elles entraînent. Le risque était grand de se focaliser sur les dispositifs législatifs de la récupération du centre ancien au détriment de ses conséquences sur le paysage socio-démographique de Ciutat Vella, et inversement de ne s'intéresser qu'aux modalités des changements sociaux, en perdant de vue un certain nombre de facteurs explicatifs, telle l'action des pouvoirs publics. Nous nous sommes donc attaché à examiner les enjeux, le contexte et les conséquences de la récupération des quartiers anciens de Barcelone, et la manière dont ces changements ont été perçus. Quels sont les principaux apports de ce travail ?

La complexité des mutations socio-démographiques de Ciutat Vella

Un des objectifs de cette recherche était de circonscrire la réalité du processus de gentrification dans le centre ancien de Barcelone. Sur le plan méthodologique, notre étude a en premier lieu montré l'intérêt d'une approche intégrée de la gentrification, utilisant les outils de l'analyse statistique plurivariée et s'appuyant aussi sur une lecture des transformations du paysage urbain. La convergence des résultats témoigne de la pertinence de croiser ces deux types de méthode. L'approche paysagère a notamment permis d'aborder la question des échelles de la gentrification et de réfléchir au rôle des images d'un quartier dans la diffusion de cette dernière. L'analyse statistique a mis en évidence des phénomènes de polarisation socio-spatiale et la complexité des trajectoires des différents secteurs du centre ancien de Barcelone, même s'il n'a pas toujours été possible de trancher entre gentrification *in situ* et gentrification par arrivée de nouveaux résidents.

Une seconde limite est l'application de ce type d'approche à d'autres contextes urbains. On pourrait être tenté de comparer les processus de gentrification à Ciutat Vella avec ceux qui affectent le centre de grandes agglomérations comme Londres ou Paris. Dans le cas

de la métropole anglaise, la notion de centre est beaucoup plus diffuse, les enjeux symboliques et identitaires ne sont certainement pas les mêmes. Dans celui de la métropole parisienne, la gentrification est beaucoup plus mûre qu'à Barcelone, ce qui néanmoins permet de formuler des hypothèses sur l'évolution future des processus à Ciutat Vella : compte tenu de ses spécificités, le centre ancien de Barcelone connaîtra-t-il des changements similaires à ceux du Marais ou du 11ème arrondissement, à Paris ? Il paraît cependant plus légitime de rapprocher l'exemple de Barcelone avec celui de métropoles méditerranéennes comme Marseille ou Gênes[937]. En particulier, le quartier du Panier, dans le premier cas, peut sans doute fournir des éléments de comparaison pertinents pour comprendre la spécificité barcelonaise.

Dans ce travail, nous avons effectivement identifié un début de gentrification dans certains secteurs. Elle reste très limitée actuellement, à l'exception du quartier de la Ribera, et il nous semble plus juste de parler de microgentrification[938], notamment dans le Raval ou la Barceloneta. Cependant, précédant sans doute la gentrification au sens classique du terme, le rapport aux quartiers anciens des populations qui y résident comme de celles qui les fréquentent se modifie progressivement, du fait des implantations universitaires qui génèrent de nouvelles pratiques du quartier par des populations jeunes et instruites, mais aussi du développement des commerces touristiques, ou encore de la substitution d'un commerce plus « branché » aux commerces de proximité[939]. Ils sont autant de signes d'une amorce de « gentrification commerciale », en particulier dans le Raval. Ces tendances actuelles invitent à rester vigilant sur l'évolution à court terme du paysage urbain et commercial et des pratiques socio-spatiales dans le centre ancien de Barcelone. L'analyse de l'évolution de certains secteurs mériterait d'être poursuivie à une échelle fine, afin de voir si elle risque de déboucher sur une gentrification généralisée, une dégentrification ou une tertiarisation à forte composante touristique.

L'analyse a également mis en évidence l'existence d'autres formes de revalorisation ou de dévalorisation des quartiers anciens. En adoptant une définition restreinte de la gentrification, nous avons tenté de replacer cette dernière dans l'ensemble des mutations socio-démographiques de Ciutat Vella, en établissant une cartographie précise des différents processus en cours. Le principal enseignement est qu'une grande partie des quartiers anciens reste encore peu concernée par les processus de revalorisation. Au contraire, certains secteurs font preuve de stabilité sur le plan socio-démographique, tandis que d'autres connaissent des processus de dévalorisation, dont nous avons pu identifier trois types : désembourgeoisement de certains secteurs aisés, dégentrification et marginalisation de secteurs populaires. Là

[937] SBITI N., *La reconquête des espaces en déshérence : le cas de Marseille et de Barcelone*, thèse de géographie sous la direction de Guy Jalabert, Université Toulouse 2, 1999, 383 p.
[938] Pour reprendre le terme de G. Vila Bosqued (VILA BOSQUED G., *op. cité*, 2002).
[939] Pour reprendre l'expression de L. Vicario et de P. M. Martínez Monje et le transposer au cas barcelonais, l'ouverture du musée d'Art contemporain dans le Raval a bien eu un « effet Guggenheim ». VICARIO L., MARTÍNEZ MONJE P. M., *op. cité*, 2003.

encore, dans le contexte de crise immobilière et économique qui s'est installée depuis 2008, la vigilance s'impose quant à la possible fragmentation socio-spatiale des quartiers anciens. Il serait également pertinent de prolonger notre analyse en comparant l'évolution de Ciutat Vella à celle d'autres quartiers populaires de Barcelone. Y retrouve-t-on la même mosaïque de processus ? Le centre ancien est-il plus concerné par des phénomènes de marginalisation, alors même que les interventions publiques y ont été beaucoup plus nombreuses depuis le début des années 1980 ?

Comment rendre compte de l'ensemble des phénomènes identifiés dans ce travail ? L'analyse paysagère et les enquêtes de terrain ont révélé un certain nombre de facteurs explicatifs qui renvoient en partie aux représentations du centre ancien de Barcelone. Malgré l'importance des transformations urbaines observées dans le Raval ou le Casc Antic, le district de Ciutat Vella reste encore peu attractif pour les classes moyennes. La mauvaise réputation des quartiers anciens, notamment du Raval, le développement parfois excessif de l'activité touristique ou de certaines formes de monoactivité commerciale en réduisent l'attractivité, alors même que les potentialités offertes par le parc de logements sont importantes. Ainsi, la multiplication des bars dans certains quartiers (comme dans la rue Joaquín Costa, dans le nord du Raval), peut être interpétée comme un frein à la gentrification, puisqu'elle est génératrice de tensions potentielles entre la fonction résidentielle et les pratiques de loisirs du secteur.

Une autre limite à la gentrification de Ciutat Vella réside sans doute dans l'évolution économique de l'ensemble de l'agglomération de Barcelone. D'une part, la croissace a peut-être été moins forte que prévue, en particulier au cours des dernières années, dans un contexte de crise immobilière et de crise financière internationale, ce qui a ralenti la hausse de la demande en logements gentrifiables. D'autre part, d'autres quartiers de la ville font concurrence à l'offre du centre ancien. Considérant le rattrapage des prix des logements à Ciutat Vella par rapport à ceux des autres secteurs de Barcelone, on peut supposer qu'une partie des classes moyennes ou aisées préfère s'installer dans l'Eixample, où les logements sont en général plus confortables et moins soumis aux « désavantages » liés au fait d'être à Ciutat Vella (développement excessif du tourisme, disparition ou transformation du commerce de proximité, mauvaise image du quartier), tout en bénéficiant d'une relative centralité. La tendance au « désembourgeoisement » du nord du Barrio Gótico va dans le sens de cette hypothèse, bien que dans le cadre de ce travail il soit difficile de dire si les ménages quittent le centre ancien pour s'installer dans l'Eixample, dans un autre quartier de Barcelone, ou même en zone périurbaine. À Poblenou, dans l'hypothèse d'une croissance des emplois de services aux entreprises et des activités tertiaires (voire du tertiaire supérieur), la concurrence vient sans doute des nouveaux logements construits à proximité du parc dessiné par Jean Nouvel, situés dans un quartier en pleine rénovation, au total plus attractifs que les logements anciens de Ciutat Vella peut-être moins adaptés à la demande des actifs aisés qui désirent se rapprocher de leur lieu de travail. Enfin, parmi les quartiers populaires de

Barcelone, celui de Sants bénéficie peut-être d'une meilleure image que celui de Ciutat Vella. Toutes ces hypothèses demandent à être validées.

L'exemple du centre ancien de Barcelone montre que la possibilité de réaliser une plus-value ne suffit pas à inciter les « gentrifieurs » à revenir dans les quartiers anciens. S'il n'est pas évident de hiérarchiser les facteurs, nous pensons qu'il est nécessaire de prendre en compte les représentations d'un quartier dans la compréhension des phénomènes de gentrification : aussi bien le *rent gap* que l'émergence d'une demande spécifique en logements de la part de certaines catégories de la population ne suffisent à expliquer pourquoi un secteur se gentrifie. À Ciutat Vella, c'est d'autant plus vrai que c'est d'abord la Ribera qui a commencé à « se gentrifier », avant que certains secteurs bien spécifiques du Raval, plus dégradés donc potentiellement plus intéressants en termes de plus-value, ne soient à leur tour touchés par ce mouvement. Les représentations d'un quartier ne sont certainement pas les seuls facteurs explicatifs d'une amorce de gentrification, mais elles permettent de comprendre la rapidité avec laquelle le processus se diffuse. Nos observations ne remettent donc pas en cause la théorie du *rent gap* mais la prolongent, même s'il nous paraît difficile de quantifier le poids des représentations du quartier dans lequel se trouve le parc de logements « gentrifiable ». Nous souhaitons étendre cette réflexion sur les rapports entre gentrification, *rent gap* et représentations à d'autres quartiers de la métropole catalane et à d'autres villes de même dimension. À Barcelone, cette question des représentations est d'autant plus importante que changer l'image du centre ancien a constitué l'un des principaux objectifs de la politique municipale. Quel bilan pouvons-nous faire de l'action des pouvoirs publics ?

La Municipalité de Barcelone entre politique sociale et marketing urbain

Dans ce travail, nous avons accordé une place particulière à l'examen des acteurs que nous avons considérés comme susceptibles de jouer un rôle majeur dans la production et la transformation de l'espace urbain central de Barcelone. On pourrait prolonger l'analyse en s'intéressant à d'autres acteurs collectifs comme les banques qui ont financé les opérations de rénovation, ou bien aux acteurs invidivuels, comme les propriétaires privés, à l'exemple du travail approfondi mené par M. Tatjer sur les propriétaires fonciers dans la Barceloneta entre le 18ème et le 20ème siècles[940]. L'importance que nous avons accordée aux acteurs publics découle de leur rôle essentiel dans la tentative de redéfinition des fonctions et des images de Ciutat Vella par rapport aux autres secteurs de la ville.

La popularisation des quartiers anciens de Barcelone est à mettre en relation avec les opérations urbanistiques dès le 19ème siècle, d'abord avec le début de la construction de l'Eixample, qui a incité une partie de l'aristocratie et de la bourgeoisie barcelonaise à quitter

[940] TATJER MIR, *Burgueses, inquilinos y rentistas. Mercado inmobiliario, propiedad y morfología en el centro histórico de Barcelona : La Barceloneta 1753-1982*, Madrid : CSIC, 1988, 400 p.

le centre ancien, puis, à partir du 20ème siècle, avec l'intensification des opérations de rénovation dans certains secteurs de Ciutat Vella ou à l'inverse de stratégies d'abandon de la part des pouvoirs publics dans d'autres. Quartier populaire de Barcelone, le centre ancien est en même temps devenu la porte d'entrée des immigrants. Dès le début des années 1980, les pouvoirs publics ont pris conscience de l'urgence à intervenir dans le centre ancien. Mais en près de trente ans, leurs stratégies et les méthodes ont évolué. L'analyse des éditoriaux de la revue municipale *Barcelona Metrópolis Mediterránea* a mis en évidence les fluctuations de la politique urbanistique municipale et des discours qui l'ont accompagnée. En examinant les modalités de l'action des pouvoirs publics dans le centre ancien, nous avons constaté une certaine continuité entre la période démocratique qui a débuté en 1979 et la fin de la période franquiste, dans le traitement du tissu urbain du centre ancien et dans les insuffisances de la construction de logements sociaux. Les équipes municipales qui se sont succédées depuis le début des années 1980 ont largement favorisé l'intégration du secteur privé dans la mise en œuvre de projets urbains (mais peut-être de manière moins systématique dans le centre ancien que le long du front de mer ou de l'avenue Diagonal), et multiplié des opérations d'assainissement urbain plus brutales qu'elle ne l'ont laissé entendre, notamment dans les deux secteurs qui nous ont tenu lieu d'exemple (Rambla del Raval et Pou de la Figuera). Nos analyses ont mis en évidence une « simplification » de la méthode d'intervention dans le centre ancien de Barcelone par rapport au projet de ville initié au début des années 1980, qui s'est caractérisée par le choix de privilégier des opérations radicales de transformation du tissu urbain, de déléguer une partie de l'action au secteur privé (soit en soutenant financièrement la réhabilitation privée, soit en externalisant une partie de l'action urbanistique), parallèlement à la marginalisation progressive de la réflexion sur les quartiers anciens au sein du *Modelo Barcelona*.

Ces choix effectués par les pouvoirs publics posent d'autant plus problème que dans les quartiers anciens de Barcelone, les acteurs de la transformation de l'espace urbain sont nombreux. Au regard des enjeux de la récupération sociale, culturelle, économique et symbolique de Ciutat Vella, l'équilibre aurait sans doute dû être maintenu entre les processus de revalorisation directement pris en charge par des opérations publiques et ceux relevant des différents acteurs du secteur privé, bénéficiant du soutien de la Municipalité. La construction de logements sociaux est restée en deçà des besoins et aurait pu être plus soutenue, d'autant qu'ils constituent un frein à la gentrification. Les pouvoirs publics n'ont sans doute pas été assez attentifs à l'enchevêtrement des logiques de revalorisation de Ciutat Vella. L'échec du *Modelo Barcelona* n'est donc pas seulement d'avoir fait certains mauvais choix, mais aussi, parfois, d'avoir laissé jouer le marché.

Les inflexions récentes de la politique urbanistique montrent clairement la volonté de la Municipalité de faire de l'agglomération catalane une métropole mondiale. Après la mandature de Joan Clos, placée dans la droite ligne de ce souci de promouvoir la ville à l'échelle internationale, le maire Jordi Hereu, dès sa prise de fonction en 2007, a voulu

recentrer la politique municipale sur l'échelle locale, donc sur les Barcelonais eux-mêmes. Mais qu'en est-il réellement ? L'analyse des éditoriaux de la revue municipale *Barcelona Metrópolis Mediterránea* permet de juger de l'évolution du *Modelo Barcelona* et met en évidence le retour assumé des pouvoirs publics à une posture plus « critique » à l'égard de leur propre action. Il est sans doute encore trop tôt pour décrypter les enjeux de cette « nouvelle » politique et examiner sa mise en œuvre réelle et les changements sociaux qu'elle peut entraîner à terme dans les nouveaux quartiers qu'elle semble privilégier, notamment Poblenou et Sants, qui rassemblent toutes le caractéristiques de secteurs potentiellement gentrifiables, sans jouir d'une aussi mauvaise image que le Raval. La Municipalité entend-elle réussir à Sants ce qu'elle n'a pas réussi à Ciutat Vella ?

La diffusion de projets de rénovation d'envergure, associés au développement des activités de finance, d'industrie de haute technologie ou de services aux entreprises identifie les nouveaux secteurs stratégiques du « projet de ville » que se donne la Municipalité de Barcelone : Poblenou, l'extrémité de l'avenue Diagonal ou encore Sants. Dans le même temps, la banalisation d'une architecture dite « mondialisée » traduit la « simplification » de la méthode d'intervention par rapport à la spécificité de ces quartiers et la volonté de se conformer à un modèle international. Le déplacement du centre de gravité des projets municipaux va de pair avec une apparente désaffection pour Ciutat Vella. Paradoxalement, cette évolution ne s'accompagne pas d'une réflexion sur le devenir des quartiers anciens au service des autres secteurs en cours de redéveloppement : contrairement à ce que l'on observait au début des années 1980, les efforts d'intégration des quartiers anciens dans l'agglomération barcelonaise restent peu nombreux. Cette absence de réflexion contraste avec la multiplicité des opérations en cours de réalisation dans le centre ancien de Barcelone, comme pour mieux masquer ou compenser l'absence d'un projet cohérent portant sur l'ensemble des quartiers anciens. Qu'il s'agisse d'une nouvelle « réhabilitation intégrale » des logements de la Barceloneta, de la rénovation de la place de la Gardunya, derrière le marché de la Boqueria, ou bien du percement d'un axe à travers le Raval, reliant la *ronda* Sant Antoni à la Rambla del Raval, ces opérations devront sans doute faire l'objet d'une étude précise sur les modalités de leur mise en œuvre et les enjeux politiques, sociaux et symboliques qui les accompagnent. Notre hypothèse est que ces projets sont dans la continuité de ceux étudiés dans le cadre de ce travail : ils témoignent d'une volonté de normalisation des pratiques, d'homogénéisation du tissu social, et de changement de l'image des quartiers anciens, au prix d'une restructuration du tissu urbain qui met en péril sa spécificité.

Le progressif désintérêt de la Municipalité de Barcelone pour les quartiers anciens montre qu'elle semble désormais trop « occupée » à achever la rénovation du front de mer et à étendre le processus de récupération à d'autres quartiers populaires de la ville, pour faire le bilan de sa propre action dans le district de Ciutat Vella. Nous interprétons ces actions comme révélatrices de l'échec relatif du *Modelo Barcelona*. Ce désintérêt pose problème au moment où Ciutat Vella devient à nouveau le réceptacle d'importants courants d'immigration

populaire, dans un contexte d'augmentation des prix immobiliers et de pression croissante sur le parc de logements du centre ancien.

Un quartier spécifique de Barcelone mais tributaire des dynamiques de l'agglomération

L'analyse des éditoriaux de *BMM* a montré un appauvrissement du discours municipal sur le centre ancien de Barcelone, sans doute parce que parmi les quartiers populaires de la ville, ceux de Ciutat Vella se prêtent le moins au jeu de la promotion d'une métropole cherchant à trouver sa place dans le réseau des villes mondiales. À l'issue de ce travail, la spécificité de Ciutat Vella par rapport aux autres quartiers de Barcelone apparaît à plusieurs niveaux :

- une construction historique et urbanistique complexe, et un héritage industriel important bien qu'il ait en grande partie disparu (par délocalisation ou reconversion) ;
- des enjeux économiques liés au développpement du tourisme, à la transformation du commerce de proximité et à la politique patrimoniale ;
- des enjeux sociaux propres aux questions de vieillissement de la population du centre ancien, de surreprésentation des classes populaires et d'essor de l'immigration pauvre extra-européenne ;
- des enjeux politiques et symboliques liés à l'image traditionnelle de Ciutat Vella.

Parmi tous ces aspects, celui de l'immigration étrangère est particulièrement important. Alors que pour l'ensemble de la commune de Barcelone, les étrangers ne représentent que 15,4 % de la population totale en 2007, rappelons qu'ils atteignent pratiquement 45 % à Ciutat Vella. Près de la moitié des habitants du centre ancien est étrangère, toutes nationalités confondues[941], même si leur présence n'est pas forcément très visible dans le paysage urbain (à l'exception d'une grande partie du Raval et de certains secteurs du Casc Antic). Cette forte proportion d'étrangers a une incidence sur la demande en logements. À l'échelle de la ville, Ciutat Vella continue à jouer le rôle de porte d'entrée des nouveaux immigrants, mais n'est-ce pour eux qu'une étape transitoire ? Quelles sont les possibilités de relogement offertes dans d'autres quartiers aux immigrants étrangers pauvres ? L'essentiel du parc de logements sociaux étant en accession à la propriété, on peut supposer que le taux de rotation y est beaucoup moins élevé que dans un parc de logements sociaux locatifs, y compris dans les polygones résidentiels des arrondissements périphériques ou des communes de la banlieue de l'agglomération barcelonaise. Le logement social ne constitue donc pas une alternative réelle et les immigrants n'ont d'autre choix que se reporter sur les logements dégradés des quartiers populaires. Les étrangers issus des vagues migratoires les

[941] Les étrangers d'Europe de l'Ouest et du Nord n'en représentent qu'une faible part.

plus récentes ont sans doute tendance à s'installer durablement à Ciutat Vella (à moins que l'Espagne ne constitue pour eux qu'une étape transitoire vers d'autres pays de l'Union européenne), ce qui y expliquerait la croissance de la proportion d'étrangers, spectaculaire et beaucoup plus rapide que dans le reste de la ville de Barcelone.

Cette insuffisance de « l'offre » de logements pour les immigrants pauvres rend ces derniers fortement tributaires des dynamiques du marché immobilier et de la croissance économique de l'agglomération. La hausse des loyers et du prix au m² dans le centre ancien limite les possibilités d'installation pour les immigrants. À l'inverse, dans un contexte de ralentissement, voire de crise, de l'économie - en particulier dans le secteur de la construction ou des industries traditionnelles - on peut supposer que l'appel à la main d'œuvre non qualifiée diminuera, réduisant la pression migratoire sur les logements du centre ancien. Le reflux des courants migratoires aura sans doute tendance à atténuer la concurrence sur le parc de logements gentrifiables de Ciutat Vella. Au total, l'évolution future du centre ancien de Barcelone est autant tributaire des choix faits par la Municipalité de Barcelone dans le traitement des quartiers anciens, que des dynamiques socio-économiques à l'échelle de l'agglomération. La volonté des pouvoirs publics de développer les emplois de la finance, de la communication ou de l'industrie de haute technologie, dans un contexte d'économie mondialisée, risque d'entraîner à terme une dualisation de la société barcelonaise s'appuyant sur l'essor des emplois à haute qualification et sur le maintien d'une demande en main d'œuvre peu qualifiée pour répondre aux besoins dans le secteur du bâtiment, des transports ou des services à la personne[942].

Quel avenir pour Ciutat Vella ?

Au regard du bilan des mutations socio-démographiques du centre ancien de Barcelone et des inflexions de la politique urbanistique appliquée depuis presque trente ans, quelles hypothèses peut-on formuler sur l'évolution de Ciutat Vella ?

L'immigration étrangère joue un rôle ambivalent dans les changements sociaux qui affectent le centre ancien de Barcelone. D'un côté, elle contribue au rajeunissement de la population, à la relance de la croissance démographique, à la revitalisation du commerce et à l'animation des quartiers anciens. D'un autre côté, elle alimente une certaine image négative de Ciutat Vella, en favorisant la constitution de zones de marginalisation socio-ethniques. Loin d'être mécaniquement un facteur d'attractivité pour les « gentrifieurs » et contrairement à ce que d'autres travaux ont pu observer par exemple à Paris, le caractère multiculturel des quartiers anciens ne semble pas jouer en faveur de la gentrification du centre ancien de

[942] À l'échelle de Ciutat Vella, nous avons d'ailleurs déjà observé entre 1996 et 2001 une double polarisation sociale qui s'est traduite par un effacement des classes moyennes au profit des classes supérieures, accompagnée du maintien relatif des classes populaires.

Barcelone. Ceci mériterait d'être précisé à partir d'entretiens avec les nouveaux résidents de Ciutat Vella.

La Municipalité ne semble pas avoir pris toute la mesure de l'importance de ces mouvements d'immigration. Son désintérêt progressif pour les dynamiques socio-démographiques du centre ancien, auxquelles elle contribue par un certain laisser-faire, traduit *de facto* son impossibilité à répondre aux enjeux sociaux contemporains du centre ancien de Barcelone, liés à l'accueil des immigrants pauvres, à la pression sur les logements bon marché tandis que le prix moyen au m² s'envole malgré une tendance récente à la stabilisation, au maintien du commerce de proximité ou encore à l'insuffisance du parc de logements sociaux. La crise immobilière, aggravée par la crise financière internationale déclenchée à l'automne 2008, est un autre élément qui rend difficilement prévisible l'avenir des quartiers anciens. Il est probable que ce contexte contribuera à favoriser le développement du secteur locatif. Est-ce un frein à la gentrification ? On peut penser que la présence immigrée et la conjoncture immobilière freineront la diffusion de la gentrification dans le centre ancien de Barcelone. Nous faisons donc l'hypothèse d'un ralentissement du processus de gentrification à Ciutat Vella, plutôt que d'une dégentrification généralisée.

L'ambivalence observée des rapports entre l'action des pouvoirs publics et les changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone autorise une lecture politique de l'évolution socio-démographique de Ciutat Vella. Ou bien l'on considère que la politique menée par les pouvoirs publics a bien été une politique de gentrification des quartiers anciens, mais que celle-ci a en partie échoué - du fait de la persistance d'une mauvaise image du centre et de la mobilisation des riverains contre des projets jugés inadaptés aux besoins des résidents « traditionnels » et avant tout destinés aux « nouveaux » résidents - ou bien l'on considère au contraire que l'absence de gentrification est le signe de la réussite de la politique menée. Si l'on peut constater qu'une grande partie de Ciutat Vella (sans doute à l'exception du Barrio Gótico) ne connaît pas de « muséification » ou de gentrification, l'hypothèse d'une « troisième voie » dans les politiques de réhabilitation des centres anciens, qui serait spécifique à Barcelone, paraît difficile à valider. Les spécificités du *Modelo Barcelona* tiennent peut-être plus à un décalage des phénomènes dans le temps, ou à des facteurs limitants propres à l'agglomération catalane, qu'à une politique urbanistique réellement originale. Dans cette situation, comment la Municipalité entend-elle garantir l'accueil des étrangers non européens dans le centre ancien ? Comment entend-elle faciliter le maintien des « résidents traditionnels » menacés par les expropriations et l'élévation rapide des loyers ? Comment, enfin, pourra-t-elle éviter un développement excessif des fonctions touristiques et commerciales, au détriment de la fonction résidentielle ?

En définitive, nous espérons avoir contribué à éclairer les enjeux sociaux et urbains du centre ancien de Barcelone. En choisissant la gentrification comme entrée principale de l'analyse des changements sociaux, nous avons pu cerner la complexité des mutations

démographiques, sociales, économiques et symboliques de Ciutat Vella et examiner la réalité du succès du *Modelo Barcelona*. Même si nous avons réévalué l'importance des processus de gentrification dans le centre ancien de Barcelone, choisir ce thème comme point de départ de la réflexion nous a permis d'étudier de manière transversale les questions de mutations socio-démographiques, de transformation du paysage urbain, d'évolution du parc de logements et des activités commerciales, mais aussi d'images du quartier et des rapports entre les Espagnols et les étrangers, et entre ceux qui habitent les quartiers anciens (depuis plus ou moins longtemps) et ceux qui les fréquentent. En privilégiant l'étude des acteurs collectifs des transformations urbaines, nous avons aussi pu étudier les politiques urbanistiques à Barcelone selon une aproche originale, qui renouvelle les questionnements sur le *Modelo Barcelona*. Travailler du point de vue de la gentrification nous alors permis de prendre de la distance avec des réflexions parfois trop théoriques sur la validité du modèle d'intervention urbaine dans le centre ancien de Barcelone. En tentant compte des apports et des limites d'une approche comparatiste, dont nous avons souligné quelques pistes possibles, tant à l'échelle de l'agglomération barcelonaise qu'à celle des métropoles européennes, on pourrait imaginer un modèle d'analyse des transformations des centres anciens fondé sur la prise en compte à la fois des procesuss de gentrification et des politiques urbanistiques. Les centres anciens des grandes villes européennes ne se gentrifient sans doute pas toutes, du moins pas à la même vitesse et selon des processus similaires, mais poser la question de leur gentrification permet de dégager la spécificité des mutations qui les caractérisent tout en examinant la portée sociale des politiques urbanistiques qui y sont menées.

ANNEXES

Annexe 1

Index des sigles utilisés

ACP	Analyse en composantes principales
ADIGSA	*Administració, promoció i gestió SA*
AMB	*Área metropolitana de Barcelona*
ARI	*Área de rehabilitación integrada*
BCIL	*bien cultural de interes local*
BCIN	*bien cultural de interes nacional*
BMM	*Barcelona Metrópolis Mediterránea*
CAH	Classification ascendante hiérarchique
CCCB	Centre culturel contemporain de Barcelone
CCOO	*Confederación sindical de comisiones obreras*
CDC	*Convergencia i democràtica de Catalunya*
CMB	*Corporación metropolitána de Barcelona*
COAC	*Col·legi d'arquitectes de Catalunya*
EARHA	*Equip d'assessorament per a la rehabilitació d'habitatges*
ETSAB	*Escola superior tècnica de Arquitectura de Barcelona*
FAVB	*Federació d'associacions de veïns i veïnes de Barcelona*
FOCIVESA	*Foment Ciutat Vella SA*
HPO	*Habitatge de protecció oficial*
IMPSOL	*Institut metropolità de promoció de sòl i gestió patrimonial*
INCASOL	*Institut català del sòl*
MACBA	Musée d'Art contemporain de Barcelone
MH	« Monument historique »
MMAMB	*Mancomunitat de municipis de l'àrea metropolitana de Barcelona*
MOPU	*Ministerio de Obras Públicas y Urbanismo*
OMIC	*Oficina municipal de información al consumidor*
ORCV	*Oficina de rehabilitación de Ciutat Vella*
PERI	*Plan especial de reforma interior*
PGM	*Plan general metropolitano*
PMHB	*Patronat municipal de l'habitatge de Barcelona*

PROCIVESA	*Promoció Ciutat Vella SA*
PSC	*Partit dels socialistes de Catalunya*
PSMV	Plan de sauvegarde et de mise en valeur
PSOE	*Partido socialista obrero español*
PVP	« Patrimoine ville de Paris »
RAI	*Recursos d'animació intercultural*
REGESA	*Societat metropolitana de rehabilitació i gestió SA*
RMB	*Región metropolitana de Barcelona*
SE	*Seccion estadística*
SIGN	« Signalé au plan »
UB	*Universitat de Barcelona*
UGT	*Unión general de trabajadores*
ZEG	*Zona estadística grans*
ZRP	*Zona de recerca petita*

Annexe 2

Liste des entretiens réalisés (2006-2008)

Sont répertoriées uniquement les rencontres qui ont effectivement donné lieu à un entretien semi-directif. Ne sont donc pas indiquées les audiences municipales auxquelles nous avons assisté et les discussions informelles avec des habitants de Ciutat Vella.

1. *Barcelona Regional*, septembre 2006
2. Association de riverains « Arc del Teatre et rodalia » (Raval), septembre 2006
3. Association de riverains « Llar del avi » (Raval), septembre 2006
4. Association de riverains « Llar del avi » (Raval), mars 2007
5. Association de riverains du Casc Antic (Casc Antic), septembre 2006
6. Association de riverains du Casc Antic (Casc Antic), septembre 2007
7. Association de commerçants de la rue Petritxol (Barrio Gótico), septembre 2006
8. Association de commerçants de la rue Sant Pere més Baix (Casc Antic), septembre 2006
9. Association de commerçants de la rue Sant Pere més Baix (Casc Antic), mars 2007
10. Association *Recursos d'animació intercultural* (Casc Antic), mars 2007
11. Association de commerçants *Amics de la Rambla* (Barrio Gótico), mars 2007
12. Agence immobilière située Rambla del Raval (Raval), avril 2007
13. Agence immobilière située rue Carme (Raval), septembre 2007
14. Agence immobilière située rue Riera Alta (Raval), septembre 2007
15. Agence immobilière située rue Sant Antoni Abat (Raval), septembre 2007
16. Syndicat de copropriété situé passage Sant Bernat (Raval), septembre 2007
17. Agence immobilière située rue Valldonzella (Raval), septembre 2007
18. Agence immobilière située rue Josep Pijoan (Barrio Gótico), septembre 2007
19 *Foment Ciutat Vella SA*, septembre 2007
20. Agence immobilière située rue Valldonzella (Raval), avril 2008
21. Agence immobilière située rue Sant Pere més Baix (Casc Antic), septembre 2007
22. Agence immobilière située rue Sant Pere més Baix (Casc Antic), mars 2007
23. Association de commerçants de la rue Santa Anna (Barrio Gótico), mars 2007
24. Agence immobilière située rue Sant Pau (Raval), septembre 2007
25. Agence immobilière située rue Sant Pau (Raval), avril 2008
26. Agence immobilière située rue Almirall Churruca (Barceloneta), septembre 2007
27. Agence immobilière située rue Hospital (Raval), septembre 2007
28. Agence immobilière située *ronda* Sant Antoni (Raval), septembre 2007
29. Association « Veïns en defensa de la Barcelona Vella » (Casc Antic), avril 2008
30. Collectif *Forat de la Vergonya* (Casc Antic), avril 2008
31. Agence immobilière située rue Fontanella (Barrio Gótico), avril 2008
32. Agence immobilière située rue Sant Pere més Alt (Casc Antic), avril 2008
33. Agence immobilière située rue Rec comtal (Casc Antic), avril 2008
34. Agence immobilière située rue Jonqueres (Casc Antic), avril 2008

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

1. Sur les sciences humaines et sociales

ALTHUSSER L., *Pour Marx*, Paris : Maspero, 1966, 263 p.

BAILLY A. (dir.), *Les concepts de la géographie humaine*, Paris : Armand Colin, 1998, 333 p.

BAILLY A., FERRAS R., PUMAIN D., *Encyclopédie de géographie*, Paris : Economica, 1992, 1132 p.

BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., *Les mots de la géographie*, Montpellier : RECLUS, Paris : La Documentation française, 1993, 518 p.

GRUPO ADUAR, *Diccionario de geografía urbana, urbanismo y ordenación del territorio*, Barcelone : Ariel, 2000, 406 p.

LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris : Belin, 2003, 1033 p.

MERLIN P., CHOAY F., *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris : PUF, 1988, 863 p.

POPPER K., « La logique des sciences sociales », in ADORNO T. R., POPPER K. R. et al., *De Vienne à Francfort : la querelle allemande des sciences sociales*, Bruxelles : Éditions Complexe, 1979, 278 p.

SEGAUD M., BRUN J., DRIANT J.-C. (dir.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris : Armand Colin, 2003, 451 p.

SIMMEL G., *Sociologie : étude sur les formes de la socialisation*, Paris : PUF, 1999 [1908], 756 p.

WEBER M., *Économie et société*, Paris : Pocket, 2003 [1921], 834 p.

2. Sur les questions de méthodologie

ABASCAL FERNÁNDEZ E., LANDALUCE CALVO M. I., « Análisis factorial múltiple como técnica de estudio de la estabilidad de los resultados de un análisis de componentes principales », *Qüestiió*, 2002, vol. 26, n° 1-2, pp. 109-122.

BEAUD S., WEBER F., *Guide de l'enquête de terrain*, Paris : La Découverte, 1997, 327 p.

DURKHEIM É., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris : PUF, 2007 [1894], 149 p.

GROUPE CHADULE, *Initiation aux pratiques statistiques*, Paris : Armand Colin, 1997, 203 p.

3. Sur l'Espagne et la Catalogne

ALONSO PÉREZ M., FURÍO BLASCO E., BIRABENT CAMARASA C., *Panorama de l'Espagne contemporaine ou 30 ans de transformations politiques, économiques, sociales et culturelles*, Paris : Ellipses, 2008, 320 p.

BRUNET R. (dir.), *Géographie universelle. France, Europe du Sud*, Paris : Hachette, Montpellier : RECLUS, 1990, 479 p.

DEFFONTAINES P., *La Méditerranée catalane*, Paris : PUF, 1975, 126 p.

DEFFONTAINES P., *Geografia dels països catalans*, Barcelone : Ariel, 1978, 147 p.

HUETZ DE LEMPS A., *L'économie de l'Espagne*, Paris : Armand Colin, 1998, 304 p.

MENDEZ R. (dir.), *Géographie de l'Espagne*, Paris : L'Harmattan, 2006, 214 p.

PELLETIER S., *L'Espagne d'aujourd'hui : politique, économie et société de Franco à Zapatero*, Paris : Armand Colin, 2008, 162 p.

SERRANO-MARTÍNEZ J., CALMÈS R., *L'Espagne. Du sous-développement au développement*, Paris : L'Harmattan, 1998, 303 p.

VILAR P., *Histoire de l'Espagne*, Paris : PUF, 1973, 127 p.

VILAR P., *La guerre d'Espagne (1936-1939)*, Paris : PUF, 1986, 125 p.

La ville et l'espace urbain

ÀLVAREZ J. M. et al., 1999, *Europa próxima. Europa, regiones y ciudades*, Madrid : grupo del partido socialista europeo, 2002, 300 p.

BASTIÉ J., DÉZERT B., *L'espace urbain*, Paris : Masson, 1980, 381 p.

BASTIÉ J., DÉZERT B., *La ville*, Paris : Masson, 1991, 415 p.

BEAUJEU-GARNIER J., « Méthode d'étude pour le centre des villes », *Annales de Géographie*, 1965, tome 74, n° 406, pp 695-707.

BATER J.H., *The soviet city : ideal and reality*, Londres : E. Arnold, 1980, 196 p.

BEAUJEU-GARNIER J., « Comparaison des centres-villes aux États-Unis et en Europe », *Annales de Géographie*, 1972, tome 81, n° 448, pp. 665-696.

BONNEVILLE M., *Lyon : métropole régionale ou euro-cité ?*, Paris : Anthropos, 1997, 202 p.

BORJA J., « Ciudadanía y espacio público », in SUBIRÓS P., *Ciutat real, ciutat ideal : significat i funció a l'espai urbà modern*, Barcelone : CCCB, 1998, pp. 43-58.

BORJA J., *La ciudad conquistada*, Madrid : Alianza editorial, 2003, 381 p.

BORJA J., CASTELLS M., DORADO R., QUINTANA I. (coord.), *Las grandes ciudades en la década de los noventa*, Madrid : Editorial Sistema, 1990, 757 p.

BORJA J., NEL·LO O., VALLÈS J. M., *La ciutat del futur, el futur de les ciutats*, Barcelone : Fundació Rafael Campalans, PSC-Barcelona, 1998, 91 p.

BURGEL G., *La ville aujourd'hui*, Paris : Hachette, 1993, 224 p.

BUSQUETS J., « La intervención urbanística en las grandes ciudades », in BORJA J., CAMPESINO FERNÁNDEZ A.-J., TROITIÑO VINUESA M. Á., CAMPOS ROMERO M. L. (coord.), *Las ciudades españolas a finales del siglo XX*, Cuenca : Universidad de Castilla- La Mancha, Madrid : AGE, 1995, 221 p.

BYRNE D., *Beyond the inner city*, Philadephie : Open University Press, 1989, 179 p.

CANTAL DUPART M., CHALINE C. (dir.), *Le port cadre de la ville*, Paris : L'Harmattan, 1993, 253 p.

CASTELLS M., DORADO R., QUINTANA I. (coord.), *Las grandes ciudades en la década de los noventa*, Madrid : Editorial Sistema, 1990, 757 p.

CAPEL H., « De la funciones urbanas a las dimensiones básicas de los sistemas urbanos », *Revista de Geografía*, 1972, vol. 6, n° 2, pp. 218-248.

CAPEL H., « Lecturas de geografía urbana a través de Internet », *Biblio 3W*, 1999 (b), vol. IV, n° 174 [en ligne].

CAPEL H., « El futuro de las ciudades. Una propuesta de manifiesto », *Biblio 3W*, 2004, vol. IX, n° 551 [en ligne].

CAPEL H., *La morfología de las ciudades. II Aedes facere : tecnica, cultura y clase social en la construccion de edificios*, Barcelone : Ediciones del Serbal, 2005 (a), 656 p.

CAPEL H., HIDALGO R. (coord.), *Construyendo la ciudad del siglo XXI. Retos y perspectivas urbanas en España y Chile*, Barcelone, Chili : Universitad de Barcelona, Pontificia Universidad Católica de Chile, 2006, 382 p.

CASTELLS M., *La question urbaine*, Paris : Maspero, 1981, 526 p.

CERDÀ I., *La théorie générale de l'urbanisation*, Besançon : Les Éditions de l'Imprimeur, 2005 [1867], 234 p.

CHALINE C. (dir.), *Ces ports qui créèrent des villes*, Paris : L'Harmattan, 1994, 299 p.

DARINSKI A. V., *Kray Nevskovo. Sankt-Peterbourg i oblast Leningrada. Priroda, nasselenia, khoziaïstvo, rayony***,** Saint-Pétersbourg : Glagol, 2000, 256 p.

GARCIA HERRERA L. M., *Propiedad del suelo y crecimiento urbano.* Tenerife : Universidad de La Laguna, 1989, 221 p.

GONZÁLEZ M. J., « Pautas de segregación social en el municipio de León : un ensayo de aplicación del análisis de correspondencias », *Anales de Geografía de la Universidad Complutense*, 1990, n° 10, pp. 103-119.

GRAFMEYER Y., JOSEPH I., *L'École de Chicago*, Paris : Aubier, 1990, 377 p.

LEFEBVRE H., *Le droit à la ville*, Paris : Anthropos, 1968, 164 p.

LÉVY J.-P., « Réflexions sur l'évolution contemporaine des centres-villes », in *Bulletin de l'Association des Géographes français*, 1987, n° 4, pp. 307-316.

LEY D., *A social geography of the city*, New-York : Harper & Row, 1983, 449 p.

MUNTAÑOLA J., « Geógrafos y arquitectos : nuevos retos y viejos problemas », *Scripta Nova*, 2008, vol. XII, n° 270 (147) [en ligne].

NADAL F., « Poder municipal y espacio urbano en la configuración territorial del estado liberal español (1812-1975) », *Scripta Vetera*, 1982, n° 37 [en ligne].

RONCAYOLO M., *La ville et ses territoires*, Paris : Gallimard, 1990, 278 p.

SANCHEZ J. E., « Poder y espacio », *Geo Crítica*, 1979, nº 23 [en ligne].

SOJA E., « The socio-spatial dialectic », in *Annals of the Association of American Geographers*, 1980, vol. 70, n° 2, pp. 207-225.

SUBIRÓS P., *Ciutat real, ciutat ideal : significat i funció a l'espai urbà modern*, Barcelone : CCCB, 1998, 119 p.

TATJER MIR M., « Propriedad inmobiliaria y espacio urbano. Aproximación a su estudio », in BONET CORREA A. (coord.), *Urbanismo e historia urbana en el mundo hispano : segundo simposio 1982*, Madrid : Universidad Complutense de Madrid, 1985, pp. 49-82.

TOMÉ FERNÁNDEZ S., « La ciudad socialista y la ciudad sostenible », *Biblio 3W*, 2005, n° 622 [en ligne].

ZUKIN S., *The culture of cities*, Oxford : Blackwell, 1995, 336 p.

La gentrification

1. Théories et débats sur la gentrification

ATKINSON R., « Introduction : misunderstood saviour or vengeful wrecker ? The many meanings and problems of gentrification », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2343-2350.

AUTHIER J.-Y., BIDOU-ZACHARIASEN, « Éditorial. La question de la gentrification urbaine », *Espaces et Sociétés*, 2008/1-2, n° 132, pp. 13-21.

BEAUREGARD A., « The Chaos and complexity of gentrification », in SMITH N., WILLIAMS P. (coord.), *Gentrification of the city*, Boston, Londres, Sidney : Allen & Unwin, 1986, pp. 35-55.

BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *Retours en ville*, Paris : Descartes & Cie, 2003, 267 p.

BLOMLEY, N.K. « The properties of space : history, geography, and gentrification », *Urban Geography*, 1997, vol.18, nº 4, p. 286-295.

BONDI L., « Women, gender relations and the inner city », in KEITH, M., ROGERS A. (coord.), *Hollow promises ? Rhetoric and reality in the inner city*, Londres : Mansell, 1991, pp. 110-126.

BONDI L., « Gender, class and gentrification. Enriching the debate », *Environment & Planning D*, 1999, vol.17, nº 3, p. 261-282.

BOURDIN A., « Gentrification : un « concept » à déconstruire », *Espaces et Sociétés*, 2008/1-2, n° 132, pp. 23-37.

BOURNE L. S., « The demise of gentrification ? A commentary and prospective view », *Urban Geography*, 1993, vol. 16, pp. 190-198.

CLERVAL A., « Le logement et l'habitat, éléments-clés du processus de gentrification », communication dans le cadre de la journée d'étude « jeunes chercheurs » *Le logement et l'habitat comme objet de recherche*, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 20 mai 2005.

CLEMMER G., *Quantitative and spatial analysis techniques for analyzing gentrification patterns*, Portland : Urban Studies & Planning, 2000, 16 p.

ENGELS B., « Property ownership, tenure and displacement : in search of the process of gentrification », *Environment & Planning A*, 1999, vol. 31, nº 8, p. 1473-1495.

HAMMEL D. J., « Re-establishing the rent gap : an alternative view of capitalised land rent », *Urban Studies*, 1999, vol. 36, nº 8, p. 1283-1293.

HAMNETT C., « The blind men and the elephant : the explanation of gentrification », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 1991, vol. 16 n° 2, pp. 173-189. Traduction française : RHEIN C., « Les aveugles et l'éléphant : l'explication de la gentrification », *Strates*, 1996-1997, n° 9, pp. 55-79.

LEES L., BONDI L., « De-gentrification and economic recession », *Urban Studies*, 1995, vol. 16, n° 3, pp. 234-253.

LEY D., « Liberal ideology and the postindustrial city », *Annals of the Association of the American Geographers*, 1980, vol. 70, n° 2, pp. 238-258.

LEY D., « Alternative explanations for inner-city gentrification », *Annals of the Association of American Geographers*, 1986, vol. 76, n° 4, p. 521-535.

LEY D., « Reply : the rent gap revisited », in *Annals of the Association of American Geographers*, 1987, vol. 77, n° 3, p. 465-468.

LEY D., « Artists, aestheticisation and the field of gentrification », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2527-2544.

O'SULLIVAN D., « Toward micro-scale spatial modeling of gentrification », in *Journal of Geographical Systems*, 2002, vol. 4, nº 3, pp. 251-274.

REDFERN P. A., « A new look at gentrification: 2. A model of gentrification », *Environment & Planning A*, 1997, vol. 29, nº 8, 1335-1354.

REDFERN P. A., « What makes gentrification « gentrification » ? », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2351-2366.

ROFE M. W., « "I want to be global": theorising the gentrifying class as an emergent élite global community », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2511-2526.

ROSE D., « Rethinking gentrification : beyond the uneven development of Marxist urban theory », *Environment and Planning D*, 1984, vol. 2, n° 1, pp. 47-74.

SMITH N., « Toward a theory of gentrification. A back to the city movement by capital, not people », *Journal of the American Planning Association*, 1979, vol. 45, n° 4, pp. 538-548.

SMITH N., « Gentrification and the rent gap », *Annals of the Association of American Geographers*, 1987, vol. 77, n° 3, p. 462-465.

SMITH N., *The new urban frontier : gentrification and the revanchist city*, Londres, New-York : Routledge, 1994, 262 p.

SMITH N., WILLIAMS P. (coord.), *Gentrification of the city*, Boston, Londres, Sidney : Allen & Unwin, 1986, 257 p.

VAN WEESEP, J. « Gentrification as a research frontier », *Progress in Human Geography*, 1994, vol. 18, nº 1, pp. 74-83.

WARDE, A., « Gentrification as consumption : issues of class and gender », *Environment and Planning D*, 1991, vol. 9, n° 2, pp. 223-232.

WYLY E., HAMMEL D. J., « Modeling the context and contingency of gentrification », *Journal of Urban Affairs*, 1998, vol. 20, n° 3, pp. 303–326.

2. Études de cas

ATKINSON R., « Measuring gentrification in Greater London », *Urban Studies*, 2000, vol. 37, n° 1, pp. 149-164.

AUTHIER J.-Y., « La gentrification du quartier Saint-Georges à Lyon : un côtoiement de mobilités différenciées », in BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *Retours en ville*, Paris : Descartes & Cie, 2003, pp. 105-126.

BADCOCK B., « An australian view of the rent gap hypothesis », *Annals of the Association of American geographers*, 1989, vol. 79, n° 1, pp. 125-145.

BADCOCK B., « Thirty years on : gentrification and class changeover in Adelaide's inner suburbs, 1966-96 », *Urban Studies*, vol. 38, n° 9, 2001, pp. 1559-1572.

BIDOU-ZACHARIASEN C., POLTORAK J.-F., « « Le « travail » de gentrification : les transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire », *Espaces et Sociétés*, 2008/1-2, n° 132, pp. 107-124.

BOSTIC R. W., MARTIN R. W., « Black home-owners as a gentrifying force ? Neighbourhood dynamics in the context of minority home-ownership », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2427-2449.

BRIDGE, G. A., « Time-space trajectories in provincial gentrification », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2545–2556.

BRUN J., FAGNANI J., « Lifestyles and locational choices-trade-offs and compromises : a case-study of middle-class couples living in the Ile-de-France region », *Urban Studies*, 1994, vol. 94, n° 6, pp. 921-934.

BUTLER T., ROBSON G., « Social capital, gentrification and neighbourhood change in London : a comparison of three south London neighbourhoods », *Urban Studies*, 2001, vol. 38, n° 12, pp. 2145-2162.

BUTLER T., ROBSON G., « Negotiating their way in : middle classes, gentrification and deployment of capital in a globalising metropolis », *Urban Studies*, 2003, n° 9, vol. 40, pp. 1791-1809.

CARPENTER J., LEES L., « Gentrification in New York, London and Paris : an international comparison », *International Journal of Urban & Regional Research*, 1995, vol. 19, nº 2, pp. 286-303.

CHABROL M., « Caractéristiques physiques d'un espace bâti et front de gentrification. Le cas du quartier Château-Rouge à Paris », communication dans le cadre de la journée d'étude « jeunes chercheurs » *Le logement et l'habitat comme objets de recherche*, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 22 mai 2007.

CHELCEA L., « Grupuri marginale în zone centrale : gentrificare, drepturi de proprietate şi acuumulare primitivă post-socialista în Bucureşti », *Sociologie Românească*, 2000, n° 3-4, pp. 51-68.

CLARK E., « Toward a Copenhagen interpretation of gentrification », *Urban Studies*, 1994, vol. 31, n° 7, p. 1033-1042.

CLERVAL A., « Les anciennes cours réhabilitées des faubourgs : une forme de gentrification à Paris », *Espaces et Sociétés*, 2008/1-2 (a), n° 132, pp. 91-106.

CLERVAL A., *La gentrification des quartiers populaires à Paris : dynamiques spatiales, identité sociale et politiques publiques*, thèse de géographie sous la direction de Catherine Rhein et de Pétros Petsimeris, 2008 (b), Université Paris 1, 602 p.

CORBILLÉ S., *Vivre ensemble et séparés dans les quartiers du nord-est de Paris. Ethnologie d'un nouveau monde urbain*, thèse d'anthropologie sociale et d'ethnologie sous la direction de Marc Abélès, EHESS, 2006, 355 p.

CORBILLÉ S., « Note de recherche. Ethnologie en ville et gentrification », *Ethnologie française*, 2007, n° 37, pp. 353-360.

DJIRIKIAN A., *La gentrification du Marais : quarante ans d'évolution de la population et des logements*, mémoire de master de géographie sous la direction de Martine Berger et d'Yvan Chauviré, Université Paris 1, 2004, 265 p.

DUTTON P., « Leeds calling : the influence of London on the gentrification of regional cities », *Urban Studies*, vol. 40, n° 12, 2003, pp. 2557-2572.

FOX GOTHAM K., « Tourism gentrification : the case of New Orleans' vieux carre (French Quarter) », *Urban Studies*, 2005, vol. 47, n° 7, pp. 1099-1121.

GLASS R., *London : aspects of change*, London : Center for Urban Studies, Mac Gibbon and Kee, 1964, 343 p.

HAMNETT C., « Gentrification and the middle-class remaking of Inner London, 1961-2001 », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2401-2426.

LEES L. « Super-gentrification : the case of Brooklyn Heights, New-York City », *Urban Studies*, vol. 40, n° 12, 2003, pp. 2487-2509.

KARSTEN L., « Family gentrifiers : challenging the city as a place simultaneously to build a career and to raise children », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2573-2584.

MELIGRANA J., SKABURSKIS A., « Extent, location and profiles of continuing gentrification in Canadian Metropolitan Area 1981-2001 », *Urban Studies*, 2005, vol. 49, n° 9, pp. 1569-1592.

MILLARD-BALL A., « Moving beyond gentrification gaps : social change, tenure change and gap theories in Stockholm », *Urban Studies*, 2000, vol. 37, n° 9, pp. 1673-1693.

NEWMAN K., WYLY E. K., « The right to stay put, revisited : gentrification and resistance to displacement in New-York City », *Urban Studies*, 2006, vol. 43, n° 1, pp. 23-57.

PRÉTECEILLE E., « Is gentrification a useful paradigm to analyse social changes in the Paris metropolis? », *Environment and Planning A*, 2007, vol. 39, n° 1, pp. 10-31.

RÉRAT P., SÖDERSTRÖM O., BESSON R., PIGUET É., « Une gentrification émergente et diversifiée : le cas des villes suisses », *Espaces et Sociétés*, 2008/1-2, n° 132, pp. 39-56.

SCHAFFER R., SMITH N., « The gentrification of Harlem ? », *Annals of the Association of American Geographers*, 1986, vol. 76, n° 3, pp. 347-365.

VAN CRIEKINGEN M., *La rénovation résidentielle à Montréal et à Bruxell*es. *Dynamiques, impacts sociaux et rôle des pouvoirs publics*, thèse de géographie soutenue sous la direction de Jean-Michel Decroly, Université Libre de Bruxelles, 2001, 260 p.

VAN CRIEKINGEN M., « La ville revit ! Formes, politiques et impacts de la revitalisation résidentielle de Bruxelles », in BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *Retours en ville*, Paris : Descartes & Cie, 2003, pp. 73-107.

VAN CRIEKINGEN M., « Gentrification ou rajeunissement ? Nouveaux parcours d'entrée dans la vie adulte et changements urbains à Bruxelles », communication dans le cadre de la journée d'étude « jeunes chercheurs » *Le logement et l'habitat comme objet de recherche*, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 22 mai 2007.

VAN CRIEKINGEN M., DECROLY J.-M., « Revisiting the diversity of gentrification : neighbourhood renewal processes in Brussels and Montreal », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n° 12, pp. 2451-2468.

VAN CRIEKINGEN M., FLEURY, A., « La ville branchée : gentrification et dynamiques commerciales à Paris et à Bruxelles », *Belgeo*, 2006, n° 1-2, p. 113-133.

La Gentrification en Espagne

1. Généralités

BRANDIS D., « La renovación en el casco antiguo de Madrid entre 1975 y 1989 », in *XI^e congreso nacional de Geografía, Madrid 25-29 septiembre 1989*, Madrid : AGE, Universidad Complutense de Madrid, 1989, pp. 24-36.

DELGADO URRECHO J. M., « incidencias demográficas y espaciales del proceso de terciarización de un casco histórico. Valladolid 1960-1985 », in *XI^e congreso nacional de Geografía, Madrid 25-29 septiembre 1989*, Madrid : AGE, Universidad Complutense de Madrid, 1989, pp. 56-65.

DÍAZ ORUETA F., « Madrid : urban regeneration project and social mobilization », *Cities*, 2007, vol. 24, n° 3, pp. 183-193.

DÍAZ PARRA I., « Movimientos vecinales contra la gentrificación y transformaciones en la política social de Sevilla. Los casos de El Pumarejo y San Bernardo », communication dans le cadre du colloque international *Diez años de cambio en el mundo, en la geografía y en las ciencias sociales, 1999-2008*, organisé par « Geo Crítica » Barcelone, 26-30 mai 2008.

GARCIA HERRERA L. M., « Elitización : propuesta en español para el término gentrificación », *Biblio 3W*, 2001, vol. VI, n° 332 [en ligne].

GAVIRA C., « Comportamiento demográfico y terciarización de los centros urbanos : el eje central madrileño », in BONET CORREA A. (coord.), *Urbanismo e historia urbana en el mundo hispano : segundo simposio 1982*, Madrid : Universidad Complutense de Madrid, 1985, pp. 15-50.

SARGATAL BATALLER M. A., « El estudio de la gentrificación », *Biblio 3W*, 2000, n° 228 [en ligne].

VÁZQUEZ VARELA C., *Espacio urbano y segregación social. Procesos y políticas en el casco histórico de Madrid*, thèse de géographie sous la direction de Manuel Valenzuela Rubio, Universidad Autónoma de Madrid, 2006, 914 p.

VICARIO L., MARTÍNEZ MONJE P. M., « Another "Guggenheim effect" ? The generation of a potentially gentrifiable neighbourhood in Bilbao », *Urban Studies*, 2003, vol. 40, n°12, pp. 2383-2400.

2. La gentrification à Barcelone

ALABART A., LOPEZ C., « L'evolució de les professions dels Barcelonins : gentrificació i polarització », *Barcelona Societat*, 1996, n° 6, pp. 4-18.

CLAVER N., « La Ciutat Vella de Barcelone : rénovation ou gentrification ? », in BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *Retours en ville*, Paris : Descartes & Cie, 2003, pp. 127-146.

MARTÍNEZ i RIGOL S., *El retorn al centre de la ciutat : la reestructuració del Raval entre la renovació i la gentrificació*, thèse de géographie sous la direction de Carles Carreras, Universitat de Barcelona, 2000, 709 p.

SARGATAL BATALLER M. A., « Gentrificación e inmigración en los centros históricos : el caso del barrio del Raval en Barcelona », *Scripta Nova*, 2001, vol. V, n° 94 (66) [en ligne].

SARGATAL BATALLER M. A., « La ocupación laboral en el centro histórico de Barcelona : los residentes de la calle de la Cera », *Scripta Nova*, 2002, vol.VI, nº 119 (52) [en ligne].

VILA BOSQUED G., *La transformació de la ciutat i el canvi social. Els processos de gentrificació a Barcelona*, mémoire de master 2 de sociologie sous la direction de Anna Alabart, Universitat de Barcelona, 2002, 207 p.

Barcelone

1. Aspects généraux

ABELLA M., « Ciutat Vella : el cor antic », in MONTANER J. M. (dir.), *Barcelona 1974-2004 : del desarrollo a la ciudad de calidad*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1999, pp. 109-116.

ABELLA M., *Ciutat Vella. El centre històric reviscolat*, Barcelone : Fundació Bosch Gimpera, Universitat de Barcelona, 2004, 130 p.

ALABART A., NAYA A., ROIG M., MOLINA P., LÓPEZ J., *La Barcelona dels barris*, Barcelone : FAVB, 1991, 197 p.

ALIBÉS J. M., CAMPO M. J., GIRAL E., HUERTAS J. M., PRADAS R., TARRAGÓ S., *La Barcelona de Porcioles*, Barcelone : Laia, 1990, 305 p.

BORJA J., MUXI Z. (coord.), *Urbanismo en el siglo XXI : una visión crítica. Bilbao, Madrid, Valencia, Barcelona*, Barcelone : ETSAB, Edicions UPC, 2004, 231 p.

BUSQUETS J., *Barcelona. La construcción urbanística de una ciudad compacta*, Barcelone : Ediciones del Serbal, 2004, 471 p.

CARRERAS C., *Geografía urbana de Barcelona. Espai mediterrani, temps europeu*, Barcelone : Oikos-Tau, 1993, 198 p.

CARRERAS C., *La universitat i la ciutat*, Barcelone : Aula Barcelona, 2001, 67 p.

BOHIGAS O., *Barcelona entre el Pla Cerdà i el Barraquisme*, Barcelone : Edicions 62, 1963, 160 p.

BORJA J., « Barcelona y su urbanismo. Éxitos pasados, desafíos presentes, oportunidades futuras », in BORJA J., MUXI Z. (coord.), *Urbanismo en el siglo XXI : una visión crítica. Bilbao, Madrid, Valencia, Barcelona*, Barcelone : ETSAB, Edicions UPC, 2004 (b), p. 171-181.

COHEN J.-L., « *Learning from Barcelona* ; vingt ans de projets urbains et leur réception », in SUBIRÓS P., *Ciutat real, ciutat ideal : significat i funció a l'espai urbà modern*, Barcelone : CCCB, 1998, pp. 99-107.

COHEN J.-L., CHEMETOFF A., « Le droit à la ville : les espaces publics de Barcelone ; place de la gare de Sants », *Architecture, Mouvement, Continuité*, 1983, n° 2, pp. 42-59.

COLLECTIF, *Le développement urbain dans la Méditerranée. La planification stratégique comme forme de gestion urbaine*, Barcelone : MMAMB, 1998, 165 p.

CSTIELLA T., GÓMEZ P., « Evolució social a la ciutat de Barcelona, 1981-1994 », *Barcelona Societat*, 1995, n° 4, pp. 4-22.

DEGEN M., « Sensed appearance, sensing the "performance of space" », *Space and Culture*, 2001, n° 11-12, pp. 52-69.

DE SOLÁ-MORALES M., « Factorialización de características de un área suburbana », *Revista de Geografía*, 1970, vol. 4, n° 2, pp. 159-186.

DÍAZ PERERA E., « La inversión de sòl a Barcelona en el procés d'acumulació de capital », in SOBREQUÉS J. (coord.), *El Plà de Barcelona i la seva història*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1984, pp. 247-260.

ESPINÀS J. M., CATALÀ ROCA F., *Vuit segles de carrers de Barcelona*, Barcelone : Destino Barcelona, 1974, 388 p.

FERRAS R., *Barcelone. Croissance d'une métropole*, Paris : Anthropos, 1977, 616 p.

FERRER A., NEL·LO O., « Barcelona : la transformació d'una ciutat industrial », *Papers, Regió Metropolitana de Barcelona*, 1991, n° 3, pp. 9-30.

GÓMEZ P., « Evolució a la ciutat de Barcelona durant la dècada 81-91 », *Barcelona Societat*, 1993, n° 1, pp. 4-16.

JULIAN I., *L'urbanisme a Barcelona entre dues exposicions (1888-1929)*, Sant Cugat de Vallès : Els Llibres de la Frontera, 1988, 120 p.

OLAGNIER P.-J., *Voirie et espace public : mise en regard de pratiques d'aménagement à Barcelone, Londres et Paris*, thèse de géographie sous la direction de Pierre Merlin, Université Paris 1, 2003, 503 p.

MARMOLEJO C., « Transforming metropolitan Barcelona : between the post-industrial and the knowledge city », communication dans le cadre de la conférence internationale *Sustainable urban Areas*, organisée par l'ENHR, Rotterdam, 25-28 juin 2007 [en ligne].

MONTANER J. M. (dir.), *Barcelona 1974-2004 : del desarrollo a la ciudad de calidad*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1999, 287 p.

MONTANER J. M., *Repensar Barcelona*, Barcelone : Ediciones UPC, 2003, 174 p.

NÉGRIER E., TOMÀS M., « Temps, pouvoir espace. La métropolisation de Barcelone », *Revue française d'administration publique*, 2003/3, n° 107, pp. 357-368.

SÁNCHEZ J.-E., « Efectos de los cambios en el sistema productivo sobre la expansión metropolitana de Barcelona », in CAPEL H., LINTEAU P.-A. (coord.), *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*. Barcelone : Publicacions de l'Universitat de Barcelona, 1998, pp. 39-50.

SBITI N., *La reconquête des espaces en déshérence : le cas de Marseille et de Barcelone*, thèse de géographie sous la direction de Guy Jalabert, Université Toulouse 2, 1999, 383 p.

SOBREQUÉS J. (dir.), *Història de Barcelona*, Barcelone : Encìclopedia catalana, Ajuntament de Barcelona [1991-2001] (9 volumes).

SOBREQUÉS J., *Barcelona : aproximación a vint segles d'història*, Barcelone : La Busca, 1999, 189 p.

SOKOLOFF B., *Barcelone : ou comment refaire une ville*, Montréal : Presses Universitaires de Montréal, 1999, 208 p.

TORRES i CAPELL M., *El planejament urbà : la crisi de 1917 a Barcelona*, Barcelone : UPC, 1987, 179 p.

VILAR P., « La vie industrielle dans la région de Barcelone », *Annales de Géographie*, 1929, tome 38, n° 214, pp. 339-365.

VILAR P., « Le port de Barcelone », *Annales de Géographie*, 1934, tome 43, nº 245, pp. 489-511.

2. *Modelo Barcelona*

CAPEL, H. (dir.), *Habitatge, especialització i conflicte a la ciutat catalana : I jornades de geografia urbana, Tàrrega, 17 i 18 de desembre de 1994*, Tàrrega : Ajuntament de Tàrrega, Universitat de Barcelona, 1996, 183 p.

CAPEL H., *El Modelo Barcelona. Un examen critíco*, Barcelone : Ediciones del Serbal, 2005 (b), 117 p.

CAPEL H., « De nuevo el modelo Barcelona y el debate sobre el urbanismo Barcelonés », *Biblio 3W*, 2006, vol. XI, n° 629 [en ligne].

CAPEL H., « El debate sobre la construcción de la ciudad y el llamado "modelo Barcelona" », *Scripta Nova*, 2007, vol. XI, n° 233 [en ligne].

CASELLAS A., « Las limitaciones del "modelo Barcelona". Una lectura desde Urban Regime Analysis », *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, 2007, n° 48, p. 61-81.

DEGEN M., GARCÍA M. (coord.), *La Metaciudad :Barcelona. Transformación de una metrópolis*, Barcelone : Anthropos, 2008, 188 p.

DELGADO M., *Elogi del vianant. Del " modelo Barcelona" a la Barcelona real*, Barcelone : Edicions de 1984, 2005, 165 p**.**

DUQUE FRANCO I., « Planeamiento urbano en Bogotá 1994-2007. La construcción de un modelo », *Scripta Nova*, 2008, vol. XII, n° 270 (57) [en ligne].

FRACASSO L., « Barcelona : un modelo en discusión y una realidad sin discutir », *Biblio 3W*, 2006, vol. XI, n° 673 [en ligne].

GARCIA-RAMON D., ALBET A., « Pre-olympic and post-olympic Barcelona, a "model" for urban regeneration today? », *Environment and Planning A*, 2000, vol. 32, n° 8, pp. 1331-1334.

LIMONAD E., « Estranhos no paraíso (de Barcelona). Impressões de uma geógrafa e arquiteta brasileira residente em Barcelona », *Biblio 3W*, 2005, vol. X, n° 610 [en ligne].

LÓPEZ DÍAZ J., « Vivienda social y Falange : ideario y construcciones en la década de los 40 », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, n° 146 (024) [en ligne].

MARSHALL T., « Urban planning and governance : is there a Barcelona model ? », *International Planning Studies*, 2000, vol. 5, n° 3, pp. 299-319.

MONCLÚS F. J., « El "Modelo Barcelona" ¿ Una formula original ? De la "reconstrucción" a los proyectos urbanos estratégicos (1997-2004) », *Perspectivas urbanas/Urban Perspectives*, 2003, vol. 18, n 4, pp. 399-421.

MONTANER J. M., « La evolución del modelo Barcelona (1979-2002) », in BORJA J., MUXI Z. (coord.), *Urbanismo en el siglo XXI : una visión crítica. Bilbao, Madrid, Valencia, Barcelona*, Barcelone : ETSAB, Edicions UPC, 2004, pp. 203-220.

MONTANER J. M., MUXÍ Z., « Los Modelos Barcelona. De la acupuntura a la prótesis », *Arquitectura Viva*, 2002, n° 84, pp. 28-33.

RIBA, « The royal gold medal 1999 : the city of Barcelona », *The Journal of Architecture*, 1999, n° 4-3, pp. 229-244.

VELUT S., ROBIN S., « Entre Barcelone et Porto Alegre : la gestion municipale à Montevideo et Rosario », *Géocarrefour*, 2005, vol. 80, n° 3, pp. 207-214.

VON HEEREN S., *La remodelación de Ciutat Vella. Un análisis crítico del modelo Barcelona*, 2002, 129 p.

District de Ciutat Vella

1. Aspects historiques

AISA F., VIDAL M., *El Raval. Un espai al marge*, Barcelone : Editorial Base, 2006, 414 p.

ALBERCH i FUGUERAS R. (dir.), *Els barris de Barcelona. Volum I, Ciutat Vella i Eixample*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, Enciclopèdia Catalana, 1999, 389 p.

BUSQUETS J. et al., *La ciutat de Barcelona, un passat amb futur*, 2003, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, Foment Ciutat Vella, UPC, 251 p.

EARHA**,** *Informe sobre Ciutat Vella*, 1991.

FABRE i FORNAGUERA J., HUERTAS i CLAVERÍA J. M., TATJER MIR M., *Descubrir CiutatVella*, Barcelone : Promoció Ciutat Vella, 1990, 127 p.

FAYOS R., « La degradación de Ciutat Vella », *Barcelona, Metrópolis Mediterránea*, 1986, n° 1, pp. 67-70.

HERNÁNDEZ-CROS J. E., « La Rambla, a la búsqueda de su imagen. La restauración de un paso », *Barcelona, Metrópolis Mediterránea*, 1986, n° 1, pp. 90-94.

MILES M., « Drawn and quartered : El Raval and the Haussmannization of Barcelona », in BELL D., JAYNE M. (coord.), *City of quarters : urban villages in the contemporary city*, Aldershot : Ashgtate, 2004, 287 p.

SUBIRATS J., RIUS J., *Del Xino al Raval : cultura i transformació social a la Barcelona central*, Barcelone : Hacer, 2008, 153 p.

TATJER MIR M., *La Barceloneta, del siglo XVIII al Plan de la Ribera*, Barcelone : Saturno, 1973, 215 p.

TATJER MIR, *Burgueses, inquilinos y rentistas. Mercado inmobiliario, propiedad y morfología en el centro histórico de Barcelona : La Barceloneta 1753-1982*, Madrid : CSIC, 1988, 400 p.

2. Aspects démographiques, sociaux et économiques

AJUNTAMENT DE BARCELONA. *Primeres jornades Ciutat Vella. Revitalització urbana, econòmica i social*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1991 (c), 189 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Segones jornades Ciutat Vella. Revitalització social, urbana i econòmica*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1993, 141 p.

DEGEN M., « Fighting for the global catwalk : formalizing public life in Castlefield (Manchester) and diluting public life in el Raval (Barcelona) », *International Journal of Urban and Regional Research*, 2003, vol. 27, n° 4, pp. 867-880.

EARHA, « La millora de l'espai residencial en la rehabilitació dels barris », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Segones jornades Ciutat Vella. Revitalització social, urbana i econòmica*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1993, pp. 51-60.

GABANCHO P., *El sol hi era alegre. La reforma urbanística i social de Ciutat Vella*, Barcelone : La Llar del Llibre, 1991, 142 p.

GARCIA i MIQUEL, VILANOVA i CLARER J., « Distribució territorial de la població i de les activitats econòmiques », in AJUNTAMENT DE BARCELONA. *Primeres jornades Ciutat Vella. Revitalització urbana, econòmica i social*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1991 (c), pp. 29-37.

LÓPEZ SÁNCHEZ P., *El centro histórico : un lugar para el conflicto : estrategias del capital para la expulsión del proletario del centro de Barcelone : el caso de Santa Caterina y el Portal Nou*, Barcelone : Edicions Universitat de Barcelona, 1986, 161 p.

LÓPEZ SÁNCHEZ P., « « Una escena urbana en Barcelona. La población del portal nou, entre la expulsión y la permanencia », in ADROER i TASIS A. M. (coord.) *Història urbana del Pla de*

Barcelona : actes del II Congrés d'història urbana del Pla de Barcelona 6-7 desembre 1985, Barcelone : Institut Municipal d'Història, 1989, pp. 219-232.

MIRALLES DE IMPERIL J. M[a], « Evolució del mercat laboral », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Primeres jornades Ciutat Vella. Revitalització urbana, econòmica i social*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1991 (c), pp. 21-27.

RODRÍGUEZ-MARTOS A., SOLANES P., CASTILLO J. A., « El Raval com a escenari obert de drogues. Estudi del barri en el marc de sis ciutats europees », *Barcelona Societat*, 1996, n° 6, pp. 48-51.

ORTIZ GUITART A., « Sens du lieu pour les femmes d'un quartier multiculturel de Barcelone (el Raval) », *Espace Populations Sociétés*, 2004, n° 1, pp. 59-69.

TABAKMAN E., « El Casc Antic de Barcelona : actuación urbanística o limpieza social ? », vol. V, *Scripta Nova*, 2001, n° 94 (67) [en ligne].

TATJER MIR M., « Propietat i espai urbà en un barri tradicional de Barcelona : la Barceloneta en 1974 », *Revista catalana de Geografia*, Barcelona, 1979, vol. II, n° 5, pp. 91-121.

TATJER MIR M., « El cos social i l'habitatge a la Ciutat Vella », *Barcelona, Metrópolis Mediterránea*, 1985 (a), n° 0, p. 74-77.

TATJER MIR M., « Differenciació social i devallada demografica al centre historic de Barcelona : el barri Gòtic, 1880-1980 », in ADROER i TASIS A. M. (coord.), *Història urbana del Pla de Barcelona : actes del II Congrés d'història urbana del Pla de Barcelona 6-7 desembre 1985*, Barcelone : Institut Municipal d'Història, 1989, pp. 233-248

TATJER MIR M., « Els barris obrers del centre històric de Barcelona », in OYÓN J. L. (dir.), *Vida obrera en la Barcelona de entreguerros*, Barcelone : CCCB, 1998, pp. 13-46.

3. Aspects urbanistiques et politiques

ABELLA M., BRUNET F., « Economia de la renovació urbana de Ciutat Vella », *Barcelona Societat*, 1998, n° 9, pp. 31-42.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Diagnostico de los factores que limitan la revitalización de Ciutat Vella*, 1992 (?), 119 p.

BOHIGAS O., MASCARELL i CANALDA F., GIRALT MIRACLE D., « Las actuaciones sobre Ciutat Vella : el centre històric com a espai cultural », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Primeres jornades Ciutat Vella. Revitalització urbana, econòmica i social*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1991 (c), pp. 107-113.

BORJA J., « Un futuro urbano con un corazón antiguo », *Biblio 3W*, 2005, vol. X, n° 584 [en ligne].

BRUNET F., *Anàlisi econòmica de les actuacions urbanístiques a Ciutat Vella*, Barcelone : Promoció Ciutat Vella, 1996, 337 p.

BUSQUETS J., « El planeamiento de la Ciutat Vella. Una herramienta de trabajo para su rehabilitación », *Barcelona, Metrópolis Mediterránea*, 1986, n° 1, pp. 50-55.

CARRIÓ INVERNIZZI D., *La Rambla del Raval*, mémoire de master en urbanisme sous la direction de Joan Ramon Triadó, Universitat de Barcelona, 2000.

CABRERA i MASSANÉS P., « Presentació de l'area B : actuaciones urbanístiques », in AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Segones jornades Ciutat Vella. Revitalització social, urbana i econòmica*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1993, pp. 47-49.

CABRERA i MASSANÉS P., « La transformació urbana de la Ciutat Vella », *Barcelona Societat*, 1998, n° 9, p. 14-30.

CASTEJÓN R., *Los cambios recientes en el frente maritimo de la ciudad de Barcelona : la remodelación del port vell*, Le Havre : Association internationale villes et ports, 1994, 23 p.

CASTEJÓN R., « El port vell de Barcelona: un nuevo territorio urbano », in BAUDOIN T., COLLIN M., PRELORENZO C. (dir.): *Urbanités des cités portuaires*, Paris : L'Harmattan, 1997, pp. 319-344.

FUSTER J., NICOLAU A., VENTEO D. (coord.), *La construcció de la gran Barcelona : l'obertura de la Via Laietana 1908-1958*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 2001, 255 p.

GOMÀ R., « Degradació, crisi urbana i regeneració a Ciutat Vella de Barcelona : una anàlisi políticoespacial », *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, 1997 (a), n° 30, pp. 65-92.

GOMÀ R., « Degradació, crisi urbana i politica de regeneració a Ciutat Vella de Barcelona, 1976-1993 », in ROCA i ALBERT J., (dir.), *El municipi de Barcelona i els combats pel govern de la ciutat*, Barcelone : PROA, 1997 (b), pp. 285-307.

PROCIVESA, *La recuperación d'una zona degradada : el modelo de Ciutat Vella en Barcelona*, Barcelone : Procivesa, 1993 (?).

PROCIVESA, *Ciutat Vella, ciutat construida : Promoció Ciutat Vella 1988-2002*, Barcelone : El Cep i la Nansa, 2003, 269 p.

SARGATAL BATALLER M. A., « El barrio del Raval de Barcelona (1999-2008). Transformarciones urbanas y nuevos enfoques metodológicos para el estudio del centro histórico », *Bibio 3W*, 2009, vol. XIV, n° 824 [en ligne].

SUST X., « La reconversión de la vivienda antigua en el Raval », *Barcelona, Metrópolis Mediterránea*, 1986, n° 1, pp. 63-66.

TERRADAS MUNTAÑOLA R., *Les Drassanes de Barcelona. La geometria, la traça i l'estructura com a garants de la identitat de l'edifici*, thèse d'architecture sous la direction de Teresa Rovira Llobera, Universitat Ramon Llull, 2008, 254 p.

TATJER MIR M., « Las intervenciones urbanísticas en el centro histórico de Barcelona : de la Vía Laietana a los nuevos programas de revitalización », in COLLECTIF, *III jornadas de geografía urbana. Burgos 18-21 de mayo de 1998*, Burgos : Universidad de Burgos, 2000, pp. 14-28.

Le patrimoine

1. La notion de patrimoine

ATKINSON D., COSGROVE D., « Urban rhetoric and embodied identities : City, Nation and Empire at the Vittorio Emanuele II Monument in Rome, 1870-1945 », *Annals of the Association of the American Geographers*, 1998, vol. 88, n° 1, pp. 28-49.

BABELON J. P., CHASTEL A., *La notion de patrimoine*, Paris : Liana Lévi, 1994, 141 p.

BOURDIN A., *Le patrimoine réinventé*, Paris : PUF, 1984, 239 p.

BRICE C., *Le monument dans tous ses états : monumentalité publique et politique à Rome, 1870-1921*, thèse de 3ème cycle sous la direction de Philippe Levillain, Institut d'Études politiques de Paris, 1984.

CALDERÓN CALDERÓN B., « Patrimonio residencial y ciudad tradicional en España al finalizar el segundo milenio », in BERNAL SANTA OLALLA B. (coord.), *Vivir las ciudades históricas. Ciudad histórica y calidad urbana*, Burgos : Universidad de Burgos, Fundación « La Caixa », 1999, pp. 107-120.

CANDAU J., *Mémoire et identité*, Paris : Presses Universitaires de France, 1998, 225 p.

CHOAY F., *L'allégorie du patrimoine*, Paris : Le Seuil, 1996, 260 p.

GARAT I., GRAVARI-BARBAS M., VESCHAMBRE V., « Émergence et affirmation du patrimoine dans la géographie française : la position de la géographie sociale », in FOURNIER J.M. (dir.), *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Caen : Presses universitaires de Caen, 2001, pp. 31-39.

GRANGE A.M., BAZIN M., *Les urbanistes et le patrimoine*, Reims : Presses universitaires de Reims, 2002, 377 p.

GRAU FERNANDEZ R., LÓPEZ GUALLAR M., « El concepto de monumento histórico en Barcelona (1835-1982) », in BONET CORREA A. (coord.), *Urbanismo e historia urbana en el mundo hispano : segundo simposio 1982*, Madrid : Universidad Complutense de Madrid, 1985, pp. 1055-1064.

GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUIS S. (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI*^{ème} *siècle*, Paris : Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, 952 p.

HARVEY D., « Monument and myth », *Annals of the Association of the American Geographers*, 1979, vol. 69, n° 3, pp. 361-381.

MICHONNEAU S., « Barcelone 1900-1910 : la construction d'un espace symbolique », *Rives nord-méditerranéennes. Patrimoine et politiques urbaines en Méditerranée*, 2003 [en ligne].

NORA P. (dir.), *Les lieux de mémoire. II, la nation*, Paris : Gallimard, 1986, 3 vol., 1939 p.

PÉRON F., « Patrimoine culturel et géographie sociale », in FOURNIER J.M. (dir.), *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Caen : Presses universitaires de Caen, 2001, pp. 19-29.

TOMAS F., « Les temporalités du patrimoine et de l'aménagement urbain », *Géocarrefour*, 2004, n° 79-3, pp. 197-212.

2. Les politiques de protection du patrimoine

ALEXANDRE O., *Catàleg de la destrucció del patrimoni arquitectònic històric-artístic del centre històric de Barcelona*, Barcelone : Veïns en Defensa de la Barcelona Vella, 2000, 69 p.

FERNÁNDEZ SALINAS V., « De la protección a la legitimación social del patrimonio urbano en España », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (41) [en ligne].

GARCÍA FERNÁNDEZ J., « La regulación y la gestión del patrimonio histórico-artístico durante la Segunda República (1931-1939) », *E-rph*, 2007, n° 2 [en ligne].

GANAU CASAS J., *Els inicis del pensament conservacionista en l'urbanisme català (1844-1931)*, Barcelone : Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 1997, 600 p.

GANAU CASAS J., *La protección de los monumentos arquitectónicos en España y Cataluña 1844-1936 : legislación, organización, inventario*, Lleida : Universidad de Lleida, 1998, 129 p.

GONZÁLEZ X., MICALÓ A., *La protecció del patrimoni arquitectònic a Catalunya durant la transició política, 1976-1980*, Barcelone : SERPPAC, 2001, 125 p.

GRUP DE PATRIMONI INDUSTRIAL DEL FÒRUM DE LA RIBERA DEL BESÒS, « Un patrimoni únic, un futur brillant, un model de fer ciutat. Can Ricart – Parc central de Barcelona. Nou projecte », *Biblio 3W*, 2005 (a), vol. X, n° 580 [en ligne].

GRUP DE PATRIMONI INDUSTRIAL DEL FÒRUM DE LA RIBERA DEL BESÒS, « Proposta de Pla Integral de Patrimoni industrial de Barcelona », *Biblio 3W*, 2005 (b), vol. X, n° 581 [en ligne].

GRUP DE PATRIMONI INDUSTRIAL DEL FÒRUM DE LA RIBERA DEL BESÒS, « Can Ricart, proposta d'intervenció », *Biblio 3W*, 2006 (a), vol. XI, n° 630 [en ligne].

GRUP DE PATRIMONI INDUSTRIAL DEL FORUM DE LA RIBERA DEL BESÒS, *Can Ricart. Patrimoni, innovación i ciudadana*, Barcelone : Grup de Patrimoni industrial del Forum de la Ribera del Besós, 2006 (b), 312 p.

GUILLAUME M., « Intervention et stratégies du patrimoine », in JEUDY H.P. (dir.), *Patrimoines en folie*, Paris : Éditions de la MSH, 1990, pp. 13-20

MENÉNDEZ F. X., PASTOR I., « El futur del Born. Una polèmica ciudadana a l'entorn del patrimoni », *L'Avenç*, 2002, n° 273, pp. 66-72.

MUÑOZ J. M., « El futur del passat », *L'Avenç*, 2002, n° 273, pp. 34-35.

RIU BARRERA E., « Arqueologia i conflicte urbà », *L'Avenç*, 2002, n° 273, pp. 60-65.

SEMMOUD N., « Valorisation patrimoniale et changement social : un pléonasme ? », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux – approches – discours*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 265-280.

VESCHAMBRE V., « Effacement et réappropriation de l'habitat populaire dans les centres anciens patrimonialisés : les exemples du Vieux-Mans et de la Doutre à Angers », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux – approches – discours*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 245-264.

VESCHAMBRE V., *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008, 315 p.

VILA RECIO M., « Estat actual i crítica de la legislació i figures de protecció del patrimoni cultural català dins del marc estatal », *Biblio 3W*, 2006, vol. XI, n° 689 [en ligne].

Réhabilitation et centres historiques

BERNAL SANTA OLALLA B. (coord.), *Vivir las ciudades históricas. Ciudad histórica y calidad urbana*, Burgos : Universidad de Burgos, Fundación « La Caixa », 1999, 269 p.

BOURDIN A., « Restauration/réhabilitation : l'ordre symbolique de l'espace néo-bourgeois », *Espaces et Sociétés*, 1979, n° 30-31, pp. 15-36.

CAMPESINO FERNÁNDEZ A.-J., « La rehabilitación integrada de los centros históricos : el reto urbanístico de finales de los ochenta », *Investigaciones geográficas*, 1989, n° 7, pp. 7-17.

CAPRON G., RONDA S., SALIN É., « Les politiques municipales du patrimoine en Amérique latine dans les années 90 : rupture ou continuité ? », in GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUIS S. (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^{ème} siècle*, Paris : Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, pp. 551-570.

CERVELLATI P. L., SCANNAVINI R., *Bolonia. Política y metodología de la restauración de centros históricos*, Barcelone : Gustavo Gili, 1976, 122 p.

CIARDINI F., FALINI P. (coord.), *Los centros históricos. Política urbanística y programas de actuación*, Barcelone : Gustavo Gili, 1983, 275 p.

FERRER REGALES M., *Los centros históricos en España : teoría, estructura, cambio*, Pampelune : Gobierno de Navarra, 2003, 390 p.

FUSES J., VIADER J. M., « Rehabilitació i renovació als centres històrics: el Pla Especial de Girona », in COLLECTIF, *Història urbana i intervenció en el centre històric. III^{a} setmana d'estudis urbans a Lleida*, Barcelone : Generalitat de Catalunya, Institut Cartogràfic de Catalunya, 1989, pp. 329-248.

GARCÍA ESPINOSA S., « Centros históricos ¿Herencia del pasado o construcción del presente ? Agentes detonadores de un nuevo esquema de ciudad », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (39) [en ligne].

JACQUIER C., *Voyage dans dix quartiers européens en crise*, Paris : L'Harmattan, 1991, 127 p.

JACQUOT S., *Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques centraux : une étude comparée de Gênes, Valparaiso et Liverpool*, thèse de géographie sous la direction de Maria Gravari-Barbas, Université d'Angers, 2007, 641 p.

LÉVY J.-P., *Centres villes en mutation*, Paris : CNRS, 1987, 257 p.

LEVY J.P (dir.), *La réhabilitation des quartiers anciens et de l'habitat existant*, Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 1990, 173 p.

LÓPEZ JAEN J., « Los centros históricos españoles entre la realidad y la legalidad », *Urbanismo*, 1990, n° 9, pp. 14-24.

LÓPEZ TRIGAL L., « El papel de los centros históricos en los sistemas urbanos », in BERNAL SANTA OLALLA B. (coord.), *Vivir las ciudades históricas. Ciudad histórica y calidad urbana*, Burgos : Universidad de Burgos, Fundación « La Caixa », 1999, pp. 43-49.

LUQUE AZCONA E., SMITH H., « Novedades y retos en la gestión de centros históricos de Europa, Latinoamérica y el Caribe (1980-2005) », *Scripta Nova*, 2007, vol. XI, n° 254 [en ligne].

MARÍA-SÁNCHEZ L., « Rehabilitación integrada del casco medieval de Vitoria-Gasteiz », in COLLECTIF, *Història urbana i intervenció en el centre històric. III[a] setmana d'estudis urbans a Lleida*, Barcelone : Generalitat de Catalunya, Institut Cartogràfic de Catalunya, 1989, pp. 277-311.

MEMOLI M., « Volonté, spéculation et occasions dans la réhabilitation des centres-villes de Bologne », in RIVIÈRE D'ARC H., MEMOLI M. (dir.), *Le pari urbain en Amérique latine : vivre dans le centre des villes*, Paris : Armand Colin, 2006, pp. 47-63.

PANELLA R., « Centro histórico y centro ciudad. Una hipótesis de trabajo en el marco de un mayor control público de los procesos de transformación económica y del asentamiento », in CIARDINI F., FALINI P. (coord.), *Los centros históricos. Política urbanística y programas de actuación*, Barcelone : Gustavo Gili, 1983, pp. 52-73.

PICCINATO G., « El problema del centro histórico », in CIARDINI F., FALINI P. (coord.), *Los centros históricos. Política urbanística y programas de actuación*, Barcelone : Gustavo Gili, 1983, pp. 14-31.

PÖPPINGHAUS H., « Porque no es más caro rehabilitar que derribar y construir de nuevo », *PERIL-LEM*, 1999, nº 2.

PRECEDO LEDO A., « Una metodología para la reutilización del centro histórico : el caso de Vitoria », in *Actas del IV coloquio ibérico de geografía, Coimbra 22-25 setembro de 1986*, Coimbra : Universidade de Coimbra, 1986, pp. 531-534.

SALIN É., « La réhabilitation des centres anciens dans les grandes villes du Sud : entre maintien des populations pauvres et tentative de gentrification ? », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux – approches – discours*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 281-295.

TROITIÑO VINUESA M. Á., *Cascos antiguos y centros históricos : problemas, políticas y dinámicas urbanas*, Madrid : Ministerio de Obras Públicas, Transportes y Medio ambiente, 1992, 224 p.

TROITIÑO VINUESA M. Á., « Políticas urbanas y dinámicas funcionales en el centro histórico de Cuenca », in CAMPESINO FERNÁNDEZ A. J. (coord.), *Comercio, turismo y cambios funcionales en las ciudades españoles patrimonio de la humanidad*, 1999, Cáceres : Cámera Oficial de Comercio e Industria de Cáceres, pp. 81-109.

TROITIÑO VINUESA M. Á., « La protección, recuperación y revitalización funcional de los centros históricos » *Mediterráneo económico*, 2003, n° 3, pp. 131-161.

TROITIÑO VINUESA M. Á., GARCÍA MARCHANTE J. S. (coord.), *Vivir las ciudades históricas : recuperación integrada y dinámica funcional*, Cuenca : Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, Fundación « la Caixa », 1998, 267 p.

VILLAR CASTRO J., « La compleja recuperación de un espacio de memoria colectiva. Reflexiones sobre la experiencia salmantina », in BERNAL SANTA OLALLA B. (coord.), *Vivir las ciudades históricas. Ciudad histórica y calidad urbana*, Burgos : Universidad de Burgos, Fundación « La Caixa », 1999, pp. 51-63.

Urbanisme et politiques urbanistiques

AALBERS M. A., « When the banks withdraw, slum landlords take over : the structuration of neighbourhood decline through redlining, drug dealing, speculation and immigrant exploitation », in *Urban Studies*, 2006, vol. 43, n° 7, pp. 1061-1086

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Revisión del Plan Comarcal de 1953*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1970 (?), 141 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Plans i projectes per a Barcelona*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1983, 297 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Barcelona. La segona renovació*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1996 (d), 225 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA. *Memòria 1995-1998. Sector d'urbanisme*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1998 (b), 174 p.

ALTHABE G., LÉGÉ B., SÉLIM M., *Urbanisme et réhabilitation symbolique. Ivry. Bologne. Amiens*, Paris : L'Harmattan, 1993, 297 p.

APUR, *PSMV du Marais. Difficultés de gestion et d'application. Améliorations et modernisations nécessaires*, Paris : APUR, 2004, 69 p.

ASCHER F., *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2001, 109 p.

ASSOCIACIÓ PLA ESTRATÈGIC DE BARCELONA, *Pla Estratègic Econòmic i Social de Barcelona (en la perspectiva 1999-2005)*, Barcelone : Associació Pla Estratègic de Barcelona, 1999, 143 p.

BAILEY N., ROBERTSON D., « Housing renewal, urban policy and gentrification », *Urban Studies*, 1997, vol. 34, nº 4, pp. 561-578.

BARTLEY B., SHINE K. T., « Regeneración urbana en Dublín », *Ciudad y Territorio. Estudios territoriales*, 2001, vol. XXXIII, n° 129, pp. 461-473.

BATTISTI E., *Arquitectura, ideología y ciencia : teoría y práctica en la disciplina del proyecto*, Madrid : Blume, 1980, 339 p.

BERDOULAY V., SOUBEYRAN O, *L'écologie urbaine et l'urbanisme*, Paris : La Découverte, 2002, 268 p.

BÉRINGUIER C., CASTELLS M., MINGASSON C., RÉMY J., *Urbanismo y práctica política*, Barcelone : Los Libros de la Frontera, 1974, 160 p.

BOHIGAS O., *Reconstrucció de Barcelona*, Barcelone : Edicions 62, 1985, 302 p.

BOHIGAS O., « Ciudad y acontecimiento. Una nueva etapa urbanística », *Arquitectura Viva*, 2002, n° 84, pp. 23-27.

BOHIGAS O., *Contra la incontinència urbana : reconsideració moral de l'arquitectura i la ciutat*, Barcelone : Institut d'Edicions de la Diputació de Barcelona, 2004, 252 p.

BOHIGAS O., TUSQUETS Ò., FEBRÉS X., *Oriol Bohigas, Òscar Tusquets. Conversa transcrita per Xavier Febrés*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, Laia, 1986, 154 p.

BONAL R., COSTA J., *Sol urbà i classes socials : materials per a una política municipal*, Barcelone : Blume, 1978, 120 p.

BORJA J., MUXÍ Z., « Introducción. Una breve y agitada historia entre lo local y lo global », in BORJA J., MUXI Z. (coord.), *Urbanismo en el siglo XXI : una visión crítica. Bilbao, Madrid, Valencia, Barcelona*, Barcelone : ETSAB, Edicions UPC, 2004, pp. 11-14.

CAMERON S., « Housing, gentrification and urban regeneration policies », *Urban Studies*, 1992, vol. 29, n° 1, pp. 3-14.

CAMERON S., DOLING J., « Housing neighbourhoods and urban regeneration », *Urban Studies*, 1994, vol. 31, n° 7, pp. 1211-1223.

CAMPOS VENUTTI G., *La administración del urbanismo*. Barcelone : Gustavo Gili, 1974, 250 p.

CARLEY M., « Urban partnerships, governance and the regeneration of Britain's cities », *International Planning Studies*, 2000, vol. 5, n° 3, pp. 273–297.

CHARLIER J., MALEZIEUX J, *Les stratégies alternatives de redéveloppement portuaire en Europe occidentale*, Le Havre : AIVP, 1994, 96 p.

CHOAY F., *El urbanismo : utopías y realidades*, Barcelone : Lumen, 1983, 539 p.

COING H., *Rénovation urbaine et changement social*, Paris : Éditions Ouvrières, 1966, 296 p.

COLLECTIF, *La intervención pública en áreas urbanas vulnerables. Jornada técnica sobre políticas publicas para áreas urbanas vulnerables*, Madrid : ministerio de Obras Públicas, Transportes y Medio ambiente, 1999, 22 p.

COMBY S., *Urbanisme à Barcelone. Analyse d'une politique urbaine : méthodologie, structures et procédures*, Marseille : DGST-Confort urbain, 1989, 422 p.

DALIGAUX J., « Urbanisation, planification territoriale et enjeux de pouvoir dans l'aire métropolitaine de Barcelone », *Rives nord-méditerranéennes. Nature et urbanisation. Un enjeu pour les aires métropolitaines méditerranéennes*, 2005 [en ligne].

DELGADO PÉREZ G. J., « La ciudad que queremos. Apología de un urbanismo radical », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (117) [en ligne].

DE SOLÁ-MORALES M., « Del contraste a la analogía. Transformaciones en la concepción de la intervención arquitectónica », in COLLECTIF, *Història urbana i intervenció en el centre històric. III^a setmana d'estudis urbans a Lleida*, Barcelone : Generalitat de Catalunya, Institut Cartogràfic de Catalunya, 1989, pp. 21-34.

DE TERÁN, F. de, *Planeamiento urbano en la España contemporánea. Historia de un proceso imposible*, Barcelone : Gustavo Gili, 1978, 662 p.

DE TERÁN F., *Planeamiento urbano en la España contemporánea (1900/1980)*, Madrid : Alianza, 1982, 631 p.

DE TERÁN F., « El planeamiento en la España del siglo XX », in COLLECTIF, *Història urbana i intervenció en el centre històric. III^a setmana d'estudis urbans a Lleida*, Barcelone : Generalitat de Catalunya, Institut Cartogràfic de Catalunya, 1989, pp. 85-98.

DE TERÁN F., *Historia del urbanismo en España III. Siglos XIX y XX*, Madrid : Cátedra, 1999, 397 p.

ESTEBAN J., BERNADA J. (dir.), *Urbanisme en Barcelona*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1999, 267 p.

EVENO E. (dir.), *Utopies urbaines*, Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 1998, 356 p.

GARNIER J.-P., « Planificación urbana y neocapitalismo », *Geo Crítica*, 1976, n° 6 [en ligne].

GODARD F., CASTELLS M., DELAYRE H., DESSANE C., O'CALLAGHAN C., *La rénovation urbaine à Paris : structure urbaine et logique de classe*, Paris : Mouton, 1973, 148 p.

GOTLIEB C., *Architecture et projet urbain en Espagne. Dossier documentaire*, Paris-La Défense : Villes et Territoires, 1998, 39 p.

GRAU FERNANDEZ R., « El planeamiento urbano como ciencia social », in COLLECTIF, *Història urbana i intervenció en el centre històric. III[a] setmana d'estudis urbans a Lleida*, Barcelone : Generalitat de Catalunya, Institut Cartogràfic de Catalunya, 1989, pp. 111-133.

HARVEY D., « From managerialism to entrepreneurialism : the transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler. Series B, human geography*, 1989, vol. 71, n° 1, pp. 3-17.

MAC LOUGHLIN, J. B., *Planeamiento urbano y control*, Madrid : I.E.A.L., 1975, 407 p.

MARTORELL PORTAS V., FLORENSA A., OTZET MARTORELL V., *Historia del urbanismo en Barcelona : del plan Cerdá al área metropolitana*, Barcelone : Labor, 1970, 153 p.

MONCLÚS F. J., « Barcelona's planning strategies : from "Paris of the south" to "capital of the west Mediterranean" », *GeoJournal*, 2000, 51, n° 1-2, pp. 2-19.

MOPU, *La política urbana en España: evolución, experiencias y efectos*, Madrid : MOPU, 1990, 172 p.

MUXÍ Z., *La arquitectura de la ciudad global*, Barcelone : Gustavo Gili, 2004, 183 p.

PICHLER-MILANOVICH N., « The role of housing policy in the transformation process of Central-East European Cities », *Urban Studies*, 1994, vol. 31, n° 7, pp. 1097-1115.

PLA ESTRATÈGIC METROPOLITÀ DE BARCELONA, *Pla Estratègic Metropolità de Barcelona : Etapa 2006-2010*, Barcelone : Pla Estratègic Metropolità de Barcelona, 2006, 79 p.

PUYO J.-Y, « L'urbanisme selon Léon Jaussely », in BERDOULAY V., CLAVAL P. (dir.), *Aux débuts de l'urbanisme français*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 119-132

RAMÍREZ GONZÁLEZ J. L., « La ordenación del territorio como tarea discursiva. Una tesis doctoral de Liliana Fracasso », *Biblio 3W*, 2006, vol. XI, n° 672 [en ligne].

RODRÍGUEZ A., MARTÍNEZ E., « Del declive a la revitalización : oportunidades y límites de las nuevas políticas urbanas en Bilbao », *Ciudad e Territorio. Estudios Territoriales*, 2001, vol. XXXIII, n° 129, pp. 441-459.

RODRÍGUEZ A., MOULAERT F., SWINGEDOUW E., « Nuevas políticas urbanas para la revitalización de las ciudades en Europa », *Ciudad e Territorio. Estudios Territoriales*, 2001, vol. XXXIII, n° 129, pp. 409-423.

ROUSSEAU M., « "Bringing politics back in" : la gentrification comme politique de développement urbain ? Autour des "villes perdantes" », *Espaces et Sociétés*, 2008/1-2, n° 132, pp. 75-90.

SAMBRICIO C., *Cuando se quiso resucitar la arquitectura*, Madrid : COAM, 1983, 243 p.

TROITIÑO VINUESA M. Á.,, « Centro histórico, intervención urbanística y análisis urbano », *Anales de Geografía de la Universidad Complutense*, 1992, n° 11, pp. 25-48.

VAN KEMPEN R., VAN WEESEP J., « Gentrification and the urban poor : restructuring and housing policy in Utrecht », *Urban Studies*, 1994, vol. 31, n° 7, pp. 1043-1056.

WILLIAMS P., SMITH N., « From "Renaissance" to restructuring : the dynamics of contemporary urban development » », in SMITH N., WILLIAMS P. (coord.), *Gentrification of the city*, Boston, Londres, Sidney : Allen & Unwin, 1986, pp. 204-224.

Immigration

APARICI I., « Todos los colores en el gris. Inmigrados en el espacio público del Raval barcelonés », *Scripta Nova*, 2001, vol. V, nº 94 (44) [en ligne].

ARAMBURU OTAZU M., « Los comercios de inmigrantes extranjeros en Barcelona y la recomposición del "inmigrante" como categoría social », *Scripta Nova*, 2002, vol. VI, n° 108, [en ligne].

AAVV CASC ANTIC, *Participació i immigració en contextos pluriculturals. La situació del Casc Antic de Barcelona*, Barcelone : Fundació Jaume Bofill, 2003, 132 p.

BAYONA i CARRASCO J., *Factors sociodemogràfics de la distribució espacial de la població de nacionalitat estrangera a Barcelona*, thèse de géographie sous la direction de Andreu Domingo i Valls, Universitat autonoma de Barcelona, 2006, 550 p.

BAYONA i CARRASCO J., « La segregación residencial de la población extranjera en Barcelone : ¿una segregación fragmentada ? », *Scripta Nova*, 2007, Vol. XI, n° 235 [en ligne].

CANALS R. et al., « Sobre la immigració : estrangers i nacionalitzats a Barcelona », *Barcelona Societat*, 1994, nº 2, pp.109-119.

CAPEL H., « Los inmigrantes en la ciudad, crecimiento económico, innovación y conflicto social », *Scripta Nova*, 1997, vol. 1, n° 3 [en ligne].

CAPEL H., « La inmigración en España. Una bibliografía de trabajos recientes », *Biblio 3W*, 1999 (a), vol. IV, n° 132 [en ligne].

CAPEL H., « Inmigrantes extranjeros en España. El derecho a la movilidad y los conflictos de la adaptación : grandes expectativas y duras realidades », *Scripta Nova*, 2001, vol. V, n° 81 [en ligne].

CARMONA BENITO S., « Inmigración y prostitución : el caso del Raval (Barcelona) », *Papers*, 2000, n° 60, pp. 343-354.

CASAS CASTAÑÉ M., « Sobre la immigració estrangera i els Marroquins a Barcelona. Comentari bibliogràfic », *Biblio 3W*, 1997, vol. II, n° 46 [en ligne].

CHECA OLMOS J. C., « Diferenciació residencial en contextos d'alta recepció d'immigrants. El cas de Roquetas de Mar (Almeria) », *Revista Catalana de Sociologia*, 2006, n° 21, p. 167-192.

DE RUDDER V., *Autochtones et immigrés en quartier populaire*, Paris : CIEMI, L'Harmattan, 1987, 234 p.

DOMINGO A., BAYONA J., « Immigració i territori : concentració i segregació al municipi de Barcelona, 1991-2002 », *Barcelona Societat*, 2005, n° 13, pp. 114-128.

GOZÁLVEZ PÉREZ V., « L'immigration étrangère en Espagne (1985 – 1994) », *Revue européenne des Migrations internationales*, 1996, vol. 12, n° 1, pp. 11-38.

IGLESIAS XIFRA D., « Inmigración e integración en Barcelona », in CAPEL H., LINTEAU P.-A. (coord.), *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*. Barcelone : Publicacions de l'Universitat de Barcelona, 1998, pp. 483-492.

LÓPEZ GAY A., *Canvis residencials i moviments migratoris en la renovació poblacional de Barcelona*, thèse de géographie sous la direction de Anna Cabré i Pla et de Joaquín Recaño Valverde, Universitat autonoma de Barcelona, 2007, 544 p.

MAGRINYÀ TORNER F., MAZA GUTIERREZ G., « Inmigración y huecos en el centro histórico de Barcelona (1986-2000) », *Scripta Nova*, 2001, vol. V, n° 94 (62) [en ligne].

MARTÍNEZ VEIGA U., *Pobreza, segregación y exclusión espacial : la vivienda de los inmigrantes extranjeros en España*, Barcelona : Icaria, 1999, 175 p.

MONNET N., « El uso del espacio público por parte de los nuevos habitantes del Casc Antic de Barcelona », *Scripta Nova*, 2000, vol. IV, nº 69 (48) [en ligne].

MORERAS J., « Musulmans a Barcelona : espais i dinàmiques comunitàries », *Barcelona Societat*, 1996, nº 6, pp. 85-91.

MORERAS J., *Musulmanes en Barcelona. Espacios y dinámicas comunitarias*, Barcelone : CIDOB, 1999, 397 p.

MORERAS J., *Els imams de Catalunya : rols, expectatives i propostes de formació*, Barcelone : Fundació Jaume Bofill, 2007, 68 p.

OLIVES PUIG J., « Deterioración urbana e inmigración en un barrio del casco antiguo de Barcelona : Sant Cugat del Rec », *Revista de Geografía*, 1969, vol. 3, nº1-2, pp. 40-72.

REQUENA HIDALGO J., « "La peor casa en el peor barrio". Barrios de inmigración y marginalidad en la periferia urbana de Barcelona. El caso de Badalona », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, n° 146 (058) [en ligne].

RIOL CARVAJAL E., « La vivienda de los inmigrantes en Barcelona : el caso del colectivo pakistaní », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, nº 146 (059) [en ligne].

SOLÉ, C. « La realitat de les minories ètniques al districte de Ciutat Vella », *Barcelona Societat*, 1993, nº 1, pp.107-110.

SOLÉ C., *Estudi de la realitat de les minories ètniques al districte de la Ciutat Vella*, 1998 ?, 2 vol., 610 p.

SOLÉ S., « Inmigración interior e inmigración exterior », *Papers*, 2000, n° 60, pp. 211-224.

Mouvements sociaux et démocratie participative

AJUNTAMENT DE BARCELONA. *La participación ciudadana. Una opción estratégica para Barcelona*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 2000 (b), 17 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Dossier Barcelona Associacions. BCN, ciutat oberta a la participació. Experiències innovadoras de participació en la gestió pùblica*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 2002 (b), 107 p.

ALABART A., « Mapa de les barriades de Barcelona, metodologia i resultats », *Revista CEUMT*, 1980, n° 33.

ALABART A., *Els barris de Barcelona i el moviment associatiu veïnal*, thèse de sociologie sous la direction de Emili Boix i Selva, Universitat de Barcelona, 1981, 3 vol., 514 p.

ANDREU M., « Moviments socials i crítica al "modelo Barcelona". De l'esperança democràtica de 1979 al miratge olímpic de 1992 i la impostura cultural del 2004 », *Scripta Nova*, 2008, vol. XII, n° 270 (119) [en ligne].

BLANCO I., GOMÀ R., *Gobiernos locales y redes participativas*, Barcelone : Ariel, 2002, 285 p.

BORJA J., *Movimientos sociales urbanos*, Buenos Aires : Siap-Planteos, 1975, 122 p.

BORJA J., *Qué son las asociaciones de vecinos*, Barcelone : La Gaya Ciencia, 1977, 80 p.

BORJA J., *Por unos municipios democráticos. Diez años de reflexión política y movimiento ciudadano*, Madrid : IEAL, 1987, 327 p.

BORJA J., *Estado y ciudad : descentralización política y participación*, Barcelone : Promociones Publicaciones Universitarias, 1988, 434 p.

BORJA J., « Políticas y gobierno en las grandes ciudades », in BORJA J., CASTELLS M., DORADO R., QUINTANA I. (coord.), *Las grandes ciudades en la década de los noventa*, Madrid : Editorial Sistema, 1990, pp. 649-722.

BORJA J., *La gestión de la ciudad en la globalización*, Barcelone : UOC, 2004 (a), 90 p.

BORJA J., ÀNGELS ESPUNY M., PEUGEOT V., DOURTHE G., *La ciudadanía europea*, Barcelone : Península, 2001, 379 p.

BORJA J., TARRAGO M., BOIX R., *Por una política municipal democrática*, Barcelone : Avance, 1977, 277 p.

CALAVITA N., FERRER A., « Behind Barcelona's success story. Citizen movements and planners' power », in *Journal of Urban History*, 2000, vol. 26, n° 6, pp. 793-807.

CAMPBELL H., MARSHALL R., « Public involvement and planning : looking beyond the one to many », *International Planning Studies*, 2000, vol. 5, n° 3, 321–344.

CASTELLS M., *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris : Maspero, 1973, 131 p.

CASTELLS M., « « Planificación urbana y movimientos sociales : el caso de la renovación urbana en Paris », in BÉRINGUIER C., CASTELLS M., MINGASSON C., RÉMY J., *Urbanismo y práctica política*, Barcelone : Los Libros de la Frontera, 1974, pp. 125-160.

CASTELLS M., CHERKI E., GODARD F., MEHL D., *Sociologie des mouvements sociaux urbains. Enquête sur la région parisienne*, Paris : EHESS, 1975, 171 p.

COMELLAS J., *Aquí hi ha gana ! Debate sobre la marginació social a Barcelona*, Certarroja, Barcelone, Palma : Afers, 1995, 180 p.

COSTE V., *Les nouveaux mouvements sociaux : fin ou recomposition du politique ?*, Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2001, 407 p.

CRU, *Aménagement urbain et mouvements sociaux*, Paris : Centre de Recherche d'Urbanisme, 1978, 365 p.

FERNÁNDEZ BUEY F., « Els moviments socials alternatius : un balanç », in PRAT E. (coord.), *Els moviments socials a la Catalunya contemporània*, Barcelone : Universitat de Barcelona, 2004, pp. 21- 50.

FINCHER R., « Defining and explaining urban social movements », *Urban Geography*, 1987, n° 10, pp. 604-613.

FRACASSO L., « Planificación comunitaria y participación en los procesos de decisión : categorías de análisis y argumentos », *Biblio 3W*, 2000, n° 216 [en ligne].

FRACASSO L., *La participación en los procesos de planificación. Los casos de la Agenda 21 de Cartagena de Indias y del parque del Montseny*, thèse de géographie sous la direction de Horacio Capel, Universitat de Barcelona, 2005, 2 vol., 868 p.

FRACASSO L., « El estudio de los procesos participativos de planificación territorial. Respuesta al profesor José Luis Ramírez », *Biblio 3W*, 2006, vol. XI, n° 690 [en ligne].

GARCÍA M., « Citizenship practices and urban governance in european cities », *Urban Studies*, 2006, vol. 43, n° 4, pp. 745–765.

GARCÍA HERRERA L. M., « En torno a la gobernanza, los gobiernos locales y la participación ciudadana », *Biblio 3W*, 2007, vol. XII, n° 723 [en ligne].

GARCÍA HERRERA L. M., SABATÉ F., « Planeamiento urbano, participación ciudadana y gobernanza : el Plan General de Santa Cruz de Tenerife (Tenerife, Canarias) », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (84) [en ligne].

HEINZ W. (dir.), *Partenariats public-privé dans l'aménagement urbain*, Paris : L'Harmattan, 1994, 295 p.

HUERTAS J. M., ANDREU M., *Barcelona en lluita : el moviment urbà 1965-1996*, Barcelone : FAVB, 1996, 158 p.

LIAUZU C., MEYNIER G., SGROÏ-DUFRESNE M., SIGNOLES P., *Enjeux urbains au Maghreb : crises, pouvoirs et mouvements sociaux*, Paris : L'Harmattan, 1985, 218 p.

LOWE S., *Urban social movements : the city after Castells*, Londres : Macmillan, 1986, 211 p.

MARTÍ P., « Ciutat Vella 1900-2000 : un segle d'associacionisme », *Barcelona Societat*, 1998, n° 9, pp. 77-83.

MARTÍ M., BONET J., « Los movimientos urbanos : de la identitad a la globalidad », *Scripta Nova*, 2008, vol. XII, n° 270 (121) [en ligne].

MARTÍNEZ i MUNTADA R., « El moviment veïnal en el tardofranquisme i la transició : conflicte, identitat obrera i valors alternatius », in PRAT E. (coord.), *Els moviments socials a la Catalunya contemporània*, Barcelone : Universitat de Barcelona, 2004, pp. 71-91

NEVEU É., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 1996, 122 p.

ORTIZ HERAS M., RUIZ GONZÁLEZ D., SÁNCHEZ SÁNCHEZ I. (coord.), *Movimientos sociales y Estado en la España contemporánea*, Cuenca : Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2001, 605 p.

POLAD-SPADONI D., *Impact et évolution des mouvements sociaux urbains à Barcelone 1969-1980*, thèse de géographie sous la direction de Yves Babonaux, Paris 1, 1980, 2 vol., 611 p.

PICKVANCE C., « The rise and fall of urban movements », *Environment and Planning D*, 1985, vol. 3, n° 1, pp. 31-53.

PRAT E. (coord.), *Els moviments socials a la Catalunya contemporània*, Barcelone : Universitat de Barcelona, 2004, 257 p.

RAVENTÓS F., *La col·laboració publicoprivada*, Barcelone : Aula Barcelona, 2000, 58 p.

RUIZ GONZÁLEZ D., « Las comisiones obreras, movimiento sociopolítico (1958-1976) », in ORTIZ HERAS M., RUIZ GONZÁLEZ D., SÁNCHEZ SÁNCHEZ I. (coord.), *Movimientos sociales y estado en la España contemporánea*, Cuenca : Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2001, pp. 405-424

SIMON P., « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation, Belleville, Paris 20e », *Cahiers internationaux de sociologie*, 1995, n° 68, pp. 161-190.

SOMMIER I., « Protester à l'heure de la mondialisation », *Sciences humaines*, 2003, n° 144, pp. 20-23.

SOUTO GONZÁLEZ X. M., « Participación ciudadana y ordenación del territorio. Respuesta a un comentario de José Luis Ramírez », *Biblio 3W*, 2006, vol. XI, n° 677 [en ligne].

Acteurs et agents

BOIXADER J., « La acción colectiva de los agentes urbanos en la transformación de Barcelona : aproximación al distrito 22@Barcelona », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (80) [en ligne].

BONNEVAL L., « Les agents immobiliers et la segmentation des marchés du logement », communication dans le cadre de la journée d'étude « jeunes chercheurs » *Le logement et l'habitat comme objet de recherche*, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 20 mai 2005.

BONNEVAL L., « Les agents immobiliers : évolutions professionnelles et rôle sur les marchés du logement », communication dans le cadre de la journée d'étude « jeunes chercheurs » *Le logement et l'habitat comme objets de recherche*, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 22 mai 2007.

CAPEL H., « Agentes y estrategias en la producción del espacio urbano español », *Revista de Geografía*, 1974, vol. VII, nº 1-2, pp. 19-56.

CAPEL H., *Capitalismo y morfología urbana en España*, Barcelone : Los libros de la Frontera, 1975 (a), 142 p.

CHOMBART DE LAUWE P.-H., *Des hommes et des villes*, Paris : Payot, 1963, 266 p.

COLLECTIF, *Europa. El nuevo federalismo europeo*, Madrid : Grupo del partido socialista europeo, 2002, 300 p.

COLLET A., « Sociologie des acteurs de la gentrification des quartiers anciens centraux d'hier et d'aujourd'hui », communication dans le cadre de la journée d'étude « jeunes chercheurs » *Le logement*

et l'habitat comme objet de recherche, organisé par le GIS « Socio-Économie de l'Habitat », Paris, 20 mai 2005.

COLLIN DELAVAUD A., « Acteurs et politiques de réhabilitation dans le centre historique de Quito », in GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUIS S. (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI*^{ème} *siècle*, Paris : Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, pp. 585-607.

FORMIGA N., « nuevos productos y agentes en el mercado inmobiliario », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (2) [en ligne].

GALSTER G., « Racial steering by real estate agents : mechanisms and motives », *Review of Black political Economy*, 1990, n° 19/1, pp. 39-63.

GAUDIN J. P., « L'acteur, une notion en question dans les sciences sociales », *Revue européenne des Sciences Sociales*, 2001, tome XXXIX, n° 121, pp. 7-14.

GRAFMEYER Y., *Sociologie urbaine*, Paris : Nathan, 1995, 127 p.

ÉLIAS N., *La société de cour*, Paris : Calmann-Lévy, 1974, 323 p.

JACQUOT S., « Valparaiso, valeurs patrimoniales et jeu des acteurs », GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux – approches – discours*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 155-169.

JUDD D., PARKINSON M. (coord.), *Leadership and urban Regeneration. Cities in North America and Europe*, Newbury park, Londres, New Delhi : Sage, 1990, vol.37, 311 p.

LAHIRE B., « Éléments pour une théorie des formes socio-historiques d'acteur et d'action », *Revue européenne des Sciences Sociales*, 1996, tome XXXIV, n° 106, pp. 69-96.

LAHIRE B., *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris : Nathan, 1998, 271 p.

LEDRUT R., *Sociologie urbaine*, Paris : PUF, 1968, 222 p.

LIPIETZ A., *Le capital et son espace*, Paris : Maspero, 1983, 178 p.

NOSEDA V., RACINE J.-B., « Acteurs et agents, points de vue géographiques au sein des sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, 2001, tome XXXIX, n° 121, pp. 69-79.

PERAHIA R., « Los emprendedores inmobiliarios agentes urbanos del crecimiento metropolitano (1990-2004) », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (16) [en ligne].

PARÉ S., *Le rôle des agents immobiliers dans la ségrégation résidentielle ethnique : processus et mécanismes de production*, thèse de sociologie sous la direction de Danielle Juteau et Claude Marois, Université de Montréal, 1998, 235 p.

PASSERON J. C., « Acteur, agent, actant : personnages en quête d'un scénario introuvable », *Revue européenne des sciences sociales*, 2001, tome XXXIX, n° 121, pp. 15-39.

PUMAIN D., « Villes, agents et acteurs en géographie », *Revue européenne des Sciences Sociales*, 2001, tome XXXIX, n° 121, pp. 81-93.

TATJER MIR M., « La vivienda obrera en España de los siglos XIX y XX : de la promoción privada a la promoción pública (1853-1975) », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (23) [en ligne].

TOPALOV C., *Les promoteurs immobiliers : essai d'analyse sociologique d'un système d'acteurs économiques*, Paris : Centre de Sociologie Urbaine, 1970, 387 p.

TOPALOV C., *Capital et propriété foncière : introduction à l'étude des politiques foncières urbaines*, Paris : Centre de Sociologie Urbaine, 1973 (a), 264 p.

TOPALOV C., *La promotion immobilière en région parisienne*, Paris : Centre de Sociologie Urbaine, 1973 (b), 120 p.

TOURAINE A., *Le retour de l'acteur*, Paris : Fayard, 1984, 349 p.

VILAGRASA IBARZ J., « Impuls econòmic, planejament urbà i agents socials en la definició de la Barcelona contemporània, 1879-1975 », in ROCA i ALBERT J. (dir.), *Expansió urbana i Planejament a Barcelona*, Barcelone : Institut Municipal d'Historia de Barcelona-PROA, 1997, pp. 47-70

Paysage et morphologie urbaine

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Barcelona posa't guapa : deu anys de campanya*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1996 (c), 229 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Barcelona posa't guapa : 13 anys de campanya*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1999 (b), 296 p.

ARRANZ HERRERO M., *La Rambla de Barcelona, estudi d'història urbana*, Barcelone : Rafael Dalmare, 2003, 125 p.

ASSOCIACIÓ D'AMICS, VEINS I COMERCIANTS DE LA RAMBLA, *1960-2000, 40e anniversari Assosiacio d'Amics, Veïns i Comerciant de la Rambla*, 2000, 61 p.

BARTHES R., « Sémiologie et urbanisme », *L'architecture aujourd'hui*, 1970, vol. CLIII, pp. 11-13

BERQUE A. (dir.), *Cinq propositions pour une théorie du paysage*, Seyssel : Champ Vallon, 1994, 122 p.

BERQUE A., *Médiance. De milieux en paysages*, Montpellier : RECLUS, Paris : Belin, 2000, 156 p.

CAPEL H., « Percepción del medio y comportamiento geográfico », *Revista de Geografía*, 1973, vol. 7, nº 1, pp. 58-150.

CAPEL H., « L'image de la ville et le comportement spatial des citadins », *L'Espace géographique*, 1975 (b), n°1, pp. 73-80.

CAPEL H., La *Morfología de las ciudades. I Sociedad, cultura y paisaje urbano*, Barcelone : Ediciones del Serbal, 2002, 544 p.

CASTEJÓN R., *Los cambios recientes en el frente marítimo de la ciudad de Barcelona. La remodelación del Port Vell*, Le Havre : AIVP, 1994, 23 p.

CHARMES É., « Le retour à la rue comme support de la gentrification », *Espaces et Sociétés*, 2005/3, n° 122, p. 115-135.

CHARMES É., *La rue, village ou décor ?*, Grâne : Créaphis, 2006, 157 p.

CHELKOFF G., « Formes, formants et formalités : catégories d'analyse de l'environnement urbain », in GROSJEAN M., THIBAUD J.-P., *L'espace urbain en méthodes*, Marseille : Parenthèses, 2001, pp. 101-124.

CHOAY F., « Sémiologie et urbanisme », in CHOAY F., BANHAM R., BAIRD G., VAN EYCK A., FRAMPTON K., RYKWERT J., SILVER N., *Le sens de la ville*, Paris : Le Seuil, 1972, pp. 9-30.

EQUIPO URBANO, « El uso de *Google Earth* para el estudio de la morfología de las ciudades I. Alcances y limitaciones », *Ar@cne*, 2007, n° 100 [en ligne].

EQUIPO URBANO, « El uso de *Google Earth* para el estudio de la morfología urbana II. Las tramas urbanas », *Ar@cne*, 2007, 2007, n° 101 [en ligne].

FORET C., BAVOUX P., *En passant par le centre… La rue de la République à Lyon, anthropologie d'un espace public*, Marseille : CERFISE, 1990, 95 p.

GANAU CASAS J., « El naixement del Barri Gòtic de Barcelona, 1907-1930 », in ROCA i ALBERT J. (dir.), *Expansió urbana i planejament a Barcelona*, Barcelone : Institut Municipal d'Historia de Barcelona-PROA, 1997, pp. 193-206.

GROSJEAN M., THIBAUD J.-P. (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille : Parenthèses, 2001, 217 p.

JANNNIÈRE H., POUSIN F., « Paysage urbain : d'une thématique à un objet de recherche », *Strates*, 2007, n° 13, pp. 9-21.

LEDRUT R., « L'image de la ville », *Espaces et Sociétés*, 1970, n°1, pp. 93-106.

LLORET PINOL M., « Evolución morfológica y social de un espacio popular de Barcelone : la calle Quetzal en la Bordeta », *Biblio 3W*, 1999, n° 183 [en ligne].

LYNCH K., *L'image de la cité*, Paris : Dunod, 1976 [1960], 221 p.

MENDIBIL D., « Le formatage iconotextuel de l'imagerie géographique des villes », in POUSIN F. (dir.), *Figures de la ville et construction des savoirs*, Paris : CNRS Éditions, 2005, pp. 153-163.

MENDIBIL D., « Dispositif, format, posture : une méthode d'analyse de l'iconographie géographique », *Cybergeo. Revue européenne de géographie*, 2008 [en ligne].

POUSIN F., « Du *townscape* au « paysage urbain », circulation d'un modèle rhétorique mobilisateur », *Strates*, 2007, n° 13, pp. 25-50.

RIMBERT S., *Les paysages urbains*, Paris : Armand Colin, 1973, 236 p.

ROCA i ALBERT J., FAIGENBAUM P., « Le front de mer de Barcelone : chronique d'une transformation », *Cités*, 2002/3, n° 11, p. 49-62.

SAVARY S., *Imaginaires d'une ville : Barcelone par ses paysages. Une étude géolittéraire*, thèse de géographie sous la direction de Yves Luginbühl, Université Paris 1, 2005, 3 vol., 1056 p.

SCHAEFFER J.-M., *L'image précaire*, Paris : Le Seuil, 1987, 217 p.

TER MINASSIAN H., « Le paysage de la gentrification à Barcelone », in *Strates*, 2007, n° 13, pp. 235-250

VILAGRASA J., « El estudio de la morfología urbana : una aproximación », *Geo Crítica*, 1991, n° 92.

ZUKIN S., *Landscapes of power : from Detroit to Disney Land*, Berkeley : University of California Press, 1991, 326 p.

Tourisme et activités commerciales

BAILLY A., « Images de l'espace et pratiques commerciales : l'apport de la géographie de la perception », *Annales de Géographie*, 1984, tome 93, n° 518, pp. 423-431.

BARATA SALGUEIRO T. (coord.), *Commerce, aménagement et urbanisme commercial*, Lisbonne : Universidad de Lisboa, 1992, 393 p.

BEAUJEU-GARNIER J., DELOBEZ A., *La géographie du commerce*, Paris : Masson, 1977, 282 p.

BERRY B. J., *Géographie des marchés et des commerces de détail*, Paris : Armand Colin, 1971, 254 p.

BIZE P., « Commerce et recherche géographique », *Annales de Géographie*, 1982, tome 91, n° 506, pp. 404-416.

BRIDGE G., DOWLING R., « Microgeographies of retailing and gentrification », *Australian Geographer*, 2001, vol. 32, n° 1, pp. 93-107.

BRUNET F., *Economía de los Juegos Olímpicos de Barcelona 1992*, Lausanne : CIO, 1994, 248 p.

BURES R., « Historic preservation, gentrification, and tourism : the transformation of Charleston, South Carolina », in GOTHAM K. F. (coord.), *Critical perspectives on urban redevelopment*, New York : Elsevier Press, 2001, pp. 195–210.

CAPEL H., « El turismo industrial y el patrimonio histórico de la electricidad », in COLLECTIF, *Actas de las I jornadas sobre catalogación del patrimonio histórico. Hacia una integración disciplinar, Sevilla 19-22 de abril de 1995*, Séville : Instituto Andaluz del Patrimonio Histórico, 1996, pp. 170-195.

CARRERAS C., « Le commerce du centre de Barcelone : approche méthodologique », in PALLIER G., METTON A. (coord.), *Le commerce des centres-villes*, Limoges : Presses de l'Université de Limoges, 1991, pp. 360-372.

CARRERAS C., « The change of urban retail structures and the new urban planning : the case of Barcelona », in BARATA SALGUEIRO T. (coord.), *Commerce, aménagement et urbanisme commercial*, Lisbonne : Universidad de Lisboa, 1992, pp.121-130.

CARRERAS C. (dir.), *Els eixos comercials metropolitans*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1999, 245 p.

CARRERAS C. (dir.), *Atles comercial de Barcelona*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, Cambra de Comerç de Barcelona, Universitat de Barcelona, 2003, 378 p.

CARRERAS C., DOMINGO J., SAUER C., *Les arees de concentració comercial de la ciutat de Barcelone : Barcelona ciutat de compres*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 1990, 174 p.

CAUET S., *Structures et évolution du commerce de détail en Espagne*, Paris : Centre Français du Commerce Extérieur, 1980, 221 p.

CHRISTALLER W., *Die zentralen Orte in Süddeutschland*, Iéna : Fischer, 1933, 331 p.

CUYÀS R., *Memòria oficial de la XXV^a^ Olimpíada Barcelona 1992*, Barcelone : COO'B 92, 1992, 4 vol., 1772 p.

DEGEN M., « Barcelona's games : the Olympics, urban design and global tourism », in SHELLER M., URVY J. (coord.), *Tourism mobilities : places to play, places in play*, Londres : Routledge, 2004, pp. 131-142.

DESSE R.-P., *Le nouveau commerce urbain. Dynamiques spatiales et stratégies des acteurs*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2001, 198 p.

GENERALITAT DE CATALUNYA, *El comerç al carrer de Sants*, Barcelone : Generalitat de Catalunya, 1988, 85 p.

GRAVARI-BARBAS M., « Belle, propre, festive et sécurisante : l'esthétique de la ville touristique », *Norois*, 1998, n° 178, pp. 175-193.

HIERNAUX-NICOLAS D., « La promoción inmobiliaria y el turismo residencial : el caso mexicano », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (05) [en ligne].

LACOMBE F., « L'aménagement du centre ville, conséquences et enjeux pour le commerce : l'exemple de Toulouse », in BARATA SALGUEIRO T. (coord.), *Commerce, aménagement et urbanisme commercial*, Lisbonne : Universidad de Lisboa, 1992, pp. 271-287.

LLURDÉS i COIT J. C., « Les activitats turístiques de nova creació : una estratègia de reconversió econòmica i ambiental per a zones en decadència. L'exemple del turisme de patrimonio miner a Cardona (Bages) », *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, 1995, n° 27, pp. 75-95.

MALARET i GARCIA E., *Público y privado en la organización de los Juegos Olímpicos de Barcelona 1992*, Barcelone : Civitas, 1993, 283 p.

MARTÍNEZ PUCHE A., « La Costa Blanca (Alicante) : el patrimonio histórico-cultural como complemento al modelo turístico tradicional de sol y playa », in OLIVERAS SAMITIER J., ANTON CLAVÉ S. (dir.), LÓPEZ MONNÉ R. (coord.), *Turismo y planificación del territorio en la España de fin de siglo*, Tarragona : Universitat Rovira i Virgili, 1998, pp. 344-352.

MÉRENNE-SCHOUMAKER B., *Géographie des services et des commerces*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2008, 255 p.

MÉRENNE-SCHOUMAKER B., *La localisation des services*, Paris : Nathan, 1996, 190 p.

METTON A. (dir.), *Recherches géographiques et activités commerciales*, Orléans : Presses universitaires d'Orléans, 1987, 336 p.

METTON A., « Espoirs et amertumes du commerce des centres-villes », *Les Annales de la recherche urbaine*, 1998, n° 78, pp. 47-54.

MONÉDIAIRE G., *L'urbanisme commercial*, Paris : PUF, 1994, 127 p.

OLIVERAS SAMITIER J., ANTON CLAVÉ S. (dir.), LÓPEZ MONNÉ R. (coord.), *Turismo y planificación del territorio en la España de fin de siglo*, Tarragona : Universitat Rovira i Virgili, 1998, 435 p.

PALLIER G., METTON A. (coord.), *Le commerce des centres-villes*, Limoges : Presses de l'Université de Limoges, 1991, 521 p.

PATIN V., *Tourisme et patrimoine*, Paris : Études de la Documentation française, 2005, 176 p.

PÉRON R., *La fin des vitrines, des temples de la consommation aux usines à vendre*, Cachan : Éditions de l'ENS Cachan, 1993, 306 p.

SERRA DEL POZO P., *El comercio étnico en el distrito de Ciutat Vella de Barcelona*, Barcelone : Fundación « La Caixa », 2006, 189 p.

Logement et habitat

2001 PLUS. Le logement social dans quatre métropoles européennes : Londres, Rome, Berlin et Barcelone. Le rôle des associations, Paris : Ministère de l'Équipement, 2006, n° 66, 85 p.

AUTHIER J.-Y. (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris : Anthropos, 2001, 214 p.

AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F., *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte, 2006, 293 p.

BARNADA J., *Qüestions d'habitatge*, Barcelone : PMHB, 2002, 22 p.

BIAU V., « Le loft : un nouvel habitat urbain », *Espaces et Sociétés*, 1988, n° 51, pp. 145-163.

BIDOU C., *Les aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris : PUF, 1984, 200 p.

BOSSUET L., « « Habiter le patrimoine au quotidien, selon quelles conceptions et pour quels usages ? », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux – approches – discours*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 27-39.

BRUN, J. et CHAUVIRÉ Y., « La ségrégation sociale, questions de terminologie et de méthode », *Espace Populations Sociétés*, 1983, n° 1, pp. 75-85.

CABALLÉ F., « Arquitectura y documentación : arqueología de la vivienda en el casco antiguo de Barcelona », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, nº 146 (03) [en ligne].

CHALVON-DEMERSAY S., *Le Triangle du XIV^e^ : des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1984, 176 p.

CHAMBOREDON J.-C., LEMAIRE M., « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 1970, n° 11-1, pp. 3-33.

DANSEREAU F., CHOKO M. H., « Revalorisation des centres urbains et nouveaux visages de l'accession à la propriété au Canada », *Espaces et Sociétés*, 1988, n° 51, pp. 21-33.

DÍAZ HERNÁNDEZ R., PARRENO CASTELLAÑO J. M., « La política económica, la construcción de vivienda y la producción de la ciudad en España (1939-1975) », *Scripta Nova*, 2006, vol. X, n° 218 (48) [en ligne].

DÍAZ RODRÍGUEZ C., « La vivienda en España : reflexiones sobre une desencuentro », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, n° 146 (095) [en ligne].

EARHA, *Estudi sobre l'habitatge a la Barceloneta*, 1999.

EARHA, *Estudi per a la reforma dels habitatges de la Barceloneta*, 2000.

EARHA, *Eficàcia social de la política d'habitatge*, 2001.

ESTEBAN J., FERRER A., « El parc d'habitatges a Barcelona », *Barcelona Societat*, 1996, n° 5, pp. 22-46.

FOCIVESA, *Pla habitatge a Ciutat Vella 2004-2007*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, Foment Ciutat Vella, 2004 (b), 11 p.

FREYSSENET M., REGAZZOLA T., RETEL J., *Ségrégation spatiale et déplacements sociaux dans l'agglomération parisienne de 1954 à 1968*, Paris : Centre de Sociologie Urbaine, 1971, 161 p.

GÓMEZ P., « Desigualtats socials a la ciutat de Barcelona », *Barcelona Societat*, 1994, n° 2, pp. 4-23.

GRAFMEYER Y., « Le quartier des sociologues », in AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F., *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte, 2006, pp. 21-31.

JOVER A. (dir.), *El mercat de lloguers a la ciutat de Barcelona, 1984-1995*, Barcelone : Generalitat de Catalunya, 1996, 102 p.

LÓPEZ VILLANUEVA C., *Transformacions de la familia il les llars a Barcelona i la seva regio metropolitana 1991-1996*, 2001, 2 vol., 861 p.

MARRERO GUILLAMÓN I., « ¿Del Manchester catalán al Soho Barcelonés ? La renovación del barrio del Poblenou en Barcelona y la cuestión de la vivienda », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, n° 146 (137).

MASSEY D. S., DENTON N. A., *American apartheid*, Paris : Descartes & Cie, 1995, 383 p.

MONREAL P., *Antropología y pobreza urbana*, Madrid : Los libros de la Catarata, 1996, 125 p.

NAVARRO V. et al., *Les desigualtats socials a Catalunya*, Barcelone : Mediterrània, 1999, 532 p.

PAQUETTE C., SALAZAR C., « Habiter le patrimoine : les résidents âgés du centre historique de Mexico face aux transformations de leur espace de vie », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux – approches – discours*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 75-92.

PMHB, *Memoria de las actividades del Patronato*, Barcelone : PMHB [1961-1977].

PMHB, *La vivienda en Barcelona. Abril 1973*, Barcelone : PMHB, 1973, 152 p.

PMHB, *Barcelona : 10 anys d'habitatge públic*, Barcelone : PMHB, 1991, 141 p.

PMHB, *Habitatge públic a Barcelona 1991-2005 : l'apportació del Patronat municipal de l'habitatge*, Barcelone : PMHB, 2006, 315 p.

PRÉTECEILLE E, *La division sociale de l'espace francilien*, Paris : Observatoire Sociologique du Changement, 2003, 145 p.

SANTIGOSA À., « La capacitat econòmica familiar a la ciutat de Barcelona, 1988-1996 », *Barcelona* Societat, 2002, n° 11, pp. 21-29.

SARGATAL BATALLER M. A., « La vivienda en el centro histórico de Barcelona. El caso de la Rambla del Raval », *Scripta Nova*, 2003, vol. VII, n° 146 (069) [en ligne].

SINTES E., COLLADO A., « Les condicions de vida de la gent gran de Barcelona », *Barcelona Societat*, 2002, n° 11, pp. 4-20.

TABARD N., CHENU A., « Les transformations socioprofessionnelles du territoire français, 1982-1990 », *Population*, 1993, n° 6, pp. 1735-1769.

VILANOVA J. M.. « La renovación del espacio residencial : estrategias y políticas de intervención en Barcelona », in CAPEL H., LINTEAU P.-A. (coord.), *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*. Barcelone : Publicacions de l'Universitat de Barcelona, 1998, pp. 459-470.

Discours et représentations

ALLAIN R., « Ville et proximité. Le point de vue d'un géographe-urbaniste », *Mots. Les langages du politique*, 2005, n° 77, pp. 129-136.

ANDRÉ Y., BAILLY Y., FERRAS R., GUÉRIN J.-P., GUMUCHIAN H., *Représenter l'espace. L'imaginaire spatial à l'école*, Paris : Anthropos, 1989, 227 p.

BACQUÉ M.-H., « En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte d'Or (1982-2000) », *Sociétés contemporaines*, 2006/3, n° 63, pp. 63-83

BAILLY A., *La perception de l'espace urbain : les concepts, les méthodes d'étude, leur utilisation dans la recherche urbanistique*, Paris : CRU, 1977, 264 p.

BONNAFOUS S., TEMMAR M. (coord.), *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris : Ophrys, 2007, 165 p.

BUFFON B., *La parole persuasive*, Paris : PUF, 2002, 474 p.

CASASÚS J. M., *Ideología y análisis de medios de comunicación*, Barcelone : Mitre, 1985, 206 p.

CHARAUDEAU P., MAINGENEAU D. (dir.), *Dictionnaire d'analyse de discours*, Paris : Le Seuil, 2002, 661 p.

CHILTON P. A., *Analysing political discourse : theory and practice*, New-York, Londres : Routledge, 2004, 226 p.

COLOMB C., « Le New Labour et le discours de la « Renaissance urbaine » au Royaume-Uni. Vers une revitalisation durable ou une gentrification accélérée des centres », *Sociétés contemporaines*, 2006/3, n° 63, pp. 15-37.

DAMBLON E., « La construction de l'autorité en rhétorique », *Semen*, 2006, n° 21, pp. 141-153.

DUBOIS J., *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872*, Paris : Larousse, 1962, 460 p.

FERNÁNDEZ G., PAZ S., « Mas allá del marketing de ciudades : hacia una política pública de diseño y gestión de los signos de identificación de ciudad », *Scripta Nova*, 2005, vol. IX, n° 194 (95).

FIJALKOW Y., PRÉTECEILLE E., « Introduction. Discours et politiques urbaines (France, Royaume-Uni, Canada) », *Sociétés contemporaines*, 2006/3, n° 63, pp. 5-13.

FRÉMONT A., *La région, espace vécu*, Paris : PUF, 1976, 223 p.

GEFFROY A., « Les nous indistincts », *Mots. Les langages du politique*, 1985, vol. 10, n° 1, pp. 5-8.

GUESPIN L., « Nous, la langue et l'interaction », *Mots. Les langages du politique*, 1985, vol. 10, nº 1, pp. 45-62.

GUMUCHIAN H., *Représentations et aménagement du territoire*, Paris : Anthropos, 1991, 143 p.

HASTINGS A., « Discourse and urban change : introduction to special issue », *Urban Studies*, 1999, vol. 36, n° 1, pp. 7-12.

LEFEBVRE R., « Rapprocher l'élu et le citoyen. La « proximité » dans le débat sur la limitation du cumul des mandats (1998-2000) », *Mots. Les langages du politique*, 2005, n° 77, pp. 41-58.

LOWENTHAL D., « Geography, experience and imagination : towards a geographical epistemology », *Annals of the Association of American Geographers*, 1961, vol. 51, n° 3, 1961, pp. 241-260.

MAINGUENEAU D., « L'analyse du discours et l'étude de la littérature », in BONNAFOUS S., TEMMAR M. (coord.), *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris : Ophrys, 2007, pp. 109-120.

MAZIÈRE F., *L'analyse du discours*, Paris : PUF, 2005, 127 p.

MICHELI R., « Contexte et contextualisation en analyse du discours : regard sur les travaux de T. Van Dijk », *Semen*, 2006, n° 21, pp. 103-120.

MOIX L., *La ciudad de los arquitectos*, Barcelone : Anagrama, 1994, 275 p.

NEUBURGER H. L. I., « Perceived costs », *Environment and Planning A*, 1971, vol. 3, n° 4, 1971, pp. 369-376.

PÜTZ M., NEFF-VAN AERTSELAER J., VAN DIJK T. A. (coord.), *Communicating ideologies : multidisciplinary perspectives on language, discourse, and social practice*, 2004, New-York : Peter Lang, 671 p.

ROSE D., « Les atouts des quartiers en voie de gentrification : du discours municipal à celui des acheteurs. Le cas de Montréal », *Sociétés contemporaines*, 2006/3, n° 63, pp. 39-61.

ROSEMBERG M., *Le marketing urbain en question. Production d'espace et de discours dans quatre projets de villes*, Paris : Anthropos, 2000, 184 p.

TAIT M., CAMPBELL H., « The politics of communication between planning officers and politicians : the exercise of power through discourse », *Environment and Planning A*, 2000, vol. 32, n° 3, pp. 489-506.

VAN DIJK T. A., « Politique, idéologie et discours », *Semen*, 2006, n° 21, pp. 73-102.

VAN DIJK T. A., *Discourse and power*, Basingstoke, New-York : Palgrave Macmillan, 2008, 308 p.

Sources statistiques et documents d'urbanisme

1. Recensements et données sur la population

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 1987*, 1987.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 1991*, 1991 (a).

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Índex de capacitat econòmica familiar a la ciutat de Barcelona*, 1991 (b), 108 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 1996*, 1996 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Índex de capacitat econòmica familiar a la ciutat de Barcelona*, 1996 (b), 157 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 1997*, 1997 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 1998*, 1998 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 1999*, 1999 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2000*, 2000 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Guia estadística, Ciutat Vella en xifres*, 2000 (c), 94 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2001*, 2001 [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2002*, 2002 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Guia estadística, Ciutat Vella en xifres*, 2002 (c), 94 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Barcelona. Guia de la ciutat*, 2002 (d), 604 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2003*, 2003 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Informes estadístics. El moviment demogràfic de Barcelona*, 2003 (b), 47 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2004*, 2004 [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la ciutat de Barcelona 2005*, 2005 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Informes estadistics 01. La població estrangera a Barcelona, gener 2005*, 2005 (b), 135 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Informes estadístics 02. Dades basiques del món laboral a Barcelona, 2004*, 2005 (c), 95 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Informes estadístics 03. Cens de vehicles de la ciutat de Barcelona 2004*, 2005 (d), 85 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Informes estadístics 04. Les activitats econòmiques a Barcelona 2004*, 2005 (e), 77 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la Ciutat de Barcelona 2006*, 2006 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Guia estadística, Ciutat Vella en xifres*, 2006 (b), 156 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la Ciutat de Barcelona 2007*, 2007 (a) [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Distribució territorial de la renda familiar a Barcelona*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 2007 (c), 71 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Anuari estadístic de la Ciutat de Barcelona 2008*, 2008 [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. Cuarto trimestre 2005*, 2006 (a), 54 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. Primer trimestre 2006*, 2006 (b), 47 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. Secundo trimestre 2006*, 2006 (c), 46 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. Tercer trimestre 2006*, 2006 (d), 47 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. Cuarto trimestre 2006*, 2007 (e), 48 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. Anuario 2006*, 2007, 112 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. Primer trimestre 2007*, 2008 (a), 48 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. Secundo trimestre 2007*, 2008 (b), 51 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. Tercer trimestre 2007*, 2008 (c), 48 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. 4° trimestre 2007*, 2008 (d), 51 p. [en ligne].

COLEGIO DE REGISTRADORES DE LA PROPRIEDAD, BIENES MUEBLES Y MERCANTILES DE ESPAÑA, *Estadística registral inmobiliaria. 1er trimestre 2008*, 2008 (e), 51 p. [en ligne].

EARHA, *Activitats econòmiques al Raval per a l'àrea de rehabilitació integrada ARI de Barcelona*, 1987.

EARHA, *Activitats econòmiques a la Ciutat Vella*, 1988.

R. R. DE ACUÑA & ASOCIADOS, *Visión general de la situación del mercado inmobiliario y sus perspectivas*, 2008, 22 p. [en ligne].

TNS-OFRES, *Estudio de afluencia Barnacentre*, décembre 2006 [en ligne].

2. Documents urbanistiques

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *PERI del sector oriental del centre històric de Barcelona. Versió refosa*, 1985, 159 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Urbanisme a Barcelona, Plans cap a 92*, 1990.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Estudi de detall illa compresa entre els carrers Sant Joseph Oriol, la Cadena i Sant Rafael, Barri del Raval, Disticte de Ciutat Vella*, 1992.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Modificació de l'estudi de detall de l'area central del PERI del Sector Oriental del centro histórico de Barcelona*, 1997 (b).

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Proyecto de mejora del medio urbano, urbanización de espacio público y remodelación de la edificación existente en el entorno del Pla del Raval*, 1999 (c).

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Urbanització de l'espai públic : rehabilitació de l'edificació existent a l'entorn de la Rambla del Raval*, 2000 (d), 13 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Les actuacións d'inversió en el districte de Ciutat Vella*, 2003 (c), 55 p.

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Projecte d'intervenció integral als barris de Santa Caterina i Sant Pere sector Casc Antic de la Ciutat Vella de Barcelona*, 2005 (f), 92 p. [en ligne].

AJUNTAMENT DE BARCELONA, *Comissió de Govern 17 de gener de 2007*, 2007 (b), 12 p.

ATELIER DES ESPACES PUBLICS DE LILLE METROPOLE, *Les cahiers de l'atelier des espaces publics de Lille Métropole*, 2006, 30 p.

Barcelona Metrópolis Mediterránea, [1985-2008], [n° 0-70].

COLLECTIF, *Estudi previ a la remodalació de la Barceloneta*, 1978, 256 p.

EARHA, *Avaluació de set anys d'actuació a Ciutat Vella*, 1996.

ESTÉVEZ X., CERRADA I, *Informe sobre las actuaciones urbanísticas y de rehabilitación en Ciutat Vella*, 2000, 32 p.

FOCIVESA, *Societat privada municipal. Proposta de transformació en societat d'economia mixta. Memoria justificava*, 1999.

FOCIVESA, *Illa i Rambla del Raval. 1988 un proyecto, 2001 una realidad*, 2001 (a).

FOCIVESA, *Illa de la Rambla del Raval. Concursos públics desenvolupament del projecte urbanístic*, 2001 (b).

FOCIVESA, *Pla d'empresa 2000-2003*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2003 (b), 22 p.

FOCIVESA, *Informe anual 2001*, 2002 (a), 37 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Seguiment obres març 2002*, 2002 (b).

FOCIVESA, *Hotel Rambla Raval. Dossier premsa*, 2002 (c).

FOCIVESA, *Informe anual 2002*, 2003 (a), 32 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Memòria 2001-2002*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2003 (b), 47 p. (?) [en ligne].

FOCIVESA, *Informe anual 2003*, 2004 (a), 31 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Pla d'habitatge a Ciutat Vella 2004-2007*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2004 (b), 11 p.

FOCIVESA, *Informe anual 2004*, 2005, 32 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Informe anual 2005*, 2006 (a), 42 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Memòria 2003-2004*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2006 (b), 84 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Memòria 2005*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2006 (c), 108 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Santa Caterina i Sant Pere*, 2006 (d), 15 p.

FOCIVESA, *Informe anual 2006*, 2007 (a), 44 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Memòria 2006*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2007 (b), 91 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Memòria 2007*, Barcelone : Foment Ciutat Vella, 2008 (a), 77 p. [en ligne].

FOCIVESA, *Projecte d'intervenció integral del barri de la Barceloneta de Barcelona 2008-2011*, 2008 (b), 179 p. [en ligne].

FUNDACIÓ TOT RAVAL, *Estudi econòmic i comercial del Raval 2006-2007*, 2008 (?)[en ligne].

INDITEX, *Anual report'07*, 2008, 411 p. [en ligne].

ITTURATE G., *Guia de l'arxiu Municipal del districte de Ciutat Vella*, Barcelone : Ajuntament de Barcelona, 2000, 96 p.

ORCV, *Dades de rehabilitación privada. ARI Cutat Vella, ARI Poble Sec*, 1997.

PROCIVESA, *Anàlisi i diagnosi de 3000 edificis de Ciutat Vella*, Barcelone : ITEC, 1990, 200 p.

RODRÍGUEZ LÓPEZ J., FELLINGER JUSUÉ E., *El mercado de la vivienda en España. Previsiones 2007-2009*, (2006 ?), 36 p.

STAFF CONSULTANTS, *Informe de resultats reallotjaments Ciutat Vella*, 1997, 90 p.

TABLES ET INDEX

Table des figures

Figure 1. Barcelone à la veille des grandes opérations du 19ème siècle 23
Figure 2. Schéma des différents types d'actants 150
Figure 3. L'île de la Cité et l'île Saint-Louis, un secteur parisien surprotégé 157
Figure 4. Extrait des fuseaux de protection dans l'ouest parisien 158
Figure 5. Le découpage des districts de Barcelone avant 1983 169
Figure 6. Le centre ancien de Barcelone dans le projet de Cerdà (extrait du plan de Cerdà), 1859 196
Figure 7. Ciutat Vella dans le plan de Baixeras (1889) 197
Figure 8. Ciutat Vella dans le *Plan de enlaces* de Léon Jaussely (1907) 198
Figure 9. Le centre ancien dans le Plan Macià de 1932 200
Figure 10. Le *Plan de reforma interior* de Joaquim Vilaseca (1943) 202
Figure 11. Évolution des investissements dans l'ARI (selon leur origine publique ou privée entre 1988 et 1997 (en millions de pesetas) 209
Figure 12. Les investissements publics dans l'ARI de Ciutat Vella entre 1988 à 1997 209
Figure 13. Répartition de l'origine des investissements de la politique de réhabilitation de Ciutat Vella entre 1988 et 2001 (pourcentages calculés sur le total des investissements) 220
Figure 14. Destination des investissements privés entre 1988 et 2002 221
Figure 15. Nombre de logements et de locaux commerciaux concernés par les travaux financés par l'ORCV entre 1994 et 2007 à Ciutat Vella 225
Figure 16. Évolution du nombre de travaux financés par l'ORCV entre 1994 et 2007 à Ciutat Vella 225
Figure 17. Types de travaux financés par l'ORCV entre 1994 et 2007 à Ciutat Vella 226
Figure 18. Répartition du coût total des travaux et du financement de l'ORCV entre 1994 et 2007 à Ciutat Vella (par quartier) 227
Figure 19. Évolution de la population de la commune de Barcelone entre 1991 et 2007 240
Figure 20. Évolution de la population à Barcelone par district entre 1998 et 2007 240
Figure 21. Évolution de la population de Ciutat Vella par ZEG entre 1970 et 2007 241
Figure 22. Évolution du taux d'accroissement naturel et du taux de croissance migratoire à Ciutat Vella par ZEG entre 1999 et 2007 242
Figure 23. Évolution de la taille moyenne des ménages à Barcelone et à Ciutat Vella entre 1991 et 2007 245
Figure 24. Évolution de la part des 65 ans ou plus à Barcelone et à Ciutat Vella entre 1991 et 2006 247
Figure 25. Évolution du taux de chômage à Barcelone par district entre 1991 et 2001 258
Figure 26. Évolution sectorielle de l'emploi dans la commune de Barcelone entre 1999 et 2005 267
Figure 27. Évolution du prix de vente des logements anciens en €/m² pour quelques districts entre 1992 et 1997 275
Figure 28. Évolution du prix de vente des logements neufs en €/m² pour quelques districts entre 1992 et 1997 276
Figure 29. Évolution du marché immobilier en Espagne entre 2005 et 2008 (échelle logarithmique) 277
Figure 30. Évolution du marché immobilier en Espagne entre 2005 et 2008 (nombre de transactions pour 1000 habitants) 278
Figure 31. Cercle des corrélations pour les axes 1 et 2, ACP 1991-2001 329
Figure 32. Cercle des corrélations pour les axes 1 et 3, ACP 1991-2001 330
Figure 33. Plan factoriel F1/F2 de l'ACP 1991-2001 332

Figure 34. Plan factoriel F1/F3 de l'ACP 1991-2001 334
Figure 35. Cercle des corrélations pour les axes 1 et 2, ACP 2005 346
Figure 36. Cercle des corrélations pour les axes 1 et 3, ACP 2005 347
Figure 37. Plan factoriel F1/F2 de l'ACP 2005 349
Figure 38. Plan factoriel F1/F3 de l'ACP 2005 351
Figure 39. Plan du secteur de la Rambla del Raval et de l'Illa del Raval 440
Figure 40. Plan du secteur Pou de la Figuera.....442
Figure 41. Plan du projet pour l'Illa del Raval 449
Figure 42. Le projet municipal définitif pour le secteur Pou de la Figuera.....456
Figure 43. *BMM* entre la troisième et la quatrième époque.....469

Table des cartes

Carte 1. Le découpage administratif de Barcelone....15
Carte 2. Plan du centre ancien de Barcelone. Principaux lieux, bâtiments et équipements cités dans le thèse....16
Carte 3. Le découpage statistique du district de Ciutat Vella....17
Carte 4. Les ouvriers dans le centre ancien de Barcelone en 1981....31
Carte 5. Les catégories socio-professionnelles supérieures dans le centre ancien de Barcelone en 1981....31
Carte 6. Carte des biens culturels classés à Ciutat Vella en 2007....163
Carte 7. Les magasins INDITEX et ABUCU et le commerce asiatique de textile dans le centre ancien de Barcelone (à l'été 2008)....189
Carte 8. La réhabilitation intégrale de Ciutat Vella (synthèse des principales opérations 1988-2008)....214
Carte 9. Les logements sociaux construits après 1980 dans le centre ancien (à l'hiver 2008)....232
Carte 10. Typologie des *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella selon le solde naturel et le solde migratoire en 2001....244
Carte 11. Typologie des *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella selon le solde naturel et le solde migratoire en 2006....244
Carte 12. Les 65 ans ou plus à Barcelone en 2001....248
Carte 13. Les 65 ans ou plus à Barcelone en 2007....248
Carte 14. La part des 65 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP en 1991....249
Carte 15. La part des 65 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP en 2007....249
Carte 16. Évolution de la part des non diplômés dans la population de 16 ans ou plus à Barcelone entre 1991 et 2006....251
Carte 17. Part des non diplômés parmi la population de 16 ans ou plus à Barcelone en 2006....252
Carte 18. Part des non diplômés parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP en 2005....253
Carte 19. Évolution de la part des non diplômés parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2005....254
Carte 20. Évolution de la part des non diplômés parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP entre 2001 et 2005....254
Carte 21. Part des diplômés du supérieur parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP en 2005....255
Carte 22. Évolution de la part des diplômés du supérieur parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2005....256
Carte 23. Évolution de la part des diplômés du supérieur parmi la population de 16 ans ou plus à Ciutat Vella par ZRP entre 2001 et 2005....257
Carte 24. Évolution du chômage à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2001....259
Carte 25. Évolution de la part relative des différentes catégories socio-professionnelles des actifs à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2001....260
Carte 26. L'indice de capacité économique des ménages à Barcelone en 1988 (100 = ensemble de la commune de Barcelone en 1988)....263
Carte 27. L'indice de capacité économique des ménages à Barcelone en 1996 (100 = ensemble de la commune de Barcelone en 1988)....263
Carte 28. Évolution du revenu familial disponible à Ciutat Vella entre 2000 et 2005....264
Carte 29. Taux de vacance des logements à Ciutat Vella par ZRP en 1991....270

Carte 30. La part des petits logements (moins de 30 m²) à Ciutat Vella par ZRP en 1991....271
Carte 31. La part des grands logements (plus de 120 m²) à Ciutat Vella par ZRP en 1991...271
Carte 32. La part des résidences principales en propriété occupante à Ciutat Vella par ZRP en 1991....273
Carte 33. Évolution du nombre de résidences principales en propriété occupante à Ciutat Vella par ZRP entre 1991 et 2001....273
Carte 34. Part des résidences principales en accession à la propriété à Ciutat Vella par ZRP en 2001 (par rapport à l'ensemble des résidences principales)....274
Carte 35. Taux de vacance des logements à Ciutat Vella en 2001....279
Carte 36. Les étrangers à Barcelone en 2007....281
Carte 37. La communauté pakistanaise à Barcelone en 2007....285
Carte 38. La communauté pakistanaise à Ciutat Vella en 2007....285
Carte 39. Les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella en 1991....336
Carte 40. Les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella en 1996....339
Carte 41. Les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella en 2001....341
Carte 42. Les *zonas de recerca petita* de Ciutat Vella en 2005....352
Carte 43. Ciutat Vella entre 1991 et 2005 : un centre ancien fragmenté par de multiples processus....357
Carte 44. Localisation de la zone et des rues concernées par le parcours photographique....370

Table des photos

Photo 1. Vue aérienne de Barcelone....15
Photo 2. Le marché du Born, une réhabilitation qui fait polémique 46
Photo 3. La surdensité touristique des Ramblas....53
Photo 4. Une dénonciation originale de la fonction touristique des Ramblas 53
Photo 5. Le parvis du musée d'Art contemporain de Barcelone : un espace public aux réappropriations multiples....61
Photo 6. Le *Pou del Món* : ouverture culturelle ou argument publicitaire ? 90
Photo 7. *22@BCN*, un projet hyper-moderne pour un ancien quartier industriel....91
Photo 8. Le site de Can Ricart et les graffitis hostiles aux spéculateurs 92
Photo 9. Le marché de la Boqueria (Barcelone) à gauche et le marché d'Aligre (Paris) à droite 113
Photo 10. La fabrication d'une nouvelle identité pour le Raval 140
Photo 11. La spécialisation commerciale du Casc Antic (rue Trafalgar, n° 76)....190
Photo 12. La mobilité comme mode d'appropriation de l'espace (rue dels Sombrerers) 191
Photo 13. La participation des grandes entreprises commerciales au remodelage du paysage urbain (avenue Portal de l'Àngel, n° 15-17) 191
Photo 14. Vue aérienne du secteur « Pl. Folch i Torres » 374
Photo 15. Le Raval, une modernisation qui se poursuit depuis plus de vingt ans (extrémité est du parc Sant Pau del Camp)....376
Photo 16. Le développement de segments spécifiques du parc de logement (rue Riereta, n° 32) 379
Photo 17. Rue Reina Amalià, n° 31-33 : un secteur populaire menacé par les projets municipaux....380
Photo 18. Une cour intérieure dégradée du Raval (rue Riereta, n° 30)....382
Photo 19. La sous-occupation des logements du Barrio Gótico (rue de la Canuda, n° 24)....386
Photo 20. Un quartier qui conserve une fonction résidentielle de prestige (passage Duque de la Victòria, n° 5) 386
Photo 21. Le maintien de catégories supérieures de la population dans le Barrio Gótico (passage Duque de la Victòria, n° 5)....387
Photo 22. La rue de la Llibreteria, ou la mise en scène de la Ciutat Vella touristique....390
Photo 23. La pression touristique comme motif de départ ? (rue de la Llibreteria, n° 1) 391
Photo 24. Désaffectation ou reconversion des logements du Barrio Gótico ? (rue de la Llibreteria, n° 10) 392
Photo 25. Rue Sant Pere Mitjà, une rue délaissée du centre ancien ?....394
Photo 26. Les travaux de réhabilitation se poursuivent dans le Casc Antic (rue Sant Pere Mitjà, n° 93) 394
Photo 27. Quand la vitrine d'un *locutorio* (« taxiphone ») devient vitrine de la multiculturalité 395
Photo 28. Des réinvestissements ponctuels, indices d'un basculement possible (rue Sant Pere Mitjà, n° 13)....396
Photo 29. la rue Mirallers, entre tourisme et gentrification (rue Mirallers, n° 16) 398
Photo 30. Les commerces de la rue Mirallers : une volonté de distinction 398
Photo 31. Junta de Comerç, entre rénovation, gentrification et développement touristique ..400
Photo 32. Mixité ethnique et petits commerces : l'image traditionnelle du Raval (rue Sant Pau, n° 70) 401
Photo 33. Le Raval, nouveau quartier branché du centre ancien (place Canonge Colom) 402
Photo 34. Rue Almirall Churruca, un espace à fort potentiel 403

Photo 35. Le paysage typique des rues de la Barceloneta (rue Baluard).....404
Photo 36. D'une fenêtre à l'autre, les indices d'une microgentrification (rue Almirall Churruca, n° 4).....404
Photo 37. Protestations contre la spéculation foncière (Robador, 33) 417
Photo 38. La nouvelle fontaine de la Rambla del Raval.....422
Photo 39. La disparition du petit commerce en rez-de-chaussée dans le sud du Raval (rue Sant Bertran).....429
Photo 40. L'école : lieu du brassage culturel et ethnique, et de l'intégration (école élémentaire Drassanes).....436
Photo 41. Des logiques d'usage conflictuelles dans le centre ancien de Barcelone 433
Photo 42. Rambla del Raval (en haut) et Pou de la Figuera (en bas) : deux opérations d'assainissement urbain dans le centre ancien de Barcelone 438
Photo 43. La Rambla del Raval : un espace de juxtaposition commerciale et sociale.....447
Photo 44. Un hôtel de luxe sur la Rambla del Raval : une aberration ou un symbole du changement ?.....450
Photo 45. La rue Robador dans l'Illa del Raval : l'assainissement urbain comme outil d'homogénéisation sociale 451
Photo 46 Le Raval à travers les photographies de Joan Colom.....452
Photo 47. Les travaux commencent alors que subsiste une partie du jardin auto-géré.....457

Table des tableaux

Tableau 1. Origine des habitants de la commune de Barcelone entre 1860 et 1991 (en %) 33
Tableau 2. Les thèmes d'étude des étudiants français en architecture travaillant sur Barcelone 76
Tableau 3. Les biens culturels déclarés dans le centre ancien (sauf Barceloneta) en 2003....162
Tableau 4. Les actionnaires de la société mixte *Promoció Ciutat Vella SA*.....215
Tableau 5. Les actionnaires dans la société mixte *Foment Ciutat Vella SA*.....217
Tableau 6. Évolution de la part des investissements à Ciutat Vella par origine (entre 1988 et 1995) 219
Tableau 7. Les investissements par origine et par quartier entre 1988 et 1995 (en millions de pesetas et en %) 220
Tableau 8. Coût des travaux (en milliers d'euros) et part des financements (en %) de l'ORCV à Ciutat Vella entre 1994 et 2007 227
Tableau 9. Coût moyen des travaux et soutien financier moyen en 2007 (en € par ménage) 228
Tableau 10. Nombre de demandes d'informations auprès de l'ORCV entre 2004 et 2007 (selon le profil du demandeur).....228
Tableau 11. Organismes de production et de gestion des logements publics par échelon administratif ou territorial.....231
Tableau 12. Évolution de la répartition des catégories socioprofessionnelles dans deux secteurs du Raval entre 1991 et 2001.....262
Tableau 13. Part du PNB par grands secteurs d'activités dans la province de Barcelone, en Catalogne et en Espagne en 1969.....266
Tableau 14. Évolution de la part des emplois par secteur dans la RMB entre 1991 et 2001 .268
Tableau 15. Évolution de l'emploi par secteur selon la distance au centre de la RMB entre 1991 et 2001.....268
Tableau 16. Évolution du statut d'occupation à Barcelone par district entre 1991 et 2001...272
Tableau 17. Part des étrangers dans la population totale dans la commune de Barcelone et à Ciutat Vella entre 1991 et 2007 280
Tableau 18. Répartition de la population selon la nationalité et selon le plus haut niveau d'instruction à Barcelone en 2005.....283
Tableau 19. Répartition des étrangers à Ciutat Vella par continent et par pays en 2007.....283
Tableau 20. Répartition par âge et par niveau d'études des Pakistanais à Barcelone en 2003 286
Tableau 21. Les progrès du niveau d'instruction de la population barcelonaise entre 1991 et 2001 (par rapport à la population de 16 ans ou plus) 302
Tableau 22. Superficie et populations moyennes des 37 ZRP de Ciutat Vella entre 1991 et 2005 303
Tableau 23. Présentation des variables utilisées dans les analyses plurivariées.....305
Tableau 24. Répartition des CSP en 1991 et 2001 dans quelques ZRP de Ciutat Vella.....307
Tableau 25. Variables utilisées uniquement dans l'analyse concernant 2005.....310
Tableau 26. Quartiles et coefficient de variation pour la densité à l'hectare.....313
Tableau 27. Quartiles et coefficient de variation pour la part des diplômés du supérieur 313
Tableau 28. Les variables utilisées dans l'analyse des relations entre logements et catégories socio-professionnelles entre 1991 et 2001.....314
Tableau 29. Matrice des corrélations linéaires entre catégories socio-professionnelles et parc de logements en 1991 315
Tableau 30. Matrice des corrélations linéaires entre catégories socio-professionnelles et parc de logements en 2001 317

Tableau 31. Variables utilisées dans l'analyse des corrélations entre catégories socio-professionnelles et motorisation des ménages entre 1996/1997 et 2001 319
Tableau 32. Matrice des corrélations linéaires de l'analyse entre catégories socio-professionnelles et équipement en véhicules en 1996/1997 320
Tableau 33. Matrice des corrélations linéaires de l'analyse entre catégories socio-professionnelles et équipement en véhicules en 2001 321
Tableau 34. Matrice des corrélations de l'ACP 1991/2001 (extrait : ne figurent que les corrélations les plus significatives) 326
Tableau 35. Hypothèses concernant les relations entre catégories socio-professionnelles et les autres variables dans l'ACP pour la période 1991-2001 328
Tableau 36. Valeurs propres par axe pour l'ACP 1991-2001 (extrait) 328
Tableau 37. Résumé des principaux caractères sur les axes 4 et 5, ACP 1991-2001 331
Tableau 38. Matrice des corrélations de l'ACP pour 2005 (extrait : ne figurent que les corrélations les plus significatives) 343
Tableau 39. Les 20-34 ans à Barcelone en 2005 : des profils différents 344
Tableau 40. Valeurs propres par axe de l'ACP 2005 (extrait) 345
Tableau 41. Résumé des principaux caractères sur les axes 4 et 5, ACP 2005 348
Tableau 42. Caractérisation des *zonas de recerca petita* regroupées par classes dans la CAH 1991-2001 353
Tableau 43. Les étapes du parcours photographique 364
Tableau 44. Les rues sélectionnées pour l'analyse du paysage urbain 368
Tableau 45. Évolution de la population du secteur « Catedral » entre 2001 et 2008 389
Tableau 46. La part des diplômés du supérieur parmi les 16 ans ou plus autour de la Rambla del Raval entre 1991 et 2005 442
Tableau 47. La part des diplômés du supérieur parmi les 16 ans ou plus autour de Pou de la Figuera entre 1991 et 2005 443
Tableau 48. Répartition des commerces et services de la Rambla del Raval par type (mai 2008) 445
Tableau 49. Les trois genres de discours selon B. Buffon 474
Tableau 50. Les principaux thèmes et leur récurrence dans les numéros de *BMM* 480

Table des matières

INTRODUCTION.....2

PREMIÈRE PARTIE LES ENJEUX DE LA RÉCUPÉRATION DU CENTRE ANCIEN DE BARCELONE..... 12

CHAPITRE 1 Le centre ancien de barcelone : de la « crise urbaine » à la récupération 13

1. Ciutat Vella : un espace central en crise à la fin des années 1970 18
1.1 Le centre ancien : une notion relative aux dimensions multiples 18
1.2 Barcelone aux 19ème et 20ème siècles : une croissance urbaine complexe..... 22
1.2.1 De la colonie romaine à l'Eixample : la légitimation progressive du quartier ancien comme espace monumental.....23
1.2.2 Barcelone au 20ème siècle : la question de plus en plus problématique du logement 25
1.3 La « crise urbaine » à Ciutat Vella au début des années 1980..... 28
1.3.1 Une crise démographique et sociale.....28
1.3.2 Un contexte économique défavorable.....29
1.3.3 Un tissu urbain particulièrement dégradé.....32
1.3.4 La place des immigrés à Barcelone jusqu'au début des annés 1980 33
1.4 L Image ambivalente du centre ancien de Barcelone..... 34

2. Les enjeux patrimoniaux dans le centre ancien de Barcelone 37
2.1 L évolution de la notion de patrimoine..... 37
2.1.1 Du monument historique au patrimoine : l'extension d'une notion 38
2.1.2 L'essor des politiques de conservation du patrimoine en Espagne 39
2.2 L approche contemporaine du patrimoine..... 43
2.3 Patrimoine, mémoire et enjeux identitaires..... 45

3. La récupération des centres anciens entre développement touristique, rupture politique et idéologie 51
3.1 Les contradictions entre patrimoine et développement touristique..... 51
3.2 L évolution des politiques urbanistiques de récupération des quartiers anciens 55
3.2.1 De la rénovation à la réhabilitation du tissu urbain dans les centres anciens.....55
3.2.2 L'expérience de Bologne : un modèle pour Barcelone ? 56
3.3 Enjeux politiques et idéologiques de la récupération du centre ancien de Barcelone..... 58

CHAPITRE 2 Le *Modelo Barcelona* : enjeux, limites et nouvelles perspectives 63

1. La formalisation progressive d'un modèle de récupération des centres anciens..... 64
1.1 Une politique de récupération intégrale 66
1.2 Une méthode de réappropriation du centre ancien qui se veut originale 68
1.3 Une politique qui se veut démocratique 69
1.4 La stabilité politique, une garantie de succès ?..... 72

2. Exporter le *Modelo Barcelona* : l'exemple de la France 74
2.1 L'architecture et l'urbanisme barcelonais objets de réflexion pour les architectes français.. 75
2.2 Une approche opérationnelle qui valorise la méthodologie plutôt que les résultats 78

3. La remise en cause du *Modelo Barcelona*..... 82
3.1 Des critiques sur tous les fronts..... 84
3.1.1 La remise en cause des choix originels : une méthodologie plus qu'un modèle.....85
3.1.2 Un manque de réflexion à l'échelle métropolitaine et d'articulation entre le local et le global 86
3.1.3 Des objectifs sociaux qui n'ont pas été atteints 88
3.1.4 L'échec du processus participatif.....89
3.1.5 Des interrogations sur les choix architecturaux.....93
3.1.6 La privatisation de l'espace public 94
3.2 L'auto-promotion comme méthode, la gentrification comme effet..... 95

CHAPITRE 3 Les enjeux de la gentrification dans le centre ancien de Barcelone..... 100

1. La gentrification des centres anciens : enjeux théoriques.....102
1.1 Définir la gentrification..... 102
1.2 Les enjeux théoriques d'une définition plus ou moins large de la gentrification..... 105
1.2.1 Élargir ou resserrer la notion ?.....106
1.2.2 Gentrification et amélioration in situ 108
1.2.3 Gentrification et centralité 109
1.2.4 « Gentrifieurs », résidents traditionnels et immigrants 110
1.3 Un processus qui affecte toutes les dimensions de l'espace urbain 114
1.3.1 Dimensions sociales, urbanistiques et symboliques de la gentrification 114
1.3.2 Les effets de la gentrification sur le paysage commercial.....116

2. Les conditions d'apparition et de diffusion de la gentrification 118
2.1 La gentrification entre production et consommation 118
2.1.1 L'explication par la consommation 119
2.1.2 Un retour des capitaux, non des habitants : l'explication par la production 120
2.1.3 La nécessaire complémentarité des approches 122
2.2 Gentrification et politiques urbaines 123
2.2.1 Les politiques urbanistiques comme facteur de diffusion de la gentrification 123
2.2.2 Le discours politique de la gentrification 126

3. Comment étudier la gentrification dans le centre ancien de Barcelone ? . 128
3.1 État des recherches sur la gentrification dans les villes espagnoles 128
3.2 Y a-t-il un « mythe » de la gentrification à Ciutat Vella ? 131
3.3 Le paysage urbain de la gentrification dans le centre ancien de Barcelone 136
3.3.1 Les apports théoriques d'une lecture du paysage de la gentrification 137
3.3.2 Une sémiologie du paysage urbain 141

DEUXIÈME PARTIE LE CONTEXTE DE LA RÉCUPÉRATION DU CENTRE ANCIEN DE BARCELONE : ACTEURS, POLITIQUES URBAINES, PROCESSUS 144

CHAPITRE 4 La multiplicité des acteurs de la récupération du centre ancien de Barcelone 145

1. Acteurs et agents : retour sur des définitions 147

2. Les acteurs qui théorisent une certaine vision du centre ancien de Barcelone 152
2.1 La Municipalité de Barcelone : un « opérateur » majeur de l'organisation et de la transformation de l'espace urbain dans le centre ancien 152
2.1.1 Les pouvoirs publics comme acteurs de la transformation de l'espace urbain 153
2.1.2 La protection du patrimoine à Paris et à Barcelone 155
2.2 Les associations de riverains entre opposition, négociation et proposition 164
2.2.1 Les associations de riverains comme protagonistes de la politique urbanistique ... 165
2.2.2 Les actions des associations de riverains 168
2.2.3 Quelques évolutions récentes des associations de riverains 171

3. Les acteurs collectifs qui font la promotion de l'espace urbain 175
3.1 Les architectes-urbanistes dessinateurs de la ville 175
3.1.1 Les réseaux d'interconnaissance : l'exemple d'Oriol Bohigas 178

3.1.2 Une culture scientifique qui a guidé les principes de la reconstruction du centre ancien 180
3.2 Les agents immobiliers : les marchands de la ville 184
3.3 Les grandes enseignes commerciales et le commerce « ethnique » : de nouveaux « colonisateurs » du centre ancien 187

CHAPITRE 5 Entre politiques publiques et investissements privés : les modalités de la récupération de Ciutat Vella 194

1. Ciutat vella avant 1980, un espace constamment transformé 195
1.1 Du 19ème siècle à la guerre civile : Ciutat Vella de la monumentalisation à la « régénération » 195
1.2 La période franquiste : spéculation foncière en périphérie et monumentalisation du centre ancien 200

2. Les instruments de la récupération de Ciutat Vella entre 1980 et 2008 206
2.1 Les principaux outils de la réhabilitation 207
2.1.1 Une *área de rehabilitación integrada* (ARI) pour mobiliser les ressources 207
2.1.2 Les *planes especiales de reforma interior* (PERI) pour coordonner les projets 210
2.1.3 PROCIVESA, FOCIVESA et le partenariat avec le secteur privé 215
2.2 Le financement privé dans la politique de réhabilitation de Ciutat Vella 219

3. La politique du logement, entre soutien à la réhabilitation privée et promotion de logements sociaux 222
3.1 La fonction résidentielle dans le projet municipal pour Ciutat Vella 222
3.2 L Investissement du secteur privé dans la réhabilitation des logements 224
3.3 La faiblesse de la construction de logements sociaux depuis 1980 229
3.3.1 Un déficit chronique en logements sociaux 230
3.3.2 Une production encore insuffisante 231

CHAPITRE 6 Ciutat Vella, la récupération d'un espace potentiellement gentrifiable 238

1. 1980-2005 : une amélioration globale des conditions de vie à Ciutat Vella 239
1.1 Une reprise démographique généralisée mais récente 239
1.1.1 L'importance de l'apport migratoire 241
1.1.2 Du vieillissement au rajeunissement de la population 246
1.2 L élévation du niveau moyen d'instruction révélatrice de nouvelles fractures 251

1.2.1 Une forte diminution générale des non diplômés, qui masque des inégalités locales 251
1.2.2 Une augmentation généralisée des populations diplômées du supérieur 255
1.3 Des clivages encore importants en termes de niveaux et de types d'activité dans le centre ancien de Barcelone..... 257
1.3.1 Une baisse généralisée du chômage.....258
1.3.2 Un maintien relatif des catégories populaires.....259

2. Le potentiel de gentrification du centre ancien de Barcelone et ses limites ... .265
2.1 La redistribution des activités et l'évolution de l'emploi dans l'agglomération de Barcelone..... 266
2.2 La réactivation du marché immobilier comme condition et indice du processus de gentrification 269
2.2.1 Ciutat Vella, un secteur à fort potentiel de plus-values immobilières 270
2.2.2 Des propriétaires-occupants encore minoritaires.....272
2.2.3 Une hausse généralisée des prix sur le long terme, malgré la crise immobilière récente 274
2.3 L Immigration étrangère : facteur limitant de la gentrification..... 280
2.3.1 Des immigrants étrangers aux profils variés 282
2.3.2 L'exemple de la communauté pakistanaise.....284
2.3.3 Immigration étrangère et appropriation de l'espace : un rôle ambivalent.....287

TROISIÈME PARTIE LA GENTRIFICATION DANS LE CENTRE ANCIEN DE BARCELONE : DIVERSITÉ DES PROCESSUS ET DES TRAJECTOIRES 292

CHAPITRE 7 Méthodes d'analyse des mutations socio-démographiques des quartiers de Ciutat Vella.....293

1. Des approches multivariées pour l'analyse de la gentrification.....294
1.1 Apports et limites des analyses multivariées de la gentrification..... 295
1.1.1 La construction d'un « indicateur » de la gentrification 295
1.1.2 Analyses statistiques et entretiens : des approches complémentaires.....297
1.1.3 Analyser les trajectoires temporelles de la gentrification 298
1.2 La rareté des analyses statistiques plurivariées sur les changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone..... 299

2. Une méthodologie pour l'analyse des trajectoires des quartiers de Ciutat Vella 301
2.1 Le choix de l'échelle d'analyse 301
2.2 Une analyse diachronique des changements sociaux entre 1991 et 2005 304
2.2.1 Les variables communes aux trois dates 1991-1996-2001 304
2.2.2 Un jeu de variables différent en 2005 309
2.2.3 Des différences plus marquées entre quartiers sur toute la période 1991-2005 312
2.3 Repérer le statut socio-économique des habitants en 2005 313
2.3.1 Caractéristiques du logement et catégories socio-professionnelles des habitants 314
2.3.2 La motorisation des ménages dans le centre ancien comme indicateur de leur statut socio-économique 319

CHAPITRE 8 Gentrification, désembourgeoisement, marginalisation : Les changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone entre 1991 et 2005 324

1. Derrière l'amélioration générale des conditions de vie entre 1991 et 2001, une hétérogénéité socio-démographique croissante 325
1.1 Des oppositions fortes entre catégories socio-professionnelles, et des profils migratoires différents 325
1.2 Des associations entre classes supérieures et étrangers européens, et entre classes populaires et étrangers non européens 328
1.3 Une reprise démographique réelle dans le centre ancien qui s'accompagne d'une amélioration socio-économique du statut des ménages 331
1.3.1 Une prédominance des classes populaires, des non diplômés et des personnes âgées en 1991 333
1.3.2 Poursuite du vieillissement de la population entre 1991 et 1996 mais amélioration sensible des conditions de vie 337
1.3.3 Rajeunissement généralisé et croissance de l'immigration entre 1996 et 2001 340

2. Ciutat Vella en 2005 : reprise démographique et nouveaux clivages 342
2.1 Des oppositions fortes au sein des jeunes adultes et entre étrangers européens et non européens 342
2.2 Rajeunissement et immigration : de nouveaux clivages dans la population de Ciutat Vella 345
2.3 Un rajeunissement qui marginalise les secteurs restés à l'écart 348

3. Typologie des secteurs : gentrification, désembourgeoisement, marginalisation ou stabilité 353
3.1 Évolution des secteurs entre 1991 et 2001 353

3.2 La situation en 2005 ... *355*
3.3 Les trajectoires sociales des quartiers du centre ancien de Barcelone entre 1991 et 2005 ... *358*

Chapitre 9 Le paysage de la gentrification à Ciutat Vella ... 362

1. Le paysage de la gentrification : approche méthodologique ... 363
1.2 Sélection des parcours photographiques ... *365*
1.2 Une lecture sémiologique du paysage urbain ... *371*
1.3 La restitution du parcours par la photographie : son analyse et ses limites ... *372*

2. « Pl. Folch i Torres », un exemple de micro-gentrification ... 374
2.1 Un secteur à fort potentiel ... *376*
2.2 La persistance de secteurs dégradés en marge des grandes opérations urbanistiques ... *381*

3. La diversité paysagère de Ciutat Vella reflet de sa diversité sociale ... 383
3.1 Rue de la Canuda, reflet du développement touristique ... *385*
3.2 Rue Llibreteria : une mise en scène de la Ciutat Vella « historique » ... *389*
3.3 Sant Pere Mitjà : une rue dégradée au cœur de la Ribera populaire ... *393*
3.4 Rue Mirallers, une gentrification ancienne mais discrète ... *397*
3.5 Rue Junta de Comerç : vers une gentrification de « consommation » ... *399*
3.6 Rue Almirall Churruca : un potentiel immobilier élevé ? ... *402*
3.7 Conclusion : les apports de l'analyse paysagère ... *405*

QUATRIÈME PARTIE LA PERCEPTION DES CHANGEMENTS DANS LE CENTRE ANCIEN DE BARCELONE ENTRE CONTESTATION ET AUTO-LÉGITIMATION ... 408

CHAPITRE 10 Perceptions et contestations de la politique de récupération de ciutat Vella ... 409

1. Comment les résidents du centre ancien perçoivent-ils les changements urbains et sociaux ? ... 410
1.1 Recueillir la parole des résidents par des entretiens semi-directifs ... *411*
1.1.1 Agents immobiliers et associations locales : des relais des opinions avec les résidents ... 411
1.1.2 Les audiences publiques révélatrices des inquiétudes des résidents ... 413
1.2 Le regard des habitants et des associations sur la politique municipale ... *415*

1.2.1 Une politique qui laisse de côté les anciens résidents....415
1.2.2 Rupture ou continuité avec le passé ?....419
1.2.3 Le patrimoine entre lieu de mémoire et espace de vie....421
1.3 Ciutat Vella : entre quartier à la mode et quartier de mauvaise réputation....423
1.3.1 Un centre ancien encore peu attractif pour les classes moyennes....423
1.3.2 La marginalisation accrue de certains secteurs....427
1.3.3 L'espace commercial du centre ancien en pleine mutation....428
1.4 Une perception ambivalente de l'immigration étrangère....431
1.4.1 Ciutat Vella : un espace modelé par les courants d'immigration....431
1.4.2 Une cohabitation qui ne va pas sans heurts....432

2. Raval et Casc Antic entre normalisation des pratiques spatiales et homogénéisation sociale....437
2.1 Présentation des deux secteurs d'étude....451
2.1.1 Le tissu social autour de la Rambla del Raval....440
2.1.2 Le tissu social dans le secteur Pou de la Figuera....442
2.2 Rambla et Illa del Raval : un assainissement urbain qui vise à l'homogénéisation sociale d'un quartier populaire....443
2.2.1 Le paysage commercial de la Rambla del Raval témoin des logiques contradictoires de redynamisation....445
2.2.2 Illa del Raval : de l'assainissement urbain à l'assainissement social....448
2.3 Pou de la Figuera : l'échec de la concertation....453
2.3.1 La chronologie du projet....454
2.3.2 La contestation du projet, entre démocratie participative et lutte urbaine....458

Chapitre 11 Le discours institutionnel de légitimation du *Modelo Barcelona*....464

1. Appréhender le *Modelo Barcelona* à travers les éditoriaux de *Barcelona Metrópolis Mediterránea*....465
1.2 Barcelona Metrópolis Mediterránea : outil de promotion de la politique municipale....467
1.3 Les éditoriaux de BMM vecteurs de « l'image » de la ville proposée par la Municipalité de Barcelone....470
1.4 Méthodologie d'analyse des éditoriaux de BMM....472
1.4.1 Caractériser et contextualiser le discours....473
1.4.2 Repérer les occurrences et les récurrences dans le corpus....474

2. De la légitimation à la marginalisation de la récupération du centre ancien dans les éditoriaux de *BMM*....475
2.1 De la prédominance de la parole du maire à sa dépolitisation progressive....476

2.2 Une forte prédominance des réflexions urbanistiques dans les éditoriaux de BMM..... 480
2.2.1 « Administrer la ville » ou la légitimation du rapport distant entre le maire et les citadins.....481
2.2.2 « Penser la ville » ou la justification d'un modèle barcelonais de politique urbanistique 482
2.2.3 La préoccupation constante de « réaliser de grands projets » 483
2.2.4 « Penser l'articulation des échelles » vers un élargissement du rayonnement de Barcelone.....483
2.2.5 « S'inscrire dans les temporalités » pour légitimer la rupture avec la période précédente.....484
2.2.6 « BMM », une forme d'introspection ?.....485
2.3 Analyse des thèmes : associations, contenus, représentations..... 486
2.3.1 Barcelone comme modèle international d' « urbanité » 486
2.3.2 Inscrire Barcelone dans un contexte territorial : le global contre le local ?.....490
2.3.3 Évoquer les controverses : quelle posture autocritique de la Municipalité ?.....493
2.3.4 L'utilisation politique de la référence à l'histoire.....495
2.3.5 Quelles conceptions du pouvoir et de la démocratie participative ?.....497
2.4 Les principaux apports de l'analyse des éditoriaux de BMM 501

CONCLUSION.....505

ANNEXES.....515
Annexe 1 Index des sigles utilisés 516
Annexe 2 Liste des entretiens réalisés (2006-2008)..... 518

Bibliographie.....519

Tables et index.....554
Table des figures 555
Table des cartes..... 557
Table des photos..... 559
Table des tableaux..... 561
Table des matières..... 563

Ciutat Vella entre réhabilitation et gentrification :
politiques publiques et changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone (1980-2008)

Résumé

À partir d'une approche critique du « modèle d'intervention urbaine à Barcelone » (ou *Modelo Barcelona*), ce travail de thèse étudie conjointement les politiques d'urbanisme menées par la Municipalité dans le centre ancien de Barcelone (district de Ciutat Vella) depuis la fin des années 1970, et leurs conséquences sur le paysage socio-démographique. La première partie rappelle les enjeux démographiques, économiques, sociaux, politiques et symboliques de la « récupération » de Ciutat Vella au début des années 1980. La seconde présente la multiplicité des acteurs de cette revitalisation et analyse en particulier l'action publique, caractérisée par le choix de l'assainissement urbain et le soutien à la réhabilitation privée dans un contexte de persistance des carences en termes de construction de logements sociaux. Après avoir questionné le « potentiel de gentrification » de Ciutat Vella, la troisième partie montre à l'aide d'une série d'analyses statistiques plurivariées, que le centre ancien de Barcelone est en réalité touché par une multiplicité de processus de revalorisation et de dévalorisation. Une analyse du paysage urbain vient compléter cette étude, en abordant la question des échelles de ces différents processus, et du rôle des images et des représentations des quartiers anciens. Enfin, ce travail pose la question de la perception par les habitants eux-mêmes de la « récupération » du centre ancien, notamment à travers l'étude de la réception de deux projets urbains emblématiques (Rambla del Raval/Illa del Raval et Pou de la Figuera). Dans le même temps, une analyse de discours sur les éditoriaux de la revue municipale *Barcelona Metrópolis Mediterránea* met en évidence la progressive désaffection des pouvoirs publics pour Ciutat Vella, alors même que les problèmes socio-économiques ne sont pas réglés.

Mots-clés : Modelo Barcelona, Ciutat Vella, centre ancien, gentrification, patrimoine, réhabilitation des quartiers anciens, politiques d'urbanisme, paysage urbain, représentations, analyse de discours.

Ciutat Vella entre rehabilitación y gentrificación :
políticas públicas y cambios sociales en el centro antiguo de Barcelona (1980-2008)

Resumen

A partir de un enfoque crítico del "modelo de intervención urbana en Barcelona" (o *Modelo Barcelona*), este trabajo de tesis estudia conjuntamente las políticas de urbanismo efectuadas por el Municipio en el casco antiguo de Barcelona (distrito de Ciutat Vella) desde el final de los años setenta, y sus consecuencias sobre el paisaje sociodemográfico. La primera parte recuerda lo que está en juego a niveles demográficos, económicos, sociales, políticos y simbólicos en la "recuperación" de Ciutat Vella a principios de los años ochenta. El segundo presenta la multiplicidad de los actores y agentes de esta revitalización y análisa en particular la acción pública, caracterizada por la elección del saneamiento urbano y el apoyo a la rehabilitación privada en un contexto de persistencia de las insuficiencias en términos de construcción de viviendas sociales. Después de haber cuestionado el "potencial de gentrificación" de Ciutat Vella, la tercera parte describe, con ayuda de una serie de análisis estadísticos plurivariados, el casco antiguo de Barcelona afectado por una multiplicidad de procesos de revalorización y desvalorización. Un análisis del paisaje urbano viene a completar este estudio, abordando la cuestión de las escalas de estos distintos procesos, y del papel de las imágenes y representaciones de los barrios antiguos. Por fin, este trabajo plantea la cuestión de la percepción por los propios habitantes de la "recuperación" del centro antiguo, a través, en particular, del estudio de la recepción de dos proyectos urbanos emblemáticos (Rambla del Raval/Illa del Raval y Pou de Figuera). Al mismo tiempo, un análisis de discurso sobre los editoriales de la revista municipal *Barcelona Metrópolis Mediterránea* muestra el progresivo desafecto de los poderes públicos para Ciutat Vella, al mismo tiempo que los problemas socioeconómicos no se regulan.

Palabras clave : Modelo Barcelona, Ciutat Vella, casco antiguo, gentrificación, patrimonio, rehabilitación de los barrios antiguos, políticas de urbanismo, paisaje urbano, representaciones, análisis de discurso.